La Maire

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

du vendredi 24 juin 2022 à 09h00
par visioconférence et en salle des Conseils du centre administratif

Ordre du Jour

..

1	Désignation du/de la conseiller-e municipal-e chargé-e de présider au vote des comptes administratifs 2021 de la ville de Strasbourg et de l'Œuvre Notre-Dame.	1
2	Approbation du compte administratif de la ville de Strasbourg pour l'exercice 2021.	5
3	Approbation du compte administratif de l'Œuvre Notre-Dame pour l'exercice 2021.	11
4	Approbation du compte de gestion 2021 de la ville de Strasbourg.	17
5	Approbation du compte de gestion 2021 de l'Œuvre Notre-Dame.	21
6	Affectation du résultat 2021 de la ville de Strasbourg.	24
7	Budget supplémentaire 2022 de la ville de Strasbourg.	27
8	Budget supplémentaire 2022 de l'Œuvre Notre-Dame.	36
9	Modification des autorisations de programme de la ville de Strasbourg suite au vote du budget supplémentaire 2022.	40
10	Poursuite de l'engagement dans le programme Territoire Engagé pour la Transition Écologique de l'ADEME (European Energy Award) et déploiement d'un outil d'évaluation pour renforcer le suivi de la mise en œuvre du plan climat.	44

Urbanisme, Aménagement, Logement, Transports

11	Réseau Express Métropolitain Européen - Lancement de la concertation préalable à l'aménagement du Hub Multimodal de Strasbourg - Secteur Halles et arrière gare.	50
12	Approbation de l'avant-projet du prolongement de la ligne G de bus à haut niveau de service entre la gare centrale de Strasbourg et le Bassin des Remparts, ainsi que du programme, de l'enveloppe financière prévisionnelle, des procédures et des conventions associées - Avis du Conseil municipal dans le cadre de l'article L5211-57 du CGCT.	72
13	Extinction semi nocturne des éclairages des espaces publics et de nature présents dans le tissu naturel urbain de la Ville de Strasbourg - Limitation de l'impact de l'éclairage sur l'environnement.	123
14	Etablissement d'une convention d'occupation domaniale pour l'installation et l'hébergement d'équipements de télérelève de gaz.	129
15	Mise à disposition de la Ville de bâtiments situés rue du Rempart à Strasbourg appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg.	151
16	Œuvre Notre Dame - Châtenois : Mise en œuvre d'une obligation réelle environnementale (ORE).	159
17	Transactions amiables sur le territoire de la ville de Strasbourg.	175
18	Approbation de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) dénommé "Conservatoire Botanique d'Alsace - Lorraine".	200
19	Gestion des réserves naturelles nationales.	223
20	Gestion des forêts de la ville de Strasbourg et de l'Œuvre Notre-Dame.	322
21	Projets sur l'espace public : - Ajustement du programme 2022 : paysage/ espaces verts, éclairage public, jardins familiaux, Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) - Lancement, poursuite des études et réalisation des travaux.	338
22	Ajustement du programme : Projets sur l'Espace Public de l'année 2022 voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement - Avis à donner (art L 5211-57 du CGCT).	352
23	Archipel 2 : Lot A et A' - Conclusion d'une promesse de vente et réitération auprès de la Caisse d'Épargne Grand Est Europe (CEGEE) et l'Organisme Foncier Solidaire d'Alsace (OFSA).	356
24	Attribution d'une subvention de projet à l'Alliance des collectivités françaises pour la qualité de l'air dans le cadre de l'organisation d'une rencontre nationale de collectivités engagées pour la qualité de l'air à Strasbourg.	377
25	Projet de renouvellement urbain (PRU) Elsau - Subvention d'équipement à la SEM Locusem en vue de l'installation d'un pôle de commerces et services dans un nouvel ensemble immobilier rue Watteau.	381

26	'Cités fertiles' : principes de mise en œuvre d'une démarche partenariale en faveur de l'agriculture urbaine dans les quartiers Politique de la Ville et lancement d'un appel à manifestation d'intérêt.	401
27	Extension de l'école maternelle Erckmann-Chatrian - Désignation.	453
28	Travaux de mise en sécurité et mise en accessibilité de l'école élémentaire Catherine.	461
29	Evolution du zoo de l'Orangerie en parc animalier pédagogique : attribution de subvention à l'association des Amis du zoo de l'Orangerie.	465

Affaires Générales

30	Le Forum de la participation citoyenne : un évènement pour structurer la mobilisation et l'engagement citoyen.	476
31	Les Ateliers de quartier, lieu d'exercice du droit à l'initiative citoyenne.	480
32	Evolution des dispositions relatives au fonctionnement des pétitions citoyennes.	483
33	Conseil des Résident.es Etranger.es - Evolution vers un Conseil de la Vie Interculturelle et Citoyenne.	489
34	Contrat de concession Bains Municipaux ville de Strasbourg/SPL Deux-Rives avenant N°2.	495
35	Actualisation de la désignation du lieu de tenue des séances du Conseil municipal.	529
36	Protection fonctionnelle des élus-es.	533
37	Approbation de la méthode et des modalités d'élaboration des remboursements calculés par la Commission mixte paritaire régissant les remboursements de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2021.	536
38	Présentation des comptes 2021 et du budget 2022 du Crédit municipal.	639
39	Créances irrécouvrables.	656
40	Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.	664
41	Marchés publics et avenants.	671
42	Soutien de la ville de Strasbourg aux actions concourant à la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance inscrites au Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation de l'Eurométropole de Strasbourg (CISPD-R).	678
43	SERS : Renouvellement du pacte d'actionnaires et autorisation de vote au représentant de la collectivité à l'Assemblée Générale de la SAEML SERS.	703
44	Avenants à diverses concessions relatifs aux impacts financiers de la crise sanitaire au titre de l'exercice 2020.	715
45	Avis sur l'ajustement technique du tableau des emplois.	727

Culture et Sport

46	Aménagement de la Plaine festive multi-usages de Strasbourg.	732
47	Projet d'acquisition d'un dessin médiéval figurant la flèche de la cathédrale de Strasbourg pour les collections du musée de l'Œuvre Notre-Dame.	738
48	Enrichissement des collections des musées de la ville de Strasbourg.	748
49	Demande de financement auprès de l'Eurométropole de Strasbourg pour des expositions majeures des musées de la ville de Strasbourg.	753
50	Passation d'un accord-cadre pour les prestations de transport d'œuvres d'art liées à l'activité des Musées de la Ville de Strasbourg.	757
51	Recours gracieux suite à la non restitution des ouvrages en médiathèques.	759
52	Exonération de loyers pour les résidents de la Virgule-Coop en raison de la crise Covid 19.	761
53	Attribution du Prix de la ville de Strasbourg dans le cadre de St'Art 2021.	765
54	Attribution de subventions à des associations culturelles.	767
55	Attribution de subventions pour la pratique artistique en amateur et les projets en direction du développement des publics.	772
56	Convention d'occupation temporaire du domaine public et exonération de redevance au profit de l'association Graine de Cirque.	778
57	Convention entre la ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame relative à l'attribution d'une subvention.	782
58	Versement de subventions dans le cadre du dispositif des bourses d'aide à la licence sportive.	785
59	Versement de subventions aux associations sportives strasbourgeoises.	790
60	Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.	808
61	Attribution de subventions dans le cadre du dispositif de soutien pour les aides à la création 2022 du spectacle vivant.	812
62	Autorisation pour le Conservatoire à rayonnement régional de Strasbourg de déposer une demande pour l'obtention d'un agrément "Classes préparatoires à l'enseignement supérieur" (spécialités Théâtre et Danse) délivré par le Ministère de la Culture.	817
63	Transformation d'une aire de grands jeux de football au stade Charles Frey, 11 rue du Schnokeloch à Strasbourg.	819

Economie, rayonnement

64	Convention cadre entre les Vitrines de Strasbourg et la Ville de Strasbourg : accompagner la dynamique commerciale de Strasbourg et les temps forts événementiels et commerciaux de centre-ville.	822
65	Attribution de subventions dans le cadre du fonds de soutien pour les projets de solidarité internationale.	838

66	Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée.	843
67	Soutien aux Ateliers et chantiers d'insertion (ACI).	862
68	Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.	870
69	Soutien aux acteurs de l'ESS.	875

Solidarité Education Enfance Santé

70	Orientations de la Ville en matière de politique jeunesse et sur la mise en place d'un parcours de participation citoyenne et d'engagement pour les jeunes strasbourgeois.es.	887
71	Programmation du Contrat de ville : deuxième étape de soutien aux projets pour l'année 2022.	911
72	Attribution de subventions au titre de la santé.	923
73	Attribution de subventions au titre des solidarités, de la ville inclusive et de l'égalité de genre.	929
74	Attribution de bourses d'aide aux projets à des jeunes dans le cadre du dispositif "Bourse aux projets jeunes talents".	957
75	Attribution de subventions aux associations socio-culturelles.	960

Résolution

81	Résolution de Mme Céline Geissmann : Mise en place d'un système de cantines solidaires.	976

Motion

82	Motion : Pour le maintien du siège français d'adidas en Alsace et à Strasbourg.	980
83	Motion : Réaffirmation du caractère fondamental du droit à l'avortement en réaction à la décision de la Cour Suprême des Etats-Unis.	983

Interpellations

76	Interpellation de M. Jean-Philippe MAURER : Des délais trop longs à Strasbourg pour refaire son passeport ou sa carte d'identité.
77	Interpellation de M. Jean-Philippe VETTER : Aménagements estivaux éphémères : à quand des projets durables ?
78	Interpellation de M. Jean-Philippe VETTER : Stop aux effets d'annonce.
79	Interpellation de M. Pierre JAKUBOWICZ : Place du Tribunal, la stratégie du pourrissement n'est pas acceptable.
80	Interpellation de M. Pierre JAKUBOWICZ : Quartier Gare, des riverains à l'abandon.

1

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Désignation du/de la conseiller-e municipal-e chargé-e de présider au vote des comptes administratifs 2021 de la ville de Strasbourg et de l'Œuvre Notre-Dame.

Numéro V-2022-769

En application des articles L.2541-13 et L.2543-8 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal vérifie les comptes sous la présidence d'un-e de ses membres qu'il désigne à cet effet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
désigne

Monsieur Christian BRASSAC pour présider au vote des comptes administratifs 2021 de la ville de Strasbourg et de l'Œuvre Notre Dame.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146950-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Conseil municipal du 24 juin 2022

Point 1 à l'ordre du jour :

Désignation du/de la conseiller-e municipal-e chargé-e de présider au vote des comptes administratifs 2021 de la ville de Strasbourg et de l'Œuvre Notre-Dame.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 58 voix + 5

+ 3 voix : Mmes Anne-Pernelle RICHARDOT, Nadia ZOURGUI et Céline GEISSMANN ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

+ 2 voix : M. Jean-Philippe VETTER et Mme Elsa SCHALCK.

Contre : 2 voix - 2

- 2 voix : M. Jean-Philippe VETTER, qui détenait la procuration de Mme Elsa SCHALCK, a voté CONTRE alors qu'il souhaitait voter POUR.

Abstention : 1 voix

Désignation du/de la conseiller-e municipal-e chargé-e de présider au vote des comptes administratifs 2021 de la ville de Strasbourg et de l'Œuvre Notre-Dame.

Pour	58	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline
Contre	2	SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe
Abstention	1	OEHLER Serge

2

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Approbation du compte administratif de la ville de Strasbourg pour l'exercice 2021.

Numéro V-2022-746

Le Conseil est appelé à approuver le compte administratif de la Ville pour l'exercice 2021. Ce document a été établi sur la base des budgets et des pièces comptables de l'ordonnateur. Les résultats sont conformes au compte de gestion présenté par la comptable publique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le compte administratif de la ville de Strasbourg pour l'exercice 2021 tel que figurant aux documents budgétaires joints en annexe et dont les résultats sont détaillés dans le document en annexe à la présente délibération,

informe

que les documents sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/FkzA3o3B.s5555LOM

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146937-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Ville de Strasbourg 2021

0 - budget principal

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
011	*Charges à caractère général*	*88 499 409,32*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*200 979 172,15*
014	*Atténuation de produits*	*504 206,83*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*22 222 651,74*
65	*Autres charges de gestion courante*	*73 957 633,94*
656	*Frais de fonctionnement des groupes d'élus*	*236 978,56*
66	*Charges financières*	*2 190 135,78*
67	*Charges exceptionnelles*	*4 475 275,15*
68	*Dotations aux amortissements et aux provisions*	*1 862 778,87*
	Somme :	***394 928 242,34***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
013	*Atténuations de charges*	*1 020 151,15*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*6 453,87*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*24 732 541,85*
73	*Impôts et taxes*	*275 738 141,90*
74	*Dotations et participations*	*88 179 517,06*
75	*Autres produits de gestion courante*	*13 070 746,91*
76	*Produits financiers*	*3 029 993,27*
77	*Produits exceptionnels*	*6 771 029,40*
78	*Reprises sur amortissements et provisions*	*723 769,07*
	Somme :	***413 272 344,48***

Résultat

Résultat de l'exercice	*18 344 102,14*
Résultat reporté	*3 436 719,59*
Résultat cumulé	*21 780 821,73*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
040	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*6 453,87*
041	*Opérations patrimoniales*	*2 732 185,04*
13	*Subventions d'investissement*	*13 284,25*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*23 010 723,86*
20	*Immobilisations incorporelles*	*285 445,82*
204	*Subventions d'équipement versées*	*12 279 059,03*
21	*Immobilisations corporelles*	*20 557 650,04*
23	*Immobilisations en cours*	*58 761 108,27*
26	*Participations et créances rattachées à des participations*	*750 000,00*
27	*Autres immobilisations financières*	*601 240,00*
454101	*Travaux sur immeubles menaçant ruine*	*18 023,61*
454105	*Travaux pour tiers - Eclairage public*	*10 462,68*
	Somme :	***119 025 636,47***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
040	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*22 222 651,74*
041	*Opérations patrimoniales*	*2 732 185,04*
10	*Dotation fonds divers et réserves*	*35 929 447,21*
13	*Subventions d'investissement*	*8 776 943,19*
16	*Emprunts et dettes assimilées*	*55 076 953,10*
21	*Immobilisations corporelles*	*3 173,33*
23	*Immobilisations en cours*	*452 003,17*
27	*Autres immobilisations financières*	*3 929 447,50*
454201	*Travaux sur immeubles menaçant ruine*	*17 847,04*
454205	*Travaux pour tiers - Eclairage public*	*10 462,68*
	Somme :	***129 151 114***

Résultat

Résultat de l'exercice	*10 125 477,53*
Résultat reporté	*-17 214 932,99*
Résultat cumulé	*-7 089 455,46*
Restes à réaliser dépense	*4 081 712,02*
Restes à réaliser recette	*0,00*

2 - budget annexe de l'Ecole européenne

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
011	Charges à caractère général	967 459,59
012	Charges de personnel et frais assimilés	21 828,24
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	24 611,80
	Somme :	**1 013 899,63**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	306 914,27
74	Dotations et participations	692 400,00
75	Autres produits de gestion courante	13 729,73
	Somme :	**1 013 044**

Résultat

Résultat de l'exercice	-855,63
Résultat reporté	143 562,84
Résultat cumulé	142 707,21
Restes à réaliser dépense	0,00
Restes à réaliser recette	0,00

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
21	Immobilisations corporelles	13 832,38
	Somme :	**13 832,38**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections	24 611,80
	Somme :	**24 611,8**

Résultat

Résultat de l'exercice	10 779,42
Résultat reporté	69 961,46
Résultat cumulé	80 740,88
Restes à réaliser dépense	16 767,39
Restes à réaliser recette	0,00

Approbation du compte administratif de la ville de Strasbourg pour l'exercice 2021.

Pour	49	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	12	BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, OEHLER Serge, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe
Abstention	0	

3

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Approbation du compte administratif de l'Œuvre Notre-Dame pour l'exercice 2021.

Numéro V-2022-767

Le Conseil municipal, en tant que Conseil d'administration de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, est appelé à approuver le compte administratif de l'Œuvre Notre-Dame pour l'exercice 2021.

Ce document est établi sur la base du budget et des pièces comptables de l'ordonnateur. Les résultats sont conformes au compte de gestion présenté par la comptable publique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le compte administratif de l'Œuvre Notre-Dame de Strasbourg pour l'exercice 2021 tel que figurant aux documents budgétaires et dont les résultats sont détaillés dans le document en annexe à la présente délibération ;

informe

que les documents sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/iqe1zMqP.w5555LOt

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146943-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame 2021

Section de fonctionnement

Dépenses

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
011	*Charges à caractère général*	*771 102,09*
012	*Charges de personnel et frais assimilés*	*1 756 960,65*
042	*Opération d'ordre de transfert entre sections*	*532 144,81*
65	*Autres charges de gestion courante*	*0,47*
66	*Charges financières*	*224,53*
67	*Charges exceptionnelles*	*81 382,17*
	Somme :	***3 141 814,72***

Recettes

Chapitre	*Libellé chapitre*	*Réalisation*
70	*Produits des services, du domaine et ventes diverses*	*883 505,09*
74	*Dotations et participations*	*1 606 510,17*
75	*Autres produits de gestion courante*	*945 041,28*
77	*Produits exceptionnels*	*679 039,54*
	Somme :	***4 114 096,08***

Résultat

Résultat de l'exercice	*972 281,36*
Résultat reporté	*157 694,62*
Résultat cumulé	*1 129 975,98*
Restes à réaliser dépense	*0,00*
Restes à réaliser recette	*0,00*

Section d'investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
16	Emprunts et dettes assimilées		2 194,97
20	Immobilisations incorporelles		7 234,64
21	Immobilisations corporelles		163 431,34
23	Immobilisations en cours		269 906,86
		Somme :	**442 767,81**

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre		Réalisation
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		532 144,81
10	Dotation fonds divers et réserves		24 747,12
16	Emprunts et dettes assimilées		3 280,00
		Somme :	**560 171,93**

Résultat

Résultat de l'exercice	117 404,12
Résultat reporté	1 475 912,59
Résultat cumulé	1 593 316,71
Restes à réaliser dépense	73 764,79
Restes à réaliser recette	0,00

Conseil municipal du 24 juin 2022

Point 3 à l'ordre du jour :

Approbation du compte administratif de l'Œuvre Notre-Dame pour l'exercice 2021.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 57 voix + 6
+ 6 voix : Mmes Hülliya TURAN et Suzanne BROLLY, ainsi que MM. Jean-Philippe MAURER (qui détenait la procuration de Mme Isabelle MEYER) et Salah KOUSSA (qui détenait la procuration de M. Patrice SCHOEPFF) ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Approbation du compte administratif de l'Œuvre Notre-Dame pour l'exercice 2021.

Pour 57	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre 0	
Abstention 0	

4

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Approbation du compte de gestion 2021 de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2022-772

Aux termes de l'article L. 1612-12 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal doit se prononcer sur les comptes remis par la comptable publique.

La comptable publique de la ville de Strasbourg a présenté les comptes de gestion de l'exercice 2021 de la ville de Strasbourg et du budget annexe de l'Ecole européenne de Strasbourg sur lesquels doit se prononcer le Conseil. Ces documents sont conformes aux documents comptables tenus par l'ordonnateur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
vu les comptes rendus par Mme Laurence LEBRETON, comptable publique, de ses recettes et dépenses du 1er janvier au 31 décembre 2021
Vu les budgets primitif et supplémentaire,
ainsi que la décision modificative de l'exercice 2021
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve,

sous réserve du règlement et l'apurement par le juge des comptes, les opérations effectuées pendant la gestion 2021 et se présentant comme suit:

BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

Dépenses		Recettes	
Mandats émis :	*394 928 242,34*	*Titres émis :*	*413 272 344,48*
		Résultat de l'exercice :	***18 344 102,14***
		Résultat cumulé :	***21 780 821,73***

Section d'investissement

Dépenses		Recettes	
Mandats émis :	*119 025 636,47*	*Titres émis :*	*129 151 114,00*
		Résultat de l'exercice :	***10 125 477,53***
		Résultat cumulé :	***-7 089 455,46***

BUDGET ANNEXE DE L'ECOLE EUROPEENNE

Section de fonctionnement

Dépenses		Recettes	
Mandats émis :	*1 013 899,63*	*Titres émis :*	*1 013 044,00*
		Résultat de l'exercice :	***-855,63***
		Résultat cumulé :	***142 707,21***

Section d'investissement

Dépenses		Recettes	
Mandats émis :	*13 832,38*	*Titres émis :*	*24 611,80*
		Résultat de l'exercice :	***10 779,42***
		Résultat cumulé :	***80 740,88***

informe

que les documents sont consultables à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/Fkzp3x66.2kkkk3_G

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146954-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°4

Approbation du compte de gestion 2021 de la ville de Strasbourg.

Pour	**53**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	**10**	BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe
Abstention	**1**	OEHLER Serge

5

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Approbation du compte de gestion 2021 de l'Œuvre Notre-Dame.

Numéro V-2022-775

Aux termes de l'article L. 1612-12 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal, en tant que Conseil d'administration de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, doit se prononcer sur les comptes remis par la comptable publique.

Le compte de gestion de l'exercice 2021 de l'Œuvre Notre-Dame est conforme au compte administratif tenu par l'ordonnateur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
vu les comptes rendus par Mme Laurence Lebreton, comptable publique, de ses recettes et dépenses du 1er janvier au 31 décembre 2021
Vu les budgets primitif et supplémentaire,
ainsi que la décision modificative de l'exercice 2021
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve du règlement et l'apurement par le juge des comptes, les opérations effectuées pendant la gestion 2021 et se présentant comme suit:

Section de fonctionnement

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*3 141 814,72*	*Titres émis :*	*4 114 096,08*
		Résultat de l'exercice :	***972 281,36***

	Résultat cumulé : ***1 129 975,98***

Section d'investissement

Dépenses		***Recettes***	
Mandats émis :	*442 767,81*	*Titres émis :*	*560 171,93*
		Résultat de l'exercice :	***117 404,12***
		Résultat cumulé :	***1 593 316,71***

informe

que le document est consultable à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/MqeyzxsL.hllllL08

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146964-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°5

Approbation du compte de gestion 2021 de l'Œuvre Notre-Dame.

Pour **60**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

6

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Affectation du résultat 2021 de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2022-170

BUDGET PRINCIPAL

Le résultat de fonctionnement 2021 à affecter s'élève à **21,8 M€** (21 780 821,73 €).

Il est proposé d'affecter **11,2 M€** (11 171 167,48 €) à la section d'investissement afin de couvrir totalement le besoin de financement de cette section, correspondant d'une part au solde d'exécution de la section de **-7,1 M€** (-7 089 455,46 €) et d'autre part au report du solde des restes à réaliser de l'exercice 2021 à hauteur de **4,1 M€** (4 081 712,02 €)

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'affecter une part du résultat de fonctionnement 2021 du budget principal de la Ville de Strasbourg, soit 11 171 167,48 € à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement et au solde des restes à réaliser.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147240-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°6

Affectation du résultat 2021 de la ville de Strasbourg.

Pour	52	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	9	BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe
Abstention	2	MAYIMA Jamila, OEHLER Serge

7

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Budget supplémentaire 2022 de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2022-171

Le budget supplémentaire a pour objet, d'une part, d'intégrer au sein du budget 2022 de la ville de Strasbourg le résultat issu du compte administratif 2021 et, d'autre part, de procéder à des ajustements techniques de crédits indispensables au bon fonctionnement de la collectivité (ajustement de crédits inscrits au budget primitif, prise en compte du calendrier effectif des travaux, dépenses et recettes supplémentaires).

BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

La **section de fonctionnement** s'équilibre à **+10,6 M€**.

+4,9 M€ de nouvelles dépenses sont inscrites au sein de ce budget supplémentaire, dont :

- +1,4 M€ pour les crédits d'énergie, compte tenu de l'anticipation de la hausse des prix qui devrait être répercutée sur les nouveaux marchés, débutant au dernier trimestre de l'année ;
- +1,4 M€ de remboursement de charges de personnel à l'Eurométropole employeur unique, lié principalement aux enveloppes accordées aux directions, notamment pour faire face aux imprévus (accueil des Ukrainien.nes notamment). A ce stade, en l'absence d'informations définitives sur l'évolution du point d'indice, il n'est pas possible d'en évaluer et d'en budgétiser l'impact budgétaire. La décision modificative, qui sera votée au mois de novembre, sera, le cas échéant, l'occasion d'intégrer les nouveaux besoins correspondant à cette évolution réglementaire ;
- +0,5 M€ pour les écritures comptables (dotations aux provisions pour créances douteuses, créances à admettre en non-valeur, remboursements de trop perçus sur exercices antérieurs);
- +0,4 M€ de dotations aux provisions liées aux résultats 2021 des fondations, s'agissant du mécanisme habituel de recettes affectées ;

- +0,4 M€ d'indemnités pour les délégataires du stationnement sur voirie et du parking des bateliers, correspondant aux pertes liées à la Covid 19 ;
- +0,3 M€ pour les espaces publics et naturels afin de financer certaines manifestations et l'augmentation de l'entretien des surfaces ;
- +0,2 M€ de reliquat de taxes foncières
- +0,1 M€ pour les exhumations administratives;
- +0,1 M€ pour les solidarités et la santé, pour soutenir l'interprétariat médical et ajuster le versement à la SPL des Deux Rives dans le cadre de la gestion des bains municipaux ;
- -0,7 M€ de subvention pour l'Œuvre Notre-Dame, suite au résultat généré sur ce budget, et ce pour récupérer l'augmentation temporaire en 2020-2021 de son financement lors de la période de fermeture de la plateforme de la Cathédrale ;

Les recettes sont quant à elles globalement stables, et comprennent :

- +0,5 M€ de réajustement à la hausse de dividendes versées par RGDS ;
- +0,4 M€ de recettes de subventions attendues dans le domaine de la protection de l'enfance ;
- +0,1 M€ de recettes de fiscalité et de dotations suite aux notifications des services de l'État ;
- -1 M€ de redevances de stationnement, correspondant à une diminution prévisionnelle de recettes à encaisser, au vu de la fréquentation des premiers mois de l'année.

L'équilibre de la section de fonctionnement est assuré par une reprise du résultat de l'exercice 2021 de **+10,6 M€** qui permet une augmentation de l'autofinancement de la section d'investissement de **5,7 M€** (soit une augmentation de la dépense de fonctionnement et une croissance de la recette d'investissement d'autant).

La **section d'investissement** s'équilibre à hauteur de **+ 20 M€**.

Elle comprend en dépenses :

- +7,1 M€ de reprise de résultat de 2021, auxquels s'ajoutent 4,1 M€ de report de crédits issus des restes à réaliser de l'exercice 2021,
- +1,6 M€ de crédits financiers,
- +7,3 M€ de crédits opérationnels.

Le résultat d'investissement de l'exercice 2021 s'élève à **– 7,1 M€.** Il est inscrit par conséquent en dépenses, au même titre que le solde du report des crédits issus des restes à réaliser de l'exercice 2021 (**4,1 M€**)**.** Ces montants sont compensés en totalité par l'affectation d'une partie du résultat 2021 de fonctionnement en recettes (+ **11,2 M€**), conformément à la réglementation.

Les crédits financiers, à **+1,6 M€**, concernent pour +1,4 M€ la valorisation d'acquisition d'une œuvre d'art grâce à du mécénat (le même montant est inscrit en recettes) et pour +0,1 M€ une régularisation de compte de tiers, équilibrée par une recette du même montant.

S'agissant des crédits opérationnels, à **+7,3 M€**, il convient de signaler les inscriptions suivantes :

a) au niveau **des autorisations de programmes** à **+5,2 M€**, correspondant principalement à des modifications de l'avancée des chantiers :

- **+ 1,4 M€** dans le domaine de l'éducation, concernant notamment les constructions des nouvelles écoles Mentelin (+1,1 M€) et de la Meinau (+0,5 M€), la mise en sécurité du groupe scolaire du Hohberg (+0,5 M€), les travaux de restauration scolaire à l'école Erckmann Chatrian (+0,5 M€), l'adaptation des cantines aux bacs en inox (+0,3 M €), partiellement compensés par les décalages de crédits pour différentes rénovations thermiques des écoles (-1,2 M€) et du LAPE à Neudorf (-0,5 M€) ;

- **+ 1,2 M€** pour la culture, dont +0,5 M€ pour la composante de la haute école des arts du Rhin au sein de la Manufacture, +0,5 M€ pour les installations climatiques à la cité de la musique et de la danse, +0,5 M€ pour les travaux au musée zoologique, +0,3 M € pour des travaux de rénovation du cinéma municipal, -0,3 M€ pour les travaux à l'Opéra et -0,3 M€ pour la rénovation de la façade de la haute école des arts du Rhin ;

- **+1,1 M€** pour les aménagements urbains, les espaces publics et la part ville des mobilités, notamment lié à l'aménagement de l'entrée de Koenigshoffen (+1,3 M€) et des abords du stade de la Meinau (+0,5 M€), les projets pour les jardins familiaux et partagés (+0,4 M€), la végétalisation/déminéralisation des cours d'école (+0,3 M€), le projet ilot bois et cliniques (-0,2 M€), l'aménagement des abords de la Manufacture des tabacs (-0,2 M€) ainsi que les programmes de rénovation urbaine (-1 M€),

- **+ 0,7 M€** dans le domaine du sport, notamment les travaux au gymnase du centre sportif de la Robertsau (+1,2 M€), à la salle de boxe et gymnase de Vinci à l'Elsau (+0,5 M€) diminué des travaux de rénovation et d'extension de la salle de gymnastique Le Grand (-1 M€) ;

- **+0,7 M€** dans le domaine du développement économique, correspondant au projet du quartier d'affaire ;

- **+0,2 M€** en faveur des solidarités, de la santé et de la jeunesse, lié à l'avancement de la maison de service du Port du Rhin (+0,3 M€), la mise aux normes du centre socioculturel de l'Elsau (+0,3 M€) compensé pour partie par des décalages pour les projets de rénovation urbaine (-0,4 M€) ;

- **-0,2 M€** pour le patrimoine municipal, dont +0,6 M€ pour la maitrise d'ouvrage déléguée, +0,1 M€ pour les travaux patrimoniaux sur les immeubles municipaux, -0,2 M€ pour les diagnostics amiante et -0,6 M€ pour la contribution de la ville à la rénovation du centre administratif.

b) au sein des dépenses **de crédits annuels,** à **+ 2 M€** :

- **+1,2 M€** pour le remboursement des dépenses informatiques à l'Eurométropole, suite à la commission mixte paritaire de janvier 2022 statuant sur l'exercice 2021 ;

- **+ 0,4 M€** pour la culture correspondant à la part de la ville de l'acquisition d'une œuvre d'art, couvert en majeure partie par du mécénat inscrit dans les crédits financiers. Le solde à payer de la ville est de 0,1 M€ ;

- **+0,2 M€** pour le financement de la réhabilitation des bains municipaux, suite à l'actualisation des prix ;

- **+0,1 M€** pour les acquisitions foncières et immobilières.

Les recettes comprennent, outre la reprise d'une partie du résultat de fonctionnement en investissement de**+ 11,2 M€,** l'augmentation de l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement (**+5,7 M€**) et les recettes financières (+**1,5 M€**), **+2,4 M€** de cessions, **+0,7 M€** de subventions et **+0,3 M€** de mécénat.

L'équilibre est assuré par une diminution de la prévision d'emprunt de **1,8 M€**.

BUDGET ANNEXE DE L'ECOLE EUROPENNE

La clôture de l'exercice 2021 de ce budget annexe a fait apparaître un résultat de 142 707,21 € en section de fonctionnement et de 80 740,88 € en section d'investissement, qu'il convient de reprendre au sein de ce budget supplémentaire.

La section de fonctionnement s'équilibre à **+ 143 000 €**, qui comprend principalement en recettes la reprise de résultat (+ 142,7 K€), permettant de prévoir en dépenses d'éventuelles nouvelles dépenses concernant l'entretien de la structure (+ 142 K€).

La section d'investissement s'équilibre à **+ 81 000 €**, et comprend en recettes la reprise de résultat (+ 80,7 K€), qui permet de prévoir d'éventuelles dépenses de travaux complémentaires.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

a) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2022 du budget principal de la Ville de Strasbourg tel que figurant au document budgétaire disponible dans le lien ci-dessous, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	2 594 465,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 460 153,54 €
014	Atténuation de produits	5 000,00 €
023	Virement à la section d'investissement	4 400 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 300 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	-469 728,00 €
67	Charges exceptionnelles	747 497,75 €
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	562 611,71 €
		10 600 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
002	Résultat de fonctionnement reporté	10 609 654,25 €
013	Atténuations de charges	912,00 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	-998 950,00 €
73	Impôts et taxes	-150 000,00 €
74	Dotations et participations	501 224,00 €
75	Autres produits de gestion courante	91 292,00 €
76	Produits financiers	498 000,00 €
77	Produits exceptionnels	61 129,20 €
78	Reprises sur amortissements et provisions	-13 261,45 €
		10 600 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	7 089 455,46 €
020	Dépenses imprévues	-568,18 €
041	Opérations patrimoniales	1 529 155,02 €
20	Immobilisations incorporelles	-138 819,80 €
204	Subventions d'équipement versées	1 285 706,61 €
21	Immobilisations corporelles	2 452 210,61 €
23	Immobilisations en cours	3 644 488,27 €

27	Autres immobilisations financières	26 293,99 €
454101	Travaux sur immeubles menaçant ruine	40 000,00 €
458104	Espex Singrist	-9 634,00 €
		15 918 287,98 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
021	Virement de la section de fonctionnement	4 400 000,00 €
024	Produit des cessions d'immobilisations	2 426 000,00 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 300 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	1 529 155,02 €
10	Dotation fonds divers et réserves	11 421 167,48 €
13	Subventions d'investissement	746 942,51 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-1 848 830,03 €
21	Immobilisations corporelles	-15 000,00 €
23	Immobilisations en cours	565,02 €
454201	Travaux sur immeubles menaçant ruine	40 000,00 €
		20 000 000,00 €

b) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2022 du budget annexe de l'école européenne tel que figurant au document budgétaire disponible dans le lien ci-dessous, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	137 000,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	5 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	259,12 €
67	Charges exceptionnelles	740,88 €
		143 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
002	Résultat de fonctionnement reporté	142 707,21 €
77	Produits exceptionnels	292,79 €
		143 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
21	Immobilisations corporelles	64 232,61 €
		64 232,61 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	80 740,88 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	259,12 €
		81 000,00 €

c) confirme la révision, pour 2023, des tarifs de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE)

conformément aux dispositions des articles L 2333-9 à L 2333-12 du Code Général des Collectivités Territoriales

2023	
Dispositifs publicitaires et pré-enseignes non numériques	*33,3*
Dispositifs publicitaires et pré-enseignes non numériques de plus de 50 m²	*66,6*
Dispositifs publicitaires numériques	*99,9*
Dispositifs publicitaires numériques de plus de 50 m²	*199,8*
Enseignes de 7 à 12 m² scellées au sol	*21,7*
Enseignes de 12 à 20 m²	*21,7*
Enseignes de 20 m à 50 m²	*44,7*
Enseignes de plus de 50 m²	*89,3*

Les enseignes de 7 m² à 12 m² non scellées au sol sont exonérées

d) approuve l'intégration des frais d'études suivants :

Débit		***Crédit***	
2313 – Immobilisations en cours	*864 €*	*2031 – Frais d'études*	*864 €*

e) approuve les augmentations et reprises de provisions suivantes, cumulant les crédits inscrits au BP et BS :

Libellé de la provision	***Nature***	***Augmentation de provision***	***Reprise de provision***	***Motif***
Dotations aux provisions pour créances douteuses	*6817*	*159 441,94 €*		*Ajustement annuel*
Fondation Apffel	*6815*	*117 524,39 €*		*Reprises de résultat N-1*
Fondation Henri-Louis	*6815*	*18 868,81 €*		

Fondation Lippmann	*6815*	*64 208,33 €*		*Ajustement annuel*
Fondation Spach	*6815*	*40 121,95 €*		
Fondation Trubner	*7815*	*39 507,39 €*		
Fondation Ungemach	*6815*	*905 449,14 €*		
Autres fondations	*6815*	*10 013,76 €*		
Fondation Strauss Durckheim	*7815*		*412,55 €*	
Fondation Blanck	*7815*		*276,00 €*	
TOTAL		***1 355 135,71 €***	***688,55 €***	

f) informe que le document budgétaire est consultable à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/dl6PLalf.iqqqqzs-

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147939A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Budget supplémentaire 2022 de la ville de Strasbourg.

Pour	43	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HENRY Ariane, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	14	BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe
Abstention	0	

8

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Budget supplémentaire 2022 de l'Œuvre Notre-Dame.

Numéro V-2022-172

Le budget supplémentaire proposé doit permettre, d'une part, d'intégrer au sein du budget 2022 de l'Œuvre Notre-Dame les résultats issus du compte administratif 2021 et d'autre part, de procéder à des ajustements techniques de crédits, indispensables au bon fonctionnement de la Fondation (ajustement de crédits inscrits au budget primitif, prise en compte du calendrier effectif des travaux, dépenses et recettes supplémentaires).

<u>En section de Fonctionnement</u>

Le résultat constaté pour l'exercice 2021 s'élève à +1 129 975,98 €.

Ce résultat autorise les inscriptions suivantes :

En recette :

- -700 000 € pour la subvention annuelle versée par la ville de Strasbourg, permettant ainsi un « remboursement » de l'aide supplémentaire octroyée par la Ville sur les deux dernières années (de 900 000 € au total), en raison de la crise Covid, qui a entraîné une fermeture de la plateforme de la Cathédrale pendant plusieurs mois ;
- -20 000 € sur les prévisions des libéralités reçues ;
- -10 000 € pour les coupes de bois ;

En dépense :

- +300 000 € d'augmentation de l'autofinancement (soit une augmentation de la dépense de fonctionnement et une croissance de la section d'investissement d'autant) ;
- +30 000 € pour absorber les réajustements des grilles de rémunération ;
- +20 000 € en prévision des augmentations en matière d'énergie ;
- +10 000 € pour financer le remplacement des filtres du système d'aspiration des ateliers de la Fondation.

Un complément sur le poste des dépenses imprévues permet un équilibre de la section de fonctionnement à **400 000 €**.

En section d'Investissement : le budget affiche un total de 1 700 000 €

incluant, en dépenses :

- +900 000 € prévus pour des acquisitions foncières et immobilières ;

- +400 000€ de rephasage de crédits de 2023 sur 2022, correspondant au financement du projet d'acquisition et au réaménagement complet d'une partie des locaux des ateliers sur le site de la Meinau ;

- des rephasages de crédits de 2023 sur 2022, nécessités par des achèvements de travaux, dont :

    - +160 397 € pour le programme Immeuble Rue Voltaire à Bischheim,
    - +125 155 € pour la Salle des plans ;

- +30 000 € affectés aux crédits annuels notamment pour la campagne diagnostic amiante sur les bâtiments propriétés de la Fondation ;

- +10 700€ de complément sur le poste des dépenses imprévues.

L'équilibre de la section d'investissement est assuré par l'inscription en recettes :

- du résultat d'investissement positif de l'exercice 2021 pour +1 593 316,71 € ;
- de l'augmentation de l'autofinancement issu de la section de fonctionnement pour +300 000 € ;
- d'une neutralisation de la prévision d'emprunt pour -194 000 € ;
- d'un réajustement de la prévision du FCTVA de +683,29 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

a) arrête par chapitre le budget supplémentaire 2022 de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame tel que figurant au document budgétaire disponible dans le lien ci-dessous, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	35 000,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	30 000,00 €
022	Dépenses imprévues	18 954,65 €
023	Virement à la section d'investissement	300 000,00 €
67	Charges exceptionnelles	10 604,79 €
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	5 440,56 €
		400 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
002	Résultat de fonctionnement reporté	1 129 975,98 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	-10 000,00 €
74	Dotations et participations	-700 000,00 €
77	Produits exceptionnels	-19 975,98 €
		400 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
020	Dépenses imprévues	10 683,47 €
20	Immobilisations incorporelles	30 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	1 300 000,00 €
23	Immobilisations en cours	285 551,74 €
		1 626 235,21 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1 593 316,71 €
021	Virement de la section de fonctionnement	300 000,00 €
10	Dotation fonds divers et réserves	683,29 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-194 000,00 €
		1 700 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

EN DEPENSES	**10 186 169,56**
EN RECETTES	**500 402,68**

b) approuve la liste des autorisations de programme telles que figurant dans le document réglementaire,

c) approuve l'inscription d'une provision pour créances douteuses à hauteur de 5 440,56 €,

d) informe que le document budgétaire est consultable à partir du lien suivant :

https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/-qeyzXqw.Fkkkk3_8

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147942A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

9

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Modification des autorisations de programme de la ville de Strasbourg suite au vote du budget supplémentaire 2022.

Numéro V-2022-331

Chaque étape budgétaire est l'occasion de mettre à jour les autorisations de programme (AP) en dépenses et en recettes.

Le budget supplémentaire 2022 propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **-45,3 M€** en dépenses et de **-17,5 M€** en recettes, en raison de la clôture annuelle d'AP et de programmes pour un montant de 59,8 M€ en dépenses et 6,4 M€ en recettes.

Le montant total des AP s'élève désormais à 1,3 Mds€ en dépenses et à 205,2 M€ en recettes.

Ces montants correspondent à l'ensemble des projets en cours, incluant, pour les dépenses les montants déjà mandatés les exercices précédents, et ce pour les programmes non encore clôturés. Les recettes inscrites sont liées aux programmes de dépenses et comprennent des subventions perçues ou à percevoir et les cessions prévisionnelles.

S'agissant des dépenses hors clôtures d'AP et de programmes, à **+ 14,5 M€**, il convient de signaler les modifications suivantes :

- +4,9 M€ pour l'enfance et l'éducation, principalement pour le nouveau programme concernant le périscolaire Starlette dans le secteur des deux rives (+4,6 M€) ainsi que +0,3 M€ d'augmentation d'AP pour le solde de l'opération de restauration scolaire à l'école Schluthfeld.
- +3,7 M€ pour les espaces publics et naturels, dont +3,1 M€ pour l'accompagnement des projets urbains pour la période 2022-2026, +1,5 M€ pour l'AP des jardins familiaux, collectifs et partagés, +1 M€ pour l'AP de préservation de la trame nocturne, -0,7 M€ au global pour les deux AP d'accompagnement des projets de voirie et -1,1 M€ sur les anciens programmes de rénovation urbaine ;
- +2,5 M€ pour le développement économique correspondant à l'augmentation d'AP pour le quartier d'affaire européen au Wacken ;

- +2 M€ pour les mobilités, lié à la nouvelle AP correspondant à la part ville (espaces verts et éclairage public) de l'aménagement des abords du stade de la Meinau ;
- +1,3 M€ pour les aménagements urbains, dont +1 M€ pour l'aménagement de l'entrée de Koenigshoffen et +0,4 M€ pour l'AP liée au travaux sur les espaces extérieurs des logements sociaux (ESPEX) pour le quartier du Hohberg.

Les AP de recettes hors clôtures d'AP et de programmes diminuent de **11,1 M€**, dont :

- -9 M€ pour le développement économique, correspondant à de moindres cessions pour le projet Archipel 2 ;
- -2,8 M€ pour les aménagements urbains, dont -2,7 M€ pour le projet Porte des romains, correspondant à des cessions réalisées en 2021 qui sont comptabilisées hors AP ;
- +0,6 M€ pour espaces publics et naturels, principalement +0,4 M€ de recettes pour la végétalisation/déminéralisation des cours d'école.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les modifications d'autorisations de programme suivantes :

En Dépenses 1 338 400 356,04 €,
En Recettes 205 219 090,22 €.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147946-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Conseil municipal du 24 juin 2022

Point 9 à l'ordre du jour :

Modification des autorisations de programme de la ville de Strasbourg suite au vote du budget supplémentaire 2022.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 42 voix + 1
+ 1 voix : Mme Suzanne BROLLY a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 15 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°9

Modification des autorisations de programme de la ville de Strasbourg suite au vote du budget supplémentaire 2022.

Pour	42	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	15	BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe
Abstention	0	

10

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Poursuite de l'engagement dans le programme Territoire Engagé pour la Transition Écologique de l'ADEME (European Energy Award) et déploiement d'un outil d'évaluation pour renforcer le suivi de la mise en œuvre du plan climat.

Numéro V-2022-835

Afin d'accélérer l'engagement des collectivités dans la transition écologique, l'ADEME a souhaité faire converger la démarche Climat-Air-Energie et la démarche économie circulaire vers un unique programme, intitulé **'Territoire Engagé Transition Ecologique'.** Celui-ci propose un accompagnement complet sur les démarches de transition écologique, destiné aux communes et aux Etablissement public de coopération intercommunale. En termes de labellisation, ce programme reste composé de deux labels distincts: le label climat - air - énergie (anciennement Cit'ergie - déclinaison française de la labellisation European Energy Award) et le label plus récemment créé autour de l'économie circulaire.

Programme de **management transversal** de l'action « climat-air-énergie », et « économie circulaire », les deux labels apportent un **renfort opérationnel aux démarches de planification**, en offrant une grille d'évaluation normative des actions réalisées, mais aussi en **réinterrogeant l'organisation** de la collectivité pour lui permettre de **gagner en efficience** et d'élever son niveau d'exigence de qualité sur les projets qu'elle entreprend. Ces labels constituent ainsi à la fois : des démarches d'évaluation objective de l'état d'avancement au regard des meilleures pratiques, des labellisations valorisant à l'externe l'engagement de la collectivité et des outils structurants en interne la mise en œuvre opérationnelle de la politique « climat-air-énergie » et « économie circulaire » dans une logique d'amélioration continue. Chacun des labels s'appuie sur un référentiel dédié et une échelle de points associée avec 5 niveaux : 1 étoile (en processus), 2 étoiles (35% des points), 3 étoiles (50% des points),4 étoiles (65% des points) et 5 étoiles (75% des points – anciennement Citergie Gold pour le volet Climat-Air-Energie)

Récompensées avec le niveau 4 étoiles pour le label Climat-Air-Energie (ex Cit'ergie), les collectivités de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg expriment la volonté de poursuivre leur engagement dans la démarche pour accélérer la mise en œuvre de leur plan climat et viser l'exemplarité maximale.

En novembre 2016 et février 2017, à l'occasion de la révision de leurs stratégies climat-air-énergie, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont souhaité se lancer dans le processus de labellisation Cit'ergie afin de disposer d'un cadre structurant d'élaboration, de suivi et d'évaluation des politiques climat-air-énergie.
Concluant un travail important de réalisation de l'état des lieux mené avec le soutien de conseillers habilités, l'audit externe réalisé en septembre 2021 a permis d'apprécier la qualité des plans climat municipal (adoption juin 2021) et métropolitain (adoption décembre 2019) ainsi qu'un excellent niveau de réalisation général sur les thématiques. La Commission nationale du label, réunie le 16 novembre 2021, a ainsi accordé le label Climat-Air-Energie 4 étoiles (68% du potentiel d'actions réalisé) à la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour la qualité de leur politique générale en matière d'énergie et de climat, et ce pour une durée de quatre ans.
Engagée dans ce processus d'amélioration continue, la collectivité souhaite **renouveler son engagement dans la démarche pour une durée de quatre ans afin** d'accélérer la mise en œuvre de son plan d'actions ambitieux déclinant sa politique climat-air-énergie à l'échelle de son territoire et au regard de ses compétences et continuer à faire reconnaître au niveau national et européen la qualité de sa politique en faveur du climat. La Ville, aux côtés de l'Eurométropole de Strasbourg vise à atteindre la labellisation 5 étoiles au plus tôt et dans tous les cas avant 2030 conformément aux objectifs du plan climat.

Un élargissement au label économie circulaire en pleine cohérence avec le programme Territoire Engagé Transition Écologique

En Europe, jusqu'à 2/3 de l'empreinte carbone des biens et des services sont générés en phase d'approvisionnement, de transport et de transformation des ressources (matières, eau, énergie). C'est pourquoi, la stratégie territoriale de réduction des émissions de gaz à effet de serre permettant d'atteindre la neutralité carbone ne peut être envisagée sans remettre en question le modèle économique linéaire (extraire > fabriquer > consommer > jeter). L'économie circulaire propose des trajectoires de développement économique à la fois sobre en ressources et bas carbone, tout en veillant à produire des impacts sociaux positifs.

Dans la dynamique du Plan climat 2030, l'Eurométropole de Strasbourg a adopté une Feuille de route économie circulaire (FREC) en décembre 2019. Structurée autour de 5 axes, elle définit plusieurs orientations concernant l'éco-exemplarité, la gestion des déchets ménagers, la commande publique et la mobilisation des acteurs économiques. La première déclinaison opérationnelle de cette feuille de route est le Contrat d'objectifs déchets et économie circulaire (CODEC, 2020-2023) signé avec l'ADEME. Fort de cette mobilisation, l'Eurométropole de Strasbourg a fait partie des premières collectivités à avoir obtenu le label de l'ADEME « Territoire engagé économie circulaire » à son lancement en 2020 avec le 1er niveau d'engagement, non basé sur un état des lieux détaillé. Depuis, le déploiement d'actions innovantes d'économie circulaire se poursuit avec pour objectif de continuer la diffusion de l'économie circulaire sur le territoire et en perspective, une mise à jour de la feuille de route en adéquation avec les orientations du nouvel exécutif.

La ville de Strasbourg s'engage activement dans la déclinaison de la feuille de route Economie Circulaire de l'Eurométropole, tant dans le cadre de **la mise en œuvre de ses politiques publiques** (territoire d'expérimentation pour la tarification

incitative, collecte des déchets alimentaires, soutien au compostage de proximité, encouragement au réemploi et soutien historique à l'éco-système d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, contributeur pionnier à la démarche d'économie circulaire,….), **du fonctionnement de la collectivité** (via la commande publique, contrat et marchés publics avec l'adoption du nouveau SPASER - Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables, le marché public des cantines scolaires, la démarche numérique responsable…) que de sa **sphère d'influence**. Cet engagement est traduit au sein du plan climat de Strasbourg avec de nombreuses fiches intégrant les enjeux de l'économie circulaire.

La collectivité souhaite ainsi objectiver et suivre son engagement en visant la **labellisation Economie Circulaire** dans le cadre du programme « Territoire engagé pour la transition écologique ». L'intention de la collectivité est double :

- faire reconnaître au niveau local et national la qualité de sa politique et de ses actions en matière d'économie circulaire à l'échelle de son territoire et au regard de ses compétences,
- s'engager dans un processus d'amélioration continue (le label est à renouveler tous les 4 ans) conduit dans le cadre d'un projet partagé par l'ensemble des services et directions de la collectivité.

Dans la continuité de la labellisation pour le volet Climat-Air-Energie, il est visé une notation unique pour la ville et l'Eurométropole.

Un accompagnement et un outil dédié au service du programme territoire Engagé pour la Transition écologique afin de garantir le suivi, l'évaluation et l'accélération de la transformation écologique du territoire

Marché d'accompagnement dans le programme territoire engagé pour la transition écologique

L'engagement dans les deux labels nécessite pour les collectivités de lancer un marché de prestations intellectuelles pour bénéficier d'un accompagnement par des conseillers accrédités par l'ADEME sur une durée de 4 ans. Les conseillers Climat Air Energie et Economie Circulaire aideront les collectivités à réaliser ou à mettre à jour leur état des lieux détaillé, à construire ou renforcer leur programme de politique climat-air-énergie et économie circulaire sur la durée des deux différents labels, à suivre sa mise en œuvre et, dès lors qu'elle satisfait aux exigences des labels, à se présenter à un auditeur externe en vue de demander une distinction Climat Air Energie et une labellisation Economie Circulaire auprès des Commissions nationales des labels.

Pour ce faire, il est proposé de lancer un marché conjoint pour les deux labels, selon les préconisations de l'ADEME et commun pour les deux collectivités.

Ce marché, sous la forme d'un marché à procédure adaptée, s'inscrirait dans le **cadre du groupement de commande permanent relatif aux prestations intellectuelles** (selon la convention cadre de groupement de commande dit permanent et ouvert adoptée par délibération du conseil municipal du 26 juin 2017 et élargie par délibération du lundi 16

décembre 2019 – annexe 1 listant les domaines d'achats couverts par le groupement de commandes).

A l'issue de l'attribution du marché, une convention tripartite de partenariat avec l'ADEME sera signée, qui permettra une prise en charge de la prestation à hauteur de 70% par l'ADEME (dans le cadre de l'assiette d'éligibilité de l'ADEME).

Le coût prévisionnel sur 4 ans pour le programme Territoire Engagé Pour la Transition écologique incluant l'accompagnement des collectivités par les conseillers accrédités durant les 4 ans du processus ainsi que les deux labellisations est évalué à 96 k€ HT pour l'Eurométropole de Strasbourg (64 k€ HT pour la Ville de Strasbourg).

S'agissant du rôle du coordonnateur du groupement : l'Eurométropole, coordonnateur du groupement sera chargé de la gestion de la procédure de passation du marché au nom des deux membres, de la signature et de la notification du marché.

S'agissant du marché à conclure pour l'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'accompagnement dans le programme territoire engagé pour la transition écologique

En application des articles L.2123.1 et R. 2123-1.1° du Code de la commande publique relatifs aux marchés publics, le marché à conclure sera passé sous la forme d'un marché à procédure adaptée avec une part à bons de commande.

Le marché est estimé à 160 000 € HT (pour les quatre ans) comprenant un montant maximum de 20 000€ HT pour la part à bons de commandes.

La répartition entre les collectivités est la suivante :
- Ville de Strasbourg 40%
- Eurométropole de Strasbourg 60%

Développement d'un outil dédié au suivi et à l'évaluation de la transformation écologique du territoire

Après la phase d'élaboration des documents-cadre du plan climat, il est proposé aujourd'hui de doter la collectivité d'une plateforme de pilotage, d'évaluation et d'accompagnement de la transformation écologique du territoire afin de garantir le suivi des actions mise en œuvre et leur massification, de visualiser leurs impacts et de situer la trajectoire du territoire par rapport aux objectifs fixés (le développement de cet outil s'inscrivant dans les recommandations de l'audit externe label Climat-Air-Energie). Un développement mutualisé de l'outil entre la Ville et l'Eurométropole est envisagé, celui-ci vise à :

- disposer d'un outil de suivi et d'évaluation des Plans climat Ville et Eurométropole, articulé avec les démarches de labellisation Climat air énergie et économie circulaire. A noter que pour le plan climat métropolitain, la réalisation d'un rapport à mi-parcours mis à disposition du public est réglementaire (Loi relative à la transition énergétique pour la croissante verte et son décret d'application n° 2016-849 du 28 juin 2016),

- partager des informations structurées, des indicateurs clairs et des outils de mesures des actions entreprises au profit du territoire, le tout à destination des élus, administration, parties prenantes, citoyen.nes...

- disposer d'un outil de communication, de partage d'informations valorisant les démarches du territoire et de sensibilisation incitant à la mobilisation et à l'engagement des acteurs du territoire (suite de la démarche de concertation engagée lors de la phase d'élaboration des plans climat) et également de travail partenarial,

- contribuer au pilotage, à la gouvernance partenariale, au déploiement et à l'évaluation, au-delà du plan climat, de la transformation écologique du territoire – déclinaison Eurométropole et Ville de Strasbourg.

Cet acte d'achat est porté par l'Eurométropole de Strasbourg.
La Ville remboursera sa quotepart à l'Eurométropole selon les dispositions de la Commission mixte paritaire.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
Vu la délibération relative à la stratégie « air énergie climat » (incluant le lancement de Cit'ergie) du 27 février 2017,
Vu la déclaration d'état d'urgence climatique du 4 juillet 2020,
Vu la délibération relative au plan climat de la ville de Strasbourg : une stratégie renforcée et un plan d'actions au service d'une transition juste et solidaire au conseil municipal de la ville de Strasbourg du 21 juin 2021,
Sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
approuve

Concernant le programme Territoire engagé pour la transition écologique – ADEME :

- *l'engagement dans le programme Territoire engagé en transition écologique et le lancement de la démarche correspondante de labellisation pour les volets Climat-Air-Energie et Economie Circulaire dans le cadre d'une démarche conjointe avec l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *le dépôt d'un dossier de candidature unique, au nom de ville de Strasbourg avec l'Eurométropole de Strasbourg en vue d'une labellisation Climat-Air-Energie et Economie circulaire auprès de la Commission Nationale du Label,*
- *le lancement d'une consultation portant sur l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'accompagnement de le programme Territoire Engagé pour la transition écologique ainsi que les moyens dédiés et les modalités associées tels que décrits à la présente ;*

Concernant la plate-forme de pilotage d'évaluation et d'accompagnement :

- *le déploiement d'une plate-forme de pilotage d'évaluation et d'accompagnement de la transformation écologique du territoire dans le cadre d'une démarche conjointe avec l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *ainsi que les moyens dédiés et les modalités associées tels que décrits à la présente ;*

décide

- *les inscriptions budgétaires correspondantes concernant le programme Territoire engagé pour la transition écologique – ADEME, sous réserve de disponibilité des crédits ultérieurs :*

- *les inscriptions budgétaires correspondantes pour 2022 : 8 k€ (fonctionnement) sur la ligne Ville / PL00A / fonction 830 / nature 611 pour le déploiement ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à adhérer au programme Territoire engagé en transition écologique, à engager la ville de Strasbourg dans le cadre de la démarche correspondante, conjointement avec l'Eurométropole de Strasbourg et à déposer les dossiers de candidature à la labellisation auprès de la Commission Nationale du Label,*
- *à solliciter les différentes subventions pouvant concourir à l'atteinte des démarches, en particulier l'aide ADEME au programme Territoire engagé,*
- *à accomplir et signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147478-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

11

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Réseau Express Métropolitain Européen - Lancement de la concertation préalable à l'aménagement du Hub Multimodal de Strasbourg - Secteur Halles et arrière gare.

Numéro V-2022-670

Contexte général et cadre de la délibération

La délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 7 mai 2021, a approuvé le **schéma directeur de mobilités établi avec la Région Grand Est.** Celui-ci pose les bases d'une ambition inédite en matière de mobilités à l'échelle de l'aire urbaine de Strasbourg, au-delà du seul territoire eurométropolitain, avec notamment la mise en place d'un Réseau Express Métropolitain et Européen (**REME**) qui va substantiellement améliorer les déplacements à l'échelle de l'aire urbaine strasbourgeoise. Ces déplacements péri-urbains sont en effet les plus émetteurs de gaz à effet de serre et les plus vulnérables à la hausse du coût de l'énergie et aux aléas de circulation.

Le REME strasbourgeois est conçu comme un réseau multimodal transfrontalier, reposant sur un volet ferroviaire dont un premier saut d'offre interviendra dès fin 2022 et un volet cars express. De premières évolutions dans l'offre de cars express, dont la Région est autorité organisatrice, interviendront à partir de fin 2022 et l'objectif est d'aboutir, à terme, à un niveau de service analogue au ferroviaire.

Pour ce faire, il est nécessaire d'assurer un accès rapide au cœur de l'agglomération ce que permettra le projet de Transport en Site Propre de l'Ouest (**TSPO)** qui constitue donc un projet majeur du REME cars express. L'efficacité des services de cars express nécessite également la mobilisation d'un pôle d'échange performant en cœur de métropole.

Telle qu'elle est configurée aujourd'hui, la gare routière des Halles, point d'arrivée des cars interurbains principalement en provenance de l'Ouest de l'agglomération, ne permet pas l'exploitation de lignes de cars cadencées et exploitées selon les standards d'offre cible du REME.

Par ailleurs, la Ville de Strasbourg est engagée dans un projet de territoire volontariste qui vise notamment à restructurer et requalifier les espaces publics pour redonner plus de la place aux usages de proximité et à la déminéralisation.

L'amélioration du cadre de vie des habitantes et habitants des strasbourgeois ainsi que la réponse à l'urgence climatique et à la pollution atmosphérique et sonore conduisent ainsi à porter avec force un projet d'apaisement.

Une nouvelle politique de réappropriation de l'espace public, de déminéralisation et d'apaisement des circulations est ainsi engagée. Très concrètement, au cours des derniers mois, le plan « canopée » et le plan piéton ont été adoptés par le conseil municipal de Strasbourg. En juin 2021, un vaste programme de développement du réseau cyclable a été adopté par l'Eurométropole de Strasbourg. Pour la ville de Strasbourg, il se traduira notamment, dans ce secteur, par la mise en place d'un ring qui permettra de contourner l'ellipse insulaire.

Le projet de territoire de la ville de Strasbourg a pour ambition d'élargir le centre-ville au-delà de l'ellipse insulaire vers les boulevards Nord et Est et de l'étendre aux secteurs de la Neustadt, dont l'Axe Impérial, en y intégrant les grands équipements d'agglomération (Gare, Halles, parcs centraux, place de Haguenau, place de la République, Contades) et en s'inspirant du fonctionnement de cœur de ville (apaisement, prévalence des modes actifs). Il permet également de valoriser l'important patrimoine de la Neustadt et de raccrocher la ceinture verte.
Ainsi, le projet de réaménagement du secteur des Halles et la mobilisation du secteur de l'arrière-gare, devra articuler finement les **enjeux métropolitains de mobilité** (REME) :

- qualité de l'accessibilité des usagers du REME cars express,
- maintien d'une destination au plus près du centre-ville,
- articulation avec le réseau urbain,

avec les **enjeux locaux** répondant au projet de territoire de la ville de Strasbourg :

- élargissement du centre-ville au-delà de l'ellipse insulaire vers les boulevards Nord et Est,
- reconquête des espaces publics du quartier pour donner plus de place à l'apaisement des espaces,
- déminéralisation via notamment le Plan Canopée,
- renforcement de l'activité du centre-ville.

Ainsi, il est proposé de donner un avis favorable au projet de la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mardi 28 juin 2022, joint à la présente délibération,

- portant sur : « Réseau Express Métropolitain Européen – Lancement de la concertation réglementaire préalable à l'aménagement du Hub multimodal de Strasbourg – secteur Halles et arrière-gare »,
- et ayant comme objet : un dispositif de recueil des observations du public :
    - l'approbation des objectifs du projet d'aménagement du Hub Multimodal de Strasbourg – secteur Halles et arrière gare,
    - l'engagement d'une procédure de concertation réglementaire préalable avec le public relative à l'aménagement du Hub Multimodal de Strasbourg – secteur Halles et arrière gare, sur une période de 4 semaines minimum à partir de septembre 2022 et selon les modalités décrites dans ladite délibération.

Modalités d'organisation de la concertation réglementaire préalable avec le public

En application des articles L 103-2 et R 103-1 du code de l'urbanisme et de l'article L 121-15-1 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage du projet de réaménagement du hub multimodal de Strasbourg a l'obligation d'engager une procédure de concertation réglementaire préalable permettant de définir dans sa nature et ses options essentielles, les caractéristiques du projet envisagé.

À cet effet, l'Eurométropole de Strasbourg prévoit d'organiser une première phase de concertation préalable à l'élaboration de ce projet et dont les enjeux et objectifs sont décrits dans la présente délibération.
Cette concertation se déroulera à partir septembre 2022, et pour une durée de 4 semaines minimum.

Elle aura pour objet :

- d'informer le public en décrivant les principales caractéristiques du projet parmi lesquelles :
    - les enjeux du transport collectif et les interfaces entre les différents réseaux,
    - l'organisation fonctionnelle envisagée pour les différentes mobilités (en bus, en car, en voiture, à vélo, à pied),
    - les enjeux liés à l'insertion urbaine et paysagère.
    - les enjeux liés à la circulation automobile, aux accès vers les parkings et à la desserte riveraine.
    - l'articulation des calendriers avec les autres projets sur l'espace public à proximité du site.
    - et de recueillir les observations du public sur ces caractéristiques principales.

Les sujets liés aux conditions d'insertion et d'aménagement feront l'objet d'un travail de construction partagé lors des phases ultérieures d'instruction du projet (en lien avec le projet Tram Nord), à partir de l'automne 2022 à l'aide de plans d'aménagement.

Il est proposé la mise en œuvre de cette concertation selon les modalités suivantes :

- Un dispositif pour communiquer sur la concertation, à travers les médias suivants :
    - des communications diffusées dans la presse locale,
    - par voie d'affichage sur l'espace public à proximité du projet,
    - par boitage auprès des riverains du projet.

- Un dispositif visant à expliquer le projet au public, à expliquer la procédure de concertation et les modalités d'expression du public. Ceci sera permis par :
    - des plaquettes d'information et d'explication, disponibles sur une plateforme internet en téléchargement et mis à disposition sous format papier sur les lieux de permanence et de réunions-ateliers qui seront organisés durant la concertation,

        - des expositions organisées au centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que dans les mairies de quartier ou dans les locaux mis à disposition à proximité,
        - au moins deux permanences d'une durée de deux heures, organisées sur les lieux d'exposition,
        - plusieurs réunions-ateliers avec les représentants des organismes économiques et associations représentatives des quartiers et communes desservis et des usagers, « en présentiel » sous réserve que les conditions sanitaires le permettent ou organisées sous forme de visio-conférences dans le cas contraire.

- Un dispositif de recueil des observations du public :
    - l'utilisation du site internet de l'Eurométropole de Strasbourg
    - la création d'une adresse de messagerie électronique permettant le recueil d'expressions en ligne,
    - la mise à disposition de registres d'expression dans les lieux d'exposition.

Cette concertation réglementaire préalable fera, par la suite, l'objet d'un premier bilan présenté à l'approbation du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg qui arrêtera, à cette occasion, les options essentielles du programme de l'opération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet un avis favorable

sur le projet de délibération prévue au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mardi 28 juin 2022, portant sur : « Réseau Express Métropolitain Européen – Lancement de la concertation réglementaire préalable à l'aménagement du Hub multimodal de Strasbourg – secteur Halles et arrière-gare », et joint en annexe à la présente délibération ;

demande

à l'Eurométropole de Strasbourg de poursuivre les procédures visant à mettre en œuvre cette opération et plus particulièrement les modalités de concertation réglementaire préalable suivantes :

- *Un dispositif pour communiquer sur la concertation, à travers les médias suivants :*
- *des communications diffusées dans la presse locale,*
- *par voie d'affichage sur l'espace public à proximité du projet,*
- *par boitage auprès des riverains du projet,*

- *Un dispositif visant à expliquer le projet au public, à expliquer la procédure de concertation et les modalités d'expression du public. Ceci sera permis par :*
  - *des plaquettes d'information et d'explication, disponibles sur une plateforme internet en téléchargement et mis à disposition sous format papier sur les lieux de permanence et de réunions-ateliers qui seront organisés durant la concertation,*
  - *des expositions organisées au centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que dans les mairies de quartier ou dans les locaux mis à disposition à proximité, et réparties sur la durée de la concertation,*
  - *au moins deux permanences d'une durée de deux heures, organisées sur les lieux d'exposition,*
  - *plusieurs réunions-ateliers avec les représentants des organismes économiques et associations représentatives des quartiers et communes desservis et des usagers, « en présentiel » sous réserve que les conditions sanitaires le permettent ou organisées sous forme de visio-conférences dans le cas contraire,*

- *Un dispositif de recueil des observations du public :*
  - *l'utilisation du site internet de l'Eurométropole de Strasbourg,*
  - *la création d'une adresse de messagerie électronique permettant le recueil d'expressions en ligne,*
  - *la mise à disposition de registres d'expression dans les lieux d'exposition,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer tous documents ou conventions concourant à la mise en œuvre effective de la présente délibération.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147472-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Strasbourg.eu
eurométropole

8

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mardi 28 juin 2022

Réseau Express Métropolitain Européen - Lancement de la concertation préalable à l'aménagement du Hub Multimodal de Strasbourg - Secteur Halles et arrière gare.

Numéro E-2022-671

La délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 18 décembre 2020 (E-2020-846) traduit une ambition inédite en matière de mobilités et positionne les grands projets de mobilité comme des axes essentiels de la mise en œuvre de la politique de l'Eurométropole en faveur de l'environnement et de l'inclusion sociale. Cette stratégie globale des mobilités s'appuie sur plusieurs projets marquants qui seront réalisés d'ici les prochaines années : le tramway F sera poursuivi à l'Ouest jusqu'à Wolfisheim, le réseau tramway sera étendu entre Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim, et une liaison directe Gare centrale - institutions européennes sera créée et la ligne G du BHNS étendue jusqu'à Danube via la Place de l'Etoile (mise en service en 2023).

En outre, un vaste programme de développement du réseau cyclable a été engagé dès 2021 par l'Eurométropole de Strasbourg. Par ailleurs, le dispositif massif d'accompagnement mis en place dans le cadre de la déclinaison de la zone à faibles émissions (ZFE) accorde une importance cardinale à l'accompagnement des changements de mobilité vers des modes moins carbonés.

Si l'ensemble des projets ci-dessus viendront améliorer significativement la qualité de vie des habitants de l'Eurométropole, il est aussi indispensable de conduire la révolution des mobilités à une échelle plus large, au niveau de l'ensemble de l'aire urbaine strasbourgeoise dépassant le seul territoire de l'Eurométropole.
Améliorer les déplacements périurbains à l'échelle de l'aire urbaine constitue une priorité, car ils sont à la fois :

- les plus émetteurs de gaz à effet de serre du fait de leur longueur. En effet, les déplacements de plus de 5 km représentent 74% des km parcourus dans le Bas-Rhin, soit 13,8 M de km chaque jour contre seulement 4,4 M de km pour les déplacements de moins de 5 km ;
- les plus vulnérables à la hausse du coût de l'énergie et aux aléas des conditions de circulation, et les plus générateurs d'externalités négatives et de coûts collectifs d'aménagement.

Organiser des solutions de mobilité alternatives à l'autosolisme susceptibles de reporter les déplacements longs vers des mobilités collectives et multimodales constitue donc un complément indispensable aux actions engagées à l'échelle du territoire métropolitain

pour relever le défi d'un report modal massif, vers les transports en commun et l'ensemble des autres modes alternatifs à l'autosolisme pour les déplacements périurbains.

C'est la volonté commune de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est, qui ont souhaité sceller les bases d'un accord sans précédent visant à mettre en place progressivement un Réseau Express Métropolitain et Européen (REME) à l'échelle de l'aire urbaine strasbourgeoise, pour permettre une desserte qualitative de l'ensemble des territoires fortement liés à l'Eurométropole de Strasbourg.

Il se traduit d'ores et déjà par la co-élaboration d'un **schéma directeur de mobilités qui pose les bases de cette ambition et permettra de piloter la concrétisation opérationnelle de ce REME ferroviaire et cars express**, approuvé par la Région Grand Est lors de la séance 21SP-1216 du 22 avril 2021, et par l'Eurométropole de Strasbourg le 7 mai 2021, lors du conseil de l'Eurométropole. Un premier saut d'offre ferroviaire et de cars express sera réalité dès la fin de l'année 2022.

1. Le Réseau Express Métropolitain Européen, ambition majeure portée par la Région et l'Eurométropole

Lutter contre l'autosolisme à l'échelle de l'aire urbaine strasbourgeoise ne pourra se faire que si le territoire dispose d'un solide réseau de transports en commun, permettant d'assurer efficacement les déplacements de l'ensemble des citoyens qui vont chaque jour de l'extérieur de la Métropole vers cette dernière et inversement.

Le REME strasbourgeois est conçu comme un réseau multimodal transfrontalier, reposant sur un volet ferré et un volet cars express :

Le volet ferré du REME porte sur l'amélioration de l'ensemble des dessertes TER de l'étoile ferroviaire strasbourgeoise, y compris vers l'Allemagne. La mise en service de la quatrième voie ferrée de Vendenheim permettra d'augmenter significativement la desserte des 13 gares de l'Eurométropole sur des plages horaires élargies dès décembre 2022. Cette première étape de mise en œuvre du REME vise à faire du train un moyen de transport capacitaire et efficace, propre à absorber les flux de rabattement en provenance de la périphérie de l'Eurométropole et de la seconde couronne.
La Région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg ont décidé de mettre en place une première étape commune du REME strasbourgeois avec le développement de l'offre ferroviaire au Service Annuel (SA) 2023, qui débutera le 11 décembre 2022. Le projet permet :

- une fréquence élevée et continue tout au long de la journée avec une cadence à la demi-heure sur la desserte périurbaine strasbourgeoise (Haguenau, Molsheim, Sélestat, Mommenheim) ;
- une amplitude de service, étendue notamment le soir : circulation des lignes entre 5h et 22h ;
- des premières diamétralisations des lignes entre Saverne et Sélestat ;
- une augmentation des fréquences le week-end et particulièrement le samedi afin d'obtenir une offre proche de celle d'un jour de semaine.

Le volet cars express du REME, prévoit la mise en œuvre d'un réseau de cars express dotés d'aménagements dédiés et notamment pour tous les secteurs ne disposant pas de desserte ferroviaire. Le Transport en Site Propre de l'Ouest (TSPO) sur la M351 est un

projet majeur, qui permettra de relier Wasselonne et une grande part du Kochersberg à Strasbourg en desservant plusieurs arrêts dans l'ouest de l'Eurométropole.

2. Le REME cars express : l'offre cible

Le REME cars express, dont la Région Grand Est est autorité organisatrice, vise à intensifier les services de cars interurbains selon des standards d'offre « urbaines » et à élargir le périmètre de pertinence des dessertes de cars interurbains dans l'agglomération.

Intensifier la desserte du cœur d'agglomération pour les cars interurbains

Le REME cars express doit permettre aux usagers de ces communes de rejoindre le cœur de l'agglomération sans correspondance et en leur proposant des niveaux de service équivalents à ceux proposés par le train en termes de fréquence et d'amplitude. Il s'agit, par ce biais, de garantir une équité d'accès au cœur de l'agglomération par les transports en commun à l'ensemble des communes de l'aire urbaine de Strasbourg,

La vitesse et la régularité de la circulation des cars sont deux conditions indispensables à l'attractivité du service. Elles supposent la mise en place d'aménagements permettant de garantir la fiabilité du service tout au long du parcours, y compris dans les secteurs les plus contraints de l'agglomération.

Élargir le périmètre de pertinence des cars interurbains dans l'agglomération

En complément de l'offre actuelle, pour améliorer l'efficacité et l'attractivité du service mis en place, les lignes interurbaines ne doivent pas se limiter à la seule desserte du cœur de l'agglomération. Elles doivent permettre également de desservir les principaux pôles générateurs de l'agglomération (quartier d'affaires du Wacken, Espace Européen de l'Entreprise, Hôpitaux, Etoile, Pôle d'innovation d'Illkirch…). Il s'agit :

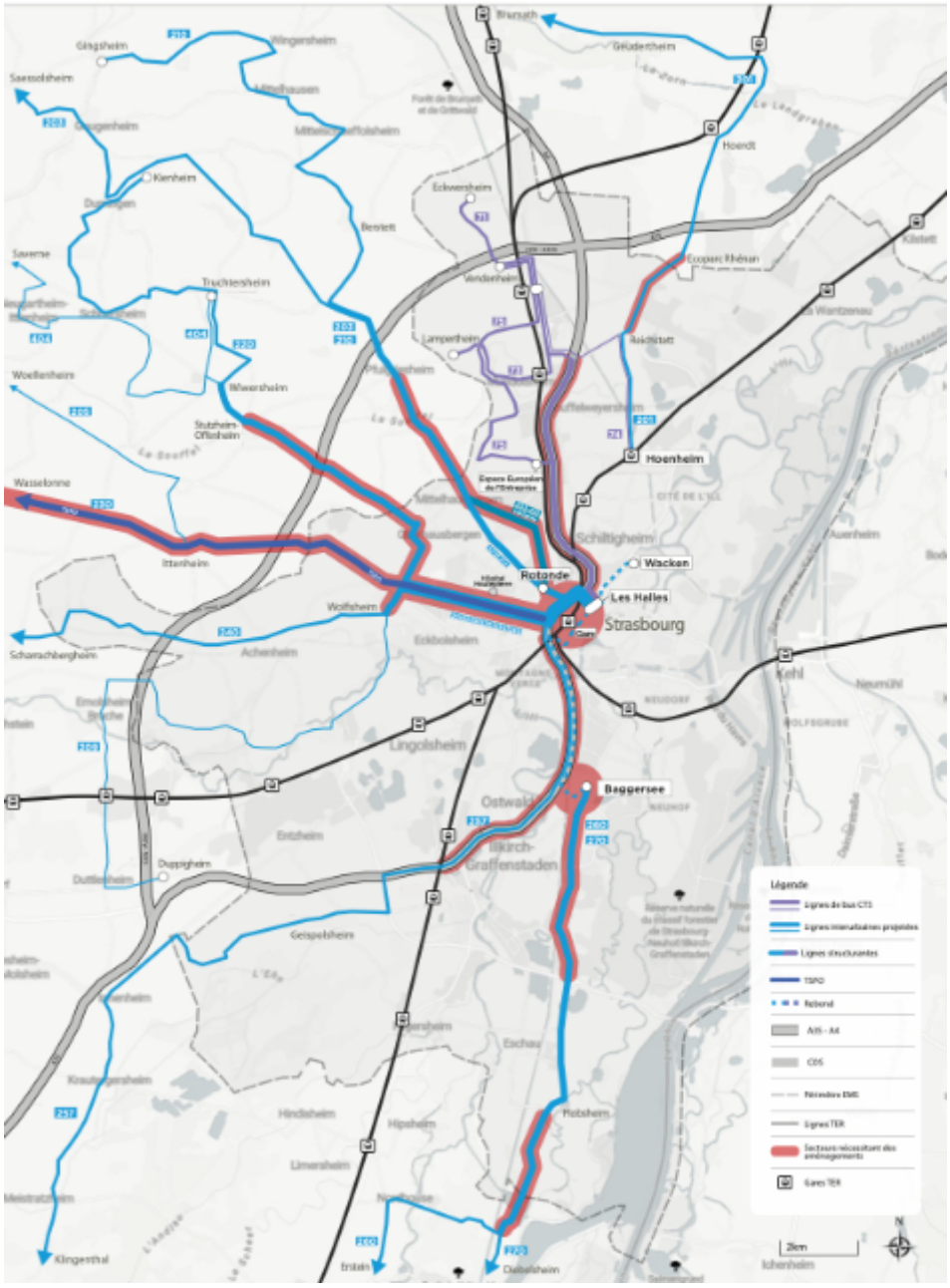
- d'organiser des points de correspondance entre les lignes de cars et le réseau urbain, grâce au projet TSPO sur M351 (station Éluard, pôle multimodal des Forges) ;
- de développer des lignes diamétralisées ou « à rebond » permettant de rejoindre facilement les principaux pôles générateurs de trafic de l'agglomération sans avoir besoin de pénétrer dans le cœur du centre-ville.

L'offre cible retenue

L'offre cible retenue pour les lignes de car express est aujourd'hui la suivante :

- le cadencement de l'offre continue sur la journée : fréquences de 30 min, dans les 2 sens ;
- l'intensification des dessertes aux heures de pointe pour les lignes rejoignant l'agglomération : fréquences de 5 min sur les itinéraires les plus chargés, notamment les lignes en provenance de l'ouest empruntant la M351 ;
- l'augmentation de l'amplitude horaire, en cohérence avec l'offre mise en place pour le train et le réseau structurant CTS (5h-22h) ;
- la recherche de correspondances TER ou Tram/BHNS et bus ainsi que les principaux pôles générateurs de trafic ;
- la création de lignes diamétralisées s'appuyant sur les pôles d'échanges Rotonde et Baggersee notamment, pour rejoindre les principaux générateurs de déplacement de l'agglomération.

Réseau cible de l'offre routière du REM



3. Le TSPO, projet majeur du REME cars express

Le TSPO constitue l'un des projets majeurs en faveur du développement de l'offre de transport interurbaine. L'aménagement d'un axe magistral depuis l'ouest de l'agglomération avec la création de voies réservées pour les cars sur les RD 1004 et M351 trouve toute sa pertinence, notamment en raison de l'absence de desserte ferroviaire sur ce cadran. Il permettra de desservir efficacement une large part de l'ouest de l'agglomération grâce à plusieurs lignes de cars interurbains :

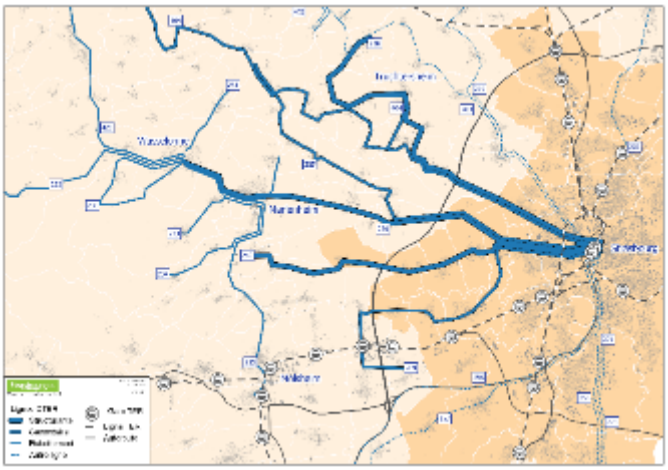
- 3 lignes structurantes proposant de fortes fréquences aux heures de pointe (5' pour la ligne 230) et une continuité d'offre sur la journée avec un car toutes les 30' a minima de 5h à 22h. Il s'agit des lignes 220, 230, 240 ;

- 3 lignes secondaires assurant le maillage fin du territoire, qui proposeront une continuité de service sur l'ensemble de la durée d'exploitation. Il s'agit des lignes 205, 209, 404 ;
- et possiblement des lignes urbaines desservant les communes Ouest de l'Eurométropole.

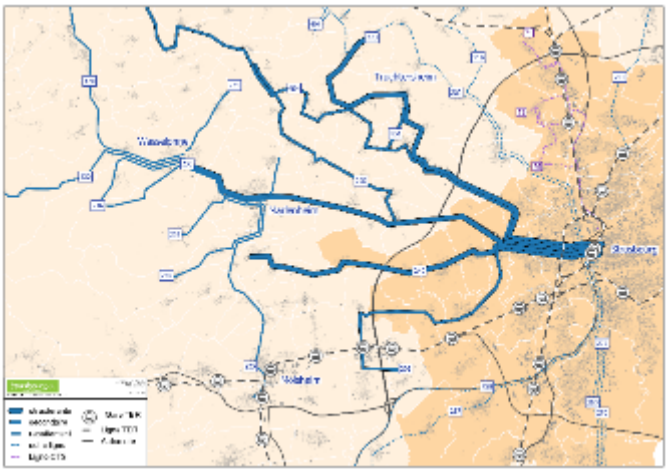
Ces lignes desservent directement 34 communes et couvrent un large bassin de population de 72 000 habitants, (zone de chalandise des « 6 lignes TSPO »)

Alors même que l'offre de ces lignes est très disparate et calibrée pour répondre essentiellement aux besoins des actifs et des scolaires (offre principalement centrée sur les heures de pointe avec une amplitude le plus souvent comprise entre 6h et 20h), leur niveau de fréquentation est élevé. Elles cumulent déjà aujourd'hui 1,5 millions de voyages par an.

Le TSPO aujourd'hui



Le TSPO demain



4. <u>Créer un hub multimodal sur 3 sites complémentaires pour accueillir les usagers du REME</u>

L'exploitation du REME cars express selon les niveaux de performance et de fiabilité décrits ci-dessus nécessite la mise en place d'un pôle d'échanges performant en cœur de métropole permettant :

- l'accès au cœur d'agglomération, particulièrement pour les communes ne disposant pas d'une desserte ferrée ;
- l'exploitation de lignes diamétralisées qui n'effectueront donc pas de terminus en centre-ville.

La gare routière des Halles telle qu'elle est configurée aujourd'hui ne permet pas l'exploitation de lignes de cars cadencées et exploitées selon les standards d'offre souhaités pour le REME. Son dimensionnement, l'organisation des espaces et son état de vétusté avancée sont autant de facteurs limitants.

4.1. Le secteur des Halles, un équilibre à trouver entre de forts enjeux de recomposition urbaine et la nécessité de s'appuyer sur ce site pour concrétiser les projets de mobilité portés par l'Eurométropole.

Au début des années 2010, une large démarche de participation citoyenne avait été menée pour définir les principales orientations du devenir du secteur des Halles, caractérisé par une gare routière, un centre commercial, et des parkings. Celle-ci avait mis en évidence la nécessité de traiter ce lieu particulier en tenant compte à la fois de son implantation et de ses usages. En effet, « les Halles » fédèrent à la fois des fonctions de vie locale caractéristiques d'un centre urbain et de centralité à fort rayonnement (d'agglomération, voire régional) en raison des activités économiques et des enjeux intermodaux liée à l'accessibilité interurbaine.
Les enjeux prioritaires de la transition écologique conduisent aujourd'hui à réinterroger l'ensemble des fonctions de ce secteur en prenant en considération les objectifs suivants :

- faciliter l'accès direct au centre de Strasbourg par des mobilités alternatives à la voiture dont le volume sera fortement réduit du fait des aménagements à venir ;
- renforcer le dynamisme de l'activité en centre-ville ;
- garantir l'interopérabilité et la sécurité des modes de déplacements sur une plateforme d'échange qui constitue l'une des vitrines majeures du développement économique, culturel et social de Strasbourg ;
- offrir un lieu qualitatif de vie tout en préservant le dynamisme lié au regroupement des activités de cœur de ville.

Au regard de ces objectifs et du positionnement stratégique du secteur des Halles, il apparaît nécessaire de conserver ce lieu comme point central de desserte du réseau interurbain faisant le lien naturel entre les quartiers gare et centre-ville, qui constituent des relais privilégiés de diffusion des déplacements.

L'intégration de cet objectif, central pour le succès du REME, doit s'articuler étroitement avec le projet urbain de la ville de Strasbourg qui vise notamment à restructurer et requalifier les espaces publics pour redonner plus de place aux usages de proximité.

L'amélioration du cadre de vie des habitantes et habitants ainsi que la réponse à l'urgence climatique et à la pollution atmosphérique et sonore conduisent ainsi à porter avec force un projet d'apaisement.
Une nouvelle politique de réappropriation de l'espace public, de déminéralisation et d'apaisement des circulations est ainsi engagée. Très concrètement, au cours des derniers mois, le plan « canopée » et le plan piéton ont été adoptés par le conseil municipal de

Strasbourg. En juin 2021, un vaste programme de développement du réseau cyclable a été adopté par l'Eurométropole de Strasbourg.

Le projet urbain de la ville de Strasbourg a pour ambition d'élargir le centre-ville au-delà de l'ellipse insulaire vers les boulevards Nord et Est et de l'étendre aux secteurs de la Neustadt, dont l'Axe Impérial, en y intégrant les grands équipements d'agglomération (Gare, Halles, parcs centraux, place de Haguenau, place de la République, Contades) et en s'inspirant du fonctionnement de cœur de ville (apaisement, piétonisation). Il permet également de valoriser l'important patrimoine de la Neustadt et de raccrocher la ceinture verte.

4.1.1. Le secteur des Halles, site stratégique pour les cars express et les lignes de bus urbains

Aujourd'hui, plus de 5000 usagers rejoignent le secteur des Halles quotidiennement, grâce au réseau de cars interurbains et principalement en provenance de l'Ouest de l'agglomération. Moins d'un quart d'entre eux effectuent une correspondance avec le réseau CTS, ce qui montre que la destination proposée répond aux besoins de la majorité d'entre eux.

Le secteur des Halles est également un site stratégique pour réseau de bus urbain, puisque 2 lignes structurantes, 5 lignes de bus périurbaines le desservent et pour certaines y effectuent leur terminus. 16 000 personnes montent ou descendent quotidiennement aux arrêts de bus situés dans le secteur des Halles (entre la rue du travail, la rue du marais-vert, le quai Kléber et le quai de Paris).
Il est donc important dans le cadre du REME cars express de maintenir une desserte proche du secteur Halles :

- pour ne pas dégrader le service proposé pour les usagers qui l'utilisent actuellement ;
- pour ne pas imposer des correspondances avec le réseau tram (ce qui serait le cas dans l'hypothèse d'une desserte uniquement en périphérie du centre-ville), qui dégraderaient le service et contribuerait de manière très significative à la saturation du réseau tram, alors même qu'il est essentiel de donner au tram toutes les capacités à prendre en charge un plus grand nombre d'usagers depuis la gare notamment, dans la perspective d'un afflux massif de voyageurs supplémentaires en correspondance du fait de l'augmentation significative de l'offre ferroviaire d'ici à 2025.

Le réseau de cars express du REME devra par ailleurs s'articuler avec la réorganisation bus associée au projet tramway et au projet de ring. Les mêmes enjeux de maintien de qualité de service et d'optimisation des capacités d'emport nécessitent en effet de maintenir un certain nombre de lignes de bus urbains dans le secteur des Halles.

4.1.2. Le secteur des Halles, site de recomposition urbaine majeur pour la ville de Strasbourg

Le secteur des Halles est l'un des principaux points d'entrée au centre-ville de Strasbourg et aux parkings en ouvrage y donnant accès. Il se caractérise par la prégnance de l'automobile dans l'espace public et par les impacts négatifs sur la qualité de vie des habitants et sur le développement commercial du secteur Halles qu'elle génère. Le

comblement de la trémie du grand tunnel des Halles en 2019 a ainsi constitué une première étape de reconquête de ces espaces. La reconfiguration de l'actuelle gare routière constitue aujourd'hui une nouvelle opportunité de redistribuer l'espace gagné vers les transports en commun, les modes actifs et les espaces de vie collectifs.
En effet, l'actuelle gare routière cumule aujourd'hui plusieurs fonctions, qui impactent fortement l'espace public:

- la desserte et la régulation des cars, qui implique des stationnements de longue durée sur le site ;
- l'espace de vente ;
- l'espace administratif et de gestion du personnel de la CTBR.

La libération des espaces occupés par l'actuelle gare routière offre l'opportunité de reconfigurer l'espace public en se fixant le double objectif :

- de maintenir un accès performant pour les transports en commun (bus urbains et cars express) jusqu'en en cœur de ville, sans que ces derniers y stationnent. Les cars express du REME transiteront donc par le secteur des Halles pour assurer la desserte des usagers sans pour autant s'y arrêter longuement, comme c'est le cas aujourd'hui. Ce fonctionnement impliquera de maintenir la possibilité pour les cars de faire le tour de centre commercial des Halles pour rejoindre le tunnel Marais-Vert-Wodli et donc de conserver la trémie des Halles ;
- de requalifier les espaces publics dans le cadre du projet urbain, au profit des piétons et des cyclistes, des usages de proximité et d'accentuer leur déminéralisation et leur verdissement et contribuer ainsi à l'apaisement, à l'amélioration de la qualité de vie des habitants et au développement commercial du quartier. Ce projet de recomposition urbaine participe bien à l'ambition d'élargir progressivement le centre-ville de Strasbourg au-delà de la grande-Ile, jusqu'au boulevard Wilson et de réduire par ce biais la coupure urbaine que constitue l'entrée de ville très routière des Halles entre le boulevard Wilson d'une part et les quartiers ouest de Strasbourg d'autre part, rendant les liaisons cyclables et piétonnes difficiles entre ces deux parties de la ville.

4.2. La gare centrale, plus attractive encore avec le REME

La gare de Strasbourg constitue un point d'entrée majeur du territoire et un pôle multimodal particulièrement stratégique pour la politique de mobilités engagée par collectivité. Elle est avec 60 000 voyageurs/jour, la 2ème gare française en région, après Lyon-Part-Dieu. De sa position centrale en cœur de ville, desservie par les TGV et le réseau régional, accueillant 5 lignes de tramway, 2 lignes de BHNS, de nombreuses lignes de bus, 4 000 places destinées aux vélos, plus de 2 000 places de parking, la gare relie et connecte d'ores-et-déjà les principaux réseaux de transports.

Sa fréquentation augmentera encore fortement avec la mise en service progressive du Réseau Express Métropolitain Européen et le premier saut d'offre très important programmé dès décembre 2022. Le développement de la gare centrale de Strasbourg doit donc s'articuler de manière cohérence et coordonnée avec le renforcement de l'offre urbaine (tramway) et interurbaine (cars express interurbains).

L'Eurométropole de Strasbourg s'est d'ores et déjà mise en position de répondre à l'enjeu d'une pression accrue autour de la gare centrale, avec un développement très ambitieux du réseau de transport tramway et BHNS.

La totalité du réseau tramway/BHNS sera de ce fait accessibles à partir de la gare de Strasbourg, permettant de diffuser efficacement les flux dans l'agglomération à partir de la gare.

Néanmoins, les contraintes du site et le dimensionnement actuel de la gare de Strasbourg ne permettent pas d'y concentrer l'ensemble des flux, sous peine d'engorger à la fois la gare elle-même et le réseau structurant urbain tramway/BHNS. En conséquence, l'évolution du fuseau intermodal constitué par la gare centrale de Strasbourg et du secteur des Halles doit être imaginé selon une dynamique de développement à la fois corrélée et concomitante. La gare centrale constitue en effet, le point d'articulation entre le secteur des Halles point d'entrée dans le centre-ville de Strasbourg des lignes bus urbaines et de cars express complétant les réseaux ferrés (train et tramway) et le secteur de l'arrière-gare qui a vocation à devenir le point d'accès des lignes de cars et de bus diamétralisées ne nécessitant pas de pénétrer en cœur de ville.

Le plein développement du Réseau Express Métropolitain Européen et du réseau de transport en commun urbain nécessite de prévoir dès à présent des transformations plus structurelles de la gare de Strasbourg de manière à augmenter de manière significative sa capacité à accueillir de nouveaux usagers et à lui permettre de jouer son rôle de hub multimodal pour l'ensemble du bassin de vie strasbourgeois. Ce nécessaire changement de dimension de la gare de Strasbourg se heurte aux contraintes du site et passera inévitablement, à terme, par l'ouverture à 360° de cette dernière en lien avec les évolutions urbaines du secteur. À cet égard, l'aménagement du « tunnel des Postes » permettant un accès aux quais depuis l'arrière gare et le lien entre les deux faces de la gare ainsi que la mutation du foncier de la SNCF revêtent un caractère impératif et apparaissent comme une nécessaire première étape de reconquête de ce site.

4.3. L'arrière-gare ou gare basse, site de projet de moyen terme, pour donner sa pleine mesure au REME

Le site des Halles, de par son positionnement en cœur de métropole, ne permet pas de mettre en place les lignes diamétralisées ou « à rebond » permettant de relier les principaux pôles générateurs de déplacement sans passer par le centre-ville. Il est donc utile dès à présent de chercher cette complémentarité avec le site de la gare-basse. En effet, le site de la gare basse apparait comme un site adapté pour l'aménagement, à terme, d'une gare routière largement dimensionnée, tant de par sa proximité avec le système M35/M351 que par sa grande proximité avec la gare centrale et le centre-ville.

Néanmoins, pour être efficiente, une gare routière localisée en gare basse doit remplir les conditions suivantes, qui aujourd'hui ne sont pas réunies :

- des accès au système M35 privilégiés de et vers la rue des Remparts, supposant un travail important sur l'échangeur de Cronenbourg et sur l'entrée de la Porte Blanche ;
- un accès au centre-ville et au réseau tramway/BHNS facilité par un lien efficace et confortable vers le parvis de la gare, qui pourrait notamment passer par le prolongement, par la SNCF, du « tunnel des Postes » ;
- un accès facilité et direct aux quais de la gare pour accéder rapidement à une offre ferroviaire pleinement développée et permettant de participer à la diffusion des flux dans l'agglomération.

La concrétisation de cette ambition est étroitement liée à la capacité de la SNCF à reloger les installations de maintenance ferroviaire, qui aujourd'hui occupent le site et libérer ainsi

les espaces nécessaires à l'aménagement de cette gare routière et à un projet urbain du secteur. La libération de ces espaces est un projet complexe, qui ne peut être envisagé qu'à moyen, long terme.

Il sera néanmoins nécessaire d'aménager au plus vite (en préalable de l'aménagement d'une halte routière autour des Halles et aux travaux d'extension du tramway vers le nord) des premiers quais à destination des cars interurbains, sur une emprise limitée sans attendre la totale libération du foncier nécessaire au relogement des activités de maintenance ferroviaire, ni la réalisation d'une liaison piétonne efficace vers la gare ferroviaire et la place de la Gare.
Quatre raisons principales justifient cette anticipation :

- la nécessité de disposer d'un site où déposer/reprendre les usagers des cars interurbains pendant les travaux de réaménagement des Halles ;
- la nécessité de disposer d'un site où déposer/reprendre les usagers des cars interurbains pendant la période où les travaux du tram Nord rendront très difficiles l'accès au centre-ville pour les cars interurbains ;
- l'opportunité de disposer d'un site permettant la mise en place de premières lignes diamétralisées permettant de rejoindre les principaux pôles générateurs de l'agglomération sans transiter par le centre-ville, par exemple : Wacken, Hôpital de Hautepierre, Espace Européen de l'Entreprise, Baggersee, Parc d'Innovation d'Illkirch, etc… ;
- l'opportunité d'entamer l'aménagement du site de la gare-basse et d'affirmer la volonté de l'Eurométropole d'ouvrir la gare à 360° et de réaliser au plus tôt une liaison efficace vers la gare ferroviaire et la place de la gare.

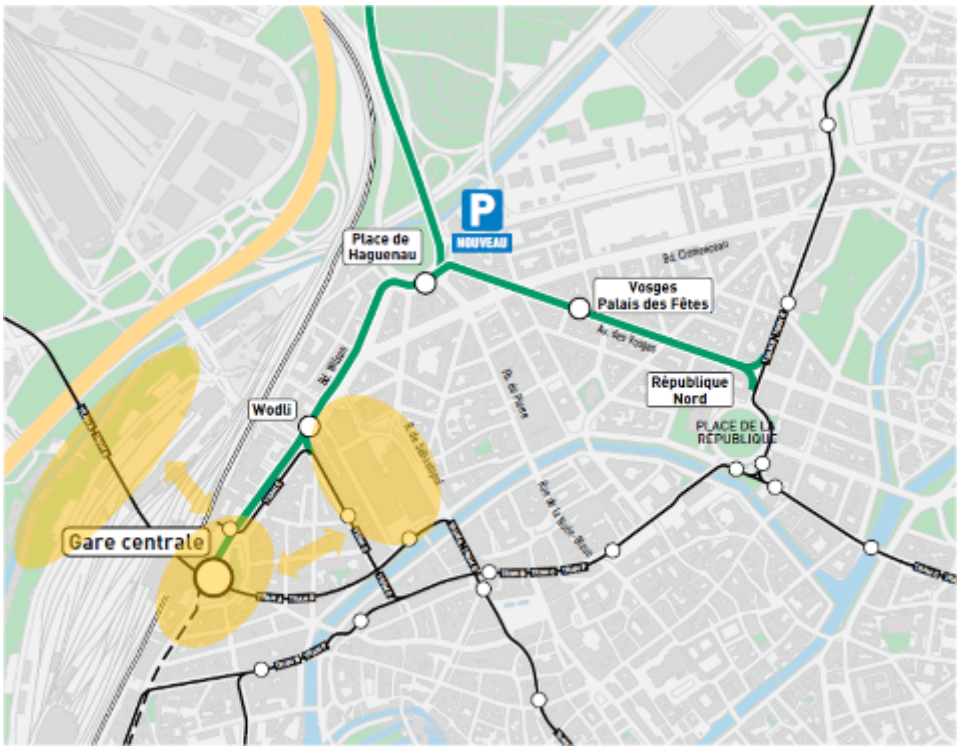
Il s'agira d'aménager en arrière-gare, à court terme et en prévision des travaux d'aménagement du secteur Halles et du tram Nord, des lieux de dépose, qui seront également articulés avec les pôles d'échanges tramway/BHNS, de manière à maintenir pendant cette période la meilleure qualité de service possible. Les aménagements en question viseront à maintenir la continuité du service sur des emprises foncières réduites, en totale compatibilité avec les activités en développement, dans ce secteur en cours de reconquête. Un travail fin pour améliorer les liaisons tous modes par la rue Wodli sera également conduit.

4.4. Trois sites complémentaires pour un hub multimodal ambitieux

Le développement des transports fortement capacitaires sur Strasbourg ainsi que son aire d'influence en faveur d'une transition écologique majeure nécessitent la création d'équipements à la hauteur des enjeux et des ambitions portées par l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans cette perspective, le renforcement de l'offre de mobilité correspondante conduit à mettre en œuvre un « hub multimodal » utilement positionné autour du secteur gare dans une logique de diffusion lisible et efficace des déplacements quotidiens.

À cet effet, il apparaît que la combinaison des sites « gare centrale », « arrière gare » et « Halles » répond au mieux aux enjeux intermodaux et multimodaux permettant d'assurer une diffusion efficace et fortement décarbonnée des déplacements vers les principales destinations d'habitats, de commerce, d'activités et de service sur l'agglomération.



5. La concertation réglementaire préalable, la méthode, l'interface avec les projets structurants voisins

5.1. Un lien opérationnel avec le projet de développement du tramway entre Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim et avec la mise en œuvre du ring

Si le réaménagement du secteur des Halles et de la gare basse se justifient en tant que tels par les importants changements de l'offre de transports développés ci-avant, le projet de développement du réseau de tramway entre Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim, impliquera des perturbations sur les cars interurbains qu'il conviendra de solutionner préalablement aux travaux du tramway, avec un impact à prévoir en particulier sur le secteur gare et le boulevard Wilson.

Par ailleurs, le réaménagement du secteur Halles, comme le projet du tramway, concourent tous deux à la reconquête et à l'élargissement du centre-ville jusqu'aux boulevards par le réaménagement des espaces publics.

Enfin, le projet de tramway impliquera la reprise de certaines lignes du réseau de bus urbain, avec un enjeu de maintien du niveau de qualité du service. Le maintien des temps de parcours pour une arrivée des lignes dites expresses en cœur de ville passera par la réalisation d'aménagements plus ou moins ponctuels dans le secteur de la Place de Haguenau et des Halles.

Ainsi, le projet de tramway et le projet du hub multimodal de Strasbourg, s'ils correspondent à deux projets distincts, se trouvent de fait liés d'un point de vue opérationnel certain et, pour partie, fonctionnel.

Par ailleurs, les quais intérieurs de la grande île doivent à court terme être réservés à la circulation des vélos, afin de disposer d'un itinéraire rapide de contournement de l'ellipse insulaire. Le projet de réaménagement du site des Halles tiendra compte du nécessaire

repositionnement de la circulation des bus urbains sur les quais extérieurs de la Grande île, en totale articulation avec la mise en œuvre du ring.

5.2. Objectifs et consistance du projet mis à la concertation réglementaire préalable

Hub multimodal de Strasbourg – secteur Halles

Sur ce site, il s'agit de :

- passer d'une gare routière avec du battement à une gare en passage. Ceci permettra la réorganisation des arrivées et départs des bus urbains et interurbains autour des Halles, avec un besoin estimé à ce stade d'une dizaine de quais ;
- sécuriser et fiabiliser les circulations bus et cars tout au long de leur itinéraire ;
- libérer des espaces publics afin notamment d'agrandir les espaces verts existants et de développer l'usage des modes doux ;
- rationaliser et réorganiser la circulation automobile autour des Halles, de sorte à maintenir les accès aux différents parkings et les accès des riverains mais en rééquilibrant la place des différents modes.

Hub multimodal de Strasbourg – secteur arrière gare (préfiguration)

Il s'agit de l'aménagement du site situé à l'arrière des quais voyageurs de la gare centrale, dans un secteur limité par le faisceau ferroviaire au Sud et la rue du Rempart au Nord

- assurer le bon fonctionnement des cars interurbains et de leurs dessertes de voyageurs durant les travaux du tramway ;
- permettre la diamétralisation de certaines lignes interurbaines avec un point de contact à proximité du cœur de ville ;
- préfigurer un aménagement complet en arrière gare à plus long terme par l'aménagement d'une surface de stationnement et de desserte des cars interurbains.

Sécurisation des itinéraires d'accès pour le dernier kilomètre

La sécurisation des temps de parcours sur les itinéraires cars et le traitement des liaisons piétonnes sera primordial pour le projet de hub multimodal de Strasbourg. Ceci passera par :

- l'amélioration du cheminement piéton et vélo entre le secteur de l'arrière gare et le centre-ville (rue Wodli) ;
- l'adaptation du carrefour entre la rue du Rempart et la rue Wodli si nécessaire pour permettre les accès des cars ;
- la priorisation des cars interurbains dans la Petite rue des Magasins pour entrer dans Strasbourg.

5.3. Périmètre du projet

Les secteurs concernés par les réaménagements sont situés sur le ban communal de Strasbourg, décrits par les trois sites ci-avant :

- le secteur des Halles, délimité par le quai Kléber, la rue du Marais Vert, la rue de Sébastopol, le boulevard Wilson, et potentiellement aussi la rue du Travail ;

- le secteur de l'arrière gare, qui s'inscrit entre le faisceau ferroviaire à l'arrière de la gare TGV et la rue du Rempart ;
- le secteur de transition entre ces deux espaces, englobant la rue Wodli et la Petite Rue des Magasins et les carrefours situés aux extrémités au croisement avec la rue du Rempart au Nord et avec le boulevard Wilson au Sud.

Néanmoins, les enjeux du réaménagement concernent les usagers des transports urbains et interurbains, soit un bassin de population très large au-delà des limites de l'Eurométropole.

5.4. Modalités d'organisation de la concertation réglementaire préalable avec le public

En application des articles L 103-2 et R 103-1 du code de l'urbanisme et de l'article L 121-15-1 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage du projet de réaménagement du hub multimodal de Strasbourg a l'obligation d'engager une procédure de concertation permettant de définir dans sa nature et ses options essentielles, les caractéristiques du projet envisagé.

À cet effet, l'Eurométropole de Strasbourg prévoit d'organiser une première phase de concertation réglementaire préalable à l'élaboration de ce projet et dont les enjeux et objectifs sont décrits dans la présente délibération.
Cette concertation se déroulera à partir septembre 2022, et pour une durée de 4 semaines minimum.

Elle aura pour objet :
- d'informer le public en décrivant les principales caractéristiques du projet parmi lesquelles :
  - les enjeux du transport collectif et les interfaces entre les différents réseaux ;
  - l'organisation fonctionnelle envisagée pour les différentes mobilités (en bus, en car, en voiture, à vélo, à pied) ;
  - les enjeux liés à l'insertion urbaine et paysagère ;
  - les enjeux liés à la circulation automobile, aux accès vers les parkings et à la desserte riveraine ;
  - l'articulation des calendriers avec les autres projets sur l'espace public à proximité du site ;
- et de recueillir les observations du public sur ces caractéristiques principales.

Les sujets liés aux conditions d'insertion et d'aménagement feront l'objet d'un travail de construction partagé lors des phases ultérieures d'instruction du projet (en lien avec le projet Tram Nord), à partir de l'automne 2022 à l'aide de plans d'aménagement.

Il est proposé la mise en œuvre de cette concertation réglementaire préalable selon les modalités suivantes :
- un dispositif pour communiquer sur la concertation, à travers les médias suivants :
  - des communications diffusées dans la presse locale ;
  - par voie d'affichage sur l'espace public à proximité du projet ;
  - par boitage auprès des riverains du projet ;

- un dispositif visant à expliquer le projet au public, à expliquer la procédure de concertation et les modalités d'expression du public. Ceci sera permis par :
  - des plaquettes d'information et d'explication, disponibles sur une plateforme internet en téléchargement et mis à disposition sous format papier sur les lieux de permanence et de réunions-ateliers qui seront organisés durant la concertation ;
  - des expositions organisées au centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que dans les mairies de quartier ou dans les locaux mis à disposition à proximité ;
  - au moins deux permanences d'une durée de deux heures, organisées sur les lieux d'exposition ;
  - plusieurs réunions-ateliers avec les représentants des organismes économiques et associations représentatives des quartiers et communes desservis et des usagers, « en présentiel » sous réserve que les conditions sanitaires le permettent ou organisées sous forme de visio-conférences dans le cas contraire ;

- un dispositif de recueil des observations du public :
  - l'utilisation du site internet de l'Eurométropole de Strasbourg ;
  - la création d'une adresse de messagerie électronique permettant le recueil d'expressions en ligne ;
  - la mise à disposition de registres d'expression dans les lieux d'exposition.

Cette concertation réglementaire préalable fera, par la suite, l'objet d'un premier bilan présenté à l'approbation du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg qui arrêtera, à cette occasion, les options essentielles du programme de l'opération.

6. <u>Modalités administratives et financières liées au projet</u>

Une enveloppe prévisionnelle de 5M€ HT est estimée pour la mise en œuvre de ce projet avec une prise en charge des investissements à la hauteur de 40% par la Région Grand Est, autorité organisatrice des mobilités sur son ressort territorial.

Une convention de mise à disposition des aménagements sera mise en œuvre au profit de la Région Grand Est, afin de permettre l'exploitation de transports interurbain. La consistance de cette mise à disposition sera déterminée ultérieurement, après réalisation des études du projet finalement retenu. La Région Grand Est, en tant que partenaire de l'Eurométropole et bénéficiaire *in fine* des aménagements sera associée à l'ensemble des étapes d'élaboration du projet, de la concertation préalable à la livraison du projet.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil,
en application des articles L 103-2 et R 103-1 du code de l'urbanisme

et L121-15 du Code de l'environnement
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les objectifs du projet d'aménagement du Hub Multimodal de Strasbourg – secteur Halles et arrière gare, à savoir :

<u>Hub multimodal de Strasbourg – secteur Halles (a)</u>

- *Passer d'une gare routière avec du battement à une gare en passage. Ceci permettra la réorganisation des arrivées et départs des bus urbains et interurbains autour des Halles, avec un besoin estimé à ce stade d'une dizaine de quais,*
- *Sécuriser et fiabiliser les circulations bus et cars tout au long de leur itinéraire,*
- *Libérer des espaces publics afin notamment d'agrandir les espaces verts existants et de développer l'usage des modes doux,*
- *Rationaliser et réorganiser la circulation automobile autour des Halles, de sorte à maintenir les accès aux différents parkings et les accès des riverains mais en rééquilibrant la place des différents modes.*

<u>Hub multimodal de Strasbourg – secteur arrière gare (préfiguration) (c)</u>

- *Assurer le bon fonctionnement des cars interurbains et de leurs dessertes voyageurs durant les travaux du tramway,*
- *Permettre la diamétralisation de certaines lignes interurbaines avec un point de contact à proximité du cœur de ville,*
- *Préfigurer un aménagement complet en arrière gare à plus long terme par l'aménagement d'une surface de stationnement et de desserte des cars interurbains.*

<u>Sécurisation des itinéraires d'accès pour le dernier kilomètre (b):</u>

- *Améliorer le cheminement piéton entre le secteur de l'arrière gare et le centre-ville (rue Wodli),*
- *Adapter le carrefour entre la rue du Rempart et la rue Wodli si nécessaire pour permettre les accès des cars,*
- *Prioriser les cars interurbains dans la Petite rue des Magasins pour entrer dans Strasbourg,*

décide

d'engager la procédure de concertation réglementaire préalable avec le public relative à l'aménagement du Hub Multimodal de Strasbourg – secteur Halles et arrière gare, sur une période de 4 semaines minimum à partir de septembre 2022 et selon les modalités suivantes :

- *Un dispositif pour communiquer sur la concertation réglementaire préalable, à travers les médias suivants :*
    - *des communications diffusées dans la presse locale,*
    - *par voie d'affichage sur l'espace public à proximité du projet,*
    - *par boitage auprès des riverains du projet,*

- *Un dispositif visant à expliquer le projet au public, à expliquer la procédure de concertation réglementaire et les modalités d'expression du public. Ceci sera permis par :*
    - *des plaquettes d'information et d'explication, disponibles sur une plateforme internet en téléchargement et mis à disposition sous format papier sur les lieux de permanence et de réunions-ateliers qui seront organisés durant la concertation,*
    - *des expositions organisées au centre administratif de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que dans les mairies de quartier ou dans les locaux mis à disposition à proximité, et réparties sur la durée de la concertation,*
    - *au moins deux permanences d'une durée de deux heures, organisées sur les lieux d'exposition,*
    - *plusieurs réunions-ateliers avec les représentants des organismes et associations représentatives des quartiers et communes desservis et des usagers, « en présentiel » sous réserve que les conditions sanitaires le permettent ou organisées sous forme de visio-conférences dans le cas contraire,*

- *Un dispositif de recueil des observations du public :*
    - *l'utilisation du site internet de l'Eurométropole de Strasbourg,*
    - *la création d'une adresse de messagerie électronique permettant le recueil d'expressions en ligne,*
    - *la mise à disposition de registres d'expression dans les lieux d'exposition,*

décide

l'imputation des dépenses et des recettes relatives à ce projet d'aménagement ainsi que des dépenses nécessaires à la conduite des procédures correspondantes sur l'autorisation de programme AP 0311.

charge

la Présidente ou son-sa représentant-e de mettre en œuvre les modalités de cette concertation précédemment définies ainsi qu'à entreprendre toutes les démarches et signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°11

Réseau Express Métropolitain Européen - Lancement de la concertation préalable à l'aménagement du Hub Multimodal de Strasbourg - Secteur Halles et arrière gare.

Pour	51	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, GONDREXON Etienne, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	0	
Abstention	11	BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, TRAUTMANN Catherine

12

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Approbation de l'avant-projet du prolongement de la ligne G de bus à haut niveau de service entre la gare centrale de Strasbourg et le Bassin des Remparts, ainsi que du programme, de l'enveloppe financière prévisionnelle, des procédures et des conventions associées - Avis du Conseil municipal dans le cadre de l'article L5211-57 du CGCT.

Numéro V-2022-667

La présente délibération s'appuie sur la délibération d'approbation de l'avant-projet du prolongement de la ligne G de bus à haut niveau de service – Bouclage Sud – entre la gare centrale et le Bassin des Remparts à Strasbourg, qui sera soumise à l'approbation du Conseil de l'Eurométropole du 28 juin prochain, ci-jointe en annexe.

L'objet de la présente délibération est d'apporter l'avis du Conseil Municipal de Strasbourg sur :

- les différentes composantes, tant techniques que financières, du dossier d'avant-projet du prolongement de la ligne G de BHNS vers le Bassin des Remparts à Strasbourg, décrites dans la délibération proposée au Conseil d'Eurométropole du 28 juin 2022 ;
- les modalités de transfert de la Maîtrise d'Ouvrage de la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg sur le corridor du projet de prolongement de la ligne G de BHNS, décrites dans la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage, jointe en annexe à la délibération proposée au Conseil d'Eurométropole du 28 juin 2022 : les travaux d'aménagement nécessaires pour la réalisation du projet de prolongement de la ligne G de BHNS de la gare centrale au Bassin des Remparts sur le ban communal de la Ville de Strasbourg, relèvent de la maîtrise d'ouvrage de la Ville (Espaces Verts et Éclairage Public) et de l'EMS (mobilité, transports). La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont un intérêt à organiser une co-maîtrise d'ouvrage dans les objectifs suivants :
    - une optimisation de la qualité des réalisations
    - une optimisation du coût des travaux
    - une optimisation du planning des travaux et une cohérence dans la réalisation des travaux

  Pour ce faire, afin de garantir une parfaite unité fonctionnelle et technique de l'aménagement à réaliser, il est proposé de transférer la maîtrise d'ouvrage totale du projet de prolongement de la ligne G de BHNS à l'Eurométropole de Strasbourg. L'Eurométropole de Strasbourg, maître d'ouvrage unique, confiera ensuite à son

concessionnaire la Compagnie des Transports Strasbourgeois la réalisation des ouvrages relevant de ses compétences et de celles de la Ville de Strasbourg. À l'achèvement des travaux d'aménagement du prolongement de la ligne G de BHNS de la gare centrale au Bassin des Remparts à Strasbourg, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg se verront remettre les biens qui relèvent de leurs compétences respectives. Dans ce cadre, la Ville de Strasbourg remboursera à l'Eurométropole de Strasbourg la part d'investissement lui incombant. La convention de transfert de maîtrise d'ouvrage, en annexe à la délibération proposée au Conseil d'Eurométropole du 28 juin 2022, définit l'ensemble des conditions administratives, techniques et financières de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage unique par l'Eurométropole de Strasbourg ;

- l'acquisition par l'Eurométropole de Strasbourg de l'ensemble des terrains éventuellement nécessaires à la réalisation du prolongement de la ligne G de BHNS vers le bassin des Remparts à Strasbourg (pour l'insertion de la station proche du stade Vauban).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,

émet un avis favorable

sur le projet de délibération de l'Eurométropole de Strasbourg ci-annexée visant à approuver les différentes composantes, tant techniques que financières, du dossier d'avant-projet de l'Eurométropole de Strasbourg de prolongement de la ligne G de BHNS vers le Bassin des Remparts à Strasbourg ;

demande

à l'Eurométropole de Strasbourg de poursuivre les études et procédures visant à mettre en œuvre cette opération de prolongement de la ligne G de BHNS vers le Bassin des Remparts à Strasbourg, en premier lieu les études de niveau « projet » (conduites sous maîtrise d'ouvrage CTS) ;

approuve

le principe de la cession des terrains d'emprise, propriété Ville, au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg, le cas échéant, dans la mesure où ces terrains sont nécessaires au projet de prolongement de la ligne G de BHNS vers le Bassin des Remparts (pour l'insertion de la station proche du stade Vauban) selon des modalités qui seront précisées par des délibérations ultérieures ;

autorise

la Maire, ou son-sa représentant-e :

à prendre et signer tous actes et documents, marchés et conventions concourant à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg sur le corridor du projet de prolongement de la ligne G de BHNS.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147349-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Strasbourg.eu
eurométropole

87

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du mardi 28 juin 2022

Approbation de l'avant-projet du prolongement de la ligne G de bus à haut niveau de service - Bouclage Sud - entre la gare centrale de Strasbourg et le Bassin des Remparts, ainsi que du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération. Autorisation de poursuite des procédures, convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg sur le corridor du projet de transport en commun et convention particulière de travaux entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Compagnie des Transports Strasbourgeois dans le cadre de son contrat de concession.

Numéro E-2022-668

La présente délibération a pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil de l'Eurométropole :

- les études d'avant-projet, le programme de travaux et l'estimation des coûts prévisionnels du projet de prolongement de la ligne G du BHNS, dans la limite des crédits d'investissement qui seront annuellement inscrits aux budgets de l'Eurométropole ;
- l'organisation de la maîtrise d'ouvrage des travaux et la poursuite des procédures.

1. CONTEXTE DE LA PRESENTE DELIBERATION

Inscrit au Schéma Directeur des Transports Collectifs de l'Eurométropole de Strasbourg, le prolongement de la ligne G du BHNS vers les boulevards Ouest et les quais Sud jusqu'au parc de l'Etoile puis vers l'Est a été identifié comme prioritaire durant le dernier mandat au regard des enjeux d'interface et de maillage des infrastructures de transports urbaines et interurbaines à l'entrée Ouest de l'agglomération.

En application de la délibération du 18 décembre 2015, une étude de définition a été engagée sur le prolongement de la ligne G afin de réaliser un bouclage Sud.

À la suite de cette étude, par délibération en date du 24 novembre 2017, le Conseil de l'Eurométropole a précisé les objectifs poursuivis par ce projet et les modalités d'une première concertation préalable avec le public en application des articles L. 103-2 et R. 103-1 du Code de l'urbanisme.

Par délibération en date du 19 décembre 2018, le Conseil de l'Eurométropole a tiré un bilan de la première concertation sur le projet et a approuvé le lancement des études d'avant-projet du prolongement de la ligne G. Le groupement de maîtrise d'œuvre "SERUE/ALFRED PETER/OTE/SYSTRA/TRANSITEC" a réalisé les études d'avant-projet afférentes à la mise en œuvre du prolongement de la ligne G du BHNS depuis la gare de Strasbourg.

Lors de l'approfondissement des études, de nouvelles opportunités sont apparues :
- le prolongement de la ligne G jusqu'au pont du Danube ;
- la préservation des arbres d'alignements du boulevard de Lyon ;
- la réorganisation des voies sur le pont Pasteur ;
- la fluidification des couloirs de bus existants sur les quais Sud.

Dans ce contexte et afin de consulter les citoyens sur les évolutions du projet, une nouvelle concertation préalable a été organisée du 17 mai au 30 juin 2021, toujours en application des articles L. 103-2 et R. 103-1 du code de l'Urbanisme.

Le bilan de cette concertation a été arrêté par délibération du Conseil d'Eurométropole en date du 24 septembre 2021. Par cette même délibération, il a été décidé :
- de retenir la variante 2 proposant l'affectation des voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) aux transports en commun en site propre, pour la circulation de la ligne G de BHNS, prolongée depuis la gare de Strasbourg vers le pont du Danube ;
- d'étudier la possibilité d'un retournement au giratoire entre la rue d'Ostende, la rue du Général Picquart et le quai des Belges avec la création d'une ou deux stations supplémentaires, ou toute alternative au-delà du Parc de la Citadelle.

Le conseil d'Eurométropole a également approuvé les éléments de programme de base correspondants à la variante 2, à savoir :
- la longueur d'infrastructure : environ 4 km ;
- le tracé : dans le prolongement de la ligne G actuelle dont le terminus est situé place de la gare, la nouvelle plateforme est implantée sur les axes suivants : boulevards de Metz, de Nancy et de Lyon, pont Louis Pasteur, quais Louis Pasteur, Menachem Taffel, Fustel de Coulanges, Général Koenig et des Alpes ;
- la création de dix nouvelles stations aux normes accessibilité dont quatre constituent des nœuds de correspondance avec le réseau de tramway ;
- le réaménagement des espaces publics traversés et notamment des carrefours à feux, portant principalement sur le boulevard de Lyon à Strasbourg ;
- le programme des études d'avant-projet, à savoir : le tracé du prolongement de la ligne G de BHNS commençant à la Gare centrale de Strasbourg et se poursuivant en site propre jusqu'au parc de l'Etoile via le boulevard de Metz inchangé, le boulevard de Nancy sur la plateforme réalisée en site central dans le cadre du projet de prolongement de la ligne F de tramway vers Koenigshoffen, le boulevard de Lyon réaménagé et les quais Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges sur le site latéral réalisé pour la nouvelle ligne de bus express L1. L'infrastructure sera ensuite aménagée avec des voies réservées à l'approche des carrefours sur les quais Koenig et des Alpes. Les voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à

l'Ouest du terre-plein central arboré) seront affectées aux transports en commun en site propre pour la circulation de la ligne G du BHNS ;
- le principe de l'acquisition (si nécessaire), sous réserve d'arpentage, de tous les biens et immeubles tombant dans l'emprise du projet, ainsi que les opérations d'accompagnement, suivant les avis rendus par France Domaine.

2. ETUDES D'AVANT-PROJET ET PROGRAMME DE TRAVAUX

L'avant-projet a permis, notamment :
- de confirmer la faisabilité du projet et de l'infrastructure projetée pour le prolongement de la ligne G depuis la Gare centrale jusqu'au Bassin des Remparts, d'une longueur de 5,4 km et équipée de 12 stations dont 6 sont nouvelles et 6 sont réaménagées,
- de préciser la solution retenue tant au niveau des caractéristiques techniques et d'insertion et de ses équipements d'exploitation, que de la réorganisation de la circulation automobile et de la requalification des espaces publics,
  - les voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon seront affectées aux transports en commun en site propre, pour la circulation de la ligne G (à l'Ouest du terre-plein central arboré qui sera enherbé). Une piste cyclable bidirectionnelle sera également réalisée côté extérieur du boulevard,
  - les arbres d'alignements du boulevard de Lyon sont préservés au maximum, néanmoins après autorisation administrative préalable, environ 8 arbres devront être abattus et seront replantés dans le secteur Etoile/Bourse,
  - une nouvelle affectation des voies sur le pont Pasteur permettra d'optimiser l'espace public et de conserver la disposition actuelle de la piste cyclable bidirectionnelle située au sud du pont, sans mélanger les flux cyclistes et les flux piétons,
  - des travaux ponctuels de réalignement des bordures côté Bassin de la Porte de l'Hôpital sur les quais Louis Pasteur, Menachem Taffel et Fustel-de-Coulanges seront également organisés afin d'élargir quelques zones de conflit dans le couloir de bus Ouest/Est et de fluidifier la circulation des bus à l'intérieur de celui-ci,
- de confirmer la cohérence de l'opération projetée avec les objectifs majeurs de la politique globale de déplacements retenue à l'échelle de l'agglomération, tels que précisés par la délibération au Conseil de l'Eurométropole du 18 décembre 2020 « Une ambition inédite en matière de mobilités » : vers un pacte durable et équilibré pour l'Eurométropole de Strasbourg et ses habitants. Le prolongement de la ligne G a été envisagé dans un premier temps jusqu'au Parc de l'Etoile puis jusqu'au pont du Danube. Ce prolongement complémentaire permettait en effet une connexion avec toutes les lignes du réseau de tramway et particulièrement les lignes C et E. Il apportait par ailleurs une desserte nouvelle du quai des Alpes portant la fréquentation actuelle de la ligne G – de l'ordre de 12.000 voyageurs par jour entre l'Espace Européen de L'Entreprise et la Gare-Centrale – à 25.000 voyageurs par jour environ pour un prolongement jusqu'au Parc de l'Etoile et 30.000 voyageurs par jour pour la ligne G, arrêtée au pont du Danube. Le prolongement de la ligne G vers le Bassin des Remparts pourrait porter *a minima* la fréquentation prévisionnelle de la ligne G à 31.500 voyageurs par jour,

- de vérifier la compatibilité du projet de prolongement de la ligne G de BHNS – Bouclage Sud – étudié avec les contraintes du programme fixé par l'autorité organisatrice (Eurométropole de Strasbourg) ainsi qu'avec les contraintes des sites urbains ou des espaces naturels traversés et avec les diverses catégories de réglementations applicables à un tel projet d'infrastructure,
- de déterminer le planning de réalisation de l'opération et de réaliser une estimation détaillée des coûts d'investissement en vue de l'élaboration d'un plan de financement approprié par le maître d'ouvrage,
- de justifier le choix d'investissement public par une évaluation financière et socio-économique approfondie. Cette analyse démontre par ailleurs que, bien que se développant hors du centre dense de l'agglomération, ce projet de bus à haut niveau de service est caractérisé par un fort taux de rentabilité interne (TRI) de 7,46 % tout à fait intéressant.

2.1. Présentation générale du dossier d'avant-projet

Les études d'avant-projet intègrent un bon nombre d'observations et de suggestions formulées au cours de la deuxième concertation publique, par les différents acteurs concernés, notamment en matière de positionnement des futures stations, d'implantation des voies de bus, d'aménagement, d'accessibilité locale, de stationnement.

Selon ces études d'avant-projet, le projet de prolongement de la ligne G dont la mise en service est prévue à l'horizon de l'automne 2023 desservira en bus à haut niveau de service, respectivement :

- le pôle d'échange multimodal de la gare centrale de Strasbourg et du quartier centre/Halles ;
- le secteur de la Porte Blanche et le secteur « Laiterie/Musée d'Art Moderne » ;
- le secteur du Lycée Pasteur, le Nouvel Hôpital Civil, le parc du Heyritz ;
- le secteur « TechMed », la CAF, l'Hôtel de Police ;
- le Centre administratif de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, la gare routière, le secteur « Bourse », en proximité avec la galerie « Rivétoile » ;
- la médiathèque André Malraux, l'école Louvois, le sud du quartier de la Krutenau ;
- le sud du quartier de l'Esplanade, les résidences étudiantes, l'Inet, le CNFPT ;
- l'ouest du parc de la Citadelle, le Vaisseau ;
- l'est du parc de la Citadelle, le secteur « Tarade » ;
- le stade Vauban, le secteur « Vauban » ;
- la proximité du secteur « Rotterdam ».

Par ailleurs, comme depuis novembre 2013, la ligne G de BHNS continuera la desserte :

- du quartier Strasbourgeois de la Cité Nucléaire à Cronenbourg, les urbanisations au droit de la rue d'Hochfelden ainsi que le secteur d'habitat « Kepler »,
- de l'Espace Européen de l'Entreprise (EEE) situé pour l'essentiel sur le ban communal de Schiltigheim (ouest) et le site du Campus « Ouest »/CNRS.
- du P+R « Espace Européen de l'Entreprise » au droit du giratoire de la Chambre des Métiers, situé sur le ban communal de Bischheim.

L'exploitation complète de ce réseau de bus à haut niveau de service nécessitera l'acquisition de matériels roulants dédiés spécifiquement au prolongement de la ligne, soit 10 bus.

L'itinéraire emprunté par le prolongement de la ligne G de BHNS – Bouclage Sud – ainsi que les caractéristiques d'insertion urbaine des voies de bus et de réaménagement des espaces publics sont présentées ci-après en annexe 1.

En résumé, le tracé de la ligne G de BHNS prolongée parcourra, du nord à l'est, depuis le P+R « Espace Européen de l'Entreprise » au droit du giratoire de la Chambre des métiers, l'avenue de l'Europe, la route d'Hausbergen, la rue Becquerel, la Place Arago, la rue Lavoisier, la rue du Rieth, la rue d'Hochfelden, le rond-point de la gare aux marchandises, la rue Wodli, le boulevard Wilson, jusqu'à la Gare centrale de Strasbourg.

Le tracé du prolongement de la ligne G de BHNS, depuis la Gare centrale de Strasbourg, empruntera le boulevard de Metz inchangé, le boulevard de Nancy inchangé également sur la plateforme réalisée en site central dans le cadre du projet de prolongement de la ligne F de tramway vers Koenigshoffen, le boulevard de Lyon réaménagé, le pont Pasteur, les quais Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges sur le site latéral antérieurement réalisé pour la ligne de bus express L1. Il sera ensuite aménagé avec des couloirs de bus et des voies réservées à l'approche des carrefours sur le quai du Général Koenig, le quai des Alpes et le quai des Belges.

Le réaménagement des espaces publics traversés et notamment des carrefours à feux, porteront principalement sur le boulevard de Lyon et le quai du Général Koenig.

Concernant le boulevard de Lyon, de la rue d'Obernai à la rue de Saales, les voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) seront affectées aux transports en commun en site propre pour la circulation de la ligne G du BHNS.

Par ailleurs l'éclairage public provisoire sur mâts déplaçables, mis en place à titre conservatoire courant 2019 sur le boulevard de Lyon, sera rétabli de manière pérenne « en aérien » sur des suspentes accrochées de part et d'autre des façades sur des ancrages existants, s'ils sont réutilisables, ou de nouveaux ancrages à reconstituer s'ils s'avéraient défaillants. Ces nouveaux ancrages seraient constitués selon les procédures visées par la délibération N°10 du conseil municipal du 20 mai 2019 en annexe à la présente délibération.

6 nouvelles stations et 6 stations réaménagées, aux normes accessibilité dont quatre constituent des nœuds de correspondance avec le réseau de tramway, seront desservies tout au long du tracé :

- Gare centrale (réaménagée), permettant une correspondance avec les lignes A, D et C du réseau de tramway ;
- Porte-Blanche (inchangée), permettant une correspondance avec la ligne F du réseau de tramway ;
- Laiterie (réaménagée), permettant une correspondance avec la ligne B du réseau de tramway ;
- Lycée/Collège Pasteur (réaménagée);

- Hôpital Civil (réaménagée);
- Hôtel de police (réaménagée);
- Etoile/Bourse (réaménagée), permettant une correspondance avec les lignes A et D du réseau de tramway ;
- Presqu'île André Malraux (nouvelle);
- Winston Churchill (nouvelle), permettant une correspondance avec les lignes C et E du réseau de tramway ;
- Danube/Le vaisseau (nouvelle) ;
- Parc de la Citadelle (nouvelle) ;
- Stade Vauban (nouvelle) ;
- Vauban/Rotterdam (nouvelle).

De même sont définies les connexions avec le réseau urbain d'autobus, le réseau de tramway et les effets induits sur la circulation automobile de l'implantation du prolongement de la ligne G de BHNS. Les caractéristiques d'insertion urbaine des voies du BHNS G prolongé et des arrêts du réseau d'autobus associés, ainsi que les éléments définissant les fonctionnalités circulatoires (automobiles, vélos, piétons) sont représentés avec précision sur les plans d'avant-projet.
Il convient de souligner que, de façon générale, ce projet fournira l'opportunité de poursuivre le développement du réseau cyclable – en pleine cohérence avec le plan vélo adopté par l'Eurométropole de Strasbourg le 25 juin 2021 –, notamment par une densification du maillage du réseau primaire, par la création ou la sécurisation d'itinéraires de desserte locale et par l'installation d'arceaux à proximité des stations les plus importantes.

Les plans de réaménagement des voiries empruntées par le BHNS visent également à améliorer la commodité et la sécurité des circulations piétonnes.
Les aménagements projetés au titre de ce projet de BHNS sont conformes aux normes en vigueur en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, qu'il s'agisse des stations du BHNS G prolongé ou des aménagements de voirie et d'arrêts bus qui seront réalisés en conformité avec le schéma directeur d'accessibilité des transports et avec les textes réglementaires d'application de la loi du 11 février 2005.
En outre, le BHNS circulera en fonction des contraintes d'emprises et/ou de trafic en site propre intégral sur le boulevard de Lyon et tous les franchissements de ce site propre par des voies de circulation seront sécurisés par feux.
Enfin, ce projet d'infrastructure et le réaménagement des espaces publics permettront de requalifier l'environnement urbain. Il contribuera à l'objectif de restructuration urbaine et d'amélioration de la lisibilité du tissu urbain inscrit dans les dispositifs contractuels de la Politique de la Ville.

Par ailleurs, sans attendre la mise en œuvre d'un programme ultérieur de travaux « Eau et assainissement », le projet prévoit la réfection des conduites « transport » d'eau potable situées dans le corridor du projet, sur le boulevard de Lyon et sur le quai du Général Koenig, le quai des Alpes et le quai des Belges qui sont en risque de rupture compte tenu de leur grande ancienneté. Cette intégration permet :

- une optimisation de la qualité des réalisations (conception et suivi par la même maîtrise d'œuvre, réalisation par les mêmes entreprises) ;

- une optimisation du coût des travaux (économies d'échelle notamment, meilleure définition des responsabilités respectives des entreprises) ;
- une optimisation du planning des travaux et une cohérence dans la réalisation des travaux (le prolongement de la ligne G de BHNS n'ayant d'intérêt qu'une fois inséré dans toutes les modalités de circulations et de thématiques d'aménagement).

L'enveloppe financière consacrée à ce dévoiement de réseau est de 1 500 k€, complétée de 200 k€ pour frais de fouilles archéologiques dont le dévoiement est l'unique fait générateur, soit 1 700 k€ HT.
Les montants prévisionnels sont établis en référence aux indices valeur juin 2022.

Les caractéristiques du projet de prolongement de la ligne G de BHNS constitueront les éléments de programme des études post – avant-projet qui seront réalisées par la CTS.

Le dossier d'examen au cas par cas a été établi à partir des analyses et des solutions techniques présentées dans ce dossier d'avant-projet.

À la suite de la demande d'examen au cas par cas déposée le 4 mars 2022, la Préfète du Bas-Rhin a décidé, par courrier en date du 8 avril 2022, que le projet de prolongement de la ligne G du BHNS n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Pour cette raison et en application des dispositions de l'article L. 123-2, I. 1° du Code de l'environnement, il n'est pas nécessaire de réaliser une enquête publique environnementale. Le projet de prolongement de la ligne G du BHNS n'est pas non plus soumis à l'organisation d'une procédure de participation du public par voie électronique.

2.2. Le coût prévisionnel d'avant-projet de l'investissement de prolongement de la ligne G du BHNS

Le rapport « évaluation socio-économique et financière » du dossier d'avant-projet précise la décomposition des coûts d'investissement prévisionnels du projet.

2.2.1 Coût prévisionnel des ‘’travaux”

Poste de dépenses	**Estimation du coût prévisionnel au stade avant-projet (HT) en valeur juin 2022**
GO1 : déviations de réseaux	2 334 k€
GO2 : ouvrages d'art	Sans objet
GO3 : aménagements de surface	3 900 k€
GO4 : stations	128 k€
GO5 : locaux techniques	35 k€
GO6 : plateforme BHNS	1 025 k€

GO7 : ligne aérienne de contact	Sans objet
GO8 : Énergie	Sans objet
GO9 : Systèmes d'exploitation	1 668 k€
COÛT PREVISIONNEL TRAVAUX (HT)	**9 090 k€**

2.2.2 Dépenses prévisionnelles ‘’connexes”

Sont qualifiées de dépenses ‘’connexes’’, toutes les dépenses qui ne concernent pas les travaux de réalisation d'ouvrages, d'infrastructures et d'équipements mais qui concernent des études, des missions ou des interventions diverses concourant à leur réalisation ; à savoir les missions de maitrise d'œuvre (évaluées à 410 k€ HT), les frais de maitrise d'ouvrage (évalués à 400 k€ HT), les provisions pour préjudices économiques (évaluées à 100 k€ HT), les actions d'information et de communication (évaluées à 165 k€ HT) et le matériel roulant (évalué à 4 500 k€ HT).

Le total de l'opération représente un montant total prévisionnel de *14 665 K€* HT

2.3. Le plan de financement et les concours financiers attendus

Par décision rendue publique le 6 octobre 2021, l'État a accordé une subvention (dans le cadre de l'appel à projet transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux N°4) d'un montant égal à **950 k€ HT.**

3-La poursuite de l'opération et le calendrier prévisionnel

À la suite à l'approbation du dossier d'avant-projet par la présente délibération seront engagées les procédures suivantes :

- la réalisation des études « post-avant projet » ;
- le dépôt d'un permis d'aménager ;
- les acquisitions amiables auprès de la Ville de Strasbourg des emprises éventuellement nécessaires au projet (pour l'insertion de la station proche du stade Vauban).

4- Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Les travaux d'aménagement nécessaires pour la réalisation du projet de prolongement de la ligne G de BHNS de la gare centrale au Bassin des Remparts sur le ban communal de la Ville de Strasbourg, relèvent de la maîtrise d'ouvrage de la Ville (Espaces Verts et Éclairage Public) et de l'EMS (mobilité, transports).

La Ville et l'EMS ont un intérêt à organiser une co-maîtrise d'ouvrage dans les objectifs suivants :

- une optimisation de la qualité des réalisations (conception et suivi par la même maîtrise d'œuvre, réalisation par les mêmes entreprises) ;

- une optimisation du coût des travaux (économies d'échelle notamment, meilleure définition des responsabilités respectives des entreprises) ;
- une optimisation du planning des travaux et une cohérence dans la réalisation des travaux (le prolongement de la ligne G de BHNS n'ayant d'intérêt qu'une fois inséré dans toutes les modalités de circulations et de thématiques d'aménagement).

Pour ce faire, afin de garantir une parfaite unité fonctionnelle et technique de l'aménagement à réaliser, il est proposé de transférer la maîtrise d'ouvrage totale du projet de prolongement de la ligne G de BHNS à l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg, maître d'ouvrage unique, confiera ensuite à son concessionnaire la Compagnie des Transports Strasbourgeois la réalisation des ouvrages relevant de ses compétences et de celles de la Ville de Strasbourg.

À l'achèvement des travaux d'aménagement du prolongement de la ligne G de BHNS de la gare centrale au Bassin des Remparts à Strasbourg, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg se verront remettre les biens qui relèvent de leurs compétences respectives. Dans ce cadre, la Ville de Strasbourg remboursera à l'Eurométropole de Strasbourg la part d'investissement lui incombant.

La convention de transfert de maîtrise d'ouvrage, en annexe 2 à la présente délibération, définit l'ensemble des conditions administratives, techniques et financières de l'exercice de la maîtrise d'ouvrage unique par l'Eurométropole de Strasbourg.

5- Convention particulière de travaux de prolongement de la ligne G de BHNS entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Compagnie des Transports Strasbourgeois dans le cadre de son contrat de concession

L'Eurométropole de Strasbourg, Autorité organisatrice de la Mobilité (AOM) en application de l'article L. 1231-1 et suivants du Code des Transports, exerce de plein droit la compétence d'organisation des mobilités dans son ressort territorial.

La Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS), qui était précédemment une société d'économie mixte locale, a été transformée en 2018 en société publique locale. L'Eurométropole de Strasbourg a décidé de confier la gestion du système de transport urbain à la CTS par une délibération en date du 19 décembre 2018 et le contrat de concession actuellement en vigueur a été attribué directement à la CTS par l'Eurométropole. Il a pris effet le 1er janvier 2021 pour une durée de dix ans.

Ce contrat de concession a pour objet de confier à la CTS l'exploitation d'un service public de transport de voyageurs, dans le ressort territorial de l'Eurométropole de Strasbourg. À ce titre la CTS assure l'exploitation du réseau de transport urbain de tramway dont une ligne en direction de la ville de Kehl, et du réseau de bus urbains comprenant des lignes à haut niveau de service.

La CTS assure également l'ensemble des aménagements de premier investissement, de maintenance, de rénovation et de renouvellement relatifs aux infrastructures et équipements ainsi que l'acquisition et la maintenance des matériels roulants, nécessaires

à l'accomplissement des missions d'exploitation qui lui sont confiées. La CTS assure la pleine et entière maîtrise d'ouvrage des travaux réalisés à l'occasion de la concession. L'Eurométropole de Strasbourg reconnaît à la CTS le droit exclusif de réaliser l'infrastructure et d'acquérir les matériels roulants, pour ce qui concerne les lignes de tramway et de bus à haut niveau de service.

Les travaux neufs programmés lors de la signature du contrat de concession ont été définis dans le programme des travaux à réaliser.

Par avenant N°1 au contrat de concession en vigueur, approuvé par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 17 décembre 2021, le Plan Pluriannuel d'Investissement a été mis à jour, afin notamment d'intégrer les coûts d'investissement prévisionnels pour les projets d'extension de lignes de tramway vers le Nord de l'Eurométropole et vers Wolfisheim, ainsi que le prolongement de la ligne G de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) vers Etoile/Danube et la refonte de la zone de manœuvre aux abords du Stade de la Meinau.

Conformément au contrat de concession en vigueur, il est proposé de confier à la Compagnie des Transports Strasbourgeois la réalisation des aménagements du prolongement de la ligne G de BHNS. La convention de travaux entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Compagnie des Transports Strasbourgeois, en annexe 3 à la présente délibération, répond aux objectifs de confier à la CTS les études post-avant-projet, le financement, la réalisation, l'entretien et l'exploitation du prolongement de la ligne G de BHNS de la gare centrale vers le Bassin des Remparts à Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le contrat de concession conclu avec la CTS le 4 mars 2020 ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole n° E-2021-493 du 7 mai 2021 ;
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole n° E-2021-1418
du 24 septembre 2021 ;
vu la décision de dispense d'évaluation environnementale
prise par la Préfète du Bas-Rhin le 8 avril 2022 ;
vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg N°10 du 20 mai 2019 ;
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

1) les études d'avant-projet de réalisation du prolongement de la ligne G de bus à haut niveau de service entre la gare centrale de Strasbourg et le Bassin des Remparts, dans toutes leurs composantes, tant techniques que financières décrites dans le dossier produit par le groupement de maîtrise d'œuvre "SERUE/ALFRED PETER/OTE/SYSTRA/

TRANSITEC", présenté au rapport, ainsi que plus amplement exposé dans l'annexe 1 à la délibération ;

2) le programme du projet d'infrastructure relatif au prolongement de la ligne G de bus à haut niveau de service entre la gare centrale de Strasbourg et le bassin des Remparts à Strasbourg tel que caractérisé dans le présent rapport et plus amplement exposé dans annexe 1 à la présente délibération ;
à savoir :
- *le linéaire de ligne nouvelle de 5,4 km, équipée de 12 stations à l'horizon de l'automne 2023*
- *le coût total d'investissement (HT) estimé au niveau de l'avant-projet de 14,665 M€ (valeur "juin 2022") dont 4,5 M€ HT de matériel roulant ;*

3) les principes de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à conclure entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg, selon le projet de convention annexé à la présente délibération, et autorise la Présidente à procéder à sa mise au point puis à sa signature ;

4) les principes de la convention particulière de travaux à conclure entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS après signature de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage précitée, selon le projet de convention annexé à la présente délibération, et autorise la Présidente à procéder à sa mise au point puis à sa signature ;

5) l'engagement et l'imputation des dépenses correspondantes sur les crédits ouverts au budget 2022, en particulier l'AP 0275 ouverte au budget de la Direction de la Mobilité ;

6) l'inscription des crédits nécessaires dans les documents budgétaires ultérieurs ;

confie :

à la CTS les études postérieures à la phase "avant-projet" du programme relatif au prolongement de la ligne G de bus à haut niveau de service entre la gare centrale de Strasbourg et le Bassin des remparts à Strasbourg, ainsi que les travaux concourant aux aménagements nécessaires ;

autorise :

la Présidente, ou son-sa représentant-e, à :
1) saisir l'ensemble des autorités compétentes en vue de la mise en œuvre des procédures portant sur la réalisation des aménagements, ouvrages et travaux liées à la réalisation du projet ;

2) mener toutes négociations auprès de la commune de Strasbourg en vue de mener les acquisitions amiables de tous les immeubles compris dans l'emprise du projet de BHNS décrites à l'annexe 1, incluant le cas échéant la prise en charge par la collectivité d'indemnités complémentaires destinées à couvrir les frais inhérents aux transactions, tels que déménagement, rétablissement des murs, clôtures et accès aux propriétés, etc…

3) prendre et signer tous actes et documents, marchés et conventions concourant à l'exécution de la présente délibération et notamment les conventions précitées :

- *la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à l'Eurométropole de Strasbourg pour la réalisation du projet de prolongement de la ligne G de BHNS ;*
- *la convention particulière de travaux de prolongement de la ligne G de BHNS entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Compagnie des Transports Strasbourgeois dans le cadre de son contrat de concession.*

Annexe 1 : Extrait de la délibération au Conseil Municipal du lundi 15 octobre 2018 instituant les modalités de fonctionnement du droit à la pétition citoyenne.

DROIT DE PÉTITION CITOYENNE

Objectifs du droit de pétition citoyenne

Le droit de pétition citoyenne a pour objectif de saisir le Maire de toute question ou proposition concernant tout sujet d'intérêt public communal et/ou relevant de la compétence du conseil municipal, en vue de son inscription à l'ordre du jour d'une séance du conseil municipal, pour qu'il en soit débattu et le cas échéant délibéré. Il appartiendra au Maire de décider de l'inscription à l'ordre du jour du conseil municipal de questions ou de sujets relevant de la compétence de la commune et correspondant aux pétitions citoyennes qui réuniraient plus de 2 800 signatures des habitants-es de la ville de Strasbourg de seize ans ou plus. Il peut être précisé que ce dispositif de pétition citoyenne ne se substitue pas aux modalités de réponse déjà courantes des élus-es concernant les interpellations des habitants-es.

Les différentes étapes pour exercer le droit de pétition citoyenne

ETAPE 1 : Dépôt d'une pétition citoyenne par des habitants-es de seize ans ou plus, non élus-es au conseil municipal ou des collectifs ou associations.
ETAPE 2 : Analyse de la recevabilité de la pétition par les services de la Ville (légalité de la proposition - relevant de la compétence du conseil municipal - bonne compréhension, et conditions générales applicables aux porteurs de pétition).
ETAPE 3 : Publication des pétitions sur la plateforme de participation citoyenne pour six mois.
ETAPE 4 : Recueil des signatures des habitants-es de Strasbourg de seize ans et plus. ETAPE 5 : A l'issue des six mois, vérification et instruction par les services de la Ville des pétitions ayant atteint les 2 800 signatures.
ETAPE 6 : Transmission au Maire de Strasbourg des pétitions « valides » et débat ou délibération en conseil municipal le cas échéant.

Dès qu'une pétition atteint 500 signatures, sans attendre l'expiration du délai de six mois, une rencontre est organisée entre le porteur de pétition, les services de la collectivité et l'élu-e en charge de la démocratie locale ainsi que les adjoints-es concerné-e-s.

[...]

Le porteur de la pétition recevra un accusé de réception lui indiquant le délai de traitement pour vérification de la recevabilité de la pétition et afin que celle-ci soit publiée, à savoir, en fonction de la complexité du sujet, deux mois maximum.

ANNEXE 2

Approbation de l'avant-projet du prolongement de la ligne G de bus à haut niveau de service – Bouclage Sud – entre la gare centrale de Strasbourg et le Bassin des Remparts

Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg sur le corridor du projet de transport en commun.

Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à l'Eurométropole de Strasbourg

(art. L. 2422-12 du Code de la commande publique)

Entre :

La Commune de Strasbourg (ci-après désignée Ville ou Ville de Strasbourg), ayant son siège au 1 parc de l'Étoile, 67076 Strasbourg Cedex, représentée par sa Maire, Mme Jeanne BARSEGHIAN, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 24 juin 2022,

Et :

L'Eurométropole de Strasbourg (ci-après désignée EMS), ayant son siège au 1 parc de l'Étoile, 67076 Strasbourg Cedex, représentée par sa Présidente, Mme Pia IMBS, agissant en vertu de la délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 28 juin 2022,

PREAMBULE

Les travaux d'aménagement nécessaires pour la réalisation du projet de prolongement de la ligne G de BHNS de la gare centrale au Bassin des Remparts sur le ban communal de la Ville de Strasbourg, relèvent des maîtrises d'ouvrage de :

- la Ville de Strasbourg au titre des compétences Espaces Verts et Éclairage Public ;
- de l'Eurométropole de Strasbourg au titre des compétences Mobilité, Transports et Aménagement / Entretien des Voiries Métropolitaines.

Par délibérations en date du 24 juin 2022 (Ville de Strasbourg) et en date du 28 juin 2022 (Eurométropole de Strasbourg), les études d'avant-projet et le programme des travaux de cette opération ont été approuvés par les collectivités, chacune pour ce qui la concerne.

La Ville et l'EMS ont un intérêt à organiser une co-maîtrise d'ouvrage dans les objectifs suivants :

- une optimisation de la qualité des réalisations (conception et suivi par la même maîtrise d'œuvre, réalisation par les mêmes entreprises) ;
- une optimisation du coût des travaux (économies d'échelle notamment, meilleure définition des responsabilités respectives des entreprises) ;
- une optimisation du planning des travaux et une cohérence dans la réalisation des travaux (le prolongement de la ligne G de BHNS n'ayant d'intérêt qu'une fois inséré dans toutes les modalités de circulations et de thématiques d'aménagement).

Pour ce faire, afin de garantir une parfaite unité fonctionnelle et technique de l'aménagement à réaliser, il est proposé de transférer la maîtrise d'ouvrage totale du projet de prolongement de la ligne G de BHNS à l'Eurométropole de Strasbourg.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

1.1 Dans les conditions et limites déterminées par la présente convention, la Ville de Strasbourg transfère à l'Eurométropole de Strasbourg, qui devient ainsi maître d'ouvrage unique, la maîtrise d'ouvrage des travaux de prolongement de la ligne G de BHNS qui relèvent de sa seule compétence, tels que ces travaux sont définis à l'article 3.

1.2 La présente convention précise les conditions d'organisation du transfert de maîtrise d'ouvrage et en fixe le terme. Elle organise les conditions administratives, techniques et financières du transfert lors des phases études et travaux, jusqu'à la remise des ouvrages.

1.3 L'Eurométropole de Strasbourg, en sa qualité de maître d'ouvrage unique, est autorisée par la Ville de Strasbourg à confier, si elle le souhaite, la conception et la réalisation des travaux à la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS) dans le cadre de la concession conclue avec cette dernière. Dans ce cas, la CTS exerce la maîtrise d'ouvrage de l'opération dans les conditions définies par la convention de concession et par la convention particulière de travaux prise en son application.

1.4 Après leur réception, les ouvrages réalisés en application de la présente convention qui relèvent de la compétence de la Ville de Strasbourg, sont remis à cette dernière dans les conditions stipulées à l'article 6.

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU PROJET

Avant d'opérer un transfert de maîtrise d'ouvrage, les Parties sont convenues de leurs programmes de travaux respectifs repris dans les stipulations qui suivent.

2.1 TRACE DE LA LIGNE DE BHNS

Le prolongement de la ligne G de BHNS, depuis la Gare centrale de Strasbourg, emprunte le **corridor** suivant :

- le boulevard de Metz inchangé ;
- le boulevard de Nancy inchangé également sur la plateforme réalisée en site central dans le cadre du projet de prolongement de la ligne F de tramway vers Koenigshoffen ;
- le boulevard de Lyon réaménagé ;
- le pont Pasteur ;
- les quais Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges sur le site latéral antérieurement réalisé pour la ligne de bus express L1 ;
- le quai du Général Koenig, le quai des Alpes et le quai des Belges avec des aménagements de couloirs de bus et des voies réservées à l'approche des carrefours.

2.2 OUVRAGES A REALISER

Les voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) sont affectées aux transports en commun en site propre pour la circulation de la ligne G du BHNS. Le réaménagement des espaces publics traversés et notamment des carrefours à feux, porte principalement sur le boulevard de Lyon et le quai du Général Koenig.

Concernant le boulevard de Lyon, de la rue d'Obernai à la rue de Saales, les voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) seront affectées aux transports en commun en site propre pour la circulation de la ligne G du BHNS.

Par ailleurs l'éclairage public provisoire sur mâts déplaçables, mis en place à titre conservatoire courant 2019 sur le boulevard de Lyon, sera rétabli de manière pérenne « en aérien » sur des suspentes accrochées de part et d'autre des façades sur des ancrages existants, s'ils sont réutilisables, ou de nouveaux ancrages à reconstituer s'ils s'avéraient défaillants.

Une station inchangée, six nouvelles stations et six stations réaménagées aux normes accessibilité sont envisagées tout au long du tracé. Quatre stations constituent des nœuds de correspondance avec le réseau de tramway :

- « Gare centrale » (réaménagée), permettant une correspondance avec les lignes A, D et C du réseau de tramway ;
- « Porte-Blanche » (inchangée), permettant une correspondance avec la ligne F du réseau de tramway ;
- « Laiterie » (réaménagée), permettant une correspondance avec la ligne B du réseau de tramway ;
- « Lycée » Pasteur (réaménagée);
- « Hôpital Civil » (réaménagée);
- « Hôtel de police » (réaménagée);
- « Etoile/Bourse » (réaménagée), permettant une correspondance avec les lignes A et D du réseau de tramway ;
- « Presqu'île André Malraux » (nouvelle);
- « Winston Churchill » (nouvelle), permettant une correspondance avec les lignes C et E du réseau de tramway ;
- « Danube/Le vaisseau » (nouvelle) ;
- « Parc de la Citadelle » (nouvelle) ;
- « Stade Vauban » (nouvelle) ;
- « Vauban/Rotterdam » (nouvelle).

De même, sont définies les connexions avec le réseau urbain d'autobus, le réseau de tramway et les effets induits sur la circulation automobile de l'implantation du prolongement de la ligne G de BHNS. Les caractéristiques d'insertion urbaine des voies du BHNS G prolongé et des arrêts du réseau d'autobus associés, ainsi que les éléments définissant les fonctionnalités circulatoires (automobiles, vélos, piétons) sont représentés avec précision sur les plans d'avant-projet.

Les aménagements projetés au titre de ce projet de BHNS sont conformes aux normes en vigueur en matière d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, qu'il s'agisse des stations du BHNS G prolongé ou des aménagements de voirie et d'arrêts bus réalisés en conformité avec le schéma directeur d'accessibilité des transports et avec les textes réglementaires d'application de la loi du 11 février 2005.

En outre, le BHNS circule en fonction des contraintes d'emprises et/ou de trafic en site propre intégral sur le boulevard de Lyon et tous les franchissements de ce site propre par des voies de circulation sont sécurisés par feux.

2.3 ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE GLOBALE

L'enveloppe financière globale du projet s'établit à 14 665 k€ HT (valeur juin 2022). Elle intègre la réalisation des voies de prolongement de la ligne G de BHNS, y compris les déviations de réseaux et les libérations d'emprises, ainsi que les prestations intellectuelles (frais de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, assurance,…) pour un montant de 1 075 M€ HT et l'achat de 10 nouveaux bus pour un montant de 4 500 k€ HT.

Le coût prévisionnel des seuls « travaux » (9 090 k€ HT) est présenté dans le tableau ci-après :

Poste de dépenses	**Coût estimatif prévisionnel d'avant-projet (HT) en valeur juin 2022**
GO1 : déviations de réseaux	2 334 k€
GO2 : ouvrages d'art	Sans objet
GO3 : aménagements de surface	3 900 k€
GO4 : stations	128 k€
GO5 : locaux techniques	35 k€
GO6 : plateforme BHNS	1 025 k€
GO7 : ligne aérienne de contact	Sans objet
GO8 : Énergie	Sans objet
GO9 : Systèmes d'exploitation	1 668 k €
COÛT PREVISIONNEL TRAVAUX (HT)	**9 090 k €**

ARTICLE 3 : REPARTITION DU FINANCEMENT ET DES OUVRAGES ENTRE L'EUROMETROPOLE ET LA VILLE DE STRASBOURG

3.1 LES DEVIATIONS DE RESEAUX : GO1

Définition des catégories de réseaux

- Les réseaux appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg sont les suivants :

Nom du Réseau	***Concessionnaire du Réseau***
EAU POTABLE	EMS
ASSAINISSEMENT	EMS
SIGNALISATION	EMS

Les coûts réels de ces déviations de réseaux sont supportés en totalité par l'EMS, T.V.A. comprise.

- Les réseaux dont l'Eurométropole de Strasbourg n'est pas propriétaire sont les suivants :

Nom du Réseau	***Concessionnaire du Réseau***
ECLAIRAGE PUBLIC	VILLE DE STRASBOURG

Le montant prévisionnel des travaux pour l'éclairage public s'élève à **634 000,00** euros HT au 28 juin 2022.

Les coûts réels de ces travaux sont supportés en totalité par la Ville de Strasbourg, T.V.A. comprise.

3.2 LE GROUPE D'OUVRAGE VOIRIES : GO3

3.2.1 Sur la remise des biens

Resteront affectés à la CTS dans la mesure où il s'agit de biens concessifs :

- la plate-forme de BHNS ;
- les stations.

Resteront affectés à l'EMS :

- les travaux de signalisation définitive ;
- les fournitures et travaux de voirie ;
- les aménagements riverains éventuels.

Seront remis à la Ville de Strasbourg :

- Les travaux d'éclairage public et les espaces verts (gazon, plantations) à l'exception des espaces verts éventuellement inclus dans la plate-forme sont remis à la Ville de Strasbourg selon les modalités prévues au présent contrat.

3.2.2. Sur le financement des biens :

Le coût prévisionnel du G03 s'élève à **3 900 000** euros HT au 28 juin 2022.

Le coût prévisionnel des travaux de voirie s'élève à 3 222 000,00 euros HT au 28 juin 2022.

Les autres travaux situés entièrement hors plate-forme sont clairement identifiés. Leur coût est supporté :

Par l'Eurométropole de Strasbourg pour :

- les travaux de libération d'emprise ;
- les aménagements riverains.

Par la Ville de Strasbourg pour les **travaux d'espaces verts (hors plateforme).**

Par ailleurs, certains travaux liés aux travaux de voirie sont répartis au prorata entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Compagnie des Transports Strasbourgeois :

- Gestion des barrières de chantier ;
- Signalisation de chantier ;
- Bases vies.

En conclusion, le coût total prévisionnel du G 03 se répartit de la façon suivante :

- à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg pour la partie Espaces Verts (hors plateformes), soit : **3 222 000,00 € HT dont le montant prévisionnel des travaux relevant de la compétence « Espaces Verts » à la charge de la Ville s'élève à 13 230,00 euros HT au 28 juin 2022 ;**

- à la charge de l'EMS au prorata EMS/CTS, soit : 452 000,00 € HT ;

- à la charge de la CTS, soit : 226 000,00 € HT.

Le coût total prévisionnel des biens du G03 à remettre à l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à **3 674 000,00** euros HT au 28 juin 2022.

Le coût prévisionnel inclus des travaux relevant de la compétence « Espaces Verts » exercée par la Ville de Strasbourg s'élève à **13 230,00** euros HT au 28 juin 2022.

3.3 MODALITES DE PAIEMENT DES OUVRAGES REALISES PAR LA CTS POUR LE COMPTE DE L'EMS ET DE LA VILLE DE STRASBOURG

L'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg ne conservent la charge financière définitive que des prestations et des travaux relevant de leur compétence. L'Eurométropole fait l'avance et liquide la totalité des dépenses de l'opération dans son ensemble et sollicite auprès de la Ville le remboursement de la fraction incombant à cette dernière.

La Ville de Strasbourg rembourse à l'Eurométropole de Strasbourg les sommes réellement acquittées par cette dernière pour la réalisation des travaux et les prestations qui relèvent de la compétence de la Ville, dans la limite des montants prévisionnels prévus à la présente convention, soit :

- **634 000,00** euros HT au 16 mai 2022 pour les ouvrages réalisés au titre de la compétence « Éclairage Public » exercée par la Ville de Strasbourg ;
- **13 230,00** euros HT pour les ouvrages réalisés au titre de la compétence « Espaces Verts » exercée par la Ville de Strasbourg.

Les sommes peuvent être ajustées au vu d'un état récapitulatif des dépenses exposées.

Toute prestation supplémentaire ou imprévue doit être soumise à l'acceptation de la Ville de Strasbourg avant demande de paiement complémentaire.

La Ville de Strasbourg mandate le paiement à l'EMS les sommes précitées au plus tard dans les 60 jours qui suivent la remise des Ouvrages, sur présentation d'un récapitulatif des dépenses exposées accompagné des factures acquittées.

ARTICLE 4 : MISSIONS DU MAITRE D'OUVRAGE UNIQUE

L'EMS assure la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération par transfert de la Ville de Strasbourg.

La CTS, à qui l'EMS peut confier la réalisation de l'opération en vertu de la convention de concession et de la convention particulière de travaux prise en son application, exerce dans ce cas la maîtrise d'ouvrage pour la totalité des travaux correspondant.

Les missions de maîtrise d'ouvrage unique peuvent donc être réparties entre l'EMS et la CTS de la manière suivante.

4.1 ELABORATION ET PASSATION DES MARCHES PUBLICS

L'EMS centralise les besoins des maîtres d'ouvrages.

Selon les modalités définies au contrat de concession, le concessionnaire doit :

- assurer la définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage est étudié et réalisé ;
- respecter et mettre en œuvre l'ensemble des procédures administratives ad hoc s'appliquant au présent programme, notamment les procédures d'urbanisme, de concertation environnementale, etc. ;
- effectuer la passation de l'ensemble des marchés publics nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment la désignation des entrepreneurs en charge de la réalisation de l'opération, conformément au Code de la commande publique ;
- organiser et préparer les procédures d'attribution, ainsi que mettre en place les organes nécessaires (CAO…) dans le respect des règles de la commande publique ;
- conclure et notifier l'ensemble des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération.

4.2 EXECUTION DES ETUDES ET TRAVAUX

Selon les modalités définies au contrat de concession, le concessionnaire doit :

- s'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises ;
- agréer les sous-traitants et, le cas échéant, procéder à leur paiement ;

- assurer la direction des travaux, leur suivi technique et administratif, et procéder à l'ensemble des actes d'exécution (avenants, ordres de service, résiliations..) ;
- veiller à garantir l'accès aux bâtiments pendant la période des travaux ;
- assurer la réception, éventuellement partielle, des ouvrages et le suivi des levées des réserves ;
- procéder à la levée des réserves mentionnées au procès-verbal de réception ;
- pour les ouvrages non remis, assurer, si nécessaire, la mise en œuvre des garanties ;
- engager toute action en justice et défendre dans le cadre de toute action intentée à l'occasion de la réalisation de l'opération ;
- d'une manière générale, assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération ;
- s'assurer que la conception et la réalisation des ouvrages respectent les chartes d'aménagement de la Ville de Strasbourg ;
- prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de l'opération.

L'EMS s'engage quant à elle à :

- procéder à la remise aux autres partenaires de leurs ouvrages respectifs et des dossiers des ouvrages exécutés selon les modalités prévues au présent contrat ;
- prendre toute mesure nécessaire à la bonne exécution de l'opération.

ARTICLE 5 : MODALITES DE RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux est préparée et prononcée par l'EMS, ou si l'EMS fait le choix de confier l'opération à la CTS, son concessionnaire, par ce dernier.

Dans cette hypothèse, la répartition des missions entre l'EMS et son concessionnaire est prévue par l'article 20 de la convention de concession et détaillée comme suit.

5.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION

L'article 20 de la convention de concession conclue entre l'EMS et la CTS stipule :

> *« Il* [le Concessionnaire] *invite l'Autorité concédante* [l'EMS] *à participer aux opérations préalables à la réception par lettre recommandée avec accusé de réception qui doit parvenir à l'Autorité concédante vingt jours francs au moins avant la date desdites opérations. Cette lettre est accompagnée d'un dossier décrivant les ouvrages.*
>
> […]
>
> *L'ensemble des procès-verbaux des opérations préalables à la réception est adressé à l'Autorité concédante avant toute décision de réception »*

Dans le cadre de ses missions définies à l'article 20 du contrat de concession et ci-dessus rappelées, l'EMS veille à engager toute action nécessaire à la sauvegarde des intérêts de la Ville de Strasbourg.

L'EMS informe cette dernière au minimum 15 jours avant la date à laquelle sont effectuées les opérations préalables à la réception relatives aux biens devant être remis à la Ville de Strasbourg afin que cette dernière puisse, si elle le souhaite, y assister. La Ville de Strasbourg ne peut toutefois, dans ce cadre, formuler d'observations à destination des participants à la réception, mais seulement formuler des remarques à l'attention du représentant de l'EMS, lequel a l'obligation de les mentionner aux participants à la réception s'il s'agit de réserves.

L'EMS transmet avant déroulement des opérations préalables à la réception des biens remis à la Ville de Strasbourg, l'ensemble des plans, notices techniques, etc. à celle-ci pour lui permettre de préparer cette réunion.

Une copie du procès-verbal de constat de la tenue des opérations préalables à la réception des biens en cause est adressée à la Ville de Strasbourg, dans le délai de 10 jours à compter de la tenue de ces opérations.

5.2 DECISION DE RECEPTION ET RESERVES

L'article 20 de la convention de concession conclue entre l'EMS et la CTS stipule :

> *« A l'occasion des opérations de réception, l'Autorité concédante [l'EMS] est en droit de demander toutes explications utiles et de formuler ses observations en demandant, le cas échéant, qu'elles soient consignées au procès-verbal dès lors que ces observations sont liées à une non-conformité contractuelle. »*
>
> *« Lorsque les ouvrages présentent des non-façons ou malfaçons, des défectuosités ou des non-conformités, constatées contradictoirement à l'occasion de leur réception, des essais précédant leur mise en service ou lors de leur mise en service, l'Autorité concédante [l'EMS] notifie au Concessionnaire l'obligation d'exécuter les travaux nécessaires pour y remédier, par lettre recommandée avec accusé de réception.*
>
> *Le concessionnaire réalise ces travaux dans un délai fixé d'un commun accord avec l'Autorité concédante, qui conserve le droit de réclamer la réfection ou la mise en conformité des ouvrages s'il [elle] estime que les défauts signalés au Concessionnaire subsistent en totalité ou en partie. »*

Dans ce cadre, une fois les opérations préalables à la réception terminées, l'EMS transmet à la Ville de Strasbourg une copie de la décision de réception – avec ou sans réserves – des ouvrages devant lui être remis. Cette transmission intervient dans un délai de 10 jours à compter de la transmission du procès-verbal de cette décision par le concessionnaire.

Dans l'hypothèse où la réception a fait l'objet de réserves, l'EMS informe la Ville de Strasbourg de la teneur des réserves concernant les biens devant lui être remis. L'EMS informe par ailleurs la Ville de la tenue des opérations de levée des réserves portant sur ces biens afin que celle-ci puisse, si elle le souhaite, y participer. La Ville de Strasbourg ne peut toutefois, dans ce cadre, formuler aucune observation auprès des autres participants à l'opération de réception. Elle peut seulement formuler des remarques à l'attention du représentant de l'EMS.

Une copie du procès-verbal de constat de levée des réserves est adressée à la Ville de Strasbourg dans un délai de 10 jours à compter de sa date d'établissement par l'EMS ou de sa date de transmission à l'EMS par le concessionnaire.

À l'issue des opérations de réception et de levée des réserves relatives aux biens devant être remis à la Ville de Strasbourg, l'EMS adresse à la Ville une copie de l'ensemble des documents administratifs et techniques afférents à la passation et à l'exécution des différents marchés relatifs aux biens remis à la Ville conclus par le concessionnaire et par elle-même pour la réalisation de l'opération. L'EMS transmet ces documents à la Ville de Strasbourg au plus tard dans un délai de 40 jours à compter de leur transmission par le concessionnaire.

S'agissant des plantations relevant des travaux financés par l'Eurométropole de Strasbourg (arbres d'alignement) ou par la Ville de Strasbourg, la date de réception est automatiquement décalée au printemps de l'année suivant les plantations pour tenir compte de la période de confortement.

5.3 MODALITES DE RECEPTION PARTIELLE

L'EMS comme son concessionnaire peuvent effectuer une réception partielle d'au moins un secteur considéré, et délimité.

Cette réception partielle est alors effectuée selon la combinaison des formalités prévues par la présente convention (article 5.2) et par la convention de concession (article 20 notamment).

La réception partielle d'un ouvrage permet la remise de celui-ci au gestionnaire du ou des ouvrages dans les conditions prévues par l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE REMISE DES OUVRAGES

Les ouvrages réalisés en application de la présente convention qui relèvent des compétences de la Ville de Strasbourg sont remis à cette dernière :

- Soit à la date de notification à la Ville du procès-verbal de réception des travaux sans réserve ou de décision de levée des réserves signé par l'EMS en application de l'article 5 lorsque l'EMS réalise directement les travaux ;

- Soit à la date de signature par l'EMS du procès-verbal de remise des ouvrages, établi par le concessionnaire de l'EMS, lorsque les travaux sont réalisés par ce dernier ; dans ce cas, l'EMS, en qualité de maître d'ouvrage unique, signe les procès-verbaux de remise des biens réalisés pour elle-même et pour la Ville de Strasbourg qui lui transfère cette compétence par la présente convention.

L'EMS s'emploie à ce que les travaux nécessaires à la levée des réserves soient réalisés préalablement dans les meilleurs délais ;

En toute hypothèse, que les réserves soient levées ou non, les ouvrages sont réputés remis à la Ville de Strasbourg, de plein droit et sans qu'un acte ne soit nécessaire pour le constater, au plus tard un an après la date de réception. À compter de cette date, la Ville est pleinement responsable de l'entretien, de la maintenance, du remplacement et de la sécurité des ouvrages.

Lors de la remise des ouvrages, sont transmis à l'EMS et à la Ville de Strasbourg le DOE (dossier des ouvrages exécutés) ainsi que le dossier de rétrocession complet.

En cas de réception partielle, la même procédure s'impose pour les parties d'ouvrages réceptionnées.

ARTICLE 7 : FORMALITES ENTRE LES CO-CONTRACTANTS

7.1 TRANSMISSION D'INFORMATIONS ET CONCERTATION

L'EMS informe la Ville de Strasbourg de l'évolution de l'opération de travaux. A la demande de la Ville, l'EMS transmet les comptes rendus des réunions et le planning des opérations et travaux.

La Ville de Strasbourg s'engage à désigner un ou plusieurs représentants pour suivre le projet, lesquels sont amenés à centraliser les correspondances échangées avec l'EMS, mais également à assister aux réunions, si nécessaire.

La Ville de Strasbourg peut solliciter l'EMS pour accéder au chantier, en vue de s'assurer du respect des stipulations de la présente convention et du bon déroulement des opérations.

Elle ne peut adresser d'éventuelles observations qu'aux représentants de l'EMS. Tout rejet de ces observations doit être motivé par l'EMS.

7.2 VALIDATION PREALABLE OU AVIS

L'EMS transmet à la Ville de Strasbourg, notamment pour validation et visas les plans et documents suivants lorsqu'ils portent sur les ouvrages remis à la Ville :

- le dossier de rétrocession complet ;
- les EXE (plans d'exécution) transmis par la CTS, avant démarrage des travaux de ces ouvrages ;
- tous les choix de matériaux.

La validation intervient dans un délai de 25 jours à compter de la réception des documents par la Ville de Strasbourg. Au-delà de ce délai, la Ville est réputée avoir validé le document concerné.

L'EMS transmet les DOE aux services gestionnaires de la Ville de Strasbourg sur les ouvrages qu'elle aura en gestion dans un délai de 20 jours après la remise des biens par la CTS.

ARTICLE 8 : TERME DE LA CONVENTION

8.1 TERME NORMAL

La présente convention prend fin à la date de remise des ouvrages stipulée à l'article 6.

8.2 RESILIATION AMIABLE

Les parties peuvent convenir d'un commun accord de mettre fin à la présente convention.

8.3 RESILIATION UNILATERALE DE LA VILLE DE STRASBOURG

En cas de faute grave imputable à l'EMS, la Ville de Strasbourg peut résilier unilatéralement la présente convention, sous réserve de respecter un préavis de trois mois. Cette résiliation est notifiée à l'Eurométropole de Strasbourg par courrier recommandé avec accusé de réception.

La Ville de Strasbourg règle, au prorata de son taux de répartition financier, les dépenses préalablement engagées par le maitre d'ouvrage unique.

8.4 RESILIATION UNILATERALE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Les parties peuvent résilier unilatéralement ladite convention, sur le fondement d'un motif d'intérêt général, sous réserve du respect d'un préavis de six mois. La résiliation est notifiée à l'autre partie par courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général de la Ville de Strasbourg, cette faculté est subordonnée au règlement financier des dépenses déjà effectuées, par application de son taux de répartition financier, ainsi que de l'indemnisation des éventuels préjudices subis par l'Eurométropole de Strasbourg, dans la limite de 3% du budget prévisionnel global.

L'EMS, en sa qualité de personne publique, peut également résilier unilatéralement la présente convention sur le fondement d'un motif d'intérêt général. Dans cette hypothèse, l'EMS indemnise la Ville de Strasbourg des éventuels préjudices subis, dans la limite de 3% du budget prévisionnel global.

ARTICLE 9 : EXERCICE DES RECOURS A L'ENCONTRE DES INTERVENANTS

9.1 DE LA PHASE POST AVANT-PROJET À LA REMISE DES OUVRAGES

L'EMS, en qualité de maître d'ouvrage unique, est seule compétente pour entreprendre toute action précontentieuse ou contentieuse, sur un fondement contractuel ou délictuel, à l'encontre des participants à l'opération de travaux.

Si l'EMS confie la réalisation de l'opération à la CTS par le biais de la convention de concession conclue entre elles, seul le concessionnaire est compétent pour initier toute action précontentieuse ou contentieuse, sur un fondement contractuel ou délictuel, à l'encontre des participants à l'opération de travaux.

9.2 À COMPTER DE LA REMISE DES OUVRAGES

La Ville est seule compétente pour entreprendre toute action précontentieuse ou contentieuse fondée sur les garanties légales des constructeurs.

En qualité de maître d'ouvrage unique, et à la demande de la Ville, l'EMS peut initier ces actions pour l'ensemble des biens remis à la Ville de Strasbourg et à elle-même. Une convention fixe alors les modalités de ce mandat.

ARTICLE 10 : LITIGES ENTRE PARTIES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention font l'objet d'une procédure de négociation amiable avant toute procédure contentieuse. Il peut également être fait appel à une mission de conciliation du Tribunal Administratif de Strasbourg.

En cas d'échec de la conciliation, le Tribunal administratif de Strasbourg est la juridiction compétente pour tous les litiges susceptibles de naitre à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux

Fait le,

Pour la Ville de Strasbourg La Maire, Jeanne BARSEGHIAN	Pour l'Eurométropole de Strasbourg La Présidente, Pia IMBS

ANNEXE 3

Approbation de l'avant-projet du prolongement de la ligne G de bus à haut niveau de service – Bouclage Sud – entre la gare centrale de Strasbourg et le Bassin des Remparts

Convention particulière de travaux entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Compagnie des Transports Strasbourgeois dans le cadre de son contrat de concession.

CONVENTION PARTICULIERE DE TRAVAUX POUR LE PROLONGEMENT DE LA LIGNE G DU BHNS DE LA GARE CENTRALE VERS LE BASSIN DES REMPARTS

Entre :

L'EUROMETROLE DE STRASBOURG, Autorité Organisatrice de la Mobilité sise au 1 Parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par sa Présidente, Pia IMBS, agissant en exécution d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole prise en date du 24/09/2021.

Ci-après dénommée l' « EMS »

Et :

La COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS, Société Publique Locale, au capital de 5 millions d'euros, dont le siège social est sis au 14 rue de la Gare aux Marchandises, CS 15002, 67035 STRASBOURG CEDEX
Représentée par Monsieur Emmanuel AUNEAU, Directeur Général, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Administration de la CTS en date du 17/02/2021.

Ci-après dénommée la « CTS »

PREAMBULE

L'Eurométropole de Strasbourg, Autorité organisatrice de la Mobilité (AOM) en application de l'article L. 1231-1 et suivants du Code des Transports, exerce de plein droit la compétence d'organisation des mobilités dans son ressort territorial.

Par délibération en date du 19 décembre 2018, elle a acté la décision de transformer la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS), société d'économie mixte locale, en société publique locale au sens des dispositions de l'article L. 1531-1 du Code général des Collectivités territoriales.

L'Eurométropole de Strasbourg a décidé, à l'échéance du précédent Traité de concession relatif à la réalisation des infrastructures de transports en commun et à l'exploitation du réseau urbain et non urbain de transports en commun de l'Eurométropole de Strasbourg, qui avait été conclu le 27 décembre 1990 avec la CTS, de confier la gestion d'un système de transport à la CTS par une délibération en date du 19 décembre 2018.

Le Contrat de concession en vigueur a été attribué directement à la CTS par l'Eurométropole (Autorité concédante) conformément aux dispositions de l'article 5 du règlement (UE) n°1370/2007 du Parlement et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route modifié par le règlement (UE) 2016/2338 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016. Il a pris effet le 1er janvier 2021 pour une durée de dix ans.

Le Contrat de concession a pour objet de confier au Concessionnaire, dans le ressort territorial de l'Autorité concédante, l'exploitation d'un service public de transport de voyageurs. À ce titre le Concessionaire assure l'exploitation du réseau de transport urbain de tramway dont une ligne en direction de la ville de Kehl, et du réseau de bus urbains comprenant des lignes à haut niveau de service.

Le Concessionnaire assure également l'ensemble des aménagements de premier investissement, de maintenance, de rénovation et de renouvellement relatifs aux infrastructures et équipements ainsi que

l'acquisition et la maintenance des matériels roulants, nécessaires à l'accomplissement des missions d'exploitation qui lui sont confiées.
Selon l'article 19 du contrat de concession concernant les travaux neufs, le Concessionnaire assure la pleine et entière maîtrise d'ouvrage des travaux neufs. L'Autorité concédante reconnaît au Concessionnaire le droit exclusif de réaliser l'infrastructure et d'acquérir les matériels roulants pour ce qui concerne les lignes de tramway et de bus à haut niveau de service.

Les travaux neufs programmés lors de la signature du Contrat de concession ont été définis dans le programme des travaux à réaliser qui constitue le volet 2 du Plan Pluriannuel d'Investissement (annexe E5).

Par avenant N°1 au contrat de concession en vigueur, approuvé par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg le 17 décembre 2021, le Plan Pluriannuel d'Investissement a été mis à jour, afin notamment d'intégrer les coûts d'investissement prévisionnels pour les projets d'extension de lignes de tramway vers le Nord de l'Eurométropole et vers Wolfisheim, ainsi que le prolongement de la ligne G de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) vers Etoile/Danube et la refonte de la zone de manœuvre aux abords du Stade de la Meinau.

Concernant le projet de prolongement de la ligne G de BHNS, une première procédure de concertation règlementaire a été réalisée en 2018, dont le bilan a été arrêté par l'EMS le 19 décembre 2018 qui a également approuvé le lancement des études d'avant-projet du prolongement de la ligne G.

Lors de l'approfondissement des études, de nouvelles opportunités sont apparues :

- le prolongement de la ligne G jusqu'au pont du Danube ;
- la préservation des arbres d'alignements du boulevard de Lyon ;
- la réorganisation des voies sur le pont Pasteur ;
- la fluidification des couloirs de bus existants sur les quais Sud.

Dans ce contexte et afin de solliciter les citoyens sur ces ajustements du projet, une nouvelle concertation préalable a été organisée du 17 mai au 30 juin 2021, dont le bilan a été arrêté par l'Eurométropole le 24 septembre 2021, qui a également décidé :

- de retenir la variante 2 proposant l'affectation des voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) aux transports en commun en site propre, pour la circulation de la ligne G de BHNS, prolongée depuis la gare de Strasbourg vers le pont du Danube ;
- d'étudier la possibilité d'un retournement au giratoire entre la rue d'Ostende, la rue du Général Picquart et le quai des Belges avec la création d'une ou deux stations supplémentaires, ou toute alternative au-delà du Parc de la Citadelle.

Le groupement de maîtrise d'œuvre "SERUE/ALFRED PETER/OTE/SYSTRA/TRANSITEC" a réalisé les études d'avant-projet afférentes à la mise en œuvre du prolongement de la ligne G du BHNS depuis la gare de Strasbourg. Dans le cadre du contrat de concession en vigueur, le contrat du groupement de maîtrise d'œuvre est par ailleurs transféré à la CTS afin de réaliser les études post – avant-projet.

À la suite de la demande d'examen au cas par cas déposée le 4 mars 2022, la Préfète du Bas-Rhin a décidé, par courrier en date du 8 avril 2022, que le projet de prolongement de la ligne G du BHSN n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention répond aux principaux objectifs suivants :
Confier à la CTS les études post-avant-projet, le financement, la réalisation, l'entretien et l'exploitation du prolongement de la ligne G de BHNS de la gare centrale vers le Bassin des Remparts à Strasbourg.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU PROJET

Le projet d'extension de la ligne G de BHNS constitue un prolongement de 5,4 km de longueur de la ligne G de la gare centrale au Bassin des Remparts à Strasbourg, doté de 6 nouvelles stations et 6 stations réaménagées, aux normes accessibilité dont quatre constituent des nœuds de correspondance avec le réseau de tramway, sont envisagées tout au long du tracé :

- « Gare centrale » (réaménagée), permettant une correspondance avec les lignes A, D et C du réseau de tramway ;
- « Porte-Blanche » (inchangée), permettant une correspondance avec la ligne F du réseau de tramway ;
- « Laiterie » (réaménagée), permettant une correspondance avec la ligne B du réseau de tramway ;
- « Lycée Pasteur » (réaménagée) ;
- « Hôpital Civil » (réaménagée) ;
- « Hôtel de police » (réaménagée) ;
- « Etoile/Bourse » (réaménagée), permettant une correspondance avec les lignes A et D du réseau de tramway ;
- « Presqu'île André Malraux » (nouvelle) ;
- « Winston Churchill » (nouvelle), permettant une correspondance avec les lignes C et E du réseau de tramway ;
- « Danube/Le vaisseau » (nouvelle) ;
- « Parc de la Citadelle » (nouvelle) ;
- « Stade Vauban » (nouvelle) ;
- « Vauban/Rotterdam » (nouvelle).

Aménagement :

Sur le parcours originel de 2013, le tracé de la ligne G de BHNS prolongée parcourra, du nord à l'est, depuis le P+R « Espace Européen de l'Entreprise » au droit du giratoire de la Chambre des métiers, l'avenue de l'Europe, la route d'Hausbergen, la rue Becquerel, la Place Arago, la rue Lavoisier, la rue du Rieth, la rue d'Hochfelden, le rond-point de la gare aux marchandises, la rue Wodli, le boulevard Wilson, jusqu'à la Gare centrale de Strasbourg.

Le tracé du prolongement de la ligne G de BHNS, depuis la Gare centrale de Strasbourg vers l'est, empruntera le boulevard de Metz inchangé, le boulevard de Nancy inchangé également sur la plateforme réalisée en site central dans le cadre du projet de prolongement de la ligne F de tramway vers Koenigshoffen, le boulevard de Lyon réaménagé, le pont Pasteur, les quais Pasteur, Menachem Taffel et Fustel de Coulanges sur le site latéral antérieurement réalisé pour la ligne de bus express L1. Il sera ensuite aménagé avec des couloirs de bus et des voies réservées à l'approche des carrefours sur le quai du Général Koenig, le quai des Alpes et le quai des Belges.

Le réaménagement des espaces publics traversés et notamment des carrefours à feux, porteront principalement sur le boulevard de Lyon et le quai du Général Koenig.

Concernant le boulevard de Lyon, de la rue d'Obernai à la rue de Saales, les voies situées à l'extérieur du boulevard de Lyon (à l'Ouest du terre-plein central arboré) seront affectées aux transports en commun en site propre pour la circulation de la ligne G du BHNS.
Par ailleurs l'éclairage public provisoire sur mâts déplaçables, mis en place à titre conservatoire courant 2019 sur le boulevard de Lyon, sera rétabli de manière pérenne « en aérien » sur des suspentes accrochées de part et d'autre des façades sur des ancrages existants, s'ils sont réutilisables, ou de nouveaux ancrages à reconstituer s'ils s'avéraient défaillants.

Circulation :

Les franchissements de plateforme au droit des voiries traversées seront protégés par feux. Une piste cyclable structurante, installée à l'extérieur du boulevard de Lyon de la rue de Saales à la rue de Koenigshoffen, viendra compléter le réseau cyclable existant en s'y raccordant.

Elle permettra également un accès plus aisé aux stations. Des dispositifs pour le stationnement des vélos (arceaux) seront mis en place au niveau de certaines stations afin de faciliter le rabattement intermodal vers le réseau de BHNS et de tramway.

Stationnement :

Des places de stationnement seront supprimées sur les axes suivants :

- Boulevard de Lyon : -89 places (de 145 à l'existant à 56 au projet). Une éventuelle mise à sens unique du boulevard de Lyon, par exemple dans le sens rue de Wasselonne/rue de Saales permettrait de reconstituer sensiblement plus de stationnement ;
- Général Koenig : -13 places (de 30 à l'existant à 17 au projet) ;
- Quai des Alpes : -73 places (de 140 à l'existant à 67 au projet) ;
- Quai des Belges : -10 places (de 74 à l'existant à 64 au projet).

Total : -185 places (de 389 à l'existant à 204 au projet)

Planning :

Ce projet de prolongement de la ligne G du BHNS vers les boulevards Ouest et les quais Sud jusqu'au parc de l'Etoile puis vers l'Est a été identifié comme prioritaire durant le dernier mandat au regard des enjeux d'interface et de maillage des infrastructures de transports urbaines et interurbaines à l'entrée Ouest de l'agglomération.

Le concessionnaire CTS s'engage à débuter les travaux dès le 1er septembre 2022. Les travaux préliminaires de libération d'emprise et de déviation minimale de réseau pourront être engagés parallèlement. Après une période de travaux de 18 mois, la mise en service du prolongement de la ligne G de BHNS est prévue fin 2023.

ARTICLE 3 : COÛTS DU PROJET

Le coût total du projet concédé à la CTS s'établit à 14 665 k€ HT (valeur juin 2022). Il intègre la réalisation des voies de prolongement de la ligne G de BHNS, y compris les déviations de réseaux et les libérations d'emprises, ainsi que les prestations intellectuelles (frais de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, assurance,…) pour un montant de 1 075 M€ HT et l'achat de 10 nouveaux bus pour un montant de 4 500 k€ HT.

Les dépenses « travaux » (9 090 k€ HT) sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Poste de dépenses	**Coût estimatif d'avant-projet (HT) en valeur juin 2022**
GO1 : déviations de réseaux	2 334 k€
GO2 : ouvrages d'art	Sans objet
GO3 : aménagements de surface	3 900 k€
GO4 : stations	128 k€
GO5 : locaux techniques	35 k€
GO6 : plateforme BHNS	1 025 k€
GO7 : ligne aérienne de contact	Sans objet
GO8 : Energie	Sans objet
GO9 : Systèmes d'exploitation	1 668 k€
COÛT TOTAL TRAVAUX (HT)	**9 090 k€**

ARTICLE 4 : FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Par décision rendue publique le 6 octobre 2021, l'État a accordé une subvention (dans le cadre de l'appel à projet transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux N°4) d'un montant égal à 950 k€ HT.

Selon les règles de financement établies dans le cadre du contrat de concession Eurométropole / CTS, la part financée par l'Eurométropole correspond :

- d'une part, au montant des biens de retour (estimés à 4 610 k€ hors TVA) ;
- d'autre part, au montant des subventions obtenues par l'Eurométropole à due proportion de la contribution des investissements CTS (330 k€).

De ce fait, l'Eurométropole de Strasbourg versera à la CTS une contribution de 4 940 k€ (hors TVA), selon le calendrier suivant :

Année 2022	Année 2023	Année 2024
1 000 k€	3 000 k€	940 k€

ARTICLE 4 : EXPLOITATION COMMERCIALE

Les fréquences actuelles de la ligne G de BHNS seront maintenues jusqu'à la station « Vauban/ Rotterdam ».

L'exploitation commerciale de l'extension des services de la ligne G jusqu'à la station « Vauban / Rotterdam » nécessitera la mise en ligne de 10 bus supplémentaires, dont l'acquisition est assurée directement par la CTS au titre du contrat de concession.

ARTICLE 5 : PRINCIPE DE REMISE DE BIENS A L'EMS

Aux termes du contrat de concession, la CTS remettra à l'Eurométropole de Strasbourg deux catégories de biens :

⇨Les déviations de réseaux dans leur totalité(G01)

⇨Les ouvrages d'art et d'infrastructures de voirie, réalisés dans le cadre du projet, mais non utiles pour l'exploitation exclusive des transports en commun, biens constitués par :

1. les ouvrages d'art non spécifiques au tramway et au BHNS (G02) ;
2. les voiries et les trottoirs (G03) ;
3. les équipements routiers des carrefours et principalement les feux tricolores (G09).

5.1 : LES DEVIATIONS DE RESEAUX

5.1.1 : Définition des catégories de réseaux

- Les réseaux appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg et qui sont les suivants :

Nom du Réseau	***Concessionnaire du Réseau***
EAU POTABLE	EMS
ASSAINISSEMENT	EMS
SIGNALISATION	EMS

Les coûts réels de ces déviations de réseaux seront facturés en totalité par la CTS à l'EMS, T.V.A. comprise.

- Les réseaux de concessionnaires tiers publics ou privés dont l'Eurométropole de Strasbourg n'est pas propriétaire et qui sont les suivants :

Nom du Réseau	*Concessionnaire du Réseau*
ECLAIRAGE PUBLIC	VILLE DE STRASBOURG

5.1.2 : Montant prévisionnel des déviations de réseaux EMS

Le montant prévisionnel s'élève à **1 700 000,00** euros HT au 28/06/2022.

- Assainissement	0,00 € HT
- Eau Potable	1 700 000,00 € HT
- Signalisation	0,00 € HT
	1 700 000,00 € HT

5.1.3 : Montant des déviations de réseaux tiers

Le montant prévisionnel s'élève à **634 000,00** euros HT au 28 juin 2022.

- Éclairage public Strasbourg	**634 000,00 € HT**

5.2 : LES OUVRAGES D'ART ET INFRASTRUCTURES DE VOIRIE

5.2.1. Principes énoncés dans le contrat de concession

Selon le Contrat de concession et son cahier des charges relatif à la construction des lignes de tramway et des lignes de bus à haut niveau de service, la CTS est autorisée à implanter des ouvrages dans le domaine public et à « occuper » le domaine public.

La CTS est donc affectataire et gestionnaire des ouvrages qu'elle construit, nécessaires au bon fonctionnement du service public et constitutifs d'aménagements indispensables à l'exercice des missions de ce service dont elle a la charge. À ce titre, ces biens sont conservés à l'actif de son bilan (ils constituent des biens de retour au profit du concédant).

Il est donc nécessaire de distinguer entre aménagements de voirie qui seront remis à l'EMS, à leur achèvement, et les autres ouvrages qui resteront affectés à la CTS, bénéficiant d'une autorisation d'occuper le domaine public et inclus au bilan de la CTS (et amortis).

5.2.2. Autres principes généraux adoptés

1) L'ensemble des ouvrages et travaux non utilisés exclusivement pour l'exploitation des transports en commun ne sera pas comptabilisé au bilan de la concession mais sera remis à l'EMS ;
2) Il est décidé par les parties qu'en cas d'ouvrage d'art utilisé conjointement par la voirie et les transports en commun, celui-ci sera remis en totalité au concédant, à l'exclusion des infrastructures propres aux transports en commun ;
3) Il est également décidé que la plate-forme du tramway ainsi que celle du BHNS resteront systématiquement affectées au concessionnaire et gérées par lui. Par plate-forme du BHNS, il est entendu les voies qui lui sont strictement réservées, Dans le cas présent, il s'agit des voies réservées au BHNS sur le boulevard de Lyon ;
4) Concernant les ouvrages et travaux rentrant dans les groupes d'ouvrages n°2, 3 et 9 (Ouvrages d'Art, voiries, signalisation et équipements), il est décidé de remettre les biens détaillés dans les articles ci-après.

5.3 : GROUPE D'OUVRAGE N°2 - OUVRAGES D'ART

Ce prolongement de la ligne G de BHNS vers le Bassin des Remparts à Strasbourg ne comprend ni la construction d'ouvrages d'art exclusivement réservés aux transports en commun, ni la construction d'ouvrages d'art utilisés conjointement par la voirie et les transports en commun.

5.4 : GROUPE D'OUVRAGE N°3 - VOIRIES

Les principes adoptés et précisés dans l'article 4 sont les suivants :

5.4.1. Resteront affectés à la CTS

- la plate-forme de BHNS telle que définie au 5.2.2 alinéa 3) ;
- les stations.

5.4.2. Les biens à remettre seront les suivants :

- les espaces verts (gazon, plantations) à l'exception des espaces verts éventuellement inclus dans la plate-forme ;
- les travaux de signalisation définitive ;
- les fournitures et travaux de voirie ;
- les aménagements riverains éventuels.

5.4.3. Valorisation des ouvrages communs

Le montant prévisionnel du G03 s'élève à **3 900 000** euros HT au 28 juin 2022.
(Le montant prévisionnel du G06 s'élève à **1 025 000** euros HT au 28 juin 2022.)

Le montant prévisionnel des travaux de voirie s'élève à 3 222 000,00 euros HT au 28 juin 2022.

Les autres travaux situés entièrement hors plate-forme seront clairement identifiés et seront refacturés à 100 % à l'Eurométropole de Strasbourg Il s'agit :

* des travaux de libération d'emprise
* des travaux d'espaces verts (hors plateforme)
* des aménagements riverains

Par ailleurs, certains travaux liés aux travaux de voirie seront à répartir au prorata et se décomposent de la manière suivante :

* Gestion des barrières de chantier
* Signalisation de chantier
* Bases vies

De manière prévisionnelle le montant total du G 03 se répartit de la façon suivante :

* à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg **3 222 000,00 € HT**
* à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg au prorata **452 000,00 € HT**

* à la charge de la CTS 226 000,00 € HT

Le montant prévisionnel total des biens du G03 à remettre à l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à **3 674 000,00** euros HT au 28 juin 2022.

5.5 : GROUPE D'OUVRAGE N°9 – SIGNALISATION ROUTIERE ET EQUIPEMENTS DE CARREFOURS

Le montant prévisionnel du GO9 s'élève à 1 668 000,00 euros HT au 28 juin 2022.

Selon les principes adoptés et précisés dans l'article 4, les biens remis à l'Eurométropole de Strasbourg sont tous ceux liés à la signalisation routière et aux équipements de carrefours. Il s'agit de factures individuelles, prises en compte à 100 %.

* Quote-part CTS : 1 027 000,00 € HT
*** Quote-part EMS : 641 000,00 € HT**

Le montant prévisionnel des biens du G09 à remettre à l'Eurométropole de Strasbourg s'élève à **641 000,00** euros HT au 28 juin 2022.

5.6 : COUT TOTAL DES BIENS A REMETTRE

Le montant prévisionnel total des biens à remettre se décompose ainsi :

- Déviations de réseaux EMS	1 700 000,00 € HT
- Déviations de réseaux tiers	634 000,00 € HT
Sous-total G01	***2 334 000,00 € HT***
- G02	-
- G03	3 674 000,00 € HT
- G09	641 000,00 € HT
Sous-total autres GO	***4 315 000,00 € HT***
TOTAL HT des biens à remettre	**6 649 000,00 € HT**

Ce coût sera arrêté par une convention de remise de biens de l'opération de prolongement de la ligne G de BHNS. Pour les factures qui seraient présentées postérieurement à cette date, un avenant ultérieur à cette future convention, soldant les comptes, sera établi.

5.7 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES AFFECTEES AUX BIENS REMIS

Pour les groupes d'ouvrage, il conviendra de distinguer entre :

- les frais financiers intercalaires : il n'y aura pas lieu d'en affecter aux biens à remettre, ceux-ci étant financés pour leur montant hors taxes par la part équilibrant l'investissement de la contribution versée par l'EMS

- les autres prestations intellectuelles : il s'agit des coûts de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, etc… D'un commun accord entre les parties, il est décidé que l'ensemble de ces coûts sera immobilisé dans le bilan de la CTS ou comptabilisés en « charges d'investissement » dans les comptes de celle-ci.

5.8 – PAIEMENT DES BIENS A REMETTRE

Conformément au cahier des charges relatif à la construction des lignes de tramway et de BHNS du traité de concession du 1er janvier 2021, le montant toutes taxes comprises des biens à remettre à l'Eurométropole de Strasbourg (hors GO1) sera financé par des avances versées par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de la contribution aux investissements tramway et BHNS. La future convention de remise des biens actera le montant des biens à rétrocéder à l'EMS.

Le montant (hors GO1), arrêté par la future convention de remise de biens et correspondant au solde éventuellement non encore couvert par le montant des avances versées prévues, par la présente convention, sera versé par l'Eurométropole de Strasbourg dans un délai maximum de 30 jours à

compter de la signature de la future convention de remise de biens. Dans le cas d'un solde négatif constitué de versements d'avances excédentaires par l'EMS, arrêté par la future convention, la CTS reversera le montant de ce solde négatif à l'EMS dans un délai maximum de 30 jours à compter de la signature de celle-ci.

ARTICLE 6 – MODIFICATIONS A LA PRESENTE CONVENTION

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 - LITIGES

En cas de contestation sur l'interprétation et sur l'exécution de l'une quelconque des dispositions de la présente convention, le Tribunal Administratif de STRASBOURG sera compétent pour connaître du litige.

Toutefois, avant de faire appel à cette juridiction, les parties contractantes s'engagent à recourir à une conciliation amiable.

Fait à Strasbourg et signé en deux exemplaires originaux le

Pour la Compagnie des Transports Strasbourgeois	Pour l'Eurométropole de Strasbourg
Le Directeur Général Emmanuel AUNEAU	La Présidente Pia IMBS

ANNEXE 4

Approbation de l'avant-projet du prolongement de la ligne G de bus à haut niveau de service – Bouclage Sud – entre la gare centrale de Strasbourg et le Bassin des Remparts

Point N°10 du Conseil municipal de Strasbourg du 20 mai 2019. Eclairage public : mise en place de servitudes de support et d'ancrage en façade d'immeubles pour les appareils d'éclairage public de la Ville de Strasbourg.

10

Délibération au Conseil Municipal du lundi 20 mai 2019

Eclairage public : mise en place de servitudes de support et d'ancrage en façade d'immeubles pour les appareils d'éclairage public de la Ville de Strasbourg.

Au titre de ses compétences, la ville de Strasbourg implante sur le domaine public des équipements indispensables au bon fonctionnement urbain et à la sécurité publique tels que l'éclairage public.

Lorsque ces équipements ne peuvent pas être positionnés sur le domaine public, la ville de Strasbourg les installe alors sur des façades de bâtiments. Il faut alors requérir, pour chaque support, l'accord des propriétaires, procédure qui à l'usage s'avère fastidieuse et incertaine.

Sur le territoire de la ville de Paris, le Code de la voirie routière, dans ses articles L.171-1 à L.171-11 permet l'établissement de supports et ancrages pour les appareils d'éclairage public à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments à la condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur ou encore sur tous ouvrages ou saillies sur ou sous la voie publique dépendant des immeubles riverains.

L'article L173-1 de ce même code rend applicable ces articles aux communes compétentes en matière d'éclairage public sur délibération de leur assemblée.

A défaut d'accord amiable des propriétaires qui sera toujours recherché en priorité, il parait utile d'appliquer cette réglementation sur le territoire de la ville de Strasbourg afin de simplifier la mise en œuvre du programme de renouvellement des installations d'éclairage.

La Ville pourra ainsi recourir à une procédure de création de servitude lui permettant d'implanter des dispositifs d'éclairage en façade d'immeuble.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil Municipal
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *que les dispositions des articles L171-2 à L171-11 du code de la voirie routière sont applicables à la ville de Strasbourg en tant qu'elles concernent l'établissement et l'entretien d'installations d'éclairage public sur le territoire de la ville*

autorise

le Maire, ou son/ sa représentant-e :

- *à mettre en œuvre des procédures d'enquête publique relatives à la servitude d'ancrage sur certains immeubles pour permettre la pose d'équipements d'éclairage en façade*

- *à effectuer toutes démarches et à signer tous documents utiles à l'exécution de cette délibération, notamment, en cas d'accord amiable, les conventions de servitude, et leurs avenants dont un modèle est annexé à la présente délibération ou, après enquête publique, des arrêtés de servitude d'ancrage au profit de la ville.*

Adopté le 20 mai 2019
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité préfectoral
et affichage au Centre Administratif
Le 23 mai 2019

CONVENTION DE SERVITUDES D'ANCRAGE DE DISPOSITIF D'ECLAIRAGE PUBLIC SUR FACADES D'IMMEUBLES PRIVES (Modèle)

Entre :
D'une part,
La commune de Strasbourg, représentée par son maire, ou son représentant

Et :
D'autre part,
Le syndicat de copropriétaires de l'immeuble situé au XXXXXX 67000 STRASBOURG, représenté par l'agence immobilière ou M Mme XXXXX sise XXXX 67 000 STRASBOURG, dûment mandaté-e pour la signature de la présente convention

PRÉAMBULE

La délibération de la Ville de Strasbourg du 20 mai 2019 portant sur la mise en place de servitudes de support et d'ancrage en façade d'immeubles pour les appareils d'éclairage public rend applicable les articles L.171-1 à L.171-11 du Code de la voirie routière sur le territoire de la Ville.

Ces articles permettent l'établissement de supports et ancrages pour les appareils d'éclairage public (…), soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments à la condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur, soit sur tous ouvrages ou saillies sur ou sous la voie publique dépendant des immeubles riverains.

L'opération de renouvellement/installation de l'éclairage public en cours rue XXX rend nécessaire l'implantation d'équipements d'éclairage public en façade.

Dans le cadre de cette opération, le syndicat des copropriétaires de l'immeuble situé au XXXXXX 67X00 Strasbourg, susceptible d'accueillir des équipements d'éclairage et la commune de Strasbourg ont décidé d'un commun accord, de conclure la présente convention et concernant les copropriétaires de se faire représenter par XXXXX, dûment mandatée à cet effet.

Il est rappelé qu'en cas de refus du syndicat des copropriétaires de signer la convention, la Ville de Strasbourg pourra poursuivre la procédure de servitudes telle que prévue par le Code de la voirie routière.

ARTICLE 1 – OBJET

Par la présente convention, le syndicat des copropriétaires réunis en Assemblée Générale en date du …….. 20XX accepte de grever la façade de leur immeuble ; sis XXXXX 67 000 Strasbourg, cadastré *références cadastrales* (préfixe XX section XX numéro de parcelle XXX) dont l'extrait de plan cadastral est joint en annexe] ; d'une servitude d'ancrage au profit de la commune de Strasbourg, en vue de permettre à cette dernière d'implanter à titre gratuit un dispositif d'éclairage public, ci-après décrit dans l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de fonctionnement du réseau d'éclairage public. *Cette formulation pourra éventuellement varier lors de la rédaction des conventions en fonction des cas d'espèce.*

ARTICLE 3 – ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES

3-1 – Descriptif technique des équipements à implanter

Ancrage d'une console et d'un luminaire d'éclairage public, pose de câble ….

3-2 – Modification éventuelles des équipements implantés

Les équipements mentionnés dans l'article 3-1 seront susceptibles d'être remplacés ou modifiés par la commune de Strasbourg au cours de la convention pour des motifs d'entretien.
- Les modifications non-substantielles feront l'objet d'une information auprès du conseil syndical de l'immeuble, par courrier recommandé quinze jours avant la date d'intervention, sauf intervention d'urgence.

- Toute modification substantielle des équipements (changement de nature, augmentation ostensible du volume des équipements) devra être préalablement autorisée par écrit par le conseil syndical de l'immeuble. La commune devra solliciter ledit accord écrit pour courrier recommandé au moins deux mois avant intervention. L'absence de réponse du conseil syndical de l'immeuble dans le délai de deux mois à réception de la demande vaudra accord tacite. Toutefois, ce délai pourra être prolongé à la demande du conseil syndical en cas de difficulté ou d'impossibilité dûment justifiée de réunir rapidement une Assemblée Générale des copropriétaires. Dans ce cas, les deux parties conviennent ensemble d'un délai rapide de réunion d'une Assemblée Générale des copropriétaires.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE STRASBOURG

4-1 – Installation

La commune de Strasbourg, ou toute personne dûment mandatée par elle, procédera à ses frais à l'installation des équipements ci-dessus visés dans l'article 3 de la présente convention. Un état des lieux contradictoire sera réalisé avant les travaux d'installation du dispositif.

4-2 – Entretien

La commune de Strasbourg, ou toute personne dûment mandatée par elle, s'assurera du bon fonctionnement de ces équipements techniques et en assumera l'entretien, la maintenance, les réparations et l'éventuel remplacement.

4.3 Droit des propriétaires de l'immeuble

La pose d'appuis sur les murs des façades ou sur les toits et terrasses des bâtiments ne fait pas obstacle au droit des propriétaires de démolir, réparer ou surélever.

Les propriétaires doivent, un mois au plus tard avant d'entreprendre les travaux de démolition, réparations, surélévation ou clôture, prévenir la ville de Strasbourg. Celle-ci déposera ou déplacera à sa charge les équipements présents sur la façade pour permettre le bon déroulement des travaux.

4-4 – Dispositions générales

Dans tous les cas du présent article 4, les interventions devront être effectuées dans les normes techniques, les règles de l'art, et les règles relatives à l'hygiène et à la sécurité, aux frais de la commune de Strasbourg et sous sa responsabilité. Elle s'engage à ce que les lieux soient remis en leur état initial après toute intervention de sa part.

ARTICLE 5 : INDEMNISATION

La présente servitude est accordée à titre gratuit compte tenu de la nature et de l'utilité publique des travaux réalisés.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITE – ASSURANCES

La commune de Strasbourg sera responsable de tout dommage qui pourrait subvenir à l'occasion de l'installation, du fonctionnement, de l'entretien ou de la dépose des installations visées à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 7- OPPOSABILITE DE LA CONVENTION

Le syndicat de copropriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur l'immeuble et notamment en cas de transfert de propriété.
Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif à l'immeuble concerné les termes de la présente convention**.**

ARTICLE 8 – MODIFICATION - RESILIATION DE LA CONVENTION

8-1 – Modification
Toute modification substantielle de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant (excepté en ce qui concerne les modifications des équipements techniques, régies par l'article 3-1 de la présente convention).

8-2 – Résiliation
La présente convention sera résiliée pour permettre la démolition de l'immeuble ou en cas de mise hors fonction de l'installation d'éclairage.

Dans ce cas, la Ville procèdera à ses frais au retrait des équipements implantés par elle et assurera en tant que de besoin la remise en état de l'emprise sur laquelle ont été ancrés les dispositifs d'éclairage.

ARTICLE 9 – LITIGES

Dans le cas de litige entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable, à défaut d'accord, le litige sera soumis au tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 10 - ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.
Le syndicat de copropriétaires autorise la Ville à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 11 – ENREGISTREMENT

La présente convention est exonérée des formalités de l'enregistrement, sauf si l'une ou l'autre des parties requiert la conclusion d'une convention en la forme authentique. Les éventuels droits d'enregistrement seront alors à la charge de la partie qui le requiert.

Fait en trois exemplaires, à Strasbourg, le

Pour le syndicat des copropriétaires Représentés par l'Agence XXX	Pour la Ville de Strasbourg,
XXX	le Maire *ou son représentant*

Annexe :

- Extrait du plan cadastral

ANNEXE

Extrait du plan cadastral.

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL 20 MAI 2019 – Point n°10

Eclairage public : mise en place de servitudes de support et d'ancrage en façade d'immeubles pour les appareils d'éclairage public de la Ville de Strasbourg.

Pour

45

121

ABRAHAM-Julia, AGHA BABAEI-Syamak, BARRIERE-Caroline, BARSEGHIAN-Jeanne, BEY-Françoise, BEZZARI-Mina, OZENNE-Pierre, CALDEROLI-LOTZ-Martine, CUTAJAR-Chantal, FELTZ-Alexandre, FONTANEL-Alain, GERNET-Jean-Baptiste, GILLMANN-Luc, HERRMANN-Robert, JUND-Alain, JURDANT-PFEIFFER-Pascale, KELLER-Fabienne, KEMPF-Suzanne, KOHLER-Christel, MATT-Nicolas, MAURER-Jean-Philippe, MELIANI-Abdelaziz, MEYER-Paul, NEFF-Annick, PEIROTES-Edith, RAMDANE-Abdelkarim, RAMEL-Elisabeth, REICHHART-Ada, RIES-Roland, ROBERT-Jean-Emmanuel, ROGER-Patrick, ROOS-Thierry, SCHALCK-Elsa, SCHULTZ-Eric, SEILER-Michèle, SENET-Eric, TARALL-Bornia, TETSI-Liliane, TRAUTMANN-Catherine, MENAD-Zaza, WERCKMANN-Françoise, WERLEN-Jean, WILLENBUCHER-Philippe, LOOS-François, SCHMITT-Michael

Contre

0

Abstention

0

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°12

Approbation de l'avant-projet du prolongement de la ligne G de bus à haut niveau de service entre la gare centrale de Strasbourg et le Bassin des Remparts, ainsi que du programme, de l'enveloppe financière prévisionnelle, des procédures et des conventions associées - Avis du Conseil municipal dans le cadre de l'article L5211-57 du CGCT.

Pour **61**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

13

Communication au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Extinction semi nocturne des éclairages des espaces publics et de nature présents dans le tissu naturel urbain de la Ville de Strasbourg - Limitation de l'impact de l'éclairage sur l'environnement.

Numéro V-2022-570

La pollution lumineuse désigne les effets néfastes de la lumière artificielle sur l'environnement et la santé. Au cours des trois dernières décennies, l'obscurité s'est raréfiée dans nos paysages tandis que les points lumineux artificiels se démultipliaient. Ainsi, les lumières artificielles auraient désormais des incidences sur 88% des espaces nocturnes européens (source : groupement de chercheurs CNRS/MNHN/INRAE sur le concept de « réseau écologique sombre », février 2021).

Cette pollution, diffuse et encore peu identifiée, affecte autant les écosystèmes (28 % des vertébrés et 68 % des invertébrés sont nocturnes) que les êtres humains.
Oiseaux, chauves-souris, poissons et insectes sont impactés avec des effets immédiats et locaux comme l'éblouissement, la désorientation, des phénomènes d'attraction ou de répulsion, mais aussi à long terme et à grandes échelles comme la modification des équilibres écosystémiques et la fragmentation des habitats. Pour exemple, la pollution lumineuse est la seconde cause de mortalité des insectes après les pesticides. Elle affecte aussi la santé humaine en impactant le sommeil et la production de mélatonine.

Ce constat est transcrit dans le code de l'environnement : les articles L 583-1 et suivants permettent aux maires de prévenir ou limiter les dangers ou trouble excessif aux personnes et à l'environnement causés par les émissions de lumière artificielle. L'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, réduction et limitation des nuisances lumineuses réaffirme et précise les prescriptions pour limiter les effets de la pollution lumineuse sur la biodiversité.

La ville de Strasbourg a inscrit dans son plan Climat 2020-2030 l'objectif de protéger et enrichir la nature et la biodiversité dans la poursuite du plan Strasbourg grandeur nature (2016-2020).

Elle s'est engagée à minimiser l'impact de la lumière artificielle la nuit sur l'environnement dès 2015 en signant la charte de l'ANPCEN, Association Nationale pour la Protection du Ciel et de l'Environnement Nocturnes. Elle met en œuvre à cet

effet un plan d'actions pour répondre à cet enjeu avec des éclairements au plus juste des besoins, modulés au cours de la nuit, et un éclairage plus respectueux en minimisant la lumière émise vers le ciel, en choisissant des températures de couleur plus chaude ou encore un spectre lumineux adapté. Ces actions de réduction et limitation des nuisances lumineuses ont été récompensées en 2021 avec l'obtention d'une 1ère étoile au label « villes et villages étoilés » de l'ANPCEN. Par ailleurs, la Ville participe également à la mobilisation citoyenne Earth Hour, organisée par le WWF. Elle consiste à couper les lumières et débrancher les appareils électriques non essentiels pour une durée d'une heure afin de sensibiliser aux économies d'énergie. Une photo satellite nocturne prise en mars 2020 permet de visualiser l'impact des lumières artificielles sur le territoire strasbourgeois (voir annexe).

Le projet d'extinction en milieu de nuit des éclairages des espaces publics contenant des espaces de nature s'inscrit dans cette démarche. Cependant, seuls les sites ne constituant pas un axe de déplacement principal ou ne permettant pas l'accès à un lieu actif en milieu de nuit de la ville de Strasbourg ont été ciblés. Ce projet intègre également une dimension pédagogique, montrant l'exemplarité de la Ville de Strasbourg.

I. Contexte d'extinction en milieu de nuit des parcs et squares

Une première phase d'extinction des parcs en milieu de nuit a permis de cibler 11 des principaux parcs Strasbourgeois (partiellement ou totalement)

- Parc des Contades
- Chemin Joseph Schaeffer (parc de la villa Nuss)
- Square Caius Largennius
- Square Jaroslaw Hasek
- Parc des Poteries
- Parc du Heyritz
- Parc Schulmeister
- Parc du Kurgarten
- Parc Eugène Imbs
- Promenade piétonne quai du bassin Dusuzeau
- Parc de la Citadelle
- Parc de l'Orangerie

Le 15 octobre 2018, une information faite au conseil municipal présentait le projet. Les coupures en milieu de nuit ont été mises en œuvre fin 2018 et début 2019.

Cette mesure a été bien acceptée par les habitants. Elle permet de minimiser les nuisances lumineuses sur l'environnement en réduisant par un facteur 2 les émissions de lumière artificielle. En outre, pour un investissement de 15 000 €, 62 000 kWh correspondant à environ 7 000€ de factures d'électricité sont économisés chaque année.

II. Présentation du projet d'extinction en milieu de nuit des, parcs, squares, places, ou espaces publics contenant des espaces de nature et ne constituant pas un axe de

déplacement principal ou ne permettant pas l'accès à un lieu actif en milieu de nuit ainsi que des espaces situés dans des réserves naturelles

Il est proposé d'étendre ce principe d'extinction des éclairages en milieu de nuit aux, parcs, squares, places, placettes ou espaces publics contenant des espaces de nature et ne constituant pas un axe de déplacement principal ou ne permettant pas l'accès à un lieu actif en milieu de nuit ainsi qu'aux espaces situés dans des réserves naturelles.

Les extinctions des éclairages publics en milieu de nuit identifiés concernent plus de 40 sites comme par exemple (liste non exhaustive) :

- *Parc de l'Extenwoerth*
- *Square de la Peupleraie*
- *Square rue du Rhône*
- *Réserve naturelle de la Forêt de la Roberstau/Wantzenau*
- *Réserve naturelle de la Forêt du Neuhof / Illkirch Graffenstaden*
- *Square Lacore*
- *Square Place de Haguenau*
- *Square Saint Jean Rue Kageneck*
- *Square de la Ménagerie*
- *Square Reuss*
- *Square Nicolas Appert*
- *Square du Tivoli*
- *Jardin des Deux Rives*

La liste des 40 sites identifiés est jointe en annexe.

Ces mesures permettront de minimiser les nuisances lumineuses sur l'environnement en réduisant par un facteur 2 les émissions de lumière artificielle et d'économiser chaque année environ 50 000 kWh correspondant à environ 7 500 € de factures d'électricité.

Afin de garantir une qualité d'usage et de sécurité optimale, les extinctions en milieu de nuit seront réalisées dans les limites suivantes :

- maintien de l'éclairage en début de soirée pour permettre l'utilisation de ces espaces,
- extinction à minuit avec un rallumage le matin à 6h30, sauf sensibilité particulière,
- maintien de l'éclairage sur les liaisons piétons-cycles identifiées comme celles inscrites au schéma directeur cyclable,
- maintien de l'éclairage sur des secteurs sensibles identifiés en lien avec le service prévention, le service des espaces verts et de nature et les directions de territoire,
- réversibilité du système (rallumage dès que nécessaire),
- prise d'un arrêté municipal.

III. Mise en œuvre du projet d'extinction en milieu de nuit

Les travaux de mise en œuvre seront réalisés après signature d'un arrêté municipal pour les sites concernés avec les modalités et horaires d'extinction. Pour assurer l'information des usagers, une communication sera assurée via les médias de la Ville (site Internet) ainsi que par la mise en place de panneaux d'information dans les espaces concernés.

Communiqué le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147374-AU-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22



Sites concernés par les extinctions en milieu de nuit phase 2

Territoire	Sites
Meinau	**Meinau**
Meinau	Parc de l'Extenwoerth *(berges rhin Tortu)*
Meinau	Square de la Peupleraie
Meinau	Square rue de Provence
Meinau	Square rue du Rhône _ *jardin des senteurs*
Meinau	Place de l'Ile de France *(partie centrale)*
	Port du Rhin
Port du Rhin	Place de l'Hippodrome (2 secteurs)
Port du Rhin	Jardin des 2 Rives (sauf axe central, + graine de cirque)
	Bourse-Esplanade-Krutenau
Bourse esplanade Krutenau	Square Allende *(totalité)*
Bourse esplanade Krutenau	Place de l'Université *(au droit façade palais)*
Bourse esplanade Krutenau	École Louvois (cœur d'îlot)
	Centre Ville
Centre ville	Square Lacore
Centre ville	Place du Vieux Marché aux Vins
Centre ville	Place de la République *(partie centrale)*
Centre ville	Berges Sud
	Cronenbourg
Cronembourg	Mail Charles Pierre *(partie terminale)*
Cronembourg	Place de Haldenbourg *(partie centrale)*
Cronembourg	Allée des Harkis *(plusieurs secteurs)*
Cronembourg	Pl. St Florent *(tronçon façade Nord église)*
	Elsau
Elsau	Centre socio-culturel *(chemin d'accès)*
Elsau	Chemin Van Eyck *(contrebas talus SNCF)*
	Gare-Tribunal
Gare tribunal	Place de Haguenau *(partie centrale)*
Gare tribunal	Rue Kageneck *(square St Jean)*
Gare tribunal	Voies berges Nord
	Hautepierre
Hautepierre	Allée Marguerite Thiebold *(allée traversante)*
	Montagne Verte
Montagne verte	Impasse de Dimbsthal
Montagne verte	Chemin du Gliesberg
	Neudorf
Neudorf	Square des Mouettes
Neudorf	Square de la Ménagerie
Neudorf	Place de la Ziegelau
Neudorf	Parking de la Station *(partie centrale)*
Neudorf	Parc Bois aux Roses
	Neuhof
Neuhof	Square Reuss
Orangerie-Conseil des XV	**Orangerie-Conseil des XV**
Orangerie-Conseil des XV	Place du Conseil des XV
Orangerie-Conseil des XV	Place Arnold *(côtés et arrière de l'église)*
Orangerie-Conseil des XV	Bon Pasteur *(rive du lac)*
Robertsau-Wacken	**Robertsau-Wacken**
Robertsau-Wacken	Square du Tivoli
Robertsau-Wacken	Place Adrien Zeller
Robertsau-Wacken	Place des Conscrits
Robertsau-Wacken	Parc de la Villa Schmidt (parc de l'anguille)
Koenigshoffen	**Koenigshoffen**
Koenigshoffen	Square Nicolas Appert
Koenigshoffen	Cimetière St Gall *(av. du Cimetière, parking)*
Poterie	**Poterie**
Poterie	Place Saint Jean Bosco *(square près église)*

14

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Etablissement d'une convention d'occupation domaniale pour l'installation et l'hébergement d'équipements de télérelève de gaz.

Numéro V-2022-272

Dans le cadre des activités de comptage exercées en application du 7° de l'article L. 432-8 du code de l'énergie, l'entreprise R-GDS a engagé un projet de modernisation visant à mettre en place un nouveau système de comptage automatisé permettant le relevé à distance des consommations de gaz naturel des consommateurs particuliers et professionnels.

D'un point de vue technique, la mise en œuvre de ces nouveaux services nécessite l'installation de concentrateurs sur des points hauts.
Les différentes parties se sont rapprochées afin de déterminer dans la convention en annexe des modalités et conditions de l'hébergement des équipements techniques de R-GDS sur les sites de l'hébergeur.

Le déploiement de compteurs communicants : cadre législatif

La directive européenne 2009/73/CE a enjoint les États membres à déployer des compteurs communicants des consommations de gaz et d'électricité. Dans la droite ligne du Grenelle de l'Environnement, la transcription dans le droit national s'est faite par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (dite Loi TECV). Ce texte a inséré des dispositions dans le code de l'énergie (articles L. 341-4 et L. 453-7) afin de prévoir le déploiement sur le territoire national des compteurs communicants d'électricité et de gaz.

Depuis la parution de cette loi, les distributeurs de gaz naturel sont tenus de mettre en place des dispositifs de comptage interopérables, après validation du dispositif par les ministres chargés de l'énergie et de la consommation.

Dans ce cadre, R-GDS, en tant qu'entreprise locale de distribution de gaz naturel, propose la mise en place de compteurs de gaz communicants, chez tous ses clients de l'Eurométropole de Strasbourg. Ces équipements favoriseront la participation active des consommateurs et permettront de répondre aux attentes des abonnés et des fournisseurs, pour une plus grande fiabilité du comptage des énergies.

Principe de fonctionnement et avantages pour les consommateurs

Les relevés des nouveaux compteurs se feront à distance par radiotransmission vers des concentrateurs implantés sur un ou plusieurs points hauts de la commune (fréquence utilisée : 169 MHz). Ces mêmes concentrateurs transmettront, une à deux fois par jour, par le biais d'un appel téléphonique GSM, les informations au serveur de R-GDS.

Les avantages pour les clients sont les suivants :

- une facturation systématique sur index réel pour toutes les catégories de clients (particuliers, professionnels, collectivités locales).
- une mise à disposition pour les consommateurs, sans surcoût, des données quotidiennes de consommations sur le site internet de R-GDS.
- la maîtrise de la consommation énergétique individuelle par une meilleure connaissance des consommations pouvant être inter-comparées par les clients sur des périodes de référence.

Mise en œuvre opérationnelle

D'un point de vue technique, la mise en œuvre de ce nouveau service nécessite :

- Le remplacement ou l'appairage avec un module radio des compteurs présents chez les clients. La transmission radio des index journaliers durera moins d'une seconde. Il est rappelé qu'il sera utilisé une basse fréquence de 169 MHz.

- L'installation sur des points hauts de concentrateurs (boitier de 40 x 30 x 20 cm associés à une ou plusieurs petites antennes (environ 2 mètres) permettant la communication des index de consommations gaz entre les compteurs des clients et le système d'information de R-GDS.

- La mise en place de nouveaux systèmes d'information pour traiter et recevoir chaque jour les index de consommation afin de les mettre à disposition des fournisseurs et des clients en garantissant des délais courts et une haute performance de l'ensemble de la chaîne.

Concernant l'installation des concentrateurs sur les points hauts, faisant l'objet de la présente convention, R-GDS prendra en charge l'intégralité des travaux d'aménagement des bâtiments concernés et versera une indemnité annuelle d'un montant initial de 50,00 € HT par site équipé, destinée à couvrir les frais de fourniture électrique. L'indemnité sera versée à la ville de Strasbourg ou le cas échéant, à l'occupant du site ayant à sa charge les frais de fourniture électrique. Cette indemnité sera actualisée selon les modalités prévue dans la convention en annexe.

Le déploiement opérationnel prévisionnel, sur l'ensemble de la zone de distribution de R-GDS, démarrera début 2023 et durera 3 ans.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu le Code Général des Collectivités Territoriales
et plus particulièrement l'article L.2121-29
vu le soutien de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) pour le déploiement des compteurs communicants et son encouragement pour que chaque collectivité contribue à en faciliter la mise en œuvre
considérant l'utilité de la mise en place des concentrateurs pour un meilleur relevé des consommations de gaz et donc une meilleure facturation des utilisateurs
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les termes de la convention à conclure avec R-GDS pour l'hébergement des concentrateurs sur les bâtiments de la commune,

autorise

- *R-GDS à installer les concentrateurs sur les bâtiments listés dans la convention en annexe, moyennant une indemnité de 50,00 € HT par site équipé, versée à la Ville de Strasbourg ou le cas échéant, à l'occupant du site ayant à sa charge les frais de fourniture électrique,*
- *la Maire ou son.sa représentant.e à signer ladite convention.*

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147242-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

CONVENTION D'OCCUPATION DOMANIALE AYANT POUR OBJET L'INSTALLATION & L'HEBERGEMENT D'ÉQUIPEMENTS DE TELERELEVE EN HAUTEUR DE CONSOMMATIONS DE GAZ

CONVENTION N°……

Entre

La Ville de Strasbourg représentée par sa Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020,

Ci-après dénommée "la Ville"

Et

Réseau GDS, société anonyme au capital de 9 778 000 € dont le siège est situé 14, place des Halles – 67000 STRASBOURG, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le Numéro 548 501 113, représentée par ..... en qualité de .....

Ci-après dénommée "l'occupant",

D'une part,

Ensemble ci-après désignées les **Parties.**

PROJET

Préambule

R-GDS gère, sur le territoire de 119 communes du Bas-Rhin, un réseau de distribution de gaz naturel qui regroupe l'ensemble des canalisations assurant l'acheminement du gaz naturel vers les consommateurs.

Dans le cadre des activités de comptage exercées en application du 7° de l'article L. 432-8 du code de l'énergie, R-GDS a engagé un projet de modernisation visant à mettre en place un nouveau système de comptage automatisé de gaz naturel permettant le relevé à distance des consommations de gaz naturel des consommateurs particuliers et professionnels. Il s'agit du projet "Compteurs Communicants Gaz".

Le projet "Compteurs Communicants Gaz" est un projet d'efficacité énergétique, orienté vers les consommateurs, poursuivant deux objectifs majeurs :

- Le développement de la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition plus fréquente de données de consommation ;
- L'amélioration de la qualité de la facturation et de la satisfaction des consommateurs par une facturation systématique sur index réels et la suppression des estimations de consommations.

La solution technique choisie par R-GDS permet de répondre à toutes les situations de demande de données de la part des consommateurs :

- Par immeuble ou par quartiers : conformément à la réglementation : la possibilité de communiquer des données globales anonymes pour le suivi des politiques énergétiques territoriales ;
- Pour les consommateurs, sans surcoût (offre de base) : une information mensuelle sur leur consommation, en kWh et en euros, via les fournisseurs ;
- Pour les consommateurs qui le souhaitent, sans surcoût : la mise à disposition des données quotidiennes, en kWh, sur le site internet du distributeur (délibération CRE du 21 juillet 2011), par la création d'un compte internet. Sous réserve de l'accord du consommateur, R-GDS est prêt à transmettre ces données à tout prestataire auprès duquel le consommateur aurait souscrit un service de suivi de consommation multi fluides ;
- Pour les consommateurs qui le souhaitent : la possibilité de communiquer des données horaires en kWh, ce service étant souscrit via les fournisseurs ;
- La possibilité pour le consommateur qui souhaite encore plus de données, plus proches du temps réel, de venir brancher gratuitement son propre dispositif de télérelevé sur le compteur R-GDS ;

D'un point de vue technique, la mise en œuvre de ses nouveaux services nécessite :

- Le remplacement de 110 000 compteurs de gaz existants ;
- L'installation sur des points hauts (ci-après "Sites") d'environ 150 concentrateurs (ci-après "Équipements Techniques") ;
- La mise en place de nouveaux systèmes d'information pour ainsi recevoir et traiter chaque jour 110 000 index de consommation en mètres cubes, les transformer en kWh (calcul de l'énergie) et les publier aux fournisseurs et aux consommateurs, en garantissant des délais courts et une haute performance de l'ensemble de la chaîne.

La Ville est une personne publique qui est propriétaire, dans son domaine public et/ou privé, de Sites pouvant accueillir les Équipements Techniques de l'occupant.

L'opération se déroule en deux temps : l'occupant sélectionne d'abord, avec l'accord de la Ville, un certain nombre de Sites qui présentent des caractéristiques propices à l'installation d'un ou plusieurs Équipements techniques. Dans un second temps, après des démarches qui sont indiquées dans la Convention d'hébergement, les Sites d'installation sont définitivement arrêtés.

Les Parties se sont rapprochées afin de déterminer dans la présente convention les modalités et conditions de l'hébergement des Équipements Techniques de l'occupant sur les Sites de la Ville.

PROJET

Table des matières

Article 1 : Objet de la Convention d'Hébergement 4
Article 2 : Prise d'effet et durée 4
2.1 Entrée en vigueur 4
2.2 Condition Durée 4
Article 3 : Mise à disposition et usage des sites 4
3.1 Mise à disposition des Sites 4
3.2 Interventions sur les emplacements mis à disposition 5
3.2.1 Interventions en phase de conception 5
3.2.2 Interventions en phase d'installation 6
3.2.3 Interventions en phase de maintenance et d'exploitation 6
3.3 Interventions de la Ville sur les emplacements et ses environs immédiats 7
3.4 Démontage des installations 8
Article 4 : Conditions financières 8
4.1 Redevance 8
4.2 Indemnité forfaitaire – Consommation électrique 8
4.3 Actualisation de l'indemnité 8
4.4 Conditions de versements de l'indemnité 8
4.5 Modification des coordonnées 9
Article 5 : Fin de Site programmée 9
Article 6 : Responsabilité - Assurance 9
6.1 Responsabilité 9
6.1.1 Entre les parties 9
6.1.2 À l'égard des tiers 10
6.2 Assurance 10
Article 7 : Résiliation de la Convention 10
7.1 Résiliation en cas d'arrêt du projet compteurs communicants 10
7.2 Résiliation pour inexécution 10
7.3 Autres cas de résiliation 11
Article 8 : Changement de contrôle et cession 11
Article 9 : Protection de l'image des Parties 11
Article 10 : Communication – Confidentialité 12
Article 11 : Loi applicable 12
Article 12 : Langue 12
Article 13 : Documents contractuels 12
Article 14 : Modification 12
Article 15 : Domiciliation - notification 13
15.1 Élection de domicile 13
15.2 Envoi des notifications 13
15.3 Réception des notifications 13
Article 16 : Délais 13
Article 17 : Nullité 13
Article 18 : Règlement des différends 13

PROJET

Article 1 : Objet de la Convention d'Hébergement

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise à disposition d'emplacements, au profit de l'occupant, situés sur les immeubles ou sur les autres propriétés de la Ville, qui serviront à accueillir les Équipements techniques.

La Ville confère à l'occupant toutes les autorisations de passage de réseaux secondaires au raccordement électrique sur le Site et s'engage à donner accès à l'occupant aux éventuels locaux techniques, sous réserve que le tracé ait été préalablement validé par la Ville.

Les emplacements mis à disposition sont strictement destinés à l'installation de Équipements techniques pour l'usage défini en préambule de la présente Convention et ne pourront pas être utilisés en bureau, stockage de marchandises ou réception de clientèle quelconque. En conséquence, la présente convention n'est pas soumise aux dispositions relatives au statut des baux commerciaux et ne pourront donner lieu à la propriété commerciale pour l'occupant (article L. 145-1 et suivants du Code de Commerce).

L'occupant ne pourra s'opposer à la mise à disposition à d'autres opérateurs des emplacements autres que ceux qui lui auront été attribués et disponibles sur le même Site, sous réserve des conditions expressément prévues dans la présente convention et notamment en son article 4.2.1.

Enfin, la Ville désignera dans les conditions légales un ou plusieurs correspondants, qui seront les interlocuteurs de l'occupant ou de son représentant (prestataire externe) pour la mise en œuvre de la Convention.

Si la Ville désigne un nouveau correspondant, il le notifie, dans la mesure du possible, à l'occupant pour lui rendre opposable cette nouvelle nomination.

Article 2 : Prise d'effet et durée

2.1 Entrée en vigueur

La Convention d'Hébergement entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties.

2.2 Condition Durée

La Convention est conclue pour une durée de vingt (20) ans, correspondant à la durée de vie des Équipements techniques, à compter de son entrée en vigueur.

Cette Convention ne peut faire l'objet d'une reconduction tacite ; elle est par ailleurs précaire et révocable.

Article 3 : Mise à disposition et usage des sites

3.1 Mise à disposition des Sites

La Ville autorise l'occupant, à compter de la signature de la présente Convention, à implanter ou à faire implanter par l'un de ses mandataires, sous sa responsabilité pleine et entière, sur le Site choisi et aux emplacements acceptés par la Ville, les Équipements techniques, dont la liste est annexée à la Convention. Il garantit à l'occupant l'accessibilité au matériel nécessaire pour assurer le télérelevé des compteurs communicants et lui confère les autorisations d'accès nécessaires à leur exploitation.
La Ville autorise l'occupant à accéder aux Sites selon les horaires et les modalités d'accès précisés pour chaque Site au sein des fiches techniques.

La Ville fera ses meilleurs efforts pour informer l'occupant des modifications des conditions d'accès aux Sites, dans la mesure du possible et hors circonstances exceptionnelles, sous quinze (15) jours calendaires.

Dans le cas où un ou plusieurs sites seraient régulièrement occupés par un locataire autorisé par la Ville, l'accès aux sites ne pourra se faire sans l'accord de celui-ci.

PROJET

À cette fin, la fiche technique annexée à la présente Convention et dûment remplie pour chaque site comportera les coordonnées du locataire.

L'accès aux Sites est soumis au respect par l'occupant :

1. Des plans de prévention établis le cas échéant par la Ville pour chaque Site et ;
2. De toutes mesures complémentaires que la Ville devrait mettre en œuvre en application de la réglementation en vigueur, pour autant que l'occupant en ait connaissance.

Si le Site est inclus dans le domaine public, cette occupation ne pourra pas porter atteinte à l'affectation principale du domaine.

3.2 Interventions sur les emplacements mis à disposition

3.2.1 Interventions en phase de conception

Pour les Sites faisant l'objet de la présente convention d'occupation, avant tout démarrage de travaux, l'occupant (ou les prestataires agissant pour son compte) réalisera une Visite technique qui aura pour but :

- De vérifier l'aptitude du Site à répondre aux prérequis d'installation des Équipements techniques ;
- D'établir avec la Ville un plan de prévention des risques (articles R. 4512-7 et suivants du Code du travail) ;
- D'établir avec la Ville un rapport de visite au sein de la fiche technique.

Le rapport de visite précisera :

- Les emplacements choisis pour l'installation des Équipements techniques, des passages de câbles et la source d'alimentation électrique retenue.
- La liste des travaux préalables strictement nécessaires (avec précision de la responsabilité d'exécution des travaux, de la prise en charge de leurs coûts), notamment s'il s'avérait nécessaire de modifier ou d'ajouter des éléments à l'immeuble pour restreindre l'accès des tiers à proximité des Équipements techniques ou pour faciliter l'accès ou réduire les risques d'intervention du personnel de l'occupant (ou celui des prestataires agissant pour son compte).
- Les autorisations administratives nécessaires.

Afin de réaliser la Visite Technique, l'occupant (ou les prestataires agissant pour son compte) prendra rendez-vous avec la Ville ainsi que, le cas échéant, avec le locataire du Site destinés à accueillir l'équipement technique.

La Ville s'engage :

- À ce que l'interlocuteur désigné ou l'un de ses représentants accompagne l'occupant lors la visite technique, notamment pour garantir les accès, définir les emplacements et les passages de câbles, communiquer les consignes de sécurité, délimiter les secteurs d'intervention, matérialiser les zones pouvant présenter des dangers ;
- À donner en amont de la Visite technique le dernier rapport de vérification électrique lorsqu'il a été établi ainsi que ;
- À donner l'ensemble des documents et informations utiles pour l'installation des Équipements techniques (par exemple : schéma électrique, rapport de vérification de l'installation électrique, Dossier technique amiante (DTA), Diagnostic Plomb, plan de prévention, Dossier d'Intervention Ultérieure sur Ouvrage (DIUO), tout document interne régissant la vie du site, etc…) ;
- À aider l'occupant à entrer en relation avec le locataire des sites régulièrement occupés.

L'occupant et ses prestataires répondront à leurs obligations en termes de sécurité des travailleurs en tant qu'entreprise extérieure. À défaut de plan de sécurité interne à la Ville, l'occupant (ou les prestataires agissant pour son compte) établira une analyse de risques de manière à couvrir l'ensemble des risques liés aux interférences identifiées lors de la visite technique.

Pour les Sites approuvés par l'occupant à l'issue de la Visite technique, les parties rempliront conjointement la fiche technique ainsi que le rapport d'analyse.

PROJET

3.2.2 Interventions en phase d'installation

L'occupant (et les prestataires agissant pour son compte) s'engage :

- À respecter le Code du travail et tous les règlements vis-à-vis de ses salariés, concernant notamment les conditions de travail, d'hygiène, de santé et de sécurité du travail ;
- À respecter strictement les normes techniques et les règles de l'art, ainsi que l'ensemble des prescriptions imposées, le cas échéant, dans le cadre des autorisations administratives ;
- À respecter les modalités d'accès au Site et l'utilisation des emplacements préalablement définis ;
- À respecter les règles de conformité des Équipements Techniques relatives à la cohabitation entre les systèmes radioélectriques, en particulier celles relatives à la compatibilité électromagnétique entre les systèmes de télécommunication mobile. À cet égard, l'occupant s'engage à assurer la compatibilité de ses Équipements techniques avec les équipements techniques présents sur le ou les Sites ;
- À ne pas compromettre l'étanchéité des revêtements, notamment celle des façades et toitures d'immeubles, parois coupe-feu ;
- À faire réaliser une vérification des installations électriques sur la partie amont des Équipements techniques par un organisme accrédité afin de garantir leur conformité en matière de prévention du risque électrique ;
- À supporter tous les coûts inhérents à la fourniture et la pose des Équipements techniques, exception faite de ceux relevant du périmètre de responsabilité du propriétaire ;
- À réaliser un état des lieux avec la Ville.

La Ville s'engage :

- À donner les moyens d'accès aux Sites pour que l'occupant (et les prestataires agissant pour son compte) puisse procéder à l'installation à la date convenue lors de la prise de rendez-vous ;
- À garantir la mise à disposition des emplacements définis pour l'hébergement des Équipements techniques ;
- À mettre à disposition de l'occupant la source électrique secteur 230 VAC monophasée identifiée, de laquelle l'occupant effectuera la fourniture et la pose de la ligne destinée à alimenter les Équipements techniques en énergie électrique, conforme à la réglementation en vigueur sur les installations électriques ;
- À autoriser l'occupant (et les prestataires agissant pour son compte) à raccorder ses Équipements techniques à la terre de chaque Site de façon à protéger les infrastructures du Site et ses occupants. La Ville ne sera pas responsable des dommages causés aux Équipements techniques de l'occupant du fait d'un défaut de la prise de terre ;
- À assurer, en cas d'installation de nouveaux équipements par des tiers ou par la Ville sur les Sites, la compatibilité des nouveaux équipements avec les Équipements techniques dont l'occupant assure la maîtrise d'ouvrage et à garantir leur bon fonctionnement ;
- À aider l'occupant à entrer en relation avec le locataire des sites régulièrement occupés.

Si le Fonctionnement des Équipements techniques sur un Site est affecté par une perturbation électromagnétique, l'occupant se réserve le droit de retirer l'équipement et donc de renoncer au droit d'occuper le domaine public ou privé afférent au Site sans autre formalité et sans qu'aucune indemnisation ne soit due à la Ville, après mise en demeure d'y remédier, notifiée à la Ville, et restée infructueuse à l'issue du délai de deux (2) mois à compter de la notification.

3.2.3 Interventions en phase de maintenance et d'exploitation

L'occupant (et les prestataires agissant pour son compte) s'engage :

- À communiquer à la Ville et au locataire le cas échéant, préalablement à toute intervention, le calendrier de réalisation des travaux, les modalités d'exécution de ces derniers et à annoncer ses interventions, dans un délai minimum de quarante-huit (48) heures en cas de maintenance préventive ou curative non urgente, et dans les meilleurs délais en cas de maintenance curative urgente ;

PROJET

- À respecter le Code du travail et tous règlements vis-à-vis de ses salariés, concernant notamment les conditions de travail, d'hygiène, de santé et de sécurité du travail ;
- À respecter strictement les normes techniques et les règles de l'art, ainsi que l'ensemble des prescriptions imposées, le cas échéant, dans le cadre des autorisations administratives ;
- À respecter les modalités d'accès au Site et aux emplacements définis dans la Fiche technique ;
- À respecter la tranquillité des occupants de l'immeuble et à remettre les locaux dans leur état primitif après chaque intervention ;
- À respecter les règles de conformité des Équipements techniques relatives à la cohabitation entre les systèmes radioélectriques.

La Ville s'engage:

- À garantir les accès aux Sites et aux emplacements mis à disposition pour que l'occupant (et les prestataires agissant pour son compte) puisse procéder aux opérations de maintenance et d'exploitation à la date convenue lors de la prise de RDV ;
- À communiquer en amont de l'intervention l'ensemble des mesures de prévention des risques. S'il en a les moyens, un de ses représentants participera à la visite d'inspection des lieux avant intervention afin d'identifier avec l'occupant (ou avec les prestataires agissant pour son compte) les mesures de prévention des risques ;
- À procéder, à ses frais, à la maintenance du Site, conformément aux règles de l'art et à la réglementation en rigueur. Pour les vérifications périodiques de l'installation électrique du Site, la Ville tiendra à disposition de l'occupant les rapports de visite.
- À aider l'occupant à entrer en relation avec le locataire des sites régulièrement occupés.

La Ville reconnaît que l'occupant sera libre de procéder à toute modification ou extension de ses Équipements techniques dans la mesure où elles n'ont pas pour effet de nécessiter une modification des emplacements mis à disposition et / ou n'entravent pas le bon fonctionnement du Site de la Ville et / ou n'entraîne pas de dépense complémentaire pour la Ville. Dans le cas contraire, l'occupant doit informer la Ville de la modification envisagée. Sans réponse de la Ville dans un délai de soixante (60) jours, la modification est réputée acceptée.

La Ville reconnait être informé que l'occupant, dans un souci de mutualisation, pourra être amené à compléter les Équipements techniques par des équipements similaires appartenant à des tiers. L'occupant s'engage à solliciter l'autorisation auprès de la Ville et celui-ci s'engage à négocier de bonne foi avec lui les conditions d'intégration de ces équipements complémentaires qui seront reprises dans les Conditions Particulières. L'occupant s'engage à assurer la compatibilité de ces équipements complémentaires avec les conditions de la présente convention.

3.3 Interventions de la Ville sur les emplacements et ses environs immédiats

Dans le cadre de son obligation d'entretien, la Ville ou son locataire doit procéder à ses frais au bon entretien du Site, conformément aux règles de l'art et à la règlementation en vigueur.

En cas de travaux conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des installations techniques de l'occupant, la Ville en avertira ce dernier dans les meilleurs délais et si possible avec un préavis de trois (3) mois avant le début des travaux, en lui précisant, à titre indicatif, leur durée. Ce préavis ne s'applique pas en cas de travaux rendus nécessaires par la force majeure (au sens de l'article 1218 du Code civil) ou en raison de risques pour les personnes.

La Ville ou le locataire veillera à ce que les travaux réalisés laissent libre l'espace faisant face aux antennes et faisceaux hertziens pendant les travaux et à l'issue de ceux-ci. Si cela n'est pas possible, la Ville ou le locataire et l'occupant se rencontreront pour définir des modalités temporaires de maintien du service pendant la durée des travaux. En contrepartie, l'occupant accepte tous les travaux que la Ville estimerait nécessaires sur un ou plusieurs immeubles et toutes les conséquences qui en résulteraient.

Il est précisé que la Ville ou le locataire ne peut intervenir sur les Équipements techniques de l'occupant, excepté en cas de force majeure (au sens de l'article 1218 du Code civil) ou de travaux urgents de sécurité.

La Ville fera ses meilleurs efforts pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à l'occupant de déplacer ses Équipements techniques et de lui permettre la poursuite de son

PROJET

exploitation dans les meilleures conditions. Le cas échéant, l'occupant fera son affaire du déplacement éventuel de ses installations.
Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour l'occupant ne serait trouvée, la liste des sites annexée à la présente serait alors modifiée par avenant.

À l'issue des travaux, l'occupant pourra procéder à la réinstallation de ses Équipements techniques ; à défaut la liste des sites annexée à la présente serait alors modifier par avenant.
Les frais de dépose et de remise en place seront exclusivement supportés par l'occupant sans que celui-ci puisse prétendre à aucune indemnité.

3.4 Démontage des installations

Les installations seront démontées au plus tard dans un délai de trois (3) mois après la fin de la période couverte par la Convention cadre ou après notification de la résiliation de la Convention cadre ou d'une Convention particulière.

Les parties s'engagent à établir un état des lieux de sortie.
Les frais de dépose et de remise en état des emplacements seront exclusivement supportés par l'occupant sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Article 4 : Conditions financières

4.1 Redevance

Conformément à l'article L2125-1 dernier alinéa du Code général de la propriété des personnes publiques, la présente Convention est conclue à titre gratuit.

4.2 Indemnité forfaitaire – Consommation électrique

En contrepartie des branchements aux réseaux électriques des différents sites accueillant les Équipements techniques, l'occupant s'engage à reverser une indemnité forfaitaire de cinquante (50) euros à la Ville par site.

Dans les cas où le site serait régulièrement occupé par un locataire ayant à sa charge l'alimentation électrique, l'occupant s'engage à dédommager ce dernier en lui versant l'indemnité forfaitaire de cinquante (50) euros. Charge à l'occupant de contacter le ou les locataires et de récolter les coordonnées bancaires nécessaires. À cette fin, la fiche technique du ou des sites renseignera ses informations.

Le versement de l'indemnité débutera, pour chaque site, dès lors que le concentrateur installé sera opérationnel.

4.3 Actualisation de l'indemnité

Le montant de l'indemnité est revalorisé, chaque année au 1er janvier, en fonction de l'index mensuel TP 01 de la fin de chacun des 4 trimestres précédents c'est-à-dire les valeurs de décembre (N-1), de mars (N), de juin (N) et de septembre (N), sachant qu'au 1er janvier (N+1) on ne connaît pas encore la valeur de décembre (N).

Le mode de calcul est le suivant : indemnité = M_0 x $\frac{TP_{N-1}}{TP_0}$, où

- **M_0** = montant initial de la redevance retenue au moment de la conclusion du contrat ;
- **TP $_{N-1}$** = moyenne des 4 trimestres TP01 connue au mois de décembre de l'année précédant le 1er janvier (Index TP de décembre N-1 + mars N + juin N + septembre N) ;
- **TP 0** = moyenne des 4 trimestres TP01 connue au mois de décembre de l'année précédant le 1er janvier de l'année de conclusion du contrat.

4.4 Conditions de versements de l'indemnité

Les paiements se feront à réception d'avis des sommes à payer, de factures ou autres titres exécutoires par

PROJET

virement bancaire. Pour ce faire, la Ville communiquera son relevé d'identité bancaire incluant le code IBAN (annexe 3).

Dès lors que l'indemnité devra être versée à un locataire, l'occupant fera son affaire de s'entendre avec celui-ci des modalités de versements.

4.5 Modification des coordonnées

Toute modification du destinataire du règlement et/ou de ses coordonnées bancaires devra être communiquée à l'occupant.

Article 5 : Fin de Site programmée

Les sites occupés sont listés dans l'annexe 2 "Liste des Sites de la Ville faisant l'objet de la présente convention".

La ville s'engage à notifier à l'occupant l'évolution du parc immobilier, c'est-à-dire l'indisponibilité définitive d'un Site, à une échéance connue, en raison soit d'un événement dont la ville a connaissance, soit en cas de transfert de la propriété du Site, dans les six (6) mois qui la précède.

Sous réserve qu'il en dispose, La Ville proposera lors de cette notification une ou plusieurs solutions de remplacement, répondant à des caractéristiques équivalentes en matière de raccordement aux fluides et liaisons filaires (énergie, liaisons téléphoniques, câbles, fibres optiques).

L'occupant disposera d'un délai d'un (1) mois, à compter de la proposition, pour accepter le nouveau Site, en évaluant le niveau de qualité et la continuité du Service et en analysant les Conventions de raccordement aux fluides et liaisons filaires. À l'expiration de ce délai, le silence de l'occupant vaut acceptation du nouveau site proposé.

1 - Si l'occupant accepte le nouveau Site :

- La présente Convention verra son annexe 2 modifiée par avenant.
- L'occupant devra alors déménager ses Équipements Techniques sur le nouveau Site, trois (3) mois avant la date prévue de fin programmée du Site. L'ensemble des frais, notamment pour le démontage et la réinstallation des équipements techniques, est intégralement pris en charge par l'occupant.
- La Ville ne saurait être tenue pour responsable du préjudice subi par l'occupant, en cas de non-respect par l'occupant du délai de trois (3) mois pour déménager ses Équipements Techniques.
- L'occupant fera son affaire de compléter une nouvelle fiche technique et de prendre contact, le cas échéant avec le locataire.
- L'occupant fera son affaire de modifier, si nécessaire, les coordonnées du bénéficiaire de l'indemnité.

2 - Si L'occupant n'accepte pas le nouveau Site :
Le Site est radié de la liste des Sites portée en annexe à la Convention à la date de fin programmée notifiée par la Ville. S'il s'agit de l'unique Site utilisé dans le cadre de la Convention d'Hébergement, celle-ci sera résiliée de plein droit à la date de fin programmée notifiée par la Ville. Aucune indemnité n'est due par les Parties.

Article 6 : Responsabilité - Assurance

6.1 Responsabilité

6.1.1 Entre les parties

Chaque Partie est responsable de tout dommage matériel, corporel et/ou immatériel susceptible d'être causé directement à l'autre Partie par suite d'un manquement ou d'une mauvaise exécution des obligations mises à sa charge aux termes de la Convention.

En cas de survenance d'un tel dommage, les parties conviennent de se réunir préalablement à toute action devant les tribunaux compétents et de faire tous les efforts pour parvenir à déterminer les modalités

PROJET

d'indemnisation du préjudice en découlant.

6.1.2 À l'égard des tiers

L'occupant assumera l'entière responsabilité de tout dommage ou nuisance pouvant être causé à des tiers de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, du fait de ses fournisseurs, de ses prestations, de son matériel.

L'occupant fera son affaire personnelle de toutes actions ou réclamations de toutes natures intentées par des tiers, auxquelles pourraient donner lieu ses installations, de façon que la Ville ne puisse être inquiétée ou recherché à ce sujet.

6.2 Assurance

La Ville s'engage à souscrire auprès d'une société d'assurance, notoirement solvable :
- une police d'assurance dommages aux biens garantissant, pendant toute la durée de la Convention, les dommages subis par le Site et ce pour un montant suffisant ;
- une police d'assurance responsabilité civile, notamment au titre des opérations de maintenance.

L'occupant sera tenu de contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances notoirement représentées, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant les risques d'incendie, d'explosion, dégâts des eaux, responsabilité civile en général et tous risques spéciaux liés à son activité ou consécutifs à la négligence de ses intervenants, ainsi que les dommages subis ou provoqués par ses propres équipements techniques.

L'occupant restera son propre assureur au-delà des limites de garanties souscrites auprès de son ou ses assureurs tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

L'occupant fera son affaire personnelle de toutes actions ou réclamations de toutes natures intentées par des tiers, auxquelles pourraient donner lieu ses installations, de façon que la Ville ne puisse être inquiété ou recherché à ce sujet.

La Ville pourra à tout moment demander à l'occupant de fournir les attestations des assurances souscrites.

L'occupant s'engage à déclarer à son assureur tout sinistre dont il aura connaissance, et même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, se produisant sur les emplacements mis à sa disposition dans le délai contractuellement prévu avec son assureur et d'en informer concomitamment la Ville par lettre recommandée avec avis de réception sous peine de supporter toutes les conséquences dommageables d'un défaut ou d'un retard de déclaration dans les délais contractuels impartis.

Article 7 : Résiliation de la Convention

7.1 Résiliation en cas d'arrêt du projet compteurs communicants

En cas d'arrêt du Projet Compteurs Communicants Gaz décidée par les pouvoirs publics (État français, Commission de régulation de l'énergie, autre autorité publique, etc.) ou par une société contrôlant l'occupant en fait ou en droit au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce, la présente convention sera résiliée de plein droit.

L'occupant s'engage à verser l'indemnité convenue au prorata temporis et remettra les Sites, en l'état, sans frais pour la Ville

7.2 Résiliation pour inexécution

En cas de manquement grave par l'une ou l'autre des Parties aux obligations essentielles de la Convention, la Partie lésée devra notifier le manquement à la Partie défaillante. La notification identifie clairement le manquement constaté et laisse un délai de soixante (60) jours à la Partie défaillante pour y remédier. S'il n'a

PROJET

pas été remédié au manquement dans ce délai, la Partie lésée pourra notifier la résiliation de la Convention.

7.3 Autres cas de résiliation

Du fait de sa nature, précaire et révocable, la résiliation de la Convention par une collectivité locale peut être immédiate, et ce, sans indemnité.

De la même façon, l'occupant pourra également mettre fin à la convention, renonçant à son droit d'occupation sous réserve d'un préavis de soixante (60) jours.

Article 8 : Changement de contrôle et cession

En tant que de besoin, il est précisé que dans l'hypothèse où un tiers prendrait directement ou indirectement le contrôle de l'une ou l'autre des Parties au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce, cette prise de contrôle ne nécessitera pas l'accord de l'autre Partie ; chaque Partie restant tenue de respecter l'ensemble des droits et des obligations lui incombant au titre de la présente convention.

Le transfert direct ou indirect de la Convention par l'une des parties à un tiers sous quelque forme que ce soit, notamment en cas de fusion, de scission ou d'apport partiel d'actifs, emportant un tel transfert, ne pourra être réalisé qu'avec l'accord préalable de l'autre Partie. La Partie affectée par le transfert notifie à l'autre Partie sa demande de transfert ; la Partie devant donner son accord ne pourra indûment le refuser.

À défaut d'accord dans les six (6) mois suivant la notification de la demande de transfert ou en cas de réalisation du transfert de la Convention d'Hébergement ou de l'opération ayant un tel effet sans l'accord de l'autre Partie, la Convention d'Hébergement sera résiliée de plein droit à la date du transfert.

Article 9 : Protection de l'image des Parties

Dans le cadre de l'exécution de leurs obligations aux termes de la Convention d'Hébergement, les Parties veilleront à tout moment à ne pas porter atteinte à l'image et à la réputation de l'autre Partie.

PROJET

Article 10 : **Communication – Confidentialité**

Aucune annonce ou information concernant la signature, l'existence et la teneur de la Convention et des Conditions particulières, des négociations qui l'ont précédée, ne sera effectuée ou communiquée par l'une des Parties à des tiers sans l'accord préalable de l'autre Partie, à l'exception des informations communiquées par les Parties à leurs conseils pour la préparation des documents nécessaires à la réalisation des mises à dispositions de Site envisagées.

En garantie de cet engagement, la Partie qui ferait perdre à la Convention son caractère confidentiel soit directement en la divulguant, soit en obligeant l'autre Partie à en révéler le contenu du fait de l'inexécution de ses propres obligations, s'oblige à supporter toutes conséquences financières qui en résulteraient et à indemniser l'autre Partie de tout préjudice ou dommage subi de ce fait.

Les Parties considéreront et veilleront à ce que leur personnel et leurs sous-traitants considèrent la convention, ainsi que toutes les informations s'y rapportant et qui auraient été transmises en dehors du strict cadre de ces Conventions, tous les documents, études, pièces et informations transmises par l'une des Parties, comme privées et confidentielles. Ces informations ne devront en aucun cas être divulguées à des tiers, ni dupliquées, copiées ou reproduites, ni utilisées à d'autres fins que la stricte observation des droits et obligations de la Convention et des Conditions particulières.

Cette obligation de confidentialité s'applique également à toute société contrôlée par la Ville ou l'occupant au sens des articles L. 233-2 et L.233-3 du code de commerce.

Cet engagement de confidentialité restera en vigueur pendant toute la durée de la présente convention et sera maintenu pendant un délai de trois (3) ans à compter de son expiration.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, la Ville pourra fournir à un tiers, pour permettre la réalisation d'une étude technique permettant d'éviter les interférences et de respecter les règles de découplage technique entre les locataires, avec l'accord préalable de l'occupant, les informations concernant les Équipements Techniques.

Article 11 : **Loi applicable**

La présente convention est soumise au droit français.

Article 12 : **Langue**

La langue de la présente convention de ses annexes et de tous documents fournis et échangés entre les Parties, y compris tous documents techniques, sera la langue française.

Article 13 : **Documents contractuels**

Pour les besoins de l'interprétation et de la mise en œuvre de la collaboration instaurée entre les Parties, l'accord des Parties résulte uniquement des Conventions suivantes : la présente convention, son préambule et ses annexes.

Article 14 : **Modification**

Toute modification de la Convention et de ses annexes devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les Parties.

PROJET

Article 15 : Domiciliation - notification

15.1 Élection de domicile

Les Parties élisent domicile à leurs sièges sociaux respectifs,

Pour l'occupant : 14 place des Halles – 67000 STRASBOURG

Pour la Ville : 1 Place de l'Étoile – 67076 STRASBOURG Cedex

15.2 Envoi des notifications

Toute notification effectuée au titre de la présente convention sera faite par écrit, devra être signée de son auteur et remise en main propre ou expédiée par lettre recommandée avec avis de réception, à l'attention du destinataire et à l'adresse visée à l'article 15.1 (ou à toute autre adresse ou à l'attention de toute autre personne, qui aura été notifiée conformément à la présente convention).

15.3 Réception des notifications

Toute notification sera réputée reçue à la date figurant sur l'avis de réception du destinataire ou de La Poste, selon le cas, étant toutefois précisé que toute lettre remise sera réputée reçue le jour de sa première présentation à la Partie destinataire, même si elle est refusée par ce dernier.

Article 16 : Délais

Tous les délais exprimés en jours dans la Convention d'Hébergement correspondent à des jours calendaires.

Tous les délais exprimés en mois dans la Convention d'Hébergement correspondent à des mois calendaires.

Article 17 : Nullité

Si une clause de la présente convention d'Hébergement, ou de ses annexes, est tenue, en tout ou partie, pour non valide, ou déclarée comme telle par une loi :

- Les autres clauses de la Convention d'Hébergement ou de l'annexe considérée resteront valables et conserveront toute leur force et leur portée ;
- Les parties négocieront de bonne foi la substitution à la clause invalide d'une nouvelle clause valide et susceptible d'exécution, dont la rédaction sera aussi proche que possible de l'intention initiale des Parties.

Article 18 : Règlement des différends

Tout différend survenant dans l'interprétation et l'exécution de la Convention et des Conditions particulières sera soumis au tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg
En deux exemplaires, le

L'occupant La Ville

PROJET

LISTE DES ANNEXES

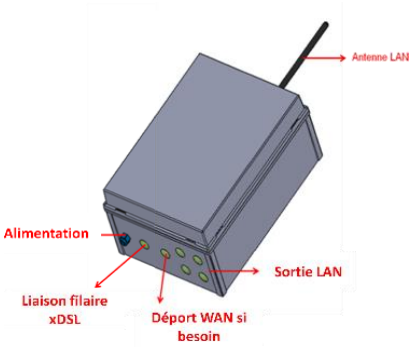
Annexe 1	Description des Équipements Techniques
Annexe 2	Liste des Sites de la Ville faisant l'objet de la présente convention
Annexe 3	Coordonnées Bancaires de la Ville
Annexe 4	Modèle de fiche technique

PROJET

Annexe 1 - Description des Équipements Techniques

L'Hébergeur s'engage à mettre à la disposition de R-GDS, au plus tard à la date de signature des Contrats de Mise à disposition, les emplacements nécessaires pour l'installation des Equipements Techniques suivants :

- Un ou deux coffrets (dont le volume est d'environ 20dm^3 : 400mm x 300 mm x 200 mm et dont le poids est d'environ 5Kg) qui peuvent être positionnés en extérieur (sur toit terrasse, sur une cheminée, sur un mur, sur une structure) ou dans un local technique.





- Le(s) concentrateur(s), qui doit être raccordé à une alimentation électrique (tableau électrique du Site). Sa consommation électrique est inférieure à 200 Wh par jour, soit 73 kWh par an.

- Entre une à quatre antennes radio déportées qui sont positionnées en hauteur à l'extérieur du bâtiment en bordure de toiture ou de terrasse. Plusieurs types d'antenne sont envisagés.
Dans la majorité des cas de figures, deux antennes omnidirectionnelles d'une hauteur d'environ 1m et d'un diamètre d'environ 5mm suffisent. Pour certaines configurations, l'installation d'un mât léger de moins de 1m de haut peut supporter les antennes.

- Chemin de câbles

À noter que la surface « projetée au sol » d'un concentrateur n'excède pas 0,1 m² :
- Coffret : 30cm*20cm => 0,06 m² de surface projetée au sol
- 2 antennes sur des mâts (6 cm de diamètre) : 2*Pi*6cm² = 0,02 m²

R-GDS s'engage à faire le maximum pour minimiser l'impact visuel des équipements installés sur les sites de l'Hébergeur. Pour les sites protégés (inscrits et/ou classés), les monuments historiques, R-GDS respectera les démarches administratives pour obtenir les avis et les déclarations nécessaires auprès des organismes compétents (Architectes des Bâtiments de France, Services Territoriaux de l'Architecture et du Patrimoine, etc.)

Le niveau d'ondes radio émises par la solution technique à travers les transmissions est très faible :
- De l'ordre de 500 mW pour les concentrateurs ;
- De l'ordre de 50 à 100mW pour les émetteurs placés sur les compteurs.

Annexe 2 - Liste des Sites (proposés par l'Hébergeur faisant l'objet de la présente Convention)

Nom	Adresse formatée	Propriétaire	Latitude	Longitude	Type bâtiment
LE SCALA	Scala, Avenue Léon Dacheux, 67100 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48.5654571	7.7591248	culturel
PALAIS DE LA MUSIQUE ET DES CONGRES P. PFLIMLIN	Palais de la Musique et des Congrès, Allée des Soupirs, 67001 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48.5981677	7.757202143662951	culturel
LA LAITERIE	20 Rue Du Ban-de-la-roche, 67000 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48.575719	7.729151	culturel
MUSEE D'ART MODERNE	1 place Hans-Jean-Arp, 67000 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48,57945	7,73596	culturel
TOUR DU BOURREAU	4 quai Turckheim, 67000 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48,58146	7,73874	culturel
PAROISSE PROTESTANTE DE LA ROBERTSAU	86 rue Boecklin, 67000 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48,6025	7,78319	culte
PAROISSE SAINT LOUIS ROBERTSAU	14 rue Jeanne d'Arc, 67000 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48,60231	7,78072	culte
EGLISE SAINT PIERRE LE JEUNE	Place Charles de Foucauld, 67000 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48,58837	7,74883	culte
EGLISE SAINTE MADELEINE	4 place Sainte Madeleine, 67000 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48,58009	7,75463	culte
PAROISSE PROTESTANTE DE NEUDORG	144 route du Polygone, 67100 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48,56187	7,7627	culte
EGLISE SAINT IGNACE DE STRASBOURG	8 rue Welsch, 67100 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48,53597	7,77077	culte
EGLISE PROTESTANTE DU NEUHOF	36 route d'Altenheim, 67100 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48,5407	7,76725	culte
EGLISE SAINT FLORENT DE STRASBOURG	2 place Saint Florent, 67200 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48,59623	7,72229	culte
EGLISE PROTESTANTE	6 rue Jacob, 67200 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48° 35' 40.1507" N	7° 43' 0.6676" E	culte
GYMNASE DE LA NIEDERAU	Groupe Scolaire de la Niederau, Rue de la Papeterie, 67081 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48.61007095	7.782366209137619	sportif
OFFICE DES SPORTS VILLE DE STRASBOURG	19 Rue Des Couples, 67000 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48.578952	7.753624	sportif
GYMNASE SAINT FLORENT	Gymnase Saint-Florent, Route Marcel Proust, 67200 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48.591607800000006	7.719382771538937	sportif
SPORTING CLUB RED STAR STRASBOURG	36 rue du Languedoc, 67100 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48,54588	7,74844	sportif
STADE DE LA MEINAU	Stade de la Meinau, Piste Georges Speicher, 67029 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48.5600477	7.755125193344087	sportif
GYMNASE DE LA ROTONDE	Gymnase de la Rotonde, Mail Charles Pierre, 67083 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48.58852735	7.724630352505278	sportif
STADE CHARLES FREY	Stade Charles Frey, 111 rue du Schnokeloch 67200 Strasbourg	Ville de Strasbourg	48.57382"N	7.71428"E	sportif

PROJET

Annexe 3 - Coordonnées bancaires de l'hébergeur

Relevé d'Identité Bancaire (incluant le code IBAN) :

PROJET

Annexe 4 - Modèle de fiche technique

Fiche technique N°…….

Références du Site

Référence du site R-GDS :

……

……

Référence du site
Hébergeur :

……

……

Adresse du site :
N° et Voie :

……

BP:

……

Code Postal :

……

Ville:

……

Latitude :	Longitude :	Hauteur :

Date de la visite technique : …./…./……..

Date d'installation de l'Équipement technique : …./…./……..

Conditions d'accès aux équipements :

Horaires :

……

……

Contact Site Hébergeur (et locataire le cas échéant) pour intervention (Permanence – Gardien) :

……

……

Modalités particulières d'accès (ex : digicodes) :

……

PROJET

……

……

……

……

Liste des Équipements techniques et des emplacements destinés à les abriter :

……

……

……

……

……

……

……

En annexe, le photoreportage des emplacements envisagés pour les Équipements (établi lors de la visite technique), le plan de prévention avec les éventuels travaux complémentaires pour la sécurité des intervenants et des occupants.

Pièces jointes à la fiche technique : l'état des lieux (si besoin), le Rapport établi lors de la Visite Technique, la liste des travaux complémentaires pour la sécurité des intervenants et des occupants.

PROJET

15

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Mise à disposition de la Ville de bâtiments situés rue du Rempart à Strasbourg appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2022-633

Contexte général

La rue du Rempart, située à l'arrière de la gare de Strasbourg, est un secteur à l'interface de plusieurs enjeux et démarches en cours, tels que la Ceinture Verte, l'élaboration des schémas directeur et d'orientation de la gare basse. La rue est bordée de part et d'autre de différents bâtiments et anciens fortins militaires qui accueillent une typologie variée d'occupations, parmi lesquelles des locaux à usage de stockage pour des besoins internes et associatifs, des ateliers d'artistes, une caserne de gendarmerie, les Restaurants du Cœur, de l'accueil des personnes vulnérables géré par Horizon Amitié et de l'hébergement de nuit géré par le CCAS.

Les bâtiments et les terrains adjacents sont propriété de l'Eurométropole.

L'objectif de la collectivité est d'optimiser les usages des bâtiments vacants sans restructuration lourde dans l'attente d'un projet urbain sur le secteur.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les demandes présentées ci-dessous.

A. Le Wagon Souk

La ville de Strasbourg, compétente en matière d'action sociale, souhaite conclure une convention d'occupation avec l'association Sauver le Monde (Wagon Souk). Cette association occupe actuellement des locaux sis 91 route des Romains à Strasbourg (quartier Koenigshoffen) loués auprès d'un bailleur privé. L'association a sollicité la ville de Strasbourg pour rechercher un nouveau lieu adapté à ses besoins.

L'association, à travers ses diverses activités, accueille, crée et accompagne des projets solidaires, artistiques et interculturels. Le « Wagon Souk » est le lieu où prennent vie et forme des initiatives, des événements, des rassemblements et des temps d'échanges avec le public et leurs partenaires.

L'association se veut être un lieu d'accueil et d'entraide entre les personnes et les différents acteurs du territoire. Le Wagon Souk est une plateforme des possibles où se croisent des envies, des compétences, des connaissances qui ne demandent qu'à être partagées et mises en commun. L'association est en partenariat avec de multiples acteurs du territoire en lien avec les activités exercées.

L'association a ainsi mis en place une cantine solidaire, un dispensaire de plantes, un café associatif, une friperie, un magasin alimentaire gratuit et solidaire, une recyclerie, une conciergerie, un atelier de récupération/réparation de vélos, ainsi qu'une programmation culturelle et artistique….

1. La mise à disposition du Pavillon du Guesclin, propriété eurométropolitaine

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire du pavillon Du Guesclin, cadastré Section 47 parcelle n°91 (cf plan de situation joint) acquis dans le cadre de l'opération globale d'acquisition de la rue du Rempart en 2001 auprès du Ministère des Armées.

Une partie de l'immeuble (140 m²) avait été aménagée par la ville de Strasbourg pour y installer des espaces sanitaires/douches dans le cadre du service d'accueil des gens du voyage stationné sur les espaces extérieurs.

Les activités prévues par l'association ne relèvent pas des compétences de l'Eurométropole de Strasbourg, qui ne peut donc contractualiser avec celle-ci en raison du principe de spécialité fonctionnelle qui régit les Établissements Publics de Coopération Intercommunale.

La ville de Strasbourg, qui agit dans le cadre de l'action sociale, souhaite mettre à disposition ces locaux à l'association, sollicite ainsi la mise à disposition des espaces extérieurs (960m² environ) et d'une partie du pavillon Du Guesclin selon plan joint en annexe.

Des travaux de viabilisation, rénovation et d'aménagement préalables à l'installation de l'association dans les locaux seront réalisés avant cet été 2022. Il est proposé que l'Eurométropole, en tant que propriétaire, engage ses travaux et qu'en contrepartie la Ville verse une redevance annuelle de 5 000 € sur une période de 10 ans dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public à conclure.

2. La conclusion des conventions d'occupation temporaire du domaine public

Les lieux ayant été aménagés spécialement dans le but d'exercer la mission de service public d'accueil de gens du voyage, ceux-ci appartiennent au domaine public de l'Eurométropole (article L 2111-1 CGPPP).

Afin que l'association puisse exercer ses activités dans les lieux, il est donc envisagé de conclure une convention d'occupation temporaire du domaine public entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg portant mise à disposition de la surface bâtie de 140m² et des espaces extérieurs de 960m² pour une durée de 10 ans à compter du 1er juillet 2022. Les principales conditions de cette convention sont :

- la réalisation par l'Eurométropole de Strasbourg, en tant que propriétaire, des travaux préalables nécessaires à l'installation de l'occupant dans les lieux,
- l'entretien et la maintenance courants des lieux par la ville de Strasbourg, charge à elle d'en répercuter totalement ou partiellement la charge sur l'association,
- le versement par la Ville à l'Eurométropole d'une redevance annuelle d'un montant de 5 000 €.

La ville de Strasbourg en application de cette convention mettra à disposition ces locaux à l'association Sauver le Monde.

Conformément à la délibération portant délégation du Conseil municipal à la Maire du 4 juillet 2020, la Maire et par délégation son-sa représentant-e auront la faculté de négocier les conditions de cette occupation à titre onéreux.

A titre informatif et non définitif, la redevance serait de l'ordre de 7 200 € annuel sur une durée d'un an renouvelable 3 fois, charges en sus.

B. La demande de relocalisation de la fourrière Deux roues de la Direction départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin

La ville de Strasbourg met à disposition – à titre gratuit- à la Direction départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin (DDSP) un immeuble municipal, situé rue de Rothau à Strasbourg, aux fins de stockage des 2 roues impliqués dans des procédures judiciaires (plan de situation en annexe). Un agent travaille périodiquement sur le site lors des entrées/ sorties des véhicules.

Les locaux étant assez dégradés et ne répondant plus au fonctionnement de ce service public, la DDSP a souhaité relocaliser son activité dans un immeuble plus adapté à la gestion de ce stock : locaux en rez-de-chaussée notamment pour faciliter les déplacements des deux-roues et de leur stationnement.

Aussi, le lieu dénommé « DEPOT 17 » situé sur la rue du Rempart leur a été proposé (cf. plan de situation en annexe). Suite à la visite du site, la DDSP a marqué son intérêt sous réserve de travaux préalables à l'occupation.

1. La mise à disposition du « Dépôt 17 », propriété eurométropolitaine

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire du « Dépôt 17 », cadastré Section 47 parcelle n°91 (cf plan de situation joint), qu'elle a acquis dans le cadre de l'opération globale d'acquisition de la rue du Rempart en 2001 auprès du Ministère des Armées. Le site visé est constitué d'une partie bâtie enterrée d'une surface utile de 195 m² (un dégagement, le dépôt proprement dit et une pièce pouvant être aménagée en bureau) et d'une cour clôturée d'environ 50 m².

Les activités prévues par la DDSP ne relèvent pas des compétences de l'Eurométropole de Strasbourg, qui ne peut donc contractualiser avec celle-ci en raison du principe de spécialité fonctionnelle qui régit les EPCI.

Des travaux de mise en conformité du réseau électrique et d'éclairage, la sécurisation de la porte d'entrée et la création de deux places de stationnement préalables à l'occupation par la DDSP dans les locaux sont nécessaires.

2. La conclusion des conventions d'occupation temporaire du domaine public

Les lieux vont faire l'objet d'aménagements indispensables à l'exercice de la mission de service public de la DDSP, ceux-ci sont donc soumis au régime de de la domanialité publique.

Aussi, afin que la DDSP puisse exercer ses activités dans les lieux, il est envisagé de conclure :

✓ Une convention d'occupation temporaire du domaine public entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Strasbourg portant mise à disposition de la surface du bâti enterré de 195 m² et des espaces extérieurs (cour de 50 m² et deux emplacements de parking); les principales conditions de cette convention sont :

- durée de 6 ans pour la période du 01/07/2022 au 30/06/2028 (durée alignée sur la durée prévue par le contrat d'occupation entre la Ville et le futur occupant) ;
- à titre gratuit de redevance, les diverses charges (consommation électrique notamment) relèveraient in fine du futur locataire ;
- les travaux et l'entretien de l'immeuble sont à la charge de la ville de Strasbourg.

✓ Une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la ville de Strasbourg et la DDSP selon les conditions principales suivantes :

- durée de 3 ans, renouvelable une fois pour la même durée à compter du 1er juillet 2022 ;
- gratuité de redevance annuelle, charges à régler par l'occupant (électricité, nettoyage, entretien des espaces extérieurs).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public entre l'Eurométropole et la ville de Strasbourg d'une partie du pavillon Du Guesclin d'une surface d'environ 140 m^2 et de l'ensemble des espaces extérieurs attenants d'une surface d'environ 960 m^2 sis rue du Rempart à Strasbourg, moyennant une redevance annuelle de 5 000 € à compter du 1er juillet 2022 pour une durée de 10 ans,*

- *la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public entre l'Eurométropole et la ville de Strasbourg des locaux et espaces extérieurs constitutifs du Dépôt 17 rue du Rempart à Strasbourg dans les conditions d'occupation suivantes :*
  - *durée de 6 ans pour la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2028,*
  - *à titre gratuit de redevance ;*

- *la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public à titre gratuit entre la ville de Strasbourg et la Direction départementale de la sécurité publique (Ministère de l'Intérieur) des locaux et espaces extérieurs constitutifs du Dépôt 17 rue du Rempart à Strasbourg dans les conditions d'occupation énoncées ci-dessous ;*
  - *durée de 3 ans, renouvelable une fois pour la même durée à compter du 1er juillet 2022,*
  - *gratuité de redevance annuelle, toutes charges propriétaire à régler par l'occupant (notamment électricité, nettoyage, entretien des espaces extérieurs) ;*

décide

l'imputation de la dépense de redevance annuelle de 5 000 euros sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 020, nature 6132, service CP71B pour la convention entre l'Eurométropole et la Ville sur une partie du bâtiment Du Guesclin ;

autorise

la Maire ou son-sa représentante à signer les conventions d'occupation du domaine public d'une part entre l'Eurométropole et la Ville sur une partie du bâtiment Du Guesclin et sur le dépôt 17, et d'autre part entre la ville de Strasbourg et la Direction départementale de la sécurité publique (Ministère de l'Intérieur) pour le dépôt 17, ainsi que tout acte concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

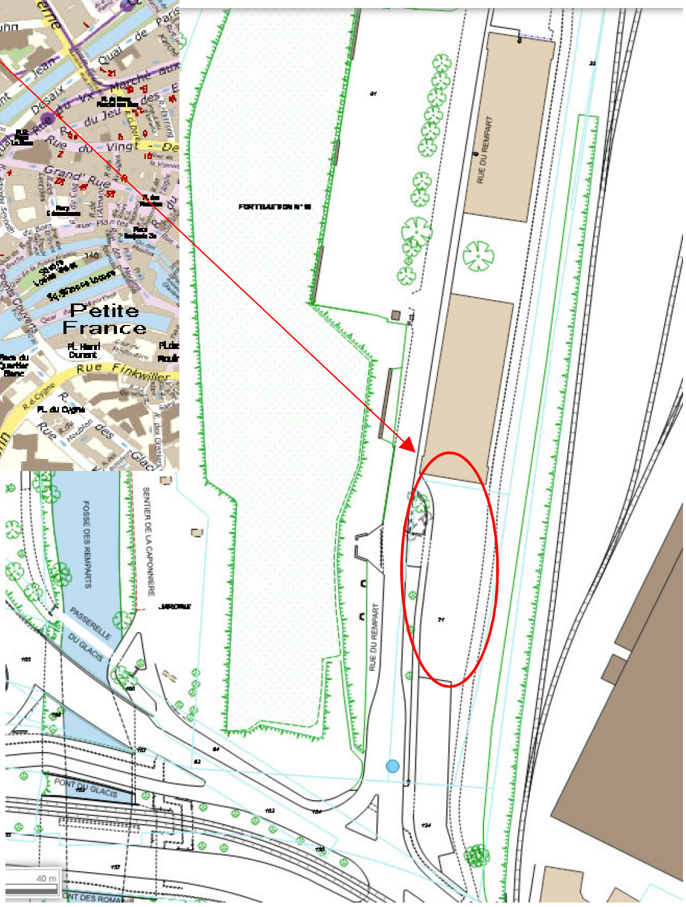
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147135-CC-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Annexe : Plan de situation Pavillon Du Guesclin, rue du Rempart STRASBOURG

Pavillon DU GUESCLIN (côté Est de la rue du Rempart).





Lieux destinés à la mise à disposition :

140m² de l'immeuble au rez-de-chaussée

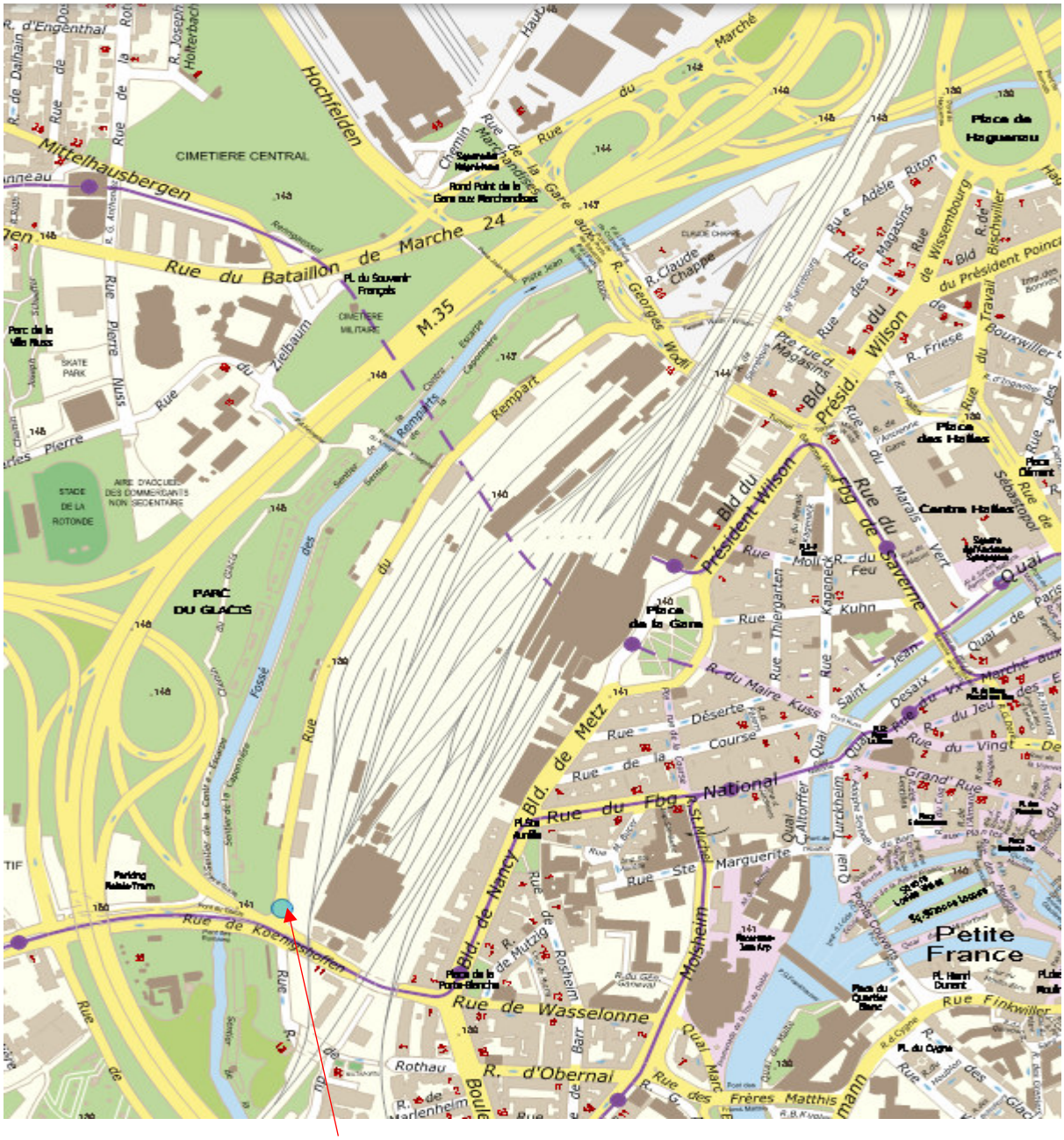
(façade visible sur les photos)

+ espaces extérieurs clôturés (visible sur les photos)





Annexe : Plan de situation rue du Rempart STRASBOURG



DEPOT 17 (fortin enterré côté Ouest de la rue du Rempart.



CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°15

Mise à disposition de la Ville de bâtiments situés rue du Rempart à Strasbourg appartenant à l'Eurométropole de Strasbourg.

Pour **49**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre **0**	
Abstention **0**	

16

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Œuvre Notre Dame - Châtenois : Mise en œuvre d'une obligation réelle environnementale (ORE).

Numéro V-2022-605

I. Contexte.

La réalisation du contournement de la RN 59 de la commune de CHATENOIS a été déclaré d'utilité publique par arrêté ministériel du 10 octobre 2012, prorogé par arrêté ministériel du 18 septembre 2017, bénéficiant aujourd'hui à la Collectivité européenne d'Alsace

Le projet de contournement de la RN 59 a été conçu de façon à éviter ou réduire au maximum les impacts environnementaux. Néanmoins, certains impacts n'ayant pas pu être suffisamment réduits, des mesures compensatoires doivent être prises pour permettre la réalisation de ce projet.

À cette fin, la Collectivité européenne d'Alsace, compétente en matière de transport et de mobilité depuis la loi du 02 Août 2019 (n°2019-816) relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace, a identifié une parcelle propriété de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame, sise sur le ban communal de CHATENOIS et cadastrée section 44 n° 22 d'une surface 80,79 ares et libre de toute location.

Aussi, en application de l'article L.132-3 du Code de l'Environnement, qui dispose dans son alinéa 1 *« Les propriétaires de biens immobiliers peuvent conclure un contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement en vue de faire naître à leur charge, ainsi qu'à la charge des propriétaires ultérieurs du bien, les obligations réelles que bon leur semble, dès lors que de telles obligations ont pour finalité le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques (...) »* , un accord a été trouvé entre le propriétaire du foncier (l'OND) et la CEA qui sera matérialisé par un acte authentique créant une obligation réelle environnementale ayant pour finalité :

- le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonction écologique,
- l'utilisation à des fins de compensation en nature d'un préjudice écologique.

II. Nature de l'Obligation Réelle Environnementale

Le contrat prévoira la mise en œuvre des conditions suivantes :
- autoriser la création des boisements alluviaux, et garantir la non-modification en masse du couvert.
- autoriser la mise en œuvre d'un programme de suppression d'espèces exotiques envahissantes,
- la réalisation des inventaires et des suivis scientifiques pour vérifier la bonne mise en œuvre des mesures.

Il est ici précisé que la mesure de création de boisements alluviaux consiste, pour la Collectivité européenne d'Alsace à :
- travailler, la terre, au strict minimum, ceci afin de limiter la mise à nu du sol qui pourrait favoriser l'installation d'espèces exotiques envahissantes.
- réaliser les plantations d'essence différentes, entre novembre et avril,
- mettre en place une protection grillagée jusqu'à ce que les plants soient devenus suffisamment robustes, en général 5 ans après les plantations.

- gérer le boisement avec notamment un dégagement estival de la végétation les premières années.

III. Conditions relatives à l'Obligation Réelle Environnementale.

1. La durée de l'ORE

La convention portant sur le site de compensation environnementale aura une durée de cinquante ans, à compter de sa signature. Elle s'éteindra, de plein droit, à l'échéance de ces cinquante années.

Toutefois dans l'hypothèse où ce site perdrait sa vocation écologique d'une part ou si la parcelle devait être impactée par un autre projet d'utilité publique qui nécessiterait la vente de tout ou partie de ce foncier d'autre part, les parties conviendraient alors, de modifier ou de résilier la convention qui devra être approuvée préalablement par les organes délibérants des parties.

2. Modalités financières

L'ORE donnera lieu au versement d'une indemnité. Celle-ci est calculée conformément au barème définit par la ville de Strasbourg dans le cadre de la mise en œuvre d'une ORE sur les propriétés de la ville de Strasbourg, de la Métropole ou de la Fondation de l'OND, soit :
- 0,50 € par are et par an pour difficulté de gestion,
- 3,89 € par are et par an pour « usage par le bénéficiaire et autres services rendus ».

Soit une indemnité annuelle de 354,67 euros (trois cent soixante-quatre euros soixante-six).

Cette indemnité fera l'objet d'un seul versement de 17 733,50 € qui interviendra dès après la réception du certificat de transcription auprès du livre foncier de l'acte authentique portant ORE.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

La signature d'une convention portant Obligation Réelle Environnementale grevant une parcelle inscrite au livre foncier au nom de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame sise à

Châtenois et cadastrée :
Commune de Châtenois
Lieudit Volgenloch
Section 44 n° 22 d'une contenance cadastrale de 80,79 ares.
Ladite convention sera signée au profit de la Collectivité européenne d'Alsace dûment représentée par son Président ou par toute personne spécifiquement habilitée ayant reçu une délégation à cet effet.

Le contrat prévoira la mise en œuvre des conditions suivantes
- *autoriser la création des boisements alluviaux, et de garantir la non-modification en masse du couvert.*
- *autoriser la mise en œuvre d'un programme de suppression d'espèces exotiques envahissantes, y compris tous les travaux qui seraient nécessaires dans le cadre de ce programme.*
- *autoriser la réalisation des inventaires et des suivis scientifiques pour vérifier la bonne mise en œuvre des mesures.*

Il est ici précisé que la mesure de création de boisements alluviaux consiste, pour la collectivité européenne d'Alsace, preneur au présente, à :

- *travailler, la terre, au strict minimum, ceci afin de limiter la mise à nu du sol qui pourrait favoriser l'installation d'espèces exotiques envahissantes.*
- *réaliser les plantations d'essence différentes, entre novembre et avril,*
- *mettre en place une protection grillagée jusqu'à ce que les plants soient devenus suffisamment robustes, en général 5 ans après les plantations.*
- *gérer le boisement avec notamment un dégagement estival de la végétation les premières années*
- *L'ORE sera conclue pour une durée de cinquante ans (50 ans) et s'éteindra de plein droit à l'échéance. Toute résiliation de cette convention avant l'échéance est exclue, excepté dans l'hypothèse où ce site perdrait sa vocation écologique d'une part ou si la parcelle devait être impactée par un autre projet d'utilité publique qui nécessiterait la vente de tout ou partie de ce foncier, d'autre part.*

Si la convention devait être, modifiée ou résiliée pour les causes ci-dessus énumérées, elle devra être approuvée préalablement, par les organes délibérant des parties.

L'ORE donnera lieu au versement d'une indemnité totale de 17 733,50 euros (dix-sept mille sept cent trente-trois euros cinquante) *qui sera versée dès après la réception du certificat de transcription auprès du livre foncier de l'acte authentique portant ORE.*

décide

L'imputation de la recette sur l'exercice budgétaire de l'année en cour, sur ligne budgétaire fonction 820 – nature 775 – service AD 03

autorise

la Maire ou sa-son représentant-e à signer la convention portant ORE à intervenir ainsi que tout autre document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

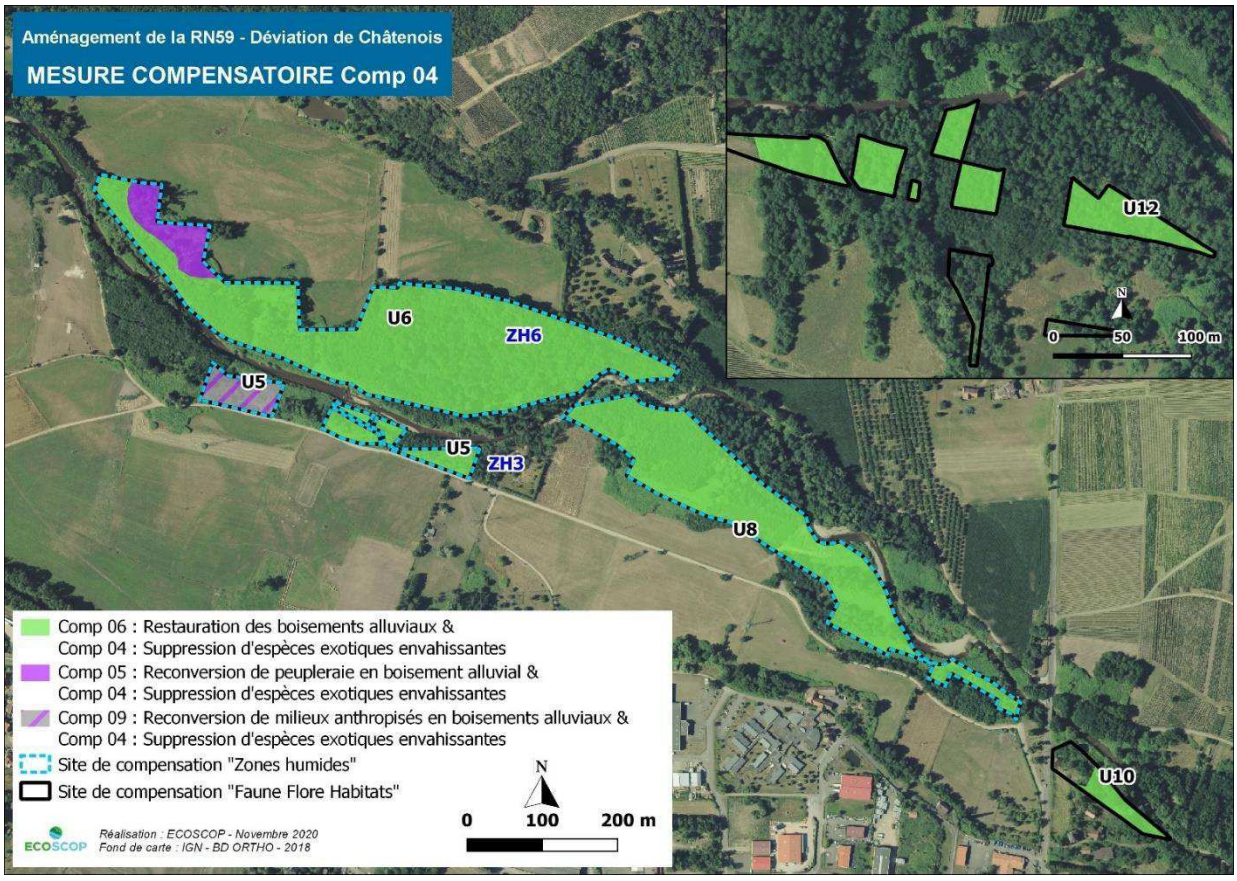
Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147025-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

COMP 04 : SUPPRESSION D'ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES : RENOUEE ET ROBINIER PRINCIPALEMENT

Comp 04	SUPPRESSION D'ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES
Site(s) concerné(s)	U5, U6, U8, U10, U12, ZH3, ZH6



Habitats et/ou groupes biologiques visés	Habitats naturels partiellement ou entièrement recouverts par des espèces exotiques envahissantes (EEE) : Renouée du Japon (*Reynoutria japonica*), Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*) et Balsamine de l'Himalaya (*Impatiens glandulifera*).
Principes de la mesure	Les EEE sont actuellement considérées comme la seconde perte de biodiversité dans le monde, juste après la destruction des habitats. Les impacts engendrés sur la biodiversité peuvent être de différentes natures selon les espèces (liste non exhaustive) : ➢ Réduction de la diversité spécifique par prédation, ou compétition interspécifique pour l'espace et les ressources avec les espèces indigènes ; ➢ Hybridation ; ➢ Modification des caractéristiques et du fonctionnement de l'écosystème (exemple : hausse de la fixation de l'azote) ; ➢ Transmission de maladies et de parasites. Il est toutefois également important de préciser que la plupart des EEE s'installent dans les milieux perturbés et fragilisés. Il est donc essentiel de maintenir des milieux de qualité (donc en bon état écologique) pour éviter leurs implantations et ainsi leur développement.
Acteurs de la mesure	Entreprise spécialisée

Comp 04	SUPPRESSION D'ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES
Modalités techniques	Le moyen de lutte le plus efficace contre les EEE et le plus adapté à la situation est la lutte mécanique. En effet, les EEE identifiées sont présentes en bordure ou à proximité de cours d'eau. L'utilisation de procédés mécaniques évitera ainsi tous risques de diffusions de produits chimiques toxiques pour l'environnement dans les cours d'eau. ❖ ***Lutte contre la Renouée du Japon*** Le moyen d'intervention physique contre la Renouée du Japon le plus efficace et le plus utilisé est celui de la fauche. Cette intervention doit être réalisée manuellement, à l'aide de sécateurs ou de serpes et consiste à couper les tiges au ras du sol dès lors qu'elles atteignent 50-60 centimètres de hauteur. Ces fauches manuelles doivent être répétées plusieurs fois dans l'année de manière intensive (9 à 12x par an durant les mois de mars à octobre) sur une durée de 10 ans afin d'observer une diminution de la colonisation. Par la suite, des fauches régulières (1 à 2 fauches/an) devront être maintenues même si moins intenses, car l'arrêt complet de la gestion entraînera une recolonisation du site.  **Renouée du Japon. S.LONGA - BIOTOPE 2017** Il est à noter que la fauche génère un risque important de dispersion de fragments (tiges ou rhizomes) notamment en cas de fauche mécanique, c'est pourquoi l'utilisation d'engins de type débroussailleuse ou épareuses est proscrite. Eventuellement, une débroussailleuse à lame (et non à fil) pourra être employée sur les secteurs adaptés (forte densité de renouée, facilité de ramassage des débris, pas de proximité de cours d'eau). Précisons également que les tiges coupées doivent impérativement être ramassées et séchées, avant d'être brûlées ou envoyées dans un site d'enfouissement ou dans des filières de traitement spécifiques. En effet, la Renouée du Japon se dispersant principalement via ses rhizomes et ses tiges, les restes de fauche doivent être détruits et retirés du site. Sur les secteurs situés à proximité du cours d'eau, la mise en place d'un filet en aval de la zone de travaux est nécessaire pour éviter la contamination des berges situées en aval par le bouturage de fragments de tiges et de rhizomes. Les débris interceptés seront traités avec le reste des déchets végétaux. La fauche peut être couplée à du pâturage, certaines espèces animales se révèlent être efficace dans la lutte contre l'expansion de patch de renouées. Les caprins y sont particulièrement bien adaptés de par un régime alimentaire moins strict (consommation de ligneux par exemple) et une rusticité leur permettant d'évoluer au sein d'espaces de friches plus ou moins difficiles d'accès. Deux modes de pâturage peuvent être utilisés : - Un pâturage intensif : la charge pastorale est importante (8-10 UGB/ha) et appliquée de manière séquentielle sur toute la saison de végétation : 4 à 6 semaines dès début avril, puis 2 semaines en juillet et 2 semaines en septembre ; - Un pâturage extensif : la charge pastorale est plus faible (3-4 UGB/ha) et appliquée durant toute la saison de végétation. La mise en pâture peut débuter à partir d'avril, une fauche préalable est possible courant mars, avant la préparation du site à la mise en pâture (installation de clôture, abris, ...). Le pâturage peut ensuite être exercé jusqu'à l'automne (septembre/octobre) selon la modalité de pâturage retenue, et être mené durant 3 à 4 ans consécutifs afin de réduire drastiquement ou de détruire totalement la renouée. La charge pastorale est à adapter en fonction de la surface à traiter, ainsi que de la vitesse de repousse de la renouée (les pousses ne devant pas dépasser 30 cm de hauteur). Une fois la Renouée du Japon supprimée ou suffisamment diminuée, la plantation d'espèces locales arbustives et/ou arborescentes permettra de recréer une ripisylve et limiter la réinstallation de la Renouée du Japon. Sur les berges les espèces préconisées sont les suivantes : *Salix alba, Salix fragilis, Salix rubens, Salix triendra, Salix viminalis, Salix aurita purpurea, Corylus*

Comp 04	SUPPRESSION D'ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

avellana, Alnus glutinosa, Frangula alnus, Prunus spinosa, Sorbus aucuparia, Viburnum opulus. Pour les secteurs boisés situés dans le lit majeur du cours d'eau, moins humides que les berges, on préfèrera les espèces proposées dans le cadre de la mesure Comp 10. Se référer à cette dernière pour le protocole de plantation.

Les résidus de Renouée obtenus suite à la fauche devront être pris en charge pour éviter au maximum la reprise de l'espèce. Plusieurs pratiques peuvent être mises en œuvre :

- L'export des résidus vers des plateformes de compostage (industrielles de préférence car processus contrôlé et standardisé)
- L'enfouissement sur site à au moins 5 m de profondeur sous le niveau du sol
- Le concassage-bâchage qui consiste à concasser les terres colonisées par la Renouée à l'aide d'un godet concasseur (sur site) ou d'un broyeur à pierre (nécessité d'exporter hors site les terres pour traitement) et, à les redéposer en andain, sur la zone excavée qui sera recouverte d'une bâche noire épaisse : membrane non tissée de classe 5 ou supérieure à 5, résistance à la traction > 16 kN et densité ≥ 240 g/m² jusqu'à décomposition des rhizomes (environ 18 mois, suivi nécessaire). La pose de ce type de bâche assurera la suppression de la lumière et la création de conditions anoxiques pour les déchets végétaux. Après vérification de la bonne mortalité des fragments de Renouée, la terre assainie pourra être laissée en place ou exportée et ré-utilisée ;
- Le criblage-concassage (indiqué pour de gros volumes : plusieurs milliers ou dizaines de milliers de m3) consiste à séparer les matériaux : la partie fine (réutilisable) de la partie plus grossière (matières minérales et rhizomes). Ces matériaux grossiers contaminés par la présence de rhizomes ou autres parties de Renouée seront concassés finement (fraction < 10mm) avec un concasseur « adapté » (concasseur à percussion muni d'un circuit fermé, rendement de 400 à 600 t/jour). La matière obtenue peut être immédiatement réutilisée sur un chantier ou évacuée en déchetterie de classe 3 (matériaux inertes), la mortalité des fragments de Renouée étant immédiate suite au concassage. Des procédures de contrôle devront être prévues afin de vérifier le bon déroulement des phases de criblage et de concassage (fraction < 10mm).

Ces opérations peuvent être réalisées toute l'année.

Reconnaissance des rhizomes de Renouées :

- Section orangée et creuse au centre
- Aspect extérieur lignifié, brun foncé et noueux
- Epaisseur variable : de quelques mm à 20 cm
- Les rhizomes frais peuvent être brisés facilement (comme une carotte)

❖ ***Lutte contre le Robinier faux-acacia***

La méthode de lutte la plus courante pour cette espèce est le cerclage (ou écorçage).



Robinier faux-acacia. S.LONGA - BIOTOPE 2017

Le but de cette technique est de couper la circulation de sève élaborée (des feuilles vers les racines) afin d'affaiblir progressivement l'arbre et de limiter la pousse de rejets.

Avant l'automne (période de descente de la sève), l'écorce du tronc doit être retirée jusqu'à l'aubier, à hauteur d'homme (environ 1 m 50 de hauteur), sur une bande d'environ 20 cm et sur 80 à 90% de la circonférence du tronc pour que la sève puisse continuer à circuler et ainsi limiter le développement de rejets. Cette méthode de cerclage partiel sera à appliquer jusqu'à affaiblissement de l'arbre (en 1 à 3 ans). Un suivi de l'arbre est à prévoir une à deux fois par an, avec arrachage de rejets en cas de développement pour empêcher toute photosynthèse. Par la suite, un cerclage sur la totalité du pourtour du tronc pourra être appliqué avant abattage.

Comp 04	SUPPRESSION D'ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Un dessouchage pourra être effectué selon les potentialités du milieu et sans déstabiliser ce dernier. Dans le cas contraire, les souches pourront être dévitalisées à l'aide d'ail ou de gros sel sans être arrachées, ceci limitera la perturbation du sol :

- Percer verticalement les souches à l'aide d'une perceuse sur environ 15 cm de profondeur. Insérer des gousses d'ail ou du gros sel. Puis boucher les trous avec des bouchons en liège ou de l'argile pour éviter l'infiltration d'eau de pluie.
- Couvrir la souche à l'aide d'une bâche étanche.

L'écorçage à l'avantage d'éviter le stress causé par une coupe qui peut conduire à la production de rejets. De plus, une réouverture brutale du milieu par l'abattage des arbres risquerait de stimuler la germination de la banque de graines.

Sur des jeunes plants, l'arrachage en période de végétation (1x par an pendant 2 an) peut être réalisé en veillant à ce que le maximum de racines soit prélevé pour limiter la régénération. Un cerclage peut également être appliqué aux jeunes individus dont le tronc est supérieur à 5 cm de diamètre.

Gestion des rémanents de coupe : après une coupe de bois, le nettoyage de la parcelle est nécessaire avant plantation. Pour se faire, deux techniques sont possibles :

- Le rangement des branchages en andains : les branchages et rémanents de coupe sont rangés en andains de faible volume peu espacés les uns des autres, afin de faciliter la décomposition et de permettre la plantation de part et d'autre.
- Le broyage : un broyage des branchages et rémanents à l'aide de broyeurs forestiers est possible. Cette technique permet un retour au sol accéléré et mieux réparti des éléments nutritifs contenus dans les rémanents.

Concernant les troncs de diamètre important, ils pourront être valorisés (filière énergétique). Certains pourront être laissés sur place pour contribuer à la présence de bois mort favorable à la biodiversité.

❖ ***Lutte contre la Balsamine de l'Himalaya***

Pour de petites surfaces, l'arrachage manuel sélectif de l'espèce (avec extraction du système racinaire) est la méthode la plus aisée et impacte le moins le sol (système racinaire peu développé). Deux passages espacés de 3 à 4 semaines sont recommandés, idéalement avant la floraison (mai/juin) pour que les plantes ne puissent pas former leurs fruits.

Pour les surfaces plus importantes, il est possible de procéder à une fauche sous le premier nœud (afin d'éviter toute repousse) et avant la floraison. Deux passages espacés de 3 à 4 semaines sont recommandés.

Ces deux modes de lutte sont à poursuivre sur plusieurs années (3 à 4 ans) afin de supprimer les massifs de Balsamine et d'épuiser le stock de graines présent dans le sol (les graines conservant leur pouvoir germinatif pendant plusieurs années).

Les déchets végétaux et l'extraction de terre contaminée doivent être exportés vers des filières de traitement adaptées. Il est recommandé d'utiliser des bâches notamment aux bords des cours d'eau afin de limiter au maximum la dispersion de fragments de plante.

Afin d'augmenter les chances de réussite de ces actions, celles-ci seront couplées à des opérations de reboisement des parcelles concernées (détail de la mesure Comp 09).

Bonnes pratiques d'élimination :

- Nettoyage de l'ensemble du matériel ayant servi au chantier (du broyeur aux pneus des véhicules) ;
- Bâchage des remorques et bennes de transport lors du transport vers le centre de traitement ;
- En cas de stockage intermédiaire, déposer les déchets sur une bâche et les recouvrir d'une autre bâche pour limiter leurs dispersions ;

Ne pas déposer les déchets en déchetterie, ni en une plateforme de broyage pour conserver la traçabilité des déchets.

Comp 04	SUPPRESSION D'ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES
Périodes adaptées	***Renouée du Japon :*** - fauche répétée pendant toute la durée de la saison de végétation (9 à 12x par an durant les mois de mars à octobre) ; - fauche en mars, puis mise en pâture d'avril à octobre ; - bâchage : peut-être conduit toute l'année. ***Robinier faux-acacia :*** - cerclage à partir du début de l'automne (septembre/octobre) ; - arrachage des jeunes plants d'avril à septembre. ***Balsamine de l'Himalaya :*** - arrachage/fauche : 2 passages espacés de 3 à 4 semaines avant floraison (mai/juin)
Estimation du coût des opérations	Renouée du Japon : - Fauche : 200 à 600 €/100m²/an - Ecopâturage : 14 000 €/ha/an - Plantation de ligneux : entre 2 000 et 6 000 € pour 100 m² Robinier faux-acacia : - Cerclage : 108€ par arbre sur la base de 2 passages / an pendant 3 ans - Arrachage manuel : 5€ / plant - Arrachage mécanique : 10 à 30 € / plant Balsamine de l'Himalaya : - Fauche : manuelle 0,12 à 0,30€ /m² ; mécanique 0,12€/m² - Arrachage : 20 à 45 € / heure (100 pieds/heure) Evacuation et voies de traitements possibles des résidus végétaux : - Le compostage (plateforme industrielle ou à la ferme) : environ 30€/tonne de déchets verts - Déchetterie : entre 100 à 150€/m3 de matériaux contaminés - Le concassage-bâchage : Godet cribleur (massifs de Renouées < 50 m² et volume de terre à traiter < 500m3), rendement : 15 à 60m3/h, 3 à 4 passages (pour une fragmentation suffisante des rhizomes, longueur moyenne < 14 cm) Broyeur de pierres (massifs de Renouées > 50 m² et volume de terre à traiter > 500m3), rendement : 100 à 170m3/h, 1 passage - Le criblage-concassage : Installation cribleur : 1000 à 1500€ Installation concasseur circuit fermé : 1200 à 5500€ Criblage à 10mm : 5 à 8€/m3 Concassage à 0/10mm : 10 à 15€/m3 Procédure de contrôle : 1000 à 2000€ Prise en charge en installations de stockage de déchets inertes (hors transport) :6 à 13€/m3
Suivi de la mesure	Le suivi consistera à : • Evaluer l'évolution des surfaces envahies par les EEE (surface occupée, taux de recouvrement) • Suivre l'évolution de l'habitat de substitution au travers d'un suivi phytosociologique de la végétation Le suivi sera réalisé aux années n (lancement de la mesure), n+1, n+3, n+5 puis tous les 5 ans pendant 30 ans et enfin tous les 10 ans jusqu'à n+50.
Indicateurs de mise en œuvre	Diminution (voire disparition) de la surface envahie par les EEE

Comp 04	SUPPRESSION D'ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES
Indicateurs d'efficacité	Recolonisation progressive de la flore et de la faune indigène
Résultats attendus	Amélioration de l'état de conservation des milieux

Calendrier

Renouée du Japon

2021 à 2031							
Mars	**Avril**	**Mai**	**Juin**	**Juillet**	**Août**	**Septembre**	**Octobre**
Fauche							
Fauche (9 à 12 fois par an)							
Pâturage extensif							
Fauche	Pâturage extensif						
Pâturage intensif							
Fauche	Pâturage intensif		Pâturage intensif			Pâturage intensif	

Robinier faux-acacia

2021											
Jan	**Fév**	**Mar**	**Avr**	**Mai**	**Jui**	**Juil**	**Aoû**	**Sep**	**Oct**	**Nov**	**Déc**
								Cerclage sur arbre adulte ou tronc supérieur à 5 cm de diamètre			
			Arrachage des jeunes plants ne risquant pas de rejeter								

2022											
Jan	**Fév**	**Mar**	**Avr**	**Mai**	**Jui**	**Juil**	**Aoû**	**Sep**	**Oct**	**Nov**	**Déc**
								Cerclage sur arbre adulte ou tronc supérieur à 5 cm de diamètre			
			Arrachage des jeunes plants ne risquant pas de rejeter								

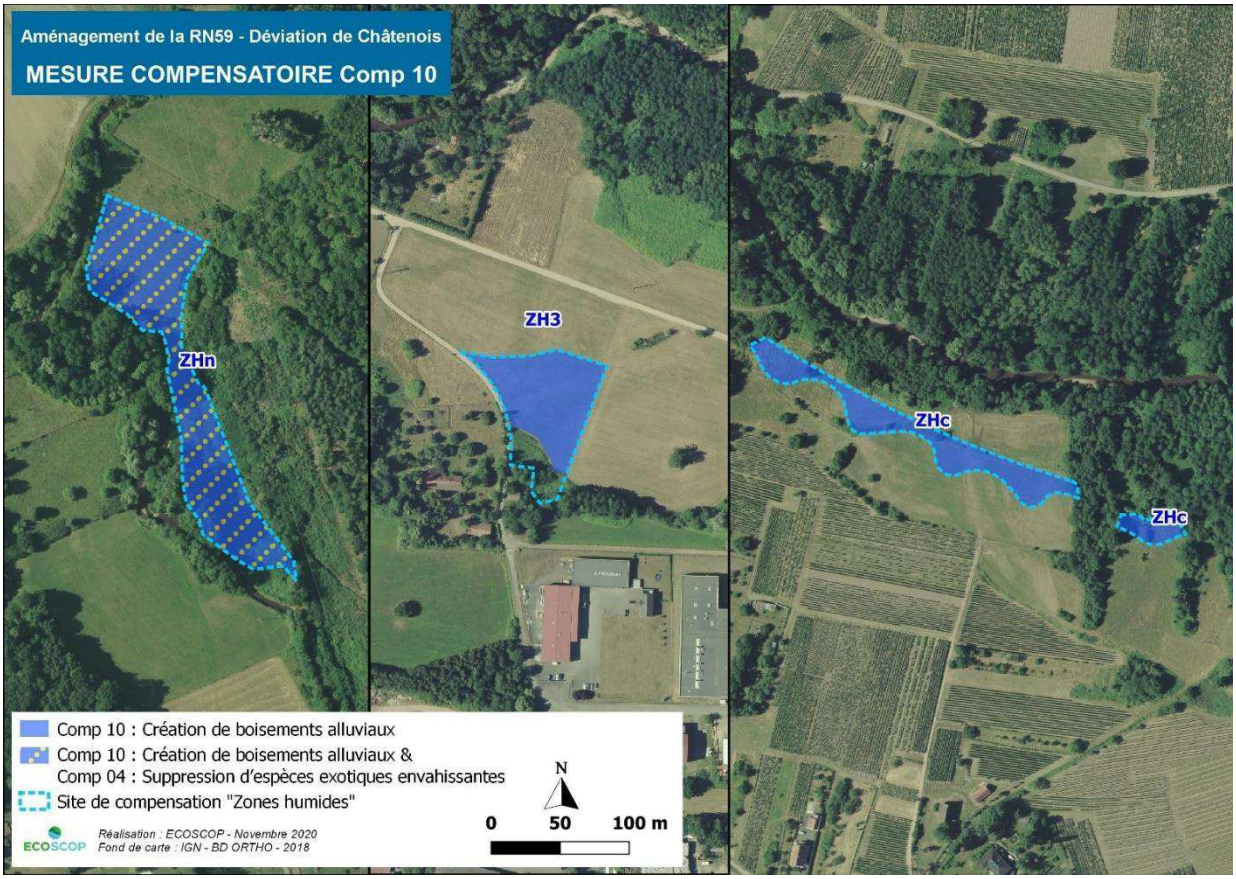
A partir de 2023	
Septembre	**Octobre**
Cerclage sur arbre adulte ou tronc supérieur à 5 cm de diamètre	

Balsamine de l'Himalaya

A partir de 2023	
Mai	**Juin**
Arrachage et/ou fauchage (2 passages espacés de 3 à 4 semaines)	

COMP 10 : CRÉATION DE BOISEMENTS ALLUVIAUX

Comp 10	CREATION DE BOISEMENTS ALLUVIAUX
Site(s) concerné(s)	ZH3, ZHn, ZHc



Habitats et/ou groupes biologiques visés	Cortèges faunistiques et floristiques inféodés aux boisements humides.
Principes de la mesure	L'objectif est de convertir des milieux ouverts (pâture, prairie, friche) en boisements alluviaux humides par la plantation d'espèces arborées et arbustives afin de restaurer des boisements alluviaux favorables à la flore protégée (Gagée jaune notamment), aux oiseaux forestiers, aux mammifères et aux chiroptères.
Acteurs de la mesure	Entreprise spécialisée dans le génie écologique
Modalités techniques	❖ ***Suppression des espèces exotiques envahissantes*** Se référer à la fiche Comp 04 : Suppression d'espèces exotiques envahissantes ❖ ***Implantation d'un boisement humide de type chênaie-frênaie à Corydale*** L'habitat visé par la mesure compensatoire correspond à une Chênaie-frênaie à Corydale (Code CORINE Biotopes 41.23), rattachée à l'alliance du *Fraxino-Quercion roboris*. Cet habitat est installé sur des colluvions humides accumulées en fond de vallées. Les conditions édaphiques sont favorables à la présence de formations arborescentes structurées par le Chêne pédonculé (*Quercus robur*) et le Frêne (*Fraxinus excelsior*). La strate arbustive est riche avec notamment la présence de l'Aubépine épineuse (*Crataegus laevigata*)

et de l'Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*), du Sureau noir (*Sambucus nigra*) et du Fusain (*Euonymus europaeus*). La strate herbacée est exubérante et riche en vernale : Anémone des bois (*Anemone nemorosa*), Epiaire des bois (*Stachys sylvatica*), Lamier jaune (*Lamiastrum galeobdolon*), Ficaire (*Ranunculus ficaria*), Ail des ours (*Allium ursinum*), Adoxa (*Adoxa moschatellina*), ...

L'implantation de ce boisement indigène devra être réalisée en parallèle aux opérations d'abattage. Ceci dans le but d'occuper rapidement l'espace et d'installer rapidement un couvert arborescent qui limitera la lumière incidente au sol et donc le risque de développement d'espèces héliophiles et d'espèces exotiques envahissantes, notamment la Renouée du Japon (*Reynoutria japonica*) et le Robinier faux-acacia (Robinia pseudoacacia) qui sont implantés de manière importante au sein et/ou aux abords du site.

La liste d'espèces ligneuses, ci-après, pourra être utilisée :

Espèces ligneuses à port arborescent	
Nom latin	*Nom commun*
Acer campestre	**Erable champêtre**
Acer pseudoplatanus	Erable sycomore
Alnus glutinosa	Aulne glutineux
Carpinus betulus	Charme
Fraxinus excelsior	**Frêne élevé**
Quercus robur	**Chêne pédonculé**
Prunus padus	Cerisier à grappes

Espèces ligneuses à port arbustif	
Nom latin	*Nom commun*
Crataegus laevigata	**Aubépine épineuse**
Crataegus monogyna	Aubépine monogyne
Euonymus europaeus	Fusain
Sambucus nigra	**Sureau noir**
Ulmus minor	Orme champêtre

Les espèces en gras doivent présenter une part plus importante dans la plantation.

Vigilance sanitaire : phytophtora de l'Aulne glutineux, chalarose du frêne, feu bactérien de l'Aubépine.

Dans le cadre de la création de boisements à valeur écologique, il apparaît nécessaire d'utiliser des plants d'essences locales, afin d'assurer la meilleure implantation possible et durable des espèces, d'intégrer et de contribuer au bon fonctionnement des écosystèmes locaux.

L'obtention de plants d'origine locale peut se faire auprès d'un producteur de semences labellisé « Végétal Local » : la zone Nord-Est rassemble des producteurs labellisés « Végétal local » qui proposent des boutures ou plants de ligneux. La liste des producteurs est disponible sur le site Vegetal-local.fr.

Préparation du sol :

Un sous-solage sera d'abord réalisé. Il consiste en un travail profond du sol (entre 50 cm et 1 m si possible) afin d'ameublir le sol en profondeur et favorise grandement le succès de la plantation. Ce travail est effectué à l'aide d'une sous-soleuse, de préférence sur un sol sec (juillet à octobre) et sera suivi d'un labour afin de compléter le travail du sol en surface pour l'accueil des futurs plants.



Source : www.kirpy.com

Il est recommandé d'utiliser un sous-soleur multifonction du type sous-soleur Becker. Cet outil permet à la fois de retirer la végétation herbacée en surface, à l'aide du peigne désherbeur sur la partie supérieure de l'outil et de décompacter le sol en profondeur avec le corps vertical équipé d'ailettes latérales et d'un obus de sous-solage à l'extrémité.

Le travail pourra être réalisé soit par bande, soit par potet individuel, sur une largeur minimale d'une fois la hauteur de la végétation concurrentielle. Il est réalisé en 3 passes, une au centre, une à gauche et une à droite. Pour des plantations espacées à plus de 2,5 m la technique des potets individuelles est recommandée.

Deux utilisations de l'outil sont possibles. La technique classique en manipulant le sous-soleur de façon constante à chaque passe. La technique « 3B » qui consiste à réaliser les passes de gauche et de droite en biais pour ramener la terre vers le centre de la ligne et ainsi créer un bourlet surélevé d'environ 30/40 cm. Cela a un double avantage : favoriser le développement racinaire en augmentant la hauteur de terre décompacter et limiter la concurrence avec les herbacées par la création de deux micro fossés de part et d'autre de la ligne de plantation qui permettent de ralentir le développement de la strate herbacée. Néanmoins cette technique expose d'avantage les plants au risque de gel, on effectuera donc préférentiellement les plantations en fin d'hiver si cette technique est retenue.

Si la végétation est difficile à éliminer (ronces, fougères, Molinie) un passage préalable au scarificateur réversible sera à prévoir.

Plantation :

Les plantations seront réalisées entre le mois de novembre et d'avril, hors période de gel, de forte pluie et de vents forts. Chaque plant sera espacé d'environ 3 m. On privilégiera l'utilisation de plants à racines nues avec pralinage des racines pour optimiser la reprise.

Les racines ne devront être exposées ni au vent, ni au soleil. Les plants seront sortis de leur sac au dernier moment. On veillera ne pas enterrer de collet mais plutôt à le placer légèrement au-dessus du niveau du sol (sauf si utilisation de la technique 3B où on enterra légèrement le collet pour éviter le déchaussement du plant). Le trou sera rebouché progressivement en tassant au fur et à mesure pour éviter la formation de poches d'air.

A la suite des plantations, il est vivement recommandé de procéder au paillage du sol retravaillé. Ceci limitera la compétition avec la végétation concurrente et permettra de limiter l'évaporation en eau du sol. Différents types de matériaux peuvent être utilisés : pailles, écorces, copeaux de feuillus, …, et apporteront de la matière organique par dégradation. Il est recommandé d'éviter l'utilisation de films synthétiques qui en plus d'être peu esthétiques, se dégradent en lambeaux et se dispersent dans l'environnement.

Une protection grillagée sera mise en place soit :

- Par engrillagement de l'ensemble de la zone de plantation (hauteur : 2,2 m)
- Par la mise en place de protections individuelles : piquet face au vent dominant + 3 agrafes minimum (hauteur : 120 cm ou 180 cm si présence de Cerf)

Ces protections pourront être enlevées lorsque les plants seront devenus suffisamment robustes (diamètre du tronc au moins supérieur à 4 cm), généralement 5 ans après la plantation.

Gestion du boisement :

Afin de limiter la compétition entre la strate végétale concurrente et les jeunes plantations, un dégagement estival de la végétation doit être mené les premières années (jusqu'à ce que les plantations atteignent environ 2,5 m de hauteur). Une fauche sera réalisée sur les interlignes au moins la première année. Le travail du sol et le paillage autour des plans devrait suffire à contenir la strate herbacée autour des plantations les premières années (paillage à renouveler et arrachage des herbacée si nécessaire). En cas de présence de ronces ou de genêts, ceux-ci devront être rabattus par broyage ou débroussaillage (sur les lignes de plantation et les interlignes). Une intervention 1 rang sur 2 alternée chaque année est possible. Pour la fougère aigle, le brisage des frondes est préférable à une coupe rase. Les ligneux seront à maitriser sur les lignes de plantation si leur développement rattrape celui des plants. En revanche ils pourront être conservés sur les interlignes pour leur bienfait sur la plantation (gainage de plants, micro-climat). Par ailleurs, des arrosages seront réalisés autant que nécessaires les premières années, avec un vigilance particulière les années marquées par la sècheresse.

Durant ces premières années où un contrôle de la végétation concurrentielle est réalisé, il est nécessaire de surveiller l'apparition d'espèces exotiques envahissantes (jusqu'à ce que les plantations soient suffisamment développées et que l'on puisse laisser le couvert végétal se mettre en place). Si nécessaire, des mesures permettant de maitriser leur développement sera mise en place (cf. Comp 04).

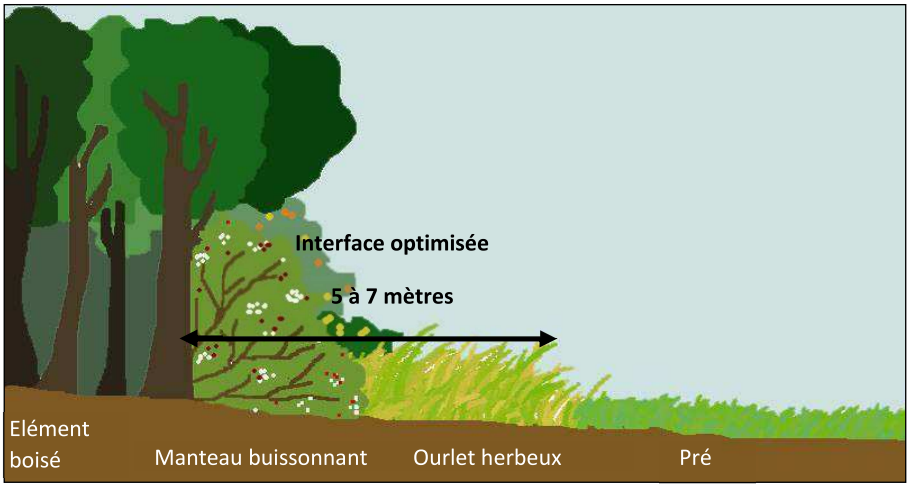
Un arrachage sera réalisé les années suivant la plantation en fonction de la prise des plants pour éclaircir et favoriser les plants les plus vigoureux. A l'inverse, dans le cas d'une reprise partielle des plantations, les plants morts seront remplacés.

A partir de la deuxième année, un recépage (taille sévère à 10 cm du sol) des espèces arbustives pourra être prévu durant l'hiver suivant la plantation, ce qui permettra d'épaissir la base. Pour les arbres, le recépage pourra également être pratiqué l'hiver suivant la plantation pour obtenir des arbres en cépée (action à réaliser en hiver uniquement sur des arbres vigoureux). Sur les arbres de haut-jet, il sera intéressant de sélectionner le brin le plus vigoureux afin de favoriser le développement de l'axe central.

La gestion à long terme reposera sur le principe de non intervention pour laisser le boisement en évolution libre. Cela permettra au boisement de se développer et de présenter à terme tous les stades biologiques possibles (jeunes plants, arbres adultes et vieux bois), en associant les espèces plantées à celles qui se seront installées spontanément. Les défrichements et les drainages seront proscrits. De façon plus générale, on appliquera les principes de gestion favorables à la biodiversité forestière présentés dans la fiche Comp 08.

Gestion des lisères :

L'implantation de milieux boisés vise à la fois un objectif de biodiversité (refuges, zones de nourrissages, niches écologiques) et de continuité écologique (corridors, zone tampon). L'optimisation de ces structures écologiques doit se faire au niveau des structures verticales (arbustives/arborées) et horizontales (gradient entre l'ourlet herbeux et les boisements), sur une largeur d'environ 5 à 7 m, comme le montre le schéma ci-dessous.

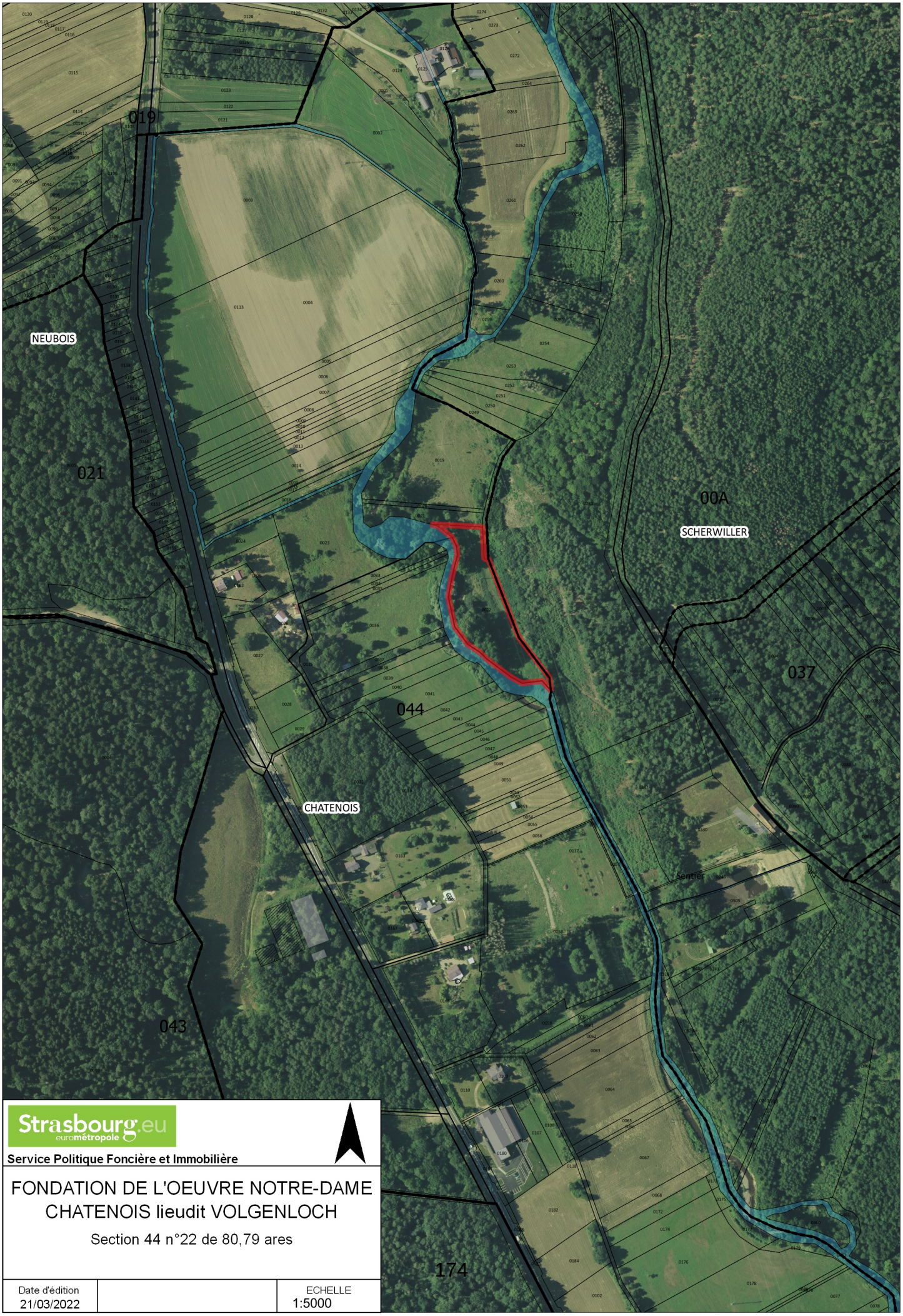


<table>
<tr><td></td><td>L'ourlet se développera naturellement. Afin de limiter sa progression vers le milieu ouvert, il s'agira de rabattre l'ourlet tous les 3 à 5 ans. Pour limiter l'impact de ces rabattements, les interventions devront être réalisées « en décalé » (un linéaire de x mètres traité l'année n, un autre l'année n+1, etc.).</td></tr>
<tr><td>Période adaptée</td><td>Plantations à réaliser entre novembre et avril
Dégagement de la végétation concurrentielle : période estivale</td></tr>
<tr><td>Estimation du coût de mise en œuvre</td><td>Technique classique « à plat » :
- Potet individuel 0,85€ à 1,10€ /potet
- Bande 0,80€ à 1,55 € /m
Technique « 3B » :
- Potet individuel 1,20 € à 1,55€ /potet
- Bande 1,25€ à 1,55€ /m
Plantation : 2 500 à 3 000€/ha
Paillage (plaquette ou paille) : 0,7€ à 1,3 € / plant
Protection (fourniture + pose) :
- Piquets + grillage maille mixte 2,5€/unité
- Clôture : 14€/m</td></tr>
<tr><td>Suivi de la mesure</td><td>Le suivi sera basé sur l'évaluation de :
• La bonne reprise des plantations :
❖ Relevé des plants morts ou abimés ;
❖ Vérification de l'état des dispositifs de protection ;
❖ Veille à l'absence de compétition vis-à-vis des plantations (strate herbacée autour des plants, ronces, etc…).
• L'état écologique du boisement :
❖ Suivis de l'évolution de l'habitat au travers d'un relevé phytosociologique sur une placette fixe. Au fil du temps, le relevé phytosociologique sera analysé au regard des relevés précédents, de façon à caractériser finement l'évolution de l'habitat ;
❖ Suivis faunistiques
❖ Surveillance de l'apparition d'espèces exotiques envahissantes et, le cas échéant, proposer des mesures visant à limiter leur développement.
• Du caractère humide de l'habitat :
❖ Suivis floristiques
Le suivi sera réalisé aux années n (lancement de la mesure), n+1, n+3, n+5 puis tous les 5 ans pendant 30 ans et enfin tous les 10 ans jusqu'à n+50.</td></tr>
<tr><td>Indicateurs de mise en œuvre</td><td>Plantation des essences arborées et arbustives</td></tr>
<tr><td>Indicateurs d'efficacité</td><td>Reprise des plantations, développement d'un cortège floristique typique d'un boisement alluvial</td></tr>
</table>

Calendrier

2021						2022			
Juil	**Août**	**Sept**	**Oct**	**Nov**	**Déc**	**Jan**	**Fév**	**Mar**	**Avr**
Exportation des matériaux et déchets									
Préparation du sol (recommandée)				Préparation du sol (possible)					
				Plantations					

A partir de 2022 (jusqu'à que les plantations atteignent 2,5 m de hauteur)			
Juin	**Juillet**	**Août**	**Septembre**
Elimination de la végétation concurrentielle Surveillance des invasives			



Strasbourg.eu
eurométropole

Service Politique Foncière et Immobilière

FONDATION DE L'OEUVRE NOTRE-DAME CHATENOIS lieudit VOLGENLOCH

Section 44 n°22 de 80,79 ares

Date d'édition		ECHELLE
21/03/2022		1:5000

17

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Transactions amiables sur le territoire de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2022-742

I. Vente

1) Strasbourg-Neuhof : vente par la Ville au profit de la Société Pierres et Territoires de France Alsace d'une parcelle de 00,37 are située rue Richshoffer en vue de l'implantation d'un transformateur électrique

Par délibération en date du 10 février 2020 a été entérinée la vente par la Ville au profit de la Société Pierres et Territoires de France Alsace d'une emprise foncière de 34 ares environ située à l'angle de la rue Lisa Krugell et de la rue Richshoffer à Strasbourg-Neuhof. Cette vente permettra la réalisation d'une opération de construction d'environ 80 logements.

Cette construction nécessite la création d'un poste transformateur d'électricité pour l'approvisionnement du secteur.

Cette vente permettra donc l'implantation d'une poste électrique pour les besoins de la Société Strasbourg Électricité Réseaux.

L'emprise foncière est cadastrée comme suit :

Ban de Strasbourg
Lieudit Rue Richshoffer
Section IH n° 272/2 d'une contenance cadastrale totale de 00,37 are

La parcelle est libre de toute occupation et de toute construction.

La division du Domaine a évalué la parcelle objet des présentes à la somme de 6.105€ au terme d'un avis en date du 11 février 2022 soit une valeur de 16.500€ l'are.

Il est donc proposé la vente par la Ville au profit de la Société Pierres et Territoires de France Alsace, à charge pour elle de mettre à disposition de la Société Strasbourg Electricité Réseaux la parcelle sus-visée, au prix de 6.105€.

II. Echange

1) Échange de deux lots de copropriété au 48 rue du Jeu des enfants à Strasbourg

La configuration matérielle de la copropriété cadastrée section 58 n°171/27 de 4,56 ares ne correspond pas à la situation juridique de l'immeuble.

Au sous-sol, la réalisation par la Ville de travaux d'excavation entre 2006 et 2008 a supprimé l'existence réelle de plusieurs caves, ce qui ne s'est pas été traduit par la suppression des lots correspondants au Livre Foncier.

La cave appartenant à Monsieur Gaston VALENTE, correspondant au lot de copropriété n°13, a été démolie.
M. VALENTE occupe depuis une cave appartenant à la Ville, correspondant au lot de copropriété n°12.

Il est donc envisagé un échange, impliquant la cession par la Ville à Monsieur VALENTE du lot de cave n°12, en échange de l'acquisition par la Ville auprès de Monsieur VALENTE du lot de cave n°13.

L'échange envisagé ne donne pas lieu au versement d'une soulte.

II. Mainlevée de droits au bénéfice de la ville de Strasbourg

1) 232 avenue de Colmar, mainlevée du droit à la résolution :

L'office notarial de La Wantzenau s'est rapproché de la Ville afin d'obtenir la radiation du droit à la résolution détenu par celle-ci en vertu d'un acte de cession en date du 1er avril 1926.

Cette inscription portée sur les parcelles cadastrées section ES n°285/1 et section ES n °287/1 a été effectuée en garantie pour la Ville du respect par l'acquéreur de l'emprise de n'utiliser le terrain que pour l'exploitation d'une usine de constructions mécaniques, ainsi que du suivi d'un ensemble de dispositions propres à encadrer les conditions d'utilisation du bien, devenues obsolètes aujourd'hui du fait de l'application de la règlementation du Plan local d'urbanisme intercommunal.

Il est donc inutile de maintenir le dispositif visant à assurer le respect de ces dispositions et il est ainsi proposé de donner une suite favorable à la demande de mainlevée du droit à la résolution au profit de la Ville, en vue de leur radiation au Livre foncier.

2) 34 rue des Coquelicots, mainlevée du droit à la résolution :

L'office notarial de Truchtersheim s'est rapproché de la Ville afin d'obtenir la radiation du droit à la résolution détenu par celle-ci en vertu d'un acte de cession en date du 11 juillet 1980.

Cette inscription portée sur la parcelle cadastrée section LX n°284/22 a été effectuée en garantie pour la Ville du respect par l'acquéreur de l'emprise de bâtir une maison d'habitation au plus tard le 11 juillet 1982, ainsi que du suivi d'un ensemble de dispositions propres à encadrer les conditions d'utilisation du bien, devenues obsolètes aujourd'hui du fait du constat de l'édification d'une maison d'habitation sur la parcelle susmentionnée.

Il est donc inutile de maintenir le dispositif visant à assurer le respect de ces dispositions et il est ainsi proposé de donner une suite favorable à la demande de mainlevée du droit à la résolution au profit de la Ville, en vue de leur radiation au Livre foncier.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu l'avis de la Division du Domaine n° 2022-67482-06014 en date du 11 février 2022
vu l'avis de de la Division du Domaine n°2022-67482-14032 en date du 10 mars 2022
après en avoir délibéré
approuve

I. <u>La vente</u>

1) <u>A Strasbourg-Neuhof : la vente par l'Eurométropole de Strasbourg au profit de la Société Pierres et Territoires de France Alsace (ou de toute personne morale substituée dans ses droits et obligations à titre gratuit) d'une parcelle de 00,37 are située rue Richshoffer et cadastrée comme suit :</u>

Ban de Strasbourg
Lieudit Rue Richshoffer
Section IH n° 272/2 d'une contenance cadastrale totale de 00,37 are

Moyennant un prix de 6.105€ soit une valeur à l'are de 16.500€. Les frais d'acte et émoluments du notaire seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

II. <u>L'échange</u>

A Strasbourg, 48 rue du Jeu des Enfants : échange de deux lots de la copropriété cadastrée section 58 n°171/27 :

- *Vente par la Ville au profit de Monsieur Gaston VALENTE du lot n°12 correspondant à une cave ;*

- *Acquisition par la Ville auprès de Monsieur Gaston VALENTE du lot n°13 correspondant à une cave ;*

Cet échange ne donne pas lieu au versement d'une soulte.

III. Mainlevées de droits au bénéfice de la ville de Strasbourg

1) 232 avenue de Colmar : Mainlevée d'une inscription du droit à la résolution au profit de la Ville de Strasbourg

- *la mainlevée du droit à la résolution au bénéfice de la Ville sur les parcelles cadastrées section ES n°285/1 et section ES n°287/1, inscrit au Livre Foncier sous le numéro AMALFI : S2008STR044315 ; libellé : droit à la résolution de la vente ; nature de l'inscription : définitive ; N° d'ordre de l'inscription : 1*

- *la radiation au Livre foncier du droit à la résolution au bénéfice de la Ville sur les parcelles cadastrées section ES n° 285/1 et section ES n°287/1*

2) 34 rue des Coquelicots : Mainlevée d'une inscription du droit à la résolution au profit de la Ville de Strasbourg

- *la mainlevée du droit à la résolution au bénéfice de la Ville sur la parcelle cadastrée section LX n°284/22, inscrit au Livre Foncier sous le numéro AMALFI : S2008STR019373 ; libellé : droit à la résolution de la vente ; nature de l'inscription : définitive ; N° d'ordre de l'inscription : 1*

- *la radiation au Livre foncier du droit à la résolution au bénéfice de la Ville sur la parcelle cadastrée section LX n° 284/22*

décide

l'imputation de la recette de 6.105 €, sur la ligne budgétaire de la Ville fonction 820, nature 775, service AD03B

autorise

La Maire ou son/sa représentant-e à signer les actes de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146894-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06.10.01.82.83
Référence :
Réf DS: **7443886**
Réf OSE **: 2022-67482-06014**

Le 11/02/2022

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Terrain à bâtir
Adresse du bien :	Rue Richshoffer
Commune :	Strasbourg-Neuhof
Valeur:	**6 105 € HT** assortie d'une marge d'appréciation de 10 %. La collectivité peut ainsi vendre, sans justificatif particulier, jusqu'a 5 495 € HT.

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg (EMS)
Affaire suivie par **Mme Fanny PFEIFFER** fanny.pfeiffer@strasbourg.eu
Vos références:/

2 - DATE

de consultation : 25/01/2022
de visite :/
de dossier en état : 25/01/2022

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

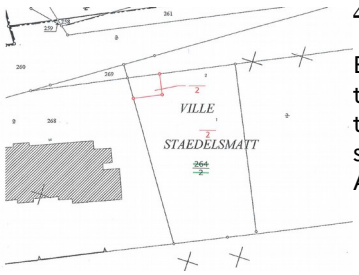
Vente d'une emprise foncière de 0,37 ares pour l'implantation d'un transformateur ES.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1 Références cadastrales (arpentage en cours)

L'emprise sous expertise figure au cadastre de la ville de **STRASBOURG** sous les références suivantes **cours** :

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)	Surface cédée (are)
IH	264 (partie)	Rue Richshoffer	9,34	**0,37**
		TOTAL	**9,34**	**0,37**



4.2 Descriptif

Emprise foncière de 37 m² prélevée dans l'angle Nord/Ouest d'une parcelle de forme trapézoïdale à l'état nu et libre. Cette emprise est destinée à accueillir un transformateur pour l'alimentation électrique des parcelles attenantes cadastrées section IH n° 238 et 240, sur lesquelles la Société Pierres et Territoires de France Alsace projette de réaliser un programme immobilier.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Eurométropole de Strasbourg

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Libre d'occupation

6 – URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, la parcelle sur laquelle est opéré le prélèvement est située en zone **UB3** (12 mètres, SMS2 imposant pour les programmes de plus de 12 logements au minimum 35 % de logements sociaux).
Cette parcelle reçoit la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du code de l'expropriation.

6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'emprise à évaluer est prélevée sur une parcelle de moyenne contenance. La valeur vénale de cette dernière sera déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure ou il existe localement suffisamment de mutation de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de terrain à bâtir de moyenne contenance situés dans les quartiers Sud/Est du Neuhof, présentant un potentiel constructible comparable

Date	Section	plan	Quartier	Adresse	T (are)	Prix HT	Prix/are	POS-PLUi	Htr	COS
23/10/19	IK	357,352	Neuhof	Kammerhof 15	18,81	400 000 €	**21 265 €**	UB3	10 ET	
28/11/18	IH	242,245,255,256	Neuhof	Redoute	10,37	172 800 €	**16 663 €**	UB3	12 ET	SMS2
12/04/17	IE	104,105,106	Neuhof	Redoute	10,05	145 000 €	**14 428 €**	UB4	7 ET	SMS2
				Moyenne	**13,08**	**239 267 €**	**17 452 €**			

Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

La valeur de la parcelle sous expertise sera déterminée à partir de la valeur de la parcelle sur laquelle elle est prélevée (évaluation réalisée au niveau de l'unité foncière).
La valeur unitaire retenue pour l'évaluation de la parcelle mère sera fixée à **16 500 € l'are** par référence au prix de cession d'une parcelle de contenance identique (10,37 ares) et par ailleurs située dans la mème section cadastrale (IH) et dans un zonage équivalent (UB3- 12 mètres ET).

10-DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

Surface (are)	Valeur unitaire retenue	Valeur vénale
0,37	16 500 €	**6 105 €**
	Marge d'appréciation 10 % :	5 495 €

Nota :
Cette valeur ne tient pas compte des éventuelles servitudes pouvant affecter sa constructibilité ni des coûts éventuels de dépollution .

11 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

12 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

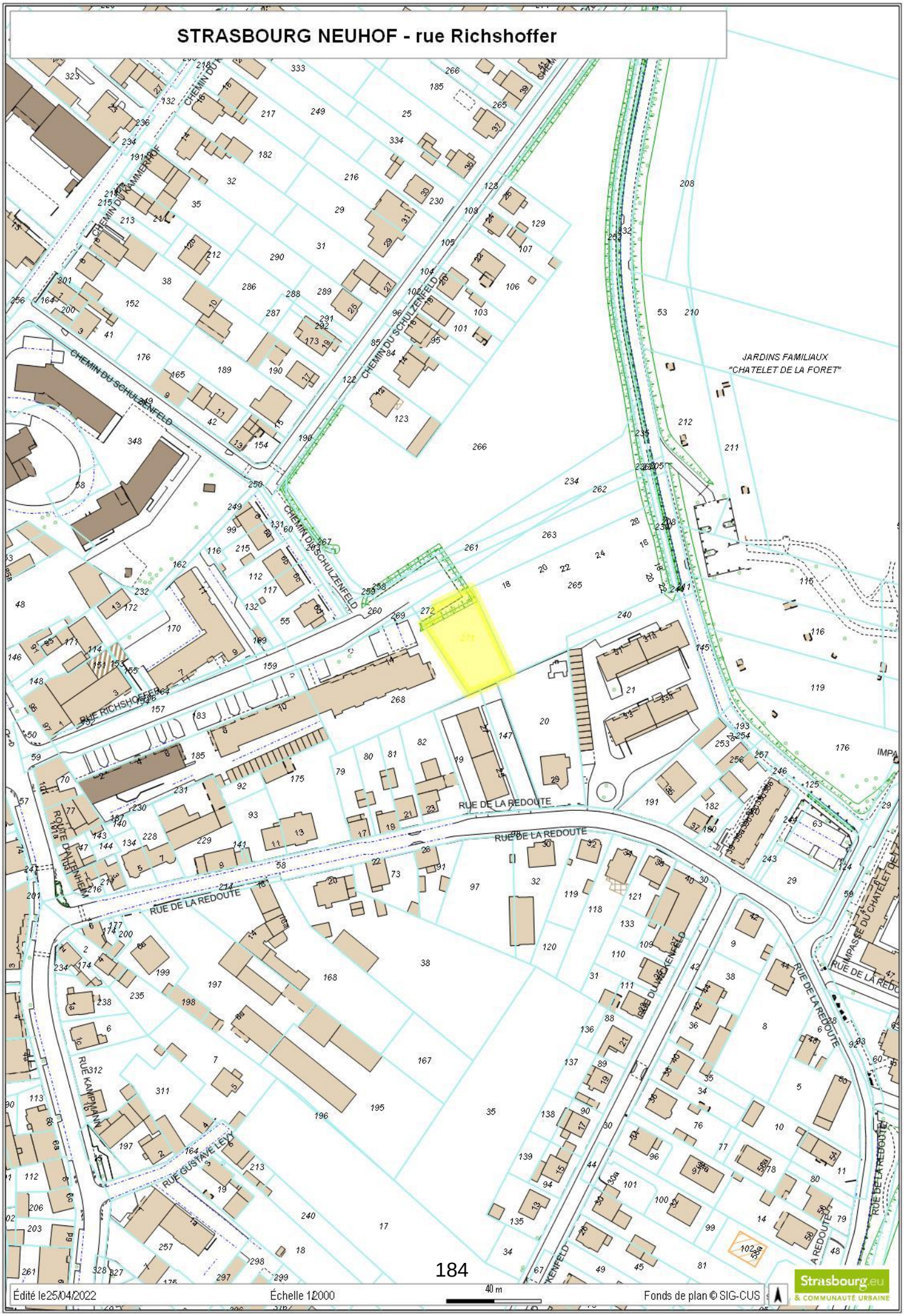
Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,
GOGUELY Patrick
Inspecteur des Finances publiques

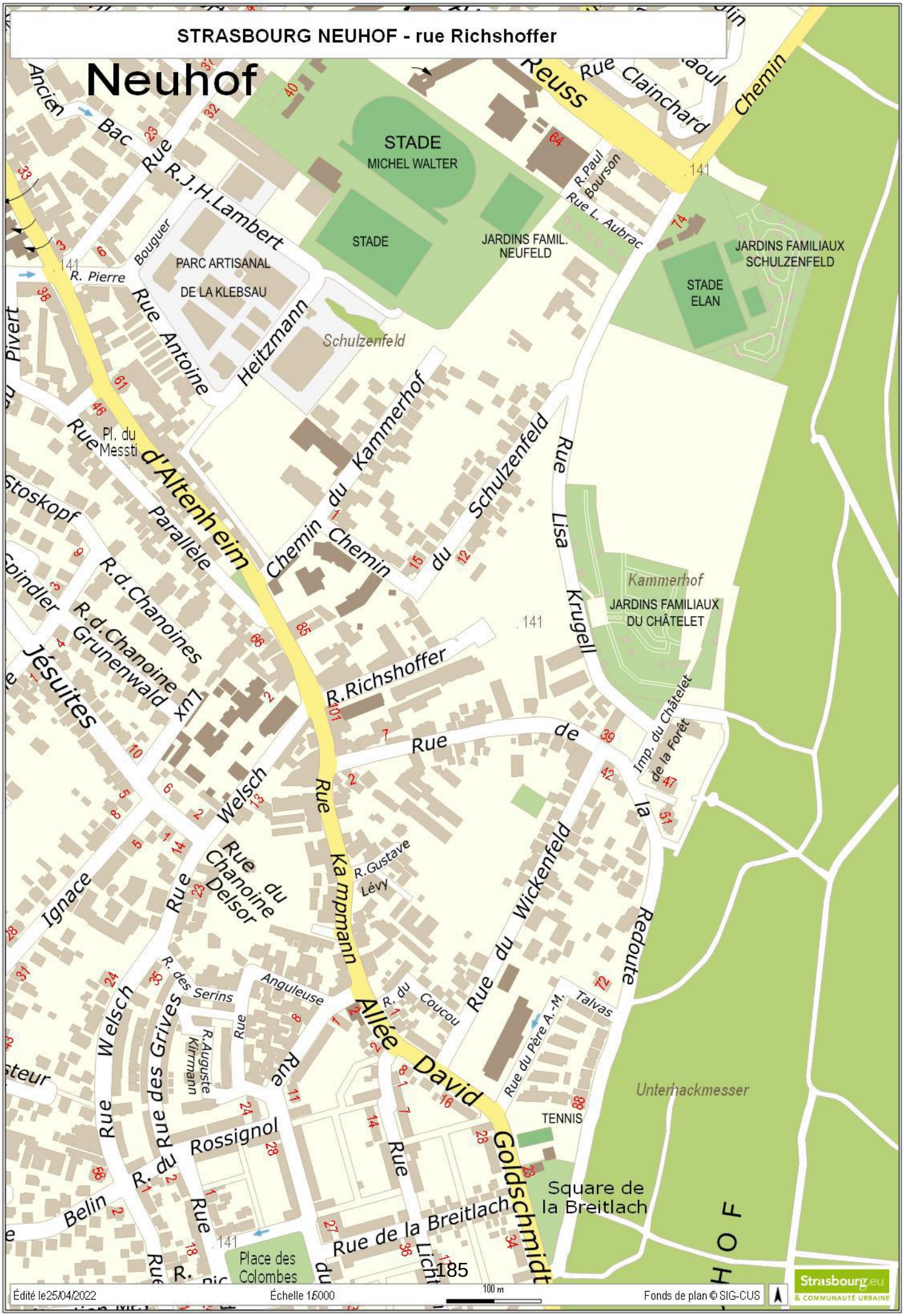


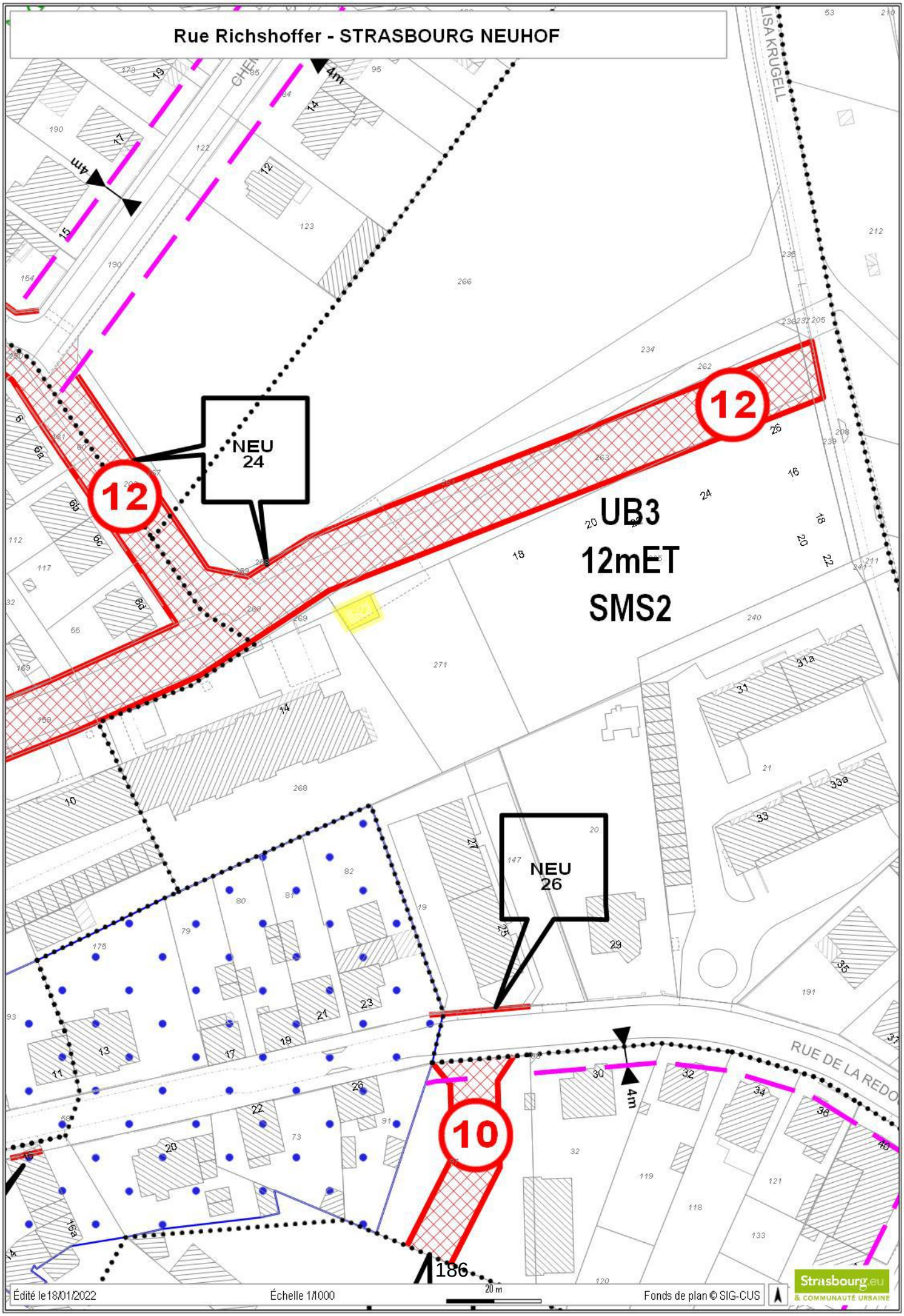
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

STRASBOURG NEUHOF - rue Richshoffer

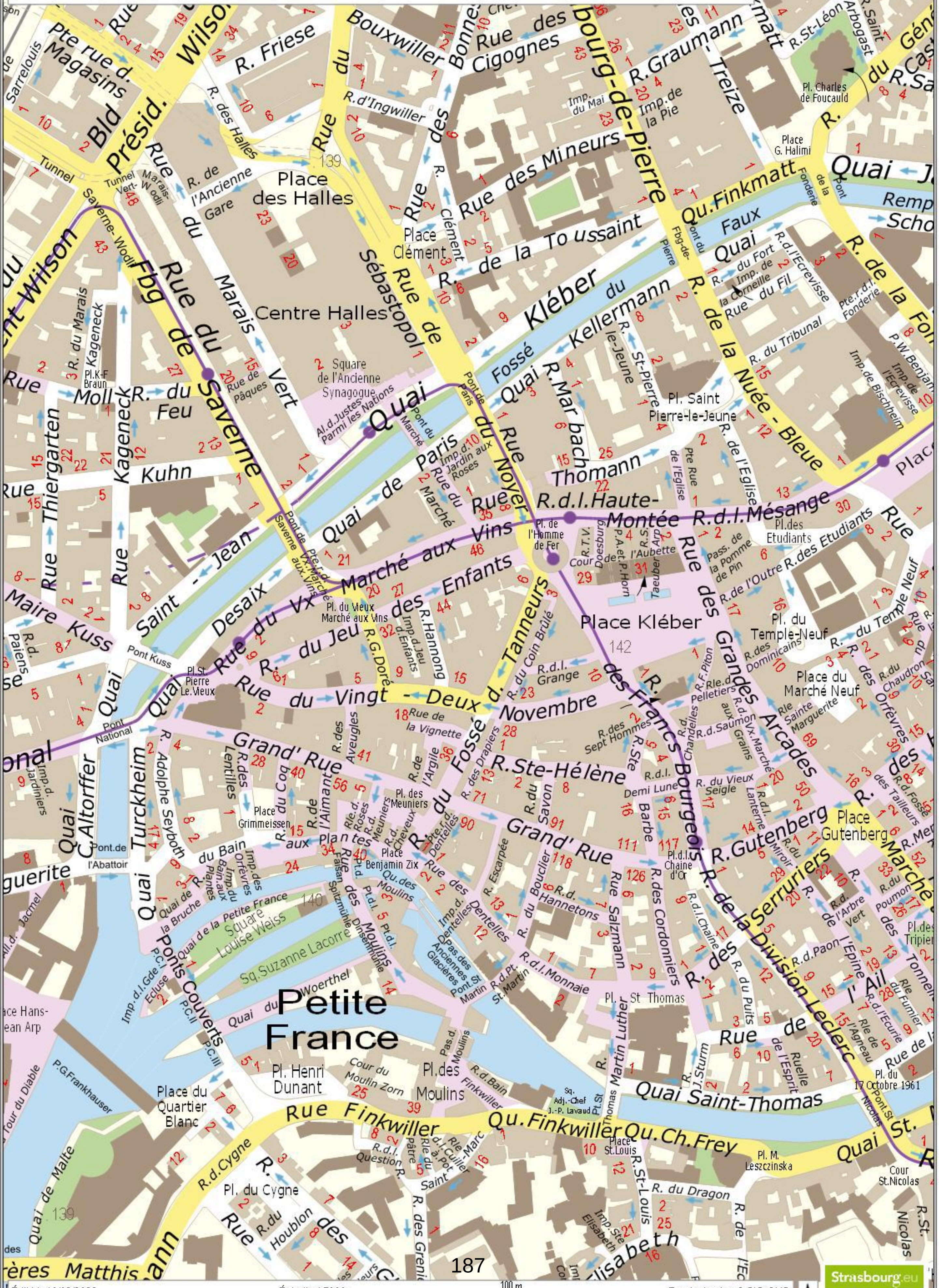


STRASBOURG NEUHOF - rue Richshoffer

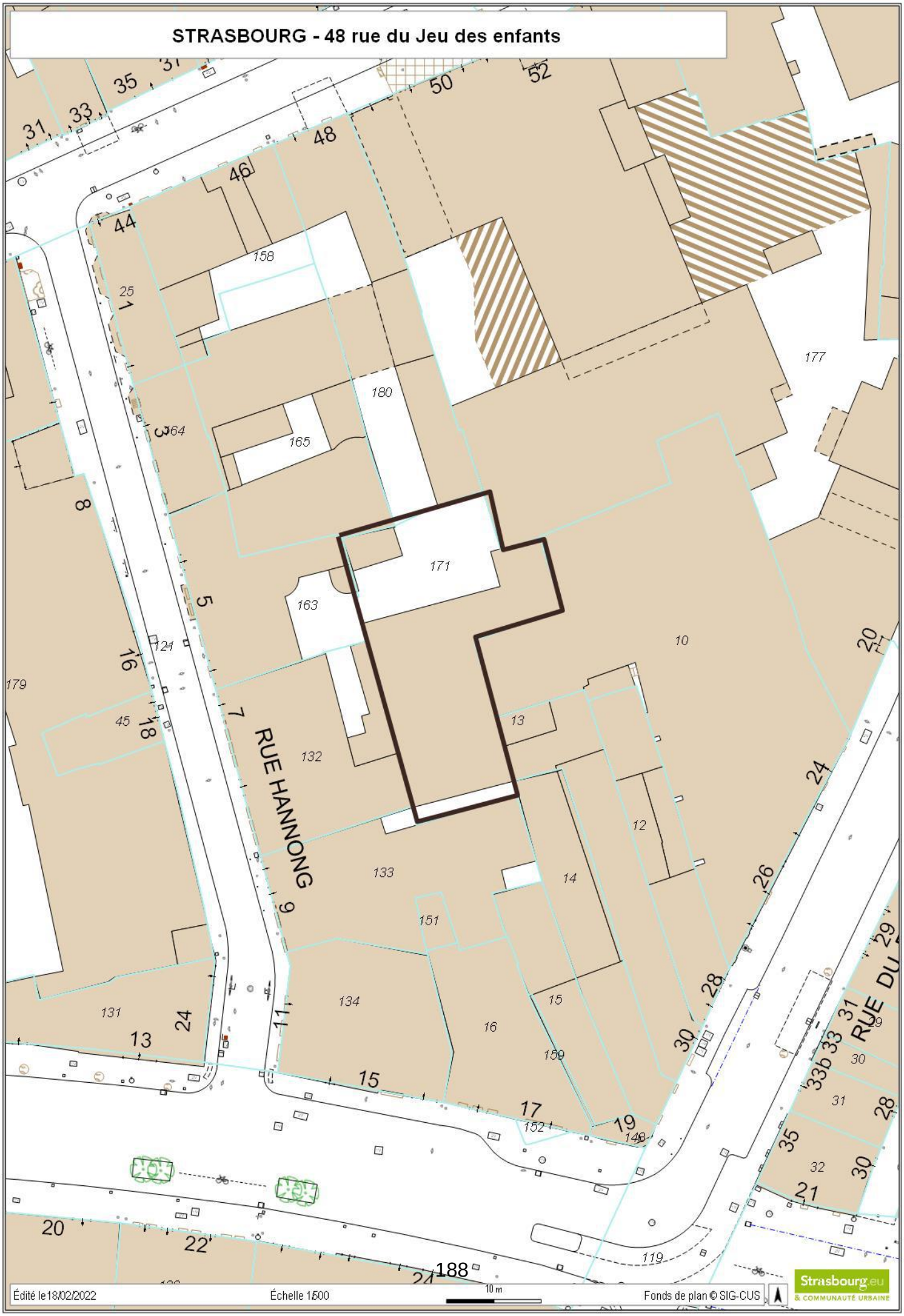



Rue Richshoffer - STRASBOURG NEUHOF
LISA KRUGELL
4m
4m
4m
NEU 24
NEU 26
12
12
10
UB3
12mET
SMS2
RUE DE LA REDO
186
Édité le 18/01/2022
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

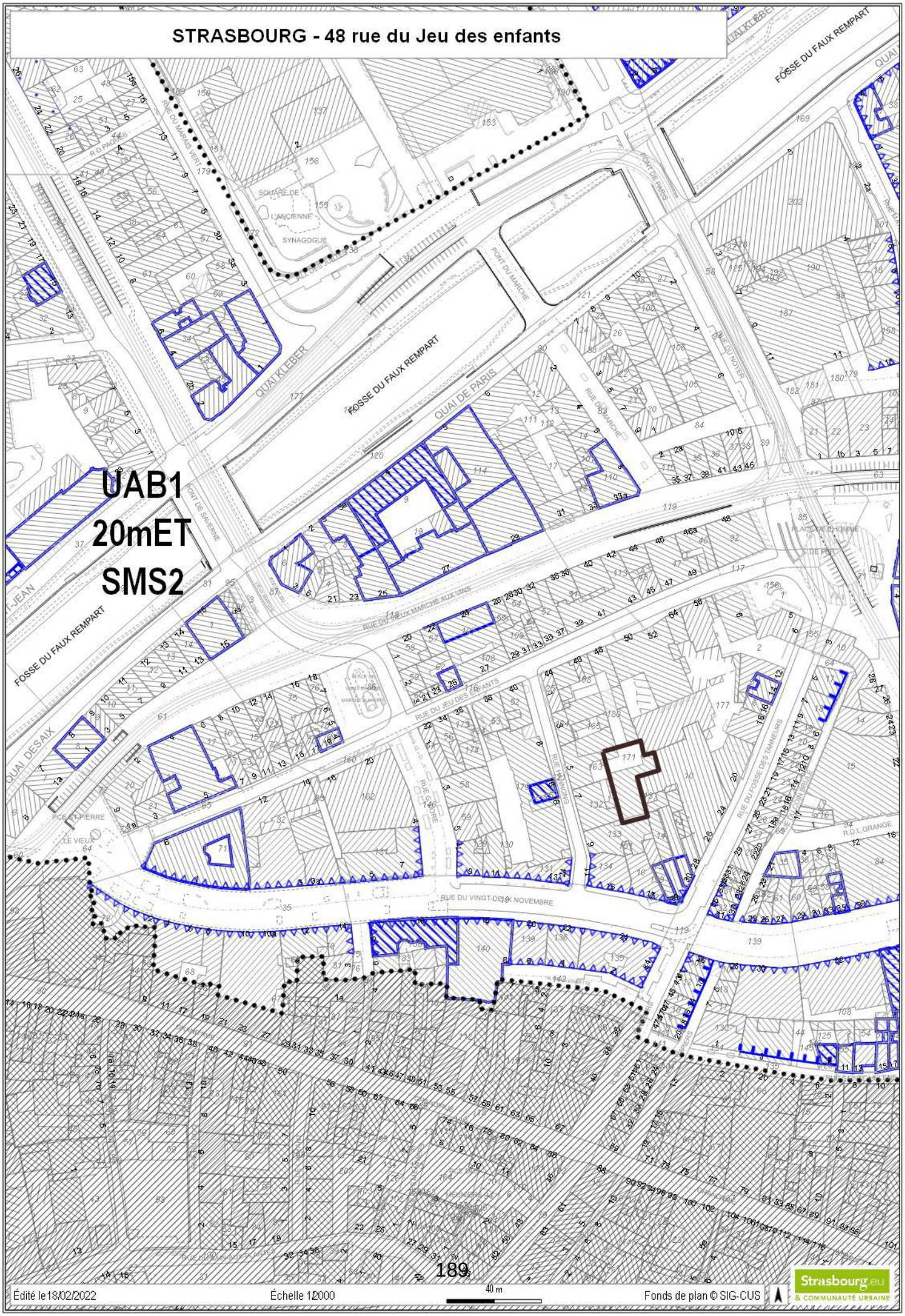
STRASBOURG - 48 rue du Jeu des enfants



Édité le 18/02/2022 Échelle 1/5000 100 m Fonds de plan © SIG-CUS Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG - 48 rue du Jeu des enfants
RUE HANNONG
RUE DU
Édité le 18/02/2022
Échelle 1:500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

STRASBOURG - 48 rue du Jeu des enfants



Édité le 18/02/2022 | Échelle 1:2000 | Fonds de plan © SIG-CUS | Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 063.10.01.82.83
Référence :
Réf DS: **7798532**
Réf OSE **: 2022-67482-14032**

Le 10/03/2022

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Cave
Adresse du bien :	48, rue du jeu des enfants
Commune :	Strasbourg-Ellipse
Valeur:	7 500 € HT, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % permettant à l'EMS de vendre, sans justificatif particulier, jusqu'à 6 750 € HT .

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Eurométropole de Strasbourg
Affaire suivie par **M. Damien PASQUALI** damien.pasquali@strasbourg.eu
Vos références:/

2 - DATE

de consultation : 21/02/2022
de visite : /
de dossier en état : 21/02/2022

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Cession d'une cave située au sous-sol d'un immeuble sis 48, rue du jeu des enfants à Strasbourg.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

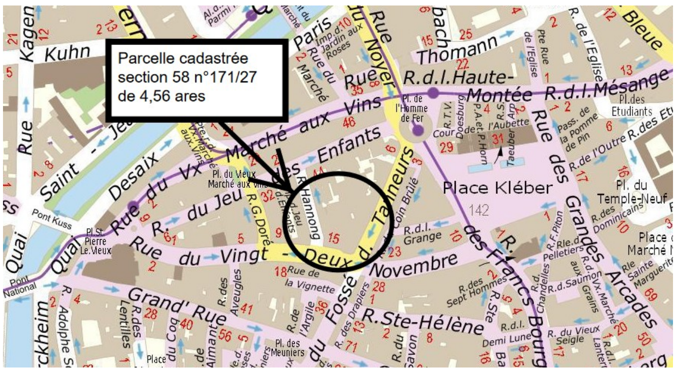
4.1 Références cadastrales

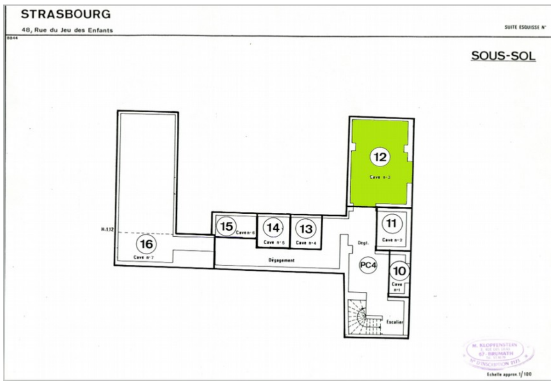
Le bien sous expertise figure au cadastre de la ville de **Strasbourg** sous les références suivantes:

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
58	171/27	48, rue du jeu des enfants	4,56
		TOTAL	**4,56**

4.2 Descriptif

Dans un immeuble achevé en 1956 (source cadastrale) et soumis au régime de la copropriété, **lot 12** correspondant à une cave de **22 m²** située au sous-sol (cave n° 3 sur le plan d'esquisse ci-dessous).





5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

La cave appartient à la ville de Strasbourg.

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Elle est utilisée par un particulier en vertu d'un accord informel.

6- URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, la parcelle est située en zone **UAB1** (20 mètres ET).

6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale du bien sous expertise sera déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure ou il existe localement suffisamment de mutations de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

L'étude de marché s'attachera à recenser les ventes de caves dépendant d'immeubles situés dans les quartiers centraux de l'agglomération Strasbourgeoise et accessoirement dans celui du Neudorf.

TERMES DE COMPARAISON : Caves									
DATE	SECTION	N°	ADRESSE	CN	PRIX HT	SU	Prix / m² SU	Lot	
10/01/2020	64	6	Brûlée 2 bis, Dôme 3	1880	7 500 €	7	1 071 €	27	1 cave
05/07/2021	EI	329	Benfeld 46	1910	500 €	4	125 €		Cave
16/12/2020	DV	7	Jean Jaurès 4	1938	1 000 €	6	167 €		Cave
13/09/2019	DW	301	Mulhouse 12	1969	7 800 €	12	**650 €**		Cave
04/09/2015	EC	366	Rathsamhausen	1930	12 000 €	32	**375 €**		Cave
16/10/2012	DS	295	Markstein 14	1954	3 300 €	17	**194 €**		Cave
29/10/2019	97	132	Charles Bergmann 5	1933	2 500 €	8	313 €	5,6	2 caves (4 x 2 m²)
03/01/2017	94	100	av Forêt Noire 57	1902	3 000 €	7,1	423 €		Cave
17/10/2019	57	2	petite rue du vx marché aux vins	1670	10 000 €	5,3	1 887 €	27	1 cave
08/02/2019	21	53	Quai au sable 1	1900	1 000 €	11	91 €	9,19	2 caves SARL/Sci
20/09/2019	33	44	Jeu de Paume	1914	2 800 €	6	467 €	9	Boiteux /SCI AS IMO
21/06/2016	14	11	Division Leclerc 17/Douanes 1-3	1586	1 000 €	6	167 €	23	
				Moyenne	4 367 €	10	494 €		
				Médiane	2 900 €	7	344 €		
Pour Information : Caves de grande Superficie									
22/11/2013	60	135	rue des francs bourgeois,5	1926	20 000 €	100	200 €	47	
29/03/2010	57	113	rue du vieux marché aux vins, 41	1933	50 000 €	297	168 €	5	sous sol - archives ??
01/12/2005	57	113/50	R Vx-Marché aux Vins,40-42	1933	60 000 €	428,02	140 €	5	
11/10/2005	25	85	Pl St-Etienne,10	1850	14 000 €	56,5	248 €	13	
				Moyenne	36 000 €	220,38	189 €		
				Médiane	35 000 €	198,50	184 €		
Mutation écartées : trop anciennes									
25/10/2007	64	73	R des Echasses,5	2008	836 €	3	279 €	55	neuf
12/10/2007	13	43	R des Serruriers,18	1750	3 500 €	6	583 €	22	
07/09/2007	62	40	R Gdes Arcades,27	1750	1 500 €	3	500 €	7	
21/12/2006	13	16	Gutenberg	1850	4 000 €	4	1 000 €	28	
26/06/2006	14	35	R des Tonneliers	1575	1 000 €	5	200 €	9	
06/02/2006	69	2	R Hte Montrée,13	1877	1 400 €	8	175 €	60	
				Moyenne	2 039 €	4,83	456 €		
				Médiane	1 450 €	4,50	389 €		

2.Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Le prix de vente des caves est très variable puisqu'il oscille entre 91 € / m² SU et 1 887 € / m² SU. Le prix de vente moyen (500 €/m² SU) et médian (350 €/ m² SU) sont néanmoins assez proches et viennent contredire cette apparente disparité.

Le prix au m² SU est inversement proportionnel à la surface. Les trois caves présentant la surface la plus importante à savoir 12, 17 et 32 m² ont été cédées respectivement au prix de 7 800 €, 3 300 € et 12 000 € faisant ressortir des prix au m² SU de 650, 194 et 375 € / m² SU.

Ce constat est encore plus vrai si l'on se réfère aux caves d'une surface utile supérieure à 50 m² puisque les prix de vente moyen et médian de ce type de dépendances tournent autour de à 190 € /m².

Les mutations les plus anciennes (fait générateur inférieure à 2010) qui donnent des résultats assez comparables ont été écartées.

Compte tenu de la superficie de la cave à expertiser (22 m²), sa valeur vénale sera déterminée sur la base d'une valeur unitaire arrêtée à **350 €/ m² SU** se situant au niveau du prix médian de l'étude de marché reproduite ci-avant.

10-DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

SU (m²)	VU retenue	Valeur Vénale (VV)	VV arrondie
22	350 €	7 700 €	7 500 €
		Valeur au m² SU après arrondi	341 €
		Marge d'appréciation 10 % : VV x 0,90	6 750 €

11 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

12 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

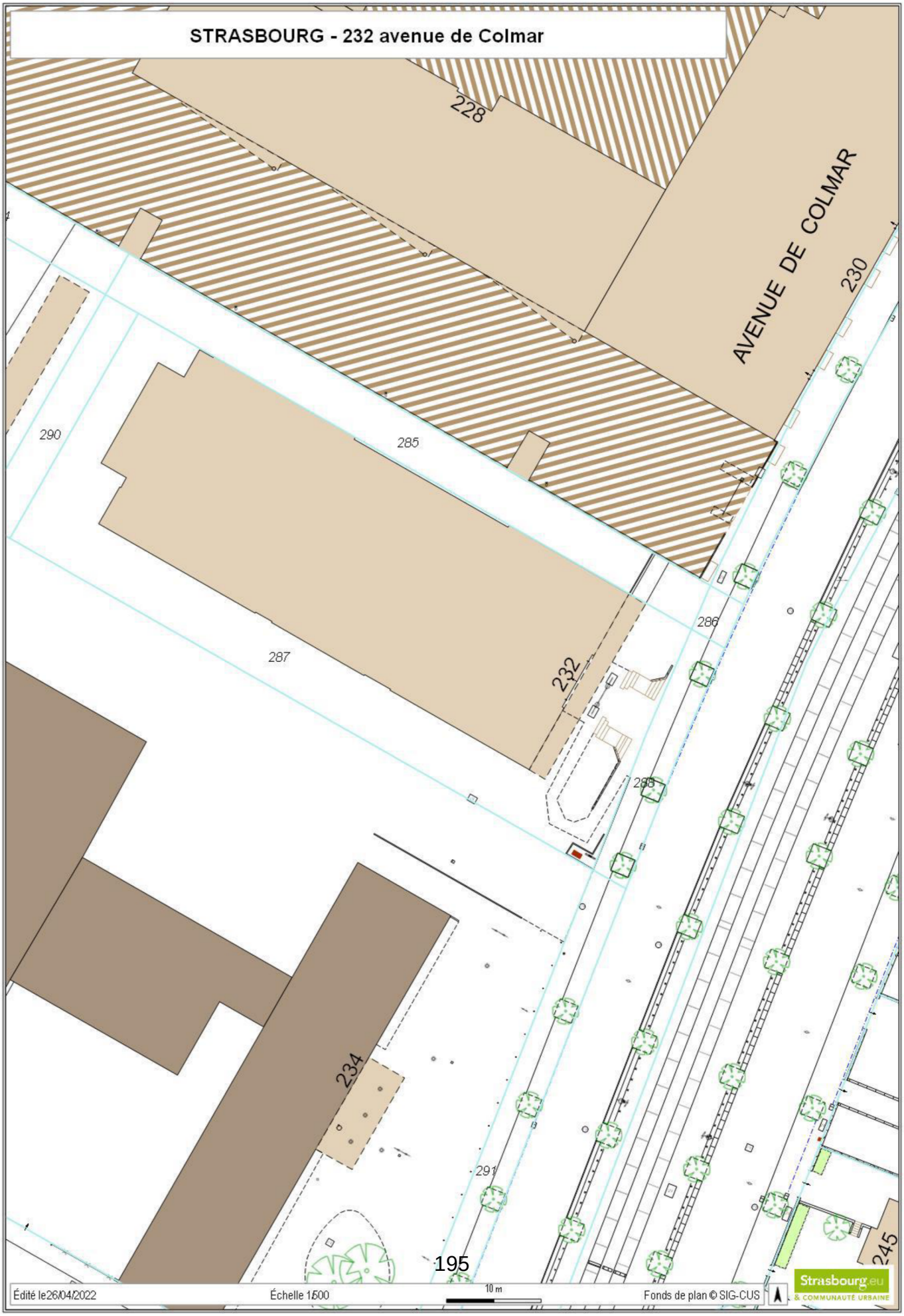
Pour le Directeur et par délégation

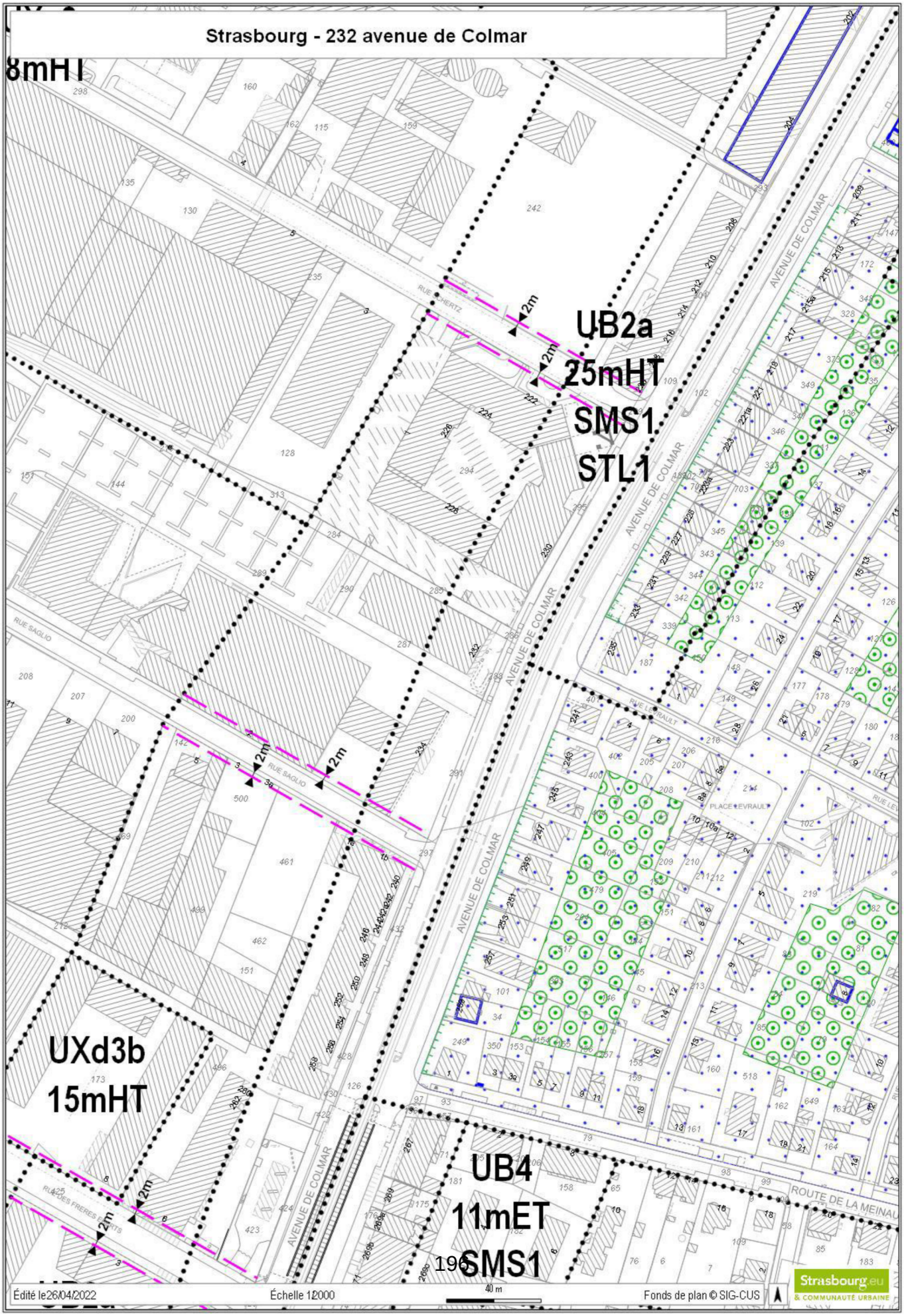
GOGUELY Patrick
Inspecteur des Finances publiques



L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.


STRASBOURG - 232 avenue de Colmar
Z.A. DE LA PLAINE DES BOUCHERS
Plaine des Bouchers
Route de la Fédération
Rue du Maréchal Lefèbvre
Rue de la Plaine
Rue Schertz
Rue Saglio
Rue des Frères Eberts
Avenue de Colmar
Rue du Rhône
Rue du Languedoc
Rue du Lazaret
Route de la Meinau
Rue de l'Extenwoerth
Rue Staedel
Rue Leitersperger
Rue Flachenbourg
Rue Falkenhauer
Rue Sébastien Erard
Rue Ignace Pleyel
Rue Pertois
Rue Henri Heine
Rue Adam Strobel
Rue Edouard Schuré
Rue Dietterlin
Rue Hanauer
Rue Ramond de l'Abbé
Rue Engelhardt
Rue Imlin
Rue Mérimée
Rue Prosper d'Anjou
Rue de Champagne
Rue de Lorraine
Rue de Bourgogne
Rue de Poitou
Rue de Gascogne
Rue du Béarn
Rue de la Hohwart
Rue de la Canardière
Rue de la Gravière
Rue de la Côte d'Azur
Rue du Sable
Rue de la Fin des Banlieues
Rue de Nice
Rue du Colonel Fiévet
Rue du Verdon
Rue Livio
Rue R. Bartisch
Rue de l'Ardèche
Rue Schneegans
Rue Pfeffinger
Rue Brackenhoffer
Rue Aufschlager
Rue Christian Pfister
Rue R. Sebitz
Rue Maria Montessori
Rue Eugène Jacques
Rue R. Arthur Weeber
Rue R. Adam Strobel
Rue R. Charles Jean Schmidt
Rue R. A. Flachenbourg Quintenz
Rue R. de Falkenhauer
Rue R. de Champagne
Rue R. d'Franche Comté
Rue R. de Toulouse
Rue R. du Schachenfeld
Rue du Roussillon
Rue de l'Alliance
Rue du Berry
Rue Ch.M. Caspers
Rue Pl. Levrault
Rue Obere Rammatt
Square de l'Aquillage
Square du Krimmeri
Place Jean Macé
Place de l'Ile-de-France
Cour de Bretagne
Parking Relais-Tram Krimmeri
JARDINS FAMILIAUX FEDERATION
TENNIS
JARDIN DES SENTEURS
MULTISPORTS
Piste
Parc de l' Extenwoerthfeld
STADE
Édité le 26/04/2022
Échelle 1/8000
160 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

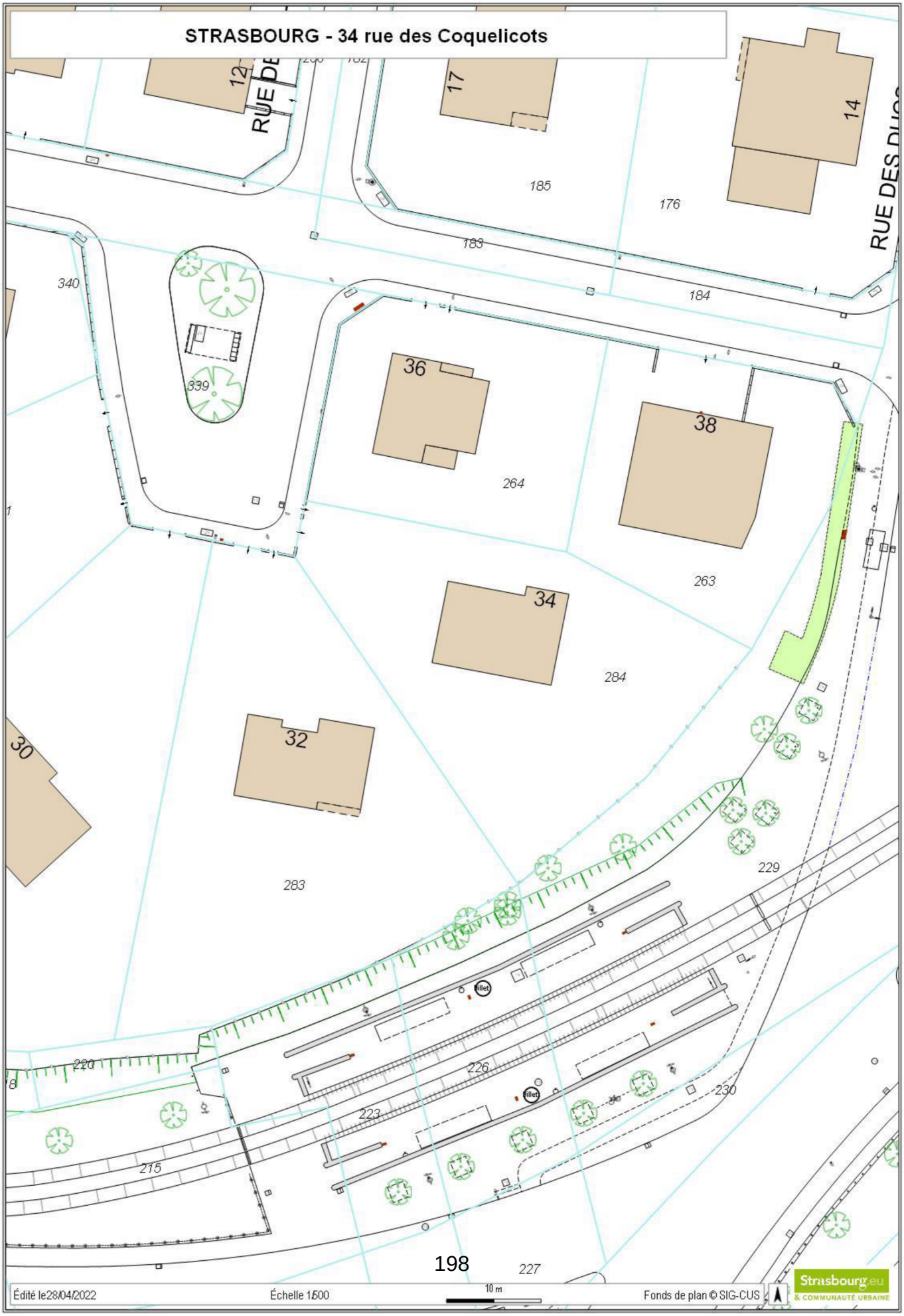

STRASBOURG - 232 avenue de Colmar
228
AVENUE DE COLMAR
230
290
285
286
287
232
285
234
291
245
Édité le26/04/2022
Échelle 1/500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

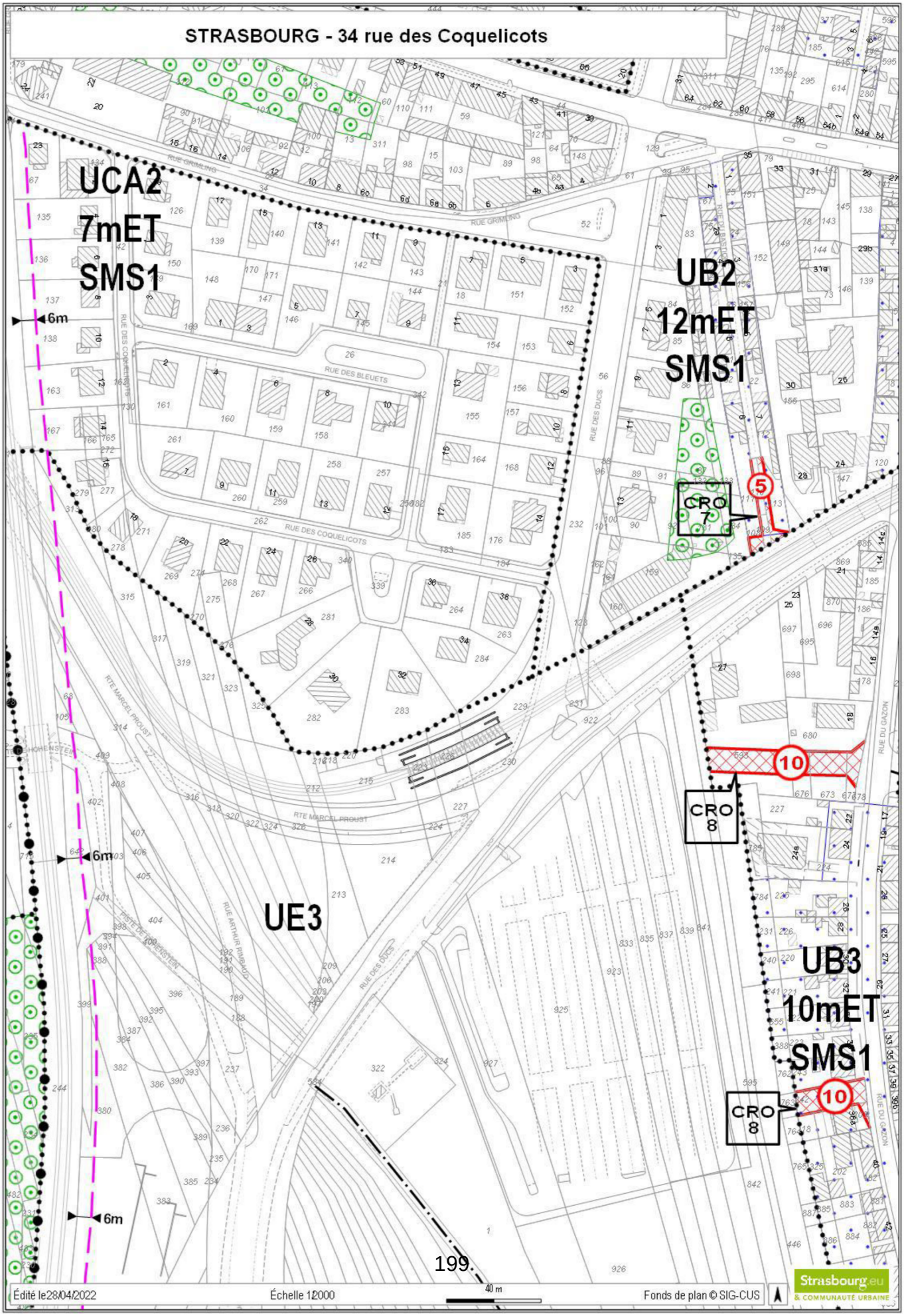

Strasbourg - 232 avenue de Colmar
8mHT
UB2a
25mHT
SMS1
STL1
UXd3b
15mHT
UB4
11mET
SMS1
2m
AVENUE DE COLMAR
RUE SAGLIO
RUE HERTZ
PLACE EVRAULT
ROUTE DE LA MEINAU
RUE DES FRERES GRIMMS
Édité le 26/04/2022
Échelle 1:2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

STRASBOURG - 34 rue des Coquelicots



Édité le 28/04/2022 Échelle 1/8000 160 m Fonds de plan © SIG-CUS Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG - 34 rue des Coquelicots
RUE DE
RUE DES PLUS
12
17
14
185
176
183
184
340
339
36
38
264
263
34
284
32
30
283
229
220
226
230
223
215
227
Édité le28/04/2022
Échelle 1/500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG - 34 rue des Coquelicots
UCA2
7mET
SMS1
UB2
12mET
SMS1
UE3
UB3
10mET
SMS1
6m
6m
6m
CRO 7
CRO 8
CRO 8
5
10
10
RUE GRIMMING
RUE DES BLEUETS
RUE DES COQUELICOTS
RUE DES DUCS
RUE DES COQUERETS
RTE MARCEL PROUST
RUE ARTHUR RIMBAUD
RUE DU GAZON
Édité le 28/04/2022
Échelle 1/2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

18

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Approbation de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) dénommé "Conservatoire Botanique d'Alsace - Lorraine".

Numéro V-2022-761

Par délibération du 26 janvier 2004, complétée par celle du 12 décembre 2005, la ville de Strasbourg avait approuvé d'une part la création d'un Conservatoire Botanique d'Alsace (CBA) intégrant le conservatoire botanique de Strasbourg implanté à la ferme de la Bussière et d'autre part les statuts de la structure porteuse de ce futur CBA.

Par arrêté du 7 avril 2010, le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer a validé la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) dénommé « Conservatoire Botanique d'Alsace ». Celle-ci a été approuvée par le Conseil municipal par délibération le 20 novembre 2015.

En raison d'une couverture incomplète du territoire national par les conservatoires botaniques nationaux, le ministère a encouragé un rapprochement des conservatoires des régions d'Alsace et de Lorraine.

Suite à de nombreuses discussions entre les deux conservatoires, un projet de fusion a été élaboré à l'automne 2020 abandonnant le projet initial d'un conservatoire botanique national « grand est » regroupant Alsace, Lorraine et Franche Comté.

Cette fusion permettra au conservatoire botanique d'Alsace-Lorraine (CBAL) d'obtenir l'agrément pour être conservatoire botanique national.

La structure juridique retenue pour la création du CBAL est le groupement d'intérêt public (GIP). La gouvernance serait portée par les membres actuels du CBA élargis aux entités publiques de Lorraine volontaires : les conseils départementaux des Vosges et de Meurthe et Moselle, Metz métropole, métropole Grand Nancy et l'université de Lorraine. Les associations Conservatoire de Lorraine, Société botanique d'Alsace et Loraine seraient membres associées.

Il est proposé au conseil municipal de confirmer son intérêt à la préservation de la flore patrimoniale locale en adhérant au GIP CBAL. Dans ce cadre, la contribution de la ville

de Strasbourg reste inchangée à savoir : mise à disposition des locaux et infrastructures du site Bussière dédiés initialement au CBA (bureau, serre, jardin) ainsi que la prise en charge du salaire du personnel affecté à son entretien. Cette contribution en nature est estimée à 63 K€ (60 K€ maximum de coût de personnel, 3 K€ pour les loyers et terrains mis à disposition).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu la délibération du 16/12/2020 de l'assemblée
générale du conservatoire botanique d'Alsace
sur proposition de la Commission plénière
après avoir délibéré

valide

l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public « Conservatoire Botanique d'Alsace et de Lorraine » joint en annexe

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer l'avenant à la convention constitutive du GIP « Conservatoire Botanique d'Alsace et de Lorraine » en substitution à la convention constitutive du 6 juin 2017*

- *à signer la convention bilatérale avec le GIP « Conservatoire Botanique d'Alsace et de Lorraine ;*

- *à assister au conseil d'administration du GIP « Conservatoire Botanique d'Alsace et de Lorraine » ;*

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147399-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22



CONSERVATOIRE
BOTANIQUE
D'ALSACE

CONVENTION CONSTITUTIVE

du GIP CONSERVATOIRE BOTANIQUE D'ALSACE

AVENANT n°2

PRÉAMBULE

La présente convention fait suite à la première convention constitutive du GIP Conservatoire botanique d'Alsace approuvée par l'arrêté ministériel du 7 avril 2010 portant approbation de la convention constitutive d'un groupement d'intérêt public constitué dans le domaine de l'environnement, modifiée par voie d'avenant n°1 signé le 15 octobre 2019.

La présente convention se substitue à la convention constitutive du 7 avril 2010 modifiée précitée.

Il est constitué entre

- La RÉGION GRAND EST,

Collectivité territoriale, 1 place Adrien Zeller, BP 91106, 67070 Strasbourg

- La COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE,

Collectivité territoriale, place du Quartier Blanc, 67964 Strasbourg Cedex 9

- La VILLE DE STRASBOURG,

Collectivité territoriale, 1 parc de l'Étoile, 67076 Strasbourg Cedex

- La VILLE DE MULHOUSE,

Collectivité territoriale, 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 10020, 68948 Mulhouse Cedex 9

- MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION,

Établissement public de coopération intercommunale, 2 rue Pierre et Marie Curie, BP 90019, 68948 Mulhouse Cedex 9

- L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

Établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel, 4 rue Blaise Pascal, CS 90032, 67081 Strasbourg Cedex

- Le DÉPARTEMENT DE MEURTHE-ET-MOSELLE,

Collectivité territoriale, 48. esplanade Jacques Baudot, C.O. 900.19, 54035 Nancy Cedex

- METZ MÉTROPOLE,

Établissement public de coopération intercommunale, 1 place du Parlement de Metz, CS 30 353, 57011 Metz cedex 1

- La MÉTROPOLE DU GRAND NANCY,

Établissement public de coopération intercommunale, 22-24, viaduc Kennedy, CO 80036, 54035 NANCY cedex

- L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE,

Établissement public national à caractère scientifique, culturel et professionnel, 34 Cours Léopold, 54000 Nancy

un groupement d'intérêt public (GIP), régi par les règles fixées par le chapitre II de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit et ses décrets d'application, ainsi que par les dispositions de la présente convention.

TITRE I - FONDEMENTS

ARTICLE 1 – DÉNOMINATION

La dénomination du groupement d'intérêt public est « Conservatoire botanique Alsace-Lorraine » également dénommé CBAL.

ARTICLE 2 – OBJET, MISSIONS, COMPÉTENCE GÉOGRAPHIQUE

2.1 – Objet et missions

Le groupement Conservatoire botanique Alsace-Lorraine a pour objet de prendre en charge les missions dévolues aux conservatoires botaniques nationaux, définies aux articles L. 414-10 et R. 416-1 du Code de l'environnement, de conforter, de valoriser et de coordonner les initiatives prises en faveur de la conservation de la flore alsacienne et lorraine.

Il ne gère pas de sites naturels protégés, mais peut y pratiquer des expertises et assurer des conseils.

Dans le cadre de son objet d'intérêt général lié à la flore et aux habitats naturels et semi-naturels, le groupement exerce les 5 missions imparties aux conservatoires botaniques nationaux :

1° Développement de la connaissance sur la flore, la fonge, les végétations et les habitats, aux échelles territoriales, nationale et biogéographiques
2° Gestion, diffusion et valorisation de données sur la flore, la fonge, les végétations et les habitats
3° Contribution à la gestion conservatoire de la flore, de la fonge, des ressources phytogénétiques sauvages, des végétations, des habitats et des espaces, et à la restauration écologique
4° Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques et de la réglementation aux échelles territoriales, nationale et européenne
5° Communication, sensibilisation et mobilisation des acteurs.

auxquelles s'ajoute le fonctionnement général du Conservatoire botanique Alsace-Lorraine et les services aux membres du groupement.

2.2 – Compétence géographique

L'action du groupement d'intérêt public concerne les territoires alsacien et lorrain (départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges).

Dans le cadre d'une coopération interrégionale, le GIP Conservatoire botanique Alsace-Lorraine pourra, conformément à l'article 99 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, participer ou s'associer à des entités dont l'objet et l'action complètent, directement ou indirectement ses missions, sur tout territoire pertinent.

ARTICLE 3 – SIÈGE et ANTENNE

Le groupement est, pour des raisons d'équilibre géographique, constitué d'un siège et d'une antenne.

Le siège est fixé à 2. rue du Couvent, 67150 - ERSTEIN

L'antenne est fixée 100. rue du Jardin botanique, 54600 – VILLERS-LES-NANCY.

ARTICLE 4 – DURÉE

Le groupement est constitué pour une durée indéterminée, sauf dissolution anticipée décidée conformément à l'article 24.

ARTICLE 5 – ADHÉSION, EXCLUSION, RETRAIT, CESSION DE DROITS

5.1 – Adhésion

Au cours de son existence, le groupement peut accueillir de nouveaux membres par décision de l'assemblée générale et sur proposition du conseil d'administration dans les conditions prévues dans l'article 11. La demande d'adhésion est formulée par écrit, agréée par le conseil d'administration et se traduit par la signature de la convention constitutive du groupement. Un avenant devra être approuvé par l'assemblée générale et par arrêté pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation de la présente convention.

5.2 – Retrait

En cours d'exécution de la convention, tout membre peut se retirer du groupement à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention un an avant la fin de l'exercice.

5.3 – Exclusion

L'exclusion d'un membre peut être prononcée sur proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave. Le membre concerné est entendu au préalable par le conseil d'administration.

5.4 – Conséquences de l'exclusion, du retrait, de la liquidation judiciaire ou du redressement judiciaire d'un membre

En cas de liquidation judiciaire, redressement judiciaire, retrait ou exclusion d'un membre, le groupement se poursuit entre les autres membres, sauf décision contraire de l'assemblée générale. Les droits et obligations des membres restants sont alors redéfinis entre eux, d'un commun accord et après négociation. Les membres restants peuvent se porter acquéreur des droits du membre en liquidation judiciaire, redressement judiciaire, retrait ou exclusion.

À l'issue d'une exclusion ou du retrait d'un membre, un avenant à la présente convention devra être approuvé par l'assemblée générale et par arrêté pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation de la présente convention.

5.5 – Cession de droits

Toute cession de droits ne peut être consentie qu'après accord des ¾ des membres du conseil d'administration. À l'issue d'une cession de droits par un membre, un avenant à la présente convention devra prévoir une nouvelle répartition des droits et obligations. Cet avenant devra être approuvé par l'assemblée générale et par arrêté pris et publié dans les mêmes formes que l'arrêté d'approbation de la présente convention.

TITRE II - CAPITAL – DROITS ET OBLIGATIONS – MOYENS DU GROUPEMENT

ARTICLE 6 – CAPITAL

Le groupement est formé sans capital. Les droits des membres sont représentés par des droits statutaires attribués à chacun d'eux dans le cadre des dispositions qui suivent.

ARTICLE 7 – DROITS ET OBLIGATIONS

Les droits et obligations des membres du groupement sont répartis comme suit :

MEMBRES (10)	**VOIX (10)**
- la Région Grand Est, représentée par le Président ou son représentant	1
- la Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président ou son représentant	1
- le Département de Meurthe-et-Moselle, représenté par le Président ou son représentant	1
- Metz métropole, représentée par le Président ou son représentant	1
- la métropole du Grand Nancy, représentée par le Président ou son représentant	1
- la Ville de Strasbourg, représentée par le Maire ou son représentant	1
- la Ville de Mulhouse, représentée par le Maire ou son représentant	1
- Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par le Président ou son représentant	1
- l'Université de Lorraine, représentée par le Président ou son représentant	1
- l'Université de Strasbourg, représentée par le Président ou son représentant	1

Dans leurs rapports entre eux, les membres sont tenus aux obligations du groupement à raison d'une voix par membre.

Dans leurs rapports avec les tiers, les membres ne sont pas solidaires : sauf convention contraire avec le tiers contractant, ils sont responsables des dettes du groupement à raison de leur contribution aux charges du groupement.

Chaque membre informe le GIP de l'identité de son représentant (titulaire et suppléant) et des changements intervenant à ce propos.
Les représentants désignés représentent les membres au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration du groupement.

ARTICLE 8 – MOYENS DU GROUPEMENT

8.1 – Contributions des membres

Les contributions des membres sont fournies :

- sous forme de contribution financière au budget annuel ;
- sous forme de mise à disposition, sans contrepartie financière, de personnels qui continuent à être rémunérés par l'un des membres ; la notion de mise à disposition de personnels ne se limite pas à son sens statutaire ;
- sous forme de mise à disposition, sans contrepartie financière, de locaux, matériels et services généraux ;
- sous forme de bénévolat.

Les contributions annuelles de chaque membre, en personnel, en financement et en matériel sont fixées dans des conventions triennales particulières conclues entre chaque membre et le groupement.

Les équipements, locaux, logiciels, les autres moyens matériels ainsi que les apports intellectuels, mis à disposition du groupement pour les besoins de celui-ci par un membre, restent la propriété de ce membre.

8.2 – Autres ressources

Le groupement peut également obtenir une partie de ses financements par :

- toute subvention publique ou privée ;
- les produits de ses biens propres ou mis à sa disposition, ainsi que les produits de la propriété intellectuelle ;
- des emprunts et autres ressources d'origine contractuelle ;
- des dons et legs ;
- toute autre recette autorisée par la Loi et les règlements.

ARTICLE 9 – GESTION DU PERSONNEL

Le personnel exerçant pour le compte du groupement peut être constitué par :

- des personnels titulaires ou non mis à disposition par les membres du groupement ;
- des agents relevant d'une personne morale de droit public mentionnée à l'article 2 de la loi n° 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires, non membre du groupement ;
- et à titre complémentaire, des personnels propres, recrutés par contrat de droit public et rémunérés sur le budget du groupement.

Ces personnels sont placés sous l'autorité fonctionnelle du directeur du groupement.

9.1 – Personnels mis à disposition du groupement par des membres

Les personnes morales de droit public membres d'un groupement peuvent mettre à la disposition de celui-ci les personnels suivants :

- des fonctionnaires relevant des trois versants de la fonction publique ;
- des agents non titulaires, quel que soit le versant de la fonction publique dont ils relèvent, à condition qu'ils soient employés pour une durée indéterminée par une personne morale de droit public membre du groupement ;
- des fonctionnaires civils relevant d'une personne morale de droit public membre du GIP.

Une convention de mise à disposition entre l'administration d'origine et le GIP doit définir la nature des activités exercées par l'agent mis à disposition, ses conditions d'emploi, les modalités de contrôle et de l'évaluation de ces activités. La convention doit également préciser les missions de service public confiées à l'agent.

Ces personnels sont remis à la disposition de l'organisme d'origine :

* par décision du conseil d'administration sur proposition du Directeur,
* à la demande de l'organisme d'origine,
* dans le cas où cet organisme se retire du GIP,
* en cas de faillite, dissolution ou absorption de cet organisme,
* à la demande des intéressés,
* en cas de dissolution du GIP.

La mise à disposition peut être également assimilée à des heures de personnels ou de bénévoles d'un membre du groupement accomplissant gratuitement, au titre de la contribution de ce membre, une activité relevant de l'objet et des missions du groupement définies à l'article 2. Cette activité est précisée dans la convention particulière conclue entre le membre concerné et le groupement.

9.2 – Personnels mis à disposition ou détachés par des structures non membres

Dans la mesure où les agents relèvent de personnes morales de droit public non membres d'un groupement, ils ne peuvent être mis à disposition que dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire contre remboursement. La mise à disposition d'agents par des personnes morales de droit public non membres d'un GIP concerne les personnels titulaires et les agents non titulaires. Ces personnels mis à disposition ou détachés par des personnes morales de droit public non membres du groupement sont placés dans une position conforme à leur statut.

9.3 – Régime des personnels propres au GIP

Le personnel du groupement est recruté sous le régime du droit public. En application de l'article 4 du décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public, le recrutement direct du personnel contractuel par le directeur du groupement, avec l'accord du Conseil d'Administration, n'est possible que dans les hypothèses suivantes :

- pour l'exercice d'une **fonction requérant des qualifications spécialisées** nécessaires à la réalisation d'une des missions permanentes du groupement en l'absence de candidats justifiant de ces qualifications pendant au moins un an, à compter de la date de la publication de la vacance d'emploi, parmi les personnels susceptibles d'être employés par les membres du groupement ou les non membres, personnes morales de droit public. Dans ce cas, le personnel peut alors être recruté en CDI ou en CDD d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable par reconduction expresse ;

- pour assurer le **remplacement d'un agent temporairement absent**. Le contrat peut alors n'être qu'un CDD et renouvelable dans la limite de la durée de l'absence de l'agent ;

- pour faire face à une **vacance temporaire d'emploi**. Le contrat peut alors n'être qu'un CDD et renouvelable dans la limite de la durée de vacance de l'emploi ;
- **en cas d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activités**. Le contrat ne peut alors dépasser la durée de six mois au cours d'une période de douze mois consécutifs pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activités et douze mois au cours d'une période de dix-huit mois consécutifs pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activités.

Les personnels ainsi recrutés n'acquièrent pas de doit particulier à occuper ultérieurement des emplois dans les organismes membres du groupement.

ARTICLE 10 – ÉQUIPEMENTS DU GROUPEMENT

Le matériel acheté par le groupement appartient au groupement. En cas de dissolution du groupement, il est dévolu conformément aux règles établies à l'article 26.

TITRE III - ORGANISATION ET ADMINISTRATION

ARTICLE 11 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

11.1 – Composition et fonctionnement

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres du groupement selon les conditions prévues à l'article 7.

L'assemblée générale se réunit sur convocation du Président du conseil d'administration au moins une fois par an. Elle peut également se réunir sur ordre du jour déterminé à la demande du quart des membres du groupement.

Les assemblées générales sont convoquées par écrit quinze jours au moins à l'avance. Ce délai est réduit à cinq jours en cas d'urgence. La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

Le représentant régional du Ministère en charge de l'environnement, le Président de la Société botanique d'Alsace, le Président de Floraine et le Président du CEN-Lorraine sont invités permanents avec voix consultative.

La présidence de l'assemblée générale est assurée par le président du conseil d'administration. Le vice-président supplée le président en cas d'empêchement. À défaut, l'assemblée générale élit elle-même son président de séance.

11.2 – Compétences

Relèvent de la compétence de l'assemblée générale :

A- l'approbation de toute modification de la convention constitutive,

B- la décision de dissolution anticipée du groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa liquidation,

C- la décision de transformation du groupement en une autre structure,

D- l'admission de nouveaux membres,

E- l'exclusion d'un membre,

F- l'approbation des comptes de chaque exercice et des rapports d'activités.

11.3 – Prises de décisions

L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents ou représentés. Si tel n'est pas le cas, elle est convoquée dans les quinze jours et peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Lorsqu'un membre titulaire de l'assemblée générale est empêché, son suppléant le représente. En cas d'empêchement de son suppléant, le titulaire peut donner procuration à un autre membre.
Chaque membre ne peut détenir qu'une seule procuration.

Chaque membre dispose du nombre de voix telles que définies à l'article 7.

Les décisions visées aux paragraphes 11.2.B et 11.2.C seront valablement prises à l'unanimité des voix statutaires présentes ou représentées. Les décisions visées aux paragraphes 11.2.A, 11.2.D, 11.2.E et 11.2.F seront valablement prises à la majorité de 2/3 des voix statutaires présentes ou représentées.

ARTICLE 12 – CONSEIL D'ADMINISTRATION

12.1 – Composition et fonctionnement

Le groupement est administré par un conseil d'administration composé des représentants des membres du groupement selon les conditions prévues à l'article 7.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président du conseil d'administration et au moins une fois par an. Il se réunit de droit à la demande du tiers de ses membres sur un ordre du jour déterminé.

Le conseil d'administration est convoqué 15 jours au moins à l'avance, sauf urgence motivée dans la convocation. La convocation indique l'ordre du jour et le lieu de réunion.

Le mandat d'administrateur est exercé gratuitement.

Le représentant régional du Ministère en charge de l'environnement, le Président de la Société botanique d'Alsace, le Président de Floraine et le Président du CEN-Lorraine sont invités permanents avec voix consultative.

Le président du conseil d'administration peut inviter toute personne à participer aux débats du conseil d'administration avec voix consultative.

Le vice-président supplée le président en cas d'empêchement. À défaut, le conseil d'administration élit lui-même un Président de séance.

12.2 – Compétences

Le conseil d'administration, règle, par ses délibérations toutes les affaires du groupement, à l'exception des matières relevant de la compétence de l'assemblée générale définies ci-dessus.

12.3 – Prises de décisions

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié des membres sont présents ou représentés. Si tel n'est pas le cas, il est convoqué dans les quinze jours et peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Lorsqu'un membre titulaire du conseil d'administration est empêché, son suppléant le représente. En cas d'empêchement de son suppléant, le titulaire peut donner procuration à un autre administrateur.
Chaque administrateur ne peut détenir qu'une seule procuration.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix statutaires présentes ou représentées telles que définies à l'article 7. En cas de partage des voix, celle du président du conseil d'administration est prépondérante.

ARTICLE 13 – PRÉSIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

13.1 – Désignation

Le président et son vice-président du groupement sont élus par le conseil d'administration en son sein pour une durée de trois ans.

13.2 – Fonction

Le président du conseil d'administration :

- convoque l'assemblée générale ;
- préside l'assemblée générale. Le vice-président supplée le président en cas d'empêchement. À défaut, l'assemblée générale élit elle-même son président de séance ;
- convoque le conseil d'administration ;
- préside les séances du conseil d'administration. Le vice-président supplée le président en cas d'empêchement. À défaut, le conseil d'administration désigne lui-même un président de séance ;
- propose de délibérer sur la nomination et la révocation du directeur du groupement.

ARTICLE 14 – DIRECTION

14.1 – Désignation

La direction du groupement est assurée par un directeur recruté sous le régime de droit public et nommé par le conseil d'administration. Son contrat de travail est préalablement visé par le président par délégation du conseil d'administration.

14.2 – Fonction

Le directeur assure le fonctionnement du groupement sous l'autorité du conseil d'administration. Il assiste à l'assemblée générale et au conseil d'administration.

Il est ordonnateur des recettes et des dépenses du groupement.

Il a autorité sur le personnel du groupement, anime et coordonne leur action. Il rend compte de son action au conseil d'administration. Il prépare les travaux du conseil d'administration avec le groupe technique défini à l'article 15. Il exécute les décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Dans les rapports avec les tiers, le directeur du groupement engage le groupement pour tout acte entrant dans l'objet de celui-ci. Il représente le groupement dans tous les actes de la vie civile et en justice.

ARTICLE 15 – GROUPE TECHNIQUE

Il est créé un groupe technique, instance chargée d'assister le groupement, composé par les services techniques des membres du GIP.

Le groupe technique a pour rôle de préparer les dossiers techniques du GIP, notamment ceux soumis au conseil d'administration et à l'assemblée générale. Le groupe technique assure également le suivi des opérations du GIP. Il constitue une instance de partage de l'information, d'échanges d'expériences et de mutualisation des connaissances.

Il se réunit au moins une fois avant chaque conseil d'administration et assemblée générale.

Les services techniques du représentant régional du Ministère en charge de l'environnement sont invités permanents.

Le directeur préside le groupe technique, convoque les membres aux réunions et à cet effet indique l'ordre du jour et le lieu de réunion. Il peut également inviter toute personne utile à participer aux réunions du groupe technique.

ARTICLE 16 – CONSEIL SCIENTIFIQUE

Il est créé un conseil scientifique, instance chargée d'assister le groupement. Sa composition et son fonctionnement sont définis dans le règlement intérieur, notamment les modalités de convocation et de saisine.

Le conseil scientifique a pour rôle d'émettre un avis en matière scientifique sur les opérations projetées ou réalisées, les procédures employées et les questions qui lui sont soumises. Il peut éclairer le groupement sur l'évolution des connaissances scientifiques et l'existence de nouveaux outils technologiques utiles à la bonne fin des missions du Conservatoire botanique Alsace-Lorraine.

Il commente et évalue le bilan des activités de l'année écoulée et donne un avis sur le programme de l'année à venir. Les membres du conseil scientifique peuvent être consultés en dehors de ses réunions.

TITRE IV – PROPRIÉTÉ SUR LES RÉSULTATS DE L'ACTIVITÉ DU GROUPEMENT

ARTICLE 17 – TRAVAUX EFFECTUÉS ANTÉRIEUREMENT À LA CONSTITUTION DU GROUPEMENT OU EN DEHORS DU CADRE DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement conserve la propriété des résultats de ses travaux propres brevetés ou non, effectués dans le domaine de l'objet du groupement, soit antérieurement à la constitution du groupement, soit hors du cadre du programme de travail du groupement.

ARTICLE 18 – TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LE CADRE DU GROUPEMENT

Les résultats notamment les logiciels, le savoir-faire, les dossiers techniques, provenant d'études effectuées dans le cadre du groupement sont la propriété du groupement.

Les produits issus des études effectuées dans le cadre du groupement deviendront la propriété du Conservatoire botanique Alsace-Lorraine, sauf clause contraire convenue dans le cadre d'un contrat de recherche spécifique, étant entendu que les moyens (logiciels, études …) appartenant aux membres du groupement et utilisés pour ces études resteront la propriété des dits membres.

ARTICLE 19 – DROITS ET OBLIGATIONS DES MEMBRES

Chaque membre s'engage à communiquer au groupement les informations nécessaires à l'exécution des travaux validés par le Conseil d'Administration, dans le respect de la législation en vigueur.

Pour leurs besoins propres et répondant à l'objet et aux missions statutaires du groupement et pour la durée du groupement, les membres bénéficieront d'un droit d'usage gratuit des produits, informations et données issus des études menées par le groupement y compris ceux qui sont développés à partir d'un produit apporté par un membre. Les produits propriété d'un membre, mis à disposition du groupement dans le cadre de ses travaux, sont également mis à disposition des autres membres.

Les règles de mise à disposition des produits issus des études menées par le groupement, dont les données, sont précisées dans un document spécifique approuvé par le Conseil d'Administration.

TITRE V – GESTION DU GROUPEMENT

ARTICLE 20 – PROGRAMME ET BUDGET

Le programme d'activité et le budget correspondant sont approuvés chaque année par le conseil d'administration. Le budget inclut l'ensemble des opérations de recettes y compris la détermination de la contribution des membres sous les formes prévues à l'article 8 et de dépenses prévues pour l'exercice. Il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs spécifiques du groupement en distinguant :

A- les dépenses de fonctionnement :
   - dépenses de personnel
   - dépenses de fonctionnement divers

B- les dépenses d'investissement.

ARTICLE 21 – RÉSULTATS FINANCIERS

Le groupement ne donnant lieu, ni à la réalisation, ni au partage de bénéfices, l'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes, ou l'excédent des charges sur les recettes de l'exercice sera reporté sur l'exercice suivant.
La résorption de cet excédent sera prévue prioritairement au budget de l'exercice suivant ou provisionné pour des projets relevant de l'activité du GIP ainsi que pour risques et charges.
Au cas où les charges dépasseraient les recettes de l'exercice, le conseil d'administration doit décider les mesures budgétaires à adopter.

ARTICLE 22 – TENUE DES COMPTES

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion est assurée selon les règles du droit public.

ARTICLE 23 – PROCÉDURES D'ACHAT DU GIP

Les contrats conclus à titre onéreux passés par le groupement pour répondre à ses besoins sont soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

TITRE VI – FIN DU GROUPEMENT

ARTICLE 24 – DISSOLUTION

Le groupement est dissous :

- par décision de l'assemblée générale
- par décision de l'autorité administrative qui a approuvé la convention constitutive, notamment en cas d'extinction de l'objet. Dans ce cas la décision de dissolution ne peut intervenir que dans un délai de six mois après que le groupement ait été invité à présenter des observations écrites.

ARTICLE 25 – LIQUIDATION

La dissolution du groupement entraine sa liquidation, mais la personnalité morale du groupement subsiste pour les besoins de cette liquidation.

ARTICLE 26 – DÉVOLUTION DES BIENS

En cas de dissolution volontaire ou prononcée par l'autorité administrative, les biens et droits du groupement sont répartis entre les membres du groupement proportionnellement à leurs droits statutaires.

TITRE VII – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 27 – RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le règlement intérieur complète les dispositions de la présente convention concernant le fonctionnement du groupement. Il sera approuvé par le conseil d'administration.

ARTICLE 28 – CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l'autorité administrative qui en assure la publicité conformément à la réglementation en vigueur. Les modalités définies par la convention constitutive approuvée par l'arrêté ministériel du 7 avril 2010 susvisé, modifiée par voie d'avenant n°1 signé le 15 octobre 2019, restent en vigueur jusqu'à cette approbation.

CONSERVATOIRE
BOTANIQUE
D'ALSACE

Strasbourg.eu

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE STRASBOURG ET LE CONSERVATOIRE BOTANIQUE D'ALSACE

Entre d'une part
Le Conservatoire Botanique d'Alsace, groupement d'intérêt public ayant son, 2 rue du Couvent, 67150 ERSTEIN, ci-après désigné « CBA » représenté par son Président,

Et d'autre part
La Ville de Strasbourg, membre du GIP Conservatoire Botanique d'Alsace, ayant son siège 1, Parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex, ci-après désignée « la Ville », représentée par son Maire,

Considérant la convention constitutive du CBA approuvée :

- par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg du 16 novembre 2015 ;
- par l'Assemblée du 2 décembre 2015 ;
- par arrêté interministériel des Ministères en charge de l'écologie, de l'enseignement supérieur et du budget, en date du 7 avril 2010 publié au journal officiel du 4 juin 2010 ;

et plus spécialement ses articles 7 et 8 qui précisent que « les contributions annuelles de chaque membre, en personnel, en financement et en matériel sont fixées dans des conventions particulières conclues entre chaque membre et le groupement ».

Considérant les objectifs de CBA rappelés dans l'article 2 de sa convention constitutive signée par ses membres constituants à savoir :
Le Conservatoire botanique d'Alsace a pour objet de prendre en charge les missions reconnues aux conservatoires botaniques nationaux, de conforter, de valoriser et de coordonner les initiatives prises en faveur de la conservation de la flore alsacienne et, notamment :

- la conservation ex situ des plantes menacées en Alsace ;
- le stockage et l'exploitation des données actuelles à des fins de suivi des populations végétales ;
- la conservation des données historiques ;
- l'expertise pour les collectivités, les administrations de l'Etat et les gestionnaires d'espaces protégés ;
- la sensibilisation du public à la conservation de la biodiversité végétale ;
- la contribution à la formation des acteurs locaux à la sauvegarde de la flore.

Considérant la politique de préservation des espèces menacées de la Ville à savoir :

- la mise en place d'un conservatoire botanique sur le site de la ferme Bussierre en 1988

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention fixe les modalités et les moyens de la coopération entre les deux parties.
Les bases de cette coopération sont contenues dans la Convention constitutive qui régit le fonctionnement des instances du GIP et fixent les droits et devoirs de ses membres. Elles pourront être complétées dans le règlement intérieur.

Article 2 : Services rendus par le CBA

La coopération entre le CBA et la Ville porte principalement sur les actions de conservation *ex-situ* et *in-situ*, en collaboration avec les autres membres du GIP.
Elle se traduit de manière non exhaustive par :

- la mise à disposition des compétences techniques et scientifiques : définition et coordination des priorités régionales de conservation *ex-situ* et de renforcement des populations,... ;
- une assistance à la collectivité dans ses projets de restauration ;
- une veille et une information dans le domaine technique et scientifique ;
- la participation à des réunions relatives aux dossiers gérés par le département Espaces naturels de la Ville.

Les services demandés feront l'objet de fiches projets présenté par la Ville de Strasbourg en groupe technique au 4ème trimestre de l'année précédant sa mise en œuvre. Le groupe technique statuera sur la mise en œuvre des services demandés par les différents membres par vote en fonction de critères préalablement définis à cet effet.

Article 3 : contributions de la ville

La Ville contribue annuellement par le biais de la mise à disposition

- un local administratif meublé (bureau) et situé au 2ème étage du bâtiment principal, d'une surface de 8,52 m² non accessible au public,
- un local technique « grainerie » de 16,66 m², muni d'une arrivée d'eau,
- un terrain (jardin botanique), aménagé pour la conservation des espèces floristiques selon annexe jointe ;
- à la prise en charge la consommation des fluides : électricité, eau potable, chauffage ;
- à l'accès aux locaux communs de la ferme Bussière,

ainsi que par une participation financière annuelle correspondant au coût total du salaire des personnels embauchés par le GIP pour l'entretien et la gestion du jardin conservatoire dans la limite de 60 000 € maximum.

Cette contribution, et les droits statutaires correspondants, pourront être révisés au terme de la présente convention triennale. Celle-ci est détaillée dans l'annexe financière jointe.

En complément, la Ville s'est engagée à prendre en charge l'aménagement de l'antenne du Conservatoire située à la ferme Bussierre pour un investissement

maximum de 200 000 euros, autorisation de programme crée en 2012 de son service espaces verts et de la nature.

La Ville contribue à la dynamique de mutualisation du groupement par:

- La participation aux instances délibérantes (AG, CA) ;
- La participation au groupe technique ;
- La mise à disposition des compétences techniques et scientifiques ;

Ceci dans la mesure de ses disponibilités.

Article 4 : propriétés des graines et plants

Conformément aux articles 15 et 16 de la convention constitutive, les graines et plants des espèces d'Alsace produits à partir du 7 avril 2010 sont propriétés du CBA.
Dans le cas où le CBA devait évoluer dans sa situation géographique, l'ensemble des graines, plants et aménagements entrepris seraient restitués à la Ville, tel que cité dans la convention de mise à disposition jointe en annexe : Tous travaux, installations, constructions, améliorations, embellissements, de quelque nature que ce soit, que le conventionné aura pu entreprendre sur le domaine concédé, conformément aux articles précédents, pendant la durée de la présente convention, resteront la propriété de la Ville, sans aucune indemnité à la fin de la convention.
La Ville s'engage à se donner les moyens de préservation des graines dans le cadre réglementaire.

Article 5 : durée

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature. En cas de dissolution du groupement, la présente convention serait caduque.
Conformément à l'article 5-2 de la convention constitutive, sa dénonciation par la Ville peut avoir lieu à l'expiration d'un exercice budgétaire sous réserve que soit intention soit notifiée 1 an à l'avance.

Article 6 : recours

La présente convention est régie par le droit français. Les signataires s'engagent à tenter par tous les moyens de régler à l'amiable les difficultés relatives à l'application de la présente convention.
Après épuisement des voix amiables, le tribunal compétent sera saisi.

2 5 SEP. 2019

Le Président du Conservatoire botanique d'Alsace,

Bernard Gerber

L'Adjointe au maire de la Ville de Strasbourg,

Christel Kohler

P.J :
Avenant à la convention R34 de mise à disposition
Annexe financière

ANNEXE FINANCIERE DES CONTRIBUTIONS DE LA VILLE DE STRASBOURG

Loyer du local administratif de 8,52m² :

Valeur locative du logement estimée à 13 €/m²/mois :	
Loyer annuel pris en charge :	**1329.12 €**

Loyer du local technique :

Valeur locative à 18,94 €/m²/an selon l'arrêté tarifaire:	315,54 €
Loyer annuel pris en charge :	**315,54 €**

Mise à disposition du terrain de 36 ares :

Valeur locative à 11,31 €/are/an selon l'arrêté tarifaire:	407.16 €
Loyer annuel pris en charge :	**407.16 €**

Prise en charge de la consommation des fluides au prorata des surfaces :

Eau :	€
Electricité :	**€**
Chauffage :	**972,92 €**

Montant global des contributions	**3024.74 €**

19

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Gestion des réserves naturelles nationales.

Numéro V-2022-762

Trois réserves naturelles nationales sont pour partie situées sur des propriétés forestières de la ville de Strasbourg : l'Ile du Rohrschollen (RNN du Rohrschollen), le massif forestier de Strasbourg - Neuhof - Illkirch - Graffenstaden (RNN Neuhof - Illkirch) et le massif forestier de la Robertsau et de la Wantzenau (RNN Robertsau – La wantzenau). La ville de Strasbourg a été désignée gestionnaire de ces espaces. Cette mission a été officialisée par la signature de de conventions avec l'Etat, respectivement les 19 avril 2011, le 28 mars 2014 et le 23 novembre 2021.

Ces conventions fixent les obligations du gestionnaire. En contrepartie, l'État verse une subvention de fonctionnement dont le montant a été fixé en application d'une grille d'évaluation nationale.

Dans le cadre de l'application de ces conventions, la ville de Strasbourg doit fournir pour chaque réserve naturelle un bilan d'activité, un compte de résultat de l'année passée et un budget prévisionnel pour l'année en cours.

La participation financière de la Ville de Strasbourg à la gestion de ces réserves a été définie lors de la délibération du 25 juin 2018. En complément des dotations de l'état, celle-ci assure le financement de certaines missions liées à l'accueil du public sur son territoire ou à la maitrise des populations de sanglier.

En 2021, dans le cadre du plan de relance, une enveloppe spécifique a été attribuée au gestionnaire afin de mettre en œuvre trois opérations dans les réserves naturelles strasbourgeoises :

- réalisation d'un observatoire RN Rohrschollen : 50 000,00 € (dont 40 000,00 € de financement État)
- désimperméabilisation anciennes voies dans la RN du Neuhof : 152 308,75 € (dont 121 847,00€ de financement État)
- désimperméabilisation ancienne route de la Schafhardt (RN Neuhof) : 130 550,00 € (dont 104 440,00 € de financement État)

- Complément désimperméabilisation d'anciennes voies dans la RN du Neuhof : 157 500 € (dont 126 000 € de financement Etat)

En application de l'article L 1111-10 du code des collectivités territoriales, le plan de financement prévoit pour chaque opération une prise en charge de 80 % par le plan de relance et 20 % en autofinancement.
L'ensemble des dépenses sera imputé au budget ville, fonction EN03, programme 119, natures 2128 et 2151.

1. Gestion de la RNN du Rohrschollen

La synthèse du bilan d'activité 2021, le compte de résultat 2021 et le budget prévisionnel établi pour 2022 sont joints en annexes 1, 2 et 3. Le plan d'action pour l'année 2021 est joint en annexe 4.
L'ensemble des actions engagées se font en application du plan de gestion en vigueur sur le site.

2. Gestion de la RNN Neuhof / Illkirch

La synthèse du bilan d'activité 2021, le compte de résultat 2021 et le budget prévisionnel établi pour 2022 sont joints en annexes 5, 6 et 8.

L'ensemble des actions engagées se font en application du plan de gestion en vigueur sur le site.

3. Gestion de la RNN Robertsau / La Wantzenau

Dans le cadre de ces obligations la ville de Strasbourg doit définir les objectifs à long terme de la réserve naturelle et les décliner dans un premier plan de gestion quinquennal. Elle dispose d'un délai de 3 ans pour rédiger ce document.

En attendant, l'ensemble des actions a pour objectif principal de
- reconduire les actions existantes en faveur du patrimoine naturel
- engager la rédaction du plan d'action en complétant les connaissances naturalistes
- faire connaitre et apporter une lisibilité à la réserve naturelle

La ville de Strasbourg ne comptabilisant qu'un seul mois de gestion en 2021, la synthèse du bilan d'activité 2021 et le compte de résultat 2021 seront rattachés à 2022. Un document de synthèse des actions engagées en 2021 est présenté en annexe 11 pour information Le budget prévisionnel établi pour 2022 sont joints en annexes 9,. Le plan d'action pour l'année 2022 est joint en annexe 10.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
après avis favorable du comité consultatif

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Pour la Réserve naturelle nationale de l'Ile du Rohrschollen :
- *la synthèse du bilan d'activité 2021 (annexe 1) ;*

- *le compte de résultat 2021 (annexe 2) ;*

- *le budget 2022 (annexe 3) ;*

- *le plan d'action 2022 (annexe 4).*

Pour la Réserve naturelle nationale de Strasbourg-Neuhof / Illkirch – Graffenstaden :
- *la synthèse du bilan d'activité 2021 (annexe 5) ;*

- *le compte de résultat 2021 (annexe 6) ;*

- *le plan d'action 2022 (annexe 7) ;*

- *le budget 2022 (annexe 8).*

Pour la Réserve naturelle nationale de la Robertsau – la Wantzenau :
- *le plan d'action 2022 (annexe 9) ;*

- *le budget 2022 (annexe 10).*

Pour la Réserve naturelle nationale de Strasbourg-Neuhof / Illkirch – Graffenstaden :
- *la synthèse du bilan d'activité 2021 (annexe 5) ;*

- *le compte de résultat 2021 (annexe 6) ;*

- *le plan d'action 2022 (annexe 7) ;*

- *le budget 2022 (annexe 8).*

Les opérations du plan de relance dans les réserves naturelles strasbourgeoises et le plan de financement ci-dessous :

opération	*Financement état (plan de relance) – 80%*	*Autofinancement ville : 20%*	*total*
Observatoire Rohrschollen	*40 000 €*	*10 000 €*	*50 000 €*

Désimperméabilisation anciennes voies Neuhof	*121 847 €*	*31461.75 €*	*152 308.75€*
Désimperméabilisation Schafhardt Neuhof	*104 440 €*	*26110 €*	*130 550 €*
Désimperméabilisation dotation sup. Neuhof	*126 000 €*	*31 500€*	*157 500 €*

autorise

- *la Maire ou son représentant à signer les conventions financières et l'ensemble des documents pour :*
  - *la mise en œuvre de actions pour la gestion des RNN de l'Ile du Rohrschollen, du massif forestier de Strasbourg - Neuhof - Illkirch – Graffenstaden et dans la réserve naturelle nationale du massif forestier de la Robertsau et de la Wantzenau ;*
  - *la mise en œuvre des actions du plan de relance dans ces réserves naturelles nationales*

- *le service des espaces verts et de nature à mettre en œuvre l'ensemble des opérations des plans de gestion et des opérations du plan de relance présentées dans le cadre du budget arrêté par le comité de gestion.*

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147395-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Réserve Naturelle Nationale de l'île du Rohrschollen
Bilan d'activité 2021

Conformément au plan de gestion et tel qu'indiqué dans le plan d'action prévisionnel 2020, l'équipe gestionnaire travaille actuellement à la conception de nouveaux outils de suivi et d'évaluation de la gestion (évolution de l'action **M_EI.05**). Dans cette période de définition de l'ensemble des indicateurs et métriques d'évaluation ainsi que d'élaboration de la nouvelle application informatique de suivi des temps passés : le compte de résultat annuel présentera les dépenses globales de gestion sans le détail action par action et le bilan d'activité prendra la forme d'un compte-rendu qualitatif décliné action par action.

Le présent document constitue le bilan d'activité de l'année 2021 pour la réserve naturelle nationale de l'île du Rohrschollen :

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	EI	01	Suivis scientifiques interdisciplinaires (Observatoire)	Le suivi piézométrique de l'altitude de la nappe s'est poursuivi : 16 relevés réalisés sur l'ensemble de l'année (20 en 2020). La rétention de crue du mois de juillet et la disponibilité des agents n'a pas permis de faire les relevés à la fréquence prévue (2/mois) sur les 8 piézomètres. L'altitude moyenne a été la plus élevée enregistrée depuis le début du suivi en 2004 : 139,34 m. Deuxième année montrant le plus de variations après 2014 : 0,24 cm de battement moyen. L'été pluvieux et la rétention par polder expliquent sans doute ces résultats exceptionnels.
M_	CS	01	Suivi de la faune piscicole (Observatoire)	Poursuite des contacts avec la FDPPMA 67 pour développer des indicateurs piscicoles d'évaluation de la fonctionnalité alluviale et leur expérimentation au Rohrschollen. En parallèle, la FDPPMA 67 a débuté son travail de recherche de présence / absence de la Loche de rivière sur l'hydrosystème de la réserve en juin, à l'aide d'analyse ADNe. L'espèce a été confirmée au de-là des stations connues (2011 et 2015). Par contre, les pêches électriques visant à valider ces résultats et à décrire l'habitat de l'espèce n'ont pu être réalisées en 2021. Elles sont reportées en 2022, tout comme l'inventaire piscicole global lié aux indicateurs piscicoles.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	CS	01	Suivi de la végétation aquatique et rivulaire	Le suivi de la végétation aquatique et rivulaire a été réalisé en 2021, conformément au protocole utilisé en 2012, 2015 et 2018. Les communautés végétales à Cératophylle (plante aquatique vasculaire) évoluent vers d'autres communautés à Potamot pectiné ou à Myriophylle. Ces communautés reflètent toutefois un niveau trophique élevé. Les espèces patrimoniales comme le Butome en ombelles ou la Morène se maintiennent. Forte expansion de Chara sp. dans la zone humide dans les layons, recouvrement du fond de la zone humide très important. L'évolution de l'état écologique des tronçons est très hétérogène, la note est désormais comprise entre un état bon et médiocre avec une majorité de tronçon en état « très moyen », il reste un tronçon en bon état écologique, le passage d'un état de connexion temporaire à une connexion permanente pèse négativement sur la note (les eaux du Rhin étant considérées comme hypereutrophes, elles participent à une augmentation du niveau trophique des cours d'eau de la réserve).
	CS	02	Suivi des espèces en voie de recolonisation (Observatoire)	2021 est l'année de la découverte des premiers indices de présence du Castor. Des branches consommées ont été relevé en juin puis en octobre sur une partie du réseau hydrographique. Deux plateformes de nidification pour le Balbuzard pêcheur ont été installées dans le cadre d'un microprojet Interreg coordonné par la LPO Alsace et le NABU (financement FEDER et association Nos Oiseaux – Pro Pandion). Les grimpeurs-élagueurs de la Ville et de l'Eurométropole ont été sollicité pour fixer ces embases.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	CS	03	Suivi de l'intégrité des cortèges faunistiques alluviaux (Observatoire)	Le suivi 2021 concernait les amphibiens dans les mares de la RN. Les différents passages ont été réalisés aux périodes prévus : décomptes des pontes de grenouille agile, écoute des mâles chanteurs de rainette verte et dénombrement des individus de tritons en reproduction dans les mares. Grenouille agile : 252 pontes dénombrées, équivalent aux résultats de 2019 mais inférieurs aux années précédentes. Espèces présente sur les 9 sites suivis. Rainette verte : 20 mâles chanteurs, effectifs supérieur à 2019 (2 individus) et équivalent à 2017. Espèces retrouvée sur 4 sites, (3 en 2019, 2 en 2017 et 6 en 2015). Plusieurs chanteurs ont été contactés sur un bras-mort en dehors des sites suivis. Regain de l'espèce sur le site. Triton crêté : 17 individus. Effectif légèrement supérieur à 2019 mais inférieur aux années précédentes. N'est plus présent que sur 2 sites (3 en 2019 et 6 2017). Si du point de vue des effectifs les résultats sont moins catastrophiques de 2019, sa répartition s'est encore réduite. Triton alpestre : 17 individus (15 en 2019). Présent sur 6 sites (4 en 2019). Triton ponctué : 12 individus (18 en 2019). Présent sur 4 sites (6 en 2019). Grenouille rousse : aucune pontes relevées (8 en 2019). Crapaud commun : espèce marginale sur le site. Aucun individus ou ponte observée (2 individus en 2019).

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	MS	01	Gestion de la prise d'eau - Concertation avec le concessionnaire et l'Etat	Suite à l'assec survenu début 2018, un groupe de travail piloté par les services de la DREAL, réunissant les différents intervenants sur le site a été mis en place. En collaboration avec les services Allemand, l'objectif a été d'établir un protocole pour réaliser un test d'abaissement du vieux Rhin, avec la définition - de la date, - des temps nécessaires entre chaque abaissement, - de la surveillance à mettre en place, - des points de mesures, - de la détermination du point critique de rupture de continuités écologiques, c'est-à-dire celui nécessitant la mise en marche du siphon. En attendant la mise en place d'appareil de mesure du débit réservé, une surveillance régulière est engagée sur le débit d'étiage transitant par le siphon. Une réunion préparatoire au test d'abaissement du BKS a eu lieu le 25/01/2021. Un test d'abaissement a été réalisé du 3 au 8/02/2021 jusqu'à un abaissement à la cote 138.50 m NN, afin de vérifier que le débit délivré par le bypass et le siphon réunis est suffisant pour maintenir en eau le Bauerngrundwasser. L'abaissement à la cote 138.50 m NN s'est fait avec un débit d'alimentation d'environ 0.6 m3/s à la prise d'eau amont et un débit de 1 à 1.2 m3/s au siphon. Suite à la constatation d'une rupture de l'écoulement hydraulique à la cote 138.50 m NN, il a été décidé de faire remonter le niveau d'eau immédiatement, sans attendre la fin du test.

	MS	02	Gestion de la prise d'eau - Maintenance des infrastructures	**1/ Travaux de maintenance et de remise en état des ouvrages hydrauliques :** - Remplacement du codeur de position de la vanne d'injection qui participe au pilotage automatique d'ouverture de vanne, suite à une détérioration accidentelle du dispositif au cours d'une intervention de nettoyage de la grille anti-débris du by-pass. - Remise en état du procédé des renvois d'alarmes depuis les installations vers les téléphones des gestionnaires. - Installation d'un mode de fonctionnement en mode « batardé » pour permettre la manipulation de la vanne lors des phases de maintenance. - Remise en service du mode automatique d'ouverture de vanne en corrélation avec la courbe d'injection des eaux. Ce dispositif a été testé après autorisation d'injection en situation réelle d'inondation écologique de la réserve naturelle les 18, 19 et 20 mai 2021. **2/ Aménagement complémentaire du batardeau de la vanne d'injection par une connexion amovible sur le by-pass + installation d'un dispositif de type « dégrilleur » :** - Notification du marché n° 2020 / 1110 pour 70 080 € TTC (tranche ferme + optionnelle) le 04 janvier 2021 : o Étude et conception des dispositifs o Fabrication des éléments o Mise en place et test **3/ Renouvellement assurance.** Les ouvrages sont couverts pour une valeur intrinsèque de 3 millions d'euros. **4/ Installation d'un dispositif de type « débitmètre »** pour le contrôle du débit permanent injecté dans le chenal de liaison via le by-pass de l'ouvrage de régulation. Dispositif de suivi, de contrôle et d'alerte lié à la mesure en continu du débit : - Notification du marché n° 2021 / 94 pour 24 199,54 € le 10 mars 2021. **5/ Installations de trois échelles limnimétriques** dans le cours du Bauerngrundwasser pour assurer le suivi de l'évolution des niveaux d'eau, en complément du dispositif de type « débitmètre ». **6/ Zone de restitution** : Mise en place d'un accompagnement technique en vue de définir les opérations de réfection de l'ouvrage :

				- Analyse du projet de recherches technologiques pour stabiliser et résorber les problèmes d'affouillement élaboré par les étudiants de l'Institut national des Sciences Appliquées (INSA-Strasbourg). Évaluer sa faisabilité. - Identification des contraintes opérationnelles et règlementaires. - Identification des besoins en études complémentaires (géotechniques, bathymétriques, topographiques…). - Estimation des coûts. - Définition du programme d'assistance en maitrise d'œuvre. - Rapprochement avec le département des ouvrages d'art du service des voies publiques de la collectivité pour envisager une collaboration opérationnelle pour faire aboutir ce dossier. **7/ local technique de commande de la vanne :** - Lutte contre l'intrusion des rongeurs. - Remplacement du système de fermeture de la porte. - Création d'une dalle de propreté au niveau du seuil de la porte. - Site équipé d'un extincteur. **8/ Interventions « régie » récurrentes :** - Nettoyage et débroussaillage manuel du site (y compris la partie enrochée du chenal de liaison). 2 x par an. - Enlèvement manuel des déchets flottants du chenal d'amenée. 2 x par mois. - Nettoyage de la grille anti-débris de la prise d'eau du by-pass. 3 x par an. - Surveillance police de l'environnement. **9/ Incident vanne :** rupture d'un des deux paliers de la vanne segment au cours de la phase d'inondation écologique de la réserve naturelle du mois de mai 2021. - Rupture intervenue le 20 mai après 3 jours de fonctionnement et environ 200 mouvements. Injection d'eau jusqu'à 20m³/s. - Réalisation d'une expertise et analyse du dysfonctionnement. - Vanne bloquée en situation fermée sans étanchéité et non manœuvrable en l'état. - Sécurisation du site par la mise en place d'un batardage d'urgence avec un passage d'eau d'environ 2m³/s. pour continuer à alimenter le Bauerngrundwasser via le by-pass. - Évaluation des possibilités de réfection et approche financière en cours.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	MS	03	Gestion de la prise d'eau - Organisation d'une mise en œuvre en toute sécurité	Cette action avait été mise en attente pendant la maintenance de l'ouvrage. La mise en service a été réalisée en mai 2021, puis suivie d'une avarie.
	CS	05	Suivi de la population de *Vertigo moulinsianna* (Observatoire)	Menée par la Société Alsacienne d'Entomologie, cette étude a démarré tardivement en 2020 en raison du contexte sanitaire et des procédures de financement. Elle s'est finalisée début 2021. L'ensemble des sites favorables aux Vertigo de Des Moulins ont été prospecté. *V. moulinsiana* est toujours présent mais sur un site différent des secteurs historiques. *V. angusitior* n'a toujours pas été découvert. Grace a un financement exceptionnel de l'Etat, le cadre de l'étude a été élargi. Elle a porte également sur un inventaire plus complet de la malacofaune. Identification de 17 espèces supplémentaires au 53 déjà connues (Inventaire SAE 2014-2015). 3 nouvelles espèces patrimoniales : la Nérite des rivières (en danger sur liste rouge d'Alsace), la Planorbe carénée (vulnérable en Als.) et Planorbe des étangs (quasi menacé en Als.).
	CS	06	Suivi de la Loche de rivière (Observatoire)	Suite au prélèvement d'ADNe l'espèce a été confirmée au de-là des stations connues (2011 et 2015) par FPPMA 67. Les résultats détaillés seront présentés en 2022, après la réalisation des pêches électriques destinées à caractériser l'habitat de cette espèce.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	IP	02	Adaptation éventuelle de l'ouvrage de restitution du BGW	CF. point 6 de l'activité/code MS 02. À savoir : **6/ Zone de restitution** : Mise en place d'un accompagnement technique en vue de définir les opérations de réfection de l'ouvrage : - Analyse du projet de recherches technologiques pour stabiliser et résorber les problèmes d'affouillement élaboré par les étudiants de l'Institut national des Sciences Appliquées (INSA-Strasbourg). Évaluer sa faisabilité. - Identification des contraintes opérationnelles et règlementaires. - Identification des besoins en études complémentaires (géotechniques, bathymétriques, topographiques…). - Estimation des coûts. - Définition du programme d'assistance en maitrise d'œuvre. - Rapprochement avec le département des ouvrages d'art du service des voies publiques de la collectivité pour envisager une collaboration opérationnelle pour faire aboutir ce dossier.
M_	CS	03	Suivi vigne sauvage	Un contrôle des pieds de vigne sauvage a été réalisé en septembre 2021, 1 des 3 stations bien installées a fructifié cette année, de nombreuses grappes de raisins ont pu être observées. La 4e station observée en 2012 n'a pas été retrouvée depuis, elle était déjà en très mauvais état lors de sa découverte en 2012 et a pu disparaître. L'un des pieds de vigne se développe sur un jeune frêne dépérissant atteint de chalarose, si l'arbre venait à tomber, il existe un risque que ce pied de vigne soit arraché et tombe dans le Bauerngrundwasser avec son arbre support.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	IP	01	Intervention de lutte contre les EEE du milieu forestier	L'opération d'annelage des **Erables négundo** a été réalisée sur les 8 semenciers connus et les 8 autres sujets déjà identifiés de la réserve le 12 mars 2021. L'opération de coupe de la **Renouée du japon** a été réalisée sur les 7 stations de renouées connues de la réserve, y compris les 3 présentes sur la presqu'île (1er passage : du 14 au 16 avril 2021, le 2ème passage prévu en juin n'a pas pu être réalisé faute de moyens humains, et dernier passage : du 6 au 8 octobre). 2 opérations de coupe des pieds de **Berce du Caucase** ont été réalisées sur la presqu'île du Rohrschollen (les 5 juillet et 9 août 2021). L'ensemble des rémanents ont été exportés hors de la réserve.
M_	CS	04	Suivi des interventions sur les EEE du milieu forestier	*Non prévu en 2021, sera réalisé en 2022*
M_	CS	05	Suivi de la végétation prairiale	*Non prévu en 2021, sera réalisé en 2022*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	CS	06	Suivi des lépidoptères & des orthoptères	Les conditions météorologiques fraîches et humides de 2021, ainsi que la rétention d'une crue du Rhin en juillet ont compliqué l'exécution de ce suivi (notamment pour trouver des fenêtres météorologiques favorables aux prospections) : - 7 passages lépidoptères au lieu de 8 - 5 passages orthoptères au lieu de 6. Les conditions climatiques particulières ont semble-t-il eu un impact défavorable sur ces cortèges notamment sur les papillons de jour. Rhopalocères : - 27 espèces au total contre 38 et 48 en en 2016 et 2018 - Effectif total de 458 individus contre 521 et 1040 en 2016 et 2018 - 1 seule espèces patrimoniale : Azuré bleu-céleste (quasi menacée en Als.). Orthoptères : - 21 espèces au total, ce qui est équivalent aux suivis précédents (22 en 2018 et 21 en 2016). - 4 espèces patrimoniale : Decticelle carroyée (vulnérable en Als.), Criquet des roseaux (quasi menacée en Als.), Criquet verte-échine (quasi menacée en Als.), Oedipode émaurinde (quasi menacée en Als.).
	CS	07	Suivi de l'avifaune nicheuse patrimoniale	*Suivi prévus en 2022.*
M_	EI	01	Elaboration d'un protocole de gestion adapté à chaque habitat ouvert	Des fiches relatives à chaque milieu ouvert (prairie nord, prairies sud) ont été établies. Ces fiches renseignent les éléments suivants : Habitats (phytosocio. et N2000), Faune patrimoniale, Flore patrimoniale, Objectifs de gestion, Type d'intervention, Possibilité de regain, Possibilité de pâturage, Compléments de gestion (lisières, espèces invasives), Date de fauche préconisée, Zones refuges (présence, surface, localisation). Les informations concernant la gestion 2020 ont été intégrées aux fiches avec les cartographies indiquant les zones refuges. Les préconisations concernant les secteurs à pâturer ont été transmises en début d'année à l'éleveur.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	IP	02	Gestion des milieux ouverts	La fauche de la prairie nord a été réalisée par un agriculteur le 21 et 22 septembre 2021, ce retard de fauche est dû aux mauvaises conditions météorologiques du mois de juillet ainsi qu'à la rétention de crue du mois de juillet, il a fallu attendre que le sol soit plus sec afin de limiter l'orniérage. 4 zones refuges ont été maintenues sur pieds. En raison de l'inondation survenue au mois de juillet, le foin récolté était couvert de limons et n'a pu être valorisé. Compte-tenu des très mauvaises conditions météorologiques du mois de juillet, les prairies sud (layons) ont été fauchées par les équipes entre le 4 et le 23 août 2021, andainées et ramassées également par les équipes entre le 10 août et le 13 septembre 2021, et l'évacuation des produits de fauche a été réalisée par le pool mi-septembre 2021. La taille des saules têtards, présents dans les prairies nord, a été réalisée du 27 au 29 septembre 2021 par les équipes, le débusquage des rémanents hors des prairies a été réalisé avec les chevaux pour limiter les impacts en prairie. Le débardage bord de route a été réalisé par un engin, le MB Track, les 1er et 4 octobre 2021.
M_	IP	02 bis	Gestion des milieux ouverts	Les 6 vaches Highlands Cattle achetées par la ville pour pâturer les prairies sud de l'île sont arrivées au début juin 2021 à l'occasion d'une inauguration en présence de Madame la maire. Les vaches ont pu pâturer dans les enclos jusqu'au mois de juillet, puis elles ont été conduites à l'abri avant la submersion de l'île. Elles ont été amenées ensuite sur l'île le 2 août 2021, mais la présence de limons sur la totalité de la végétation a rendu nécessaire la fauche des pâtures. En l'absence de ressource suffisante, elles ont ensuite été conduites dans une pâture de la Robertsau le 21 décembre 2021 pour y passer l'hiver.
M_	IP	03	Intervention sur les espèces exotiques envahissante en milieu ouvert	La gestion du Solidage est réalisée dans le cadre de la gestion courante des prairies, soit par pâturage bovin et fauche de regain en prairies sud (layons), soit par fauche en prairies nord. Un arrachage des pieds de Solidage a été réalisé au sein des zones refuges prairiales, durant la première quinzaine de juillet afin de limiter la dissémination de l'espèce. Seuls les individus accessibles depuis les bords des zones-refuges ont été prélevés afin de limiter le piétinement.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	CS	08	Veille sur les EEE	Suivi des Bernaches du Canada et des Ouettes d'Egypte (3ème année) : - 3 couples de Bernaches dont 1 couple avec 2 jeunes ; - 3 couples d'Ouettes dont 1 couple avec 5 jeunes. Un rassemblement maximum de 12 Bernaches a été observé en mars en prairie nord. Rien à signaler pour la flore. Suite à la constatation d'importante surfaces impactés par les sangliers, le gestionnaire a souhaité mettre en place une vigilance et réfléchit à un protocole de suivi. Un comptage des sangliers a été réalisé avec l'appui de la DDT67 et reconduit début 2022. Reconduite prévue en 2023. Sangliers plus actifs et plus facilement identifiables en début de nuit (déplacements / nourrissage) plutôt qu'en fin de nuit (repos). Limites techniques : • consommation des batteries / appareil assez lourd • portée de détection de l'appareil • détection fortement dépendante de la température extérieure.
M_	CS	10	Inventaire mycologique	Tout comme en 2020, la SMS a limité ses interventions en 2021 à cause du contexte sanitaire. Après plusieurs contacts, une réunion a été prévue en avril 2022 afin d'envisager une intervention de l'association à partir de 2023 sur le site.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	CS	11	Suivi des oiseaux nicheurs communs (STOC)	Les 3 passages ont été réalisés aux périodes prévues : fin mars (nicheurs précoces), mi-avril et début juin. Les résultats de 2020 étaient atypiques en raison des adaptations du suivi au confinement. Ceux de 2021 montrent une stabilité par rapport aux années précédentes. ▪ 53 espèces contactées (proche de la moyenne) : - 43 en partie forestières - 43 en partie prairiale. ▪ 1152 individus contactés (supérieur à la moyenne en raison d'important transits migratoires) : - 467 en partie forestières - 685 en partie prairiale. ▪ Espèces remarquables : Pic cendré (vulnérable en Als.) et Pie-grièche écorcheur (vulnérable en Als.). ▪ La répartition par cortège de 2021 est comparable à celle relevés par exemple en 2002 et 2012 : - 25% d'espèces généralistes - 6% d'espèces de milieux agricoles - 6% d'espèces de milieux bâtis - 26% d'espèces de milieux forestiers - 38% d'espèces autres.
M_	CS	12	Suivi de la flore patrimoniale	Suivi non prévu en 2021, Viola alba a été observée en grand nombre sur la digue ainsi que dans la prairie au pied de la digue.
	CS	08	Comptage des oiseaux d'eau (Wetlands)	Comptage réalisé par la LPO et le FOSAUR (assoc. Allemande) dans le cadre d'une collaboration : - 947 individus - 16 espèces - 343 foulques macroules (effectif similaire à la période antérieure à 2017) Effectif global le plus faible à cette période depuis le début du suivi après 2019 et 2018.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	MS	01	Carnet de bord de la réserve	Le carnet de bord n'est pas encore abouti. Les opérations de gestion sont actuellement suivies dans des outils spécifiques. Cette action est étroitement liée à la révision des outils informatiques nous permettant de faire un reporting financier et des activités dans la réserve. La demande, initiée par le conservateur en 2019, a été validée au niveau de la Direction en 2021 classant ce projet informatique en priorité 1 pour aboutir en 2023.
M_	EI	07	Définition d'un protocole de gestion des voies et cheminements	Un protocole d'entretien mutualisé est en cours de rédaction. L'ensemble des chemins de la RN ont été catégorisés. Chacune des catégories correspondra à un mode d'entretien. Le protocole est à finaliser.
M_	CI	01	Entretien des chemins	La surveillance et les opérations d'élagage des voies ouvertes à la circulation ainsi que le ramassage de déchets le long et aux abords des chemins ont été réalisées telles que prévues au plan de gestion. Suite à la crue du Rhin en Mai 2021 et de la mise en eau puis vidange du BKS, l'ensemble des chemins parcourant la réserve ont été diagnostiqués et sécurisés. Un tronçon du sentier du vieux Rhin, situé entre l'ouvrage de restitution et la pointe Sud de l'île a été fermé au public pour raison de sécurité à la suite d'un effondrement de berge. La fauche en bordure du chemin du vieux Rhin n'a pas été réalisée par le service compte-tenu du fait que cet itinéraire fait l'objet d'un arrêté municipal de fermeture pour des raisons de sécurité du 30 juillet 2021 au 21/05/2022 (dans le cadre de l'abaissement du niveau du Rhin).
M_	EI	08	Définir un protocole d'intervention sur les arbres à risques	Travaux cartographique et de géomatique en cours pour définir les zones et les récurrences des interventions en fonction du contexte écologique et de la fréquentation du public.
M_	EI	09	Inventaire des arbres à risque	L'inventaire des arbres à risque a été confié à l'Office National des Forêts selon un protocole identique aux années précédentes (17 tiges marquées, dont 4 arbres déjà au sol sur le chemin du vieux Rhin). Le quantitatif significativement plus important d'arbres identifiés à l'automne 2021 est liée pour grande partie aux conséquences de la crue de juillet.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	CI	02	Coupes de sécurité	Les opérations de coupes de sécurité ont été réalisées telles que prévues au plan de gestion. L'ensemble des linéaires de chemins internes à la réserve naturelle ont été traités, un seul en lien avec la Chalarose du frêne. Une première opération ponctuelle a été réalisée du 27 juillet 2021 afin de sécuriser l'accès au Sentier Galerie et au Sentier de l'oie Cendrée suite à la crue de juillet, qui a concerné 1 peuplier de petit diamètre (≤ 30 cm de diamètre) et de nombreux arbustes et branchages couchés en travers des sentiers. La deuxième intervention, concernant le Sentier du Vieux Rhin, a été réalisée les 1er et 2 février 2022 : 4 étant déjà au sol, ces derniers ont juste fait l'objet d'un déplacement hors de l'emprise du chemin ; les 13 autres arbres ont fait l'objet d'une coupe de sécurisation cette année, parmi lesquels une majorité de Peupliers, dont 4 de très gros diamètre (85 à 110 cm de diamètre). Le Sentier du Vieux Rhin est toujours fermé à l'accueil du public depuis le 30 juillet 2021, non pas à cause du risque vis-à-vis des arbres, mais à cause d'un problème de stabilité du chemin dont une partie a été arrachée par le Rhin lors de la crue de juillet.
M_	CI	03	Entretien courant des ouvrages d'art	Seules les opérations liées au débroussaillage des enrochements à l'aval de la prise d'eau ont été réalisées telles que prévues au plan de gestion. Cette intervention a été réalisée le 8 octobre 2021. Une intervention ponctuelle d'élagage aux abords des platelages et passerelles a été réalisée le 27 juillet 2021, suite à la crue de juillet. Une opération complémentaire de dégagements des embâcles accumulés contre les piles des passerelles a été réalisée également le 27 juillet 2021, suite à la crue de juillet.
M_	CI	04	Entretien courant des aménagements d'accueil du public	En 2021, l'équipe a réalisé un entretien régulier du platelage. L'interdiction d'accès au tronçon du sentier du vieux Rhin fermé au public a été matérialisé par la pose de grilles et d'une signalétique.
	MS	05	Entretien de la signalétique sécuritaire	L'entretien de la signalétique sécuritaire a réalisé conformément au plan de gestion.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	PA	06	Animation réserve naturelle EEDD	Dans l'attente du recrutement des 2 animateurs EEDD qui arriveront en 2022, une partie de la subvention EEDD a été attribuée par l'État en 2021 afin de conduire un certain nombres d'actions favorables à l'objectif de développement de l'ancrage territorial de la réserve. Les actions suivantes ont ainsi pu être démarrées ou renforcées grâce à ce financement : **CC.01** Signalétique/Communication/sensibilisation sur la gestion des milieux ouverts **CI.04** Mise à jour de la signalétique (y compris stage de 6 mois pour la définition d'un projet d'aménagement de parcours pédagogique) **M_CC.01** Concevoir une offre pédagogique à destination des scolaires (réflexion préalable) **M_CC.02** Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias **M_CC.03** Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole) **M_PA.01** Organisation de visites guidées tout public **M_PA.05** Organisation et encadrement d'activités participatives **M_PA.06** Intégration d'opportunités compatibles avec le plan de gestion **M_SP.01** Sensibilisation des usagers et des acteurs **M_SP.02** Tournées de sensibilisation **MS.08** Définition d'un partenariat avec EDF pour l'accueil du public **MS.11** Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN **MS.14** Encadrer les manifestations **EN.8** Gestion de projets - organisation EEDD De plus, ce financement a contribué à l'élaboration et la mise en œuvre d'une vaste campagne de communication sur les réserves naturelles nationales de Strasbourg à destination des habitants et visiteurs de Strasbourg (campagne d'affichage et exposition place de la gare). Cette opération sera complétée en 2022 par l'habillage d'un tramway, la mobilité de l'exposition et une nouvelle campagne d'affichage en ville.
M_	PA	01	Organisation de visites guidées tout public	En 2021, 27 visites guidées ont été réalisées auprès de 518 participants de 6 à 70 ans. Fête de la nature le 22 et 23/05/2021 : 4 visites guidées environ 50 participants

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	PA	02	Animations scolaires	Une animation scolaire auprès d'une classe de CP/CE2 de l'École du Rhin le 1 Octobre 2021.
M_	PA	03	Actions auprès des élus	En 2021, une présentation du statut de Réserve Naturelle Nationale, de leur gouvernance, des enjeux et objectifs des RNNs de Strasbourg et des grands projets en cours a été faite à la nouvelle équipe municipale de la ville de Strasbourg.
M_	PA	04	Réunion d'information, conférences	*Aucune réunion d'information en 2021.*

M_	CC	02	Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias	TOUS	1	Plusieurs articles sont parus en 2021 dans des médias tels que Strasbourg Magazine, InfoGraff ou encore dans des médias locaux, notamment pour la présentation du projet d'écopâturage. Par ailleurs, le compte Instagram® des réserves est mis à jour régulièrement. Il permet la publication et le partage de photos de paysages, d'espèces présentes dans les réserves naturelles gérées par la ville de Strasbourg, ainsi que d'actions réalisées par les équipes. Cet outil doit permettre de contribuer à l'amélioration de l'« appropriation positive des milieux alluviaux rhénans ». Tournage d'un documentaire dans la réserve pour l'émission sur France 5 « les 100 lieux qu'il faut voir » - diffusion été 2021.
M_	CC	03	Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole)	ASO	1	Mise en ligne du site internet en juin. En attendant le recrutement d'un animateur en charge de sa mise à jour, très peu d'actualités ont été diffusées. Une partie de l'équipe gestionnaire a bénéficié d'une formation dispensée en interne concernant la gestion du site internet.
M_	PA	05	Organisation et encadrement d'activités participatives	FRO	2	En 2021, aucune action participative n'a été organisée sur la réserve.
CI-M_	PA	06	Création d'un nouvel observatoire de l'avifaune	AVI/FRO/	1	En 2021, un travail de définition des besoins a été mené avec les partenaires et notamment la LPO. L'emplacement du futur observatoire a été validé par le Comité consultatif. Un premier contact avec des entreprises a permis d'obtenir des chiffrages pour la définition du futur marché qui sera finalisé pour début 2022.
M_	CS	13	Suivi des écocompteurs et analyse des données	FRO	1	Les relevés mensuels des 7 éco compteurs installés sur la réserve ont été réalisés. Les données récoltées confirment les observations de terrain, montrant une augmentation de la fréquentation de la réserve. Un bilan global de la fréquentation sera réalisé en fin de plan de gestion afin notamment de suivre l'évolution suite au changement de plan de circulation.
	SP	02	Encadrement de la pêche	FLON	2	*Sans objet en 2021*

M_	SP	01	Sensibilisation des usagers et des acteurs	FRO	1	En 2021, les agents de l'équipe police/surveillance de la réserve naturelle ont réalisé les actions de surveillance et de sensibilisation conformément au plan de gestion. Elle a ainsi dressé 9 Timbres amendes pour des infractions à la réglementation de la RNN, sur les thématiques suivantes : • Pratique de la pêche de la pêche • Déchets Avec l'augmentation de la fréquentation dans la réserve, plusieurs rappels à la réglementation relative à l'interdiction des chiens dans la réserve ont été réalisé. En 2021, 75 infractions ont été constatées par les agents. Les infractions relatives à de la circulation de véhicule terrestre à moteur et la divagation de chiens sont les plus fréquentes.
M_	SP	02	Tournées de surveillance et de sensibilisation	FRO	1	
M_	SP	03	Travail d'enquête et rapports de police	FRO	0	En 2021, il n'y a pas eu de travail d'enquête sur la réserve naturelle.
M_	SP	04	Tournées de police interservices	FRO	1	Aucune opération de police interservices en 2021
M_	SP	05	Mise en place d'une politique pénale	FLON	1	Un gros travail a été réalisé par l'équipe des agents commissionnés afin de recenser les infractions et définir une première base qui constituera la politique pénale. L'objectif est de pouvoir finaliser un document de synthèse à présenter au comité consultatif et au procureur de la république. Pour se faire, un stage sera mené en 2022 sur le sujet.
M_	SP	06	Contrôle de la cueillette	FRO	1	Intégrés dans les actions M_SP01 et M_SP02.

M_	MS	02	Commissionnement d'agents à la police de la nature	FRO	0	Pas d'offre de formation en 2021 en raison de la pandémie.
	MS	06	Gestion des obligations liées aux servitudes	ALE	1	Fauche sécuritaire de la digue nord par VNF : l'intervention a été réalisée selon les modalités classiques (partielle au printemps et complète à l'automne). Travaux d'entretien sur les pylônes par RTE : une intervention d'entretien a été programmée fin mars. Elle a nécessité le dégagement préalable de la végétation au pied des pylônes par le gestionnaire (03 mars).
	MS	07	Accompagnement des acteurs dans le cadre de projets lourds	FLON/GS	2	*Aucun projet lourd n'a eu lieu en 2021.*
	MS	08	Définition d'un partenariat avec EDF pour l'accueil du public	FLON	0	Une réunion de travail a eu lieu le 05/09/2019 permettant de définir les différentes thématiques de ce partenariat (visites guidés communes, signalétiques commune et cohérentes, problématiques des incivilités, projet de site de nidification de Sterne, événement des 50 ans de la centrale et de la fête de la Nature…). En 2020, EDF a transmis au gestionnaire une pré projet dans lequel figure la liste des thèmes qu'il souhaiterait aborder dans le cadre de cette convention. En 2021, la réflexion a été poursuivie au sein de l'équipe pour amender le projet de convention.
	MS	09	Définition d'un partenariat avec RTE pour faire évoluer les modes de gestion	FLON/ASO	0	Une convention de partenariat tripartite entre La Ville de Strasbourg, la Préfecture du Bas-Rhin et RTE a été élaborée en 2021 et signée le 18/01/2022, pour la mise en œuvre d'une gestion par éco-pâturage des prairies sud de la réserve nationale de l'île du Rohrschollen.
	IP	03	Gestion de la végétation ligneuse aux abords des lignes à haute tension	JBO	1	Les opérations de coupes de sécurité ont été réalisées telles que prévues au plan de gestion, mais seulement sur la partie nord. Ces opérations, ont portés sur 3 petits secteurs au sein des prairies nord, suite à signalement de SER. Le signalement extrêmement tardif de SER a conduit à l'intervention de nos équipes entre le 28 et le 30 mars 2022, après accord de la DREAL. Le débusquage des rémanents hors des prairies a été réalisé avec les chevaux pour limiter les impacts en prairie. Le débardage bord de route a été réalisé par un engin, le MB Track, l'évacuation de bord de route a été réalisée par le pool le 6 avril 2022.
	MS	10	Rencontres avec les autres partenaires	TOUS	1	Rencontre avec la FPPMA 67 pour engager un partenariat visant à élaborer un indicateur piscicole permettant d'évaluer les restaurations de fonctionnalité alluviale sur les RN strasbourgeoises et mettre en œuvre les actions M_CS.01 Suivi de la faune piscicole et CS.06 Suivi de la Loche de rivière.

M_	CI	05	Ramassage des déchets et dépôts sauvages	FRO	1	Conforme au plan de gestion. Cout annexe pour le nettoyage des zones de pêches 1 034.50€
M_	MS	03	Organisation et participation aux Comités Consultatifs	ALE	1	Le comité consultatif s'est réuni le 26/10/2021. L'ODJ comportait notamment la présentation des compte de résultat et bilan des actions 2019 et 2020, ainsi que le vote (validé à l'unanimité) du budget prévisionnel et la présentation du plan d'actions 2021. Le compte rendu a été rédigé par les services de la préfecture et adressé aux participants. Il reste disponible sur la plateforme de mise en ligne des documents de séance.
M_	MS	04	Participation aux réunions des instances consultatives (CSRPN…)	FLON	1	*Aucune réunion en 2021 en lien avec la réserve naturelle.*
M_	MS	05	Réunions d'équipe	ALE	1	Suite aux mesures sanitaires qui se sont imposées, les réunions d'équipe n'ont pas été maintenues en présentiel. La collectivité s'est organisée afin de pouvoir maintenir le contact avec le équipes à l'aide d'outil informatiques adaptés
	MS	11	Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN	TOUS	1	*Aucune action particulière en 2021 en lien avec la réserve naturelle.*
M_	MS	06	Collaboration avec les autres gestionnaires d'espaces naturels	TOUS	1	Une partie de l'équipe a participé au séminaire des gestionnaires du Grand Est les 18 (Visio) et 21 octobre (PNR de la forêt d'Orient dans l'Aube). Au programme de ce séminaire, notamment : • Les actualités « Espaces naturels » de la DREAL, la Région et RNF ; • L'écopâturage • La concertation –un outil d'ancrage territorial • Vigie nature

M_	MS	07	Collaboration interservices (Eurométropole, …)	TOUS	1	Conformément à la fiche action, l'équipe travaille au quotidien avec les autres services de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.
M_	MS	08	Mise en place d'un conseil scientifique	FLON	0	Cette opération ne relève pas directement du gestionnaire de la réserve naturelle. Une liste de personne pouvant potentiellement composer cette instance a été transmise au service de la DREAL
M_	MS	09	Participation au réseau « Réserves Naturelles de France (RNF)	FLON	1	En 2021, cette opération a permis au conservateur de : • Suivre les évolutions budgétaires de la revalorisation des dotations financière, l'attribution de budgets supplémentaires dans le cadre du plan de relance et de l'éducation à l'environnement ; • de participer aux réunions du conseil d'administration en tant qu'élu : 3 réunions du conseil d'administration, un séminaire et une inter-commission. De plus, le congrès annuel des réserves naturelles de France s'est tenu en visio-conférence du 2 au 4 juin 2021 sur la thématique de la mobilisation citoyenne au bénéfice des réserves naturelles. En complément, plusieurs membres de l'équipe gestionnaire se sont impliqués toute l'année au sein des commissions : • Patrimoine naturel ; • Territoire et développement durable ; • Professionnalisation et police de l'environnement.
M_	MS	10	Participation aux instances de protection de la nature (N2000, CBA, SAGE, APB …)	FLON	1	Participation aux réflexions pour rédiger un plan de gestion sur l'APB de Plobsheim (comité de gestion et groupes de travail). Participation au Comité régional de la biodiversité.
M_	MS	11	Evaluation annuelle du plan de travail (rapport d'activités)	ALE	1	Les rapports d'activité 2019 et 2020 ont été élaborés et présentés au comité consultatif du 26/10/2021.

M_	MS	12	Évaluation du plan de gestion	ALE	1	Action prévue lors de la dernière année du plan de gestion
M_	MS	14	Compléter la base de données SERENA	AS	1	La base de données naturaliste SERENA a été renseignée de l'ensemble des données naturalistes collectées.
M_	MS	16	Transmettre les données à ODONAT	ASO	1	Les données 2020 ont été transmises à ODONAT en septembre 2021. Les données d'ODONAT 2020 ont été reçues
M_	MS	17	Montage, suivi administratif et financier des opérations	TOUS	1	Conformément à la fiche action. En 2021, plusieurs travaux sur le montage financier du plan de gestion ont été menés avec notamment le financement EEDD (Etat), le plan de relance (Etat) et le contrat de territoire eau climat (Agence de l'eau Rhin Meuse).
M_	MS	18	Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels	ALE	1	L'ensemble des achats sont mutualisés avec la gestion de la réserve naturelle du massif forestier de Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden.
M_	MS	19	Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,…)	ALE	1	Conformément à la fiche action.
M_	MS	20	Formation permanente du personnel (AFB,…)	ALE	1	Le coût global pour la formation et la participation aux colloques et congrès de l'équipe gestionnaire en 2021 est intégré compte de résultat (pro-rata pour la réserve naturelle de l'ile du Rohrschollen)

M_	MS	21	Gestion des ressources humaines	ALE/JBO	1	Les mouvements de personnel dans l'équipe en 2021 : • Départ non programmé du chef d'équipe de l'équipe Gestion et restauration des milieux (au 31/05/2021) et arrivée d'un nouvel agent dans l'équipe Gestion et restauration des milieux (au 01/02/2021) portant l'effectif 2021 à 6 agents (pour 8 postes) ; • Départ programmé d'un nouvel agent de l'équipe Police-Surveillance (au 01/02/2022) portant l'effectif actuel à 2 agents (pour 6 postes); • Départ d'un agent en charge de la gestion faune (responsable notamment de la régulation du sanglier) -> remplacement prévu en 2022 ; • Mobilité interne du technicien responsable études et prospectives -> remplacement prévu en 2022 ; • Difficulté de remplacement du technicien administratif – logistique. L'appel à candidatures a été lancé à 3 reprises. Recrutement en cours pour une prise de poste au 1er janvier 2022.
M_	MS	22	Mise en place de partenariats scientifiques	FLON	1	*Sans objet en 2021.*

Réserve Naturelle Nationale de

L'ILE DU ROHRSCHOLLEN



Compte de résultat
Exercice 2021

Réserve Naturelle Nationale de
l'île du Rohrschollen

COMPTE DE RESULTAT

2021

(exercice comptable du 01/01/2021 au 31/12/2021)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :
Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Conservateur :
Frédéric LONCHAMPT
☎ 03 68 98 61 31
✆ 06 08 87 33 24

à compter du 01/03/2022 :
Cécile PAUL
☎ 03 68 98 50 00
Poste n°81956

BUDGET GLOBAL

DEPENSES

Fonctionnement		
Missions de gestion de la RNN		210 195,81 €
Mise en œuvre de la fonctionnalité alluviale		48 227,98 €
Accueil du public : missions Ville de Strasb.		21 479,81 €
	Sous-total	**279 903,61 €**
Investissement		
Missions de gestion de la RNN		76 149,61 €
Mise en œuvre de la fonctionnalité alluviale		17 196,00 €
Accueil du public : missions Ville de Strasb.		3 012,00 €
	Sous-total	**96 357,61 €**
	Total	**376 261,22 €**

RECETTES

Fonctionnement		
DREAL Grand Est		112 348,25 €
Agence de l'eau		23 907,64 €
Ville de Strasbourg		135 567,72 €
RTE		8 080,00 €
	Sous-total	**279 903,61 €**
Investissement		
DREAL Grand Est		10 536,99 €
Agence de l'eau		66 661,82 €
Ville de Strasbourg		184,80 €
RTE		18 974,00 €
	Sous-total	**96 357,61 €**
	Total	**376 261,22 €**

INFORMATIONS PREALABLES

Les **Missions de gestion** définies par la convention entre le gestionnaire et l'Etat font l'objet d'une subvention annuelle répartie entre fonctionnement (financement de 2 ETP et frais divers de fonctionnement) et investissement (études, acquisition, installations nouvelles...). Seules les actions en relation avec la gestion d'une Réserve Naturelle Nationale sont concernées par ce budget.

SECTION : FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN			
Frais de personnel			
	Conservateur		14 465,54 €
	Technicien espaces naturels / faune-flore		42 017,63 €
	Garde "Accueil du public"		6 495,26 €
	Garde "Police & Surveillance"		65 149,60 €
	Garde "Intervention sur patrimoine naturel"		32 972,12 €
	Garde "Faune-Flore"		18 861,86 €
	Secrétaire administrative		5 254,00 €
	Stagiaire (6 mois)		1 710,74 €
		Sous-total	**186 926,75 €**
Formation et veille scientifique			
	Stages et formations		556,13 €
	Adhésions RNF et colloques		515,70 €
		Sous-total	**1 071,83 €**
Déplacements et indemnités kilométriques			**4 174,20 €**
Frais de gestion courante			
	Fournitures administratives		70,36 €
	Equipement vêtements		1 335,38 €
	Ouvrages et abonnements		199,58 €
	Frais téléphoniques		451,97 €
M_IP.02b	Frais d'élevage (Highlands)		756,70 €
	Autres frais		4 629,05 €
		Sous-total	**7 443,04 €**
Acquisition de petit matériel			
M_IP.02b	Petit matériel d'élevage (Highlands)		528,39 €
	Autre petit matériel		1 271,72 €
		Sous-total	**1 800,11 €**
Dotation aux amortissements			**927,80 €**
Travaux de fonctionnement			
	Interventions autres personnels de la collectivité		4 462,28 €
	Travaux divers par entreprises		2 789,80 €
		Sous-total	**7 252,08 €**
Sinistres Vol moteur bateau police			**600,00 €**
		Total 1	**210 195,81 €**

Mise en œuvre de la fonctionnalité alluviale			
Frais de personnel			
	Conservateur		866,20 €
	Technicien espaces naturels / faune-flore		13 567,32 €
	Garde "Intervention sur patrimoine naturel"		0,00 €
	Garde "Accueil - Police & Surveillance"		2 154,14 €
		Sous-total	**16 587,66 €**
Déplacements et indemnités kilométriques			**469,05 €**
Travaux de fonctionnement / prestataires			
MS.02	Entretien et maintenance		31 171,27 €
		Sous-total	**31 171,27 €**
		Total 2	**48 227,98 €**

Accueil du public : missions Ville de Strasbourg			
Site internet - Visites guidées - Entretien/sécurisation des infrastructures d'accueil			
Frais de personnel			
	Conservateur		433,10 €
	Technicien espaces naturels / faune-flore		6 996,60 €
	Garde "Accueil - Police & Surveillance"		4 413,36 €
	Garde "Intervention sur patrimoine naturel"		4 176,93 €
		Sous-total	**16 019,99 €**
Déplacements et indemnités kilométriques			**3 406,85 €**
Travaux de fonctionnement / prestataires			
	Interventions autres personnels de la collectivité		1 535,73 €
	Travaux par entreprises		517,24 €
		Sous-total	**2 052,97 €**
		Total 3	**21 479,81 €**

Total 1+2+3	**279 903,61 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN		
DREAL Grand Est		
Subvention annuelle de gestion		84 035,41 €
Subvention EEDD		18 706,60 €
	Sous-total	**102 742,01 €**
Agence de l'eau :		
M_IP.02b - conduite du troupeau		**8 322,00 €**
Réseau de Transport d'Electricité		
IP.03 - gestion des ligneux sous les lignes		6 000,00 €
M_IP.02b - conduite du troupeau		2 080,00 €
	Sous-total	**8 080,00 €**
Ville de Strasbourg		**91 051,80 €**
	Total 1	**210 195,81 €**

Mise en œuvre de la fonctionnalité alluviale	
DREAL Grand Est : MS.02 - *travaux / prestataires - 30%*	**9 606,24 €**
Agence de l'eau : MS.02 - *travaux / prestataires - 50%*	**15 585,64 €**
Ville de Strasbourg	**23 036,11 €**
Total 2	**48 227,98 €**

Accueil du public : missions Ville de Strasbourg	
DREAL Grand Est	**0,00 €**
Ville de Strasbourg	**21 479,81 €**
Total 3	**21 479,81 €**

Total 1+2+3	**279 903,61 €**

SECTION : INVESTISSEMENT

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN		
Etudes et suivis		
M_IP.02b Etude écopaturage		**3 604,43 €**
Travaux d'investissement / prestataires		
M_IP.02b Conception des zones de pâturage - Highlandcattle		**55 789,44 €**
Acquisition de cheptel		
M_IP.02b Achat des vaches Highlandcattle		**5 050,00 €**
Acquisition de matériel		
M_MS.18 Paires de jumelles	369,82 €	
M_IP.02b Matériel d'élevage - Highlandcattle	11 335,92 €	
Sous-total		**11 705,74 €**
Total 4		**76 149,61 €**

Mise en œuvre de la fonctionnalité alluviale		
Travaux d'investissement / prestataires		
Echelles limnimétriques BGW	8 940,00 €	
Mao T02 - débitmètre	4 872,00 €	
AMO bypass - batardeau vanne segment	3 384,00 €	
Sous-total		**17 196,00 €**
Acquisition de matériel		**0,00 €**
Total 5		**17 196,00 €**

Accueil du public : missions Ville de Strasbourg		
Travaux d'investissement / prestataires		
M_IP.02b Conception panneau thématique Highlands	3 012,00 €	
Sous-total		**3 012,00 €**
Acquisition de matériel		**0,00 €**
Total 6		**3 012,00 €**

Total 4+5+6	**96 357,61 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN		
DREAL Grand Est		
Subv. annuelle de gestion		**7 282,59 €**
Agence de l'eau :		
M_IP.02b - projet Highlandcattle - 1er acompte	11 849,60 €	
*M_IP.02b - demande participation 2021 **	*38 645,82 €*	
Sous-total		**50 495,42 €**
Réseau de Transport d'Electricité		
M_IP.02b - projet Highlandcattle		**18 371,60 €**
Ville de Strasbourg		**0,00 €**
Total 4		**76 149,61 €**

** Somme avancée par la Ville en attente du versement de la subvention*

Mise en œuvre de la fonctionnalité alluviale	
DREAL Grand Est	
Subv. Contrôle débit permanent - *20%*	**3 254,40 €**
Agence de l'eau : MS.02 - *travaux / prestataires - 80%*	**13 756,80 €**
Ville de Strasbourg	**184,80 €**
Total 5	**17 196,00 €**

Accueil du public : missions Ville de Strasbourg	
Agence de l'eau :	
*M_IP.02b - demande participation 2021 **	**2 409,60 €**
Réseau de Transport d'Electricité	**602,40 €**
Ville de Strasbourg	**0,00 €**
Total 6	**3 012,00 €**

Total 4+5+6	**96 357,61 €**

VILLE DE STRASBOURG

Service Espaces verts et de nature
1 Parc de l'Etoile
67 076 Strasbourg Cedex

Téléphone :
03 88 60 90 90
Télécopie :
03 88 43 67 48

Mél :
EspacesVertsEtDeNature-EspacesNaturels@strasbourg.eu

Site internet :
www.rn-rohrschollen.strasbourg.eu

Réserve Naturelle Nationale de
L'ILE DU ROHRSCHOLLEN



Budget prévisionnel
Exercice 2022

Réserve Naturelle Nationale
de l'île du Rohrschollen

BUDGET PREVISIONNEL
2022
(exercice comptable du 01/01/2022 au 31/12/2022)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :
Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Conservateur :
Cécile PAUL
☎ 03 68 98 50 00
Poste n°81956

INFORMATIONS PREALABLES

Dans le cadre du plan de gestion 2018-2022, le gestionnaire a fait le choix de proposer un plan de gestion ambitieux dont la réalisation globale nécessite un financement complémentaire aux recettes de la subvention annuelle de l'Etat . La subvention accordée par l'état pour la gestion des réserves naturelles nationales (91 318 €/an) finance les missions liées à la connaissance et à la protection du milieu ou des espèces, comme précisé dans la convention de gestion. La Ville de Strasbourg s'est engagée à prendre en charge le financement des missions liées à l'accueil du publique sur son territoire.

Le présent document présente donc un budget prévisionnel permettant de réaliser les actions prioritaires sur la base des financements connus au 01/04/2022. L'ensemble des actions prévues au plan de gestion et nécessitant des financements complémentaires est présenté en recette comme "Recherche de financements". Certaines actions, mentionnées par un *, présentent un plan de financement à consolider.

La convention de financement entre l'Etat et la ville de Strasbourg précise qu'au moins 14% de la subvention de gestion doit permettre de financer des actions d'études et travaux. Le présent document présente donc une sous-partie pour les actions **CS**, **CI**, **IP** et **EI** (Typologie des opération MEDDTL/DEB 2011) ainsi qu'une sous-partie pour les autres actions.

Le détail du coût prévisionnel des actions prévues par le BUDGET est présenté en ANNEXE 1.

BUDGET - Global

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Frais de personnel	**209 291,12 €**
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	*87 099,12 €*
Autres actions : *actions CC - MS*	*122 192,00 €*
Frais annexes (par opération)	**143 227,64 €**
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	*82 205,00 €*
Autres actions : *actions SP - MS - PR - PA - CC*	*61 022,64 €*
Total dépenses BG	**352 518,76 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
Etat / DREAL Grand-Est	**168 400,64 €**
Subvention annuelle de gestion	*91 318,00 €*
Plan de relance	*42 500,00 €*
Subvention animation EEDD	*15 188,60 €*
Gestion et maintenance ouvrages hydrauliques	*19 394,04 €*
Ville de Strasbourg	**93 942,91 €**
Agence de l'eau Rhin-Meuse	**75 179,11 €**
RTE	**8 080,00 €**
Recherche de financements	**6 916,11 €**
Total recettes BG	**352 518,76 €**

BUDGET - Etudes & Travaux

DEPENSES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Frais de personnel		**87 099,12 €**
	Directeur / conservateur	*26 830,55 €*
	Technicien espaces naturels	*33 176,05 €*
	Agent technique	*21 331,24 €*
	Conducteur	*5 761,28 €*
	Stagiaire	*0,00 €*
Frais annexes		**82 205,00 €**
M_CS.01	*Suivi de la faune piscicole (Observatoire)*	*11 850,00 €*
IP.02	*Adaptation éventuelle de l'ouvrage de restitution du BGW*	*7 920,00 €*
M_IP.02	*Gestion des milieux ouverts**	*2 400,00 €*
M_EI.05	*Elaboration du carnet de suivi de la réserve*	*5 000,00 €*
M_EI.09	*Inventaire des arbres à risque*	*410,00 €*
M_CI.04	*Entretien courant des aménagements d'accueil du public*	*500,00 €*
CI-M_PA.06	*Création d'un nouvel observatoire de l'avifaune*	*53 125,00 €*
M_CS.13	*Suivi des écocompteurs et analyse des données*	*1 000,00 €*
	Total dépenses BET	**169 304,12 €**

RECETTES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Etat / DREAL Grand-Est		**68 484,36 €**
	Subvention annuelle de gestion (min 14%)	*25 984,36 €*
CI-M_PA.06	*Plan de relance : nouvel observatoire*	*42 500,00 €*
Ville de Strasbourg		**47 806,33 €**
Agence de l'eau Rhin-Meuse		**39 933,42 €**
	Subvention poste Chef de projet fonctionnalité alluviale	*18 432,74 €*
EI.01	*Suivis scientifiques interdisciplinaires (Observatoire)*	*1 693,70 €*
CS.01	*Suivi de la végétation aquatique et rivulaire (Observatoire)*	*319,41 €*
M_CS.01	*Suivi de la faune piscicole (Observatoire)**	*6 850,00 €*
CS.03	*Suivi de l'intégrité des cortèges faunistiques alluviaux (Observatoire)*	*2 395,58 €*
M_IP.02	*Gestion des milieux ouverts**	*1 920,00 €*
M_IP.02bis	*Gestion des milieux ouverts - écopâturage Highlandcattle*	*8 322,00 €*
RTE		**8 080,00 €**
M_IP.02bis	*Gestion des milieux ouverts - écopâturage Highlandcattle*	*2 080,00 €*
IP.03	*Gestion de la végétation ligneuse aux abords des lignes à haute tension*	*6 000,00 €*
Recherche de financements		**5 000,00 €**
	Total recettes BET	**169 304,12 €**

BUDGET - Autres actions

DEPENSES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Frais de personnel		**122 192,00 €**
	Directeur / conservateur	*31 287,14 €*
	Technicien espaces naturels	*44 909,05 €*
	Agent technique	*42 662,48 €*
	Conducteur	*0,00 €*
	Stagiaire	*3 333,33 €*
Frais annexes		**61 022,64 €**
MS.02	*Gestion de la prise d'eau - Maintenance des infrastructures*	*45 000,00 €*
MS.03	*Gestion de la prise d'eau - Organisation d'une mise en œuvre en toute sécurité*	*3 000,00 €*
M_MS.09	*Participation au réseau "Réserves Naturelles de France" (RNF)*	*400,00 €*
M_MS.18	*Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels*	*12 600,00 €*
M_MS.19	*Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,…)*	*22,64 €*
	Total dépenses BAA	**183 214,64 €**

RECETTES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Etat / DREAL Grand-Est		**99 916,27 €**
	Subvention annuelle de gestion	*65 333,63 €*
M_PA.06	*Subvention animation EEDD*	*15 188,60 €*
MS.02 MS.03	*Gestion et maintenance ouvrages hydrauliques*	*19 394,04 €*
Ville de Strasbourg		**46 136,58 €**
	Missions d'accueil du public	*25 259,87 €*
MS.02	*Gestion de la prise d'eau - Maintenance des infrastructures*	*12 924,87 €*
M_PA.06	*Animation réserve naturelle EEDD*	*4 061,18 €*
M_MS.01	*Carnet de suivi de la réserve*	*3 890,67 €*
Agence de l'eau Rhin-Meuse		**35 245,68 €**
MS.02	*Gestion de la prise d'eau - Maintenance des infrastructures*	*22 500,00 €*
MS.03	*Gestion de la prise d'eau - Organisation d'une mise en œuvre en toute sécurité*	*5 894,04 €*
M_PA.06	*Création et animation du conseil des visiteurs des réserves naturelles**	*6 851,64 €*
Recherche de financements		**1 916,11 €**
	Total recettes BAA	**183 214,64 €**

RNN de l'île du Rohrschollen

Plan d'actions 2022

CODE	INTITULE	PREVISIONNELS - 2022 TEMPS MAIN D'ŒUVRE C	T	AT	Cond	Stg 6 mois	TOT	COÛTS DE GESTION MdO Régie	Annexe	TOT	Priorité	Remarque modification prévisionnel plan de gestion	FINANCEMENTS Etat	Ville	AERM	N2000	Autre
OLT1	**Redynamiser la fonctionnalité alluviale rhénane**	**78,5**	**66,5**	**51,5**	**0**	**0**	**196,5**	**47 429,69 €**	**67 770,00 €**	**115 199,69 €**			**26 661,18 €**	**25 453,05 €**	**58 085,46 €**	**- €**	**5 000,00 €**
TDB1	*Suivi de l'OLT1*	*78,5*	*39,5*	*9*	*0*	*0*	*127*	*33 864,99 €*	*11 850,00 €*	*45 714,99 €*			*6 415,38 €*	*4 608,18 €*	*29 691,42 €*	*- €*	*5 000,00 €*
	Temps ventilés sur différentes actions	76					*76*	23 040,92 €		*23 040,92 €*	**1/2**			*4 608,18 €*	*18 432,74 €*		
EI.01	Suivis scientifiques interdisciplinaires (Observatoire)	1,5	6	9			*16,5*	3 387,41 €		*3 387,41 €*	**1/2**	*Ajustement tps C (-1,5). Ajustement tps T (+3) pour suivi géomorpho et bilan fin PdG. Ajustement tps AT pour piézo relevé terrain et saisie.*	*1 693,70 €*		*1 693,70 €*		
CS.01	Suivi de la végétation aquatique et rivulaire (Observatoire)		3				*3*	638,82 €		*638,82 €*	**1/2**	*finalisation rapport 2021*	*319,41 €*		*319,41 €*		
CS.02	Suivi des espèces en voie de recolonisation (Observatoire)		4				*4*	851,76 €		*851,76 €*	**1**	*Ajustement tps T pour projet plateforme balbuzard (+2) et prospection castor (+1)*	*851,76 €*				
M_CS.01	Suivi de la faune piscicole (Observatoire)*	1	4				*5*	1 154,93 €	11 850,00 €	*13 004,93 €*	**1/2**	*Initialement prog en 2020. Coût annexe peut encore évoluer suite réunion avec FdP67 (attente réunion) (+). Réévaluation tps C & T à cause tps négociation et préparation avec FdP67 + tps T assistance terrain (+).*	*1 154,93 €*		*6 850,00 €*		*5 000,00 €*
CS.03	Suivi de l'intégrité des cortèges faunistiques alluviaux (Observatoire)		22,5				*22,5*	4 791,15 €		*4 791,15 €*	**1/2**	*Ajustement tps (+3jr) report 2021 analyse.*	*2 395,58 €*		*2 395,58 €*		
OO1.1	Se rapprocher du fonctionnement hydraulique naturel du Rhin	0	3	0	0	0	*3*	638,82 €	- €	638,82 €		*réunion et échange pour faire évoluer la zo*	*638,82 €*	- €	- €	- €	- €
MS.01	Gestion de la prise d'eau - Concertation avec le concessionnaire et l'Etat		3				*3*	638,82 €		*638,82 €*	**1**	Conforme PG	*638,82 €*				
OO1.2	*Disposer des moyens nécessaires à la maintenance et à la mise en œuvre de la prise d'eau*	*0*	*23*	*42,5*	*0*	*0*	*65,5*	*12 712,95 €*	*48 000,00 €*	*60 712,95 €*			*19 394,04 €*	*12 924,87 €*	*28 394,04 €*	*- €*	*- €*
MS.02	Gestion de la prise d'eau - Maintenance des infrastructures		18	0,5			*18,5*	3 924,87 €	45 000,00 €	*48 924,87 €*	**1**	Conforme PG	*13 500,00 €*	*12 924,87 €*	*22 500,00 €*		
MS.03	Gestion de la prise d'eau - Organisation d'une mise en œuvre en toute sécurité		5	42			*47*	8 788,08 €	3 000,00 €	*11 788,08 €*	**1/2**	Conforme PG	*5 894,04 €*		*5 894,04 €*		
OO1.3	Maintenir une charge de fond mobilisable par le Bauerngrundwasser	0	0	0	0	0	*0*	- €	- €	- €			- €	- €	- €	- €	- €
IP.01	Alimentation de la charge de fond si nécessaire dans le BGW						*0*	- €		- €	**0**	Conforme PG					
OO1.4	*Evaluer les effets des inondations sur les populations de Triton crêté et de Vertigo*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	- €	- €	- €			- €	- €	- €	- €	- €
CS.04	Suivi de la population de Tritons crêté et de ses habitats (Observatoire)						*0*	- €		- €	1	Conforme PG					
CS.05	Suivi de la population de Vertigo moulinsianna et Vertigo angustior (Observatoire)						*0*	- €		- €	**1**	Conforme PG					
OO1.5	S'assurer de la perméabilité de l'ouvrage de restitution du BGW	0	1	0	0	0	*1*	212,94 €	7 920,00 €	*8 132,94 €*			*212,94 €*	*7 920,00 €*	- €	- €	- €
CS.06	Suivi de la Loche de rivière (Observatoire)		1				*1*	212,94 €		*212,94 €*	**1**	*En lien avec M_CS.01 initialement prog en 2020.*	*212,94 €*				
IP.02	Adaptation éventuelle de l'ouvrage de restitution du BGW						*0*	- €	7 920,00 €	*7 920,00 €*	**0**	*étude en cours suite au porojet INSA*		*7 920,00 €*			
OLT2	**Maintenir un bon état de conservation de la forêt alluviale rhénane**	**0**	**4,5**	**7**	**0**	**0**	***11,5***	**2 245,46 €**	**- €**	**2 245,46 €**			***2 245,46 €***	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
TDB2	*Suivi de l'OLT2*	*0*	*1,5*	*0*	*0*	*0*	*1,5*	319,41 €	- €	*319,41 €*			*319,41 €*	- €	- €	- €	- €
M_CS.02	Protocole PSDRF-Module Alluvial						*0*	- €		- €	0	Conforme PG					
M_CS.03	Suivi vigne sauvage		1,5				**1,5**	**319,41 €**		**319,41 €**	**0**		319,41 €				
OO2.1	*Gérer les espèces allochtones à forte dynamique*	*0*	*3*	*7*	*0*	*0*	*10*	1 926,05 €	- €	*1 926,05 €*			*1 926,05 €*	- €	- €	- €	- €
M_IP.01	Intervention sur les EEE en milieu forestier		1,5	6			*7,5*	1 422,75 €		*1 422,75 €*	**1**	*3 passages de 2 jours/agent + 3 visites de contrôle de 0,5 jour/technicien*	*1 422,75 €*				
M_CS.04	Suivi des interventions sur les EEE en forêt		**1,5**	**1**			*2,5*	503,30 €		*503,30 €*	**0**	*réajustement suite à l'ajout du suivi de la berce et de 2 stations de renouée sur la presqu'ile*	*503,30 €*				
OLT3	**Maintenir un bon état de conservation des milieux ouverts rhénans**	**2**	**56,5**	**52,5**	**5**	**0**	***116***	**24 092,08 €**	**2 400,00 €**	***26 492,08 €***			***12 061,12 €***	***2 108,96 €***	***10 242,00 €***	**- €**	***2 080,00 €***
TDB3	*Suivi de l'OLT3*	*0*	*40,5*	*0*	*0*	*0*	*40,5*	8 624,07 €	- €	*8 624,07 €*			*8 624,07 €*	- €	- €	- €	- €
M_CS.05	Suivi de la végétation prairiale		19				*19*	4 045,86 €		*4 045,86 €*	**0**	Conforme PG	*4 045,86 €*				
M_CS.06	Suivi des lépidoptères & des orthoptères		10				*10*	*2 129,40 €*		*2 129,40 €*	**1/2**	*Ajustement tps (+10jr) report 2021 analyse.*	*2 129,40 €*				
CS.07	Suivi de l'avifaune nicheuse patrimoniale		8,5				*8,5*	1 809,99 €		*1 809,99 €*	**0**	Conforme PG	*1 809,99 €*				
M_CS.07	Suivi et cartographie des grandes unités de végétations		**3**				*3*	638,82 €		*638,82 €*	**0**	*réajustement, il faut faire la carto de début de PDG puis celle de fin plus l'analyse*	*638,82 €*				
OO3.1	*Gérer la fermeture des milieux ouverts*	*2*	*16*	*52,5*	*5*	*0*	*75,5*	15 468,01 €	2 400,00 €	*17 868,01 €*			*3 437,05 €*	*2 108,96 €*	*10 242,00 €*	*- €*	*2 080,00 €*
M_EI.01	Elaboration d'un protocole de gestion adapté à chaque habitat ouvert		1				*1*	212,94 €		*212,94 €*	**1**	Conforme PG	*212,94 €*				
M_IP.02	Gestion des milieux ouverts*		4	0,5	5		*9,5*	2 744,11 €	2 400,00 €	*5 144,11 €*	**1**	*modif du cout de gestion basé sur la dernière facture de Michel Walter*	*3 224,11 €*		*1 920,00 €*		
M_IP.02bis	Gestion des milieux ouverts - écopâturage Highlandcattle	2	11	52			*65*	12 510,96 €	- €	*12 510,96 €*	**1**	*détail dans le mail du 07/01*		*2 108,96 €*	*8 322,00 €*		*2 080,00 €*
OO3.2	Limiter les espèces végétales exotiques envahissantes	0	0	0	0	0	*0*	- €	- €	- €			- €	- €	- €	- €	- €
M_IP.03	Intervention sur les espèces exotiques envahissante en milieu ouvert						*0*	- €		- €	**1**	Conforme PG					
OLT4	**Actualiser en continu les connaissances naturalistes sur la réserve**	**0**	**23,3**	**0**	**0**	**0**	***23,3***	**4 961,50 €**	**- €**	***4 961,50 €***			***4 961,50 €***	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
OO4.1	*Disposer d'un outil de veille sur les EEE*	*0*	*3*	*0*	*0*	*0*	*3*	638,82 €	- €	*638,82 €*			*638,82 €*	- €	- €	- €	- €
M_CS.08	Veille sur les espèces exotiques envahissantes		3				*3*	638,82 €		*638,82 €*	**1**	*Ajustement tps T (+2) pour suivi de l'impact de l'Ouette et de la Bernache*	*638,82 €*				
M_EI.02	Valider la liste des espèces exotiques envahissantes par le conseil scientifique						*0*	- €		- €	0						
OO4.2	*Connaître les taxons méconnus*	*0*	*0,3*	*0*	*0*	*0*	*0,3*	63,88 €	- €	*63,88 €*			*63,88 €*	- €	- €	- €	- €
M_CS.09	Inventaire lichénologique						0	- €		- €	0	Conforme PG					
M_CS.10	Inventaire mycologique		0,3				*0*	63,88 €	- €	*63,88 €*	**1**	*La SMS est encore sur l'inventaire d'Erstein, un inventaire sur les 3 RNN est envisageable à partir de 2023. Une réunion est prévue en février 2022.*	*63,88 €*				
OO4.3	*Connaître l'évolution des communautés animales et végétales*	*0*	*20*	*0*	*0*	*0*	*20*	4 258,80 €	- €	*4 258,80 €*			*4 258,80 €*	- €	- €	- €	- €
M_CS.11	Suivi des oiseaux nicheurs communs (STOC)		9				*9*	1 916,46 €		*1 916,46 €*	**1**	Conforme PG	*1 916,46 €*				
M_CS.12	Suivi de la flore patrimoniale		9				*9*	1 916,46 €		*1 916,46 €*	**0**	Conforme PG	*1 916,46 €*				
M_CS.14	Suivi des chiroptères		0				*0*	- €	- €	- €	**0**	*Il a été décidélors de la réunion avec le GEPMA du 22/11/21 de ne s'occuper cette année que de l'inventaire du Neuhof reporter en 2023*					
CS.08	Comptage des oiseaux d'eau (Wetlands)		2				*2*	425,88 €		*425,88 €*	**1**	*Ajustement tps T (+1jr) pour bilan fin PdG*	*425,88 €*				
OLT5	**Améliorer l'appropriation et l'intégration de la réserve dans son territoire**	**76,2**	**160,4**	**184**	**11**	**0,3**	***431,6***	**96 387,10 €**	**60 035,00 €**	***156 422,10 €***			***75 273,45 €***	***66 380,90 €***	***6 851,64 €***	**- €**	***7 916,11 €***
TDB5	*Suivi de l'OLT5*	*3*	*14*	*0*	*0*	*0*	*17*	*3 890,67 €*	- €	*3 890,67 €*			- €	*3 890,67 €*	- €	- €	- €
M_EI.03	Enquête (Perception des acteurs locaux)						*0*	- €		- €							
M_EI.04	Enquête (Perception du conservateur)						*0*	- €		- €							
M_MS.01	Carnet de suivi de la réserve	3	14				*17*	3 890,67 €		*3 890,67 €*	**0**	*Ajustement, action mutualisée 3 RNNs*		*3 890,67 €*			
OO5.1	*Elaborer des outils de suivi pour améliorer l'appropriation et l'intégration de la Réserve*	*2*	*2*	*0*	*0*	*0*	*4*	1 032,22 €	5 000,00 €	*6 032,22 €*			- €	*6 032,22 €*	- €	- €	- €
M_EI.05	Elaboration du carnet de suivi de la réserve	2	2				*4*	1 032,22 €	5 000,00 €	*6 032,22 €*	**2**	*Logiciel - action mutualisée 3 RNN*		*6 032,22 €*			
M_EI.06	Elaboration d'une méthodologie d'enquête						*0*	- €		- €	0						
OO5.2	*Améliorer la lisibilité de la RN*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	- €	- €	- €			- €	- €	- €	- €	- €
MS.04	Extension du statut de protection à l'ensemble de l'île						*0*	- €		- €	**1/2**						
CI.01	Révision de l'organisation de la fréquentation de la RN dans son territoire						*0*	- €		- €	**2**						
M_PA.06	Révision de l'ensemble du balisage		0	0				- €		- €	**2**	*Action non programmée au PG en 2022*					
OO5.3	*Accueillir le public en toute sécurité*	*1*	*6,5*	*14,5*	*6*	*0*	*28*	6 514,17 €	910,00 €	*7 424,17 €*			- €	*7 424,17 €*	- €	- €	- €
M_EI.07	Définition d'un protocole de gestion des voies et cheminements						**0**	**- €**		**- €**	1						
IP.04	Adaptation des ouvrages hydrauliques de VNF						*0*	- €		- €	0						
M_CI.01	Entretien des chemins	0,5	1	5	3		*9,5*	2 364,22 €		*2 364,22 €*	**1**	Conforme PG		*2 364,22 €*			

RNN de l'île du Rohrschollen

Plan d'actions 2022

M_EI.08	Définir un protocole d'intervention sur les arbres à risques						*0*	- €		- €	1					
M_EI.09	Inventaire des arbres à risque	0,5	1				*1,5*	364,53 €	*410,00 €*	*774,53 €*	1	*Rajout du coût du diagnostic ONF en frais annexe*		*774,53 €*		
M_CI.02	Coupes de sécurité		4	6	3		*13*	3 035,34 €		*3 035,34 €*	1	Conforme PG		*3 035,34 €*		
M_CI.03	Entretien des ouvrages d'art			1			*1*	183,89 €		*183,89 €*	1	Conforme PG		*183,89 €*		
M_CI.04	Entretien courant des aménagements d'accueil du public		0,5	2			*2,5*	474,25 €	500,00 €	*974,25 €*	1	Conforme PG		*974,25 €*		
MS.05	Entretien de la signalétique sécuritaire			0,5			*0,5*	91,95 €		*91,95 €*	1	Conforme PG		*91,95 €*		
OO5.4	*Faire découvrir la réserve, son patrimoine et ses actions*	*51,2*	*99,4*	*14*	*0*	*0*	*164,6*	*39 263,00 €*	*- €*	*39 263,00 €*			*15 188,60 €*	*17 222,76 €*	*6 851,64 €*	*- €*	*- €*
M_PA.06	Animation réserve naturelle EEDD		90,4				*90*	19 249,78 €		*19 249,78 €*	1	*Action créée dans le cadre de la dotation Etat pour le développement de l'EEDD dans les RNN*	*15 188,60 €*	*4 061,18 €*		
M_PA.06	Création et animation du conseil des visiteurs des réserves naturelles*	45					*45*	13 703,28 €		*13 703,28 €*	1/2	*Sous réserve poste Chef de projet ancrage territorial*		*6 851,64 €*	*6 851,64 €*	
M_EI.10	Elaboration d'une stratégie de communication						*0*	- €		- €	2					
M_PA.01	Organisation de visites guidées tout public	1		8			*9*	1 774,29 €		*1 774,29 €*	1	Conforme PG		*1 774,29 €*		
M_PA.06	Vistes guidées en partenariat avec EDF			1			*1*	183,89 €		*183,89 €*	2	*Fête de la nature?*		*183,89 €*		
M_PA.02	Animations scolaires			5			*5*	919,45 €		*919,45 €*	1	Conforme PG		*919,45 €*		
M_CC.01	Concevoir une offre pédagogique à destination des scolaires						*0*	- €		- €	1					
M_PA.06	Concevoir une offre pédagogique : panneau de présentation de la RN avec prise d'eau et chenal		0	0			*0*	- €		- €	2	**Action non programmée au PG en 2022**				
M_PA.06	Concevoir une offre pédagogique : compléter les points d'interprétation (batterie des paysans + belvédère prairie)						*0*	- €		- €	1					
M_PA.03	Actions auprès des élus	3					*3*	909,51 €		*909,51 €*	1	Conforme PG		*909,51 €*		
M_PA.04	Réunion d'information, conférences	1					*1*	303,17 €		*303,17 €*	1	Conforme PG		*303,17 €*		
M_CC.02	Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias		5				*5*	1 064,70 €		*1 064,70 €*	1	Conforme PG		*1 064,70 €*		
M_CC.03	Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole)	1	4				*5*	1 154,93 €		*1 154,93 €*	1	Conforme PG		*1 154,93 €*		
OO5.5	*Favoriser l'implication d'acteurs du territoire et partenaires*	*7*	*23*	*7*	*0*	*0*	*37*	8 307,04 €	53 125,00 €	*61 432,04 €*			*42 500,00 €*	*18 415,93 €*	*- €*	*- €*	*516,11 €*
M_PA.05	Organisation et encadrement d'activités participatives	1	2	2			*5*	1 096,83 €		*1 096,83 €*	1	Conforme PG		*1 096,83 €*		
CI-M_PA.06	Création d'un nouvel observatoire de l'avifaune	5	20	5			*30*	6 694,10 €	53 125,00 €	*59 819,10 €*	1	*Projet financé dans le cadre du plan de relance suite à effondrement de l'observatoire historique*	*42 500,00 €*	*17 319,10 €*		
M_PA.06	Réaménagement d'une passerelle de franchissement du BGW							- €		- €	2	**Action non programmée au PG en 2022**				
M_PA.06	Nouvelles oportunités compatibles avec le plan de gestion	1	1					516,11 €		*516,11 €*	2	Conforme PG				*516,11 €*
OO5.6	Connaître la fréquentation	0	0,5	2,5	0	0	*3*	*566,20 €*	*1 000,00 €*	*1 566,20 €*			*- €*	*1 566,20 €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.13	Suivi des écocompteurs et analyse des données		0,5	2,5			*3*	566,20 €	1 000,00 €	*1 566,20 €*	1	Conforme PG		*1 566,20 €*			
OO5.7	*Faire évoluer les pratiques*	*12*	*15*	*141*	*5*	*0,3*	*173*	35 894,36 €	*- €*	*35 894,36 €*			*17 584,85 €*	*10 909,51 €*	*- €*	*- €*	*7 400,00 €*
SP.01	Limitation de la pratique cycliste au chemin de halage	3					*3*	909,51 €		*909,51 €*				*909,51 €*			
SP.02	Encadrement de la pêche	2	2	2			*6*	1 400,00 €		*1 400,00 €*	2						*1 400,00 €*
M_SP.01	Sensibilisation des usagers et des acteurs	1	1	4			**6**	1 251,67 €		**1 251,67 €**	0	Conforme PG	1 251,67 €				
M_SP.02	Tournées de surveillance et de sensibilisation			80			*80*	*14 711,20 €*		*14 711,20 €*	1	Conforme PG	4 711,20 €	*10 000,00 €*			
M_SP.03	Travail d'enquête en cas d'infraction			10			*10*	1 838,90 €		*1 838,90 €*	1	Conforme PG	1 838,90 €				
M_SP.04	Tournées de police interservices		2	12			*14*	2 632,56 €		*2 632,56 €*	1	Conforme PG	2 632,56 €				
M_SP.05	Mise en place d'une politique pénale *	2	3	2		0,3	*7,3*	2 946,27 €		*2 946,27 €*	1	*Stage MASTER2 juridique Application police RN et politique pénale*	*2 946,27 €*				
M_SP.06	Contrôle de la cueillette			10			*10*	1 838,90 €		*1 838,90 €*	0	Conforme PG	*1 838,90 €*				
M_MS.02	Commissionnement d'agents à la police de la nature						*0*	- €		- €	0						
MS.06	Gestion des obligations liées aux servitudes	2	3				*5*	1 245,16 €		*1 245,16 €*	1	Conforme PG	*1 245,16 €*				
MS.07	Accompagnement des acteurs dans le cadre de projets lourds	1	1				*2*	*516,11 €*		*516,11 €*	1	Conforme PG	*516,11 €*				
MS.08	Définition d'un partenariat avec EDF pour l'accueil du public						*0*	- €		- €	1	Conforme PG					
MS.09	Définition d'un partenariat avec RTE pour faire évoluer les modes de gestion						*0*	- €		- €	0	Conforme PG					
IP.03	Gestion de la végétation ligneuse aux abords des lignes à haute tension		2	21	5		*28*	6 087,97 €		*6 087,97 €*	1	Conforme PG	*87,97 €*				*6 000,00 €*
MS.10	Rencontres avec les autres partenaires	1	1				*2*	516,11 €		*516,11 €*	1	Conforme PG	*516,11 €*				
OO5.8	S'assurer de la propreté de la réserve naturelle	0	0	5	0	0	*5*	919,45 €	- €	*919,45 €*			- €	*919,45 €*	- €	- €	- €
M_CI.05	Ramassage des déchets et dépôts sauvages			5			*5*	*919,45 €*		*919,45 €*	1	Conforme PG		*919,45 €*			
OLT6	**Assurer le bon fonctionnement de la réserve**	**35**	**55,5**	**53**	**0**	**0,5**	***143,5***	**34 175,29 €**	**13 022,64 €**	***47 197,93 €***			***47 197,93 €***	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
TDB6	Suivi de l'OLT6	35	55,5	53	0	0,5	*143,5*	34 175,29 €	13 022,64 €	*47 197,93 €*			*47 197,93 €*	- €	- €	- €	- €
M_MS.03	Organisation et participation aux groupes de travail et comités consultatifs	4	5				*9*	2 277,38 €		*2 277,38 €*	1	Conforme PG	*2 277,38 €*				
M_MS.04	Participation aux réunions des instances consultatives (CSRPN…)	1	1				*2*	516,11 €		*516,11 €*	1	Conforme PG	*516,11 €*				
M_MS.05	Réunions d'équipe	3	6	6			*15*	3 290,49 €		*3 290,49 €*	1	Conforme PG	*3 290,49 €*				
MS.11	Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN	2					*2*	606,34 €		*606,34 €*	1	Conforme PG	*606,34 €*				
M_MS.06	Collaboration avec les autres gestionnaires d'espaces naturels	1	2				*3*	729,05 €		*729,05 €*	1	Conforme PG	*729,05 €*				
M_MS.07	Collaboration interservices (eurométropole, …)	1	1				*2*	516,11 €		*516,11 €*	1	Conforme PG	*516,11 €*				
M_MS.08	Mise en place d'un conseil scientifique						*0*	- €		- €	0	*Selon avancement du dossier Etat*	- €				
M_MS.09	Participation au réseau "Réserves Naturelles de France" (RNF)	10	2				*12*	3 457,58 €	400,00 €	*3 857,58 €*	1	Conforme PG	*3 857,58 €*				
M_MS.10	Participation aux instances de protection de l'environnement (N2000, AFB, CBA, SAGE …)	2					*2*	*606,34 €*		*606,34 €*	1	Conforme PG	*606,34 €*				
M_MS.11	Evaluation annuelle du plan de travail (rapport d'activités)	1	5				*6*	1 367,87 €		*1 367,87 €*	1	Conforme PG	*1 367,87 €*				
M_MS.12	Évaluation du plan de gestion	2	11			0,5	*13,0*	4 948,68 €		*4 948,68 €*	1	*Stage ENGEES spé. hydoécologie Evaluation des OLT mutualisé 2RN*	*4 948,68 €*				
M_MS.13	Elaboration du nouveau plan de gestion	0	0				*0*	- €		- €	0	Conforme PG	- €				
M_MS.14	Compléter la base de données SERENA		2				*2*	425,88 €		*425,88 €*	1	Conforme PG	*425,88 €*				
M_MS.15	Compléter la base de données GRENAT		0				*0*	- €		- €	0						
M_MS.16	Transmettre les données à ODONAT		0,5				*0,5*	106,47 €		*106,47 €*	1	Conforme PG	*106,47 €*				
M_MS.17	Montage, suivi administratif et financier des opérations	1	5				*6*	1 367,87 €		*1 367,87 €*	1	Conforme PG	*1 367,87 €*				
M_MS.18	Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels		2	31			*33*	6 126,47 €	12 600,00 €	*18 726,47 €*	1	*idem 2021*	*18 726,47 €*				
M_MS.19	Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,…)		5	10			*15*	2 903,60 €	22,64 €	*2 926,24 €*	1	*idem 2021*	*2 926,24 €*				
M_MS.20	Formation permanente du personnel (AFB,…)	1	3	6			*10*	2 045,33 €		*2 045,33 €*	1	Conforme PG	*2 045,33 €*				
M_MS.21	Gestion des ressources humaines	5	5				*10*	2 580,55 €		*2 580,55 €*	1	Conforme PG	*2 580,55 €*				
M_MS.22	Mise en place de partenariats scientifiques	1					*1*	303,17 €		*303,17 €*	1	Conforme PG	*303,17 €*				
	TOTAL GLOBAL	**191,7**	**366,7**	**348**	**16**	**0,8**	**922,4**	**209 291,12 €**	**143 227,64 €**	***352 518,76 €***			**168 400,64 €**	**93 942,91 €**	**75 179,11 €**	**- €**	**14 996,11 €**

(*) plan de financement à consolider

TOTAL BUDGET : 352 518,76 €

VILLE DE STRASBOURG

Service Espaces verts et de nature
1 Parc de l'Etoile
67 076 Strasbourg Cedex

Téléphone :
03 88 60 90 90
Télécopie :
03 88 43 67 48

Mél :
EspacesVertsEtDeNature-EspacesNaturels@strasbourg.eu

Site internet :
www.rn-rohrschollen.strasbourg.eu

Plan d'action prévisionnel 2022 - RNN de l'île du Rohrschollen

Le présent document présente le plan d'action ainsi que le budget prévisionnel par action pour l'année 2022. Après quatre années d'expérience de mise en œuvre du plan de gestion, certaines actions nécessitent une mise à jour afin d'être plus cohérentes avec la réalité de gestion et les ressources nécessaires. Les paramètres (temps passés et frais annexes) ainsi mis à jour sont indiqués en jaune et assortis d'un commentaire argumentant la modification par rapport au plan de gestion validé en 2018.

		COÛTS DE GESTION 2022			Priorité	Remarque modification prévisionnel plan de gestion
CODE	**INTITULE**	**MdO Régie**	**Annexe**	***TOT***		
OLT1	**Redynamiser la fonctionnalité alluviale rhénane**	**47 429,69 €**	**67 770,00 €**	**115 199,69 €**		
TDB1	*Suivi de l'OLT1*	*33 864,99 €*	*11 850,00 €*	*45 714,99 €*		
	Temps ventilés sur différentes actions	23 040,92 €		*23 040,92 €*	1/2	Poste fonctionnalité alluviale dans le cadre du Plan Rhin Vivant
EI.01	Suivis scientifiques interdisciplinaires (Observatoire)	3 387,41 €		*3 387,41 €*	1/2	Ajustement tps C (-1,5). Ajustement tps T (+3) pour suivi géomorpho et bilan fin PdG. Ajustement tps AT pour piézo relevé terrain et saisie.
CS.01	Suivi de la végétation aquatique et rivulaire (Observatoire)	638,82 €		*638,82 €*	1/2	Finalisation rapport 2021
CS.02	Suivi des espèces en voie de recolonisation (Observatoire)	851,76 €		*851,76 €*	1	Ajustement tps T pour projet plateforme balbuzard (+2) et prospection castor (+1)
M_CS.01	Suivi de la faune piscicole (Observatoire)*	1 154,93 €	11 850,00 €	*13 004,93 €*	1/2	Initialement prog en 2020. Coût annexe peut encore évoluer suite réunion avec FdP67 (attente réunion) (+). Réévaluation tps C & T à cause tps négociation et préparation avec FdP67 + tps T assistance terrain (+).
CS.03	Suivi de l'intégrité des cortèges faunistiques alluviaux (Observatoire)	4 791,15 €		*4 791,15 €*	1/2	Ajustement tps (+3jr) report 2021 analyse.
OO1.1	Se rapprocher du fonctionnement hydraulique naturel du Rhin	638,82 €	- €	638,82 €		
MS.01	Gestion de la prise d'eau - Concertation avec le concessionnaire et l'Etat	638,82 €		*638,82 €*	1	
OO1.2	*Disposer des moyens nécessaires à la maintenance et à la mise en œuvre de la prise d'eau*	*12 712,95 €*	*48 000,00 €*	*60 712,95 €*		
MS.02	Gestion de la prise d'eau - Maintenance des infrastructures	3 924,87 €	45 000,00 €	*48 924,87 €*	1	
MS.03	Gestion de la prise d'eau - Organisation d'une mise en œuvre en toute sécurité	8 788,08 €	3 000,00 €	*11 788,08 €*	1/2	
OO1.3	Maintenir une charge de fond mobilisable par le Bauerngrundwasser	- €	- €	- €		
IP.01	Alimentation de la charge de fond si nécessaire dans le BGW	- €		- €	0	
OO1.4	*Evaluer les effets des inondations sur les populations de Triton crêté et de Vertigo*	- €	- €	- €		
CS.04	Suivi de la population de Tritons crêté et de ses habitats (Observatoire)	- €		- €	1	
CS.05	Suivi de la population de Vertigo moulinsianna et Vertigo angustior (Observatoire)	- €		- €	1	
OO1.5	S'assurer de la perméabilité de l'ouvrage de restitution du BGW	212,94 €	7 920,00 €	*8 132,94 €*		
CS.06	Suivi de la Loche de rivière (Observatoire)	212,94 €		*212,94 €*	1	En lien avec M_CS.01 initialement prog en 2020.
IP.02	Adaptation éventuelle de l'ouvrage de restitution du BGW	- €	7 920,00 €	*7 920,00 €*	0	Etude en cours suite au porojet INSA
OLT2	**Maintenir un bon état de conservation de la forêt alluviale rhénane**	**2 245,46 €**	**- €**	**2 245,46 €**		
TDB2	*Suivi de l'OLT2*	319,41 €	- €	*319,41 €*		
M_CS.02	Protocole PSDRF-Module Alluvial	- €		- €	0	
M_CS.03	Suivi vigne sauvage	319,41 €		319,41 €	0	
OO2.1	*Gérer les espèces allochtones à forte dynamique*	1 926,05 €	- €	*1 926,05 €*		
M_IP.01	Intervention sur les EEE en milieu forestier	1 422,75 €		*1 422,75 €*	1	3 passages de 2 jours/agent + 3 visites de contrôle de 0,5 jour/technicien
M_CS.04	Suivi des interventions sur les EEE en forêt	503,30 €		*503,30 €*	0	réajustement suite à l'ajout du suivi de la berce et de 2 stations de renouée sur la presqu'ile
OLT3	**Maintenir un bon état de conservation des milieux ouverts rhénans**	**24 092,08 €**	**2 400,00 €**	***26 492,08 €***		
TDB3	*Suivi de l'OLT3*	8 624,07 €	- €	*8 624,07 €*		
M_CS.05	Suivi de la végétation prairiale	4 045,86 €		*4 045,86 €*	0	
M_CS.06	Suivi des lépidoptères & des orthoptères	*2 129,40 €*		*2 129,40 €*	1/2	Ajustement tps (+10jr) report 2021 analyse.
CS.07	Suivi de l'avifaune nicheuse patrimoniale	1 809,99 €		*1 809,99 €*	0	

Plan d'action prévisionnel 2022 - RNN de l'île du Rohrschollen

Le présent document présente le plan d'action ainsi que le budget prévisionnel par action pour l'année 2022. Après quatre années d'expérience de mise en œuvre du plan de gestion, certaines actions nécessitent une mise à jour afin d'être plus cohérentes avec la réalité de gestion et les ressources nécessaires. Les paramètres (temps passés et frais annexes) ainsi mis à jour sont indiqués en jaune et assortis d'un commentaire argumentant la modification par rapport au plan de gestion validé en 2018.

		COÛTS DE GESTION 2022			Priorité	Remarque modification prévisionnel plan de gestion
CODE	INTITULE	MdO Régie	Annexe	*TOT*		
OLT1	**Redynamiser la fonctionnalité alluviale rhénane**	**47 429,69 €**	**67 770,00 €**	**115 199,69 €**		
M_CS.07	Suivi et cartographie des grandes unités de végétations	638,82 €		*638,82 €*	0	réajustement, il faut faire la carto de début de PDG puis celle de fin plus l'analyse
OO3.1	*Gérer la fermeture des milieux ouverts*	15 468,01 €	2 400,00 €	*17 868,01 €*		
M_EI.01	Elaboration d'un protocole de gestion adapté à chaque habitat ouvert	212,94 €		*212,94 €*	1	
M_IP.02	Gestion des milieux ouverts*	2 744,11 €	2 400,00 €	*5 144,11 €*	1	modif du cout de gestion basé sur la dernière facture de Michel Walter
M_IP.02bis	Gestion des milieux ouverts - écopâturage Highlandcattle	12 510,96 €	- €	*12 510,96 €*	1	détail dans le mail du 07/01
OO3.2	Limiter les espèces végétales exotiques envahissantes	- €	- €	- €		
M_IP.03	Intervention sur les espèces exotiques envahissante en milieu ouvert	- €		- €	1	
OLT4	**Actualiser en continu les connaissances naturalistes sur la réserve**	**4 961,50 €**	**- €**	***4 961,50 €***		
OO4.1	*Disposer d'un outil de veille sur les EEE*	638,82 €	- €	*638,82 €*		
M_CS.08	Veille sur les espèces exotiques envahissantes	638,82 €		*638,82 €*	1	Ajustement tps T (+2) pour suivi de l'impact de l'Ouette et de la Bernache
OO4.2	*Connaître les taxons méconnus*	63,88 €	- €	*63,88 €*		
M_CS.09	Inventaire lichénologique	- €		- €	0	
M_CS.10	Inventaire mycologique	63,88 €	- €	*63,88 €*	1	La SMS est encore sur l'inventaire d'Erstein, un inventaire sur les 3 RNN est envisageable à partir de 2023. Une réunion est prévue en février 2022.
OO4.3	*Connaître l'évolution des communautés animales et végétales*	4 258,80 €	- €	*4 258,80 €*		
M_CS.11	Suivi des oiseaux nicheurs communs (STOC)	1 916,46 €		*1 916,46 €*	1	
M_CS.12	Suivi de la flore patrimoniale	1 916,46 €		*1 916,46 €*	0	
M_CS.14	Suivi des chiroptères	- €	- €	- €	0	Il a été décidélors de la réunion avec le GEPMA du 22/11/21 de ne s'occuper cette année que de l'inventaire du Neuhof reporter en 2023
CS.08	Comptage des oiseaux d'eau (Wetlands)	425,88 €		*425,88 €*	1	Ajustement tps T (+1jr) pour bilan fin PdG
OLT5	**Améliorer l'appropriation et l'intégration de la réserve dans son territoire**	**96 387,10 €**	**60 035,00 €**	***156 422,10 €***		
TDB5	*Suivi de l'OLT5*	*3 890,67 €*	- €	*3 890,67 €*		
M_MS.01	Carnet de suivi de la réserve	3 890,67 €		*3 890,67 €*	0	Ajustement, action mutualisée 3 RNNs
OO5.1	*Elaborer des outils de suivi pour améliorer l'appropriation et l'intégration de la Réserve*	1 032,22 €	5 000,00 €	*6 032,22 €*		
M_EI.05	Elaboration du carnet de suivi de la réserve	1 032,22 €	5 000,00 €	*6 032,22 €*	2	Logiciel - action mutualisée 3 RNN
OO5.3	*Accueillir le public en toute sécurité*	6 514,17 €	910,00 €	*7 424,17 €*		
M_CI.01	Entretien des chemins	2 364,22 €		*2 364,22 €*	1	
M_EI.09	Inventaire des arbres à risque	364,53 €	*410,00 €*	*774,53 €*	1	Rajout du coût du diagnostic ONF en frais annexe
M_CI.02	Coupes de sécurité	3 035,34 €		*3 035,34 €*	1	
M_CI.03	Entretien des ouvrages d'art	183,89 €		*183,89 €*	1	
M_CI.04	Entretien courant des aménagements d'accueil du public	474,25 €	500,00 €	*974,25 €*	1	
MS.05	Entretien de la signalétique sécuritaire	91,95 €		*91,95 €*	1	
OO5.4	*Faire découvrir la réserve, son patrimoine et ses actions*	*39 263,00 €*	- €	*39 263,00 €*		
M_PA.06	Animation réserve naturelle EEDD	19 249,78 €		*19 249,78 €*	1	Action créée dans le cadre de la dotation Etat pour le développement de l'EEDD dans les RNN
M_PA.06	Création et animation du conseil des visiteurs des réserves naturelles*	13 703,28 €		*13 703,28 €*	1/2	Sous réserve poste Chef de projet ancrage territorial

Plan d'action prévisionnel 2022 - RNN de l'île du Rohrschollen

Le présent document présente le plan d'action ainsi que le budget prévisionnel par action pour l'année 2022. Après quatre années d'expérience de mise en œuvre du plan de gestion, certaines actions nécessitent une mise à jour afin d'être plus cohérentes avec la réalité de gestion et les ressources nécessaires. Les paramètres (temps passés et frais annexes) ainsi mis à jour sont indiqués en jaune et assortis d'un commentaire argumentant la modification par rapport au plan de gestion validé en 2018.

		COÛTS DE GESTION 2022			Priorité	Remarque modification prévisionnel plan de gestion
CODE	INTITULE	MdO Régie	Annexe	*TOT*		
OLT1	**Redynamiser la fonctionnalité alluviale rhénane**	**47 429,69 €**	**67 770,00 €**	**115 199,69 €**		
M_PA.01	Organisation de visites guidées tout public	1 774,29 €		*1 774,29 €*	1	
M_PA.06	Vistes guidées en partenariat avec EDF	183,89 €		*183,89 €*	2	
M_PA.02	Animations scolaires	919,45 €		*919,45 €*	1	
M_PA.03	Actions auprès des élus	909,51 €		*909,51 €*	1	
M_PA.04	Réunion d'information, conférences	303,17 €		*303,17 €*	1	
M_CC.02	Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias	1 064,70 €		*1 064,70 €*	1	
M_CC.03	Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole)	1 154,93 €		*1 154,93 €*	1	
OO5.5	*Favoriser l'implication d'acteurs du territoire et partenaires*	8 307,04 €	53 125,00 €	*61 432,04 €*		
M_PA.05	Organisation et encadrement d'activités participatives	1 096,83 €		*1 096,83 €*	1	
CI-M_PA.06	Création d'un nouvel observatoire de l'avifaune	6 694,10 €	53 125,00 €	*59 819,10 €*	1	Projet financé dans le cadre du plan de relance suite à effondrement de l'observatoire historique
M_PA.06	Nouvelles oportunités compatibles avec le plan de gestion	516,11 €		*516,11 €*	2	
OO5.6	Connaître la fréquentation	*566,20 €*	*1 000,00 €*	*1 566,20 €*		
M_CS.13	Suivi des écocompteurs et analyse des données	566,20 €	1 000,00 €	*1 566,20 €*	1	
OO5.7	*Faire évoluer les pratiques*	35 894,36 €	- €	*35 894,36 €*		
M_SP.01	Sensibilisation des usagers et des acteurs	1 251,67 €		**1 251,67 €**	0	
M_SP.02	Tournées de surveillance et de sensibilisation	*14 711,20 €*		*14 711,20 €*	1	
M_SP.03	Travail d'enquête en cas d'infraction	1 838,90 €		*1 838,90 €*	1	
M_SP.04	Tournées de police interservices	2 632,56 €		*2 632,56 €*	1	
M_SP.05	Mise en place d'une politique pénale *	2 946,27 €		*2 946,27 €*	1	Stage MASTER2 juridique Application police RN et politique pénale
M_SP.06	Contrôle de la cueillette	1 838,90 €		*1 838,90 €*	0	
MS.06	Gestion des obligations liées aux servitudes	1 245,16 €		*1 245,16 €*	1	
MS.07	Accompagnement des acteurs dans le cadre de projets lourds	*516,11 €*		*516,11 €*	1	
MS.08	Définition d'un partenariat avec EDF pour l'accueil du public	- €		- €	1	
MS.09	Définition d'un partenariat avec RTE pour faire évoluer les modes de gestion	- €		- €	0	
IP.03	Gestion de la végétation ligneuse aux abords des lignes à haute tension	6 087,97 €		*6 087,97 €*	1	
MS.10	Rencontres avec les autres partenaires	516,11 €		*516,11 €*	1	
OO5.8	S'assurer de la propreté de la réserve naturelle	919,45 €	- €	*919,45 €*		
M_CI.05	Ramassage des déchets et dépôts sauvages	*919,45 €*		*919,45 €*	1	
OLT6	**Assurer le bon fonctionnement de la réserve**	**34 175,29 €**	**13 022,64 €**	***47 197,93 €***		
TDB6	Suivi de l'OLT6	34 175,29 €	13 022,64 €	*47 197,93 €*		
M_MS.03	Organisation et participation aux groupes de travail et comités consultatifs	2 277,38 €		*2 277,38 €*	1	
M_MS.04	Participation aux réunions des instances consultatives (CSRPN…)	516,11 €		*516,11 €*	1	
M_MS.05	Réunions d'équipe	3 290,49 €		*3 290,49 €*	1	
MS.11	Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN	606,34 €		*606,34 €*	1	
M_MS.06	Collaboration avec les autres gestionnaires d'espaces naturels	729,05 €		*729,05 €*	1	
M_MS.07	Collaboration interservices (eurométropole, …)	516,11 €		*516,11 €*	1	
M_MS.08	Mise en place d'un conseil scientifique	- €		- €	0	Selon avancement du dossier Etat
M_MS.09	Participation au réseau "Réserves Naturelles de France" (RNF)	3 457,58 €	400,00 €	*3 857,58 €*	1	
M_MS.10	Participation aux instances de protection de l'environnement (N2000, AFB, CBA, SAGE …)	*606,34 €*		*606,34 €*	1	

Plan d'action prévisionnel 2022 - RNN de l'île du Rohrschollen

Le présent document présente le plan d'action ainsi que le budget prévisionnel par action pour l'année 2022. Après quatre années d'expérience de mise en œuvre du plan de gestion, certaines actions nécessitent une mise à jour afin d'être plus cohérentes avec la réalité de gestion et les ressources nécessaires. Les paramètres (temps passés et frais annexes) ainsi mis à jour sont indiqués en jaune et assortis d'un commentaire argumentant la modification par rapport au plan de gestion validé en 2018.

		COÛTS DE GESTION 2022			Priorité	Remarque modification prévisionnel plan de gestion
CODE	INTITULE	MdO Régie	Annexe	*TOT*		
OLT1	**Redynamiser la fonctionnalité alluviale rhénane**	**47 429,69 €**	**67 770,00 €**	**115 199,69 €**		
M_MS.11	Evaluation annuelle du plan de travail (rapport d'activités)	1 367,87 €		*1 367,87 €*	1	
M_MS.12	Évaluation du plan de gestion	4 948,68 €		*4 948,68 €*	1	Stage ENGEES spé. hydoécologie Evaluation des OLT mutualisé 2RN
M_MS.13	Elaboration du nouveau plan de gestion	- €		- €	0	
M_MS.14	Compléter la base de données SERENA	425,88 €		*425,88 €*	1	
M_MS.16	Transmettre les données à ODONAT	106,47 €		*106,47 €*	1	
M_MS.17	Montage, suivi administratif et financier des opérations	1 367,87 €		*1 367,87 €*	1	
M_MS.18	Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels	6 126,47 €	12 600,00 €	*18 726,47 €*	1	Idem 2021
M_MS.19	Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,…)	2 903,60 €	22,64 €	*2 926,24 €*	1	Idem 2021
M_MS.20	Formation permanente du personnel (AFB,…)	2 045,33 €		*2 045,33 €*	1	
M_MS.21	Gestion des ressources humaines	2 580,55 €		*2 580,55 €*	1	
M_MS.22	Mise en place de partenariats scientifiques	303,17 €		*303,17 €*	1	
	TOTAL GLOBAL	**209 291,12 €**	**143 227,64 €**	***352 518,76 €***		

Réserve Naturelle Nationale de la forêt de Neuhof/Illkirch
Bilan d'activité 2021

Conformément au plan de gestion et tel qu'indiqué dans le plan d'action prévisionnel 2021, l'équipe gestionnaire travaille actuellement à la conception de nouveaux outils de suivi et d'évaluation de la gestion (évolution de l'action **M_EI.05**). Dans cette période de définition de l'ensemble des indicateurs et métriques d'évaluation ainsi que d'élaboration de la nouvelle application informatique de comptabilité analytique : le compte de résultat annuel présentera les dépenses globales de gestion sans le détail action par action et le bilan d'activité prendra la forme d'un compte-rendu qualitatif décliné action par action.

Le présent document constitue le bilan d'activité de l'année 2021 pour la réserve naturelle nationale de la forêt de Neuhof-Illkirch :

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	CS	01	Suivi de la faune piscicole	*Poursuite des contacts avec la FDPPMA 67 pour développer des indicateurs piscicoles d'évaluation de la fonctionnalité alluviale.* *L'inventaire piscicole prévu en réserve de Neuhof-Illkirch pour ce plan de gestion sera reporté au suivant, dans l'attente de la finalisation de ces indicateurs. L'inventaire prévu en 2022 au Rohrschollen devra servir la réflexion sur ces indicateurs.*
	CS	13	Suivi des variations spatiales et temporelles des niveaux piézométriques	*Le suivi de l'altitude de la nappe s'est poursuivi sur 7 piézomètres : 15 relevés ont été réalisés sur l'ensemble de l'année. La disponibilité des agents n'a pas permis de faire les relevés à la fréquence prévue (2/mois).* *L'altitude moyenne calculée la plus élevée après celle de 2020 enregistrée au courant des 7 dernières années (140.26m).* *2021 est également l'une des années montrant le moins de variations du niveau de la nappe (battement de la nappe).*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	EI	04	Étude de faisabilité de la redynamisation de la fonctionnalité alluviale	*Les deux premières étapes de l'étude ont débuté en 2021 (sur financement Eurométropole de Strasbourg uniquement) - recueil et synthèse de données, campagne de terrain et état des lieux :* - *Synthèse des données faune-flore-habitats de la réserve* - *11 cours d'eau ont été décrits par le biais de 30 « fiches tronçons » (plan de situation, longueur du tronçon, débit capable, type de berge, substrat…)* - *34 ouvrages hydrauliques ont été décrits par le biais de fiches spécifiques (plan de situation, photos, type d'ouvrage, propriétaires/ gestionnaire / exploitant ; « manoeuvrabilité », état de l'ouvrage…)* - *Une campagne de jaugeage a été réalisée pour compléter, vérifier, actualiser les données existantes : (tendance des débits a été étudiée sur 4 cours d'eau disposant du plus grand nombre de données de jaugeage : Rhin tortu, Schwarzwasser, Brunnenwasser, Weisswasser. Une baisse des débits est mesurée entre l'amont et l'aval avec hypothèse du prélèvement par la végétation forestière et surtout infiltration des eaux de surface vers la nappe.* - *Recensement de l'ensemble des piézomètres de la zone d'étude et choix de retenir les piézomètres les plus pertinents. Analyse de séries piézométriques : la tendance des échanges nappe-rivière va dans le sens du cours d'eau vers la nappe. Pas de données suffisante à l'aval de la réserve pour appréhender le fonctionnement nappe-cours d'eau à l'aval.* - *Construction du modèle hydraulique sur une emprise de 43,6 km² et un linéaire de 65 km de cours d'eau avec intégration des données topographiques disponibles et compléments apportés par une campagne de lever d'ouvrage et de niveaux d'eau afin de caller le modèle en régime actuel.* - *Première approche sur les usages actuels de l'eau (élaboration de fiches-usages)* - *Premier approches de contraintes identifiées sur le secteur d'étude (contraintes foncières, infrastructures réseaux, activités économiques et de loisir notamment les réseaux existants…)* *Le recrutement d'un chargé d'étude sur les projets de restauration de fonctionnalité alluviale dans les RNN gérées par la Ville de Strasbourg va permettre, à compter du printemps 2022, d'avoir une expertise interne et un suivi fin de ces études.*
	EI	05	Analyse de la compatibilité des projets pouvant impacter la fonctionnalité alluviale ou sa restauration	*Réflexion engagée par l'Eurométropole de Strasbourg sur le potentiel hydroélectrique du site des « Anciens moulins Becker » dans le cadre de la cession du droit d'eau par le propriétaire. Le gestionnaire sera attentif à la prise en compte des objectifs de la réserve naturelle si un projet émerge de cette réflexion.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	CS	02	Protocole PSDRF-Module Alluvial	*Finalisation de l'inventaire par matérialisation et réalisation des 16 dernières placettes sur les terrains militaires.*
	CS	17	Cartographie des habitats forestiers et définition de l'état de conservation	*Élaboration d'une méthodologie d'inventaire en partenariat avec le CBA. Réalisation des relevés phytosociologiques sur le terrain. Analyse des données et réalisation d'une cartographie à l'échelle 1/25000ème. L'habitat principal de la RNN relevé est la Hêtraie sur calcaire* Equiseto hyemalis-Fagetum Carici flaccae-Fagetum. *Principaux résultats présentés en réunion du comité consultatif le 01/03/2022.*
	EI	07	Interprétation des résultats du PSDRF et définition de l'état visé à long terme	*La cartographie des habitats réalisée en 2021 sur la réserve a permis de définir l'habitat de référence : la Hêtraie sur calcaire. Les données du PSDRF ont ensuite permis, grâce à la méthodologie proposée par RNF, d'évaluer l'état de conservation de cet habitat par l'évaluation des indicateurs de structure, de composition et de fragmentation de cet habitat.* *Principaux résultats présentés en réunion du comité consultatif le 01/03/2022.*
M_	CS	03	Suivi vigne sauvage	*Les stations de vigne sauvage ont fait l'objet d'un contrôle en septembre 2021, 2 des 3 pieds de vigne avaient fructifié, des grappes de fruits ont pu être observées à l'aide de jumelles.*
	CS	18	Actualiser la liste des individus remarquables de la dendroflore	*Un bilan cartographique est en cours suite à la finalisation de l'action M_CS.02 sur le site. Ce bilan sera intégré à l'évaluation de fin de plan de gestion.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	IP	07	Opération en faveur de la conservation d'espèces typiques menacées	*Une opération de replantation de peupliers noirs (de souche rhénane) a été effectuée le 13 janvier 2021 sur le site du Heyssel. Cette opération, à laquelle a participé l'équipe de la réserve, a été organisée par le CEN Alsace.*
M_	IP	01	Intervention de lutte contre les EEE du milieu forestier	*La DREAL Grand-Est et le CEN Lorraine ont publié à l'automne 2020 la liste des espèces exotiques envahissantes et les mesures de gestion à l'échelle du Grand Est.* *Une opération ponctuelle de lutte contre les EEE a été maintenue sur les stations connues de Renouée du Japon afin d'éviter son expansion dans la réserve naturelle et dans l'attente d'un plan d'action formalisé en cohérence avec le travail à l'échelle régionale (1er passage : les 22 et 26 avril 2021, le 2ème passage prévu en juin n'a pas pu être réalisé faute de moyens humains, et dernier passage : le 8 octobre 2021).* *Par ailleurs, une opération ponctuelle d'annelage des Ailantes et Robiniers a été réalisée le 26 mai 2021 sur le secteur des « Trous d'obus ».*
M_	CS	04	Suivi des interventions sur les EEE du milieu forestier	*Non prévu en 2021, à réaliser en 2022*
	IP	08	Application du protocole de régulation du Sanglier	*L'application du protocole de régulation de l'espèce « sanglier » a permis de prélever **119 individus** en 2021 :* • *PHASE 1 : 51 sangliers* • *PHASE 2 : 16 sangliers* • *PHASE 3 : 52 sangliers* *La chasse sur les lots bordant la réserve naturelle a également permis de prélever 50 sangliers tandis que 8 individus morts suite à des collisions ont été recensés. Le total des sangliers prélevés sur l'année 2020 est ainsi de **177 individus** sur le secteur (182 en 2020).*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	EI	01	Élaboration d'un protocole de gestion adapté à chaque habitat ouvert	*Dans l'attente des résultats de l'action CS.20, les modalités de gestion des « Milieux ouverts entretenus » ont été déclinées dans des fiches relatives à chaque site. Ces fiches renseignent les éléments suivants : Habitats (phytosocio. et N2000), Faune patrimoniale, Flore patrimoniale, Objectifs de gestion, Type d'intervention, Possibilité de regain, Possibilité de pâturage, Compléments de gestion (lisières, espèces invasives), Date de fauche préconisée, Zones refuges (présence, surface, localisation).* *Pour chaque site, l'historique de gestion est également renseigné.*
M_	IP	02	Gestion des milieux ouverts	*Les « Milieux ouverts entretenus » gérés par la ville de Strasbourg (Faisanderie et Oberjaegerhof) ont été fauchés le 20 juillet 2021 (léger retard de fauche lié aux mauvaises conditions météorologique de fin juin et début juillet) en conservant 0,12 ha de zone refuge (0,08 sur la prairie de la Faisanderie et 0,04 sur la prairie de l'Oberjaegerhof. Une seconde fauche a été réalisée par l'équipe sur la prairie de l'Oberjaegerhof ainsi que sur le secteur sud de la Faisanderie début octobre dans le but d'y appauvrir le sol et de limiter le Solidage afin de favoriser une diversification du cortège floristique.* *Les micro-prairies forestières ont fait l'objet d'une fauche entre le 26 mai et le 22 juin 2021.* *La prairie du Heyssel a été gérée conformément au plan de gestion spécifique de ce site avec un roulement des 3 agriculteurs pour 3 dates de fauche différentes et le maintien de zones refuges.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	IP	03	Intervention sur les EEE en milieu ouvert	*Un arrachage des pieds de Solidage a été réalisé durant la première quinzaine d'août au sein des zones refuges prairiales afin de limiter la dissémination de l'espèce. Seuls les individus accessibles depuis les bords des zones-refuges ont été prélevés afin de limiter le piétinement.* *Le suivi de la renouée a permis de noter la disparition de 2 des stations de renouée du japon située le long de la piste cyclable près de la rocade sud, elles semblent avoir été supplantées par des ronciers très denses.* *Les autres stations de ce secteur sont stables, on note globalement une réduction de la densité et de la hauteur de tiges sauf sur l'une des stations qui semble également s'étendre en surface. Une opération ponctuelle de lutte contre les EEE a été maintenue sur ces stations (y compris sur les stations situées le long du Rhin tortu à l'arrière des moulins Becker) afin d'éviter son expansion dans la réserve naturelle et dans l'attente d'un plan d'action formalisé en cohérence avec le travail à l'échelle régionale (1er passage : les 22 et 26 avril 2021, le 2ème passage prévu en juin n'a pas pu être réalisé faute de moyens humains, et dernier passage : le 8 octobre 2021).*
	IP	09	Lutter contre la fermeture des milieux ouverts	*Cette opération, liée à la mise en œuvre de l'IP.10 en fin d'hiver 2020/2021, n'a pas pu être démarré durant l'automne-hiver 2021/2022, faute de moyens humains.* *L'opération est reprogrammée à l'automne 2022.*
	IP	10	Réouverture de milieux	*Suite au travail de piquetage des anciennes limites, correspondant aux orthophotoplans de 1986, réalisé sur 5 prairies (Oberjaegerhof, Coucou des bois, Belle Anonyme, Faisanderie et Ecole de la Faisanderie) à l'automne 2020, une première phase de travail de réouverture des lisières a été réalisée sur deux d'entre elles entre le 2 et le 26 février 2021 (Coucou des bois et Belle Anonyme).*
	CC	01	Signalétique/Communication/sensibilisation	*Signalétique sur chantier de réouverture de milieux mise en place en février 2021. Malgré cet affichage, il est important de noter l'incompréhension de plusieurs usagers concernant cette action. Une rencontre sur site avec une quinzaine d'usagers a été organisée par Richard HAMM en lien avec le gestionnaire afin de clarifier les objectifs de gestion.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	IP	11	Travaux et gestion de restauration vers des milieux ouverts alluviaux rhénans au lieudit Brunnenmatt	*Dans l'attente d'un programme de restauration ambitieux sur le site de la Brunnenmatt, un mélange grainier de prairie fleurie (plantes locales certifiées) a été semé et fauché en 2019.* *Des préconisations de gestion ont été élaborées en 2020, avec notamment un retard de fauche afin de permettre aux pollinisateurs de profiter au maximum de cette prairie fleurie. La gestion transitoire a été maintenue en 2021 avec l'exploitant agricole en charge de la fauche.*
	EI	09	Définir un protocole de suivi quantitatif et qualitatif des mares du réseau	*Un protocole de suivi quantitatif et qualitatif des mares a été rédigé et testé. Les indicateurs utilisés permettent d'ores et déjà de suivre l'évolution des mares et d'envisager des opérations de gestion. Ce protocole devra néanmoins être validé par le futur conseil scientifique de la RNN.*
	EI	10	Définir un protocole de suivi de la diversité faunisitique et floristique des mares	*Un protocole de suivi de la diversité faunistique et floristique des mares a été rédigé et testé. Ce protocole devra néanmoins être validé par le futur conseil scientifique de la RNN.*
	CS	23	Appliquer les protocoles de suivis sur une sélection de mare	*Les protocoles de suivi des mares ont été testés sur 12 mares de la RNN en 2021. Ils ont permis de mettre en évidence la nécessité de gestion sur certains sites, mais également de découvrir de nouvelles espèces pour la réserve.*
	IP	12	Gestion des mares	*Depuis 4 ans maintenant, les abords des mares dites des « trous d'obus » sont fauchés annuellement pour éviter leur fermeture. Cette fauche a été réalisée le 31/05. Le suivi entamé en 2021 sur les mares de la réserve a mis en évidence des besoins en termes d'entretien de certains sites. 2022 sera l'occasion d'une réflexion globale à l'échelle de la RNN.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	IP	13	Sauvetage des amphibiens	*Le sauvetage des amphibiens a été réalisé sur les sites de l'Oberjaegerhof, de la Schafhardt et du Baggersee en partenariat avec la LPO Alsace, Eschau Nature et la participation de la ville d'Illkirch-Graffenstaden. Les comptages (toutes espèces confondues) en traversée de voirie pour 2021 sont les suivants :* • *1939 individus à l'Oberjaegerhof (résultats similaires à 2020 - 1983 individus))* • *307 individus sur la Schafhardt (contre 166 en 2020 – augmentation liée sans doute à une période plus longue de collecte (contexte COVID en 2020))* • *5 individus au Baggersee (contre 17 en 2020 – L'une des hypothèses permettant d'expliquer cette baisse progressive réside dans l'intégration d'un nouvel itinéraire de migration par les amphibiens. Celui-ci passerait plus au sud du dispositif actuel.* *Plusieurs sorties guidées ont eu lieu à l'Oberjaegerhof durant l'opération que ce soit pour des écoles (Stockfeld) ou des associations. Les promeneurs ont aussi été sensibilisés. Ce sont plus de 200 personnes qui ont ainsi pu en apprendre d'avantage sur la migration des amphibiens et leur protection par la collectivité et les associations.*
M_	CS	08	Veille sur les EEE	*En 2021, des cartes de répartition du robinier et de l'Ailante ont été réalisées à partir de l'analyse des placettes du PSDRF. Dans le cas de l'Ailante, cette carte devra être complétée des observations réalisées sur la route de la Schafhardt et sur le Heyssel. L'espèce se cantonne pour l'instant au sud du massif. Le Robinier quant à lui est présent sur l'ensemble du site.*
M_	CS	10	Inventaire mycologique	*Le gestionnaire de la réserve souhaite depuis longtemps travailler avec la Société Mycologique de Strasbourg à la réalisation d'un inventaire mycologique sur le site. Le contexte sanitaire a contraint la SMS à annuler les réunions prévues en 2021 et à limiter ses interventions. Une réunion a eu lieu le 4 avril 2022 afin de démarrer un partenariat en 2023*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	CS	25	Actualisation des listes d'espèces	*Dans le cadre des suivis réalisés sur une sélection de mares, de nouvelles espèces ont été identifiées pour la RNN :* - *Concernant les odonates, il s'agit de Lestes virens (VU sur la liste rouge d'Alsace)* - *Concernant les mollusques, il s'agit de Sphaerium lacustre (NT sur liste rouge Alsace), Vertigo antivertigo et Euglesia obtusalis* - *Concernant les coléoptères aquatiques, il s'agit d'Acilius canaliculatus, Acilius sulcatus, Graphoderus cinereus, Haliplus flavicollis, Haliplus Heydeni, Haliplus obliquus, Hydaticus seminiger, Hydaticus transversalis, Hydrophilus piceus, Hydropors dorsalis, Hydroporus palustris, Illybius ater, Illybius fuliginosus, Laccophilus poecilus* D'autres données ponctuelles sont également venues enrichir la liste des espèces de la réserve cette année.

M_	CS	11	Suivi des oiseaux nicheurs communs (STOC)	*Les 2 passages ont été réalisés aux périodes prévues : mi-avril et début juin.* *43 espèces ont été recensées (48 en 2020 et 39 en 2019) pour 1229 contacts (1111 contacts en 220 et 1148 en 2019). Ces chiffres sont dans la moyenne des résultats de ce suivi initié en 2018.* *La répartition des cortèges de 2021 est également conforme à la moyenne enregistrée :* - *23% d'espèces généralistes* - *2% d'espèces de milieux agricoles* - *7% d'espèces de milieux bâtis* - *33% d'espèces de milieux forestiers* - *35% d'espèces autres.* *Les espèces remarquables contactées en 2021 sont :* - *Le Gobemouche gris (quasi menacé en Alsace),* - *Le Martin-pêcheur (quasi menacé en Als.),* - *Le Milan noir (quasi menacé en Als.),* - *le Pouillot fitis (quasi menacé en Als.),* *Il est intéressant de constater que comparativement à 2020, année où le premier passage avait dû être décalé en mai en raison du confinement, certaines espèces jamais contactées en 2018 et 2019 n'ont pas été recontactées en 2021. Il s'agit des suivantes :* - *Bruant jaune,* - *Coucou gris,* - *Fauvette grisette,* - *Gobe-mouche noir,* - *Pie-Grièche écorcheur,* - *Rougequeue à front blanc,* - *Rousserolle effarvatte,* - *Rousserolle verderolle.* *Ce constat laisse penser que les périodes de passages de ce suivi ne permettent pas de contacter toutes les espèces du site. Parmi ces espèces, celles qui sont nicheuses tardives sur le site ne semblent pas être observables malgré le passage du mois de juin.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	CS	12	Suivi de la flore patrimoniale	*Les stations d'œillets superbe, de fraxinelle, et d'anémone sylvestris situées sur la prairie de la Belle anonyme se maintiennent. Les deux dernières ont été intégrées aux zones refuges cette année.* *Le 5 mai 2021, un comptage des orchidées du Heyssel a été organisé par le CEN Alsace auquel a participé l'équipe de la RNN.* *Deux stations d'Ophrys insectifera ont été trouvées dans la réserve naturelle en mai et juin 2021 pour un total 7 pieds fleuris.*
M_	CS	14	Suivi des chiroptères	*Dans le cadre d'un contrat N2000 pour l'aménagement de bunkers en faveur des chauves-souris de la RNN, un suivi des sites est organisé annuellement avec le GEPMA. Un murin de Daubenton a ainsi été identifié dans le bunker situé au niveau de L'Oberjaegerhof en avril 2021*
	CS	24	Veille sur l'avifaune nicheuse patrimoniale	*Une veille sur les espèces de rapaces est réalisée à l'échelle de la réserve naturelle chaque année en partenariat avec la LPO. Un nouveau nid d'Autour des palombes a été identifié par l'équipe de la réserve sur les terrains militaires. La LPO a réalisé le suivi annuel, avec 2 jeunes à l'envol en 2021.* *Une plateforme de nidification pour le Balbuzard pêcheur a été installée dans le cadre d'un microprojet Interreg coordonné par la LPO Alsace et le NABU (financement FEDER et association Nos Oiseaux – Pro Pandion). Les grimpeurs-élagueurs de la Ville et de l'Eurométropole ont contribué à la fixation de ces embases.*
M_	EI	05	Élaboration du carnet de bord de la réserve	*Le développement de l'outil carnet de bord des réserves naturelles gérées par la ville de Strasbourg a évolué par rapport à la rédaction du plan de gestion. L'objectif de cet outil est de permettre la triple évaluation du plan de gestion (actions, objectifs opérationnels et objectifs à long terme) et non plus renseigner uniquement les opérations liées à l'ancrage territorial du site. La définition des indicateurs, métriques et classes de valeur pour l'évaluation ainsi que le développement d'une application de saisie nécessitent un travail de fond important réparti sur plusieurs années.* *Le portage du développement d'une application informatique dédiée a été validée par la collectivité et démarrera en 2022.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	SP	05	Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation	*Un travail préparatoire aux travaux de fermetures a été réalisé.* *Ce travail a permis :* - *de réaliser des tests pour définir un principe d'implantation des zones de quiétudes* - *d'élaborer et produire la signalétique à installer aux entrées principales (triptyque)* - *d'identifier les emplacements précis de la signalétique relative au nouveau plan de circulation (entrées principales de la réserve et zones de quiétudes)* - *de déterminer les quantités de matériaux nécessaires à leurs mise en œuvre,* - *d'établir un planning prévisionnel des travaux*
	CI	03	Délimitation de la limite de la réserve sur le terrain	*Action non réalisée en 2021.*
	CI	04	Mise à jour de la signalétique	*La mise à jour de la signalétique s'effectuera à l'issue des travaux d'implantation des triptyques aux entrées de la réserve et des zones de quiétude prévues en 2022.*
M_	EI	07	Définition d'un protocole de gestion des voies et cheminements	*Un protocole de gestion des voies et cheminements de la réserve naturelle a été élaboré en 2020 mais son application n'a pas encore pu être testée. Son application est lié à la qualification des types de cheminements présents dans la réserve. Cette qualification abordée dans le cadre des ateliers de concertation de 2019 n'a pas fait l'objet d'un consensus lors de la conclusion du processus et doit faire l'objet de nouvelles discussions avec les riverains et usagers de la RN.*
M_	CI	01	Entretien des chemins	*Les opérations d'élagage des voies ouvertes à la circulation motorisée ainsi que le ramassage de déchets le long et aux abords des chemins ont été réalisées telles que prévues au plan de gestion.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	EI	08	Définir un protocole d'intervention sur les arbres à risques	*Le travail cartographique et de géomatique est en cours pour définir les zones et les récurrences des interventions en fonction du contexte écologique et de la fréquentation du public. La réflexion intègre le nouveau plan de circulation.*
M_	EI	09	Inventaire des arbres à risque	*L'inventaire des arbres à risque a été confié à l'Office National des Forêts selon un protocole identique aux années précédentes. Seuls les itinéraires prévus par le nouveau plan de circulation ainsi que les lisières proches d'enjeux de sécurité des biens et des personnes ont été considérés. Au total, 151 tiges côté Ville de Strasbourg et 37 tiges côté Ville d'Illkirch ont été marquées pour la campagne de sécurisation.* *À noter un rapprochement engagé avec le gestionnaire des sites propriété du ministère des armées pour une mise en cohérence des pratiques à l'échelle de la réserve naturelle.*
M_	CI	02	Coupes de sécurité	*Les opérations de coupes de sécurité ont été réalisées telles que prévues au plan de gestion.* *Les travaux ont également concerné les itinéraires fermés pour cause de Chalarose (arrêtés municipaux) mais prévus au nouveau plan de circulation.* *Les interventions ont concerné, cette année encore, une très grande majorité de Frêne de diamètre moyen inférieur à 40 cm.*
M_	CI	03	Entretien courant des ouvrages d'art	*En 2021, aucune intervention d'entretien des ouvrages d'art n'a été réalisée spécifiquement, mais des travaux d'élagage et dégagement ponctuels ont été réalisés au moment des travaux de sécurisation hivernaux, notamment aux abords du pont franchissant le Rhin Tortu entre l'Oberjaegerhof et le sentier du Chat sauvage.*
M_	CI	04	Entretien courant des aménagements d'accueil du public	*Les équipements d'accueil ont été entretenus tel que prévu au plan de gestion.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	PA	06	Animation réserve naturelle EEDD	*Dans l'attente du recrutement des 2 animateurs EEDD qui arriveront en 2022, une partie de la subvention EEDD a été attribuée par l'État en 2021 afin de conduire un certain nombres d'actions favorables à l'objectif de développement de l'ancrage territorial de la réserve. Les actions suivantes ont ainsi pu être démarrées ou renforcées grâce à ce financement :* ***CC.01*** *Signalétique/Communication/sensibilisation sur la gestion des milieux ouverts* ***IP.13*** *Sauvetage des amphibiens - animations scolaires* ***CI.04*** *Mise à jour de la signalétique (y compris stage de 6 mois pour la définition d'un projet d'aménagement de parcours pédagogique)* ***M_CC.01*** *Concevoir une offre pédagogique à destination des scolaires (réflexion préalable)* ***M_CC.02*** *Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias* ***M_CC.03*** *Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole)* ***M_EI.10*** *Élaboration d'une stratégie de communication* ***M_PA.01*** *Organisation de visites guidées tout public* ***M_PA.05*** *Organisation et encadrement d'activités participatives* ***M_PA.06*** *Intégration d'opportunités compatibles avec le plan de gestion* ***M_SP.02*** *Tournées de sensibilisation* ***MS.11*** *Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN* ***MS.14*** *Encadrer les manifestations* ***EN.8*** *Gestion de projets - organisation EEDD* *De plus, ce financement a contribué à l'élaboration et la mise en œuvre d'une vaste campagne de communication sur les réserves naturelles nationales de Strasbourg à destination des habitants et visiteurs de Strasbourg (campagne d'affichage et exposition place de la gare). Cette opération sera complétée en 2022 par l'habillage d'un tramway, la mobilité de l'exposition et une nouvelle campagne d'affichage en ville.*
M_	PA	01	Organisation de visites guidées tout public	*9 visites guidées, représentant environ 250 participants, ont été organisées en 2020 sur la thématique de « Présentation de la RN »*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	PA	02	Animations scolaires	*9 animations auprès des écoles élémentaires du Neuhof sur la thématique Réserve Naturelle (élèves de CP à CM2 environ 190 élèves)* *11 animations dans le cadre du sauvetage amphibiens auprès d'élèves de CP à CM2 (environ 220 élèves)*
M_	CC	01	Concevoir une offre pédagogique à destination des scolaires	*Action reportée dans l'attente des recrutements du chef de projet ancrage territorial et des animateurs EEDD prévus en 2022.*
	PA	01	Sensibilisation des entreprises périphériques	*Un certain nombre d'entreprises et acteurs économiques du territoire ont été sensibilisés à l'existence, à la réglementation et au patrimoine protégé par les réserves naturelles suite au Diagnostic d'ancrage territorial réalisé en 2020 (action **M_EI.03**).*
M_	PA	03	Actions auprès des élus	*En 2021, une présentation du statut de Réserve Naturelle Nationale, de leur gouvernance, des enjeux et objectifs des RNNs de Strasbourg et des grands projets en cours a été faite à la nouvelle équipe municipale de la ville de Strasbourg.*
M_	PA	04	Réunion d'information, conférences	*Aucune réunion d'information en 2021*
M_	CC	02	Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias	*Plusieurs articles sont parus en 2021 dans des médias tels que Strasbourg Magazine, InfoGraff ou encore dans des médias locaux.* *Le compte Instagram® des réserves est mis à jour hebdomadairement. Il permet la publication et le partage de photos de paysages, d'espèces présentes dans les réserves naturelles gérées par la ville de Strasbourg, ainsi que d'actions réalisées par les équipes. Cet outil doit permettre de contribuer à l'amélioration de l' « appropriation positive des milieux alluviaux rhénans ». Il compte actuellement un peu moins de 1200 abonnés.* *En 2021, à noter la mise en ligne du nouveau site Internet des réserves naturelles gérées par la ville de Strasbourg en parallèle de la prise de gestion de la RNN de la forêt de la Robertsau / La Wantzenau.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	CC	03	Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole)	*Peu de mises à jour en 2021 dans l'attente de la mise en ligne du nouveau site. Une partie de l'équipe gestionnaire a bénéficié d'une formation dispensée en interne concernant la gestion du site Internet. Sa gestion sera effectuée par le chef de projet ancrage territorial et les animateurs EEDD dont le recrutement est prévu en 2022*
	PA	02	Formation des encadrants de groupe (écoles, sport de nature, CINE …)	*Le contexte sanitaire n'a pas permis la réalisation de cette action qui aurait pu être activée grâce au financement EEDD..*
M_	PA	05	Organisation et encadrement d'activités participatives	*En 2021, 2 chantiers participatifs pour du ramassage de déchets ont été réalisées avec le centre socio culturel du Neuhof et la société ACTEON. Elles ont permis l'évacuation d'environ 6 m^3 de déchets.*
M_	PA	06	Intégration d'opportunités compatibles avec le plan de gestion	*En 2021, un microprojet Interreg (financement FEDER et association Nos Oiseaux – Pro Pandion), a été coordonné par la LPO Alsace et le NABU afin de favoriser le retour du Balbuzard pêcheur sur la bande rhénane. La RNN a été sollicité pour l'installation d'une plateforme de nidification sur le site. Cette installation a eu lieu le 9 septembre grâce à l'intervention des grimpeur élagueurs du service espaces verts et de nature de la ville de Strasbourg, de Daniel Schmitt (NABU), de la LPO et de l'équipe de la RNN.*
M_	PA	06	Création d'une "zone humide école" - Zone ELAN	*Ce projet est reporté et sera conduit en lien avec le projet de reconversion de la zone ELAN et la création de la nouvelle entrée située au bout de l'allée REUSS à Strasbourg.*
M_	PA	06	Création d'un parcours nature et sport en remplacement du parcours de santé du Baggersee	*Ce projet est reporté dans l'attente d'un porteur de projet identifié et de financements.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	PA	06	Conversion du site de l'ancienne école de plein air de la Faisanderie	*Ce projet est reporté dans l'attente d'objectifs clarifiés, d'un porteur de projet identifié et de financements.* *À noter tout de même la recherche d'un nouveau site de stockage du matériel scolaire afin de délocaliser l'activité d'entrepôt et le concierge habitant sur site.*
	EI	13	Définition d'un protocole de gestion des servitudes et concessions	Les travaux de rénovation des pylônes de la ligne HT 63 KV par SER (secteur Linzenkopf au Nord-Est de la réserve) ont été l'occasion de définir et mettre en œuvre une gestion par fauche répétée avec exportation de la matière au niveau de la servitude. Le principe est de maintenir une végétation herbacée tout en limitant le développement du Solidage. Le travail plus global de réflexion sur l'ensemble des lignes gérées par SER sera à poursuivre. Le protocole à mettre en place pourra servir de référence pour la gestion des autres servitudes - réseaux (gaz notamment) au sein de la réserve. Ce travail coopératif sera à poursuivre avec SER (identification des réseaux et des contraintes de gestion pour chacun d'eux en tenant compte des contraintes écologiques du site) jusqu'à l'élaboration d'une convention globale cadrant l'ensemble des actions à réaliser. Ce type de coopération sera à développer auprès des autres gestionnaires de réseaux.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	IP	15	Réaliser/Encadrer les travaux de gestion des servitudes et concessions	Les travaux de rénovation des pylônes de de la ligne HT 63 KV par SER (secteur Linzenkopf au Nord-Est de la réserve) ont été réalisés conformément aux prescriptions établies. Ce chantier a, en particulier, permis de faire évoluer la gestion de la végétation au niveau de la servitude sous la ligne électrique. L'objectif, à terme, est de favoriser l'émergence d'une zone herbeuse de type prairial qui sera entretenue par la fauche avec export ainsi qu'une lisière arbustive structurée créant un espace de transition vers le milieu forestier. Les nombreuses réunions de terrain avec SER et ses prestataires qui se sont poursuivies en 2021, les nombreux échanges entre les parties et un suivi régulier sur site ont permis un travail coopératif tenant compte des exigences du gestionnaire de la réserve et des contraintes de l'exploitant. Une première fauche de l'emprise avec exportation a été réalisée mi-juin 2021 par un prestataire missionné par SER. La seconde fauche a été réalisée mi-septembre 2021. Ces opérations ont généré des casses répétées sur la faucheuse en raison des nombreuses pierres, galets et résidus de branches au sol. Une rencontre sur place avec le prestataire a permis de comprendre les contraintes et d'opter pour un mode opératoire différencié (pas de fauche des zones très graveleuses qui sont très peu végétalisées, ré-hausse de la barre de fauche et adaptation de la vitesse…). Une opération complémentaire encadrée par le gestionnaire de la réserve a permis la réalisation d'un chantier participatif pour nettoyer la zone de l'ensemble des déchets présents, retrait des pierres, gros galets et branches…afin de faciliter les opérations de fauche et limiter les risques de casse-machine Les travaux à venir d'enfouissement de la ligne HT d'alimentation du poste de gaz de la Schafhardt par SER (dans l'emprise du gaz située entre le poste de détente de la Schafhardt et l'Altenheimerkopf) ont également fait l'objet de nombreuses réunions de terrain avec SER et ses prestataires durant l'automne-hiver 2021/2022. Les nombreux échanges entre les parties et un suivi régulier sur site durant les travaux forestiers préalables ont permis un travail coopératif tenant compte des exigences du gestionnaire de la réserve et des contraintes de l'exploitant. Les travaux de gestion de la végétation, liés aux canalisations de gaz, autorisés par arrêtés préfectoraux, n'ont pas été réalisés en 2021 par le gestionnaire de la servitude.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	CS	13	Suivi des écocompteurs et analyse des données	*Les relevés des écocompteurs installés a été réalisé une fois par mois afin de collecter les données stockées sur l'application EcoVisio.* *Un bilan global de la fréquentation sera réalisé en fin de plan de gestion afin notamment de suivre l'évolution suite au changement de plan de circulation.* *À noter un effet ressenti de croissance de la fréquentation suite à la crise sanitaire. Ces nouveaux visiteurs ont également amené de nouvelles pratiques qu'il s'agira de canaliser pour éviter un impact trop important sur le patrimoine naturel protégé.*
	MS	14	Encadrer les manifestations	*En raison de la crise sanitaire, aucune manifestation ne s'est tenue en 2021.*
M_	SP	01	Sensibilisation des usagers et des acteurs	*En 2021, les agents de l'équipe police/surveillance de la réserve naturelle ont réalisé les actions de surveillance et de sensibilisation conformément au plan de gestion. Cette action a été maintenue tout au long de l'année, malgré la crise sanitaire, considérant la protection du patrimoine naturel comme une mission de service public prioritaire.* *78 Timbres amendes pour des infractions à la réglementation de la RNN ont été dressés sur les thématiques suivantes :* • *Circulation de véhicule ou de personne* • *Feu* • *Dégradations/troubles du patrimoine naturel de la RNN* • *Déchets*
M_	SP	02	Tournées de surveillance et de sensibilisation	
M_	SP	03	Travail d'enquête et rapports de police	*En 2021, seules les infractions pouvant être relevés par timbre amende ont été considérées. Aucune enquête n'a été menée.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	SP	04	Tournées de police interservices	*Pas de tournées ni d'opération interservices en 2021 du fait de la crise sanitaire.*
M_	SP	05	Mise en place d'une politique pénale	*L'élaboration de la politique pénale des réserves naturelles gérées par la ville de Strasbourg est en cours et fait l'objet d'un stage programmé en 2022.*
M_	MS	02	Commissionnement d'agents à la police de la nature	*Pas d'offre de formation en 2021 en raison de la pandémie.*
M_	CI	05	Ramassage des déchets et dépôts sauvages	*Sur les propriétés de la ville de Strasbourg, le nettoyage réalisé par entreprise est effectué sur 29 sites (places/zones/sentiers fréquentés). Le nombre de tournées de nettoyage effectué en 2021 s'élève à environ 397 passages (+32 passages par rapport à 2020).* *Le coût annuel est de 12 700€ financé par la ville de Strasbourg.* *En complément, plusieurs opérations d'enlèvement de dépôts sauvages ont été réalisées sur les autres secteurs de la réserve par l'équipe gestionnaire ou le propriétaire (ville d'Illkirch-Graffenstaden en particulier).*
	IP	16	Nettoyage des blockhaus et fermeture de l'accès au public	*Le 6 avril 2021 a permis le démarrage du 2ème chantier d'aménagement des bunkers du Neuhof. Cinq jeunes de la JEEP, une association de jeunes en réinsertion, ont été sensibilisés à la protection des chiroptères par le GEPMA et l'équipe de la réserve. Ils ont permis la fermeture et l'équipement d'un Bunker situé au sud-ouest de la réserve. Cette action est financée par un contrat Natura 2000.*
M_	MS	03	Organisation et participation aux Comités Consultatifs	*Une seule réunion du comité consultatif a été organisée le 14 septembre 2021, soit plus de 20 mois après la précédente du fait de la pandémie COVID19. Le compte rendu est rédigé par les services de la préfecture et est adressé aux participants pour la réunion suivante.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	MS	04	Participation aux réunions des instances consultatives (CSRPN…)	*Aucune réunion en 2021 en lien avec la réserve naturelle.*
M_	MS	08	Mise en place d'un conseil scientifique	*Cette opération ne relève pas directement du gestionnaire de la réserve naturelle. Les services de la DREAL Grand-Est se sont saisis du sujet afin de faire aboutir le projet de création d'un conseil scientifique plus impliqué dans la gestion du site.*
M_	MS	05	Réunions d'équipe	*Les réunions d'équipe ont été tenues conformément au plan de gestion. Cette action a cependant été bouleversée par la situation sanitaire qui a nécessité de nombreuses adaptations.*
	MS	17	Collaboration avec la Ville d'Illkirch	*La collaboration entre le gestionnaire de la réserve naturelle et la ville d'Illkirch-Graffenstaden est régulière et fonctionnelle, en particulier sur certaines thématiques telles que :* • *Travaux de sécurisation des abords de chemins et lisières ;* • *Communication sur les enjeux et actions de la réserve.*
	MS	18	Collaboration avec les militaires	*Après plusieurs contacts pour améliorer la collaboration entre représentants du ministère des armées et le gestionnaire de la réserve naturelle en 2020 (protocole prévu au décret de classement, renouvellement d'AOTs et projet de sollicitation du budget « environnement/biodiversité »), les échanges sont devenus moins réguliers en 2021 du fait du départ de la cheffe de cellule urbanisme et biodiversité de l'EMZD de Metz.* *En local, plusieurs échanges sont en cours concernant notamment les modalités de gestion et d'entretien du terrain d'exercice d'Illkirch-Graffenstaden.*
	MS	19	Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN	*Les échanges et collaborations avec les acteurs socio-économiques sont quotidiens et ont été maintenus en 2021. Des échanges plus réguliers avec le Port Autonome de Strasbourg ont démarré afin de créer plus de synergies entre les territoires du port et de la réserve naturelle.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
	MS	20	Collaboration avec le CSA, gestionnaire du Heyssel	*Les échanges avec le conservateur et le technicien en charge de la gestion de la prairie du Heyssel sont réguliers et transparents. Des synergies se développent afin de faire bénéficier des moyens et connaissances de chacun à la réserve.* *Entre autres en 2021, les collaborations ont concerné : suivi de travaux RTE, comptage orchidées, plantation de peupliers noirs, installation de panneaux…* *À noter le travail de rédaction du nouveau plan de gestion du site du Heyssel engagé par le CSA en 2021. Le gestionnaire de la réserve a été associé pour intégrer les enjeux et objectifs de gestion de la réserve et renforcer les synergies. Ce travail sera présenté en 2022 aux membres du comité consultatif.*
M_	MS	06	Collaboration avec les autres gestionnaires d'espaces naturels	*Une partie de l'équipe a participé au séminaire des gestionnaires du Grand Est les 18 (Visio) et 21 octobre (PNR de la forêt d'Orient dans l'Aube). Au programme de ce séminaire, notamment :* • *Les actualités « Espaces naturels » de la DREAL, la Région et RNF ;* • *L'écopâturage* • *La concertation –un outil d'ancrage territorial* • *Vigie nature*
M_	MS	07	Collaboration interservices (Eurométropole, …)	*Conformément à la fiche action, l'équipe travaille au quotidien avec les autres services de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.*
M_	MS	09	Participation au réseau « Réserves Naturelles de France (RNF)	*En 2021, le congrès annuel des réserves naturelles de France s'est tenu en visio-conférence du 2 au 4 juin sur la thématique de la mobilisation citoyenne au bénéfice des réserves naturelles.* *En complément, plusieurs membres de l'équipe gestionnaire se sont impliqués toute l'année au sein des commissions :* • *Patrimoine naturel ;* • *Territoire et développement durable ;* • *Professionnalisation et police de l'environnement.*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	MS	11	Évaluation annuelle du plan de travail (rapport d'activités)	*Conforme au plan de gestion.*
M_	MS	14	Compléter la base de données SERENA	*La base de données SERENA a été renseignée de l'ensemble des données naturalistes collectées en 2021. Celle – ci permet les échanges de données avec les associations partenaires comme Faune Alsace ou encore de CEN Alsace.*
M_	MS	16	Transmettre les données à ODONAT	*Comme chaque année, les données sur le territoire des réserves naturelles ont fait l'objet d'un échange avec les associations naturalistes locales afin de bénéficier à la gestion du site.*
M_	MS	17	Montage, suivi administratif et financier des opérations	*En 2021, plusieurs travaux sur le montage financier du plan de gestion ont été menés avec notamment le financement EEDD (Etat), le plan de relance (Etat) et le contrat de territoire eau climat (Agence de l'eau Rhin Meuse).*
M_	MS	18	Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels	*Le détail de l'achat et renouvellement de matériel et équipements est disponible auprès de l'équipe gestionnaire. À noter que l'ensemble des achats sont mutualisés avec la gestion de la réserve naturelle de l'île du Rohrschollen et depuis novembre 2021 avec celle de la forêt de la Robertsau / La Wantzenau.* *En 2021, à noter la mise en retraite de 3 des 6 chevaux utilisés dans la gestion des espaces naturels de la ville de Strasbourg. Un projet de renouvellement est en cours de réflexion.*
M_	MS	19	Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,…)	*Conforme au plan de gestion*

Mut.	Activité	Code	INTITULE	*Commentaires action 2021*
M_	MS	20	Formation permanente du personnel (AFB,…)	*Le coût global pour la formation et la participation aux colloques et congrès de l'équipe gestionnaire en 2021 est de 1 682 € (pro-rata pour la réserve naturelle de Neuhof-Illkirch).* *À noter la tenue d'une formation collective en 3 jours pour l'ensemble des agents de l'équipe gestionnaire des réserves naturelles de Strasbourg. Cette formation a notamment permis d'aborder le sujet et les outils de la collaboration et de la communication au sein de l'équipe afin d'augmenter l'efficacité collective et le bien vivre au travail.*
M_	MS	21	Gestion des ressources humaines	*L'année 2021 a fait l'objet de nombreux mouvements de personnel dans l'équipe :* • *Départ programmé d'un nouvel agent de l'équipe Police-Surveillance (au 01/02/2022) portant l'effectif actuel à 2 agents (pour 6 postes);* • *Départ d'un agent en charge de la gestion faune (responsable notamment de la régulation du sanglier) -> remplacement prévu en 2022 ;* • *Mobilité interne du technicien responsable études et prospectives -> remplacement prévu en 2022 ;* • *Départ du chef d'équipe Gestion et restauration des milieux (au 31/05/2021) et arrivée d'un nouvel agent de l'équipe Gestion et restauration des milieux (au 01/02/2021) portant l'effectif 2021 à 6 agents (pour 8 postes) ;* *Bien que le bilan d'activité révèle un bon taux de réalisation, ces mouvements ont eu un impact sur certaines actions.* *En perspective, l'année 2022 verra la création de nouveaux postes dans l'équipe grâce au renforcement de la subvention annuelle de gestion (État), à la subvention pour le développement de mission EEDD (État) et au contrat de territoire eau climat (AERM).*

Réserve Naturelle du massif forestier de

Strasbourg-Neuhof/Illkirch-Graffenstaden



Compte de résultat
Exercice 2021

Réserve Naturelle Nationale de
Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden

COMPTE DE RESULTAT

2021

(exercice comptable du 01/01/2021 au 31/12/2021)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :
Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Conservateur :
Adrien SCHVERER
☎ 03 68 98 68 36
✆ 06 84 35 31 32

BUDGET GLOBAL

DEPENSES

Fonctionnement		
Missions de gestion de la RNN		244 278,58 €
Gestion et régulation du sanglier		25 126,95 €
Accueil du public		77 808,12 €
	Sous-total	**347 213,65 €**

Investissement		
Missions de gestion de la RNN		61 873,52 €
Gestion et régulation du sanglier		0,00 €
Accueil du public		9 243,72 €
	Sous-total	**71 117,24 €**

Total	**418 330,89 €**

RECETTES*

Fonctionnement		
DREAL Grand Est		182 624,80 €
Ville de Strasbourg		164 119,65 €
Produits de ventes		91,92 €
Natura 2000		377,28 €
	Sous-total	**347 213,65 €**

Investissement		
DREAL Grand Est		10 693,10 €
Solde subvention signalétique (2015)		10 908,42 €
Ville de Strasbourg		9 243,72 €
Eurométropole de Strasbourg		40 272,00 €
	Sous-total	**71 117,24 €**

Total	**418 330,89 €**

** de nombreux acteurs, en particulier la Ville d'Illkirch-Graffenstaden, participent indirectement à la gestion de la réserve, cette contribution n'est pas présentée dans le document comptable émanant de la structure géstionnaire*

INFORMATIONS PREALABLES

Dans l'attente du développement du nouvel outil de suivi d'activité de gestion des réserves gérées par la ville de Strasbourg, l'ancienne présentation du compte de résultat est maintenue en trois chapitres distincts :

Les **Missions de gestion** définies par la convention entre le gestionnaire et l'Etat font l'objet d'une subvention annuelle. Seules les actions en relation avec la gestion d'une Réserve Naturelle Nationale sont concernées par ce budget. Les actions concernant l'accueil du public (hors convention de gestion) et la régulation du sanglier font l'objet de rubriques spécifiques et de budgets complémentaires.

La **Régulation du sanglier** n'est pas prise en charge par la subvention de gestion de la réserve naturelle et fait l'objet d'un budget spécifique.

L'**Accueil du public** n'est pas une mission prioritaire confiée par l'Etat au gestionnaire d'une Réserve Naturelle Nationale. Les frais de gestion liés à la présence d'un réseau de cheminement important doivent par conséquent faire l'objet de financements complémentaires, en particulier des collectivités dans le cadre d'une politique d'accueil renforcée sur la réserve. La mise en sécurité, l'entretien des cheminements ou le rammassage et la collecte des déchets sont pris en charge par les collectivités ou font l'objet de chantiers participatifs.

Réserve Naturelle Nationale de
Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden

COMPTE DE RESULTAT
2021

SECTION : FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN		
Frais de personnel		
Directeur / conservateur		36 228,82 €
Technicien espaces naturels / faune-flore		41 492,88 €
Garde "Intervention sur patrimoine naturel"		32 351,51 €
Conducteur d'engin		2 160,48 €
Garde " Accueil - Police & Surveillance"		82 704,53 €
Garde "Gestion Faune"		1 405,45 €
Secrétaire administrative		5 254,00 €
Stagiaires		8 516,72 €
	Sous-total	**210 114,38 €**
Formation et veille scientifique		
Stages et formations		1 166,50 €
Adhésions RNF et colloques		515,70 €
	Sous-total	**1 682,20 €**
Frais matériels		
Déplacements et indemnités kilométriques		7 345,85 €
Engins ATL		12 006,21 €
	Sous-total	**19 352,06 €**
Frais de gestion courante		
Fournitures administratives		77,91 €
Equipement vêtements		1 567,02 €
Ouvrages et abonnements		199,58 €
Frais téléphoniques		582,24 €
Autres frais		6 140,86 €
	Sous-total	**8 567,61 €**
Acquisition de petit matériel		**1 113,81 €**
Dotation aux amortissements		**2 376,93 €**
Travaux de fonctionnement / prestataires		
IP.16 GEPMA - aménagements chiroptères		**471,60 €**
Sinistres		**600,00 €**
	Total 1	**244 278,58 €**

IP.08 : Gestion et régulation du sanglier		
Frais de personnel		
4,1% Technicien espaces naturels / faune-flore		2 273,90 €
35,6% Garde "Gestion Faune"		17 009,83 €
	Sous-total	**19 283,72 €**
Déplacements et indemnités kilométriques		**940,81 €**
Acquisition de petit matériel		**93,90 €**
Dotation aux amortissements		**0,00 €**
Frais de fonctionnement		
Cotisations (permis de chasser)		210,00 €
Frais d'analyses venaison		7,50 €
Consommables		1 049,22 €
	Sous-total	**1 266,72 €**
Sinistres		**3 541,80 €**
	Total 2	**25 126,95 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
DREAL Grand Est	
Subvention annuelle de fonctionnement	**148 419,90 €**
Subvention EEDD	**34 204,90 €**
Ville de Strasbourg	**61 276,50 €**
Contrat Natura 2000 *	
Subv. IP.16 aménagements chiroptères	**377,28 €**
Total 1	**244 278,58 €**

** Montant avancé par la ville de Strasbourg dans l'attente du versement de la subvention en fin de contrat (2022)*

IP.08 : Gestion et régulation du sanglier	
Produits de vente	
Venaison	**91,92 €**
Ville de Strasbourg	**25 035,03 €**
Total 2	**25 126,95 €**

Accueil du public		
Frais de personnel		
4,9%	Technicien espaces naturels	2 699,78 €
51,8%	Garde "Accueil du public"	24 759,48 €
34,6%	Garde "Intervention sur patrimoine naturel"	16 563,24 €
	Conducteur d'engin	1 543,20 €
	Sous-total	**45 565,69 €**
Frais matériels		
	Déplacements et indemnités kilométriques	1 988,37 €
	Engins ATL	2 980,65 €
	Sous-total	**4 969,02 €**
Travaux de fonctionnement / prestataires		
	Entretien / propreté des cheminements	7 507,54 €
	Sécurisation des cheminements	5 995,97 €
	Elagage	13 769,91 €
	Sous-total	**27 273,42 €**
	Total 3	**77 808,12 €**

Accueil du public	
DREAL Grand Est	**0,00 €**
Ville de Strasbourg	**77 808,12 €**
Total 3	**77 808,12 €**

Total 1 + 2 + 3	**347 213,65 €**

Total 1 + 2 + 3	**347 213,65 €**

SECTION : INVESTISSEMENT

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN		
Etudes et suivis		
M_MS.18	3 paires de jumelles	369,82 €
M_IP.02	Etude écopâturage	2 162,66 €
EI.04	Etude de fonctionnalité	40 272,00 €
	Sous-total	**42 804,48 €**
Travaux d'investissement / prestataires		
IP.16	Aménagements chiroptères N2000	471,60 €
M_CI.04	Panneaux de signalétique RNN	12 937,34 €
	Sous-total	**13 408,94 €**
Acquisition de matériel		
M_CI.04	Infrastructures signalétique entrées RNN	5 660,10 €
	Sous-total	**5 660,10 €**
	Total 1	**61 873,52 €**

Gestion et régulation du sanglier : phase 1		
Acquisition de matériel		
		0,00 €
	Sous-total	**0,00 €**
Travaux d'investissement / prestataires		**0,00 €**
	Total 2	**0,00 €**

Accueil du public		
Acquisition de matériel		
	Sous-total	**0,00 €**
Travaux d'investissement / prestataires		
M_CI.04	Remplacement de 2 barrières	9 243,72 €
	Sous-total	**9 243,72 €**
	Total 3	**9 243,72 €**

Total 1 + 2 + 3	**71 117,24 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
DREAL Grand Est	**21 601,52 €**
Subv. Annuelle	10 693,10 €
Solde subvention signalétique RNN (2015)	10 908,42 €
Eurométropole de Strasbourg	**40 272,00 €**
EI.04 : phases 1 et 2 de l'étude fonctionnalité	
Ville de Strasbourg	**0,00 €**
Total 1	**61 873,52 €**

Gestion et régulation du sanglier : phase 1	
Ville de Strasbourg	**0,00 €**
Total 2	**0,00 €**

Accueil du public	
DREAL Grand Est	**0,00 €**
Ville de Strasbourg	**9 243,72 €**
Total 3	**9 243,72 €**

Total 1 + 2 + 3	**71 117,24 €**

VILLE DE STRASBOURG

Service Espaces verts et de nature
1 Parc de l'Etoile
67 076 Strasbourg Cedex

Téléphone :
03 68 98 50 00
Télécopie :
03 88 43 67 48

Mél :
EspacesVertsEtDeNature-EspacesNaturels@strasbourg.eu

Réserve Naturelle du massif forestier de

Strasbourg-Neuhof/Illkirch-Graffenstaden



Budget prévisionnel Exercice 2022

Réserve Naturelle
FORET DE NEUHOF-ILLKIRCH

BUDGET PREVISIONNEL - 1
2022
(exercice comptable du 01/01/2022 au 31/12/2022)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :
Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Conservateur :
Adrien SCHVERER
☎ 03 68 98 68 36
✆ 06 84 35 31 32

INFORMATIONS PREALABLES

Dans le cadre du plan de gestion 2018-2022, le gestionnaire a fait le choix de proposer un plan de gestion ambitieux dont la réalisation globale nécessite un financement complémentaire aux recettes de la subvention annuelle de l'Etat (revalorisée à 159 113 € en 2021) et de la participation de la ville de Strasbourg actée par délibération du conseil municipal pour la prise en charge de l'accueil du public (120 000 €/an) ainsi que la régulation du sanglier sur ses propriétés et le développement d'une application de comptabilité analytique.

Le présent document présente donc un budget prévisionnel (BUDGET 1) permettant de réaliser les actions prioritaires sur la base des financements actés au 31/12/2020. Les autres actions prévues au plan de gestion ou le renforcement des moyens dédiés à certaines actions sont présentées dans un autre document (BUDGET 2).

La convention de financement entre l'Etat et la ville de Strasbourg précise qu'au moins 14% de la subvention de gestion doit permettre de financer des actions d'études et travaux. Le présent document présente donc une sous-partie pour les actions **CS**, **CI**, **IP** et **EI** (Typologie des opération MEDDTL/DEB 2011) ainsi qu'une sous-partie pour les autres actions.

Le détail du coût de chaque action et leur répartition entre les BUDGET 1 et 2 est présenté ANNEXE 1.

BUDGET 1 - Global

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Frais de personnel	**305 729,45 €**
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	*142 099,64 €*
Autres actions : *actions SP - MS - PR - PA - CC*	*163 629,81 €*
Frais annexes (par opération)	**589 337,50 €**
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	*530 087,50 €*
Autres actions : *actions SP - MS - PR - PA - CC*	*59 250,00 €*
Total dépenses B1G	**895 066,95 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
Etat / DREAL Grand-Est	**541 810,20 €**
Subvention annuelle de gestion	*159 113,00 €*
Subvention exceptionnelle signalétique - report	*0,00 €*
Subvention Plan de relance	*352 320,00 €*
Subvention EEDD-2022	*30 377,20 €*
Ville de Strasbourg	**235 593,17 €**
Agence de l'eau Rhin-Meuse	**114 018,09 €**
NATURA 2000	**3 645,50 €**
Total recettes B1G	**895 066,95 €**

NB : Un certain nombre de projets pluriannuels sont en cours (exemple. EI.04 - *Etude de faisabilité pour la redynamisation alluviale*). Les budgets prévisionnels indiquent la totalité de la dépense restante ainsi que le plan de financement sur la durée du projet. Les comptes de résultat feront état des dépenses effectives sur l'année 2022.

BUDGET 1 - Etudes & Travaux

DEPENSES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Frais de personnel		**142 099,64 €**
	Directeur / conservateur	*19 104,76 €*
	Technicien espaces naturels	*44 781,28 €*
	Agent technique	*69 211,60 €*
	Conducteur	*9 002,00 €*
	Stagiaire	*0,00 €*
Frais annexes		**530 087,50 €**
IP.05	*complémentaires*	*8 000,00 €*
EI.04	*Etude de faisabilité de la fonctionnalité alluviale*	*31 700,00 €*
IP.08	*Application du protocole de régulation du Sanglier*	*1 187,50 €*
M_CS.14	*Suivi des chiroptères*	*10 000,00 €*
IP-SP.05	*Démantèlement enrobés - plan de relance*	*440 400,00 €*
M_CI.01	*Accueillir le public en toute sécurité*	*15 000,00 €*
M_EI.09	*Inventaire des arbres à risque*	*2 500,00 €*
M_CI.02	*Coupes de sécurité*	*3 000,00 €*
M_CI.04	*Entretien courant des aménagements d'accueil du public*	*1 500,00 €*
M_CS.13	*Suivi des écocompteurs et analyse des données*	*3 000,00 €*
M_CI.05	*Ramassage des déchets et dépôts sauvages*	*13 000,00 €*
IP.16	*Nettoyage des blockhaus et fermeture de l'accès au public*	*800,00 €*
	Total dépenses B1ET	**672 187,14 €**

RECETTES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Etat / DREAL Grand-Est		**423 352,71 €**
	Subvention annuelle de gestion (min 14%)	*71 032,71 €*
	Subvention Plan de relance : action IP-SP.05	*352 320,00 €*
Ville de Strasbourg		**191 499,49 €**
IP.08	*Application du protocole de régulation du Sanglier*	*16 525,86 €*
IP-SP.05	*Démantèlement enrobés - plan de relance*	*90 944,96 €*
CI.04	*Mise à jour de la signalétique*	*4 924,68 €*
Accueil	*M_EI.07 ; M_CI.01 ; M_EI.09 ; M_CI.02 ; M_CI.03 ; M_CI.04 ; M_CS.13 ; M_CI.05*	*79 104,00 €*
Agence de l'eau Rhin-Meuse		**53 689,44 €**
EI.04	*Etude de faisabilité de la fonctionnalité alluviale*	*35 142,29 €*
IP.05	*Installation et entretien de piézomètres et limnimètres*	*7 612,68 €*
EI.02	*Protocoles de suivi des indicateurs de la fonctionnalité*	*2 425,36 €*
CS.15	*Répartition des installations de suivi des niveaux d'eau*	*1 212,68 €*
EI.03	*Programme de collecte et de valorisation des données*	*1 212,68 €*
M_IP.02	*Gestion des milieux ouverts*	*2 616,46 €*
IP.10	*Réouverture de milieux*	*2 423,51 €*
IP.09	*Lutter contre la fermeture des milieux ouverts*	*1 043,78 €*
NATURA 2000		**3 645,50 €**
IP.16	*Nettoyage des blockhaus et fermeture de l'accès au public*	*3 645,50 €*
	Total recettes B1ET	**672 187,14 €**

BUDGET 1 - Autres actions

DEPENSES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Frais de personnel		**163 629,81 €**
	Directeur / conservateur	*30 377,63 €*
	Technicien espaces naturels	*60 982,79 €*
	Agent technique	*66 415,49 €*
	Conducteur	*2 520,56 €*
	Stagiaire	*3 333,33 €*
Frais annexes		**59 250,00 €**
SP.05	*Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation*	*2 000,00 €*
M_PA.06	*Création d'un parcours pédagogique présentant la réserve*	*25 000,00 €*
M_PA.06	*Création d'une "zone humide école" - Zone ELAN*	*19 200,00 €*
M_MS.09	*Participation au réseau « Réserves Naturelles de France (RNF)*	*400,00 €*
M_MS.18	*Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels*	*12 650,00 €*
	Total dépenses B1AA	**222 879,81 €**

RECETTES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Etat / DREAL Grand-Est		**118 457,49 €**
	Subvention annuelle de gestion	*88 080,29 €*
	Subvention EEDD-2022 : animation M_PA.06	*30 377,20 €*
Ville de Strasbourg		**44 093,68 €**
SP.05	*Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation*	*13 366,74 €*
M_PA.06	*Animation réserve naturelle EEDD*	*8 122,35 €*
Accueil	*M_PA.01 ; M_PA.02 ; M_CC.03 ; PA.02 ; M_PA.05 ; M_SP.01 ; M_SP.02*	*22 604,59 €*
Agence de l'eau Rhin-Meuse		**60 328,64 €**
M_PA.06	*Création d'un parcours pédagogique présentant la réserve*	*28 031,70 €*
M_CC.01	*Concevoir une offre pédagogique à destination des scolaires*	*2 273,78 €*
M_PA.06	*Création d'une "zone humide école" - Zone ELAN*	*21 625,36 €*
M_PA.06	*Création d'un parcours nature et sport du Baggersee*	*757,93 €*
M_PA.06	*Création et animation du conseil des visiteurs des réserves*	*7 639,88 €*
	Total recettes B1AA	**222 879,81 €**

Réserve Naturelle
FORET DE NEUHOF-ILLKIRCH

BUDGET PREVISIONNEL - 2
2022
(exercice comptable du 01/01/2022 au 31/12/2022)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :
Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Conservateur :
Adrien SCHVERER
☎ 03 68 98 68 36
✆ 06 84 35 31 32

INFORMATIONS PREALABLES

Le présent document présente le budget prévisionnel (BUDGET 2) correspondant à l'ensemble des actions prévues au plan de gestion et nécessitant des recettes complémentaires.

La réalisation de tout ou partie des opérations de priorité 2 prévues au plan de gestion sera soumise à l'obtention de financements complémentaires.

Selon les cibles de financement des partenaires précités, les recettes prévues dans le BUDGET 1 pourront glisser sur d'autres opérations. L'objectif du gestionnaire étant de réaliser le plus d'opérations possible.

Le présent document présente une sous-partie pour les actions d'études & travaux (**CS**, **CI**, **IP** et **EI** selon la typologie des opération MEDDTL/DEB 2011) ainsi qu'une sous-partie pour les autres actions (**SP**, **MS**, **PR**, **PA**, **CC**).

Le détail du coût de chaque action et leur répartition entre les BUDGET 1 et 2 est présenté ANNEXE 1.

BUDGET 2 - Global

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Frais de personnel	**43 616,03 €**
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	*20 042,43 €*
Autres actions : *actions SP - MS - PR - PA - CC*	*23 573,61 €*
Frais annexes (par opération)	**44 012,50 €**
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	*13 712,50 €*
Autres actions : *actions SP - MS - PR - PA - CC*	*30 300,00 €*
Total dépenses B2G	**87 628,53 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
Ville de Strasbourg	**44 299,73 €**
Sous réserve du poste Chef de projet fonctionnalité alluviale	*10 006,58 €*
Sous réserve du poste Chef de projet ancrage territorial	*25 406,80 €*
Autres ajustements	*8 886,34 €*
Recherche de financements	**43 328,81 €**
Total recettes B2G	**87 628,53 €**

Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale
Sous réserve poste Chef de projet ancrage territorial
NB : Un certain nombre de projets pluriannuels sont en cours (exemple. IP-SP.05 - Démantèlement d'anciennes routes). Les budgets prévisionnels indiquent la totalité de la dépense restante ainsi que le plan de financement sur la durée du projet. Les comptes de résultat feront état des dépenses effectives sur l'année 2021.

BUDGET 2 - Etudes & Travaux

DEPENSES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Frais de personnel		**20 042,43 €**
	Directeur / conservateur	*5 704,65 €*
	Technicien espaces naturels	*5 855,85 €*
	Agent technique	*8 481,93 €*
	Conducteur	*0,00 €*
	Stagiaire	*0,00 €*
Frais annexes		**13 712,50 €**
IP.08	*Application du protocole de régulation du Sanglier*	*712,50 €*
M_EI.05	*Elaboration du carnet de bord de la réserve*	*5 000,00 €*
CI.03	*Délimitation de la limite de la réserve sur le terrain*	*1 000,00 €*
CI.04	*Mise à jour de la signalétique*	*7 000,00 €*
	Total dépenses B2ET	**33 754,93 €**

RECETTES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Ville de Strasbourg		**11 574,45 €**
M_EI.05	*Elaboration du carnet de bord de la réserve*	*6 032,22 €*
CI.02	*Aménagement des stationnements dans la réserve et ses abords*	*1 580,81 €*
Actions sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale :		*3 961,42 €*
	actions EI.02 ; CS.15 ; IP.15 ; EI.03 ; EI.04	
Recherche de financements		**22 180,47 €**
IP.08	*Application du protocole de régulation du Sanglier*	*9 915,51 €*
CI.03	*Délimitation de la limite de la réserve sur le terrain*	*2 529,22 €*
CI.04	*Mise à jour de la signalétique*	*7 000,00 €*
EI.13	*Définition d'un protocole de gestion des servitudes et concessions*	*2 735,74 €*
	Total recettes B2ET	**33 754,93 €**

BUDGET 2 - Autres actions

DEPENSES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Frais de personnel		**23 573,61 €**
	Directeur / conservateur	*17 796,08 €*
	Technicien espaces naturels	*5 624,84 €*
	Agent technique	*152,69 €*
	Conducteur	*0,00 €*
	Stagiaire	*0,00 €*
Frais annexes		**30 300,00 €**
M_PA.06	*Création d'un parcours pédagogique présentant la réserve*	*25 000,00 €*
M_CC.02	*Communiquer sur la réserve au travers de différents médias*	*500,00 €*
M_PA.06	*Création d'une "zone humide école" - Zone ELAN*	*4 800,00 €*
	Total dépenses B2AA	**53 873,61 €**

RECETTES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Ville de Strasbourg		**32 725,27 €**
M_PA.06	*Conversion du site de l'ancienne école de plein air de la Faisanderie*	*606,34 €*
MS.16	*Solution alternative à la fosse à déchets du Gros Chêne*	*425,88 €*
M_MS.19	*Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,...)*	*241,09 €*
Actions sous réserve poste Chef de projet ancrage territorial :		*25 406,80 €*
	actions M_PA.06 ; M_CC.01	
Actions sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale :		*6 045,16 €*
	action M_PA.06	
Recherche de financements		**21 148,34 €**
M_PA.06	*Création d'un parcours pédagogique présentant la réserve*	*15 000,00 €*
PA.01	*Sensibilisation des entreprises périphériques*	*1 367,87 €*
M_PA.03	*Actions auprès des élus*	*606,34 €*
M_PA.04	*Réunion d'information, conférences*	*303,17 €*
M_CC.02	*Communiquer sur la réserve au travers de différents médias*	*2 019,46 €*
MS.19	*Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN*	*1 032,22 €*
M_MS.10	*Participation aux instances de protection de la nature*	*819,28 €*
	Total recettes B1AA	**53 873,61 €**

		PREVISIONNELS - 2022											BUDGET 1					
		TEMPS MAIN D'ŒUVRE						COÛTS DE GESTION										
CODE	INTITULE	C	T	AT	Cond	Stg 6 mois	TOT	MdO Régie	Annexe	TOT	Priorité	Remarque modification prévisionnel plan de gestion	Etat	Ville de Strasbourg	AERM	N2000	Ville de Strasbourg	Autre
OLT1	**Restaurer la fonctionnalité alluviale rhénane**	**67,83**	**4**	**10**	**0**	**0**	**81,83**	**23 255,69 €**	**39 700,00 €**	**62 955,69 €**			**11 388,59 €**	**- €**	**47 605,69 €**	**- €**	**3 961,42 €**	**- €**
TDB1	*Suivi de l'OLT1*	*0,5*	*2*	*10*	*0*	*0*	*12,5*	*2 416,37 €*	*- €*	*2 416,37 €*			*2 416,37 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CS.09	Suivi de l'hydrologie du site	0	0	0			0	- €		- €	0	*Action reportée après EI.04*						
CS.10	Suivi des évolutions latérales et verticales du réseau hydrographique	0	0				0	- €	- €	- €	0	*Action reportée après EI.04*						
CS.11	Suivi du phénomène d'érosion/dépôt	0	0				0	- €		- €	0	*Action reportée après EI.04*						
M_CS.01	Suivi de la faune piscicole	0,5	1				1,5	364,53 €		*364,53 €*	1	*Travail préparatoire avec FDPPMA67 Mise en œuvre suivi reporté*	*364,53 €*					
CS.12	Suivi du transport sédimentaire	0	0				0	- €		- €	0	*Action reportée après EI.04*						
CS.13	Suivi des variations spatiale et temporelle des niveaux piézométriques		1	10			11	2 051,84 €		*2 051,84 €*	1	*Maintien du suivi actuel Evolution du protocole après EI.04*	*2 051,84 €*					
CS.14	Suivi spatial et temporel des zones inondées	0	0				0	- €		- €	0	*Action reportée après EI.04*						
OO-I.1	Disposer de protocoles de suivis de la fonctionnalité alluviale	10	0	0	0	0	10	3 031,70 €	- €	*3 031,70 €*			- €	- €	*2 425,36 €*	- €	*606,34 €*	- €
EI.02	Rédaction de protocoles de suivi des indicateurs de la fonctionnalité alluviale	10					10	3 031,70 €		*3 031,70 €*	1/2	*Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale*			*2 425,36 €*		*606,34 €*	
OO-I.2	*Disposer d'un système de mesure des indicateurs de la fonctionnalité*	*15*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15*	*4 547,55 €*	*8 000,00 €*	*12 547,55 €*			*1 600,00 €*	*- €*	*10 038,04 €*	*- €*	*909,51 €*	*- €*
CS.15	Etude de la répartition des installations existantes de suivi des niveaux d'eau	5					5	1 515,85 €		*1 515,85 €*	1/2	*Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale*			*1 212,68 €*		*303,17 €*	
IP.05	Installation et entretien de piézomètres et limnimètres complémentaires	5					5	1 515,85 €	8 000,00 €	*9 515,85 €*	1/2	*Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale*	*1 600,00 €*		*7 612,68 €*		*303,17 €*	
EI.03	Définition d'un programme de collecte et de valorisation des données	5					5	1 515,85 €		*1 515,85 €*	1/2	*Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale*			*1 212,68 €*		*303,17 €*	
OO-I.3	Engager le projet de redynamisation de la fonctionnalité alluviale	40,33	0	0	0	0	*40,33*	12 227,86 €	31 700,00 €	*43 927,86 €*			*6 340,00 €*	*- €*	*35 142,29 €*	*- €*	*2 445,57 €*	*- €*
EI.04	Etude de faisabilité de la redynamisation de la fonctionnalité alluviale	40,33					*40,33*	12 227,86 €	31 700,00 €	*43 927,86 €*	1/2	*ETAPES 3 et 4 de l'étude de faisabilité Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale*	*6 340,00 €*		*35 142,29 €*		*2 445,57 €*	
OO-I.4	Garantir l'absence de contraintes supplémentaires au projet de restauration	2	2	0	0	0	*4*	1 032,22 €	- €	*1 032,22 €*			*1 032,22 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
EI.05	Analyse de la compatibilité des projets pouvant impacter la fonctionnalité alluviale ou sa restauration	2	2				*4*	1 032,22 €		*1 032,22 €*	1	*Conforme au PdG*	*1 032,22 €*					
OO-I.5	Clarifier et mettre à jour le règlement d'eau du Rhin tortu, ses affluents et diffluents	0	0	0	0	0	*0*	- €	- €	- €			*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
MS.12	Révision du statut juridique des cours d'eau du réseau hydrographique du Rhin tortu						*0*	- €		- €	0							
OO-I.6	Accompagner l'évolution des usages de l'eau et du milieu aquatique	0	0	0	0	0	*0*	- €	- €	- €			*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CS.16	Recenser les usages de l'eau et du milieu aquatique	0	0				*0*	- €		- €	0	*Action intégrée à EI.04*						
OLT-II	**Vers la libre évolution d'une forêt sub-naturelle fonctionnelle**	**2**	**24,5**	**116,5**	**5**	**0**	**148**	**29 046,96 €**	**1 900,00 €**	**30 946,96 €**			**4 505,59 €**	**16 525,86 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**9 915,51 €**
TDB-II	Suivi de l'OLT2	0	0	0	0	0	*0*	- €	- €	- €			*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.02	Protocole PSDRF-Module Alluvial						*0*	- €		- €	1							
OO-II.1	*Définir l'état actuel, l'état visé et le suivi sur le long terme*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*- €*	*- €*	*- €*			*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
EI.06	Définir un plan d'échantillonnage des placettes permanentes de suivi forestier						*0*	- €		- €	0							
CS.17	Cartographie des habitats forestier et définition de l'état de conservation						*0*	- €		- €	1							
EI.07	Interprétation des résultats du PSDRF et définition de l'état visé à long terme						*0*	- €		- €	1							
OO-II.2	*Préserver les espèces typiques rhénanes*	*0*	*2*	*0*	*0*	*0*	*2*	*425,88 €*	*- €*	*425,88 €*			*425,88 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS03	Suivi vigne sauvage		2				*2*	425,88 €		*425,88 €*	1	*Conforme au PdG*	*425,88 €*					
CS.18	Actualiser la liste des individus remarquables de la dendroflore						*0*	- €		- €	0							
IP.06	Intervention pour les arbres remarquables en compétition		0	0	0		*0*	- €		- €	0	*Report après EI.07*						
EI.08	Valider une liste d'essences autochtones menacées						*0*	- €		- €	0							
IP.07	Opération en faveur de la conservation d'espèces typiques menacées						*0*	- €		- €	0							
OO-II.3	*Gérer les espèces allochtones à forte dynamique*	*0*	*2,5*	*9,5*	*5*	*0*	*17*	*4 079,71 €*	*- €*	*4 079,71 €*			*4 079,71 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_IP.01	Intervention de lutte contre les EEE du milieu forestier		1,5	9	5		*15,5*	3 774,82 €		*3 774,82 €*	1	*Ajustement temps passé sur retour d'expérience années précédentes*	*3 774,82 €*					
M_CS.04	Suivi des interventions sur les EEE du milieu forestier		1	0,5			*1,5*	304,89 €		*304,89 €*	1	*Conforme au PdG*	*304,89 €*					
OO-II.4	Eviter la coupe sauvage du lierre	0	0	0	0	0	*0*	- €	- €	- €			*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
SP.03	Veille sur la coupe du lierre			0			*0*	- €		- €	0	*Action fusionnée avec M_SP.02*						
OO-II.5	Limiter les dégradations dues aux sangliers	2	20	107	0	0	*129*	24 541,37 €	1 900,00 €	*26 441,37 €*			*- €*	*16 525,86 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*9 915,51 €*
IP.08	Application du protocole de régulation du Sanglier	2	20	107			*129*	24 541,37 €	1 900,00 €	*26 441,37 €*	1/2	*Adaptation temps passés par rapport au réalisé 2020 et 2021*		*16 525,86 €*				*9 915,51 €*
OLT-III	**Maintenir un bon état de conservation des milieux ouverts rhénans**	**1**	**42**	**43**	**12**	**0**	**98**	**21 474,88 €**	**- €**	**21 474,88 €**			**15 391,12 €**	**- €**	**6 083,76 €**	**- €**	**- €**	**- €**
TDB3	*Suivi de l'OLT3*	*0*	*26*	*0*	*0*	*0*	*26*	*5 536,44 €*	*- €*	*5 536,44 €*			*5 536,44 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.05	Suivi de la végétation prairiale						*0*	- €		- €	0	*Non prévu en 2022*						
M_CS.06	Suivi des lépidoptères et orthoptères		25				*25*	5 323,50 €		*5 323,50 €*	1	*Conforme au PdG*	*5 323,50 €*					
M_CS.07	Suivi et cartographie des grandes unités de végétation		1				*1*	212,94 €		*212,94 €*	1	*Conforme au PdG*	*212,94 €*					
OO-III.1	*Connaître l'état de conservation des milieux ouverts*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*- €*	*- €*	*- €*			*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CS.19	Inventaire des sites anciennement entretenus						*0*	- €		- €	0	*Non prévu en 2022*						
CS.20	Cartographie et définition de l'état de conservation des milieux ouverts						*0*	- €		- €	0	*Non prévu en 2022*						
OO-III.2	*Maintenir et/ou restaurer des milieux ouverts*	*0*	*15*	*43*	*12*	*0*	*70*	*15 422,33 €*	*- €*	*15 422,33 €*			*9 338,57 €*	*- €*	*6 083,76 €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_EI.01	Elaboration d'un protocole de gestion adapté à chaque habitat ouvert		1				*1*	212,94 €		*212,94 €*	1	*Conforme au PdG*	*212,94 €*					
M_IP.02	Gestion des milieux ouverts		6	11	9		*26*	6 541,15 €		*6 541,15 €*	1	*Adaptation temps passés par rapport au réalisé 2020 et 2021*	*3 924,69 €*		*2 616,46 €*			
M_IP.03	Intervention sur les EEE en milieu ouvert						*0*	- €		- €	0	*Non prévu en 2022*						
IP.09	Lutter contre la fermeture des milieux ouverts		2	6	3		*11*	2 609,46 €		*2 609,46 €*	1	*Conforme au PdG*	*1 565,68 €*		*1 043,78 €*			
IP.10	Réouverture de milieux		6	26			*32*	6 058,78 €		*6 058,78 €*	1	*Conforme au PdG*	*3 635,27 €*		*2 423,51 €*			
OO3.5	*Limiter les dégradations sur les milieux ouverts*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*- €*	*- €*	*- €*			*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CC.01	Signalétique/Communication/sensibilisation			0			*0*	- €		- €	0	*Non prévu en 2022*						
SP.04	Tournées de surveillance des dégradations sur les milieux ouverts			0			*0*	- €		- €	0	*Action fusionnée avec M_SP.02*						
OO3.7	Améliorer la biodiversité des monocultures de maïs du secteur de la Brunnematt	1	1	0	0	0	*2*	516,11 €	*- €*	*516,11 €*			*516,11 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
IP.11	Travaux et gestion de restauration vers des milieux ouverts alluviaux rhénans au lieudit Brunnenmatt	1	1				*2*	516,11 €		*516,11 €*	1	*Suivi action Eurométropole en lien avec exploitant agricole*	*516,11 €*					
OLT-IV	**Conserver le rôle de réservoir pour les espèces inféodées aux mares**	**0**	**14**	**15**	**0**	**0**	**29**	**5 739,51 €**	**- €**	**5 739,51 €**			**5 739,51 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
TDB-IV	*Suivi de l'OLT4*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*1*	*212,94 €*	*- €*	*212,94 €*			*212,94 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CS.21	Suivi quantitatif et qualitatif des mares et du réseau		0,5				*0,5*	106,47 €		*106,47 €*	1	*Conforme au PdG*	*106,47 €*					
CS.22	Suivi de la diversité faunistique et floristique des mares		0,5				*0,5*	106,47 €		*106,47 €*	1	*Conforme au PdG*	*106,47 €*					

OO-IV.1	*Conserver un réseau de mares fonctionnel*	*0*	*12*	*0*	*0*	*0*	*12*	*2 555,28 €*	*- €*	*2 555,28 €*			*2 555,28 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
EI.09	Définir un protocole de suivi quantitatif et qualitatif des mares du réseau						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
EI.10	Définir un protocole de suivi de la diversité faunisitique et floristique des mares						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
CS.23	Appliquer les protocoles de suivis sur une sélection de mare		10				*10*	2 129,40 €		*2 129,40 €*	1	*Conforme au PdG*	*2 129,40 €*					
IP.12	Gestion des mares		2				*2*	425,88 €		*425,88 €*	1	*Conforme au PdG*	*425,88 €*					
OO-IV.2	*Diminuer la mortalité des amphibiens*	*0*	*1*	*15*	*0*	*0*	*16*	*2 971,29 €*	*- €*	*2 971,29 €*			*2 971,29 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
IP.13	Sauvetage des amphibiens		1	15			*16*	2 971,29 €		*2 971,29 €*	1	*Montage/démontage des filets + Sauvetage réalisé par la LPO ou gestionnaire avec les scolaires*	*2 971,29 €*					
EI.11	Etude de faisabilité pour la sécurisation pérenne des voies migratoires						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
IP.14	Création de mares de substitutions						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
OLT-V	**Actualiser en continu les connaissances naturalistes sur la réserve**	**0**	**80,3**	**0**	**0**	**0**	**80,3**	**17 099,08 €**	**10 000,00 €**	**27 099,08 €**			**27 099,08 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
OO-V.1	*Disposer d'un outil de veille sur les EEE*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*1*	*212,94 €*	*- €*	*212,94 €*			*212,94 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_EI.02	Valider la liste des EEE par le conseil scientifique						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
M_CS.08	Veille sur les EEE		1				*1*	212,94 €		*212,94 €*	1	*Conforme au PdG*	*212,94 €*					
OO-V.2	*Connaître les taxons méconnus*	*0*	*20,3*	*0*	*0*	*0*	*20,3*	*4 322,68 €*	*- €*	*4 322,68 €*			*4 322,68 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.09	Inventaire lichénologique						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
M_CS.10	Inventaire mycologique		0,3				*0,3*	63,88 €		*63,88 €*	1	*Reporté à une année ultérieure*	*63,88 €*					
CS.25 bis	Actualisation des listes d'espèces - inventaire Syrphes		10				*10*	2 129,40 €		*2 129,40 €*	1	*Nouvelle action proposée en prévision renouvellement PdG*	*2 129,40 €*					
CS.25	Actualisation des listes d'espèces		10				*10*	2 129,40 €		*2 129,40 €*	1	*Actualisation importante en prévision renouvellement PdG*	*2 129,40 €*					
OO-V.3	*Connaître l'évolution des communautés animales et végétales*	*0*	*59*	*0*	*0*	*0*	*59*	*12 563,46 €*	*10 000,00 €*	*22 563,46 €*			*22 563,46 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.11	Suivi des oiseaux nicheurs communs (STOC)		9				*9*	1 916,46 €		*1 916,46 €*	1	*Conforme au PdG*	*1 916,46 €*					
M_CS.12	Suivi de la flore patrimoniale						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
M_CS.14	Suivi des chiroptères		40				*40*	8 517,60 €	10 000,00 €	*18 517,60 €*	1	*Ajustement des ressources dans le cadre du partenriat avec le GEPMA*	*18 517,60 €*					
CS.24	Veille sur l'avifaune nicheuse patrimoniale		10				*10*	2 129,40 €		*2 129,40 €*	1	*Conforme au PdG*	*2 129,40 €*					
OLT-VI	**Améliorer l'appropriation et l'intégration de la réserve dans son territoire**	**129,9**	**321,8**	**546**	**15**	**0,333**	**1013**	**215 044,35 €**	**568 700,00 €**	**783 744,35 €**			**429 043,88 €**	**219 067,31 €**	**60 328,64 €**	**3 645,50 €**	**40 097,21 €**	**31 561,80 €**
TDB-VI	*Suivi de l'OLT6*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*1*	*212,94 €*	*- €*	*212,94 €*			*212,94 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_MS.01	Carnet de bord de la réserve		1				*1*	212,94 €		*212,94 €*	1	*Si M_EI.05 finalisée en cours d'année*	*212,94 €*					
M_EI.03	Enquête (Perception des acteurs locaux)						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
M_EI.04	Enquête (Perception du Conservateur)						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
OO-VI.1	*Elaborer des outils de suivi de l'appropriation et l'intégration de la Réserve*	*2*	*2*	*0*	*0*	*0*	*4*	*1 032,22 €*	*5 000,00 €*	*6 032,22 €*			*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*6 032,22 €*	*- €*
M_EI.05	Elaboration du carnet de bord de la réserve	2	2				*4*	1 032,22 €	5 000,00 €	*6 032,22 €*	2	*Logiciel - action mutualisée 3 RNN*					*6 032,22 €*	
M_EI.06	Elaboration d'une méthodologie d'enquête						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
OO-VI.2	*Réviser le plan de circulation actuel*	*1*	*23*	*44*	*7*	*0*	*75*	*15 812,51 €*	*442 400,00 €*	*458 212,51 €*			*352 320,00 €*	*104 311,70 €*	*- €*	*- €*	*1 580,81 €*	*- €*
EI.12	Conception du plan de circulation et communication						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
SP.05	Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation		7	40	7		*54*	11 366,74 €	2 000,00 €	*13 366,74 €*	1	*Action démarée en 2021. Réajustement des ressources prévisionnelles*		*13 366,74 €*				
IP-SP.05*	Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation - démantèlement Schafhardt		5	2				1 432,48 €	130 550,00 €	*131 982,48 €*	1	*Nouvelle action dans le cadre de la mise en œuvre du plan de circulation (80% Plan de relance)*	*104 440,00 €*	*27 542,48 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
IP-SP.05*	Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation - démantèlement enrobés		5	2				1 432,48 €	309 850,00 €	*311 282,48 €*	1		*247 880,00 €*	*63 402,48 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CI.02	Aménagement des zones de stationnement dans et aux abords de la réserve	1	6				*7*	1 580,81 €		*1 580,81 €*	2						*1 580,81 €*	
OO-VI.3	*Améliorer la lisibilité de la réserve*	*2*	*10*	*47*	*0*	*0*	*59*	*11 378,57 €*	*8 000,00 €*	*19 378,57 €*			*4 924,68 €*	*4 924,68 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*9 529,22 €*
CI.03	Délimitation de la limite de la réserve sur le terrain		2	6			*8*	1 529,22 €	1 000,00 €	*2 529,22 €*	2	*Report potentiel 2023*						*2 529,22 €*
CI.04	Mise à jour de la signalétique	2	8	41			*51*	9 849,35 €	7 000,00 €	*16 849,35 €*	1/2	*Mise en place de la signalétique aux entrées principales et secondaires*	*4 924,68 €*	*4 924,68 €*				*7 000,00 €*
OO-VI.4	*Accueillir le public en toute sécurité*	*3*	*22,5*	*123*	*5*	*0*	*153,5*	*30 119,53 €*	*22 000,00 €*	*52 119,53 €*			*- €*	*52 119,53 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_EI.07	Définition d'un protocole de gestion des voies et cheminements	1	4	2			*7*	1 522,71 €		*1 522,71 €*	1	*Reprogrammation pour finalisation du protocole sur la base du nouveau plan de circulation*		*1 522,71 €*				
M_CI.01	Entretien des chemins	0,5	5	8			*13,5*	2 687,41 €	15 000,00 €	*17 687,41 €*	1			*17 687,41 €*				
M_EI.08	Définir un protocole d'intervention sur les arbres à risques						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
M_EI.09	Inventaire des arbres à risque	1,5	3				*4,5*	1 093,58 €	2 500,00 €	*3 593,58 €*	1	*Ajustement du coût du diagnostic ONF en frais annexe*		*3 593,58 €*				
M_CI.02	Coupes de sécurité		10	99	5		*114*	22 134,91 €	3 000,00 €	*25 134,91 €*	1	*Ajustement des ressources allouée Evolution du plan de circulation*		*25 134,91 €*				
M_CI.03	Entretien courant des ouvrages d'art			3			*3*	551,67 €		*551,67 €*	1	*Conforme au PdG*		*551,67 €*				
M_CI.04	Entretien courant des aménagements d'accueil du public		0,5	11			*11,5*	2 129,26 €	1 500,00 €	*3 629,26 €*	1	*Conforme au PdG*		*3 629,26 €*				
OO-VI.5	*Faire découvrir la réserve, son patrimoine et ses actions*	*43,5*	*205*	*20*	*0*	*0*	*268,3*	*60 475,81 €*	*50 500,00 €*	*110 975,81 €*			*30 377,20 €*	*14 626,12 €*	*30 305,48 €*	*- €*	*16 370,18 €*	*19 296,84 €*
M_EI.10	Elaboration d'une stratégie de communication						*0*	- €		*- €*	0	*Non prévu en 2022*						
M_PA.06	Animation réserve naturelle EEDD		180,8				*181*	38 499,55 €		*38 499,55 €*	1	*Action créée dans le cadre de la dotation Etat pour le développement de l'EEDD dans les RNN*	*30 377,20 €*	*8 122,35 €*				
M_PA.06	Création d'un parcours pédagogique présentant la réserve et sa gestion	20	5				*25*	7 128,10 €	50 000,00 €	*57 128,10 €*	1/2	*Sous réserve poste Chef de projet ancrage territorial*			*28 031,70 €*		*14 096,40 €*	*15 000,00 €*
M_PA.01	Organisation de visites guidées tout public	1	3	10			*14*	2 780,89 €		*2 780,89 €*	1	*Conforme au PdG*		*2 780,89 €*				
M_PA.02	Animations scolaires	1	2	10			*13*	2 567,95 €		*2 567,95 €*	1	*Conforme au PdG*		*2 567,95 €*				
M_CC.01	Concevoir une offre pédagogique à destination des scolaires	15					*15*	4 547,55 €		*4 547,55 €*	1/2	*Sous réserve poste Chef de projet ancrage territorial*			*2 273,78 €*		*2 273,78 €*	
PA.01	Sensibilisation des entreprises périphériques	1	5				*6*	1 367,87 €		*1 367,87 €*	2	*Conforme au PdG*						*1 367,87 €*
M_PA.03	Actions auprès des élus	2					*2*	606,34 €		*606,34 €*	2	*Conforme au PdG*						*606,34 €*
M_PA.04	Réunion d'information, conférences	1					*1*	303,17 €		*303,17 €*	2	*Conforme au PdG*						*303,17 €*
M_CC.02	Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias	1,5	5				*6,5*	1 519,46 €	500,00 €	*2 019,46 €*	2	*Conforme au PdG*						*2 019,46 €*
M_CC.03	Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole)	1	4				*5*	1 154,93 €		*1 154,93 €*	1	*Conforme au PdG*		*1 154,93 €*				
OO-VI.6	*Favoriser l'implication d'acteurs du territoire et partenaires*	*71,9*	*26*	*13*	*0*	*0*	*110,9*	*29 724,93 €*	*24 000,00 €*	*53 724,93 €*			*2 500,26 €*	*2 777,64 €*	*30 023,17 €*	*- €*	*15 688,13 €*	*2 735,74 €*
PA.02	Formation des encadrants de groupe (écoles, sport de nature, CINE ...)	0,5	2	2			*4,5*	945,25 €		*945,25 €*	1	*Conforme au PdG*		*945,25 €*				
M_PA.05	Organisation et encadrement d'activités participatives	1	2	6			*9*	1 832,39 €		*1 832,39 €*	1	*Ajustement des temps passés*		*1 832,39 €*				
M_PA.06	Intégration d'opportunités compatibles avec le plan de gestion	1	1				*2*	516,11 €		*516,11 €*	1	*Conforme au PdG*	*516,11 €*					
M_PA.06	Création d'une "zone humide école" - Zone ELAN	10	3				*13*	3 670,52 €	24 000,00 €	*27 670,52 €*	1/2	*Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale*			*21 625,36 €*		*6 045,16 €*	

M_PA.06	Création d'un parcours nature et sport en remplacement du parcours de santé du Baggersee	5	3				8	2 154,67 €		2 154,67 €	1/2	Sous réserve poste Chef de projet ancrage territorial			757,93 €		1 396,75 €	
M_PA.06	Conversion du site de l'ancienne école de plein air de la Faisanderie	2					2	606,34 €		606,34 €	2	Selon évolution de l' occupation actuelle du site					606,34 €	
M_PA.06	Création et animation du conseil des visiteurs des réserves naturelles	50					50	15 279,77 €		15 279,77 €	1/2	Sous réserve poste Chef de projet ancrage territorial			7 639,88 €		7 639,88 €	
MS.13	Inventorier les concessionnaires et organismes gestionnaires d'ouvrages						0	- €		- €	0	Non prévu en 2022						
EI.13	Définition d'un protocole de gestion des servitudes et concessions	2	10				12	2 735,74 €		2 735,74 €	2	Conforme au PdG						2 735,74 €
IP.15	Réaliser/Encadrer les travaux de gestion des servitudes et concessions		5	5			10	1 984,15 €		1 984,15 €	1	Conforme au PdG	1 984,15 €					
OO-VI.7	*Connaitre et gérer la fréquentation et les usages*	*2*	*2,5*	*15*	*0*	*0*	*19,5*	*3 897,04 €*	*3 000,00 €*	*6 897,04 €*			*1 951,67 €*	*4 945,37 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.13	Suivi des écocompteurs et analyse des données		0,5	10			10,5	1 945,37 €	3 000,00 €	4 945,37 €	1	Conforme au PdG		4 945,37 €				
MS.14	Encadrer les manifestations	2	2	5			9	1 951,67 €		1 951,67 €	1	Conforme au PdG	1 951,67 €					
OO-VI.8	*Faire respecter la réglementation*	*3,5*	*21*	*235*	*0*	*0,333*	*259,8*	*50 080,32 €*	*- €*	*50 080,32 €*			*36 757,14 €*	*13 323,18 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_SP.01	Sensibilisation des usagers et des acteurs	1	4	10			15	2 993,83 €		2 993,83 €	1	RH limitées - ajustement pour répartition 3RN		2 993,83 €				
M_SP.02	Tournées de surveillance et de sensibilisation		10	200			210	38 907,40 €		38 907,40 €	1	RH limitées - ajustement pour répartition 3RN	28 578,05 €	10 329,35 €				
M_SP.03	Travail d'enquête et rapports de police			10			10	1 838,90 €		1 838,90 €	1	RH limitées - ajustement pour répartition 3RN	1 838,90 €					
M_SP.04	Tournées de police interservices		2	6			8	1 529,22 €		1 529,22 €	1	RH limitées - ajustement pour répartition 3RN	1 529,22 €					
M_SP.05	Mise en place d'une politique pénale	2	3	2		0,333	7,333	2 946,27 €		2 946,27 €	1	Stage MASTER2 juridique Application police RN et politique pénale	2 946,27 €					
M_MS.02	Commissionnement d'agents à la police de la nature			7			7	1 287,23 €		1 287,23 €	1	Commissionnement 1 agent Mutualisation 3 RN	1 287,23 €					
MS.15	Encadrer la circulation des ayant-droit	0,5	2				2,5	577,47 €		577,47 €	1	Conforme au PdG	577,47 €					
M_SP.06	Contrôle de la cueillette			0			0	- €		- €	0	Action fusionnée avec M_SP.02						
SP.06	Lutte contre la collecte massive d'ail des ours			0			0	- €		- €	0	Action fusionnée avec M_SP.02						
OO-VI.9	*S'assurer de la propreté de la réserve naturelle*	*1*	*6*	*37*	*3*	*0*	*47*	*9 464,98 €*	*13 000,00 €*	*22 464,98 €*			*- €*	*22 039,10 €*	*- €*	*- €*	*425,88 €*	*- €*
M_CI.05	Ramassage des déchets et dépôts sauvages	1	4	37	3		45	9 039,10 €	13 000,00 €	22 039,10 €	1	Adaptation des ressources par rapport au réalisé 2020 et 2021		22 039,10 €				
EI.14	Définition d'une stratégie de gestion des déchets						0	- €		- €	0	Non prévu en 2022						
MS.16	Etude, destruction et solution alternative à la fosse à déchets du Gros Chêne		2				2	425,88 €		425,88 €	2	Projet à relancer en 2022					425,88 €	
OO-VI.10	*Valoriser le patrimoine bâti*	*0*	*3*	*12*	*0*	*0*	*15*	*2 845,50 €*	*800,00 €*	*3 645,50 €*			*- €*	*- €*	*- €*	*3 645,50 €*	*- €*	*- €*
IP.16	Nettoyage des blockhaus et fermeture de l'accès au public		3	12			15	2 845,50 €	800,00 €	3 645,50 €	1	Frais supportés par le contrat N2000				3 645,50 €		
OLT-VII	**Assurer le bon fonctionnement de la réserve**	**40**	**64**	**54**	**0**	**0,5**	**158,5**	**37 685,02 €**	**13 050,00 €**	**50 735,02 €**			**48 642,43 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**241,09 €**	**1 851,50 €**
OO-VII.1	*Animer les instances de gouvernance de la réserve*	*5*	*7*	*0*	*0*	*0*	*12*	*3 006,43 €*	*- €*	*3 006,43 €*			*3 006,43 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_MS.03	Organisation et participation aux Comités Consultatifs	4	5				9	2 277,38 €		2 277,38 €	1	Conforme au PdG	2 277,38 €					
M_MS.04	Participation aux réunions des instances consultatives (CSRPN…)	1	2				3	729,05 €		729,05 €	1	Conforme au PdG	729,05 €					
M_MS.08	Mise en place d'un conseil scientifique						0	- €		- €	0	Non prévu en 2022						
OO-VII.2	*Assurer le relais entre les équipes de terrain et l'équipe de gestion*	*3*	*6*	*6*	*0*	*0*	*15*	*3 290,49 €*	*- €*	*3 290,49 €*			*3 290,49 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_MS.05	Réunions d'équipe	3	6	6			15	3 290,49 €		3 290,49 €	1	Conforme au PdG	3 290,49 €					
OO-VII.3	*Collaborer avec les partenaires de la réserve et participer aux réseaux d'acteurs*	*20*	*12,5*	*1*	*0*	*0*	*33,5*	*8 909,04 €*	*400,00 €*	*9 309,04 €*			*7 457,54 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*1 851,50 €*
MS.17	Collaboration avec la Ville d'Illkirch	2					2	606,34 €		606,34 €	1	Conforme au PdG	606,34 €					
MS.18	Collaboration avec les militaires	3	1	1			5	1 306,34 €		1 306,34 €	1	Conforme au PdG	1 306,34 €					
MS.19	Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN	2	2				4	1 032,22 €		1 032,22 €	2	Conforme au PdG						1 032,22 €
MS.20	Collaboration avec le CSA, gestionnaire du Heyssel	3	3				6	1 548,33 €		1 548,33 €	1	Conforme au PdG	1 548,33 €					
M_MS.06	Collaboration avec les autres gestionnaires d'espaces naturels	1	2				3	729,05 €		729,05 €	1	Conforme au PdG	729,05 €					
M_MS.07	Collaboration interservices (Eurométropole, …)	2	2				4	1 032,22 €		1 032,22 €	1	Conforme au PdG	1 032,22 €					
M_MS.09	Participation au réseau « Réserves Naturelles de France (RNF)	5	1,5	0			6,5	1 835,26 €	400,00 €	2 235,26 €	1	Adaptation des ressources et mutualisation 3 RN	2 235,26 €					
M_MS.10	Participation aux instances de protection de la nature (N2000, CBA, SAGE, APB …)	2	1				3	819,28 €		819,28 €	2	Conforme au PdG						819,28 €
OO-VII.4	*Doter la réserve d'un plan de gestion évolutif*	*3*	*16*	*0*	*0*	*0,5*	*19,5*	*6 316,55 €*	*- €*	*6 316,55 €*			*6 316,55 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_MS.11	Evaluation annuelle du plan de travail (rapport d'activités)	1	5				6	1 367,87 €		1 367,87 €	1	Conforme au PdG	1 367,87 €					
M_MS.12	Évaluation du plan de gestion	2	11			0,5	13,5	4 948,68 €		4 948,68 €	1	Stage ENGEES spé. hydoécologie Evaluation des OLT mutualisé 2RN	4 948,68 €					
M_MS.13	Elaboration du nouveau plan de gestion						0	- €		- €	0	Non prévu en 2022						
OO-VII.5	*Archiver de manière durable la connaissance acquise sur la réserve*	*0*	*2,5*	*0*	*0*	*0*	*2,5*	*532,35 €*	*- €*	*532,35 €*			*532,35 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_MS.14	Compléter la base de données SERENA		2				2	425,88 €		425,88 €	1	Conforme au PdG	425,88 €					
M_MS.15	Compléter la base de données GRENAT		0				0	- €		- €	0	Base de données non disponible						
M_MS.16	Transmettre les données à ODONAT		0,5				0,5	106,47 €		106,47 €	1	Conforme au PdG	106,47 €					
OO-VII.6	*Assurer la gestion administrative et financière de la réserve*	*9*	*20*	*47*	*0*	*0*	*76*	*15 630,16 €*	*12 650,00 €*	*28 280,16 €*			*28 039,07 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*241,09 €*	*- €*
M_MS.17	Montage, suivi administratif et financier des opérations	3	5				8	1 974,21 €		1 974,21 €	1	Conforme au PdG	1 974,21 €					
M_MS.18	Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels		2	31			33	6 126,47 €	12 650,00 €	18 776,47 €	1	Adaptation des ressources par rapport au réalisé 2020 et 2021	18 776,47 €					
M_MS.19	Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,…)		5	10			15	2 903,60 €		2 903,60 €	1/2	Adaptation des ressources par rapport au réalisé 2020 et 2021	2 662,51 €				241,09 €	
M_MS.20	Formation permanente du personnel (AFB,…)	1	3	6			10	2 045,33 €		2 045,33 €	1	Conforme au PdG	2 045,33 €					
M_MS.21	Gestion des ressources humaines	5	5				10	2 580,55 €		2 580,55 €	1	Conforme au PdG	2 580,55 €					
OO-VII.7	*S'entourer de partenaires scientifiques spécialisés (inventaires/gestion des sites)*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*- €*	*- €*	*- €*			*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_MS.22	Mise en place de partenariats scientifiques						0	- €		- €	0	Non prévu en 2022						
	TOTAL GLOBAL	**240,7**	**550,6**	**784,5**	**32**	**0,833**	*1609*	**349 345,49 €**	**633 350,00 €**	***982 695,49 €***			**541 810,20 €**	**235 593,17 €**	**114 018,09 €**	**3 645,50 €**	**44 299,73 €**	**43 328,81 €**
																	895 066,95 €	87 628,53 €
																	TOTAL BUDGETS 1 + 2 :	982 695,49 €

VILLE DE STRASBOURG

Service Espaces verts et de nature
1 Parc de l'Etoile
67 076 Strasbourg Cedex

Téléphone :
03 68 98 50 00
Télécopie :
03 88 43 67 48

Mél :
EspacesVertsEtDeNature-EspacesNaturels@strasbourg.eu

		PREVISIONNELS - 2022												BUDGET 1					
		TEMPS MAIN D'ŒUVRE						COÛTS DE GESTION											
CODE	INTITULE	C	T	AT	Cond	Stg 6 mois	TOT	MdO Régie	Annexe	TOT	Pilote	Priorité	Remarque modification prévisionnel plan de gestion	Etat	Ville de Strasbourg	AERM	N2000	Ville de Strasbourg	Autre
OLT1	**Restaurer la fonctionnalité alluviale rhénane**	**67,83**	**4**	**10**	**0**	**0**	**81,83**	**23 255,69 €**	**39 700,00 €**	**62 955,69 €**				**11 388,59 €**	**- €**	**47 605,69 €**	**- €**	**3 961,42 €**	**- €**
TDB1	*Suivi de l'OLT1*	*0,5*	*2*	*10*	*0*	*0*	*12,5*	*2 416,37 €*	*- €*	*2 416,37 €*				*2 416,37 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CS.09	Suivi de l'hydrologie du site	0	0	0			0	- €		- €	ASC	0	*Action reportée après EI.04*						
CS.10	Suivi des évolutions latérales et verticales du réseau hydrographique	0	0				0	- €	- €	- €	ASC	0	*Action reportée après EI.04*						
CS.11	Suivi du phénomène d'érosion/dépôt	0	0				0	- €		- €	ASC	0	*Action reportée après EI.04*						
M_CS.01	Suivi de la faune piscicole	0,5	1				1,5	364,53 €		*364,53 €*	GS	1	*Travail préparatoire avec FDPPMA67 Mise en œuvre suivi reporté*	*364,53 €*					
CS.12	Suivi du transport sédimentaire	0	0				0	- €		- €	ASC	0	*Action reportée après EI.04*						
CS.13	Suivi des variations spatiale et temporelle des niveaux piézométriques		1	10			11	2 051,84 €		*2 051,84 €*	GS	1	*Maintien du suivi actuel Evolution du protocole après EI.04*	*2 051,84 €*					
CS.14	Suivi spatial et temporel des zones inondées	0	0				0	- €		- €	ASC	0	*Action reportée après EI.04*						
OO-I.1	Disposer de protocoles de suivis de la fonctionnalité alluviale	10	0	0	0	0	10	3 031,70 €	- €	*3 031,70 €*				*- €*	*- €*	*2 425,36 €*	*- €*	*606,34 €*	*- €*
EI.02	Rédaction de protocoles de suivi des indicateurs de la fonctionnalité alluviale	10					10	3 031,70 €		*3 031,70 €*	ASC	1/2	*Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale*			2 425,36 €		606,34 €	
OO-I.2	*Disposer d'un système de mesure des indicateurs de la fonctionnalité*	*15*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15*	*4 547,55 €*	*8 000,00 €*	*12 547,55 €*				*1 600,00 €*	*- €*	*10 038,04 €*	*- €*	*909,51 €*	*- €*
CS.15	Etude de la répartition des installations existantes de suivi des niveaux d'eau	5					5	1 515,85 €		*1 515,85 €*	ASC	1/2	*Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale*			1 212,68 €		303,17 €	
IP.05	Installation et entretien de piézomètres et limnimètres complémentaires	5					5	1 515,85 €	8 000,00 €	*9 515,85 €*	ASC	1/2	*Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale*	*1 600,00 €*		*7 612,68 €*		*303,17 €*	
EI.03	Définition d'un programme de collecte et de valorisation des données	5					5	1 515,85 €		*1 515,85 €*	ASC	1/2	*Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale*			1 212,68 €		303,17 €	
OO-I.3	Engager le projet de redynamisation de la fonctionnalité alluviale	40,33	0	0	0	0	40,33	12 227,86 €	31 700,00 €	*43 927,86 €*				*6 340,00 €*	*- €*	*35 142,29 €*	*- €*	*2 445,57 €*	*- €*
EI.04	Etude de faisabilité de la redynamisation de la fonctionnalité alluviale	40,33					40,33	12 227,86 €	31 700,00 €	*43 927,86 €*	ASC	1/2	*ETAPES 3 et 4 de l'étude de faisabilité Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale*	*6 340,00 €*		*35 142,29 €*		*2 445,57 €*	
OO-I.4	Garantir l'absence de contraintes supplémentaires au projet de restauration	2	2	0	0	0	4	1 032,22 €	- €	*1 032,22 €*				*1 032,22 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
EI.05	Analyse de la compatibilité des projets pouvant impacter la fonctionnalité alluviale ou sa restauration	2	2				4	1 032,22 €		*1 032,22 €*	ASC	1	*Conforme au PdG*	*1 032,22 €*					
OO-I.5	Clarifier et mettre à jour le règlement d'eau du Rhin tortu, ses affluents et diffluents	0	0	0	0	0	0	- €	- €	- €				*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
MS.12	Révision du statut juridique des cours d'eau du réseau hydrographique du Rhin tortu						0	- €		- €	ASC	0							
OO-I.6	Accompagner l'évolution des usages de l'eau et du milieu aquatique	0	0	0	0	0	0	- €	- €	- €				*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CS.16	Recenser les usages de l'eau et du milieu aquatique	0	0				0	- €		- €	ASC	0	*Action intégrée à EI.04*						
OLT-II	**Vers la libre évolution d'une forêt sub-naturelle fonctionnelle**	**2**	**24,5**	**116,5**	**5**	**0**	**148**	**29 046,96 €**	**1 900,00 €**	**30 946,96 €**				**4 505,59 €**	**16 525,86 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**9 915,51 €**
TDB-II	Suivi de l'OLT2	0	0	0	0	0	0	- €	- €	- €				*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.02	Protocole PSDRF-Module Alluvial						0	- €		- €	AV	1							
OO-II.1	*Définir l'état actuel, l'état visé et le suivi sur le long terme*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*- €*	*- €*	*- €*				*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
EI.06	Définir un plan d'échantillonnage des placettes permanentes de suivi forestier						0	- €		- €	AV	0							
CS.17	Cartographie des habitats forestier et définition de l'état de conservation						0	- €		- €	AV/ASO	1							
EI.07	Interprétation des résultats du PSDRF et définition de l'état visé à long terme						0	- €		- €	AV	1							
OO-II.2	*Préserver les espèces typiques rhénanes*	*0*	*2*	*0*	*0*	*0*	*2*	*425,88 €*	*- €*	*425,88 €*				*425,88 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS03	Suivi vigne sauvage		2				2	425,88 €		*425,88 €*	ASO	1	*Conforme au PdG*	*425,88 €*					
CS.18	Actualiser la liste des individus remarquables de la dendroflore						0	- €		- €	AV	0							
IP.06	Intervention pour les arbres remarquables en compétition		0	0	0		0	- €		- €	JB	0	*Report après EI.07*						
EI.08	Valider une liste d'essences autochtones menacées						0	- €		- €	ASO	0							
IP.07	Opération en faveur de la conservation d'espèces typiques menacées						0	- €		- €	AV	0							
OO-II.3	*Gérer les espèces allochtones à forte dynamique*	*0*	*2,5*	*9,5*	*5*	*0*	*17*	*4 079,71 €*	*- €*	*4 079,71 €*				*4 079,71 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_IP.01	Intervention de lutte contre les EEE du milieu forestier		1,5	9	5		15,5	3 774,82 €		*3 774,82 €*	JB	1	*Ajustement temps passé sur retour d'expérience années précédentes*	*3 774,82 €*					
M_CS.04	Suivi des interventions sur les EEE du milieu forestier		1	0,5			1,5	304,89 €		*304,89 €*	ASO	1	*Conforme au PdG*	*304,89 €*					
OO-II.4	Eviter la coupe sauvage du lierre	0	0	0	0	0	0	- €	- €	- €				*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
SP.03	Veille sur la coupe du lierre			0			0	- €		- €	FR	0	*Action fusionnée avec M_SP.02*						
OO-II.5	Limiter les dégradations dues aux sangliers	2	20	107	0	0	129	24 541,37 €	1 900,00 €	*26 441,37 €*				*- €*	*16 525,86 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*9 915,51 €*
IP.08	Application du protocole de régulation du Sanglier	2	20	107			129	24 541,37 €	1 900,00 €	*26 441,37 €*	AP	1/2	*Adaptation temps passés par rapport au réalisé 2020 et 2021*		*16 525,86 €*				*9 915,51 €*
OLT-III	**Maintenir un bon état de conservation des milieux ouverts rhénans**	**1**	**42**	**43**	**12**	**0**	**98**	**21 474,88 €**	**- €**	**21 474,88 €**				**15 391,12 €**	**- €**	**6 083,76 €**	**- €**	**- €**	**- €**
TDB3	*Suivi de l'OLT3*	*0*	*26*	*0*	*0*	*0*	*26*	*5 536,44 €*	*- €*	*5 536,44 €*				*5 536,44 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.05	Suivi de la végétation prairiale						0	- €		- €	ASO/GS	0	*Non prévu en 2022*						
M_CS.06	Suivi des lépidoptères et orthoptères		25				25	5 323,50 €		*5 323,50 €*	GS	1	*Conforme au PdG*	*5 323,50 €*					
M_CS.07	Suivi et cartographie des grandes unités de végétation		1				1	212,94 €		*212,94 €*	ASO	1	*Conforme au PdG*	*212,94 €*					
OO-III.1	*Connaître l'état de conservation des milieux ouverts*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*- €*	*- €*	*- €*				*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CS.19	Inventaire des sites anciennement entretenus						0	- €		- €	ASO	0	*Non prévu en 2022*						
CS.20	Cartographie et définition de l'état de conservation des milieux ouverts						0	- €		- €	ASO	0	*Non prévu en 2022*						
OO-III.2	*Maintenir et/ou restaurer des milieux ouverts*	*0*	*15*	*43*	*12*	*0*	*70*	*15 422,33 €*	*- €*	*15 422,33 €*				*9 338,57 €*	*- €*	*6 083,76 €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_EI.01	Elaboration d'un protocole de gestion adapté à chaque habitat ouvert		1				1	212,94 €		*212,94 €*	ASO	1	*Conforme au PdG*	*212,94 €*					
M_IP.02	Gestion des milieux ouverts		6	11	9		26	6 541,15 €		*6 541,15 €*	JB	1	*Adaptation temps passés par rapport au réalisé 2020 et 2021*	*3 924,69 €*		*2 616,46 €*			
M_IP.03	Intervention sur les EEE en milieu ouvert						0	- €		- €	ASO	0	*Non prévu en 2022*						
IP.09	Lutter contre la fermeture des milieux ouverts		2	6	3		11	2 609,46 €		*2 609,46 €*	JB	1	*Conforme au PdG*	*1 565,68 €*		*1 043,78 €*			
IP.10	Réouverture de milieux		6	26			32	6 058,78 €		*6 058,78 €*	JB	1	*Conforme au PdG*	*3 635,27 €*		*2 423,51 €*			
OO3.5	*Limiter les dégradations sur les milieux ouverts*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*- €*	*- €*	*- €*				*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CC.01	Signalétique/Communication/sensibilisation			0			0	- €		- €	FR	0	*Non prévu en 2022*						
SP.04	Tournées de surveillance des dégradations sur les milieux ouverts			0			0	- €		- €	FR	0	*Action fusionnée avec M_SP.02*						
OO3.7	Améliorer la biodiversité des monocultures de maïs du secteur de la Brunnematt	1	1	0	0	0	2	516,11 €	- €	*516,11 €*				*516,11 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
IP.11	Travaux et gestion de restauration vers des milieux ouverts alluviaux rhénans au lieudit Brunnenmatt	1	1				2	516,11 €		*516,11 €*	ASC	1	*Suivi action Eurométropole en lien avec exploitant agricole*	*516,11 €*					
OLT-IV	**Conserver le rôle de réservoir pour les espèces inféodées aux mares**	**0**	**14**	**15**	**0**	**0**	**29**	**5 739,51 €**	**- €**	**5 739,51 €**				**5 739,51 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
TDB-IV	*Suivi de l'OLT4*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*1*	*212,94 €*	*- €*	*212,94 €*				*212,94 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CS.21	Suivi quantitatif et qualitatif des mares et du réseau		0,5				0,5	106,47 €		*106,47 €*	AV	1	*Conforme au PdG*	*106,47 €*					
CS.22	Suivi de la diversité faunistique et floristique des mares		0,5				0,5	106,47 €		*106,47 €*	AV	1	*Conforme au PdG*	*106,47 €*					
OO-IV.1	*Conserver un réseau de mares fonctionnel*	*0*	*12*	*0*	*0*	*0*	*12*	*2 555,28 €*	*- €*	*2 555,28 €*				*2 555,28 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
EI.09	Définir un protocole de suivi quantitatif et qualitatif des mares du réseau						0	- €		- €	AV	0	*Non prévu en 2022*						
EI.10	Définir un protocole de suivi de la diversité faunistique et floristique des mares						0	- €		- €	AV	0	*Non prévu en 2022*						
CS.23	Appliquer les protocoles de suivis sur une sélection de mare		10				10	2 129,40 €		*2 129,40 €*	AV	1	*Conforme au PdG*	*2 129,40 €*					

IP.12	Gestion des mares		2				2	425,88 €		425,88 €	AV	1	Conforme au PdG	425,88 €					
OO-IV.2	*Diminuer la mortalité des amphibiens*	*0*	*1*	*15*	*0*	*0*	*16*	*2 971,29 €*	*- €*	*2 971,29 €*				*2 971,29 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
IP.13	Sauvetage des amphibiens		1	15			16	2 971,29 €		2 971,29 €	AP	1	Montage/démontage des filets + Sauvetage réalisé par la LPO ou gestionnaire avec les scolaires	2 971,29 €					
EI.11	Etude de faisabilité pour la sécurisation pérenne des voies migratoires						0	- €		- €	AV	0	Non prévu en 2022						
IP.14	Création de mares de substitutions						0	- €		- €	AV	0	Non prévu en 2022						
OLT-V	**Actualiser en continu les connaissances naturalistes sur la réserve**	**0**	**80,3**	**0**	**0**	**0**	**80,3**	**17 099,08 €**	**10 000,00 €**	**27 099,08 €**				**27 099,08 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
OO-V.1	*Disposer d'un outil de veille sur les EEE*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*1*	*212,94 €*	*- €*	*212,94 €*				*212,94 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_EI.02	Valider la liste des EEE par le conseil scientifique						0	- €		- €	AP	0	Non prévu en 2022						
M_CS.08	Veille sur les EEE		1				1	212,94 €		212,94 €	AP	1	Conforme au PdG	212,94 €					
OO-V.2	*Connaître les taxons méconnus*	*0*	*20,3*	*0*	*0*	*0*	*20,3*	*4 322,68 €*	*- €*	*4 322,68 €*				*4 322,68 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.09	Inventaire lichénologique						0	- €		- €	AV	0	Non prévu en 2022						
M_CS.10	Inventaire mycologique		0,3				0,3	63,88 €		63,88 €	AV	1	Reporté à une année ultérieure	63,88 €					
CS.25 bis	Actualisation des listes d'espèces - inventaire Syrphes		10				10	2 129,40 €		2 129,40 €	AV	1	Nouvelle action proposée en prévision renouvellement PdG	2 129,40 €					
CS.25	Actualisation des listes d'espèces		10				10	2 129,40 €		2 129,40 €	GS	1	Actualisation importante en prévision renouvellement PdG	2 129,40 €					
OO-V.3	*Connaître l'évolution des communautés animales et végétales*	*0*	*59*	*0*	*0*	*0*	*59*	*12 563,46 €*	*10 000,00 €*	*22 563,46 €*				*22 563,46 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.11	Suivi des oiseaux nicheurs communs (STOC)		9				9	1 916,46 €		1 916,46 €	GS	1	Conforme au PdG	1 916,46 €					
M_CS.12	Suivi de la flore patrimoniale						0	- €		- €	ASO	0	Non prévu en 2022						
M_CS.14	Suivi des chiroptères		40				40	8 517,60 €	10 000,00 €	18 517,60 €	AV	1	Ajustement des ressources dans le cadre du partenriat avec le GEPMA	18 517,60 €					
CS.24	Veille sur l'avifaune nicheuse patrimoniale		10				10	2 129,40 €		2 129,40 €	AV	1	Conforme au PdG	2 129,40 €					
OLT-VI	**Améliorer l'appropriation et l'intégration de la réserve dans son territoire**	**129,9**	**321,8**	**546**	**15**	**0,333**	**1013**	**215 044,35 €**	**411 200,00 €**	**626 244,35 €**				**303 043,88 €**	**187 567,31 €**	**60 328,64 €**	**3 645,50 €**	**40 097,21 €**	**31 561,80 €**
TDB-VI	*Suivi de l'OLT6*	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	*1*	*212,94 €*	*- €*	*212,94 €*				*212,94 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_MS.01	Carnet de bord de la réserve		1				1	212,94 €		212,94 €	AL	1	Si M_EI.05 finalisée en cours d'année	212,94 €					
M_EI.03	Enquête (Perception des acteurs locaux)						0	- €		- €	ASC	0	Non prévu en 2022						
M_EI.04	Enquête (Perception du Conservateur)						0	- €		- €	ASC	0	Non prévu en 2022						
OO-VI.1	*Elaborer des outils de suivi de l'appropriation et l'intégration de la Réserve*	*2*	*2*	*0*	*0*	*0*	*4*	*1 032,22 €*	*5 000,00 €*	*6 032,22 €*				*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*6 032,22 €*	*- €*
M_EI.05	Elaboration du carnet de bord de la réserve	2	2				4	1 032,22 €	5 000,00 €	6 032,22 €	AL	2	Logiciel - action mutualisée 3 RNN					6 032,22 €	
M_EI.06	Elaboration d'une méthodologie d'enquête						0	- €		- €	ASC	0	Non prévu en 2022						
OO-VI.2	*Réviser le plan de circulation actuel*	*1*	*23*	*44*	*7*	*0*	*75*	*15 812,51 €*	*284 900,00 €*	*300 712,51 €*				*226 320,00 €*	*72 811,70 €*	*- €*	*- €*	*1 580,81 €*	*- €*
EI.12	Conception du plan de circulation et communication						0	- €		- €	ASC	0	Non prévu en 2022						
SP.05	Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation		7	40	7		54	11 366,74 €	2 000,00 €	13 366,74 €	FR/JB	1	Action démarée en 2021. Réajustement des ressources prévisionnelles		13 366,74 €				
IP-SP.05*	Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation - démantèlement Schafhardt		5	2				1 432,48 €	130 550,00 €	131 982,48 €	FR	1	Nouvelle action dans le cadre de la mise en œuvre du plan de circulation (80% Plan de relance)	104 440,00 €	27 542,48 €	- €	- €	- €	- €
IP-SP.05*	Fermeture des voies non comprises dans le plan de circulation - démantèlement enrobés		5	2				1 432,48 €	152 350,00 €	153 782,48 €	FR	1		121 880,00 €	31 902,48 €	- €	- €	- €	- €
CI.02	Aménagement des zones de stationnement dans et aux abords de la réserve	1	6				7	1 580,81 €		1 580,81 €	FR	2						1 580,81 €	
OO-VI.3	*Améliorer la lisibilité de la réserve*	*2*	*10*	*47*	*0*	*0*	*59*	*11 378,57 €*	*8 000,00 €*	*19 378,57 €*				*4 924,68 €*	*4 924,68 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*9 529,22 €*
CI.03	Délimitation de la limite de la réserve sur le terrain		2	6			8	1 529,22 €	1 000,00 €	2 529,22 €	FR	2	Report potentiel 2023						2 529,22 €
CI.04	Mise à jour de la signalétique	2	8	41			51	9 849,35 €	7 000,00 €	16 849,35 €	FR	1/2	Mise en place de la signalétique aux entrées principales et secondaires	4 924,68 €	4 924,68 €				7 000,00 €
OO-VI.4	*Accueillir le public en toute sécurité*	*3*	*22,5*	*123*	*5*	*0*	*153,5*	*30 119,53 €*	*22 000,00 €*	*52 119,53 €*				*- €*	*52 119,53 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_EI.07	Définition d'un protocole de gestion des voies et cheminements	1	4	2			7	1 522,71 €		1 522,71 €	FR	1	Reprogrammation pour finalisation du protocole sur la base du nouveau plan de circulation		1 522,71 €				
M_CI.01	Entretien des chemins	0,5	5	8			13,5	2 687,41 €	15 000,00 €	17 687,41 €	FR/JB	1			17 687,41 €				
M_EI.08	Définir un protocole d'intervention sur les arbres à risques						0	- €		- €	FLUX	0	Non prévu en 2022						
M_EI.09	Inventaire des arbres à risque	1,5	3				4,5	1 093,58 €	2 500,00 €	3 593,58 €	JB	1	Ajustement du coût du diagnostic ONF en frais annexe		3 593,58 €				
M_CI.02	Coupes de sécurité		10	99	5		114	22 134,91 €	3 000,00 €	25 134,91 €	JB	1	Ajustement des ressources allouée Evolution du plan de circulation		25 134,91 €				
M_CI.03	Entretien courant des ouvrages d'art			3			3	551,67 €		551,67 €	JB	1	Conforme au PdG		551,67 €				
M_CI.04	Entretien courant des aménagements d'accueil du public		0,5	11			11,5	2 129,26 €	1 500,00 €	3 629,26 €	FR	1	Conforme au PdG		3 629,26 €				
OO-VI.5	*Faire découvrir la réserve, son patrimoine et ses actions*	*43,5*	*205*	*20*	*0*	*0*	*268,3*	*60 475,81 €*	*50 500,00 €*	*110 975,81 €*				*30 377,20 €*	*14 626,12 €*	*30 305,48 €*	*- €*	*16 370,18 €*	*19 296,84 €*
M_EI.10	Elaboration d'une stratégie de communication						0	- €		- €	ASC	0	Non prévu en 2022						
M_PA.06	Animation réserve naturelle EEDD		180,8				181	38 499,55 €		38 499,55 €	AP	1	Action créée dans le cadre de la dotation Etat pour le développement de l'EEDD dans les RNN	30 377,20 €	8 122,35 €				
M_PA.06	Création d'un parcours pédagogique présentant la réserve et sa gestion	20	5				25	7 128,10 €	50 000,00 €	57 128,10 €		1/2	Sous réserve poste Chef de projet ancrage territorial			28 031,70 €		14 096,40 €	15 000,00 €
M_PA.01	Organisation de visites guidées tout public	1	3	10			14	2 780,89 €		2 780,89 €	FR	1	Conforme au PdG		2 780,89 €				
M_PA.02	Animations scolaires	1	2	10			13	2 567,95 €		2 567,95 €	FR	1	Conforme au PdG		2 567,95 €				
M_CC.01	Concevoir une offre pédagogique à destination des scolaires	15					15	4 547,55 €		4 547,55 €	FR	1/2	Sous réserve poste Chef de projet ancrage territorial			2 273,78 €		2 273,78 €	
PA.01	Sensibilisation des entreprises périphériques	1	5				6	1 367,87 €		1 367,87 €	ASC	2	Conforme au PdG						1 367,87 €
M_PA.03	Actions auprès des élus	2					2	606,34 €		606,34 €	ASC	2	Conforme au PdG						606,34 €
M_PA.04	Réunion d'information, conférences	1					1	303,17 €		303,17 €	ASC	2	Conforme au PdG						303,17 €
M_CC.02	Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias	1,5	5				6,5	1 519,46 €	500,00 €	2 019,46 €	ASC	2	Conforme au PdG						2 019,46 €
M_CC.03	Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole)	1	4				5	1 154,93 €		1 154,93 €	GS	1	Conforme au PdG		1 154,93 €				
OO-VI.6	*Favoriser l'implication d'acteurs du territoire et partenaires*	*71,9*	*26*	*13*	*0*	*0*	*110,9*	*29 724,93 €*	*24 000,00 €*	*53 724,93 €*				*2 500,26 €*	*2 777,64 €*	*30 023,17 €*	*- €*	*15 688,13 €*	*2 735,74 €*
PA.02	Formation des encadrants de groupe (écoles, sport de nature, CINE ...)	0,5	2	2			4,5	945,25 €		945,25 €	FR/AV	1	Conforme au PdG		945,25 €				
M_PA.05	Organisation et encadrement d'activités participatives	1	2	6			9	1 832,39 €		1 832,39 €	FR	1	Ajustement des temps passés		1 832,39 €				
M_PA.06	Intégration d'opportunités compatibles avec le plan de gestion	1	1				2	516,11 €		516,11 €	ASC	1	Conforme au PdG	516,11 €					
M_PA.06	Création d'une "zone humide école" - Zone ELAN	10	3				13	3 670,52 €	24 000,00 €	27 670,52 €	ASC	1/2	Sous réserve poste Chef de projet fonctionnalité alluviale			21 625,36 €		6 045,16 €	
M_PA.06	Création d'un parcours nature et sport en remplacement du parcours de santé du Baggersee	5	3				8	2 154,67 €		2 154,67 €	AV	1/2	Sous réserve poste Chef de projet ancrage territorial			757,93 €		1 396,75 €	
M_PA.06	Conversion du site de l'ancienne école de plein air de la Faisanderie	2					2	606,34 €		606,34 €	ASC	2	Selon évolution de l' occupation actuelle du site					606,34 €	
M_PA.06	Création et animation du conseil des visiteurs des réserves naturelles	50					50	15 279,77 €		15 279,77 €	ASC	1/2	Sous réserve poste Chef de projet ancrage territorial			7 639,88 €		7 639,88 €	
MS.13	Inventorier les concessionnaires et organismes gestionnaires d'ouvrages						0	- €		- €	AL	0	Non prévu en 2022						
EI.13	Définition d'un protocole de gestion des servitudes et concessions	2	10				12	2 735,74 €		2 735,74 €	AP	2	Conforme au PdG						2 735,74 €

IP.15	Réaliser/Encadrer les travaux de gestion des servitudes et concessions		5	5			10	1 984,15 €		1 984,15 €	JB	1	Conforme au PdG	1 984,15 €					
OO-VI.7	*Connaitre et gérer la fréquentation et les usages*	*2*	*2,5*	*15*	*0*	*0*	*19,5*	*3 897,04 €*	*3 000,00 €*	*6 897,04 €*				*1 951,67 €*	*4 945,37 €*	- €	- €	- €	- €
M_CS.13	Suivi des écocompteurs et analyse des données		0,5	10			10,5	1 945,37 €	3 000,00 €	4 945,37 €	FR	1	Conforme au PdG		4 945,37 €				
MS.14	Encadrer les manifestations	2	2	5			9	1 951,67 €		1 951,67 €	FR	1	Conforme au PdG	1 951,67 €					
OO-VI.8	*Faire respecter la réglementation*	*3,5*	*21*	*235*	*0*	*0,333*	*259,8*	*50 080,32 €*	- €	*50 080,32 €*				*36 757,14 €*	*13 323,18 €*	- €	- €	- €	- €
M_SP.01	Sensibilisation des usagers et des acteurs	1	4	10			15	2 993,83 €		2 993,83 €	FR	1	RH limitées - ajustement pour répartition 3RN		2 993,83 €				
M_SP.02	Tournées de surveillance et de sensibilisation		10	200			210	38 907,40 €		38 907,40 €	FR	1	RH limitées - ajustement pour répartition 3RN	28 578,05 €	10 329,35 €				
M_SP.03	Travail d'enquête et rapports de police			10			10	1 838,90 €		1 838,90 €	FR	1	RH limitées - ajustement pour répartition 3RN	1 838,90 €					
M_SP.04	Tournées de police interservices		2	6			8	1 529,22 €		1 529,22 €	FR	1	RH limitées - ajustement pour répartition 3RN	1 529,22 €					
M_SP.05	Mise en place d'une politique pénale	2	3	2		0,333	7,333	2 946,27 €		2 946,27 €	FLON	1	Stage MASTER2 juridique Application police RN et politique pénale	2 946,27 €					
M_MS.02	Commissionnement d'agents à la police de la nature			7			7	1 287,23 €		1 287,23 €	FR	1	Commissionnement 1 agent Mutualisation 3 RN	1 287,23 €					
MS.15	Encadrer la circulation des ayant-droit	0,5	2				2,5	577,47 €		577,47 €	AL	1	Conforme au PdG	577,47 €					
M_SP.06	Contrôle de la cueillette			0			0	- €		- €	FR	0	Action fusionnée avec M_SP.02						
SP.06	Lutte contre la collecte massive d'ail des ours			0			0	- €		- €	FR	0	Action fusionnée avec M_SP.02						
OO-VI.9	*S'assurer de la propreté de la réserve naturelle*	*1*	*6*	*37*	*3*	*0*	*47*	*9 464,98 €*	*13 000,00 €*	*22 464,98 €*				- €	*22 039,10 €*	- €	- €	*425,88 €*	- €
M_CI.05	Ramassage des déchets et dépôts sauvages	1	4	37	3		45	9 039,10 €	13 000,00 €	22 039,10 €	FR	1	Adaptation des ressources par rapport au réalisé 2020 et 2021		22 039,10 €				
EI.14	Définition d'une stratégie de gestion des déchets						0	- €		- €	FR	0	Non prévu en 2022						
MS.16	Etude, destruction et solution alternative à la fosse à déchets du Gros Chêne		2				2	425,88 €		425,88 €	LGR	2	Projet à relancer en 2022					425,88 €	
OO-VI.10	*Valoriser le patrimoine bâti*	*0*	*3*	*12*	*0*	*0*	*15*	*2 845,50 €*	*800,00 €*	*3 645,50 €*				- €	- €	- €	*3 645,50 €*	- €	- €
IP.16	Nettoyage des blockhaus et fermeture de l'accès au public		3	12			15	2 845,50 €	800,00 €	3 645,50 €	AV	1	Frais supportés par le contrat N2000				3 645,50 €		
OLT-VII	**Assurer le bon fonctionnement de la réserve**	**40**	**64**	**54**	**0**	**0,5**	**158,5**	**37 685,02 €**	**13 050,00 €**	**50 735,02 €**				**48 642,43 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**241,09 €**	**1 851,50 €**
OO-VII.1	*Animer les instances de gouvernance de la réserve*	*5*	*7*	*0*	*0*	*0*	*12*	*3 006,43 €*	- €	*3 006,43 €*				*3 006,43 €*	- €	- €	- €	- €	- €
M_MS.03	Organisation et participation aux Comités Consultatifs	4	5				9	2 277,38 €		2 277,38 €	ASC	1	Conforme au PdG	2 277,38 €					
M_MS.04	Participation aux réunions des instances consultatives (CSRPN…)	1	2				3	729,05 €		729,05 €	ASC	1	Conforme au PdG	729,05 €					
M_MS.08	Mise en place d'un conseil scientifique						0	- €		- €	ASC	0	Non prévu en 2022						
OO-VII.2	*Assurer le relais entre les équipes de terrain et l'équipe de gestion*	*3*	*6*	*6*	*0*	*0*	*15*	*3 290,49 €*	- €	*3 290,49 €*				*3 290,49 €*	- €	- €	- €	- €	- €
M_MS.05	Réunions d'équipe	3	6	6			15	3 290,49 €		3 290,49 €	ASC	1	Conforme au PdG	3 290,49 €					
OO-VII.3	*Collaborer avec les partenaires de la réserve et participer aux réseaux d'acteurs*	*20*	*12,5*	*1*	*0*	*0*	*33,5*	*8 909,04 €*	*400,00 €*	*9 309,04 €*				*7 457,54 €*	- €	- €	- €	- €	*1 851,50 €*
MS.17	Collaboration avec la Ville d'Illkirch	2					2	606,34 €		606,34 €	ASC	1	Conforme au PdG	606,34 €					
MS.18	Collaboration avec les militaires	3	1	1			5	1 306,34 €		1 306,34 €	ASC	1	Conforme au PdG	1 306,34 €					
MS.19	Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN	2	2				4	1 032,22 €		1 032,22 €	ASC	2	Conforme au PdG						*1 032,22 €*
MS.20	Collaboration avec le CSA, gestionnaire du Heyssel	3	3				6	1 548,33 €		1 548,33 €	ASC	1	Conforme au PdG	1 548,33 €					
M_MS.06	Collaboration avec les autres gestionnaires d'espaces naturels	1	2				3	729,05 €		729,05 €	ASC	1	Conforme au PdG	729,05 €					
M_MS.07	Collaboration interservices (Eurométropole, …)	2	2				4	1 032,22 €		1 032,22 €	ASC	1	Conforme au PdG	1 032,22 €					
M_MS.09	Participation au réseau « Réserves Naturelles de France (RNF)	5	1,5	0			6,5	1 835,26 €	400,00 €	2 235,26 €	ASC	1	Adaptation des ressources et mutualisation 3 RN	2 235,26 €					
M_MS.10	Participation aux instances de protection de la nature (N2000, CBA, SAGE, APB …)	2	1				3	819,28 €		819,28 €	ASC	2	Conforme au PdG						*819,28 €*
OO-VII.4	*Doter la réserve d'un plan de gestion évolutif*	*3*	*16*	*0*	*0*	*0,5*	*19,5*	*6 316,55 €*	- €	*6 316,55 €*				*6 316,55 €*	- €	- €	- €	- €	- €
M_MS.11	Evaluation annuelle du plan de travail (rapport d'activités)	1	5				6	1 367,87 €		1 367,87 €	AL	1	Conforme au PdG	1 367,87 €					
M_MS.12	Évaluation du plan de gestion	2	11			0,5	13,5	4 948,68 €		4 948,68 €	AL	1	Stage ENGEES spé. hydoécologie Evaluation des OLT mutualisé 2RN	4 948,68 €					
M_MS.13	Elaboration du nouveau plan de gestion						0	- €		- €	ASC	0	Non prévu en 2022						
OO-VII.5	*Archiver de manière durable la connaissance acquise sur la réserve*	*0*	*2,5*	*0*	*0*	*0*	*2,5*	*532,35 €*	- €	*532,35 €*				*532,35 €*	- €	- €	- €	- €	- €
M_MS.14	Compléter la base de données SERENA		2				2	425,88 €		425,88 €	ASO	1	Conforme au PdG	425,88 €					
M_MS.15	Compléter la base de données GRENAT		0				0	- €		- €	AL	0	Base de données non disponible						
M_MS.16	Transmettre les données à ODONAT		0,5				0,5	106,47 €		106,47 €	ASO	1	Conforme au PdG	106,47 €					
OO-VII.6	*Assurer la gestion administrative et financière de la réserve*	*9*	*20*	*47*	*0*	*0*	*76*	*15 630,16 €*	*12 650,00 €*	*28 280,16 €*				*28 039,07 €*	- €	- €	- €	*241,09 €*	- €
M_MS.17	Montage, suivi administratif et financier des opérations	3	5				8	1 974,21 €		1 974,21 €	ASC	1	Conforme au PdG	1 974,21 €					
M_MS.18	Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels		2	31			33	6 126,47 €	12 650,00 €	18 776,47 €	AL	1	Adaptation des ressources par rapport au réalisé 2020 et 2021	18 776,47 €					
M_MS.19	Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,…)		5	10			15	2 903,60 €		2 903,60 €	AL	1/2	Adaptation des ressources par rapport au réalisé 2020 et 2021	2 662,51 €				241,09 €	
M_MS.20	Formation permanente du personnel (AFB,…)	1	3	6			10	2 045,33 €		2 045,33 €	ASC	1	Conforme au PdG	2 045,33 €					
M_MS.21	Gestion des ressources humaines	5	5				10	2 580,55 €		2 580,55 €	ASC	1	Conforme au PdG	2 580,55 €					
OO-VII.7	*S'entourer de partenaires scientifiques spécialisés (inventaires/gestion des sites)*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	- €	- €	- €				- €	- €	- €	- €	- €	- €
M_MS.22	Mise en place de partenariats scientifiques						0	- €		- €	ASC	0	Non prévu en 2022						
	TOTAL GLOBAL	**240,7**	**550,6**	**784,5**	**32**	**0,833**	*1609*	**349 345,49 €**	**475 850,00 €**	***825 195,49 €***				**415 810,20 €**	**204 093,17 €**	**114 018,09 €**	**3 645,50 €**	**44 299,73 €**	**43 328,81 €**
																	737 566,95 €		87 628,53 €
																	TOTAL BUDGETS 1 + 2 :		825 195,49 €

Réserve Naturelle
ROBERTSAU
LA WANTZENAU

BUDGET PREVISIONNEL - 1

2022

(exercice comptable du 01/01/2022 au 31/12/2022)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :

Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Strasbourg.eu

Conservateur :

Arnaud PRINGARBE
☎ 03 68 98 50 00 - poste 80173
✆ 06 43 25 27 68

INFORMATIONS PREALABLES

Dans l'attente de la rédaction d'un plan de gestion, le gestionnaire a fait le choix de proposer un plan d'actions ambitieux dont la réalisation globale nécessite un financement complémentaire aux recettes des subventions accordées par l'Etat (subvention annuelle de gestion de 132 300 € ; subvention exceptionnelle d'investissement de 23 000 € ; subvention EEDD-2022 de 30377,20 €), de la participation de la ville de Strasbourg actée par délibération du conseil municipal pour la prise en charge de l'accueil du public (47 000 €/an) ainsi que la régulation du sanglier sur ses propriétés et le développement d'une application de comptabilité analytique et enfin de la subvention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse dans le cadre du Contrat de Territoire Eau et Climat.

Le présent document présente donc un budget prévisionnel (BUDGET 1) permettant de réaliser les actions prioritaires sur la base des financements actés au 31/12/2021. Les autres actions prévues au plan de gestion ou le renforcement des moyens dédiés à certaines actions sont présentées dans un autre document (BUDGET 2).

La convention de financement entre l'Etat et la ville de Strasbourg précise qu'au moins 14% de la subvention de gestion doit permettre de financer des actions d'études et travaux. Le présent document présente donc une sous-partie pour les actions **CS**, **CI**, **IP** et **EI** (Typologie des opération MEDDTL/DEB 2011) ainsi qu'une sous-partie pour les autres actions.

Le détail du coût de chaque action et leur répartition entre les BUDGET 1 et 2 est présenté ANNEXE 1.

BUDGET 1 - Global

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Frais de personnel	**229 096,73 €**
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	*97 218,80 €*
Autres actions : *actions CC - MS*	*131 877,94 €*
Frais annexes (par opération)	**64 780,00 €**
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	*44 130,00 €*
Autres actions : *actions SP - MS - PR - PA - CC*	*20 650,00 €*
Total dépenses B1G	**293 876,73 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
Etat / DREAL Grand-Est	**185 677,20 €**
Subvention annuelle de gestion	*132 300,00 €*
Subvention exceptionnelle : action CI.04 : signalétique	*15 000,00 €*
Subvention exceptionnelle : action M_CC.02 : flyers	*5 000,00 €*
Subvention exceptionnelle : VTT à assistance électrique	*3 000,00 €*
Subvention EEDD-2022 : action M_PA.06	*30 377,20 €*
Ville de Strasbourg	**56 140,10 €**
Agence de l'eau Rhin-Meuse	**52 059,43 €**
Total recettes B1G	**293 876,74 €**

BUDGET 1 - Etudes & Travaux

DEPENSES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Frais de personnel		**97 218,80 €**
	Directeur / conservateur	*19 786,90 €*
	Technicien espaces naturels	*15 100,75 €*
	Agent technique	*59 450,51 €*
	Conducteur	*2 880,64 €*
	Stagiaire	*0,00 €*
Frais annexes		**44 130,00 €**
EI.04	*Etude de faisabilité de la redynamisation de la fonctionnalité alluviale*	*8 430,00 €*
IP.08	*Application du protocole de régulation du Sanglier*	*1 500,00 €*
M_IP.02ter	*Gestion des milieux ouverts - foins*	*250,00 €*
CS.26	*Engager des inventaires complémentaires*	*15 000,00 €*
CI.04	*Mise à jour de la signalétique*	*15 000,00 €*
M_EI.09	*Inventaire des arbres à risque*	*1 800,00 €*
M_CS.13	*Suivi des écocompteurs et analyse des données*	*2 150,00 €*
	Total dépenses B1ET	**141 348,80 €**

RECETTES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Etat / DREAL Grand-Est		**57 555,62 €**
	Subvention annuelle de gestion (min 14%)	*42 555,62 €*
	Subvention exceptionnelle : action CI.04 : signalétique	*15 000,00 €*
Ville de Strasbourg		**47 437,03 €**
Agence de l'eau Rhin-Meuse		**36 356,15 €**
	Action CS.13 : suivi des variations piézométriques	*2 082,81 €*
	Action EI.04 : étude fonctionnalité alluviale	*25 015,05 €*
	Actions M_IP.02 : gestion des milieux ouverts	*9 258,30 €*
	Total recettes B1ET	**141 348,80 €**

BUDGET 1 - Autres actions

DEPENSES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Frais de personnel		**131 877,94 €**
	Directeur / conservateur	*32 769,18 €*
	Technicien espaces naturels	*73 432,10 €*
	Agent technique	*22 343,33 €*
	Conducteur	*0,00 €*
	Stagiaire	*3 333,33 €*
Frais annexes		**20 650,00 €**
M_CC.02	*Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias*	*5 000,00 €*
M_MS.18	*Frais de fonctionnement divers*	*15 650,00 €*
	Total dépenses B1AA	**152 527,94 €**

RECETTES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Etat / DREAL Grand-Est		**128 121,58 €**
	Subvention annuelle de gestion	*89 744,38 €*
	Subvention exceptionnelle : action M_CC.02 : flyers	*5 000,00 €*
	Subvention exceptionnelle : VTT à assistance électrique	*3 000,00 €*
	Subvention EEDD-2022 : action M_PA.06	*30 377,20 €*
Ville de Strasbourg		**8 703,07 €**
Agence de l'eau Rhin-Meuse		**15 703,28 €**
	Action M_MS.23 : ancrage territorial	*15 703,28 €*
	Total recettes B1AA	**152 527,94 €**

Réserve Naturelle
ROBERTSAU
LA WANTZENAU

BUDGET PREVISIONNEL - 2

2022

(exercice comptable du 01/01/2022 au 31/12/2022)

ORGANISME GESTIONNAIRE

Ville de Strasbourg :

Service des Espaces Verts et de Nature
1, parc de l'Etoile
67 076 STRASBOURG cedex

Strasbourg.eu

Conservateur :

Arnaud PRINGARBE
☎ 03 68 98 50 00 - poste 80173
✆ 06 43 25 27 68

INFORMATIONS PREALABLES

Le présent document présente le budget prévisionnel (BUDGET 2) correspondant à l'ensemble des actions prévues au plan de gestion et nécessitant des recettes complémentaires.

La réalisation de tout ou partie des opérations de priorité 2 prévues au plan de gestion sera soumise à l'obtention de financements complémentaires.

Selon les cibles de financement des partenaires précités, les recettes prévues dans le BUDGET 1 pourront glisser sur d'autres opérations. L'objectif du gestionnaire étant de réaliser le plus d'opérations possibles.

Le présent document présente une sous-partie pour les actions d'études & travaux (**CS**, **CI**, **IP** et **EI** selon la typologie des opération MEDDTL/DEB 2011) ainsi qu'une sous-partie pour les autres actions (**SP**, **MS**, **PR**, **PA**, **CC**).

Le détail du coût de chaque action et leur répartition entre les BUDGET 1 et 2 est présenté ANNEXE 1.

BUDGET 2 - Global

DEPENSES

Missions de gestion de la RNN	
Frais de personnel	**125 896,69 €**
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	*68 852,23 €*
Autres actions : *actions CC - MS*	*57 044,46 €*
Frais annexes (par opération)	**175 000,00 €**
Etudes et travaux : *actions CS - CI - IP - EI*	*170 000,00 €*
Autres actions : *actions SP - MS - PR - PA - CC*	*5 000,00 €*
Total dépenses B2G	**300 896,69 €**

RECETTES

Missions de gestion de la RNN	
Recherche de financements	**250 135,21 €**
Ville de Strasbourg	**50 761,49 €**
Total recettes B2G	**300 896,69 €**

BUDGET 2 - Etudes & Travaux

DEPENSES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*		
Frais de personnel		**68 852,23 €**
	Directeur / conservateur	*50 952,77 €*
	Technicien espaces naturels	*4 276,79 €*
	Agent technique	*12 542,43 €*
	Conducteur	*1 080,24 €*
	Stagiaire	*0,00 €*
Frais annexes		**170 000,00 €**
M_EI.05	*Elaboration du carnet de bord de la réserve*	*5 000,00 €*
EI.12	*Conception du plan de circulation et communication*	*80 000,00 €*
CI.05	*Revoir le périmètre de protection, déplacer les usages non compatibles avec la RNN*	*50 000,00 €*
EI.16	*Etude de fréquentation externalisée*	*25 000,00 €*
M_CI.05	*Ramassage des déchets et dépôts sauvages*	*10 000,00 €*
	Total dépenses B2ET	**238 852,23 €**

RECETTES

Etudes & Travaux *(opérations CS, CI, IP et EI)*	
Recherche de financements	**211 084,18 €**
Ville de Strasbourg	**27 768,05 €**
Total recettes B2ET	**238 852,23 €**

BUDGET 2 - Autres actions

DEPENSES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*		
Frais de personnel		**57 044,46 €**
	Directeur / conservateur	*22 680,62 €*
	Technicien espaces naturels	*8 826,62 €*
	Agent technique	*23 537,22 €*
	Conducteur	*0,00 €*
	Stagiaire	*2 000,00 €*
Frais annexes		**5 000,00 €**
M_MS.22	*Mise en place de partenariats scientifiques*	*5 000,00 €*
	Total dépenses B2AA	**62 044,46 €**

RECETTES

Autres actions *(opérations SP, MS, PR, PA, CC)*	
Recherche de financements	**39 051,03 €**
Ville de Strasbourg	**22 993,43 €**
Total recettes B2AA	**62 044,46 €**

Réserve Naturelle ROBERTSAU LA WANTZENAU

Plan d'action prévisionnel 2022 de la Réserve Naturelle Nationale du Massif forestier de la Robertsau et de La Wantzenau

		PREVISIONNELS - 2022											Financeurs				
		TEMPS MAIN D'ŒUVRE						COÛTS DE GESTION					BUDGET 1			BUDGET 2	
CODE	INTITULE	C	T	AT	Cond	Stg 6 mois	TOT	Main d'œuvre régie	Annexe	TOTAL	Priorité	Remarques	Etat	Ville de Strasbourg	AERM	Ville de Strasbourg	Autre
OLT1	**Restaurer la fonctionnalité alluviale rhénane**	**76,83**	**3,5**	**13**	**0**	**0**	**93,33**	**26 429,42 €**	**8 430,00 €**	**34 859,42 €**			**1 507,81 €**	**1 686,00 €**	**27 097,85 €**	**4 567,76 €**	**- €**
TDB1	*Suivi de l'OLT1*	*0,5*	*3,5*	*13*	*0*	*0*	*17*	*3 287,45 €*	*- €*	*3 287,45 €*			*1 204,64 €*	*- €*	*2 082,81 €*	*- €*	*- €*
CS.02	Suivi des espèces en voie de recolonisation		2				*2*	425,88 €		*425,88 €*	1	Continuité suivi présence du Castor	*425,88 €*				
M_CS.01	Suivi de la faune piscicole	0,5	0,5				*1*	258,06 €		*258,06 €*	1	Collaboration avec FDPPMA67 définition indicateurs piscicoles	*258,06 €*				
CS.13	Suivi des variations spatiale et temporelle des niveaux piézométriques		1	13			*14*	2 603,51 €		*2 603,51 €*	1	Continuité suivi des niveaux de nappe	*520,70 €*		*2 082,81 €*		
OO-I.3	Engager le projet de redynamisation de la fonctionnalité alluviale	75,33	0	0	0	0	*75,33*	22 838,81 €	8 430,00 €	*31 268,81 €*			*- €*	*1 686,00 €*	*25 015,05 €*	*4 567,76 €*	*- €*
EI.04	Etude de faisabilité de la redynamisation de la fonctionnalité alluviale	75,33					*75,33*	22 838,81 €	8 430,00 €	*31 268,81 €*	1/2	Sous réserve poste chef de projet fonctionnalité alluviale		*1 686,00 €*	*25 015,05 €*	*4 567,76 €*	
OO-I.4	Garantir l'absence de contraintes supplémentaires au projet de restauration	1	0	0	0	0	*1*	303,17 €	*- €*	*303,17 €*			*303,17 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
EI.05	Analyse de la compatibilité des projets pouvant impacter la fonctionnalité alluviale ou sa restauration	1					*1*	303,17 €		*303,17 €*	1		*303,17 €*				
OO-I.5	Clarifier et mettre à jour le règlement d'eau du Steingiessen	0	0	0	0	0	*0*	*- €*	*- €*	*- €*			*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
IP.17	Gestion du Steingiessen	0	0	0			*0*	*- €*		*- €*	2	Compétence DDT					
OLT-II	**Vers la libre évolution d'une forêt sub-naturelle fonctionnelle**	**2**	**17,5**	**153,5**	**0**	**0**	**173**	**32 559,91 €**	**1 500,00 €**	**34 059,91 €**			**878,08 €**	**25 610,56 €**	**- €**	**- €**	**7 571,27 €**
OO-II.3	*Gérer les espèces allochtones à forte dynamique*	*0*	*6*	*39*	*0*	*0*	*45*	*8 449,35 €*	*- €*	*8 449,35 €*			*878,08 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*7 571,27 €*
M_IP.01	Intervention de lutte contre les EEE du milieu forestier		3	31			*34*	6 339,41 €		*6 339,41 €*	1/2	Réévaluation pour prise en charge de 16 stations (2048m²) / 1 intervention manuelle permettant de calibrer le futur mode opératoire	*878,08 €*				*5 461,33 €*
M_CS.04	Suivi des interventions sur les EEE du milieu forestier		3	8			*11*	2 109,94 €		*2 109,94 €*	2	Action mise en œuvre dans le cadre des opérations de lutte (M_IP.01)					*2 109,94 €*
OO-II.5	Limiter les dégradations dues aux sangliers	2	11,5	114,5	0	0	*128*	24 110,56 €	1 500,00 €	*25 610,56 €*			*- €*	*25 610,56 €*	*- €*	*- €*	*- €*
IP.08	Application du protocole de régulation du Sanglier	2	11,5	114,5			*128*	24 110,56 €	1 500,00 €	*25 610,56 €*	1			*25 610,56 €*			
OLT-III	**Maintenir un bon état de conservation des milieux ouverts rhénans**	**0**	**20**	**109**	**8**	**0**	**137**	**27 183,45 €**	**250,00 €**	**27 433,45 €**			**18 175,15 €**	**- €**	**9 258,30 €**	**- €**	**- €**
TDB3	*Suivi de l'OLT3*	*0*	*6,5*	*0*	*0*	*0*	*6,5*	*1 384,11 €*	*- €*	*1 384,11 €*			*1 384,11 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.05	Suivi de la végétation prairiale		2,5				*2,5*	532,35 €		*532,35 €*	1	Continuité des suivis floristiques	*532,35 €*				
M_CS.06	Suivi des lépidoptères et orthoptères		4				*4*	851,76 €		*851,76 €*	1	Continuité des suivis sur prairies Strasbourg + 1ère approche des prairies La Wantzenau	*851,76 €*				
OO-III.1	*Connaître l'état de conservation des milieux ouverts*	*0*	*4*	*0*	*0*	*0*	*4*	*851,76 €*	*- €*	*851,76 €*			*851,76 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CS.19	Inventaire des sites anciennement entretenus		4				*4*	851,76 €		*851,76 €*	1	1er inventaire sur prairies La Wantzenau	*851,76 €*				
OO-III.2	*Maintenir et/ou restaurer des milieux ouverts*	*0*	*9,5*	*109*	*8*	*0*	*126,5*	*24 947,58 €*	*250,00 €*	*25 197,58 €*			*15 939,28 €*	*- €*	*9 258,30 €*	*- €*	*- €*
M_EI.01	Elaboration d'un protocole de gestion adapté à chaque habitat ouvert		0,5				*0,5*	106,47 €		*106,47 €*	1	Mise à jour du protocole d'intervention sur les milieux ouverts	*106,47 €*				
M_IP.02	Gestion des milieux ouverts		5	4	5		*14*	3 600,66 €		*3 600,66 €*	1	Ajustement des temps passés : mise en place et suivi des zones refuges + suivi interventions régie et conventions + prévisionnel prairies non fauchées à La Wantzenau	*2 160,40 €*		*1 440,26 €*		
M_IP.02bis	Gestion des milieux ouverts - écopâturage Highland Cattle		3	48			*51*	9 465,54 €		*9 465,54 €*	1	Gestion des parcs et sytèmes d'abreuvage / suivi du troupeau ajustement de la charge / conventionnement avec éleveurs	*5 679,32 €*		*3 786,22 €*		
M_IP.02ter	Gestion des milieux ouverts - foins		0,5	47	3		*50,5*	9 829,54 €	250,00 €	*10 079,54 €*	1	Réalisation des balles rondes par un prestataire (frais annexe)	*6 047,72 €*		*4 031,82 €*		
M_IP.03	Intervention sur les EEE en milieu ouvert		0,5	10			*10,5*	1 945,37 €		*1 945,37 €*	1	Continuité intervention renouées + solidage	*1 945,37 €*				
OLT-V	**Actualiser en continu les connaissances naturalistes sur la réserve**	**0**	**17**	**1**	**0**	**0**	**18**	**3 803,87 €**	**15 000,00 €**	**18 803,87 €**			**18 803,87 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**- €**
OO-V.1	*Disposer d'un outil de veille sur les EEE*	*0*	*4*	*0*	*0*	*0*	*4*	*851,76 €*	*- €*	*851,76 €*			*851,76 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.08	Veille sur les EEE		4				*4*	851,76 €		*851,76 €*	1	Continuité suivi Ouette d'Egypte + Bernache du Canada	*851,76 €*				
OO-V.2	*Connaître les taxons méconnus*	*0*	*9*	*0*	*0*	*0*	*9*	*1 916,46 €*	*15 000,00 €*	*16 916,46 €*			*16 916,46 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_CS.09	Inventaire lichénologique						*0*	*- €*		*- €*							
M_CS.10	Inventaire mycologique						*0*	*- €*		*- €*							
CS.25	Actualisation des listes d'espèces		4				*4*	851,76 €		*851,76 €*	1	Continuité de l'action / cohérence 3 RNN	*851,76 €*				
CS.26	Engager des inventaires complémentaires		5				*5*	1 064,70 €	15 000,00 €	*16 064,70 €*	1	Code action créé lors du dossier de candidature	*16 064,70 €*				
OO-V.3	*Connaître l'évolution des communautés animales et végétales*	*0*	*4*	*1*	*0*	*0*	*5*	*1 035,65 €*	*- €*	*1 035,65 €*			*1 035,65 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
CS.08	Comptage des oiseaux d'eau (Wetlands)		3				*3*	638,82 €		*638,82 €*	1	Continuité suivi Wetlands en partenariat avec la LPO	*638,82 €*				
M_CS.12	Suivi de la flore patrimoniale		1	1			*2*	396,83 €		*396,83 €*	1	Continuité suivi flore patrimoniale	*396,83 €*				
OLT-VI	**Améliorer l'appropriation et l'intégration de la réserve dans son territoire**	**266,4**	**279,3**	**340**	**3**	**1,333**	**890**	**209 174,80 €**	**193 950,00 €**	**403 124,80 €**			**82 677,11 €**	**28 843,55 €**	**15 703,28 €**	**43 490,81 €**	**232 410,05 €**
TDB-VI	*Suivi de l'OLT6*	*3*	*14,5*	*0*	*0*	*0*	*17,5*	*3 997,14 €*	*- €*	*3 997,14 €*			*3 997,14 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_MS.01	Carnet de bord de la réserve	3	14,5				*17,5*	3 997,14 €		*3 997,14 €*	1		*3 997,14 €*				

Réserve Naturelle ROBERTSAU LA WANTZENAU

Plan d'action prévisionnel 2022 de la Réserve Naturelle Nationale du Massif forestier de la Robertsau et de La Wantzenau

		PREVISIONNELS - 2022											Financeurs				
		TEMPS MAIN D'ŒUVRE						COÛTS DE GESTION					BUDGET 1			BUDGET 2	
CODE	INTITULE	C	T	AT	Cond	Stg 6 mois	TOT	Main d'œuvre régie	Annexe	TOTAL	Priorité	Remarques	Etat	Ville de Strasbourg	AERM	Ville de Strasbourg	Autre
OO-VI.1	*Elaborer des outils de suivi de l'appropriation et l'intégration de la Réserve*	*2*	*2*	*0*	*0*	*0*	*4*	*1 032,22 €*	*5 000,00 €*	*6 032,22 €*			*- €*	*- €*	*- €*	*6 032,22 €*	*- €*
M_EI.05	Elaboration du carnet de bord de la réserve	2	2				*4*	1 032,22 €	5 000,00 €	*6 032,22 €*	2	Logiciel	*- €*			*6 032,22 €*	
OO-VI.2	*Réviser le plan de circulation actuel*	*100*	*0*	*0*	*0*	*0*	*100*	*30 317,00 €*	*80 000,00 €*	*110 317,00 €*			*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*110 317,00 €*
EI.12	Conception du plan de circulation et communication	100					*100*	30 317,00 €	80 000,00 €	*110 317,00 €*	2	Sous réserve poste chef de projet ancrage territorial (+Prestations)					*110 317,00 €*
OO-VI.3	*Améliorer la lisibilité de la réserve*	*50*	*3,5*	*2*	*0*	*0*	*55,5*	*16 271,57 €*	*65 000,00 €*	*81 271,57 €*			*16 113,07 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*65 158,50 €*
CI.04	Mise à jour de la signalétique		3,5	2			*5,5*	1 113,07 €	15 000,00 €	*16 113,07 €*	1	Subvention Etat 15000 € (panneaux réglementaires et d'informations)	*16 113,07 €*				
CI.05	Revoir le périmètre de protection, déplacer les usages non compatibles avec la RNN	50					*50*	15 158,50 €	50 000,00 €	*65 158,50 €*	2	Décalage de l'action à étudier dans le cadre du projet "ancrage territorial"					*65 158,50 €*
OO-VI.4	*Accueillir le public en toute sécurité*	*1*	*10,5*	*63,5*	*0*	*0*	*75*	*14 216,06 €*	*1 800,00 €*	*16 016,06 €*			*764,61 €*	*13 581,91 €*	*- €*	*- €*	*1 669,54 €*
EI.15	Compléter la BDD chemins. Sentiers sur le ban de La Wantzenau		1	3			*4*	764,61 €		*764,61 €*	1	Code action créé lors du dossier de candidature	*764,61 €*				
M_CI.01	Entretien des chemins		1,5	7			*8,5*	1 606,64 €		*1 606,64 €*	1			*1 606,64 €*			
M_EI.09	Inventaire des arbres à risque	1	2				*3*	729,05 €	1 800,00 €	*2 529,05 €*	1	Ajustement temps de suivi interne + coût du diagnostic (frais annexe)		*2 529,05 €*			
M_CI.02	Coupes de sécurité		2,5	38			*40,5*	7 520,17 €		*7 520,17 €*	1			*7 520,17 €*			
M_CI.03	Entretien courant des ouvrages d'art		0,5	8,5			*9*	1 669,54 €		*1 669,54 €*	2						*1 669,54 €*
M_CI.04	Entretien courant des aménagements d'accueil du public		3	7			*10*	1 926,05 €		*1 926,05 €*	1			*1 926,05 €*			
OO-VI.5	*Faire découvrir la réserve, son patrimoine et ses actions*	*13,5*	*204*	*2*	*0*	*0*	*219,8*	*47 964,22 €*	*5 000,00 €*	*52 964,22 €*			*36 741,47 €*	*8 703,07 €*	*- €*	*3 522,54 €*	*3 997,14 €*
M_PA.06	Animation réserve naturelle EEDD		180,8				*180,8*	38 499,55 €		*38 499,55 €*	1	Action créée dans le cadre de la dotation Etat pour le développement de l'EEDD dans les RNN	*30 377,20 €*	*8 122,35 €*			
M_PA.01	Organisation de visites guidées tout public			2			*2*	367,78 €		*367,78 €*	1			*367,78 €*			
PA.03	Développer une offre pédagogique complémentaire avec le CINE	3	14,5				*17,5*	3 997,14 €		*3 997,14 €*	2	Sous réserve poste chef de projet ancrage territorial					*3 997,14 €*
M_PA.03	Actions auprès des élus	3,5					*3,5*	1 061,10 €		*1 061,10 €*	1		*1 061,10 €*				
M_PA.04	Réunion d'information, conférences	1					*1*	303,17 €		*303,17 €*	1		*303,17 €*				
M_CC.02	Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias	6	8				*14*	3 522,54 €	5 000,00 €	*8 522,54 €*	1/2	Elaboration flyers + actions médiatiques	*5 000,00 €*	*- €*		*3 522,54 €*	
M_CC.03	Mise à jour des sites Internet (site RN & site Eurométropole)		1				*1*	212,94 €		*212,94 €*	1			*212,94 €*			
OO-VI.6	*Favoriser l'implication d'acteurs du territoire et partenaires*	*90,9*	*14*	*29*	*3*	*1*	*137,9*	*40 952,36 €*	*- €*	*40 952,36 €*			*1 313,03 €*	*- €*	*15 703,28 €*	*23 936,05 €*	*- €*
M_MS.23	Mise en place d'un conseil des visiteurs (ancrage territorial)	90,4				1	*91,4*	31 406,57 €		*31 406,57 €*	1/2	Sous réserve poste chef de projet ancrage territorial			*15 703,28 €*	*15 703,28 €*	
MS.13	Inventorier les concessionnaires et organismes gestionnaires d'ouvrages		5				*5*	1 064,70 €		*1 064,70 €*	2	Régularisation des conventions				*1 064,70 €*	
EI.13	Définition d'un protocole de gestion des servitudes et concessions	0,5	2	4			*6,5*	1 313,03 €		*1 313,03 €*	1		*1 313,03 €*				
IP.15	Réaliser/Encadrer les travaux de gestion des servitudes et concessions		7	25	3		*35*	7 168,07 €		*7 168,07 €*	2					*7 168,07 €*	
OO-VI.7	*Connaitre et gérer la fréquentation et les usages*	*4*	*9*	*6*	*0*	*0*	*19*	*4 232,48 €*	*27 150,00 €*	*31 382,48 €*			*1 548,33 €*	*3 466,28 €*	*- €*	*- €*	*26 367,87 €*
M_CS.13	Suivi des écocompteurs et analyse des données		1	6			*7*	1 316,28 €	2 150,00 €	*3 466,28 €*	1			*3 466,28 €*			
EI.16	Etude de fréquentation externalisée	1	5				*6*	1 367,87 €	25 000,00 €	*26 367,87 €*	2	Sous réserve poste chef de projet ancrage territorial (+Prestations)					*26 367,87 €*
MS.14	Encadrer les manifestations	3	3				*6*	1 548,33 €		*1 548,33 €*	1		*1 548,33 €*				
OO-VI.8	*Faire respecter la réglementation*	*2*	*19,5*	*223*	*0*	*0,333*	*244,8*	*47 099,47 €*	*- €*	*47 099,47 €*			*22 199,47 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*24 900,00 €*
M_SP.02	Tournées de surveillance et de sensibilisation		10	200			*210*	38 907,40 €		*38 907,40 €*	1/2	Mutualisation sur 3 RNN	*14 007,40 €*				*24 900,00 €*
M_SP.03	Travail d'enquête et rapports de police		2	6			*8*	1 529,22 €		*1 529,22 €*	1		*1 529,22 €*				
M_SP.04	Tournées de police interservices		4	8			*12*	2 322,88 €		*2 322,88 €*	1		*2 322,88 €*				
M_SP.05	Mise en place d'une politique pénale	2	3	2		0,333	*7,333*	2 946,27 €		*2 946,27 €*	1		*2 946,27 €*				
M_MS.02	Commissionnement d'agents à la police de la nature			7			*7*	1 287,23 €		*1 287,23 €*	1	Mutualisation sur 3 RNN	*1 287,23 €*				
MS.15	Encadrer la circulation des ayant-droit		0,5				*0,5*	106,47 €		*106,47 €*	1		*106,47 €*				
OO-VI.9	*S'assurer de la propreté de la réserve naturelle*	*0*	*2*	*14,5*	*0*	*0*	*16,5*	*3 092,29 €*	*10 000,00 €*	*13 092,29 €*			*- €*	*3 092,29 €*	*- €*	*10 000,00 €*	*- €*
M_CI.05	Ramassage des déchets et dépôts sauvages		2	14,5			*16,5*	3 092,29 €	10 000,00 €	*13 092,29 €*	1/2			*3 092,29 €*		*10 000,00 €*	
OLT-VII	**Assurer le bon fonctionnement de la réserve**	**71**	**140**	**24,5**	**0**	**0**	**235,5**	**55 841,98 €**	**20 650,00 €**	**76 491,98 €**			**63 635,18 €**	**- €**	**- €**	**2 702,91 €**	**10 153,89 €**
OO-VII.1	*Animer les instances de gouvernance de la réserve*	*5*	*5*	*0*	*0*	*0*	*10*	*2 580,55 €*	*- €*	*2 580,55 €*			*2 580,55 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_MS.03	Organisation et participation aux Comités Consultatifs	5	5				*10*	2 580,55 €		*2 580,55 €*	1		*2 580,55 €*				
OO-VII.2	*Assurer le relais entre les équipes de terrain et l'équipe de gestion*	*0*	*0*	*6*	*0*	*0*	*6*	*1 103,34 €*	*- €*	*1 103,34 €*			*1 103,34 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_MS.05	Réunions d'équipe			6			*6*	1 103,34 €		*1 103,34 €*	1		*1 103,34 €*				
OO-VII.3	*Collaborer avec les partenaires de la réserve et participer aux réseaux d'acteurs*	*11*	*13*	*0*	*0*	*0*	*24*	*6 103,09 €*	*- €*	*6 103,09 €*			*6 103,09 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
MS.18	Collaboration avec les militaires	0,5	0,5				*1*	258,06 €		*258,06 €*	1		*258,06 €*				
MS.19	Collaboration avec les acteurs socio-économiques dans la RN	2	3				*5*	1 245,16 €		*1 245,16 €*	1		*1 245,16 €*				
MS.21	Collaboration avec la Ville de La Wantzenau	1,5	1,5				*3*	774,17 €		*774,17 €*	1		*774,17 €*				
M_MS.06	Collaboration avec les autres gestionnaires d'espaces naturels	2	5				*7*	1 671,04 €		*1 671,04 €*	1		*1 671,04 €*				
M_MS.07	Collaboration interservices (Eurométropole, …)	1,5	1,5				*3*	774,17 €		*774,17 €*	1		*774,17 €*				
M_MS.09	Participation au réseau « Réserves Naturelles de France (RNF)	3,5	1,5				*5*	1 380,51 €		*1 380,51 €*	1		*1 380,51 €*				
OO-VII.4	*Doter la réserve d'un plan de gestion évolutif*	*26,5*	*104*	*0*	*0*	*0*	*130,5*	*30 179,77 €*	*- €*	*30 179,77 €*			*30 179,77 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_MS.11	Evaluation annuelle du plan de travail (rapport d'activités)	1,5	4				*5,5*	1 306,52 €		*1 306,52 €*	1		*1 306,52 €*				
M_MS.13	Elaboration du nouveau plan de gestion	25	100				*125*	28 873,25 €		*28 873,25 €*	1		*28 873,25 €*				

Réserve Naturelle
ROBERTSAU
LA WANTZENAU

Plan d'action prévisionnel 2022 de la Réserve Naturelle Nationale du Massif forestier de la Robertsau et de La Wantzenau

		PREVISIONNELS - 2022											Financeurs				
		TEMPS MAIN D'ŒUVRE						COÛTS DE GESTION					BUDGET 1			BUDGET 2	
CODE	INTITULE	C	T	AT	Cond	Stg 6 mois	TOT	Main d'œuvre régie	Annexe	TOTAL	Priorité	Remarques	Etat	Ville de Strasbourg	AERM	Ville de Strasbourg	Autre
OO-VII.5	*Archiver de manière durable la connaissance acquise sur la réserve*	*0*	*1,5*	*0*	*0*	*0*	*1,5*	*319,41 €*	*- €*	*319,41 €*			*319,41 €*	*- €*	*- €*	*- €*	*- €*
M_MS.14	Compléter la base de données SERENA		1				*1*	212,94 €		*212,94 €*	1		*212,94 €*				
M_MS.16	Transmettre les données à ODONAT		0,5				*0,5*	106,47 €		*106,47 €*	1		*106,47 €*				
OO-VII.6	*Assurer la gestion administrative et financière de la réserve*	*11,5*	*16,5*	*18,5*	*0*	*0*	*46,5*	*10 401,93 €*	*15 650,00 €*	*26 051,93 €*			*23 349,02 €*	*- €*	*- €*	*2 702,91 €*	*- €*
M_MS.17	Montage, suivi administratif et financier des opérations		0,5				*0,5*	106,47 €		*106,47 €*	1		*106,47 €*				
M_MS.18	Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels		1	18,5			*19,5*	3 614,91 €	15 650,00 €	*19 264,91 €*	1	Vélos électriques 3000 €	*19 264,91 €*				
M_MS.19	Gestion administrative (secrétariat, documentation, classement,...)	5,5	11,5				*17*	4 116,25 €		*4 116,25 €*	1/2		*1 413,34 €*			*2 702,91 €*	
M_MS.20	Formation permanente du personnel (AFB,...)	4	1,5				*5,5*	1 532,09 €		*1 532,09 €*	1		*1 532,09 €*				
M_MS.21	Gestion des ressources humaines	2	2				*4*	1 032,22 €		*1 032,22 €*	1		*1 032,22 €*				
OO-VII.7	*S'entourer de partenaires scientifiques spécialisés (inventaires/gestion des sites)*	*17*	*0*	*0*	*0*	*0*	*17*	***5 153,89 €***	***5 000,00 €***	*10 153,89 €*			*- €*	*- €*	*- €*	*- €*	*10 153,89 €*
M_MS.22	Mise en place de partenariats scientifiques	17					*17*	5 153,89 €	5 000,00 €	*10 153,89 €*	2						*10 153,89 €*
	TOTAL GLOBAL	416,2	477,3	641	11	1,333	*1547*	354 993,43 €	239 780,00 €	***594 773,43 €***			185 677,20 €	56 140,10 €	52 059,43 €	50 761,49 €	250 135,21 €
														293 876,73 €			300 896,69 €
														TOTAL BUDGETS 1 + 2 :			594 773,43 €

Réserve Naturelle Nationale du massif forestier de la Robertsau et de la Wantzenau
Bilan d'activité de la fin d'année 2021

(prise de gestion de la réserve au 23 novembre 2021)

L'équipe gestionnaire travaille actuellement à la conception de nouveaux outils de suivi et d'évaluation de la gestion. Dans cette période de définition de l'ensemble des indicateurs et métriques d'évaluation ainsi que d'élaboration de la nouvelle application informatique de comptabilité analytique : le compte de résultat annuel présentera les dépenses globales de gestion sans le détail action par action et le bilan d'activité prendra la forme d'un compte-rendu qualitatif décliné action par action.

Le présent document constitue le bilan d'activité de la fin d'année 2021 pour la réserve naturelle nationale du massif forestier de la Robertsau – La Wantzenau :

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	*Commentaires action 2021*
	CS	13	Suivi des variations spatiales et temporelles des niveaux piézométriques	GSC	Le suivi de l'altitude de la nappe phréatique et des niveaux d'eau sur le territoire de la réserve situé sur le ban de Strasbourg est réalisé tout au long de l'année via 12 piézomètres et 9 limnimètres : 17 relevés ont été réalisés sur l'ensemble de l'année. 2021 montre l'altitude moyenne annuelle la plus élevée enregistrée depuis le début du suivi piézométrique et le niveau moyen des cours d'eau le plus élevé avec celui de 2020 depuis le début du suivi limnimétrique.
	EI	04	Étude de faisabilité de la redynamisation de la fonctionnalité alluviale	APR	Le recrutement d'un chargé d'étude sur les projets de restauration de fonctionnalité alluviale dans les RNN gérées par la Ville de Strasbourg va permettre, à compter du printemps 2022, d'avoir une expertise interne et un suivi fin de ces études.
	IP	08	Application du protocole de régulation du Sanglier	APR	Le protocole de régulation de l'espèce « sanglier » a été mis en oeuvre en 2021 avec la réalisation de piégeages et de battue administratives sous l'autorité du lieutenant de louveterie territorialement compétent. 16 sangliers ont pu être prélevés. La chasse sur les 6 lots situés en périphérie a également permis de prélever 86 sangliers tandis que 1 individu mort suite à une collision a été recensé.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	*Commentaires action 2021*
M_	IP	02	Gestion des milieux ouverts	ASO/APR	Conformément aux modalités de gestion de la parcelle prairiale 38 en vigueur depuis plusieurs années, un pâturage de regain a été réalisé sur cette parcelle à compter de la mi-décembre à l'aide du troupeau de 6 vaches Highlands Cattle de la Ville de Strasbourg. La rotation sur les parcelles prairiales situées entre la digue et le parc du Pourtalès est effectuée en régie en fonction de l'état de la végétation. La maintenance des installations (pompe de prairie, clôtures…) a également été réalisée.
	CC	01	Signalétique/Communication/sensibilisation	APR / FRO	La signature de la convention de gestion entre l'Etat et la Ville de Strasbourg a été marquée par une cérémonie officielle à l'étang du Karpfenloch. Celle-ci a été accompagnée d'une conférence de presse, de la mise en place d'un panneau d'information sur les richesses de la réserve accompagné d'un panneau réglementaire. Plusieurs articles de presse (DNA, Strasmag…) ont été publiés suite à cet évènement. Une importante campagne de communication « grand public » a été lancée à l'occasion de la signature de la convention de gestion : - 1 campagne d'affichage « *Sans nature, pas d'humanité* » avec 162 affiches sur supports *mupi* et colonnes de tram ainsi qu'une affiche numérique sur *mupi* digitaux - 1 exposition mobile avec 10 totems sur le parvis de la gare (mi-novembre à fin décembre 2021)
	CS	25	Actualisation des listes d'espèces	AVI/GSC/CBI/ASO	Un travail de rédaction du diagnostic sera initié en 2022. Les données issues des inventaires de 2021 et 2022 contribueront à enrichir la liste d'espèces et seront intégrées à cette occasion (ex : inventaire des coléoptères saproxyliques et des carabidés de la réserve)
M_	EI	09	Inventaire des arbres à risque	JBO	L'inventaire des arbres à risque a été confié à l'Office National des Forêts selon un protocole identique aux années précédentes. L'ensemble des itinéraires existants ainsi que les lisières proches d'enjeux de sécurité des biens et des personnes ont été considérés. Au total, 120 tiges côté Ville de Strasbourg ont été marquées pour la campagne de sécurisation.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	*Commentaires action 2021*
M_	PA	06	Animation réserve naturelle EEDD	APR/FRO	Un appel à candidatures a été réalisé fin 2021 pour le recrutement de 2 animateurs. Les postes seront pourvus au printemps et à l'été 2022 afin de développer la thématique Education à l'Environnement et au Développement Durable dans l'ensemble des 3 réserves naturelles.
M_	PA	03	Actions auprès des élus	APR	Des réunions régulières sont organisées avec l'élu thématique sur les dossiers concernant la réserve naturelle.
M_	CC	02	Communiquer sur la réserve et ses actions au travers de différents médias	APR	Plusieurs articles de presse sont parus à l'occasion de la signature de la convention de gestion (DNA, Strasmag…) Le compte Instagram® des réserves est mis à jour hebdomadairement. Il permet la publication et le partage de photos de paysages, d'espèces présentes dans les réserves naturelles gérées par la ville de Strasbourg, ainsi que d'actions réalisées par les équipes. Cet outil doit permettre de contribuer à l'amélioration de l' « appropriation positive des milieux alluviaux rhénans ».
	MS	13	Inventorier les concessionnaires et organismes gestionnaires d'ouvrages	*APR*	Les gestionnaires de pipelines d'hydrocarbures ont été identifiés dans le cadre du projet de nouveaux arrêtés préfectoraux liés aux opérations de maintenance et surveillance de leurs ouvrages.
	EI	13	Définition d'un protocole de gestion des servitudes et concessions	*APR/JBO/ EME*	Une reconnaissance des servitudes liées aux pipelines d'hydrocarbures a été initiée fin 2021 avec une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour la gestion du couvert végétal.
	MS	14	Encadrer les manifestations	FRO/APR	Un travail d'accompagnement de pétitionnaires a été réalisé pour plusieurs demandes de manifestations prévues en 2022 : le semi-marathon de la Wantzenau ; le Trail Raid2Vous ; Voyage d'hiver. Une marche aux flambeaux traditionnellement organisée dans la réserve s'est tenue cette année dans le parc du Pourtalès.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	*Commentaires action 2021*
M_	CI	05	Ramassage des déchets et dépôts sauvages	FRO	Nettoyage par l'entreprise REGIE DES ÉCRIVAINS sur la période novembre et décembre 2021 conformément au planning d'intervention
M_	MS	05	Réunions d'équipe	APR	Les réunions d'équipe sont régulières et organisées tout au long de l'année
M_	MS	07	Collaboration interservices (Eurométropole, …)	APR	L'équipe travaille au quotidien avec les autres services de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg. Des réunions régulières ont notamment lieu avec les service Aménagement du territoire et Projets urbains sur des thématiques qui peuvent toucher de près ou de loin les réserves naturelles de Strasbourg.
M_	MS	14	Compléter la base de données SERENA	GSC/AVI/ ASO	La base de données SERENA a été renseignée de l'ensemble des données naturalistes collectées en 2021. Celle –ci permet les échanges de données avec les associations partenaires comme Faune Alsace ou encore de CEN Alsace.
M_	MS	18	Renouvellement, entretien et utilisation des équipements et matériels	APR	Le détail de l'achat et renouvellement de matériel et équipements est disponible auprès de l'équipe gestionnaire. L'ensemble des achats sont mutualisés pour la gestion de l'ensemble des 3 réserves naturelles dont la Ville de Strasbourg est gestionnaire. Plusieurs ouvrages naturalistes ont été commandés en fin 2021 afin de compléter la bibliographie utilisée pour la réalisation des expertises faune-flore.
M_	MS	20	Formation permanente du personnel (AFB,…)	APR/ALE	Une formation collective en 3 jours pour l'ensemble des agents de l'équipe gestionnaire des réserves naturelles de Strasbourg a été réalisée. Cette formation a notamment permis d'aborder le sujet des outils de la collaboration et de la communication au sein de l'équipe afin d'augmenter l'efficacité collective et le bien vivre au travail.

Mut.	Activité	Code	INTITULE	Pilote	*Commentaires action 2021*
M_	MS	21	Gestion des ressources humaines	APR/ALE	Les mouvements de personnel dans l'équipe en 2021 : • Départ programmé d'un nouvel agent de l'équipe Police-Surveillance (au 01/02/2022) portant l'effectif actuel à 2 agents (pour 6 postes); • Départ d'un agent en charge de la gestion faune (responsable notamment de la régulation du sanglier) -> remplacement prévu en 2022 ; • Mobilité interne du technicien responsable études et prospectives sur le poste de conservateur de la réserve de la Robertsau_La Wantzenau-> remplacement du technicien prévu en 2022 ; • Départ non programmé du chef d'équipe de l'équipe Gestion et restauration des milieux (au 31/05/2021) et arrivée d'un nouvel agent de l'équipe Gestion et restauration des milieux (au 01/02/2021) portant l'effectif 2021 à 6 agents (pour 8 postes) ;

Conseil municipal du 24 juin 2022

Point 19 à l'ordre du jour :

Gestion des réserves naturelles nationales.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 56 voix + 2
+ 2 voix : Mmes Khadija BEN ANNOU et Suzanne BROLLY ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 4 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°19

Gestion des réserves naturelles nationales.

Pour	56	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	0	
Abstention	4	MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe

20

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Gestion des forêts de la ville de Strasbourg et de l'Œuvre Notre-Dame.

Numéro V-2022-763

La ville de Strasbourg possède trois massifs forestiers périurbains, au Neuhof (757 ha), sur l'île du Rohrschollen (103 ha) et à la Robertsau (493 ha), ainsi que trois forêts hors Eurométropole, au Herrenwald (188 ha), au Hohwald (884 ha) et à l'Oedenwald (1001 ha). Elle gère également, pour le compte de l'Œuvre Notre Dame (OND), le massif forestier de l'Elmerforst (358 ha).

En application du Code forestier, ces massifs relèvent du « régime forestier », ensemble d'obligations juridiques visant à assurer la conservation et la mise en valeur du patrimoine forestier des collectivités publiques. Sa mise en œuvre est assurée par l'Office national des forêts (ONF), chargé de garantir une gestion durable des espaces forestiers tout en préservant l'intérêt des propriétaires.

Les massifs forestiers de Strasbourg-Neuhof / Illkirch-Graffenstaden, du Rohrschollen et de la Robertsau sont classés en Réserves naturelles nationales. Seuls des travaux forestiers liés à la sécurité des chemins, aménagements et servitudes y seront engagés en 2022.

Dans les massifs hors Eurométropole, la ville de Strasbourg a engagé une exploitation forestière durable, définie par des plans d'aménagement d'une durée de 20 ans, propres à chaque massif. Ces plans sont déclinés annuellement par un programme d'exploitation et un programme de travaux.

En complément de la délibération du 15 novembre 2021 validant les programmes d'exploitation des massifs forestiers, il est proposé au conseil municipal un programme de travaux patrimoniaux. Ceux-ci regroupent toutes interventions dans les peuplements réalisées dans le but de les régénérer, de les protéger ou d'améliorer la qualité des produits finaux. Leurs coûts ne sont pas couverts par la valeur des éventuels produits bois issus de ces opérations.

Travaux patrimoniaux dans les forêts
Conformément à l'article D214-21 du Code forestier, l'ONF procède à un inventaire annuel des actions qu'il serait utile de réaliser au cours de l'année suivante concernant :

- l'entretien des infrastructures existantes en forêt (routes, aménagements touristiques),

- la conduite des peuplements (travaux sylvicoles, plantations),
- leur protection (pose de clôtures, application de répulsif).

Ces propositions de programmes d'actions sont présentées en annexe.

L'encadrement de ces derniers sera fait soit en régie, soit par l'ONF par voie contractuelle tel que défini à l'article L 154-1 du code forestier. L'ONF peut également, toujours par voie contractuelle, assurer pour le compte de la Ville une assistance technique à donneur d'ordre.

Ceux-ci seront engagés en fonction des budgets disponibles et des recettes prévisionnelles.

Plan d'aménagement de la forêt du Herrenwald 2021-2040

La révision anticipée de l'aménagement forestier du massif du Herrenwald fait suite aux engagements de la collectivité d'intégrer à la gestion de la forêt les mesures de compensation environnementale générées par le raccordement de l'autoroute A4 au contournement ouest de Strasbourg.

La forêt du Herrenwald couvre 188 hectares. Elle a été impactée par la tempête Lothar de 1999 à hauteur de 70% de sa surface. Le peuplement forestier actuel se caractérise par une prédominance du bouleau verruqueux, la forte présence du cerisier tardif (exotique envahissante) et une forte proportion de jeunes peuplements.

Rappel des principales attentes du propriétaire
- conforter les mesures environnementales : 30 ha classés en zone d'intérêt écologique dont 17,27 ha en libre évolution et 170 arbres biologiques ;
- favoriser la dynamique naturelle des essences présentes adaptées, en mélange, et en tenant compte de l'évolution des connaissances concernant l'impact du changement climatique ;
- valoriser les boulaies en fonction des possibilités ;
- intensifier autant que faire se peut la limitation du cerisier tardif ;
- tirer parti au mieux de l'existant et amorcer la prise en compte de l'impact du changement climatique en orientant les peuplements vers une composition adaptée, compte tenu des connaissances ;
- test de nouvelles provenances et essences envisageables en dernier ressort en fonction des circonstances et opportunités ;
- travaux réalisés en régie par la commune, et appel à des entreprises externes en complément

Les enjeux de la forêt :
- les enjeux de production sont de niveau moyen sur la totalité de la surface dédiée à la récolte ;
- les enjeux en terme de protection des milieux naturels sont reconnus sur l'ensemble de la forêt, en lien avec la ZNIEFF de type I ; la forêt accueille aussi cinq mesures de compensation environnementale, une mesure d'accompagnement et une mesure de réduction des impacts ;

- les enjeux des fonctions sociales sont de niveau local, sauf en lisières d'axes fréquentés (autoroute, voie ferrée, abords de la base de loisirs) où ils sont reconnus sur le plan paysager

Etat des lieux :
Pour le Herrenwald, la tendance à la dégradation des bilans hydriques, notamment estivaux peut être visiblement importante, accentuant les contraintes rencontrées par les peuplements forestiers.
Les conditions climatiques, favorables à une bonne croissance ligneuse, sont à nuancer suivant les facteurs limitants évoqués précédemment, d'une part et d'autre part selon les évolutions climatiques qui peuvent impacter la vitalité de certaines essences.

Selon une étude réalisée en 2009 sur la vulnérabilité au stress hydrique des essences forestières ; la quasi-totalité des essences présentes actuellement sur le massif serait vulnérable avec une nuance sur le chêne sessile.

La forêt comporte en surface environ 60 % de peuplements jeunes, soit plus du triple par rapport à une forêt en équilibre du point de vue de la répartition des catégories de bois. Ce, principalement aux dépens des gros bois (environ 7 %), dont la moitié consiste en des peuplements clairs.

Le taux de régénération (installée et acquise) global est d'environ 87 % sur l'enveloppe totale. Dans ces stades, le bouleau forme une matrice omniprésente, mais qui comporte des foyers par endroits très denses de cerisier tardif (progression à partir du nord-ouest de la forêt).

Les jeunes stades sont dominés par le bouleau et le cerisier tardif. Aulne, épicéa et hêtre se répartissent dans la matrice diffuse de bois moyens, chêne pédonculé et pin sylvestre dans celle des gros bois relictuels.

La forêt du Herrenwald, ainsi que celles de Brumath, Krittwald, Geudertheim et anciennement Lampertheim et Mundolsheim (intégrées à la forêt domaniale du Krittwald en 2018), constituent un réservoir de biodiversité de la Trame verte régionale.

Le déséquilibre gibier/forêt constitue actuellement l'un des principaux risques pesant sur labiodiversité en induisant une raréfaction voire une disparition de certaines espèces forestières (chêne, merisier, ...) conduisant à une détérioration de l'état de conservation des habitats par substitution d'essences et perte de mélange.

En raison de la présence d'essences allochtones (cerisier tardif, épicéa, robinier, …), l'état de conservation des habitats présents est majoritairement dégradé.

Dans le cadre du raccordement de l'autoroute A4 au Contournement Ouest de Strasbourg (COS), la ville de Strasbourg a accepté la mise en œuvre de mesures de compensation environnementale destinées à réduire les impacts des travaux et ce, au sein de la forêt du Herrenwald (délibération du 15 octobre 2018). S'y ajoutent une mesure de réduction des impacts (MR) et une mesure d'accompagnement (MA).

Les modalités de mise en œuvre, notamment la prise en charge financière et la garantie de gestion pérenne des mesures, avec le concessionnaire (SANEF - Société des Autoroutes du Nord et de l'Est de la France - puis le cas échant l'Etat concédant), font l'objet d'un conventionnement.

Synthèse des objectifs de gestion : (annexe 2)

Le projet d'aménagement propose le traitement en futaie régulière par paquet compte tenu de la structure des peuplements. Les actions prioritaires viseront à accompagner les peuplements en place vers une meilleure résilience vis-à-vis du changement climatique. La protection des milieux naturels se traduira par la prise en compte des zones humides et des espèces à enjeu, on y retrouvera en particulier l'ensemble des mesures compensatoires. Enfin l'ensemble des actions projetées concourront de manière directe ou indirecte à la contention du cerisier tardif, espèce invasive.
L'ensemble du projet d'aménagement proposé à l'approbation du conseil municipal est téléchargeable au lien suivant :
https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/K5IdLfOK.UqqqqzsJ

Soumission au régime forestier de parcelles attenantes à la forêt de l'Œuvre de Notre Dame
L'Œuvre de Notre-Dame a procédé à l'acquisition de plusieurs parcelles forestières attenantes à la forêt de l'Emerforst dont elle est propriétaire, à savoir :

Territoire communal	Propriétaire	Section	Parcelle	Surface (ha)
Balbronn	Fondation de l'Œuvre Notre Dame	16	21	0.0708
Balbronn	Fondation de l'Œuvre Notre Dame	16	26	0.2655
Balbronn	Fondation de l'Œuvre Notre Dame	16	55	0.1903
Balbronn	Fondation de l'Œuvre Notre Dame	16	56	0.1934
Balbronn	Fondation de l'Œuvre Notre Dame	16	58	0.2216
Balbronn	Fondation de l'Œuvre Notre Dame	16	85	0.1965
Balbronn	Fondation de l'Œuvre Notre Dame	16	86	0.3120

Balbronn	Fondation de l'Œuvre Notre Dame	16	87	0.3207
			TOTAL	1.7708

Conformément aux dispositions prévues à l'article L 211-1 du code forestier, les parcelles en questions relèvent du régime forestier et doivent être administrées conformément à celui-ci. Il est donc proposé au conseil municipal la soumission des dites parcelles qui garantira la pérennité de la forêt sur ces espaces.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *les programmes d'actions 2022 pour les forêts communales de Strasbourg et la forêt de l'Œuvre Notre-Dame (annexe 1),*

- *le plan d'aménagement de la forêt du Herrenwald 2021-2040,*

- *le projet d'application du régime forestier aux parcelles énumérées dans le tableau suivant :*

Territoire communal	*Prorpiétaire*	*Section*	*Parcelle*	*Surface (ha)*
Balbronn	*Fondation de l'Œuvre Notre Dame*	*16*	*21*	*0.0708*
Balbronn	*Fondation de l'Œuvre Notre Dame*	*16*	*26*	*0.2655*
Balbronn	*Fondation de l'Œuvre Notre Dame*	*16*	*55*	*0.1903*
Balbronn	*Fondation de l'Œuvre Notre Dame*	*16*	*56*	*0.1934*
Balbronn	*Fondation de l'Œuvre Notre Dame*	*16*	*58*	*0.2216*
Balbronn	*Fondation de l'Œuvre Notre Dame*	*16*	*85*	*0.1965*
Balbronn	*Fondation de l'Œuvre Notre Dame*	*16*	*86*	*0.3120*

Balbronn	*Fondation de l'Œuvre Notre Dame*	*16*	*87*	*0.3207*
			TOTAL	*1.7708*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer*
  - *les programmes de travaux patrimoniaux 2022 de chaque massif et tout document et acte relatif à ce projet (annexe),*
  - *tous documents et actes relatifs à la soumission au régime forestier des parcelles listées ci-dessus,*
- *à déposer au nom de l'Œuvre Notre-Dame une demande d'application du régime forestier pour les parcelles cadastrales précitées sur la superficie nécessaire,*
- *à solliciter l'attribution de subventions du montant maximal possible au titre des programmes 2022 pour tous travaux liés à la gestion forestière, désertes comprises pour l'ensemble de la Ville et de l'Œuvre Notre-Dame,*

l'ONF à déposer auprès des services de la Préfecture en vue de la prise d'un arrêté d'application du régime forestier pour les parcelles précitées, conformément aux dispositions du Code Forestier.

décide

l'application du régime forestier des parcelles cadastrées listées ci-dessus pour une superficie de 1,7708 ha.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147397-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions
pour l'année 2022
PRC-22-869203-00309063

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

Office National des Forêts	Destinataire
AGENCE TERRITORIALE DE SCHIRMECK UT HASLACH 67280 OBERHASLACH Tél : 03 88 87 31 02	Madame le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67076 STRASBOURG CEDEX

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt.
Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements des Cahiers Nationaux de Prescriptions des Travaux et Services forestiers (CNPTSF).
Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements des Cahiers Nationaux de Prescriptions d'Exploitations Forestières (CNPEF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX DE MAINTENANCE - PARCELLAIRE			
▫ Entretien du parcellaire (*) Localisation : Parcelles EA2023	1,00	H	
▫ Entretien du périmètre (*) Localisation : Massif	1,00	H	
Sous-total			**5 660,00 € HT**
TRAVAUX SYLVICOLES			
▫ Dégagement manuel des régénérations naturelles (*) Localisation : P22-36	3,57	HA	
▫ Dégagement de plantation ou semis artificiel (*) Localisation : P33	0,60	HA	
▫ Toilettage après exploitation (*) Localisation : Parcelles EA 20222	1,00	HA	
▫ Travaux divers : mise en peinture des arbres objectifs (*) Localisation : P2-22-23	800,00	U	
▫ Intervention en futaie irrégulière (*) Localisation : P26-27	22,00	HA	
Sous-total			**19 110,00 € HT**
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES DEGATS DE GIBIER			
▫ Entretien des clôtures (*) Localisation : P22-33-36-55	1,00	H	
▫ Fourniture de répulsifs (*) Localisation : P41,42,27,37,63,64...	100,00	KG	
▫ Protection contre le gibier - application de répulsif (sans phyto) (*) Localisation : P41,42,27,37,63,64..	100,00	HA	
▫ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération (*) Localisation : P22-33-36-55	100,00	U	
Sous-total			**24 830,00 € HT**
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE			
▫ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des renvois d'eau (*) Localisation : Massif	1,00	H	
▫ Travaux connexes d'infrastructures : entretiens divers de fossés (*) Localisation : Massif et RF du moosbaghthall	1,00	KM	
▫ Travaux d'entretien de route empierrée (*) Localisation : RF Breitberg et Wangenbourg	4,00	KM	
▫ Réseau de desserte : entretien des accotements et talus (*) Localisation : Desserte massif	15,00	KM	

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions pour l'année 2022
PRC-22-869203-00309063

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG OEDENWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
▫ Travaux de mise en place de signalétique ou signalisation (*) Localisation : Mf Bischof-anciens panneaux direction	1,00	U	
▫ Travaux d'entretien de route revêtue (*) Localisation : RFLangbank et 3 fontaines(fin)	2,00	KM	
▫ Réseau de desserte : entretien des lisières (*) Localisation : Desserte massif	15,00	KM	
▫ Travaux connexes d'infrastructures : création de passages busés (*) Localisation : RF Ameisenthal	1,00	U	
▫ Travaux connexes infrastructure : création de fossésTravaux connexes infrastructure : création de fossés (*) Localisation : RF Ameisenthal	0,95	KM	
Sous-total			**33 560,00 € HT**
TRAVAUX ENVIRONNEMENTAUX			
▫ Travaux environnementaux d'entretien divers de génie écologique (*) Localisation : P43-48	1,00	U	
Sous-total			**1 740,00 € HT**
TRAVAUX D'ACCUEIL DU PUBLIC			
▫ Entretien et propreté de sentiers, pistes, aires, mobiliers, signalétique,... (*) Localisation : Etang des 3fontaines	1,00	U	
▫ Opérations de maintien de la propreté des forêts et espaces naturels (*) Localisation : massif	1,00	U	
Sous-total			**870,00 € HT**
TRAVAUX DIVERS			
▫ Abattage d'arbres d'un diamètre supérieur à 0,30 m - Sécurisation des lots de bois de chauffage (*) Localisation : p19-20	1,00	H	
▫ Matérialisation des lots de bois de chauffage (*) Localisation : P19-20	1,00	M3A	
▫ Travaux divers dans les peuplements (*) Localisation : fagots orangerie	1,00	U	
Sous-total			**2 220,00 € HT**
			Total : 87 990,00 € HT

(*) : Actions pouvant être réalisées en régie communale. Les montants indiqués intègrent une évaluation de la rémunération du maître d'oeuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, LAURENT GUERTON Date : Le responsable du service Travaux-Développement Denis MOURON	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions
pour l'année 2022
PRC-22-869203-00309090

FORÊT de l' OEUVRE NOTRE-DAME

Office National des Forêts	Destinataire
AGENCE TERRITORIALE DE SCHIRMECK UT HASLACH 67280 OBERHASLACH Tél : 03 88 97 40 48	FONDATION OEUVRE NOTRE DAME 1 PARC DE L'ETOILE 67000 STRASBOURG

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt.
Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements des Cahiers Nationaux de Prescriptions des Travaux et Services forestiers (CNPTSF).
Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements des Cahiers Nationaux de Prescriptions d'Exploitations Forestières (CNPEF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX SYLVICOLES			
▫ Dégagement manuel des régénérations naturelles (*) Localisation : 14.r Dégagement manuel de fougère et de ronce	0,20	HA	
▫ Dégagement manuel localisé de régénération naturelle par cassage (*) Localisation : 14.r	0,80	HA	
▫ Toilettage après exploitation (*) Localisation : 4.i, 16.a, 18.i Coupe des brins cassés et penchés suite à l' exolitation	14,00	HA	
Sous-total			**2 470,00 € HT**
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES DEGATS DE GIBIER			
▫ Entretien des clôtures (*) Localisation : Parcelle 11r-13j-14a	32,00	H	
▫ Enlèvement manuel de clôture grillagée (*) Localisation : Parcelle 12r	580,00	MLI	
▫ Mise en place de clôture (*) Localisation : parcelle 12r Modification clôture, raccord de 130 ml entre 2 pans existants Clôture et piquets de récupération	1,00	MLI	
Sous-total			**3 770,00 € HT**
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE			
▫ Réseau de desserte : entretien des accotements et talus (*) Localisation : RF Haslach, RF Kreutzberg partie, RF Elmerforst partie	6,00	KM	
▫ Travaux d'entretien de route revêtue (*) Localisation : Rebouchage nids de poule RF Elmerforst	1,00	KM	
Sous-total			**3 170,00 € HT**
TRAVAUX D'ACCUEIL DU PUBLIC			
▫ Entretien et propreté de sentiers, pistes, aires, mobiliers, signalétique,... (*) Localisation : Etang Humbert et aire d' accueil du public Elmerforst	12,00	H	
▫ Pose de mobilier bois et de signalétique bois d'accueil du public (*) Localisation : P 8/Wesshoffen-Bas 25/26-Bas 26(piste)-Chemin pré Elmerforst-Bas P 7 - Haut P 7 Pose de barrières bois (Façonnage des supports et des perches par les bûcherons) 6 barrières	6,00	U	
Sous-total			**1 890,00 € HT**
TRAVAUX DIVERS			
▫ Matérialisation des lots de bois de chauffage (*) Localisation : parc. 26a	100,00	M3A	
Sous-total			**870,00 € HT**

FORÊT de l' OEUVRE NOTRE-DAME

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
			Total : 12 170,00 € HT

(*) : Actions pouvant être réalisées en régie communale. Les montants indiqués intègrent une évaluation de la rémunération du maître d'oeuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, LAURENT FASSEL Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Le responsable du service
Travaux Développement
Denis MOURON

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions
pour l'année 2022
PRC-22-869206-00309077

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

Office National des Forêts	Destinataire
AGENCE TERRITORIALE DE SCHIRMECK UT VAL DE VILLE 16, rue de Bassemberg 67220 VILLE Tél : 03 88 08 35 22	Madame le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67076 STRASBOURG CEDEX

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt.
Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements des Cahiers Nationaux de Prescriptions des Travaux et Services forestiers (CNPTSF).
Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements des Cahiers Nationaux de Prescriptions d'Exploitations Forestières (CNPEF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX DE MAINTENANCE - PARCELLAIRE			
▫ Entretien du parcellaire (*) Localisation : Selon EA	120,00	H	
▫ Entretien du périmètre (*) Localisation : Selon EA	120,00	H	
Sous-total			**8 680,00 € HT**
TRAVAUX DE PLANTATION / REGENERATION			
▫ Travaux préalables à la régénération : préparation de la végétation avant régénération (*) Localisation : 23.r, 27.r, 30.i	1,23	HA	
▫ Fourniture de plants de douglas (*) Localisation : 23.r, 27.r, 30.i	1 005,00	PL	
▫ Fourniture de plants d'épicéa commun (*) Localisation : 23.r	1 275,00	PL	
▫ Régénération par plantation : mise en place des plants (*) Localisation : 23.r, 27.r, 30.i	2 280,00	PL	
Sous-total			**9 050,00 € HT**
TRAVAUX SYLVICOLES			
▫ Dégagement de plantation ou semis artificiel (*) Localisation : 1.r, 2.rr, 31.i	3,50	HA	
Sous-total			**2 540,00 € HT**
TRAVAUX DE PROTECTION CONTRE LES DEGATS DE GIBIER			
▫ Entretien des clôtures (*) Localisation : Selon besoin	136,00	H	
▫ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération (*) Localisation : 12.r, 36.r	300,00	U	
▫ Fourniture de grillage pour régénération (*) Localisation : 12.r, 36.r	1 005,00	MLI	
▫ Mise en place de clôture (*) Localisation : 12.r, 36.r	1 005,00	MLI	
▫ Fourniture de piquets pour clôture grillagée pour régénération (*) Localisation : 27.r, 30.i	150,00	U	
▫ Fourniture de grillage pour régénération (*) Localisation : 27.r, 30.i	490,00	MLI	
▫ Mise en place de clôture (*) Localisation : 27.r, 30.i	490,00	MLI	
Sous-total			**38 860,00 € HT**

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE			
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des renvois d'eau (*) Localisation : Selon besoin (grande ceinture)	200,00	H	
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretiens divers de fossés (*) Localisation : Nouveau Chemin : 1,737km - Grande Ceinture : 2,032km	3,77	KM	
☐ Travaux d'entretien de route empierrée (*) Localisation : Grande Ceinture : 2,032km - 14 tonnes (8h de pelle) | Nouveau Chemin : 1,737km - 7 tonnes (8h de pelle) | Maison ouvrière : 100m - 4 tonnes (2h de pelle)	3,88	KM	
☐ Réseau de desserte : entretien des accotements et talus (*) Localisation : Routes forestières Kirchbuhl -> Rothlach	1	FO	
☐ Fourniture panneaux routiers (*)	5,00	U	
☐ Travaux de mise en place de signalétique ou signalisation (*) Localisation : Entrées des R.F	1,00	U	
☐ Résorption de point noir sur infrastructure (*) Localisation : Route Forestière métairie - Rotlach	1,00	U	
☐ Réseau de desserte : entretien des lisières, talus, fossés (*) Localisation : Route Forestière Kirchbuhl Parcelles 40, 26, 27	2,35	KM	
☐ Création de pistes (*) Localisation : Parcelles : 26 - 36 Création de pistes	0,31	KM	
☐ Création de pistes (*) Localisation : Parcelle 11 Création de pistes et pose de 3 passages busés de 6ml et de diamètre 500 cm	0,58	KM	
☐ Création de pistes (*) Localisation : Parcelles : 7 - 8 - 9 Création de pistes et élargissement de sentiers , pose de 4 passages busés: 6m x 400 mm	2,22	KM	
☐ Travaux connexes d'infrastructures : entretien des passages busés (*) Localisation : 30.i	1,00	U	
Sous-total			**45 260,00 € HT**
TRAVAUX D'ACCUEIL DU PUBLIC			
☐ Entretien et propreté de sentiers, pistes, aires, mobiliers, signalétique,... (*) Localisation : Parking Maison ouvrière, entrée Kirchbuhl et selon besoin (écorces)	32,00	U	
Sous-total			**1 160,00 € HT**
AUTRES TRAVAUX			
☐ Sécurisation des bois en bordure de route ou de forêt (*) Localisation : Selon besoin	72,00	H	
☐ Toilettage après exploitation (*) Localisation : Selon besoin	10,00	HA	
Sous-total			**7 060,00 € HT**
			Total : 112 610,00 € HT

(*) : Actions pouvant être réalisées en régie communale. Les montants indiqués intègrent une évaluation de la rémunération du maître d'oeuvre.

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HOHWALD

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, MARC MULLER Date : Le responsable du service Travaux Développement Denis MOURON	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Office National des Forêts
EPIC. RCS Paris B662043116
Siège : 2 avenue de Saint-Mandé
75570 Paris cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00

Programme d'actions
pour l'année 2022
PRC-22-869109-00316603

FORÊT COMMUNALE de STRASBOURG HERRENWALD

Office National des Forêts AGENCE TERRITORIALE NORD ALSACE UT HATTEN-STRASBOURG route de Seltz 67690 HATTEN Tél : 03 88 51 10 20	**Destinataire** Madame le Maire COMMUNE DE STRASBOURG CENTRE ADMINISTRATIF 1 PARC DE L'ETOILE 67076 STRASBOURG CEDEX

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier.
Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt.
Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements des Cahiers Nationaux de Prescriptions des Travaux et Services forestiers (CNPTSF).
Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements des Cahiers Nationaux de Prescriptions d'Exploitations Forestières (CNPEF).

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS Cocher les actions retenues	Qté	Un.	Montant estimé (€ HT)
TRAVAUX SYLVICOLES Financement : 01-Autofinancé			
▫ Dégagement de plantation ou semis artificiel (*) Localisation : 10.r, 9.r	11,72	HA	
▫ Protection contre le gibier : Enlèvement des protections individuelles (*) Localisation : 10.r, 11.r, 9.r	17,54	HA	
▫ Nettoiement dans les accrus post-tempête (*) Localisation : 11.r	5,78	HA	
Sous-total			**12 530,00 € HT**
			Total : 12 530,00 € HT

(*) : Actions pouvant être réalisées en régie communale. Les montants indiqués intègrent une évaluation de la rémunération du maître d'oeuvre.

Remarques de la Collectivité	
Programme non contractuel présenté par votre interlocuteur ONF, LAURENT ULRICH Date :	Programme reçu le : Le représentant de la collectivité,

Synthèse des objectifs de gestion :

Synthèse de l'état des lieux Points forts - Points faibles	Objectifs de gestion retenus par le propriétaire
Production (ligneuse et non ligneuse)	
Décision par le propriétaire d'intégration de **Mesures de compensation environnementale (MCE)** dans la gestion ; modification de la programmation des coupes depuis l'émergence du projet	Décision de **révision anticipée** d'aménagement, qui fait suite à l'aménagement forestier 2007 – 2022. Intégration des MCE.
Potentialités de production globalement moyennes sur l'ensemble de la surface en sylviculture	Production ligneuse grâce à une sylviculture adaptée en tenant compte des enjeux écologiques et sociaux
Forêt **très rajeunie** : plus de 60 % de peuplements jeunes, largement dominés par le bouleau et le cerisier tardif Taux d'échec des plantations 2008/2010 très important (de l'ordre de 90 %) Niveau de capital faible limitant les **prévisions de récolte et de recettes**	**Poursuivre les investissements déjà engagés** dans les jeunes peuplements Réduire au maximum les décalages temporels entre mise en œuvre et propositions de travaux nécessaires à l'éducation des jeunes peuplements
Peuplements **mûrs sous-représentés**, majoritairement clairs ou dispersés, et d'état sanitaire hétérogène Seuls quelques bouquets de chêne sessile pourraient éventuellement faire l'objet de renouvellement, dans un contexte de niveau élevé de concurrence (cerisier tardif, molinie ...)	**Diamètres d'exploitabilité maximaux des SRA** retenus pour le chêne sur la période 2021-2040 dans la limite de leur état sanitaire Objectif de **renouvellement** des chênes sessiles subordonné aux priorités d'entretien de l'existant et de reconstitution le cas échéant - sauf en cas de dépérissement
Parcelles majoritairement **hétérogènes** en termes de peuplements, induisant une gestion différenciée ; risque notable de dépérissement dans les 20 prochaines années	Traitement généralisé en **futaie régulière par parquets** - sauf jeunesse à objectif chêne sessile (futaie régulière)
Dépérissements, attaques sanitaires (hêtre, chêne, épicéa, bouleau : environ 3 ha concernés en 2020) très probablement en lien avec les changements climatiques (CC) **Changements globaux, dont climatiques (CC),** susceptibles d'impacter près de 80 % de la surface de la forêt à long terme Présence d'essences *a priori* peu adaptées au changement climatique (épicéa, chêne pédonculé, hêtre, bouleau...)	Favoriser la dynamique naturelle des essences présentes adaptées, en mélange, et en tenant compte des connaissances en termes de CC Objectifs de **renouvellement/reconstitution** à réévaluer périodiquement (état sanitaire des peuplements, lutte contre le cerisier tardif, moyens disponibles) Tirer parti au mieux de l'existant et amorcer la prise en compte des CC en **orientant les peuplements** vers une composition adaptée, compte tenu des connaissances Test de nouvelles provenances et essences envisageables en fonction des circonstances et opportunités
Nécessité d'utiliser ponctuellement pour la desserte des **chemins ruraux** sur le territoire communal de Brumath, entretien non maîtrisé	Contacter la ville de Brumath afin de définir conjointement les **modalités d'entretien** des chemins concernés

Fonction écologique	
Mesures de compensation environnementale dont Obligations Réelles Environnementales (ORE) jusqu'au 31 janvier 2070	Constitution d'une division « zone d'intérêt écologique particulier » (30 ha) regroupant les unités de gestion surfaciques concernées par les MCE, MR et MA, bénéficiant elles-mêmes d'un classement adapté (îlot de sénescence, hors sylviculture écologique, sites d'intérêt écologique)
Les stades de **gros bois et bois sénescents**, indispensables au maintien des espèces inféodées aux forêts naturelles, sont sous-représentés	Ilot de **sénescence** en MCE sur 17 ha, soit 9 % de la surface boisée
Présence d'**espèces à enjeu de protection** moyen à fort et de **zones humides** d'intérêt écologique reconnu	Respect des **prescriptions en vigueur** Classement en zones à **gestion différenciée**
Plantes exotiques envahissantes : plusieurs espèces présentes, avec préoccupation majeure concernant le cerisier tardif, dynamique sur environ la moitié de la forêt en surface, et majoritaire en couvert sur approximativement 35 ha	Privilégier un **couvert boisé** dense d'autres essences et doser les apports de lumière en cas de recherche de renouvellement ou d'éducation des jeunes peuplements Intensifier autant que faire se peut la limitation du cerisier tardif
Zones humides détériorées par le gibier	**Réduction des cheptels de sangliers et de chevreuils**
Milieux ouverts créés suite aux aléas qui ont généré des ouvertures de peuplements forestiers. Leur maintien nécessiterait la mise en œuvre de mesures spécifiques (lutte contre la colonisation ligneuse) impliquant un coût	Les dépérissements ponctuels déjà observés et probablement en augmentation dans les décennies à venir, ainsi que les zones de blocages (molinie, fougère ...) contribueront **naturellement** au maintien d'une mosaïque diffuse de milieux clairiérés
Fonction sociale (accueil, paysage, eau potable)	
Fréquentation limitée de la forêt Trois lisières à enjeu reconnu	**Gestion intégrée** des abords paysagers, avec toutefois la prise en compte prioritaire des contraintes liées à la sécurité
Protection contre les risques naturels	
Sans objet	Sans objet
Autres enjeux et menaces pesant sur la forêt	
Domaine foncier : projets de distraction liés au COS et périmètres MCE en cours d'évolution	Modification de l'aménagement forestier lorsque les surfaces seront stabilisées
Les semis et plants non protégés sont détériorés voire éliminés par le **gibier**	Réduire les populations de chevreuils et de sangliers par des prélèvements adaptés visant l'équilibre forêt-gibier Protéger les semis et plants des essences sensibles (individuellement ou clôtures)
Changements climatiques	Voir rubrique précédente « Production (ligneuse et non ligneuse) »

21

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Projets sur l'espace public :
- Ajustement du programme 2022 : paysage/espaces verts, éclairage public, jardins familiaux, Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU)
- Lancement, poursuite des études et réalisation des travaux.

Numéro V-2022-789

Par délibération en date du 13 décembre 2021, le Conseil municipal avait approuvé le programme 2022 des projets sur l'espace public dans son domaine de compétence : paysage et éclairage public.

Cependant, pour certaines opérations, la concertation ou encore les études de détail ont entraîné la nécessité de modifier la conception initiale des projets et donc de changer les éléments de programme, le coût d'objectif, les emprises, …

Par ailleurs, d'autres opérations sont devenues prioritaires suite à la connaissance de problèmes de sécurité, à la dégradation de l'état d'entretien des équipements ou encore à l'obligation d'accompagner des projets initiés par d'autres maîtres d'ouvrage.

L'ajustement du programme 2022 paysage/espaces verts, éclairage public et jardins familiaux se fait, **sans modification des crédits globaux de paiement y afférents** car certaines opérations initialement prévues ont été reportées ou même annulées ou encore parce que le coût d'objectif d'autres opérations a été revu à la baisse. Il accompagne majoritairement le programme de travaux de l'Eurométropole de Strasbourg sur l'espace public avec l'éclairage et les plantations.

De plus, la programmation intègre les opérations du budget participatif de la saison 2 qui sont sur l'espace public, à savoir :
la végétalisation des abords de la Rotonde, le verdissement en accompagnement de réduction de la vitesse sur la rue de Mittelhausbergen, la végétalisation de la place de l'Esplanade pour y créer un lieu convivial et intergénérationnel, l'aménagement du parvis de l'école Louis Scheppler, le verdissement de la placette rue Saint-Louis/ rue Sainte Elisabeth, la mise en œuvre de cheminements naturels dans la nature de la Musau, la création d'une micro-forêt au Grand Pré, l'implantation d'une aire de jeux sur le thème des sensations au parc Eugène Imbs, l'accompagnement végétal pour la création d'une

zone de rencontre rue Saint-Ehrard en apaisant la circulation, la plantation d'arbres dans la rue de Mulhouse pour apporter ombre et fraicheur, l'installation de tables et de bancs au jardin des 2 rives pour pique-niquer, le réaménagement du square Redslob en y apportant un confort d'usage.

Les opérations prévues à l'ajustement du programme 2022 et pilotées par la Direction Espaces Publics et Naturels sont mentionnées dans les listes jointes en annexe, qui détaillent les différents projets :
- Annexe 1 : liste des projets paysage et éclairage,
- Annexe 2 : liste des projets renouvellement urbain.

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur juin 2022.

Les projets sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage Ville de Strasbourg, avec éventuellement une assistance à maitrise d'ouvrage. La maîtrise d'œuvre est assurée, soit en interne par les services, soit en externe par des bureaux d'études privés.

Dans le cadre des études et pour des raisons opérationnelles, il est prévu, dans certain cas, des « groupement de commandes » entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg (Coordonnateur Eurométropole de Strasbourg). Les modalités de fonctionnement du groupement de commandes sont mentionnées dans la convention jointe en annexe 3.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le lancement, la poursuite des études et la réalisation des travaux des opérations prévues en 2022 des projets sur l'espace public dans les domaines de compétence de la ville de Strasbourg, tel que figurant sur les listes ci-annexées :*

  Annexe 1 : liste des projets paysage et éclairage public,
  Annexe 2 : liste des projets renouvellement urbain ;

- *la constitution de groupements de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg (Coordonnateur Eurométropole de Strasbourg) pour les études des projets mentionnés dans la convention de groupement de commandes jointe en annexe 3 ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les prestations de maîtrise d'œuvre, les prestations intellectuelles les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, les services, fournitures et les travaux, ainsi que les prestations de coordination "Santé-Sécurité" conformément à la règlementation des marchés publics, et à signer les marchés y afférents ;*

- *à signer toutes les conventions nécessaires à la gestion des projets, documents d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, permis de démolir, ...) ainsi que tous les actes qui pourraient être nécessaire à la réalisation de ces projets ;*

- *à organiser ou à solliciter l'organisation par les services de l'Etat des procédures nécessaires au déroulement des enquêtes préalables et à l'obtention des autorisations administratives ou d'utilité publique ;*

- *à solliciter les différents partenaires et à signer tous documents en application des procédures administratives et environnementales réglementaires ;*

- *à solliciter toute subvention et à signer les conventions correspondantes pour la réalisation de ces opérations (Europe, Etat, Région, Département, ou autres organismes publics ou privés) ;*

- *à déposer, pour les opérations concernées, tous les permis d'aménager, permis de construire et permis de démolir qui seraient nécessaires à la réalisation des projets,*

- *à signer la convention prévoyant les groupements de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg (Coordonnateur Eurométropole de Strasbourg) conformément aux articles L.2113-6 à L.2113.8 du Code de la commande publique (annexe 3) ;*

décide

d'imputer les dépenses et recettes correspondantes sur les crédits de paiement et les autorisations de Programme relatives aux budgets 2022 et suivants de la Ville de Strasbourg.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147376-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

ANNEXE 1 : LISTE DES PROJETS PAYSAGE ET ECLAIRAGE

Cronenbourg Sud

Opération	2020CRO05	Cronenbourg Sud		Suite études et travaux			1
Site projet	RUE DU LOESS - JARDINS FAMILIAUX						
Tronçon / tranche	3/3	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	340 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Paysage / Espaces Verts	Création	Jardins familiaux	Aménagement	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré Ville			50 000 €

Opération	2022CRS05	Cronenbourg Sud		Etudes et travaux			2
Site projet	BP - RUE DE MITTELHAUSBERGEN						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Bastian	Fin	Rue de la Rotonde		
Mt Total Prévisionnel	50 000 €	MOE	Externe	Tableau	BP	AMO	non
							TTC
Paysage & Eclairage	Budget participatif	Espaces verts & réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré Ville			50 000 €

Opération	2022CRS04	Cronenbourg Sud		Etudes et travaux			3
Site projet	BP - ABORDS DE LA ROTONDE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	50 000 €	MOE	Externe	Tableau	BP	AMO	non
							TTC
Paysage / Espaces Verts	Budget participatif	Espaces verts et réseaux	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré Ville			50 000 €

Opération	2020CRO04	Cronenbourg Sud		Suite études et travaux			4
Site projet	SQUARE ET PARVIS SAINT FLORENT						
Tronçon / tranche	3/3	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	420 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Paysage & Eclairage	Amélioration qualité	Square	Réaménagement	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	30 000 €
				Total délibéré Ville			30 000 €

Port du Rhin

Opération	2022POR03	Port du Rhin		Etudes et travaux			5
Site projet	BP - INSTALLATION DE TABLES ET DE BANCS AU JARDIN DES 2 RIVES						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	200 000 €	MOE	Externe	Tableau	BP	AMO	non
							TTC
Paysage / Espaces Verts	Budget participatif	Mobilier	Aménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	200 000 €
				Total délibéré Ville			200 000 €

Neudorf - Musau

Opération	2021NDF04	Neudorf - Musau		Suite études et travaux			6
Site projet	RUE DE WATTWILLER ET RUE DE LA MUSAU						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue de la Musau	Fin	Place de Wattwiller		
Mt Total Prévisionnel	250 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Espaces verts et réseaux	Remplacement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	200 000 €
				Total délibéré Ville			200 000 €

Meinau

Opération	2022ME105	Meinau		Etudes et travaux			7
Site projet	BP - CHEMINEMENTS NATURELS DE LA MUSAU AUX BERGES DE L'ILL						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de la Kaltau	Fin	Avenue de Colmar		
Mt Total Prévisionnel	200 000 €	MOE	Externe	Tableau	BP	AMO	non
							TTC
Paysage / Espaces Verts	Budget participatif	Cheminements	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	200 000 €
				Total délibéré Ville			200 000 €

Esplanade

Opération	2022ESP05	Esplanade		Etudes et travaux			8
Site projet	BP - PLACE DE L'ESPLANADE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	180 000 €	MOE	Externe	Tableau	BP	AMO	non
							TTC
Paysage & Eclairage	Budget participatif	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	180 000 €
				Total délibéré Ville			180 000 €

Montagne-Verte

Opération	2022MOV03		Montagne-Verte			Etudes et travaux				9
Site projet	BP - AIRE DE JEUX EUGENE IMBS									
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Localisé			*Fin*	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	150 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*	BP	*AMO*	non	
										TTC
Paysage / Espaces Verts	Budget participatif		Aires de jeux		Aménagement		Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	**150 000 €**
							Total délibéré Ville			**150 000 €**

Opération	2022MOV02		Montagne-Verte			Etudes et travaux				10
Site projet	BP - LES PETITES FORETS DU GRAND PRE									
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Route de Schirmeck			*Fin*	Quai du Brulig			
Mt Total Prévisionnel	100 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*	BP	*AMO*	non	
										TTC
Paysage / Espaces Verts	Budget participatif		Parc		Aménagement		Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	**100 000 €**
							Total délibéré Ville			**100 000 €**

Robertsau - Wacken

Opération	2022RBBW16		Robertsau - Wacken			Etudes et travaux				11
Site projet	BP - REAMENAGEMENT DU SQUARE REDSLOB									
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Rue Frédéric Riff			*Fin*	Rue du Docteur François			
Mt Total Prévisionnel	150 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*	BP	*AMO*	non	
										TTC
Paysage / Espaces Verts	Budget participatif		Square		Réaménagement		Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	**150 000 €**
							Total délibéré Ville			**150 000 €**

Gare

Opération	2022GAR08		Gare			Etudes et travaux				12
Site projet	BP - PARVIS ECOLE LOUISE SCHEPPLER									
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Parvis			*Fin*	Parvis			
Mt Total Prévisionnel	120 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*	BP	*AMO*	non	
										TTC
Paysage & Eclairage	Budget participatif		Espaces verts et réseaux		Réaménagement		Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	**120 000 €**
							Total délibéré Ville			**120 000 €**

Opération	2022GAR07		Gare			Etudes et travaux				13
Site projet	REAMENAGEMENT DE L'ECLAIRAGE RUE DE LA COURSE									
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Complet			*Fin*	Complet			
Mt Total Prévisionnel	50 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*		*AMO*	non	
										TTC
Eclairage	Amélioration qualité		Réseau et candélabres		Remplacement		Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	**50 000 €**
							Total délibéré Ville			**50 000 €**

Opération	2020GAR09		Gare			Suite études et travaux				14
Site projet	BP1 - PLACE DE LA GARE									
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Place de la Gare			*Fin*	Place de la Gare			
Mt Total Prévisionnel	30 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*	BP	*AMO*	non	
										TTC
Paysage & Eclairage	Budget participatif		Place		Réaménagement		Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	**5 000 €**
							Total délibéré Ville			**5 000 €**

Grande Ile

Opération	2022GRI09		Grande Ile			Etudes et travaux				15
Site projet	BP - PLACETTE RUE SAINT-LOUIS / RUE SAINTE ELISABETH									
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Localisé			*Fin*	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	37 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*	BP	*AMO*	non	
										TTC
Paysage & Eclairage	Budget participatif		Espace verts et réseaux		Réaménagement		Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	**37 000 €**
							Total délibéré Ville			**37 000 €**

ANNEXE 2 : LISTE DES PROJETS RENOUVELLEMENT URBAIN

Cronenbourg Sud

Opération	**2017CRO4771**		Cronenbourg Sud			Suite études et travaux				**1**
Site projet	LIAISON CYCLABLE ROUTE D'OBERHAUSBERGEN / RUE MARCEL PROUST									
Tronçon / tranche	3/3	*Début*	Rue Marcel Proust			*Fin*	Route d'Oberhausbergen			
Mt Total Prévisionnel	160 000 €			*MOE*	Externe	*Tableau*		NPNRU	*AMO*	non

							TTC
Paysage & Eclairage	Création	Réseau et candélabres	Pose	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	**75 000 €**
				Total délibéré Ville			**75 000 €**

Annexe 3

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

PRESTATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR DIFFÉRENTS PROJETS D'AMÉNAGEMENT SUR L'ESPACE PUBLIC

Vu le Code de la Commande Publique,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020.

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020.

Un groupement de commandes pour un groupement de commandes pour le lancement de consultations de prestations intellectuelles relatives à certaines opérations d'aménagement d'espace public.

SOMMAIRE

Préambule 3
Article 1 : Constitution du groupement 3
Article 2 : Objet du groupement 3
Article 3 : Organes du groupement 4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 4
Article 5 : Responsabilité 5
Article 6 : Fin du groupement 5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties 5

Préambule

PRESENTATION DU MARCHE ET DU CONTEXTE

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de référer à cette demande

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation de marchés publics relatif à des prestations de maitrise d'œuvre pour différents projets d'aménagement de l'espace public.

Pour l'ajustement du programme 2022, quatre opérations sont inscrites : le projet du franchissement du pont de la Bourse, du pont de l'hôpital et du pont d'Austerlitz a été inscris pour ajuster les montants de l'opération qui sont dorénavant au stade des études pré-opérationnelles, pour le recrutement du maitre d'œuvre ; le projet de la rue de Wattwiller est complété au niveau du titre de l'opération pour permettre d'étudier des aménagements sur la rue de la Musau ; et deux projets du budget participatif.

Référentiel	Site Projet	Montant Total Etudes délibéré	Part Etudes du Montant Eurométropole délibéré	Part Etudes du Montant VILLE délibéré
2021STG14	FRANCHISSEMENT DU PONT DE LA BOURSE, PONT DE L'HOPITAL ET PONT D'AUSTERLITZ	567 000 €	525 000 €	42 000 €
2021NDF04	RUE DE WATTWILLER ET RUE DE LA MUSAU	186 000 €	148 500 €	37 500 €
2022CRS05	BP - RUE DE MITTELHAUSBERGEN	30 000 €	22 500 €	7 500 €
2022GRI09	BP - PLACETTE RUE SAINT-LOUIS / RUE SAINTE ELISABETH	7 500 €	1 950 €	5 550 €

Les projets cités ci-dessus feront l'objet d'un marché. Ce dernier sera lancé, conformément aux différents seuils de la réglementation de la commande publique, soit en marché à procédure adaptée (MAPA), soit selon la procédure d'appel d'offres (AO).

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique.

Il est précisé que, dans le cadre d'une procédure adaptée, le coordonnateur est désigné pour choisir les titulaires du marché.

Par ailleurs, dans le cadre d'une procédure formalisée, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres, ...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, …….

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

22

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Ajustement du programme : Projets sur l'Espace Public de l'année 2022 voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement - Avis à donner (art L 5211-57 du CGCT).

Numéro V-2022-790

Conformément à la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, il est proposé au Conseil municipal de donner son avis sur le projet de rapport au Conseil de l'Eurométropole du 28 juin 2022 concernant l'ajustement du programme 2022 des projets sur l'espace public (voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement) sur le territoire de la Ville de Strasbourg.

Par délibération en date du 17 décembre 2021, le Conseil de l'Eurométropole avait approuvé le programme 2022 des projets sur l'espace public dans son domaine de compétence. Cependant, pour plusieurs opérations, la concertation ou encore les études de détail ont entraîné la nécessité de modifier la conception initiale des projets et donc de changer les éléments de programme, le coût d'objectif, les emprises…

Par ailleurs, d'autres opérations sont devenues prioritaires suite à la connaissance de problèmes de sécurité, à la dégradation de l'état d'entretien des équipements, à l'obligation d'accompagner des projets initiés par d'autres maîtres d'ouvrage.

Le projet de rapport au conseil de l'Eurométropole relatif à l'ajustement du programme 2022 des projets sur l'espace public (voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement) permet d'actualiser ce programme**, sans modification des crédits globaux de paiement y afférents**, car certaines opérations initialement prévues ont été reportées ou même annulées ou encore parce que le coût d'objectif d'autres opérations a été revu à la baisse.

Ce programme intègre les projets du budget participatif de la saison 2, qui relève de la compétence de l'Eurométropole de Strasbourg, à savoir :
Les aménagements pour la réduction de la vitesse sur la rue de Mittelhausbergen pour protéger les enfants et son verdissement, le verdissement de la placette rue Saint-Louis/ rue Sainte Elisabeth, la création d'une zone de rencontre rue Saint-Ehrard en apaisant

la circulation, la plantation d'arbres dans la rue de Mulhouse pour apporter ombre et fraicheur.

De plus, des opérations nouvelles du Schéma Directeur d'assainissement pour réaliser des études sur le secteur de la rue de l'Abbé Lemire, du pont du Glacis et du sentier de la contre-escarpe visant à réduire l'impact sur le milieu, ainsi que des opérations d'eau et d'assainissement en coordination avec d'autres projets complètent le programme d'ajustement.

La liste des projets modifiés ou nouveaux est jointe en annexe :

Annexe 1 : liste des projets à Strasbourg

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur juin 2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération :

Le Conseil
Vu l'article L5211-57 du Code des Collectivités Territoriales
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

émet

un avis favorable à l'ajustement du programme de l'Eurométropole 2022 des projets sur l'espace public, (voirie, signalisation, ouvrages d'art, eau et assainissement) sur le territoire de la ville de Strasbourg tel que figurant dans les annexes ci-jointes.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147381-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

ANNEXE 1 : LISTE DES PROJETS A STRASBOURG

Cronenbourg Sud

Opération	**2022CRS05**		Cronenbourg Sud			Etudes et travaux				**1**
Site projet	BP - RUE DE MITTELHAUSBERGEN									
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Rue Bastian		*Fin*	Rue de la Rotonde				
Mt Total Prévisionnel	150 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*		T2	*AMO*	non	
										TTC
Voirie & équipements	Budget Participatif		Voie structurante		Réaménagement		Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	**150 000 €**
							Total délibéré EMS			**150 000 €**

Neudorf - Musau

Opération	**2022NDM17**		Neudorf - Musau			Etudes et travaux				**2**
Site projet	BP - PLANTER DES ARBRES RUE DE MULHOUSE									
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Avenue de Colmar		*Fin*	Route du Polygone				
Mt Total Prévisionnel	120 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*		T2	*AMO*	non	
										TTC
Voirie & équipements	Budget Participatif		Voie de desserte		Réaménagement		Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	**120 000 €**
							Total délibéré EMS			**120 000 €**

Opération	**2022NDM16**		Neudorf - Musau			Etudes et travaux				**3**
Site projet	BP - ZONE DE RENCONTRE RUE SAINT EHRARD									
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Avenue de Colmar		*Fin*	Rue du Lazaret				
Mt Total Prévisionnel	70 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*		T2	*AMO*	non	
										TTC
Voirie & équipements	Budget Participatif		Voie de desserte		Réaménagement		Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	**70 000 €**
							Total délibéré EMS			**70 000 €**

Opération	**2022NDM08**		Neudorf - Musau			Suite études et travaux				**4**
Site projet	RUE DE NANTES / BASSIN DE LA CITADELLE									
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Quai des Belges		*Fin*	Rue de Sarajevo				
Mt Total Prévisionnel	1 850 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*		_	*AMO*	non	
										TTC
Eau	Etat entretien réseau		Conduite/branchements		Pose		Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	**1 800 000 €**
							Total délibéré EMS			**1 800 000 €**

Opération	**2021NDF04**		Neudorf - Musau			Suite études et travaux				**5**
Site projet	RUE DE WATTWILLER ET RUE DE LA MUSAU									
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Rue de la Musau		*Fin*	Place de Wattwiller				
Mt Total Prévisionnel	990 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*		T2	*AMO*	non	
										TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien		Voie de desserte		Réaménagement		Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	**300 000 €**
							Total délibéré EMS			**300 000 €**

Opération	**2021NDF01**		Neudorf - Musau			Suite études et travaux				**6**
Site projet	ROUTE DE L'HOPITAL, RUES DE BELFORT ET SAINT URBAIN									
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Localisé		*Fin*	Localisé				
Mt Total Prévisionnel	1 740 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*		_	*AMO*	non	
										TTC
Eau	Etat entretien réseau		Conduite/branchements		Pose		Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	**50 000 €**
							Total délibéré EMS			**50 000 €**

Bourse - Krutenau

Opération	**2017BOU4849**		Bourse - Krutenau			Suite études et travaux				**7**
Site projet	ACCOMPAGNEMENT MANUFACTURE DES TABACS									
Tronçon / tranche	3/3	*Début*	Voies périphériques		*Fin*	Voies périphériques				
Mt Total Prévisionnel	2 000 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*		_	*AMO*	non	
										TTC
Eau	Etat entretien réseau		Conduite/branchements		Pose		Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	**20 000 €**
							Total délibéré EMS			**20 000 €**

Koenigshoffen

Opération	**2022KOE05**		Koenigshoffen			Suite études et travaux				**8**
Site projet	PONT DE LA CHARMILLE 57									
Tronçon / tranche	2/3	*Début*	Pont sur M351		*Fin*	Pont sur M351				
Mt Total Prévisionnel	240 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*		OA	*AMO*	non	
										TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien		Pont		Réfection		Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	**35 000 €**
							Total délibéré EMS			**35 000 €**

Opération	**2020KOE06**		Koenigshoffen			Suite études et travaux				**9**
Site projet	SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT (SDA) - LUTTE CONTRE LES INONDATIONS									
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Selon schéma directeur		*Fin*	Selon schéma directeur				
Mt Total Prévisionnel	1 750 000 €		*MOE*	Externe	*Tableau*		SDA	*AMO*	non	
										TTC
Assainissement	Nouvel équipement		Collecteur/branchements		Pose		Trx tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	**500 000 €**
							Total délibéré EMS			**500 000 €**

Robertsau - Wacken

Opération	2021ROB02		Robertsau - Wacken			Suite études et travaux			10
Site projet	RUE DE LA FOURMI ET QUAI JACOUTOT								
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé		Fin	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	1 300 000 €		MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
									TTC
Eau	Etat entretien réseau		Conduite/branchements	Renouvellement	Travaux tranchée ouverte		Type Marché	MAPA	280 000 €
					Total délibéré EMS				280 000 €

Gare

Opération	2022GAR05		Gare			Etudes et travaux			11
Site projet	RUE DE SAALES								
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Hirn		Fin	Pont du Chemin de Fer			
Mt Total Prévisionnel	100 000 €		MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
									TTC
Assainissement	Etat entretien réseau		Collecteur/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte		Type Marché	MAPA	100 000 €
					Total délibéré EMS				100 000 €

Opération	2015GAR4536		Gare			Suite études et travaux			12
Site projet	QUAI TURCKHEIM								
Tronçon / tranche	3/3	Début	Complet		Fin	Complet			
Mt Total Prévisionnel	500 000 €		MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
									TTC
Assainissement	Etat entretien réseau		Collecteur/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte		Type Marché	MAPA	170 000 €
					Total délibéré EMS				170 000 €

Tribunal_Contades

Opération	2022TRI10		Tribunal_Contades			Etudes et travaux			13
Site projet	AVENUE HERRENSCHMIDT								
Tronçon / tranche	1/1	Début	Pont Herrenschmidt		Fin	Avenue Schutzenberger			
Mt Total Prévisionnel	600 000 €		MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
									TTC
Eau	Etat entretien réseau		Conduite/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte		Type Marché	MAPA	600 000 €
					Total délibéré EMS				600 000 €

Opération	2022TRI06		Tribunal_Contades			Suite études et travaux			14
Site projet	RUE DE L'EGLISE ROUGE								
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue du Haegelberg		Fin	Rue Jacques Kablé			
Mt Total Prévisionnel	206 000 €		MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
									TTC
Eau	Etat entretien réseau		Conduite/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte		Type Marché	MAPA	70 000 €
					Total délibéré EMS				70 000 €

Grande Ile

Opération	2022GRI09		Grande Ile			Etudes et travaux			15
Site projet	BP - PLACETTE RUE SAINT-LOUIS / RUE SAINTE ELISABETH								
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé		Fin	Localisé			
Mt Total Prévisionnel	13 000 €		MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non	
									TTC
Voirie & équipements	Budget Participatif		Placette	Réaménagement	Trx en faible profondeur		Type Marché	MAPA	13 000 €
					Total délibéré EMS				13 000 €

Opération	2022GRI08		Grande Ile			Suite études et travaux			16
Site projet	RUE DE LA FONDERIE								
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet		Fin	Complet			
Mt Total Prévisionnel	155 000 €		MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
									TTC
Eau	Etat entretien réseau		Conduite/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte		Type Marché	MAPA	60 000 €
					Total délibéré EMS				60 000 €

Plusieurs quartiers

Opération	2022STG21		Plusieurs quartiers			Etudes			17
Site projet	REDUCTION IMPACT MILIEU - rue l'Abbé Lemire, Pont du Glacis, sentier de la contre escarpe								
Tronçon / tranche	1/1	Début	rue l'Abbé Lemire, Pont du Glacis, sentier de la contre escarpe		Fin	rue l'Abbé Lemire, Pont du Glacis, sentier de la contre escarpe			
Mt Total Prévisionnel	600 000 €		MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non	
									TTC
Assainissement	Etat entretien réseau		Ouvrages existants	Pose	Trx tranchée ouverte		Type Marché	MAPA	300 000 €
					Total délibéré EMS				300 000 €

23

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Archipel 2 : Lot A et A' - Conclusion d'une promesse de vente et réitération auprès de la Caisse d'Épargne Grand Est Europe (CEGEE) et l'Organisme Foncier Solidaire d'Alsace (OFSA).

Numéro V-2022-793

I. Contexte et évolutions

La seconde phase conserve les ambitions de rayonnement, d'identité forte et de performance de la phase précédente, en renforçant l'effet de vitrine d'excellence de la Ville mais, pour s'adapter au nouveau contexte économique et au ralentissement du marché du tertiaire, en adéquation avec les récentes évolutions d'organisation du travail, le projet privilégiera d'autres axes de développement.

Pour répondre aux enjeux liés à la transition écologique et énergétique, Archipel 2 s'appuiera sur quatre volets visant à :
- promouvoir le développement d'espaces verts majeurs,
- lutter contre le réchauffement climatique autour d'une optimisation des îlots de fraîcheur, des espaces en pleine terre ou de la végétalisation des lots à partir de choix énergétiques fortement orientés vers les énergies renouvelables,
- faire progresser la mixité sociale en offrant plus encore de produits résidentiels accessibles,
- donner une grande place aux mobilités actives et aux transports en commun par la création de cheminements continus à usage clairement différenciés ou par des contraintes imposées au stationnement.

II. Projets et programmation

Lot A

Le projet de 11 730 m² de surface de plancher (SDP), réalisé sur une emprise de 44,18 ares, porte sur la construction :

- d'un parking en sous-sol de 94 places,
- de trois immeubles affectés à de l'habitation, du bureau et du commerce.

Les trois immeubles seront affectés comme suit :
- A1 – immeuble en R+ 9 de 30 logements en BRS d'une surface de 2212 m² de SDP ;
- A2 – ensemble immobilier du R+5 au R+8 de 67 logements locatifs intermédiaires de 5 171 m² de SDP,
- A3 – immeuble de bureaux en R+8 de 3973 m² de SDP, ainsi que deux surfaces de commerces et/ou d'activités de 200 m²SDP sous le bâtiment A1 et de 174 m² SDP sous le bâtiment A3 formant une surface totale de 374 m² de SDP.

Le permis de construire a été déposé le 23 décembre 2021.

Le projet prévoit la réalisation d'un jardin qui se caractérise par un choix d'essences significatives. Ces essences permettront une régulation climatique lors de fortes chaleurs, mais également de favoriser le drainage du sol dans le cas d'intempéries, donnant à ce jardin un aspect de sous-bois. Ce jardin sera un lieu de promenade et de détente. Les toitures de l'ensemble des immeubles seront végétalisées.
Ce lot bénéficiera d'un coefficient de biotope de surface de 0,38 (obligation issue de la M3 du PLUi – 0.1).

Le volume V7, tel que déterminé en annexe, fera l'objet d'une rétrocession auprès de la Ville à l'achèvement de l'ensemble immobilier.

Lot A'

Le projet de 5 597 m² de SDP, réalisé sur une emprise de 15,36 ares, porte sur la construction :
- de deux immeubles de 86 logements affectés à du logement locatif intermédiaire, ainsi que du commerce et/ou activité.

Les deux immeubles permettront la réalisation de 5425 m² de SDP de logement locatif intermédiaire de respectivement 35 logements (A'1 – immeuble en R+7) et 51 logements (A'2 – immeuble en R+13), ainsi qu'une surface commerciale et/ou d'activités de 172 m² de SDP.

Ce lot bénéficiera d'un coefficient de biotope de surface de 0,48 (obligation issue de la M3 du PLUi – 0.1).

Le permis de construire a été déposé le 23 décembre 2021.

Les immeubles des lots AA' seront raccordés au réseau de chaleur EcoWacken. Une partie de l'emprise foncière sur le lot A sera maintenue en pleine terre, matérialisé par le volume V7.

Qualités environnementales et énergétiques des lots AA'

Le projet prévoit la réalisation d'une opération particulièrement qualitative sur le plan environnemental et énergétique notamment du fait de :

- l'utilisation de manière efficiente de matériaux biosourcés pour les isolations des bâtiments,
- la mise en œuvre de matériaux de finition au classement A+,

- la mise en œuvre de toiture bio-solaire et/ou photovoltaïque sur les immeubles,
- la certification des logements à un niveau E+/C- (E3C1), et une performance thermique RT 2012 (-30%),
- la labélisation des logements LLI à la certification « NF logement »,
- la démarche en labélisation BREEAM niveau « Excellent » pour les bureaux.

III. Conclusion d'une promesse et d'un acte de vente

Parcelles et volumes cédés :
La Ville est propriétaire des parcelles cadastrées comme suit :

Pour le lot A :
Section BZ n°445/143 de 44.18 ares.

Pour le lot A' :
Section BZ n° 432/143 de 2.12 ares,
Section BZ n°447/143 de 6.18 ares,
Section BY n°283/35 de 7.06 ares.
Soit une contenance parcellaire totale de 15.36 ares.

Les parcelles ont été déclassées du domaine public municipal par délibération du Conseil municipal en sa séance du 23 septembre 2019.

Les parcelles devront faire l'objet de retrait ou dévoiement de l'ensemble des réseaux présents sur site.

En raison de l'imbrication des constructions du lot A qui doivent être réalisées, le montage immobilier prévoit que la parcelle d'assiette de l'ensemble immobilier fasse place à des volumes correspondant aux diverses affectations, notamment :
- Volume V1 : au profit de l'Organisme Foncier Solidaire d'Alsace,
- Volume V2/3/4/5/6/7/8/9 : au profit de la CEGEE ou toute(s) autre(s) société(s) qui s'y substituerai(en)t.

Prix des lots AA' :

La division du domaine a estimé la valeur des emprises cédées à un prix compris entre 5,4 M€ et 6 M€

D'un commun accord entre les parties, il a été acté de déterminer la valeur de cession au prix de :
- 370 € HT/m² de SDP pour les logements en LLI, pour 10 596 m²,
- 290 € HT/m² de SDP pour les logements en accession sociale au titre du BRS, pour 2 212 m²,
- 250 € HT/m² de SDP pour le commerce, pour 546 m²,
- 280 € HT/m² de SDP pour les bureaux pour 3 973 m²

A savoir :

- 641 480 € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus par l'acquéreur, pour l'OFSA (pour le volume V1)
- 5 169 460 € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus par l'acquéreur, pour la CEGEE ou toute(s) société(s) qui s'y substiturai(en)t (pour les volumes V2 à V9 et pour le lot A'),

Soit pour un prix prévisionnel global de 5 810 940 € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus par les acquéreurs.

S'agissant de lots de lotissement, les acquéreurs ne pourront en aucun cas dépasser la surface de plancher affectée à la parcelle, sans l'accord préalable de la Ville. Le prix ci-dessus est un prix plancher. Si les m² de SDP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont supérieurs à ceux indiqués dans la délibération, le prix de vente sera susceptible d'évoluer à la hausse. Celui-ci ne pourra toutefois pas être inférieur au prix ci-dessus indiqué, même dans l'hypothèse où les m² de SP contenus dans le PC obtenu par l'acquéreur sont inférieurs à ceux indiqués dans la délibération.

Conditions de la promesse :

La promesse conclue entre la Ville d'une part et la CEGEE, ou toute(s) société(s) qui s'y substiturai(en)t et l'OFSA d'autre part, sera notamment soumise aux conditions suspensives suivantes :

- absence d'exercice du droit de préemption urbain,
- obtention de l'ensemble des autorisations d'urbanisme purgées de tous recours,
- obtention par le Vendeur d'un permis d'aménager modificatif purgé de tous recours et de tout retrait permettant l'intégration des lots A et A' dans le lotissement dénommée ARCHIPEL 2,
- absence d'hypothèque et de servitudes susceptibles de modifier la valeur du bien,
- absence de pollution et compatibilité de l'état des sols avec les destinations ci-dessus envisagées par l'Acquéreur,
- absence de nécessité de réaliser des fondations spéciales,
- acquisition par l'OFSA du volume du projet envisagé,
- libération des lieux par le Vendeur,
- le retrait de l'ensemble des réseaux présent sur le terrain.

Au cas où les conditions de la promesse seraient réalisées et que l'un ou l'autre des bénéficiaires ne régularise pas l'acte de vente, le bénéficiaire défaillant devra verser une clause pénale à la Ville à hauteur de 10 % du prix HT du volume concerné.

Réitération

L'acte de vente définitif devra être réitéré dans un délai de 24 mois, à compter de la signature de la promesse, ce délai pouvant être prorogé automatiquement de trois mois en cas de recours ou de retrait sur les autorisations d'urbanisme ou d'un mois en cas de pièce manquante.

Une prorogation de la durée de la promesse pourra être octroyée dans toute autre hypothèse en cas d'empêchement de la part des parties. Cette prorogation devra être délibérée par le Conseil Municipal.

Acte de vente

L'acte de vente à intervenir sera conclu aux termes des présentes conditions et intégrera les restrictions au droit de disposer suivantes au profit de la Ville :

- interdiction de revente des lots de volumes nus, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif,
- clause d'insertion sociale,
- restriction d'affectation à du logement, à titre accessoire pour des professions libérales, des volumes affectés à du logement, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivante :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
Vu l'avis de la division du Domaine
après en avoir délibéré

approuve

I. Pour le lot A, la conclusion d'une promesse de vente entre la ville de Strasbourg et :

A. la Caisse d'Epargne Grand Est Europe (CEGEE) ou toute(s) autre(s) société(s) qui s'y substituerai(en)t, des volumes (ou droit de superficie) à détacher du lot A dépendant du Lotissement sis à STRASBOURG (Bas-Rhin) dénommé « ARCHIPEL 2 - WACKEN », correspondant aux volumes V2, V3, V4, V5, V6, V7, V8,V9 matérialisés provisoirement et schématiquement sur les plans du projet de division en volumes dont copies ci-annexées ;

L'assiette foncière du lot A dont seront détachés lesdits volumes correspond à la parcelle cadastrée comme suit :

Ville de STRASBOURG

Section BZ n°445/143 de 44.18 ares.

Au prix de 370 € HT du m² de surface de plancher pour les logements locatifs intermédiaires la base d'une surface de 5171 m² de SDP prévisionnelle dans le programme de construction du Bénéficiaire,, de 280 € du m² HT du m² de surface de plancher pour l'activité de bureaux sur la base d'une surface de 3973 m² de SDP prévisionnelle dans

le programme de construction du Bénéficiaire, et 250 € HT du m² de surface de plancher pour le commerce sur la base de 374 m² de SDP prévisionnelle dans le programme de construction du Bénéficiaire, soit moyennant le prix plancher global de 3 119 210 € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus par l'acquéreur;

B. *l'Organisme Foncier Solidaire d'Alsace, du volume (ou droit de superficie) à détacher du lot A dépendant du Lotissement sis à STRASBOURG (Bas-Rhin) dénommé « ARCHIPEL 2 - WACKEN », correspondant au volume V1, matérialisé provisoirement et schématiquement sur les plans du projet de division en volumes en annexe ;*

L'assiette foncière du lot A dont seront détachés lesdits volumes correspond à la parcelle cadastrée comme suit :

Ville de STRASBOURG

Section BZ n°445/143 de 44.18 ares.

Au prix de 290€ HT du m², soit moyennant le prix plancher, sur la base de 2.212 m² de surface de plancher prévisionnelle à destination des logements en accession sociale dans le programme de construction du Bénéficiaire, de 641 480 € HT, TVA et frais éventuellement dus en sus par l'acquéreur ;

II. *Pour le lot A', la conclusion d'une promesse de vente entre la ville de Strasbourg et la Caisse D'Épargne Grand Est Europe (CEGEE) ou toute(s) autre(s) société(s) qui s'y substituerai(en)t pour la vente des parcelles suivantes :*

Pour le lot A' :

Section BZ n° 432/143 de 2.12 ares,
Section BZ n°447/143 de 6,18 ares,
Section BY n°283/35 de 7.06 ares,
Soit une surface globale de 15,36 ares,

Au prix de 370 € HT du m² de surface de plancher pour les logements locatifs intermédiaires la base d'une surface de 5425 m² de SDP prévisionnelle dans le programme de construction du Bénéficiaire, et 250 € HT du m² de surface de plancher pour le commerce sur la base de 172 m² de SDP prévisionnelle dans le programme de construction du Bénéficiaire, soit moyennant le prix plancher global de 2 050 250€ HT, TVA et frais éventuellement dus en sus par l'acquéreur;

III. *le supplément de prix, pour les cas où :*

* *pour le lot A le Bénéficiaire (ou ses ayants-droits) obtiendrait pour les volumes V2 à V9, une autorisation d'urbanisme devenue définitive autorisant la réalisation d'une SP supplémentaire par rapport aux 9.690 m² de SP globale visés aux présentes,*

Toute surface supplémentaire par rapport à la SP globale de 9.690 m² serait facturée :

- *à hauteur de 370 € HT par m² supplémentaire de SP cédé de logement locatif intermédiaire, TVA en sus,*
- *à hauteur de 280 € HT par m² supplémentaire de SP cédé de bureaux, TVA en sus,*
- *à hauteur de 250 € HT par m² supplémentaire de SP cédé de COMMERCE, TVA en sus,*

* *pour le lot A le bénéficiaire (ou ses ayants-droits) obtiendrait sur le volume V1 une autorisation d'urbanisme devenue définitive autorisant la réalisation d'une SP supplémentaire par rapport aux 2.212 m² de SP visés aux présentes,*

Toute surface supplémentaire par rapport à la SP globale de 2.212 m² serait facturée à hauteur de 290 € HT par m² supplémentaire de SP cédé de logement en accession sociale au titre du BRS.

* *pour le lot A' le Bénéficiaire (ou ses ayants-droits) obtiendrait une autorisation d'urbanisme devenue définitive autorisant la réalisation d'une SP supplémentaire par rapport aux 5.597 m² de SP globale visés aux présentes,*

Toute surface supplémentaire par rapport à la SP globale de 5.597 m² serait facturée :
- *à hauteur de 370 € HT par m² supplémentaire de SP cédé de logement locatif intermédiaire, TVA en sus,*
- *à hauteur de 250 € HT par m² supplémentaire de SP cédé de COMMERCE, TVA en sus,*

Tout dépassement éventuel de la surface, le jour de la vente suivant la répartition susvisée devra obligatoirement faire l'objet d'une approbation préalable expresse de la Ville.

S'agissant d'un lot de lotissement, les acquéreurs ne pourront en aucun cas dépasser la surface de plancher affectée à la parcelle, sans l'accord préalable de la Ville. Le prix ci-dessus est un prix plancher. Si les m² de SDP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont supérieurs à ceux indiqués dans la délibération, le prix de vente sera susceptible d'évoluer à la hausse. Celui-ci ne pourra toutefois pas être inférieur au prix ci-dessus indiqué, même dans l'hypothèse où les m² de SP contenus dans le PC obtenu par l'Acquéreur sont inférieurs à ceux indiqués dans la délibération ;

IV. La promesse conclue entre la Ville d'une part et la CEGEE, ou toute(s) société(s) qui s'y substituerai(en)t et l'OFSA d'autre part, sera notamment soumise aux conditions suspensives suivantes :
- *absence d'exercice du droit de préemption urbain,*
- *obtention de l'ensemble des autorisations d'urbanisme purgées de tous recours,*
- *obtention par le Vendeur d'un permis d'aménager modificatif purgé de tous recours et de tout retrait permettant l'intégration des lots A et A' dans le lotissement dénommée ARCHIPEL 2,*
- *absence d'hypothèque et de servitudes susceptibles de modifier la valeur du bien,*
- *absence de pollution et compatibilité de l'état des sols avec les destinations ci-dessus envisagées par l'Acquéreur,*
- *absence de nécessité de réaliser des fondations spéciales,*
- *acquisition par l'OFSA du volume du projet envisagé,*
- *libération des lieux par le Vendeur,*
- *le retrait de l'ensemble des réseaux présent sur le terrain.*

Au cas où les conditions de la promesse seraient réalisées et que l'un ou l'autre des bénéficiaires ne régularise pas l'acte de vente, le bénéficiaire défaillant devra verser une clause pénale à la Ville à hauteur de 10 % du prix HT du volume concerné.

V. L'acte de vente définitif devra être réitéré dans un délai de 24 mois, à compter de la signature de la promesse, ce délai pouvant être prorogé automatiquement de trois mois en cas de recours ou de retrait sur les autorisations d'urbanisme ou d'un mois en cas de pièce manquante.

Une prorogation de la durée de la promesse pourra être octroyée dans toute autre hypothèse en cas d'empêchement de la part des parties. Cette prorogation devra être délibérée par le Conseil Municipal.

La réitération de l'acte de vente sera soumise aux conditions suivantes :
- *interdiction de revente des lots de volumes nus, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif, sans l'accord de la Ville de Strasbourg,*
- *clause d'insertion sociale.*
- *restriction d'affectation à du logement, à titre accessoire pour des professions libérales, des volumes affectés à du logement, pour une durée de cinq ans à compter de la conclusion de l'acte de vente définitif*

VI. La rétrocession auprès de la ville de Strasbourg du volume V7 à l'euro symbolique.

décide

l'imputation de la recette sur la Ligne budgétaire AP 2013-0174 programme 1248 ;

autorise

La Maire ou son/sa représentante à signer l'ensemble des promesses, actes, ou tout autre document permettant de concourir à l'exécution des présentes.

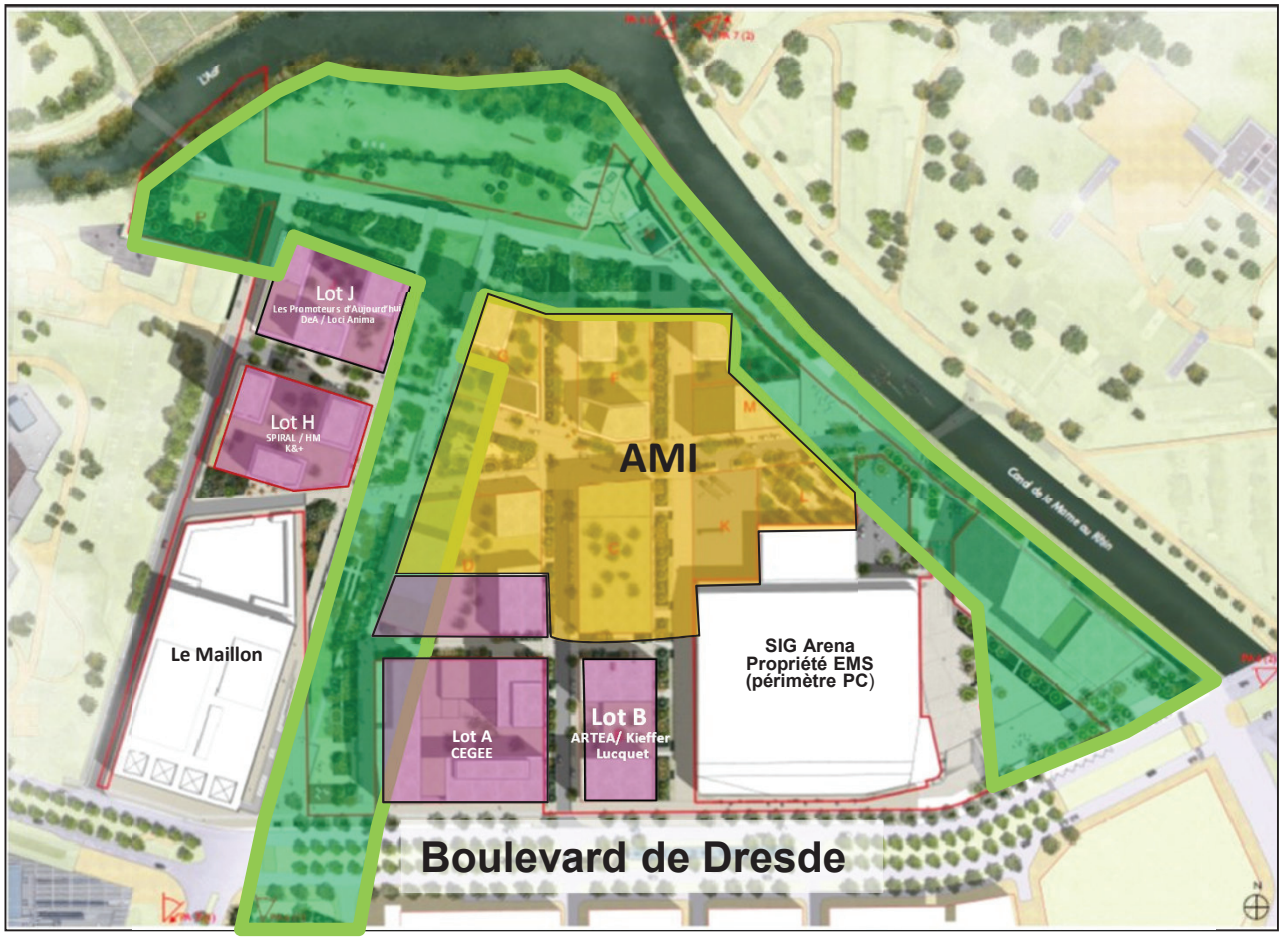
Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147051-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Archipel 2 Wacken à Strasbourg

Plan de situation



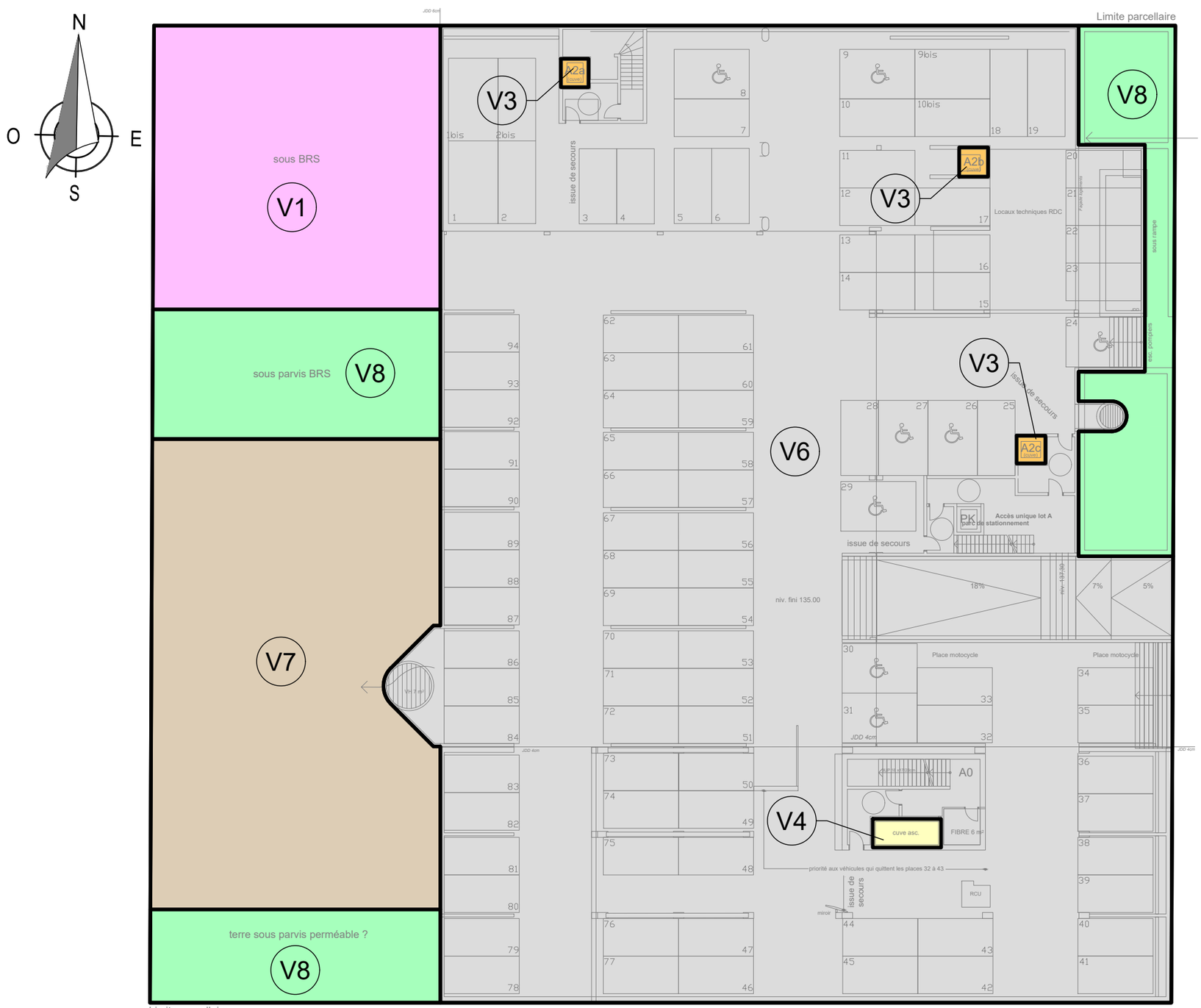
Projet graphique de division en volumes

STRASBOURG ROBERTSAU

Section BZ Parcelle n° /143 Boulevard de Dresde – Archipel 2 Lot A

Projet V4 - 22/04/2022

191152



PLAN n°1

Sans limitation de profondeur
à l'axe dalle SS/RDC ou dessus
étanchéité le cas échéant

- Volume V1 : Bâtiment A1
- Volume V2 : Bureaux A1
- Volume V3 : Bâtiment A2
- Volume V4 : Bâtiment A3
- Volume V5 : Local activités A3
- Volume V6 : Parking souterrain
- Volume V7 : Lot à rétrocéder
- Volume V8 : ASL
- Volume V9 : Sous-station

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
E-mail: strasbourg@bilhaut-geometre.fr
Téléphone : 03 88 39 33 36

366

Plan projet utilisé : 220404_WACKEN_PLANS.DWG (SS) reçus le 19/04/2022

0 1m 3m 6m 9m

Echelle approx. 1/300

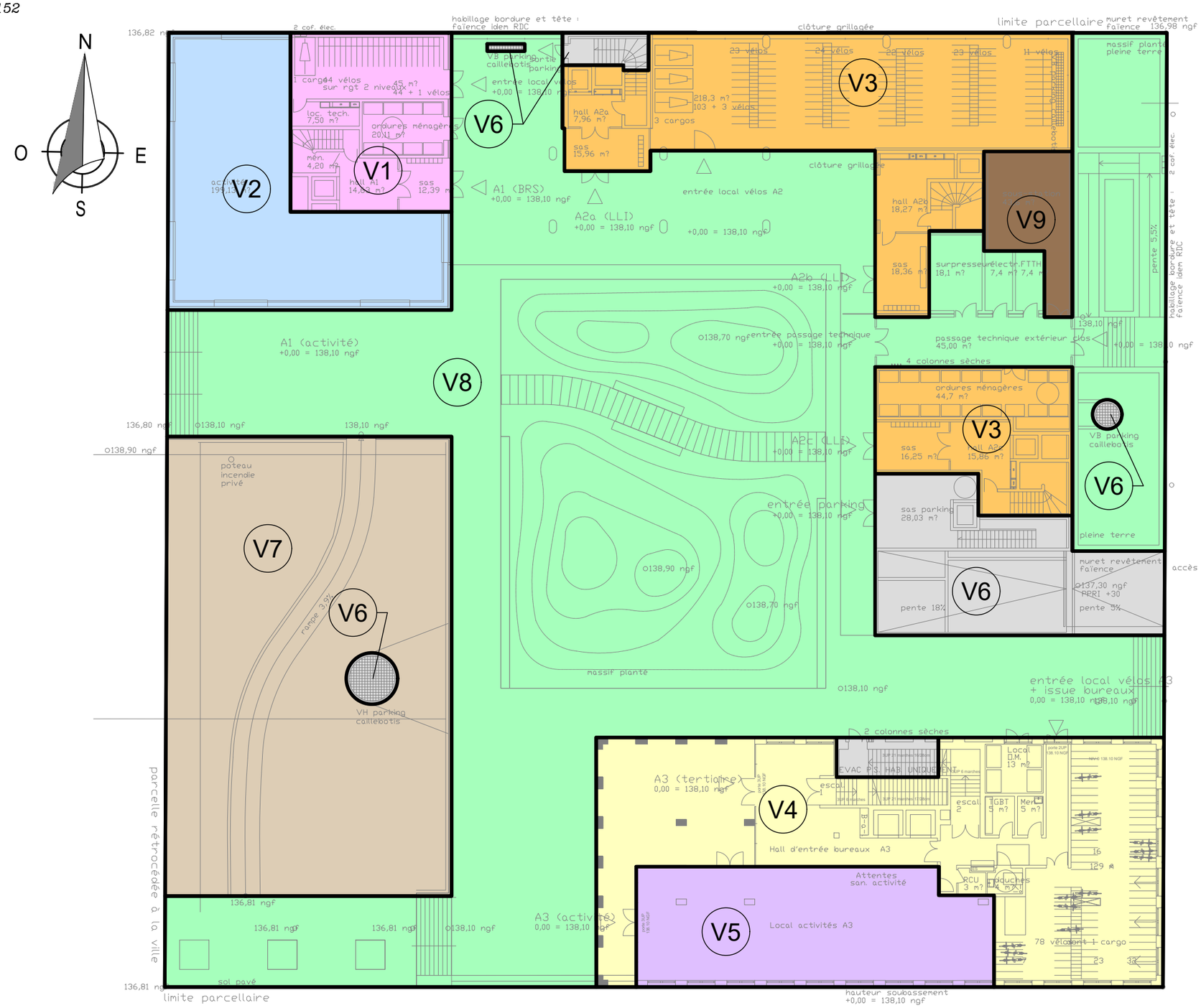
Projet graphique de division en volumes

STRASBOURG ROBERTSAU

Section BZ Parcelle n° /143 Boulevard de Dresde – Archipel 2 Lot A

Projet V4 - 22/04/2022

191152



PLAN n°2

de l'axe dalle SS/RDC ou dessus étanchéité le cas échéant à l'axe dalle RDC/R+1

- Volume V1 : Bâtiment A1
- Volume V2 : Bureaux A1
- Volume V3 : Bâtiment A2
- Volume V4 : Bâtiment A3
- Volume V5 : Local activités A3
- Volume V6 : Parking souterrain
- Volume V7 : Lot à rétrocéder
- Volume V8 : ASL
- Volume V9 : Sous-station

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
E-mail: strasbourg@bilhaut-geometre.fr
Téléphone : 03 88 39 33 36

Plan projet utilisé : 220404_WACKEN_PLANS.DWG (RDC) reçus le 19/04/2022

0 1m 3m 6m 9m

Echelle approx. 1/300

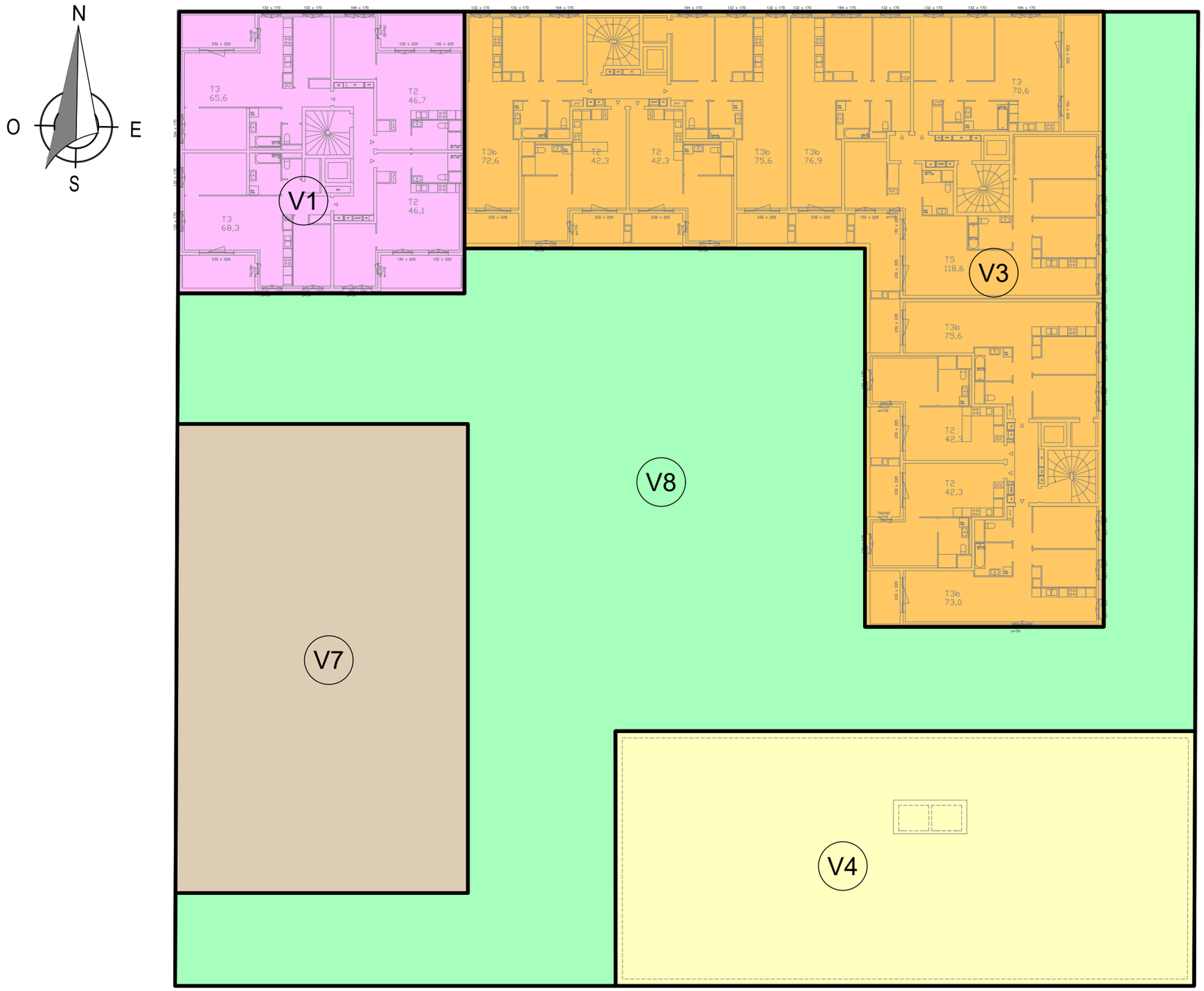
Projet graphique de division en volumes

STRASBOURG ROBERTSAU

Section BZ Parcelle n° /143 Boulevard de Dresde – Archipel 2 Lot A

Projet V4 - 22/04/2022

191152



PLAN n°3

de l'axe dalle RDC/R+1 au dessous des panneaux photovoltaïques éventuels dans le bâtiment A2a au R+6

- Volume V1 : Bâtiment A1
- Volume V2 : Bureaux A1
- Volume V3 : Bâtiment A2
- Volume V4 : Bâtiment A3
- Volume V5 : Local activités A3
- Volume V6 : Parking souterrain
- Volume V7 : Lot à rétrocéder
- Volume V8 : ASL
- Volume V9 : Sous-station

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
E-mail: strasbourg@bilhaut-geometre.fr
Téléphone : 03 88 39 33 36

368

Plan projet utilisé : 220404_WACKEN_PLANS.DWG (R+1) reçus le 19/04/2022

0 1m 3m 6m 9m

Echelle approx. 1/300

Projet graphique de division en volumes

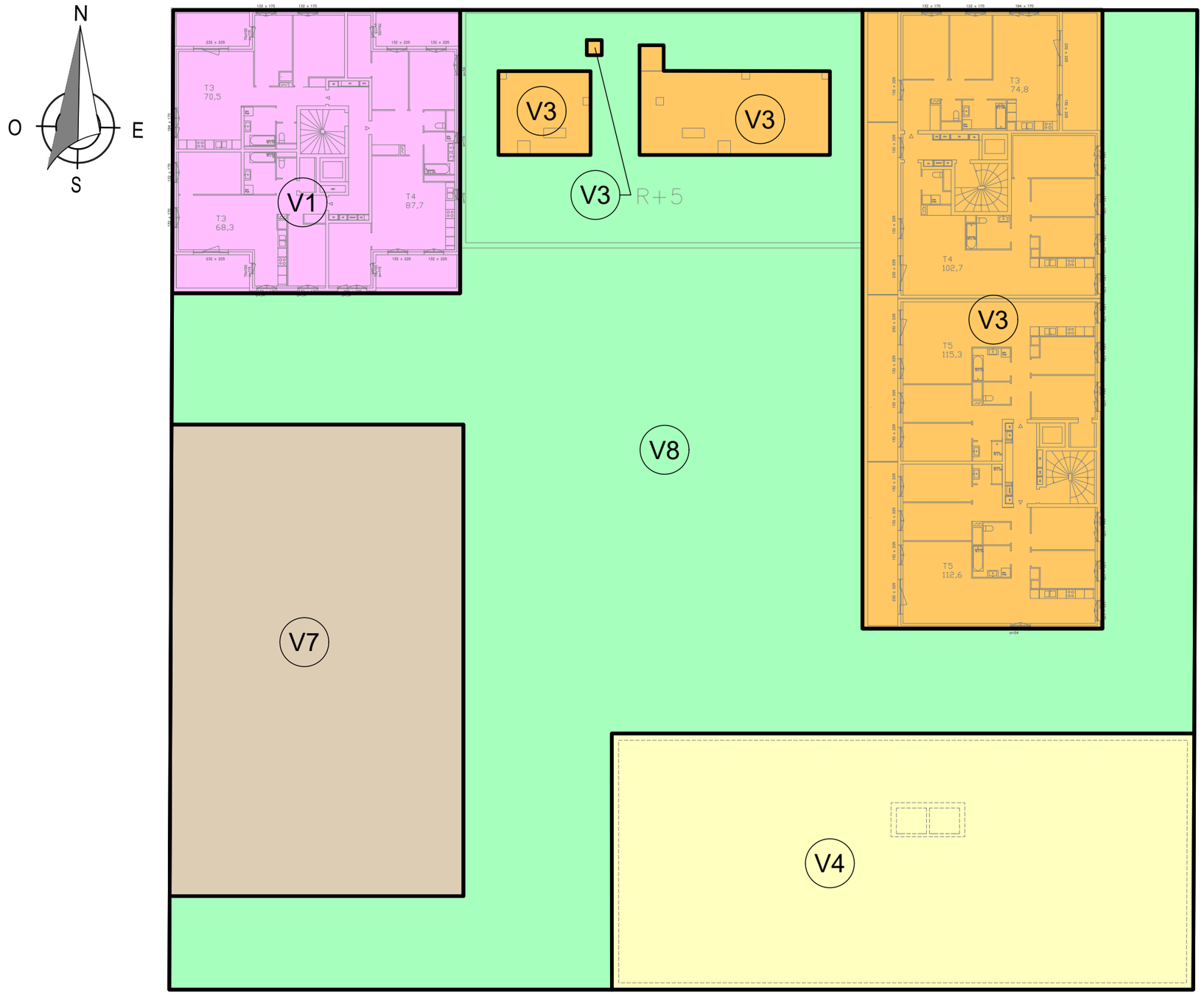
Section BZ Parcelle n° /143

STRASBOURG ROBERTSAU

Boulevard de Dresde – Archipel 2 Lot A

Projet V4 - 22/04/2022

191152



PLAN n°4

du desssous des panneaux photovoltaïques éventuels dans le bâtiment A2a au R+5 au dessous des panneaux photovoltaïques situés dans les bâtiments A2b et A2c au R+9

- Volume V1 : Bâtiment A1
- Volume V2 : Bureaux A1
- Volume V3 : Bâtiment A2
- Volume V4 : Bâtiment A3
- Volume V5 : Local activités A3
- Volume V6 : Parking souterrain
- Volume V7 : Lot à rétrocéder
- Volume V8 : ASL
- Volume V9 : Sous-station

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
E-mail: strasbourg@bilhaut-geometre.fr
Téléphone : 03 88 39 33 36

369

Plan projet utilisé : 220404_WACKEN_PLANS.DWG (R+6) reçus le 19/04/2022

0 1m 3m 6m 9m

Echelle approx. 1/300

Projet graphique de division en volumes

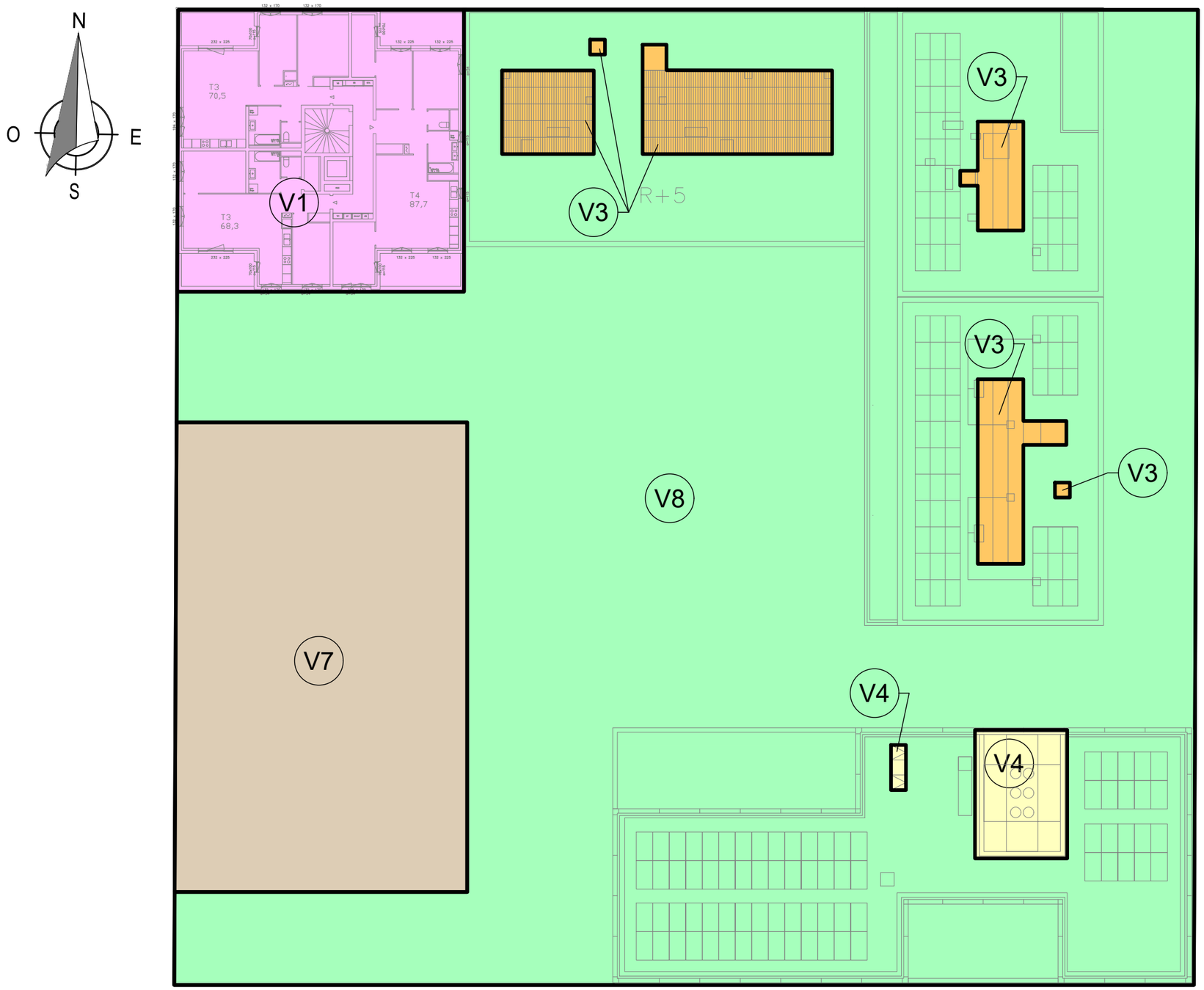
Section BZ Parcelle n° /143

STRASBOURG ROBERTSAU

Boulevard de Dresde – Archipel 2 Lot A

Projet V4 - 22/04/2022

191152



PLAN n°5

du dessous des panneaux photovoltaïques situés dans les bâtiments A2b, A2c et A3 au R+9 à sans limitation de hauteur

- Volume V1 : Bâtiment A1
- Volume V2 : Bureaux A1
- Volume V3 : Bâtiment A2
- Volume V4 : Bâtiment A3
- Volume V5 : Local activités A3
- Volume V6 : Parking souterrain
- Volume V7 : Lot à rétrocéder
- Volume V8 : ASL
- Volume V9 : Sous-station

Cabinet BILHAUT Géomètres Experts Associés
269b Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG
E-mail: strasbourg@bilhaut-geometre.fr
Téléphone : 03 88 39 33 36

370

Plan projet utilisé : 220404_WACKEN_PLANS.DWG (R+9) reçus le 19/04/2022

0 1m 3m 6m 9m

Echelle approx. 1/300

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03.88.10.35.13
Référence :
Réf DS: **6859792**
Réf OSE **: 2021-67482-91465**

Le 22/02/2022

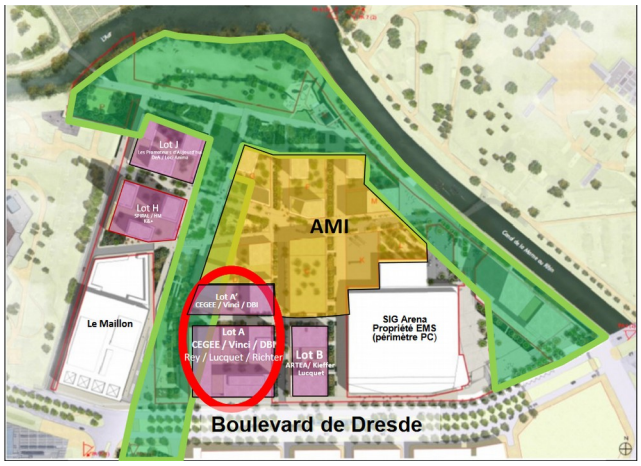
Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Terrain à bâtir/droits à construire
Adresse du bien :	Boulevard de Dresde
Commune :	Strasbourg-Wacken
Valeur:	6 034 150 € HT, assortie d'une marge d'appréciation de 10 %. La ville peut ainsi céder les biens considérés sans justificatif particulier jusqu'à 5 430 735€ HT.

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Ville de Strasbourg
Affaire suivie par **Mme Charlotte DAMM** charlotte.damm@strasbourg.eu
Vos références:/

2 - DATE

de consultation : 10/12/2021
de visite : /
de réception de renseignements complémentaires : 21/01/2022
dossier en état : 21/01/2022
délai négocié : 25/02/2022

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Cession de droits à construire destinés à la réalisation d'un programme tertiaire et de programmes de logements (locatif intermédiaire, BRS), dans le quartier du Wacken à Strasbourg (programme Archipel 2).

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1 Références cadastrales

Les parcelles sous expertise figurent au cadastre de la ville de **STRASBOURG** sous les références suivantes:

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie parcelle	Superficie prélevée (are)	Lot
BZ	424/143 partie	6, rue Jean Wenger Valentin	49,73	44,18	A
		TOTAL	**49,73**	**44,18**	
BZ	429/143 partie	Wacken	224,93	5,55	A'
BY	275/35 partie	6, rue Jean Wenger Valentin	184,10	7,06	
BZ	400/143 partie	rue Jean Wenger Valentin	19,16	2,12	
		TOTAL	**428,19**	**14,73**	

4.2 Descriptif

Les droits à construire cédés par la ville doivent permettre la réalisation d'une surface de plancher (SDP) totale de 17 285 m², se décomposant comme suit :

■ Sur le lot A seront réalisés les programmes suivants :
- Côté sud : bâtiment de bureaux en R+7, développant une SDP d'environ 4 250 m² + **368 m² de commerces**
- Côté nord-ouest : bâtiment de logements BRS en R+9, développant une SDP d'environ 2 233 m²
- Côté nord-est : bâtiment de logements locatifs intermédiaires (LLI) en R+5 et R+8, développant une SDP d'environ 5 106 m².

■ Sur le lot A' sera réalisé un bâtiment de logements locatifs intermédiaires (LLI) en R+6 et R+13, développant une SDP d'environ 5 168 m² SDP **+ environ 160 m² SDP de commerce.**

■ 110 places de stationnement en sous-sol.

Prix de cession envisagé : **6.095.010 € HT**
Bureaux : 4 250 m² à 280 € / m²
Commerces : **528 m²** à 280 €/m²
Logements BRS : 2233 m² à 290 €/m²
Logements locatifs intermédiaires : 10.274 m² à 400 €/m²

R)Les informations mentionnées en gras correspondent aux correctifs apportés par le consultant (cf mail du 21/01/2022).

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Les parcelles appartiennent à la ville de Strasbourg.

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Libre d'occupation.

6 - URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UD1,** zone à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif), qui identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.

Hauteur des constructions : **non réglementée**
Les constructions, aménagements et installations doivent être compatibles avec les orientations d'aménagements et de programmation.
Le projet urbain se situe en zone inondable (concerné par des zones inondables par débordements de cours d'eau et par des zones de remontée de nappe phréatique).

6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur des biens sous expertise (terrain à bâtir/droits à construire) sera déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure ou il existe localement suffisamment de mutation de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Présentation du périmètre d'étude : la recherche des termes de comparaison sera opérée en priorité dans le quartier du Wacken, mais elle pourra éventuellement être étendue aux quartiers centraux et/ou périphériques de Strasbourg.

Énoncé des critères de recherche : mutations de terrains à bâtir/droits à construire utilisés pour la réalisation de locaux tertiaires et/ou de logements et/ou de programmes mixtes.

TERMES DE COMPARAISON															
DATE	SECTION	N° PLAN	T (are)	QUARTIER	ADRESSE	PRIX HT	P.O.S	Htr	PLUi	Htr	SDP	€ /m²SDP	Projet	IAD	Vdr
15/11/19	BX	(1)/10	90,31	WACKEN	Boulevard de Dresde, allée du printemps	2 964 488 €			UD1	NR	15195	300 €	Bureaux (*)		Ville
23/05/19	BX/BZ	(2,3,4,5) /35 ** (2,6,7)/162, (4,5,8,9)/143	53,77	WACKEN	Boulevard de Dresde, allée du printemps, jean Wenger	5 040 000 €			UD1		18000	280 €	Bureaux	IAD	Ville
12/02/17	BX	576	23,19	WACKEN	Boulevard de Dresde	1 831 250 €			UD1		7410	247 €	Bureaux-Commerce		Ville
08/09/17	BX	577	26,12	WACKEN	Boulevard de Dresde	1 830 840 €			UD1	NR	5548	330 €	Bureaux	-	Ville
						3 606 200 €					5548	650 €	Habitation	-	
12/02/18	BX	576	23,19	WACKEN	Boulevard de Dresde	2 572 400 €			UD1		4590	560 €	Mixte (4348 m² SDP logements et 242 m² de commerce		
04/03/16	BX	567	57,81	WACKEN	Boulevard de Dresde	4 498 000 €	UB48	31	UD1	NR	8996	500 €	Habitation	IAD	Ville
04/03/16	BX	567		WACKEN	Boulevard de Dresde	1 367 249 €	UB48	31	UD1	NR	4855	282 €	Bureaux	IAD	Ville
21/4/16	BX	567		WACKEN	Boulevard de Dresde	2 916 346 €	UB48	31	UD1	NR	18493	158 €	Bureaux IGH	IAD	Ville
											Moyenne tertiaire (hors IGH à 158 /m² SDP)	288 €			

(*) charge foncière hors portage fixée à 300 € HT / m² SDP réalisée dans la limite de 15195 m², Le prix déclaré à l'acte (2 964 488 € soit 195 € / m² SDP) tient compte des obligations et restrictions imposées à l'acquéreur. De plus en cas de dépassement de la SDP minimale le surplus de m² SDP un complément de prix est prévu selon formule mentionnée dans l'acte

Dans le quartier du Wacken, l'étude de marché montre les tendances suivantes :

- Sur le segment de marché des TAB/droits à construire utilisés pour la réalisation de programmes tertiaires, illustré au cas d'espèce par six mutations, les charges foncières se situent dans une fourchette de prix comprise entre 158 € / m² SDP (immeuble de grande hauteur) et 330 € /m² SDP.

Si l'on excepte la mutation portant sur l'IGH (charge foncière plus faible compte tenu des contraintes auxquelles ce type d'immeuble est soumis) l'écart de prix se ressert avec des charges foncières comprises entre 247 € / m² SDP (opération mixte avec 95 % de bureaux et 5 % de commerce ou service) et 330 €/ m² SDP. Le prix moyen se situe quant à lui autour de **290 € / m² SDP.**

-S'agissant des ventes terrains acquis pour la réalisation de programmes immobiliers à usage d'habitation et/ou de programmes mixtes (habitation/commerce-bureaux-service), les charges foncières sont comprises entre **500 € et 650 € / m² SDP.** Les programmes considérés sont toutefois destinés à de l'accession privée.

A défaut d'avoir pu identifier des mutations de terrains destinés au logement social sur le secteur du Wacken, nous élargirons la recherche aux autres quartiers de Strasbourg.

TERMES DE COMPARAISON : Charges foncières logements sociaux												
Date	Section	N° de parcelle	Adresse	T (are)	Prix HT	prix/are	ZAC - PLUI	SDP	Prix m² SDP	Cos eff	Projet	Observations
02/07/18	DL	211/25	Rhin (rte)	20,3	1 165 600 €	**57 419 €**	Danube	**4 440**	**263 €**	2,4	Mixte	3300 m² de logements [1 900 m² **en accession sociale sécurisée** + 1400 m² de logements locatifs sociaux au total 43 logements] + 1140 m² SDP de locaux d'activités
18/12/14	DL	197/2	Rhin (rte)	6,12	645 600 €	**62 202 €**	Danube	**2 832**	**228 €**	4,6	Mixte	36 logements sociaux + 154 m² de commerce
22/12/14	DL	1/2 (195)	Rhin (rte)	42,76	760 000 €	**62 149 €**	Danube	**3 120**	**244 €**	1,8	Mixte	35 Logements sociaux 2743 m² + 376 m² activités
22/12/16	DL	217	Rhin (rte)	5,96	592 710 €	**99 448 €**	Danube	**2 577**	**230 €**	3,4	Mixte	Mixte (31 logements et commerces)
22/12/16	DL	219/2	Rhin (rte)	9,98	637 230 €	**63 851 €**	Danube	**2 406**	**265 €**	2,4	NP	Collectif
07/12/16	DR	278,64	Chanoine Straub 9	6,53	245 020 €	**37 522 €**	UB20	**915**	**268 €**	4,4	NP	12 logements
09/10/15	DX	878	Thumenau	13,26	846 000 €	**63 801 €**	Etoile	**3 760**	**225 €**	2,8	Locatif	Collectif
08/01/16	DW	576,578 (584)	Nomény	4,5	243 187 €	**54 042 €**	Etoile	**701**	**347 €**	1,6	Accession sociale	9 logements en accession sociale - Supplément de prix en cas de dépassement 343 € HT /m² SDP
09/04/14	DL	192	Rhin (rte)	7,5	322 750 €	**43 033 €**	Danube	**1 171**	**276 €**	1,6	Accession sociale	SDP 1171 m² logements en accession sociale
			Moyenne	**8**	**637 230 €**	**62 149 €**		**2 577**	**263 €**	**2,41**		
			Médiane	**13**	**606 455 €**	**60 385 €**		**2 436**	**260 €**	**2,78**		
			Quartile 3	**13**	**760 000**	**63 801 €**		**3 120**	**268 €**	**3,41**		
			Quartile 1	**6**	**322 750 €**	**54 042 €**		**1 171**	**230 €**	**1,80**		

Sur ce segment de marché les prix s'échelonnent dans une fourchette comprise entre **228 et 347 € le m²** SDP avec un prix moyen et médian se situant aux environs de **260 € /m² SDP.**

Le niveau des charges foncières dépend de la nature du programme réalisé. Les plus élevées (276 et 347 € / m² SDP) se rapportent à des programmes de logements sociaux en accession, les plus faibles (225 et 228 €/ m² SDP) à des programmes de logements locatifs sociaux et les charges intermédiaires (230 €, 244 € et 263 € / m² SDP) à des programmes mixtes (accession sociale/locatif, locatif/commerce…).

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Éléments pris en compte

La surface de plancher construite sur les emprises soumises à expertise, traduit une assez forte densification (COS de 2,93). Elle correspond aux densités habituellement constatées sur le secteur et permet donc de prendre en compte les données du projet avancées par le consultant.

Le terrain qui supporte ces droits à construire bénéficie d'une situation avantageuse. Proche des accès d'autoroute et des lignes de tram, ce quartier à vocation tertiaire est en pleine mutation avec la volonté de le porter au standard de centre d'affaires internationales. Il est de surcroît situé à proximité des institutions européennes.

Les droits à construire seront majoritairement exercés pour la réalisation de locaux d'habitation. Les logements réalisés sont toutefois de nature quelque peu particulière.

Il s'agit tout d'abord de logements locatifs intermédiaires dont les plafonds de loyer autorisés se situent dans la fourchette haute des programmes immobiliers à vocation sociale.
Il s'agit ensuite de logements BRS (Bail Réel Solidaire). Ce nouveau dispositif d'accès à la propriété permet à l'acquéreur de bénéficier de la jouissance d'un logement dans des conditions privilégiées, dans le neuf comme dans l'ancien.
Avantages du BRS

- il bénéficie, s'il s'agit d'un logement neuf, d'une TVA au taux réduit ;
- le prix d'acquisition est plafonné aux plafonds de prix du PSLA ;
- **le prix est réduit de la part représentée par l'achat du terrain, généralement entre 15 à 30% du prix final ;**
- lorsque la collectivité le décide, l'acquéreur peut bénéficier d'un abattement de 30% de la taxe foncière sur la propriété bâtie.

En contrepartie de ces avantages, l'acquéreur doit se conformer à certaines règles :

- il doit respecter, à l'entrée dans les lieux, les plafonds de revenus du PSLA ;
- il doit occuper le logement à titre de résidence principale ;
- il doit s'acquitter, en plus de sa mensualité d'emprunt, d'une redevance correspondant au droit d'occupation du terrain et aux frais de gestion du propriétaire du terrain.
-

Dans ces deux cas, la charge foncière, soit le prix que le promoteur peut consacrer à l'acquisition du terrain, est inférieure à celle constatée lors de l'acquisition de droits à construire utilisés pour la construction de logements destinés à de l'accession privée. Les prix auxquels le promoteur peut espérer vendre les logements en BRS ainsi que le rendement locatif des logements locatifs intermédiaires sont en effet inférieurs à ceux constatés sur le marché privé.

Valeurs unitaires retenues

La charge foncière du programme tertiaire sera arbitrée à **300 € HT / m² SDP** soit la charge foncière se dégageant de la dernière mutation en date dans le quartier du Wacken.

La charge foncière des surfaces consacrées aux commerces sera calquée sur celle des locaux tertiaires et fixée à **300 € /m² SDP construit**.

La charge foncière des programmes de logements BRS sera quant à elle arrêtée à **450 € / m² SDP** après application d'une décote de l'ordre de 30 %, appliquée à la charge foncière des logements en accession privée (décote calquée sur celle pratiquée par les promoteurs sur le prix de sortie).

Enfin la charge foncière des programmes de logements locatifs intermédiaires sera quant à elle arrêtée à **350 € / m²** SDP en se référant à la fourchette haute des prix pratiqués sur le marché des terrains destinés au logement social (accession sociale).

10-DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

Lot	Surface emprise (are)	Nature des constructions	SDP	charge foncière	Valeur vénale	Valeur à l'are	COS
A	44,18	Bureaux	4250	300 €	1 275 000 €	94 553 €	2,62
		Logements BRS : 650 € x 70 %	2233	450 €	1 004 850 €		
		Logements locatifs intermédiaires	5106	350 €	1 787 100 €		
		Commerces	368	300 €	110 400 €		
				Charge foncière lot A	**4 177 350 €**		
A'	14,73	Logements locatifs intermédiaires	5168	350 €	1 808 800 €	126 056 €	3,62
		Commerces	160	300 €	48 000 €		
				Charge foncière lot A'	**1 856 800 €**		
TOTAL	58,91	TOTAL	**17285**	349 €	**6 034 150 €**	**102 430 €**	**2,93**
				Marge d'appréciation 10 % : cession sans justificatif particulier jusqu'à	**5 430 735 €**	**92 187 €**	

La valeur totale des emprises peut donc être fixée (stationnement compris) à 6 034 150 € HT. Cette valeur est en outre assortie d'une marge d'appréciation de 10 %, permettant à la ville de céder sans justificatif particulier, jusqu'à 5 430 735 € HT.

En conclusion, le prix de vente proposé par le consultant (6 085 000 € HT) n'appelle pas d'observation.

11 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

12 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, ~~de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou~~ de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur du pôle pilotage des missions
et animation du réseau



Jean-Yves MAY

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

24

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Attribution d'une subvention de projet à l'Alliance des collectivités françaises pour la qualité de l'air dans le cadre de l'organisation d'une rencontre nationale de collectivités engagées pour la qualité de l'air à Strasbourg.

Numéro V-2022-795

Afin de témoigner de son engagement de longue date pour la reconquête de la qualité de l'air sur son territoire, l'Eurométropole de Strasbourg a organisé deux conférences en 2015 et 2016 sur le sujet. Le premier colloque a permis de livrer un diagnostic de la situation de la qualité de l'air dans le Bassin d'air du Rhin supérieur, autour de plusieurs expert·e·s français.es, allemand·e·s et suisses. Le deuxième colloque au Conseil de l'Europe a été l'occasion d'un rassemblement des agglomérations françaises lauréates de l'appel à projets "Villes respirables en 5 ans" afin de disposer d'échanges et d'expertises au niveau national et européen pour mettre en œuvre rapidement des solutions efficaces.
C'est à l'issue de cette rencontre que l'Alliance des collectivités françaises pour la qualité de l'air a été créée par des élu·e·s de plusieurs métropoles françaises, à l'initiative de l'Eurométropole de Strasbourg. L'adhésion de la Ville à l'association "Alliance des collectivités françaises pour la qualité de l'air" a été approuvé lors du conseil municipal du 24 juin 2019. La cotisation annuelle de la collectivité à l'association s'élève à 1 200 €.
L'Alliance est présidée depuis lors par Mme Françoise SCHAETZEL, aujourd'hui Vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg en charge de l'urbanisme opérationnel, de la santé environnementale et de la qualité de l'air.

L'Alliance est un réseau de collectivités engagées sur la qualité de l'air qui souhaitent échanger sur leurs problématiques, leurs enjeux, leurs projets et partager leur expertise. L'Alliance favorise les discussions et les partages de bonnes pratiques pour accompagner une meilleure prise en compte de la qualité de l'air dans les politiques publiques. Elle souhaite également valoriser les actions des collectivités et porter un discours collectif à l'échelle nationale.
Elle réunit notamment la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, Paris, Bordeaux Métropole, Lille, Nantes Métropole, Rennes Métropole, Clermont-Auvergne Métropole, Saint-Etienne Métropole, Rouen Normandie Métropole, l'agglomération du Pays Basque, Grand Reims, l'Eurométropole de Metz, Saint-Nazaire agglomération, soit près d'une vingtaine de collectivités présentes sur tout le territoire national.

L'Alliance souhaite partager les bonnes pratiques et valoriser les projets des collectivités. Elle utilise pour cela plusieurs outils et formats d'échanges : des publications, des webinaires, des journées thématiques, et participe également à des colloques et des séminaires. Ces publications et événements sont toujours une opportunité pour mettre en lumière les projets du territoire strasbourgeois.
Dans ce contexte, l'Alliance souhaite organiser, les 18 et 19 octobre 2022, un événement national pour mettre en lumière l'engagement des collectivités en matière de qualité de l'air. Cet événement réunira des élu·e·s de toute la France en charge de la qualité de l'air mais également leurs collègues chargé·e·s de thématiques liées (mobilité, urbanisme, énergie, agriculture). Cette journée sera l'occasion de rassembler de nombreuses collectivités qui témoigneront de leur implication dans la lutte contre la pollution atmosphérique.
L'Alliance souhaiterait organiser cet événement à Strasbourg pour mettre en valeur l'implication forte de la Ville et de l'Eurométropole en matière de qualité de l'air, de transition écologique et de santé environnementale, pour encourager d'autres collectivités à s'engager davantage.

Le budget global de cet évènement s'élève à 59 370 €. La manifestation est également financée par l'ADEME à hauteur de 25 000 €, par une subvention de 10 000 € de la Fondation Européenne pour le Climat. Une subvention de 8 000 € a été sollicitée auprès de l'Eurométropole de Strasbourg.
Il est ainsi proposé d'octroyer une subvention de 2 000 € de la ville de Strasbourg. Le budget nécessaire est complété par les autres produits de gestion courante de l'Alliance tels que les cotisations de ses membres.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
vu l'avis favorable du GTS du 28/04/2022
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'allocation de subvention de projet conforme pour un montant de 2 000 € à l'Alliance des collectivités françaises pour la qualité de l'air,

décide

l'imputation sur les crédits ouverts sur la ligne EN02B – Nature 6574 – Fonction 830,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et décision d'attribution y afférant.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147080-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Attribution d'une subvention de projet à l'Alliance des collectivités françaises pour la qualité de l'air dans le cadre de l'organisation d'une rencontre nationale de collectivités engagées pour la qualité de l'air à Strasbourg - annexé à la délibération du 24 juin 2022

Dénomination de l'association ou de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Alliance des collectivités françaises pour la qualité de l'air	Subvention de projet	2 000 €	2 000 €	0 €

25

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Projet de renouvellement urbain (PRU) Elsau - Subvention d'équipement à la SEM Locusem en vue de l'installation d'un pôle de commerces et services dans un nouvel ensemble immobilier rue Watteau.

Numéro V-2022-808

Enjeux de réimplantation de commerces et services à l'Elsau depuis 2015

L'ancien centre commercial de l'Elsau, propriété d'Hypercoop Leclerc et occupé par l'enseigne Leclerc, a fermé ses portes le 1er avril 2015. Depuis cette date, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont recherché une solution pour accompagner l'implantation de commerces de proximité demandés par les habitants du quartier lors des enquêtes et concertations menées dans le cadre des études du projet de renouvellement urbain (PRU) : réunions publiques, déambulations, stands au marché. Les aides qu'apporteront les collectivités ont pour objectif la redynamisation économique et l'émergence d'une locomotive commerciale pour le quartier. Ce nouvel équipement permettra la revalorisation des commerces existants et du marché bi-hebdomadaire en amplifiant le flux de clients.es.
Le 1er août 2016, le groupe privé Keskin s'est porté acquéreur de l'ensemble immobilier auprès d'Hypercoop Leclerc, en vue de la réinstallation de commerces dans le bâtiment existant. Malgré de nombreuses recherches, le nouvel acquéreur n'a été en mesure ni d'attirer une nouvelle enseigne ni d'installer des boutiques. Afin de s'appuyer sur la dynamique du projet de renouvellement urbain (PRU) du quartier de l'Elsau, il a été proposé en 2019 au propriétaire privé d'étudier la construction d'un nouveau programme immobilier mixte intégrant des logements, ainsi que des commerces et des services au rez-de-chaussée.
Après consultation de plusieurs opérateurs, le propriétaire privé a retenu le promoteur la SNC Marignan Résidences qui a conçu un programme de 100 logements et 1200 m² de surfaces commerciales et de service en deux lots. Le projet respecte les prescriptions d'urbanisme de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg intégrées dans le cadre de l'instruction du permis de construire et notamment la création d'une nouvelle voirie privée permettant de prolonger la rue Vinci et de scinder l'opération en deux. Le permis de construire a été accordé le 24 septembre 2020. Le chantier du premier lot comprenant 45 logements et environ 1 000 m² de commerces a démarré en juin 2021 en vue d'une livraison en 2023.

Le montage immobilier arrêté entre le groupe Keskin et le promoteur Marignan prévoit un paiement en dation permettant au groupe Keskin de devenir propriétaire des locaux de commerces et de services à l'issue du chantier. Malgré de nouvelles démarches pour identifier des enseignes et des preneurs pour le programme immobilier neuf, la mise en œuvre de la programmation commerciale attendue restait trop incertaine.

Intervention de la SEM Locusem

Face à ce constat du déficit persistant de commerces depuis de nombreuses années dans le quartier de l'Elsau, la Ville et l'Eurométropole ont sollicité en 2020 la SEM Locusem pour étudier le rachat des surfaces commerciales et la consolidation d'une programmation de commerces et services.

Le plan de financement produit par la SEM Locusem prévoit un investissement global de 2,6 M€ HT pour le projet, comprenant 1,8 M€ pour l'acquisition des locaux auprès du groupe Keskin, 0,7 M€ de travaux et 0,1 M€ de frais de gestion.

L'acquisition de Locusem auprès du groupe Keskin porte sur le rachat des droits de ce dernier dans l'acte de Vente en l'État Futur d'Achèvement (VEFA) des locaux à construire par le promoteur Marignan. La valeur vénale de ces locaux a été estimée par France Domaine le 24 novembre 2021 à 1 544 000 € HT pour 955 m² de surface utile, avec une marge de négociation conforme à l'état du marché de 10 %, soit 1 698 400 € hors frais d'acte. La surface utile étant en réalité de 981 m², le prix arrêté avec le groupe Keskin est de 1 751 085€ hors frais d'actes.

Les recettes locatives estimées par Locusem sont de 91 600 € HT par an, permettant un amortissement sur 15 années et un taux de rentabilité brute de 3,50 %. La part de fonds propres engagés par l'opérateur s'élève à 39 %.

Programmation de commerces et services

Au regard des besoins exprimés par les habitant.es de l'Elsau et des surfaces disponibles, Locusem propose la programmation suivante : un supermarché de 360 m², une boulangerie de 165 m², un local dédié de 10 m² pour un distributeur automatique de billets (DAB). Les négociations avec les preneurs de ces locaux sont en cours.

En complément de cette programmation commerciale, les locaux acquis par Locusem accueilleront une Maison urbaine de Santé (MUS), équipement privé à l'étude depuis 2019 avec les professionnels de santé du quartier, pour une surface de 455 m².

Ce projet s'inscrit dans le Contrat local de Santé piloté par la Ville de Strasbourg, la Préfecture et l'ensemble des partenaires signataires. Il a été initié dans le cadre d'un Diagnostic local en Santé qui a mis en évidence les enjeux propres au quartier de l'Elsau et notamment la prépondérance des diabètes, des situations de surpoids et des pathologies psychiatriques.

Le projet est porté par un collectif comprenant : deux médecins généralistes, deux orthophonistes, quatre infirmières, deux kinésithérapeutes, réunis dans le cadre d'une Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires (SISA). Le projet de santé vise à offrir une meilleure coordination des soins avec un renforcement des partenariats avec les structures publiques, notamment concernant la prise en charge des poly-pathologies des personnes âgées, du diabète et des addictions. Le projet de santé et immobilier sera présenté pour validation en comité départemental de labellisation en septembre 2022.

Subvention d'équipement sous forme d'aide à l'immobilier d'entreprise versée à la SEM Locusem

Dans un contexte de carence de l'initiative privée, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont été sollicitées par Locusem pour lui allouer une subvention sous forme d'aide à l'immobilier d'entreprise. Cette aide est destinée à pouvoir offrir des loyers correspondant au marché local au profit des futurs commerces et services occupant de l'immeuble composé de 4 lots (supermarché, boulangerie, Guichet Automatique Bancaire et Maison Urbaine de Santé).
Dans ce cadre et conformément à l'article L 1 511-3 du code général des collectivités territoriales, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises. Cette subvention bénéficie du régime-cadre d'exemption de notification relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales, conformément au régime cadre exempté de notification N° SA. 58980. La Ville de Strasbourg intervient au titre de sa compétence en matière de commerces et santé.
L'initiative des deux collectivités s'inscrit également dans le cadre du Contrat de ville signé en 2015, au titre du pilier sur le développement économique en faveur des quartiers prioritaires. Ce projet étant situé dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), bénéficiant d'un projet de renouvellement urbain (PRU), le projet est éligible aux subventions de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU).
Le montant global de subventions publiques sollicitées pour ce projet est de 560 742 € répartis de la manière suivante :

- ANRU (immobilier commercial) : 70 742 €
- Ville de Strasbourg : 245 000 €
- Eurométropole de Strasbourg : 245 000 €

Il est précisé que des subventions complémentaires de 392 149 € seront sollicitées auprès de l'ANRU, de la Ville de Strasbourg, de la CEA et de la Région Grand Est au titre de la Maison urbaine de Santé, dans le cadre de la convention cadre approuvée par délibération de la Ville de Strasbourg le 10 février 2020.
Au regard du plan de financement et du bilan d'opération prévisionnels, il est donc proposé au Conseil d'allouer à la SEM Locusem une subvention revêtant la forme d'aide à l'immobilier d'entreprise à hauteur de 245 000 €, soit la moitié de la subvention totale chiffrée à 490 000 €, une délibération parallèle étant inscrite à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg afin d'approuver le financement du solde à hauteur de 245 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L 1511-3 du code général des collectivités territoriales
Vu la loi n°2015-991 NOTRe du 7 août 2015 portant
nouvelle organisation territoriale de la République
vu la Convention pluriannuelle de renouvellement urbain
de l'Eurométropole de Strasbourg signée le 27 mars 2020
vu le régime-cadre exempté de notification N°SA.58980 relatif aux aides à
l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2023

vu l'avis de France Domaine du 24 novembre 2021
vu le projet de convention financière et d'objectifs
vu le plan de financement et le bilan d'opération prévisionnels de la SEM Locusem
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'acquisition par la SEM Locusem des droits à l'acte de vente en l'état futur d'achèvement conclu entre le Groupe Keskin et la SNC Marignan Résidences correspondant à 981 m² de locaux commerciaux en cours de construction par le promoteur Marignan dans le quartier de l'Elsau à Strasbourg, en vue de l'installation de commerces et de services*
- *le versement à la SEM Locusem d'une subvention d'équipement sous forme d'aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant de 245 000 €,*
- *le projet de convention financière et d'objectifs à conclure entre Locusem et la Ville de Strasbourg,*

décide

- *d'allouer une subvention d'équipement d'un montant de 245 000 €,*
- *d'imputer la dépense correspondante à la section investissement selon l'écriture budgétaire suivante : Ville DU02 programme 7048 nature 20422 fonction 90 : 245 000 €,*

autorise

la Maire ou son/sa représentant-e à signer le projet de convention financière et d'objectifs et les éventuels avenants ainsi que tous les actes concourant à l'exécution de la présente délibération.

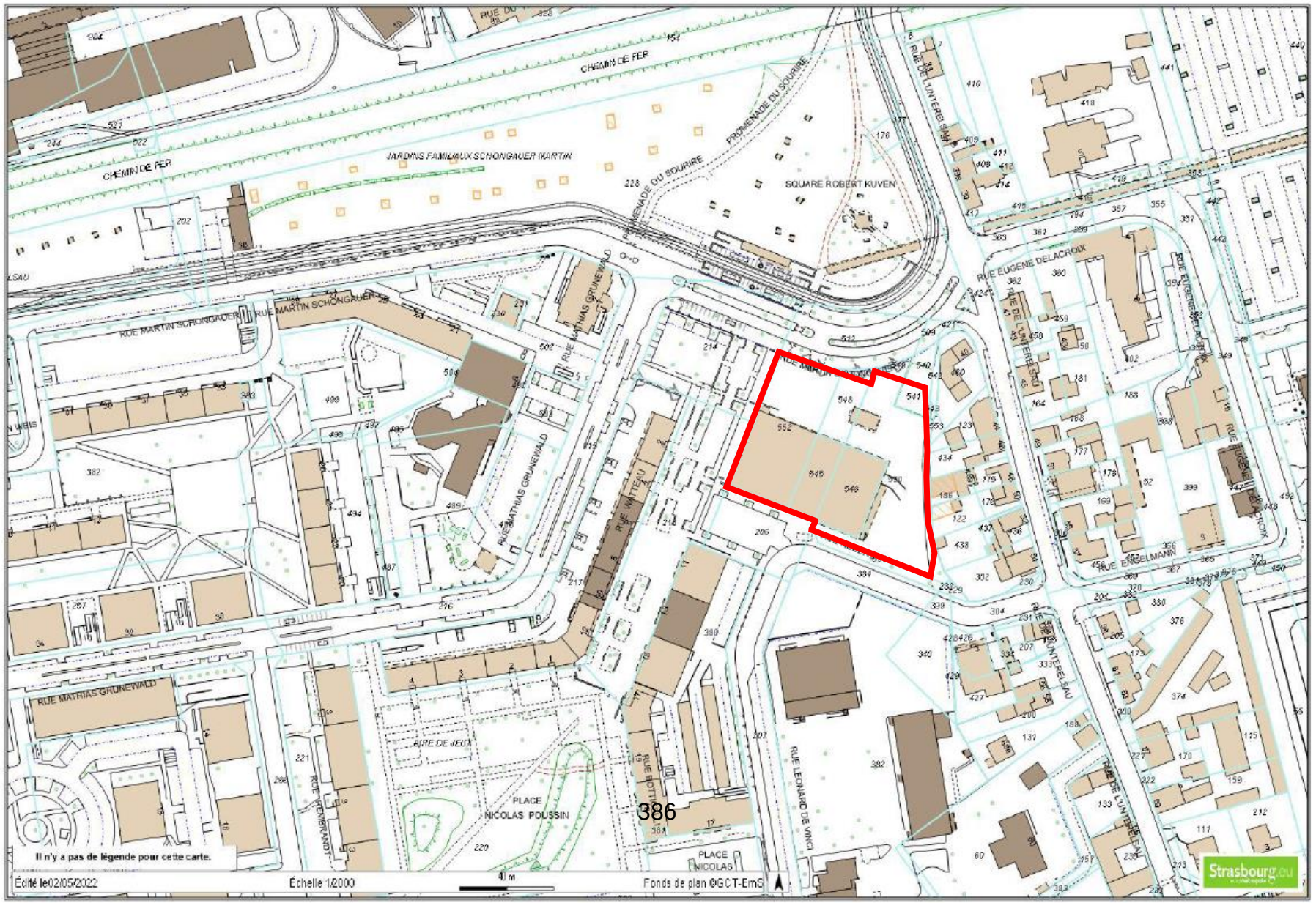
Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147517-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

DEVELOPPEMENT D'UNE OFFRE COMMERCIALE ET DE SERVICES A L'ELSAU

2 mai 2022

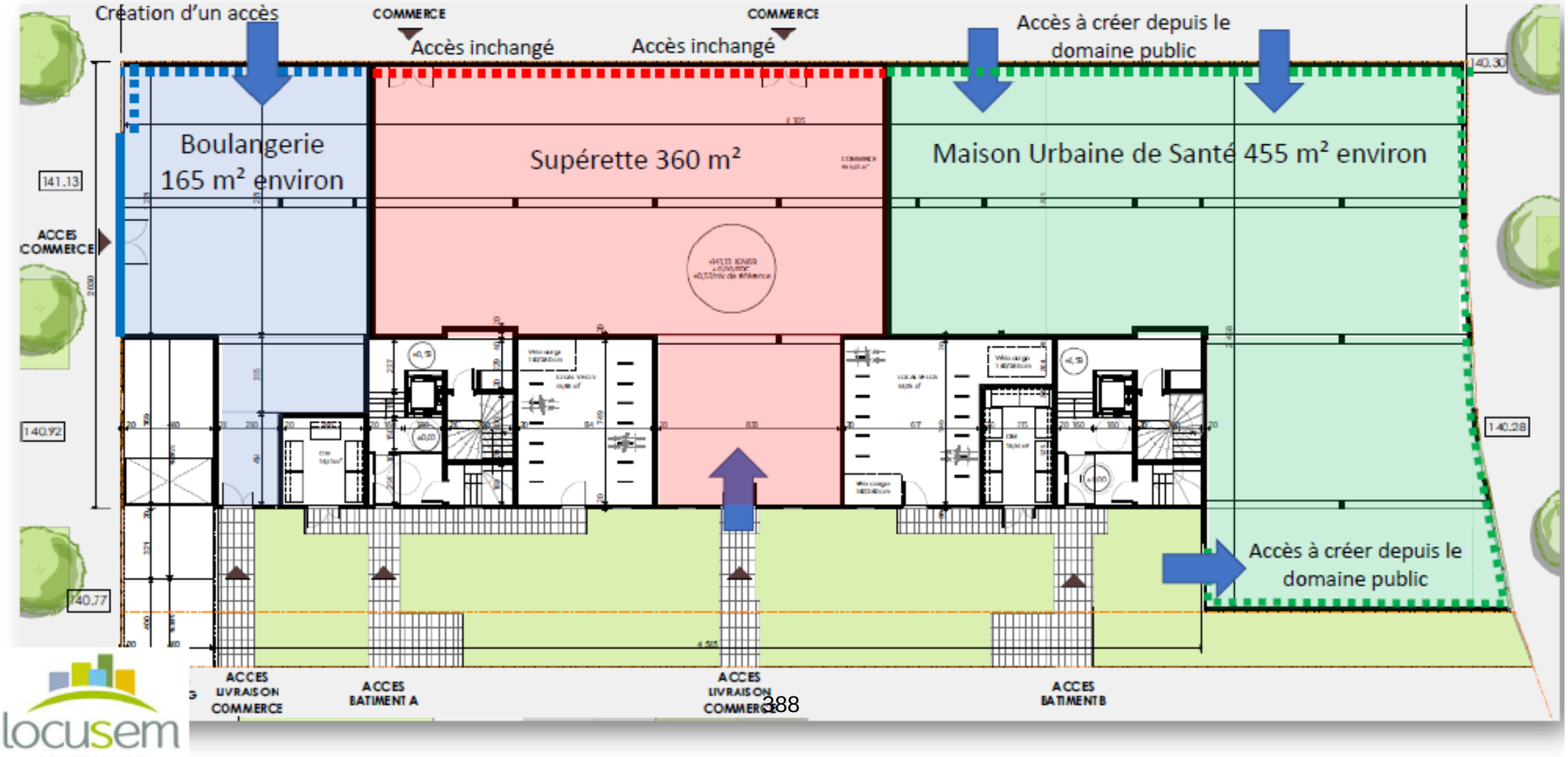

CHEMIN DE FER
JARDINS FAMILIAUX SCHONGAUER MARTIN
PROMENADE DU SOURIRE
SQUARE ROBERT KUVEN
RUE MARTIN SCHONGAUER
RUE MATHIAS GRUNEWALD
RUE WATTEAU
RUE EUGENE DELACROIX
RUE ENGELMANN
RUE LEONARD DE VINCI
AIRE DE JEUX
PLACE NICOLAS POUSSIN
386
Il n'y a pas de légende pour cette carte.
Édité le 02/05/2022
Échelle 1/2000
Fonds de plan ©GCT-EmS


K+
Marignan

Linéaires de vitrines protégées
Linéaires de murs pleins

Linéaires de vitrines protégées

Linéaire MUS identique au projet à savoir vitrine stradip + accès inchangés



locusem
SOLUTIONS DE LOCATION IMMOBILIÈRE SOLIDAIRE

Intervention de LOCUSEM

Investissement global de **2 643 081 € HT**, comprenant :

- 1,75 M€ pour l'acquisition des locaux auprès du groupe KESKIN
- 35 000 € de frais de notaire
- 715 000 € de travaux (190 000 € de clos couvert et 525 000 € de second œuvre MUS)
- 145 000 € de frais de gestion (montage et conduite opération)

Aides financières

	EMS	Ville de Strasbourg	ANRU	CEA	CRGE	Total
Acquisition des murs	245 000 €	245 000 €	70 742 €	-	-	560 742 €
MUS	-	100 000 €	142 625 €	50 000 €	99 515	392 140 €
Total	590 000 €		213 367 €	50 000 €	99 515	**952 882 €**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Gabrielle DREYER
gabrielle.dreyer@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 02
Réf.DS : 5964798
Réf.OSE: 2021-67482-71725

Strasbourg, le 24/11/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas Rhin

à

LOCUSEM

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Plateau commercial à l'état brut
Adresse du bien :	Rue Martin Schongauer
Commune :	67200 STRASBOURG
Valeur :	Pour une opération d'acquisition
	1 544 000 € HT assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.
	La société LOCUSEM peut, ainsi, acquérir l'immeuble sans justification particulière jusqu'à 1 698 400 € HT

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

LOCUSEM
Affaire suivie par : M. HECHT Raymond, Directeur opérationnnel – SA LOCUSEM – raymond.hecht@wanadoo.fr
Vos références : /

2 - DATE

de consultation : 27/09/2021
de réception : 27/09/2021
de visite : /
de dossier en état : 27/09/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Acquisition de bâtiments dans le cadre de l'opération Nouveau Plan de Rénovation Urbaine (NPNRU) de l'Elsau en partenariat avec la Ville de Strasbourg et l'EMS, afin de maîtriser l'implantation d'un nouveau pôle de commerce de proximité (supérette, boulangerie, services aux habitants).

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Références Cadastrales

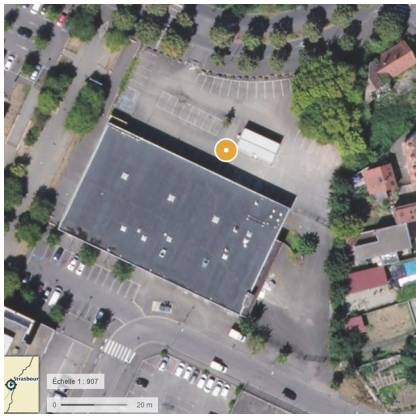
L'immeuble sous expertise figure au cadastre de la commune du STRASBOURG sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Superficie (en ares)	Zonage
NP	511	56,78	UD2
NL	229	0,30	UB3
NL	232	0,17	UD2
	Total :	57,25	

Les parcelles cadastrées sections NP n° 535 et NP n° 536 ont fusionné, elles sont répertoriées sous la parcelle cadastrée section NP n° 511, pour une superficie de 56,78 ares.

4.2. Descriptif - Situation particulière (environnement, accessibilité, voirie et réseau)





Le projet prévoit la construction d'un ensemble immobilier de cinq bâtiments :
- Bâtiments A et B en **R+4+attique** (respectivement 18 et 27 logements) + commerces en RDC
- Bâtiments C et D en **R+3+attique** (respectivement 19 et 26 logements) + crèche dans le bâtiment C
- Bâtiment E en **R+2+attique** (10 logements).

L'évaluation porte sur l'acquisition d'un plateau commercial développant une surface de plancher d'environ 955 m² en RDC des bâtiments A et B. Le plateau sera clos couvert, à diviser ultérieurement. Il comprendra des vitrines, 3 portes d'entrée pour le public et 2 accès pour les livraisons. Il sera livré brut. Il ne bénéficiera d'aucun emplacement de parking ou de garage.
Une notice descriptive, communiquée par le consultant, donne les caractéristiques techniques générales de l'immeuble et précise les travaux de finition mis à la charge de l'acquéreur.
L'opération sera conforme à la RT 2012-15 %.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Groupe KESKIN – 19 rue de la Course – 67000 STRASBOURG

5.2. Conditions d'occupation actuelles
Libre de toute occupation

6 - URBANISME

Les parcelles NP n° 511 et NL n° 232 sont situées en zone UD2 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) de l'Eurométropole de Strasbourg dont la dernière modification a été approuvée le 25/06/2021. La parcelle NL n° 229, quant à elle est située en zone UB3 du même PLUI.
La zone UD est une zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publicset/ou d'intérêt collectif) qui identifie les grands ensembles d'immeubles collectifs, les secteurs de renouvellement urbain et/ou de grands projets.
La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte (habitat, services, activités diverses, équipement publics et/ou d'intérêt collectif) qui identifie les tissus bâtis hétérogènes tant par la forme du parcellaire que des volumes et des modes d'implantation.

Qualification des parcelles :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car situées dans une zone déclarée constructible et desservie par les VRD.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché
8.1.1. Sources et critères de recherche – Termes de référence

REF EXT ou DIA	DATE	QUARTIER	SECTION	N° PLAN	N°	RUE	Surf. Terrain ares	PRIX €	Surface acte/ m²	Prix Surf/acte	OBSERVATIONS
7242	10/03/2016	Meinau	HA	393	257	de Colmar		380 000	240	1 583 €	Maison à usage de bureau - Brut Expert comptable / Dahan architecte
16323	01/08/2016	Neudorf	DK	153-216-218-222-174-220	32	Bassin d'Austerlitz		1 200 000	727,00	1 651	Locaux professionnels : 328 m² + 383 m² + 16 m² au 2 eme étage - BRUT DE BETON + 5 Pkgs au 3ème sous sol
88533	31/10/18	HP	OD	465		RUE Charles Peguy	36,94	170833	158	1 081 €	Lot n° livré brut de béton
85522	07/03/18	HP	OE	540		Rte de Wasselonne	17,25	112000	113	991 €	Lot 78 livré brut de béton
33295	01/06/20	HP	LS	28,34		Avenue Racine	28,34	2597400	999,49	2 599 €	Lots 12+13+14+15 + 9 parkings – livrés brut d'aménagements
15257	01/07/2016	MV	NT	623	223	de Schirmeck	108,23	229 167	126,30	1 814 €	2 lots prof+2 garages s/sol
Acte	02/08/2017	CRO	LH	670		rue Geneviève Anthonioz		179 200	160,10	1 119 €	Loc comm n° 3 livré brut de béton, dont 76,10 m²/ au s/sol. Prix hors 2 pk à 15 000 €HT/l'unité
32499	21/11/19	CRO	LS	764		Avenue Racine	28,34	2400000	1198	2 003 €	Loc enseignement lots n° 1 et 2 + 6 parkings – livrés bruts fluides en attente
									Moyenne :	1 605 €	
									Médiane :	1 617 €	
									Min :	991 €	
									Max :	2 599 €	

Le périmètre d'étude concernera en priorité les quartiers ouest de Strasbourg (Cronenbourg, Montagne Verte, Hautepierre) et les quartiers sud de Strasbourg (Neudorf, Meinau). La recherche se concentrera à répertorier les ventes de locaux commerciaux et/ou professionnels **cédés à l'état brut**.
L'étude de marché porte sur des cessions de locaux de bureaux livrés à l'état brut situés dans la commune de Strasbourg entre 2016 et 2020.
Les prix de vente sont compris dans une fourchette allant de 991 € HT/m² SU à 2 599 € HT/m² SU.
La moyenne et la médiane sont très proches, respectivement égales à 1 605 € HT/m² SU et 1 617 € HT/m² SU.

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues
Dans le quartier Ouest de Strasbourg, le marché des locaux cédés à l'état brut n'est pas homogène, les prix de vente unitaires oscillent dans une fourchette comprise entre 991 € /m² SU et 2 599 € /m² SU. Les prix pratiqués ne sont pas en rapport avec la surface des locaux vendus.

Dans le quartier sud de Strasbourg, s'agissant des locaux cédés à l'état brut, deux mutations ont été identifiées. Les prix de vente unitaires sont très proches et oscillent dans une fourchette comprise entre 1 583 € /m² SU et 1 651 € /m² SU. Le terme du bien situé à Neudorf (bassin d'Austerlitz) est à privilégier dans la mesure où la vente concerne un local de 727 m² situé à proximité du bien à évaluer, et dont le prix de vente s'élève à 1 651 € /m² SU.

Compte tenu de la nature et de la superficie du local à céder, la valeur unitaire au m² SU retenue pour l'évaluation, peut être arrêtée à 1 617 € / m² SU (valeur médiane du prix de vente sur le secteur).

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

La valeur vénale du plateau commercial est évaluée à :
955 m²/SU * 1 617 €/m² SU = 1 544 235 € HT, arrondie à **1 544 000 €**

Compte tenu des caractéristiques propres au bien, il est possible d'appliquer une marge d'appréciation de 10 % à la valeur vénale retenue.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

11 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.
Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.
Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur du pôle pilotage des missions
et animation du réseau



Jean-Yves MAY

CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE D'UNE AIDE A L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER AU BENEFICE DE LOCUSEM

CONVENTION

ENTRE :

La Ville de Strasbourg, ayant son siège 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de la Ville de Strasbourg, demeurant à Strasbourg, dûment habilitée par la délibération du Conseil municipal du 24 juin 2022

et

la SEM Locusem, société anonyme d'économie mixte locale, ayant son siège au 25 rue de Lausanne 67000 Strasbourg, inscrite au registre du commerces et des sociétés sous le numéro SIRET 307 115 865 00064, représentée par Monsieur Julien MATTEI, Directeur général, dûment habilité par décision du Conseil d'Administration de Locusem du 25 juin 2022

VU *le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1511-3 et R 1511-5*

VU *le régime-cadre exempté de notification N°SA.58980 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2023*

VU *la délibération de la commission permanente du Conseil municipal de Strasbourg du 24 Juin 2022*

VU *le permis de construire n° 67 482 20 V0042 du 24 septembre 2020*

VU *l'avis de France Domaine du 24 novembre 2021*

VU *le protocole d'accord du … d'acquisition par la SEM LOCUSEM des droits à l'acte de vente en l'état futur d'achèvement conclu en date du 30 décembre 2020 entre le groupe KESKIN et la SNC Marignan Résidences*

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de l'attribution d'une aide à l'investissement d'immobilier d'entreprise d'un montant de 245 000 € maximum à l'occasion de l'acquisition en VEFA de locaux commerciaux rue Watteau à Strasbourg Elsau.

Article 2 : PROGRAMME DE COMMERCES ET SERVICES

LOCUSEM prévoit l'aménagement et la mise en location des surfaces commerciales et de service suivantes :

- supermarché
- boulangerie
- Maison urbaine de Santé (MUS)
- Guichet automatique bancaire (GAB)

Le projet requiert les investissements prévisionnels suivants :

Investissement global prévisionnel de **2 643 081 € HT**, comprenant :
- 1 750 000 M€ pour l'acquisition des locaux auprès du groupe KESKIN
- 35 000 € de frais de notaire
- 715 000 € de travaux (190 000 € de clos couvert et 525 000 € de second œuvre MUS)
- 145 000 € de frais de gestion (montage et conduite opération)

Tableau de financement simplifié (aides et subventions) :

	EMS	Ville de Strasbourg	ANRU	CEA	CRGE	Total
Acquisition des murs	245 000 €	245 000 €	70 742 €			560 742 €
MUS		100 000 €	142 625 €	50 000 €	99 515 €	392 140 €
Total	590 000 €		213 367 €	50 000 €	99 515 €	**952 882 €**

Ces investissements répondront aux besoins des habitants de l'Elsau en termes de commerces et de services de proximité.

Article 3 : CARACTERISTIQUES DE L'AIDE ACCORDEE PAR L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

La subvention s'inscrit dans le cadre des règles encadrant les aides économiques des collectivités.

Cette subvention est constitutive d'une aide à l'immobilier d'entreprise, en application de l'article L1 511-3 du code général des collectivités territoriales.

Elle est éligible au régime-cadre exempté de notification à la Commission Européenne (N°SA 58980) relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales (période 2014-2023) visant à soutenir la construction et la modernisation des infrastructures locales qui contribuent à améliorer l'environnement des entreprises et des consommateurs et à moderniser et développer la base industrielle.

Ce régime permet de porter l'aide au maximum à hauteur de la différence entre les coûts d'investissement et la marge d'exploitation.

Le bilan financier prévisionnel du projet produit par LOCUSEM fait apparaître (cf. tableau en annexe) :
- Marge d'exploitation : 582.312€ (recettes actualisées - coûts d'exploitation actualisés)
- Montant d'aide maximum autorisé : 2.060.769€ (investissement prévisionnel - marge d'exploitation prévisionnelle).

Article 4: ATTRIBUTION DE l'AIDE A L'IMMOBILIER

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser au profit de la SEM LOCUSEM une subvention d'un montant plafonné à la somme de 245 000 €.

Cette aide sera versée en trois échéances successives :

- un premier versement de 200 000 € à la signature de l'acquisition des droits à la VEFA par LOCUSEM
- un deuxième versement de 25 000 € à la signature des marchés de travaux modificatifs
- un troisième versement de 20 000 € sur présentation d'un justificatif de réception des locaux commerciaux.

sur le compte ouvert auprès de la Caisse d'Épargne, IBAN : FR 76 1513 5088 1708 7714 9457 645 (selon RIB figurant en annexe).

La comptable assignataire pour la Ville de Strasbourg est Mme la Trésorière de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, Centre Administratif, 1 Parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg cedex.

Article 5 : ENGAGEMENT

En contrepartie de cette aide financière, LOCUSEM s'engage à :

- garantir des loyers attractifs permettant l'installation pérenne de commerces et services de proximité répondant aux besoins de la population du quartier,

- fournir en amont de chaque versement les pièces justifiant du montant de l'acquisition des droits à la VEFA, du montant des travaux modificatifs à engager et à l'issue du chantier du montant financier des travaux réalisés. Si le montant prévisionnel des travaux modificatifs de 190 000 € HT n'était pas atteint, la Ville de Strasbourg réajusterait le montant de la subvention au prorata du coût réel des travaux (acquisition des droits à la VEFA non compris),

- informer la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg en cas de changement de preneur et fournir copie des baux commerciaux et avenants aux services de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg dans un délai maximal de 15 jours après leur signature,

- fournir à la Ville, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan et un compte de résultat,

- de manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- informer la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ou tout document justificatif ;

- signaler à la collectivité toute situation de conflits d'intérêts et veiller à la faire cesser, au besoin en concertation avec la collectivité ;

- faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 6 : UTILISATION / REMBOURSEMENT DE L'AIDE

L'aide accordée deviendra exigible (remboursable) de plein droit, sans qu'il y ait lieu de remplir aucune formalité judiciaire de quelque nature que ce soit, dans les cas suivants :

- inexécution partielle ou totale des conditions liées à l'octroi de l'aide et notamment les engagements pris à l'article 5 ;

- ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire à l'encontre du bénéficiaire ;

- fausse déclaration du bénéficiaire.

Article 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention est valable 5 ans à compter de sa signature.

Article 8 : DECLARATIONS

Le bénéficiaire, LOCUSEM, déclare être à jour dans ses paiements vis-à-vis des administrations fiscales et des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales.

Article 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties conviennent de se rencontrer le cas échéant pour tout litige qui surviendrait pour l'application ou l'exécution de la présente convention. A défaut d'accord amiable, tout litige devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en trois exemplaires,

Strasbourg, le	Strasbourg, le
Le représentant légal de la SEM Locusem Julien MATTEI, Directeur général	La Maire de Strasbourg, Jeanne BARSEGHIAN

PJ :

- RIB de Locusem
- Tableau d'actualisation des coûts d'investissement, des coûts d'exploitation et des recettes du projet

Conseil municipal du 24 juin 2022

Point 25 à l'ordre du jour :

Projet de renouvellement urbain (PRU) Elsau - Subvention d'équipement à la SEM Locusem en vue de l'installation d'un pôle de commerces et services dans un nouvel ensemble immobilier rue Watteau.

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 57 voix - 1
- 1 voix : Mme Caroline ZORN a voté POUR alors qu'elle souhaitait ne pas prendre part au vote.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°25

Projet de renouvellement urbain (PRU) Elsau - Subvention d'équipement à la SEM Locusem en vue de l'installation d'un pôle de commerces et services dans un nouvel ensemble immobilier rue Watteau.

Pour 57	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre 0	
Abstention 0	

26

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

'Cités fertiles' : principes de mise en œuvre d'une démarche partenariale en faveur de l'agriculture urbaine dans les quartiers Politique de la Ville et lancement d'un appel à manifestation d'intérêt.

Numéro V-2022-810

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont l'ambition d'accompagner l'émergence de projets d'agriculture urbaine sur l'ensemble du territoire, permettant de créer de la cohésion et du lien social, de sensibiliser les habitant.es au rôle de la nature en ville et à l'impact de l'alimentation sur la santé, et de développer l'insertion professionnelle.

La Ville et l'Eurométropole portent également l'ambition d'augmenter la souveraineté alimentaire du territoire. En 2021, la Ville de Strasbourg a signé le *Pacte de Milan* et l'Eurométropole a obtenu la labellisation « Projet Alimentaire Territorial (PAT) - niveau 2 » du Ministère de l'agriculture et alimentation. La stratégie alimentaire en cours de définition permettra de renforcer l'articulation et la cohésion de l'ensemble des acteurs de la chaine alimentaire, des producteurs aux consommateurs. Par ailleurs, la transition agricole figure parmi les enjeux du *Plan Climat 2030*. Les actions proposées visent à encourager d'une part les pratiques agricoles respectueuses des ressources et d'autre part la consommation de produits locaux et biologiques. À ce titre, l'agriculture urbaine représente le moyen de combiner de multiples bénéfices : insertion sociale et formation professionnelle, information de l'impact de l'alimentation sur la santé, verdissement des quartiers, reconnexion des consommateurs avec les producteurs.

Dans ce cadre, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, en lien avec la Ville de Schiltigheim, portent le projet « Cités fertiles », lauréat de l'appel à projet national « Quartiers fertiles » de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), pour développer l'agriculture urbaine dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville (QPV).

L'appel à projet « Quartiers fertiles » : un levier pour développer l'agriculture urbaine

L'ANRU a été mandatée par le Ministère de la Ville et du Logement et par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation pour engager une réflexion sur les conditions de déploiement massif de l'agriculture urbaine dans les quartiers en renouvellement urbain.

L'appel à projet (AàP) « Quartiers Fertiles », lancé en février 2020 par l'ANRU, a pour objectifs de développer l'agriculture urbaine en soutenant la mise en culture de 100 quartiers en renouvellement urbain, d'accompagner la transition écologique, de créer de l'emploi, de renforcer l'attractivité des quartiers prioritaires de la ville (QPV), d'améliorer la qualité de vie et de favoriser la cohésion sociale (cahier des charges joint en annexe).

Les lauréats bénéficient d'un appui technique et financier de l'ANRU et de ses partenaires pour le co-financement de dépenses d'ingénierie (frais de personnel, d'études et d'assistance à maîtrise d'ouvrage) et d'investissements (travaux d'aménagements des terrains et d'acquisition de matériel).

Le projet « Cités fertiles »

Le projet « Cités Fertiles » contribue au développement des nouvelles politiques d'agriculture urbaine de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg et s'inscrit dans le cadre du *Contrat de Ville de l'Eurométropole de Strasbourg 2015-2023* dont les trois piliers sont le développement économique et l'emploi, la cohésion sociale et le cadre de vie. Le projet s'inscrit également dans le cadre du *Deuxième programme de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg 2019-2030*, de la démarche *Espaces Extérieurs 2023* (Espex 23), du *Projet Alimentaire Territorial* (PAT) et de la nouvelle feuille de route économique *Pacte pour une économie locale durable de l'Eurométropole*, ainsi que dans le cadre de la démarche *Parc Naturel Urbain (PNU)* de la Ville de Strasbourg.

Il a vocation à développer dans les QPV, des projets d'agriculture urbaine à visée productive en agriculture biologique, basée sur des techniques agroécologiques, avec un volet fort de pédagogie et d'animation, insérés dans le tissu associatif territorial et contribuant à des dynamiques de retour à l'emploi. Il vise également à accompagner des porteurs de projet à travers la mise à disposition de terrains adaptés à la culture nourricière qui seront attribués via un processus transparent favorisant les regroupements de porteurs de projet (appel à manifestation d'intérêt – AMI), un suivi des lauréats dans le montage de leur projet, et la mobilisation des soutiens de l'ANRU.

Il sera déployé sur quatre secteurs en renouvellement urbain : à Strasbourg, au Neuhof, à l'Elsau et à la Cité de l'Ill, et à Schiltigheim-Bischheim sur le QPV Quartiers-Ouest (carte de localisation jointe en annexe).

La métropole, en lien avec les collectivités partenaires, villes de Schiltigheim et de Strasbourg, ont déposé deux candidatures à l'AàP de l'ANRU en novembre 2020 et octobre 2021, correspondant aux deux phases de développement du projet « Cités fertiles », que l'ANRU a validé avec un soutien global de 653 250€ de subventions (courriers de notification en annexe).
Pour la première phase, dite « de maturation », le Comité d'engagement de l'ANRU a validé le 18 février 2021 un soutien à hauteur de 182 000€ de subventions, apportées par la Caisse Des dépôts et Consignations (CDC), pour les dépenses de personnel, d'ingénierie et d'études portées par l'Eurométropole de Strasbourg et les communes. La contractualisation sera conclue par une convention spécifique entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CDC. Afin de reverser la part des subventions aux propriétaires fonciers (ville de Strasbourg, bailleurs), une convention de subvention sera signée entre l'Eurométropole, unique bénéficiaire de la subvention de la CDC, et lesdits propriétaires.
Pour la deuxième phase, dite « opérationnelle », le Comité d'engagement de l'ANRU a validé le 14 octobre 2021 un soutien à hauteur de 471 250 € de subventions, apportées par le Secrétariat Général pour l'Investissement (SGPI), pour les dépenses d'investissements portées par les propriétaires des terrains à destination de l'agriculture urbaine (Eurométropole de Strasbourg, communes ou bailleurs le cas échéant) et par les structures lauréates de l'AMI. Les propriétaires fonciers ainsi que les futurs porteurs de projets seront signataires de la *Convention pluriannuelle de renouvellement urbain de l'Eurométropole de Strasbourg (2019-2030)* et percevront directement les subventions du SGPI.

Les soutiens obtenus dans le cadre du projet « Cités Fertiles » seront intégrés à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain et à son annexe financière à la faveur du premier avenant en cours de finalisation.

Les moyens mobilisés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

L'Eurométropole de Strasbourg, en sa qualité de porteur de projet du programme de renouvellement urbain, a porté une candidature globale à l'AàP « Quartiers fertiles » qui a permis de mobiliser les soutiens financiers nationaux (653 250€ au total) au bénéfice du territoire et de futurs opérateurs d'agriculture urbaine.

En complément, elle mobilise les moyens suivants pour développer le projet « Cités Fertiles »:
- un accompagnement global du projet, piloté par une cheffe de projet agriculture urbaine (poste co-financé par l'ANRU, recrutement en octobre 2021) ;
- la mobilisation de fonciers publics, de la Ville ou de l'Eurométropole, et la réalisation des études préalables nécessaires, (de sol, faune-flore, zone humide, qualité de l'eau, etc.) et des pré-aménagements (a minima l'équipement des terrains en eau et électricité) ;
- un outil d'accompagnement des porteurs de projet lauréat de l'AMI dans la construction de leur modèle économique (mission prévue dans le cadre d'un marché d'AMO « développement économique de proximité en QPV » notifié en mars 2022).

Les modalités de contractualisation pour la mise à disposition des terrains aux lauréats de l'AMI seront définies en fonction de leur statut (agriculteur, association, …), de la nature du projet et des caractéristiques règlementaires de chaque site (zonage PLU).

Les dépenses d'ingénierie sont déjà inscrites aux Plans Pluriannuels d'Investissement (PPI) de la Ville et de l'Eurométropole respectivement sur des programmes du Parc Naturel Urbain (PNU) et du renouvellement urbain (RU) et ne nécessitent aucun abondement budgétaire. Les dépenses de pré-aménagement peuvent être prises en charge sur des lignes récurrentes dans le respect des enveloppes prévues. L'ensemble de ces dépenses pourront bénéficier des subventions de l'ANRU obtenues.

L'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « Cités fertiles »

Pour développer des projets d'agriculture urbaine sur le territoire de l'Eurométropole, la collectivité en lien avec les communes et les bailleurs le cas échéant, sélectionnera une ou plusieurs structures via un AMI.

Les projets retenus devront avoir une vocation nourricière et contribuer à la redynamisation du quartier par leurs dimensions pédagogiques à destination des habitant.es et leur inscription dans une dynamique partenariale. Ils devront développer une agriculture biologique favorisant la biodiversité et la gestion alternative de l'eau. En lien avec les objectifs en matière d'insertion professionnelle du *Deuxième programme de renouvellement urbain*, ils devront être supports à la découverte des métiers et la remise à l'emploi et/ou à l'accès à la formation des habitant.es des QPV notamment les publics jeunes sans qualification et féminin.

Les structures lauréates devront s'inscrire dans un processus de concertation pour co-construire et affiner leur projet en lien avec les services des communes et de l'Eurométropole de Strasbourg, les habitant.es et les acteurs du quartier. Les candidats devront proposer un modèle économique structuré et adapté au lancement de leur activité, qui pourra être accompagné via l'AMO économique dédiée notifiée en mars 2022 pour consolider sa pérennité à terme.

L'AMI définira un cadre commun à l'ensemble des projets et une déclinaison spécifique à chaque site. Le cahier des charges unique présentera l'ensemble des moyens proposés par la collectivité et ses partenaires, le type de structures pouvant candidater, ainsi que les attendus du projet. La déclinaison de l'AMI par site, formalisée par une « fiche territoire », décrira les opportunités et les contraintes techniques du terrain et présentera son environnement : dynamiques associatives, projets urbains existants (renouvellement urbain, PNU…), partenaires potentiels, etc. Cette fiche sera établie en dialogue avec les acteurs du territoire et intégrera les résultats des différentes études et le cadre règlementaire (PLU, plan de prévention des risques inondations).

L'AMI sera lancé de manière « perlée », au gré de la confirmation de la disponibilité des sites et de la conclusion des études préalables. Les candidats disposeront d'un délai de quatre mois pour déposer leur dossier qui sera soumis à l'analyse d'un jury afin de choisir la ou les structures répondant au mieux aux enjeux du projet « Cités Fertiles » sur le terrain donné. Des critères de bonification seront prévus dans l'analyse des projets

(par exemple : développement d'actions en faveur de l'égalité femme-homme ou de techniques d'agroécologie comme l'agroforesterie). Le jury piloté par l'Eurométropole associera les communes et les bailleurs le cas échéant, ainsi que les partenaires financeurs et institutionnels.

L'AMI pourra être lancé au 2ème semestre 2022, à l'issue des études et analyses en cours, qui détermineront la mobilisation des terrains identifiés et permettront de finaliser les « fiches territoires ».

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la convention cadre du Contrat de Ville 2015-2022 de l'Eurométropole de Strasbourg signée le 10 juillet 2015 ;
vu la Convention pluriannuelle du deuxième programme de renouvellement urbain signée le 27 mars 2020 ;
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Le lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt « Cités fertiles »

décide

de l'imputation budgétaire pour la Ville de Strasbourg des dépenses correspondant aux études préalables sur les lignes Parc Naturel Urbain Ill Rhin (Ville) : ligne AP0192 – nature 2128 – programme 1174 – service AD 07; et Parc Naturel Urbain Ill Bruche (Ville) : ligne AP0192 – nature 2128 – programme 1121 – service AD 07

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e pour la Ville de Strasbourg :
- *à participer à l'appel à manifestation d'intérêt sur les secteurs où elle est propriétaire foncier,*
- *à participer à toutes les prises de décisions relatives à celui-ci,*
- *à signer un contrat de subvention avec l'Eurométropole afin de percevoir une partie des subventions obtenues par l'Eurométropole dans le cadre du projet « Cités Fertiles » pour lui permettre d'engager les dépenses nécessaires au bon déroulement du projet « Cités Fertiles ».*

Adopté le 24 juin 2022

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147259-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22



Les quartiers fertiles

L'agriculture urbaine dans nos quartiers

Cahier des charges
de l'appel à projets
Janvier 2020

ANRU
Agence Nationale
pour la Rénovation
Urbaine

Sommaire

Résumé p. 4

I. Contexte et principes directeurs de l'appel à projets p. 5

I. 1. Contexte de lancement de l'appel à projets p. 5

I. 1.A. L'agriculture urbaine, un domaine en cours de définition et de structuration, dont les enjeux recoupent ceux du renouvellement urbain p. 5

I. 1.B. L'engagement opérationnel du NPNRU et les ressources des quartiers, des opportunités pour engager ces territoires dans l'agriculture urbaine p. 5

I. 1.C. L'agriculture urbaine, un champ thématique investi par l'Etat et les collectivités territoriales, avec des premiers enseignements sur lesquels capitaliser p. 6

I. 2. Ambition de l'appel à projets p. 8

I. 3. Objectifs stratégiques de l'appel à projets p. 8

I. 4. Candidats éligibles p. 9

I. 5. Moyens alloués à l'appel à projets p. 10

I. 6. Pilotage et évaluation de l'appel à projets p. 10

II. Projets attendus des candidats p. 11

II. 1. Périmètre et contexte des projets attendus p. 11

II. 2. Ambition des projets : « des agricultures urbaines » p. 11

II. 3. Objectifs stratégiques des projets : inspirations p. 12

II. 4. Plan d'action des projets : inspirations (cf. annexe n°3) p. 13

II. 5. Gouvernance, conduite et évaluation des projets p. 13

III. Modalités de candidature, de sélection et d'accompagnement des projets p. 14

III. 1. Composition et dépôt des dossiers de candidature p. 14
III.1.A. Contenu du dossier de candidature p. 14
III.1.B. Dépôt du dossier de candidature p. 16

III. 2. Critères d'éligibilité des projets p. 16

III. 3. Critères et modalités de sélection des projets p. 17
III.3.A. Critères de sélection des projets p. 17
III.3.B. Modalités de sélection des projets p. 17

III. 4. Synthèse : mise en regard de la composition des dossiers de candidature et des critères d'éligibilité et de sélection p. 18

III. 5. Modalités d'accompagnement des projets p. 18
III.5.A. En amont des candidatures p. 18
III.5.B. Après la sélection des projets lauréats p. 19
III.5.C. Contributions spécifiques des partenaires de l'ANRU en accompagnement des projets p. 20

Annexes p. 21

Annexe n°1. Objectifs stratégiques des projets : inspirations p. 21
Annexe n°2. Externalités positives des projets d'agriculture urbaine : quelques points de repère p. 24
Annexe n°3. Plans d'actions des projets : inspirations p. 26
Annexe n°4. Les grandes étapes d'une démarche d'agriculture urbaine professionnelle p. 39

Résumé

L'agriculture urbaine, multifonctionnelle, offre des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux, qui constituent une véritable réponse à certains enjeux spécifiques aux quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et dont ils doivent se saisir. L'engagement opérationnel du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) représente une opportunité d'engager les quartiers en renouvellement urbain dans la dynamique nationale émergente de structuration et de consolidation d'activités agricoles au sein des tissus urbains et péri-urbains.

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), mandatée à l'été 2019 par le Ministre en charge de la Ville et du Logement, Julien Denormandie, pour engager une réflexion sur les conditions d'un déploiement plus massif de l'agriculture urbaine dans les quartiers en renouvellement urbain, lance le présent appel à projets avec l'ambition de soutenir la mise en culture, à terme, de 100 quartiers du NPNRU. Il s'agit d'amplifier le nombre de projets d'agriculture urbaine au sein des quartiers prioritaires en renouvellement urbain, considérant notamment qu'il s'agit d'une opportunité de création d'emplois locaux, et donc d'insertion sociale et professionnelle, tout en soutenant des formes variées d'agriculture urbaine, par définition multifacette, et adaptées aux contextes spécifiques propres à chaque territoire. Les initiatives proposées ont vocation à s'inscrire dans une logique productive et marchande.

L'objectif de massification et d'accélération de l'agriculture urbaine, par le soutien à un nombre conséquent d'initiatives au titre de cet appel, **devra trouver écho dans des projets accompagnant la structuration de filières locales** et créateurs de ressources économiques pour les territoires, associant de manière étroite les habitants dans leur conception et leur mise en œuvre, avec un impact positif démontré sur l'environnement.

Pour ce faire, les projets lauréats bénéficieront d'un appui technique et opérationnel, individuel et collectif, **et d'une aide financière** pour le co-financement d'études et missions d'ingénierie, d'investissements et de dépenses de personnel.

Il s'adresse aux collectivités territoriales menant des projets de renouvellement urbain dans le cadre du NPNRU, ou à des opérateurs qui justifieraient d'un partenariat avec ces collectivités et d'une articulation de la proposition avec le projet urbain.

En cohérence avec le NPNRU auquel s'adosse le présent appel à projets, **les propositions doivent porter sur des quartiers d'intérêt national ou régional du programme.**

Plusieurs vagues d'appels à candidatures sont envisagées, et seront annoncées progressivement. La première session donne lieu à un dépôt des dossiers auprès de l'ANRU au plus tard le lundi 1er juin 2020.

Cet appel à projets est conçu en partenariat avec l'ADEME, l'Agence du service civique, l'Association française d'agriculture urbaine professionnelle **(AFAUP),** l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture **(APCA),** l'Agence régionale de la biodiversité d'Ile-de-France **(ARB Ile-de-France),** l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France **(ARS Ile-de-France),** la **Banque des Territoires,** le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement **(CEREMA /** CEREMA Territoire et ville, et CEREMA Ile-de-France), le Comité national de liaison des régies de quartier **(CNLRQ)** et son association Si T'es Jardin, le **Groupe SOS** (Auxilia, Blue Bees, Fermes d'Avenir), l'Institut national pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement **(INRAE),** l'Institut de recherche pour le développement **(IRD),** l'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement **(AgroParisTech), le Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, le Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, le Secrétariat général pour l'investissement (SGPI), la Ville de Paris et des personnalités qualifiées.**

Pour plus d'informations : **anruplus@anru.fr**

I

Contexte et principes directeurs de l'appel à projets

I. 1. Contexte de lancement de l'appel à projets

I.1.A. L'agriculture urbaine, un domaine en cours de définition et de structuration, dont les enjeux recoupent ceux du renouvellement urbain

La définition de l'agriculture urbaine est toujours en construction, et peut être liée à une combinaison de critères à la fois géographiques et fonctionnels.
Dès 2000, Luc J.A. Mougeot met en évidence les liens unissant l'agriculture urbaine et la ville, précisant que « l'agriculture urbaine est une activité localisée à l'intérieur (agriculture intra-urbaine) ou sur les bords (agriculture périurbaine) d'une ville, cité ou métropole. Elle produit ou élève, transporte ou distribue une diversité de produits (aliments ou non-aliments), et fait un large appel aux ressources humaines et matérielles (parfois les réutilise), produits et services trouvés dans et autour de la ville. A son tour elle offre des ressources humaines et matérielles, des produits et services, principalement à l'espace urbain »[1].
L'ADEME avance que l'agriculture urbaine peut se définir comme tout acte visant la maîtrise du cycle végétal ou animal, dans un but de production alimentaire ayant lieu en zone urbaine ou périurbaine, mais là où elle est déterminante pour la sécurité alimentaire et la subsistance des populations dans les pays en développement, elle apparaît multifonctionnelle dans les pays développés, dépassant le seul rôle alimentaire et offrant des bénéfices multifacettes aux territoires et à leurs habitants[2].
Dans une logique souvent systémique, les projets qui se déploient en la matière se situent en effet à la rencontre de dimensions :

- **économiques :** création d'emplois non délocalisables, vocation d'insertion sociale et professionnelle, montée en compétence des acteurs non professionnels, structuration de filières locales ou micro-locales,
- **sociales :** projets fédérateurs, créateurs de lien social et d'inclusion, pouvant aussi être bénéfiques sur les plans pédagogique et sanitaire, avec une alimentation plus qualitative(produits de saisons),
- **et environnementales :** retour ou consolidation de la nature en ville et de la biodiversité, principes favorables à l'économie circulaire (recyclage et compostage des biodéchets notamment) avec le déploiement de circuits courts, préservation de terres agricoles en zone périurbaine.

I.1.B. L'engagement opérationnel du NPNRU et les ressources des quartiers, des opportunités pour engager ces territoires dans l'agriculture urbaine

Lancé en 2014 dans le cadre de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine qui marque le renouveau de la politique de la ville, **le NPNRU, en synergie avec les piliers « cohésion sociale » et « développement de l'activité économique et de l'emploi » des contrats de ville, a vocation à accompagner la transformation profonde des quartiers prioritaires de la politique de la ville qui, au-delà de la forte concentration de pauvreté qui les caractérisent, présentent les dysfonctionnements urbains les plus importants.**
Il s'agit d'engager une mutation significative des 450 quartiers visés par le programme, en répondant aux problématiques d'enclavement, de dégradation du bâti et des espaces publics, d'inadaptation des trames urbaines et foncières, mais aussi de déficit en matière d'offre commerciale et de services, et de difficultés d'accès aux activités économiques.
En 2016, un plan d'amplification et d'accélération de l'investissement dans les quartiers en renouvellement urbain est venu renforcer les moyens alloués au NPNRU, portés à 10 milliards d'euros.
Opérateur de ce programme, **l'ANRU accompagne en outre la mise en œuvre d'actions du Programme d'investissements d'avenir (PIA), en faveur de l'innovation urbaine et sociale, placée notamment au service de la transition écologique des quartiers :** 121 millions d'euros de subvention issus des actions « Ville durable et solidaire » (PIA 2) et « Territoires d'innovation » (PIA 3) permettent depuis 2016 de soutenir une trentaine de pro-

1. MOUGEOT, L. J. A., « Urban agriculture: Definition, presence, potential and risks », in Bakker et al, 2000.
2. ADEME, « Agriculture urbaine, quels enjeux de durabilité ? Définition des différentes pratiques d'agriculture urbaine et décryptage de ses principaux enjeux de durabilité », Décembre 2017.

jets d'expérimentation dans des quartiers d'intérêt national du NPNRU. Tous sont en phase d'engagement ou de déploiement opérationnel, avec des premiers retours d'expériences concernant notamment leurs conditions de réplicabilité ou de changement d'échelle.

Début 2020, près de 85 % des projets de renouvellement urbain du NPNRU sont validés.

Les 40 milliards d'euros d'investissement générés dans les 450 quartiers du programme donneront lieu à des projets urbains d'ampleur offrant des supports souvent inédits de végétalisation et de mise en culture. Ce contexte d'engagement opérationnel des projets de transformation des quartiers est donc propice au déploiement d'une agriculture urbaine de proximité, au cœur ou en périphérie des villes, support de compétences et d'emplois nouveaux pour des territoires qui se définissent par ailleurs par un fort taux de chômage, dans une dynamique d'*empowerment*, levier de mixité fonctionnelle en offrant des services et des équipements de proximité, et enfin vecteur d'accélération de la transition écologique et de qualité paysagère. En d'autres termes, l'agriculture urbaine peut constituer un levier de réponse aux dysfonctionnements urbains des quartiers (désenclavement, déploiement de services de proximité…) mais il s'agit plus globalement **de saisir la temporalité de déploiement opérationnel du NPNRU pour doter les projets d'une nouvelle dimension plus ambitieuse sur les plans économique, social et environnemental, dont l'agriculture urbaine peut être le point de convergence.**

Outre le contexte temporel favorable à l'émergence d'un volet agricole au sein de projets urbains plus englobants, **les territoires en eux-mêmes du NPNRU constituent des ressources pour le déploiement de telles démarches.** Les formes urbaines caractéristiques de nombre de ces quartiers, présentent une densité faible du fait de la collaboration de grands ensembles et de vastes espaces vides qui constituent des potentiels de végétalisation plus ou moins exploités. Des friches seront par ailleurs générées par les projets urbains et notamment les démolitions : l'agriculture urbaine pourra constituer une réponse à l'enjeu fort de gestion de ces espaces en attente d'intervention, dans une logique d'urbanisme transitoire par exemple. En outre, bâtiments de logements et équipements publics, réhabilités ou créés dans le cadre du NPNRU, mais aussi parkings sous dalle ou souterrains et locaux vacants, constituent là encore des terrains de développement d'activités de culture ou d'élevage au sein du tissu urbain. Les centres anciens, qui font l'objet d'une intervention à part entière de l'Agence dans le cadre du NPNRU, peuvent offrir des possibilités de végétalisation du bâti.

Par ailleurs, **les quartiers prioritaires se caractérisent par des réseaux d'acteurs riches et ancrés, notamment associatifs, pouvant développer des projets d'agriculture urbaine.** Des démarches expérimentales peuvent être amorcées, en lien avec des structures de l'innovation en recherche de terrains de prototypage, mais il convient surtout de mobiliser des moyens pérennes d'animation pour viabiliser les projets entrepris, au-delà de la nécessaire réflexion sur leurs modèles économiques : les écosystèmes locaux d'acteurs d'ores et déjà structurés sont à considérer dans cette perspective, en envisageant notamment les conditions de leur montée en compétence.

Enfin, les actions menées par l'ANRU en matière d'innovation, avec en particulier le lancement de « ANRU+, plus d'innovation, plus d'investissement dans les quartiers », ont contribué à engager une réflexion thématique spécifique sur l'agriculture urbaine. Une dizaine de territoires fait d'ores et déjà l'objet d'un accompagnement au titre du PIA pour la mise en œuvre d'actions dédiées et se sont mobilisés avec leurs partenaires dans un groupe de travail visant à croiser les expériences menées localement, pour en déduire les pratiques opérationnelles les plus efficientes, dans une recherche d'innovation. Ce groupe de travail a donné lieu à la production d'un guide opérationnel pour le déploiement de projets d'agriculture urbaine dans le contexte spécifique du renouvellement urbain, mis à disposition dans le cadre du présent appel à projets pour étayer les candidatures potentielles[3].

I.1.C. L'agriculture urbaine, un champ thématique investi par l'Etat et les collectivités territoriales, avec des premiers enseignements sur lesquels capitaliser

La dynamique de renforcement de l'agriculture urbaine dans les quartiers qu'il s'agit d'impulser par le présent appel à projets trouve résonnance dans un certain nombre d'initiatives nationales, régionales et locales d'ores et déjà à l'œuvre sur la nature en ville et plus spécifiquement la mise en culture des territoires urbains.

Les projets d'agriculture menés en contexte urbain sont émergents et donnent souvent lieu à des approches expérimentales, se développant en marge des réseaux professionnels agricoles structurés avec l'émergence et la montée en compétence progressive de néo-agriculteurs urbains. Néanmoins, plusieurs Plans nationaux et appels à projets locaux ont depuis quelques années été l'occasion de formaliser des premiers savoir-faire méthodologiques et techniques sur lesquels il s'agit de s'appuyer pour renforcer l'engagement des quartiers dans les initiatives d'agriculture urbaine. Par exemple :

- Le Plan Ville durable du **Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales** a donné lieu au lancement du Plan « Restaurer et valoriser la nature en ville » qui affirmait dès 2009 que « les espaces agricoles sont le support de fonctions écologiques, économiques et sociales (production d'aliments, de biomasse, d'éco-matériaux, épuration des eaux, fonctions paysagères, animation de territoires…) » et que « l'agriculture a en charge leur gestion », ainsi que la nécessité de « redéfinir une agriculture locale »[4].
- La démarche EcoQuartier, également lancée en 2009 en application de la loi Grenelle II dans le cadre du Plan national Ville durable, a donné lieu à l'accompagnement spécifique et

la valorisation de projets développant un volet agricole, dont certains en contexte de renouvellement urbain, et au lancement en 2016 d'un groupe de travail ayant permis la valorisation d'initiatives de mise en place de systèmes alimentaires à l'échelle territoriale favorisant les circuits courts, et à la production d'outils méthodologiques d'aide à la décision pour renforcer l'agriculture urbaine dans les projets urbains (fonctions des projets d'agriculture urbaine, pilotage, mobilisation des partenaires, modalités de contractualisation, organisation de l'expertise, économie et temporalité des projets...).[5]

Dans la continuité du Plan nature en ville, le Plan biodiversité, adopté en 2018 par le **Ministère de la Transition écologique et solidaire** pour renforcer les actions de préservation ou de restauration de la biodiversité, avec un objectif phare de zéro artificialisation nette, fixe notamment pour objectif de « faire de l'agriculture une alliée de la biodiversité de [d'] accélérer la transition agroécologique », en application notamment du Plan Climat du Gouvernement de 2017 et des Etats généraux de l'alimentation de 2018.

Le Programme national pour l'alimentation (PNA), qui émane de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2014, prévoit le soutien à l'émergence de projets alimentaires territoriaux, dans le cadre d'appels à projets annuels déployés par le **Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation.** Il s'agit de mettre en place des démarches de rapprochement des producteurs, transformateurs, distributeurs, ainsi que des collectivités territoriales, des acteurs de la société civile et des consommateurs, au sein desquelles l'agriculture urbaine et périurbaine peut trouver place.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) s'est quant à elle mobilisée pour proposer une objectivation des pratiques liées à l'agriculture urbaine et formaliser ses enjeux de durabilité[6], en complément de son intervention auprès des territoires en appui à l'économie circulaire, la dépollution des sols (notamment la gestion des friches polluées) et de l'air, la nature en ville, ou encore l'adaptation au changement climatique, à la croisée desquelles se situe l'agriculture urbaine.

Des appels à projets lancés par des collectivités territoriales permettent en outre de soutenir, d'accélérer les initiatives opérationnelles, et d'en faire des démonstrateurs, avec de premiers retours d'expériences éclairants sur les conditions de faisabilité et de viabilité de projets agricoles en tissu urbain ou périurbain constitués.

- Les Parisculteurs, lancé à Paris en 2016 par la Ville de **Paris,** a donné lieu à trois sessions d'appel à projets, pour contribuer à la végétalisation et la mise en culture du bâti et de terrains à hauteur de 100 hectares d'ici 2020, dont 30 dédiés à l'agriculture urbaine. « La boîte à outils des Parisculteurs », publiée en 2017 et mise à jour en 2019, offre des clés opérationnelles et un guide de questionnement pour mener à bien un projet d'agriculture dans un contexte urbain.
- À **Rennes,** un appel à manifestations d'intérêt cible en 2019 trois lots de parcelles sur une dizaine d'hectares pour installer des activités agricoles, à la fois innovantes et écologiques.
- Le Conseil Régional **d'Ile-de-France** a lancé en 2019 également un appel à manifestations d'intérêt pour concrétiser son dispositif régional de soutien aux initiatives d'agriculture urbaine et périurbaine, dans la logique de son Pacte agricole.

Et le Conseil économique, social et environnementale (CESE) d'affirmer en 2019 que l'agriculture urbaine, par définition plurielle dans ses objectifs comme dans ses formes, constitue « un outil déterminant pour des villes durables »[7], qui peut trouver écho dans le Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), dont les objectifs incontournables conjuguent restructuration urbaine, cohésion sociale, attractivité économique et transition écologique, piliers de la ville durable et solidaire.

Par le lancement du présent appel à projets, l'ANRU souhaite s'inscrire dans la continuité de ces réflexions et travaux, sur lesquels il s'agit de capitaliser.
Les quartiers prioritaires n'ont jusqu'alors pas été spécifiquement ciblés par les dispositifs de soutien à l'agriculture urbaine déployés, mais devront pouvoir bénéficier des ressources d'ores et déjà structurées et tenir compte des retours d'expériences préexistants pour que des projets ambitieux mais également viables puissent y être développés. Aussi, cet appel à projets a été conçu de manière partenariale avec les acteurs institutionnels, académiques et professionnels mobilisés sur le sujet.

3. Le guide « L'agriculture urbaine dans les quartiers en renouvellement urbain : boîte à outils du montage d'un projet » est disponible sur Anruscope : https://www.anruscope.fr/les-thematiques/Agriculture-urbaine/Outils/Bibliotheque%20documents%20ANRU/Les%20Cahiers%20de%20l'Innovation%20-%20Montage%20opérationnel%20-%20Agriculture%20urbaine/ClubANRU+_GuideAgriUrbaine.pdf
4. Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, « Plan Restaurer et valoriser la nature en ville », « Plan ville durable », 9 novembre 2010.
5. Ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales / CEREMA / Exp'AU, « L'agriculture urbaine dans les EcoQuartiers », Mars 2019.
6. ADEME, *op.cit.*, Décembre 2017.
7. Conseil économique, social et environnemental, avis « L'agriculture urbaine : un outil déterminant pour des villes durables », 12 juin 2019.

I.2. Ambition de l'appel à projets

L'ANRU, mandatée à l'été 2019 par le Ministre en charge de la Ville et du Logement, Julien Denormandie, pour engager une réflexion sur les conditions d'un déploiement plus massif de l'agriculture urbaine dans les quartiers en renouvellement urbain, souhaite saisir l'opportunité qu'offre le NPNRU d'intégrer les quartiers à la dynamique nationale de structuration et de consolidation d'activités agricoles au sein des tissus urbains et péri-urbains, avec l'ambition de soutenir, à terme, la mise en culture de 100 quartiers du NPNRU.

Il s'agit d'accompagner des projets d'agriculture urbaine à amorcer, concrétiser ou accélérer et amplifier. Ces projets devront démontrer qu'ils réunissent les opportunités économiques, sociales et environnementales qu'offre l'agriculture urbaine, avec une attention à porter notamment à l'enjeu **de création d'emplois directs et indirects, afin de faire de l'agriculture urbaine un moteur de développement endogène,** et à la mobilisation des habitants, en conception comme en exploitation.
Le déploiement opérationnel d'un volet d'agriculture urbaine au sein des projets de renouvellement urbain doit répondre à une mise en œuvre étroitement articulée avec le NPNRU et contextualisée, afin de répondre aux besoins spécifiques de chaque quartier concerné et de ses habitants. A cet effet, les candidatures sont à porter par les collectivités territoriales menant des projets de renouvellement urbain dans le cadre du NPNRU auxquels doit s'intégrer le volet d'agriculture urbaine, ou en partenariat étroit avec elles lorsqu'elles sont présentées par d'autres opérateurs.
Plusieurs vagues de candidatures sont envisagées à compter de 2020, et seront annoncées progressivement lors de leur lancement.
Les projets lauréats feront l'objet d'un accompagnement, puis d'une capitalisation et d'une valorisation à l'échelle nationale, dans l'objectif de structurer et diffuser des savoir-faire nouveaux.

I.3. Objectifs stratégiques de l'appel à projets

Afin de répondre à l'ambition de soutenir, à terme, la mise en culture de 100 quartiers du NPNRU, le présent appel à projets poursuit les objectifs stratégiques suivants :

- Renforcer **l'attractivité des quartiers,** notamment économique, par une activité créatrice d'emplois au sein des quartiers (production, transformation, restauration, commercialisation, mais aussi animation), ainsi que des activités pédagogiques et conviviales que permettent les installations d'agriculture urbaine,
- Améliorer **la qualité de vie** et la santé des habitants, par un environnement et une alimentation plus sains et accessibles (nutrition mais aussi éducation à la santé et gestion des risques sanitaires éventuels (pollutions anthropiques, etc.),
- Favoriser **la cohésion sociale** par la mise en synergie autour de l'agriculture urbaine de différents groupes d'acteurs (habitants, maîtres d'ouvrage, services publics de gestion urbaine, écoles, établissements scolaires agricoles, agriculteurs traditionnels, commerçants…),
- Contribuer à la **préservation des ressources naturelles et à réduire l'impact du changement climatique** notamment en matière de gestion des eaux, de non-artificialisation ou de renaturation des sols,
- Faire de l'agriculture urbaine un levier de la **transition écologique des quartiers,** notamment par l'intégration des services écosystémiques qu'elle offre, mais aussi par les potentiels de circuits courts dont elle est le support, et ainsi contribuer à la résilience des quartiers face aux défis climatique et économique, en renforçant la place de la nature en ville et l'autonomie alimentaire des habitants.

Pour ce faire et accompagner la concrétisation d'un nombre plus massif de projets d'agriculture urbaine, l'appel a vocation à mutualiser et ainsi renforcer les dispositifs d'accompagnement opérationnel des projets d'agriculture urbaine, qu'ils soient techniques ou financiers, face au constat que le secteur est encore en phase de tâtonnement (notamment quant à ses modèles économiques, nécessairement coconstruits) et relève d'environnements sous contrainte (disponibilité et accessibilité du foncier, pollutions des sols…). Par ailleurs, si l'agriculture urbaine n'a pas la capacité quantitative à constituer la solution exhaustive pour nourrir les citadins, et doit rester complémentaire de l'agriculture rurale, elle nécessite de trouver des modes de déploiement adaptés au contexte spécifiquement urbain.

L'appel à projets viendra par ailleurs soutenir des initiatives aux niveaux de maturité différenciés, étant conçu comme l'occasion d'initier des actions d'agriculture urbaine qui n'étaient pas envisagées jusqu'alors dans le cadre du projet urbain, mais aussi d'accélérer et de concrétiser les démarches en gestation. Il s'agira également de renforcer la mobilisation de territoires d'ores et déjà investis sur cette thématique pour mener à bien leur projet, en en faisant des pilotes susceptibles de partager leurs premiers retours d'expériences. Aussi, les porteurs de projet peuvent candidater quel que soit le niveau d'avancement de leur démarche.

Le présent appel à projets pourra contribuer à soutenir des démarches d'innovation dans un secteur en cours de structuration. Des expérimentations, des projets de recherche et développement, ou de recherche appliquée, pourront être soutenus et valorisés, et contribuer ainsi à une dimension démonstratrice des projets, mais le caractère innovant des actions proposées ne constituera pas un critère d'éligibilité ou de discrimination des candidatures.

I.4. Candidats éligibles

Pour assurer la bonne articulation des initiatives d'agriculture urbaine proposées avec les projets de renouvellement urbain auxquelles elles doivent s'intégrer, les candidats éligibles sont :

- **les collectivités territoriales** menant les projets de renouvellement urbain dans le cadre du NPNRU, qu'ils portent sur des quartiers d'intérêt national ou régional ;
- **tout autre opérateur,** sous réserve de la formalisation d'un partenariat avec la collectivité portant le projet NPNRU.

Dans les deux cas, il est attendu que le candidat mobilise un partenariat structurant autour de la proposition qu'il émet en matière d'agriculture urbaine, associant notamment les compétences spécifiques liées aux pratiques agricoles, qu'elles soient ou non portées par des professionnels, ainsi que des acteurs de la formation et la recherche. Il s'agit plus globalement de mettre en synergie les collectivités avec les acteurs économiques et sociaux, y compris en soutien à l'entrepreneuriat.
En tout état de cause, le projet doit associer les habitants dès sa phase de conception, selon des finalités qui répondent à leurs besoins et leurs pratiques, sur la base d'éléments de diagnostic à partager dans le cadre de la candidature.



Source : Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales / CEREMA / Exp'AU, « L'agriculture urbaine dans les EcoQuartiers », Mars 2019.
Schéma « Liste non exhaustive des acteurs pouvant être mobilisés pour un projet d'agriculture urbaine, selon leur domaine de compétence ».



I. 5. Moyens alloués à l'appel à projets

L'appel à projets mobilise subventions et fonds propres, en co-investissement, qui permettront le co-financement par l'ANRU et ses partenaires d'études et missions d'ingénierie, d'investissements et de dépenses de personnel, et des dispositifs d'accompagnement techniques et scientifiques des projets et du réseau des lauréats.

I. 6. Pilotage et évaluation de l'appel à projets

Le présent appel à projets est lancé et mis en œuvre par l'ANRU, en tant qu'opérateur du NPNRU auquel il s'adosse, en association étroite avec des partenaires nationaux mobilisant expertise et financements au service de ce dispositif.
L'appel à projets s'appuiera ainsi sur un comité de pilotage, également comité de sélection, et un comité d'experts.

En articulation avec l'auto-évaluation menée au niveau local (*cf.* II.5) par les porteurs de projet et leurs partenaires, le dispositif fera l'objet d'une évaluation au niveau national, mobilisant notamment des acteurs de la recherche.

II

Projets attendus des candidats

II. 1. Périmètre et contexte des projets attendus

Les projets soutenus par le présent appel à projets doivent porter sur des QPV d'intérêt national ou régional du NPNRU, dont la liste est fixée par arrêté ministériel, conformément à l'article 9-1 de la loi n°2003-710 du 1er août 2003[8]. Comme pour le NPNRU, l'Agence pourra soutenir à titre exceptionnel dans le cadre du présent appel à projets des interventions conduites à proximité des quartiers concernés (limites des QPV), si le caractère indissociable et nécessaire à la mise en œuvre du projet au bénéfice des habitants du quartier est démontré.
La candidature peut porter sur l'un ou sur plusieurs des quartiers du NPNRU sur le territoire concerné. Les secteurs d'intervention opérationnelle au sein de ces quartiers sont à préciser par le candidat.
Toutefois, si les soutiens apportés viseront des actions menées au sein des quartiers prioritaires, celles-ci pourront solliciter ou témoigner d'impacts sur des territoires qui dépassent le seul périmètre du quartier prioritaire, dans la logique notamment de structuration de filières (liens avec d'autres quartiers de l'agglomération visée, ou avec des espaces ruraux en périphérie par exemple).

En tout état de cause, il est attendu des candidats qu'ils présentent à la fois le périmètre de réalisation de leur projet (son implantation physique) et son périmètre d'impact (les quartiers et les populations touchées par le projet), en justifiant le choix de ces périmètres au regard des atouts (terrains disponibles, acteurs compétents et mobilisés, climat propice…) et des difficultés (sociales, environnementales, économiques) constatés.

II. 2. Ambition des projets : « des agricultures urbaines »

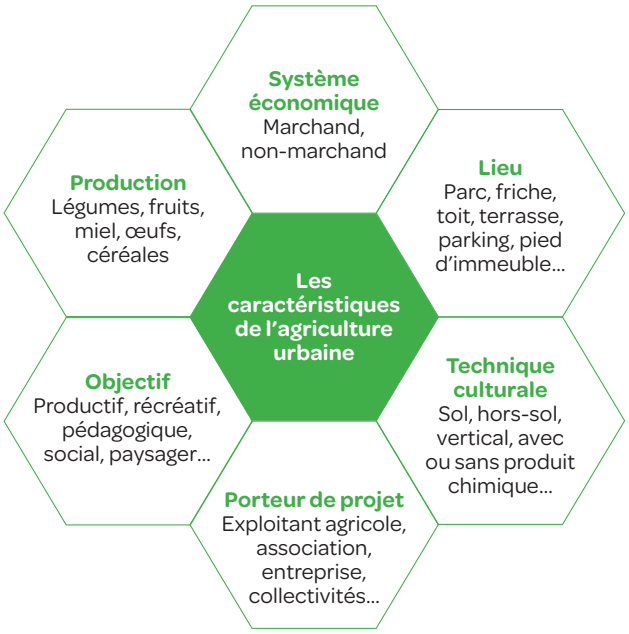
Il n'existe pas une agriculture urbaine mais des agricultures urbaines, qui se caractérisent par une grande diversité de projets, et qui diffèrent quant aux modes de fonctionnement, aux lieux d'implantation, aux techniques culturales employées, aux dispositifs d'animation, aux modèles économiques mais également aux problématiques locales auxquelles elle répond, selon les contextes dans lesquels elle se déploie.

Des projets en pleine terre à la culture hors-sol en hydroponie, en passant par des projets utilisant des sols reconstitués ou des techniques de permaculture, l'agriculture urbaine peut, comme le souligne l'ADEME, être *low-tech,* issue de la culture traditionnelle et menée plutôt en pleine terre, comme *high-tech*[9]. Elle peut être productiviste, expérimentale (R&D), ou à simple visée pédagogique, avec des volumes de production plus confidentiels. L'agriculture urbaine peut également se traduire par des espaces productifs interstitiels investissant le bâti et les infrastructures, des jardins collectifs, des micro-fermes urbaines, des fermes urbaines polyvalentes ou spécialisées, ou encore des fermes périurbaines maraîchères[10].

On peut également catégoriser les différents types d'agriculture urbaine selon qu'elle repose sur des activités professionnelles ou non professionnelles, qui peuvent quant à elles être individuelles ou collectives, ou encore sur des techniques à vocation servicielle, pour contribuer à l'aménagement ou la gestion des espaces publics ou privés.

8. Quartiers dits d'intérêt national : arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain
Quartiers dits d'intérêt régional : arrêté du 15 janvier 2019 rectifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés à titre complémentaire par le nouveau programme national de renouvellement urbain.
9. ADEME, *ibid.*, Décembre 2017.
10. Typologie établie par le Ministère de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, le CEREMA et Exp'AU dans le cadre du guide « L'agriculture urbaine dans les EcoQuartiers » *(op.cit.),* Mars 2019.

Il s'agit par le présent appel à projets d'honorer la pluralité des formes que peut prendre l'agriculture urbaine, en sélectionnant des projets qui refléteront la richesse des différentes facettes qui peuvent donner corps à cette notion d'ensemble (jardins partagés/familiaux ou jardins d'insertion, micro-fermes, projets complexes…).



Source : ADEME, « Agriculture urbaine, quels enjeux de durabilité ? », Décembre 2017. Schéma « Les caractéristiques de l'agriculture urbaine », Anne-Cécile Daniel.

Aussi, **le présent appel à projets ne cible pas de dimensions exclusives de l'agriculture urbaine à traiter ni n'impose la forme qu'elle pourrait prendre en termes d'objets à soutenir,** mais requiert une contextualisation des actions proposées, par une mise en perspective des objectifs stratégiques et opérationnels du projet de renouvellement urbain. Les démarches agricoles proposées doivent en effet avoir pour vocation première d'enrichir l'intervention en restructuration urbaine, et de répondre dans le même temps aux problématiques identifiées d'un territoire donné (enjeu de consolidation du tissu économique local, programmation d'espaces en friche…).

En tout état de cause, les projets devront témoigner d'une intégration forte au quartier, d'une conception et d'une animation par et pour les habitants, et d'un impact positif sur l'environnement (mode de gestion à impact minimal, entretien, arrosage, intrants, culture symbiotique…). La complémentarité avec l'agriculture traditionnelle rurale régionale, les productions à l'œuvre sur le territoire et leurs acteurs, devra également être envisagée, afin d'assurer la pérennité et la viabilité économique du modèle proposé, en identifiant le type et les volumes de production adaptés au contexte. Les candidats sont notamment encouragés à prendre en compte les Projets alimentaires territoriaux (PAT) lorsqu'ils sont définis, ou à s'y intégrer lorsqu'ils sont en cours d'élaboration.

Si certains projets pourront témoigner d'une approche globale et systémique, d'autres pourront privilégier une dimension particulière de l'agriculture urbaine, la considérant ici ou là et selon les enjeux propres à chaque territoire comme :

- un vecteur d'insertion ou d'entreprenariat, et d'emploi,
- une opportunité d'animation territoriale (à travers des dispositifs de sensibilisation voire d'éducation populaire) et donc de cohésion sociale,
- le support d'une entrée du territoire dans l'économie circulaire par la mise en place de boucles complètes du biodéchet au produit transformé (« craddle to craddle », ou « de la fourche à la fourchette »),
- le levier d'intégration du quartier à une filière agroalimentaire pouvant associer les territoires périurbains ou ruraux,
- un moyen de contribuer à une alimentation choisie, diversifiée et plus accessible,
- un outil d'une consommation plus vertueuse et à moindre coût,
- un projet pédagogique et de montée en compétence collective,
- un projet global de promotion de la santé et d'éducation nutritionnelle,
- un mode de gestion écologique des espaces publics mobilisant des dispositifs de dépollution des sols, un moyen de lutter contre la surchauffe urbaine ou encore de participer à la gestion des eaux pluviales,
- une perspective de programmation urbaine,
- la possibilité de doter un quartier d'un lieu totem,
- une valorisation du bâti,
- une thématique d'innovation, d'expérimentation, et de recherche et développement.

Si la nature des projets est laissée à l'appréciation des candidats, il est en revanche demandé que ceux-ci formulent clairement leur ambition, idéalement quantifiée et temporalisée, et pouvant prendre la forme d'un « slogan », et que celle-ci soit justifiée par le contexte.

II. 3. Objectifs stratégiques des projets : inspirations (*cf.* annexes n°1 et 2)

Les objectifs stratégiques et opérationnels sont à définir de manière contextualisée en fonction des spécificités des territoires. Figure en annexe n°1 du présent cahier des charges une liste suggestive et non exhaustive d'objectifs et d'indicateurs de suivi et d'évaluation associés, pouvant servir d'inspirations pour les candidats.

Quels que soient les objectifs stratégiques dont se dotent les porteurs de projet, en cohérence avec les problématiques

propres à leur secteur d'intervention, il s'agit par le présent appel à projets d'amplifier l'effet levier de l'agriculture urbaine sur les secteurs prioritaires de la politique de la ville en maximisant les bénéfices qu'il peut offrir. En d'autres termes, l'agriculture urbaine devra être appréhendée au sein des projets proposés comme un vecteur de réponse aux enjeux spécifiques aux quartiers prioritaires et à leurs habitants, en captant plus fortement les externalités positives et services écosystémiques (*cf.* annexe n°2) qu'elle peut engendrer :

- Bénéfice social ;
- Bénéfice économique ;
- Bénéfice en matière d'attractivité ;
- Bénéfice sanitaire ;
- Bénéfice environnemental et lié à la qualité du cadre de vie ;
- Gain en résilience…

Dans cette optique, les porteurs de projet devront décliner leur ambition en objectifs stratégiques, précisant les résultats que leur projet vise à atteindre.

II. 4. Plans d'actions des projets : inspirations (*cf.* annexe n°3)

De même que l'appel à projets n'impose pas les objectifs stratégiques à formuler localement pour chaque projet, les objets d'incarnation des initiatives d'agriculture urbaine candidates sont à définir de manière contextualisée. Par définition multifacette dans ses objectifs et dans les bénéfices qu'elle offre, l'agriculture urbaine peut être protéiforme. De premiers retours sur des expériences menées notamment dans le contexte du renouvellement urbain peuvent inspirer les initiatives futures (*cf.* annexe n°3).

Les plans d'actions proposés sont à construire de manière cohérente et donc justifiée avec les objectifs stratégiques identifiés, auxquels il s'agit de répondre de manière opérationnelle.

Pour chacune des actions envisagées, il convient, selon le niveau de maturité, de préciser son objet et sa finalité, son articulation avec le projet urbain, l'entité responsable de sa mise en œuvre, les moyens humains et financiers mobilisés pour sa conduite, sa temporalité de déploiement, et les risques potentiels identifiés.

II. 5. Gouvernance, conduite et évaluation des projets

Des dispositifs de gouvernance et de pilotage dédiés à la mise en place et au déploiement du projet d'agriculture urbaine sont à mettre en place, de manière cohérente avec l'ambition proposée. Il s'agit de confirmer le portage politique du projet et l'adéquation des moyens dédiés à son pilotage technique, par une présentation de l'équipe projet mobilisée ainsi que des instances de suivi et de décision, et de leur fonctionnement (composition, fréquence…).

Les dispositifs de gouvernance et de pilotage sont à penser en articulation avec ceux du NPNRU. S'il s'agit d'instances communes, il convient de préciser les partenaires qui viennent compléter le tour de table de compétences nouvelles liées à l'agriculture urbaine. S'il s'agit d'instances distinctes, il s'agit d'indiquer les modalités d'information et de collaboration entre elles.

Le cas échéant, les outils de pilotage, de *reporting* et la méthodologie d'évaluation du projet envisagés sont présentés. En effet, en vue d'une capitalisation nationale, les projets mis en œuvre seront évalués annuellement, dans le cadre d'une revue de projet associant l'ANRU.

Pour ce faire et en lien avec leurs objectifs stratégiques, les porteurs de projets devront se doter d'indicateurs de réalisation (exemple : mise en culture d'une parcelle), de résultat (exemples : nombre d'emplois créés, production annuelle moyenne) et d'impact (exemple : nombre de personnes extérieures au quartier recourant aux services déployés à travers le projet d'agriculture urbaine), et mettre en place un dispositif de suivi et d'auto-évaluation dédié, le cas échéant avec l'appui de l'ANRU qui pourra mettre à disposition des indicateurs de référence au niveau national. Ces travaux seront suivis sur le long cours dans le cadre du Club ANRU+.

III

Modalités de candidature, de sélection et d'accompagnement des projets

III.1. Composition et dépôt des dossiers de candidature

III.1.A. Contenu du dossier de candidature

Le dossier de candidature est composé d'une note de synthèse introductive limitée à 2 pages et d'une présentation détaillée du projet limitée à 10 pages, d'une description du modèle économique du projet, et d'un récapitulatif des financements sollicités. Il peut en complément comprendre des annexes, dans la limite de 10 pages.
Il répond à la structure suivante reprise dans un dossier type joint au présent cahier des charges :

1. Note de synthèse - 2 pages maximum comprenant :
   - **Les éléments de localisation du projet** (quartier(s) du NPNRU concerné(s), périmètre d'intervention, lien avec le NPNRU)
   - **Une présentation de l'entité porteuse du projet et de ses partenaires,**
   - **Une description sommaire du projet et son calendrier de déploiement**

   Cette note de synthèse a vocation à brièvement mettre en exergue les enjeux du PRU auxquels répondent ces objectifs, ainsi que les axes d'intervention voire les opérations auxquels ils se rattachent. La cohérence avec le contrat de ville et les dispositifs issus de la politique de la ville peut si nécessaire être présentée.
   Il s'agit donc d'expliciter les éléments de diagnostic ayant mené à l'engagement d'une démarche d'agriculture urbaine, et les enjeux auxquels celle-ci entend répondre, à l'échelle du quartier et du territoire, afin notamment de préciser si la démarche s'inscrit dans une dynamique micro-locale ou si les impacts recherchés mobilisent des politiques plus globales associant par exemple les espaces ruraux (exemple : complémentarités en termes de productions, et spécialisation de la culture envisagée, par différenciation avec les filières existantes - formes agricoles mixtes, intégrant agroforesterie, variétés locales, arboriculture, espèces anciennes, fleurs comestibles, élevage...).

   A l'échelle du quartier, il convient de mettre en lumière les potentialités de déploiement du projet (espaces supports disponibles, écosystème d'acteurs mobilisables en conception (diagnostic partagé, étude d'opportunité et de faisabilité, et programmation) puis en exploitation et animation, les opportunités opérationnelles liées au projet de renouvellement urbain, potentiel d'emplois, capacité de production...) afin d'appréhender les conditions de faisabilité mais aussi de viabilité de la proposition (avec une nécessaire hybridité des activités liées au projet, au-delà de la seule commercialisation).
   En termes de calendrier, la candidature présente les jalons de déploiement du projet, en mettant en lumière la cohérence temporelle avec la mise en œuvre du PRU. Afin d'assurer cette bonne coordination avec le NPNRU, dont le déploiement sera effectif sur la plupart des sites à compter de 2020, l'engagement opérationnel de la démarche d'agriculture urbaine doit intervenir dans les 24 mois qui suivent la sélection du projet (OS travaux ou équivalent), en tenant compte néanmoins de la saisonnalité[11].

2. Présentation détaillée du projet – 10 pages maximum, pour répondre aux éléments de questionnements suivants :
   - **Contexte du projet d'agriculture urbaine**.
     La candidature rappelle brièvement les données de contextualisation et de présentation du territoire, accompagnées d'une description des initiatives existantes en matière d'agriculture traditionnelle ou, le cas échéant, urbaine, et la manière dont le projet proposé entend s'y articuler (intégration de la démarche aux stratégies agricoles du territoire intercommunal voire régional, de type PAT s'il existe).

   - **Ambition et objectifs stratégiques du projet**
     La candidature présente les objectifs stratégiques du projet d'agriculture urbaine, qui identifient les problématiques à traiter, et les thématiques à appréhender. Les enjeux sont à prioriser, qu'ils soient selon les contextes liés à la valorisation urbaine (investir les délaissés, optimiser la gestion urbaine), au développement économique (structurer une filière micro-locale en circuits

courts, créer de l'emploi, accompagner la montée en compétence), au développement social (renouveler les dispositifs d'animation du quartier, sensibiliser), ou à la volonté de contribuer partiellement à l'autosuffisance alimentaire ou à la transition écologique.
Au regard de ces objectifs stratégiques, la candidature qualifie le niveau d'impact économique, social et environnemental attendu du projet sur le territoire, en matière par exemple de création d'emplois et de renforcement de l'attractivité économique, de débouchés liés à la commercialisation ou de plus grande autonomie alimentaire, mais aussi de transformation du cadre de vie et de cohésion sociale.
Le cas échéant, des indicateurs de réalisation, de résultat ou d'impact peuvent être proposés, ou seront à préciser en phase de conception du projet.

- **Stade d'avancement du projet**

La candidature fait état du niveau d'avancement du projet. Si des études ou missions d'ingénierie dédiées à l'agriculture urbaine ont d'ores et déjà été menées, les conclusions opérationnelles sont présentées (analyse des sols, faisabilité technique et juridique, faisabilité socio-économique, identification des débouchés potentiels...) afin d'objectiver le degré d'opérationnalité du projet.
Il s'agit en outre de présenter un plan d'actions adapté à ce niveau d'avancement :

- Lorsque le niveau de maturité le permet, la candidature comprend un plan d'actions opérationnel identifiant les maîtrises d'ouvrage, les contributeurs (en cofinancements ou moyens humains), les calendriers de déploiement des actions, leur plan de financement prévisionnel, et leur niveau de criticité (lié par exemple au degré de maîtrise du foncier, ou au niveau de pollution des sols, mais aussi au stade de structuration des partenariats).
Ces actions peuvent être présentées en lien avec les objets à investir (délaissés urbains/friches, bâtiments) ou à créer, et les opportunités liées à leurs mises en synergies.
Si des demandes de financement ont été émises au titre du NPNRU pour des actions touchant au projet d'agriculture urbaine, dans le cadre notamment des opérations d'aménagement, les dépenses qui leur sont liées sont à expliciter dans le plan de financement.
Enfin, au-delà des investissements envisagés, la candidature présente finement les modalités d'exploitation et d'animation envisagées pour le déploiement du projet (statut juridique de la structure porteuse le cas échéant, modèle économique...).

- Lorsque le projet n'est pas suffisamment mûr pour faire l'objet d'un plan d'actions opérationnel, il est attendu du candidat qu'il présente la feuille de route et les jalons clés pour établir cette programmation puis pour mener à bien son projet (étapes clés à franchir), en fonction des objectifs opérationnels assignés à la démarche.
Quel que soit le niveau d'avancement de la réflexion, la candidature présente au titre du plan d'actions un programme d'études dédié à l'agriculture urbaine (initial, ou si nécessaire complémentaire lorsque des études et missions d'ingénierie ont déjà été menées en la matière) articulé aux travaux réalisés dans le cadre du protocole de préfiguration du PRU ou de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain. Celui-ci permet d'explorer de nouveaux champs non abordés au titre du NPNRU, ou de fiabiliser les actions liées à l'agriculture d'ores et déjà envisagées. Le programme d'études et d'ingénierie fait l'objet d'un plan de financement précis qui identifie les co-financements de chacune des études et missions d'ingénierie, leurs maîtres d'ouvrage, et leurs calendriers de déploiement.
Si un appel à projets ou un appel à manifestations d'intérêt locaux sont envisagés pour identifier les solutions à déployer et les structures porteuses de ces actions, la candidature le précise, ainsi que le calendrier de mise en œuvre de cet appel[12].

- **Gouvernance et pilotage opérationnel de la démarche**

La candidature présente la répartition des responsabilités entre le porteur de projet et ses partenaires, la gouvernance mise en place pour accompagner la conduite du projet, et le dispositif de pilotage opérationnel (équipe projet dédiée). Il est en effet attendu que la démarche repose sur un partenariat (d'ores et déjà structuré ou pressenti) permettant d'intégrer à l'écosystème des acteurs du renouvellement urbain de nouvelles compétences et de nouvelles approches, mais qui suppose une organisation spécifique. Le dossier présente ainsi également les compétences clés que ce partenariat permet de mobiliser.
Il s'agit de valoriser les collaborations effectives ou pressenties avec les acteurs du quartier (tissu associatif, ré-

11. L'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques conditionne, afin de garantir une plus grande transparence dans l'attribution des titres domaniaux aux opérateurs économiques concernés, la délivrance de certains titres d'occupation du domaine public à une procédure de sélection entre les candidats potentiels lorsque leur octroi a pour effet de permettre l'exercice d'une activité économique sur le domaine. Il s'agit notamment d'intégrer l'application de cette procédure au calendrier de déploiement du projet, lorsqu'il portera sur des fonciers publics, lorsque la mise en concurrence n'aura pas été réalisée au préalable.
12. *Idem.*

gies de quartiers, collectifs d'habitants, ESAT / structures de l'IAE…), et d'autre part celles associant les filières agricole ou agroalimentaire du territoire (chambres d'agriculture, AMAP…), en précisant les actions spécifiques de mobilisation et de coconstruction avec ces acteurs locaux envisagées.
Par ailleurs, les candidatures peuvent faire valoir la mobilisation d'« apporteurs » de solutions et de services liés à l'agriculture urbaine (structures de l'économie sociale et solidaire, associations. *startup,* TPE/PME, grandes entreprises…).
Enfin, des partenariats avec les acteurs de l'enseignement et de la formation (écoles d'agronomie, agroalimentaire, environnement, lycées agricoles et horticoles…) et de la recherche sont également à envisager, pour les propositions relatives à l'expérimentation, la R&D, ou la recherche-action, mais aussi pour celles qui s'attachent à promouvoir ou à développer des débouchés pour de futurs professionnels en formation.
Pour l'ensemble de ces collaborations, il n'est pas requis qu'elles soient formalisées au stade de la candidature, et pourront l'être voire être consolidées en phase de lancement du projet (cf. annexe n°4 : les grandes étapes d'un projet d'agriculture urbaine), avec un appui le cas échéant de l'ANRU, mais le « qui fait quoi ? » pressenti doit être explicité.
Il est entendu que les partenaires envisagés pourront directement bénéficier d'un soutien financier (sous réserve du respect de la réglementation communautaire en vigueur relative aux aides d'Etat concernant le soutien aux activités économiques), lorsqu'ils assureront la maîtrise d'ouvrage d'actions retenues, y compris lorsqu'ils ne seront pas porteur de la candidature et donc chef de file de la démarche.

• Dimension innovante
Les candidatures témoignant d'une approche expérimentale doivent qualifier le caractère innovant des actions envisagées, et les modalités de mise en œuvre des prototypes (protocole expérimental par exemple). Le cas échéant, les conditions de mobilisation des partenaires issus de la recherche sont présentées.
Il est entendu que la mise en place inédite d'actions relatives à l'agriculture urbaine dans le quartier ne sera pas considérée comme une innovation en soi, et que les champs d'expérimentation devront être explicités.
Les modalités de capitalisation sur la phase d'expérimentation, et d'identification des conditions de déploiement ou de passage à l'échelle, seront à préciser dans la candidature ou en phase d'amorçage du projet.

3. Présentation du modèle économique du projet :
Il est attendu du candidat une présentation de son modèle économique en investissement et en fonctionnement, qui décline les recettes et les dépenses envisagées, et donne à voir l'évolution du modèle dans le temps. Pour les candidats les plus avancés dans leur projet, une présentation d'un compte de résultats pour les années d'amorçage de l'activité est souhaitée (produits, charges et marge).

4. Récapitulatif des financements sollicités dans le cadre de la candidature :
Le dossier de candidature présente enfin une synthèse des financements sollicités, en subvention ou en co-investissement, par familles de dépenses (études et missions d'ingénierie, investissements, frais de personnels) et par objets ciblés. Si des demandes sont émises au titre du NPNRU, elles sont précisées, de mêmes que les sollicitations d'accompagnement non financier (expertises spécifiques, mises en relation…).

5. Annexes (facultatives) – 10 pages maximum dont le contenu est laissé à l'appréciation du candidat pour étayer son dossier.

III. 1.B. Dépôt du dossier de candidature

Pour la première session de candidature, le dossier de candidature du porteur de projet est adressé au plus tard le lundi 1er juin 2020 par voie électronique à l'adresse **anruplus@anru.fr**, en intitulant l'objet du message « AAP agriculture urbaine / TERRITOIRE CONCERNE / NOM DU PROJET le cas échéant ». Le dossier est également adressé en trois exemplaires par voie postale (lettre recommandée avec accusé de réception) à l'ANRU :

Agence nationale pour la rénovation urbaine
Direction de la stratégie et de l'accompagnement des acteurs
Pôle Innovation et ville durable
AAP Agriculture urbaine
69 bis rue de Vaugirard, 75006 Paris

Une copie est adressée au Préfet de département, délégué territorial de l'ANRU dans le département, et au délégué territorial adjoint, le/la Directeur/rice départemental/e des territoires (/et de la mer, ou UT-DRIHL, ou DEAL), dont la liste est jointe au présent cahier des charges.

III. 2. Critères d'éligibilité des projets

Sont considérées comme éligibles les candidatures :

- **ciblant un ou plusieurs quartier(s) d'intérêt national ou régional du NPNRU, selon un périmètre d'intervention laissé à l'appréciation du candidat, en fonction des problématiques à appréhender et des opportunités physiques de déploiement du projet ;**
- proposant un projet portant spécifiquement sur la thématique de l'agriculture urbaine, avec une visée prioritairement productive et marchande ;
- portées par
  • des porteurs de projet de renouvellement urbain (EPCI, EPT, communes le cas échéant) mis en œuvre dans le cadre du NPNRU,
  • ou par d'autres opérateurs (associations, entreprises « agricoles », structures de l'ESS, bailleurs sociaux…), sous réserve de la formalisation d'un partenariat avec la collectivité porteur du projet NPNRU (au stade de la candidature, un accord de la collectivité préalable à la formalisation du futur parte-

nariat est considéré comme recevable) témoignant de sa contribution à la démarche proposée (co-financement, mise à disposition de foncier…) et de sa bonne intégration au projet de renouvellement urbain. Un échange avec la collectivité pourra le cas échéant être sollicité par l'ANRU pour s'assurer de la robustesse de la collaboration.

Aussi, les candidatures présentées dans le cadre de consortiums ou de groupements de partenaires, associant nécessairement la collectivité (sous peine d'un rejet de la candidature), sont éligibles.

Du fait de ses compétences réglementaires ou de son partenariat avec la collectivité, le candidat ou le groupement de partenaires devra démontrer sa capacité à assurer :

- la maîtrise d'ouvrage des actions d'agriculture urbaine proposées, en lien avec la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain ;
- la maîtrise foncière, de façon à mobiliser les terrains ou bâtiments nécessaires au déploiement du projet d'agriculture urbaine.

Pour les candidatures portées par des porteurs de projet du NPNRU, il n'est pas exigé que la mise en œuvre du volet agriculture urbaine soit coordonnée par le service en charge du renouvellement urbain, notamment lorsque la collectivité dispose d'une équipe dédiée à l'agriculture urbaine, mais que le pilotage soit coordonné.

III.3. Critères et modalités de sélection des projets

III. 3.A. Critères de sélection des projets

Les candidatures répondant aux critères préalables d'éligibilité seront analysées au regard des items suivants :

• Ambition du projet d'agriculture urbaine proposé
L'ambition du porteur de projet sera appréciée au regard de son adéquation avec le contexte dans lequel s'inscrira le projet (priorisation des enjeux au regard d'éléments de diagnostic explicites) et de sa mise en perspective avec les enjeux du projet urbain, ainsi que du niveau d'impact attendu pour le territoire.

• Contextualisation et articulation de la démarche avec le projet urbain
Les objectifs stratégiques seront appréhendés par le comité de sélection dans leur articulation avec le NPNRU et ses axes d'intervention opérationnels. Le projet d'agriculture urbaine devra s'appuyer sur le potentiel du/des site(s) de déploiement, et des opportunités (foncières/immobilières, sociales…) offertes par sa mutation. Réciproquement, le projet d'agriculture urbaine devra contribuer à la réussite du projet de renouvellement urbain, et pour cela intégrer ses grands enjeux et objectifs.

• Richesse du partenariat
Le projet sera analysé dans sa capacité, confirmée ou pressentie, à fédérer un écosystème de partenaires structurant, tant sur les dimensions techniques et scientifiques du projet (entreprises, établissements scolaires ou universitaires agricoles ou agronomiques…), que sur ses aspects sociaux (tissu associatif, régies de quartiers, collectifs d'habitants, ESAT / structures de l'IAE…), ou économiques (commerçants distributeurs, transformation et conservation, restauration…). L'ancrage territorial de cet écosystème sera questionné par le comité de sélection. Sera également considérée la précision de la composition et du fonctionnement des instances de pilotage.

• Robustesse des compétences mobilisées
En lien avec le partenariat présenté, les compétences et expertises proposées au sein de l'entité portant le projet ou mobilisées en externe, seront analysées en vue de confirmer l'opérationnalité[13] de la démarche au regard de l'ambition affichée, et ce à toutes les étapes du projet. Outre les savoir-faire liés à l'agriculture urbaine en tant que telle, les compétences liées à l'écologie urbaine seront appréciées, de même que la capacité du porteur de projet à mobiliser les acteurs de la gestion urbaine et sociale de proximité ou de l'insertion.

• Niveau de maturité de la démarche proposée
Une attention particulière sera portée à la clarté de la présentation du niveau d'avancement de la démarche envisagée, le dossier de candidature devant qualifier son degré d'opérationnalité, que le projet soit en phase d'affinement de la stratégie d'intervention sur le(s) quartier(s) visé(s), de définition du plan d'action, de concrétisation opérationnelle voire d'amplification.

• Caractère innovant de la démarche
Pour les projets faisant valoir une approche expérimentale, le comité de sélection considérera la qualification et la justification de l'innovation (au regard d'éléments de *benchmark* par exemple).

III. 3.B. Modalités de sélection des projets

Le dossier de candidature fera l'objet d'une quadruple expertise par l'ANRU, ses délégations territoriales, ses partenaires et des experts dédiés, et pourra mobiliser le comité d'experts de l'appel à projets.
Cette analyse technique aura vocation à éclairer les décisions du comité de pilotage et de sélection mis en place pour le déploiement du présent appel à projets, qui porteront sur l'identification de lauréats. **Ledit comité sera composé, aux côtés de l'ANRU, de certains partenaires de l'appel à projets (*cf.* III.5.C), en articulation avec les instances du NPNRU.** Un avis des services locaux de l'Etat compétents sera en outre sollicité.
Le comité de pilotage validera pour l'ensemble des lauréats les intentions formulées dans le dossier de candidature par rapport aux objectifs de l'appel à projet, et se prononcera sur les modalités d'accompagnement des projets lauréats.

13. Notamment pour les projets s'implantant sur une friche ou un site potentiellement pollué. Cf guide « Présomption » édité par Plante & Cité, et autres ressources répertoriées dans le document de synthèse établi par l'ADEME sur les jardins potagers : https://www.ademe.fr/jardins-potager (pages 49-50).

III. 4. Synthèse : mise en regard de la composition des dossiers de candidature et des critères d'éligibilité et de sélection

Composition du dossier de candidature	Critères d'éligibilité	Critères de sélection
Contexte et périmètre de déploiement du projet d'agriculture urbaine	Projet ciblant un ou plusieurs quartier(s) d'intérêt national ou régional du NPNRU	Contextualisation et articulation de la démarche avec le projet urbain
Ambition et objectifs stratégiques du projet	Projet portant spécifiquement sur la thématique de l'agriculture urbaine, avec une visée prioritairement productive et marchande	• Ambition du projet proposé • Niveau de maturité de la démarche proposée • Caractère innovant de la démarche
Stade d'avancement du projet		• Contextualisation et articulation de la démarche avec le projet urbain • Ambition du projet proposé • Niveau de maturité de la démarche proposée
Gouvernance et pilotage opérationnel de la démarche	Projet porté par des porteurs de PRU mis en œuvre dans le cadre du NPNRU ou par d'autres opérateurs (maîtres d'ouvrage, associations, entreprises « agricoles », structures de l'ESS…), sous réserve de la formalisation d'un partenariat avec la collectivité porteuse du projet NPNRU	• Richesse du partenariat • Robustesse des compétences mobilisées
Dimension innovante		• Niveau de maturité de la démarche proposéeCaractère innovant • Richesse du partenariat • Robustesse des compétences mobilisées

III. 5. Modalités d'accompagnement des projets

III.5.A. En amont des candidatures

Au lancement de l'appel à projets, sont mis à disposition des candidats :

- Le guide opérationnel « L'agriculture urbaine dans les quartiers en renouvellement urbain : boîte à outils du montage d'un projet », issu des travaux 2018-2019 du groupe de travail thématique issu du Club ANRU+, réalisés notamment autour des premiers retours d'expérience des projets d'agriculture urbaine soutenus dans le cadre des PIA « Ville durable et solidaire » et « Territoires d'innovation » ;
- L'annuaire d'un échantillon d'une cinquantaine d'entreprises et associations proposant solutions et services d'agriculture urbaine adaptées au contexte spécifique du renouvellement urbain, partenaires potentiels des projets souhaitant se mobiliser dans le cadre des projets qui pourraient être retenus, et qui aura vocation à être enrichi progressivement après le lancement de l'appel à projets.
- Les contacts de référence sur la thématique de l'agriculture urbaine au sein des services locaux de l'Etat.

Les délégations territoriales de l'ANRU, à savoir les référents en charge du renouvellement urbain dans les Directions départementales des territoires (DDT, DDTM, UT-DRIHL ou DEAL), pourront mobiliser à la demande des candidats les services en charge des problématiques agricoles et de la ville durable au sein des services déconcentrés de l'Etat. Ces services pourront apporter un appui



ponctuel sur certains aspects techniques des projets, et faciliter l'identification et la mobilisation des acteurs locaux de l'agriculture ou de l'agriculture urbaine.
Le pôle innovation et ville durable de l'ANRU pourra enfin apporter des éclairages aux candidats potentiels (anruplus@anru.fr).

III.5.B. Après la sélection des projets lauréats

L'accompagnement envisagé comprend plusieurs volets, qui pourront être proposés de manière différenciée selon les projets retenus :

- **Un accompagnement technique collectif ou individuel par l'ANRU et ses partenaires concernant le montage et le déploiement de projets d'agriculture urbaine,** notamment à travers :
  - La mobilisation et la coordination d'experts pluridisciplinaires par l'ANRU au niveau national afin
    - D'apporter un appui technique, opérationnel ou juridique
      - collectif, à travers des groupes de travail nationaux,
      - mutualisé sur un nombre resserré de territoires partageant des problématiques spécifiques,
      - plus ponctuellement individualisé, lorsque cela est opportun et qu'un blocage significatif apparaît.
    - De poursuivre l'identification et la mobilisation d'entreprises ou associations dont les solutions et services pourraient trouver écho avec les actions déployées par les lauréats, notamment au niveau local.
  - L'animation du Club ANRU+, dont le groupe de travail « agriculture urbaine » doit engager sa seconde saison en 2020, afin de favoriser le partage des problématiques et des pratiques spécifiques au contexte du renouvellement urbain entre territoires, et de capitaliser sur les démarches soutenues à travers l'appel à projet ;
  - De temps de formation au niveau national ;
  - La mobilisation des services déconcentrés de l'Etat en charge de l'agriculture et la ville durable pour faciliter la mise en relation avec les compétences techniques nécessaires ;
  - Sur certains sites faisant valoir une approche expérimentale, la mobilisation des partenaires de l'ANRU issus de la recherche pour la mise en place de projets de recherche-action.

- **Une aide financière, en subvention et le cas échéant en fonds propres,** pour
  - L'ingénierie de projet (co-financement des études de faisabilité et des études opérationnelles, mais aussi des dispositifs d'animation du projet) ;
  - Les investissements ;
  - Les dépenses de personnel.

Cette aide ne saurait couvrir l'ensemble des dépenses liées au projet, et répondra à une logique exclusive de co-financement.

Les dépenses d'ingénierie devront permettre de confirmer la faisabilité technique du projet (conditions de mise à disposition du foncier, niveaux et coûts de dépollution, condition de viabilisation et capacité structurelle des sites à accueillir les projets) mais aussi d'objectiver les débouchés potentiels et de stabiliser les modèles économiques. Lorsque le foncier ne sera pas directement maîtrisé, il s'agira en outre de fiabiliser les conditions juridiques de mise à disposition des sites.

Exemples d'études, variables selon les objets (jardins, micro-fermes, projets complexes) pouvant être menées pour la définition d'un projet d'agriculture urbaine :
- Etude d'analyse de pollution des sols
- Etude de faisabilité économique
- Etude de faisabilité juridique
- Etude de programmation
- Etudes techniques (aménagement)
- Etude de montage de projet
- AMO spécifiques

L'aide à l'investissement aura quant à elle vocation à faciliter les installations techniques pour assurer l'opérationnalité du projet, y compris les équipements connexes à la production permettant d'assurer l'exploitation ou la mutualisation des producteurs avec une mutualisation des équipements (locaux de stockage, de transformation, de distribution, de commercialisation...).

Exemples d'investissements pouvant être réalisés dans le cadre d'un projet d'agriculture urbaine :
- Préparation et aménagement du site (voirie, réseaux, sécurisation...)
- Aménagement des espaces extérieurs de production
- Serre(s)
- Construction des bâtiments connexes

Le co-financement des dépenses de rémunération permettra enfin de mobiliser les personnels requis pour assurer la coordination d'ensemble du projet et sa bonne articulation avec le NPNRU, mais aussi l'exploitation, l'animation et la formation des habitants, la transformation ou la commercialisation. Toutefois, la subvention ne pourra pas couvrir pour l'essentiel du projet des dépenses de personnel, et le co-financement de ces dépenses interviendra le cas échéant en phase d'amorçage du projet mais n'aura pas vocation à financer le fonctionnement de manière pérenne.

Exemples de dépenses de personnel pouvant être réalisées dans le cadre d'un projet d'agriculture urbaine :
- Coordination technique du projet (suivi des études et des travaux)
- Exploitation
- Vente
- Animation / communication
- Coordination de la démarche territoriale

Des dispositifs d'aides aux études préalables aux travaux de dépollution (études historiques, diagnostics, plan de gestion...) et aux missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, ainsi qu'aux travaux de dépollution pour la reconversion des friches polluées, pourront spécifiquement être mobilisées auprès de l'ADEME[14]. De même, des aides aux investissements en matière de gestion de proximité des déchets organiques (collecte et valorisation), ainsi qu'aux opérations de sensibilisation, de formation et d'animation liées à l'économie circulaire peuvent être allouées.

Le **NPNRU** pourra également couvrir des dépenses liées à l'agriculture urbaine dans les projets concernés. Par ailleurs pourront être mobilisées les capacités d'investissement en fonds propres, avec un ou des investisseurs privés majoritaires sur des opérations à vocation économique, de l'ANRU au titre de son fonds de co-investissement[15] et de la Banque des Territoires.

Une valorisation au niveau national, à articuler le cas échéant avec certains dispositifs de labellisation.

III.5.C. Contributions spécifiques des partenaires de l'ANRU en accompagnement des projets

Partenaires financeurs : les partenaires suivants interviennent de manière coordonnée en financement de l'appel à projets :
- **Le Secrétariat Général pour l'Investissement (SGPI)**, à travers les Programme d'investissements d'avenir confiés à l'ANRU autour des thématiques d'innovation dans le renouvellement urbain,
- **La Caisse des dépôts - Banque des Territoires** dans le cadre de la convention qui la lie à l'ANRU en faveur du développement économique des quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- Et **l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)** sur ses thématiques d'action et selon des modalités en cours de précision.

Partenaires experts, en accompagnement de l'appel à projets et/ou des projets : seront mobilisés en expertise, en appui au cadrage et à la mise en œuvre de l'appel à projets, et/ou à l'accompagnement des projets, **l'ADEME, l'Agence du service civique,** l'Association française d'agriculture urbaine professionnelle **(AFAUP),** l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture **(APCA),** l'Agence régionale de la biodiversité d'Ile-de-France **(ARB Ile-de-France),** l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France **(ARS Ile-de-France),** la Banque des Territoires, le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement **(CEREMA /** CEREMA Territoire et ville, et **CEREMA Ile-de-France**), le Comité national de liaison des régies de quartier **(CNLRQ)** et son association Si T'es Jardin, le **Groupe SOS** (Auxilia, Blue Bees, Fermes d'Avenir), l'Institut national de la recherche agronomique **(INRA),** l'Institut de recherche pour le développement **(IRD),** l'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement **(AgroParisTech),** le **Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, le Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, le SGPI, la Ville de Paris et des personnalités qualifiées.**

D'autres partenaires pourront être mobilisés après le lancement de l'appel à projets.

14. A noter que sur l'aide aux travaux de dépollution, un appel à projets de l'ADEME dédié est ouvert jusqu'au 2 avril 2020 : https://appelsaprojets.ademe.fr/aap/FRICHES2020-4. Se rapprocher du point de contact de référence de l'ADEME avant tout dépôt de dossier, identifié dans le cahier des charges de l'appel à projets.
15. En tant qu'opérateur du PIA « Ville durable et solidaire », pour le compte de l'Etat, l'ANRU accompagne la mise en œuvre de l'axe « Diversification des fonctions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville » qui vise à favoriser l'intervention des acteurs de marché à travers le co-investissement immobilier dans les territoires et tend à restaurer ainsi la confiance des investisseurs publics et privés. Le recours au dispositif de co-investissement immobilier dans le cadre de cet appel à projets est possible dans respect des critères d'intervention du fonds de co-investissement ANRU :
- Investissement dans des biens immobiliers situés en QPV
- Investissement aux côtés d'opérateurs privés qui doivent être majoritaires
- Existence d'un retour sur investissement

Les projets éligibles pourront faire l'objet d'une instruction, par l'équipe du fonds de co-investissement ANRU. A l'issue de cette instruction, le projet pourra être présenté au Comité d'Investissement, souverain dans la décision d'investissement.

IV

Annexes

Annexe n°1. Objectifs stratégiques des projets : inspirations.

En termes d'intégration des QPV aux politiques publiques intercommunales

Objectifs	Indicateurs de suivi et d'évaluation
Contribuer à intégrer les quartiers prioritaires aux filières agricoles structurées sur le territoire	Niveau d'articulation des actions menées sur le quartier avec le Projet Alimentaire Territorial (PAT)
	Nombre de partenariats noués avec des acteurs du monde agricole dans le cadre du projet
Mobiliser l'agriculture urbaine comme un levier du projet de renouvellement urbain	Surface (m^2) de friches traitée / investie dans le cadre du projet d'agriculture urbaine
Développer/expérimenter des techniques agricoles alternatives à l'agriculture conventionnelle (permaculture, micro-maraîchage intensif...)	Surface (m^2) cultivée en techniques agricoles alternatives / volume (kg) produit en techniques alternatives par rapport à la surface (m^2) mise en culture dans le cadre du projet d'agriculture urbaine
Améliorer la gestion des services urbains via l'agriculture urbaine	Volume (kg ou tonnes) de biodéchets valorisés en compost ou en biogaz / surface (m^2) d'espaces publics au sein du quartier faisant l'objet d'un écopâturage

En termes de bénéfices économiques et sociaux pour les habitants des QPV et l'économie locale

Objectifs	Indicateurs de suivi et d'évaluation
Faire de l'agriculture urbaine un débouché professionnel pour les habitants des QPV en accompagnant la montée en compétence et en créant des emplois non délocalisables	Moyens dédiés à la formation des habitants issus des QPV au maraichage ou autre forme d'agriculture urbaine
	Moyens dédiés à l'amorçage des activités exploitantes associant des habitants
	Nombre d'emplois directs et indirects issus de l'agriculture urbaine créés / nombre de personnes (ré)insérées dans le cadre du projet
	Nombre de partenariats noués avec le monde de l'enseignement agricole dans le cadre du projet
Sensibiliser les habitants au rôle de la nature en ville	Nombre d'habitants associés à la conception et au déploiement du projet
	Nombre d'ateliers pédagogiques mis en place
Promouvoir une offre alimentaire différenciée par rapport à l'offre standard (produits « rares » ou anciens, à haute valeur ajoutée nutritionnelle)	Part des produits à haute valeur nutritionnelle ou issus de l'agriculture urbaine alternative à l'agriculture conventionnelle dans le panier alimentaire type des ménages des quartiers

En termes de santé des habitants

Objectifs	Indicateurs de suivi et d'évaluation
Améliorer la qualité des produits consommés par les habitants du quartier	Part du recours aux produits phytosanitaires dans la production du quartier
	Distances parcourues pour l'approvisionnement du quartier / temps de stockage des produits frais commercialisés
Sensibiliser les habitants à l'impact de l'alimentation sur la santé	Evolution de la consommation quotidienne des ménages du quartier de fruits et légumes, et de produits non transformés, après la mise en place du projet (via enquête alimentation auprès des habitants avant / après projet, par exemple)
	Part des produits issus de l'agriculture biologique ou raisonnée dans le panier alimentaire type des ménages du quartier / part du budget alimentation moyen des ménages du quartier consacrée à l'achat des produits issus du quartier
	Nombre d'actions à destination spécifique des populations présentant un état de santé potentiellement fragile (personnes âgées, enfants…)

En termes d'enjeux environnementaux et climatiques

Objectifs	Indicateurs de suivi et d'évaluation
Favoriser l'approvisionnement local en denrées alimentaires, contribuer partiellement à l'autosuffisance alimentaire locale ou micro-locale	Efficience et complétude des circuits courts mis en place
	Volume commercialisé au sein du quartier rapporté au volume de production global
	Part de la production locale dans le panier alimentaire type des ménages des quartiers
Lutter contre les îlots de chaleur	Evolution de la température moyenne des points stratégiques du quartier après la mise en culture
Améliorer la gestion et valoriser les eaux pluviales, notamment éviter la saturation des réseaux d'assainissement et utiliser l'eau de pluie pour l'arrosage	Volume d'eaux pluviales utilisé en arrosage
	Niveau de saturation des réseaux d'assainissement par les eaux pluviales
Limiter l'artificialisation des sols et préserver les terres fertiles	Evolution de la surface (m^2) de sols artificialisés après le déploiement du projet
Améliorer la qualité des sols	Efficience des dispositifs de refonctionnalisation des sols
Contribuer à réduire l'empreinte environnementale des quartiers	Part des déchets organiques valorisés (compostage ou biogaz)
	Part des bâtiments traités dans le cadre du PRU isolés par végétalisation au titre du projet d'agriculture urbaine
	Quantité de gaz à effet de serre évitée grâce à la consommation de produits non importés
Privilégier l'utilisation de matériaux renouvelables, recyclés ou réutilisés, et limiter l'apport de terres végétales extérieures	Part des matériaux, réseaux, mobiliers réutilisés dans le cadre du projet / part des éco-matériaux dans le cadre du projet / part de terre végétale importée
Préserver ou restaurer la biodiversité dans les QPV	Nombre et quantité d'espèces végétales et animales recensées au sein du quartier (inventaire taxonomique faune et flore)
	Part des semences de variétés potagères locales et de variétés anciennes dans le projet d'agriculture urbaine

En termes d'attractivité des QPV

Objectifs	Indicateurs de suivi et d'évaluation
Contribuer à l'amélioration du cadre de vie dans les QPV	Niveau de satisfaction des habitants vis-à-vis du projet d'agriculture urbaine
	Evolution de la surface végétalisée après le déploiement du projet
	Evolution de l'effet d'îlot de chaleur urbain après le déploiement du projet
Contribuer au « rayonnement » du QPV	Nombre d'habitants extérieurs au quartier associés à la mise en œuvre du projet d'agriculture urbaine / part des clients extérieurs au quartier dans le cas des activités de commercialisation ou de restauration / volume commercialisé à l'extérieur du quartier rapporté au volume de production global
	Moyens alloués à la valorisation du projet d'agriculture urbaine / niveau de prise en compte de la démarche dans la stratégie de *marketing* territorial déployée par la collectivité
Valoriser des espaces inutilisés ou délaissés	Surface (m^2) de friches valorisée à travers le projet d'agriculture urbaine, de manière transitoire ou pérenne
Contribuer à l'animation des quartiers	Nombre d'événements organisés autour du projet d'agriculture urbaine

En termes d'actions pédagogiques pour les habitants des QPV

Objectifs	Indicateurs de suivi et d'évaluation
Augmenter l'implication citoyenne, encourager la « réappropriation » du territoire », favoriser le lien social et intergénérationnel et la solidarité dans les QPV (lutte contre l'exclusion), notamment en favorisant l'émergence de tiers-lieux agricoles	Nombre d'habitants impactés directement ou indirectement par le projet d'agriculture urbaine
Sensibiliser les habitants à la réalité de la production des aliments (besoin d'eau, impact des sécheresses, fonctionnement d'un cycle du végétal, pratiques agroécologiques…) et à la relation à la nature	Nombre de visites des lieux de production ou d'ateliers pédagogiques organisés pour les habitants des quartiers ou à destination des publics scolaires / nombre de personnes formées
Sensibiliser les habitants aux écogestes	
Sensibiliser voire former les habitants aux pratiques écologiques de jardinage et d'agriculture	

Annexe n°2. Externalités positives des projets d'agriculture urbaine : quelques points de repère.

Bénéfice social	L'agriculture urbaine constitue un support de lutte contre l'exclusion, d'insertion par l'activité économique (animation de jardins collectifs, micro-fermes urbaines notamment) pour des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap, de recréation de lien social et intergénérationnel (jardins familiaux notamment), de participation citoyenne et de pédagogie, sur le lien à la nature par exemple (saisonnalité des produits, cycle de production des aliments, reconnexion des urbains à la réalité du monde agricole et végétal).
Bénéfice économique	L'agriculture urbaine favorise le développement d'une économie locale endogène et génère des emplois directs, indirects et non délocalisables, avec des initiatives souvent marquées par un « effet domino » (un projet peut en stimuler d'autres, sur le champ exclusif de l'agriculture urbaine, ou sur ses « dérivés » tels que l'industrie agroalimentaire et la transformation, la restauration, ou la commercialisation y compris solidaires). Il peut s'agir de structurer de nouvelles filières, ou de s'intégrer à des filières déjà mises en place, parfois à une échelle plus globale associant les espaces périurbains ou ruraux de proximité, en spécialisant les quartiers dans un tronçon de la chaîne de production.
Bénéfice en matière d'attractivité	Les projets d'agriculture urbaine sont des leviers véritables de retournement d'image, qui peuvent être activés dans le cadre de stratégies globales de renforcement de l'attractivité ou de marketing territorial.
Bénéfice sanitaire	Le déploiement d'une agriculture de proximité offre la capacité de fournir au quartier des produits frais, à maturité, non nécessairement transformés, subissant peu de transport, et avec une traçabilité renforcée susceptible de garantir une plus grande qualité des produits, dans le contexte de très forte croissance du nombre de malades chroniques, de forte prévalence du diabète, et avec en France une part de personnes obèse de près de 14,5 % en 2017. C'est également un enjeu dans un contexte où l'on note une préoccupation grandissante des consommateurs de se rapprocher des producteurs, et des questionnements quant à la provenance des aliments et leur qualité nutritionnelle. Par ailleurs, les projets d'agriculture urbaine peuvent être le support d'actions pédagogiques visant à réinterroger les pratiques alimentaires à domicile ou dans la restauration collective, pour les rendre plus vertueuses, faire évoluer les comportements alimentaires et l'éducation au goût vers des aliments plus sains. C'est également un levier capital pour promouvoir la santé mentale, et la pratique d'une activité physique au quotidien à travers le jardinage.

Bénéfice environnemental et lié à la qualité du cadre de vie	Le développement de l'agriculture urbaine, s'il permet de limiter l'étalement urbain et l'artificialisation des sols, peut également impacter positivement la température (rafraîchissement de l'air, réduction des îlots de chaleur urbains), et contribuer à la diminution de la pollution atmosphérique et des sols (par des dispositifs de phytoremédiation par exemple). Elle peut permettre la rétention des eaux pluviales (dans les substrats ou dans le sol), la valorisation des déchets organiques, qui se traduit également par la mise en œuvre conjointe d'initiatives d'économie circulaire (collecte des biodéchets, circuits courts avec réduction des coûts énergétiques et des pollutions liées au transport de l'approvisionnement alimentaire), et peut offrir de véritables habitats pour la faune et la flore des villes. Les pratiques culturales agroécologiques (permaculture, agroforesterie, cultures biologiques, suppression de l'utilisation des pesticides ou engrais de synthèse…) constituent en outre des outils au service de la performance environnementale. Par ailleurs, elle remplit le plus souvent une fonction paysagère, pouvant favoriser le retour de la nature en ville, et présente des fonctions récréatives, offrant l'accès à des espaces végétalisés au sein du tissu urbain.
Gain en résilience	L'agriculture urbaine a démontré dès le XIX^{e} siècle qu'elle pouvait répondre à des phases de crise, pour faire face aux enjeux de sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations urbaines (jardins ouvriers nés à la fin du XIX^{e} siècle pour permettre aux ouvriers de cultiver un bout de jardin pour y produire de quoi nourrir leur famille ; renforcement de l'activité agricole pendant les guerres mondiales ; mise en culture des interstices urbains à Cuba pour répondre à l'embargo américain, ou des espaces verts de la ville lors du siège militaire de Sarajevo dans les années 1990 ; « rebond » agricole de Détroit ; création des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) en 2001 en France à la suite de scandales alimentaires…).

Annexe n°3.
Plans d'actions des projets : inspirations

FICHE PROJET N°1

Lorient (56) : une micro-ferme support de l'accompagnement à l'entrepreneuriat

Projet soutenu par l'ANRU et la CDC dans le cadre du PIA Territoires d'innovation / volet quartiers prioritaires de la politique de la ville (« ANRU+ »)

Le projet « Fais pousser ton emploi ! » vise l'implantation d'une microferme en maraîchage biologique diversifié, commercialisant sa production en vente directe. Ce projet est piloté par la Ville de Lorient (56) en partenariat étroit avec l'association d'économie sociale et solidaire Optim-ism. La microferme s'implantera sur un espace de 1,47 hectare situé dans un parc en lisière du NPNRU de Bois-du-Château.

L'innovation agricole consiste à créer une microferme urbaine en maraîchage dont la vocation première est productive, c'est-à-dire reposant sur un modèle économique viable permettant à terme à 2 maraîchers de vivre de la vente de leur production et qui se distingue donc de la majorité des micro-fermes urbaines développant une pluralité d'activités en complément de la production pour assurer leur rentabilité. Elle s'inscrit dans la dynamique de développement des expériences et des connaissances visant à démontrer la viabilité des microfermes maraîchères productives, urbaines ou non.

Le deuxième volet d'innovation endogène réside dans l'accompagnement à l'entrepreneuriat agricole adapté à des personnes éloignées de l'emploi, disposant de peu de ressources et d'expérience entrepreneuriale. L'innovation sociale se traduit par :

- L'expérimentation d'une nouvelle forme de chantier d'insertion, revisité au profit de l'accompagnement de demandeurs d'emploi à l'entrepreneuriat,
- La mise en capacité à entreprendre en maraîchage de demandeurs d'emploi via un parcours de formation-action inédit et potentiellement qualifiant,
- L'élaboration d'une nouvelle forme d'accompagnement à l'installation agricole, plus sécurisée, via la transmission d'une exploitation déjà lancée.

In fine, l'expérimentation permettra d'essaimer un modèle pédagogique destiné à mettre en capacité des demandeurs d'emploi à entreprendre en agriculture urbaine.





Source photos : ANRU

FICHE PROJET N°2

Stains (93) : la création d'une boucle alimentaire locale

Projet soutenu par l'ANRU dans le cadre du PIA Ville durable et solidaire

Le projet consiste à mettre en place et expérimenter une boucle alimentaire locale (BAL) sur le quartier du Clos Saint-Lazare à Stains (93) et sur la ZAC des Tartres, adjacente et en cours d'aménagement. On parle de « boucle » car il s'agit de créer une filière économique alimentaire complète de la production de denrées au traitement des déchets organiques en passant par la transformation et la vente sur place de ces produits. Cette boucle alimentaire est un projet innovant dont l'objectif est de mettre en relation un groupement d'agriculteurs locaux chargé de la mise en culture et de la transformation, des entreprises, des acteurs associatifs locaux et des habitants pouvant être bénévoles.

La démarche de préfiguration de la BAL s'est inscrite dans une logique ascendante : les acteurs citoyens et professionnels de la question alimentaire ont été rencontrés sans qu'il y ait un projet défini par les institutions et dont les axes seraient intangibles. Les orientations imaginées ont pu être nourries des opportunités et contraintes du système alimentaire local tel qu'il existe.

Le projet favorise le développement de plusieurs formes d'agriculture urbaine complémentaires et mises en réseau : agriculture à vocation professionnelle, pédagogique et d'insertion par l'économie (en lien avec « la Ferme des Possibles » notamment), jardins partagés et familiaux, espaces agricoles transitoires de la ZAC des Tartres pouvant accueillir des projets expérimentaux divers, cultures hors sol ou en pleine terre. L'objectif n'est pas de rendre le quartier totalement autosuffisant mais de développer les circuits-courts d'approvisionnement, l'autoproduction et l'autonomisation, la sensibilisation au bien-produire et au bien-manger, l'appropriation des espaces par les habitants et l'amélioration de leur cadre de vie.

De plus, la BAL permettra de réduire l'empreinte carbone de l'alimentation des habitants visés par le projet, en diminuant l'impact environnemental lié à l'importation des produits et à leur mode de production.





Source photos : ANRU

FICHE PROJET N°3

La Ferme Ouverte de Saint-Denis (93) : une ferme multifonctionnelle, passerelle entre l'activité agricole et les quartiers

Suite à un appel à projets lancé en 2017 par la Ville de Saint-Denis (93), les Fermes de Gally se sont installées sur le site d'une ancienne ferme de 2 hectares, dernière terre maraîchère de la Seine-Saint-Denis. Cette troisième ferme ouverte d'Ile-de-France des Fermes de Gally permet de pérenniser ce lieu d'exception en en faisant une ferme pédagogique et productive ouverte sur le quartier.

La Ferme produit des légumes et notamment des variétés anciennes qui étaient traditionnellement cultivées dans ce lieu historique de production maraîchère de la Plaine des Vertus (choux de Saint-Denis, laitue d'Aubervilliers, navet long des Vertus....). Ces légumes passent du champ à l'assiette tous les jours via la boutique de vente directe qui permet aux habitants des quartiers alentours de venir s'approvisionner en légumes frais et locaux. Y sont également commercialisés des produits d'épicerie et transformés en provenance des autres fermes de Gally.

Le lieu accueille un public varié : ateliers et visites à destination des familles le week-end, découverte des animaux de la ferme, accueil des scolaires et centres aérés, accueil des entreprises autour de séminaires de cohésion et ateliers de *team building*.

La ferme a par ailleurs un rôle de démonstrateur d'agriculture urbaine à travers ses pratiques culturales et le parcours « touristique » qu'elle propose sur l'évolution des techniques agricoles en passant par les techniques de culture des anciens maraîchers de Paris (culture sous cloche, sous châssis, sur couches chaudes) jusqu'aux dernières expérimentations d'agriculture hors-sol : bacs, aquaponie, hydroponie...

La Ferme ouverte constitue ainsi un trait d'union entre la ville et la campagne, support de rédécouverte de la nature pour les habitants des quartiers.







Source photos : Les Fermes de Gally

FICHE PROJET N°4

Le Paysan Urbain à Marseille (13) : production de micro-pousses comme support d'insertion par l'économie

Le Paysan Urbain, déjà implanté à Romainville (93) en région parisienne, développe ses activités depuis 2018 dans le 13e arrondissement de Marseille (13) sur un terrain mis à disposition par une fondation reconnue d'utilité publique, en cultivant des micro-pousses (choux, radis, moutarde, cresson, roquette, betterave rouge...), une production à haute valeur ajoutée vendue en circuit-court tout en permettant l'insertion de personnes éloignées de l'emploi. Huit salariés en insertion, dont plus de 50 % de femmes, travaillent actuellement sur le site.

Les micro-pousses sont récoltées au premier stade de développement de la plante, étape qui fait suite à celle de la graine germée. Elles sont ensuite commercialisées en vente directe à un réseau d'une quarantaine de restaurants locaux, au grossiste Métro et au restaurant d'insertion de la fondation propriétaire des lieux.

Cette production spécifique a plusieurs avantages :

- L'investissement initial est relativement peu élevé
- Les micro-pousses peuvent être cultivées toute l'année sous serre
- Elles nécessitent peu d'espaces et une quantité importante de micro-pousses peut être produite sur une surface réduite
- Le cycle de production est court (de 1 à 2 semaines) ce qui permet des ventes régulières
- Leur valeur sur le marché est relativement importante (ex : entre 2 et 5 € la barquette de 15 à 60 g)

Le Paysan Urbain a également pour objectif de sensibiliser le grand public à l'agroécologie et à l'alimentation durable et propose des ateliers sur site ou hors les murs avec les collèges, lycées, centres sociaux, associations, entreprises et habitants.

À terme, l'association souhaiterait développer, dans d'autres villes de France, ce type de micro-fermes économiquement viables, socialement responsables et inscrites dans leurs territoires.





Source photos : Phacélie



Source photos : Le paysan urbain

FICHE PROJET N°5

Lille (59) : une ferme multifonctionnelle et multi-acteurs

Projet soutenu par l'ANRU dans le cadre du PIA Ville durable et solidaire

Afin d'impulser la construction d'un modèle de ferme multi-fonctionnelle sur le secteur Concorde du quartier Lille Sud, la Ville de Lille (59) a lancé en 2018 un appel à manifestations d'intérêt (AMI) qui, rédigé volontairement de manière très ouverte, a permis de mobiliser des entreprises, associations et habitants autour du projet. Les propositions formulées par les porteurs de projets concernent à la fois des activités économiques lucratives (maraîchage micro intensif, légumerie, champignonnière, système d'aquaponie domestique) et des activités non lucratives visant la participation des habitants et la création d'une dynamique citoyenne autour de l'agriculture urbaine.

Huit acteurs, issus de l'AMI, forment aujourd'hui le collectif des porteurs du projet de ferme circulaire sur le quartier, dans le cadre de la phase pilote d'expérimentation qui a débuté à l'été 2019 et va se poursuivre jusqu'en 2022.

Le projet de mise en œuvre opérationnelle de la ferme urbaine se décline en effet en deux phases :

- Phase 1 : Préfiguration du projet d'agriculture urbaine – 2019-2022
- Phase 2 : Déploiement une fois la serre construite, soit à partir de 2022

Le niveau d'implication précis de ces acteurs dans le projet pérenne de ferme urbaine (en phase d'expérimentation) va se définir dans les 3 années à venir, en fonction des résultats des expérimentations sur le terrain et des coopérations qui pourront naître entre les acteurs sur la base de ces expérimentations (en phase de déploiement).

Afin de favoriser les coopérations entre les différents acteurs de l'AMI dans la durée, et d'éviter le développement d'activités diverses sans lien les unes avec les autres, la Ville a recours à un assistant à maitrise d'ouvrage. Ce dernier aura pour mission d'accompagner la ville à la structuration du projet collectif et d'une véritable dynamique de coopération.







Source photos : ANRU

FICHE PROJET N°6

LAB3S : un laboratoire de la transition écologique associant acteurs de la recherche, collectivités, entreprises et habitants à Bondy (93)

Projet soutenu par l'ANRU et la CDC dans le cadre du PIA Territoires d'innovation / volet quartiers prioritaires de la politique de la ville (« ANRU+ »)

Co-fondé par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), l'établissement public territorial Est Ensemble (93), et un ensemble d'acteurs de l'économie sociale et solidaire, le LAB3S, Laboratoire « Sols, Savoirs, Saveurs », est le « laboratoire de la transition écologique à l'Est du Grand Paris ». Il a vocation à favoriser l'émergence de solutions répondant aux enjeux de l'agriculture urbaine et de l'alimentation durable, dans une démarche inclusive avec les habitants et avec une ouverture à l'international en direction des pays du Sud.

Le LAB3S est implanté à Bondy en Seine-Saint-Denis sur le campus de l'innovation de l'IRD, situé dans un quartier en renouvellement urbain. Il met en œuvre des opérations de recherche-action et de pédagogie à destination des jeunes, des habitants et des professionnels, afin d'ouvrir le monde de la recherche sur la société civile mais aussi sur la ville. Il accompagne la création et le développement de projets entrepreneuriaux en faveur de la transition écologique et la transformation alimentaire.

Pour ce faire, le campus de l'innovation s'aménage et s'ouvre au public avec la création de deux pôles autour de l'agriculture urbaine et de l'alimentation :

- Une ferme urbaine expérimentale composée notamment d'un jardin citoyen pédagogique et partagé, de parcelles supports de tests à destination de scientifiques et d'agriculteurs urbains, d'un labyrinthe des sols permettant au public de découvrir la composition des sols, de serres à climat tempéré et tropical propices à des prototypes de cultures et de salles de coworking pour des porteurs de projet dans le domaine de la transition écologique ;
- Un FoodLab constitué notamment : d'un laboratoire culinaire réversible support d'animations autour de l'alimentation durable mais aussi de formations spécialisées pour les entrepreneurs, et de salles de *coworking* pour les porteurs de projet dans le domaine de l'alimentation…







Source photos : ANRU

FICHE PROJET N°7

Saint-Pierre de la Réunion (974) : mise en culture biologique des parcelles privées

Projet soutenu par l'ANRU dans le cadre du PIA Ville durable et solidaire

Le projet de nouvelle gouvernance alimentaire du quartier de Bois d'Olives à Saint-Pierre de la Réunion (974) s'appuie sur des actions de formation et d'accompagnement qui accompagnent notamment la création d'un jardin de formation sur un hectare implanté sur une réserve foncière communale.

Le principal enjeu du projet réside dans l'investissement immatériel dédié à la mise en place de formations pour les habitants.

- Afin de permettre à chaque habitant de cultiver son propre jardin sur sa parcelle en y développant des potagers pour accroître la présence des fruits et légumes dans l'alimentation quotidienne, mais aussi de les impliquer dans une démarche globale de projet à l'échelle du quartier, les familles reçoivent des outils et bénéficient d'un cycle de formation assuré par un formateur dédié. Il s'agit de former un échantillon d'habitants intéressés sur les questions de maraîchage biologique et de permaculture qui puissent prendre le relais pour, à leur tour, enseigner ces pratiques, les répandre à l'échelle de l'ensemble du quartier et ainsi les pérenniser.

- En complément, un jardinier itinérant accompagne les habitants au quotidien dans la démarche. En effet, dans ce quartier où ces derniers peinent à se mobiliser, il apparaît essentiel de les solliciter de manière proactive pour susciter leur intérêt. Ce jardinier n'a pas de « guichet » dans un lieu institutionnel car sa mobilité au sein du quartier est la clef du succès : aller à la rencontre des habitants, chez eux, dans leur jardin pour leur parler de la démarche, les accompagner dans les techniques de jardinage, recueillir leurs besoins et leurs attentes, etc.







Source photos : ANRU

FICHE PROJET N°8

Le Port (974) : valorisation des espaces de proximité en déshérence par la création de jardins d'habitants

Projet soutenu par l'ANRU et la CDC dans le cadre du PIA Territoires d'innovation / volet quartiers prioritaires de la politique de la ville (« ANRU+ »)

La Ville du Port à la Réunion (974) a été construite artificiellement sur une plaine alluvionnaire dépourvue de végétation avec des terres d'apport. Le sol est très pauvre et sec et les contraintes climatiques sont fortes avec les températures les plus élevées de l'île de la Réunion et une très faible pluviométrie.

Le projet développé sur le quartier Ariste Bolon-SIDR Haute consiste à accompagner et articuler tous les maillons d'une boucle de production locale. Les déchets alimentaires des cantines, des habitants et des restaurateurs seront collectés et valorisés par compostage électromécanique. Le compost certifié permettra de nourrir et régénérer les sols pauvres du Port en vue d'offrir aux habitants la possibilité d'exploiter à leur profit ces espaces publics et privés en déshérence, en créant des jardins d'habitants.

Ces « Zardins zabitants », supports d'animation sociale, permettront aux habitants de se fédérer autour d'une activité accessible à tous, de mettre en commun leurs savoirs dans un but d'amélioration du cadre de vie et de production commune d'une nourriture saine. Ce projet peut s'appuyer sur une forte appropriation des espaces publics par les habitants du fait d'une tradition agricole des ménages, de leur attachement à la terre (tradition du jardin « créole », autonomie alimentaire, pharmacopée naturelle...).

Il existe cependant une problématique forte de pollution des sols au plomb et aux métaux lourds qui conditionne les aménagements, la réparation et l'utilisation des espaces à vocation agricole. Pour y répondre, des études de sols sont réalisées afin de mieux connaître les risques sanitaires liées à la contamination, classifier les espaces au regard de cette pollution et préconiser des modalités de mise en œuvre de l'agriculture urbaine et des mesures de gestion adaptées à chaque type d'espace (couvert végétal, apport de matière organique notamment issue du compostage, phytoremédiation, confinement de la pollution...).

Parallèlement, une production hors sol sera installée dans les locaux d'une ancienne école : plusieurs modules d'aquaponie produiront des légumes et des poissons (tilapias), représentant une véritable alternative à la culture de pleine terre fortement contrainte par la pollution et le climat sec de cette partie de l'île.

La ferme urbaine de la Ville du Port, constituée de jardins habitants, de modules d'aquaponie et de composteurs électromécaniques permettra d'améliorer l'attractivité du quartier, de créer des emplois (ACI) et de sensibiliser les habitants aux questions de santé, d'alimentation et d'environnement.







Source photos : Ville du Port

FICHE PROJET N°9

Sartrouville (78) : occupation des friches par une « ferme mobile », dans une logique d'urbanisme transitoire

Projet soutenu par l'ANRU et la CDC dans le cadre du PIA Territoires d'innovation / volet quartiers prioritaires de la politique de la ville (« ANRU+ »)

Le projet de « ferme mobile » porté par la communauté d'agglomération Saint-Germain Boucles de Seine et la Ville de Sartrouville (78) vise à concevoir un projet d'agriculture urbaine sur les espaces rendus temporairement disponibles dans le cadre du NPNRU de la Cité des Indes. Le phasage du chantier du NPNRU devient ainsi une opportunité pour implanter de nouvelles activités d'agriculture urbaine de façon temporaire afin d'animer les espaces vacants d'une part et de tester la pertinence plus pérenne de ces nouvelles activités d'autre part.

Cette « ferme mobile » sera constituée de micro-modules expérimentaux et mobiles (ex : bacs potagers, cuisine, haies comestibles) conçus pour pouvoir se déplacer. Il s'agit donc d'un projet évolutif pour tenir compte, à la fois du projet urbain mais aussi du succès rencontré par chaque équipement qui fera l'objet de retours d'expérience détaillés.

Ces micro-modules ont été conçus pour être à la fois :

- Mobiles : ils pourront être déplacés facilement pendant chantier (ex : système de culture en bacs carrés dimensionnés pour être déplacés sur une palette) ;
- Expérimentaux : ils pourront se transformer à terme en espaces pérennes si la phase d'expérimentation a été concluante. L'objectif est ici de découvrir les modules qui intéressent le plus les habitants par leur utilisation en situation réelle.
- Autonomes : ils sont conçus pour être le plus économe possible en eau et électricité (ex: système de culture en bacs carrés « auto-suffisants » en eau et fertilisants).

In fine, l'animation des espaces temporaires par l'agriculture urbaine permettra ainsi :

- L'adaptation aux surfaces disponibles ;
- La création d'une dynamique locale et l'appropriation du sujet par les habitants et les nouveaux arrivants en vue de la mise en place d'un éventuel projet pérenne, afin d'en maximiser les chances de réussite.





Source photos : ANRU

FICHE PROJET N°10

Lil'Ô : une ferme florale sur une ancienne friche industrielle à L'Ile-Saint-Denis (93)

Le projet Lil'Ô, mené plus spécifiquement par l'association Halage, prend place sur une ancienne friche industrielle de 3,6 hectares située dans le prolongement du parc départemental de L'Île-Saint-Denis (93). Après des décennies d'activités industrielles, les sols du terrain sont devenus stériles, pollués et compactés. L'objectif est de réhabiliter ce site en un espace exemplaire de biodiversité dans le cadre d'un projet d'extension du parc départemental avec l'implantation d'éco-activités à vocation de démonstration pour les habitants du territoire.

Parmi les différentes activités déployées sur le site, l'idée d'une ferme florale est née d'un double constat :

- 85% des fleurs vendues en France sont importées de l'étranger (Hollande, Afrique, Amérique Centrale...) avec des impacts environnementaux et sociaux désastreux,
- La culture des fleurs constitue une manière nouvelle d'aborder la problématique des terres polluées, contrairement à la culture des fruits et légumes qui pourraient être impropres à la consommation.

La ferme florale, déjà en activité sur 1900 m², produira à terme environ 100 000 fleurs par an sur un espace de 6 000 m² comprenant une serre. Ces fleurs coupées sont vendues à des fleuristes, des hôtels de luxe et certains musées nationaux avec un choix de variétés cultivées correspondant à leur demande.

La culture des fleurs constitue un support intéressant d'insertion économique qui permet de valoriser les savoir-faire des personnes employées et de créer de nouveaux métiers pour les besoins de la ville de demain tel que celui d'horticulteur/trice urbain.

Par ailleurs, le projet Lil'Ô prévoit de mettre en place des pépinières aquatiques pour cultiver des plantes d'eau et les vendre aux communes voisines afin de préserver la flore locale des berges de Seine.





Source photos : Halage

FICHE PROJET N°11

Val-de-Reuil (27) : la valorisation de parkings sous-dalle à travers l'entomoculture ?

Projet soutenu par l'ANRU et la CDC dans le cadre du PIA Territoires d'innovation / volet quartiers prioritaires de la politique de la ville (« ANRU+ »)

Le projet de Val-de-Reuil (27) consiste, au sein du quartier « Centre-ville de Val-de-Reuil », à transformer les parkings sous dalle murés en lieux de vie où se croiseront les habitants du quartier sur dalle et ceux des autres quartiers de la ville.

Le principe initial, inspiré des préceptes de la Charte d'Athènes, a été malmené par le temps puisque les escaliers constituent dans cette ville nouvelle une barrière physique qui limite les échanges entre les populations qui résident sur la dalle, fragiles et précarisées, et le reste de la ville (le projet de ville sur dalle s'étant rapidement arrêté, une ville « au sol » s'est développée depuis le milieu des années 80).

La Ville a identifié les parkings pouvant potentiellement être reconvertis et a réalisé en parallèle une étude de marché pour identifier les produits immobiliers à développer en priorité. Trois nouveaux lieux de vie sont prévus pour animer la dalle : un incubateur à haute performance écologique et sociale, un bâtiment zéro énergie pour le traiteur des 5 continents et un bâtiment 100% recyclé pour une ressourcerie. D'autres projets susceptibles de créer des emplois pourraient se développer dans les parkings transformés. L'entomoculture (élevage d'insectes), activité en essor, est ainsi envisagée. Ne nécessitant que peu d'aménagement hormis des racks et pouvant facilement s'installer dans des locaux aveugles, cette activité apparait prometteuse au regard du contexte.
Avec l'appui de l'ANRU, la Ville se rapproche actuellement des *startup* ayant déjà initié ce type de projet.







Source photos : ANRU

FICHE PROJET N°12

Cycloponics et le « maraichage cavernicole » : réhabiliter les souterrains en espace de production alimentaire bio

Structure identifiée par l'ANRU dans le cadre du réseau « ANRU+ Les innovateurs »

Cycloponics recycle des superstructures souterraines en zones d'activités autour de l'agriculture et de l'agroalimentaire au sein de QPV.

À Strasbourg (67) par exemple, le « bunker comestible », a pris place dans un ancien bunker allemand construit en 1878 dont la Ville est propriétaire. Il a été aménagé pour permettre l'exploitation d'une ferme de 150m². Les cultures y sont adaptées à son caractère souterrain, à titre d'exemple :

- Les cultures choisies sont peu énergivores en chaleur et lumière comme les endives, qui poussent dans le noir ;
- Lorsque les cultures ont des besoins photosynthétiques (pousses, salades, herbes aromatiques...), des lampes LED pour l'éclairage sont utilisées. Les LED consomment non seulement moins d'énergie que les lampes horticoles classiques mais elles dégagent aussi moins de chaleur et permettent de jouer avec le spectre lumineux afin d'optimiser la croissance des plantes ;
- Différentes variétés de légumes sont cultivées ensemble pour les faire interagir positivement entre elles. Le CO_2 généré par les champignons est utilisé pour la croissance des plantes, les matières organiques sont compostées pour fertiliser les cultures, etc.

Les techniques utilisées s'inspirent largement de la permaculture.

À Paris (75), dans le 18e arrondissement, la « Caverne » a pris place dans un ancien parking souterrain dont ICF Habitat La Sablière (bailleur social) est propriétaire. Ce parking de 3500m² à l'abandon depuis plusieurs années a été transformé en ferme urbaine pour confirmer le succès du bunker comestible.

FICHE PROJET N°13

Mouans-Sartoux (06) : une régie municipale qui fournit la restauration collective 100 % biologique de la ville

En 2012, Mouans-Sartoux (06) était la première commune française de plus de 10 000 habitants à disposer d'une restauration collective issue à 100 % de l'agriculture biologique, dont 85 % des légumes cultivés sur un domaine en régie municipale.

Cette initiative peut être qualifiée de boucle alimentaire municipale puisqu'elle concerne l'ensemble des aspects de la production à la valorisation des déchets.

- **Production :** un agriculteur professionnel est salarié de la régie municipale que le service municipal des espaces verts assiste pour les récoltes qui demandent beaucoup de travail (pommes de terre, etc.). Sur ses 6 hectares, la ferme produit 25 tonnes de légumes bio par an. À noter qu'en parallèle de la création de cette régie municipale, la Ville a pris la décision de tripler les surfaces classées agricoles dans le plan local d'urbanisme.
- **Distribution :** la production de la régie municipale est apportée dans trois centres scolaires disposant chacun d'une légumerie.
- **Transformation :** les produits sont transformés et cuisinés dans les cantines scolaires, par du personnel formé spécifiquement à la transformation de produits frais. De plus, pour le pic de production de l'été qui correspond également à une demande très faible quant à la restauration collective, la municipalité a un projet d'atelier de transformation qui s'accompagne d'une expérience de surgélation qui lui permet de ne plus avoir besoin de faire appel à des fournisseurs extérieurs.
- **Consommation :** les élèves, les animateurs ainsi que le personnel de service sont sensibilisés à la consommation responsable, par la proposition de différentes portions au choix lors des repas. La production plutôt que l'achat de légumes servis dans les cantines a en effet un coût de 20 centimes par enfant et par repas, qu'il s'agit de compenser par une limitation du gaspillage alimentaire.
- **Valorisation des déchets :** une station de lombricompostage a été installée sur le domaine agricole et accueille les restes alimentaires issus des restaurants municipaux.

FICHE PROJET N°14

Topager, un projet pour végétaliser l'opéra Bastille à Paris (75) et produire de la bière locale

En 2016, la *startup* Topager a été lauréate de l'appel à projets ParisCulteurs lancé par la Ville de Paris (75) pour la végétalisation des toits de l'Opéra Bastille (12e arrondissement).

Ce projet se développe sur 2500 m² de toitures et 2000 m² de façades :

- 1 000 m² sont cultivés en agroécologie avec divers types de légumes, jeunes pousses, petits fruits, herbes aromatiques et fleurs comestibles ;
- Une centaine de plants de houblon prennent place sur les façades, pour produire de la bière.

Dans un souci de développer et favoriser la biodiversité dans Paris, une large gamme de variétés anciennes, rustiques et au goût prononcé a été sélectionnée pour la production. La mise en œuvre de procédés culturaux les plus naturels possibles sont prévus sans recours aux produits phytosanitaires, même ceux autorisés en agriculture biologique. A titre d'exemple, le projet s'inspire des principes de protection biologique intégrée qui visent à attirer et maintenir sur place les prédateurs des éventuels ravageurs de nos cultures. De fait, des refuges de biodiversité sont disposés sur les toits pour favoriser le développement d'insectes pollinisateurs et d'auxiliaires de cultures, des nichoirs permettent d'attirer les oiseaux.

Les fruits et légumes produits seront principalement destinés aux salariés de l'Opéra, aux habitants du quartier mais aussi aux restaurateurs. Une micro-brasserie sera installée sous ses toits, afin de brasser une bière locale qui sera distribuée à la buvette de l'opéra.

Annexe n°4. Les grandes étapes d'une démarche d'agriculture urbaine professionnelle

Diagnostic	Faisabilité	Conception	Réalisation	Fonctionnement
		Évaluation →		
Diagnostic d'études, AMO et travaux →				
Diagnostic : enjeux et objectifs	Étude de faisabilité économique	Plan de financement	Investissement travaux	
	Étude de marché			
	Choix du modèle économique			
Identification du foncier	Etude de faisabilité juridique	Mise à disposition du foncier (contractualisation)		
Choix exploitant (AAP, AMI...)		Statut juridique de l'exploitation		
	Procédures réglementaires			
Etude de sols	Diagnostic technique	Choix des supports et techniques de culture	Installation	Expérimentation
		Mesures de gestion de la pollution		
Mise en place de la gouvernance	Recherche de partenaires	Pilotage opérationnel		Animation
Concertation et mobilisation des habitants			Chantiers participatifs	Implication des habitants

Source : « L'agriculture urbaine dans les quartiers en renouvellement urbain : boîte à outils du montage d'un projet », ANRU / Club ANRU+, Décembre 2019.

● Modèle économique
● Modèle juridique/foncier
● Questions techniques
● Eco-système d'acteurs

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
69 bis, rue de Vaugirard
75006 Paris
tél. : 01 53 63 55 00
fax : 01 45 44 95 16
www.anru.fr

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Le Directeur Général

Paris, le

Mme Pia IMBS
Présidente de Eurométropole de Strasbourg,
Maire de Holtzheim
Eurométropole de Strasbourg
1 parc de l'Etoile
67100 Strasbourg

N/Réf : ANRU/DS2A/QF/PIA D 21-0901-42
Courriel de contact : anruplus@anru.fr

Objet : Notification aux lauréats – Relevé de décision du comité d'engagement de la deuxième vague "Les Quartiers Fertiles"

Madame la Présidente,

Dans le cadre de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles » lancé par l'ANRU et ses partenaires en janvier 2020, vous avez remis le 16 novembre 2020 un dossier de candidature pour la mise en œuvre de votre projet d'agriculture urbaine sur le territoire de la ville de Strasbourg.

L'instruction des 61 dossiers reçus a mobilisé l'ANRU, un bureau d'étude en charge de l'analyse technique, les services déconcentrés de l'Etat ainsi que l'ensemble des partenaires de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles », qui, pour rappel, est cofinancé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) dans le cadre du plan France Relance, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) - Banque des Territoires, le SGPI (Secrétariat général pour l'investissement) et l'ADEME.

Dans la continuité de l'instruction, le comité d'engagement du NPNRU élargi aux financeurs spécifiques de l'appel à projets (SGPI, MAA, ADEME) s'est réuni le 18 février dernier pour examiner les demandes de financement.

Suite aux délibérations du comité d'engagement, j'ai l'honneur de vous informer que votre projet a été retenu parmi la liste des lauréats de la seconde session de candidatures.

Le comité a retenu un montant maximum de subvention correspondant aux modalités suivantes :

Ingénierie, études, animation			Investissement			Personnel			Total sollicité	Total attribué
Sollicité	Attribué	Financeur	Sollicité	Attribué	Financeur	Sollicité	Attribué	Financeur		
122000 €	122000 €	CDC	180000 €	0 €		60000 €	60000 €	CDC	362000 €	182000 €

Il est rappelé que l'attribution des financements interviendra après la phase de contractualisation avec la CDC – Banque des Territoires dont les modalités spécifiques vous seront communiquées ultérieurement.

Le comité d'engagement a également émis un avis favorable à la prise en compte des dépenses à compter de la date de clôture de la première session de l'appel à candidatures, à savoir le 1er juin 2020, date du début de leur éligibilité aux financements mobilisés au titre de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles ».

En outre, un sursis à statuer a été émis sur les opérations d'investissement présentées dans votre dossier de candidature, afin de vous permettre d'aboutir à leur pleine maturité opérationnelle. Un nouveau dossier sera à présenter à l'automne pour que le comité d'engagement puisse se prononcer sur le subventionnement desdits investissements d'ici la fin d'année 2021.

Je vous remercie de bien vouloir rendre compte à l'ANRU de l'avancée de votre projet en portant à la connaissance de la délégation territoriale de l'ANRU et de mes services les points d'alerte éventuels

Les équipes de l'ANRU vous accompagneront dans le déploiement de ce projet, et l'équipe des « Quartiers Fertiles », au sein de la Direction de la Stratégie et de l'Accompagnement des Acteurs, se tient notamment à votre disposition pour tout échange complémentaire (anruplus@anru.fr).

Nous savons pouvoir compter sur votre volonté de promouvoir l'agriculture urbaine dans les quartiers en renouvellement urbain.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de ma meilleure considération.

Nicolas GRIVEL

Copies :
- *M. Louis LAUGIER, Préfet du Haut-Rhin, Délégué Territorial Adjoint de l'ANRU*
- *M. Christophe FOTRE, Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, Délégué Territorial Adjoint de l'ANRU*
- *Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg*
- *Mme Danielle DAMBACH, Maire de Schiltigheim*
- *M. Jean-Louis HOERLE, Maire de Bischheim*

DocuSign Envelope ID: 1160FB71-FB39-47EF-809C-ECDB50A11F9A

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Paris, le 24/12/2021 | 11:26:23 CET

Mme Pia IMBS
Présidente de Eurométropole de Strasbourg,
Maire de Holtzheim
Eurométropole de Strasbourg
1 parc de l'Etoile
67100 Strasbourg

N/Réf : ANRU/DS2A/QF/PIA D 21-0952-05 – Mat 2
Courriel de contact : anruplus@anru.fr

Objet : Notification aux lauréats – Relevé de décision du comité d'engagement de la troisième tranche de l'appel à projets "Les Quartiers Fertiles" du 14 octobre 2021

Madame la Présidente,

Dans le cadre de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles » lancé par l'ANRU et ses partenaires en janvier 2020, vous avez remis le 16 juillet 2021 un dossier de candidature pour la mise en œuvre d'un projet d'agriculture urbaine à Strasbourg, Bischiem et Shiltigheim

Suite aux délibérations du comité d'engagement du 18 février 2021, votre projet avait été retenu sur la liste des lauréats de la seconde tranche de l'appel à projets annoncée en avril 2021, comme cela vous a été notifié par courrier en date du 26 avril 2021. Cette première instruction a donné lieu à l'allocation d'une subvention pour les dépenses d'ingénierie et de personnel, et à un sursis à statuer sur le subventionnement des dépenses d'investissement.

Vous avez déposé en juillet 2021 une demande de complément de subvention dans le cadre de la troisième tranche d'appel à candidatures de l'appel à projets, qui a été étudiée lors du comité d'engagement du NPNRU élargi aux financeurs spécifiques de l'appel à projets (Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Secrétariat général pour l'investissement et ADEME) du 14 octobre 2021. Suite aux délibérations de ce comité, j'ai l'honneur de vous informer qu'un financement complémentaire de 471 250 € a été validé pour votre projet, permettant notamment le déploiement des investissements.

Ainsi, vous trouverez dans le tableau récapitulatif ci-dessous les modalités cumulées de soutien de votre projet lauréat de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles », suite aux deux décisions concernant votre projet. Ce tableau présente ainsi le montant maximum de subvention accordé à votre projet, suite au complément de subvention validé le 14 octobre 2021 :

Ingénierie, études, animation			Investissement			Personnel			Total sollicité	Total attribué
Sollicité	Attribué	Financeur	Sollicité	Attribué	Financeur	Sollicité	Attribué	Financeur		
122 000 €	122 000 €	CDC	942 500 €	471 250 €	SGPI	60 000 €	60 000 €	CDC	1 124 500 €	653 250 €

Il est rappelé que l'attribution des financements interviendra après la phase de contractualisation dont les modalités sont précisées dans la note d'information relative aux modalités de financement, de contractualisation et d'exécution financière des opérations du NPNRU sélectionnées dans le cadre de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles : l'agriculture urbaine dans nos quartiers », publiée le 16 juin 2021 et disponible sur Anruscope[1] :

[1] Anruscope > L'accompagnement des acteurs > Les appels à projets > Agriculture urbaine "Les quartiers fertiles"

DocuSign Envelope ID: 1160FB71-FB39-47EF-809C-ECDB50A11F9A

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

- Les opérations co-financées par le SGPI au titre du PIA sont à contractualiser dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain au titre du NPNRU ;
- Les opérations co-financées par la Caisse des dépôts – Banque des territoires, font l'objet d'un conventionnement spécifique.

Le comité d'engagement a émis un avis favorable concernant le pré-conventionnement des opérations de votre projet co-financées par le Programme d'investissements d'avenir (PIA), qui permettra de mobiliser ces financements en amont de l'intégration de ces opérations dans la convention pluriannuelle de renouvellement urbain ou son prochain avenant. Cette décision de pré-conventionnement vous sera notifiée dans le cadre d'un courrier spécifique ultérieur.

Le comité d'engagement a également émis un avis favorable à la prise en compte des dépenses à compter de la date de clôture de la première session de l'appel à candidatures, à savoir le 1er juin 2020, date de début de leur éligibilité aux financement mobilisés au titre de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles ».

Je vous remercie de bien vouloir rendre compte à l'ANRU de l'avancée de votre projet en portant à la connaissance de la délégation territoriale de l'ANRU et de mes services les points d'alerte éventuels.

Les équipes de l'ANRU vous accompagneront dans le déploiement de ce projet et l'équipe des « Quartiers Fertiles », au sein de la Direction de la Stratégie et de l'Accompagnement des Acteurs, se tient notamment à votre disposition pour tout échange complémentaire (anruplus@anru.fr). Nous restons notamment à votre disposition pour initier dès à présent la phase de pré-conventionnement.

Nous savons pouvoir compter sur votre volonté de promouvoir l'agriculture urbaine dans les quartiers en renouvellement urbain.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'assurance de ma meilleure considération.

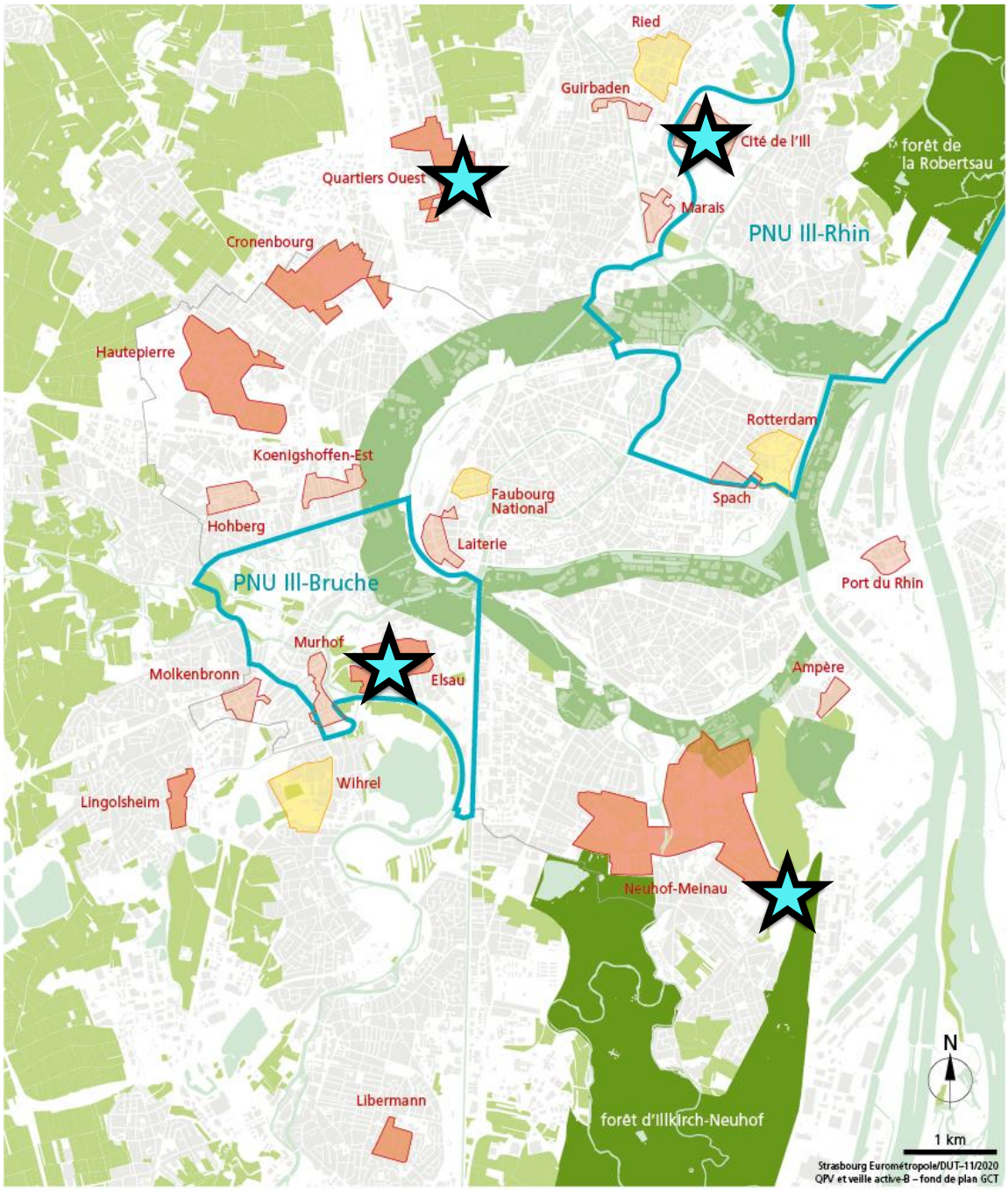
Mme Anne-Claire MIALOT

Directrice Générale

DocuSigned by:
Anne-Claire MIALOT
07B72F4B148B461...

Copies :
- *Mme Josiane CHEVALIER, Préfète de la Région Grand-Est, Préfète du Bas-Rhin, Déléguée territoriale de l'ANRU*
- *M. Nicolas VENTRE, Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, Délégué Territorial Adjoint de l'ANRU*
- *Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg*
- *Mme Danielle DAMBACH, Maire de Schiltigheim*
- *M. Jean-Louis HOERLE, Maire de Bischheim*

Cartographie des secteurs retenus pour le projet « Cités Fertiles »



QPV
QPV en ANRU
quartier de veille active

parc naturel urbain
ceinture verte (terrains anciennement régis par les lois de 1922 et 1927)
réserve nationale naturelle

espaces agricoles
tissu bati

Sites retenus (potentiels de projets à visée productive)

'Cités fertiles' : principes de mise en œuvre d'une démarche partenariale en faveur de l'agriculture urbaine dans les quartiers Politique de la Ville et lancement d'un appel à manifestation d'intérêt.

Pour	59	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	0	
Abstention	1	OEHLER Serge

27

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Extension de l'école maternelle Erckmann-Chatrian - Désignation.

Numéro V-2022-812

Le groupe scolaire Erckmann Chatrian a été construit vers 1960. Il est composé de trois bâtiments linéaires de type R+1, séparés par des cours et reliés entre eux par deux préaux qui regroupent :

- en élémentaire : 20 classes dont une classe ULIS et 11 classes dédoublées,
- en maternelle : 11 classes dont une toute petite section,
- un gymnase,
- un restaurant scolaire,
- un immeuble de logements dont celui du responsable technique de site (RTS).

De nombreuses améliorations du site ont été entreprises durant les 15 dernières années :

- création d'un préau sur l'école maternelle en 2006,
- amélioration thermique et de mise en sécurité partielle entre 2008 et 2012 et création d'un LAPE,
- installation d'un bâtiment modulaire en 2013 pour faire face à l'augmentation des effectifs,
- rénovation du gymnase et aménagement de sanitaires sous le préau en 2014,
- travaux d'adaptation des locaux existants pour répondre aux augmentations d'effectifs et aux dédoublements des classes de CE1,
- installation d'un nouveau bâtiment modulaire est installé pour le dédoublement des classes de CP,
- construction d'un nouveau restaurant scolaire dans un objectif de livraison à l'été 2022.

Les évolutions de l'urbanisation du quartier dans un secteur enclavé et difficilement délestable vers les autres groupes scolaires environnants se traduisent par des effectifs croissants qui, avec les nouveaux besoins liés aux évolutions pédagogiques de l'enseignement, nécessitent des locaux supplémentaires.
Au vu de la multiplicité des interventions déjà réalisées et notamment l'installation des différents bâtiments modulaires impactant déjà fortement les cours d'école, une opération plus globale est envisagée afin de restituer la cohérence architecturale du site et de donner une nouvelle identité à l'école.

Le LAPE et le bâtiment de logements actuel du RTS seront démolis pour permettre l'implantation d'une extension qui permettra de supprimer les bâtiments modulaires des deux cours d'écoles et de les restituer dans leur globalité sans générer d'emprise foncière complémentaire sur le site.

Programme des travaux

Le programme des travaux, développé sur une surface totale utile d'environ 2 120 m², comprendra :

- Une extension de l'école maternelle pour une surface utile d'environ 1 300 m² constituée de :

- 4 salles de classes dont 3 dédoublées et 1 standard,
- 1 salle de repos,
- des locaux ATSEM,
- une salle aménagée en BCD,
- des locaux techniques et de stockage,
- des sanitaires.

- Une extension de l'école élémentaire pour une surface utile d'environ 600 m² constituée de :

- 4 salles de classes dont 3 dédoublées et 1 standard,
- 1 salle de repos,
- des locaux ATSEM,
- une salle aménagée en BCD,
- des locaux techniques et de stockage,
- des sanitaires.

- Un cabinet médical.
- Le logement de fonction du RTS de 120 m² de 4 pièces avec garage.

Par ailleurs, le projet intègrera en tranche optionnelle les travaux suivants qui permettront, dans une seconde phase, de supprimer les bâtiments modulaires mis en place en 2013 : une extension de l'école élémentaire pour une surface utile d'environ 600 m² constituée de :

- 4 Salles de classes dont 3 dédoublés et 1 standard,
- une salle aménagée en BCD,
- salles d'activités,
- locaux ATSEM / agents,
- espaces techniques et de stockage,
- sanitaires,
- l'enlèvement des bâtiments modulaires.

Stratégie énergétique et environnementale

L'extension vise un **niveau de performance passif,** au-delà des exigences de la nouvelle réglementation énergétique et environnementale RE2020.

Cela permettra de respecter les engagements à long terme inscrits dans le nouveau « Plan Climat Air Energie Territorial de l'Eurométropole » que notre collectivité s'est fixée et qui sont en corrélation avec les objectifs dictés par le décret tertiaire : réduire à minima les consommations énergétiques du parc bâti de 40% d'ici 2030, de 50% d'ici 2040 et de 60% d'ici 2050, pour arriver à des **consommations d'énergie finales réduite de 60%.**
Conformément au PLU, le projet respectera le pourcentage minimal de terrain réservé aux aménagements paysagers réalisés en pleine terre ainsi que le coefficient de biotope par surface.
Le PLU exige à minima 20% de chaleur renouvelable pour l'approvisionnement énergétique de l'extension. Des discussions sont en cours avec la DSP chauffage urbain pour un éventuellement élargissement du périmètre vers ce secteur afin de se raccorder dessus et bénéficier à terme d'une énergie plus verte.
En termes de production d'énergie électrique renouvelable, l'extension devra être équipée d'un dispositif de production dimensionné pour à minima 7 Wc solaires photovoltaïques par m² de surface de plancher.
Une attention particulière sera apportée à la diminution de l'émission des gaz à effet de serre par la considération du cycle de vie du bâtiment et par le choix de matériaux de construction durables, à faible impact carbone, recyclables ou réutilisables tels que le bois, et le recours aux toitures végétalisées.

Calendrier :

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

Choix du maître d'œuvre :	Juillet 2022 – Février 2023
Etudes de maîtrise d'œuvre :	Février 2023 – Janvier 2024
Passation des marchés de travaux :	1ème trimestre 2024
Démarrage des travaux :	Eté 2024
Livraison :	Septembre 2026

Coût des travaux :

Le coût estimé de l'opération s'élève à **5 800 000 € TTC**, et se décline comme suit :

Travaux	4 400 000 € TTC
Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôleur technique, coordination sécurité-santé, …)	700 000 € TTC

Mobilier + PLUME	250 000 € TTC
Divers (jury, publications légales, panneau de communication, tolérance et aléas…)	450 000 € TTC

Le maître d'œuvre sera sélectionné à la suite d'un concours de maîtrise d'œuvre, tel que défini par le Code de la commande publique.

Il est proposé d'allouer aux candidats sélectionnés pour remettre un projet une prime maximale fixée à 22 000 € TTC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'opération d'extension et de restructuration du groupe scolaire Erckmann Chatrian à Strasbourg pour un montant de 5 800 000 € TTC conformément au programme ci-avant exposé ;

décide

d'imputer les dépenses d'investissement de 5 800 000 € TTC des travaux d'extension et de restructuration du groupe scolaire Erckmann Chatrian à Strasbourg sur le programme 1325- Extension/ Restructuration EM Erckmann Chatrian, fonction 213, nature 2313 ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures ; conformément au code de la commande publique et à signer et exécuter tous les actes en résultant ;*

- *à signer les dossiers de demande de permis de démolir et de construire ;*

- *à lancer toutes les procédures administratives nécessaires ;*

- *à solliciter auprès de la collectivité européenne d'Alsace, de la Région Grand Est, et des autres financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

désigne

conformément aux dispositions du Code de la commande publique, les membres élus de la commission d'appel d'offres composant le jury de concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la restructuration du groupe scolaire Erckmann Chatrian à Strasbourg :

Titulaires :

Hülliya TURAN
Benjamin SOULET
Hamid LOUBARDI

Suppléants :

Soraya OULDJI
Hervé POLESI
Pierre OZENNE

fixe

le montant de la prime maximale allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet est fixée à 22 000 €TTC.

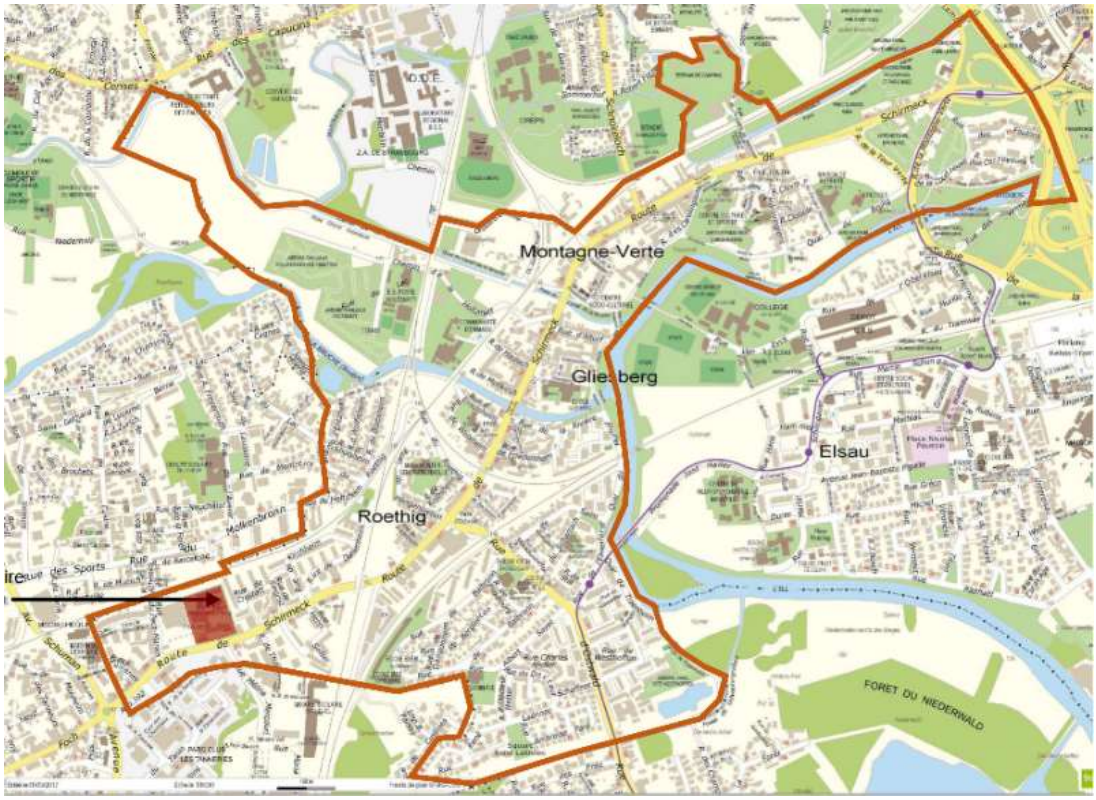
Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147277-DE-1-1)

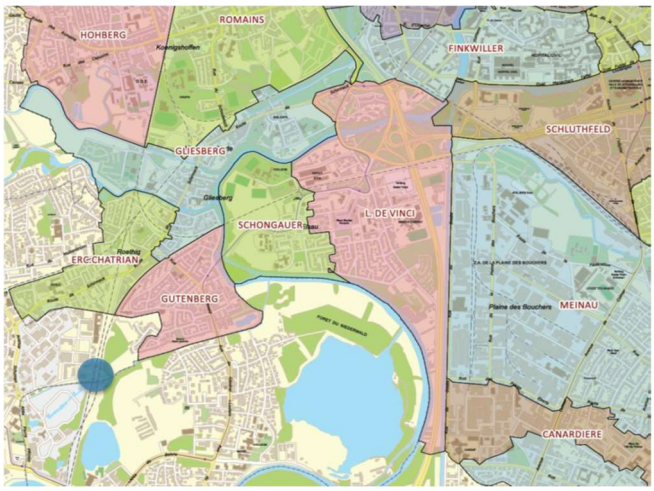
et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Annexes :

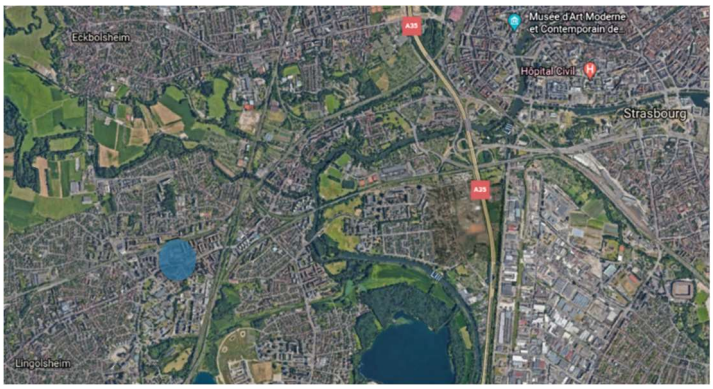
Groupe scolaire Erckmann Chatrian



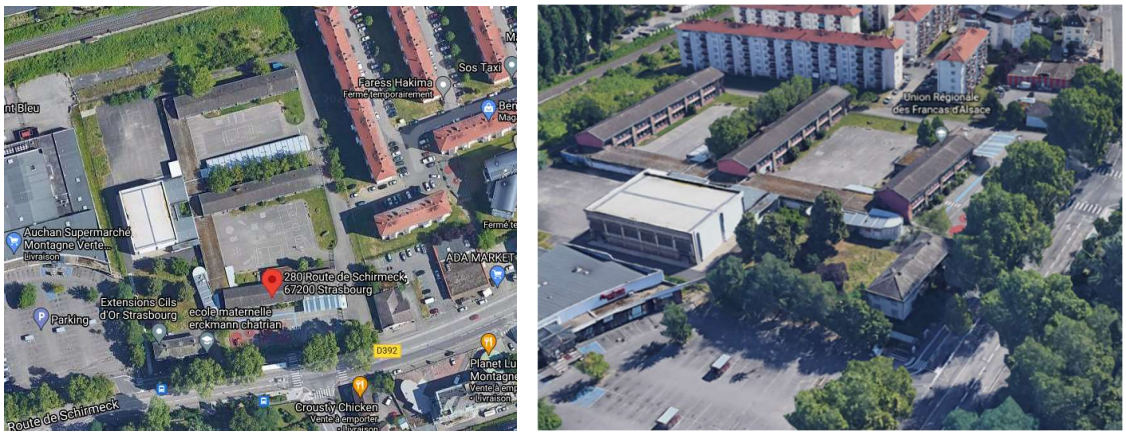
Localisation



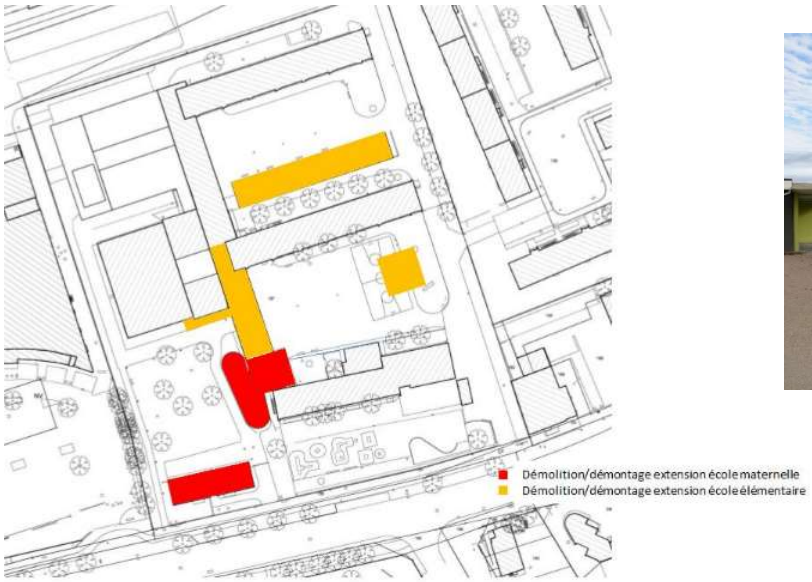
La carte scolaire



Localisation



Vue aérienne



Bâtiments existants à démolir / démonter



Terrain de l'extension



Gymnase rénové en 2014



Ex-LAPE à démonter



Immeuble de logement à démolir

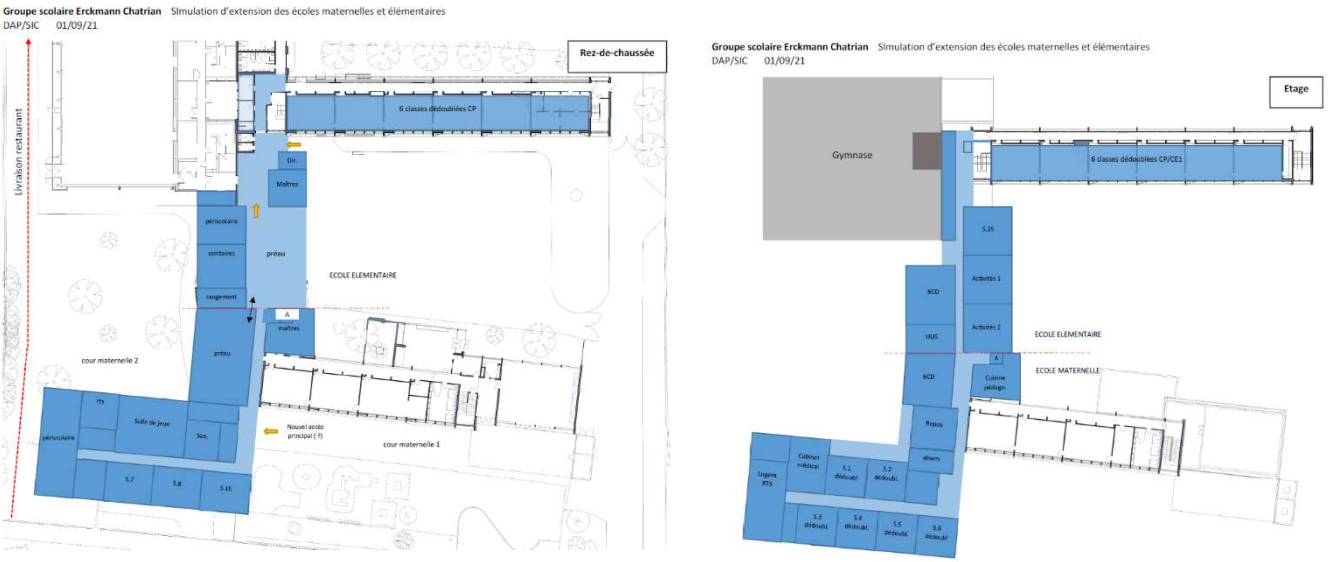


École et cour maternelle





Préau élémentaire à démolir



Scénario schématique de l'extension



Visualisation 3D

28

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Travaux de mise en sécurité et mise en accessibilité de l'école élémentaire Catherine.

Numéro V-2022-813

L'école élémentaire CATHERINE est située 1 place Comtesse de Ségur, à Strasbourg.

Elle fait partie, avec l'école maternelle CATHERINE, d'un même ensemble de bâtiments. Ces deux entités sont isolées sur le plan de la sécurité incendie.

Seule l'école élémentaire Catherine fait l'objet d'un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation (PV SDIS du 11/12/2018) motivé par l'absence de protection des cages d'escaliers.

Le rapport de vérification règlementaire établi par Alpes-Contrôles (RVRMD) a mis en évidence des non-conformités, en particulier, des insuffisances au regard de l'isolement entre tiers.

Les travaux envisagés ont pour objet de lever cet avis défavorable, ainsi que de rendre l'établissement entièrement conforme au regard de la réglementation sécurité et du règlement d'accessibilité.

<u>Programme des travaux</u>

- <u>Travaux de mise en sécurité :</u>

Les travaux envisagés sont les suivants :

- création d'espace d'attente sécurisé (EAS),
- travaux sur les installations électriques de l'élémentaire : déplacement des tableaux électriques présents dans les cages d'escaliers, mise à la terre, alimentation des systèmes de ventilation,
- remplacement des cloisonnements entre locaux et dégagements,
- remplacement de la centrale SSI.

- Travaux de mise en accessibilité

Les travaux de mise en accessibilité ont pour objet de rendre l'établissement conforme à l'arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité des ERP situés dans un cadre bâti existant de façon à pouvoir le sortir de l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP) patrimonial de la Ville.

Les principaux travaux d'accessibilité seront les suivants :
- mise en place d'un ascenseur dans l'élémentaire,
- mise aux normes PMR des sanitaires sous le préau.

- Travaux d'amélioration patrimoniale

Les travaux envisagés sont les suivants :

- plan numérique :
  - équipements numériques interactifs des salles de classe. Sont concernées 13 classes en élémentaire et 9 classes en maternelle,
  - déplacement de la baie VDI dans la salle des professeurs.
- transformation du cabinet médical et bureau du RTS.

Coût des travaux

Le coût estimé de l'opération s'élève à **1 400 000 € TTC**, et se décline comme suit :

Travaux Décomposés en : - *Mise en sécurité* - *Mise en accessibilité* - *Amélioration patrimoniale*	1 000 000 € TTC *600 000 € TTC* *200 000 € TTC* *200 000 € TTC*
Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôleur technique, coordination sécurité-santé, etc.)	300 000 € TTC
Divers (branchements-réseaux, tolérance études et travaux, publications légales, panneau de communication, aléas, etc.)	100 000 € TTC

Calendrier

Le planning prévisionnel de l'opération est le suivant :

- Études de programmation : 1er trimestre 2022
- Procédure de choix du maître d'œuvre : Février à Mai 2022

- Études de maîtrise d'œuvre : Juin 2022 à janvier 2022
- Consultation des marchés travaux : 1er trimestre 2022
- Démarrage des travaux : Vacances scolaire été 2023
- Livraison : 2eme trimestre 2023

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'opération de mise en sécurité et mise en accessibilité de l'école élémentaire Catherine pour un budget de 1 400 000 € TTC conformément au programme ci-avant exposé ;

décide

d'imputer les dépenses d'investissement de 1 400 000 € TTC des travaux de mise en sécurité et mise en accessibilité de l'école élémentaire Catherine sur l'enveloppe 2020/ AP0240 programme 1327 - EE Catherine Mise en sécurité, fonction 213, nature 2313, CRB : CP41

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures ; conformément au Code de la commande publique et à signer et exécuter tous les actes en résultant ;*

- *à signer les dossiers de demande de permis de démolir et de construire ;*

- *à lancer toutes les procédures administratives nécessaires ;*

- *à solliciter auprès de la Collectivité européenne d'Alsace, de la Région Grand Est, et des autres financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147281-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

29

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Evolution du zoo de l'Orangerie en parc animalier pédagogique : attribution de subvention à l'association des Amis du zoo de l'Orangerie.

Numéro V-2022-628

Le parc de l'Orangerie abrite depuis 1903 des installations et bâtiments affectés à un zoo. Depuis 1949, l'association des Amis du zoo de l'Orangerie s'implique dans la gestion et l'entretien du site, en contrepartie d'une subvention annuelle de fonctionnement versée par la Ville. Historiquement, la Ville finançait les frais de personnel et de nourrissage des animaux sauvages et domestiques, en plus de la mise à disposition des bâtiments et de prestations logistiques réalisées par la régie. Les charges liées aux soins et au nourrissage des animaux sauvages du zoo représentent près de 70 % du budget de l'association.

En juin 2021, le Conseil municipal a voté, conformément aux engagements du programme municipal, la diminution progressive de la subvention pour la partie zoo, en cohérence avec le départ des animaux sauvages, tout en maintenant la subvention allouée à la mini-ferme. Dans le prolongement de cette décision, la subvention globale pour l'année 2022 sera donc fixée à 129 313 €, considérant un départ des animaux sauvages avant le 1er septembre 2022.

En effet, en ce qui concerne la partie zoo, depuis janvier 2022, une médiation judiciaire a été conduite entre l'association et la ville de Strasbourg par un magistrat nommé par le Tribunal administratif. La médiation a notamment abouti à acter le départ de tous les animaux sauvages d'ici la fin de l'été 2022, prolongeant de deux mois supplémentaires le délai initial.

Le départ des animaux sauvages libère les quatre soigneurs de l'essentiel de leur activité. Soucieuse de leur accompagnement professionnel et afin de leur donner le temps nécessaire à une réorientation de leurs activités, la Ville a accepté de subventionner un projet pédagogique ponctuel, proposé par l'association, du 1er mai au 31 décembre 2022.

Le projet pédagogique proposé par l'association est constitué d'un ensemble de neuf ateliers pédagogiques animés par les soigneurs. Chaque atelier a pour vocation de faire découvrir au public une thématique différente liée au monde animal et à la biodiversité.
Les ateliers proposés sont les suivants : un atelier sur le rôle et la description d'une plume, sensibilisation au premier geste et soins aux animaux de la faune sauvage blessés, un

atelier pédagogique autour du cycle de vie d'un oiseau, un atelier autour des espèces exotiques envahissantes, un atelier visant à sensibiliser le public sur les espèces présentes au sein du parc de l'orangerie et notamment les écureuils, des animations autour du goûter des chèvres, moutons et poney, la création d'un parcours sur le thème des empreintes des animaux du parc de l'Orangerie, la création d'un parcours audioguidé à la découverte de la faune présente dans le parc, ou encore la création de panneaux pédagogiques autour des cinq sens des animaux.
Ce projet répond à l'objectif fixé par l'association qui est de jouer un rôle éducatif, en animant un lieu de pédagogie et de convivialité pour les enfants et les adultes au sein du parc, afin de mieux connaître, comprendre et respecter le monde animal. Le coût de ce projet s'élève à 44 858 €, couvrant les frais de personnel ainsi que la confection du matériel pédagogique.

A partir du 2ème semestre 2022, pour l'animation du parc animalier pédagogique, un appel à projets sera lancé et s'adressera à l'ensemble des partenaires qui souhaiteront contribuer au renouveau du site.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution de la subvention annuelle 2022 et d'une subvention exceptionnelle,

décide

- *d'attribuer une subvention de 129 313 € à l'Association des amis du zoo de l'Orangerie, montant à imputer sur la ligne budgétaire 823 6574 Programme 8046 EN03 D,*

- *d'attribuer une subvention exceptionnelle de 44 858 € à l'Association des amis du zoo de l'Orangerie, montant à imputer sur la ligne budgétaire 823 6574 Programme 8046 EN03 D,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières y afférentes.

Adopté le 24 juin 2022

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146117-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Service Espaces verts et de Nature

TABLEAU DE SYNTHESE

Subventions 2022

	Réalisé 2021	Demandée 2022	Proposée 2022
Association des Amis du zoo de l'Orangerie Subvention de fonctionnement	250 300 €	124 313 €	124 313 €
Association des Amis du zoo de l'Orangerie Subvention exceptionnelle	0 €	44 858 €	44 858 €

CONVENTION FINANCIERE AU TITRE DE L'EXERCICE 2022

ENTRE :

LA VILLE DE STRASBOURG, représentée par madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire

ET

L'ASSOCIATION BÉNÉFICIAIRE DENOMMÉE : Association « Des Amis du Zoo de l'Orangerie de Strasbourg », dont le siège est à Strasbourg, Zoo de l'Orangerie, Parc de l'Orangerie, représentée par son vice-Président, Monsieur Jack REYS,

VU L'ARRETE DE LA MAIRE,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : Objet de la convention

La Ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement les objectifs généraux ainsi que les actions suivantes dont l'association s'assigne la réalisation.

L'association se fixe comme objectifs généraux :

- D'animer à l'intérieur du Parc de l'Orangerie un lieu d'attraction et de détente pour les publics de tous âges. Ce lieu doit offrir la possibilité d'observer le monde animal évoluant dans son milieu naturel pour mieux le connaître, mieux le comprendre et mieux le respecter,
- De jouer un rôle éducatif, en animant un lieu de pédagogie et de convivialité pour les enfants et les adultes,
- De faire évoluer les activités du zoo actuel vers un petit parc animalier pédagogique, au fur et à mesure du transfert des animaux sauvages vers des sanctuaires ou refuges animaliers,
- De rechercher activement à diversifier ses sources de revenus lui permettant la réalisation de ses objectifs et le bon fonctionnement du site.

Les sites du zoo de l'Orangerie et de la mini-ferme servent de support à la réalisation des activités suivantes :

- L'élevage et la présentation au public d'animaux domestiques, une fois les animaux sauvages replacés,
- Le développement d'animations et de visites pour chaque public.

ARTICLE 2 : Attribution de la subvention

Pour 2022, l'aide financière de la collectivité aux frais de fonctionnement se répartit comme suit :

- Soutien inchangé aux activités de la mini-ferme à hauteur de 81 000€,
- Conformément à la délibération votée le 21 juin 2021 en Conseil Municipal, participation dégressive aux frais d'entretien des animaux sauvages du 1er janvier au 30 juin 2022. Toutefois, afin d'assouplir le délai initial du départ de la dernière espèce sauvage, initialement fixé au 30 juin 2022, un décalage de deux mois supplémentaires a été convenu lors de la médiation du 19 janvier 2022, ce qui porte au 31 août 2022 la date de départ de la dernière espèce sauvage. Afin d'adapter financièrement ce nouveau calendrier, un gel de la dégressivité est prévu pour les mois de février et mars. Au total, le montant de subvention pour la seule activité zoo s'établit à 43 313€ ;
- Prise en charge des frais d'analyses et de transport engagés par l'association pour le départ des animaux sauvages, estimée à hauteur de 5 000€.

Le montant total de la subvention 2022 s'établit ainsi à 129 313€.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire de l'association n°14707 50004 32521312564, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en deux versements :

- Le premier de 77 588 € (60%) qui interviendra dès réception de la convention signée ;
- Le second de 51 725 € (40%) courant du mois d'octobre.

ARTICLE 3 : Budget de l'association

Le budget prévisionnel de l'association nécessaire à la réalisation de ses objectifs, au titre de l'exercice 2022, s'élève à 279 500 €.

Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Ce budget enregistre en recettes une subvention de la ville de Strasbourg à hauteur de 129 313 €.

ARTICLE 4 : Avantages en nature accessoires

En outre, l'association bénéficie de la mise à disposition des locaux, enclos à animaux, équipements divers et terrains annexes situés au Zoo de l'Orangerie, Parc de l'Orangerie à Strasbourg (67), représentant un avantage en nature évalué à 71 397,45 €.

ARTICLE 5 : Engagements de l'association

L'association subventionnée s'engage :

- À mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs et des activités visés à l'article premier de la présente convention,
- À faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation des actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables,
- À collaborer à la mise en œuvre des objectifs précisés à l'article 1, notamment au départ progressif des animaux sauvages pour aboutir à la transformation progressive du zoo de l'Orangerie en un petit parc animalier pédagogique.

ARTICLE 6 : Commissaire aux comptes

Conformément à l'article 81 de la loi du 29 janvier 1993 et au décret n°2001-379 du 30 avril 2001, dès lors que l'ensemble de l'aide publique enregistrée au cours de l'exercice excède 150 000 €, l'association devra désigner un commissaire aux comptes pour six exercices, dont elle fera connaître le nom à la collectivité dans un délai de 3 mois après la signature de la présente convention.

ARTICLE 7 : Engagements comptables

L'association s'engage à fournir, dans les six mois suivant l'exercice financier, un bilan et un compte de résultat, ainsi que le rapport du réviseur aux comptes, conformes au plan comptable général révisé, certifiés conformes par le commissaire aux comptes.

ARTICLE 8 : Obligation d'information

L'association fera connaître à la Ville, dans un délai d'un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettra à la Ville ses statuts actualisés.

ARTICLE 9 : Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 10 : Inexécution d'une obligation conventionnelle

L'absence totale ou partielle du respect des clauses prévues aux articles 5 à 9 de la présente convention pourra avoir pour effets :

- l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

ARTICLE 11 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2022.

ARTICLE 12 : Exécution financière

La comptable assignataire de la dépense est Madame la Trésorière de Strasbourg - 1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex.

Fait à Strasbourg, le 2022

POUR LA VILLE DE STRASBOURG **La Maire**	**POUR L'ASSOCIATION** **Le vice-Président** **Monsieur Jack REYS**

CONVENTION FINANCIERE POUR SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU TITRE DE L'EXERCICE 2022

ENTRE :

LA VILLE DE STRASBOURG, représentée par madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire

ET

L'ASSOCIATION BÉNÉFICIAIRE DENOMMÉE : Association « Des Amis du Zoo de l'Orangerie de Strasbourg », dont le siège est à Strasbourg, Zoo de l'Orangerie, Parc de l'Orangerie, représentée par son vice-Président, Monsieur Jack REYS,

VU L'ARRETE DE LA MAIRE,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : Objet de la convention

Bien qu'ayant acté l'engagement depuis juin 2021 du départ des animaux sauvages et de ce fait d'une nécessaire reconversion partielle des quatre soigneurs animaliers, l'association n'a pas pris de dispositions particulières pour accompagnercette transition. Lors de la seconde réunion de médiation du 17 mars 2022, l'association a demandé des ajustements face à cette situation en proposant plusieurs projets pédagogiques éphémères autour de l'animal domestique et/ou sauvage en liberté dans le parc, en contrepartie d'une subvention exceptionnelle accordée par la Ville. Face à cette situation et soucieux du devenir des soigneurs, la Ville de Strasbourg a accepté de prolonger de deux mois supplémentaires le délai de départ des animaux sauvages du zoo et a répondu favorablement à la demande de subvention exceptionnelle.
Ce projet pourra être pérennisé dans le cadre du futur appel à projet qui sera lancé par la collectivité au deuxième semestre 2022 pour le devenir du parc de l'Orangerie si l'association souhaite y répondre.

Le projet pédagogique proposé par l'association est constitué d'un ensemble de neuf ateliers pédagogiques gratuits animés par les soigneurs. Chaque atelier a pour vocation de faire découvrir au public une thématique différente liée au monde animal et à la biodiversité. Différents thèmes sont abordés : les animaux domestiques, les animaux sauvages évoluant au sein du Parc de l'Orangerie, les espèces exotiques envahissantes, la découverte des oiseaux, la notion des cinq sens chez l'animal, la découverte d'empreintes d'animaux au sein du Parc. Ce projet répond ainsi à l'objectif fixé par l'association qui est de jouer un rôle éducatif, en

animant un lieu de pédagogie et de convivialité pour les enfants et les adultes au sein du Parc, afin de mieux connaître, comprendre et respecter le monde animal.

ARTICLE 2 : Attribution de la subvention

Pour 2022, l'aide financière exceptionnelle de la collectivité au projet éphémère « ateliers pédagogiques » s'établit à 44 858 €.

La subvention sera créditée sur le compte bancaire de l'association n°14707 50004 32521312564, après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur, en trois versements, selon le calendrier suivant :

- Le premier de 26 914€ (60%) qui interviendra dès réception de la convention signée ;
- Le second de 17 944€ (40%) qui interviendra en novembre.

ARTICLE 3 : Engagements de l'association

L'association subventionnée s'engage :

- À mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objectif et des activités visés à l'article premier de la présente convention,
- À faciliter le contrôle, par les services de la ville de Strasbourg, de la réalisation des actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.
- À communiquer des éléments de bilan et d'évaluation des actions menées (nombre de participants aux ateliers, etc.)

ARTICLE 4 : Obligation d'information

L'association fera connaître à la Ville, dans un délai d'un mois, tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et transmettra à la Ville ses statuts actualisés.

ARTICLE 5 : Résiliation

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 6 : Inexécution d'une obligation conventionnelle

L'absence totale ou partielle du respect des clauses prévues aux articles 1 et 5 de la présente convention pourra avoir pour effets :

- l'interruption de l'aide financière de la collectivité,
- la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

ARTICLE 11 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2022.

ARTICLE 12 : Exécution financière

La comptable assignataire de la dépense est Madame la Trésorière de Strasbourg - 1, parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex.

POUR LA VILLE DE STRASBOURG **La Maire**	**POUR L'ASSOCIATION** **Le vice-Président** **Monsieur Jack REYS**

Fait à Strasbourg, le ..... 2022.

30

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Le Forum de la participation citoyenne : un évènement pour structurer la mobilisation et l'engagement citoyen.

Numéro V-2022-826

La délibération « Cadre de la politique publique de démocratie locale à Strasbourg » adoptée le 16 novembre 2020 a inscrit trois orientations fortes pour la participation citoyenne :

- Développer la culture du dialogue dans la ville de manière permanente et informelle et permettre ainsi à chaque habitant·e de notre ville de trouver un espace pour échanger avec d'autres habitant·es, avec les élu·es et les agent·es de la collectivité, ainsi que de débattre d'une très grande variété de sujets,
- Renforcer le pouvoir d'agir des habitant·es et leur capacité à proposer et concrétiser leurs projets ;
- Aller à la rencontre des habitant·es sur tout le territoire et favoriser ainsi une participation citoyenne de proximité, à l'échelle des quartiers et interquartiers.

Considérant la démocratie locale comme vivante et inscrite dans une démarche d'amélioration continue, ainsi qu'une forte attente de la population en matière de renouvellement des pratiques démocratiques, de nouveaux dispositifs ont été mis en place suite à l'adoption de cette délibération-cadre, comme les Ateliers de quartier et leurs assemblées qui révèlent, un an après leur création, toute leur vitalité et adaptation aux besoins d'expression et d'engagement citoyens.

Dans ce cadre, le Conseil de la Participation Citoyenne, qui avait été mis en place par le Pacte pour la démocratie locale de Strasbourg, a fait l'objet d'une adaptation continue au cours de deux dernières années. Cette pratique a révélé un besoin de souplesse dans le fonctionnement du Pacte pour garantir l'ouverture de ses instances, ainsi que la nécessité de doter la Ville de Strasbourg de moyens pour assurer la cohérence de l'écosystème de participation citoyenne dans son ensemble.

Dans cette perspective, il est proposé au Conseil municipal de faire évoluer le Conseil de la participation citoyenne en Forum de la participation citoyenne, en tant qu'espace dédié à la mobilisation et l'engagement citoyen des Strasbourgeoises et des Strasbourgeois. Ce forum est ouvert à toutes et tous, dans un esprit inclusif, festif et populaire.

Le Forum de la participation citoyenne vise ainsi plusieurs objectifs :

- Valoriser les initiatives citoyennes, les donner à voir pour célébrer l'engagement citoyen ;
- Mettre en contact les citoyen·nes qui s'engagent et portent des initiatives dans une logique de synergie et de renforcement mutuel ;
- Permettre au plus grand nombre de prendre part à des débats et formuler de nouvelles idées, pour inspirer celles et ceux qui souhaitent s'engager dans la vie démocratique locale et impulser des évolutions dans la Ville ;
- Assurer l'accessibilité du plus grand nombre aux espaces de démocratie locale ;
- Informer les Strasbourgeois·es sur les dispositifs et actualités de la participation citoyenne locale.

Ce dispositif doit permettre aux participants·es de s'engager de manière plus adaptée et donc plus durable dans les dispositifs de participation citoyenne, de favoriser l'échange et le débat, de renforcer les liens entre les habitant·es, les agent·es, les élu·es, et ainsi d'œuvrer à l'amélioration continue des politiques publiques.

Les différents temps proposés durant le Forum de la Participation Citoyenne seront construits autour des projets et initiatives de la collectivité, des citoyen·nes et des collectifs et associations du territoire.
Les formats et modalités d'organisation du Forum seront multiples et pourront notamment articuler des temps en plénière et des ateliers en petits groupes.
Pour intégrer et valoriser un maximum d'initiatives, la collectivité pourra initier un appel ouvert à toutes et tous les Strasbourgeois·es pour alimenter le programme du Forum de la Participation Citoyenne.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- la mise en place du Forum de la participation citoyenne, en lieu et place de l'instance du Conseil de la participation citoyenne ;

- les objectifs du Forum de la participation citoyenne.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147622-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Le Forum de la participation citoyenne : un évènement pour structurer la mobilisation et l'engagement citoyen.

Pour	48	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	0	
Abstention	14	BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe

31

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Les Ateliers de quartier, lieu d'exercice du droit à l'initiative citoyenne.

Numéro V-2022-902

La création des Ateliers de quartier et de leurs assemblées, suite à la délibération du 21 juin 2021, met en œuvre un nouveau dispositif donnant « aux habitant·es le pouvoir d'agir pour concrétiser leurs initiatives », tout en prévoyant des modalités de fonctionnement et d'accompagnement par la collectivité.

Ouvert et pensé sur un mode inclusif, ce nouveau cadre a permis d'élargir les publics qui participaient jusqu'alors aux espaces de démocratie locale. L'échelle des Ateliers de quartier et les moyens qui leur sont alloués favorisent notamment le développement d'initiatives citoyennes ainsi que l'autonomie et la liberté des porteur·ses de projet. Depuis le lancement du dispositif, une grande diversité d'initiatives a émergé et c'est ainsi qu'une cinquantaine d'ateliers de quartier ont été montés par des habitant·es sur tout le territoire.

Les Ateliers de quartier facilitent aujourd'hui l'accès des habitant·es à la collectivité et à l'expertise technique de ses agent·es. Ils constituent ainsi un levier d'interpellation et de contributions libres et éclairées aux politiques publiques.

La collectivité encourage par ailleurs le rapprochement d'initiatives citoyennes similaires grâce aux chargé·es d'animation de la participation citoyenne, dont le rôle est de faire vivre le dispositif dans les territoires, en favorisant l'émergence d'un dynamisme entre les quartiers.

Les Ateliers de quartier concourent donc pleinement à la réalisation du droit d'initiative citoyenne et remplissent les objectifs donnés aux Ateliers d'initiatives citoyennes tels que présentés dans la délibération « Cadre de la politique publique de démocratie locale à Strasbourg » du 16 novembre 2020.

Par souci de cohérence, d'efficacité et de lisibilité pour les Strasbourgeoises et Strasbourgeois qui souhaitent proposer et réaliser des initiatives citoyennes, ainsi que pour permettre le renforcement du budget des Ateliers de quartier, il est proposé au Conseil municipal de fondre le dispositif des Ateliers d'initiatives citoyennes dans les Ateliers de quartier.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les modalités de réalisation des Ateliers d'initiative citoyenne au sein des Ateliers de quartier

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-148103-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°31

Les Ateliers de quartier, lieu d'exercice du droit à l'initiative citoyenne.

Pour	48	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	0	
Abstention	13	BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe

Envoyé en préfecture le 21/09/2022
Reçu en préfecture le 21/09/2022
Affiché le 21/09/2022
ID : 067-216704825-20220624-147415B-DE

Strasbourg.eu
eurométropole

32

Délibération au Conseil municipal du vendredi 24 juin 2022

Evolution des dispositions relatives au fonctionnement des pétitions citoyennes.

Numéro V-2022-825

Le droit à la pétition citoyenne est un dispositif issu du Pacte pour la démocratie à Strasbourg, délibéré le 16 avril 2018. Il vise à renforcer la participation citoyenne à Strasbourg en complément des dispositifs existants.

Description du dispositif de la pétition citoyenne

La pétition citoyenne est un dispositif complémentaire de la participation citoyenne visant à encourager les initiatives des citoyen·nes en leur conférant un droit d'interpellation.
Le droit de pétition citoyenne a pour objectif de saisir le-la Maire de toute question ou proposition concernant tout sujet d'intérêt public communal et/ou relevant de la compétence du conseil municipal, en vue de son inscription à l'ordre du jour d'une séance du conseil municipal, pour qu'il en soit débattu et le cas échéant délibéré. Cet outil favorise ainsi le dialogue entre les élu·es, les agent·es de la collectivité et les citoyen·nes tout au long du processus.

Après quatre ans de mise en œuvre, dans une démarche d'amélioration continue, il est proposé au Conseil municipal des évolutions visant à faciliter et ainsi favoriser le recours à ce dispositif de participation et d'en renforcer la réactivité. Les dispositions suivantes sont ainsi soumises au Conseil :

- **L'abaissement significatif du seuil de signatures nécessaire pour organiser une première rencontre entre le·la pétitionnaire et les élu·es de 500 signatures à 50 signatures.** L'objectif de cette mesure est de mettre le dialogue entre les pétitionnaires et les élu·es dès en amont au cœur du dispositif.

- **Raccourcissement du délai d'étude de recevabilité des pétitions par l'administration de 2 mois à 30 jours ouvrables maximum** pour favoriser la réactivité et l'efficacité du dispositif, ainsi que mieux reconnaître l'engagement des pétitionnaires.

- **L'abaissement significatif du seuil de signatures nécessaire pour inscrire le point à l'ordre du jour du Conseil municipal de Strasbourg de 2 800 à 1 400 signataires**, soit environ 10% du corps électoral de la Ville de Strasbourg (140 675 inscrits à l'occasion du

Envoyé en préfecture le 21/09/2022
Reçu en préfecture le 21/09/2022
Affiché le 21/09/2022
ID : 067-216704825-20220624-147415B-DE

scrutin d'avril 2022).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

les évolutions de fonctionnement du dispositif des pétitions citoyennes tel que précisées dans la présente délibération.

Annexe 1 : Extrait de la délibération au Conseil Municipal du lundi 15 octobre 2018 instituant les modalités de fonctionnement du droit à la pétition citoyenne.

DROIT DE PÉTITION CITOYENNE

Objectifs du droit de pétition citoyenne

Le droit de pétition citoyenne a pour objectif de saisir le Maire de toute question ou proposition concernant tout sujet d'intérêt public communal et/ou relevant de la compétence du conseil municipal, en vue de son inscription à l'ordre du jour d'une séance du conseil municipal, pour qu'il en soit débattu et le cas échéant délibéré. Il appartiendra au Maire de décider de l'inscription à l'ordre du jour du conseil municipal de questions ou de sujets relevant de la compétence de la commune et correspondant aux pétitions citoyennes qui réuniraient plus de 2 800 signatures des habitants-es de la ville de Strasbourg de seize ans ou plus. Il peut être précisé que ce dispositif de pétition citoyenne ne se substitue pas aux modalités de réponse déjà courantes des élus-es concernant les interpellations des habitants-es.

Les différentes étapes pour exercer le droit de pétition citoyenne

ETAPE 1 : Dépôt d'une pétition citoyenne par des habitants-es de seize ans ou plus, non élus-es au conseil municipal ou des collectifs ou associations.
ETAPE 2 : Analyse de la recevabilité de la pétition par les services de la Ville (légalité de la proposition - relevant de la compétence du conseil municipal - bonne compréhension, et conditions générales applicables aux porteurs de pétition).
ETAPE 3 : Publication des pétitions sur la plateforme de participation citoyenne pour six mois.
ETAPE 4 : Recueil des signatures des habitants-es de Strasbourg de seize ans et plus. ETAPE 5 : A l'issue des six mois, vérification et instruction par les services de la Ville des pétitions ayant atteint les 2 800 signatures.
ETAPE 6 : Transmission au Maire de Strasbourg des pétitions « valides » et débat ou délibération en conseil municipal le cas échéant.

Dès qu'une pétition atteint 500 signatures, sans attendre l'expiration du délai de six mois, une rencontre est organisée entre le porteur de pétition, les services de la collectivité et l'élu-e en charge de la démocratie locale ainsi que les adjoints-es concerné-e-s.

[...]

Le porteur de la pétition recevra un accusé de réception lui indiquant le délai de traitement pour vérification de la recevabilité de la pétition et afin que celle-ci soit publiée, à savoir, en fonction de la complexité du sujet, deux mois maximum.

Conseil municipal du 24 juin 2022

Point 32 à l'ordre du jour :

Amendement : Évolution des dispositions relatives au fonctionnement des pétitions citoyennes.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 60 voix + 1
+ 1 voix : Mme Sophie PARISOT a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Amendement du point 32 : Évolution des dispositions relatives au fonctionnement des pétitions citoyennes.

Pour	60	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	0	
Abstention	1	OEHLER Serge

Version amendée : Evolution des dispositions relatives au fonctionnement des pétitions citoyennes.

Pour 61	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre 0	
Abstention 0	

33

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Conseil des Résident.es Etranger.es - Evolution vers un Conseil de la Vie Interculturelle et Citoyenne.

Numéro V-2022-833

Les initiatives citoyennes, la dynamique associative et les instances de démocratie locale de la ville de Strasbourg constituent différents espaces pour le développement d'une participation citoyenne active.
Favoriser l'intelligence collective et les savoirs partagés permet à chaque habitant·e de contribuer à l'amélioration de la vie quotidienne et l'évolution de la ville apportant ainsi des réponses concertées.

Parmi les différentes instances de démocratie locale, le Conseil des Résident·es Etranger·es (CRE), créé en 1992, a joué un rôle majeur dans la construction d'une société interculturelle, en se basant sur la connaissance et la reconnaissance des cultures de chacun·e, et en favorisant les échanges et interactions, loin d'une vision figée, folklorique ou communautariste des cultures.

Le CRE est conçu comme un espace d'échanges et de débats qui porte la parole de ses membres dans l'espace public et relaie leurs attentes, leurs préoccupations et leurs propositions. C'est une instance de démocratie locale dont le but est de refléter la diversité de la société, de s'adapter aux enjeux d'actualité et de contribuer à réduire les inégalités. En s'appuyant sur la promotion de la diversité culturelle, la démarche inclusive du Conseil des Résident·es Etranger·es participe à la construction d'une ville plus égalitaire.

Le CRE est un comité consultatif, comme défini dans l'article L2143-2 du Code général des collectivités territoriales : *« Les comités peuvent être consultés par le maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. »*

En tant qu'instance de démocratie locale de la Ville de Strasbourg, le Conseil des Résident·es Etranger·es doit pouvoir travailler en lien et interaction avec les autres espaces de participation citoyenne et les services municipaux.

La redéfinition concertée des missions de l'instance

Dans une démarche de relance de l'instance, ses membres ont été associé·es et ont notamment exprimé le souhait de faire évoluer sa dénomination en Conseil de la Vie Interculturelle et Citoyenne (CVIC). Cet intitulé permet de mettre davantage en avant la dimension citoyenne et interculturelle, traduit également la volonté de se détacher du référentiel déployé par le mot « étranger » et d'aborder les questions de discriminations et d'accès au droit de manière plus transversale ainsi que la lutte pour la citoyenneté de résidence. Il s'agit également de mettre en avant la richesse interculturelle issue de l'histoire de notre territoire.

La réflexion a également porté sur la raison d'être de l'instance et son mode de gouvernance, en partant d'un bilan des réalisations du CRE et en définissant les modalités d'amélioration de son fonctionnement. Ces travaux ont fait l'objet d'échanges avec les élu·es thématiques et d'un travail de priorisation et de définition de l'accompagnement qui peut être mis en place par la collectivité.

Suite à cette démarche, **les objectifs du Conseil de la Vie Interculturelle et Citoyenne** (CVIC) ont été définis comme suit **:**

- **promouvoir une société interculturelle et une ville hospitalière, promotrices des droits humains ;**
- **lutter pour l'égalité des droits et contre les discriminations, ainsi que pour la citoyenneté de résidence ;**
- **créer un espace de plaidoyer pour l'obtention du droit de vote et d'éligibilité des résident·es étranger·es.**

Le CVIC porte une valeur centrale à savoir l'égalité de droits entre les personnes, quelles que soient leur origine, nationalité, identité, croyances, qu'il défend dans son fonctionnement interne et dans les projets qu'il mène ou soutient. L'interculturalité est à la fois un des fondements et un des projets forts du Conseil de la Vie Interculturelle et Citoyenne.

Le CVIC veille également à porter une attention toute particulière aux modalités de mobilisation et aux démarches d' « aller-vers ». Il s'agit de permettre aux personnes les plus éloignées des modalités de participation citoyenne de pouvoir s'engager et d'être représentées au sein de cette instance. Par les valeurs mises en avant dans le cadre de cette instance et son exercice, celle-ci se veut ouverte à toutes et tous sans condition et doit permettre aux personnes concernées par ces enjeux de pouvoir s'exprimer.

Le CVIC est une instance permettant aux associations et à toute personne résidant à Strasbourg, quelle que soit son origine et sa nationalité, de s'engager à la promotion du vivre-ensemble sur le territoire et dans la vie citoyenne locale.

En tant qu'instance consultative, le ou la Maire de la Ville de Strasbourg peut lui adresser une saisine sur une thématique, un sujet en lien avec les enjeux portés par le CVIC.

Le CVIC peut également interpeller la municipalité sur les sujets et thématiques précédemment évoqués.

<u>Les principes d'une gouvernance renouvelée</u> :

Pour favoriser une instance inclusive, l'émergence d'initiatives citoyennes et une meilleure lisibilité, le nouveau CVIC sera composé d'un collège unique.
Des réunions plénières seront organisées, constituant l'occasion de réunir tou·tes les membres du CVIC, mais également toute personne intéressée par ses activités et qui voudrait s'informer ou s'engager.
Les plénières sont un lieu de veille et de débat sur des sujets d'actualité. Elles permettent de faire un point d'étape sur les projets du CVIC et d'en faire émerger des nouveaux. Elles assurent également le suivi et le bon fonctionnement de l'instance.

La gouvernance du CVIC permet également la mise en place de groupes projets, fonctionnant en autonomie, et dont la coordination est assurée par un fonctionnement tripartite associant tant les élu·es que les agent·es de la collectivité aux travaux du CVIC.

Les membres du CVIC s'engageront à respecter un principe de renouvellement démocratique dans leur fonctionnement, pour permettre une appropriation des rôles par de nouveaux·elles membres de manière progressive et favoriser le dynamisme de l'instance.

Le CVIC définira les règles opérationnelles d'organisation et ses membres établiront conjointement avec la Ville une charte de fonctionnement de façon à assurer la mise en œuvre de ces principes.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Sur proposition de la Commission plénière
après avoir délibéré
décide

la mise en place du nouveau Conseil de la Vie Interculturelle et Citoyenne 2022-2026,

approuve

- les objectifs et les missions du Conseil de la Vie Interculturelle et Citoyenne
- les principes de fonctionnement proposés dans la présente délibération.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147462-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Conseil municipal du 24 juin 2022

Point 33 à l'ordre du jour :

Conseil des Résident.es Etranger.es - Évolution vers un Conseil de la Vie Interculturelle et Citoyenne.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 57 voix + 3
+ 3 voix : M. Christian BRASSAC, qui détenait les procurations de Mme Françoise SCHAETZEL et de M. Jean WERLEN, a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 4 voix

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°33

Conseil des Résident.es Etranger.es - Evolution vers un Conseil de la Vie Interculturelle et Citoyenne.

Pour	57	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	0	
Abstention	4	MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, SCHALCK Eva, VETTER Jean-Philippe

34

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Contrat de concession Bains Municipaux ville de Strasbourg/SPL Deux-Rives avenant N°2.

Numéro V-2022-897

La ville de Strasbourg et la SPL des Deux Rives ont conclu un contrat de concession en vue de la conception, de la réalisation et du financement des travaux de restructuration des Bains Municipaux, suivi de leur exploitation et de leur entretien le 29 septembre 2017.

L'opération a fait l'objet d'une nouvelle délibération le 21 janvier 2019 permettant l'engagement de la phase opérationnelle du projet, à savoir la rénovation des Bains Municipaux dans leur globalité (bâtiment principal, chaufferie et aile médicale) et le projet de maison du Sport-Santé.
A cette occasion, un premier avenant au contrat de concession de la SPL des Deux Rives a permis d'intégrer le bâtiment « Chaufferie » au périmètre du contrat de concession et de procéder à des ajustements financiers liés à la finalisation des contrats de prêt et à l'attribution du Marché Global de Performance.

Un patrimoine préservé et adapté aux usages actuels

Les travaux de rénovation et la mise en valeur de cet ensemble patrimonial d'exception sont aujourd'hui achevés et l'équipement a ouvert le 8 novembre 2021, après une requalification de la totalité des locaux et l'adaptation de ceux-ci aux usages et activités d'aujourd'hui. Les circulations ont été repensées pour améliorer le confort et faciliter l'exploitation de l'établissement.
Un bassin extérieur a permis l'aménagement de la cour en jardin et un espace d'activités extérieures peut s'ouvrir sur le quartier.

Les travaux se sont achevés à un coût inférieur au coût prévisionnel (33,1 M€ à terminaison pour un budget prévisionnel de 33,6 M€) et selon le calendrier initialement prévu.

Le projet fait partie des finalistes des Architizer A+Awards.

L'établissement a fait l'objet d'importants travaux d'efficacité énergétique portant sur l'enveloppe du bâtiment, le remplacement des installations de traitement d'air et de

traitement d'eau. Les installations techniques ont été entièrement reprises et l'alimentation du bâtiment en chaleur est désormais réalisée par un raccordement au réseau de chauffage urbain.
Quand bien même la période d'affinement des réglages sur un équipement technique de ce type s'étale généralement sur la première année pleine d'exploitation, les premières données font ressortir des niveaux de consommation en énergies finales inférieures d'environ 40% aux consommations antérieures[1](conforme aux prévisions), alors même que l'équipement propose des activités supplémentaires. Les consommations d'eau sont également très significativement inférieures aux consommations antérieures.

Un projet d'exploitation développant une nouvelle offre

Les deux bassins historiques, désormais reliés entre eux, proposent une amplitude d'ouverture élargie : ils sont ouverts 7 jours sur 7 avec une amplitude d'ouverture moyenne supérieure à 11h par jour. La fréquentation est conforme aux projections nonobstant le contexte sanitaire.

La création du nouvel espace bien-être étendu est plébiscité par le public, les fréquentations sont supérieures aux prévisions initiales (34 000 entrées sur les six premiers mois d'activité) et se maintiennent à un niveau significatif.

L'accueil des scolaires, notamment revalorisé par l'aménagement de vestiaires et d'un circuit dédiés, a repris dès novembre 2021. La fréquentation a été tributaire des consignes sanitaires édictées par l'Éducation nationale dans le contexte de pandémie de COVID 19 mais s'élève à 6 182 entrées sur les six premiers mois d'activité.

L'accueil du public bénéficiaire du sport santé sur ordonnance a démarré fin novembre 2021.
L'équipement comptabilise au total 72 239 entrées sur la période courant du 8 novembre 2021 au 30 avril 2022.
Les premières mesures de satisfaction réalisées au mois d'avril 2022 montrent un taux de satisfaction globale des utilisateurs de 89%.

L'avenant n°2 au contrat de concession

Le contrat de concession prévoit que les parties actualisent le contrat de concession à la date d'acceptation des ouvrages.
Outre quelques aménagements techniques, l'avenant n°2 proposé a donc pour objet, notamment :

- le réajustement de la compensation pour contraintes de service public à la mise en exploitation, par application des formules d'actualisation et de révision figurant au contrat et à son avenant n°1,

- la mise en place d'une clause de revoyure début 2023 pour mesurer les éventuels impacts de la crise sanitaire,

- l'ajustement des créneaux scolaires.

[1] Énergies finales consommées sur les 6 premiers mois : 2 109 955 kWh / Consommation annuelle moyenne sur la période 2016 et 2017 : 6 930 867 kWh

Le réajustement de la compensation pour contraintes de service public est précisé en annexe 2 de l'avenant. Il permet l'actualisation de la compensation forfaitaire d'investissement (en ces trois composantes CF1 CF2 et CF3), l'actualisation de la compensation forfaitaire d'exploitation, la révision de la compensation forfaitaire d'investissement (en ses composantes CF1 et CF3) et l'actualisation de la compensation forfaitaire d'exploitation.

Le montant de la compensation forfaitaire d'exploitation 2022 est de 1 661 495 €. Le montant de la compensation forfaitaire d'investissement 2022 est de 1 070 389 €.

Les opérations d'actualisation et d'indexation prévus par le contrat et son avenant n°1 impliquent une augmentation d'environ 7% pour la contribution d'investissement et 9% pour la contribution d'exploitation, par rapport aux données 2019.

Par ailleurs, le contrat prévoit que dans l'éventualité où des aléas extérieurs et non imputables au concessionnaire modifient de façon substantielle l'équilibre économique de la convention, le concédant et le concessionnaire conviennent de se rencontrer et de réexaminer le niveau de rémunération du concessionnaire. L'avenant n°2 proposé envisage ainsi les différentes conséquences de l'épidémie de COVID 19 sur l'exploitation et met en place :

- une clause de revoyure début 2023,

- ainsi qu'un mécanisme de compensation pour les impacts éventuels de la crise sanitaire sur la trésorerie 2022 du concessionnaire : prise en charge de la différence positive éventuelle entre le solde de trésorerie prévisionnel d'une part et le solde de trésorerie effectivement constaté à l'issue de l'exercice 2022.

Enfin, les créneaux de mise à disposition de l'équipement à destination du public scolaire sont aménagés, sans surcoût de la compensation : une rotation supplémentaire est ajoutée l'après-midi les lundi, mardi, jeudi et vendredi, en remplacement des deux rotations prévues le mercredi matin (le contrat ayant en effet été élaboré avant le changement des rythmes scolaires). Le nombre de créneaux scolaires est ainsi augmenté de 68 créneaux par année scolaire, sans incidence sur le montant de la compensation versée.

Cet avenant est conclu sur le fondement des articles L.3135-1 et R.3135-7 du code de la commande publique relatifs aux modifications contractuelles non substantielles, il a été présenté en commission Concessions le 2 juin 2022 au titre de l'article L 1411-6 du CGCT.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu le Code général des collectivités territoriales
et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants,

vu le Code de la commande publique et notamment les articles L 3135-1 et R 3135-7,

vu la délibération du 26 juin 2017 relative à l'attribution en quasi régie de la concession relative à la conception, la réalisation, le financement des travaux de restructuration et à l'exploitation des Bains Municipaux de La Victoire à la SPL des Deux-Rives,

vu le projet d'avenant n°2 au contrat de concession,

vu l'avis de la Commission de délégation de service public du 2 juin 2022 prévue aux articles L 1411-5 et L 1411-6 du Code général des collectivités territoriales,

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la conclusion de l'avenant n°2 (joint à la présente délibération) à la concession relative à la conception, la réalisation, le financement des travaux de restructuration, et à l'exploitation des Bains Municipaux de La Victoire,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer l'avenant n°2 à la concession relative à la conception, la réalisation, le financement des travaux de restructuration, et à l'exploitation des Bains Municipaux de La Victoire, et tous les documents afférents à la mise en œuvre de la présente délibération, et à faire exécuter tous les actes en découlant.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147907-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Annexe 1. Emplois financiers des phases 1 et 2

En € HT fermes et définitifs, les emplois prévisionnels des phases 1 et 2 de l'opération s'établissaient initialement comme suit :

EMPLOIS	
Marché global de performance	28 227 398
Maitrise d'ouvrage	1 250 000
Honoraires et diagnostics	911 415
Raccordements	570 000
Assurances	380 000
Taxes	40 000
Communication	75 000
Honoraires / autres	145 000
Frais financiers	535 000
Total emplois	**32 133 813**
Aléas	1 481 686
Total emplois y compris aléas	**33 615 499**

Au cours des phases 1 et 2, le projet a connu les modifications et aléas suivants préfinancés par le Concessionnaire :

- Modifications opérées à la demande de la Ville :
    - Modification de la nature et de la profondeur des bassins historiques intérieurs
    - Ajout d'un dispositif de portes rétractables sur les cabines historiques situées en rez de chaussée du grand bassin historique. A noter par ailleurs que cette modification se traduit par des coûts de maintenance supplémentaires au cours de la phase 3, lesquels se traduiront par une augmentation de la Compensation Forfaitaire d'Exploitation d'un montant de 1 150 € HT par an en date de valeur janvier 2017.
    - Diverses opérations d'évacuations de déchets résiduels subsistant dans l'établissement lors de sa remise au Concessionnaire
    - Réparation d'éléments de façade en grès dégradés par la pose de bâches de communication
    - Mise en place de casiers supplémentaires dans la zone vestiaires collectifs
    - Restauration et installation de panneaux historiques de réseau de chauffage urbain
- Le Concessionnaire a par ailleurs pris en charge les éléments suivants :
    - Opérations de désamiantage et de déplombage supplémentaires non prévisibles
    - Création d'une offre supplémentaire de sauna dans la cour arrière
    - Restauration de colonnades patrimoniales situés dans les Bains Romains historiques et de décors à la feuille d'or situés sur les fontaines des bassins historiques et dans la coupole de la rotonde d'entrée historique découverts en cours de chantier
    - Travaux de consolidation d'une grande cheminée historique située dans la Cour arrière de l'établissement
    - Conséquences partielles, sur la réalisation des travaux, de l'épidémie de COVID 19 intervenue à compter du mois de mars 2020

Les emplois financiers à terminaison portant sur les phases 1 et 2 du projet s'établissent comme suit en € HT :

EMPLOIS	
Marché Global de Performance	29 692 597
Maitrise d'Ouvrage	1 219 972
Honoraires et diagnostics	843 499
Raccordements	566 899
Assurances	248 382
Taxes	34 952
Communication	69 638
Honoraires - autres	141 894
Frais Financiers	237 808
Total emplois	**33 055 642**

Annexe 2. Réajustement de la Compensation Forfaitaire à la Date d'acceptation des Ouvrages

La Compensation pour Contraintes de Service Public versée par le Concédant est constituée :

- D'une sous composante « Compensation Forfaitaire d'Investissement » elle-même subdivisée en trois éléments CFI 1, CFI 2 et CFI 3.
- D'une sous-composante « Compensation Forfaitaire d'Exploitation ».

L'échéancier de la Compensation pour Contrainte de Service Public figurant au Contrat est rappelé ci-après en date de valeur janvier 2017 :

	2021	2022	2023	2024	2025
	Année 1 (sur 6 mois soit 2 échéances)	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Contribution pour contraintes de service public	**1 235 000**	**2 470 000**	**2 470 000**	**2 400 000**	**2 400 000**
Contribution forfaitaire d'investissement	**499 597**	**999 193**	**999 193**	**999 193**	**999 193**
CFI (1)	139 701	558 806	558 806	558 806	558 806
dont CFI (1) Principal	*78 722*	*319 142*	*326 059*	*333 126*	*340 346*
dont CFI (1) Intérêts	*60 979*	*239 664*	*232 747*	*225 680*	*218 459*
CFI (2)	110 097	440 387	440 387	440 387	440 387
dont CFI (2) Principal	*69 654*	*281 222*	*285 440*	*289 722*	*294 068*
dont CFI (2) intérêts	*40 443*	*159 165*	*154 947*	*150 666*	*146 320*
CFI (3)	249 798	0	0	0	0
Contribution forfaitaire d'exploitation	**735 404**	**1 470 807**	**1 470 807**	**1 400 807**	**1 400 807**

	2026	2027	2028	2029	2030
	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Contribution pour contraintes de service public	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**
Contribution forfaitaire d'investissement	**999 193**	**999 193**	**999 193**	**999 193**	**999 193**
CFI (1)	558 806	558 806	558 806	558 806	558 806
dont CFI (1) Principal	*347 723*	*355 259*	*362 959*	*370 826*	*378 863*
dont CFI (1) Intérêts	*211 083*	*203 546*	*195 846*	*187 980*	*179 942*
CFI (2)	440 387	440 387	440 387	440 387	440 387
dont CFI (2) Principal	*298 479*	*302 956*	*307 500*	*312 113*	*316 794*
dont CFI (2) intérêts	*141 909*	*137 432*	*132 887*	*128 275*	*123 593*
CFI (3)	0	0	0	0	0
Contribution forfaitaire d'exploitation	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**

	2031	2032	2033	2034	2035
	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15
Contribution pour contraintes de service public	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**
Contribution forfaitaire d'investissement	**999 193**	**999 193**	**999 193**	**999 193**	**999 193**
CFI (1)	558 806	558 806	558 806	558 806	558 806
dont CFI (1) Principal	*387 075*	*395 464*	*404 036*	*412 793*	*421 740*
dont CFI (1) Intérêts	*171 731*	*163 341*	*154 770*	*146 013*	*137 066*
CFI (2)	440 387	440 387	440 387	440 387	440 387
dont CFI (2) Principal	*321 546*	*326 369*	*331 265*	*336 234*	*341 277*
dont CFI (2) intérêts	*118 841*	*114 018*	*109 122*	*104 153*	*99 110*
CFI (3)	0	0	0	0	0
Contribution forfaitaire d'exploitation	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**

	2036	2037	2038	2039	2040
	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20
Contribution pour contraintes de service public	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**
Contribution forfaitaire d'investissement	**999 193**	**999 193**	**999 193**	**999 193**	**999 193**
CFI (1)	558 806	558 806	558 806	558 806	558 806
dont CFI (1) Principal	*430 880*	*440 219*	*449 760*	*459 509*	*469 468*
dont CFI (1) Intérêts	*127 925*	*118 586*	*109 045*	*99 297*	*89 338*
CFI (2)	440 387	440 387	440 387	440 387	440 387
dont CFI (2) Principal	*346 397*	*351 593*	*356 866*	*362 219*	*367 653*
dont CFI (2) intérêts	*93 991*	*88 795*	*83 521*	*78 168*	*72 735*
CFI (3)	0	0	0	0	0
Contribution forfaitaire d'exploitation	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**

	2041	2042	2043	2044	2045
	Année 21	Année 22	Année 23	Année 24	Année 25
Contribution pour contraintes de service public	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**
Contribution forfaitaire d'investissement	**999 193**	**999 193**	**999 193**	**999 193**	**999 193**
CFI (1)	558 806	558 806	558 806	558 806	558 806
dont CFI (1) Principal	*479 643*	*490 039*	*500 660*	*511 511*	*522 598*
dont CFI (1) Intérêts	*79 162*	*68 767*	*58 146*	*47 294*	*36 208*
CFI (2)	440 387	440 387	440 387	440 387	440 387
dont CFI (2) Principal	*373 168*	*378 765*	*384 447*	*390 213*	*396 066*
dont CFI (2) intérêts	*67 220*	*61 622*	*55 941*	*50 174*	*44 321*
CFI (3)	0	0	0	0	0
Contribution forfaitaire d'exploitation	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**

	2046	2047	2048	2049	2050
	Année 26	Année 27	Année 28	Année 29	Année 30
Contribution pour contraintes de service public	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**	**2 400 000**
Contribution forfaitaire d'investissement	**999 193**	**999 193**	**999 193**	**999 193**	**999 193**
CFI (1)	558 806	558 806	279 403	-	-
dont CFI (1) Principal	*533 925*	*545 497*	*277 167*	-	-
dont CFI (1) Intérêts	*24 881*	*13 309*	*2 237*	-	-
CFI (2)	440 387	440 387	440 387	440 387	440 387
dont CFI (2) Principal	*402 007*	*408 037*	*414 158*	*420 370*	*426 676*
dont CFI (2) intérêts	*38 380*	*32 350*	*26 229*	*20 017*	*13 711*
CFI (3)	0	0	279 402	558 806	558 806
Contribution forfaitaire d'exploitation	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**	**1 400 807**

	2051	2052	2053
	Année 31	Année 32	Année 33 (sur 3 mois)
Contribution pour contraintes de service public	**2 400 000**	**2 400 000**	**600 000**
Contribution forfaitaire d'investissement	**999 193**	**999 193**	**249 798**
CFI (1)	-	-	-
dont CFI (1) Principal	-	-	-
dont CFI (1) Intérêts	-	-	-
CFI (2)	440 387	220 194	-
dont CFI (2) Principal	*433 076*	*218 968*	-
dont CFI (2) intérêts	*7 311*	*1 226*	-
CFI (3)	558 806	778 999	249 798
Contribution forfaitaire d'exploitation	**1 400 807**	**1 400 807**	**350 202**

1) Actualisation de la Composante Compensation forfaitaire d'investissement

Par application du Contrat, la Compensation forfaitaire d'investissement actualisée à la Date d'acceptation des Ouvrages est la suivante :

1.1. Actualisation de la sous-composante CFI (1) de la Compensation forfaitaire d'investissement

Par application du Contrat, l'échéancier de la sous-composante CFI (1) de la Compensation forfaitaire d'investissement actualisé à la Date d'acceptation des ouvrages est le suivant :

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2021	2022	2023	2024	2025
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 1 (sur 2 mois)	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
CFI (1)	150 125	600 500	600 500	600 500	600 500
dont CFI (1) Principal	*84 596*	*342 955*	*350 388*	*357 982*	*365 741*
dont CFI (1) Intérêts	*65 529*	*257 546*	*250 113*	*242 518*	*234 760*

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2026	2027	2028	2029	2030
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
CFI (1)	600 500	600 500	600 500	600 500	600 500
dont CFI (1) Principal	*373 668*	*381 767*	*390 041*	*398 495*	*407 132*
dont CFI (1) Intérêts	*226 832*	*218 734*	*210 459*	*202 005*	*193 368*

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2031	2032	2033	2034	2035
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15
CFI (1)	600 500	600 500	600 500	600 500	600 500
dont CFI (1) Principal	*415 956*	*424 972*	*434 182*	*443 593*	*453 207*
dont CFI (1) Intérêts	*184 544*	*175 529*	*166 318*	*156 908*	*147 293*

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2036	2037	2038	2039	2040
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20
CFI (1)	600 500	600 500	600 500	600 500	600 500
dont CFI (1) Principal	*463 030*	*473 066*	*483 319*	*493 794*	*504 497*
dont CFI (1) Intérêts	*137 470*	*127 435*	*117 181*	*106 706*	*96 004*

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2041	2042	2043	2044	2045
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 21	Année 22	Année 23	Année 24	Année 25
CFI (1)	600 500	600 500	600 500	600 500	600 500
dont CFI (1) Principal	*515 431*	*526 603*	*538 016*	*549 677*	*561 591*
dont CFI (1) Intérêts	*85 069*	*73 898*	*62 484*	*50 823*	*38 909*

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2046	2047	2048	2049	2050
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 26	Année 27	Année 28	Année 29	Année 30
CFI (1)	600 500	600 500	300 251	-	-
dont CFI (1) Principal	*573 763*	*586 199*	*297 847*	-	-
dont CFI (1) Intérêts	*26 738*	*14 302*	*2 404*	-	-

Le montant total de la sous composante CFI (1) de la Compensation forfaitaire d'investissement résultant de l'application de la formule d'actualisation contractuelle s'élèverait donc à 16 063 387 € HT.

L'annexe n°1 à l'Avenant n°1 du Contrat prévoit néanmoins qu'à la Date d'acceptation des Ouvrages, les éléments CFI1 et CFI 2 de la sous composante « Compensation Forfaitaire d'Investissement » actualisés seront en outre réajustés à la baisse à hauteur de l'économie induite sur les échéances de remboursement des contrats de prêt figurant en annexe 10, dans l'hypothèse où ces emprunts ne seraient pas utilisés en totalité. Ce mécanisme trouve à s'appliquer relativement à l'élément CFI1 de la sous composante « Compensation Forfaitaire d'Investissement » ; l'emprunt correspondant n'ayant pas été utilisé en totalité.

En conséquence, le montant total de la sous-composante CFI (1) de la Compensation forfaitaire d'investissement s'élève à 15 233 245 € HT selon l'échéancier suivant :

En €uros courants HT	2021	2022	2023	2024	2025
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 1 (sur 2 mois)	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
CFI (1)	139 701	568 048	564 097	564 097	564 097
dont CFI (1) Principal	139 701	325 151	327 387	334 483	341 732
dont CFI (1) Intérêts	-	242 897	236 710	229 614	222 365

En €uros courants HT	2026	2027	2028	2029	2030
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
CFI (1)	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097
dont CFI (1) Principal	349 139	356 706	364 437	372 336	380 406
dont CFI (1) Intérêts	214 958	207 391	199 660	191 761	183 691

En €uros courants HT	2031	2032	2033	2034	2035
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15
CFI (1)	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097
dont CFI (1) Principal	388 651	397 075	405 681	414 474	423 457
dont CFI (1) Intérêts	175 446	167 022	158 416	149 623	140 640

En €uros courants HT	2036	2037	2038	2039	2040
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20
CFI (1)	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097
dont CFI (1) Principal	432 635	442 012	451 592	461 380	471 380
dont CFI (1) Intérêts	131 462	122 085	112 505	102 717	92 717

En €uros courants HT	2041	2042	2043	2044	2045
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 21	Année 22	Année 23	Année 24	Année 25
CFI (1)	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097
dont CFI (1) Principal	481 596	492 034	502 699	513 594	524 726
dont CFI (1) Intérêts	82 501	72 063	61 398	50 503	39 371

En €uros courants HT	2046	2047	2048	2049	2050
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 26	Année 27	Année 28	Année 29	Année 30
CFI (1)	564 097	564 097	423 073	-	-
dont CFI (1) Principal	536 099	547 718	418 565	-	-
dont CFI (1) Intérêts	27 998	16 379	4 508	-	-

1.2. Actualisation de la sous composante CFI (2) de la Compensation forfaitaire d'investissement

Par application du Contrat, l'échéancier de la sous-composante CFI (2) de la Compensation forfaitaire d'investissement actualisé à la Date d'acceptation des ouvrages est le suivant :

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2021	2022	2023	2024	2025
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 1 (sur 2 mois)	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
CFI (2)	118 312	473 246	473 246	473 246	473 246
dont CFI (2) Principal	*74 851*	*302 205*	*306 738*	*311 339*	*316 009*
dont CFI (2) intérêts	*43 461*	*171 041*	*166 508*	*161 907*	*157 237*

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2026	2027	2028	2029	2030
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
CFI (2)	473 246	473 246	473 246	473 246	473 246
dont CFI (2) Principal	*320 749*	*325 561*	*330 444*	*335 401*	*340 432*
dont CFI (2) intérêts	*152 497*	*147 686*	*142 802*	*137 846*	*132 815*

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2031	2032	2033	2034	2035
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15
CFI (2)	473 246	473 246	473 246	473 246	473 246
dont CFI (2) Principal	*345 538*	*350 721*	*355 982*	*361 322*	*366 742*
dont CFI (2) intérêts	*127 708*	*122 525*	*117 264*	*111 925*	*106 505*

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2036	2037	2038	2039	2040
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20
CFI (2)	473 246	473 246	473 246	473 246	473 246
dont CFI (2) Principal	*372 243*	*377 826*	*383 494*	*389 246*	*395 085*
dont CFI (2) intérêts	*101 004*	*95 420*	*89 753*	*84 000*	*78 162*

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2041	2042	2043	2044	2045
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 21	Année 22	Année 23	Année 24	Année 25
CFI (2)	473 246	473 246	473 246	473 246	473 246
dont CFI (2) Principal	*401 011*	*407 026*	*413 132*	*419 329*	*425 619*
dont CFI (2) intérêts	*72 235*	*66 220*	*60 115*	*53 918*	*47 628*

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2046	2047	2048	2049	2050
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 26	Année 27	Année 28	Année 29	Année 30
CFI (2)	473 246	473 246	473 246	473 246	473 246
dont CFI (2) Principal	*432 003*	*438 483*	*445 060*	*451 736*	*458 512*
dont CFI (2) intérêts	*41 244*	*34 764*	*28 186*	*21 510*	*14 734*

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2051	2052	2053
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 31	Année 32	Année 33 (sur 3 mois)
CFI (2)	473 246	236 623	-
dont CFI (2) Principal	*465 390*	*235 306*	-
dont CFI (2) intérêts	*7 857*	*1 317*	-

1.3. Actualisation de la sous-composante CFI (3) de la Compensation forfaitaire d'investissement

Par application du Contrat, l'échéancier de la sous-composante CFI (3) de la Compensation forfaitaire d'investissement actualisé à la Date d'acceptation des ouvrages est le suivant :

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2021	2022	2023	2024	2025
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 1 (sur 2 mois)	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
CFI (3)	268 437	0	0	0	0

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2026	2027	2028	2029	2030
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
CFI (3)	0	0	0	0	0

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2031	2032	2033	2034	2035
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15
CFI (3)	0	0	0	0	0

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2036	2037	2038	2039	2040
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20
CFI (3)	0	0	0	0	0

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2041	2042	2043	2044	2045
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 21	Année 22	Année 23	Année 24	Année 25
CFI (3)	0	0	0	0	0

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2046	2047	2048	2049	2050
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 26	Année 27	Année 28	Année 29	Année 30
CFI (3)	0	0	300 250	600 500	600 500

En €uros constants HT (valeur novembre 2021)	2051	2052	2053
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 31	Année 32	Année 33 (sur 3 mois)
CFI (3)	600 500	837 124	268 437

Soit un montant total de 3 475 750 € HT.

Son montant restant identique, il est néanmoins convenu entre les parties de modifier l'échéancier de versement de cette sous-composante CFI (3) comme suit :

En €uros courants HT	2021	2022	2023	2024	2025
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 1 (sur 2 mois)	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
CFI (3)	268 437	32 452	36 404	36 404	36 404

En €uros courants HT	2026	2027	2028	2029	2030
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
CFI (3)	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404

En €uros courants HT	2031	2032	2033	2034	2035
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15
CFI (3)	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404

En €uros courants HT	2036	2037	2038	2039	2040
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20
CFI (3)	36 403	36 404	36 404	36 404	36 404

En €uros courants HT	2041	2042	2043	2044	2045
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 21	Année 22	Année 23	Année 24	Année 25
CFI (3)	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404

En €uros courants HT	2046	2047	2048	2049	2050
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 26	Année 27	Année 28	Année 29	Année 30
CFI (3)	36 404	36 404	300 250	600 500	600 500

En €uros courants HT	2051	2052	2053		
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 31	Année 32	Année 33 (sur 3 mois)		
CFI (3)	600 500	163 021	-		

2) Actualisation de la Compensation forfaitaire d'exploitation

Par application du Contrat, tel que modifié par son avenant n°1, et compte tenu d'une augmentation de 1 150 € HT par an en valeur janvier 2017 résultant d'une demande de modification du Concédant[1], la Compensation forfaitaire d'exploitation actualisée est la suivante, en date de valeur septembre 2018 :

En €uros constants HT (valeur SEPTEMBRE 2018)	2021	2022	2023	2024	2025
hypothèse de MAD à 2 nov 2021	Année 1 (sur 2 mois)	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Contribution forfaitaire d'exploitation	**256 584**	**1 539 502**	**1 539 502**	**1 515 104**	**1 466 307**

[1] En l'occurrence, coûts d'entretien résultant d'une demande de mise en place de portes refermables sur les cabines historiques situées au rez-de-chaussée du grand bassin intérieur.

En €uros constants HT (valeur SEPTEMBRE 2018)		2026	2027	2028	2029	2030
hypothèse de MAD à 2 nov 2021		Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Contribution forfaitaire d'exploitation		**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**

En €uros constants HT (valeur SEPTEMBRE 2018)		2031	2032	2033	2034	2035
hypothèse de MAD à 2 nov 2021		Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15
Contribution forfaitaire d'exploitation		**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**

En €uros constants HT (valeur SEPTEMBRE 2018)		2036	2037	2038	2039	2040
hypothèse de MAD à 2 nov 2021		Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20
Contribution forfaitaire d'exploitation		**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**

En €uros constants HT (valeur SEPTEMBRE 2018)		2041	2042	2043	2044	2045
hypothèse de MAD à 2 nov 2021		Année 21	Année 22	Année 23	Année 24	Année 25
Contribution forfaitaire d'exploitation		**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**

En €uros constants HT (valeur SEPTEMBRE 2018)		2046	2047	2048	2049	2050
hypothèse de MAD à 2 nov 2021		Année 26	Année 27	Année 28	Année 29	Année 30
Contribution forfaitaire d'exploitation		**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**	**1 466 307**

En €uros constants HT (valeur SEPTEMBRE 2018)		2051	2052	2053
hypothèse de MAD à 2 nov 2021		Année 31	Année 32	Année 33 (sur 3 mois)
Contribution forfaitaire d'exploitation		**1 466 307**	**1 466 307**	**366 577**

3) Révision de la Compensation forfaitaire d'investissement

Par application du Contrat, les sous-composantes CFI (1) et CFI (3) de la Compensation forfaitaire d'investissement sont fixes à compter de leur actualisation.

Par application du Contrat, la sous-composante CFI (2) de la Compensation forfaitaire d'investissement est révisée chaque trimestre, et pour la première fois à la suite immédiate de l'actualisation intervenue à la Date d'Acceptation des Ouvrages, en miroir des conditions de variation des échéances de remboursement de l'emprunt souscrits par le Concessionnaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations définie au Contrat de Prêt n°85429 figurant en annexe 10 au Contrat. Les éventuelles révisions en résultant feront l'objet d'une notification au Concédant par le Concessionnaire.

Quand bien même cette révision s'applique de manière automatique, il est précisé que la première application de cette formule de révision à la Date d'acceptation des ouvrages aboutit à valoriser la sous-composante CFI (2) selon l'échéancier suivant :

		2021	2022	2023	2024	2025
En €uros constants HT (valeur Date d'acceptation des ouvrages + 1 jour)		Année 1 (sur 2 mois)	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
CFI (2)		117 653	469 889	468 731	467 577	466 425
dont CFI (2) Principal		*81 582*	*328 146*	*331 085*	*334 064*	*337 082*
dont CFI (2) intérêts		*36 071*	*141 743*	*137 646*	*133 513*	*129 343*

		2026	2027	2028	2029	2030
En €uros constants HT (valeur Date d'acceptation des ouvrages + 1 jour)		Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
CFI (2)		465 276	464 130	462 987	461 847	460 709
dont CFI (2) Principal		*340 142*	*343 242*	*346 384*	*349 568*	*352 795*
dont CFI (2) intérêts		*125 134*	*120 888*	*116 603*	*112 278*	*107 914*

		2031	2032	2033	2034	2035
En €uros constants HT (valeur Date d'acceptation des ouvrages + 1 jour)		Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15
CFI (2)		459 574	458 442	457 313	456 187	455 063
dont CFI (2) Principal		*356 065*	*359 378*	*362 736*	*366 139*	*369 587*
dont CFI (2) intérêts		*103 510*	*99 064*	*94 577*	*90 048*	*85 477*

		2036	2037	2038	2039	2040
En €uros constants HT (valeur Date d'acceptation des ouvrages + 1 jour)		Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20
CFI (2)		453 942	452 824	451 709	450 596	449 487
dont CFI (2) Principal		*373 080*	*376 621*	*380 208*	*383 843*	*387 526*
dont CFI (2) intérêts		*80 862*	*76 204*	*71 501*	*66 754*	*61 961*

		2041	2042	2043	2044	2045
En €uros constants HT (valeur Date d'acceptation des ouvrages + 1 jour)		Année 21	Année 22	Année 23	Année 24	Année 25
CFI (2)		448 379	447 275	446 173	445 074	443 978
dont CFI (2) Principal		*391 257*	*395 039*	*398 870*	*402 751*	*406 685*
dont CFI (2) intérêts		*57 122*	*52 237*	*47 304*	*42 323*	*37 294*

		2046	2047	2048	2049	2050
En €uros constants HT (valeur Date d'acceptation des ouvrages + 1 jour)		Année 26	Année 27	Année 28	Année 29	Année 30
CFI (2)		442 885	441 794	440 706	439 623	438 537
dont CFI (2) Principal		*410 669*	*414 707*	*418 797*	*422 942*	*427 141*
dont CFI (2) intérêts		*32 215*	*27 087*	*21 908*	*16 681*	*11 397*

		2051	2052	2053
En €uros constants HT (valeur Date d'acceptation des ouvrages + 1 jour)		Année 31	Année 32	Année 33 (sur 3 mois)
CFI (2)		437 457	218 324	-
dont CFI (2) Principal		*431 395*	*217 310*	-
dont CFI (2) intérêts		*6 062*	*1 014*	-

4. Révision de la Compensation forfaitaire d'exploitation à la date d'Acceptation des Ouvrages.

Par application du Contrat tel que modifié par son avenant n°1, la Compensation forfaitaire d'exploitation est révisable, et pour la première fois à la date d'Acceptation des Ouvrages.

Quand bien même cette révision s'applique de manière automatique, il est précisé que la première application de la formule de révision contractuelle aboutit à valoriser la Compensation forfaitaire d'exploitation due au titre de la période courant du 2 novembre 2021 au 31 décembre 2021 à la somme de 265 591 € HT, et la Compensation forfaitaire d'exploitation due au titre de la période courant du 1er janvier au 31 décembre 2022 à 1 661 495,33 € HT.

Annexe 3. Plan de trésorerie prévisionnel actualisé à la Date d'Acceptation des Ouvrages.

En €uros courants HT hypothèse de MAD à 2 nov 2021	2021 Année 1 (sur 2 mois)	2022 Année 2	2023 Année 3	2024 Année 4	2025 Année 5	2026 Année 6	2027 Année 7	2028 Année 8	2029 Année 9	2030 Année 10	2031 Année 11	2032 Année 12	2033 Année 13	2034 Année 14	2035 Année 15
Contribution pour contraintes de service public	**791 382**	**2 667 917**	**2 690 723**	**2 687 807**	**2 658 003**	**2 680 720**	**2 703 798**	**2 727 243**	**2 751 059**	**2 775 252**	**2 799 828**	**2 824 792**	**2 850 151**	**2 875 909**	**2 902 074**
Contribution forfaitaire d'investissement	**525 791**	**1 070 389**	**1 069 232**	**1 068 077**	**1 066 926**	**1 065 777**	**1 064 631**	**1 063 488**	**1 062 347**	**1 061 210**	**1 060 075**	**1 058 943**	**1 057 814**	**1 056 687**	**1 055 564**
CFI (1)	139 701	568 048	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097
dont CFI (1) Principal	139 701	325 151	327 387	334 483	341 732	349 139	356 706	364 437	372 336	380 406	388 651	397 075	405 681	414 474	423 457
dont CFI (1) Intérêts	-	242 897	236 710	229 614	222 365	214 958	207 391	199 660	191 761	183 691	175 446	167 022	158 416	149 623	140 640
CFI (2)	117 653	469 889	468 731	467 577	466 425	465 276	464 130	462 987	461 847	460 709	459 574	458 442	457 313	456 187	455 063
dont CFI (2) Principal	81 582	328 146	331 085	334 064	337 082	340 142	343 242	346 384	349 568	352 795	356 065	359 378	362 736	366 139	369 587
dont CFI (2) intérêts	36 071	141 743	137 646	133 513	129 343	125 134	120 888	116 603	112 278	107 914	103 510	99 064	94 577	90 048	85 477
CFI (3)	268 437	32 452	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404
Contribution forfaitaire d'exploitation	**265 591**	**1 597 528**	**1 621 491**	**1 619 730**	**1 591 078**	**1 614 944**	**1 639 168**	**1 663 755**	**1 688 712**	**1 714 042**	**1 739 753**	**1 765 849**	**1 792 337**	**1 819 222**	**1 846 510**
Recettes commerciales	**301 628**	**1 814 292**	**1 850 308**	**1 887 041**	**1 924 504**	**1 962 713**	**2 001 683**	**2 041 430**	**2 081 967**	**2 123 312**	**2 165 479**	**2 208 486**	**2 252 350**	**2 297 087**	**2 342 716**
Billetterie	**288 314**	**1 734 208**	**1 769 022**	**1 804 536**	**1 840 762**	**1 877 715**	**1 915 410**	**1 953 862**	**1 993 085**	**2 033 097**	**2 073 912**	**2 115 545**	**2 158 014**	**2 201 336**	**2 245 529**
Base	229 761	1 382 013	1 409 757	1 438 058	1 466 927	1 496 375	1 526 415	1 557 058	1 588 316	1 620 201	1 652 727	1 685 905	1 719 750	1 754 274	1 789 491
PSE	58 553	352 195	359 265	366 478	373 835	381 339	388 995	396 804	404 769	412 896	421 185	429 640	438 264	447 063	456 038
Recettes annexes	**13 314**	**80 084**	**81 286**	**82 505**	**83 742**	**84 999**	**86 274**	**87 568**	**88 881**	**90 214**	**91 568**	**92 941**	**94 335**	**95 750**	**97 186**
Base	12 316	74 078	75 189	76 317	77 462	78 624	79 803	81 000	82 215	83 448	84 700	85 971	87 260	88 569	89 898
PSE	999	6 006	6 096	6 188	6 281	6 375	6 471	6 568	6 666	6 766	6 868	6 971	7 075	7 181	7 289
Total Recettes	**1 093 010**	**4 482 210**	**4 541 030**	**4 574 848**	**4 582 507**	**4 643 434**	**4 705 482**	**4 768 673**	**4 833 025**	**4 898 563**	**4 965 307**	**5 033 278**	**5 102 500**	**5 172 996**	**5 244 790**
Prix des prestations sous-traitées	**454 742**	**2 511 217**	**2 532 585**	**2 556 432**	**2 557 926**	**2 602 714**	**2 648 321**	**2 694 763**	**2 747 613**	**2 801 494**	**2 850 705**	**2 900 817**	**2 951 848**	**3 003 813**	**3 056 732**
Prix Annuel d'entretien maintenance	**52 032**	**256 901**	**280 729**	**264 666**	**268 636**	**272 665**	**276 755**	**280 907**	**285 120**	**289 397**	**293 738**	**298 144**	**302 616**	**307 155**	**311 763**
Base	**50 834**	**249 693**	**273 413**	**257 240**	**261 099**	**265 015**	**268 990**	**273 025**	**277 121**	**281 277**	**285 497**	**289 779**	**294 126**	**298 538**	**303 016**
technique	41 179	211 933	235 087	218 339	221 614	224 938	228 312	231 737	235 213	238 741	242 323	245 957	249 647	253 391	257 192
batimentaire	9 655	37 760	38 326	38 901	39 485	40 077	40 678	41 288	41 907	42 536	43 174	43 822	44 479	45 146	45 823
PSE	**1 198**	**7 208**	**7 316**	**7 426**	**7 537**	**7 650**	**7 765**	**7 881**	**8 000**	**8 120**	**8 241**	**8 365**	**8 490**	**8 618**	**8 747**
technique	568	3 418	3 469	3 521	3 574	3 628	3 682	3 737	3 793	3 850	3 908	3 967	4 026	4 086	4 148
batimentaire	630	3 790	3 847	3 905	3 963	4 023	4 083	4 144	4 206	4 269	4 333	4 398	4 464	4 531	4 599
Prix Annuel GER	**20 605**	**123 943**	**125 802**	**127 689**	**129 604**	**131 548**	**133 521**	**135 524**	**137 557**	**139 621**	**141 715**	**143 841**	**145 998**	**148 188**	**150 411**
Base	**19 601**	**117 897**	**119 665**	**121 460**	**123 282**	**125 131**	**127 008**	**128 914**	**130 847**	**132 810**	**134 802**	**136 824**	**138 877**	**140 960**	**143 074**
technique	5 470	32 901	33 394	33 895	34 404	34 920	35 444	35 975	36 515	37 063	37 619	38 183	38 756	39 337	39 927
batimentaire	14 131	84 996	86 271	87 565	88 878	90 212	91 565	92 938	94 332	95 747	97 184	98 641	100 121	101 623	103 147
PSE	**1 005**	**6 046**	**6 136**	**6 229**	**6 322**	**6 417**	**6 513**	**6 611**	**6 710**	**6 811**	**6 913**	**7 016**	**7 122**	**7 228**	**7 337**
technique	69	414	420	426	432	439	446	452	459	466	473	480	487	495	502
batimentaire	936	5 632	5 717	5 802	5 889	5 978	6 067	6 158	6 251	6 345	6 440	6 536	6 634	6 734	6 835
Prix annuel Exploitation	**382 105**	**2 130 373**	**2 126 054**	**2 164 077**	**2 159 686**	**2 198 500**	**2 238 045**	**2 278 333**	**2 324 935**	**2 372 477**	**2 415 252**	**2 458 833**	**2 503 233**	**2 548 469**	**2 594 558**
Base	**325 004**	**1 826 611**	**1 817 187**	**1 850 010**	**1 845 137**	**1 878 626**	**1 912 746**	**1 947 508**	**1 988 480**	**2 024 646**	**2 061 493**	**2 099 034**	**2 137 280**	**2 176 248**	**2 215 950**
personnel	198 018	1 191 076	1 214 931	1 239 264	1 264 085	1 289 402	1 315 227	1 341 570	1 368 442	1 395 851	1 423 810	1 452 329	1 481 419	1 511 093	1 541 361
amortissement	6 042	36 251	36 251	36 251	36 251	36 251	36 251	36 251	36 251	36 251	36 251	36 251	36 251	36 251	36 251
nettoyage	11 466	68 970	70 004	71 054	72 120	73 202	74 300	75 414	76 546	77 694	78 859	80 042	81 243	82 461	83 698
autres dépenses	109 478	530 315	496 001	503 441	472 681	479 771	486 968	494 272	507 241	514 850	522 573	530 411	538 368	546 443	554 640
PSE	**57 101**	**303 762**	**308 866**	**314 067**	**314 549**	**319 874**	**325 299**	**330 824**	**336 456**	**347 831**	**353 759**	**359 799**	**365 953**	**372 221**	**378 608**
personnel	31 423	189 009	192 791	196 649	200 584	204 598	208 692	212 868	217 129	221 474	225 906	230 427	235 039	239 742	244 540
amortissement	4 431	26 584	26 584	26 584	26 584	26 584	26 584	26 584	26 584	26 584	26 584	26 584	26 584	26 584	26 584
nettoyage	1 522	8 931	9 065	9 201	9 339	9 479	9 621	9 765	9 912	10 060	10 211	10 364	10 520	10 678	10 838
autres dépenses	19 726	79 238	80 427	81 633	78 043	79 213	80 402	81 608	82 832	89 713	91 058	92 424	93 810	95 218	96 646
Fluides et énergies	**93 394**	**557 180**	**534 976**	**512 764**	**512 844**	**512 924**	**513 004**	**513 085**	**513 166**	**513 248**	**513 330**	**513 413**	**513 495**	**513 579**	**513 662**
Provision GER	-	-	-	**22 357**	**68 077**	**80 614**	**105 202**	**106 780**	**108 381**	**110 007**	**111 657**	**113 332**	**115 032**	**116 758**	**118 509**
Dont Redevance d'occupation	**1 804**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**
Coût de suivi SPL Deux Rives	**25 255**	**151 907**	**154 186**	**156 499**	**158 846**	**161 229**	**163 647**	**166 102**	**168 593**	**171 122**	**173 689**	**176 294**	**178 939**	**181 623**	**184 347**
Dont Personnel	8 118	48 827	49 560	50 303	51 058	51 824	52 601	53 390	54 191	55 004	55 829	56 666	57 516	58 379	59 254
Dont Frais divers	2 706	16 276	16 520	16 768	17 019	17 275	17 534	17 797	18 064	18 335	18 610	18 889	19 172	19 460	19 751
Dont Assurances	3 608	21 701	22 027	22 357	22 692	23 033	23 378	23 729	24 085	24 446	24 813	25 185	25 563	25 946	26 335
Dont CET	7 216	43 402	44 053	44 714	45 385	46 065	46 756	47 458	48 170	48 892	49 625	50 370	51 125	51 892	52 671
Dont structure	3 608	21 701	22 027	22 357	22 692	23 033	23 378	23 729	24 085	24 446	24 813	25 185	25 563	25 946	26 335
Coût de remboursement des financements	**257 354**	**1 037 937**	**1 032 828**	**1 031 674**	**1 030 522**	**1 029 373**	**1 028 227**	**1 027 084**	**1 025 944**	**1 024 806**	**1 023 671**	**1 022 539**	**1 021 410**	**1 020 284**	**1 019 160**
Remboursement d'emprunts	**257 354**	**1 037 937**	**1 032 828**	**1 031 674**	**1 030 522**	**1 029 373**	**1 028 227**	**1 027 084**	**1 025 944**	**1 024 806**	**1 023 671**	**1 022 539**	**1 021 410**	**1 020 284**	**1 019 160**
Emprunt 1 (Principal)	139 701	325 151	327 387	334 483	341 732	349 139	356 706	364 437	372 336	380 406	388 651	397 075	405 681	414 474	423 457
Emprunt 1 (Intérêts)	-	242 897	236 710	229 614	222 365	214 958	207 391	199 660	191 761	183 691	175 446	167 022	158 416	149 623	140 640
Emprunt 2 (Principal)	81 582	328 146	331 085	334 064	337 082	340 142	343 242	346 384	349 568	352 795	356 065	359 378	362 736	366 139	369 587
Emprunt 2 (Intérêts)	36 071	141 743	137 646	133 513	129 343	125 134	120 888	116 603	112 278	107 914	103 510	99 064	94 577	90 048	85 477
Total dépenses	**832 550**	**4 258 242**	**4 254 574**	**4 279 725**	**4 328 215**	**4 386 854**	**4 458 402**	**4 507 814**	**4 563 697**	**4 620 678**	**4 673 053**	**4 726 396**	**4 780 724**	**4 836 056**	**4 892 411**
Trésorerie disponible avant reconstitution des fonds propres	**260 460**	**223 968**	**286 456**	**295 123**	**254 293**	**256 580**	**247 080**	**260 859**	**269 328**	**277 886**	**292 254**	**306 883**	**321 776**	**336 940**	**352 379**
Reconstitution des fonds propres miroir CFI3	268 437	32 452	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404
Solde reconstitution des fonds propres	-	100 000	150 000	100 000	50 000	50 000	50 000	24 250	-	-	-	-	-	-	-
Trésorerie disponible après reconstitution des fonds propres	**- 7 977**	**91 516**	**100 053**	**158 720**	**167 889**	**170 176**	**160 677**	**200 205**	**232 924**	**241 482**	**255 851**	**270 479**	**285 373**	**300 537**	**315 976**
Part variable prévisionnelle de la redevance d'occupation versée à la Ville		-	-	- 15 199	- 23 157	- 11 393	- 16 954	- 17 879	- 28 197	- 36 474	- 44 871	- 55 678	- 66 677	- 77 872	- 89 266
Solde de trésorerie prévisionnel	**- 7 977**	**91 516**	**100 053**	**143 521**	**144 732**	**158 783**	**143 723**	**182 326**	**204 727**	**205 008**	**210 980**	**214 801**	**218 696**	**222 665**	**226 710**

2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053
Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20	Année 21	Année 22	Année 23	Année 24	Année 25	Année 26	Année 27	Année 28	Année 29	Année 30	Année 31	Année 32	Année 33 (sur 3 mois)
2 928 651	**2 955 646**	**2 983 065**	**3 010 916**	**3 039 203**	**3 067 934**	**3 097 116**	**3 126 754**	**3 156 856**	**3 187 429**	**3 218 480**	**3 250 016**	**3 404 865**	**3 314 573**	**3 347 604**	**3 381 153**	**2 759 688**	**603 505**
1 054 443	**1 053 325**	**1 052 209**	**1 051 097**	**1 049 987**	**1 048 880**	**1 047 776**	**1 046 674**	**1 045 575**	**1 044 479**	**1 043 385**	**1 042 294**	**1 164 028**	**1 040 124**	**1 039 038**	**1 037 958**	**381 345**	**-**
564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	564 097	423 073	-	-	-	-	-
432 635	442 012	451 592	461 380	471 380	481 596	492 034	502 699	513 594	524 726	536 099	547 718	418 565	-	-	-	-	-
131 462	122 085	112 505	102 717	92 717	82 501	72 063	61 398	50 503	39 371	27 998	16 379	4 508	-	-	-	-	-
453 942	452 824	451 709	450 596	449 487	448 379	447 275	446 173	445 074	443 978	442 885	441 794	440 706	439 623	438 537	437 457	218 324	-
373 080	376 621	380 208	383 843	387 526	391 257	395 039	398 870	402 751	406 685	410 669	414 707	418 797	422 942	427 141	431 395	217 310	-
80 862	76 204	71 501	66 754	61 961	57 122	52 237	47 304	42 323	37 294	32 215	27 087	21 908	16 681	11 397	6 062	1 014	-
36 403	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	300 250	600 500	600 500	600 500	163 021	-
1 874 208	**1 902 321**	**1 930 856**	**1 959 819**	**1 989 216**	**2 019 054**	**2 049 340**	**2 080 080**	**2 111 281**	**2 142 951**	**2 175 095**	**2 207 721**	**2 240 837**	**2 274 450**	**2 308 567**	**2 343 195**	**2 378 343**	**603 505**
2 377 856	**2 413 524**	**2 449 727**	**2 486 473**	**2 523 770**	**2 561 627**	**2 600 051**	**2 639 052**	**2 678 638**	**2 718 817**	**2 759 599**	**2 800 993**	**2 843 008**	**2 885 653**	**2 928 938**	**2 972 872**	**3 017 465**	**765 682**
2 279 212	**2 313 400**	**2 348 101**	**2 383 323**	**2 419 073**	**2 455 359**	**2 492 189**	**2 529 572**	**2 567 516**	**2 606 028**	**2 645 119**	**2 684 795**	**2 725 067**	**2 765 943**	**2 807 433**	**2 849 544**	**2 892 287**	**733 918**
1 816 334	1 843 579	1 871 232	1 899 301	1 927 790	1 956 707	1 986 058	2 015 849	2 046 086	2 076 778	2 107 929	2 139 548	2 171 642	2 204 216	2 237 279	2 270 839	2 304 901	584 869
462 878	469 822	476 869	484 022	491 282	498 652	506 131	513 723	521 429	529 251	537 189	545 247	553 426	561 727	570 153	578 705	587 386	149 049
98 644	**100 124**	**101 626**	**103 150**	**104 697**	**106 268**	**107 862**	**109 480**	**111 122**	**112 789**	**114 481**	**116 198**	**117 941**	**119 710**	**121 506**	**123 328**	**125 178**	**31 764**
91 246	92 615	94 004	95 414	96 845	98 298	99 772	101 269	102 788	104 330	105 895	107 483	109 095	110 732	112 393	114 079	115 790	29 382
7 398	7 509	7 622	7 736	7 852	7 970	8 090	8 211	8 334	8 459	8 586	8 715	8 846	8 978	9 113	9 250	9 388	2 382
5 306 507	**5 369 170**	**5 432 793**	**5 497 389**	**5 562 973**	**5 629 561**	**5 697 167**	**5 765 806**	**5 835 494**	**5 906 247**	**5 978 080**	**6 051 009**	**6 247 874**	**6 200 227**	**6 276 543**	**6 354 025**	**5 777 154**	**1 369 186**
3 116 397	**3 163 145**	**3 210 593**	**3 258 753**	**3 307 636**	**3 357 252**	**3 407 612**	**3 458 728**	**3 510 610**	**3 563 271**	**3 616 721**	**3 670 973**	**3 726 040**	**3 781 932**	**3 838 662**	**3 896 244**	**3 954 689**	**1 003 502**
316 440	**321 188**	**326 007**	**330 899**	**335 864**	**340 903**	**346 018**	**351 210**	**356 479**	**361 828**	**367 257**	**372 767**	**378 360**	**384 037**	**389 799**	**395 648**	**401 584**	**101 902**
307 562	**312 177**	**316 861**	**321 615**	**326 441**	**331 339**	**336 310**	**341 356**	**346 478**	**351 677**	**356 953**	**362 309**	**367 745**	**373 263**	**378 864**	**384 548**	**390 318**	**99 043**
261 051	264 969	268 944	272 980	277 076	281 233	285 453	289 737	294 084	298 497	302 976	307 522	312 136	316 820	321 574	326 399	331 296	84 066
46 511	47 208	47 917	48 635	49 365	50 105	50 857	51 620	52 394	53 180	53 978	54 787	55 609	56 443	57 290	58 149	59 021	14 977
8 878	**9 011**	**9 147**	**9 284**	**9 423**	**9 564**	**9 708**	**9 853**	**10 001**	**10 151**	**10 304**	**10 458**	**10 615**	**10 774**	**10 936**	**11 100**	**11 266**	**2 859**
4 210	4 273	4 337	4 402	4 468	4 535	4 603	4 672	4 742	4 814	4 886	4 959	5 033	5 109	5 186	5 263	5 342	1 356
4 668	4 738	4 809	4 882	4 955	5 029	5 105	5 181	5 259	5 338	5 418	5 499	5 582	5 665	5 750	5 836	5 924	1 503
152 667	**154 957**	**157 281**	**159 641**	**162 035**	**164 466**	**166 933**	**169 437**	**171 978**	**174 558**	**177 176**	**179 834**	**182 532**	**185 270**	**188 049**	**190 869**	**193 732**	**49 160**
145 220	**147 398**	**149 609**	**151 854**	**154 131**	**156 443**	**158 790**	**161 172**	**163 589**	**166 043**	**168 534**	**171 062**	**173 628**	**176 232**	**178 876**	**181 559**	**184 282**	**46 762**
40 526	41 134	41 751	42 377	43 013	43 658	44 313	44 977	45 652	46 337	47 032	47 737	48 453	49 180	49 918	50 667	51 427	13 050
104 694	106 265	107 859	109 477	111 119	112 785	114 477	116 194	117 937	119 706	121 502	123 325	125 174	127 052	128 958	130 892	132 856	33 712
7 447	**7 559**	**7 672**	**7 787**	**7 904**	**8 022**	**8 143**	**8 265**	**8 389**	**8 515**	**8 643**	**8 772**	**8 904**	**9 037**	**9 173**	**9 310**	**9 450**	**2 398**
509	517	525	533	541	549	557	565	574	583	591	600	609	618	628	637	646	164
6 938	7 042	7 147	7 254	7 363	7 474	7 586	7 700	7 815	7 932	8 051	8 172	8 295	8 419	8 545	8 673	8 804	2 234
2 647 290	**2 686 999**	**2 727 304**	**2 768 214**	**2 809 737**	**2 851 883**	**2 894 661**	**2 938 081**	**2 982 152**	**3 026 885**	**3 072 288**	**3 118 372**	**3 165 148**	**3 212 625**	**3 260 814**	**3 309 727**	**3 359 372**	**852 441**
2 257 159	**2 291 016**	**2 325 382**	**2 360 262**	**2 395 666**	**2 431 601**	**2 468 075**	**2 505 096**	**2 542 673**	**2 580 813**	**2 619 525**	**2 658 818**	**2 698 700**	**2 739 181**	**2 780 268**	**2 821 972**	**2 864 302**	**726 817**
1 564 482	1 587 949	1 611 768	1 635 945	1 660 484	1 685 391	1 710 672	1 736 332	1 762 377	1 788 813	1 815 645	1 842 880	1 870 523	1 898 581	1 927 060	1 955 965	1 985 305	503 771
44 764	45 435	46 117	46 809	47 511	48 224	48 947	49 681	50 426	51 183	51 950	52 730	53 521	54 323	55 138	55 965	56 805	14 414
84 954	86 228	87 521	88 834	90 167	91 519	92 892	94 285	95 700	97 135	98 592	100 071	101 572	103 096	104 642	106 212	107 805	27 356
562 959	571 404	579 975	588 674	597 504	606 467	615 564	624 797	634 169	643 682	653 337	663 137	673 084	683 181	693 428	703 830	714 387	181 276
390 131	**395 983**	**401 923**	**407 951**	**414 071**	**420 282**	**426 586**	**432 985**	**439 480**	**446 072**	**452 763**	**459 554**	**466 448**	**473 444**	**480 546**	**487 754**	**495 070**	**125 624**
248 208	251 931	255 710	259 546	263 439	267 391	271 401	275 472	279 605	283 799	288 056	292 376	296 762	301 214	305 732	310 318	314 972	79 924
32 827	33 319	33 819	34 326	34 841	35 364	35 894	36 433	36 979	37 534	38 097	38 668	39 248	39 837	40 435	41 041	41 657	10 570
11 000	11 165	11 333	11 503	11 675	11 851	12 028	12 209	12 392	12 578	12 766	12 958	13 152	13 350	13 550	13 753	13 959	3 542
98 096	99 567	101 061	102 576	104 115	105 677	107 262	108 871	110 504	112 162	113 844	115 552	117 285	119 044	120 830	122 642	124 482	31 587
513 662	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**513 662**	**128 416**
120 287	**122 091**	**123 922**	**125 781**	**127 668**	**129 583**	**131 527**	**133 499**	**135 502**	**137 534**	**139 597**	**141 691**	**143 817**	**145 974**	**148 164**	**150 386**	**152 642**	**-**
10 823	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**10 823**	**2 706**
187 112	**189 919**	**192 768**	**195 659**	**198 594**	**201 573**	**204 597**	**207 666**	**210 781**	**213 943**	**217 152**	**220 409**	**223 715**	**227 071**	**230 477**	**233 934**	**237 443**	**60 251**
60 143	61 045	61 961	62 891	63 834	64 791	65 763	66 750	67 751	68 767	69 799	70 846	71 908	72 987	74 082	75 193	76 321	19 366
20 048	20 348	20 654	20 964	21 278	21 597	21 921	22 250	22 584	22 922	23 266	23 615	23 969	24 329	24 694	25 064	25 440	6 455
26 730	27 131	27 538	27 951	28 371	28 796	29 228	29 667	30 112	30 563	31 022	31 487	31 959	32 439	32 925	33 419	33 920	8 607
53 461	54 263	55 077	55 903	56 741	57 592	58 456	59 333	60 223	61 126	62 043	62 974	63 919	64 877	65 851	66 838	67 841	17 215
26 730	27 131	27 538	27 951	28 371	28 796	29 228	29 667	30 112	30 563	31 022	31 487	31 959	32 439	32 925	33 419	33 920	8 607
1 018 039	**1 016 921**	**1 015 806**	**1 014 693**	**1 013 584**	**1 012 476**	**1 011 372**	**1 010 270**	**1 009 171**	**1 008 075**	**1 006 982**	**1 005 891**	**863 778**	**439 623**	**438 537**	**437 457**	**218 324**	**-**
1 018 039	**1 016 921**	**1 015 806**	**1 014 693**	**1 013 584**	**1 012 476**	**1 011 372**	**1 010 270**	**1 009 171**	**1 008 075**	**1 006 982**	**1 005 891**	**863 778**	**439 623**	**438 537**	**437 457**	**218 324**	**-**
432 635	442 012	451 592	461 380	471 380	481 596	492 034	502 699	513 594	524 726	536 099	547 718	418 565	-	-	-	-	-
131 462	122 085	112 505	102 717	92 717	82 501	72 063	61 398	50 503	39 371	27 998	16 379	4 508	-	-	-	-	-
373 080	376 621	380 208	383 843	387 526	391 257	395 039	398 870	402 751	406 685	410 669	414 707	418 797	422 942	427 141	431 395	217 310	-
80 862	76 204	71 501	66 754	61 961	57 122	52 237	47 304	42 323	37 294	32 215	27 087	21 908	16 681	11 397	6 062	1 014	-
4 955 498	**5 005 738**	**5 056 752**	**5 108 550**	**5 161 144**	**5 214 547**	**5 268 770**	**5 323 826**	**5 379 727**	**5 436 485**	**5 494 114**	**5 552 627**	**5 471 012**	**5 108 262**	**5 169 503**	**5 231 684**	**5 076 761**	**1 192 169**
351 009	**363 432**	**376 041**	**388 839**	**401 829**	**415 014**	**428 397**	**441 980**	**455 767**	**469 761**	**483 965**	**498 382**	**776 861**	**1 091 965**	**1 107 040**	**1 122 341**	**700 393**	**177 017**
36 403	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	36 404	300 250	600 500	600 500	600 500	163 021	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
314 606	**327 028**	**339 637**	**352 436**	**365 426**	**378 611**	**391 993**	**405 577**	**419 364**	**433 358**	**447 562**	**461 979**	**476 612**	**491 464**	**506 540**	**521 841**	**537 372**	**177 017**
- 100 864	- 105 833	- 116 416	- 127 173	- 138 106	- 149 219	- 160 515	- 171 998	- 183 670	- 195 535	- 207 597	- 219 859	- 232 325	- 244 998	- 254 833	- 262 977	- 271 231	- 279 463
213 742	**221 196**	**223 222**	**225 263**	**227 320**	**229 392**	**231 478**	**233 579**	**235 694**	**237 823**	**239 964**	**242 119**	**244 286**	**246 466**	**251 706**	**258 864**	**266 140**	**- 102 446**

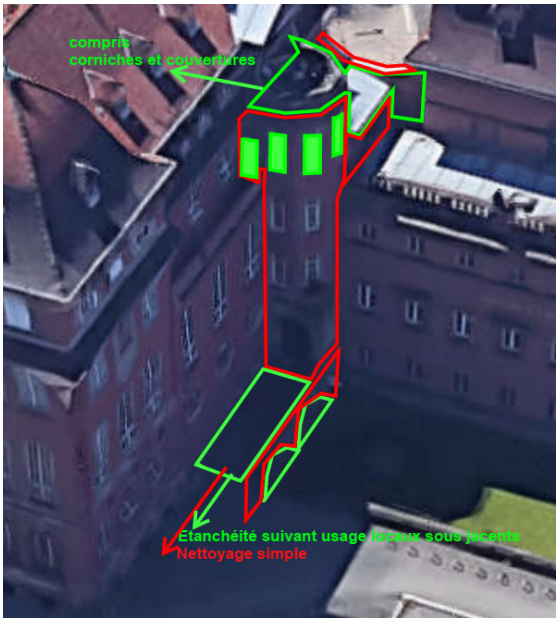
Annexe 4. Interactions entre les Bains Municipaux et la Maison Sport Santé

PARTIE I/ EN PHASE AVANT OUVERTURE DE LA MSS

Les BMS ont à leur charge :
- le traitement des arches côté douves, le nettoyage courant du parvis côté boulevard de la Victoire ainsi que le traitement des façades côté douves (hors éléments en vert représentés ci-dessous et donc hors menuiseries du dernier étage de la tour représentées par des rectangles verts ci-après). Les éléments à la charge des BMS sont repris en rouge sur le schéma ci-après.
Du côté de la cour arrière, les BMS ont réalisé l'enduit (hormis couche de finition) et ont repris les appuis de fenêtre, comme schématisé ci-après.
Le sous-bassement en pierre visible sur la photo ci-dessous, et dont la hauteur ne correspond pas tout à fait à celle du rez-de-chaussée, a été traité par les BMS.

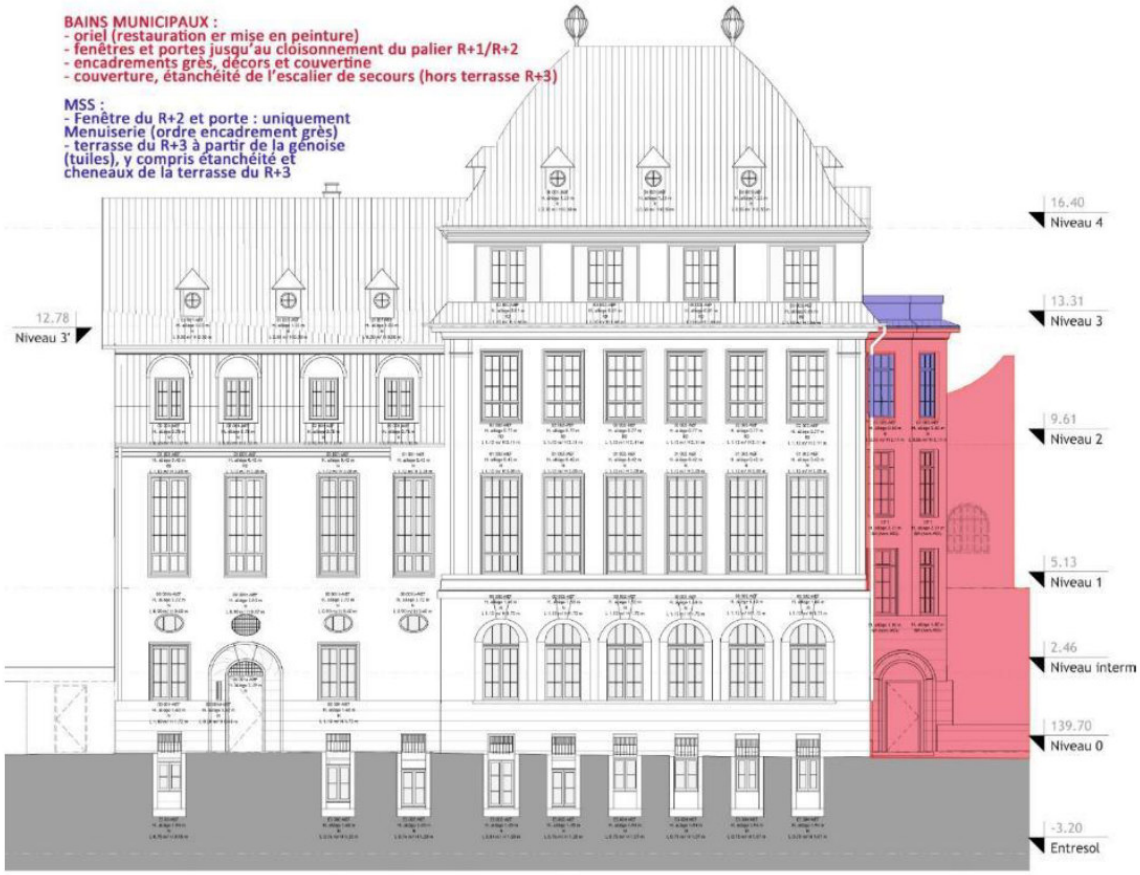
La Ville de Strasbourg, en tant que propriétaire des locaux hébergeant la MSS, devra la réfection de ses menuiseries et barreaudages donnant sur la douve côté boulevard de la Victoire (cf. plan ci-après, partie verte sous le parvis). La Ville de Strasbourg réalisera également l'étanchéité de la dalle haute du sous-sol qui se trouve sous le parvis d'accès côté boulevard de la Victoire
Côté cour arrière le solde du traitement (mise en peinture et non l'enduit) de la façade et des fenêtres se trouvant uniquement de son emprise est à la charge de la Ville de Strasbourg.

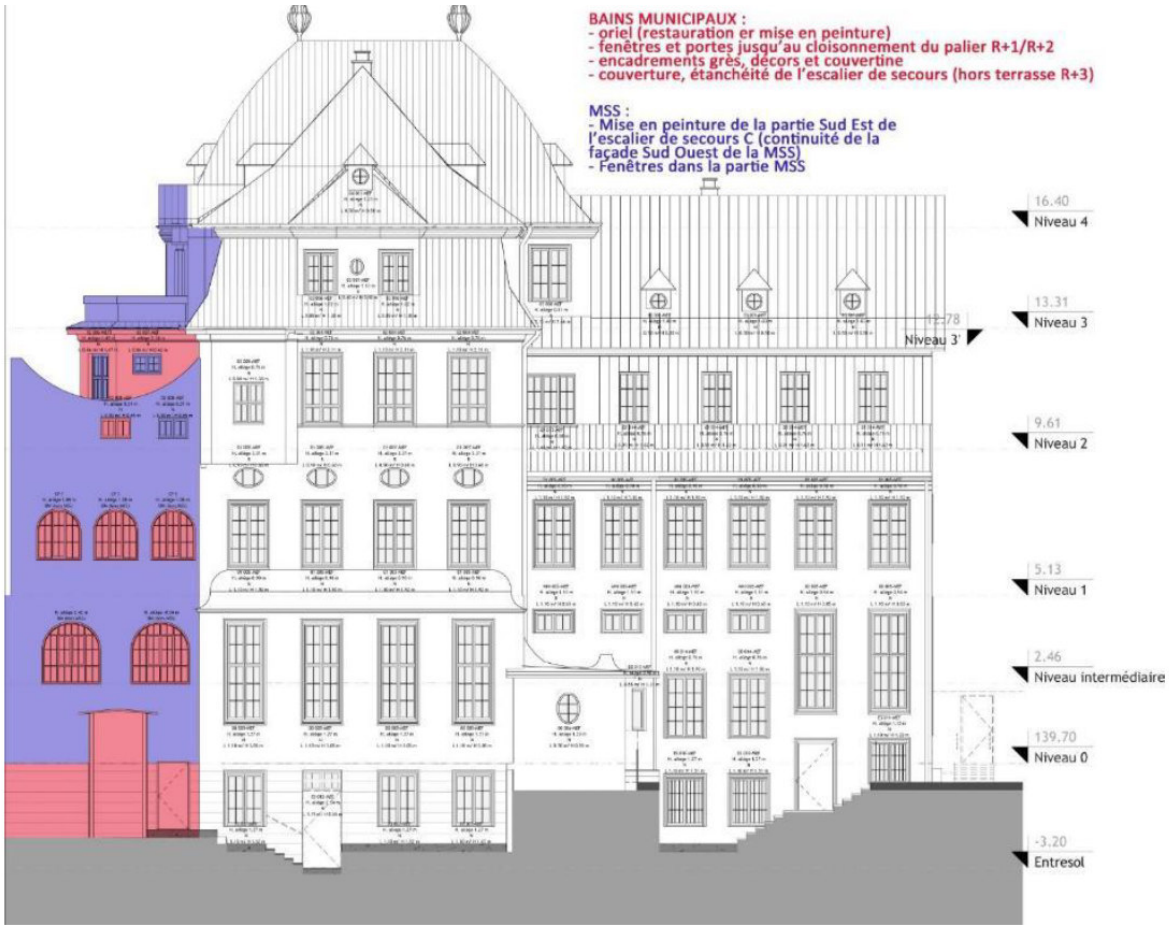
Les éléments à la charge de la Ville de Strasbourg sont repris en vert et ceux à la charge des BMS sont repris en rouge et de façon détaillée dans les plans de façades ci-dessous.





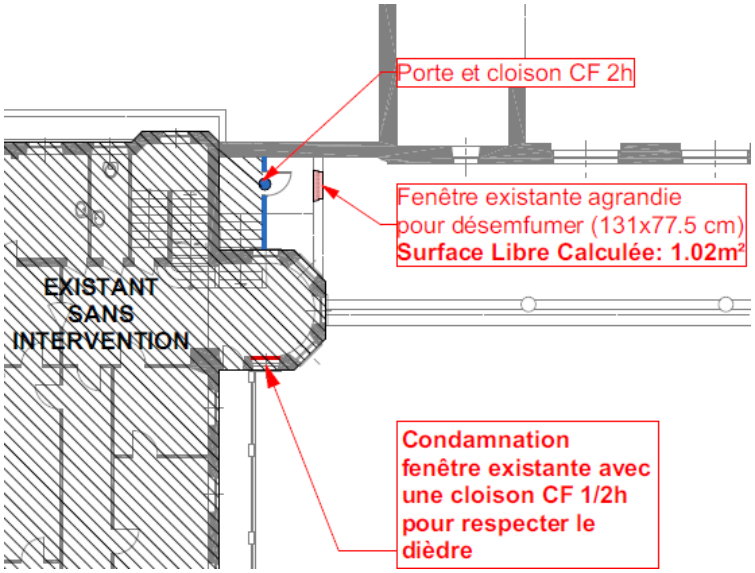
Enduit de la tour côté arrière + reprise des appuis de fenêtre




BAINS MUNICIPAUX :
- oriel (restauration er mise en peinture)
- fenêtres et portes jusqu'au cloisonnement du palier R+1/R+2
- encadrements grès, décors et couvertine
- couverture, étanchéité de l'escalier de secours (hors terrasse R+3)
MSS :
- Mise en peinture de la partie Sud Est de l'escalier de secours C (continuité de la façade Sud Ouest de la MSS)
- Fenêtres dans la partie MSS
16.40
Niveau 4
13.31
Niveau 3
12.78
Niveau 3'
9.61
Niveau 2
5.13
Niveau 1
2.46
Niveau intermédiaire
139.70
Niveau 0
-3.20
Entresol


BAINS MUNICIPAUX :
- oriel (restauration er mise en peinture)
- fenêtres et portes jusqu'au cloisonnement du palier R+1/R+2
- encadrements grès, décors et couvertine
- couverture, étanchéité de l'escalier de secours (hors terrasse R+3)
- Gestion eaux pluviales (hors terrasse R+3)
MSS :
- Mise en peinture de la partie Nord Ouest de la MSS
- Fenêtres et porte dans la partie MSS
- Terrasse du R+3 à partir de la génoise (tuiles), y compris étanchéité et cheneaux de la terrasse du R+3
Porte d'accès terrasse MSS
Question de l'étanchéité sous dallage pierre ?
Boulevard de la Victoire
16.40
Niveau 4
13.31
Niveau 3
9.61
Niveau 2
5.13
Niveau 1
2.46
Niveau intermédiaire
139.70
Niveau 0
-3.20
Entresol

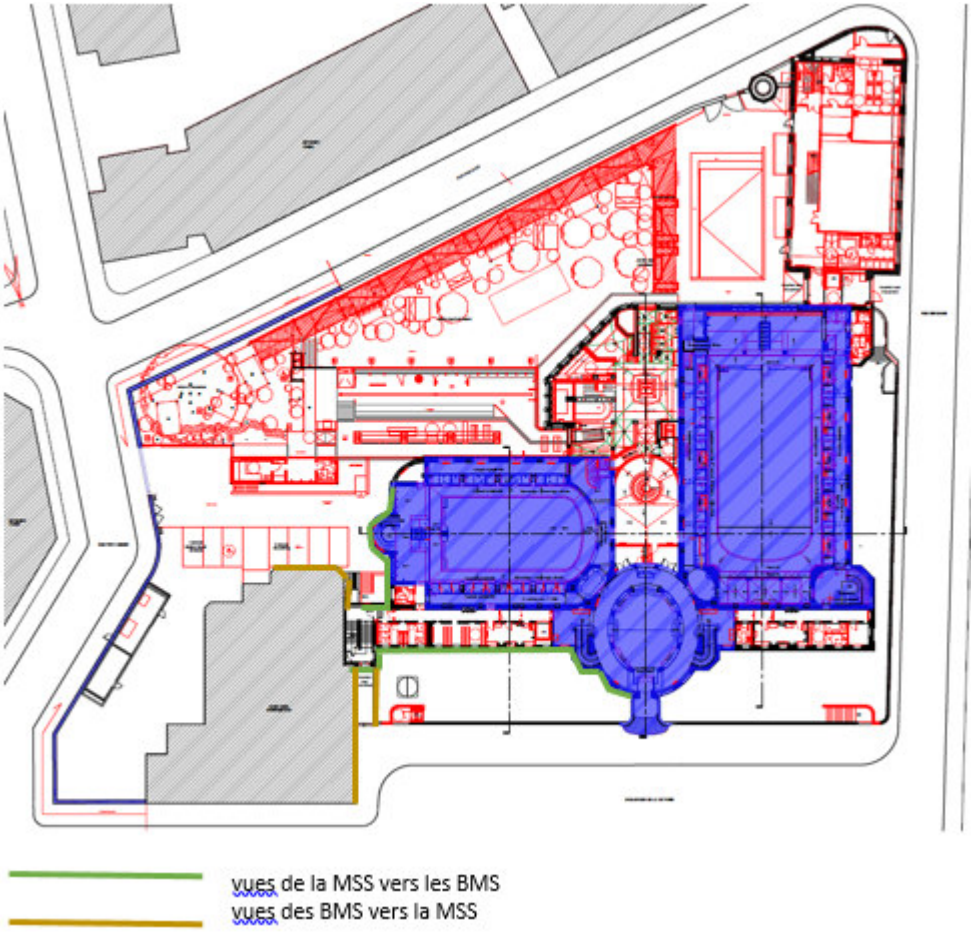
En attente des travaux de la MSS, les Bains Municipaux mureront provisoirement les communications entre le volume BMS et MSS avec un parement CF 2h. Sur la base du projet d'aménagement de la MSS, la Ville de Strasbourg mettra en place les menuiseries adaptées aux deux opérations en lieu et place des parements.



PARTIE II EN PHASE D'EXPLOITATION DE LA MSS ET DES BMS

1) Vues

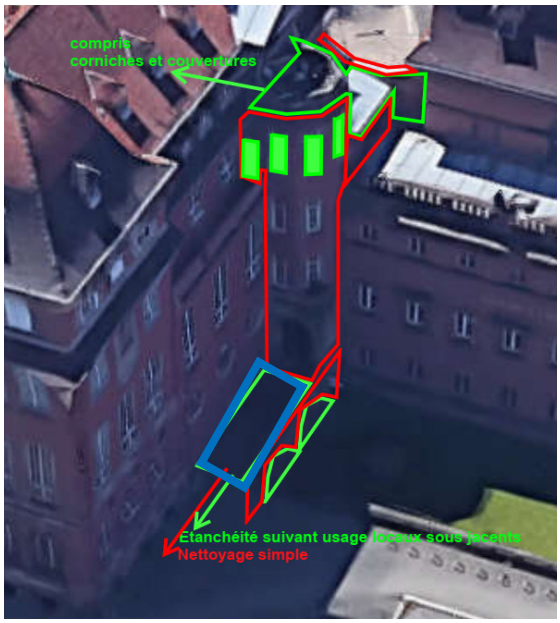
Des vues existeront depuis la Maison Sport Santé et vers les Bains Municipaux et réciproquement, comme indiqué sur le plan ci-dessous.



Par ailleurs, les niveaux supérieurs de la Maison Sport Santé auront des vues vers la cour arrière des Bains Municipaux et vers les douves des Bains Municipaux.

2) Relation parvis/sous-sol

La Ville de Strasbourg réalisera l'étanchéité de la dalle haute du sous-sol qui se trouve sous le parvis d'accès côté boulevard de la Victoire (en bleu sur le plan ci-après) et sera par conséquent responsable des vices de construction pouvant l'affecter durant la période de garantie. La Ville de Strasbourg prendra en charge l'entretien courant, le Gros entretien et réparation (GER) de cette dalle à compter de la période de fin de garantie.

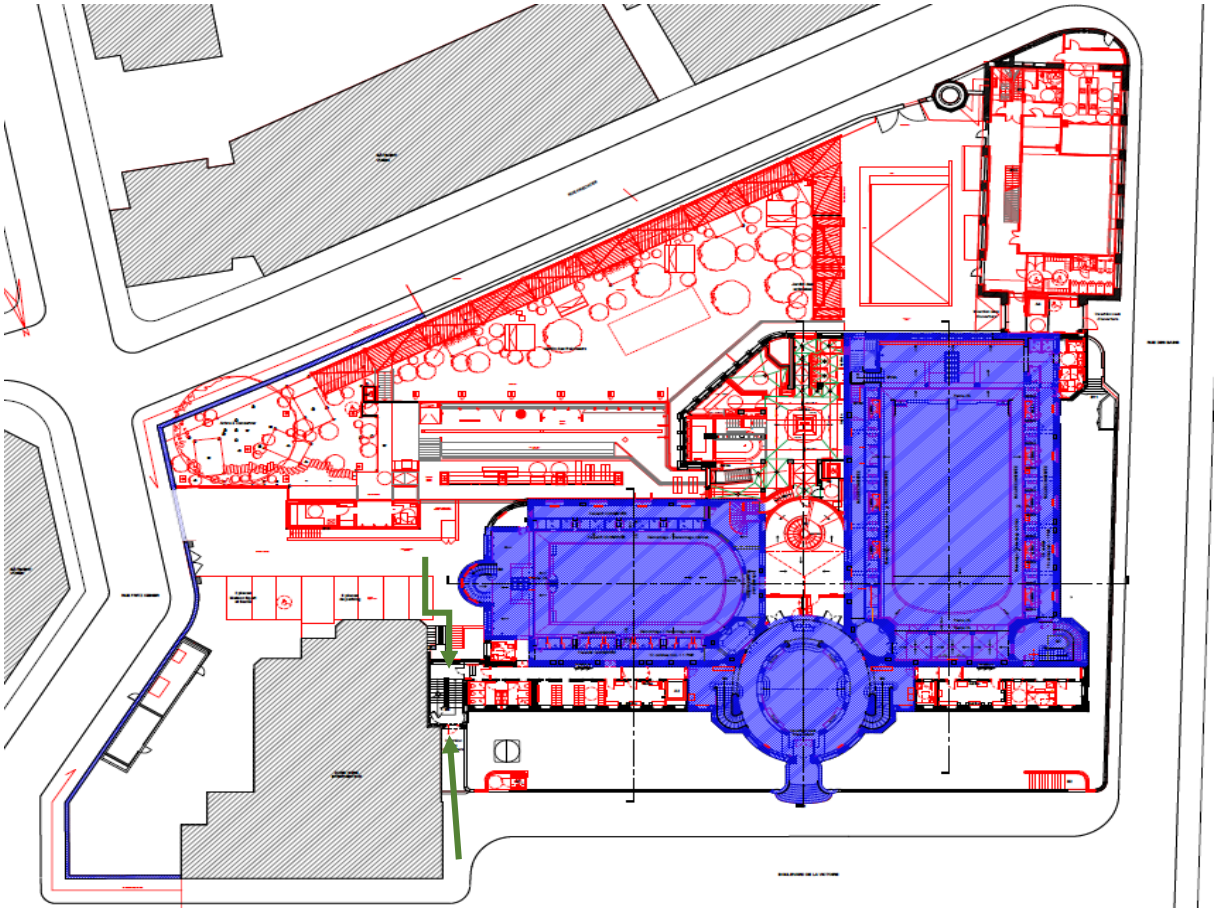


Parvis d'accès

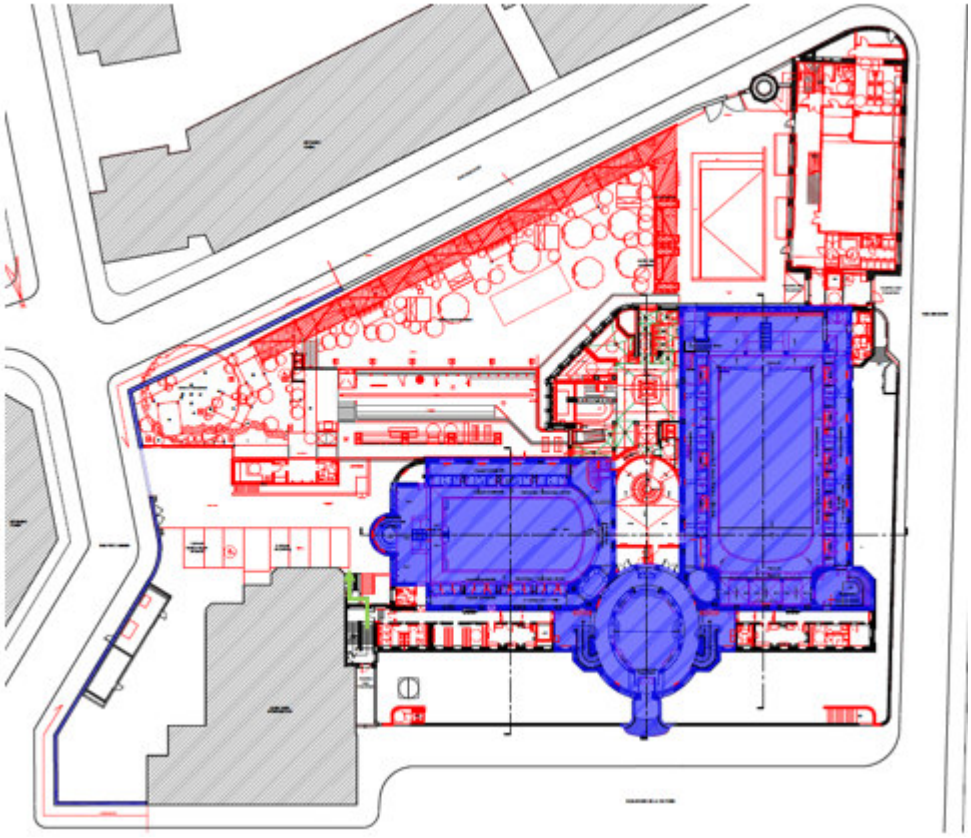
La MSS et ses usagers pourront, lors de leur sortie de la partie MSS se trouvant au sous-sol, passer par l'emprise des BMS

3) <u>Accès vers ou depuis la cage d'escalier entre les Bains Municipaux et la Maison Sport Santé</u>

La Maison Sport Santé pourra accéder à la cage d'escalier commune à la Maison Sport Santé et aux Bains Municipaux via la cour arrière et via le parvis côté boulevard de la Victoire, selon les flèches d'accès reproduite en vert ci-dessous et selon de modalités à définir d'un commun accord entre les BMS et la MSS durant les phases d'exploitations respectives (fermeture, clés, etc)

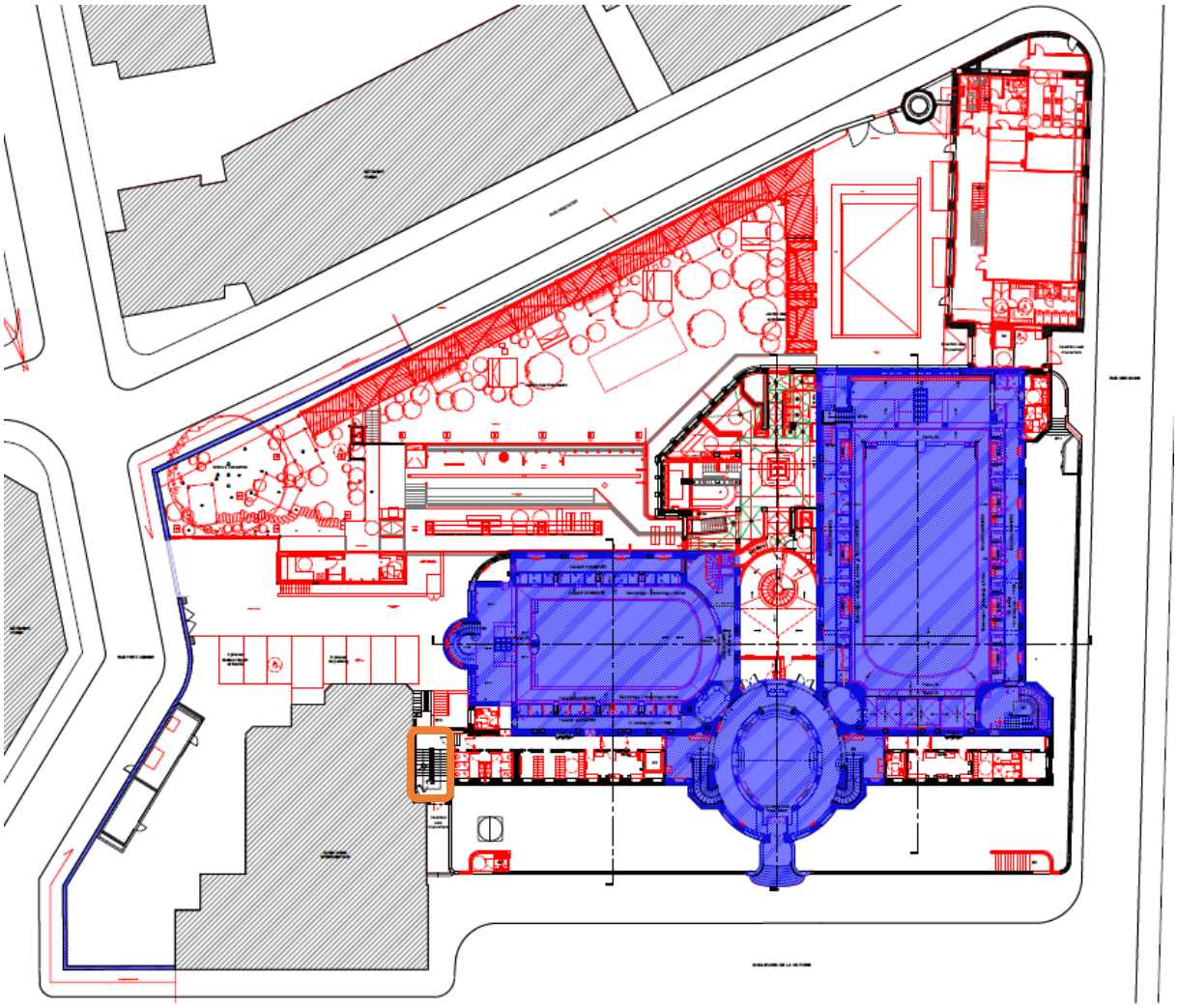


Les BMS pourront passer par l'accès à la cour arrière dans l'emprise de la MSS depuis la cage d'escalier commune Bains Municipaux/Maison Sport Santé (selon plan ci-après, flèche verte).



4) <u>Passage escaliers BMS à tous les étages</u>

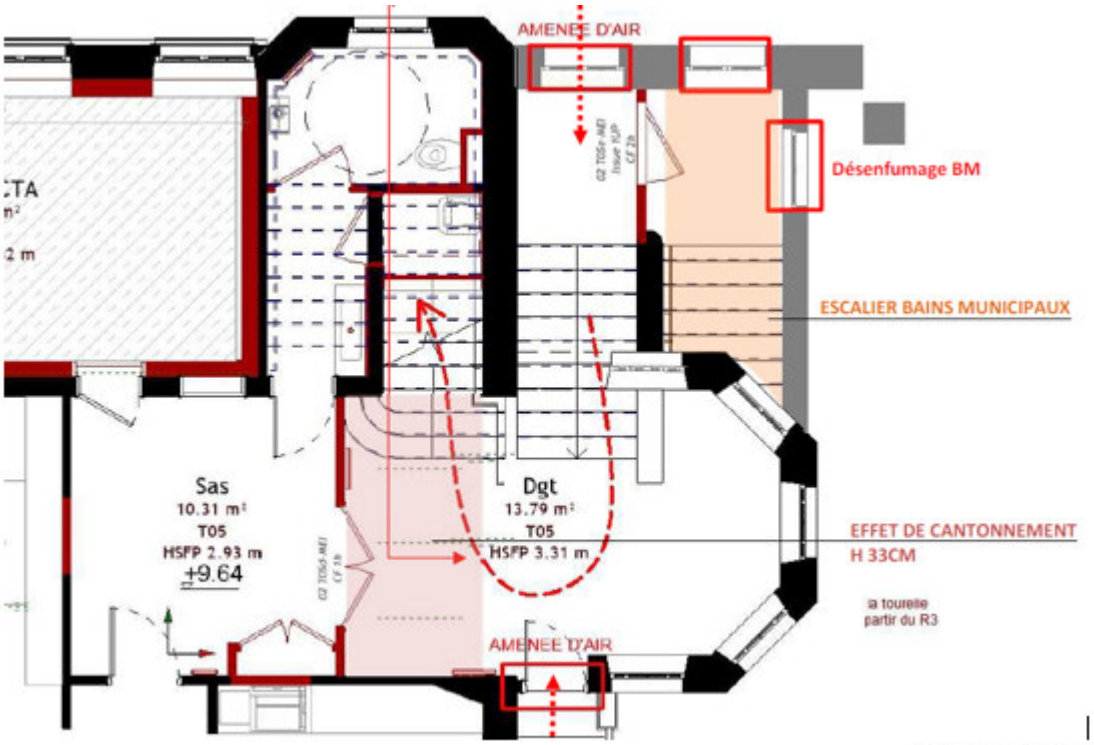
La Maison Sport Santé pourra utiliser la cage d'escalier entre les Bains Municipaux et la Maison Sport Santé (cf. plan ci-après avec la cage entourée en orange) à des fins d'issue de secours uniquement.
Il est précisé ici que le dernier étage de la cage d'escalier de cette tour est un étage exclusivement dédié à la Maison Sport Santé. L'endroit exact de la séparation est à la moitié du pallier situé entre le R+1 et le R+2.



5) <u>Dispositifs de sécurité incendie au niveau de l'interface constituée par l'escalier séparatif entre les BMS et la MSS</u>

Dans la tour entre les BMS et la MSS, cette dernière a à sa charge l'entretien de la cage d'escalier, des équipements de sécurité ainsi que le désenfumage uniquement de la partie MSS (de la porte pleine située au niveau du palier bas du R+2 jusqu'en haut).(voir plan ci-dessous)

Les BMS a en charge l'entretien de la cage d'escalier, des équipements de sécurité ainsi que le désenfumage de leur propre partie à savoir la partie basse de l'escalier de secours située en deçà du R+2.



Extrait plan R+2

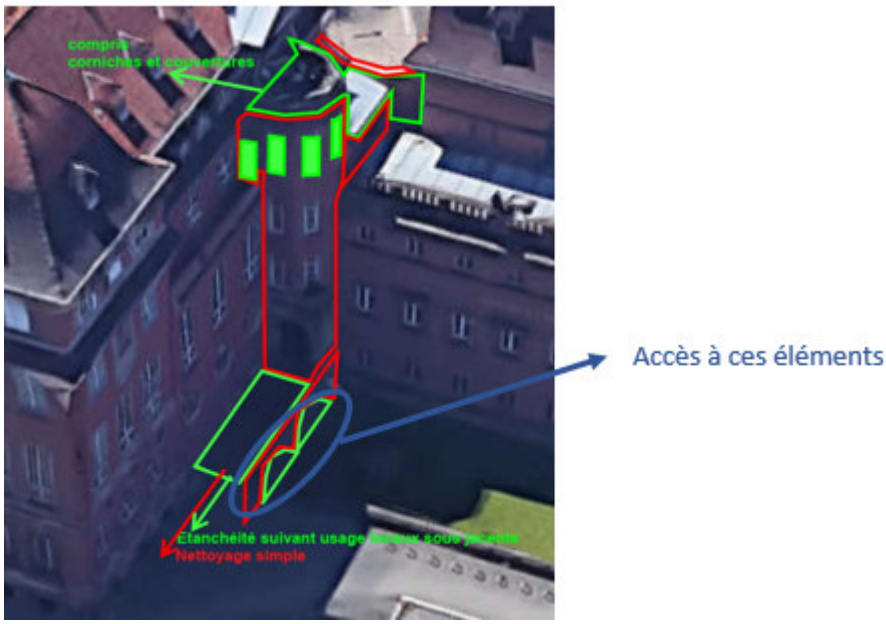
6) <u>Droit de passage pour le portail – cour</u>

La Maison Sport Santé pourra accéder à la cour arrière des Bains Municipaux, notamment pour accéder à ses places de parking. Les modalités d'accès (badge, horaires, visiophone avec report…) devront être calés avec l'exploitant des BMS. Les équipements seront mis en place par les BMS, et les frais y afférents seront répartis entre les BMS et la MSS selon des modalités à définir d'un commun accord entre les deux exploitants.

7) <u>Accès aux menuiseries et barreaudages situés entre la douve côté BMS et le sous-sol de la MSS</u>

La MSS exploitera le sous-sol en débord de sa façade sous le parvis d'accès côté boulevard de la Victoire.

La MSS pourra accéder aux douves côté boulevard de la Victoire pour faire les interventions de Gros Entretien et réparation (GER) et entretien courant des menuiseries et barreaudages du sous-sol de la Maison Sport Santé.

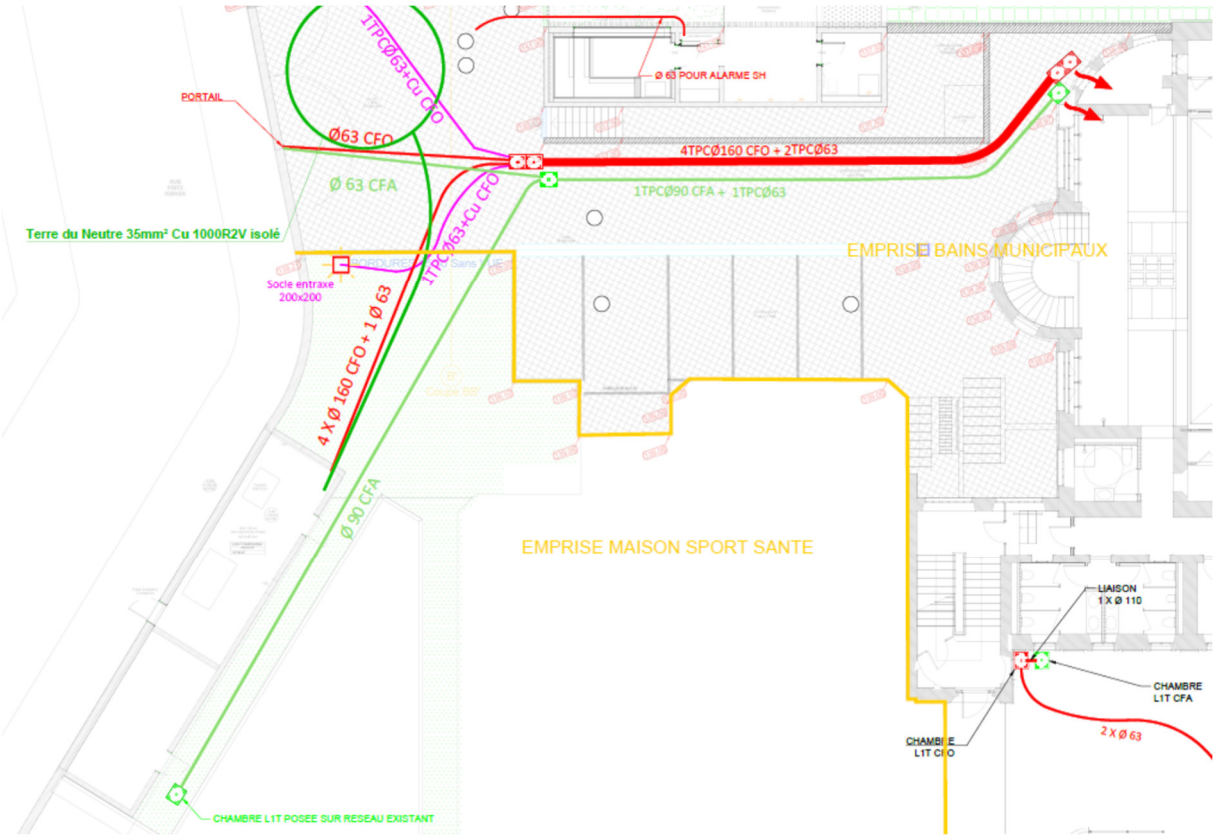


8) Réseaux

Du fait de la préexistence de certains réseaux, les passages de réseaux réciproques suivants entre l'emprise dédiée aux BMS et celle de la MSS, ainsi que l'accès pour la maintenance en concertation avec le gestionnaire de l'emprise voisine sont autorisés :

Des réseaux sont présents dans la cage d'escalier située entre la MSS et les BMS (notamment au sous-sol). Ils desservent la MSS et cheminent dans un volume exploité par les BMS.

Les BMS utiliseront uniquement les réseaux passant à travers l'emprise de la MSS identifiés sur le plan ci-dessous (télécom, internet, électricité) (l'emprise de la Maison Sport Santé au niveau de la cour arrière correspond à la partie située en dessous de la ligne séparative orange représentée sur le plan ci-après)



Aussi, les BMS devront fournir à la MSS le plan de récolement des réseaux notamment en raison des travaux dans la cour pour mise en place des cassettes d'infiltrations des Eaux Pluviales(EP).

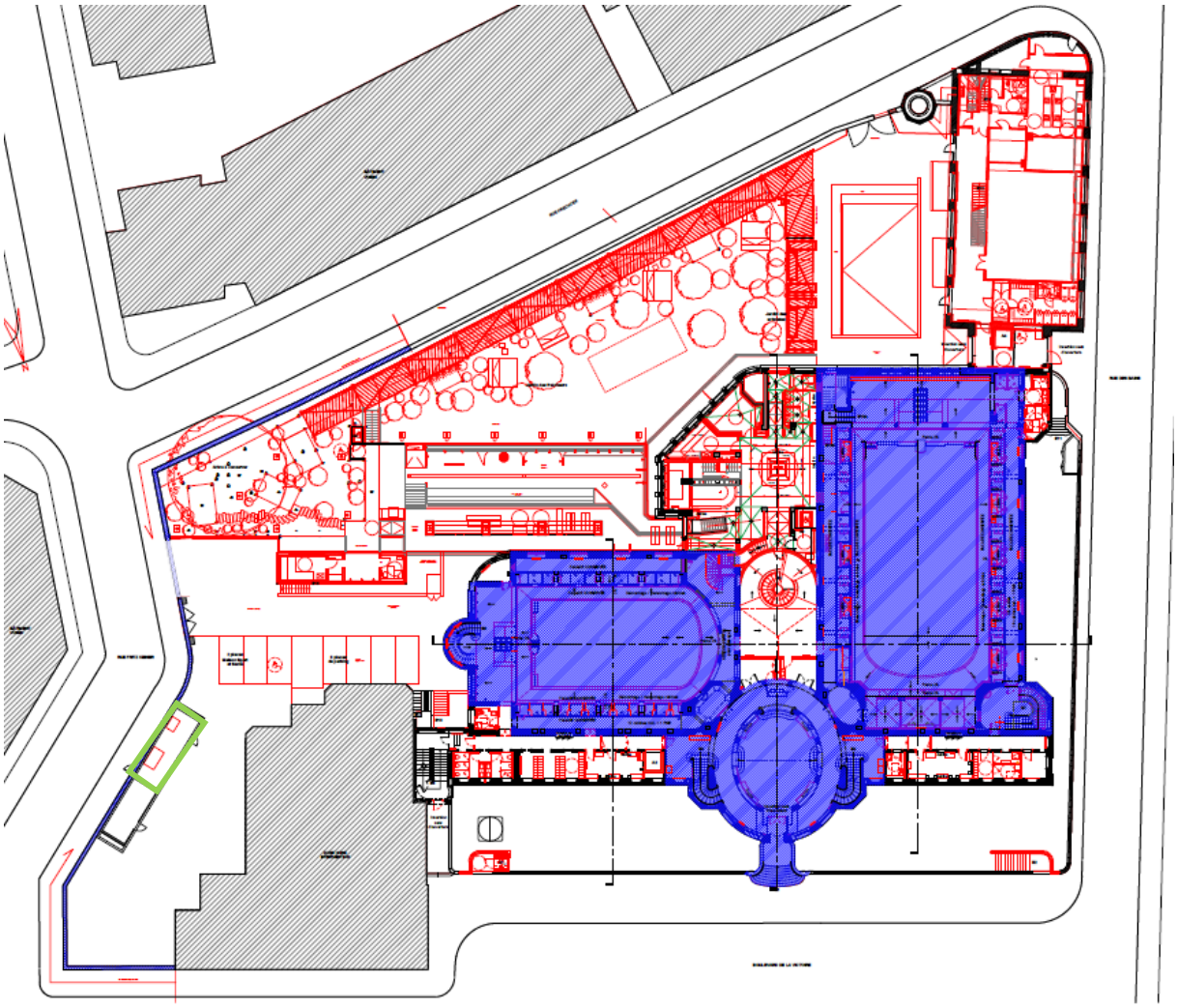
9) <u>Transformateur : utilisation, accès, maintenance et travaux</u>

Les BMS utiliseront le poste de transformation présent sur les plans ci-après (encadré en vert).
Par ailleurs, les BMS pourront accéder au poste de transformation où est situé l'alimentation électrique du bâtiment afin de réaliser toute opération de maintenance de ce poste sous réserve d'une information préalable auprès de la MSS dans un délai raisonnable à définir d'un commun accord entre les deux exploitants.
En effet, cette information préalable est d'autant nécessaire que la MSS utilisera son jardin extérieur pour des activités avec du public. (ainsi que dans la douve attenante à la cuisine pédagogique).

A ce titre, les BMS ont réalisé d'une étanchéité monocouche avec relevé Chapalu et une seule descente eaux pluviales (EP) qui part en infiltration directe dans l'espace vert, dito existant. La réfection de l'étanchéité sur l'ensemble de l'annexe est à réaliser par les BMS. L'étanchéité à réaliser sera de type monocouche auto-protégée à minima ou bicouche auto-protégée et relevé avec solins règlementaires.
Par ailleurs, les BMS ont repris les menuiseries de leur local transformateur. Ces menuiseries doivent avoir un degré Coupe-feu et acoustique.

Il est néanmoins précisé que :

- le ravalement des façades verticales du transformateur (visibles depuis le jardin) sont traitées par la Ville de Strasbourg (hors menuiseries).



Concession en vue de la conception, de la réalisation et du financement des travaux de restructuration des Bains municipaux de LA VICTOIRE, suivis de leur exploitation et de leur entretien

Avenant n°2

PROJET

Entre

La **Ville de Strasbourg**, Parc de l'Etoile - 67076 STRASBOURG Cedex représentée par son maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil Municipal du […]

Ci-après désigné « Le Concédant » ou « La Ville»

de première part,

Et

La **Société publique locale Deux-Rives** ayant son siège au 1 rue de la Coopérative - 67016 STRASBOURG CEDEX, représentée par son directeur général, Monsieur Eric HARTWEG, dûment habilité par délibération de son Conseil d'Administration du […]

Ci-après désigné « Le Concessionnaire » ou « La SPL Deux-Rives »

de seconde part.

prises ensemble ou séparément : « Partie(s) »

Projet

Préambule

Les Parties ont conclu un contrat de concession en vue de la conception, de la réalisation et du financement des travaux de restructuration des Bains Municipaux de La Victoire, suivi de leur exploitation et de leur entretien conclu entre les Parties et notifié à la SPL Deux Rives le 29 septembre 2017. Ce contrat a fait l'objet d'un avenant n°1 en date du 29 mars 2019. Le contrat de concession, tel que modifié par avenants est désigné ci-après le « **Contrat** »

L'article 25.6 du Contrat prévoit que les Parties se rencontrent à la date d'Acceptation des Ouvrages, afin d'actualiser le Contrat de concession.

L'article 25.5 du Contrat prévoit par ailleurs que dans l'éventualité où des aléas extérieurs et non imputables au Concessionnaire modifient de façon substantielle l'équilibre économique de la convention retranscrit dans le compte prévisionnel d'exploitation, le Concédant et le Concessionnaire conviennent de se rencontrer et réexaminer le niveau de rémunération du Concessionnaire prévue à l'article 25.4.1 d'une part, et les modalités d'évolution de cette compensation prévues en Annexe 11 d'autre part.

Plusieurs éléments nouveaux sont par ailleurs intervenus depuis la notification du Contrat de Concession, consistant notamment en des demandes nouvelles de la Ville.

Au regard de l'ensemble de ces éléments, les Parties ont convenu ce qui suit.

Article 1 : Modification des créneaux de mise à disposition de l'équipement à destination du public scolaire.

Suite au passage à la semaine d'école de quatre jours, les créneaux de mise à disposition de l'équipement à destination du public scolaire sont modifiés comme suit :

Le programme fonctionnel figurant en annexe du Contrat prévoyait initialement que :

« Les besoins d'accueil des élèves d'école primaires sont les suivants sur 34 semaines :

- Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 8H50 à 11H20 (3 rotations) et 14H30 à 15H30 (1 rotation)
- Mercredi : 8H50 à 10H30 (2 rotations)
- Soit un volume horaire global hebdomadaire de 15H30 »

Ces stipulations sont remplacées par les stipulations suivantes :

« Les besoins d'accueil des élèves d'école primaires sont les suivants sur 34 semaines par an pendant la période scolaire :

- Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 9h à 11h35 (3 rotations) et 14H20 à 16H (2 rotations)
- Soit un volume horaire global hebdomadaire de 16h40.

Le programme d'activité scolaire sera traité chaque année au moins 4 mois avant la rentrée scolaire suivante. A défaut, le programme d'activité est réputé identique à l'année précédente.

En cas de de modification du programme d'activité scolaire au cours du Contrat, les Parties se rencontrent afin de définir les conséquences de la modification. »

La modification des conditions de mise à disposition de l'équipement à destination du public scolaire est sans incidence sur le montant de la Compensation pour Contraintes de Service Public.

Article 2. Réajustement de la Compensation pour Contraintes de Services public à la date d'Acceptation des Ouvrages

Les emplois financiers des phases 1 et 2 du projet figurent en annexe [1]

Par application des formules d'actualisation et de révision figurant au Contrat, les composantes Compensation Forfaitaire d'investissement et Compensation Forfaitaire d'exploitation de la Compensation pour Contraintes de Service public réajustés à la date d'Acceptation des Ouvrages figurent en annexe [2]

Article 3. Aléas extérieurs non imputables au Concessionnaire.

La survenue de l'épidémie de COVID 19, à compter du mois de mars 2020 et les différentes mesures mises en place pour lutter contre les effets de cette épidémie se traduisent notamment par les éléments de surcoûts suivants sur l'exploitation :

- Mises en place de consommables sanitaires tels que : masques, gants, gel hydroalcoolique….
- Renforcement des protocoles de nettoyage
- Augmentation des consommations énergétiques induite par la nécessité d'adapter la volumétrie du traitement d'air au contexte sanitaire
- Mesures de contrôle du pass-sanitaire
- Inflation du prix de certaines matières et consommables, en particulier les consommables énergétiques

Les différentes mesures sanitaires applicables en termes d'encadrement de l'accès et de la fréquentation des établissements recevant du public, conjuguées à la modification des habitudes de consommation se traduisent par ailleurs par une sous-fréquentation généralisée des établissements recevant du public impactant directement le niveau de recette de ces établissements.

En conséquence de quoi les parties conviennent de procéder aux modifications contractuelles suivantes :

1) Quand bien même les éventuelles pertes d'exploitation consécutives aux évènements ci-dessus relèvent de faits non imputables au Concessionnaire, le Concessionnaire assurera le préfinancement des éventuelles pertes d'exploitation résultant de ces évènements d'ici au 31 décembre 2022.

2) Les Parties se rencontreront avant le 15 janvier 2023 en vue :
    a. de faire le bilan des impacts des évènements ci-dessus sur la trésorerie du Concessionnaire relativement à cette opération.

       A l'issue de l'exercice 2022 : le Concédant verse au Concessionnaire la différence positive éventuelle entre le solde de trésorerie prévisionnel figurant

en annexe [3] (Plan de trésorerie prévisionnel) d'une part et le solde de trésorerie effectivement constaté à l'issue de l'exercice 2022 retraité des recettes et dépenses dues mais non encore exigibles d'autre part.

b. Si les évènements ci-dessus se prolongent au-delà de l'année civile 2022, de déterminer les mesures à mettre en place au titre de la/les année(s) à venir.

Une rencontre entre les Parties pourra intervenir de manière anticipée en vue de mettre en place des mesures transitoires s'il s'avère en cours d'exercice que compte tenu des évènements ci-dessus, le Concessionnaire n'est pas en mesure de mobiliser les sommes nécessaires d'ici au 31 décembre 2022.

Article 4. Interactions entre les Bains Municipaux et la Maison Sport Santé.

Les interactions entre le périmètre des Bains Municipaux confiés au Concessionnaire, et le projet de Maison Sport Santé porté en régie par le Concédant sont définies en annexe [4]

Article 5. Assurances.

L'assurance dommage/multirisques des Installations et de l'Aile Chaufferie est prise en charge par le Concédant.

Article 6. Gestion de la trésorerie

La SPL Deux Rives gère distinctement la trésorerie de l'opération de concession régie par le Contrat en effectuant les mouvements de trésorerie nécessaires à titre onéreux entre les différentes opérations de la SPL Deux Rives ou avec les comptes propres de la SPL Deux Rives, ou avec un ou plusieurs établissement(s) financier(s). La SPL Deux Rives impute à l'opération régie par le Contrat, en fonction de la situation de trésorerie réelle de l'opération, les intérêts débiteurs au taux réel pratiqué par les établissements financiers auprès desquels elle sollicite des découverts le cas échéant, et les produits financiers au taux réel des placement pratiqués sur l'exercice.

Si la SPL Deux Rives utilise ses fonds propres pour la mise en place de ces relais, elle est autorisée à imputer aux comptes de l'opération régie par le Contrat une rémunération au taux de 5% l'an.

Article 7. Interface entre les Bains Municipaux et les autres piscines opérées par l'Eurométropole de Strasbourg.

La Ville souhaite mettre en place une réciprocité dans l'accès aux Bains Municipaux d'une part et aux piscines opérées par l'Eurométropole de Strasbourg d'autre part, à destination des détenteurs d'abonnements et de carnets multi-tickets respectivement souscrits aux Bains Municipaux et dans les autres piscines de l'Eurométropole. Une convention en ce sens sera conclue entre le Concessionnaire, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.

Projet

Il est convenu que la mise en œuvre de cette réciprocité laissera le Concessionnaire et l'Eurométropole indemnes de tout coût ou perte financière en résultant.

Article 8. Divers.

Les autres stipulations du Contrat non modifiées par les présentes restent en vigueur.

Article 9. Annexes.

Annexe 1 : Emplois financiers des phases 1 et 2

Annexe 2 : Réajustement de la Compensation Forfaitaire à la Date d'Acceptation des Ouvrages

Annexe 3 : Plan de Trésorerie prévisionnel actualisé à la date d'Acceptation des Ouvrages

Annexe 4 : Interactions entre les Bains Municipaux et la Maison Sport Santé

Fait à Strasbourg le

Pour le Concédant,	Pour le Concessionnaire
Ville de Strasbourg	**SPL Deux-Rives**
Madame Jeanne BARSEGHIAN	**Monsieur Eric HARTWEG**
Maire de Strasbourg	**Directeur Général**

Projet

35

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Actualisation de la désignation du lieu de tenue des séances du Conseil municipal.

Numéro V-2022-850

Par délibération du 25 mars 2022, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a décidé d'engager des travaux d'amélioration de la salle des Conseils du centre administratif.

Le programme des travaux prévoit ainsi :
- la création d'un éclairage zénithal et d'une capacité d'aération naturels par la mise en œuvre de verrières dans la toiture-terrasse,
- le rafraîchissement global de la salle (revêtements de sols et revêtements muraux),
- la mise en place de nouveaux supports de vidéo-projection.

Le coût de l'opération est estimé à 2 200 000 € TTC. Les travaux débuteront au courant de l'été.

Ce projet de rénovation rendra la salle des Conseils indisponible pendant plusieurs mois, ce qui nécessite de désigner temporairement un lieu de tenue des séances du Conseil municipal.

Les recherches de locaux effectuées sur le ban de Strasbourg ont permis d'identifier une solution solide d'accueil temporaire des séances du Conseil et de mettre en valeur un joyau du patrimoine de la commune : le Palais des fêtes.

Ensemble immobilier remarquable inscrit aux Monuments Historiques, le Palais des fêtes a fait l'objet de travaux de rénovation, mise en accessibilité et mise en sécurité entre 2018 et 2020.

La grande salle, située au premier étage, dispose d'une capacité d'accueil de plus de 1 000 places assises, ce qui permettra d'installer de manière optimale les élus, le public et l'administration. Elle dispose également d'équipements scéniques permettant d'adapter les conditions de sonorisation et d'éclairage aux différents aménagements. Enfin, la configuration de la salle et des pièces annexes, ainsi que la disponibilité ponctuelle des lieux pendant la période concernée, garantiront la possibilité de stocker une partie du matériel nécessaire à la tenue des conseils et faciliteront les opérations de manutention.

L'article L.2121-7 du Code général des collectivités territoriales dispose que *« Le conseil municipal se réunit et délibère à la mairie de la commune. Il peut également se réunir et délibérer, à titre définitif, dans un autre lieu situé sur le territoire de la commune, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances. »*

En application de ces dispositions, il est proposé que le Conseil municipal se tienne, de manière temporaire pendant toute la durée des travaux de la salle des Conseils du centre administratif, au Palais des fêtes, sis 5 rue Sellénick à Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article L.2121-7 du Code général des collectivités territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

que les séances du Conseil municipal se tiendront, de manière temporaire pendant toute la durée des travaux de la salle des Conseils du centre administratif, au Palais des fêtes, sis 5 rue Sellénick à Strasbourg,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à prendre toute décision et à signer tout document afférent à la mise en œuvre de la présente délibération.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147598-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°35

Actualisation de la désignation du lieu de tenue des séances du Conseil municipal.

Pour	Contre	Abstention
55	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BEN ANNOU Khadija, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia

36

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Protection fonctionnelle des élus-es.

Numéro V-2022-891

Aux termes de l'article L.2123-35 du Code général des collectivités territoriales,

« La commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté (...) ».

En application de ces dispositions, il appartient à la ville de Strasbourg, par délibération de son conseil municipal, d'accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle à tout membre de l'assemblée délibérante qui serait victime, à l'occasion de ses fonctions, de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages, dès lors que ces attaques portent sur l'exercice des fonctions de l'élu·e concerné·e et qu'elles n'ont pas pour origine une faute personnelle détachable de ses fonctions.

Ce dispositif est essentiel face à la progression du nombre et de la durée des attaques, verbales et physiques, dont sont victimes de plus en plus d'élus·es et de personnes publiques dans l'exercice de leurs fonctions. Face à cette inquiétante évolution, la Ville de Strasbourg affirme son soutien indéfectible à l'ensemble des élus·es menacés·es ou attaqués·es dans l'exercice de leurs fonctions.

Le 16 avril 2022, un conseiller municipal a recueilli des menaces de violences physiques qui visaient notamment Mme Christelle WIEDER adjointe à la Maire de Strasbourg. Ces menaces ont été proférées par un administré, à l'endroit de Mme WIEDER en raison de ses fonctions d'élue au Conseil municipal.

Au regard de la gravité de ces faits, Mme l'adjointe à la Maire de Strasbourg a déposé plainte le 25 avril 2022 et a sollicité la Maire de Strasbourg en vue de l'octroi par le Conseil municipal de la protection fonctionnelle, par courriel en date du 2 mai 2022.

Il est proposé de faire droit à cette demande afin d'assister Mme Christelle WIEDER dans les poursuites judiciaires qu'elle entreprend en vue de faire cesser les atteintes auxquelles elle est exposée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2123-35,

Considérant que la commune est tenue de protéger le maire et les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions,

Considérant que Mme Christelle WIEDER adjointe à la Maire de Strasbourg a fait l'objet de menaces de violences physiques par personne interposée, en raison de ses fonctions d'élue au Conseil municipal,

Considérant qu'il appartient à la ville de Strasbourg de protéger son adjointe à la Maire contre ces atteintes, dès lors qu'elles sont liées à l'exercice de leurs fonctions,

après en avoir délibéré,

décide

d'octroyer à Mme Christelle WIEDER la protection fonctionnelle pour toute action, notamment judiciaire, destinée à faire cesser les menaces dont elle a fait l'objet, à assurer sa protection et la défense de ses intérêts en réponse à ces attaques,

autorise
le prélèvement des dépenses y afférentes sur le budget de la ville de Strasbourg, chapitre 011, article 6226 (conseil juridique) et 6227 (contentieux).

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147864-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

37

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Approbation de la méthode et des modalités d'élaboration des remboursements calculés par la Commission mixte paritaire régissant les remboursements de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2021.

Numéro V-2022-169

Suite à la tenue de la réunion annuelle de la Commission mixte paritaire (CMP) validant les remboursements de la Ville et des organismes partenaires à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'exercice 2021, il convient de rendre compte de l'issue de ces travaux à l'assemblée délibérante.

Cette délibération doit permettre aux élu-es de mieux appréhender la méthodologie employée, en s'appuyant sur le rapport de cette commission, joint en annexe de la présente délibération.

La tenue de la Commission mixte paritaire s'appuie sur la convention de 1972 dans laquelle la Ville de Strasbourg charge la CUS (devenue Eurométropole) des activités de la gestion relevant des compétences municipales. En contrepartie, dans l'article 5, la Ville « indemnisera la Communauté urbaine de Strasbourg sur la base d'un décompte annuel dûment justifié ».

Chaque année, une réunion méthodologique met à jour les répartitions de certaines directions. En 2021, la réunion méthodologique de la CMP s'est tenue en décembre et a statué sur les modifications des éléments de calcul suivants :

- **la direction des territoires** : auparavant à 100% Ville, il a été décidé d'y intégrer une part Eurométropole de 25%, compte tenu des compétences métropolitaines que ces directions gèrent, notamment la voirie et les espaces publics.
- **la participation citoyenne** : auparavant à 100% Ville, cette nouvelle direction comporte désormais une part métropolitaine, notamment à travers les conférences citoyennes (ZFE notamment). Une part métropolitaine de 25% a été affectée à cette direction.
- **la part affectée au budget annexe mobilité des directions mobilités et espaces publics et naturels** : Compte tenu de l'extension de périmètre de ce budget annexe en 2021, intégrant désormais la politique vélo, les pistes cyclables, une part complémentaire a été affectée à ce budget (70% du service déplacements, lié à la part

mobilités actives, 50% du sous-service tramway, correspondant à la part prévisionnelle des extensions de tramway alloué au budget annexe, 50% de la part métropolitaine du sous-service stationnement pour le calcul du versement mobilité et 20% des parts supports, contre 5% auparavant).

- **la direction des sports** : au sein de cette direction, le service du patrimoine a vu sa répartition évoluer pour le sous-service équipement de plein air, auparavant à 60% pour la ville et désormais à 90% pour la ville, la plaine sportive de Hautepierre étant désormais de compétence ville.

S'agissant de l'évolution de la masse salariale entre 2020 et 2021, les modifications de la CMP méthodologique de décembre 2021 ont eu un impact globalement neutre, le taux de masse salariale étant passé de 59,03% pour la ville en 2020 à 59,05% en 2021.

La masse salariale globale est passée de 314,6 M€ à 327,4 M€, soit +12,8 M€ de 2020 à 2021 :

- les augmentations de la part **ville**, à **+7,6 M€** concernent essentiellement l'enfance et l'éducation (+4,1 M€) et les solidarités la santé et la jeunesse (+1,7 M€) et sont pour partie liées à des créations de poste mais aussi aux effets de la crise sanitaire qui a nécessité l'embauche de vacataires dans les écoles et pour la gestion du centre de vaccination ;
- les augmentations concernant la part **Eurométropole**, à +**5,2 M€** concernent essentiellement la participation citoyenne et les directions de territoires (+1,5 M€), les mobilités, espaces publics et naturels (+1,3 M€), la direction de l'environnement et des services publics urbains (+0,7 M€) et les solidarités la santé et la jeunesse (+0,7 M€).

La masse salariale une fois répartie, il convient de répartir les dépenses annexes des ressources humaines (frais de formation, de voyages de services, de subvention à l'amicale notamment) en fonction des taux de la masse salariale Ville/EMS. Il s'ensuit un montant de dépenses de personnel affecté à chaque entité.

Sont par ailleurs aussi remboursés :
- les frais d'administration générale avancés par le budget de l'Eurométropole, principalement les charges informatiques,
- les dépenses d'investissement informatiques
- les travaux d'investissement courants pour le Site Etoile
- les dépenses de mobilier
- les travaux sur autorisations de programme pour le Site Etoile
- le renouvellement du parc machine

Il en ressort les résultats suivants, que la commission mixte paritaire, réunie le 27 janvier 2022, a validé, pour l'exercice 2021

I. Pour les dépenses de personnel,

- au sein de groupe Ville (composé de la Ville de Strasbourg, de la HEAR – Haute Ecole des Arts du Rhin –, de l'Œuvre Notre-Dame, de l'Orchestre et de la Caisse des Ecoles), les montants suivants, pour un total de **200 899 324,57 €** :

GROUPE VILLE	Montant 2021
VILLE	197 219 309,25
EPCC HEAR	1 183 468,84
CAISSE DES ECOLES	428 719,84
ORCHESTRE	427 638,09
OND	1 640 188,55

- au sein du groupe de l'Eurométropole de Strasbourg (budget principal, budgets annexes de l'Eurométropole et CCAS), les montants suivants pour un total de **139 063 187,14 €** :

GROUPE EUROMETROPOLE	Montant 2021
Eurométropole (budget principal)	118 830 740,95
CCAS	3 780 602,90
EAU	7 961 063,31
ASSAINISSEMENT	6 500 874,41
BAMA	1 899 526,84
ORDURES MENAGERES (ex-CCLC)	90 378,72

Soit un taux Ville à 59,05% et un taux Eurométropole à 40,95%.

II. Pour les frais d'administration générale,

a. un montant de **10 937 784,64 €** à rembourser par la Ville de Strasbourg auquel il faut rajouter un complément de 2020 à hauteur de 1 425 806,38 € correspondant à un rattrapage de remboursement informatique, détaillé comme suit :

Remboursement des frais généraux	9 388 185,23
Fournitures Administratives	9 829,67
Remboursement des pièces détachées	354 756,29
Remboursement du carburant	287 887,62
SITE ETOILE **Fluides - Eaux - Gardiennage - Maintenance SE et Restaurants**	754 069,55
SITE FEDERATION **Chauffage - Eau - Électricité**	143 056,27
Total	**10 937 784,64**

Complément de 2020 FAG Informatique	*1 425 806,38*

b. un montant de **6 063 693,54 €** à rembourser par les budgets annexes de l'Eurométropole, détaillé comme suit :

Budget annexe	**Montant 2021**
EAU	2 934 227,33
ASSAINISSEMENT	2 396 042,16
TRANSPORTS COLLECTIFS	700 112,96
ORDURES MENAGERES (Ex-CClC)	33 311,09

III. Pour les dépenses d'investissement informatique, un montant de **5 224 696,96 €** à rembourser par la ville de Strasbourg ;

IV. Pour les travaux d'investissement courants du Site Etoile et les travaux aux restaurants administratifs, un montant de **367 593,97 €** à rembourser par la ville de Strasbourg ;

V. Pour le mobilier, un montant de **34 946,43 €** à rembourser par la ville de Strasbourg,

VI. Pour les travaux sur AP sur le Site Etoile, **643 738,10 €** à rembourser par la ville pour les travaux du centre administratif et **148 150,30 €** à rembourser par l'Eurométropole pour les travaux à l'immeuble de la bourse, pour 2021,

VII. Pour le renouvellement du parc machines, **18 139,75 €** à rembourser par la ville de Strasbourg pour l'exercice 2021,

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

a) approuve la répartition des charges de personnel à 59,05% pour le groupe Ville (Ville de Strasbourg, Caisse des écoles, Œuvre Notre-Dame, Haute école des arts du Rhin, Orchestre philharmonique) et à 40,95% pour le groupe Eurométropole (budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg, les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des mobilités actives, des ordures ménagères et du budget du CCAS) pour l'exercice 2021, dont le détail est expliqué dans le rapport joint en annexe ;

b) donne mandat à la Commission mixte paritaire pour valider les répartitions Ville/ Eurométropole pour l'exercice 2022 ;

c) donne mandat à la Commission mixte paritaire pour travailler sur de nouvelles répartitions pouvant notamment résulter d'évolutions d'organigramme.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147314-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2021

SOMMAIRE

Rapport à la Commission Mixte paritaire 2021 5

Annexe 1 – Répartition de la Masse Salariale 2021 23

Annexe 2 – Fiches détaillées des proratas calculés 37

Fiche 1 Direction de la communication 38
Fiche 2 Moyens Généraux – Frais Postaux 39
Fiche 3 Service des médiathèques 40
Fiche 4 Service de la commande publique 41
Fiche 5 Direction de la construction et du patrimoine bâti 42
Fiche 6 Direction du développement économique et de l'attractivité 44
Fiche 7 Direction des espaces publics et naturels 45
Fiche 8 Service comptabilité 51
Fiche 9 Mission Wacken Europe 52
Fiche 10 Direction des relations européennes et internationales 53
Fiche 11 Service imprimerie – reprographie 54
Fiche 12 Service Parc des Véhicules et Ateliers 55
Fiche 13 Direction Urbanisme et Territoire 57
Fiche 14 Direction des sports 63
Fiche 15 Protocole 64

Annexe 3 – Etat des dépenses et des recettes de personnel 65

Annexe 4 – Répartition des frais de fonctionnement communs 79

Annexe 5 – Etat de répartition des frais d'équipement informatique 91

Annexe 6 – Etat de répartition pour le mobilier et les travaux - Site Etoile 95

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont gérées par une administration commune depuis 1972.

Par conséquent, chaque collectivité peut être amenée à porter des dépenses pour le compte de l'autre, avec remboursement équivalent.

L'Eurométropole de Strasbourg emploie l'ensemble des agents et refacture à la Ville de Strasbourg la partie des coûts de personnel correspondant aux compétences de cette dernière, ainsi que les frais généraux y afférents. A contrario, c'est la Ville qui verse les pensions de droit local, l'Eurométropole de Strasbourg remboursant celles relatives aux agents de sa compétence. De la même façon, l'Eurométropole porte les budgets relatifs aux frais d'administration générale et aux dépenses d'investissement informatique qui donnent lieu à un remboursement de la Ville de Strasbourg, pour la part qui lui est imputable. La Ville rembourse le mobilier et les travaux effectués sur le Site Etoile pour la part la concernant. Pour les dépenses sur autorisations de programme concernant le Site Etoile, les ville et l'Eurométropole effectuent des remboursements croisés des travaux en fonction de la propriété des bâtiments. Enfin, la Ville rembourse sa part liée au renouvellement du parc machine.

Ces dépenses sont ventilées entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg selon la méthode suivante :

- détermination des clés de répartition (I)
- ventilation des frais de personnel (II)
  - calcul de la masse salariale Ville/Eurométropole par application des clés de répartition à la masse salariale de chaque service/sous-service (II-1)
  - détermination du taux global de répartition Ville/Eurométropole (II-1)
  - application de ce taux global de répartition à l'ensemble des dépenses de personnel (II-2 et II-3)
- ventilation des frais d'administration générale (III)
- ventilation des dépenses d'investissement informatique (IV)
- ventilation des dépenses pour le mobilier et les travaux – Site Etoile (V)
- ventilation des travaux sur autorisations de programme (AP) - Site Etoile (VI)
- ventilation des dépenses de renouvellement du parc machine (VII)

I - DETERMINATION DES CLES DE REPARTITION

Ces clés de répartition, exprimées en pourcentage Ville/Eurométropole sont basées :

- sur la compétence générale du service/sous-service,
- ou sur l'application de proratas forfaitaires,
- ou sur l'application de proratas calculés soit sur des critères d'activité, soit sur une estimation du temps de travail des agents.

Ces clés de répartition sont revues et modifiées chaque année si nécessaire.

Ainsi, 66,1 % de la masse salariale est ventilée selon les **compétences** respectives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg :

- sont à 100 % Ville les services à compétence exclusivement municipale, soit la quasi-totalité de la direction de la Culture (hors réseau médiathèques métropolitaines 100 % Eurométropole, archives (au taux global de regroupement) et audiovisuel 100 % Eurométropole), la quasi-totalité de la direction des solidarités et de la santé sauf les gens du voyage (100% Eurométropole), le service soutien à l'autonomie (90% Ville) et la part dédiée au FSL/FAJ du service insertion, la direction de la réglementation urbaine (hormis le service hygiène et santé environnementale à 90% Ville), la direction de la police municipale, le service évènements, la direction de l'Enfance et de l'Éducation et le service Etat civil et élections.

- sont à 100 % Eurométropole les services à compétence exclusivement métropolitaine, soit les services habitat, la direction de l'environnement et des services publics urbains, la mission Intercommunalité, le service tramway et grands projets, le SIRAC, le réseau des médiathèques métropolitaines.

7,1% de la masse salariale concerne une partie des services « supports » qui travaillent pour les deux collectivités et se voient appliquer un **prorata forfaitaire** selon les principes suivants :

- pour 3,7% de la masse salariale : on considère que l'activité des services de la direction des Finances (hors comptabilité), du service des Moyens généraux (hors sous-service courrier), du service conseil accompagnement et pilotage, de l'administration générale du cabinet et de la direction générale (hormis les missions) se répartit à 50/50 entre les deux collectivités ;

- pour 3,4% de la masse salariale : l'activité de la direction des Ressources Humaines, de la médecine du travail, du service des archives, de la communication interne, de la veille stratégique et documentaire, est répartie entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg selon le taux global de répartition de la masse salariale.

Le reste de la masse salariale, soit 26,8 % est réparti par application de **proratas calculés. Ces proratas sont retracés dans des fiches spécifiques, au nombre de 15 (voir annexe 2).**

Les proratas sont calculés sur des **critères d'activités** :

- ✓ le service des achats et de la commande publique, s'agissant du nombre de marchés passés dans l'année (30,92% Ville en 2021),

- ✓ le service de la politique foncière et immobilière avec le nombre de transactions, contrats et baux gérés dans l'année (31,21% Ville en 2021),

- ✓ le service comptabilité avec le nombre de titres et mandats (49,58% Ville en 2021),

- ✓ le service parc des véhicules et ateliers, avec le nombre d'interventions enregistrées sur les véhicules appartenant à la Ville et à l'Eurométropole (27,22% Ville en 2021).

- ✓ l'imprimerie-reprographie, sur la base de la masse salariale mobilisée pour les prestations de chaque service à laquelle est affecté le taux de répartition des crédits (57,83% Ville en 2021),

- ✓ la direction du numérique, en fonction du parc informatique des services et de leur taux Ville/Eurométropole (57,72% Ville en 2021),

- ✓ les directions suivantes, dont la répartition a été revue lors de la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique de décembre 2021 :

    - la direction des sports, sur la base de proratas fixes par service et sous service (44,75% Ville en 2021 contre 38,84% en 2020),
    - La direction des territoires, sur la base du prorata d'activité fixé à 75% Ville en 2021 contre 100% Ville jusqu'à présent ;
    - La direction de la participation citoyenne, sur la base du prorata d'activité fixé à 75% Ville en 2021 contre 100% Ville jusqu'à présent.

- soit sur le **prorata des dépenses réalisées par collectivité** :

- ✓ la direction de l'architecture et du patrimoine, hormis les services Maintenance bâtiment et Gestion de l'inventaire du patrimoine bâti, avec la moyenne des dépenses d'investissement réalisés par collectivité sur les trois derniers exercices (68,57% Ville en 2021),

- ✓ la direction de la communication, hors communication interne, au prorata des dépenses de fonctionnement réalisées par collectivité (50,65 % Ville en 2021),

- ✓ le protocole, au prorata des dépenses de fonctionnement réalisées par collectivité (55,76% Ville en 2021)

L'annexe 1 récapitule les clés de répartition par services/sous-services pour 2021.
L'annexe 2 est composée des fiches détaillant la méthode de détermination des proratas calculés service par service.

II – REMBOURSEMENT DES FRAIS DE PERSONNEL

1) Calcul de la masse salariale Ville/Eurométropole

Ces clés de répartition sont appliquées à la masse salariale de chaque service.

Il en résulte la masse salariale globale de la Ville et de l'Eurométropole et donc le taux global de répartition.

Le remboursement de la Ville est calculé par l'application de ce taux global de répartition aux frais de personnel dans leur ensemble.

Ces clés de répartition sont appliquées à la masse salariale[1] de chaque service ou sous-service.

Une fois la masse salariale Ville/Eurométropole des services et/ou sous-services définie selon la méthode ci-dessus, sauf exception, le pourcentage de l'administration générale de chaque direction est la moyenne pondérée des masses salariales Ville/Eurométropole de chacun des services qui la compose.

La masse salariale Ville/Eurométropole de chaque direction, service et/ou sous-service étant connue, en résulte la masse salariale globale de la Ville et de l'Eurométropole et donc le taux global de répartition.

La part Ville nécessite ensuite les retraitements suivants, qui font l'objet de remboursements spécifiques :

Retraitements		Commentaire
Agents mis à disposition (Direction de la culture)	116 510,46	Remboursement spécifique
Décompte accompagnateur restauration scolaire de l'école européenne et activité des services pour le compte du budget annexe	112 294,74	Remboursement spécifique
Décompte enseignement supérieur du Conservatoire	411 000,00	Pris en charge par l'EPCC
Total	**639 805,20**	

[1] *Ensemble des éléments de rémunération (traitement des agents, primes, heures supplémentaires, charges…)*

Il en découle, en 2021, après retraitements, la répartition suivante :

Masse salariale globale **327 420 299,72 €**	
Ville	Eurométropole
193 329 785,69 €	134 090 514,03 €
Taux après retraitement	
59,05 %	40,95 %

2) Périmètre des frais de personnel à rembourser

Les frais de personnel faisant l'objet d'un remboursement de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg sont composés de l'ensemble des dépenses de la DRH *(qui inclut notamment la masse salariale globale, à 327,4 M€)*, à savoir :

Chapitre	Réalisé
011	2 779 906,14
012	336 702 742,35
65	6 515 543,70
6586	279 002,72
I. MONTANT DES DEPENSES BRUTES	**346 277 194,91**

Il y a lieu, ensuite, de déduire de ce montant l'ensemble des dépenses suivantes, d'un montant total de **9 045 056,97 €** à savoir:

- le remboursement aux communes hors Strasbourg des personnels municipaux employés sur des compétences métropolitaines *(RH01B - 6218.J –* **952 576,60 €***) ;*

- le remboursement à la Ville de Strasbourg des pensions de droit local des personnels autrefois employés sur les compétences métropolitaines ainsi que divers remboursements *(RH01B - 6217 –* **741 848,29 €***) ;*

- les indemnités des élus métropolitains et des collaborateurs du cabinet de l'Eurométropole (la Ville de Strasbourg prenant elle aussi directement en charge ses propres dépenses), (*dépenses figurant sous les activités RH01F, G, I ,L et RH02H* soit **3 575 003,59 €** en 2021) ;

- la rémunération des intermittents du spectacle *(RH01K –* **725 297,69 €***),* quasi exclusivement remboursée par la Ville ;

- la part de subvention versée à l'Amicale pour couvrir ses dépenses de personnel, mis à disposition par l'Eurométropole (et donc intégré dans la masse salariale), d'un montant de **363 306,91 €** ;

- les allocations de retour à l'emploi sont quant à elle retraitées (**2 687 023,89 €** réparties en fonction des taux Ville/EMS des services pour lesquels les agents travaillaient).

Il faut enfin déduire là aussi les recettes encaissées par l'Eurométropole de Strasbourg en sa qualité d'employeur d'un montant de **984 858,29 €** (hors emplois aidés).

Il en résulte le tableau suivant :

DEPENSES TOTALES		**346 277 194,91**
A DEDUIRE	SALAIRES COMMUNES	952 576,60
	PENSIONS	741 848,29
	ELUS ET CABINET	3 575 003,59
	INTERMITTENTS DU SPECTACLE	725 297,69
	AMICALE	363 306,91
	ALLOCATIONS DE RETOUR A L'EMPLOI	2 687 023,89
	RECETTES	984 858,29
A REPARTIR		**336 247 279,65**

9 045 056,97

L'annexe 3 détaille les lignes budgétaires entrant dans le périmètre de calcul du remboursement Ville/Eurométropole.

3) Calcul du remboursement

La masse salariale fait l'objet d'une ventilation Ville/Eurométropole par service, selon la méthode énoncée plus haut.
Les dépenses de personnel nettes sont ventilées entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg par application du taux après retraitements résultant de la ventilation de la masse salariale. Il y a lieu ensuite,

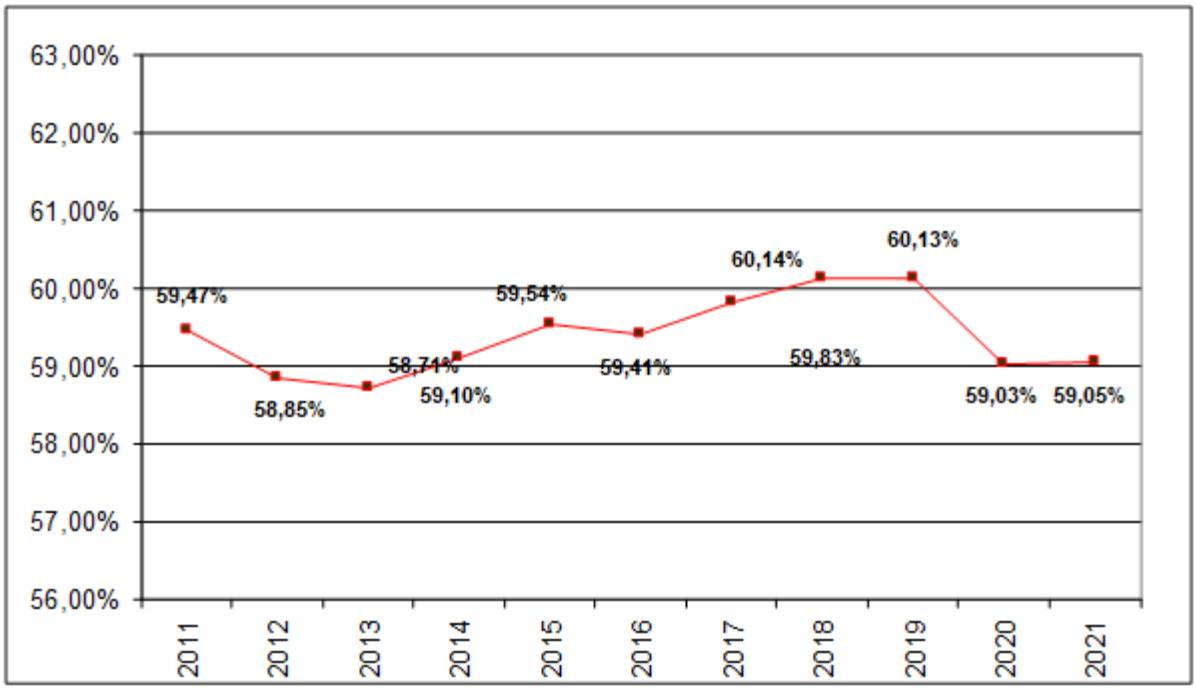
- pour la Ville, de réintégrer les intermittents la concernant et de déduire sa part des remboursements concernant les emplois aidés.
- Pour l'Eurométropole, de réintégrer les pensions de droit local et de déduire sa part des remboursements concernant les emplois aidés.

A REPARTIR	% VILLE	TOTAL VILLE*	% EMS	TOTAL EMS**
336 247 279,65	**59,05%**	**198 541 796,49**	**40,95%**	**137 705 483,16**
	INTERMITTENTS VILLE	716 163,28	**PENSIONS DROIT LOCAL**	644 219,07
	ALLOCATIONS RETOUR A L'EMPLOI	1 913 711,23	**ALLOCATIONS RETOUR A L'EMPLOI**	773 312,66
	PART EMPLOIS AIDES (81,99%)	-272 346,43	**PART EMPLOIS AIDES (18,01%)**	-59 827,75
	TOTAL	**200 899 324,57**	**TOTAL**	**139 063 187,14**

*groupe Ville soit Ville +ORCHESTRE+ CE + OND + EPCC HEAR
**groupe Eurométropole soit EUROMETROPOLE +CCAS+ EAU + ASSAINISSEMENT + TRANSPORTS COLLECTIFS+ORDURES MENAGERES

L'évolution du pourcentage de répartition Ville/Eurométropole est retracée dans le tableau ci-dessous pour les exercices 2011 à 2021.

EVOLUTION DU POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT DE LA VILLE DE STRASBOURG



4) Répartition entre l'Eurométropole, le C.C.A.S., les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des mobilités actives et des ordures ménagères.

En 1998 a été mis en place le **Centre Communal d'Action Sociale** de la Ville de Strasbourg (C.C.A.S.), avec un dispositif de conventionnement pour la mise à disposition de personnel, identique à celui en vigueur pour la Ville de Strasbourg. Les compétences exercées par le C.C.A.S. sur la période 1998-2006 ressortissant en totalité de la Ville, le CCAS était intégré dans le "groupe Ville" pour le partage Ville-Eurométropole. A partir de l'exercice 2007, ses compétences étant partagées entre Ville et Eurométropole, le calcul du remboursement des frais de personnel le concernant se fait de façon indépendante.

La part de dépenses de personnel imputable en 2021 au CCAS s'élève à **3 677 271,57 €**. Elle est conventionnellement majorée des frais de 2,81% mis à sa charge, qui prennent en compte les frais de structure d'utilisation des services et directions fonctionnels (hors RH) de la collectivité, tels que la direction du numérique et une partie du service des moyens généraux. Le montant total à rembourser par le CCAS s'élève donc pour 2021 à **3 780 602,90 €.**

Les autres remboursements du groupe de l'Eurométropole concernent les budgets annexes.

Pour **les budgets de l'eau et de l'assainissement**, le calcul des remboursements repose :

- sur les parts respectives de masse salariale des sous-services eau et assainissement (hormis les cellules du sous-service de l'eau gestion des abonnés et RH, répartis à 50/50 entre l'eau et l' assainissement),

- sur les parts respectives des agents de la direction de la mobilité et des espaces publics et naturels travaillant sur ces budgets annexes.

Ce montant est majoré du taux de charges RH indirectes de l'Eurométropole (total des charges RH Eurométropole/total de la masse salariale Eurométropole), de 3,9%.

Le budget annexe de l'eau doit ainsi rembourser au budget principal **7 961 063,31 €** en 2021, et celui de l'assainissement **6 500 874,41 €**.

Le budget annexe des mobilités actives a changé de périmètre depuis le 1er janvier 2021. Il inclut désormais les compétences suivantes, telles que définies dans la loi 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (dite loi LOM) :
- services réguliers de transport public de personnes *(déjà intégrés au BAMA)* ;
- services à la demande de transport public de personnes *(déjà intégrés au BAMA)* ;
- services de transport scolaire *(déjà intégrés au BAMA*) ;
- services relatifs aux mobilités actives (ou contribution à leur développement) ;
- services relatifs aux usages partagés des véhicules terrestres à moteur (ou contribution à leur développement) ;
- services de mobilité solidaire.

Cette évolution de périmètre sur ce budget entraîne une évolution du remboursement de masse salariale selon les éléments actés lors de la commission mixte paritaire méthodologique du 7 décembre 2021.

Le remboursement du budget annexe des mobilités actives s'établit ainsi pour 2021 à **1 899 526,84 €**.

Pour **le budget annexe des ordures ménagères (Ex-CCLC)**, le calcul repose sur le temps de travail d'agents identifiés. Ainsi, un agent est spécifiquement affecté à ce budget, deux agents pour une part de 43% et deux autres agents pour une part de 5%. Ces taux reposent sur le temps de travail et seront revus chaque année.

Il en résulte un remboursement de ce budget qui s'établit à **90 378,72 €**.

En conclusion, les montants des dépenses de personnel remboursés par le groupe Eurométropole sont les suivants :

EMS	118 830 740,95
CCAS	3 780 602,90
EAU	7 961 063,31
ASSAINISSEMENT	6 500 874,41
TRANSPORTS COLLECTIFS	1 899 526,84
ORDURES MENAGERES	90 378,72
TOTAL	**139 063 187,14**

5) Répartition entre la Ville, l'Œuvre Notre-Dame, la Caisse des Ecoles et la HEAR.

En 2006, a été créée la **Caisse des Ecoles** de la Ville de Strasbourg, avec un schéma de fonctionnement conventionnel similaire à celui régissant les liens entre Ville et CCAS. Les dépenses de personnel de la Caisse des Ecoles, portant sur l'exercice 2021, se sont élevées à **428 719,84 €.** A noter que suite à l'avenant passé entre l'Eurométropole et cette structure, le montant remboursé prend désormais en compte les charges d'administration générale (8 456,62 € en 2021).

L'Œuvre Notre Dame rembourse à l'Eurométropole pour ce qui la concerne **1 640 188,55 €** s'agissant du personnel.

La HEAR (Haute Ecole des Arts du Rhin) est un établissement public de coopération culturelle (EPCC) regroupant les écoles d'arts de Strasbourg (ex ESAD) et de Mulhouse (Le Quai), ainsi que l'enseignement supérieur de musique du Conservatoire de Strasbourg. Le personnel titulaire est pour partie mis à disposition par l'Eurométropole. Par conséquent, la HEAR doit rembourser l'Eurométropole de Strasbourg pour la part du personnel mis à disposition pour l'exercice 2021, soit **1 183 468,84 €**.

L'Orchestre, est un établissement public depuis le 1er janvier 2020. La majorité de personnel est désormais payée par la nouvelle entité, hormis le personnel mis à disposition, qui s'élève en 2021 à **427 638,09 €**.

En conclusion, les montants des dépenses de personnel remboursés par le groupe Ville sont les suivants :

VILLE	**197 219 309,25**
EPCC HEAR	1 183 468,84
CAISSE DES ECOLES	428 719,84
ORCHESTRE	427 638,09
OND	1 640 188,55
TOTAL	**200 899 324,57**

III - REPARTITION DES FRAIS D'ADMINISTRATION GENERALE

1) Répartition entre la Ville de Strasbourg et le budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg

Comme pour les dépenses de personnel, la Ville de Strasbourg rembourse à l'Eurométropole de Strasbourg la quote-part correspondant à l'utilisation qu'elle fait de ces services communs.
Cette quote-part est calculée en fonction de la clé de répartition du service concerné, telle qu'elle a été déterminée pour la ventilation des frais de personnel.

Outre le personnel, la Ville et l'Eurométropole partagent les ressources logistiques d'un certain nombre de services communs aux deux collectivités. Il s'agit des dépenses de fonctionnement engagées par certains services supports pour le compte des deux collectivités mais qui sont centralisées sur le budget de l'Eurométropole de Strasbourg pour des raisons pratiques.

Elles peuvent cependant faire l'objet de dépenses sur les deux collectivités (pour les fournitures administratives), et dans ce cas, un décompte du montant dû par collectivité est proposé.

Pour les remboursements, il y a lieu de prendre en compte le périmètre des services suivants ;

- Achat et commande publique,
- Veille stratégique et documentaire,
- Prévention et qualité de vie au travail,
- Imprimerie-Reprographie,
- Direction du numérique
- Communication interne, Percussion.

Il convient d'y ajouter :

- le parc des véhicules et ateliers, service principalement Eurométropole qui fait en majeure partie l'objet d'un remboursement spécifique,
- les dépenses des moyens généraux dont une petite partie concerne la Ville
- les dépenses de fluides et de maintenance du Site Etoile (à répartir selon les taux de RH de chaque service locataire),
- et les dépenses des fournitures administratives (dont les crédits sont inscrits sur les deux collectivités et pour lesquelles une proposition de répartition est effectuée en fonction du pourcentage Ville/Eurométropole des services bénéficiaires, aboutissant à un solde à payer).

La répartition des charges ainsi calculée fait apparaître pour 2021 pour la Ville une participation de **9 388 185,23 € au titre des frais généraux** *(Détails en annexe 4)*, auxquels il y a lieu d'ajouter un complément de **9 829,67 €** de fournitures administratives.

Sont également pris en compte dans le remboursement des frais d'administration générale **les frais de carburant et l'achat des pièces détachées** de valeur inférieur à 500 €. Ces dépenses sont centralisées sur le budget de l'Eurométropole de Strasbourg pour des raisons d'efficacité de la gestion des stocks.

Les données de facturation sont extraites du logiciel GESCAR qui assure la gestion de l'activité du service Parc Véhicules Ateliers (PVA). Sur cette base, la Ville rembourse à

l'Eurométropole **287 887,62 €** pour les dépenses de carburant et **354 756,29 €** pour les dépenses de pièces détachées.

S'ajoutent à ces montants **les remboursements des dépenses du Site Etoile** (énergie, eau, gardiennage et maintenance), le montant à prendre en compte pour 2021 est de **754 069,55 €.**

Les fluides du site de la Fédération sont quant à eux à rembourser à hauteur de **143 056,27 €** pour 2021.

Le remboursement des frais de fonctionnement de la Ville à l'Eurométropole pour 2021 s'élève en conséquence à **10 937 784,64 €.**

Par ailleurs, il y a lieu de rembourser des dépenses informatiques complémentaires en fonctionnement **non prises en compte et donc non remboursées en 2020**. Le montant complémentaire à rembourser par la ville de Strasbourg est de **1 425 806,38 €**.

L'annexe 4 détaille la répartition des frais de fonctionnement communs entre la Ville et l'Eurométropole.

2) Répartition entre l'Eurométropole, et les budgets annexes de l'eau, de l'assainissement, des mobilités actives et des ordures ménagères.

A l'instar de la ville, un remboursement des frais d'administration générale est calculé pour les budgets annexes eau, assainissement, mobilités actives et ordures ménagères de l'Eurométropole. Chacun de ces budgets rembourse une quote-part des dépenses de fonctionnement engagées pour leur compte au budget principal de l'Eurométropole par certains services support.

La méthode de calcul est déterminée ainsi :

1) Une part personnel correspondant à la masse salariale des services travaillant comme support aux budgets annexes eau, assainissement, mobilités actives et ordures ménagères.

Il s'agit des directions/services suivants :

- Direction générale des services
- Direction de la Commande publique responsable,
- Direction de la Communication,
- Direction des Finances et de la Programmation,
- Direction des Ressources Humaines,
- Direction des Ressources Logistiques,
- Direction du Numérique
- Direction de l'Architecture et du Patrimoine
- Veille stratégique et documentaire,
- Archives.

La part personnel est de 25 912 709,57 € en 2021

2) Une part d'administration générale correspondant aux dépenses de fonctionnement du chapitre 011 « Charges à caractère générale » de la fonction 020 « Administration générale », (hors Direction des ressources humaines), auxquels il y a lieu de déduire le montant du remboursement de la Ville de Strasbourg.

La part d'administration générale est de 25 342 127,68 € en 2021.

A ce périmètre est appliqué **le taux de masse salariale de chaque budget annexe** sur l'ensemble de la masse salariale du groupe Eurométropole de Strasbourg (Budget principal + Budgets annexes + Centre Communal d'Action Sociale).

En 2021, les taux sont les suivants :

	Montant	Taux
EAU	7 961 063,31	5,72%
ASSAINISSEMENT	6 500 874,41	4,67%
TRANSPORTS COLLECTIFS	1 899 526,84	1,37%
ORDURES MENAGERES	90 378,72	0,06%
TOTAL MASSE SALARIALE Groupe EUROMETROPOLE	**139 063 187,14**	

Ainsi, au titre de l'exercice 2021, le remboursement des frais d'administration générale des budgets annexes s'élèvent donc à :

	Budget annexe de l'eau	**Budget annexe de l'assainissement**	**Budget annexe des transports collectifs**	**Budget annexe des ordures ménagères**
Part personnel	25 912 709,57	25 912 709,57	25 912 709,57	25 912 709,57
Part frais d'administration	25 342 127,68	25 342 127,68	25 342 127,68	25 342 127,68
Total du Périmètre	51 254 837,25	51 254 837,25	51 254 837,25	51 254 837,25
Taux RH 2021	5,72%	4,67%	1,37%	0,06%
Montant par budget CMP 2021	**2 934 227,33**	**2 396 042,16**	**700 112,96**	**33 311,09**

IV - REPARTITION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT INFORMATIQUE

Les dépenses d'investissement informatiques sont composées de :
- charges communes (hors téléphonie) et dépenses bureautiques (achats de PC, imprimante, scanners…), ventilées en fonction du parc informatique de chaque service,
- dépenses de téléphonie ventilées au taux global de répartition,
- acquisitions de logiciels métiers, ventilées par service et réparties entre les deux collectivités sur la base des proratas définis par service

La Ville de Strasbourg a, par délibération du 19 décembre 1994, décidé la prise en charge des dépenses d'investissement informatique par l'Eurométropole de Strasbourg qui procède à l'acquisition des équipements et logiciels nécessaires à l'ensemble de l'administration.
La Ville de Strasbourg a confié le contrôle de la répartition à la commission mixte paritaire et procède sur cette base à un remboursement à l'Eurométropole.

Les dépenses d'investissement informatiques sont composées de :
- charges communes (réseau, serveurs,…),
- dépenses bureautiques (achats de PC, imprimante, scanners…),
- acquisition de logiciels métiers.

Les charges communes (hors téléphonie) sont ventilées selon la répartition du parc informatique de chaque service en fonction du taux Ville/Eurométropole de cette direction, à savoir 57,72% pour la Ville en 2021. Le montant à répartir est de 5 946 857,09 €. Par conséquent, le montant à rembourser par la Ville de Strasbourg est de **3 432 525,91 €**.

La téléphonie est quant à elle remboursée sur la base du taux global Ville/Eurométropole (avant régularisations), à savoir 59,24% pour la Ville. Le montant à répartir est de 479 666,78 €, soit un remboursement de **284 154,60 €.**

Les dépenses d'acquisition de logiciels métiers sont ventilées par service et réparties entre les deux collectivités sur la base des proratas RH par collectivité. Elles s'élèvent en 2021 à 4 191 604,98 €. Le remboursement à effectuer pour ce type de dépense est de **2 533 256,04 €**.

A noter que le reversement de la quote-part des dépenses d'équipement informatique de la Ville s'effectue sous forme de subvention d'équipement, inscrite en section d'investissement de son budget, et calculée à partir des montants TTC, déduction faite du FCTVA.

Le montant remboursable avant correction du FCTVA est de **6 249 936,56 €**.

Après correction, la subvention à verser par la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole s'élève à **5 224 696,96 €** tel que ce montant ressort du tableau *en annexe 5 du document*.

V - REPARTITION DU MOBILIER ET DES TRAVAUX COURANTS DU SITE ETOILE

1) Remboursements croisés des travaux d'investissement courants sur les bâtiments administratifs du site Etoile

Le Site Etoile comprend les immeubles suivants :

Inscription des crédits de travaux	Bâtiments concernés
Ville de Strasbourg	Immeuble rue de la Bourse Immeuble rue Fustel Immeuble rue de Berne Immeuble 38 RH
Eurométropole de Strasbourg	Centre administratif Immeuble rue de Soleure

Pour ces travaux, le **principe** est le suivant :

La collectivité propriétaire du bâtiment réalise les travaux. La collectivité locataire rembourse la part des travaux en fonction des métrages d'utilisation des bureaux couplés aux clés de répartition RH de chaque service locataire du bâtiment.

2) Remboursement des travaux d'investissement courants des restaurants administratifs (au centre administratif et du site de la fédération)

Le **principe** est le suivant :

La Ville de Strasbourg rembourse les travaux d'investissement courants des restaurants administratifs payés préalablement par l'Eurométropole, en fonction du taux global de répartition RH des services.

3) Remboursements de la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg pour l'acquisition du matériel et du mobilier de bureau

Le principe est le suivant :

La Ville de Strasbourg rembourse le mobilier et le matériel payé préalablement par l'Eurométropole en fonction des clés de répartition RH de chaque service.

Ainsi, pour **les travaux d'investissement courant du Site Etoile**, le montant remboursable avant correction du FCTVA est de 439 726,75 €**.** Le montant à rembourser s'élève par conséquent à **367 593,97 €, déduction faite du FCTVA.**

S'agissant du **mobilier**, le remboursement de la Ville à l'Eurométropole pour l'exercice 2021, avant correction du FCTVA est de 41 803,95 €. Le montant à rembourser s'élève par conséquent à **34 946,43 €**.

Les calculs sont détaillés en annexe 6 du document.

VI – REPARTITION DES TRAVAUX SUR autorisations de programme (AP) POUR LE SITE ETOILE

Les travaux sur AP effectués sur le Site Etoile font l'objet d'un remboursement spécifique lié aux consommations 2021 effectuées par les collectivités propriétaires des bâtiments.

La collectivité locataire rembourse la part des travaux en fonction des métrages d'utilisation des bureaux couplés aux clés de répartition RH de chaque service locataire du bâtiment.

	Propriétaire	EMS - locataire % rapporté à la superficie totale	DEPENSES 2021 EFFECTUEES PAR LA VILLE A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS	Remboursement par l'EMS à la VILLE Budget EMS 2018/AP0305 Programme 1288
Immeuble de la Bourse VDS 2009/AP0134 Programme 962	Ville	32,17%	550 945,57	**177 221,75**
	CORRECTION FCTVA	*0,16404*	*90 377,11*	*29 071,46*
				148 150,30

	Propriétaire	VILLE - locataire % rapporté à la superficie totale	DEPENSES 2021 EFFECTUEES PAR L'EMS A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS	Remboursement par la VILLE à l'EMS Budget VILLE 2019/AP0232 Programme 1252
Centre Administratif EMS 2016/AP0262	EMS	54,25%	1 419 395,08	**770 058,50**
	CORRECTION FCTVA	*0,16404*	*232 837,57*	*126 320,40*
				643 738,10

VII – REPARTITION DES DEPENSES DE RENOUVELLEMENT DU PARC MACHINE

L'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée à renouveler le parc machines du service Imprimerie-reprographie.

La Ville s'engage à rembourser à l'Eurométropole sa part, basée sur le pourcentage de la masse salariale du service Imprimerie-reprographie, qui est fonction des taux de ventilation Ville/Eurométropole des services utilisateurs. Le taux du service s'élève en 2021 à 57,83%

Les dépenses mandatées pour le renouvellement du parc machine en 2021 s'élèvent, après correction du FCTVA à 31 367,38 € soit un remboursement à effectuer par la Ville de Strasbourg de

31 367,38*57,83% = **18 139,75 €**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2021

Annexe 1

Répartition de la masse salariale pour 2021

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Affectations périphériques	AFP/Amicale	AFP/Amicale	363 306,91	59,24%	215 229,46	TGR		
Affectations périphériques	AFP/DRH	AFP/DRH	27 187,90	59,24%	16 106,59	TGR		
Affectations périphériques	SYNDICATS	SYNDICATS	560 324,92	59,24%	331 946,42	TGR		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Admin Gén du Cabinet	115 169,46	43,25%	49 815,71	Taux service		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Administration Cabinet	494 945,08	43,25%	214 084,87	Taux service		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Cab/AdmGén/Voit. officielles	140 248,04	50,00%	70 124,02	Partagé		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Cabinet du Maire / Président	525 187,23	50,00%	262 593,62	Partagé		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Pole représentations	130 107,98	50,00%	65 053,99	Partagé		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Secr particulier du Maire	130 368,01	100,00%	130 368,01	Compétence		
CABINET	Admin Gén du Cabinet	Secr particulier du Président	149 075,40	0,00%	0,00	Compétence		
CABINET	CABINET	CABINET	4 147,20	50,00%	2 073,60	Partagé		
CABINET	Secrétariat des élus	SDE/Groupes politiques	253 879,60	0,00%	0,00	Compétence		
CABINET	Secrétariat des élus	SDE/Secr Adjts de quartier	270 450,01	100,00%	270 450,01	Compétence		
CABINET	Secrétariat des élus	SDE/Secr Adjts thématiques	189 814,06	100,00%	189 814,06	Compétence		
CABINET	Secrétariat des élus	SDE/Secr Vice-présidents	314 166,90	0,00%	0,00	Compétence		
CABINET	Secrétariat des élus	Secrétariat des élus	436 636,99	50,00%	218 318,50	Partagé		
CABINET	CABINET CUS	CABINET CUS	250 546,40	0,00%	0,00	Compétence		
Direction Générale des Service	DGS/Administration Générale Re	DGS/Administration Générale Re	2 398 299,15	50,00%	1 199 149,58	Partagé		
Direction Générale des Service	DGS/Administration Générale Re	DGS/Miss Dr Femmes Egal Genres	10 659,37	100,00%	10 659,37	Compétence		
Direction Générale des Service	Direction Générale des Service	Direction Générale des Service	960 322,81	50,00%	480 161,41	Partagé		
Secrétariat Général	Secrétariat Général	Secrétariat Général	39 851,57	50,00%	19 925,79	Partagé		
Secrétariat Général	SG/Service des Assemblées	SG/Service des Assemblées	68 411,01	50,00%	34 205,51	Partagé		
Secrétariat Général	SG/Service Juridique	SG/Service Juridique	132 022,38	50,00%	66 011,19	Partagé		
Secrétariat Général	DCPAJ/Serv des Assemblées	DCPAJ/Serv des Assemblées	267 568,54	50,00%	133 784,27	Partagé		
Secrétariat Général	DCPAJ/Serv Juridique	DCPAJ/Serv Juridique	511 263,56	50,00%	255 631,78	Partagé		
Protocole	ADM GALE PROTOCOLE	ADM GALE PROTOCOLE	139 092,32	55,76%	77 557,88	Taux calculé	51,16%	15
Protocole	PROT/Département logistique	PROT/Département logistique	2 763,77	55,76%	1 541,08	Taux calculé		
Protocole	PROT/Département opérationnel	PROT/Département opérationnel	187 189,97	55,76%	104 377,13	Taux calculé		
Protocole	PROT/Dépt événts protocolaires	PROT/Dépt événts protocolaires	230 367,49	55,76%	128 452,91	Taux calculé		
Protocole	Protocole	Protocole	511 396,11	55,76%	285 154,47	Taux calculé		
Direction de l'audit interne	Direction de l'audit interne	Direction de l'audit interne	192 824,89	50,00%	96 412,45	Partagé		
DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/Accomp Humain Transfo Inno	22 490,35	55,09%	12 389,21	Taux DGA		
DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/AHTI/Mis Accompagn Indiv C	13 629,83	55,09%	7 508,24	Taux DGA		
DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/AHTI/Mis Manag Risq Ctrl I	15 392,47	55,09%	8 479,22	Taux DGA		
DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/AHTI/Mis Digital	17 091,68	10,00%	1 709,17	Taux calculé		
DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/AHTI/Mis Temps Serv Innov	10 294,24	50,00%	5 147,12	Partagé		
DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/Accomp Humain Transfo Inno	DGA/AHTI/Mis Dématérialisation	16 944,16	59,24%	10 038,02	TGR		
Communication interne	COM/Com Interne	COM/Com Interne	118 398,72	59,24%	70 141,50	TGR		
Veille stratégique et documentaire	COM/Dpt Veille strat et doc	COM/Dpt Veille strat et doc	171 779,58	59,24%	101 765,27	TGR		
CRI/Administration générale	CRI/Administration générale	CRI/Administration générale	310 733,20	50,65%	157 386,37	Taux calculé		
CRI/Administration générale	CRI/AG/Finances	CRI/AG/Fin/Comptabilité	180 451,11	50,65%	91 398,49	Taux calculé		
CRI/Administration générale	CRI/AG/Finances	CRI/AG/Fin/Marchés & C de Ges	92 679,17	50,65%	46 942,00	Taux calculé		
CRI/Administration générale	CRI/AG/Finances	CRI/AG/Finances	11 737,08	50,65%	5 944,83	Taux calculé		
CRI/Administration générale	CRI/AG/Ressources humaines	CRI/AG/RH/Sect événements	19 731,24	50,65%	9 993,87	Taux calculé		
CRI/Administration générale	CRI/AG/Ressources humaines	CRI/AG/RH/Sect. communication	40 118,32	50,65%	20 319,93	Taux calculé		
Dir Communication	COM/Com Externe	COM/Com Externe	591 653,94	50,65%	299 672,72	Taux calculé	48,65%	1
Dir Communication	COM/Cellule Moyens Transvers	COM/Cellule Moyens Transvers	112 697,04	50,65%	57 081,05	Taux calculé		
Dir Communication	COM/Dpt Com numérique	COM/Dpt Com numérique	58 985,95	50,65%	29 876,38	Taux calculé		
Dir Communication	COM/Service éditions	COM/Service éditions	55 658,46	50,65%	28 191,01	Taux calculé		
Dir Communication	COM/Service multimédia	COM/Service multimédia	234 247,51	50,65%	118 646,36	Taux calculé		
Dir Communication	COM/Service presse	COM/Service presse	108 160,33	50,65%	54 783,21	Taux calculé		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Dir Communication	Dir Communication	Dir Communication	706 319,69	50,65%	357 750,92	Taux calculé		
Conseil Perf Affaires Générale	Conseil Perf Affaires Générale	Conseil Perf Affaires Générale	18 793,39	50,00%	9 396,70	Partagé		
Conseil Perf Affaires Générale	CPAG/Conseil Accomp Pilotage	CPAG/CAP/Eval Polit Publiques	24 769,48	50,00%	12 384,74	Partagé		
Conseil Perf Affaires Générale	CPAG/Conseil Accomp Pilotage	CPAG/Conseil Accomp Pilotage	73 657,79	50,00%	36 828,90	Partagé		
Conseil Perf Affaires Générale	DCJGE/Commande publique	DCJGE/Commande publique	10 639,38	50,00%	5 319,69	Partagé		
Dir. des Ressources Humaines	Dir. des Ressources Humaines	Dir. des Ressources Humaines	50 184,02	59,24%	29 729,90	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	348 567,20	59,24%	206 497,39	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	DRH/ARH/Accueil Courrier	220 789,53	59,24%	130 799,63	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	DRH/ARH/Administration Général	276 656,48	59,24%	163 896,20	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	DRH/ARH/Gestion des Contractue	535 295,15	59,24%	317 118,34	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Admin Ressources Humaines	DRH/ARH/Gestion des Titulaires	957 465,84	59,24%	567 219,74	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Administration Générale	DRH/Administration Générale	258 808,56	59,24%	153 322,78	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Emploi Dévelop Compétences	DRH/EDC/Administration Général	202 085,06	59,24%	119 718,77	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Emploi Dévelop Compétences	DRH/EDC/Maintien Dévelop Comp	691 805,03	59,24%	409 837,57	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Emploi Dévelop Compétences	DRH/EDC/Pilotage Emploi	651 596,06	59,24%	386 017,06	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Emploi Dévelop Compétences	DRH/EDC/Transitions Parcours P	516 871,62	59,24%	306 203,91	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Emploi Dévelop Compétences	DRH/Emploi Dévelop Compétences	323 354,26	59,24%	191 560,80	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Médecine du Travail	DRH/Médecine du Travail	639 565,67	59,24%	378 890,04	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Mission Dialogue Social	DRH/Mission Dialogue Social	163 018,37	59,24%	96 574,97	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Pilotage RH	DRH/Pilotage RH	264 792,62	59,24%	156 867,84	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/Ch Mission, Ch Projets	241 467,45	59,24%	143 049,60	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/Finances	163 121,06	59,24%	96 635,81	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/Juridique	133 049,98	59,24%	78 821,17	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Pilotage RH	DRH/PRH/SIRH	616 461,10	59,24%	365 202,49	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Prév Qualité Vie au Travai	DRH/PQVT/Accompagnemt Sit Indi	105 646,10	59,24%	62 586,62	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Prév Qualité Vie au Travai	DRH/PQVT/Habillement et EPI	50 352,51	59,24%	29 829,72	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Prév Qualité Vie au Travai	DRH/PQVT/Prév Risques Cond Tra	136 427,62	59,24%	80 822,14	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Prév Qualité Vie au Travai	DRH/Prév Qualité Vie au Travai	354 001,84	59,24%	209 716,97	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Service Social du Travail	DRH/Service Social du Travail	147 985,87	59,24%	87 669,45	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Service Social du Travail	DRH/SST/Interventions Sociales	131 924,12	59,24%	78 154,19	TGR		
Dir. des Ressources Humaines	DRH/Service Social du Travail	DRH/SST/Prestations Sociales	43 280,50	59,24%	25 640,14	TGR		
Dir du numérique	DRL/Informatique	DRL/Informatique	4 857 256,02	57,72%	2 803 608,17	Taux calculé	58,69%	
Mission des temps	Mission des temps	Mission des temps	23 969,13	50,00%	11 984,57	Partagé		
DGA/Transfo Dém Europe Terr Pr	DGA/Transfo Dém Europe Terr Pr	DGA/Transfo Dém Europe Terr Pr	52 845,18	72,05%	12 351,24	Taux DGA		
DGA/Transfo Dém Europe Terr Pr	DGA/Transfo Dém Europe Terr Pr	DGA/TDETP/Mis Sécurité Civile	15 439,05	80,00%	12 351,24	Taux calculé		
Mission Intercommunalité	Mission Intercommunalité	Mission Intercommunalité	177 147,17	0,00%	0,00	Compétence		
Direction de territoires	DUT/Direction de Territoires	DUT/Direction de Territoires	154 710,88	75,00%	116 033,16	Taux calculé		
Direction de territoires	DUT/Direction de Territoires	DUT/DT/Cons XV Bourse Espla Kr	308 208,46	75,00%	231 156,35	Taux calculé		
Direction de territoires	DUT/Direction de Territoires	DUT/DT/Cron Htep Poteries Hohb	657 206,77	75,00%	492 905,08	Taux calculé		
Direction de territoires	DUT/Direction de Territoires	DUT/DT/Gare Kléber Centre Robe	603 241,77	75,00%	452 431,33	Taux calculé		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Direction de territoires	DUT/Direction de Territoires	DUT/DT/Koenig Mont Verte Elsau	342 738,53	75,00%	257 053,90	Taux calculé		
Direction de territoires	DUT/Direction de Territoires	DUT/DT/Neudorf Port du Rhin	428 904,03	75,00%	321 678,02	Taux calculé		
Direction de territoires	DUT/Direction de Territoires	DUT/DT/Neuhof Meinau	624 170,39	75,00%	468 127,79	Taux calculé		
Dir. Participation citoyenne	DPEC/Participation Citoyenne	DPEC/Participation Citoyenne	543 261,76	75,00%	407 446,32	Taux calculé		
Dir rel européennes & internat	DRIC/Administration générale	DRIC/Administration générale	81 760,32	83,54%	68 302,57	Taux calculé	88,14%	10
Dir rel européennes & internat	Rel Internationales et Communi	Rel Internationales et Communi	19 275,66	83,54%	16 102,89	Taux calculé		
Dir rel européennes & internat	Dir rel européennes & internat	Dir rel européennes & internat	832 002,69	83,54%	695 055,05	Taux calculé		
Dir rel européennes & internat	REI/Accueil institutions europ	REI/Accueil institutions europ	139 772,58	83,54%	116 766,01	Taux calculé		
Dir rel européennes & internat	REI/Administration générale	REI/Administration générale	428 546,72	83,54%	358 007,93	Taux calculé		
Dir rel européennes & internat	Z Dir rel européennes & intern	Z Dir rel européennes & intern	2 722,08	83,54%	2 274,03	Taux calculé		
Sécurité Prévention	SPS/Admin Générale Ressources	SPS/Admin Générale Ressources	66 208,80	71,19%	47 131,77	Taux direction	72,04%	
Sécurité Prévention	SPS/Admin Générale Ressources	SPS/AGR/Fin Compta Marchés Pub	136 736,07	71,19%	97 337,70	Taux direction	72,04%	
Sécurité Prévention	SPS/Admin Générale Ressources	SPS/AGR/Ressources Humaines	235 127,04	71,19%	167 378,85	Taux direction	72,04%	
Sécurité Prévention	SPS/Mission Sécurité Civile	SPS/Mission Sécurité Civile	143 560,05	80,00%	114 848,04	Taux calculé		
Prévention urbaine	SPS/Prévention Urbaine	SPS/Prévention Urbaine	556 001,43	0,00%	0,00	Compétence		
Prévention urbaine	SPS/Prévention Urbaine	SPS/PU/Actions Partenariales	206 243,79	0,00%	0,00	Compétence		
Prévention urbaine	SPS/Prévention Urbaine	SPS/PU/Interv Opérationnelles	1 395 521,50	0,00%	0,00	Compétence		
Prévention urbaine	SPS/Prévention Urbaine	SPS/PU/Prévent Situationnelle	69 151,99	0,00%	0,00	Compétence		
SIRAC	SPS/SIRAC	SPS/SIRAC	277 418,59	0,00%	0,00	Compétence		
SIRAC	SPS/SIRAC	SPS/SIRAC/Aménag Numériq Terri	108 751,03	0,00%	0,00	Compétence		
SIRAC	SPS/SIRAC	SPS/SIRAC/Bureau Etudes	93 795,55	0,00%	0,00	Compétence		
SIRAC	SPS/SIRAC	SPS/SIRAC/Régulation Trafic	892 183,30	0,00%	0,00	Compétence		
SIRAC	SPS/SIRAC	SPS/SIRAC/Secrétariat	79 896,41	0,00%	0,00	Compétence		
SIRAC	SPS/SIRAC	SPS/SIRAC/Sécurité Routière	107 405,01	0,00%	0,00	Compétence		
SIRAC	SPS/SIRAC	SPS/SIRAC/Signalisation Dynami	302 672,62	0,00%	0,00	Compétence		
SIRAC	SPS/SIRAC	SPS/SIRAC/Technique	814 537,70	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Administration Générale	DRU/Administration Générale	138 894,66	95,54%	132 693,30	Taux direction	95,92%	
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Domaine Public	DRU/Domaine Public	232 383,87	95,54%	222 008,41	Taux direction	95,92%	
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Domaine Public	DRU/DP/Domaine Publ Vie Noctur	260 857,76	100,00%	260 857,76	Compétence		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Domaine Public	DRU/DP/Fêtes et Foires	98 714,83	100,00%	98 714,83	Compétence		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Domaine Public	DRU/DP/Marchés Approvisionneme	419 249,08	100,00%	419 249,08	Compétence		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Hygiène Santé Environnem	DRU/HSE/Lutte Antivectorielle	201 121,21	90,00%	181 009,09	Taux calculé		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Hygiène Santé Environnem	DRU/HSE/Santé Environnementale	463 011,32	90,00%	416 710,19	Taux calculé		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Hygiène Santé Environnem	DRU/Hygiène Santé Environnem	353 019,01	90,00%	317 717,11	Taux calculé		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Réglementation Circulation	DRU/DC/Arr Circ Station Dos Sp	131 785,66	100,00%	131 785,66	Compétence		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Réglementation Circulation	DRU/DC/Arr Circ Station Exp Co	99 558,04	100,00%	99 558,04	Compétence		
Dir. Réglementation Urbaine	DRU/Réglementation Circulation	DRU/Réglementation Circulation	250 842,78	100,00%	250 842,78	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Admin Générale PM et SVP	DSéc/Admin Générale PM et SVP	81 935,08	100,00%	81 935,08	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Admin Générale PM et SVP	DSéc/AGPMSVP/Bur Contravention	61 151,58	100,00%	61 151,58	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Admin Générale PM et SVP	DSéc/AGPMSVP/Logistique	43 495,77	100,00%	43 495,77	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Admin Générale PM et SVP	DSéc/AGPMSVP/Ressources Humain	128 099,10	100,00%	128 099,10	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Dir. Sécurité	DSéc/Admin Générale PM et SVP	DSéc/AGPMSVP/Secrétariat	72 303,40	100,00%	72 303,40	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Admin Générale Ressources	DSéc/Admin Générale Ressources	117 358,81	100,00%	117 358,81	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Police Municipale	DSéc/PM/Unité de Jour	864 672,34	100,00%	864 672,34	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Police Municipale	DSéc/PM/Unité Munic Circulatio	1 047 570,26	100,00%	1 047 570,26	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Police Municipale	DSéc/PM/Unité Police Générale	2 478 880,33	100,00%	2 478 880,33	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Police Municipale	DSéc/PM/Unité Poste Commandemt	1 768 998,53	100,00%	1 768 998,53	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Police Municipale	DSéc/PM/Unité Surveillance Spé	1 199 316,13	100,00%	1 199 316,13	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Police Municipale	DSéc/Police Municipale	507 369,29	100,00%	507 369,29	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Surveillance Voie Publiqu	DSéc/Surveillance Voie Publiqu	76 770,94	100,00%	76 770,94	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Surveillance Voie Publiqu	DSéc/SVP/Contrôle Stationnemt	1 183 865,66	100,00%	1 183 865,66	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Surveillance Voie Publiqu	DSéc/SVP/Encadrement Stationne	169 994,59	100,00%	169 994,59	Compétence		
Dir. Sécurité	DSéc/Surveillance Voie Publiqu	DSéc/SVP/Secrétariat Stationne	30 207,35	100,00%	30 207,35	Compétence		
DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/Transfo Ecologique Economi	18 598,90	16,39%	3 048,62	Taux DGA		
DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/TEE/Mis Capitale Verte Eur	15 712,73	50,00%	7 856,37	Taux calculé		
DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/TEE/Mis Manager Centre Vil	18 074,84	100,00%	18 074,84	Taux calculé		
DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/TEE/Mis Plan Climat	14 662,46	20,00%	2 932,49	Taux calculé		
DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/TEE/Mis TERRE	143 998,14	10,00%	14 399,81	Taux calculé		
DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/Transfo Ecologique Economi	DGA/TEE/Mis Wacken Europe	22 658,39	3,05%	691,08	Taux calculé	8,39%	9
Dir Dev Eco et Attractivité	DDEA/Administration Générale	DDEA/Administration Générale	390 015,52	15,90%	61 993,92	Taux direction		
Dir Dev Eco et Attractivité	Dir Dev Eco et Attractivité	Dir Dev Eco et Attractivité	338 082,12	15,90%	53 738,98	Taux direction		
Dir Dev Eco et Attractivité	Dir Dev Eco et Attractivité	Programmes européens	213 420,85	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Dev Eco et Attractivité	Dir Dev Eco et Attractivité	Corporations	72 292,61	100,00%	72 292,61	Compétence		
Dir Dev Eco et Attractivité	Dir Dev Eco et Attractivité	Suivi du commerce	25 308,04	50,00%	12 654,02	Taux calculé		
Dir Dev Eco et Attractivité	Dir Dev Eco et Attractivité	Agriculture périurbaine	128 417,77	60,00%	77 050,66	Taux calculé		
Dir Dev Eco et Attractivité	Dir Dev Eco et Attractivité	Entreprises créatives	57 785,71	0,00%	0,00	Compétence	15,42%	6
Dir Dev Eco et Attractivité	DDEA/Eco Résidentielle et Prod	DDEA/Eco Résidentielle et Prod	528 877,40	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Dev Eco et Attractivité	DDEA/Emploi et Eco Solidaire	DDEA/Emploi et Eco Solidaire	380 890,63	42,00%	159 974,06	Taux calculé		
Dir Dev Eco et Attractivité	DDEA/Ens Sup, Rech et Innov	DDEA/Ens Sup, Rech et Innov	839 467,48	6,00%	50 368,05	Taux calculé		
Dir Dev Eco et Attractivité	DDEA/Marketing Terr et Com Eco	DDEA/Marketing Terr et Com Eco	258 835,77	10,00%	25 883,58	Taux calculé		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Administration générale	DESPU/Administration générale	1 373 189,20	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Collecte valo déchets	DESPU/Collecte valo déchets	22 381 653,18	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/DGPR/Inventaire Géo R	499 608,42	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/DGPR/Prosp Réseaux	1 014 032,19	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/Direction	174 569,01	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/Finances Gest Abonnés	769 999,68	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PPO/Exploit Réseau As	2 338 275,97	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PPO/Ouvrages de Prod	877 134,32	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PPO/Stations Epuratio	284 914,98	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PREA/Coord Réseau Eau	671 133,84	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PREA/Logistique Achat	475 405,60	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PREA/Mesures et Maint	1 437 021,34	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PREA/Rés Distribution	2 229 408,42	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PRM/Prosp Ouvr Qual E	544 030,61	0,00%	0,00	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/PRM/Qual Télécont Rej	599 192,51	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/Rel Usagers et Qualit	292 170,74	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/EA/Ressources Humaines	140 251,72	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Eau et Assainissement	DESPU/Eau et Assainissement	103 747,75	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Gest Prév Risques Enviro	DESPU/Gest Prév Risques Enviro	421 200,32	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Gest Prév Risques Enviro	DESPU/GPRE/Gestion Cours Eaux	284 498,55	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Gest Prév Risques Enviro	DESPU/GPRE/Prév Exp Pollutions	118 075,80	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Gest Prév Risques Enviro	DESPU/GPRE/Qualité Air	185 770,18	0,00%	0,00	Compétence		
Dir enviro & serv publics urb	DESPU/Propreté urbaine	DESPU/Propreté urbaine	14 179 626,68	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	Dir Mobil, Espaces publ et nat	Dir Mobil, Espaces publ et nat	3 139,50	44,86%	1 408,32	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Adm Gén et Ressources	DMEPN/Adm Gén et Ressources	149 352,50	44,86%	66 996,70	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Adm Gén et Ressources	DMEPN/AG&Ress/Finces-Compta.	605 335,72	44,86%	271 542,12	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Adm Gén et Ressources	DMEPN/AG&Ress/Marchés publ	311 241,97	44,86%	139 617,24	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Adm Gén et Ressources	DMEPN/AG&Ress/RH - Qual vie	172 483,83	44,86%	77 372,97	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Adm Générale	DMEPN/Adm Générale	261 115,45	44,86%	117 131,44	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	DMEPN/PEE/Eval, Coor, Méth	109 118,24	44,86%	48 948,37	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	DMEPN/PEE/Pilot études pré-op	333 852,50	44,86%	149 759,90	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	DMEPN/PEE/Programmation	67 471,96	44,86%	30 266,64	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	DMEPN/Prog, Etud pré-op & éval	338 607,27	44,86%	151 892,80	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Qual et Concertation	DMEPN/Q & C/Ccertat°-Comm	134 419,55	44,86%	60 298,06	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Qual et Concertation	DMEPN/Q & C/Qual-Organisation	131 987,44	44,86%	59 207,06	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Qual et Concertation	DMEPN/Qual et Concertation	155 923,80	44,86%	69 944,46	Taux direction	47,31%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	291 806,92	24,98%	72 897,52	Taux service	28,65%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Gest Administrative	43 171,85	24,98%	10 784,94	Taux service	28,65%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Eau Assainissement	768 104,45	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Etud Faisab Amén Pr	446 363,63	33,02%	147 389,27	Taux calculé		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Insert Pays Esp Ver	452 100,59	33,02%	149 283,61	Taux calculé		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Signalisation Eclai	613 375,61	33,02%	202 536,63	Taux calculé		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Topom Opér Géoloc R	230 517,83	33,02%	76 116,99	Taux calculé		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Voirie Circulation	644 674,09	33,02%	212 871,38	Taux calculé		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/Aménagement Espace Publi	509 848,99	11,76%	59 982,79	Taux service	14,15%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Gest Admin Technique	211 343,35	11,76%	24 864,15	Taux service	14,15%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Communes Nord	304 026,96	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Communes Sud	296 375,11	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Réseaux	463 757,61	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Stbg Centre Nord Est	216 656,60	33,02%	71 540,01	Taux calculé		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Stbg Sud Ouest	372 359,23	33,02%	122 953,02	Taux calculé		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/Esp verts & nature	83 898,16	84,81%	71 151,78	Taux service	84,44%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Adm générale	513 202,67	84,81%	435 233,43	Taux service	84,44%	7

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Maitr ouvr gestion	191 465,61	84,81%	162 376,85	Taux service	84,44%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Assist tech logist	1 186 010,61	84,81%	1 005 823,82	Taux service	84,44%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Arbres	1 227 552,88	40,00%	491 021,15	Taux calculé		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Esp verts urbains	5 482 623,10	90,00%	4 934 360,79	Taux calculé		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Espaces Naturels	1 205 585,89	100,00%	1 205 585,89	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Jardins familiaux	540 903,47	100,00%	540 903,47	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/Voies Publiques	357 924,15	19,19%	68 668,63	Taux service	21,55%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Administration Généra	187 411,75	19,19%	35 955,41	Taux service	21,55%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Direction	240 808,63	19,19%	46 199,73	Taux service	21,55%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Eclairage Public	1 094 219,02	100,00%	1 094 219,02	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Equipement de la Rue	697 229,78	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Exploit Interv Interu	722 271,91	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Ingénierie Gest Patri	519 825,15	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Laboratoire	428 264,82	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Ouvrages d'Art	551 491,64	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Voirie Urbaine	1 690 137,46	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Stat/Strat. Station	101 657,39	57,61%	58 569,15	Taux service	77,77%	
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Stat/Gestion résidents	177 890,83	100,00%	177 890,83	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Strat & gest° stationn.	428 064,29	40,00%	171 225,72	Taux calculé		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Déplacements	DMEPN/Dépl/Autorité Org Mobili	312 490,80	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Déplacements	DMEPN/Dépl/Etudes	202 687,90	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Déplacements	DMEPN/Dépl/Gest Administrative	6 362,22	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Déplacements	DMEPN/Dépl/Organisation Mobili	182 025,29	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Déplacements	DMEPN/Déplacements	645 243,26	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/TGP/Grands Projets	300 784,94	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/TGP/Schéma Direct Assain	262 103,07	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/TGP/Tramway	317 619,11	0,00%	0,00	Compétence		
Dir Mobil, Espaces publ et nat	DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/Tramway et Grands Projet	249 448,05	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	Dir. Urbanisme et Territoires	Dir. Urbanisme et Territoires	20 267,77	18,98%	3 846,15	Taux direction	38,46%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Administration Générale	DUT/Administration Générale	738 240,84	18,98%	140 093,76	Taux direction	38,46%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Administration Générale	DUT/AG/Projet Contrat de Ville	339 318,36	18,98%	64 391,43	Taux direction	38,46%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Administration Générale	DUT/AG/Projet Quartier Ouest	135 664,85	18,98%	25 744,71	Taux direction	38,46%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Ressources	DUT/Ress/Dpt Fin Cont gestion	317 993,94	18,98%	60 344,76	Taux direction	38,46%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Ressources	DUT/Ress/Dpt Ressources Humain	146 159,54	18,98%	27 736,26	Taux direction	38,46%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Ressources	DUT/Ressources	46 436,30	18,98%	8 812,08	Taux direction	38,46%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Administration Générale	DUT/AG/Domanialité Publique	395 251,04	13,45%	53 161,26	Taux calculé	9,31%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Administration Générale	DUT/AG/Ville en Transition	310 335,68	21,05%	65 326,03	Taux calculé		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Aménag Terr Projets Urbain	DUT/Aménag Terr Projets Urbain	274 201,86	31,82%	87 245,24	Taux service	27,14%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Aménag Terr Projets Urbain	DUT/ATPU/Administration Généra	202 723,93	31,82%	64 502,47	Taux service	27,14%	

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Aménag Terr Projets Urbain	DUT/ATPU/Conception Ingénierie	225 928,96	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Aménag Terr Projets Urbain	DUT/ATPU/Dpt Ecologie Terr	268 203,43	100,00%	268 203,43	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Aménag Terr Projets Urbain	DUT/ATPU/Dpt Planification Ter	348 800,45	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Conduite Projets Aménageme	DUT/Conduite Projets Aménageme	691 586,09	20,00%	138 317,22	Taux calculé	22,17%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Géomatique Connaissance Te	DUT/GCT/Administration Général	380 005,45	3,00%	11 400,16	Taux calculé		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Géomatique Connaissance Te	DUT/GCT/Dpt Atelier Géomatique	439 057,68	3,00%	13 171,73	Taux calculé		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Géomatique Connaissance Te	DUT/GCT/Dpt Données Références	341 729,23	3,00%	10 251,88	Taux calculé		13
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Géomatique Connaissance Te	DUT/GCT/Dpt Usages	341 205,59	3,00%	10 236,17	Taux calculé		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Géomatique Connaissance Te	DUT/Géomatique Connaissance Te	296 278,67	3,00%	8 888,36	Taux calculé		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Habitat	DUT/Hab/Administration Général	269 008,33	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Habitat	DUT/Hab/Dpt Planif Pol Publ Et	454 096,68	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Habitat	DUT/Hab/Dpt Prog Instr Aides L	461 513,79	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Habitat	DUT/Habitat	260 135,66	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Pol Foncière Immobilière	DUT/Pol Foncière Immobilière	864 440,31	31,21%	269 791,82	Taux calculé	40,32%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/Police du Bâtiment	274 748,11	34,68%	95 283,09	Taux service	33,05%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/PB/Administration Générale	78 010,62	34,68%	27 054,21	Taux service	33,05%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/PB/Dpt PSMV	41 332,45	34,68%	14 334,16	Taux service	33,05%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/PB/Dpt Ressources Courrier	221 713,84	34,68%	76 890,72	Taux service	33,05%	
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/PB/Dpt ADS Accueil	845 856,30	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/PB/Dpt Changement Usages	100 282,00	100,00%	100 282,00	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/PB/Dpt Enseignes Affich Pu	282 079,22	100,00%	282 079,22	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/PB/Dpt Expertise Conseil	148 072,21	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Police du Bâtiment	DUT/PB/Dpt Sécurité ERP et IMR	145 343,72	100,00%	145 343,72	Compétence		
Dir. Urbanisme et Territoires	DUT/Politique de la Ville	DUT/Politique de la Ville	216 487,04	0,00%	0,00	Compétence		
Dir de Mission TERRE	Dir de Mission TERRE	Dir de Mission TERRE	184 893,47	10,00%	18 489,35	Taux calculé		
Dir de Mission TERRE	TERRE/Dpt ENR&R	TERRE/Dpt ENR&R	55 936,33	10,00%	5 593,63	Taux calculé		
Dir de Mission TERRE	TERRE/Dpt Réseaux Distribution	TERRE/Dpt Réseaux Distribution	185 992,13	10,00%	18 599,21	Taux calculé		
Dir de Mission TERRE	TERRE/Dpt Territ en Transition	TERRE/Dpt Territ en Transition	100 076,87	10,00%	10 007,69	Taux calculé		
DGA/Transfo Sociale Sociétale	DGA/Transfo Sociale Sociétale	DGA/Transfo Sociale Sociétale	27 100,46	85,94%	23 289,84	Taux DGA		
DGA/Transfo Sociale Sociétale	DGA/Transfo Sociale Sociétale	DGA/TSS/Mis Droits Fem Eg Genr	12 252,99	100,00%	12 252,99	Compétence		
DGA/Transfo Sociale Sociétale	Service Evènements	DRIC/Ser Evts/Gest projets	181 136,19	100,00%	181 136,19	Compétence		
DGA/Transfo Sociale Sociétale	Service Evènements	DRIC/Ser Evts/Gest salles muni	532 095,84	100,00%	532 095,84	Compétence		
DGA/Transfo Sociale Sociétale	Service Evènements	DRIC/Ser Evts/Logistique	776 960,33	100,00%	776 960,33	Compétence		
DGA/Transfo Sociale Sociétale	Service Evènements	DRIC/Service Evènements	669 655,53	100,00%	669 655,53	Compétence		
Archives	DC/Archives	DC/Archives	941 853,66	59,24%	557 970,81	TGR		
Archives	DC/Archives	DC/Archiv/Collecte Relations S	84 715,72	59,24%	50 187,09	TGR		
Archives	DC/Archives	DC/Archiv/Conserv Iconoth Doc	122 104,39	59,24%	72 336,81	TGR		
Archives	DC/Archives	DC/Archiv/Publics et Trait Fon	221 338,55	59,24%	131 124,88	TGR		
Dir. de la Culture (hors archives)	Dir. de la Culture	Dir. de la Culture	160 935,12	82,76%	133 190,44	Taux direction	83,50%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Direction Générale	DC/DG/Communication	90 544,06	82,76%	74 934,57	Taux direction	83,50%	

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Direction Générale	DC/DG/Mission Dévelop Publics	557 403,21	82,76%	461 308,76	Taux direction	83,50%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Direction Générale	DC/Direction Générale	99 273,86	82,76%	82 159,38	Taux direction	83,50%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Administration Générale	DC/Administration Générale	234 216,48	82,76%	193 838,34	Taux direction	83,50%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Administration Générale	DC/AG/Finances Marchés Publics	552 040,88	82,76%	456 870,87	Taux direction	83,50%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Administration Générale	DC/AG/Juridique	48 730,40	82,76%	40 329,44	Taux direction	83,50%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Administration Générale	DC/AG/Ressources Humaines	322 216,80	82,76%	266 667,70	Taux direction	83,50%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Administration Générale	DC/AG/Sécurité Prévention	51 728,29	82,76%	42 810,51	Taux direction	83,50%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/Action Culturelle	479 366,20	89,71%	430 055,60	Taux service	88,94%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Administ et Financier	121 257,70	89,71%	108 784,38	Taux service	88,94%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Arts Visuels Illustr Liv	168 639,00	100,00%	168 639,00	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Centre Chorégraphique	797 337,00	100,00%	797 337,00	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Centre Interprét Archi P	123 842,83	100,00%	123 842,83	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Cinéma et Audiovisuel	166 604,49	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Shadok Fabrique du Numér	167 949,76	100,00%	167 949,76	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Action Culturelle	DC/AC/Spectacle Vivant	195 249,57	100,00%	195 249,57	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Conservatoire de musique	ADM.GENERALE CONSERVATOIRE	749 789,29	100,00%	749 789,29	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Conservatoire de musique	CONSERV./PEDAGO-ENSEIGNEMENT	4 049 016,17	100,00%	4 049 016,17	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Conservatoire de musique	DC/Conservatoire de musique	3 282 819,12	100,00%	3 282 819,12	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Conservatoire de musique	PROMOTION DU CONSERVATOIRE	166 010,70	100,00%	166 010,70	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Haute Ecole des Arts du Rhi	DC/Haute Ecole des Arts du Rhi	943 433,27	100,00%	943 433,27	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Haute Ecole des Arts du Rhi	DC/HEAR/Enseignements	173 966,32	100,00%	173 966,32	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Haute Ecole des Arts du Rhi	DC/HEAR/Stand Concierg Ent Bat	66 069,25	100,00%	66 069,25	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	DC/Médiathèques	816 038,34	46,63%	380 491,99	Taux service	49,86%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	Bibl-Services transversaux	1 827 766,83	46,63%	852 227,91	Taux service	49,86%	
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	BIBL./BIBLIOTHEQUE DE QUARTIER	2 788 415,83	100,00%	2 788 415,83	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	BIBL./CENTRE TECH DU LIVRE	54 199,38	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	BIBL./RUE KUHN	1 528 169,77	100,00%	1 528 169,77	Compétence		3
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	CUS-Médiath. Nord	561 201,10	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	CUS-Médiath. Ouest	706 069,98	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	CUS-Médiath. Sud	653 558,08	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Médiathèques	CUS-Médiath.Malraux	2 966 134,79	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Musées	DC/Musées	11 427 974,64	100,00%	11 427 974,64	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Oeuvre Notre Dame	DC/Oeuvre Notre Dame	1 597 129,93	100,00%	1 597 129,93	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Orchestre Philharmonique St	DC/OPS/Administ et Financier	427 638,09	100,00%	427 638,09	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/TAPS	DC/TAPS	534 516,54	100,00%	534 516,54	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Théâtre Opéra du Rhin	DC/Théâtre Opéra du Rhin	146 560,06	100,00%	146 560,06	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Théâtre Opéra du Rhin	DC/TOR/Agents d'Entretien	348 071,12	100,00%	348 071,12	Compétence		
Dir. de la Culture (hors archives)	DC/Théâtre Opéra du Rhin	DC/TOR/Maintenance	136 691,91	100,00%	136 691,91	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Administration générale	DEE/Administration générale	708 623,52	100,00%	708 623,52	Compétence		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Dir Enfance et Education	DEE/Caisse des écoles	DEE/Caisse des écoles	420 263,22	100,00%	420 263,22	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Inscriptions et scolarité	DEE/Inscriptions et scolarité	623 380,80	100,00%	623 380,80	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Patrim Enfance & Education	DEE/Patrim Enfance & Education	16 503 315,96	100,00%	16 503 315,96	Compétence		
Dir Enfance et Education	DEE/Périscolaire et éducatif	DEE/Périscolaire et éducatif	28 745 679,60	100,00%	28 745 679,60	Compétence		
Dir Enfance et Education	Dir Enfance et Education	Dir Enfance et Education	45 846,22	100,00%	45 846,22	Compétence		
Dir Enfance et Education	EDUC/Famille et petite enfance	EDUC/Famille et petite enfance	11 314 345,21	100,00%	11 314 345,21	Compétence		
Dir Enfance et Education	Serv Adm Dir. Enfance Educ	DEE/Dépt Finances	1 092 335,23	100,00%	1 092 335,23	Compétence		
Dir Enfance et Education	z EDUC/Action territoriale	AC TER/NEUD BOURS ESPL KRUT	6 965,19	100,00%	6 965,19	Compétence		
Dir Enfance et Education	z EDUC/Action territoriale	z EDUC/Action territoriale	173,10	100,00%	173,10	Compétence		
Dir population élections culte	Dir population élections culte	Dir population élections culte	846,57	97,75%	827,50	Taux direction	97,75%	
Dir population élections culte	DPEC/Admin générale DPEC	DPEC/Admin générale DPEC	225 796,43	97,75%	220 710,92	Taux direction	97,75%	
Dir population élections culte	DPEC/Département ressources	DPEC/Département ressources	178 161,20	97,75%	174 148,55	Taux direction	97,75%	
Dir population élections culte	DPEC/Accueil de la Population	DPEC/Accueil de la Population	677 748,06	96,00%	650 638,14	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Accueil de la Population	DPEC/AP/Cel Assist Prest et Qu	131 577,02	96,00%	126 313,94	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Accueil de la Population	DPEC/AP/Cel Fonctionnelle Logi	51 906,48	96,00%	49 830,22	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Accueil de la Population	DPEC/AP/Cel Prestation Centre	664 362,33	96,00%	637 787,84	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Accueil de la Population	DPEC/AP/Cel Prestation Est	866 755,27	96,00%	832 085,06	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Accueil de la Population	DPEC/AP/Cel Prestation Ouest	584 771,14	96,00%	561 380,29	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/Etat civil et élections	484 862,81	100,00%	484 862,81	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Administr	90 447,72	100,00%	90 447,72	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Décès	29 747,76	100,00%	29 747,76	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Elections	315 940,41	100,00%	315 940,41	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Formalités	97 028,51	100,00%	97 028,51	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Mariages	178 297,60	100,00%	178 297,60	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Naissances	268 289,92	100,00%	268 289,92	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/ObjTrouvés	17 233,69	100,00%	17 233,69	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Etat civil et élections	DPEC/EtatCivilElec/Registres	377 657,44	100,00%	377 657,44	Compétence		
Dir population élections culte	DPEC/Relations Cultes et Mémoi	DPEC/Relations Cultes et Mémoi	201 782,33	100,00%	201 782,33	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Service Funéraire	DPEC/Service Funéraire	478 304,57	98,00%	468 738,48	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Service Funéraire	DPEC/SF/Dpt Administratif	341 208,65	98,00%	334 384,48	Taux calculé		
Dir population élections culte	DPEC/Service Funéraire	DPEC/SF/Dpt Opérationnel	1 403 204,16	98,00%	1 375 140,08	Taux calculé		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	Dir. Solidarités Santé Jeuness	Dir. Solidarités Santé Jeuness	157 791,75	79,24%	125 032,83	Taux direction	79,89%	
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/Admin Générale Ressources	927 425,75	79,24%	734 884,20	Taux direction	79,89%	
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/Communication	49 797,36	79,24%	39 459,00	Taux direction	79,89%	
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/Comptabilité Finances	217 846,46	79,24%	172 619,67	Taux direction	79,89%	
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/Gest Pat Marchés Publ	153 740,00	79,24%	121 822,26	Taux direction	79,89%	
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/Obs Evaluation	64 582,66	79,24%	51 174,75	Taux direction	79,89%	
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/RH Prévention Doc	203 440,37	79,24%	161 204,40	Taux direction	79,89%	
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/Subventions	117 481,42	79,24%	93 091,27	Taux direction	79,89%	
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Admin Générale Ressources	DSSJ/AGR/Systèmes d'Informatio	197 488,13	79,24%	156 487,90	Taux direction	79,89%	

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Administration Générale	DSSJ/Administration Générale	605 090,75	79,24%	479 468,72	Taux direction	79,89%	
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Jeunesse Educ Populaire	DSSJ/JEP/Dév Politiques Jeunes	207 065,25	100,00%	207 065,25	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Jeunesse Educ Populaire	DSSJ/JEP/Protections Mineurs	1 708 876,88	100,00%	1 708 876,88	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Jeunesse Educ Populaire	DSSJ/Jeunesse Educ Populaire	660 684,88	100,00%	660 684,88	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	1 912 628,26	100,00%	1 912 628,26	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/ASP/Unité Gestion RS	173 138,43	100,00%	173 138,43	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/ASP/UT Centre Nord	1 797 499,55	100,00%	1 797 499,55	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/ASP/UT Est	1 524 368,64	100,00%	1 524 368,64	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/ASP/UT Ouest	1 454 723,70	100,00%	1 454 723,70	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/ASP/UT Sud	1 715 034,19	100,00%	1 715 034,19	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Act Sociale Proximit	DSSJ/PIDS/ASP/UT Sud Ouest	1 312 556,19	100,00%	1 312 556,19	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Dpt Dév Pol Sociales	DSSJ/PIDS/Dpt Dév Pol Sociales	295 210,53	100,00%	295 210,53	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Dpt Logement FSL	DSSJ/PIDS/Dpt Logement FSL	436 576,14	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Gens du Voyage	DSSJ/PIDS/GdV/Gest Disp Accuei	355 068,04	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Gens du Voyage	DSSJ/PIDS/GdV/Mainten Techniqu	228 974,83	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Gens du Voyage	DSSJ/PIDS/Gens du Voyage	346 640,22	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Lutte Contre Exclusi	DSSJ/PIDS/LCE/Admin Générale	57 000,63	100,00%	57 000,63	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Lutte Contre Exclusi	DSSJ/PIDS/LCE/Pole Acc Accomp	228 757,51	100,00%	228 757,51	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Lutte Contre Exclusi	DSSJ/PIDS/LCE/Str Héb Equipe R	30 702,67	100,00%	30 702,67	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/PIDS/Lutte Contre Exclusi	DSSJ/PIDS/Lutte Contre Exclusi	230 975,84	100,00%	230 975,84	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/CCAS	DSSJ/CCAS	3 545 793,55	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Pole Insertion Dév Social	DSSJ/Pole Insertion Dév Social	88 849,95	100,00%	88 849,95	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Santé Autonomie	DSSJ/SA/Développement Projets	688 874,72	100,00%	688 874,72	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Santé Autonomie	DSSJ/SA/Equipe Psychologues	330 434,55	100,00%	330 434,55	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Santé Autonomie	DSSJ/SA/Santé de la Personne	3 189 830,07	100,00%	3 189 830,07	Compétence		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DSSJ/Santé Autonomie	DSSJ/Santé Autonomie	2 207 491,71	90,00%	1 986 742,54	Taux calculé		
Dir. Solidarités Santé Jeuness	DAU/Mission lutte contre discr	DAU/Mission lutte contre discr	517,24	100,00%	517,24	Compétence		
Dir. des Sports	Dir. des Sports	Dir. des Sports	1 719,90	44,75%	769,68	Taux direction	38,85%	
Dir. des Sports	DS/Direction	DS/Direction	105 429,39	44,75%	47 181,32	Taux direction	38,85%	
Dir. des Sports	DS/Admin Générale Ressources	DS/Admin Générale Ressources	206 598,06	44,75%	92 455,91	Taux direction	38,85%	
Dir. des Sports	DS/Admin Générale Ressources	DS/AGR/Ressources Financières	196 304,39	44,75%	87 849,33	Taux direction	38,85%	
Dir. des Sports	DS/Admin Générale Ressources	DS/AGR/Ressources Humaines	187 005,41	44,75%	83 687,89	Taux direction	38,85%	
Dir. des Sports	DS/Mistral	DS/Mistral	657 320,18	44,75%	294 161,21	Taux direction	38,85%	
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/CNS Robertsau	1 559 886,72	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Coord Organis Pilotage	27 798,61	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Hautepierre	937 526,94	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Kibitzenau	1 006 523,24	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Lingolsheim	562 229,09	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Ostwald Hardt Plans d'E	1 059 607,34	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Patinoire	93 909,61	0,00%	0,00	Compétence		14
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Wacken	1 085 551,88	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. des Sports	DS/Aqua-Glisse	DS/Aqua-Glisse	466 742,29	0,00%	0,00	Compétence		
Dir. des Sports	DS/Patrimoine Sportif	DS/Patrimoine Sportif	344 987,05	77,41%	267 054,38	Taux service	62,56%	
Dir. des Sports	DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Espaces Extérieurs	1 583 762,69	90,00%	1 425 386,42	Taux calculé		

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Dir. des Sports	DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Logistiq Manif Trans	558 948,21	90,00%	503 053,39	Taux calculé		
Dir. des Sports	DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Gestion Patrimoine	1 396 237,85	65,00%	907 554,60	Taux calculé		
Dir. des Sports	DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Technique Piscines	777 561,29	65,00%	505 414,84	Taux calculé		
Dir. des Sports	DS/Vie Sportive	DS/Vie Sportive	473 002,61	98,04%	463 748,63	Taux service	96,98%	
Dir. des Sports	DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Citoyen	63 373,77	100,00%	63 373,77	Compétence		
Dir. des Sports	DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Performance	232 855,17	80,00%	186 284,14	Taux calculé		
Dir. des Sports	DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Vivre Ensemble	1 903 072,71	100,00%	1 903 072,71	Compétence		
Dir. des Sports	DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Vivre Mieux	181 104,00	100,00%	181 104,00	Compétence		
DGA/Fin part patrim logistiq d	DGA/Fin part patrim logistiq d	DGA/Fin part patrim logistiq d	45 912,78	53,29%	24 468,41	Taux DGA		
DGA/Fin part patrim logistiq d	DGA/Fin part patrim logistiq d	DGA/FPPLD/Mis Recettes	9 611,27	50,00%	4 805,64	Partagé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ressources	DCPB/Ress/AffGén et RH	113 656,28	71,38%	81 126,82	Taux direction		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ressources	DCPB/Ress/Budget-Compta	285 846,66	71,38%	204 034,76	Taux direction		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ressources	DCPB/Ress/Marchés publics	128 398,80	71,38%	91 649,90	Taux direction		
Dir architecture et patrimoine	Dir constr & patrimoine bâti	Dir constr & patrimoine bâti	35 250,30	71,38%	25 161,34	Taux direction		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Administration générale	DCPB/Administration générale	335 369,96	71,38%	239 384,04	Taux direction		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Administration générale	DCPB/AG/Aff générales et RH	133 062,56	71,38%	94 978,85	Taux direction		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Administration générale	DCPB/AG/Budget comptabilité	5 380,84	71,38%	3 840,79	Taux direction		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Administration générale	DCPB/AG/Gest & invent patrim	242 779,64	71,38%	173 293,91	Taux direction		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Administration générale	DCPB/AG/Marchés publics	62 116,75	71,38%	44 338,37	Taux direction		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/Ingénierie de la construc	82 096,17	68,57%	56 293,34	Taux calculé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/SIC/Admin générale SIC	192 841,27	68,57%	132 231,26	Taux calculé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/SIC/Eco & tech de constr	762 919,77	68,57%	523 134,09	Taux calculé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/Sic/Etudes Prog Architect	618 163,96	68,57%	423 875,03	Taux calculé	57,69%	
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Ingénierie de la construc	DCPB/SIC/Ressources graphiques	301 634,41	68,57%	206 830,71	Taux calculé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Constr cultur soc & admin	DCPB/Constr cultur soc & admin	845 028,63	68,57%	579 436,13	Taux calculé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Constr Enf Educ Sport	DCPB/Constr Enf Educ Sport	1 237 012,78	68,57%	848 219,66	Taux calculé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Gest Invent patrim bâti	DCPB/Gest Invent patrim bâti	306 275,13	51,32%	157 180,40	Taux calculé	51,74%	
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Gest Invent patrim bâti	DCPB/GIPB/Gestion patrimoine	507 049,67	51,32%	260 217,89	Taux calculé	51,74%	
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Gest Invent patrim bâti	DCPB/GIPB/Invent & Valo patrim	4 555,95	51,32%	2 338,11	Taux calculé	51,74%	
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/Admin Générale de Maint b	93 363,52	78,40%	73 197,00	Taux calculé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/Maintenance bâtiment	290 938,16	78,40%	228 095,52	Taux calculé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Bâti	1 489 204,66	78,40%	1 167 536,45	Taux calculé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Chauf-Ventil-Clim-Sani	756 164,85	78,40%	592 833,24	Taux calculé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Electr-Electroméca	602 356,00	78,40%	472 247,10	Taux calculé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Gest techn bâti connec	457 612,74	78,40%	358 768,39	Taux calculé		
Dir architecture et patrimoine	DCPB/Maintenance bâtiment	DCPB/MB/Logist-Qualité-Dvpt	263 388,43	78,40%	206 496,53	Taux calculé		
Commande Publique Responsable	Commande Publique Responsable	Commande Publique Responsable	74 786,46	38,15%	28 534,41	Taux direction		
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/Achats et Commande Publiqu	254 535,09	30,92%	78 702,25	Taux calculé	30,93%	
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/ACP/Admin Générale	177 872,14	30,92%	54 998,07	Taux calculé	30,93%	
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/ACP/Contrôle Marchés Publ	90 688,84	30,92%	28 040,99	Taux calculé	30,93%	
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/ACP/Coordination Achats	91 424,10	30,92%	28 268,33	Taux calculé	30,93%	

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/ACP/Juridique	92 688,75	30,92%	28 659,36	Taux calculé	30,93%	
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/ACP/Marchés Publics	193 358,46	30,92%	59 786,44	Taux calculé	30,93%	
Commande Publique Responsable	CPR/Achats et Commande Publiqu	CPR/ACP/Systèmes Inform Comm	180 511,80	30,92%	55 814,25	Taux calculé	30,93%	
Commande Publique Responsable	CPR/Administration Générale Re	CPR/Administration Générale Re	258 713,55	30,92%	79 994,23	Taux calculé		
Commande Publique Responsable	CPR/Partenariats	CPR/Part/Pôle Associatif	148 234,90	50,00%	74 117,45	Partagé		
Commande Publique Responsable	CPR/Partenariats	CPR/Part/Pôle Externe	61 077,37	50,00%	30 538,69	Partagé		
Commande Publique Responsable	CPR/Partenariats	CPR/Partenariats	259 186,09	50,00%	129 593,05	Partagé		
Commande Publique Responsable	DCPAJ/Cseil, Accomp & Pilot	DCPAJ/CAP/Ctl Gest° interne	41 869,98	50,00%	20 934,99	Partagé		
Commande Publique Responsable	DCPAJ/Cseil, Accomp & Pilot	DCPAJ/CAP/Eval polit publiques	94 634,80	50,00%	47 317,40	Partagé		
Commande Publique Responsable	DCPAJ/Cseil, Accomp & Pilot	DCPAJ/Cseil, Accomp & Pilot	213 261,32	50,00%	106 630,66	Partagé		
Dir finances et programmation	Dir finances et programmation	Dir finances et programmation	67 567,60	49,76%	33 621,07	Taux direction		
Dir finances et programmation	Administration générale DFP	Administration générale DFP	386 070,63	49,76%	192 105,51	Taux direction		
Dir finances et programmation	DFP/Budget et programmation	DFP/Budget et programmation	290 191,08	50,00%	145 095,54	Partagé		
Dir finances et programmation	DFP/Comptabilité	DFP/C/Conseil & contr dépense	227 662,59	49,58%	112 875,11	Taux calculé		8
Dir finances et programmation	DFP/Comptabilité	DFP/C/Recettes	52 143,04	49,58%	25 852,52	Taux calculé		
Dir finances et programmation	DFP/Comptabilité	DFP/C/Relations avec tiers	151 785,11	49,58%	75 255,06	Taux calculé		
Dir finances et programmation	DFP/Comptabilité	DFP/Comptabilité	386 700,83	49,58%	191 726,27	Taux calculé		
Dir finances et programmation	DFP/Etudes financ et fiscales	DFP/Etudes financ et fiscales	190 806,65	50,00%	95 403,33	Partagé		
Dir finances et programmation	DFP/Financement et trésorerie	DFP/Financement et trésorerie	127 738,35	50,00%	63 869,18	Partagé		
Dir des ressources logistiques	Dir des ressources logistiques	Dir des ressources logistiques	39 344,89	43,11%	16 961,30	Taux direction		
Dir des ressources logistiques	DRL/Admin générale de la DRL	DRL/Admin générale de la DRL	647 045,44	43,11%	278 936,71	Taux direction		
Dir des ressources logistiques	DRL/Miss achats opérationnels	DRL/MAO/Achats	263 521,97	50,00%	131 760,99	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Miss achats opérationnels	DRL/MAO/Approvisionnement	285 452,03	50,00%	142 726,02	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Miss achats opérationnels	DRL/MAO/Ressources	84 254,77	50,00%	42 127,39	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Miss achats opérationnels	DRL/Miss achats opérationnels	329 550,48	50,00%	164 775,24	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/Moyens généraux	734 803,14	54,44%	400 045,21	Taux service		
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Aménag & exploit Etoile	958 657,39	50,00%	479 328,70	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Courrier	930 485,90	71,69%	667 065,34	Taux calculé	71,06%	2
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Direction	136 461,31	50,00%	68 230,66	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Equipe renfort	554 852,01	50,00%	277 426,01	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Nettoyage	1 221 472,12	50,00%	610 736,06	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Ressources	138 201,63	50,00%	69 100,82	Partagé		
Dir des ressources logistiques	DRL/Moyens généraux	DRL/MG/Standard téléphonique	602 860,04	50,00%	301 430,02	Partagé		
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	DRL/PVA/Direction	173 152,07	27,22%	47 127,15	Taux calculé	28,20%	
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	DRL/PVA/Dep gestion de parc	1 064 889,19	56,47%	601 311,21	Taux calculé	52,33%	
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	DRL/PVA/Dép logistique	1 205 415,02	22,81%	275 003,60	Taux calculé	24,03%	
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	DRL/PVA/Maintenance	2 819 793,72	18,05%	509 067,50	Taux calculé	19,24%	12
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	DRL/PVA/Prévention sécurité	103 349,91	27,22%	28 128,96	Taux calculé	28,20%	
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	DRL/PVA/Ressources	228 405,14	27,22%	62 165,49	Taux calculé	28,20%	

Direction	Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul	Tx 2020	Fiche
Dir des ressources logistiques	Parc véhicules et ateliers	Parc véhicules et ateliers	3 269,64	27,22%	889,90	Taux calculé	28,20%	
Dir des ressources logistiques	DRL/Imprimerie	DRL/Imprimerie	1 529 798,22	57,83%	884 682,31	Taux calculé	57,14%	11
RETRAITES CUS	RETRAITES CNR	RETRAITES CNR	352 624,14	59,24%	208 900,79	TGR		
RETRAITES CUS	RETRAITES CRAV	RETRAITES CRAV	28 277,20	59,24%	16 751,91	TGR		
TOTAL			327 420 299,72	59,24%	193 969 590,89			

Retraitements	-639 805,20

327 420 299,72	59,05%	193 329 785,69

TGR	
Masse salariale HORS TGR	316 186 870,25
Part Ville hors TGR	187 314 708,10
Taux global de regroupemer	59,24%

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2021

Annexe 2

Fiches détaillées des Proratas calculés

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**
Courriel : **courrier@strasbourg.eu**
Site internet : **www.strasbourg.eu**

Fiche de calcul n° 1

DIRECTION DE LA COMMUNICATION (hors Communication interne)

- **TAUX 2021 VILLE** 50,65%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNEES** CORIOLIS/Direction des finances
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Fiche de calcul, requête BO*

MODE DE CALCUL

La direction de la communication gère les budgets de communication des deux administrations. Ceux-ci sont cependant individualisés en comptabilité. L'activité de la direction est donc évaluée en fonction du poids de chacune des deux collectivités, comme suit :

2021

Code Collectivité	Direction	Réalisé (*)	%
CUS	COMMUNICATION	1 215 620,65	49,35%
VDS	COMMUNICATION	1 247 739,06	50,65%
	Total	2 463 359,71	100,00%

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	54,35%	56,19%	56,97%	61,21%	63,28%	59,99%	58,69%	48,65%	50,65%

Fiche de calcul n° 2
Service Courrier

- **TAUX 2021 VILLE** 71,69%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNEES** *Extraction Logiciel Meternet*
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Direction des Ressources Logistiques*

Depuis la commission mixte paritaire du 14/12/2018, la répartition est fonction du taux global de répartition RH des services envoyant les courriers au lieu de 50/50 auparavant.

MODE DE CALCUL

	délégation / direction	enveloppe 2021	réalisé	% VILLE	Remboursement Ville	Observations
DIRECTION GENERALE DES SERVICES		**1 580**	**1 049**			
	Missions - direction générale	1 000	267	50,00%	133,50	
	Administration de la DGS	500	211	50,00%	105,50	
	Audit interne	80	66	50,00%	33,00	
	Mission intercommunalité	0	505	0,00%	0,00	
COHESION SOCIALE ET DEV. EDUCATIF ET CULTUREL		**240 000**	**266 058**			
	Solidarités et santé	60 000	53 357	79,24%	42 280,09	
	Population, élections, cultes	90 000	165 992	97,75%	162 257,18	
	Enfance, éducation	65 000	21 009	100,00%	21 009,00	
	Culture	25 000	25 700	82,76%	21 269,32	
AMENAGEMENT, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE		**67 000**	**53 571**			
	D°s de territoire	0	200	75,00%	150,00	
	Economie attractivité	2 000	1 237	15,90%	196,68	
	Mobilité, espaces publics et naturels	20 000	11 379	44,86%	5 104,62	
	Urbanisme et territoires	35 000	37 403	18,98%	7 099,09	
	Construction patrimoine bâti	10 000	3 352	71,38%	2 392,66	
SECURITE,PREVENTION ET SPORTS		**12 000**	**7 614**			
	Administration de la délégation	1 000			0,00	
	Sécurité	1 000	897	100,00%	897,00	
	Règlementation urbaine	7 000	5 963	95,54%	5 697,05	
	Sports	3 000	754	44,75%	337,42	
PILOTAGE, RESSOURCES, ENVIRONNEMENT ET CLIMAT		**79 000**	**84 036**			
	Conseil, performance et affaires juridiques	5 000	1 150	50,00%	575,00	
	Ressources humaines	40 000	40 681	59,21%	24 087,22	Taux 2020
	Finances et programmation	4 000	657	49,76%	326,92	
	Ressources logistiques	5 000	13 940	47,48%	6 618,71	Taux 2020
	Environnement et services publics urbains	25 000	27 608	0,00%	0,00	
RELATIONS INTERNATIONALES ET COMMUNICATION		**42 700**	**24 571**			
	Administration de la délégation	400				
	Communication	40 000	23 971	50,65%	12 141,31	
	Relations européennes et internationales	2 300	600	83,54%	501,24	
		442 280	**436 899**		313 212,51	
données au 31/12/2021			***Taux ville***	**71,69%**		

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	50%	50%	50%	50%	50%	66,99%	72,15%	71,06%	71,69%

Fiche de calcul n° 3
Service des Médiathèques

- **TAUX 2021 VILLE** 46,63 %
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNEES** Direction des Ressources Humaines
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Civi RH*

MODE DE CALCUL

La répartition s'effectue en fonction des compétences municipales et métropolitaines :

- le réseau des médiathèques de la Ville (rue Kuhn, médiathèques de quartier, service de la reliure) est 100% Ville ;
- le réseau des médiathèques de l'EMS(centre technique du livre, médiathèque Malraux, Sud et Ouest) est 100% EMS ;
- les services support (administration générale du service, communication, ressources etc.) sont répartis en fonction du prorata de la masse salariale des médiathèques municipales/métropolitaines.

Pour 2021, le taux Ville du service des médiathèques est ainsi de

Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remboursement Ville
DC/Médiathèques	816 038,34	46,63%	380 491,99
Bibl-Services transversaux	1 827 766,83	46,63%	852 227,91
BIBL./BIBLIOTHEQUE DE QUARTIER	2 788 415,83	100,00%	2 788 415,83
BIBL./CENTRE TECH DU LIVRE	54 199,38	0,00%	0,00
BIBL./RUE KUHN	1 528 169,77	100,00%	1 528 169,77
CUS-Médiath. Nord	561 201,10	0,00%	0,00
CUS-Médiath. Ouest	706 069,98	0,00%	0,00
CUS-Médiath. Sud	653 558,08	0,00%	0,00
CUS-Médiath.Malraux	2 966 134,79	0,00%	0,00
	11 901 554,10	46,63%	5 549 305,50

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	48,65%	49,66%	50,48%	49,92%	51,36%	50,83%	49,86%	48,36%	46,63%

Fiche de calcul n° 4

SERVICE DES ACHATS ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE

- **TAUX 2021 VILLE** 30,92 %
- **DATE MISE À JOUR** Décembre 2021
- **SOURCE DES DONNEES** Service des Achats et de la Commande Publique
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Extraction application Marcoweb*

MODE DE CALCUL

Le service des achats et de la commande publique est un service support qui instruit les marchés des deux collectivités. La répartition de l'activité du service pour le compte de chaque collectivité s'évalue à partir du nombre de procédures publiées sur l'année. Les données sont extraites du logiciel Marcoweb, dans lequel sont saisis l'ensemble des marchés traités par le SACP (MAPA 3, MAPA 4 et procédures formalisées) et hors DAP et DMEPN* :

	EMS	VILLE
janvier	11	4
février	6	7
mars	14	6
avril	14	3
mai	8	6
juin	9	9
juillet	17	4
août	8	7
septembre	16	3
octobre	17	5
novembre	12	5
décembre	11	5
Total	**143**	**64**
% 2021	69,08	30.92

* hors Voies publiques, Espaces verts et de nature, Stationnement, Déplacements dont les procédures sont également gérées par le SACP.

- **HISTORIQUE**

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux Ville	46,4 %	49,8 %	44,29 %	47,38 %	38,89 %	34,64 %	30,93 %	30,92 %

Fiche de calcul n° 5

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

- **Constructions**

- **TAUX 2021 VILLE** 68.57%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNEES** CORIOLIS/ Direction des Finances,
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Fiche de calcul, requête BO*

MODE DE CALCUL

La direction de la Construction et du Patrimoine bâti assure la construction, la rénovation et l'entretien des bâtiments publics appartenant à la Ville et à l'Eurométropole.

La méthode de calcul retenue depuis 2010 repose sur les poids des investissements respectifs de cette direction par collectivité sur trois années glissantes (hors Mission Wacken Europe – Fichier 9).
Il en découle le tableau suivant :

Direction de la construction (CP%) hors Maintenant Bâtiment (CP72) et hors projet Wacken (AP0174 en VDS et AP0175/AP0301 en EMS)

Code collectivité	Consommé net dépenses	% VDS / EMS
CUS	83 469 664,08	31,43%
VDS	182 122 942,73	68,57%
	265 592 606,81	**100,00%**

Ce pourcentage est pris en compte pour la direction, hormis le service Gestion et inventaire du patrimoine bâti qui a son propre taux, et depuis la réunion méthodologique du 12 janvier 2017, le service Maintenance bâtiment.

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	60,31%	57,21%	54,65%	50,08%	47,08%	46,71%	52,08%	57,69%	68,57%

Maintenance bâtiment

Répartition des interventions pour 2021 :

	Nombre d'interventions	%
EMS	**2235**	**21,60%**
Ville	**8114**	**78,40%**
Total	**10 349**	

- **Gestion et inventaire du patrimoine bâti privé**

Ce service, rattaché à la Direction de la Construction et du Patrimoine bâti en 2016, s'occupe de l'entretien et de la location des immeubles du patrimoine privé de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

La répartition entre la Ville et l'EMS se fait en 2021 de la façon suivante (*):	% VILLE
Patrimoine bâti : 390 lots Ville et 370 lots EMS	**51,32%**

(*) Répartition effectuée hors HM et hors comptabilisation des logements de fonction et des locaux mis à disposition d'associations ou d'instituteurs dans le patrimoine scolaire

Fiche de calcul n° 6

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DE L'ATTRACTIVITE

- **TAUX 2021 VILLE** 15,90%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNEES** Direction du développement économique et de l'attractivité
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Répartition de la charge de travail par service et sous-service*

MODE DE CALCUL

Cette direction a connu de nombreuses évolutions ces dernières années et a développé ses missions, son périmètre et ses équipes. La commission mixte paritaire qui s'est réunie le 17 octobre 2013 a décidé des éléments suivants :

Entreprises créatives : **100% EMS** s'agissant d'une compétence EMS.
Programmes Européens: **100% EMS** s'agissant d'une compétence EMS.
Service Enseignement supérieur, recherche et innovation : **94% EMS – 6 % Ville.**
Soit 100% EMS sauf pour la partie vie étudiante
Service Marketing territorial et tourisme : **90% EMS et 10% Ville**.
Service Economie Sociale et solidaire : **58% EMS et 42% Ville**.
Service Développement de l'industrie, du commerce et de l'artisanat :
100% EMS sauf le commerce à 50% Ville et le suivi des corporations à 100% Ville
Agriculture périurbaine : **40% EMS – 60 % Ville.**
Administration générale de la direction : la directrice et son assistante/ ressources Financières/ promotion économique / Intelligence territoriale/ : Il est proposé de reporter la masse salariale de ces agents selon une clé de répartition calculée sur la masse salariale pondérée de l'ensemble des services qui composent la direction (hors ces agents)

Soit :

Sous service	Total masse salariale	% Ville	Remb. Ville
DDEA/Administration Générale	390 015,52	15,90%	61 993,92
Dir Dev Eco et Attractivité	338 082,12	15,90%	53 738,98
Programmes européens	213 420,85	0,00%	0,00
Corporations	72 292,61	100,00%	72 292,61
Suivi du commerce	25 308,04	50,00%	12 654,02
Agriculture périurbaine	128 417,77	60,00%	77 050,66
Entreprises créatives	57 785,71	0,00%	0,00
DDEA/Eco Résidentielle et Prod	528 877,40	0,00%	0,00
DDEA/Emploi et Eco Solidaire	380 890,63	42,00%	159 974,06
DDEA/Ens Sup, Rech et Innov	839 467,48	6,00%	50 368,05
DDEA/Marketing Terr et Com Eco	258 835,77	10,00%	25 883,58
	3 233 393,90	15,90%	513 955,89

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	16,21%	15,43%	15,34%	15,14%	14,02%	17,47%	17,78%	15,42%	15,90%

Fiche de calcul n° 7
MOBILITE/ DES ESPACES PUBLICS ET NATURELS

- **Services Administration générale et ressources, Qualité et concertation, programmation études et évaluation**

- **TAUX 2021 VILLE** 44,86%
- **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Détail par secteurs

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, les critères des services ci-dessus dépendent désormais de la moyenne des taux des autres services de la direction (voir ci-dessous). S'agissant du regroupement de deux anciennes directions, le taux 2018 est le premier à être pris en compte sur ce périmètre.

Le taux 2020 Ville est de 44,86%

HISTORIQUE

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville						45,80%	46,47%	47,31%	44,86%

- **Services Aménagement espaces publics**

- **TAUX 2021 VILLE** 11,76%
- **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Détail par secteurs

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, le service, qui comprend 7 sous-services, est réparti de la manière suivante :
***Communes Nord et Communes Sud* :** 100% EMS
Commune Sud Sud-ouest et Commune Nord Nord-est : affectation Ville EMS en fonction du réalisé Coriolis (par prog prédéfinis). La part ville correspond aux espaces verts et à l'éclairage public sur la Ville de Strasbourg.
Ouvrages d'Art *:* 100 % EMS
Réseaux *:* 100% EMS avec affectation EAU/ASS en fonction du réalisé Coriolis (investissement PE10 par budget)
L'administration générale du service est répartie au prorata

Il en résulte les éléments chiffrés suivants :

Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/Aménagement Espace Publi	509 848,99	11,76%	59 982,79
DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Gest Admin Technique	211 343,35	11,76%	24 864,15
DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Communes Nord	304 026,96	0,00%	0,00
DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Communes Sud	296 375,11	0,00%	0,00
DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Réseaux	463 757,61	0,00%	0,00
DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Stbg Centre Nord Est	216 656,60	33,02%	71 540,01
DMEPN/Aménagement Espace Publi	DMEPN/AEP/Stbg Sud Ouest	372 359,23	33,02%	122 953,02
		2 374 367,85	**11,76%**	**279 339,97**

HISTORIQUE

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville					4,10%	6,89%	10,26%	14,15%	11,76%

- **Services Ingénierie et conception d'espaces publics**

  - **TAUX 2021 VILLE** 24,98%
  - **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2022
  - **DOCUMENTS DE REFERENCE** Détail par secteurs

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, le service, qui comprend 7 sous-services, est réparti de la manière suivante :

Eau & Assainissement : 100% EMS avec affectation EAU/ASS identique à celle des réseaux AEP
Les autres sous-services (hormis le sous-service administration générale) sont répartis au même prorata les réalisés Coriolis par collectivités, au même titre que certains sous-services AEP
L'administration générale du service est répartie au prorata

Il en résulte les éléments chiffrés suivants :

Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	291 806,92	24,98%	72 897,52
DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Gest Administrative	43 171,85	24,98%	10 784,94
DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Eau Assainissement	768 104,45	0,00%	0,00
DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Etud Faisab Amén Pr	446 363,63	33,02%	147 389,27
DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Insert Pays Esp Ver	452 100,59	33,02%	149 283,61
DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Signalisation Eclai	613 375,61	33,02%	202 536,63
DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Topom Opér Géoloc R	230 517,83	33,02%	76 116,99
DMEPN/Ingén Conception Esp Pub	DMEPN/ICEP/Voirie Circulation	644 674,09	33,02%	212 871,38
		3 490 114,97	**24,98%**	**871 880,34**

HISTORIQUE

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville					19,54%	27,05%	28,65%	28,65%	24,98%

Espaces verts et de nature

- **TAUX 2021 VILLE** 84,81%
- **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Répartition Ville/EMS des postes du Service Espaces verts

MODE DE CALCUL

Les critères de répartition de ce service ont été revus lors de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018.

Le service comprend 7 sous-services, dont la nouvelle répartition est la suivante :

Jardins familiaux et espaces naturels : 100% Ville (pas de changement)
Espaces verts urbains **:** il s'occupe entre autre de l'élagage des arbres, qui est de compétence EMS. Le temps de travail de cette compétence est estimé à 10%.
Il était beaucoup plus élevé il y a quelques années, mais cette compétence fait l'objet d'une externalisation forte.
La proposition est une répartition 90% Ville/10% EMS (93,57% Ville en 2017)
Arbres : estimé à 50% Ville et 50% EMS, hormis le secteur arbres d'alignement, de compétence EMS. Par conséquent, il est proposé de retenir un taux de 40% pour la Ville (taux de 39,79% pour la Ville en 2017)
Assistance technique et logistique, Maîtrise ouvrage gestionnaire *:* ils travaillent pour les autres départements, et peuvent être répartis au prorata des autres services, au même titre que le sous-service ***l'administration générale.***

Il en résulte les éléments chiffrés suivants :

Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/Esp verts & nature	83 898,16	84,81%	71 151,78
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Adm générale	513 202,67	84,81%	435 233,43
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Maitr ouvr gestion	191 465,61	84,81%	162 376,85
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Assist tech logist	1 186 010,61	84,81%	1 005 823,82
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Arbres	1 227 552,88	40,00%	491 021,15
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Esp verts urbains	5 482 623,10	90,00%	4 934 360,79
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Espaces Naturels	1 205 585,89	100,00%	1 205 585,89
DMEPN/Esp verts & nature	DMEPN/EV/Jardins familiaux	540 903,47	100,00%	540 903,47
		10 431 242,39	**84,81%**	**8 846 457,19**

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	81,01%	79,52%	84,19%	84,14%	83,33%	84,41%	84,42%	84,44%	84,81%

- **Voies publiques**

- **TAUX 2021 VILLE** 19,19%
- **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Suivi de l'activité du service

MODE DE CALCUL

Le service voies publiques réalise l'entretien et l'exploitation du réseau de la voirie métropolitaine, des équipements et de la signalisation statique, du jalonnement et du mobilier urbain métropolitain et du réseau de l'éclairage public et des illuminations de la Ville de Strasbourg. Il intervient donc au titre de compétences métropolitaines, à l'exception de l'éclairage public qui est une compétence municipale :

Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/Voies Publiques	357 924,15	19,19%	68 668,63
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Administration Généra	187 411,75	19,19%	35 955,41
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Direction	240 808,63	19,19%	46 199,73
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Eclairage Public	1 094 219,02	100,00%	1 094 219,02
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Equipement de la Rue	697 229,78	0,00%	0,00
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Exploit Interv Interu	722 271,91	0,00%	0,00
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Ingénierie Gest Patri	519 825,15	0,00%	0,00
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Laboratoire	428 264,82	0,00%	0,00
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Ouvrages d'Art	551 491,64	0,00%	0,00
DMEPN/Voies Publiques	DMEPN/VP/Voirie Urbaine	1 690 137,46	0,00%	0,00
		6 489 584,31	**19,19%**	**1 245 042,79**

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	28,69%	28,83%	26,12%	25,07%	22,51%	22,47%	21,81%	21,55%	19,19%

Stratégie et gestion du stationnement

- **TAUX 2021 VILLE** 57,61%
- **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Suivi de l'activité du service

MODE DE CALCUL

Suite à la réunion de la commission mixte paritaire méthodologique du 22 juin 2018, il a été décidé de revoir les critères de répartition de ce service selon les éléments suivants :
Ce service est réparti entre la gestion des résidents (à 100% Ville) et la stratégie du stationnement.
La stratégie du stationnement englobe une cellule ressources qui s'occupe notamment du versement transport. Le reste du sous-service est occupé à 50% pour la Ville et 50% pour l'EMS, soit une répartition à **60% EMS et 40% Ville**

Il en résulte les éléments chiffrés suivants :

Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Stat/Strat. Station	101 657,39	57,61%	58 569,15
DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Stat/Gestion résidents	177 890,83	100,00%	177 890,83
DMEPN/Strat & gest° stationn.	DMEPN/Strat & gest° stationn.	428 064,29	40,00%	171 225,72
		707 612,51	**57,61%**	**407 685,70**

- **HISTORIQUE**

année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	100%	100%	100%	100%	100%	100%	72,90%	71,20%	77,77%	57,61%

- **Déplacements, Tramway et grands projets**

- **TAUX 2021 VILLE** 0%
- **DATE DE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **DOCUMENTS DE REFERENCE** Suivi de l'activité du service

Les deux services restants de la direction sont sur des compétences exclusivement métropolitaines.

Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville
DMEPN/Déplacements	DMEPN/Dépl/Autorité Org Mobili	1 348 809,47	0,00%	0,00
DMEPN/Tramway et Grands Projet	DMEPN/TGP/Grands Projets	1 129 955,17	0,00%	0,00

Fiche de calcul n° 8

SERVICE COMPTABILITE

➢ **TAUX 2021 VILLE**	49,58%
➢ **DATE MISE À JOUR**	Janvier 2022
➢ **SOURCE DES DONNEES**	CORIOLIS/ Direction des Finances
➢ **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS**	*Fiche de calcul, requête BO*

MODE DE CALCUL

L'activité du service de la comptabilité est répartie en fonction du nombre total de mandats et de titres émis sur l'exercice comptable concerné :

Exercice Budgetaire ConsoN
2021

Code Collectivité C	Nombre Titre et Mandat	%
CUS	49 949	50,42%
VDS	49 121	49,58%
Somme :	99 070	100,00%

➢ **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	46,65%	46,81%	47,32%	46,85%	47,48%	47,79%	50,09%	50,74%	49,58%

Fiche de calcul n° 9
Mission Wacken Europe

- **TAUX 2021 VILLE** 3,05%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNEES** *Fiche de calcul, requête BO*
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** /

MODE DE CALCUL

Jusqu'en 2017, deux agents travaillant pour la mission Wacken Europe étaient intégrés à la direction générale des services, (soit 50/50).

Lors de la réunion de la commission mixte paritaire du 14 décembre 2018, il a été décidé de répartir leur temps de travail proportionnellement aux montants des dépenses Ville (Archipel 1 et 2) et des dépenses métropolitaines (Autorisation de programme Wacken Europe, hors PMC).

Exercice 2019, 2020 et 2021 Projet Wacken (AP0174 en VDS et AP0175/AP0301 en EMS)

Code collectivité	Consommé net dépenses	% VDS / EMS
CUS	74 263 144,51	96,95%
VDS	2 339 383,91	3,05%
	76 602 528,42	**100,00%**

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	0%	0%	0%	0%	0%	14,72%	8,39%	12,52%	3,05%

Fiche de calcul n° 10

DIRECTION RELATIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONALES

- **TAUX 2021 VILLE** 83,54 %
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Direction Relations Européennes & Internationales
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Fiche de calcul, requête BO

MODE DE CALCUL

La répartition avant 2013 de la masse salariale Ville de Strasbourg / EMS résultait d'une ventilation approximative par agents, en fonction du temps de travail estimé par agent, pour le compte de la EMS et pour le compte de la Ville de Strasbourg.

Suite à la réunion de la Commission Mixte paritaire le 17 octobre 2013, il a été décidé que désormais la masse salariale de la DREI se calculerait au prorata des dépenses effectuées pour le compte de la Ville et de l'EMS (hors contribution versée au GECT sur le budget EMS).

Il en résulte le taux suivant :

2021

RELATIONS EUROPEENNES ET INTERNATIONALES

Code collectivité	Consommation 2021	%
CUS	283 164,46	16,46%
VDS	1 437 393,72	83,54%
TOTAL	1 720 558,18	100,00%

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	84,80%	85,68%	85,23%	86,18%	85,99%	86,43%	88,14%	83,48%	83,54%

Fiche de calcul n° 11
SERVICE IMPRIMERIE REPROGRAPHIE

- **TAUX 2021 VILLE** 57,83%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNEES** Service Imprimerie-reprographie
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** *Logiciel de suivi de la reprographie*

Frais d'impression et de reprographie

délégation / direction		enveloppe 2021	réalisé	% VILLE	Remboursement Ville
DIRECTION GENERALE DES SERVICES		**30 700**	**17 326**		
	Missions - direction générale	14 200	25	50,00%	12,50
	Administration de la DGS	15 000	12 582	50,00%	6 291,00
	Audit interne	1 500	4 396	50,00%	2 198,00
	Mission intercommunalité	0	323	0,00%	0,00
COHESION SOCIALE ET DEV. EDUCATIF ET CULTUREL		**643 000**	**300 411**		
	Solidarités et santé	96 000	47 283	79,24%	37 467,05
	Population, élections, cultes	42 000	58 266	97,75%	56 955,02
	Enfance, éducation	110 000	33 099	100,00%	33 099,00
	Culture	395 000	161 763	82,76%	133 875,06
AMENAGEMENT, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE		**357 100**	**225 854**		
	D°s de territoire	5 100	4 438	75,00%	3 328,50
	Economie attractivité	55 000	20 813	15,90%	3 309,27
	Mobilité, espaces publics et naturels	85 000	117 622	44,86%	52 765,23
	Urbanisme et territoires	187 000	64 053	18,98%	12 157,26
	Construction patrimoine bâti	25 000	18 928	71,38%	13 510,81
SECURITE,PREVENTION ET SPORTS		**44 000**	**40 026**		
	Administration de la délégation	15 000			
	Sécurité	3 000	5 627	100,00%	5 627,00
	Règlementation urbaine	7 000	7 371	95,54%	7 042,25
	Sports	19 000	27 028	44,75%	12 095,03
PILOTAGE, RESSOURCES, ENVIRONNEMENT ET CLIMAT		**218 000**	**90 121**		
	Conseil, performance et affaires juridiques	41 000	25 481	50,00%	12 740,50
	Ressources humaines	28 000	8 540	59,21%	5 056,53
	Finances et programmation	14 000	6 565	49,58%	3 254,93
	Ressources logistiques	15 000	14 942	47,48%	7 094,46
	Environnement et services publics urbains	120 000	34 593	0,00%	0,00
RELATIONS INTERNATIONALES ET COMMUNICATION		**390 000**	**384 966**		
	Administration de la délégation		25	50,65%	12,66
	Communication	380 000	356 294	50,65%	180 462,91
	Relations européennes et internationales	10 000	28 647	83,54%	23 931,70
		1 682 800	**1 058 704**		612 286,67
données au 31/12/2021			***Taux ville***	**57,83%**	

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	60,34%	63,90%	57,71%	59,10%	65,24%	60,54%	62,23%	57,14%	57,83%

Fiche de calcul n°12
PVA

- **TAUX 2021 VILLE** 27.22%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Coriolis et Logiciel Gescar
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Tableau PVA

MODE DE CALCUL

Les agents du service PVA interviennent pour le compte de la Ville et de l'Eurométropole. L'activité principale du service concerne les achats et la maintenance du parc des véhicules et matériels des deux collectivités.

Il assure également un certain nombre de prestations aux services, tels la location de matériels, cycles, berlines ou utilitaires avec ou sans chauffeur, la manutention de biens, le gardiennage, et la gestion du site de la Fédération.

La répartition de l'activité des différentes sections entre la Ville et l'EMS aboutit aux résultats suivants :

Récapitulatif par entités du service :

RELEVE DE L'ACTIVITE :

Activités	TOTAL	% Ville	Ville	% EMS	EMS
Achats	6 423 160,46 €	33,71%	2 165 258	66,29%	4 257 902
Bureau technique	1 466	26,13%	383	73,87%	1 083
Magasin	1 330 391,20 €	25,19%	335 153,77	74,81%	995 237,43
Ateliers	50 335,23	18,05%	9 087,20	81,95%	41 248,03
Transport	103 033,32 €	97,21%	100 162,15 €	2,79%	2 871,17 €
VEL'AUTO	123 309,69 €	38,51%	47 480,76 €	61,49%	75 828,93 €
Cellule fonctionnelle		18,05%		81,95%	
Gestion du site		25,00%		75,00%	

REPARTITION DES MASSES SALARIALES :

	Taux de répartition applicable aux activités et Répartition VILLE / EMS de la masse salariale PVA.				
Catégories PVA	**Total masse salariale 2021**	**% Ville**	**Ville**	**% EMS**	**EMS**
ADMINISTRATION	508 176,76 €	27,22%	138 311,50 €	72,78%	369 865,26 €
RESP. GESTION DE PARC	45 904,34 €	56,47%	25 920,81 €	43,53%	19 983,53 €
ACHATS	196 970,08 €	33,71%	66 398,94 €	66,29%	130 571,14 €
BUREAU TECHNIQUE	139 523,92 €	26,13%	36 451,34 €	73,87%	103 072,58 €
PASS	204 005,17 €	69,24%	141 248,23 €	30,76%	62 756,94 €

VEL'AUTO	228 009,76 €	38,51%	87 795,83 €	61,49%	140 213,93 €
TRANSPORTS	250 475,92 €	97,21%	243 496,05 €	2,79%	6 979,87 €
ATELIERS	2 819 793,72 €	18,05%	509 067,50 €	81,95%	2 310 726,22 €
RESP. LOGISTIQUE	72 912,92 €	22,75%	16 586,59 €	77,25%	56 326,33 €
CELLULE FONCTIONNELLE	373 225,06 €	18,05%	67 379,66 €	81,95%	305 845,40 €
GESTION DU SITE	125 257,80 €	25,00%	31 314,45 €	75,00%	93 943,35 €
MAGASIN	634 019,24 €	25,19%	159 722,90 €	74,81%	474 296,34 €
TOTAL	**5 598 274,69 €**	**27,22%**	**1 523 693,81 €**	**72,78%**	**4 074 580,88 €**

RECAPITULATIF PAR ENTITES DU SERVICE :

Répartition du coût de la masse salariale 2021	Somme masse salariale	% Ville	Ville	% EMS	EMS
DIRECTION + DEPARTEMENT RESSOURCES	508 176,76 €	27,22%	138 311,50 €	72,78%	369 865,26 €
DEPARTEMENT GESTION DE PARC	1 064 889,19 €	56,47%	601 311,21 €	43,53%	463 577,98 €
DEPARTEMENT MAINTENANCE	2 819 793,72 €	18,05%	509 067,50 €	81,95%	2 310 726,22 €
DEPARTEMENT LOGISTIQUE	1 205 415,02 €	22,81%	275 003,60 €	77,19%	930 411,42 €
	5 598 274,69 €	**27,22%**	1 523 693,81 €	**72,78%**	4 074 580,88 €

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	27,71%	28,80%	32,95%	31,76%	29,81%	30,30%	29,79%	28,20%	27.22%

Fiche de calcul n°13
Direction Urbanisme et territoires

Administration générale et ressources

- **TAUX 2021 VILLE** 18,98%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Direction urbanisme et territoires
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Ce service est lié au taux de l'ensemble de la direction, soit 19,06% en 2021. Cette évolution importante est liée aux directions de territoires qui ne sont plus rattachées à cette direction

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	-	-	-	33,82%	33,96%	35,79%	36,73%	38,46%	18,98%

Conduite des projets d'aménagement

- **TAUX 2021 VILLE** 20%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Service conduite des projets d'aménagement
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Le service de conduite des projets d'aménagement était jusqu'à la réunion méthodologique de 2019 considéré à 100% Eurométropole.
Cette répartition repose désormais sur le pourcentage Ville /EMS en fonction de l'activité des chefs de projet suivant les opérations dont ils ont la charge, et qui sont soit de compétence Ville soit de compétence EMS.

La répartition 2020 des projets du service est à 20% pour la ville et 80% pour l'EMS.

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	0%	0%	0%	0%	0%	0%	22,6%	22,17%	20%

Police du bâtiment

- **TAUX 2021 VILLE** 34,68%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Service police du bâtiment
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Le service Police du bâtiment est un service support des deux collectivités.

Ces activités sont :

- l'autorisation d'occupation des sols, qui est une compétence municipale, mais que l'Eurométropole propose gratuitement pour toutes les collectivités, par convention (hors Schiltigheim). Par conséquent le personnel de ce sous-service doit être considéré comme 100% EMS même si la compétence est municipale
- Les enseignes et la sécurité des ERP sont à 100% Ville
- Les expert-conseils, actuellement en % du temps de travail, doivent être assimilés à l'EMS puisqu'ils travaillent pour l'autorisation d'occupation des sols

Sous-service	Montant total	% Ville	Rembt ville
DUT/Police du Bâtiment	274 748,11	34,68%	95 283,09
DUT/PB/Administration Générale	78 010,62	34,68%	27 054,21
DUT/PB/Dpt PSMV	41 332,45	34,68%	14 334,16
DUT/PB/Dpt Ressources Courrier	221 713,84	34,68%	76 890,72
DUT/PB/Dpt ADS Accueil	845 856,30	0,00%	0,00
DUT/PB/Dpt Changement Usages	100 282,00	100,00%	100 282,00
DUT/PB/Dpt Enseignes Affich Pu	282 079,22	100,00%	282 079,22
DUT/PB/Dpt Expertise Conseil	148 072,21	0,00%	0,00
DUT/PB/Dpt Sécurité ERP et IMR	145 343,72	100,00%	145 343,72
TOTAL	2 137 438,47	34.68%	741 267,12

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	30,36%	30,81%	30,28%	34,30%	34,71%	39,98%	21,07%	33,05%	34,68%

Politique foncière et immobilière

- **TAUX 2021 VILLE** 31,21%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Service politique foncière et immobilière
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité du service

MODE DE CALCUL

Le service Politique Foncière et Immobilière achète et vend des biens immobiliers et gère le patrimoine bâti et non bâti de la Ville et de l'EMS. Suite à la réunion méthodologique de juin 2019, la répartition suivante a été proposée :

- Département action foncière : en fonction des actes signés.
- patrimoine non bâti : répartition en fonction des actes pour les agents s'occupant des acquisitions sur et hors Strasbourg et 100% Eurométropole pour les agents s'occupant des acquisitions foncières sur les communes hors Strasbourg
- droit de préemption : 100% Eurométropole

il en résulte un taux de 31,21% en 2020

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	29,93%	43,15%	34,16%	32,00%	26,83%	25,50%	33,25%	40,32%	31,21%

Géomatique et connaissance du territoire

- **TAUX 2021 VILLE** 3%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Service géomatique et connaissance du territoire
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Etat des lieux :

Le service était jusqu'à présent affecté à 100% à l'EMS, sans qu'il y ait clairement de répartition de compétences.

Or, le service travaille à la fois pour l'EMS et accessoirement pour la Ville. Un travail a été effectué par le service pour déterminer quels sont les travaux effectués pour le compte de la Ville de Strasbourg, et qui ne sont pas proposés aux autres communes.

Il s'agit de la compétence de police du maire (loi royale) : la commune a en charge l'attribution des

numéros de voie pour les maisons et les immeubles. Un agent est affecté à cette tâche, soit 3% de la masse salariale du service.

Cette nouvelle répartition a été adoptée lors de la réunion de la commission mixte paritaire du 4/12/2015 sur les changements méthodologiques.

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	0%	0%	3%	3%	3%	3%	3%	3%	3%

Politique de la Ville

- **TAUX 2021 VILLE** 0%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Politique de la Ville
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Suite à l'arrêté préfectoral de 2018, la politique de la ville est considéré de compétence de l'Eurométropole. Jusqu'à présent une approche par territoire déterminait la répartition Ville/Eurométropole.
Désormais, ce service sera de compétence 100% Eurométropole

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	38,75%	35,74%	36,92%	33,88%	30,30%	35,41%	0%	0%	0%

Aménagement du territoire et projets urbains

- **TAUX 2021 VILLE** 31,82%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Service aménagement du territoire et projets urbains
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Ce service est actuellement réparti à 100% EMS.
Or le service a récupéré en 2019 la mission « Strasbourg ça pousse » qui concerne 3 agents, entièrement dédiés à la Ville de Strasbourg.

Cette entité est désormais répartie à 100% EMS sauf les 3 agents de Strasbourg ça pousse au sein du département écologie territoriale.

Il en résulte le taux suivant :

Sous-service	Montant total	% Ville	Rembt Ville
DUT/Aménag Terr Projets Urbain	274 201,86	31,82%	87 245,24
DUT/ATPU/Administration Généra	202 723,93	31,82%	64 502,47
DUT/ATPU/Conception Ingénierie	225 928,96	0,00%	0,00
DUT/ATPU/Dpt Ecologie Terr	268 203,43	100,00%	268 203,43
DUT/ATPU/Dpt Planification Ter	348 800,45	0,00%	0,00
TOTAL	1 319 858,63	31.82%	419 951.15

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	0%	0%	0%	0%	0%	0%	17,02%	27,14%	31,82%

Mission domanialité publique

- **TAUX 2021 VILLE** 13,45%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Politique de la Ville
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Le mode de calcul de la répartition a été adopté en commission mixte paritaire méthodologique du mois de décembre 2019. Jusqu'à présent cette mission était rattachée à la direction, le taux utilisé était celui de la moyenne des autres services.
Désormais, la répartition est la suivante

4 agents s'occupent du domaine public métropolitain
1 agent s'occupe des aspects juridiques et intervient à parité sur la Ville et l'EMS
1 agent s'occupe des arpentages, à 10% pour la Ville
1 agent est responsable de la mission au prorata Ville/EMS des autres agents

Il en résulte un taux de 13,45% en 2021

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville							13,57%	9,31%	13,45%

Mission ville en transition

- **TAUX 2021 VILLE** 21,05%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Politique de la Ville
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Temps de travail

MODE DE CALCUL

Le mode de calcul de la répartition a été adopté en commission mixte paritaire méthodologique du mois de juin 2019. Cette entité est à 100% Eurométropole hormis un agent qui s'occupe du parc naturel urbain, pour lequel la répartition dépend de la réalisation des AP respectives de la Ville et de l'Eurométropole du Parc Naturel Urbain, soit 86,85% pour la Ville en 2021.

Sous service	Masse salariale	% VDS	Part Ville
DUT/AG/Ville en Transition	310 335,68	21,05%	65 326,03

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	0%	0%	0%	0%	0%	0%	17,39%	27,65%	21,05%

Habitat

L'habitat à 100% EMS.

Fiche de calcul n°14
Direction des sports

- **TAUX 2021 VILLE** 44,75%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Civi RH
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Activité des services

MODE DE CALCUL

La Commission Mixte Paritaire réunie le 7/03/2021 a validé les nouveaux principes de répartition suivants :

1 – Service aquaglisse : clé de répartition : **100% EMS** (Compétence EMS), hormis les Bains municipaux depuis le 1er janvier 2017

2 – Service Vie sportive :

Le département sport vivre ensemble/vivre mieux/citoye : Il relève à **100% du budget Ville** car les interventions concernent les activités périscolaires dans les écoles primaires de la ville de Strasbourg.

Le *département sport performance* est réparti à **80% pour la Ville et 20% pour la EMS.**

3 – Service au Patrimoine :

le patrimoine bâti est réparti **à 65% pour laVille, et à 35% pour l'EMS**

le patrimoine de plein air est réparti à **90% pour la Ville (au lieu de 60% auparavant), et à 10% pour l'EMS**.

Ce taux sera à revoir chaque année en fonction des évènements exceptionnels portés par l'EMS.

4 – département Ressources Humaines / département Ressources Financières / le directeur et son assistante

La masse salariale de ces agents est calculée selon une clé de répartition calculée sur la masse salariale pondérée de l'ensemble des services qui composent la direction (hors ces agents)

Soit, rapporté à la masse salariale :

Service	Sous service	Masse salariale	Taux ville	Remb Ville	Mode de calcul
Dir. des Sports	Dir. des Sports	1 719,90	44,75%	769,68	Taux direction
DS/Direction	DS/Direction	105 429,39	44,75%	47 181,32	Taux direction
DS/Admin Générale Ressources	DS/Admin Générale Ressources	206 598,06	44,75%	92 455,91	Taux direction
DS/Admin Générale Ressources	DS/AGR/Ressources Financières	196 304,39	44,75%	87 849,33	Taux direction
DS/Admin Générale Ressources	DS/AGR/Ressources Humaines	187 005,41	44,75%	83 687,89	Taux direction
DS/Mistral	DS/Mistral	657 320,18	44,75%	294 161,21	Taux direction
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/CNS Robertsau	1 559 886,72	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Coord Organis Pilotage	27 798,61	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Hautepierre	937 526,94	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Kibitzenau	1 006 523,24	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Lingolsheim	562 229,09	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Ostwald Hardt Plans d'E	1 059 607,34	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Patinoire	93 909,61	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/AQU/Wacken	1 085 551,88	0,00%	0,00	Compétence
DS/Aqua-Glisse	DS/Aqua-Glisse	466 742,29	0,00%	0,00	Compétence
DS/Patrimoine Sportif	DS/Patrimoine Sportif	344 987,05	77,41%	267 054,38	Taux service
DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Espaces Extérieurs	1 583 762,69	90,00%	1 425 386,42	Taux calculé
DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Logistiq Manif Trans	558 948,21	90,00%	503 053,39	Taux calculé
DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Gestion Patrimoine	1 396 237,85	65,00%	907 554,60	Taux calculé
DS/Patrimoine Sportif	DS/PS/Dpt Technique Piscines	777 561,29	65,00%	505 414,84	Taux calculé
DS/Vie Sportive	DS/Vie Sportive	473 002,61	98,04%	463 748,63	Taux service
DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Citoyen	63 373,77	100,00%	63 373,77	Compétence
DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Performance	232 855,17	80,00%	186 284,14	Taux calculé
DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Vivre Ensemble	1 903 072,71	100,00%	1 903 072,71	Compétence
DS/Vie Sportive	DS/VS/Sport Vivre Mieux	181 104,00	100,00%	181 104,00	Compétence
		15 669 058,40	44,75%	7 012 152,22	

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	38,84%	39,42%	39,57%	38,89%	48,91%	44,36%	39,56%	38,85%	44,75%

Fiche de calcul n°15
Service du Protocole

- **TAUX 2021 VILLE** 55.76%
- **DATE MISE À JOUR** Janvier 2022
- **SOURCE DES DONNÉES** Coriolis
- **DOCUMENTS JUSTIFICATIFS** Réalisé Ville/EMS de l'exercice

MODE DE CALCUL

Jusqu'à la répartition 2011, la masse salariale du service du protocole était répartie à 65% pour la Ville de Strasbourg et à 35% pour la CUS. Elle reposait sur un organigramme qui a évolué depuis.

La Commission Mixte Paritaire réunie le 29/03/2012 a validé le nouveau principe de répartition qui est fonction du réalisé du service sur chacune des collectivités :

2021

Code collectivité	Consommation 2021	%
CUS	161 546,07	44,24%
VDS	203 641,28	55,76%
TOTAL	365 187,35	100,00%

- **HISTORIQUE**

année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
taux Ville	58,06%	60,63%	61,25%	66,19%	59,86%	57,90%	62,80%	51,16%	55,76%

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2021

Annexe 3

Etat des dépenses et des recettes de personnel

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**
Courriel : **courrier@strasbourg.eu**
Site internet : **www.strasbourg.eu**

Chapitre	Réalisé
011	2 779 906,14
012	336 702 742,35
65	6 515 543,7
6586	279 002,72
67	
68	
I. MONTANT DES DEPENSES BRUTES	**346 277 194,91**

II. RETRAITEMENTS DEPENSES		
1. Dépenses ventilées à part	725 297,69	intermittents (RH01K)
2. Dépenses spécifiques Eurométropole	1 694 424,89	Natures 6217 (Pensions de droit local) et 6218.J (Remboursements à d'autres communes)
3. Indemnistés des élus + cabinet + formation élus + frais de groupes	3 575 003,59	RH01F + RH01G + RH01I + RH01L + RH02H
4. Amicale	363 306,91	Subvention à l'Amicale
5. Allocations de retour à l'emploi	2 687 023,89	
Total	**9 045 056,97**	

III. RETRAITEMENTS RECETTES	**984 858,29**

MONTANT A REPARTIR	**336 247 279,65**

POURCENTAGE VILLE	**59,05%**

REMBOURSEMENT VILLE	**198 541 796,49**

I. MONTANT DES DEPENSES BRUTES

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	60632	Fournitures de petit équipement	5 842,5
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6064	Fournitures administratives	5 131,2
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6188	Autres frais divers	3 864
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	62268	Autres honoraires, conseils...	13 800
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6227	Frais d'actes et de contentieux	18 226,68
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6228	Divers	74 022
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6231	Annonces et insertions	1 861
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6234	Réceptions	1 556,5
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6247	Transports collectifs du personnel	7 985
	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6251	Voyages, déplacements et missions	9 201,26
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6228	Divers	100 671,02
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6251	Voyages, déplacements et missions	34 126,38
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6255	Frais de déménagement	21 307,67
	RH01G	Missions et déplacements des Elus	6251	Voyages, déplacements et missions	70
	RH01I	Cabinet	6234	Réceptions	532,9
	RH01I	Cabinet	6251	Voyages, déplacements et missions	1 596,98
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6231	Annonces et insertions	5 790
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6251	Voyages, déplacements et missions	1 909,5
	RH02A	AG d'emploi, formation, insertion	6228	Divers	22 662
	RH02B	Formation du personnel	60632	Fournitures de petit équipement	67,6
	RH02B	Formation du personnel	6132	Locations immobilières	66 821,55
	RH02B	Formation du personnel	61358	Autres	46 113,3

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH02B	Formation du personnel	6184	Versements à des organismes de formation	1 337 270,36
	RH02B	Formation du personnel	6234	Réceptions	612,6
	RH02B	Formation du personnel	6251	Voyages, déplacements et missions	530,9
	RH02B	Formation du personnel	62878	A des tiers	1 052
	RH02C	Gestion et formation des CAE - CAV	6184	Versements à des organismes de formation	7 653,09
	RH02E	Recrutements externes	6231	Annonces et insertions	65 670,54
	RH02F	Organisation des concours	6228	Divers	41 057,48
	RH02I	Gestion et formation des apprentis	6184	Versements à des organismes de formation	348 312,54
	RH02J	Gestion et formation des services civiques	6184	Versements à des organismes de formation	1 405
	RH03A	AG des relations sociales	611	Contrats de prestations de services	2 323,67
	RH04A	AG Médecine du Travail	60628	Autres fournitures non stockées	20 659,45
	RH04A	AG Médecine du Travail	61558	Autres biens mobiliers	1 870,34
	RH05A	AG de la prévention qualité de vie au travail	611	Contrats de prestations de services	205 864,79
	RH05A	AG de la prévention qualité de vie au travail	62268	Autres honoraires, conseils...	3 720
	RH05A	AG de la prévention qualité de vie au travail	6228	Divers	51 480
	RH05D	Habillement et équipements de protection individuels	60636	Habillement et vêtements de travail	-1 434,96
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	6228	Divers	51 167,36
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	6251	Voyages, déplacements et missions	13 474,37
	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	6288	Autres	31 291,2
	RH10D	Frais de déplacement - Finances et programmation	6251	Voyages, déplacements et missions	633,7
	RH10E	Frais de déplacement - Architecture et patrimoine	6132	Locations immobilières	495
	RH10E	Frais de déplacement - Architecture et patrimoine	6234	Réceptions	1 178
	RH10E	Frais de déplacement - Architecture et patrimoine	6247	Transports collectifs du personnel	1 174,5
	RH10E	Frais de déplacement - Architecture et patrimoine	6251	Voyages, déplacements et missions	873,3

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH10F	Frais de déplacement - Urbanisme et territoires	6247	Transports collectifs du personnel	1 305
	RH10F	Frais de déplacement - Urbanisme et territoires	6251	Voyages, déplacements et missions	11 668,07
	RH10G	Frais de déplacement - Conseil, performance et aff générales	6251	Voyages, déplacements et missions	501,63
	RH10I	Frais de déplacement - Population élection cultes	6251	Voyages, déplacements et missions	2 855,2
	RH10J	Frais de déplacement - Communication	6251	Voyages, déplacements et missions	5 451,84
	RH10K	Frais de déplacement - Sports	6251	Voyages, déplacements et missions	4 741,79
	RH10L	Frais de déplacement - Culture	6251	Voyages, déplacements et missions	37 332,91
	RH10M	Frais de déplacement - Solidarités, santé et jeunesse	6247	Transports collectifs du personnel	1 491,5
	RH10M	Frais de déplacement - Solidarités, santé et jeunesse	6251	Voyages, déplacements et missions	12 312,37
	RH10O	Frais de déplacement - Ressources logistiques	6251	Voyages, déplacements et missions	9 032,74
	RH10Q	Frais de déplacement - Sécurité, prévention et réglem.	6247	Transports collectifs du personnel	623
	RH10Q	Frais de déplacement - Sécurité, prévention et réglem.	6251	Voyages, déplacements et missions	11 961,57
	RH10S	Frais de déplacement - Environnement et serv.publics urbains	6251	Voyages, déplacements et missions	4 783,04
	RH10T	Frais de déplacement - Espaces publics et naturels	6251	Voyages, déplacements et missions	14 816,67
	RH10U	Frais de déplacement - Enfance et éducation	6251	Voyages, déplacements et missions	4 475,46
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6042	Achats prestations services -autres que terrains à aménager)	288
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6184	Versements à des organismes de formation	6 160,46
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6228	Divers	4 674
	RH10V	Frais dévelop. profession. - Enfance et éducation	6251	Voyages, déplacements et missions	20
	RH10W	Frais de déplacement - Relations européennes&internationales	6251	Voyages, déplacements et missions	4 768,06
	RH10Y	Frais de déplacement - Développement éco. et attractivité	6251	Voyages, déplacements et missions	7 028,3

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH10Z	Frais de déplacement - Direction générale - missions	6251	Voyages, déplacements et missions	2 120,26
011				Somme :	**2 779 906,14**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	6475	Médecine du travail, pharmacie	761,98
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6217	Personnel affecté par la commune membre du GFP	741 848,29
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6218	Autre personnel extérieur	270 654,86
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6218.J	Remboursement frais de personnel à d'autres communes	952 576,6
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6331	Versement mobilité	3 608 408
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	889 403
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la F.P.T.	1 619 660
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64111	Rémunération principale	147 946 614,25
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	3 278 351,55
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64113	NBI	1 794 249,54
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64118	Autres indemnités	50 763 127,19
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64131	Rémunération	22 344 335,24
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64132	Supplément familial de traitement et indemnité de residence	465 956,67
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64138	Primes et autres indemnités	6 744 854,84
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6414	Personnel rémunéré à la vacation	7 706 657,53
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64168	Autres emplois aides	746 522,77
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6417	Rémunérations des apprentis	977 069,76

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	30 963 263,39
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6453	Cotisations aux caisses de retraite	48 481 193,09
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6456	Versement au F.N.C du supplément familial	374 861
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	64731	Versées directement	2 506 505,46
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6475	Médecine du travail, pharmacie	49 904
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	648	Autres charges de personnel	165 585,65
	RH01D	Prestations au personnel	64118	Autres indemnités	79 502,48
	RH01D	Prestations au personnel	64138	Primes et autres indemnités	2 800,3
	RH01D	Prestations au personnel	6478	Autres charges sociales diverses	498 746,58
	RH01D	Prestations au personnel	648	Autres charges de personnel	786 108
	RH01E	Missions et déplacements	648	Autres charges de personnel	590,96
	RH01I	Cabinet	6331	Versement mobilité	11 621
	RH01I	Cabinet	6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 904
	RH01I	Cabinet	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la F.P.T.	5 230
	RH01I	Cabinet	64131	Rémunération	456 991,79
	RH01I	Cabinet	64132	Supplément familial de traitement et indemnité de residence	4 498,46
	RH01I	Cabinet	64138	Primes et autres indemnités	155 209,69
	RH01I	Cabinet	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	119 262
	RH01I	Cabinet	6453	Cotisations aux caisses de retraite	50 399,17
	RH01I	Cabinet	64731	Versées directement	54 005,91
	RH01I	Cabinet	648	Autres charges de personnel	1 409,22
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	64131	Rémunération	326 415,28
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	391 182,91
	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	64731	Versées directement	44 408,87
	RH04A	AG Médecine du Travail	6475	Médecine du travail, pharmacie	2 643,21
	RH05F	Accidents du travail	6475	Médecine du travail, pharmacie	307 437,45

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	6478	Autres charges sociales diverses	9 010,41
012				Somme :	**336 702 742,35**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
65	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	65132	Prix	168 452,09
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	65133	Secours d'urgence	776 192,96
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	65888	Autres	0,8
	RH01D	Prestations au personnel	65131	Bourses	110 156,97
	RH01D	Prestations au personnel	65748	Autres personnes de droit privé	3 060 880
	RH01F	Indemnités des élus	65311	Indemnités de fonction	1 756 970,49
	RH01F	Indemnités des élus	65313	Cotisations de retraite	148 573,28
	RH01F	Indemnités des élus	65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	430 126
	RH01F	Indemnités des élus	653172	Cotisations au fonds de financ. de l'alloc. de fin de mandat	1 488,86
	RH01G	Missions et déplacements des Elus	65312	Frais de mission et de déplacement	14 723,25
	RH02H	Formation des élus	65315	Formation	35 979
	RH03B	Exercice du droit syndical	65748	Autres personnes de droit privé	12 000
65				Somme :	**6 515 543,7**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
6586	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861	Frais de personnel	279 002,72
6586				Somme :	**279 002,72**

				Somme :	**346 277 194,91**

II. RETRAITEMENT DES DEPENSES

1. Dépenses ventilées à part

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6231	Annonces et insertions	5 790
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6251	Voyages, déplacements et missions	1 909,5
011				Somme :	**7 699,5**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	64131	Rémunération	326 415,28
	RH01K	Rémunération d'intervenants ponctuels culture	6458	Cotisations aux autres organismes sociaux	391 182,91
012				Somme :	**717 598,19**

TOTAL	**725 297,69**

2. Dépenses spécifiques Eurométropole

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6217	Personnel affecté par la commune membre du GFP	741 848,29
	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6218.J	Remboursement frais de personnel à d'autres communes	952 576,6
012				Somme :	**1 694 424,89**

TOTAL	**1 694 424,89**

3. INDEMNITES DES ELUS, CABINET, FORMATION DES ELUS, GROUPES D'ELUS

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
011	RH01G	Missions et déplacements des Elus	6251	Voyages, déplacements et missions	70
	RH01I	Cabinet	6234	Réceptions	532,9
	RH01I	Cabinet	6251	Voyages, déplacements et missions	1 596,98
011				Somme :	**2 199,88**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01I	Cabinet	6331	Versement mobilité	11 621
	RH01I	Cabinet	6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 904
	RH01I	Cabinet	6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la F.P.T.	5 230
	RH01I	Cabinet	64131	Rémunération	456 991,79
	RH01I	Cabinet	64132	Supplément familial de traitement et indemnité de residence	4 498,46
	RH01I	Cabinet	64138	Primes et autres indemnités	155 209,69
	RH01I	Cabinet	6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	119 262
	RH01I	Cabinet	6453	Cotisations aux caisses de retraite	50 399,17
	RH01I	Cabinet	64731	Versées directement	54 005,91

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
012	RH01I	Cabinet	648	Autres charges de personnel	1 409,22
	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	64731	Versées directement	44 408,87
012				Somme :	**905 940,11**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
65	RH01F	Indemnités des élus	65311	Indemnités de fonction	1 756 970,49
	RH01F	Indemnités des élus	65313	Cotisations de retraite	148 573,28
	RH01F	Indemnités des élus	65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale	430 126
	RH01F	Indemnités des élus	653172	Cotisations au fonds de financ. de l'alloc. de fin de mandat	1 488,86
	RH01G	Missions et déplacements des Elus	65312	Frais de mission et de déplacement	14 723,25
	RH02H	Formation des élus	65315	Formation	35 979
65				Somme :	**2 387 860,88**

Chap.	Code service	Libellé du service	Nature	Libellé de la nature	Réalisé
6586	RH01L	Frais de fonctionnement groupes d¿élus	65861	Frais de personnel	279 002,72
6586				Somme :	**279 002,72**

TOTAL	**3 575 003,59**

4. AMICALE	**363 306,91**

5. ALLOCATIONS DE RETOUR A L'EMPLOI	**2 687 023,89**

II. RETRAITEMENT DES RECETTES

Chap.	Code service	Libellé du service	Code article / natu	Lib. article / nature	Conso. net (ss pro
013	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	263 979,19
013	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	6459	Rembt s/ charges de Sécu Sociale et de prév	353 204,4
70	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	7083.V	Locations diverses (autres qu'immeubles) - vélos	601
74	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	74718	Autres	86 333,34
74	RH05G	Fonds d'insertion des personnes handicapées de la FP	74788	Autres	149 210,88
75	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	75888	Autres	23 437,32
75	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	75888.CH	Produits divers - refacturation charges locatives	93 662,81
76	RH01D	Prestations au personnel	7621	Produits des autres immobilis. financ.? encaissés à échéance	13 344,24
77	RH01A	AG de l'administration des ressources humaines	773	Mdts annulés (s. exer antér.) ou atteints par déch. quadrien	985,87
77	RH01B	Administration des ressources humaines et paie	773	Mdts annulés (s. exer antér.) ou atteints par déch. quadrien	99,24
TOTAL					**984 858,29**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2021

Annexe 4

Répartition des frais de fonctionnement communs

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

MONTANT DES REMBOURSEMENTS A EFFECTUER

	2018	2019	2020	2021
Remboursement des frais généraux	7 561 044	8 299 694	8 318 705,93	9 388 185,23
Fournitures Administratives	42 422	38 330	29 965,78	9 829,67
Remboursement des pièces détachées	340 417	342 897	358 257,44	354 756,29
Remboursement du carburant	383 035	360 930	271 180,29	287 887,62
SITE ETOILE Fluides - Eaux - Gardiennage - Maintenance SE et Restaurants	540 315	654 633	651 988,60	754 069,55
SITE FEDERATION Chauffage - Eau - Electricité	118 251	144 542	122 143,25	143 056,27
Audit interne	65 251	29 090	61 744,19	
Total	**9 050 734**	**9 870 115**	**9 813 985,47**	**10 937 784,64**
Complément de 2020 FAG Informatique				*1 425 806,38*
Pm Taux MS VILLE (hors ajustements)	*60,28%*	*60,33%*	*59,21%*	*59,24%*

Remboursement

Frais d'administration générale
Exercice 2021

Code service	Libellé du service	Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES (*)	EMS RECETTES (*)	A REPARTIR	% VILLE	Remboursement Ville à l'EMS
EP04B	Documentation générale	- 020 - 6182 - 0 - EP04B	Documentation générale et technique	240 307,09		240 307,09	59,24%	142 357,92
EP04B	Documentation générale	- 020 - 75888 - 0 - EP04B	Autres		2 234,40	-2 234,40	59,24%	-1 323,66
FP00A	AG finances	- 020 - 62268 - 0 - FP00A	Autres honoraires, conseils...	23 940,00		23 940,00	49,78%	11 917,33
JG03B	Etablissement et suivi des marchés publics	- 020 - 62268 - 0 - JG03B	Autres honoraires, conseils...	18 720,00		18 720,00	30,92%	5 788,22
JG03B	Etablissement et suivi des marchés publics	- 020 - 6231 - 0 - JG03B	Annonces et insertions	233 944,25		233 944,25	30,92%	72 335,56
JG03B	Etablissement et suivi des marchés publics	- 020 - 6238 - 0 - JG03B	Divers	60,00		60,00	30,92%	18,55
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 60632 - 0 - LO01A	Fournitures de petit équipement	5 718,62		5 718,62	54,45%	3 113,79
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6068 - 0 - LO01A	Autres matières et fournitures	149,82		149,82	54,45%	81,58
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 61358 - 0 - LO01A	Autres	11 423,23		11 423,23	54,45%	6 219,95
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 61558 - 0 - LO01A	Autres biens mobiliers	0,00		0,00	54,45%	0,00
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6156 - 0 - LO01A	Maintenance	21 264,54		21 264,54	54,45%	11 578,54
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 617 - 0 - LO01A	Etudes et recherches	12 100,00		12 100,00	54,45%	6 588,45
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6182 - 0 - LO01A	Documentation générale et technique	65,00		65,00	54,45%	35,39
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6228 - 0 - LO01A	Divers	7 669,96		7 669,96	54,45%	4 176,29
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6241 - 0 - LO01A	Transports de biens	1 420,34		1 420,34	54,45%	773,38
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6247 - 0 - LO01A	Transports collectifs du personnel	878,00		878,00	54,45%	478,07
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6261 - 0 - LO01A	Frais d'affranchissement	631 996,12		631 996,12	54,45%	344 121,89
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 6262 - 0 - LO01A	Frais de télécommunications	459,09		459,09	54,45%	249,97
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 65888 - 0 - LO01A	Autres	34,00		34,00	54,45%	18,51
LO01A	AG des moyens généraux	- 020 - 75888 - 0 - LO01A	Autres		162 952,48	-162 952,48	54,45%	-88 727,63
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 62268 - 0 - LO03A	Autres honoraires, conseils...	11 943,13		11 943,13	54,45%	6 503,03
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 6228 - 0 - LO03A	Divers	13 552,28		13 552,28	54,45%	7 379,22

621

Code service	Libellé du service	Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES (*)	EMS RECETTES (*)	A REPARTIR	% VILLE	Remboursement Ville à l'EMS
LO03A	AG de l'imprimerie - reprographie	- 020 - 7088 - 0 - LO03A	Autres prod. activités annexes (abonnem. et vente ouvrages)		123 760,92	-123 760,92	57,84%	-71 583,32
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 60632 - 0 - LO03B	Fournitures de petit équipement	14 959,79		14 959,79	57,84%	8 652,74
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6068 - 0 - LO03B	Autres matières et fournitures	268 194,97		268 194,97	57,84%	155 123,97
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 61358 - 0 - LO03B	Autres	1 039,73		1 039,73	57,84%	601,38
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 61558 - 0 - LO03B	Autres biens mobiliers	6 671,64		6 671,64	57,84%	3 858,88
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6156 - 0 - LO03B	Maintenance	109 334,02		109 334,02	57,84%	63 238,80
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6236 - 0 - LO03B	Catalogues et imprimes et publications	281 333,71		281 333,71	57,84%	162 723,42
LO03B	Impression et façonnage	- 020 - 6288 - 0 - LO03B	Autres	2 082,98		2 082,98	57,84%	1 204,80
LO03C	Reliure d'art et création	- 020 - 6068 - 0 - LO03C	Autres matières et fournitures	33 384,72		33 384,72	57,84%	19 309,72
LO03D	Reproduction de documents	- 020 - 6068 - 0 - LO03D	Autres matières et fournitures	106 976,64		106 976,64	57,84%	61 875,29
LO03D	Reproduction de documents	- 020 - 6156 - 0 - LO03D	Maintenance	129 350,90		129 350,90	57,84%	74 816,56
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 60631 - 0 - LO04A	Fournitures d'entretien	7 533,29		7 533,29	27,22%	2 050,56
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 60632 - 0 - LO04A	Fournitures de petit équipement	7 782,63		7 782,63	27,22%	2 118,43
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6096 - 0 - LO04A	d'approvisionnement non stockés		22 774,65	-22 774,65	27,22%	-6 199,26
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 61358 - 0 - LO04A	Autres	18 831,18		18 831,18	27,22%	5 125,85
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 615221 - 0 - LO04A	Bâtiments publics	88 550,11		88 550,11	27,22%	24 103,34
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6156 - 0 - LO04A	Maintenance	112 111,95		112 111,95	27,22%	30 516,87
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6228 - 0 - LO04A	Divers	190,56		190,56	27,22%	51,87
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6283 - 0 - LO04A	Frais de nettoyage des locaux	201,60		201,60	27,22%	54,88
LO04A	AG du parc véhicules et ateliers	- 020 - 6288 - 0 - LO04A	Autres	15 007,17		15 007,17	27,22%	4 084,95
PC01H	Percussion	- 020 - 62268 - 0 - PC01H	Autres honoraires, conseils...	5 275,00		5 275,00	59,24%	3 124,91
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 60632 - 0 - PC01I	Fournitures de petit équipement	330,00		330,00	59,24%	195,49
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 62268 - 0 - PC01I	Autres honoraires, conseils...	527,50		527,50	59,24%	312,49
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 6234 - 0 - PC01I	Réceptions	4 669,50		4 669,50	59,24%	2 766,21
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 627 - 0 - PC01I	Services bancaires et assimilés	1,28		1,28	59,24%	0,76
PC01I	Autres actions de communication interne	- 020 - 7088 - 0 - PC01I	Autres prod. activités annexes (abonnem. et vente ouvrages)		97,00	-97,00	59,24%	-57,46
RL01H	Habillement	- 020 - 60636 - 0 - RL01H	Habillement et vêtements de travail	1 120 508,55		1 120 508,55	59,24%	663 789,27
RL01H	Habillement	- 020 - 61558 - 0 - RL01H	Autres biens mobiliers	49 844,36		49 844,36	59,24%	29 527,80

622

Code service	Libellé du service	Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES (*)	EMS RECETTES (*)	A REPARTIR	% VILLE	Remboursement Ville à l'EMS
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 611 - 0 - RH08A	Contrats de prestations de services	463 409,71		463 409,71	57,73%	267 526,43
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 617 - 0 - RH08A	Etudes et recherches	4 800,00		4 800,00	57,73%	2 771,04
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 6182 - 0 - RH08A	Documentation générale et technique	37,31		37,31	57,73%	21,54
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 6188 - 0 - RH08A	Autres frais divers	166,80		166,80	57,73%	96,29
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 6234 - 0 - RH08A	Réceptions	2 973,76		2 973,76	57,73%	1 716,75
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 6288 - 0 - RH08A	Autres	46 890,00		46 890,00	57,73%	27 069,60
RH08A	AG Numérique - systèmes d'information	- 020 - 775 - 0 - RH08A	Produits des cessions d'immobilisations		30 240,00	-30 240,00	57,73%	-17 457,55
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 611 - 0 - RH08B	Contrats de prestations de services	1 096 129,50		1 096 129,50	57,73%	632 795,56
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6156 - 0 - RH08B	Maintenance	1 494 954,25		1 494 954,25	57,73%	863 037,09
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6184 - 0 - RH08B	Versements à des organismes de formation	9 587,60		9 587,60	57,73%	5 534,92
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 6288 - 0 - RH08B	Autres	257 171,55		257 171,55	57,73%	148 465,14
RH08B	Prestations informatiques et applicatifs	- 020 - 755 - 0 - RH08B	Dédits et pénalités perçus		7 268,60	-7 268,60	57,73%	-4 196,16
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 60632 - 0 - RH08C	Fournitures de petit équipement	30 345,60		30 345,60	57,73%	17 518,51
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 611 - 0 - RH08C	Contrats de prestations de services	3 374 959,85		3 374 959,85	57,73%	1 948 364,32
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 6132 - 0 - RH08C	Locations immobilières	26 000,87		26 000,87	57,73%	15 010,30
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 614 - 0 - RH08C	Charges locatives et de copropriété	1 126,95		1 126,95	57,73%	650,59
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 6156 - 0 - RH08C	Maintenance	2 284 195,51		2 284 195,51	57,73%	1 318 666,07
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 6262 - 0 - RH08C	Frais de télécommunications	1 245 373,38		1 245 373,38	57,73%	718 954,05
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 6288 - 0 - RH08C	Autres	82 418,95		82 418,95	57,73%	47 580,46
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 70878 - 0 - RH08C	Par des tiers		72 326,40	-72 326,40	57,73%	-41 754,03
RH08C	Prestations informatiques d'infrastructures	- 020 - 75888 - 0 - RH08C	Autres		8 821,57	-8 821,57	57,73%	-5 092,69
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 60632 - 0 - RH08E	Fournitures de petit équipement	87 958,60		87 958,60	57,73%	50 778,50
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 611 - 0 - RH08E	Contrats de prestations de services	1 787 830,39		1 787 830,39	57,73%	1 032 114,48
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 61558 - 0 - RH08E	Autres biens mobiliers	7 526,51		7 526,51	57,73%	4 345,05

623

Code service	Libellé du service	Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES (*)	EMS RECETTES (*)	A REPARTIR	% VILLE	Remboursement Ville à l'EMS
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 6156 - 0 - RH08E	Maintenance	548 893,34		548 893,34	57,73%	316 876,13
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 6241 - 0 - RH08E	Transports de biens	3 948,00		3 948,00	57,73%	2 279,18
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 6262 - 0 - RH08E	Frais de télécommunications	423 099,77		423 099,77	57,73%	244 255,50
RH08E	Prestations informatiques des postes clients	- 020 - 6288 - 0 - RH08E	Autres	26 302,80		26 302,80	57,73%	15 184,61
				16 926 440,25	**430 476,02**	**16 495 964,23**		**9 388 185,23**

Remboursement **Fournitures Administratives**

Imputation	Lib. article / nature	EMS DEPENSES	VILLE DEPENSES	A répartir	% Ville	Remboursement Ville à l'EMS
Nature 6064	Fournitures administratives	133 243,29	115 299,39	17 943,90	54,78%	9 829,67

Le tableau ci-dessous indique les montants TTC (fonctionnement) des pièces et des huiles dans le logiciel de gestion du parc : GESCAR

Les pourcentages de répartition Huile et Pièce sont déterminés à partir de ces chiffres.

SS Budget	Huiles ou pièces	Outillage	Magasin	Total	% répartition huile 6068 LO04C	% répartition pièces 60632 LO04C
ASS	Huile		3 549,99	3 549,99	**4,94%**	
	Pièce	138,27	34 585,43	34 723,71		**2,61%**
EMS	Huile	288,53	56 994,57	57 283,10	**79,73%**	
	Pièce	80 701,25	879 812,48	960 513,72		**72,20%**
VILLE	Huile		11 013,42	11 013,42	**15,33%**	
	Pièce	2 335,41	332 818,36	335 153,77		**25,19%**
Total Huiles		288,53	71 557,98	71 846,51		
Total Pièces		83 174,92	1 247 216,27	1 330 391,20		
Total général		83 463,46	1 318 774,25	1 402 237,71		

Compte 60632 LO04C - Pièces

Budget	Pièces			Virements 60632
Assainissement	34 723,71			**34 723,71**
EMS	960 513,72			960 513,72
Ville	335 153,77			**335 153,77**
Totaux	1 330 391,20			1 330 391,20

Compte 6068 LO04C - Huile, graisse

Budget	Huiles magasin	Huiles outillage	Mandats 2021 pour livraisons 2020		Virements 6068
Assainissement	5 509,54	36,18	144,77		**5 690,49**
EMS	88 902,62	583,81	2 336,02		91 822,45
Ville	17 092,68	112,25	449,13		**17 654,06**
Totaux	111 504,84	732,24	2 929,92		115 167,00
	Mt SDG 4689	*Mt SDG 4687*	*SDG 4484+4485*		

Les montants des huiles à répartir sont les montants dépensés sur les SDG magasin et outillage.
Les pourcentages de répartition sont ceux calculés pour les huiles affectées aux véhicules.

Compte 60622 LO04E - Carburant

	Virements 60622
Assainissement	**106 318,86**
Ville	**287 887,62**

Compte 611 LO04C - Déchets de garage

	Virements 6288
Assainissement	**201,87**
EMS	5 584,11
Ville	**1 948,47**
Dépensé en 2021	7 734,45

Collecte et retraitement des déchets de garage

% de répartition Pièces

FLUIDES				
	Site	PAIEMENTS 2021 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Fustel	13 188,21	**93,35%**	12 310,94
	Bourse	60 464,00	**32,17%**	19 449,36
	rue de Berne	18 943,31	**48,00%**	9 092,18
	38 RH	73 084,91	**48,10%**	35 153,99
TOTAL		**165 680,43**		**76 006,46**

	Site	PAIEMENTS 2021 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% Ville (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	889 429,06	**54,25%**	482 538,24
	Soleure	34 545,91	**27,37%**	9 456,24
TOTAL		**923 974,97**		**491 994,49**

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**415 988,03**

EAU				
	Site	PAIEMENTS 2021 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Bourse	4 620,39	**32,17%**	1 486,23
	rue de Berne	1 747,43	**48,00%**	838,71
	38 RH	2 994,40	**48,10%**	1 440,31
TOTAL		**9 362,22**		**3 765,26**

	Site	PAIEMENTS 2021 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% Ville (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	25 141,29	**54,25%**	13 639,80
	Soleure	1 418,84	**27,37%**	388,38
TOTAL		**26 560,13**		**14 028,18**

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**10 262,92**

MAINTENANCE BATIMENTS SITE ETOILE

	Site	PAIEMENTS 2021 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Fustel	2 892,76	**93,35%**	2 700,33
	Bourse	1 159,66	**32,17%**	373,03
	Rue de Berne	999,60	**48,00%**	479,78
	38 RH	39 337,02	**48,10%**	18 921,19
TOTAL		**44 389,04**		**22 474,32**

	Site	PAIEMENTS 2021 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% Ville (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	276 562,82	**54,25%**	150 042,47
	Soleure	7 289,80	**27,37%**	1 995,44
TOTAL		**283 852,62**		**152 037,91**

	DEPENSES 2020 **EFFECTUEES PAR L'EMS A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS SUR LA BASE DU TGR**	**TGR**	**Remboursement VILLE à l'EMS**
Restaurants Administratifs Site Etoile et Fédération	110 547,45	**59,24%**	**65 488,31**

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**195 051,90**

GARDIENNAGE 38RH - PROPRIETE VDS				
	Site	PAIEMENTS 2021 EFFECTUES PAR LA VILLE **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% EMS (locataire)**	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriété Ville	38 RH	37 599,35	**48,10%**	18 085,36

GARDIENNAGE CA - PROPRIETE EMS				
	Site	PAIEMENTS 2021 EFFECTUES PAR L'EMS **A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS**	**% VILLE (locataire)**	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriété EMS	CA	278 055,09	**54,25%**	150 852,07

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**132 766,71**

SITE DE LA FEDERATION

PAIEMENTS 2021 EFFECTUES PAR L'EMS

	Bâtiment	Direction	Service	Surface Service SHON	Ratio RH Ville	Surface Service Ville	PAIEMENTS 2021 EFFECTUES PAR l'EMS	A REMBOURSER PAR LA VILLE
CHAUFFAGE	Atel. Serv. Circ.-Sign.-Ecl.-SIRAC	DMEPN	Sirac	1 404,75	0,00%	0,00	37 067,63	**11 143,11**
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DCPB	Maintenance Bâtiment	1 220,00	78,40%	956,48		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DESPU	Eau	2 340,00	0,00%	0,00		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DRH	Habillement	200,00	59,24%	118,48		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DRL	Achats opérationnels	650,00	50,00%	325,00		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DMEPN	Eclairage public	500,00	100,00%	500,00		
	Tour Entrée et Guérites S ite 44 rte Fédération	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	58,00	27,22%	15,79		
				6 372,75	**30,06%**	**1 915,75**		
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 2	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	7 735,60	27,22%	2 105,63	341 421,63	**105 239,98**
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 2	DCPB	Maintenance Bâtiment	586,00	78,40%	459,42		
				8 321,60	**30,82%**	**2 565,05**		
	Bureaux Serv. Propreté/Collecte Déchets/Gens Voyage 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	1 451,60	0,00%	0,00	17 717,85	**0,00**
				1 451,60	**0,00%**	**0,00**		
	Bureaux et Dépôt Voirie	DMEPN	Voies Publiques	1 205,38	19,19%	231,31	17 287,50	**3 317,47**
				1 205,38	**19,19%**	**231,31**		
EAU								
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 3	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	7 735,60	27,22%	2 105,63	7 861,39	**2 415,94**
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 3	DCPB	Maintenance Bâtiment	586,00	78,40%	459,42		
	Bureaux Serv. Propreté PC Déneigement 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	25,00	0,00%	0,00		
				8 346,60	**30,73%**	**2 565,05**		
	Bureaux et Dépôt Voirie	DMEPN	Voies Publiques	1 205,38	19,19%	231,31	759,47	**145,74**
				1 205,38	**19,19%**	**231,31**		
ELECTRICITE	Atel. Serv. Circ.-Sign.-Ecl.-SIRAC	DMEPN	Sirac	1 404,75	0,00%	0,00	113 915,03	**34 677,53**
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DCPB	Maintenance Bâtiment	1 220,00	78,40%	956,48		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DESPU	Eau	2 340,00	0,00%	0,00		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DRH	Habillement	200,00	59,24%	118,48		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DRL	Achats opérationnels	650,00	50%	325,00		
	Atel. Serv. Maintenance Bât.-Eau	DMEPN	Eclairage public	500,00	100%	500,00		
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 4	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	7 735,60	27,22%	2 105,63		
	Ateliers Serv. PVA-SMB Bât.1 et Bât. 4	DCPB	Maintenance Bâtiment	586,00	78,40%	459,42		
	Bureaux Serv. Propreté PC Déneigement 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	25,00	0,00%	0,00		
	Tour Entrée et Guérites S ite 44 rte Fédération	DRL	Parc Véhicules-Ateliers	58,00	27,22%	15,79		
				14 719,35	**30,44%**	**4 480,80**		
	Bureaux et Dépôt Voirie	DMEPN	Voies Publiques	1 205,38	19,19%	231,31	14 131,46	**2 711,83**
				1 205,38	**19,19%**	**231,31**		
								156 334,13

PAIEMENTS 2021 EFFECTUES PAR LA VILLE

	Bâtiment	Direction	Service	Surface Service SHON	Ratio RH Ville	Surface Service Ville	PAIEMENTS 2021 EFFECTUES PAR LA VILLE	A REMBOURSER PAR l'EMS
CHAUFFAGE	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DC	Opéra	6 816,21	100%	6 816,21	146 056,20	**2 272,09**
	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DCPB	Maintenance Bâtiment	529,00	78,40%	414,74		
				7 345,21	**98,44%**	**7 230,95**		
EAU	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DC	Opéra	6 816,21	100%	6 816,21	1 494,30	**23,25**
	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DCPB	Maintenance Bâtiment	529,00	78,40%	414,74		
				7 345,21	**98,44%**	**7 230,95**		
ELECTRICITE	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DC	Opéra	6 816,21	100%	6 816,21	57 199,55	**10 982,52**
	Atel. Serv. Théâtre-Opéra - SMB	DCPB	Maintenance Bâtiment	529,00	78,40%	414,74		
	Bureaux Serv. Gens Voyage 44 rte Fédération	DSS	Gens du Voyage	127,42	0%	0,00		
	Bureaux Serv. Propreté 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	25,00	0%	0,00		
	Bureaux Serv. Propreté/Collecte Déchets/Gens Voyage 44 rte Fédération	DESPU	Propreté Urbaine	1 451,60	0%	0,00		
				8 949,23	**80,80%**	**7 230,95**		
								13 277,85

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**143 056,27**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2021

Annexe 5

Etat de répartition des dépenses d'équipement informatique

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Objet	Equipements Projets	% Ville	Participation Ville
I. CHARGES COMMUNES			
Charges communes informatique	**5 946 857,09 €**	**57,72%**	**3 432 525,91 €**
Charges communes téléphonie	**479 666,78 €**	**59,24%**	**284 154,60 €**
II. DEPENSES IMPUTEES AUX SERVICES			
Direction de la population, des élections et des cultes			
Accueil de la population	34 702,05 €	71,38%	24 770,32 €
Population, élections et cultes	24 362,57 €	97,75%	23 814,41 €
Direction de l'enfance et de l'éducation			
Direction	629 996,74 €	100,00%	629 996,74 €
Inscriptions et scolarité	14 552,73 €	100,00%	14 552,73 €
Direction de la culture			
Centre chorégraphique	6 480,00 €	100,00%	6 480,00 €
Archives	13 500,00 €	59,21%	7 993,35 €
Médiathèques	95 704,20 €	46,63%	44 626,87 €
Musées	103 108,24 €	100,00%	103 108,24 €
Direction des Sports			
Sports et piscines	23 480,88 €	44,75%	10 507,69 €
Direction de l'urbanisme et des territoires			0,00 €
Géomatique et connaisance du territoire	19 707,50 €	3,00%	591,23 €
Aménagement du territoire et projets urbains	21 684,00 €	31,82%	6 899,85 €
Habitat	46 773,91 €	0,00%	0,00 €
Urbanisme et territoires	61 454,37 €	18,98%	11 664,04 €
Direction mobilité, espaces publics et naturels			
Stratégie et gestion du stationnement / Résidents	19 004,74 €	100,00%	19 004,74 €
Voiries / Aménagement espace public	7 377,67 €	11,76%	867,61 €
Voies publiques	12 420,00 €	19,19%	2 383,40 €
Direction de la Construction et du patrimoine bâti			
Maintenance bâtiment	112 185,73 €	78,40%	87 953,61 €
Direction de la Sécurité			
Police municipale	124 796,40 €	100,00%	124 796,40 €
Direction conseil performance et affaires juridiques			
Evaluation des Politiques Publiques	2 073,60 €	50,00%	1 036,80 €
Direction commande Publique Responsable			
Achat et commande publique	40 919,60 €	30,92%	12 652,34 €
Secrétariat général			
Service des Assemblées	30 618,00 €	50,00%	15 309,00 €
Direction des ressources humaines			
Administration des ressources humaines	213 482,44 €	59,24%	126 467,00 €
Prévention qualité de vie au travail	64 244,16 €	59,24%	38 058,24 €
Médecine du travail	133 296,08 €	59,24%	78 964,60 €
Emploi, formation, insertion	10 174,80 €	59,24%	6 027,55 €

Objet	Equipements Projets	% Ville	Participation Ville
Direction des finances et de la programmation			
Comptabilité	874,37 €	49,58%	433,51 €
Direction des ressources logistiques			
Moyens généraux	3 600,00 €	54,45%	1 960,20 €
Parc véhicules et ateliers (département gestion de parc)	33 399,03 €	56,47%	18 860,43 €
Imprimerie	22 443,60 €	57,84%	12 981,38 €
Direction de l'environnement et des services publics urbains			
Collecte et valorisation des déchets	262 783,24 €	0,00%	0,00 €
Direction des relations européennes et internationales	54 357,54 €	83,54%	45 410,29 €
Direction de la communication	691 670,54 €	50,65%	350 331,13 €
Direction règlementation urbaine			
Domaine public	12 542,40 €	95,54%	11 983,01 €
Direction générale des services	340 558,59 €	50,00%	170 279,30 €
Solidarités santé jeunesse	4 784,89 €	79,24%	3 791,55 €
Numérique - systèmes d'information	898 490,37 €	57,73%	518 698,49 €
	4 191 604,98 €		**2 533 256,04 €**

TOTAL GENERAL I+II		**10 618 128,85 €**	**58,86%**	**6 249 936,56 €**
CORRECTION DE L'ATTRIBUTION DU FCTVA :	**0,16404**	**8 876 330,99 €**	**58,86%**	**5 224 696,96 €**

RAPPORT A LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

VILLE/EMS

Exercice 2021

Annexe 6

Etat de répartition du mobilier et des travaux Site Etoile

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : **+33 (0)3 68 98 50 00**
Courriel : **courrier@strasbourg.eu**
Site internet : **www.strasbourg.eu**

MONTANT DES REMBOURSEMENTS A EFFECTUER

Programmes Annuels	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Travaux courants courants Site Etoile et Restaurants	329 839,24	220 737,47	277 410,82	367 593,97
Matériel et Mobilier de bureau	48 920,13	51 957,04	27 349,46	34 946,43
Renouvellement du parc machines - Imprimerie	76 848,29	194 175,11	52 306,83	18 139,75
Total	**455 607,66**	**466 869,62**	**357 067,10**	**420 680,16**

Programmes sur Autorisation de programme		**2019**	**2020**	**2021**
Propriété VILLE - Immeuble de la Bourse	A rembourser par l'EMS	37 280,27	132 688,16	148 150,30
Propriété EMS - Centre Administratif	A rembourser par la Ville	89 463,92	271 062,36	643 738,10

	Site	Superficie en m2	**EMS - locataire % rapporté à la superficie totale**	DEPENSES 2021 **EFFECTUEES PAR LA VILLE** A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS	**Remboursement par l'EMS à la VILLE**
Propriétés de la Ville	Fustel	2 119	**93,35%**	636,85	594,49
	Bourse	2 325	**32,17%**	1 261,03	405,63
	rue de Berne	954	**48,00%**	0,00	0,00
	38 RH	4 714	**48,10%**	94 126,32	45 274,95
	TOTAL			**96 024,20**	**46 275,07**

	Site	Superficie en m2	**VILLE - locataire % rapporté à la superficie totale**	DEPENSES 2021 **EFFECTUEES PAR L'EMS** A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Propriétés de l'EMS	CA	20 561	**54,25%**	868 519,63	471 194,33
	Soleure	2 172	**27,37%**	54 095,24	14 807,48
	TOTAL			**922 614,87**	**486 001,81**

PAS DE TRAVAUX RESTAURANTS ADMINISTRATIFS 2021

	TGR	DEPENSES 2021 **EFFECTUEES PAR L'EMS** A REPARTIR ENTRE LA VILLE ET L'EMS SUR LA BASE DU TGR	**Remboursement par la VILLE à l'EMS**
Restaurants Administratifs Site Etoile et Fédération	**59,21%**		**0,00**

TOTAL TTC	439 726,75

Remboursement de la VILLE à l'EMS	**367 593,97**
CORRECTION FCTVA 0,16404	

SUIVI DEPENSES MOBILIERS 2021				
N° MANDAT	DIRECTIONS	TOTAL	**%VILLE**	**REMBOURSEMENT**
105668	DEE	269,59 €	100,00%	269,59 €
106811	DRU	1 579,38 €	95,54%	1 508,94 €
105667	SACP	269,59 €	50,00%	134,80 €
108525	DEE	1 356,25 €	100,00%	1 356,25 €
116132	CABINET	762,29 €	43,25%	329,69 €
109831	DRL	66,54 €	43,11%	28,69 €
104672	CABINET	1 097,70 €	43,25%	474,76 €
108368	DRL	270,08 €	43,05%	116,27 €
106255	DRL	484,03 €	43,05%	208,37 €
114486	DGS	575,04 €	50,16%	288,44 €
114488	DGS	826,54 €	50,16%	414,59 €
124350 -117442	DRL	32 341,93 €	43,05%	13 923,20 €
113622	DRH	586,84 €	59,24%	347,64 €
113326	DRH	806,21 €	59,24%	477,60 €
114485	DEE	393,66 €	100,00%	393,66 €
113221	DEE	91,63 €	100,00%	91,63 €
111196	DEE	394,73 €	100,00%	394,73 €
112141	DRL	88,49 €	43,05%	38,09 €
115372	DEE	540,17 €	100,00%	540,17 €
RAR	CABINET	12 231,46 €	43,25%	5 290,11 €
118746	DRH	586,28 €	59,24%	347,31 €
RAR	DRH	355,50 €	59,24%	210,60 €
118745	DRL	338,39 €	43,05%	145,68 €
120934	DRH	1 150,08 €	59,24%	681,31 €
122197	DRL	1 196,83 €	43,11%	515,95 €
123790	DUT	602,22 €	18,98%	114,30 €
123789	DMTE	540,17 €	10,00%	54,02 €
129367	DSS	2 143,12 €	79,24%	1 698,21 €
129352	CABINET	1 344,20 €	43,25%	581,37 €
131354	DACP	540,17 €	71,38%	385,57 €
131343	DGS	540,17 €	50,16%	270,95 €
129362	DRH	145,78 €	59,24%	86,36 €
32609	DRH	283,45 €	59,24%	167,92 €
33683	CABINET	2 595,52 €	43,25%	1 122,56 €
33681	DRH	771,12 €	59,24%	456,81 €
33684	DRL	5 669,12 €	43,11%	2 443,96 €
129366-1313325	DEE	1 024,13 €	100,00%	1 024,13 €
34363	DUT	2 968,34 €	18,98%	563,39 €
33682	DEE	2 007,56 €	100,00%	2 007,56 €
33686	SYNDICATS	566,92 €	59,24%	335,84 €
33685	DAP	655,66 €	71,38%	468,01 €
33872	DRL	566,92 €	43,11%	244,40 €
35845	DRL	1 973,38 €	43,11%	850,72 €
34605	DUT	194,38 €	18,98%	36,89 €
35844	DC	579,20 €	50,65%	293,36 €
35843	DRL	161,33 €	43,11%	69,55 €
		84 532,09 €		41 803,95 €
CORRECTION FCTVA	**0,16404**	**70 665,45 €**		**34 946,43 €**
		13 867,64 €		*6 857,52 €*

38

Communication au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Présentation des comptes 2021 et du budget 2022 du Crédit municipal.

Numéro V-2022-764

Le Conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse de Crédit municipal a approuvé le 31 mars 2021 ses comptes 2021.

Ce rapport est présenté au Conseil municipal conformément à l'article 2 de la loi du 15 juin 1992 relative aux caisses de crédit municipal.

L'activité de la Caisse en 2021 concerne principalement le prêt sur gages et les ventes publiques y afférentes.

La section d'exploitation fait apparaître un excédent de 7 013 €.

Cet excédent en hausse par rapport à 2020, s'explique par une augmentation de 3,9% des recettes issues de l'activité courante. Les recettes liées aux gages sont globalement en hausse de 4,4%, se décomposant notamment en 38,6% sur les droits des ventes aux enchères (droits acquittés par les acheteurs lors de la vente aux enchères), -159% sur les droits liés aux ventes volontaires (droits acquittés par les vendeurs, en cas de ventes volontaires, prélevés sur les bonis versés) et -0,7% de recettes liées aux intérêts.

La fréquentation du Crédit municipal, pour l'activité de prêts sur gage, est en repli de 6,2% en termes de nombre d'opérations, soit 18 263 personnes ayant effectué une transaction (engagement, dégagement, renouvellement) contre 19 465 opérations en 2020. Cette baisse de fréquentation est évidemment la conséquence de la COVID19 et notamment d'une faible activité au cours du premier semestre 2021 ainsi qu'une progression contrastée au cours du second semestre (hausse des engagements à l'agence de Strasbourg mais avec un encours stable et décollage de l'encours à l'agence de Mulhouse).

Les nouveaux engagements sont en forte augmentation par rapport à 2020, année très impactée par les confinements et les périodes de restriction, soit + 26,9% en nombre d'opérations et + 39% en valeur. Par contre, les renouvellements sont en repli de 13,3% en nombre et en valeur.

D'une manière générale, l'activité a rebondi en 2021, sans pour autant retrouver ses niveaux de 2019. Une évolution positive a été constatée au cours du second semestre 2021 avec une augmentation de la fréquentation, laissant présager un certain optimisme.

Pour les autres recettes, le volume de reprise des provisions est en baisse (16 161 € contre 22 138 €) correspondant notamment à la régularisation des intérêts relevant des contrats de prêts sur gage, qui ont été renouvelés, dégagés ou vendus. Les bonis prescrits (deux ans après la vente aux enchères de biens) non récupérés sont quant à eux en hausse de 16,09% par rapport à 2020.

La ville de Strasbourg a versé en 2021 au Crédit municipal une subvention d'équilibre de 85 000 € et une subvention d'investissement de 17 000 € pour financer notamment des logiciels et de l'acquisition de matériel. Conformément à la convention financière, la subvention d'équilibre est versée pour assurer la pérennité de l'activité du Crédit municipal et est ajustée en toute fin d'exercice en fonction des résultats réels de l'exercice, eu égard au respect du coefficient d'exploitation (rapport entre les frais généraux et les dotations nettes aux amortissements et les produits d'exploitation) imposé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, comme tout établissement bancaire. En 2021, l'intégralité de la subvention d'équilibre a été versée.
De plus, la ville de Strasbourg a octroyé à la Caisse comme chaque année depuis 2014, pour un an, une avance de 300 000 € remboursable, sans intérêt, pour pallier le manque d'implication des banques qui ne répondent pas sur l'ensemble des besoins du Crédit municipal en matière de lignes de trésorerie ou si elles y répondent, le font à des coûts restant élevés. Ces crédits court-terme financent essentiellement les prêts sur gages.

Au total, les recettes d'exploitation sont en hausse de 5,28% par rapport à 2020.

Les charges totales, y compris les éléments exceptionnels ont augmenté par rapport à 2020 (4,6%). Les charges comprennent principalement la masse salariale qui est en hausse par rapport à l'exercice précédent (7,9%) en raison du recrutement d'une personne à temps plein pour l'agence de Mulhouse. Les travaux et services extérieurs (location de matériel, maintenance informatique, entretien réparation, …) sont en hausse en 2021 (4,7%). Les impôts et taxes ont augmenté de 13,9% en raison de la reprise de ventes aux enchères qui génèrent des taxes. Les frais financiers poursuivent leur baisse (-14,6%) témoignant de la baisse de l'activité et de la baisse des taux d'intérêt. Enfin, les dotations aux amortissements sont en hausse de 27% par rapport à l'exercice précédent en raison des seules provisions constituées pour les reconnaissances non renouvelées ou portées à la vente.

En section d'investissement, on constate un excédent de 66 449 € contre un déficit de 199 505 € en 2020.

Ce résultat s'explique par des investissements peu conséquents et en net repli par rapport à 2020 où des travaux importants avaient été effectués à l'agence de Mulhouse. Les dépenses d'investissement concernent pour l'essentiel des acquisitions de logiciels.

Du côté des recettes d'investissement, elles sont en baisse de -1%. Un emprunt bancaire de 40 000 € a été souscrit résultant d'un report de l'exercice précédent. Les autres recettes sont des bonis capitalisés à hauteur de 23 673 et des amortissements (112 339 €).

Le solde global constaté sur les deux sections en 2021 est en excédent de 73 462 € contre un déficit de 199 495 € en 2020.

Le budget 2022 est un budget de rigueur. Il est en baisse par rapport au budget 2021 due pour l'essentiel à des baisses de dépenses d'investissement qui avaient été conséquentes en 2019 suite à la réalisation de travaux importants pour l'ouverture de l'agence de Mulhouse. Ainsi, les inscriptions en section d'investissement sont en baisse de 20% et sont quasi stables pour la section de fonctionnement.

Globalement, les éléments financiers présentés ici traduisent encore un repli de l'activité liée à la crise sanitaire. L'ouverture de l'agence de Mulhouse en septembre 2020 a eu des effets positifs mais n'a pas encore permis de profiter pleinement des effets escomptés, à savoir répondre à une attente de la population mulhousienne et permettre un développement de l'activité. La reprise de l'activité est complètement dépendante d'éléments exogènes : évolution de la pandémie, reprise de la croissance économique, confiance des ménages, reprise de la consommation…

Le Crédit municipal sera présent pour répondre aux attentes des personnes plus fragilisées lors de la sortie progressive de la crise sanitaire. Cela avait été le cas après la crise financière de 2008. Le Crédit municipal continuera à exercer son rôle de banque à vocation sociale et à être un appui pour les usagers.

Communiqué le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146960-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

SECTION D'INVESTISSEMENT COMPTES 2021

ARTICLES	DEPENSES	2020	BUDGET 2021 après DM	2021	% de réalisation
TOTAL	**DEPENSES**	**370 520,99**	**222 000,00**	**102 838,47**	*46,32%*
1055	Subvention d'équipement	59 166,67	77 500,00	66 200,01	*85,42%*
1550	Provis.pour risques op.banc.(gages)	3 590,00	7 000,00	1 757,41	*25,11%*
1555	Autres prov	22 739,50		0,00	*NS*
1693	Emprunts pour investissements	21 605,92	51 000,00	17 974,95	*35,25%*
2013	Frais d'établissement et d'études	14 466,00	8 000,00	0,00	*0,00%*
2030	Logiciels	8 130,52	18 000,00	15 670,80	*87,06%*
208	Immobilis. Incorp.(dépréciation cert. Invest.)	50,20	1 000,00	390,00	*39,00%*
2140	Matériel hors informatique	33 188,68	1 000,00	845,30	*84,53%*
2141	Matériel Informatique	29 422,10	24 200,00	0,00	*0,00%*
2160	Mobilier et matériel de bureau	8 451,82	0,00	0,00	*NS*
21620	Agenc.Aménag.Installation	169 723,03	28 300,00	0,00	*0,00%*
2300	Immobilisation corp. en cours	0,00	1 000,00	0,00	*NS*
2301	Immobilisation incorp. en cours	0,00	1 000,00	0,00	*0,00%*
2701	Autres dépôts (dépréciation FDG)	-13,45	4 000,00	0,00	*NS*

SECTION D'INVESTISSEMENT COMPTES 2021

ARTICLES	RECETTES	2020	BUDGET 2021 après DM	2021	% de réalisation
TOTAL	**RECETTES**	**171 015,57**	**222 000,00**	**169 287,51**	*76,26%*
1051	Excédents capitalisés	-14 303,76	0,00	-23 724,77	*NS*
1052	Bonis capitalisés	20 165,07	17 000,00	23 673,29	*139,25%*
1055	Subvention d'équipement	17 000,00	17 000,00	17 000,00	*100,00%*
	Subvention d'équilibre	40 000,00	0,00	0,00	*NS*
120	Report à nouveau	0,00	0,00	0,00	*NS*
1550	Prov.pour risques opér.prêts s/gages	0,00	6 000,00	0,00	*0,00%*
1553	Provisions pour risques bancaires généraux	0,00	0,00	0,00	*NS*
1693	Emprunts pour investiss. autres établ. fin.	0,00	40 000,00	40 000,00	*100,00%*
2018	Amortissement frais d'établis. et d'études	5 016,50	15 000,00	9 449,50	*63,00%*
2038	Logiciels (amortissements)	14 618,11	15 000,00	10 755,04	*71,70%*
2141	Matériel informatique (annulation)	899,00	0,00	0,00	*NS*
21480	Amortiss.matériel hors informatique	13 271,65	23 000,00	19 173,47	*83,36%*
21481	Amortissement du matériel informatique	13 641,35	20 000,00	16 402,75	*82,01%*
21680	Amortiss. Mobilier materiel bureau	11 576,33	13 000,00	10 987,95	*NS*
21682	Amortiss.agenc.amén. instal.	46 046,94	50 000,00	45 570,28	*91,14%*
2300	Immobilisations corporelles en cours	3 084,38	2 000,00	0,00	*0,00%*
2701	Autres dépôts versés (Fonds de Garantie)	0,00	4 000,00	0,00	*0,00%*

Report dépenses d'investissement	370 520,99	222 000,00	102 838,47
Report recettes d'investissement	171 015,57	222 000,00	169 287,51
Différence entre mouvements de l'actif et du passif	-199 505,42	0,00	66 449,04

SECTION D'EXPLOITATION
COMPTES 2021

Articles	DEPENSES	2020	BUDGET 2021 après DM	2021	% de réalisation	Var. N/N-1
	60 Achats	**24 456,42**	**22 000,00**	**20 254,24**	*92,06%*	***-17,18%***
602	Matières et fournitures consommables	24 456,42	22 000,00	20 254,24	*92,06%*	*-17,18%*
	61 Frais de personnel	**524 993,36**	**569 090,00**	**566 503,84**	*99,55%*	***7,91%***
612	Rémunération du Personnel	364 150,34	392 110,00	389 652,06	*99,37%*	*7,00%*
615	Rémunérations divers Personnel (Mutuel.)	7 753,57	8 040,00	8 031,16	*99,89%*	*3,58%*
617	Charges de S.S. et régimes de prévoy.	135 867,60	143 540,00	143 464,30	*99,95%*	*5,59%*
618	Autres charges sociales	16 042,93	21 400,00	21 368,12	*99,85%*	*33,19%*
619	Autres frais de pers. (formation)	1 178,92	4 000,00	3 988,20	*99,71%*	*238,29%*
	62 Impôts et taxes	**46 281,75**	**57 500,00**	**52 700,79**	*91,65%*	***13,87%***
620	Impôts et taxes (taxe sal. taxe d'apprent.)	37 994,70	43 000,00	41 749,00	*97,09%*	*9,88%*
624	Droits d'enregistrement et de timbre	6 943,00	12 000,00	9 623,00	*80,19%*	*38,60%*
629	Autres impôts (taxe s/ métaux précieux)	1 344,05	2 500,00	1 328,79	*53,15%*	*-1,14%*
	63 Trav.et services extérieurs	**145 545,52**	**158 500,00**	**152 364,80**	*96,13%*	***4,69%***
630	Location de matériel	4 529,76	9 000,00	8 969,76	*99,66%*	*98,02%*
631	Entretien et réparations	1 924,28	1 500,00	1 302,86	*86,86%*	*-32,29%*
633	Petit matériel et outillage	9 868,39	6 000,00	5 423,84	*90,40%*	*-45,04%*
634	Fournitures extérieures	7 552,41	6 000,00	5 850,26	*97,50%*	*-22,54%*
635	Location d'immeubles et charges locat.	16 904,80	17 500,00	17 010,44	*97,20%*	*0,62%*
636	Prestations de services (maintenance…)	59 875,75	76 000,00	75 978,07	*99,97%*	*26,89%*
637	Rémunération d'interméd. et honoraires	17 557,60	11 500,00	9 473,60	*82,38%*	*-46,04%*
638	Primes d'assurances	27 332,53	31 000,00	28 355,97	*91,47%*	*3,74%*
	64 Transports et déplacements	**4 066,28**	**11 400,00**	**4 394,92**	*38,55%*	***8,08%***
640	Transport du personnel	8,70	900,00	3,40	*0,38%*	*-60,92%*
641	Voyages et déplacements	4 057,58	7 500,00	3 486,19	*46,48%*	*-14,08%*
642	Transports de fonds	0,00	3 000,00	905,33	*30,18%*	*#DIV/0!*
	65 Opérations Sociales	**200,00**	**600,00**	**0,00**	*0,00%*	***NS***
650	Dégagements gratuits	0,00	100,00	0,00	*0,00%*	*0,00%*
651	Autres opérations à caractère social	200,00	500,00	0,00	*0,00%*	*NS*
	66 Frais divers de gestion	**66 866,08**	**52 200,00**	**33 104,27**	*63,42%*	***-50,49%***
660	Publicité et propagande	40 456,17	16 000,00	9 963,86	*62,27%*	*-75,37%*
661	Missions et réceptions	2 942,48	6 000,00	1 728,37	*28,81%*	*-41,26%*
662	Imprimés administratifs	1 369,04	4 000,00	0,00	*0,00%*	*-100,00%*
663	Documentation générale	966,43	2 000,00	1 415,37	*70,77%*	*46,45%*
664	Frais de P.T.T.	15 538,17	14 000,00	13 217,50	*94,41%*	*-14,94%*
665	Frais d'actes et de contentieux	0,00	1 000,00	0,00	*0,00%*	*0,00%*
667	Cotisation Conférence Permanente	1 000,00	4 000,00	2 300,00	*57,50%*	*130,00%*
668	Autres frais divers de gestion	4 593,79	5 000,00	4 479,17	*89,58%*	*-2,50%*
669	Dépenses imprévues	0,00	200,00	0,00	*0,00%*	*NS*
	A reporter	**812 409,41**	**871 290,00**	**829 322,86**	*95,18%*	***2,08%***

SECTION D'EXPLOITATION
COMPTES 2021

Articles	DEPENSES	2020	BUDGET 2021 après DM	2021	% de réalisation	Var. N/N-1
	Report	**812 409,41**	**871 290,00**	**829 322,86**	*95,18%*	***2,08%***
	67 Frais financiers	**18 715,54**	**42 000,00**	**15 985,26**	*38,06%*	***-14,59%***
675	Intérêts emprunts p/invest. organ. financ.	1 924,86	4 000,00	1 168,53	*29,21%*	*-39,29%*
67615	Int.des comptes ouv. Caisse d'Epargne	4 422,85	10 000,00	3 565,74	*35,66%*	*-19,38%*
67616	Int.des comptes ouv. LBP	5 523,32	10 000,00	4 386,99	*43,87%*	*-20,57%*
67617	Int. compte ouvert Crédit Mutuel	2 439,91	9 000,00	2 274,91	*25,28%*	*-6,76%*
67619	Int. compte ouvert Crédit Agricole	272,22	0,00	0,00	*NS*	*-100,00%*
679	Frais financiers divers	4 132,38	9 000,00	4 589,09	*50,99%*	*11,05%*
	68 Dotation aux amortis.et prov.	**120 580,00**	**153 000,00**	**152 162,14**	*99,45%*	***26,19%***
6810	Dotations aux frais d'établissement	5 016,50	9 500,00	9 449,50	*99,47%*	*88,37%*
6811	Dotation aux amortissements (logiciels)	14 618,11	10 800,00	10 755,04	*99,58%*	*-26,43%*
6814	Dotations aux amortiss.(informatique)	29 022,32	35 600,00	35 576,22	*99,93%*	*22,58%*
6816	Dotations aux amortiss. Autres immob.	57 623,27	57 200,00	56 558,23	*98,88%*	*-1,85%*
6851	Dotations aux prov.créances dout.ou litig.	14 299,80	32 100,00	32 073,15	*99,92%*	*124,29%*
6854	Dotations autres provisions pour risques	0,00	7 800,00	7 750,00	*NS*	*NS*
	69 Impôt sur les Sociétés	**4,00**	**3 500,00**	**2 529,00**	*72,26%*	***63125,00%***
690	Impôt sur les bénéfices	4,00	3 500,00	2 529,00	*72,26%*	*63125,00%*
	87 Pertes sur réalis. diverses	**24 617,85**	**25 700,00**	**20 872,33**	*81,22%*	***-15,21%***
872	Charges sur exercices antérieurs	15 061,89	22 000,00	19 162,03	*87,10%*	*27,22%*
8741	Moins values sur réalis.de gages corp.	9 555,96	3 700,00	1 710,30	*46,22%*	*-82,10%*
8743	Titres annulés ex.antérieur	0,00	0,00		*NS*	*NS*
8746	Créances irrécouvrables	0,00	0,00		*NS*	*NS*
8749	Autres pertes/ profits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	*NS*	*NS*
	Total des dépenses d'exploitation	**976 326,80**	**1 095 490,00**	**1 020 871,59**	*93,19%*	***4,56%***
880	Excédent à capitaliser	10,62 €		7 013,21 €		***65937,76%***
	Totaux égaux en recettes et en dépenses	**976 337,42**	**1 095 490,00**	**1 027 884,80**		

SECTION D'EXPLOITATION
COMPTES 2021

Articles	Recettes	2020	BUDGET 2021 après DM	2021	% de réalisation	Var. N/N-1
	70 Produits des opérations de prêts	**786 239,81**	**837 600,00**	**820 709,29**	*97,98%*	***4,38%***
700	Intérêts et droits sur gages corporels	694 213,15	723 500,00	689 108,54	*95,25%*	*-0,74%*
707	Droits sur adjudications	88 314,66	104 000,00	122 383,80	*117,68%*	*38,58%*
7072	Droits sur adjudications ventes volontaires	3 466,00	9 000,00	8 976,95	*99,74%*	*159,00%*
708	Indemnités	246,00	1 100,00	240,00	*21,82%*	*NS*
	71 Subvention	**104 166,67**	**162 500,00**	**154 200,01**	*94,89%*	***48,03%***
710	Subvention d'équipement versée résultat	59 166,67	77 500,00	66 200,01	*85,42%*	*11,89%*
711	Autres subventions	45 000,00	85 000,00	88 000,00	*103,53%*	*95,56%*
	72 Ventes de déchets	**413,00**	**100,00**	**0,00**	*0,00%*	
720	Vente d'objets hors service	413,00	100,00	0,00	*0,00%*	*NS*
	73 Charges récupérées	**9 658,78**	**14 400,00**	**6 806,53**	*47,27%*	***-29,53%***
731	Recouvrement de prestation	2 832,90	5 000,00	876,00	*17,52%*	*-69,08%*
736	Frais d'affranchissement récupérés	6 825,88	5 400,00	5 930,53	*109,82%*	*-13,12%*
739	Autres charges récupérées	0,00	4 000,00	0,00	*0,00%*	*NS*
	76 Produits accessoires	**585,00**	**1 800,00**	**656,00**	*36,44%*	***12,14%***
7699	Autres produits accessoires	585,00	1 800,00	656,00	*36,44%*	*12,14%*
	77 Produits financiers	**0,00**	***0,00***	**0,00**		
	78 Reprises sur amortiss. et prov.	**48 467,97**	**43 000,00**	**17 918,30**	*41,67%*	***-63,03%***
7851	Reprise sur prov. créances dout.et litig.	22 138,47	43 000,00	16 160,89	*37,58%*	*-27,00%*
7854	Reprise s/prov.pour risques et charges	26 329,50	0,00	1 757,41	*NS*	*-93,33%*
	87 Profits	**26 806,19**	**36 090,00**	**27 594,67**	*76,46%*	***2,94%***
873	Produits aux exercices antérieurs	0,00	0,00	7,60	*0,00%*	
8750	Plus values s/réalisations d'actifs	0,00	0,00	0,00	*0,00%*	
8751	Profits exc.plus values/réal.gages corp.	23 735,39	36 090,00	27 275,06	*75,58%*	*14,91%*
8753	Mandats annulés ex. antérieur	3 022,80	0,00	312,01	*NS*	*-89,68%*
8755	Recouvr. après adm.en non valeur	48,00	0,00	0,00	*NS*	*-100,00%*
8759	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	*NS*	*NS*
	Total des recettes d'exploitation	**976 337,42**	**1 095 490,00**	**1 027 884,80**	*93,83%*	***5,28%***
881	Déficit à prélever sur la dotation	0,00		0,00		
	Totaux égaux en recettes et en dépenses	**976 337,42**	**1 095 490,00**	**1 027 884,80**		

BALANCE GENERALE
COMPTES 2021

Libellés	2020	BUDGET 2021	2021
Dépenses	**1 346 847,79 €**	**1 317 490,00 €**	**1 123 710,06 €**
Débit de la section de dotation	370 520,99 €	222 000,00 €	102 838,47 €
Dépenses de la section d'exploitation	976 326,80 €	1 095 490,00 €	1 020 871,59 €
Recettes	**1 147 352,99 €**	**1 317 490,00 €**	**1 197 172,31 €**
Crédit de la section de dotation	171 015,57 €	222 000,00 €	169 287,51 €
Recettes de la section d'exploitation	976 337,42 €	1 095 490,00 €	1 027 884,80 €
Résultat	**-199 494,80 €**	***(en équilibre)***	**73 462,25 €**

Excédent global 2021 de 73.462,25 euros

A raison d'un excédent de 66.449,04 euros de la section d'investissement et d'un excédent de 7.013,21 euros en section d'exploitation

Présenté par le Directeur et les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance.

A Strasbourg, Mars 2022

Antoine DUBOIS
Président-Délégué

Gérard FISCHER
Directeur

Visé par le Conseil Municipal réuni en séance du

Maire de la Ville de Strasbourg

A Strasbourg, le

Le Préfet

BILAN

EXERCICE 2021

BILAN AU 31 DECEMBRE 2021

ACTIF	Exercice 2021			Exercice 2020
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	**215 156,29**	**194 053,60**	**21 102,69**	**25 246,43**
Frais d'établissement (2013)	21 896,80	21 896,80		9 449,50
Logiciels (2030)	192 488,14	172 156,80	20 331,34	15 415,58
Autres immobilisations incorporelles (208)	771,35		771,35	381,35
Immobilisations incorporelles en cours (2301)				
Immobilisations corporelles	**1 208 702,69**	**818 823,03**	**389 879,66**	**481 168,81**
Matériel hors informatique (2140)	155 044,82	116 989,07	38 055,75	56 383,92
Matériel informatique (2141)	192 976,55	172 514,31	20 462,24	36 864,99
Mobilier et matériel de bureau (2160)	188 745,08	171 622,74	17 122,34	28 110,29
Agencements, installations (2162)	671 936,24	357 696,91	314 239,33	359 809,61
Immobilisations corporelles en cours (2300)				
Immobilisations financières	**1 070,84**		**1 070,84**	**1 070,84**
Autres dépôts versés (2701)	1 070,84		1 070,84	1 070,84
TOTAL I	**1 424 929,82**	**1 012 876,63**	**412 053,19**	**507 486,08**

ACTIF	Exercice 2021			Exercice 2020
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF CIRCULANT				
Créances d'exploitation	**254 021,79**		**254 021,79**	**280 805,81**
Prêts fonctionnaires (41900, 41910)	5 230,59		5 230,59	8 950,82
Personnel (425)	449,82		449,82	
Débet agent comptable (429)	248 276,06		248 276,06	250 033,47
Etat impôts (436, 437, 438)				21 738,00
Organismes sociaux (463)				
Usagers (466)	65,32		65,32	83,52
Créances prêts sur gages	**5 318 177,76**		**5 318 177,76**	**4 977 011,50**
Prêts sur gages corporels (5102/4, 41901)	5 117 135,44		5 117 135,44	4 797 913,14
Intérêts à échoir (5103, 41911, 5105)	201 042,32		201 042,32	179 098,36
Disponibilités	**301 579,22**		**301 579,22**	**257 839,44**
Chèques et CB à recouvrer (54)				
Trésorerie (56)	166 460,69		166 460,69	190 122,45
Caisse et régies (57, 58)	135 118,53		135 118,53	67 716,99
TOTAL II	**5 873 778,77**		**5 873 778,77**	**5 515 656,75**
Comptes de régularisation				
Compte de régularisation - Actif				
TOTAL GENERAL	**7 298 708,59**	**1 012 876,63**	**6 285 831,96**	**6 023 142,83**

BILAN AU 31 DECEMBRE 2021

PASSIF (en euros)	Brut 2021		Net 2021	Net 2020
CAPITAUX PROPRES				
Capital social (1050, 1051, 1052, 1053)	3 036 632,88		3 036 632,88	3 036 684,36
Subventions d'équipement (1055)	167 133,32		167 133,32	216 333,33
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) (12)	7 013,21		7 013,21	10,62
TOTAL I	**3 210 779,41**		**3 210 779,41**	**3 253 028,31**
PROVISIONS (CAPITAUX PROPRES)				
Provisions - Débet agent comptable (1550)	248 276,06		248 276,06	250 033,47
Provisions pour risques bancaires (1553)	55 000,00		55 000,00	55 000,00
Autres provisions (1555)				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions - Prêts fonctionnaires (41990)	5 230,59		5 230,59	8 950,82
Provisions - Créances douteuses gages (41991)	40 299,40		40 299,40	20 666,91
TOTAL II	**348 806,05**		**348 806,05**	**334 651,20**

PASSIF (en euros)	Avant affectation 2021	Avant affectation 2020	Après affectation 2021	Après affectation 2020
DETTES FINANCIERES				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1693)	66 046,02		66 046,02	44 020,97
Tirages auprès des étab. de crédits (500)	2 300 000,00		2 300 000,00	2 100 000,00
Tirages auprès des étab. publics (509)				
DETTES D'EXPLOITATION				
Fournisseurs et comptes rattachés (400,409)	20 158,18		20 158,18	35 179,61
Etablissements de crédits (50025)	1 924,57		1 924,57	2 215,33
Personnel (425)				
Etats, collectivités, impôts (436,437,438)	7 115,00		7 115,00	2 589,00
Bonis (455/6)	152 074,81		152 074,81	144 761,64
Usagers (4576,4651)	152,70		152,70	366,60
Organismes sociaux (463)	15 944,00		15 944,00	11 837,00
DETTES DIVERSES				
Charges à payer, congés payés (4763)	39 675,87		39 675,87	41 325,32
Autres charges à payer (4768)	30 190,00		30 190,00	24 800,00
Chèques à recouvrer (54)	3 775,35		3 775,35	7 492,85
TOTAL III	**2 637 056,50**		**2 637 056,50**	**2 414 588,32**
COMPTES DE REGULARISATION				
Ventes incomplètes (4900)	88 920,00		88 920,00	20 875,00
Compte de régularisation - Passif	270,00		270,00	
TOTAL GENERAL	**6 285 831,96**		**6 285 831,96**	**6 023 142,83**

SECTION D'INVESTISSEMENT

ARTICLES	INTITULES	BUDGET 2021 APRES DM	PROPOSITION VOTE BUDGET PRIMITIF 2022	EVOLUTION	Commentaires
DEPENSES					
105-1	Excédents capitalisés	0,00	0,00	0,00%	
105-5	Subvention d'équipement	77 500,00	68 000,00	-12,26%	
105-6	Fonds publics affectés	0,00	0,00	0,00%	
120	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	0,00		
155-0	Provisions pour pertes sur réal. gages corporels	6 000,00	6 000,00		
155-5	Autres provisions	1 000,00	1 000,00	0,00%	
158-2	Provisions pour charges de retraites obligatoires	0,00	0,00		
169-3	Emprunts pour investissement	51 000,00	22 000,00	-56,86%	
201-3	Frais étude	8 000,00	2 000,00		
203-0	Logiciels	18 000,00	7 000,00	-61,11%	
208	Immobilisations incorporelles	1 000,00	1 000,00	0,00%	
214	Matériel informatique et outillage	25 200,00	37 000,00	46,83%	
216	Mobilier bureau, Agencement et installations	28 300,00	27 300,00	-3,53%	
230-0	Immobilisations corporelles en cours	1 000,00	1 000,00	0,00%	
230-1	Immobilisations incorporelles en cours	1 000,00	1 000,00	0,00%	
270-1	Dépôts versés (fonds de garantie)	4 000,00	4 000,00	0,00%	
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**222 000,00 €**	**177 300,00 €**	**-20,14%**	

SECTION D'INVESTISSEMENT					
ARTICLES	**INTITULES**	**BUDGET 2020 APRES DM**	**PROPOSITION VOTE BUDGET PRIMITIF 2021**	**EVOLUTION**	**Commentaires**
RECETTES					
105-1	Excédents capitalisés	0,00	0,00	0,00%	
105-2	Bonis capitalisés	17 000,00	17 000,00	0,00%	
105-5	Subvention d'équipement	17 000,00	17 000,00	0,00%	
105-6	Fonds publics affectés	0,00	0,00		
155-0	Provisions pour pertes s/ réalisation gages corporels	6 000,00	6 000,00	0,00%	
169-3	Emprunts pr investissement (établis. de crédit)	40 000,00	0,00	0,00%	
201-83	Amortissement frais d'étude	15 000,00	2 000,00		
203-8	Amortissement des logiciels	15 000,00	15 500,00	3,33%	
214	Amortissement du matériel hors informatique	43 000,00	22 000,00	-48,84%	
214-81	Amortissement du matériel informatique	0,00	22 800,00	NS	
216-80	Amortissement mobilier bureau	0,00	15 000,00	NS	
216-82	Amortissement des agencem., aménag., installations	63 000,00	54 000,00	-14,29%	
230-0	Immobilisations corporelles en cours	1 000,00	1 000,00	0,00%	
230-1	Immobilisations incorporelles en cours	1 000,00	1 000,00	0,00%	
270-0	Cautionnements versés	4 000,00	4 000,00	0,00%	
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		**222 000,00 €**	**177 300,00 €**	**-20,14%**	

REPORT DEPENSES SECTION D'INVESTISSEMENT	222 000,00 €	177 300,00 €	-20,14%
REPORT RECETTES SECTION D'INVESTISSEMENT	222 000,00 €	177 300,00 €	-20,14%
DIFFERENCE ENTRES MOUVEMENTS DE L'ACTIF ET DU PASSIF	0,00 €	0,00 €	

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
ARTICLES	**INTITULES**	**BUDGET 2021 TENANT COMPTE DES DM + VIREMENTS INTERNES**	**PROPOSITION BUDGET PRIMITIF 2022**	**EVOLUTION**	**Commentaires**
DEPENSES					
60	**ACHATS**	**22 000,00**	**23 000,00**	***4,55%***	
602	Matières et fournitures consommables	22 000,00	23 000,00	*4,55%*	
61	**FRAIS DE PERSONNEL**	**556 090,00**	**568 270,00**	***2,19%***	
612	Rémunérations du personnel	376 250,00	381 970,00	*1,52%*	
615	Rémunération diverses personnel	11 000,00	11 500,00	*4,55%*	
617	Charges de séc. soc. et prévoyance	147 840,00	149 800,00	*1,33%*	
618	Autres charges sociales (618-0) et pensions (618-1)	15 000,00	19 000,00	*26,67%*	
619	Autres frais de personnel (dt formation 619-1)	6 000,00	6 000,00	*0,00%*	
62	**IMPOTS ET TAXES**	**58 000,00**	**61 500,00**	***6,03%***	
620	Impôts, taxes versements assim. (dt taxe s/sal. 620-1)	44 000,00	45 000,00	*2,27%*	
624	Droits d'enregistrement	9 000,00	10 500,00	*16,67%*	
629	Autres impôts	5 000,00	6 000,00	*20,00%*	
63	**TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES EXTERIEURS**	**162 500,00**	**170 500,00**	***4,92%***	
630	Location de matériel	5 000,00	5 000,00	*0,00%*	
631	Entretiens et réparations	6 500,00	6 500,00	*0,00%*	
633	Petit matériel et outillage	6 000,00	6 000,00	*0,00%*	
634	Fournitures extérieures	6 000,00	6 000,00	*0,00%*	
635	Locations immobilières et charges locatives	18 000,00	18 000,00	*0,00%*	
636	Prestations de service (maintenances…)	67 000,00	71 000,00	*5,97%*	
637	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	20 000,00	17 000,00	*-15,00%*	
638	Primes d'assurances	34 000,00	41 000,00	*20,59%*	
64	**TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS**	**11 400,00**	**10 900,00**	***-4,39%***	
640	Transport du personnel	900,00	900,00		
641	Voyages et déplacements	7 500,00	7 500,00	*0,00%*	
642	Transports de fonds	3 000,00	2 500,00	*-16,67%*	
65	**OPERATIONS SOCIALES**	**600,00**	**600,00**	***0,00%***	
650	Dégagements gratuits	100,00	100,00	*0,00%*	
650	Autres opérations à caractère social	500,00	500,00	*0,00%*	
66	**FRAIS DIVERS DE GESTION**	**59 200,00**	**62 030,00**	***4,78%***	
660	Publicité	23 000,00	27 000,00	*17,39%*	
661	Missions et réceptions	6 000,00	6 000,00	*0,00%*	
662	Imprimés administratifs	5 000,00	4 000,00	*-20,00%*	
663	Documentation générale	1 000,00	1 000,00	*0,00%*	
664	Frais de P.T.T.	14 000,00	14 000,00	*0,00%*	
665	Frais d'actes et de contentieux	1 000,00	1 500,00	*50,00%*	
667	Cotisation aux organismes du réseau (dt CPCCM)	4 000,00	4 330,00	*8,25%*	
668	Autres frais divers de gestion	5 000,00	4 000,00	*-20,00%*	
669	Dépenses imprévues	200,00	200,00	*0,00%*	

653

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
ARTICLES	INTITULES	BUDGET 2021 TENANT COMPTE DES DM + VIREMENTS INTERNES	PROPOSITION BUDGET PRIMITIF 2022	EVOLUTION	Commentaires
67	**FRAIS FINANCIERS**	**42 000,00**	**31 800,00**	**-24,29%**	
675-0	Intérêts des emprunts pour investissement	4 000,00	3 800,00	*-5,00%*	
676-15	Intérêts s/dispon. Caisse d'Epargne	5 000,00	6 500,00	*30,00%*	
676-16	Intérêts s/dispon. La Banque Postale	9 500,00	7 500,00	*-21,05%*	
676-19	Intérêts s/dispon.Crédit Agricole	5 000,00	0,00	*NS*	
676-22	Intérêts sur disponibilités - compte ouvert CM	9 500,00	5 000,00	*-47,37%*	
679	Frais financiers divers	9 000,00	9 000,00	*0,00%*	
68	**DOTATIONS AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS**	**142 000,00**	**137 000,00**	***-3,52%***	
681-0	Dot. frais d'Etablissement (fr/ études)	12 000,00	2 000,00	*-83,33%*	
681-1	Dot. Amortissem. logiciels	9 000,00	12 000,00	*33,33%*	
681-4	Dot. Amortissem. matériels	35 000,00	37 000,00	*5,71%*	
681-6	Dot. amortissem. autres immo. (bureau et agencements)	59 000,00	57 000,00	*-3,39%*	
685-1	Dot. aux provisions sur créances douteuses ou litigieuses	27 000,00	25 000,00	*-7,41%*	
685-4	Dot. autres provisions pour risques	0,00	4 000,00	*#DIV/0!*	
69	**IMPOTS SUR BENEFICES ET ASSIMILES**	**1 000,00**	**1 000,00**	***0,00%***	
690	Impôts sur les bénéfices	1 000,00	1 000,00	*0,00%*	
87	**PERTES ET PROFITS SUR REALISATIONS DIVERSES**	**31 700,00**	**19 700,00**	***-37,85%***	
872	Charges diverses imputables sur exercices antérieurs	22 000,00	10 000,00	*-54,55%*	
874-1	Moins values sur réalisations de gages corporels	6 000,00	6 000,00	*0,00%*	
874-3	Titres annulés exercices antérieurs	1 200,00	1 200,00	*0,00%*	
874-6	Créances irrecouvrables	1 500,00	1 500,00	*0,00%*	
874-9	Autres pertes exceptionnelles	1 000,00	1 000,00	*0,00%*	
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**1 086 490,00 €**	**1 086 300,00 €**	**-0,02%**	

SECTION DE FONCTIONNEMENT

ARTICLES	INTITULES	BUDGET 2021 TENANT COMPTE DES DM + VIREMENTS INTERNES	PROPOSITION BUDGET PRIMITIF 2022	EVOLUTION	Commentaires
	RECETTES				
70	**PRODUITS DES OPERATIONS DE PRETS**	**828 600,00**	**856 500,00**	**3,26%**	
700	Intérêts et droits sur gages corporels	723 500,00	735 400,00	1,62%	
707	Droits sur adjudications	95 000,00	110 000,00	13,64%	
707-2	Droits sur ventes volontaires	9 000,00	10 000,00		
708	Pénalités de retard sur mensualités de prêts	100,00	100,00	0,00%	
7083	Produits d'apporteur d'affaires	1 000,00	1 000,00	0,00%	
71	**SUBVENTIONS**	**162 500,00**	**153 000,00**	**-6,21%**	
710	Subventions d'équipement	77 500,00	68 000,00	-13,97%	**quote part subv versées compte résultat**
711	Autres subventions (ville de Strasbourg)	85 000,00	85 000,00	0,00%	**subvention d'équilibre**
72	**VENTES DE DECHETS**	**100,00**	**100,00**	**0,00%**	
720	Ventes d'objets hors service	100,00	100,00	0,00%	
73	**CHARGES RECUPEREES**	**14 400,00**	**14 400,00**	**0,00%**	
731	Recouvrements de prestations	5 000,00	5 000,00	0,00%	
736	Recouvrements de frais d'affranchissements	5 400,00	5 400,00	0,00%	
739	Autres charges récupérées	4 000,00	4 000,00	0,00%	
76	**PRODUITS ACCESSOIRES**	**1 800,00**	**1 800,00**	**0,00%**	
769-1	Autres produits accessoires	800,00	800,00	0,00%	
7693	Autres charges récupérables frais généraux	1 000,00	1 000,00	0,00%	
77	**PRODUITS FINANCIERS**	**0,00**	**0,00**	**0,00%**	
773	Intérêts sur comptes ordinaires	0,00	0,00	0,00%	
78	**REPRISE DES AMORTISSEMENTS ET DES PROVISIONS**	**43 000,00**	**30 000,00**		
785-1	Rep. Provis. créances douteuses ou litigieuses	28 000,00	20 000,00	-40,00%	
785-4	Rep. Prov. pour risques et charges	15 000,00	10 000,00	-50,00%	
87	**PERTES ET PROFITS SUR REALISATIONS DIVERSES**	**36 090,00**	**30 500,00**	**-18,33%**	
873	Produits divers imputab exercice ant	0,00	0,00	NS	
875-0	Plus-values sur réalisations d'actifs	500,00	500,00	0,00%	
875-1	Plus-values sur réalisations de gages corporels	27 000,00	23 000,00	-17,39%	
875-3	Mandats annulés exercices antérieurs	2 000,00	1 000,00	-100,00%	
875-5	Recouvrements après admissions en non-valeur	1 590,00	1 000,00	-59,00%	
875-9	Produits exceptionnels	5 000,00	5 000,00	0,00%	
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**1 086 490,00**	**1 086 300,00**	**-0,02%**	

REPORT DEPENSES SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 086 490,00 €	1 086 300,00 €	-0,02%
REPORT RECETTES SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 086 490,00 €	1 086 300,00 €	-0,02%

39

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Créances irrécouvrables.

Numéro V-2022-778

Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, la Trésorière de la Ville de Strasbourg a montré l'irrécouvrabilité de certaines créances détenues par la ville de Strasbourg sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

La constatation de créances irrécouvrables entre dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L 2541-12-9° du Code général des collectivités territoriales, sont soumis à la décision du Conseil municipal, car elles constituent une charge pour le budget municipal.

Les créances irrécouvrables sont récapitulées dans le relevé joint en annexe. Elles se montent à **84 163,66 €** et sont décomposées comme suit :

I- Créances à admettre en non-valeur

La constatation de créances irrécouvrables entre dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L 2541-12-9° du Code général des collectivités territoriales, sont soumis à la décision du Conseil municipal, car elles constituent une charge pour le budget municipal.

A l'appui de ses demandes et avec le concours des services ordonnateurs, la Trésorière fournit les justificatifs qui permettent de proposer l'admission en non-valeur de créances pour un montant de **42 310,76 €.**

II- Créances éteintes

L'irrécouvrabilité de ces créances fait suite à une décision juridique s'opposant à toute action en recouvrement. Leur montant s'élève à **41 852,90 €.**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *les admissions en non-valeur pour une somme de **42 310,76 €** imputées sur la ligne budgétaire 65 / 6541 / 01 ;*
- *les créances éteintes, à hauteur de **41 852,90 €** imputées sur la ligne budgétaire 65 / 6542 / 01 ;*

le relevé détaillé est annexé à la présente délibération.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146970-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

CREANCES IRRECOUVRABLES
BUDGET PRINCIPAL VDS 1/2022

PRODUITS	MONTANT	NATURE IRRECOUVRABILITE	EXERCICE CONCERNE
Service Gestion et inventaire du patrimoine *Loyers*			
réf 1143247776	18,30	admission en non valeur	2019
réf 1174039860	56,25	admission en non valeur	2018
réf 1110804644	52,50	admission en non valeur	2009
réf 1143066571	60,63	admission en non valeur	2017
réf 1171159323	204,24	admission en non valeur	2020
réf 1143069183	96,00	admission en non valeur	2015
réf 1193855087	165,60	admission en non valeur	2021
réf 2100897545	47,94	créances éteintes	2009
réf 1133869541	99,25	créances éteintes	2014
réf 1141378765	86,25	créances éteintes	2015
réf 1126205118	44,16	créances éteintes	2014
réf 1127254970	157,50	créances éteintes	2013
réf 1142673041	469,60	créances éteintes	2015
réf 1134432864	1 232,00	créances éteintes	2014
réf 1114439064	35,47	créances éteintes	2010
réf 1143862005	629,20	créances éteintes	2016
réf 1147416227	156,40	créances éteintes	2016
réf 1186336743	56,25	créances éteintes	2020
réf 1122446782	109,47	créances éteintes	2012
réf 1123828689	55,00	créances éteintes	2012
réf 1161922022	18,00	admission en non valeur	2017
réf 1125908412	282,00	admission en non valeur	2013
réf 1127681627	112,56	admission en non valeur	2013
réf 1143247776	18,30	admission en non valeur	2019
réf 1138549874	146,90	admission en non valeur	2021
réf 1127687429	38,40	créances éteintes	2013
réf 1127254965	419,68	créances éteintes	2013
réf 1121915595	289,30	créances éteintes	2012
réf 1122446784	743,04	créances éteintes	2013
réf 1123830164	106,50	créances éteintes	2013
réf 1114439068	356,44	créances éteintes	2013
réf 1119341235	2 916,60	créances éteintes	2011
réf 1127713792	2 039,60	créances éteintes	2013
réf 1113770704	82,36	créances éteintes	2010
réf 1114547794	79,50	créances éteintes	2012
réf 1123830158	669,12	créances éteintes	2012
réf 1179940065	741,60	créances éteintes	2019
réf 1160636897	375,00	créances éteintes	2017
réf 1135567827	56,13	créances éteintes	2014
réf 1126204879	795,18	créances éteintes	2013
réf 1122216623	413,00	créances éteintes	2013
	14 531,22		

Service Police du bâtiment *Droits d'enseignes*			
réf 1171555745	28,00	admission en non-valeur	2019
réf 1115939576	457,60	admission en non-valeur	2009
réf 1163807722	340,30	admission en non-valeur	2017
réf 1113770159	119,60	admission en non-valeur	2011
réf 1151524584	67,00	admission en non-valeur	2019
réf 1113770979	60,00	admission en non-valeur	2012
réf 1151524356	67,00	admission en non-valeur	2019
réf 1138288852	305,00	admission en non-valeur	2018
réf 2100922025	141,50	admission en non-valeur	2009
réf 1126204301	981,85	admission en non-valeur	2007
réf 1160764805	67,00	admission en non-valeur	2018
réf 1133507993	122,00	admission en non-valeur	2014
réf 1151523720	396,00	créances éteintes	2016
réf 1126205118	127,00	créances éteintes	2014
réf 1159128859	617,20	créances éteintes	2011
réf 1126205172	250,00	créances éteintes	2013
réf 1140596447	64,00	créances éteintes	2015
réf 1126203568	147,00	créances éteintes	2013
réf 1113274477	321,00	créances éteintes	2008
réf 1126202878	185,00	créances éteintes	2012
réf 1133264880	189,00	créances éteintes	2014
réf 1111212166	306,00	créances éteintes	2009
réf 1126204299	25,50	créances éteintes	2013
réf 1123087163	46,50	créances éteintes	2012
réf 1113770418	119,60	créances éteintes	2011
réf 1143299301	510,00	créances éteintes	2012
réf 1120919741	260,00	créances éteintes	2012
réf 1117330594	60,00	créances éteintes	2012
réf 1172115160	2 627,30	créances éteintes	2014
réf 1150988394	287,00	créances éteintes	2016
réf 1179939925	67,00	créances éteintes	2019
réf 1151525935	263,00	créances éteintes	2016
réf 1160633933	780,00	créances éteintes	2015
réf 1179939694	454,00	admission en non-valeur	2013
réf 2100901602	439,60	admission en non-valeur	2011
réf 1140597429	67,00	admission en non-valeur	2019
réf 1171556117	121,00	admission en non-valeur	2018
réf 1173707277	22,50	admission en non-valeur	2020
réf 1120919481	59,60	admission en non-valeur	2011
réf 1126204236	125,00	créances éteintes	2013
réf 1111212259	754,00	créances éteintes	2013
réf 1143300065	1 317,00	créances éteintes	2013
réf 1111159890	45,44	créances éteintes	2013
réf 1126205270	63,00	créances éteintes	2014
réf 1126203966	185,00	créances éteintes	2012
réf 1133265033	159,00	créances éteintes	2014
réf 1126204544	63,00	créances éteintes	2014
réf 1140597818	127,00	créances éteintes	2014
réf 1126205405	48,00	créances éteintes	2014
réf 1113772278	97,00	créances éteintes	2012

réf 1120919646	224,00	créances éteintes	2013
réf 2100909508	121,80	créances éteintes	2009
réf 1122446784	274,00	créances éteintes	2013
réf 1126205051	47,00	créances éteintes	2013
réf 1126203325	255,00	créances éteintes	2012
réf 1120919550	184,60	créances éteintes	2011
réf 1126202883	69,60	créances éteintes	2014
réf 1113770704	281,10	créances éteintes	2010
réf 1117330713	244,00	créances éteintes	2012
réf 1126202872	125,00	créances éteintes	2013
réf 1151524651	97,50	créances éteintes	2016
réf 1126205970	62,00	créances éteintes	2013
réf 1119368554	45,00	créances éteintes	2013
réf 1120919273	60,00	créances éteintes	2012
réf 1111211992	2 348,88	créances éteintes	2012
réf 1179939777	92,85	créances éteintes	2020
réf 1126205513	47,00	créances éteintes	2013
réf 1151735211	52,00	créances éteintes	2019
réf 1119259902	1 503,00	créances éteintes	2011
réf 1151524719	403,40	créances éteintes	2016
réf 1140599351	95,00	créances éteintes	2018
réf 1179940065	28,00	créances éteintes	2019
réf 1179939556	104,00	créances éteintes	2019
réf 1171556384	83,00	créances éteintes	2016
réf 1148728727	103,00	créances éteintes	2017
réf 1171557274	56,00	créances éteintes	2018
réf 1119368646	881,20	créances éteintes	2012
réf 1120919741	252,50	créances éteintes	2012
réf 1126204842	62,00	créances éteintes	2013
réf 1126203272	250,00	créances éteintes	2013
réf 1111212112	251,49	créances éteintes	2014
réf 1126204879	48,00	créances éteintes	2013
réf 2100921411	229,00	créances éteintes	2006
	23 533,01		

Direction des espaces verts *Jardins Familiaux*			
réf 1139309773	22,50	admission en non-valeur	2015
réf 1141855529	84,00	créances éteintes	
réf 1141647320	1 183,88	admission en non-valeur	2015
réf 1149799132	152,00	créances éteintes	2016
réf 1110262530	1 676,00	créances éteintes	2009
	3 118,38		

Direction de l'éducation et de la Petite Enfance			
réf 1148295520	21,60	admission en non-valeur	2016
réf 1120387315	82,45	admission en non-valeur	2013
réf 1144693391	54,00	admission en non-valeur	2017
réf 1128584984	15,75	admission en non-valeur	2013
réf 1142308224	60,40	admission en non-valeur	2015
réf 1151082822	10,30	admission en non-valeur	2016
réf 1122862400	264,00	admission en non-valeur	2012

réf 1122862407	29,50	admission en non-valeur	2013
réf 1118949068	28,95	admission en non-valeur	2014
réf 1136697608	88,00	admission en non-valeur	2014
réf 1160997710	23,35	admission en non-valeur	2017
réf 1140972694	7,40	admission en non-valeur	2014
réf 2100922115	75,40	admission en non-valeur	2007
réf 1122643007	297,30	admission en non-valeur	2012
réf 1110999276	251,25	admission en non-valeur	2010
réf 2100923834	187,50	admission en non-valeur	2011
réf 1148759500	35,30	admission en non-valeur	2016
réf 1163209311	32,85	admission en non-valeur	2018
réf 1110577371	90,00	admission en non-valeur	2013
réf 1122862576	32,00	admission en non-valeur	2012
réf 2100921840	20,00	admission en non-valeur	2007
réf 1119066468	473,80	admission en non-valeur	2013
réf 1115555702	64,00	admission en non-valeur	2010
réf 2100922212	162,00	admission en non-valeur	2008
réf 1163209917	50,13	admission en non-valeur	2017
réf 1163205933	45,40	admission en non-valeur	2018
réf 1142308354	71,70	admission en non-valeur	2015
réf 1142141519	10,30	admission en non-valeur	2016
réf 1128011248	38,25	admission en non-valeur	2014
réf 2100924592	180,26	admission en non-valeur	2009
réf 1162133475	11,30	admission en non-valeur	2017
réf 1142141628	18,55	admission en non-valeur	2016
réf 1116851552	19,30	admission en non-valeur	2013
réf 1140278788	0,10	admission en non-valeur	2015
réf 1141897188	21,49	admission en non-valeur	2017
réf 1142141674	3,30	admission en non-valeur	2010
réf 1137237568	20,00	admission en non-valeur	2014
réf 1149557055	25,60	admission en non-valeur	2014
réf 1139333663	51,60	admission en non-valeur	2016
réf 2100902015	85,25	admission en non-valeur	2009
réf 1119066826	64,00	admission en non-valeur	2012
réf 1142533891	20,60	admission en non-valeur	2016
réf 1141897327	25,33	admission en non-valeur	2015
réf 1140992519	29,18	admission en non-valeur	2015
réf 1127212415	25,60	admission en non-valeur	2013
réf 1140795131	260,01	admission en non-valeur	2014
réf 1149941000	34,65	admission en non-valeur	2016
réf 2100922577	33,60	admission en non-valeur	2008
réf 2100923100	382,50	admission en non-valeur	2010
réf 1140093850	35,20	admission en non-valeur	2015
réf 2100920959	85,00	admission en non-valeur	2005
réf 1142142487	40,00	admission en non-valeur	2014
réf 1139334799	136,05	admission en non-valeur	2016
réf 2100921293	44,52	admission en non-valeur	2006
réf 1123368344	20,00	admission en non-valeur	2013
réf 2100922154	37,62	admission en non-valeur	2008
réf 1142308299	119,05	créances éteintes	2019
réf 1128011021	194,40	créances éteintes	2014
réf 1173596244	538,02	créances éteintes	2019
réf 1183343433	661 1 676,05	créances éteintes	2018
réf 1172667233	607,10	créances éteintes	2019
réf 1188467169	646,90	créances éteintes	2020

réf 1142666054	121,30	créances éteintes	2020
réf 1180285790	89,90	créances éteintes	2019
réf 1139311545	35,03	créances éteintes	2006
réf 1133730848	11,55	créances éteintes	2014
réf 1183126586	345,30	créances éteintes	2020
réf 1183117239	492,90	créances éteintes	2019
réf 1143233903	63,60	créances éteintes	2017
réf 1110744546	713,99	admission en non-valeur	2011
réf 2100922162	145,00	admission en non-valeur	2009
réf 1128584210	87,15	admission en non-valeur	2013
réf 1120387351	155,40	admission en non-valeur	2016
réf 1127697916	89,43	admission en non-valeur	2014
réf 1139359137	28,00	admission en non-valeur	2014
réf 1142308315	135,12	admission en non-valeur	2015
réf 1142145542	225,60	admission en non-valeur	2015
réf 1134029405	38,95	admission en non-valeur	2014
réf 1128011069	1 542,45	admission en non-valeur	2013
réf 1140278373	53,92	admission en non-valeur	2014
réf 1139359720	326,45	admission en non-valeur	2014
réf 2100921126	1 155,60	admission en non-valeur	2006
réf 1142146110	400,80	admission en non-valeur	2016
réf 1142146148	125,40	admission en non-valeur	2015
réf 1142669047	40,80	admission en non-valeur	2015
réf 1142669070	165,60	admission en non-valeur	2015
réf 1142146273	305,20	admission en non-valeur	2015
réf 1122862825	165,00	admission en non-valeur	2013
réf 2100921028	47,77	admission en non-valeur	2005
réf 1126046635	31,50	admission en non-valeur	2013
réf 1151162758	1 512,15	admission en non-valeur	2009
réf 1120965889	41,40	admission en non-valeur	2012
réf 1142304409	152,00	admission en non-valeur	2016
réf 119064959	235,00	admission en non-valeur	2011
réf 1110262530	506,25	créances éteintes	2009
réf 1173597457	635,80	créances éteintes	2018
réf 1174133341	1 156,56	créances éteintes	2017
réf 1188467169	16,70	créances éteintes	2020
réf 1160612840	40,35	créances éteintes	2017
réf 1142667884	128,25	créances éteintes	2019
réf 1173598357	180,60	créances éteintes	2018
réf 1143032210	951,40	créances éteintes	2014
réf 1188496211	111,00	créances éteintes	2020
réf 1142141762	830,70	créances éteintes	2017
	21 751,88		

Service Juridique *Sinistres*			
réf 118868522	1 908,00	créances éteintes	2020
réf 1122895550	166,67	admission en non valeur	
	2 074,67		

Direction de la communication *Evénements*			
réf 114033386	662 17 813,10	admission en non valeur	2015
	17 813,10		

Direction de la culture			
réf 1110705757	320,00	admission en non valeur	2009
réf 1171617352	422,00	admission en non valeur	2018
réf 1162238434	120,00	admission en non valeur	2011
	862,00		

Frais d'insertion			
réf 2100900837	179,40	créances éteintes	2007
	179,40		

Locations de salle			
réf 1161922022	18,00	admission en non valeur	2017
réf 1125908412	282,00	admission en non valeur	2013
	300,00		

Service Gestion et inventaire du patrimoine	**14 531,22**
Service Police du bâtiment	**23 533,01**
Direction des espaces verts	**3 118,38**
Direction de l'éducation et de la Petite	**21 751,88**
Service Juridique	**2 074,67**
Direction de la communication	**17 813,10**
Direction de la culture	**862,00**
Frais d'insertion	**179,40**
Locations de salle	**300,00**
Total	**84 163,66**

40

Communication au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Numéro V-2022-48

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 4 juillet 2020.

La présente information englobe l'ensemble des marchés passés par la ville de Strasbourg en procédure adaptée (2e, 3e et 4e seuil) ou en procédure formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 215 000 € HT (fournitures et services) et à 5 382 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er mars et le 31 mars 2022.

Par ailleurs, conformément à la résolution du Conseil municipal du 16 mai dernier, une communication portant sur les marchés publics de conseil passés par la ville de Strasbourg en 2021 est également présentée au titre du présent point de l'ordre du jour, à l'occasion de la séance au cours de laquelle intervient l'approbation du compte administratif.

Communiqué le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-143341-AU-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 2, 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

Accords-cadres à bons de commande

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum notifié € HT
2022/169	PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ DE VDS ET EMS - FAUCHAGE SUD	SCOP ESPACES VERTS	67114 ESCHAU	14 000,00
2022/176	ACQUISITION DE PRESTATIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION SUITE AU BILAN PRINCE 2 - LOT 8 CONSEIL ACCOMPAPGNEMENT MÉTHODOLOGIQUE DANS LE DOMAINE DES SYSTEMES D'INFORMATION	APINI	67300 SCHILTIGHEIM	150 000,00
2022/185	DÉFINITION ET MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION POUR LA TRANSFORMATION SOCIALE ET SOCIÉTALE - RECONSULTATION SPORTS ET ÉVÈNEMENTS	WELCOME BYZANCE	67300 SCHILTIGHEIM	500 000,00
2022/202	PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ VDS ET EMS - FAUCHAGE NORD	EST PAYSAGES D ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	10 000,00
2022/203	PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ VDS ET EMS - FAUCHAGE NORD	EST PAYSAGES D ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	50 000,00
2022/204	PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ VDS ET EMS - NETTOYAGE TERRAIN NORD	EMI CRENO	67200 STRASBOURG	250 000,00
2022/205	PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ VDS ET EMS - NETTOYAGE TERRAIN SUD	EMI CRENO	67200 STRASBOURG	220 000,00
2022/210	PRESTATION D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ VDS ET EMS CLOTURES ET DE GRILLAGES	SOCIETE NOUVELLE EQUIPEMENTS EXTERIEUR	88580 SAULCY SUR MEURTHE	150 000,00
2022/211	CONTROLE TECHNIQUE DES VEHICULES POIDS-LOURDS VDS ET EMS	VIVAUTO PL	93100 MONTREUIL	5 000,00
2022/248	FOURNITURE DE KITS LED ÉCLAIRAGE PUBLIC KITS LED POUR LUMINAIRES ELIPT	L ECLAIRAGE TECHNIQUE ECLATEC SA	54320 MAXEVILLE	600 000,00
2022/250	FOURNITURE DE KITS LED ÉCLAIRAGE PUBLIC KITS LED POUR LUMINAIRES HESTI	RAGNI	06610 LA GAUDE	120 000,00
2022/251	FOURNITURE, MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES DÉFIBRILLATEURS ET ACCESSOIRES POUR LES INSTALLATIONS SPORTIVES DE VDS	CARDIA PULSE	67116 REICHSTETT	212 000,00
2022/265	IMPRESSION CATALOGUE MARCELLE CAHN	GRAPHIUS SA	9041 GAND BELGIQUE	30 000,00

2022/266	IMPRESSION DE GUIDES MUSEES	GRAPHIUS SA	9041 GAND BELGIQUE	50 000,00
2022/267	IMPRESSION DE CATALOGUE DE COLLECTION MUSEE TOMI UNGERER	OTT IMPRIMEURS	67310 WASSELONNE	30 000,00

Marchés ordinaires ou à tranches optionnelles

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant notifié € HT
2022/178	MOE CONCEPTION ET REALISATION D'UN PARCOURS DE LA ZONE DE CULTURE URBAINE DE LA CITADELLE A STRASBOURG	FEST ARCHITECTURE	13001 MARSEILLE 1	61 200,00
2022/179	TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU GROUPE SCOLAIRE DE LA MEINAU - LOT 28 LAVERIE	MAINTENANCE EQUIPEMENT ALIMENTAIRE	67230 WESTHOUSE	91 153,00
2022/193	ACCOMPAGNEMENT A MAITRISE D'USAGE DEMOLITION RECONSTRUCTION CSC VICTOR SCHOELCHER MEDIATHEQUE DE CRONENBOURG	LES ATELIERS RTT	67100 STRASBOURG	50 000,00
2022/194	TRAVAUX DE CHEMINEMENT PISTE ANTONIN MAGNE ACTION 7 DES PROJETS D'ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME WACKEN-EUROPE - LOT 1 ECLAIRAGE PUBLIC	SOGECA	67850 HERRLISHEIM	22 626,50
2022/198	MOE RELATIVE À LA RÉFECTION DE LA TOITURE ET AU TRAITEMENT DE PIERRE DE TAILLE DE L'IMMEUBLE 8 PLACE DE L'HÔPITAL	ECHO ARCHITECTURE SARL ARCHITECTURE	68000 COLMAR	62 080,00
2022/199	MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE POUR TRAVAUX DE TRAITEMENT DES DES SURCHAUFFES DE 7 ÉQUIPEMENTS PETITE ENFANCE MOE	WALTZER	67800 BISCHHEIM	51 600,00
2022/212	TRAVAUX DE CHEMINEMENT PISTE ANTONIN MAGNE ACTION 7 DES PROJETS D'ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME WACKEN-EUROPE - LOT 2	EST PAYSAGES D ALSACE	67118 GEISPOLSHEIM	12 888,45
2022/214	CRÉATION D'UNE AIRE DE GRANDS JEUX DE FOOTBALL EN GAZON SYNTHÉTIQUE, AU STADE DU CENTRE SPORTIF KOENIGSHOFFEN MAIN COURANTE, CLÔTURES, ETC	SOCIETE NOUVELLE EQUIPEMENTS EXTERIEUR	88580 SAULCY SUR MEURTHE	210 856,30
2022/226	MOE TRVX DE SEPARATION DES RESAUX DANS L'IMMEUBLE 1 RUE DU 22 NOVEMBRE	WALTZER	67800 BISCHHEIM	19 520,00
2022/235	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN PARKING POUR VELOS PASSAGE WALTER BENJAMIN - LOT 1 VRD RESEAUX	ARTERE CONSTRUCTION ET TP SUD	67520 MARLENHEIM	25 070,00
2022/238	MISE EN PLACE D'UN JURY CITOYEN POUR L'ÉVOLUTION DE L'ÉVÈNEMENT STRASBOURG CAPITALE DE NOËL	RES PUBLICA	94110 ARCUEIL	84 450,00
2022/247	MISSIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LA DÉMINÉRALISATION ET LA VÉGÉTALISATION DES COURS D'ÉCOLE À STRASBOURG COURS D'ÉCOLE NIEDERAU	INGAIA	67000 STRASBOURG	53 350,00

2022/255	TRAVAUX DE MODIFICATION DE CHÂSSIS ET MISE EN PLACE D'OCCULT À LA MAISON DE LA PETITE ENFANCE CANARDIÈRE. RECONSULTATION	MENUISERIE HUNSINGER SA	67290 WEISLINGEN	165 338,00
2022/260	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UN ESPACE DE DÉTENTE SUR LA PLACE DE LA GARE À STRASBOURG	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	19 779,85
2022/270	EMBALLAGE ET TRANSPORT D'OEUVRES D'ART MUSEES EXPO M. CAHN ALLER	AXAL	68126 BENNWIHR	55 789,53

LISTE DES MARCHES DE CONSEIL PASSES PAR LA VILLE DE STRASBOURG EN 2021

N° marché	Objet du marché	Raison sociale	Montant contractuel (montant maximum ou montant forfaitaire selon la forme du marché)	Réalisé net
2021 1009 VDS	ACCOMPAGNEMENT DE LA VILLE À L'ELABORATION D'UNE DEMARCHE DE COOPERATION ET DE CO-CONSTRUCTION AVEC LES ARTISTES	OBSERVATOIRE DES POLITIQUES CULTURELLES	56 282,00	15 386,60
2021 1162 VDS	ANIMATION D'ATELIERS - GROUPE DE TRAVAIL POUR LA RELANCE ET LA REDÉFINITION DU CONSEIL DES RÉSIDENTS ETRANGERS	L ATELIER CO	14 000,00	14 000,00
2021 1195 VDS	PRESTATION D'ANIMATION DU CONSEIL DE LA PARTICIPATION CITOYENNE	MIND EVENT FORMATION M E F	8 000,00	-
2021 1218 VDS	ETUDE DE POTENTIALITÉ CHIFFRÉE, EXTENSION DE LA MISSION POUR LA MUTATION DE L'IMMEUBLE 1, QUAI KOCH À STRASBOURG	ROUBY HEMMERLE BRIGAND ARCHITECTES	9 600,00	-
2021 1219 VDS	MISSION D'ASSISTANCE À MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES	ARTELIA PROLOG INGENIERIE	100 000,00	-
2021 1231 VDS	AMO REALISATION BATIMENT PREFABRIQUE EN BOIS POUR CREATION SALLE DE CLASSE ECOLE LEZAY MARNESIA	C2BI GABRIEL GOZZO ARCHITECTE INGEROP CONSEIL ET INGENIERIE TOA ARCHITECTES ASSOCIES	70 900,00	-
2021 1242 VDS	AMO RÉDACTION CAHIER DES CHARGES CONCEPTION PRODUCTION AUDIOVISUELS MULTIMÉDIA RÉNOVATION MUSEE ZOOLOGIQUE	DUCKS SCENO VILLAMBROSA	62 750,00	-
2021 1250 VDS	AMO STRATÉGIE DE SENSIBILISATION AUX RISQUES MAJEURS	ASS DEPART PROTECTION CIVILE BAS RHIN	14 837,50	-
2021 240 VDS	ENQUETES SUR LES ATTENTES DES HABITANTS ET PISTES D'EVOLUTION DES POLITIQUES DE LECTURE PUBLIQUE DE LA VILLE ET EMS	ABCD SYNOPTIC	70 820,00	33 480,00
2021 248 VDS	PRESTATION D'ACCOMPAGNEMENT DANS LA MISE EN OEUVRE ET LE SUIVI DES CLAUSES SOCIALES DES CONTRATS PUBLICS DE LA VDS	RELAIS 2D	16 660,00	16 660,00
2021 314 VDS	REALISATION D'UNE ETUDE DE LECTORAT POUR STRASBOURG MAGAZINE	ECINS	22 170,00	22 170,00
2021 360 VDS	ETUDE DE POTENTIALITE CHIFFREE POUR LA MUTATION DE L'IMMEUBLE 1 QUAI KOCH A STRASBOURG	PROJEX ROUBY HEMMERLE BRIGAND ARCHITECTES	15 375,00	15 375,00
2021 415 VDS	CONSEIL MISE EN OEUVRE D'UN LIEU D'EDUCATION POPULAIRE AU NUMERIQUE	TACTIS	46 101,00	27 650,00
2021 517 VDS	AMO CLAUSES ENVIRONNEMENTALES DES MARCHES PUBLICS VDS LOT 1	AGENCE DECLIC HAUCHART	7 800,00	7 800,00
2021 520 VDS	AMO CLAUSES ENVIRONNEMENTALES DES MARCHES PUBLICS VDS LOT 2	AGENCE DECLIC HAUCHART	7 800,00	7 800,00
2021 531 VDS	REALISATION D'UNE ENQUETE SUR LE NETTOYAGE DANS LES ECOLES ETABLISSEMENTS D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE	KPMG EXPERTISE ET CONSEIL PCRPROP CONSEIL	94 550,00	84 550,00
2021 676 VDS	ETUDE DE FAISABILITE : ECO PATURAGE SUR DIVERSES PARCELLES DE LA VILLE DE STRASBOURG	ATELIER MOKA HENRY	33 195,00	22 009,50
2021 779 VDS	ETUDE EN VUE DE LA MISE EN OEUVRE D'UN PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT	COMMERCITE	31 200,00	31 200,00
2021 799 VDS	ASSISTANCE JURIDIQUE ET FINANCIERE ANALYSE ET TRAITEMENT DEMANDE INDEMNITAIRE SOCIETE ALSACIENNE DE RESTAURATION	CABINET MICHEL KLOPFER SEBAN ET ASSOCIES	9 500,00	4 750,00
2021 803 VDS	AMO IMPLANTATION DE JARDINS COLLECTIFS A STRASBOURG	INSTITUT CONSEIL ENVIRONNEMENT	45 000,00	18 822,50
2021 839 VDS	ETUDE D INGENIERIE DE SECURITE INCENDIE/ DESENFUMAGE OPERA DE STRASBOURG	SETEC TRAVAUX PUBLICS ET INDUSTRIELS	21 560,00	-
2021 859 VDS	ETUDE JURIDIQUE ET FINANCIERE RELATIVE A UN PROJET D'ACQUISITION IMMOBILIERE (IMMEUBLE OSMOSE)	DLA PIPER FRANCE LLP	35 000,00	35 000,00
2021 899 VDS	PROGRAMMATION AMO RENOVATION EXTENSION DU CINEMA STAR ST EXUPERY A STRASBOURG	QCS SERVICES	29 000,00	9 000,00
2021 969 VDS	AMO DÉFINITION D'INDICATEURS RELATIFS À LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DANS LES MARCHÉS PUBLICS VDS	AGENCE DECLIC HAUCHART	12 400,00	12 400,00
2021 979 VDS	AMO BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE	PERFEGAL	30 900,00	10 500,00

41

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Marchés publics et avenants.

Numéro V-2022-49

Avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les avenants et les documents y relatifs.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146976-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 215 000 € HT)

Abréviations utilisées *:*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DAP = Direction Architecture et Patrimoine ; DEPN= Direction Espaces Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DAP	V2021/1213	Travaux de construction du nouveau groupe scolaire de la Meinau, Lot N° 02, TERRASSEMENTS – VRD - ASSAINISSEMENT	489 965,25	GCM S.A.S.	2	21 725,85 (le montant de l'avenant précédent s'élève à 80 103,90 € HT)	20,78	591 795	07/04/2022
Objet de l'avenant au marché V2021/1213: le présent avenant porte sur des travaux de dépollution supplémentaires rendus nécessaires en raison d'aléas liés d'une part, à la constitution des sols, à la nature des matériaux utilisés pour combler les cavités des bâtiments démolis d'autre part. Suite à des mesures de terrain, il s'est avéré nécessaire de dépolluer sur 1,00ml de profondeur au lieu des 0,50 ml prévus initalement. Par ailleurs, le remblaiement du sous sol avec les matériaux de démolition s'avère impossible compte tenu de leur teneur trop élevée en sulfate, engendrant un risque fort et non maîtrisé de gonflement du remblai. Ces matériaux sont donc à évacuer et le remblaiement est à effectuer avec du gravier. Cet avenant résulte de circonstances imprévues qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.									

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	V2020/489	Travaux de restructuration et de mise en sécurité du groupe scolaire du Schluthfeld à Strasbourg - phases 3 à 5, Lot N° 208, CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS	567 350,30	GEISTEL SAS	4	5 407 (le montant des avenants précédents s'élève à 24 881,00 € HT)	5,34	597 638,30	28/04/2022
Objet de l'avenant au marché V2020/489 : le présent avenant porte sur des travaux complémentaires de plâtrerie : reprise des corniches en staff sur les pilastres des circulations (tous niveaux). Les positions unitaires dans le cadre du marché ne sont pas suffisantes au regard des déteriorations constatées sur les moulures.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF _ AOO	DAP	2019/873	Restructuration et extension du groupe scolaire du Hohberg, Lot N° 15, PEINTURES / NETTOYAGES	212 997,25	HITTIER & FILS SAS	3	3 089,68 (le montant des avenants précédents s'élève à 10 122,63 € HT)	6,2	226 209,56	28/04/2022
Objet de l'avenant au marché 2019/873: le présent avenant porte sur la réparation et le renfort de la dalle béton avant application de la résine de sol dans le hall commun du groupe scolaire. Ces réparations auraient dû être prises en charge par le lot Gros œuvre, mais l'entreprise titulaire a été liquidée.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	V2017/828	Travaux de restructuration, extension et mise en sécurité du groupe scolaire Gustave Doré à Strasbourg, Lot N° 25, Installations sanitaires / assainissement	319 124,12	SANICHAUF SAS	7	4 136,55 (le montant des avenants précédents s'élève à 34 478,68 € HT)	12,1	357 739,35	28/04/2022
Objet de l'avenant au marché V2017/828: le présent avenant porte sur différentes demandes de la maîtrise d'ouvrage ainsi que de la maîtrise d'œuvre concernant l'ajout d'appareillage supplémentaire pour le Bâtiment B.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	V2013/254	Mission de maîtrise d'oeuvre en vue de la construction des clubhouse - vestiaires du Stade Michel Walter à Strasbourg - Neuhof, Lot N° 0	321 444,35	LARCHE - METZGER	4	0 (le montant des avenants précédents s'élève à 26 272,60 € HT)	8,17	347 716,95	28/04/2022
Objet de l'avenant au marché V2013/254: le présent avenant porte sur la modification de la répartition d'honoraires du cabinet SERUE vers le mandataire de l'équipe.										

42

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Soutien de la ville de Strasbourg aux actions concourant à la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance inscrites au Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation de l'Eurométropole de Strasbourg (CISPD-R).

Numéro V-2022-799

1- Attribution de subventions dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs pour 3 associations œuvrant dans les champs de l'aide aux victimes, l'accès aux droits et la prévention de la récidive.

La ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable et de proposer des conventions pluriannuelles d'objectifs précisant leurs capacités à participer au développement d'actions soutenues par la ville de Strasbourg et relevant de la Stratégie nationale de prévention de la délinquance et de la radicalisation inscrite au CISPD-R. Signées cette année, ces conventions acteront une subvention annuelle reconductible trois ans. Elles sont donc accompagnées d'une convention financière annuelle déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention ainsi que d'outils d'évaluation des actions financées.

Il est proposé de reconduire les financements en 2022, au bénéfice des actions portées par les 3 associations suivantes :
- ARSEA ;
- VIADUQ 67 - France Victimes ;
- SOS AIDE AUX HABITANTS - France Victimes.

De par leurs compétences et leurs engagements sur les thématiques de l'aide aux victimes, l'accès au droit et la prévention de la récidive, ces trois associations contribuent depuis de nombreuses années à la réalisation des objectifs du CISPD-R. L'évaluation de ces trois conventions pluriannuelles fait l'objet d'un suivi dans le cadre d'un comité de pilotage dédié.

ARSEA - Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation : 4 000 €

« Centre de Prise en Charge des Auteurs (CPCA) »

Dans le cadre du CISPDR, de la prévention de la récidive et de la suite du Grenelle des violences faites aux femmes en lien avec l'Etat, il est proposé de soutenir la mise en place du CPCA à Strasbourg. L'objectif est de prévenir la réitération de faits de violences conjugales et intrafamiliales en appliquant et contrôlant les réponses pénales face aux auteurs de ces types de violences, placés sous main de justice ou volontaires : éviction du logement familial pour les auteurs, maintien dans le logement des femmes victimes, contrôle socio-judiciaire, injonction de soins, stages de responsabilisation, paiement d'une participation financière au stage, etc.
En 2021, 386 auteurs de violences conjugales, dont 186 résidant dans une commune de l'Eurométropole, ont été condamnés par le tribunal judiciaire de Strasbourg et suivis par le CPCA de Strasbourg.
Le CPCA est doté des moyens de la délégation départementale aux droits des femmes et du ministère de la Justice (contrôle judiciaire, éviction du conjoint violent). Il travaille en partenariat avec le réseau local et développe des modules thématiques imposés et/ou choisis (santé, insertion professionnelle, groupe de parole, stages de responsabilisation) qui viennent compléter l'accompagnement individuel des personnes.

VIADUQ 67 France Victimes pour deux actions soutenues à hauteur de 80 535 €

« L'accès au Droit et l'accès aux droits » : 17 395 €
L'association développe auprès du grand public une activité d'information et d'accompagnement qui favorise l'exercice et la jouissance des droits et des obligations pour chaque citoyen·ne rapprochant le-la justiciable de l'institution judiciaire. Cette mission permet la résolution amiable de procédures en précontentieux. L'association dotée de juristes et d'écrivain·es public·ques accueille quotidiennement le public à son siège à Cronenbourg et assure également des permanences sur les territoires de la ville en risque de décrochement.

« Aide aux victimes » : 38 550 €
Régie par la charte des services d'aides aux victimes « France Victimes », VIADUQ 67 accueille, informe, oriente et accompagne toute personne victime sur plusieurs sites de la ville dont la Maison de la Justice et du droit, au Tribunal judiciaire et dans les quartiers de la politique de la ville. Afin de prévenir l'aggravation de la situation traumatique des victimes et leur désocialisation, l'aide aux victimes d'infractions pénales mobilise des juristes pour que la victime puisse exercer pleinement ses droits. Des psychologues prennent en charge le traumatisme vécu par les victimes et les accompagnent tout au long de leurs démarches et de leur reconstruction.

« Permanences et astreintes au Point Accueil Victimes à l'Hôtel de Police » : 24 590 €
Le Point d'Accueil Victimes (PAV) est destiné à toute personne se présentant à l'Hôtel de Police, se déclarant victime directe ou indirecte d'une infraction pénale. Un travailleur social de l'association accompagne les victimes en temps réel et assure une orientation en fonction des problématiques rencontrées. Lieu d'écoute et d'orientation, ce dispositif permet le suivi des situations préoccupantes notamment celles des victimes de violences intrafamiliales. À compter de 2022, VIADUQ assure les permanences et toutes les astreintes du PAV conformément à la demande de la Justice. Au regard du nombre important de saisines, en particulier des victimes de violences conjugales ou

intrafamiliales, il est proposé l'inscription dans la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens de cette action socle qui sera renforcée et sécurisée pour trois années, en complément du soutien de l'Eurométropole.

SOS AIDE AUX HABITANTS - France Victimes pour deux actions soutenues à hauteur de 36 350 €

« Accès au droit et aide aux victimes » : 30 000 €
Dans le cadre de ce projet sont inscrites deux missions réalisées par l'association : l'accès aux droits et l'aide aux victimes et concernent les activités menées à son siège, lors de permanences au Tribunal Judiciaire, à la Maison de Justice et du Droit ainsi qu'au sein de centres médico-sociaux de la ville de Strasbourg.
L'association accueille, informe, oriente et accompagne dans un cadre déontologique, les personnes en demande d'informations juridiques et assure une prise en charge des victimes concernant les problématiques administratives, juridiques et psycho-sociales.

« Sensibilisation des adultes et des jeunes à leur droits et obligations : éducation à la citoyenneté, réappropriation des espaces tiers et tranquillité publique » : 6 350 €
Le projet vise à l'amélioration du cadre de vie et à favoriser le « mieux vivre ensemble » notamment la réduction des incivilités, le renforcement du respect porté aux personnes et aux biens publics. Elle se décline en deux actions :
- l'action de sensibilisation auprès des enfants et des jeunes pour les amener par le biais d'une pédagogie active, à réfléchir sur les notions telles que la différence, l'acception et les obligations.
- l'action Habitat-vie : parallèlement au travail mené avec les élèves, des rencontres avec les locataires dans les halls d'entrée sont organisées, pour sensibiliser les adultes aux droits et obligations locatifs.

2- Soutien à d'autres actions concourant à la Stratégie territoriale de prévention de la délinquance et de la radicalisation ne relevant pas de conventions pluriannuelles.

CLJ - Centre de Loisirs et de la Jeunesse
« La Police à l'écoute des jeunes » : 36 000 €
En vue d'améliorer les relations police/jeunes, le CLJ de la Police nationale propose tout au long de l'année des activités à caractère éducatif, sportif et culturel en faveur des jeunes de 10 à 17 ans issu·es des territoires de la Ville de Strasbourg. L'association contribue à la prévention des risques, à l'éducation à la citoyenneté et à la tranquillité publique. Elle intervient notamment sur les thématiques du décrochage et de l'exclusion scolaire, des violences scolaires et de harcèlement, de la prévention routière, des conduites addictives et des risques liés à l'usage des pétards. Enfin le CLJ, à la demande des établissements scolaires, intervient au sein des classes sur des actions spécifiques sur le champ de la sécurité du quotidien, de la prévention des conduites à risque et de la délinquance.

ITHAQUE
« Dispositif TAPAJ » : 22 000 €

Le dispositif TAPAJ se poursuivra en 2022 pour les missions spécifiques suivantes : dépollution de seringues sur des espaces publics, information et prévention auprès des publics consommateurs et riverains, contribution au diagnostic territorial.
Les effets attendus de cette action touchent à de nombreux aspects : propreté et sécurité, tranquillité publique, santé publique, participation citoyenne, dialogue avec les riverain·es et insertion de publics jeunes.
L'action se déclinera sur deux quartiers de la politique de la ville de Strasbourg : Elsau et Port du Rhin et sera déployée sur Hautepierre. L'objectif de cette démarche doit nous permettre de renforcer les dispositifs de prévention des conduites à risques dans les quartiers de mobiliser de nouveaux partenariats et réponses, d'évaluer la pertinence de pérenniser cette réponse sur l'ensemble de la ville.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions suivantes :

Associations et actions	***Subventions versées 2021***	***Subventions proposées 2022***
Actions relevant d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2025		
ARSEA - Association Régionale Spécialisée d'Action Sociale d'Education et d'Animation *« Centre de Prise en Charge des Auteurs (CPCA) »*	***4 000 €***	***4 000 €***
SOS AIDE AUX HABITANTS - France Victimes	***34 350 €***	***36 350 €***
« Accès au droit et aide aux victimes »	*28 000 €*	*30 000 €*
« Sensibilisation des adultes et des jeunes à leurs droits et obligations : éducation à la citoyenneté, réappropriation des espaces tiers et tranquillité publique »	*6 350 €*	*6 350 €*
VIADUQ 67 – France Victimes - Association bas-rhinoise pour les victimes d'infraction, l'accès au droit et les usagers de tous quartiers	***80 535 €***	***80 535 €***
« Accès au Droit et Accès aux droits »	*17 395 €*	*17 395 €*
« Aide aux victimes »	*38 550 €*	*38 550 €*
« Permanences et astreintes au Point d'Accueil Victimes (PAV) à l'Hôtel de police »	*24 590 €*	*24 590 €*
Actions ne relevant pas d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens		

CLJ – Centre de loisirs et de la jeunesse *« La Police à l'écoute des jeunes »*	***36 000 €***	***36 000 €***
ITHAQUE *« Dispositif TAPAJ »*	***16 000 €***	***22 000 €***
Total des subventions proposées	***170 885 €***	***178 885 €***

décide

d'imputer la dépense correspondante, soit 178 885 € sur l'activité AT02A, nature 6574 – fonction 110, dont le montant disponible est de 218 805 € ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et arrêtés relatifs à ces subventions et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147120-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
EXERCICES 2022-2024

Entre :

- la Ville de Strasbourg, représentée par sa Maire, Jeanne BARSEGHIAN, et
- l'association, **« VIADUQ 67 »** ci-après dénommée Viaduq 67 l' « Association Bas-Rhinoise pour les Victimes d'Infractions, l'Accès au droit et les Usagers de tous les quartiers » , inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous les références Volume 63 Folio N°53 et dont le siège est 5 rue Albert Einstein 67200 Strasbourg, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Michel MEYER.

Vu,

- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la stratégie nationale de prévention de la délinquance 2019 – 2023,

Préambule

La Ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable. La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur le respect et le dialogue entre les parties.
Elle permet de définir des objectifs partagés, les moyens alloués et les modalités d'évaluation.
Elle précise la capacité pour l'association Viaduq 67 de participer au développement des actions soutenues par la Ville de Strasbourg et relevant de la Stratégie nationale de prévention de la délinquance et de la radicalisation inscrite au CISPD-R.
Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'association VIADUQ 67.
Elle est accompagnée d'une convention financière annuelle déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention.

Objet et vie de la convention :

Article 1 : Objet de la convention
Par la présente convention, la Ville de Strasbourg et l'association VIADUQ 67 définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Vie de la convention
La convention est établie pour une durée de trois ans à compter du 1er Janvier 2022. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire de la convention signé par le Président de l'association.
Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs et de moyens pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 7 et 10).

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Ile inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Ière PARTIE : LES OBJECTIFS

La Ville de Strasbourg réaffirme les valeurs auxquelles elle est profondément attachée et exprime la volonté de renforcer le partenariat et le soutien aux actions des associations.

Article 3 : Les priorités de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg dans les domaines de l'accès au droit et de l'aide aux victimes et de la tranquillité publique et de la médiation de proximité :

-« Accès au droit et aide aux victimes »
Les orientations en matière d'accès au droit et d'aide aux victimes de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg issues de la stratégie nationale et territoriale de prévention de la délinquance et inscrites au CISPD-R sont :

L'aide à l'accès au droit pour un accès à la justice pour tous par :

- une information sur les droits et les obligations,
- une orientation vers les organismes, services ou professionnels chargés d'assurer ou de faciliter l'exercice des droits et l'exécution des obligations,
- une aide à la réalisation des démarches,
- une assistance par un professionnel habilité au cours de procédures devant les administrations,
- des consultations et une assistance juridiques pour la rédaction ou la conclusion d'actes.

L'aide aux victimes : Permettre à toute victime « le droit d'agir ou pas » en justice par :

- l'accueil, l'écoute et le soutien psychologique,
- l'information et l'orientation
- l'accès au droit,
- la reconnaissance du statut de victime et de ses droits,
- l'apaisement des conflits,
- la lutte contre l'isolement,
- la diminution du sentiment d'insécurité.

- **« La Médiation de proximité » :**

La régulation des conflits de voisinage constitue un enjeu majeur de la tranquillité publique et du « mieux vivre ensemble » dans les territoires de la Ville, en particulier dans les quartiers d'habitat social. « La médiation de proximité » permet :

- une médiation menée par des professionnels dans un cadre formel
- un apaisement de la situation par une prise en compte des doléances dans le cadre d'une procédure définie pouvant aboutir sur un accord formalisé par écrit.

Article 4 : le projet associatif
L'association Viaduq 67, « Association Bas-Rhinoise pour les Victimes d'infractions, l'Accès au droit et les Usagers de tous les Quartiers » intervient sur le ressort de 2 TGI (Strasbourg et Saverne) en offrant une action transversale pour toutes les victimes d'infraction pénale et porte des dispositifs spécifiques adaptés à leurs besoins (terrorisme, accidents collectifs, catastrophes naturelles, cataclysme et tout événement de grande ampleur), conformément au schéma départemental du CLAV installé par le Préfet le 07 novembre 2018. L'association a pour objet :

- de favoriser auprès des victimes d'infractions pénales la connaissance de leurs droits
- de leur expliquer les démarches à entreprendre auprès des organismes administratifs, judiciaires ou privés
- d'intervenir à leur demande en cas de détresse morale ou matérielle afin de leur venir en aide notamment en mettant à leur disposition des professionnels spécialement formés à cet effet ;
- de mener des médiations pénales sur réquisition du Parquet et d'assurer, sur délégation du Procureur de la République, toute mission qui lui sera confiée
- de mener toutes autres formes de médiations à la demande d'organismes publics ou privés : médiations familiales, médiations sur des litiges à la consommation, médiations sociales, médiations d'entreprises ;
- d'instaurer une concertation entre les professionnels placés au contact des victimes d'infractions : magistrats, policiers, gendarmes, agents des services médico-sociaux et d'assurances, d'associations, élus;
- de contribuer au développement de l'aide à l'accès au droit par le développement d'actions concertées avec le Conseil Départemental d'accès au droit en particulier par la mise en place de points d'accès au droit ;
- d'apporter aide, assistance à toute personne ayant besoin de ses services;
- de procéder, à son initiative ou sur demande, à toute recherche et étude contribuant à une meilleure connaissance des besoins desdites personnes, à l'amélioration de leurs conditions de vie et à la défense de leurs intérêts ;
- d'assurer la création, l'organisation et le fonctionnement de l'aide aux victimes et de l'accès aux droits, de visites médiatisées, d'activités de médiation et de toute autre forme d'aide et de soutien aux victimes ainsi qu'à toute autre personne ayant recours à ses services ;
- de réaliser et/ou de gérer, directement ou par intermédiaire, toute structure et toute action destinées à l'aide, l'accompagnement et la prise en charge de victimes ainsi qu'aux activités dites de régulation sociale des conflits par le biais de pratiques de médiation ou autres;
- de coordonner et de faciliter, avec les acteurs sanitaires, sociaux, judiciaires et de la protection des personnes, toute action conforme à son objet et d'instaurer une concertation entre les professionnels placés au contact des victimes d'infractions (Police, Gendarmerie, Justice, Services Sociaux, Agents d'assurance, …), les élus, les associations
- de susciter le bénévolat, de le développer et le coordonner et notamment de promouvoir la vie associative dans les domaines de sa compétence ;
- de mettre en œuvre des formations à destination du public et des professionnels et organiser toute activité en conformité avec la loi en vigueur ;
- de favoriser auprès des victimes d'infractions pénales la connaissance de leurs droits de leur expliquer les démarches à entreprendre auprès des organismes administratifs, judiciaires ou privés ;
- de développer des actions conduisant à la prévention de la radicalisation ;
- de mettre en œuvre des formations à destination du public et des professionnels et organiser toute activité en conformité avec la loi en vigueur.

Viaduq 67 est présente et agit sur les territoires de la Ville de Strasbourg depuis 1991 à travers différents services et actions reconnus par l'ensemble des pouvoirs publics.

Article 5 : les objectifs partagés
La définition d'objectifs partagés souligne et renforce les relations partenariales, basées sur la concertation et la complémentarité.
Dans ce cadre, l'association Viaduq 67, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg définissent ensemble des objectifs partagés que l'association décline en objectifs opérationnels, en actions et en résultats attendus.

Objectifs généraux :
« L'aide à l'accès au droit », « L'aide aux victimes » et **« La médiation de proximité »**, sont trois axes majeurs de la stratégie nationale et territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation de la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg. Ces objectifs seront notamment déclinés en direction des publics relevant de la politique de la ville.

Objectifs opérationnels :
Trois actions soutenues par la Ville de Strasbourg sont identifiées en tant qu'objectifs opérationnels de la présente convention :

- « Accès au Droit et accès aux droits » :
Activité d'information et d'accompagnement favorisant l'exercice et la jouissance des droits et des obligations pour chaque citoyen. Par l'accompagnement de tout demandeur à toute les étapes de la démarche juridique, il s'agit de rapprocher le citoyen de l'institution, le justiciable de l'institution judiciaire. Cette mission permet la résolution amiable de procédures en précontentieux.

- « Aide aux victimes « :
Dispositif d'information et d'accompagnement psycho-social et juridique de toute personne victime pour lui permettre d'accéder à ses droits, à la reconnaissance du statut de victime et de ses droits en cette qualité, de lutter contre l'isolement et le sentiment d'insécurité, mais également de dépassement du trauma et du statut de victime.

-« Permanences et astreintes au Point d'accueil victimes de l'hôtel de police » :
Le Point d'Accueil Victimes est destiné à toute personne se présentant à l'hôtel de Police, se déclarant victime directe ou indirecte d'une infraction pénale. Un travailleur social de l'association accompagne les victimes en temps réel et assure une orientation en fonction des problématiques rencontrées. Lieu d'écoute et d'orientation, ce dispositif permet le suivi des situations préoccupantes notamment celles des victimes de violences intrafamiliales.

IIème PARTIE : LES MOYENS

Article 6 : la subvention versée par la Ville de Strasbourg à l'association
Pendant la durée de la convention, la ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Pour l'année 2022, le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à : 80 535 € pour la Ville de Strasbourg.
Pour l'année 2023, le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à : 80 535 € pour la Ville de Strasbourg.

Pour l'année 2024, le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à : 80 535 € pour la Ville de Strasbourg.

Année de l'exercice budgétaire	Objectifs opérationnels (Actions)	
		Ville de Strasbourg
2022	« Accès au Droit et accès aux droits » (Volet accès au droit / Justice-justiciables)	**17 395 €**
	« Aide aux victimes »	**38 550 €**
	« Permanences et astreintes au Point d'Accueil Victimes à l'hôtel de police »	**24 590 €**
2023	« Accès au Droit et accès aux droits » (Volet accès au droit / Justice-justiciables)	**17 395 €**
	« Aide aux victimes »	**38 550 €**
	« Permanences et astreintes au Point d'Accueil Victimes à l'hôtel de police »	**24 590€**
2024	« Accès au Droit et accès aux droits » (Volet accès au droit / Justice-justiciables)	**17 395 €**
	« Aide aux victimes »	**38 550 €**
	« Permanences et astreintes au Point d'Accueil Victimes à l'hôtel de police »	**24 590 €**

Les subventions 2020 et 2021 seront versées sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg et la Commission permanente de l'Eurométropole de Strasbourg.

La présente convention d'objectifs se traduit par des conventions financières annuelles spécifiques définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg.

IIIème PARTIE : LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D' EVALUATION

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs. Définis au préalable par les deux partenaires, ces indicateurs font chacun l'objet d'une fiche indicateur annexée à la présente convention.

Article 7 : Composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association, le Maire de la Ville de Strasbourg ou son-sa représentant-e et le Président de l'Eurométropole de Strasbourg ou son-sa représentant-e. Il se compose des membres suivants :

- Le Président de l'association,
- La Directrice de l'association,
- La Maire de Strasbourg ou son-sa représentant-e,
- Les référents-es du service Prévention urbaine de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 8 : les missions du Comité de suivi

- Evaluer l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs et de fiches de suivi figurant en annexe de la présente convention ;
- Le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- La dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg et de la Commission Permanente de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 9 : Organisation du comité de suivi

Le comité de suivi se réunit au moins une fois par an au début du 4ème trimestre de l'année (septembre – octobre), à l'initiative de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par l'association, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg, un mois calendaires au plus tard avant sa tenue.

L'association communique à la Ville de Strasbourg et à l'Eurométropole de Strasbourg, deux semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs (selon modèle figurant en annexe) complétées pour la période révolue.Lors du comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des fiches de suivi et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 10 : Evaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des fiches de suivi.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg et de la Commission Permanente de l'Eurométropole de Strasbourg.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

IVème PARTIE : Les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 11 : Communication

La Ville de Strasbourg apparaît comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 12 : Responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 13 : Avenant
Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 14 : Résiliation
La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.
De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.
Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.
Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville de Strasbourg en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article·

Article 15 : Litiges
Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.
En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association
La Maire	Le Président
Jeanne BARSEGHIAN	Jean-Michel MEYER

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
EXERCICES 2022-2024

Entre :
- la Ville de Strasbourg, représentée par sa Maire Jeanne BARSEGHIAN et
- l'association, **SOS AIDE AUX HABITANTS - FRANCE VICTIME 67** ci-après dénommée, l' « Association SOS AIDE AUX HABITANTS- FRANCE VICTIMES 67» , inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous les références Volume 54 Folio N°79 et dont le siège est 15, rue Schulmeister 67100 Strasbourg, représentée par son Président en exercice, Monsieur André LAURENT.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- les orientations de la stratégie territoriale du CISPDR de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Préambule

La Ville de Strasbourg a la volonté d'inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable. La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur le respect et le dialogue entre les parties.
Elle permet de définir des objectifs partagés, les moyens alloués et les modalités d'évaluation.
Elle précise la capacité pour l'association SOS AIDE AUX HABITANTS - FRANCE VICTIME 67 à participer au développement des actions soutenues par la Ville de Strasbourg et relevant de la Stratégie nationale de prévention de la délinquance et de la radicalisation inscrites au CISPD-R.
Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'association SOS AIDE AUX HABITANTS - FRANCE VICTIME 67.
Elle est accompagnée d'une convention financière annuelle déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention.

Objet et vie de la convention :

Article 1 : Objet de la convention
Par la présente convention, la Ville de Strasbourg et l'association SOS AIDE AUX HABITANTS - FRANCE VICTIME 67, définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Vie de la convention
La convention est établie pour une durée de trois ans à compter du 1er Janvier 2019. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire de la convention signé par le Président de l'association.
Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs et de moyens pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 7 et 10).

Ière PARTIE : LES OBJECTIFS
La Ville de Strasbourg réaffirme les valeurs auxquelles elle est attachée et exprime sa volonté de renforcer son partenariat et son soutien aux actions et initiatives des associations.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Article 3 : Les priorités de la Ville de Strasbourg dans les domaines de l'accès au droit et de l'aide aux victimes, de la tranquillité publique et de la médiation de proximité et de la prévention de la délinquance à l'intention des jeunes exposés :

- Accès au droit et aide aux victimes

Les orientations en matière d'accès au droit et d'aide aux victimes de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg issues de la stratégie nationale et territoriale de prévention de la délinquance et inscrites au CISPD-R sont :

- L'aide à l'accès au Droit pour un accès à la justice pour tous par :
- une information sur les droits et les obligations,
- une orientation vers les organismes, services ou professionnels chargés d'assurer ou de faciliter l'exercice des droits et l'exécution des obligations,
- une aide à la réalisation des démarches,
- une assistance par un professionnel habilité au cours de procédures devant les administrations,
- des consultations et une assistance juridiques pour la rédaction ou la conclusion d'actes.

- L'aide aux victimes : Permettre à toute victime « le droit d'agir ou pas » en justice par :
- l'accueil, l'écoute et le soutien juridique, psychologique ou social
- l'information, l'accompagnement et l'orientation
- l'accès au droit,
- la reconnaissance du statut de victime et de ses droits,
- l'apaisement des conflits générés par l'infraction,
- la lutte contre l'isolement,
- la diminution du sentiment d'insécurité.
- une amélioration de la qualité de vie dans les quartiers.

- La prévention de la délinquance à l'intention des jeunes exposés :

La priorité édictée au sein de la stratégie nationale de prévention de la délinquance et qui est celle de l'ensemble des acteurs, est d'éviter le basculement et l'enracinement des jeunes dans la délinquance.
Les adolescents et les jeunes majeurs sont au cœur de cet enjeu de prévention qu'elle soit secondaire (en direction de publics ciblés) ou tertiaire (prévention de la récidive). La politique de prévention de la délinquance s'inscrit en complément des politiques de droit commun notamment dans le domaine éducatif et de la parentalité.
La politique de prévention de la délinquance est fortement liée aux enjeux de tranquillité publique.

Article 4 : Le projet associatif

L'association SOS AIDE AUX HABITANTS - FRANCE VICTIMES 67, dont le cadre géographique d'intervention est le département du Bas-Rhin, a pour objet d'agir ensemble pour construire la paix et la cohésion sociale.
Cet objet peut être mis en œuvre par toute forme de réflexions, de propositions et d'actions tels la médiation, l'aide aux victimes, l'accès au droit, le soutien à la parentalité, la formation et l'action sur le cadre de vie et ce, spécifiquement sur le mode de la proximité, ainsi que toute autre action que le Conseil d'Administration jugerait utile de mettre en œuvre (article 2 des statuts de l'association).
Son objet associatif est décliné autour de 5 grands axes:

1. **Aide aux victimes et accès au Droit :**

SOS intervient sur le ressort de 2 TGI (Strasbourg et Saverne) en offrant une action transversale pour toutes les victimes d'infraction pénale et porte des dispositifs spécifiques adaptés à leurs besoins (terrorisme, personnes vulnérables, femmes victimes de violences, accidents collectifs, catastrophes naturelles, cataclysme et tout événement de grande ampleur), conformément au schéma départemental du CLAV installé par le Préfet le 07 novembre 2018.
Elle porte des dispositifs spécifiques :

- Bureaux d'aide aux victimes (TGI de Strasbourg et de Saverne) ;
- Dispositif Très Grave Danger (TGD) : pour les femmes victimes de violences conjugales ;

- Référent départemental d'actes de terrorisme : pour la prise en charge des victimes d'actes de terrorisme et de leurs familles ;
- Dispositif EVVI : pour l'évaluation des victimes vulnérables des infractions (article 10-5 du code de procédure pénale) ;
- Point rencontre parents enfants
- Projet de Justice restaurative : rencontre entre des infracteurs et des victimes.

Elle développe des actions spécifiques en partenariat avec la Police, l'Éducation Nationale, la Ville et Eurométropole de Strasbourg, les EHPAD, l'association des Paralysés de France la LICRA (site expérimental national par le SADJAV) et France Victimes, l'UNISTRA, les Hôpitaux universitaires de Strasbourg

- Prise en charge des personnes vulnérables : personnes âgées, handicapées et les mineurs ;
- Actions de lutte contre le harcèlement et les violences en milieu scolaire et des actions de prévention de la discrimination en partenariat avec l'Éducation Nationale et la Ville de Strasbourg
- Prise en charge des victimes de violences en milieu professionnel (débriefing individuel et collectif – convention multi partenariale) ;
- Accompagnement des étudiants et personnels de l'université confrontés à des situations de violences sexistes, sexuelles ou homophobes ;
- Accompagnement des victimes de toute infraction orientées par les services hospitaliers (projet mise en place d'une permanence au sein des hôpitaux).

2. Soutien à la parentalité :

- Point Rencontre Parents-Enfants,
- Dispositif d'accompagnement psychosocial des familles monoparentales ;

3. Médiations :

- pénales, de proximité, scolaires ;

4. Préventions :

- Sensibilisation des Adultes et Jeunes à leurs droits et obligations : éducation à la citoyenneté, réappropriation des espaces tiers et tranquillité publique ,
- Prévention de la délinquance et de la radicalisation ;

5. Formation

SOS AIDE AUX HABITANTS - FRANCE VICTIMES 67 est présente et agit sur les territoires de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg depuis 1985 à travers différents services et actions reconnus par l'ensemble des pouvoirs publics.

Article 5 : Les objectifs partagés

La définition d'objectifs partagés souligne et renforce les relations partenariales, basées sur la concertation et la complémentarité.

Dans ce cadre, l'association SOS AIDE AUX HABITANTS - FRANCE VICTIME 67 et la Ville de Strasbourg définissent ensemble des objectifs partagés que l'association décline en objectifs opérationnels, en actions et en résultats attendus.

Objectifs généraux :

« L'aide à l'accès au droit et l'aide aux victimes » et **« la prévention de la délinquance en direction des jeunes exposés »** sont deux axes majeurs de la stratégie nationale et territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation inscrits au CISPD-R.

Objectifs opérationnels :

Deux actions soutenues par la Ville de Strasbourg sont identifiées en tant qu'objectifs opérationnels :

- « Accès au droit et aide aux victimes » : Deux activités fondatrices et historiques de la structure sont déclinées au sein de ce projet :

- L'accès au droit **:** activité d'information et d'accompagnement favorisant l'exercice et la jouissance des droits et des obligations pour chaque citoyen. Par l'accompagnement de tout demandeur à toute les étapes de la démarche juridique, il s'agit de rapprocher le citoyen de l'institution, le justiciable de l'institution judiciaire.

- L'aide aux victimes : dispositif d'accueil, d'écoute, d'aide, de soutien, d'information et d'accompagnement des victimes, du jour de la révélation de la victimisation à la réparation intégrale du préjudice. Il s'agit d'une prise en charge individualisée et pluridisciplinaire (juridique, psychologique et sociale) de toute personne victime afin de lui permettre d'accéder à ses droits, à la reconnaissance du statut de victime et de ses droits en cette qualité, de lutter contre l'isolement et le sentiment d'insécurité, mais également de dépassement du trauma et du statut de victime.

- « Sensibilisation des adultes et des jeunes à leurs droits et obligations : éducation à la citoyenneté, réappropriation des espaces tiers et tranquillité » :

Dans la cadre du projet « SAJE », l'association mène des actions d'éducation à la citoyenneté et de sensibilisation de proximité auprès des jeunes et des adultes du quartier sur la thématiques de la loi, des droits et devoirs par :

- des interventions dans les écoles élémentaires du Neuhof
- des interventions sur les espaces tiers en lien avec les bailleurs du territoire.

Les attendus chiffrés de ces objectifs seront précisés dans la convention financière annuelle et réévalués chaque année par le comité de suivi.

IIème PARTIE : LES MOYENS

Article 6 : La subvention versée par la Ville de Strasbourg

Pendant la durée de la convention, la Ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Pour l'année 2022, le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à : 36 350 € pour la Ville de Strasbourg.

Pour l'année 2023, le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à : 36 350 € pour la Ville de Strasbourg.

Pour l'année 2024, le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à : 36 350 € pour la Ville de Strasbourg.

Année de l'exercice budgétaire	**Objectifs opérationnels (Actions)**	
		Ville de Strasbourg
2022	« Accès au droit et aide aux victimes »	**30 000 €**
	« Sensibilisation des adultes et des jeunes à leurs droits et obligations : éducation à la citoyenneté- réappropriation des espaces tiers et tranquillité publique »	**6 350 €**
2023	« Accès au droit et aide aux victimes »	**30 000 €**
	« Sensibilisation des adultes et des jeunes à leur droits et obligations : éducation à la citoyenneté- réappropriation des espaces tiers et tranquillité publique »	**6 350 €**
2024	« Accès au droit et aide aux victimes »	**30 000 €**
	« Sensibilisation des adultes et des jeunes à leurs droits et obligations : éducation à la citoyenneté- réappropriation des espaces tiers et tranquillité publique »	**6 350 €**

Les subventions 2023 et 2024 seront versées sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg.

La présente convention d'objectifs se traduit par des conventions financières annuelles spécifiques définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville de Strasbourg.

IIIème PARTIE : LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs. Définis au préalable par les deux partenaires, ces indicateurs font chacun l'objet d'une fiche indicateur annexée à la présente convention.

Article 7 : composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.
Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association, le Maire de la Ville de Strasbourg ou son-sa représentant.e. Il se compose des membres suivants :

- Le Président de l'association,
- La Directrice de l'association,
- La Maire de Strasbourg ou son-sa représentant-e,
- Les référents-es du service Prévention urbaine de la Ville.

Article 8 : les missions du Comité de suivi

- Évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs et de fiches de suivi figurant en annexe de la présente convention ;
- Le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- La dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg.

Article 9 : organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an au début du 4ème trimestre de l'année (septembre – octobre), à l'initiative de la Ville de Strasbourg. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties. La date de rencontre est fixée conjointement par l'association, la Ville de Strasbourg, un mois calendaire au plus tard avant sa tenue.
L'association communique à la Ville de Strasbourg deux semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs (selon modèle figurant en annexe) complétées pour la période révolue.
Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des fiches de suivi et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 10 : évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des fiches de suivi.
Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg.
Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

IVème PARTIE : LES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11 : communication

La Ville de Strasbourg apparaît comme partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 12 : responsabilité
L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 13 : avenant
Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 14 : résiliation
La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.
De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.
Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.
Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville de Strasbourg en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article

Article 15 : litiges
Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.
En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association
La Maire	Le Président
Jeanne BARSEGHIAN	André LAURENT

CONVENTION D'OBJECTIFS et de MOYENS
EXERCICES 2022-2024

Entre :
- la Ville de Strasbourg, représentée par sa Maire, Jeanne BARSEGHIAN et
- l'association « **ARSEA »,** ci-après dénommée ARSEA, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro 17 FOLIO 11 et dont le siège est 204, Avenue de Colmar 67100 STRASBOURG, représentée par son Président en exercice, Monsieur Philippe RICHERT.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- les orientations de la stratégie territoriale du CISPDR de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Préambule
La Ville de Strasbourg à la volonté d'inscrire les relations avec les associations dans un partenariat durable. La présente convention s'inscrit pleinement dans cette démarche partenariale, fondée sur le respect et le dialogue entre les parties.
Elle permet de définir des objectifs partagés, les moyens alloués et les modalités d'évaluation.
Elle précise la capacité pour l'association ARSEA à participer au développement d' actions soutenues par la Ville de Strasbourg et relevant de la Stratégie nationale de prévention de la délinquance et de la radicalisation inscrite au CISPD-R.
Elle est fondée sur l'évaluation des actions engagées et sur la connaissance des projets de l'association ARSEA. Elle est accompagnée d'une convention financière annuelle déterminant le montant et les modalités d'attribution de la subvention.

Objet et vie de la convention :

Article 1 : objet de la convention
Par la présente convention, la Ville de Strasbourg et l'association ARSEA définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention
La convention est établie pour une durée de trois ans à compter du 1er Janvier 2022. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par La Ville de Strasbourg d'un exemplaire de la convention signé par le Président de l'association.
Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs et de moyens pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 7 et 10).

Ière PARTIE : LES OBJECTIFS

La Ville de Strasbourg réaffirme les valeurs auxquelles elle est profondément attachée et exprime la volonté de renforcer le partenariat et le soutien aux actions et initiatives des associations.

Article 3 : les priorités de la Ville de Strasbourg dans les domaines de « la prévention de la récidive » et de « la prise en charge des auteurs de violences intrafamiliales » :
Les orientations de la Ville de Strasbourg en matière de prévention de la récidive et de prise en charge des auteurs de violences intrafamiliales, sont issues de la stratégie nationale et territoriale de prévention de la délinquance et inscrites au CISPD-R.

- **La prévention de la récidive** :
Sur le fondement de l'acception large de la récidive, la politique de prévention doit tendre vers un résultat consistant en ce que, après une condamnation, ou tout type de rencontre d'une personne avec l'institution judiciaire, celle-ci ne retourne pas devant la justice.
Les actions à mettre en œuvre au titre de la prévention de la récidive doivent s'adresser prioritairement aux publics visés par la stratégie nationale de prévention de la délinquance. Les actions de prévention doivent être adaptées aux enjeux que crée le risque de récidive.

- La prise en charge des auteurs de violences intrafamiliales :
Parallèlement, aux actions d'aide aux victimes et d'accès au droit, il est indispensable de prendre en compte les auteurs de violences intrafamiliales. Les actions en direction du conjoint violent telles que la prise en charge thérapeutique, l'accompagnement psycho-social et les groupes de paroles collectifs sont des outils de la prise en charge et des leviers pour prévenir la récidive notamment par :
- un accompagnement pluridisciplinaire adapté,
- une responsabilisation du conjoint violent.

Article 4 : le projet associatif
L'association ARSEA est créée le 6 mars 1946 par décret ministériel, pour répondre aux besoins socio-éducatifs et pédagogiques d'une jeunesse en difficultés et à l'abandon au sortir de la guerre. Fidèle à l'esprit des fondateurs, elle s'est constamment adaptée aux politiques publiques en matière sociale et médico-sociale. Elle a développé des actions en direction des personnes en situation de handicap (1960) et en direction des personnes en difficultés sociales (1980). Depuis 1991 la mission de l'association est reconnue d'utilité publique.
Les valeurs qui soutiennent les engagements de l'ARSEA sont au service d'une mission d'intérêt général visant à la protection des personnes fragilisées, vulnérables, dépendantes qui nécessitent un accompagnement personnalisé conduisant à leur émancipation personnelle et citoyenne. Elles s'inscrivent dans une longue tradition humaniste rhénane à l'écoute et au service de la personne, dans le respect de sa dignité et le souci de son épanouissement.

L'association a pour objet :
- le respect des droits, de la singularité et de la dignité de toute personne humaine,
- l'attachement à l'article 1 de la constitution « la France est une république indivisible, laïque, démocratique et sociale… Elle respecte toutes les croyances »
- l'écoute et du dialogue pour des interventions portées par un esprit d'ouverture, et de tolérance,
- le refus de toute ségrégation associée à la volonté d'émancipation et d'inclusion sociale. »

Son objet associatif est décliné autour de 3 pôles :
- **Pôle Protection de l'Enfance** : Accompagnement des jeunes en difficultés psychosociales
- **Pôle Handicap** : Actions diversifiées et adaptées à destination de personnes en situation de handicap et autistes
- **Pôle Développement Social** : Prise en compte d'adultes en pluri-difficultés et de seniors.

Article 5 : les objectifs partagés
La définition d'objectifs partagés souligne et renforce les relations partenariales, basées sur la concertation et la complémentarité.
Dans ce cadre, l'association ARSEA, La Ville de Strasbourg définissent ensemble des objectifs partagés que l'association décline en objectifs opérationnels, en actions et en résultats attendus.

Objectifs généraux :
La prévention de la récidive et la prise en charge des auteurs de violences intrafamiliales sont deux axes majeurs de la stratégie nationale et territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation de la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg.

Objectifs opérationnels :
Une action soutenue par la Ville de Strasbourg est identifiée en tant qu'objectif opérationnel de la présente convention :

- Le centre de prise en charge des auteurs (CPCA) :
Le dispositif d'accompagnement des auteurs de violences intrafamiliales s'inscrit plus globalement dans le cadre d'un protocole « violences intrafamiliales, accompagnement des victimes, des auteurs et des enfants exposés » signé, le 1er janvier 2016, par l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.
Issus du Grenelle de violences faites aux femmes et mis en place dans plusieurs régions de France, le CPCA de Strasbourg rayonne sur 3 départements (Bas Rhin, Haut Rhin, Moselle) dont il est centre de ressources, de formation, de pilotage stratégique.
Le service accueille à Strasbourg et dans des antennes locales les personnes placées sous-main de justice et les personnes volontaires souhaitant s'engager dans une démarche de prévention de la récidive. L'adhésion de la personne sera toujours recherchée. La prise en charge sera individualisée en fonction des situations des personnes reçues au centre.

Au sein du CPCA, la personne doit s'inscrire à différents modules :
Module socle : **les stages de responsabilisation et le contrôle judiciaire socio-éducatif**
Actions de responsabilisation dont le contenu est prévu par l'art R131-51-1 et 2 du code pénal : sensibilisation de la personne sur le principe républicain d'égalité entre les femmes et les hommes, sur la gravité des violences, quelle que soit leur forme, au sein du couple ou à caractère sexiste et sur le devoir de respect mutuel qu'implique la vie en couple. Ces actions viseront également à faire prendre conscience de la responsabilité pénale et civile pour les faits commis. Ces actions de responsabilisation prendront la forme de groupe de parole en distinguant les groupes pour les personnes condamnées à un stage de responsabilisation des autres personnes accueillies au centre. Le service effectue depuis janvier 2020 les stages de responsabilisation sur le ressort du tribunal Judiciaire de Strasbourg.

La mesure de contrôle judiciaire socio-éducatif est une mesure individualisée prenant en compte chaque personne avec toutes ses spécificités, inscrite dans une relation étroite avec les autorités judiciaires. La particularité de notre intervention vise à la prévention de la récidive dans le cadre de violences intrafamiliales. Ce suivi personnalisé concerne : l'emploi et ou la formation, l'hébergement ou l'habitat, la santé, le rapport à autrui, la prise en compte des victimes.

Le groupe de parole est co-animé par la psychologue et les associations thématiques sollicitées à raison de 2 heures par semaine pendant 6 semaines. Chaque séance permet de faire circuler la parole autour des principes et valeurs que l'on retrouve dans l'article R131-51-1 du code pénal avec l'intervention des associations locales..
L'ARSEA propose des entretiens individuels pouvant être articulés à des groupes de paroles.

Modules complémentaires :

- **Accompagnement psychothérapeutique et médical.**

Depuis 2015, l'ARSEA a conventionné avec le SPIP pour mener des entretiens individuels psychologiques avec les personnes sous-main de justice.
Des entretiens individuels avec l' ALT (association de lutte contre la toxicomanie) en rapport avec les éventuelles addictions sont également proposés. Une permanence dans les locaux du centre a été mise en place pour intervenir au plus près des personnes accompagnées. **–**

- **Accompagnement socio-professionnel** visant l'accès aux droits (permanence de VIADUQ), l'insertion professionnelle (CIDFF) et le maintien du lien avec la famille.
- **Accompagnement par le logement**

L'ARSEA est cosignataire d'une convention à l'initiative du TJ de Strasbourg avec CARITAS et le SPIP qui met en œuvre l'éviction du conjoint violent adjoint d'un contrôle judiciaire socio-éducatif.
L'ARSEA GALA a déployé 10 places d'hébergement en colocation à destination des auteurs de violences conjugales avec le soutien de l'Eurométropole et de l'État.

Les attendus chiffrés de ces objectifs seront précisés dans la convention financière annuelle et réévalués chaque année par le comité de suivi.

IIème PARTIE : LES MOYENS

Article 6 : la subvention versée par La Ville de Strasbourg à l'association
Pendant la durée de la convention, la Ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Pour l'année 2022, le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à 4 000 € pour la Ville de Strasbourg.
Pour l'année 2023, le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à 4 000 € pour la Ville de Strasbourg
Pour l'année 2024, le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à : 4 000 € pour la Ville de Strasbourg.

Année de l'exercice budgétaire	Objectifs opérationnels (Action)	Ville de Strasbourg
2022	Centre de prise en charge des auteurs	**4 000 €**
2023	Centre de prise en charge des auteurs	**4 000 €**
2024	Centre de prise en charge des auteurs	**4 000 €**

Les subventions 2020 et 2021 seront versées sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil municipal de la Ville de Strasbourg.
La présente convention d'objectifs se traduit par des conventions financières annuelles spécifiques définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville de Strasbourg.

IIIème PARTIE : LE DISPOSITIF DE SUIVI ET D'EVALUATION

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs. Définis au préalable par les deux partenaires, ces indicateurs font chacun l'objet d'une fiche bilan-évaluation annexée à la présente convention.

Article 7 : composition de l'instance de suivi
Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.
Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association, la Maire de la Ville de Strasbourg ou son-sa représentant-e. Il se compose des membres suivants :

- Le Président de l'association,
- Le Directeur de l'association,
- La Maire de Strasbourg ou son-sa représentant-e,
- Les référents-es du service Prévention urbaine de la Ville de Strasbourg.

Article 8 : les missions du Comité de suivi
- Évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs et de fiches de suivi figurant en annexe de la présente convention ;
- Le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- La dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg.

Article 9 : l'organisation du Comité de suivi
Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an au début du 4ème trimestre de l'année (septembre – octobre), à l'initiative de la Ville de Strasbourg. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties. La date de rencontre est fixée conjointement par l'association, la Ville de Strasbourg, un mois calendaire au plus tard avant sa tenue.
L'association communique à la Ville de Strasbourg, deux semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs (selon modèle figurant en annexe) complétées pour la période révolue. Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des fiches de suivi et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 10 : l'évaluation finale
Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des fiches de suivi. Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg. Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème PARTIE : LES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11 : communication
La Ville de Strasbourg apparaît comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 12 : responsabilité
L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 13 : avenant
Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 14 : résiliation
La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.
De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.
Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par La Ville de Strasbourg en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 15 : litiges
Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.
En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association
La Maire	Le Président
Jeanne BARSEGHIAN	Philippe RICHERT

43

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

SERS : Renouvellement du pacte d'actionnaires et autorisation de vote au représentant de la collectivité à l'Assemblée Générale de la SAEML SERS.

Numéro V-2022-785

Positionnée comme l'une des toutes premières sociétés d'économie mixte de France dans le secteur du développement local, la SERS, dont la ville de Strasbourg détient 26 % du capital social, développe trois métiers :

- l'aménagement de l'espace et des sites complexes (son activité première et traditionnelle) ;
- la construction d'équipements et leur rénovation ;
- la gestion de patrimoine, notamment dans le secteur de l'immobilier, des parkings, de la performance énergétique et des loisirs.

Le précédent pacte d'actionnaires de la SAEML approuvé par délibération du Conseil municipal du 24 septembre 2012 est arrivé à échéance, il doit donc être reconduit.

Pour rappel, le pacte d'actionnaires, document propre aux sociétés anonymes, permet d'approfondir les règles de fonctionnement de la Société. Le nouveau pacte proposé reprend l'entièreté des dispositions du précédent (dispositions relatives à la distribution de dividendes, aux conditions de cession des titres et droits de sortie des actionnaires, engagements à respecter le pacte) à trois exceptions mineures près :

- une durée de 4 ans en lieu et place de 8 ans ;
- l'intégration de la Région Grand Est, qui dispose désormais d'une action dans la SAEML ;
- le principe et le fonctionnement du « groupe technique » sont désormais intégrés dans le règlement intérieur de la SERS et non plus dans le pacte.

La présente délibération a pour objet l'approbation du nouveau pacte d'actionnaires de la SERS et l'autorisation au représentant de la collectivité à voter en faveur du nouveau pacte à l'occasion de l'Assemblée Générale de la SEM, en application de l'article L 1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'art. L 1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales
vu le projet de pacte d'actionnaire
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le projet de pacte d'actionnaires annexé à la présente délibération,

autorise

son représentant à l'Assemblée Générale de la SAEML SERS à voter toute décision relative à au pacte d'actionnaires susvisé,

dote

la Maire ou son-sa représentant-e, pour ce qui le concerne, de tous les pouvoirs nécessaires à l'exécution de cette décision, et notamment à signer le nouveau pacte d'actionnaires.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147093-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

PACTE D'ACTIONNAIRES DE LA S.E.R.S.

Entre les soussignés,

La collectivité européenne d'Alsace, ayant son siège ……, représenté par ……., dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désigné la « Collectivité Européenne d'Alsace »,

D'une part

Et

La Ville de Strasbourg ayant son siège 1 Parc de l'Etoile à Strasbourg, représentée par son maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN, dûment habilitée à l'effet des présentes

Ci-après désignée la «Ville»,

D'une deuxième part

Et

La Caisse des Dépôts et Consignations, établissement public à caractère spécial créé par l'article 100 § 2 de la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, ayant son siège 56, rue de Lille à Paris 75007, représentée par Monsieur Patrick FRANCOIS, Directeur Régional pour la Région Alsace, dûment habilité aux fins des présentes par arrêté du Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations en date du ……portant délégation de signature.

Ci-après désignée la « CDC »,

D'une troisième part

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, établissement public de coopération intercommunale ayant son siège 1 Parc de l'Etoile à Strasbourg, représentée par son président, Madame Pia IMBS, dûment habilitée à l'effet des présentes

Ci-après désignée « l'Eurométropole »,

D'une quatrième part

Et

La Caisse d'épargne d'Alsace ayant son siège 1, route du Rhin à Strasbourg, représentée par son Président, Monsieur Bruno DELETRE, dûment habilité à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du Conseil d'Orientation et de Surveillance en date du……..

Ci-après désignée la « CAISSE D'EPARGNE »,

D'une cinquième part

Et

Habitation Moderne ayant son siège 4 quai de Paris à Strasbourg, représentée par sa Directrice Générale, Madame Virginie JACOB dûment habilitée à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration en date du ….

Ci-après désignée « HABITATION MODERNE »

D'une sixième part

Et

La CCI Alsace Eurométropole, ayant son siège 10 place Gutenberg à Strasbourg, représentée par Monsieur Christian GEISSMANN, Trésorier de la CCI, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une procuration en date à Strasbourg du

qui demeure annexée aux présentes, ladite procuration consentie par Monsieur Jean-Luc HEIMBURGER, en sa qualité de Président de la CCI, ayant lui-même tous pouvoirs en vertu de …….

Ci-après désignée la « CCI »

D'une septième part

Et

La société Alsace HABITAT ayant son siège 4 rue Bartisch à Strasbourg représentée par Monsieur Nabil BENNACER

D'une huitième part

Ci-après désignée « ALSACE HABITAT »

(Ci-après désignés collectivement les « Actionnaires » ou individuellement un « Actionnaire »),

Et

La Région Grand Est, ayant son siège à Strasbourg 1 place Adrien Zeller, représentée par……..

et

La Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg, Société Anonyme d'Economie Mixte au capital de 8 000 000 € ayant son siège 10 rue Oberlin à Strasbourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg sous le numéro 578505687, représentée par Monsieur Eric HARTWEG agissant en qualité de Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après désignée la « Société» ou la « SERS », intervenant aux présentes pour accepter les obligations mises à sa charge par le présent Pacte,

Les « Actionnaires » et la « Société », ci-après désignés les « Parties », s'entendent sur les définitions inscrites en annexe 1.

Il est tout d'abord exposé ce qui suit :

En premier lieu, lors de la cession du bâtiment IPE IV au Parlement Européen, de nombreux litiges n'avaient pu être soldés avec les entreprises ayant participé à la construction de l'hémicycle. Ces litiges avaient été provisionnés dans les comptes de la société en 2002 à hauteur de 34 M€, mettant ainsi la société dans une situation de fonds propres négatifs.

En 2003, les actionnaires ont décidé d'une augmentation de capital à hauteur du montant estimé des litiges dont les trois quarts ont été appelés fin 2005.

Compte tenu d'une bonne gestion de ces litiges, le bilan global s'est soldé par un coût net pour la société de 15,9 M€.

En 2006, la société avait procédé à un rachat d'actions de 12,2 M€ afin de libérer les actionnaires de leur dernier quart non-appelé sur l'augmentation de capital (8,5 M€) et de leur racheter une partie des titres payés (3,7 M€).

Fin 2008, l'ensemble des litiges engagés en 2002 ont été résolus. De ce fait, le solde de l'augmentation de capital appelée en 2003, soit 5,9 M€, n'a pas été utilisé pour sa destination originelle. Les fonds inscrits dans les comptes de la Société se répartissent comme suit :

Actionnaires	% de contribution à l'augmentation de capital de 2003	Montants (en €)
Ville de Strasbourg	24,56 %	1450705,88
Communauté urbaine de Strasbourg	16,26 %	959 270,59
Département du Bas-Rhin	26,58 %	1 568 428,24
Caisse des Dépôts et Consignations	25,16 %	1 484 578,82
Caisse d'Epargne d'Alsace	4,41 %	260 155,29
Habitation Moderne	2,00 %	118 000,00
CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin	1,00 %	58 861,18
Société Immobilière du Bas-Rhin (SIBAR)	-	-
TOTAL	100,00 %	5 900 000,00

Le Conseil d'administration du 1er avril 2010 a décidé de l'affectation pour des projets d'intérêt général des 5,9 millions d'euros du solde non dépensé de l'augmentation de capital appelée en 2003.

Au vu de cette décision, les actionnaires ont souhaité la mise en place d'un pacte d'actionnaires afin de renouveler leur affectio societatis en précisant la stratégie de développement de la société, et en ajustant les règles de fonctionnement des instances.

Le précédent pacte ayant pris fin en janvier 2021, les actionnaires ont souhaité reconduire le principe d'un pacte. L'objectif est notamment de préserver le cadre de dialogue mis en place par le précédent accord, qui s'est révélé bénéfique du fait de l'impact important que peuvent avoir :

- les décisions des collectivités territoriales actionnaires sur l'environnement stratégique des métiers de la société et ses perspectives,
- l'évolution de l'accès au financement des projets portés par la S.E.R.S.

Il est précisé à toutes fins utiles qu'il n'est plus fait référence au groupe technique dans le présent pacte, ce dernier ayant été intégré dans le règlement intérieur du Conseil d'Administration de la S.E.R.S. par délibération du 24 septembre 2020.

Ceci ayant préalablement été exposé, il est convenu ce qui suit,

TITRE 1 : OBJET ET ENGAGEMENT DES PARTIES

Article 1

Le Pacte a pour objet de :

- préciser la stratégie de développement de la Société
- ajuster les règles de gouvernance de la Société et les engagements des parties
- fixer les modalités de rémunération des Actionnaires,
- établir les règles et les conditions de cession des titres et de sortie de la Société.

La Société exerce ses activités dans les limites de son objet social fixé à l'article 2 des statuts de la Société (ci-après « les Statuts de la Société »).

Les Parties étudieront les moyens à donner à la Société afin de permettre son développement. Elles s'assurent de la pérennité financière de la Société, et s'attachent notamment à la meilleure maîtrise possible de ses frais de gestion.

Les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour rechercher le plus large consensus dans leurs décisions.

Les Parties conviennent que tous les actionnaires percevront une rémunération correspondant à celles d'investisseurs avisés d'intérêt général, telle que définie à l'article 2 ci-dessous.

TITRE II - REMUNERATION DES ACTIONNAIRES

Article 2 - Distribution de dividendes

Sous réserve des sommes nécessaires pour assurer l'exploitation normale de la Société et ses perspectives de croissance, les Parties conviennent que tous les Actionnaires percevront une rémunération correspondant à celle d'investisseurs avisés d'intérêt général.

A cet effet, les Parties s'engagent à approuver chaque année, en Conseil d'Administration puis en Assemblée Générale ordinaire, une distribution des dividendes égale au minimum à 25% du bénéfice distribuable de l'exercice, sous réserve que le résultat net de l'exercice rapporté à la situation nette soit supérieur au taux de l'OAT TEC 10 + 100 pdb.

La valeur de l'indice QAT TEC 10 visée à l'alinéa précédent et retenue est celle fixée et publiée chaque année à la date de clôture de l'exercice.

TITRE III - DISPOSITIONS RELATIVES A LA CESSION DES TITRES DE LA SOCIETE

Article 3 - Agrément et cessions de titres au profit de sociétés contrôlées

Toute transmission de titres de la Société est soumise à l'agrément de la Société conformément aux dispositions du code de commerce et des Statuts de la Société.

Sous réserve des pouvoirs attribués par la loi et par les statuts au conseil d'administration, les Actionnaires s'engagent à voter ou à faire voter en conseil d'administration, l'agrément en faveur des cessions de titres consenties par le cédant, au profit de personnes morales (i) dont le cédant détient le contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ou (li) détenant le contrôle du cédant au sens de ces dispositions ou (iii) contrôlées par les mêmes actionnaires que ceux qui contrôlent le cédant, au sens des dispositions susvisées.

Article 4 - Droit de sortie conjointe et proportionnelle

Dans l'hypothèse où un Actionnaire (Ci-après le Cédant) envisagerait de céder à un Tiers, tout ou partie des Titres détenus dans le capital de la Société (ci-après« Cession de Titres «), le Cédant ne pourra procéder à la Cession projetée qu'après avoir offert aux Parties la faculté de céder conjointement leurs Titres dans les mêmes proportions et à des conditions, modalités et prix identiques (ci-après « Droit

de Sortie Conjointe») selon les modalités ci-après décrites. Toute Cession effectuée en violation du droit de sortie conjointe des Parties sera nulle.

Le Cédant notifiera aux Parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (ci-après "Notification de cession"), la Cession projetée en indiquant :

(a) le nom et l'adresse du ou des cessionnaire(s) (le "Cessionnaire"),

(b) le nombre et la nature des Titres concernés par le projet de Cession,

(c) la nature de la Cession projetée,

(d) le prix unitaire par Titre, ou, le cas échéant, la contre-valeur en numéraire unitaire par Titre retenue pour l'opération de Cession, ainsi que les autres conditions de l'opération de Cession, notamment les modalités et conditions de paiement, le droit aux dividendes attachés aux titres et les garanties, le cas échéant, devant être consenties,

(e) la preuve de l'engagement du cessionnaire d'acquérir les Titres concernés

La Notification de Cession devra être accompagnée de l'engagement du Cessionnaire d'acquérir les Titres des Parties qui le souhaiteront, conformément aux termes et conditions prévues dans la Notification de Cession, en cas d'exercice du Droit de Sortie Conjointe.

Dans le délai de trente (30) jours suivant la première présentation de la Notification de Cession, les Parties intéressées devront notifier au Cédant par lettre recommandée leur décision d'exercer ou non leur droit de sortie conjointe. Les parties qui n'auront pas répondu dans le délai imparti, seront considérées comme ayant renoncé à exercer leur Droit de Sortie Conjointe.

Les Parties ayant exercé leur Droit de Sortie Conjointe, bénéficieront du droit de céder un nombre de Titres égal au nombre de Titres qu'elles détiennent dans le capital de la Société multiplié par la quote-part de la participation du Cédant que celui-ci envisage de céder.

Le Cédant s'engage à faire acquérir par le Cessionnaire les Titres des Parties ayant exercé leur Droit de sortie conjointe, en même temps qu'il procèdera à la Cession de ses propres Titres. A défaut d'acquisition simultanée par le Cessionnaire des Titres de ces Parties en application du Droit de Sortie Conjointe, le Cédant ne sera pas autorisé à céder les Titres au Cessionnaire, sauf si le Cédant décide d'acquérir ou de faire acquérir la quote-part de ces Parties concomitamment à la Cession projetée.

Le prix unitaire par Titre correspondra au minimum, à la situation nette du dernier exercice clos.

Article 5 - Droit de sortie conventionnel

En cas de non-respect des engagements relevant du présent Pacte, qui conduiraient à réduire de façon significative le niveau d'activité de la SERS ou mettraient en cause sa viabilité, suite à une décision d'un ou plusieurs actionnaires, ne relevant pas de l'application des règles de mise en concurrence, ceux-ci s'engagent à prendre rapidement l'attache des autres actionnaires pour élaborer de manière concertée une solution rétablissant la pérennité de la Société.

S'agissant plus spécifiquement des décisions émanant des collectivités au terme de cette concertation, et s'il s'avérait qu'aucune solution concrète ne permette de garantir une stratégie viable ainsi que la pérennité de la Société, la ou les collectivités territoriales concernées s'engagent à racheter à tout actionnaire du second collège qui le souhaiterait ses actions, sous réserve du respect des stipulations des articles 13 et 14 des statuts de la Société et des dispositions du code de commerce et du code général des collectivités territoriales en vigueur et sous réserve d'une approbation de l'organe délibérant compétent.

Le rachat des actions de l'actionnaire du second collège (ci-après « Second Collège ») qui en fait la demande se fait à un prix convenu entre celui-ci et la collectivité territoriale concernée. A défaut d'accord sur la détermination du prix de rachat, celui-ci sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil, sans que le prix de rachat puisse être inférieur au prix d'acquisition initial. Cette dernière règle est applicable hormis dans l'hypothèse où à la date du fait générateur du déclenchement du présent article, la situation nette est inférieure au capital social.

TITRE IV : DISPOSITIONS GENERALES

Article 6 - Adhésion au Pacte

Toute Cession de Titres, ne pourra intervenir que pour autant que l'Acquéreur, s'il n'est pas déjà Partie au Pacte, y ait expressément adhéré préalablement à la réalisation de la Cession et ait accepté par écrit de se soumettre aux stipulations du Pacte.

L'acquéreur se trouvera substitué aux droits et obligations du Cédant tel que ceux-ci résultent des présentes pour la durée restant à courir du Pacte.

Article 7 - Engagements des Parties

Les Parties s'engagent expressément à respecter, au sein des organes compétents de la Société, toutes les stipulations du Pacte et à ne pas y voter ou à y faire voter toute décision qui serait contraire à ses stipulations (notamment par voie de modification des Statuts de la Société).

Les Parties s'engagent également, chacune pour ce qui la concerne, à prendre toute disposition, à faire toutes les démarches, à obtenir toutes les autorisations requises, à signer tous les actes et de manière générale, à faire tout ce qui sera nécessaire à tout moment avec la diligence requise pour donner plein effet aux stipulations du Pacte.

Article 8 - Droit applicable - Clause de conciliation et litiges

Le Pacte est soumis pour sa validité, son interprétation et son exécution au droit français.

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Pacte, les Parties concernées s'engagent à soumettre ce différend à une procédure amiable préalablement à toute saisine d'un tribunal compétent.

L'Actionnaire qui souhaiterait faire application de cette procédure devra le notifier aux autres Actionnaires par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de conciliation, les Actionnaires s'engagent à signer un accord transactionnel et confidentiel au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil mettant fin à toutes les contestations.

Article 9 - Durée et révision du Pacte d'actionnaires

Le présent Pacte prendra effet à la date de sa signature par l'ensemble des Parties et restera en vigueur pendant une durée de huit (8) ans.

Toutefois, il pourra être révisé par décision unanime des Parties, afin d'être adapté à l'évolution des opérations, du marché et du portefeuille de la Société.

En tout état de cause, les Parties s'engagent à se revoir en vue de réexaminer, d'évaluer et le cas échéant d'amender toutes les dispositions du présent Pacte dans le délai de quatre (4) ans à compter de sa signature.

Pour la Collectivité Européenne d'Alsace ……	
Pour la Ville de Strasbourg Madame la Maire Jeanne BARSEGHIAN	
Pour l'Eurométropole de Strasbourg Madame la Présidente Pia IMBS	

Pour la Caisse des Dépôts et Consignations Le Directeur Grand Est Monsieur Patrick François	
Pour la Région Grand EST ……..	
Pour la CCI ALSACE Eurométropole …….	
Pour la Caisse d'Epargne Son Président Monsieur Bruno DELETRE	
Pour Habitation Moderne Sa Directrice Générale Virginie JACOB	
Pour Alsace Habitat Son Directeur Nabil BENNASSER	

44

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Avenants à diverses concessions relatifs aux impacts financiers de la crise sanitaire au titre de l'exercice 2020.

Numéro V-2022-804

La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 a produit des effets importants sur l'exécution des concessions et leur économie, variables selon le secteur d'activité et selon le modèle économique du contrat.

Ainsi, si certains contrats ont été peu ou pas impactés d'autres l'ont été fortement et ont connu de fortes baisses de fréquentation. Il en va ainsi pour les contrats relatifs au service public de stationnement (en raison de la baisse des déplacements et de l'activité au centre-ville).

Dans un premier temps, la Collectivité a fait application des mesures d'urgence prévues par le gouvernement dans le cadre de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 (suspension des redevances, non application des pénalités de retard, prolongation des délais…).

Dans un deuxième temps, afin d'appréhender au mieux les différentes situations, les différents concessionnaires ont été interrogés afin de leur demander un bilan synthétique de la situation de l'exploitation ainsi que les perspectives de remontée en charge. Il est ainsi apparu qu'un certain nombre de concessions avaient généré une perte d'exploitation importante au cours de l'année 2020 et que les prévisions de reprise demeuraient incertaines.

La Ville a alors reçu des demandes de compensation financière émanant de concessionnaires ayant connu des difficultés d'exécution de leur contrat et subi un préjudice en raison de l'épidémie et des mesures gouvernementales prises pour l'endiguer au cours de l'exercice 2020.

Une étude a été faite de chaque situation afin de statuer sur les demandes indemnitaires formulées par les concessionnaires et de régler le sort des redevances dont le recouvrement était suspendu.

En application du principe selon lequel une convention de concession s'exécute aux risques et périls de son titulaire, les hypothèses dans lesquelles l'autorité délégante prend à sa charge tout ou partie des conséquences financières d'un aléa doivent être fondées juridiquement tant dans leur principe que dans leur montant.

La théorie de l'imprévision élaborée par le juge administratif (CE, Ass., 30 mars 1916, Compagnie générale d'éclairage de Bordeaux), a été reprise à l'article L.6 du code de la commande publique qui dispose que « *Lorsque survient un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité* ».

Les conditions d'imprévisibilité et d'extériorité sont remplies au cas d'espèce (survenance de la pandémie).

Il résulte de la jurisprudence administrative que la condition de bouleversement de l'équilibre du contrat suppose nécessairement l'existence d'un déficit d'exploitation. L'application de ce dernier principe ouvre ainsi droit au versement d'indemnités d'imprévision pour le contrat de délégation de service public pour la gestion du parc de stationnement des Bateliers (SAEML PARCUS).

Le concessionnaire a ainsi droit à être indemnisé de la part du déficit qu'il subit et qui trouve sa cause dans la survenance de la crise sanitaire et des mesures prises pour l'endiguer. Il devra conserver à sa charge une part du déficit déterminée en fonction de divers critères et notamment, de la durée globale et résiduelle du contrat et de la rentabilité passée du contrat.

Ainsi, afin de pallier le déséquilibre exceptionnel et temporaire de ce contrat de concession et d'accompagner le concessionnaire dans la relance de son activité, il est proposé, à titre transactionnel, l'attribution d'une indemnité de **72 000 euros** réglée par exonération de la redevance due au titre de l'année 2020 complétée du versement d'une indemnité en numéraire pour le solde restant dû soit un montant de 66 954.65 euros.

Par ailleurs, dans le cadre de la situation exceptionnelle liée à la survenance de la pandémie, la Ville a été conduite à prendre des mesures particulières au titre de certains services et notamment du stationnement sur voirie. Ainsi, à compter du 18 mars 2020, un arrêté du Maire a instauré une gratuité du stationnement sur voirie, arrêté qui a été modifié le 2 juin 2020 puis le 17 août 2020.
La société INDIGO INFRA, titulaire du contrat de délégation de service public relative à l'exploitation du stationnement payant sur voirie, dont la rémunération est principalement basée sur les recettes horaires perçues par la Ville sur le stationnement, a ainsi subi un préjudice lié aux diverses mesures de gratuité et en a demandé la compensation à la Ville.

Le concessionnaire a ainsi droit à une indemnité dont les modalités de calcul tiennent compte des effets du confinement sur la baisse de la fréquentation par rapport aux niveaux observés les années précédentes.

Il est ainsi proposé, à titre transactionnel, l'attribution d'une indemnité de **360 000 euros**, réglée par exonération de la redevance due au titre de l'année 2020, complétée du versement d'une indemnité en numéraire pour le solde restant dû soit un montant de 309 031,48 euros.
L'ensemble de ces dispositions doivent faire l'objet d'avenants aux contrats de concessions susmentionnés.

Ces avenants sont conclus sur le fondement de des articles L.6-3°, L.3135-1 et R.3135-7 du code de la commande publique).

L'ensemble des coûts d'opération ayant fait l'objet d'un avenant représente un montant cumulé de la valeur initiale du contrat (chiffre d'affaires total hors taxes non actualisé pendant la durée du contrat) inférieur à 5 % du montant initial des délégations, Il n'y a

donc pas lieu de réunir la commission Concessions au titre de l'article L 1411-6 du CGCT pour ces avenants.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
Vu les articles L.1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
Vu les articles L 3135-1 et R 3135-7 du code de la commande publique,
Vu les projets d'avenants ci-joints,
après en avoir délibéré
approuve

- *s'agissant du contrat de délégation de service public pour la gestion du parc de stationnement des Bateliers : l'attribution d'une indemnité d'imprévision au titre des conséquences de la crise sanitaire sur l'exercice 2020 pour un montant de 72 000 euros, réglée à titre transactionnel à la SAEML PARCUS par exonération de la redevance due au titre de l'année 2020 complétée du versement d'une indemnité en numéraire pour le solde restant dû soit un montant de 66 954,65 euros ;*

- *s'agissant du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du stationnement payant sur voirie l'attribution d'une indemnité de 360 000 euros au titre des mesures de gratuité prises par la Ville en 2020, réglée, à titre transactionnel, à la société INDIGO INFRA par exonération de la redevance due au titre de l'année 2020, complétée du versement d'une indemnité en numéraire pour le solde restant dû soit un montant de 309 031,48 euros ;*

- *la conclusion d'avenants aux contrats de concession susmentionnés ayant pour objet le versement d'indemnités au titre des conséquences de la crise sanitaire de la Covid-19 sur l'exercice 2020 et des mesures de gratuité prises par la Ville ;*

décide

- *au titre du contrat de délégation de service public pour la gestion du parc de stationnement des Bateliers, d'imputer le solde d'indemnité restant dû après exonération de la redevance sur la ligne budgétaire 820/678/TC06Z ;*
- *au titre du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du stationnement payant sur voirie, d'imputer le solde d'indemnité restant dû après exonération de la redevance sur la ligne budgétaire 820/678/TC06C ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à accomplir et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération et en particulier les avenants aux contrats de concession susmentionnés et joints à la présente délibération.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147185-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Avenant n° 2
au contrat de délégation de service public pour la gestion du parc de stationnement des Bateliers à Strasbourg

Entre :

La **VILLE DE STRASBOURG**, représentée par sa Maire Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, agissant en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 24 juin 2022,

Ci-après désignée le « Délégant »

d'une part,

La société **PARCUS SAEML**, représentée par Monsieur Pascal JACQUIN, agissant en qualité de Directeur général, dont le siège social est 55 rue du Marché Gare, 67200 Strasbourg,

Ci-après dénommée le « Délégataire »,

d'autre part.

Préambule – exposé des motifs :

Le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du parc de stationnement des Bateliers à Strasbourg, a été signé le 26 février 2013.

L'apparition du virus dit « Covid 19 » a imposé à l'État d'adopter diverses mesures destinées à endiguer sa propagation sur le territoire national dont notamment des mesures de confinement de la population au titre de l'arrêté du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid-19 puis du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

La pandémie de Covid 19 et les mesures prises par l'État pour l'endiguer ont constitué des évènements imprévisibles et extérieurs aux parties et ont entrainé un bouleversement de l'économie du contrat sur l'année 2020 en provoquant notamment une baisse significative de la fréquentation du parc de stationnement des Bateliers et des revenus du Délégataire.

L'exploitation du parc a ainsi généré un résultat net avant impôts déficitaire qui s'établit à - 91 766 euros sur l'exercice 2020.

Le délégataire a fait parvenir à la collectivité une demande indemnitaire pour un montant égal à 90% de ce déficit, soit 82 589 euros.

Les conditions de la théorie de l'imprévision étant réunies, après discussion, les Parties ont convenu à titre transactionnel que le Délégataire pouvait prétendre à une indemnité d'imprévision correspondant à quatre-vingt-dix pour cent (90%) de la seule part du déficit d'exploitation trouvant sa cause dans la survenance de l'épidémie de Covid 19 et dans les décisions de l'État en découlant, soit un montant de 72 000 euros.

Conformément au 7° de l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, le paiement de la redevance due par le Délégataire au titre de l'article 36 de la Convention a été suspendu mais le Délégataire demeure redevable de l'intégralité de cette dernière.

Les Parties ont donc convenu que l'indemnité d'imprévision prendrait la forme d'une exonération de cette redevance complétée par un versement en numéraire et serait accordée dans le cadre d'un avenant à la Convention.

Le présent avenant a donc pour objet, en octroyant une indemnité d'imprévision au Délégataire, de prévenir tout différend né des difficultés d'exécution rencontrées par le Délégataire à raison de l'épidémie de Covid-19, des mesures gouvernementales prises pour l'endiguer et de leurs conséquences tant contractuelles que financières. En conséquence, le présent avenant vaut protocole d'accord transactionnel au sens de l'article 2044 du code civil.

Le présent avenant (ci-après, l'«Avenant ») est conclu sur le fondement des articles L.6-3°, L.3135-1 et R.3135-7 du code de la commande publique.

Article 1 – Objet de l'avenant

L'Avenant a pour objet d'octroyer une indemnité d'imprévision au Délégataire pour l'indemniser d'une partie du déficit d'exploitation résultant du bouleversement de l'économie de la Convention provoquée par l'épidémie de Covid 19 pour l'exercice 2020 et de prévenir tout différend ou prétention indemnitaire ultérieure du Délégataire en lien direct ou indirect avec ladite épidémie et ses conséquences au titre de l'année 2020.

Article 2 – Montant de l'indemnité d'imprévision

Le montant de l'indemnité d'imprévision accordée au Délégataire est de soixante-douze mille euros (72 000 euros).

Article 3 – Paiement de la redevance fixe annuelle au titre de l'année 2020

Les Parties actent du fait qu'en application du 7° de l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, le paiement de la redevance annuelle fixe prévue à l'article 36 de la Convention a été suspendu.

Article 4 – Modalités d'octroi de l'indemnité d'imprévision

L'indemnité d'imprévision est réglée :

- par exonération de la redevance due au titre de l'année 2020 qui s'établit à cinq mille quarante-cinq virgule trente-cinq euros (5 045.35 euros),
- complétée du versement d'une indemnité en numéraire pour le solde restant dû versée en une seule fois et dans un délai de 3 mois après la signature du présent avenant soit un montant de soixante-six mille neuf cent cinquante-quatre euros et soixante-cinq centimes (66 954.65 euros).

Article 5 – Accord transactionnel

Conformément à l'article 2044 du code civil, le présent avenant vaut protocole d'accord transactionnel ayant pour objet de prévenir tout différend né des difficultés d'exécution rencontrées par le Délégataire à raison de l'épidémie de Covid 19, des mesures gouvernementales prises pour l'endiguer et de leurs conséquences tant contractuelles que financières au titre de l'année 2020.

Le Délégataire reconnaît que l'indemnité d'imprévision accordée en application du présent avenant couvre l'intégralité des préjudices supportée au titre de l'épidémie de Covid 19 au titre de l'année 2020 et renonce donc à tout recours, de quelque nature que ce soit, à l'encontre du Délégant en lien direct ou indirect avec l'épidémie de Covid 19 au titre de l'année 2020.

Article 6 – Maintien des autres clauses en vigueur

Toutes les clauses et conditions de la convention initiale, non visées par le présent avenant demeurent d'application, et continuent de produire leur plein effet.

A Strasbourg le

La VILLE DE STRASBOURG
représentée par sa Maire,

Madame Jeanne BARSEGHIAN

PARCUS SAEML,
représentée par son Directeur général,

Monsieur Pascal JACQUIN

Avenant n°2 au contrat de délégation de service public du 9 octobre 2017 relatif à l'exploitation du stationnement payant sur voirie

Entre :

La **VILLE DE STRASBOURG,** représentée par sa Maire Madame Jeanne BARSEGHIAN, agissant en exécution d'une délibération du Conseil municipal du 24 juin 2022,

Ci-après désignée le « Délégant » ou « la Collectivité »

d'une part,

Et :

La **société INDIGO INFRA**, Société Anonyme par actions simplifiées au capital de 192 533 360 Euros situé à Tour Voltaire, 1 place des Degrés - 92800 Puteaux La Défense, enregistré au RCS de Nanterre sous le numéro de 642 020 887, représentée par Monsieur Alexandre FERRERO, agissant en qualité de Directeur régional Nord-Est,

Ci-après dénommée le « Délégataire »,

d'autre part.

Préambule - exposé des motifs :

L'exploitation et la gestion du périmètre du stationnement payant sur voirie à Strasbourg ont été confiées, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public signé le 9 octobre 2017, à la société INDIGO Infra, pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2018.

Indigo Infra assure, à ce titre, l'exploitation du service comprenant la gestion des emplacements de stationnement et du parc des horodateurs, correspondant à environ 13 933 places au 1er janvier 2021, ainsi que la mission de surveillance du périmètre payant, d'émission et de notification des avis de forfaits de post-stationnement.

Dans le cadre de la situation exceptionnelle liée à la crise sanitaire de la Covid-19, la Collectivité a pris des mesures particulières s'agissant du stationnement sur voirie :

- À compter du 18 mars 2020, un arrêté du Maire a instauré une gratuité du stationnement sur voirie. Cette mesure visait à faciliter le respect des règles concernant les déplacements afin de permettre aux habitants de laisser leurs véhicules en stationnement près de leur domicile mais aussi de permettre à l'ensemble des personnels mobilisés dans la gestion de crise de pouvoir se garer à proximité de leur lieu de travail et de faciliter les visites à domicile.

- À compter du 2 juin 2020 un nouvel arrêté a rétabli le caractère payant du stationnement sur voirie et instauré des mesures temporaires visant à accompagner la relance de l'activité commerciale. Il a été décidé :
  - entre le 2 juin et le 30 juin 2020 : une gratuité pendant le temps méridien ;
  - entre juillet et mi août 2020 : une gratuité des deux premières heures de stationnement.

Ces mesures prises par la collectivité, qui ont conduit à la non application des tarifs prévus au contrat, ont eu un impact à la baisse sur les recettes perçues par le délégataire.

Par ailleurs, l'article 34 du contrat de délégation de service public ouvre un droit à réexamen du contrat au profit des parties en cas notamment de « modification importante des conditions d'exploitation du service (…) liée à une décision du délégant modifiant les conditions d'exploitation fixées par les parties à la présente convention » ou « si les conditions financières (notamment liées à la politique tarifaire de la collectivité) de la délégation de service public venaient à varier de façon significative, à la hausse ou à la baisse ».

La société Indigo Infra a ainsi demandé la compensation de l'impact sur sa rémunération des diverses mesures de gratuité à hauteur de 504 000 €, correspondant à la totalité de la baisse de rémunération par comparaison avec le niveau observé en 2019.

Après discussions, portant notamment sur la nécessité de tenir compte des effets du confinement sur la baisse de la fréquentation, il a été convenu à titre transactionnel entre les parties que l'indemnisation du délégataire serait basée sur l'historique des statistiques d'activité auquel une réfaction de 50% serait appliquée pendant la durée de confinement. Il en résulte une indemnisation de 360 000€.

Conformément au 7° de l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 *portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19*, le paiement de la redevance due par le Délégataire au titre de l'article 30 de la Convention a été suspendu mais le Délégataire demeure redevable de l'intégralité de cette dernière.

Les Parties ont convenu que l'indemnisation prendrait la forme d'une exonération de cette redevance complétée par un versement en numéraire et serait accordée dans le cadre d'un avenant à la Convention.

Le présent avenant a donc pour objet, en octroyant une indemnité au Délégataire, de prévenir tout différend né au titre de l'année 2020 des difficultés d'exécution rencontrées par le Délégataire à raison des mesures de gratuité prises par la Ville dans le cadre de l'épidémie de Covid-19. En conséquence, le présent avenant vaut protocole d'accord transactionnel au sens de l'article 2044 du code civil.

Le présent avenant (ci-après, l'« Avenant ») est conclu sur le fondement des articles L3135-1 et R3135-7 du code de la commande publique .

Les parties ont ainsi convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'attribuer au Délégataire une indemnité visant à compenser l'impact des mesures de gratuité prises par la Ville sur sa rémunération au cours de l'exercice 2020 et de prévenir tout différend ou prétention indemnitaire ultérieure du Délégataire en lien direct ou indirect avec ces gratuités au titre de l'année 2020.

Article 2 – Mondant de l'indemnité au titre de l'année 2020

Le Délégant accorde au Délégataire une indemnité d'un montant de 360 000 euros, exclue du champ d'application de la TVA.

Article 3 – Paiement de la redevance annuelle au titre de l'année 2020

Les Parties actent du fait qu'en application du 7° de l'article 6 de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, le paiement de la redevance annuelle -prévue à l'article 30 de la Convention a été suspendu.

Article 4 – Modalités d'octroi de l'indemnité

L'indemnité est réglée :
- par exonération de la redevance prévue à l'article 30 de la Convention et due au titre de l'année 2020 qui s'établit à cinquante mille neuf cent soixante-huit euros et cinquante-deux centimes (50 968.52 euros).
-complétée du versement d'une indemnité pour le solde restant dû versée en une seule fois et dans un délai de 3 mois après la signature du présent avenant soit un montant de trois cent neuf mille trente et un euros et quarante-huit centimes (309 031.48 euros), exclue du champ d'application de la TVA.

Article 5 : Accord transactionnel

Conformément à l'article 2044 du code civil, le présent avenant vaut protocole d'accord transactionnel ayant pour objet de prévenir tout différend né au titre de l'année 2020 des difficultés d'exécution rencontrées par le Délégataire à raison des mesures de gratuité prises par la Ville dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 et de leurs conséquences tant contractuelles que financières.

Le Concessionnaire reconnaît que l'indemnité accordée en application du présent avenant couvre l'intégralité des préjudices supportée au titre de ces mesures de gratuité et renonce donc à tout recours, de quelque nature que ce soit, à l'encontre de la Collectivité en lien direct ou indirect avec les mesures de gratuité prises par la Ville dans le cadre de l'épidémie de Covid 19 au titre de l'année 2020.

Article 6 - Maintien des autres clauses en vigueur

Toutes les clauses et conditions du contrat initial, non visées par le présent avenant, demeurent d'application, et continuent de produire leur plein effet

A Strasbourg le :

La VILLE DE STRASBOURG,
représentée par sa Maire,

Madame Jeanne BARSEGHIAN

INDIGO INFRA,
représentée par son Directeur régional Nord-Est,

Monsieur Alexandre FERRERO

45

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Avis sur l'ajustement technique du tableau des emplois.

Numéro V-2022-654

Les emplois relevant des compétences de la ville de Strasbourg sont créés par le Conseil de l'Eurométropole et la charge est répartie entre les deux collectivités selon la convention du 3 mars 1972.

La délibération qui vous est soumise porte sur :
- la suppression de 5 emplois et la création de 20 emplois permanents *(dont 13 ASEM)* ;
- des transformations d'emplois créés précédemment rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)*.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,

approuve,

après avis du CT, les suppressions, créations et transformations d'emplois présentées en annexe.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147873-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 24 juin 2022 relative à la suppression d'emplois

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de la Culture	Conservatoire	1 professeur de musique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline, partager son expérience et sa connaissance professionnelles de la discipline, dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique.	Temps complet	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 07/06/22.
Direction de la Culture	Conservatoire	1 musicien accompagnateur	Assurer l'accompagnement musical des cours de danse.	Temps non complet 10h	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique	Suppression d'emploi soumise au CT du 07/06/22.
Direction de la Culture	Conservatoire	1 enseignant en musique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique et en accord avec le projet d'établissement.	Temps non complet 14h	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à 1ère classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 07/06/22.
Direction de la Culture	Orchestre philharmonique	1 remplaçant soliste au pupitre des violons	Interpréter les œuvres de la programmation symphonique et lyrique de l'orchestre.	Temps complet	Article L. 332-8 1° du CGFP ("absence de cadre d'emplois")	Musicien 2ème catégorie soliste	Suppression d'emploi soumise au CT du 16/04/19.
Direction des Solidraités, de la santé et de la jeunesse	Santé et autonomie	1 puéricultrice de PMI	Assurer la protection, le maintien, la restauration et la promotion de la santé de l'enfant de 0 à 6 ans dans son milieu . Participer à la prise en charge globale de l'enfant et intervenir dans les projets d'accompagnement personnalisé et sociaux.	Temps non complet 17h30	Puéricultrice	Puéricultrice de classe normale à hors classe	Suppression d'emploi soumise au CT du 07/06/22.

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 24 juin 2022 relative à la création d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Direction de l'Enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	13 ASEM	Assister le personnel enseignant pour la réception, l'animation et l'hygiène des jeunes enfants. Préparer et mettre en état de propreté les locaux et le matériel servant directement aux enfants.	Temps complet	Agent spécialisé des écoles maternelles	ASEM principal de 2ème classe à 1ère classe	
Direction de la Culture	Conservatoire	2 professeurs de musique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline, partager son expérience et sa connaissance professionnelles de la discipline, dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique.	Temps non complet 8h	Professeur d'enseignement artistique	Professeur d'enseignement artistique de classe normale à hors classe	
Direction de la Culture	Conservatoire	1 musicien accompagnateur	Assurer l'accompagnement musical des cours de danse. Participer aux activités pédagogiques.	Temps complet	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique à assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	
Direction de la Culture	Conservatoire	1 musicien accompagnateur	Assurer l'accompagnement musical des cours de danse. Participer aux activités pédagogiques.	Temps non complet 17h	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique à assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe	
Direction de la Culture	Conservatoire	1 enseignant en musique	Dispenser un enseignement artistique dans sa discipline dans le respect du schéma d'orientation pédagogique, en relation avec l'équipe pédagogique et en accord avec le projet d'établissement.	Temps non complet 17h	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe à 1ère classe	
Direction des Solidarités, de la santé et de la jeunesse	Mission Lutte contre les discriminations	1 animateur Espace égalité	Assurer des missions d'animation du parcours de l'Espace égalité et d'ateliers de sensibilisation aux discriminations auprès d'enfants, d'adolescents et d'adultes.	Temps complet	Animateur	Animateur à animateur principal de 1ère classe	Création dans le cadre de l'Espace égalité financée par l'Eurométropole dans le cadre d'un fonds de concours.
Direction des Solidarités, de la santé et de la jeunesse	Santé et autonomie	1 puéricultrice de PMI	Assurer la protection, le maintien, la restauration et la promotion de la santé de l'enfant de 0 à 6 ans dans son milieu . Participer à la prise en charge globale de l'enfant et intervenir dans les projets d'accompagnement personnalisé et sociaux.	Temps complet	Puéricultrice	Puéricultrice de classe normale à hors classe	Création financée à 50% par la CeA dans le cadre de la convention de délégation.

Annexe 3 à la délibération du Conseil municipal du 24 juin 2022 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations suite à réorganisations présentées en CT							
Direction de l'Enfance et de l'éducation	-	1 chargé de communication	Elaborer, coordonner, mettre en œuvre et suivre les opérations de communication. Participer à leur gestion administrative et budgétaire. Gérer les flux d'information au sein de la direction.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant responsable du département information et animation) suite au CT du 07/06/22
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil de la population	1 chargé de prestations	Contribuer au rayonnement de la collectivité par l'accueil et l'orientation des usagers, la promotion des actions municipales et la participation à l'animation du quartier. Délivrer des prestations. Contribuer à l'autonomie des personnes dans leurs démarches en ligne.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant calibré adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur).
Direction de la Culture	Action culturelle	1 régisseur technique	Coordonner et suivre la maintenance des locaux. Gérer les accès à l'ERP. Organiser le service de sécurité incendie. Assurer le rôle de préventeur. Assurer la régie culturelle et la conciergerie.	Temps complet	Technicien	Technicien à technicien principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant régisseur général calibré d'ingénieur à ingénieur principal).
Direction des Solidarités, de la santé et de la jeunesse	Jeunesse éducation populaire	1 responsable de département	Encadrer et animer le département. Contribuer à la définition des orientations stratégiques dans sa thématique. Piloter et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Attaché ou conseiller socio-éducatif	Attaché à directeur Conseiller socio-éducatif à conseiller supérieur socio-éducatif	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant adjoint au chef de service).

46

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Aménagement de la Plaine festive multi-usages de Strasbourg.

Numéro V-2022-854

Afin d'accompagner et d'encourager le dynamisme événementiel et culturel de Strasbourg, la Ville réalise l'aménagement d'une Plaine festive multi-usages dont la localisation, la configuration et la capacité d'accueil permettront l'organisation de manifestations d'ampleur pour les Strasbourgeois-es, les habitant-es de l'agglomération et les visiteurs.

La Ville de Strasbourg propose l'implantation durable de cet équipement sur un site à l'entrée du quartier de la plaine des Bouchers.

Ce site permettra d'accueillir des manifestations dans des conditions adaptées sur un espace bien intégré dans son environnement et dans le tissu urbain du secteur. Il permettra notamment de répondre aux besoins de la traditionnelle Foire Saint-Jean tout en offrant la possibilité d'accueillir d'autres manifestations festives évènementielles et culturelles en plein air sur un site central (festivals, accueil des cirques, retransmissions de grands événements sportifs, concerts en plein air, etc.).

Si cette future Plaine festive ouvre de nouvelles perspectives au regard des enjeux culturels, touristiques ou de mobilité, elle permet aussi d'impulser une approche territoriale globale et durable pour ce quartier emblématique. En effet la requalification environnementale, économique et urbaine du secteur de la Plaine des Bouchers constitue une opportunité stratégique majeure pour les années à venir. Un schéma urbain de cohérence du quartier sera élaboré pour diversifier les usages et mettre en cohérence les enjeux relatifs à un développement harmonieux de ce territoire autour d'activités économiques, culturelles, évènementielles et sportives.

L'aménagement d'une plaine festive multi-usages permettra d'y apporter un élément de centralité sur un site durable, accessible, respectueux d'usages apaisés de l'espace public et sobre dans ses impacts environnementaux et financiers.

L'aménagement nécessitera en parallèle la relocalisation provisoire des locaux et parkings de la fourrière automobile. S'agissant d'une compétence de l'Eurométropole de

Strasbourg, il est proposé de solliciter, auprès de cette dernière, leur transfert sur le site du parking relais « P+R Elsau », actuellement sous-utilisé.

6,5 millions d'euros sont alloués à ces opérations dans le cadre de la programmation pluriannuelle des investissements.

La consultation des entreprises et acteurs économiques du quartier sera engagée dès cet été 2022, pour permettre une réalisation des travaux entre décembre 2022 et l'édition 2023 de la Foire Saint Jean. Ce premier aménagement sera engagé dans la perspective de l'équipement pérenne doté de toutes les infrastructures nécessaires en concertation avec ses futurs utilisateurs et tous les acteurs du territoire.

Selon une première estimation, le montant de l'opération est estimé, à ce jour, à 5,916 M €, décomposés comme suit :

Désignation des travaux pour 2022 - 2023	**Montants HT**	**Montant TTC**
Travaux de structure	1 300 000 €	1 560 000 €
Dépollution du site (ce poste sera dimensionné et précisé en fonction de la pollution trouvée lors des travaux)	1 000 000 €	1 200 000 €
Travaux de réseaux (génie civil : eau – assainissement)	500 000 €	600 000 €
Travaux de réseaux (génie civil : distribution électrique et éclairage public)	450 000 €	540 000 €
Pose de câbles électriques (haute tension - HTA et basse tension - BT)	250 000 €	300 000 €
Branchements provisoires	420 000 €	504 000 €
Divers : investigations géotechniques, coordination de la sécurité et de la protection de la santé (CSPS), publications, diagnostics faune/flore, etc. …	50 000 €	60 000 €
- Relocalisation de la fourrière	700 000 €	840 000 €
- Travaux de voiries et réseaux divers (VRD) pour la fourrière	100 000 €	120 000 €
- Travaux connexes	160 000 €	192 000 €
	4 930 000 €	**5 916 000 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales
sur proposition de la Commission plénière,

après en avoir délibéré,

émet un avis favorable

à l'aménagement d'une nouvelle Plaine festive multi-usages de Strasbourg sur le site de la Plaine des Bouchers

approuve

- *la réalisation des aménagements liés à cette Plaine festive,*
- *l'organisation d'une maîtrise d'ouvrage portée par la ville de Strasbourg pour les travaux d'aménagement d'une Plaine festive opérationnelle pour la Foire Saint Jean 2023 suivant les éléments présentés dans la délibération,*
- *le lancement des marchés de travaux et des contrats de prestation nécessaires pour un montant de 5,916 M€ ;*

sollicite

auprès de l'Eurométropole, le déplacement provisoire de la fourrière automobiles sur le site du parking relais P+R Elsau ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à :
- *mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures, nécessaires à la réalisation de ces travaux conformément au code de la commande publique et à signer et exécuter tous les actes et marchés en résultant,*
- *signer les dossiers de demandes d'autorisations et de permis de construire,*
- *lancer toutes les procédures administratives nécessaires à la réalisation du projet,*
- *solliciter auprès des financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant,*
- *signer tous les documents et conventions nécessaires à la mise en œuvre de la plaine festive.*

Les crédits sont inscrits au budget 2022, AP 0251, programme 1339.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022

(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147628-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

PLAINE FESTIVE MULTIUSAGES DE STRASBOURG

Localisation



Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°46

Aménagement de la Plaine festive multi-usages de Strasbourg.

Pour	**40**	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	**5**	BONNAREL Aurélien, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, HENRY Ariane, TURAN Hulliya
Abstention	**15**	BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, OEHLER Serge, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe

47

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Projet d'acquisition d'un dessin médiéval figurant la flèche de la cathédrale de Strasbourg pour les collections du musée de l'Œuvre Notre-Dame.

Numéro V-2022-696

***Elévation de la face ouest de l'octogone et de la flèche de la cathédrale de Strasbourg,* Vers 1419 par Johannes Hültz, architecte de la cathédrale de Strasbourg de 1419 à 1449**
Plume et encre noire, lavis gris, brun et vert, sur trois feuilles de parchemin collées H : 205 cm ; l : 54 cm.

Ce très rare dessin sur parchemin a acquis le caractère de « trésor national » en août 2018 suite à l'avis de la Commission consultative des trésors nationaux du Ministère de la culture afin d'en empêcher la vente en dehors du territoire national (arrêté ministériel du 22 août 2018). Son importance historique est inestimable car il s'agit du tout premier projet connu pour la flèche et donc de sa plus ancienne représentation.

L'intérêt patrimonial de ce document, apparu sur le marché de l'art en 2018, est encore renforcé par sa très probable ancienne appartenance aux collections de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, qui possède un ensemble unique d'une trentaine de dessins sur parchemin datant du milieu du XIII^{e} au XV^{e} siècle documentant la genèse de la cathédrale. La disparition de ce dessin remonte certainement aux troubles révolutionnaires, mais il ne porte aucun numéro d'inventaire, ce qui n'a pas permis d'engager une demande en restitution. Le musée de l'Œuvre Notre-Dame en conserve une copie fidèle, un relevé calqué sur l'original au milieu du XIX^{e} siècle.

Ce dessin est proposé à la vente par un propriétaire privé parisien, qui l'a tout d'abord mis sur le marché par l'intermédiaire de la maison de vente Sotheby's.
Suivant la procédure prévue dans le cadre de l'acquisition de trésors nationaux, l'État a émis une offre officielle afin d'acquérir l'œuvre pour le compte de la collectivité. A la suite du refus par le propriétaire d'une première offre d'achat à hauteur de 1 300 000 €, deux experts désignés pour estimer l'œuvre (selon la mission d'évaluation prévue aux articles L.121-1 et R.121-2 et suivants du code du patrimoine) ont transmis le 2 février 2021 leur rapport d'expertise conjoint fixant la valeur de ce trésor national à 1 750 000 €. Cette offre a été acceptée par le propriétaire.

Le plan de financement envisagé pour permettre cette acquisition associe les fonds réunis par la ville de Strasbourg ventilés comme suit :

- Fonds du patrimoine du Ministère de la culture : 200 000 €
- Société des Amis de la cathédrale de Strasbourg : 250 000 € (convention de mécénat)
- Mécénat d'entreprise : 1 200 000 €
- ville de Strasbourg (crédits récurrents inscrits au budget prévisionnel) : 100 000 €.

Cette acquisition devra faire l'objet d'une convention tripartite entre la ville de Strasbourg, l'État – ministère de la Culture et la Réunion des musées nationaux-Grand Palais (Rmn-GP), ayant pour objet le versement à la Rmn-GP des fonds réunis par la ville de Strasbourg. Le versement des fonds devra être réalisé au plus tard six mois à compter de l'acceptation de l'offre d'achat par le propriétaire.

Suite à la réception de l'intégralité des fonds sur le compte de l'Agent comptable de la Rmn-GP, un contrat de vente sera réalisé entre l'État, la Ville et le propriétaire vendeur, incluant les déclarations et garanties habituelles en matière d'acquisition de trésors nationaux.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
autorise

- *la signature de la convention tripartite entre la ville de Strasbourg, l'Etat – ministère de la Culture et la Rmn-GP pour l'acquisition du dessin de la flèche de la cathédrale de Strasbourg pour une valeur de 1 750 000 € TTC,*
- *la signature du contrat de vente entre l'Etat, la ville de Strasbourg et le propriétaire-vendeur,*
- *la signature de la convention de mécénat avec la Société des Amis de la Cathédrale de Strasbourg ;*

autorise

la Maire ou son·sa représentant·e à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions et l'autorise à signer tous documents y relatifs.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146673-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE STRASBOURG,
L'ÉTAT - MINISTERE DE LA CULTURE ET L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE LA RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX ET DU GRAND PALAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES FIXANT LES MODALITÉS DE PARTICIPATION DE LA VILLE DE STRASBOURG EN VUE DE L'ACQUISITION DU DESSIN DE L' « ÉLÉVATION DE LA FACE OUEST DE L'OCTOGONE ET DE LA FLÈCHE DE LA CATHÉDRALE DE STRASBOURG » DE JOHANNES HÜLTZ

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LA VILLE DE STRASBOURG,
dont le siège se situe 1, parc de l'Étoile, 67076 Strasbourg CEDEX, représentée par sa maire en exercice, Madame Jeanne BARSEGHIAN, et par délégation par Madame Anne MISTLER, adjointe aux arts et cultures, autorisée aux fins des présentes par la délibération n° _____ adoptée en séance du conseil municipal du 24 juin 2022, envoyée en préfecture le _____,

un extrait de ladite délibération figurant en annexe des présentes,

ci-après désignée la « VILLE »,

d'une première part,

ET

L'ÉTAT - MINISTERE DE LA CULTURE,
représenté par _____, agissant aux présentes en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés en sa qualité de chef[fe] du service des musées de France, à la direction générale des patrimoines et de l'architecture, au nom de Madame la ministre de la Culture et par délégation,

ci-après désigné l' « ÉTAT »,

d'une deuxième part,

ET

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE LA RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX ET DU GRAND PALAIS DES CHAMPS-ÉLYSÉES,
Établissement public national à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé 254-256, rue de Bercy, 75577 Paris CEDEX 12, immatriculé au RCS de Paris sous le numéro B 692 041 585, représenté par son président Monsieur Chris DERCON,

ci-après désigné la « RMN-GP »,

d'une troisième part.

ÉTANT PRÉALABLEMENT RAPPELÉ QUE :

La VILLE souhaite acquérir, au profit du musée de l'Œuvre Notre-Dame, un dessin de Johannes Hültz (vers 1390 - 1449), *Élévation de la face ouest de l'octogone et de la flèche de la cathédrale de Strasbourg*, plume et encre noire, lavis gris, brun et vert, sur trois feuilles de parchemin collées, marques de stylet et de compas, H. 205 cm, L. 54 cm, vers 1419, ci-après désigné l' « ŒUVRE », au prix de € 1 750 000 (un million sept cent cinquante mille euros).

L'acquisition de cette ŒUVRE, ayant fait l'objet d'une décision de refus de certificat d'exportation par arrêté de la ministre de la Culture du 22 août 2018, publié au *Journal Officiel* du 29 août 2018 et revêtant, à ce titre, le caractère de trésor national au sens de l'article L. 111-4 du Code du patrimoine, permettrait d'enrichir le fonds des dessins d'architecture de la Cathédrale conservé depuis le Moyen Âge par la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame et déposé au musée de l'Œuvre Notre-Dame.

Le financement de l'acquisition, tel qu'il est prévu à la date de la présente convention, réunirait :

- les fonds réunis par la VILLE d'un montant de € 350 000 (trois cent cinquante mille euros), incluant la participation de la Société des Amis de la Cathédrale de Strasbourg à hauteur de € 250 000 ;
- la contribution d'une société mécène, en application des dispositions prévues à l'article 238 *bis*-0 A du Code général des impôts, à hauteur de € 1 200 000 (un million deux cent mille euros) ;
- la contribution de la subvention du Fonds du patrimoine 2022 à hauteur de € 200 000 (deux cent mille euros) ;

l'ensemble constituant le prix d'acquisition de l'ŒUVRE de € 1 750 000 (un million sept cent cinquante mille euros).

L'acquisition de l'ŒUVRE est subordonnée à deux conditions déterminantes : la réunion du prix d'acquisition de € 1 750 000 (un million sept cent cinquante mille euros), d'une part, et la conclusion d'un contrat de vente avec le vendeur, d'autre part.

En application de l'article 171 BC de l'annexe II du Code général des impôts, une société mécène dans le cadre de l'article 238 *bis*-0 A du Code général des impôts doit procéder au versement de sa contribution financière sur le compte de l'Agent comptable de la RMN-GP.

Afin de permettre un paiement unique de l'ŒUVRE au vendeur et un transfert simultané de la propriété de l'ŒUVRE, il a paru opportun aux parties à la présente convention que la RMN-GP reçoive la totalité du prix de vente de l'ŒUVRE à charge pour elle de reverser le prix au vendeur.

C'est pourquoi, afin de faciliter la conclusion de l'acquisition de l'ŒUVRE, il a été convenu et arrêté ce qui suit.

ARTICLE 1 :

La présente convention a pour objet de prévoir les termes et conditions auxquels la VILLE versera à la RMN-GP le montant des fonds qu'elle a réuni, soit € 350 000 (trois cent cinquante mille euros), pour l'acquisition de l'ŒUVRE.

ARTICLE 2 :

La VILLE versera les fonds visés à l'article 1, soit € 350 000 (trois cent cinquante mille euros), sur le compte de l'Agent comptable de la RMN-GP, dans un délai d'un mois suivant la signature de la présente convention par toutes les parties.

Les coordonnées du compte ouvert au nom de l'Agent comptable de la RMN-GP auprès de la Recette Générale des Finances de Paris située 94, rue Réaumur, 75104 Paris CEDEX 02, sont les suivantes :

Titulaire du compte : **RMN-GRAND PALAIS AGENCE COMPTABLE**
254-256, rue de Bercy, 75577 Paris CEDEX 12

BIC : **TRPUFRP1**

Identifiant national de compte bancaire - RIB :

- Code banque : **10071**
- Code guichet : **75000**
- N° de compte : **00001000276**
- Clé RIB : **28**
- Domiciliation : **TPPARIS RGF**

ARTICLE 3 :

L'Agent comptable de la RMN-GP délivrera bonne et valable quittance à la VILLE dans les meilleurs délais suivant la réception du virement visé à l'article 2.

ARTICLE 4 :

La RMN-GP garantit à la VILLE :

- qu'elle affectera les fonds visés à l'article 2 au paiement du prix de vente de l'ŒUVRE au vendeur dans les meilleurs délais suivant la signature du contrat de vente de l'ŒUVRE par toutes les parties ;
- qu'elle notifiera à la VILLE le règlement du prix de l'ŒUVRE au vendeur ;
- qu'en cas d'échec de la procédure d'acquisition de l'ŒUVRE dûment constaté par l'ÉTAT qui en informera les parties à la présente convention, elle restituera à la VILLE la contribution financière visée à l'article 2 au plus tard dans un délai de deux mois suivant le constat d'échec de l'acquisition.

Cette garantie de la RMN-GP constitue un élément déterminant de la volonté de la VILLE d'effectuer le versement défini à l'article 2.

ARTICLE 5 :

En cas de contestation relative à la validité, l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se concerter dans les meilleurs délais afin de rechercher un règlement à leur différend.

Fait en trois (3) exemplaires originaux avec chacun une annexe dont :
un exemplaire original pour la VILLE,
un exemplaire original pour l'ÉTAT,
un exemplaire original pour la RMN-GP.

Pour la VILLE :
A Strasbourg, le _____

Madame Anne MISTLER
Adjointe aux arts et cultures

Pour l'ÉTAT :
A Paris, le _____

_____
Chef[fe] du service des musées de France

Pour la RMN-GP :
A Paris, le _____

Monsieur Chris DERCON
Président de la RMN-GP

ANNEXE : EXTRAIT DE LA DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE STRASBOURG N° _____ DU _____
(___ page)

CONVENTION DE MECENAT

Entre

La VILLE de STRASBOURG, Service des Musées
1 parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX
Représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire

et

La Société des Amis de la Cathédrale
15 rue des Juifs, 67000 STRASBOURG
Représentée par son Président Marc SCHURR,

Par la présente les différentes parties conviennent ce qui suit :

Article 1 : objet

La Société des Amis de la Cathédrale se propose de financer l'achat auprès d'un collectionneur privé d'un dessin de Johannes Hültz (vers 1390 - 1449), *Élévation de la face ouest de l'octogone et de la flèche de la cathédrale de Strasbourg*, plume et encre noire, lavis gris, brun et vert, sur trois feuilles de parchemin collées, marques de stylet et de compas, H. 205 cm, L. 54 cm, vers 1419 au profit des Musées de la ville de Strasbourg.

Article 2 : engagement des parties

Le prix d'achat est de 1 750 000 € (un million sept cent cinquante mille euros), la Société des Amis de la Cathédrale règlera 250 000 €. Les Musées de la Ville de Strasbourg feront le nécessaire pour que les visiteurs du Musée de l'Œuvre Notre Dame aient connaissance de l'engagement du mécène, par le biais d'actions de communication et de médiation.

Article 3 : rémunération

La Société des Amis de la Cathédrale s'engage à payer directement à la ville de Strasbourg la somme de 250 000 €. La Ville se chargera de verser les fonds réunis à l'Agent comptable de la RMN-GP qui procédera au paiement de l'intégralité de la somme au vendeur comme stipulé dans la convention tripartite entre la Ville, l'Etat – Ministère de la culture et l'Etablissement public de la Réunion des Musées Nationaux du Grand Palais des Champs-Elysées.

Article 4 : litige

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Strasbourg seulement après épuisement de voies amiables (conciliation, arbitrage…).

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg,	Pour la Société des Amis de la Cathédrale de Strasbourg

48

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Enrichissement des collections des musées de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2022-697

Conformément aux enjeux de valorisation du patrimoine et de soutien à la création contemporaine énoncés dans la délibération-cadre de la politique culturelle municipale, la politique d'enrichissement des collections muséales municipales vise à compléter les collections des musées ainsi qu'à promouvoir la création d'aujourd'hui au moyen de dons, dépôts et acquisitions.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'approuver les achats suivants pour les musées de la Ville :

Pour le MAMCS, une œuvre de Stéphane Belzère, *Immersion Bleue,*
Pour le Musée alsacien, Françoise Saur**,** un ensemble de quinze photographies issues de la série *Portrait de famille 47°35'nord 7°33' est,*

et d'accepter :
- le don **pour le musée Tomi Ungerer - Centre international de l'Illustration,** d'un ensemble d'œuvres originales de l'artiste Tomi Ungerer,
- les transferts de propriété portant sur :
  - un dépôt de l'Etat, *Les funérailles de Kléber*, de Eloi-Firmin Feron, vers 1843, **musée des Beaux-arts,**
  - une série d'œuvres affectées aux Musées **des Beaux-arts, des Arts décoratifs et de l'Œuvre Notre-Dame, devant faire l'objet d'une régularisation statutaire.**

Ces achats, dons et transferts de propriété concernent plus précisément :

<u>Achats</u>

MUSEE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN

Stéphane Belzère
Immersion Bleue 1, 2001-2003
300 x 220 cm

Toile coton teintée, peinture vinylique
25 000 €, avec un soutien de 12 500 € pris en charge directement par l'Association des Amis du MAMCS
Achat auprès de l'artiste

Au milieu des années 1990, le peintre Stéphane Belzère (né en 1963), nourri de cultures française, suisse et allemande, décide d'installer son chevalet dans la salle dite des « Pièces Molles » du Museum National d'Histoire Naturelle, rue Buffon, à Paris. C'est là le départ d'une aventure picturale qui durera jusqu'à aujourd'hui, au fil de laquelle l'artiste va habiter sa toile d'un motif récurrent, sinon obsessionnel : le bocal. Sujet de nombreuses variations, le bocal est accumulé, prodigieusement agrandi, traversé par le regard de l'artiste – y compris depuis l'intérieur du contenant – jusqu'à devenir un immense paysage indéchiffrable. Montrée pour la première fois au public dans le cadre de l'exposition *Mondes Flottants* qui lui est consacrée au MAMCS, cette grande *Immersion* nous propose un point de vue inédit : en effet, nous ne sommes plus en train d'observer un spécimen dans son bocal, nous voici désormais à la place du spécimen en train de contempler le monde. L'artiste nous plonge dans le liquide de conservation, nous fait côtoyer de grandes formes indistinctes, bribes de créatures mystérieuses. Dans cet univers outremer, on perçoit au loin l'existence d'un ailleurs déformé, « un monde flottant », où se dessinent une fenêtre et des rayonnages. Œuvre figurative et énigmatique à la fois, cette vaste *Immersion* est aussi un terrain de réflexions picturales : la transparence, le reflet, la déformation sont en effet parmi les sujets qui hantent la peinture de Stéphane Belzère et qui trouvent tous ici une réponse plastique d'envergure.

MUSEE ALSACIEN

Françoise Saur,
Ensemble de quinze photographies issues de la série *Portrait de famille 47°35'nord 7°33' est*
36x66 cm et 54x146 cm
Tirages photographique, impression encres pigmentaires sur papier Photorag Hahnemühle 310 g., encadrement boite américaine sans cadre
22 767 € (dont 672 € de frais de transport)
Achat auprès de l'artiste.

Née en 1949 à Alger, Françoise Saur est une photographe qui réside et travaille en Alsace. Son travail, récompensé par le prix Niépce en 1979, est marqué par une approche sociologique, profondément emprunte du désir de témoigner de la relation entre un territoire, qu'il s'agisse de la Chine, de l'Algérie ou de l'Alsace, et ses occupants.

La série qu'il est proposé d'acquérir s'intitule *Portrait de famille 47°35'nord 7°33' est.* Elle a été réalisée en 2007 dans la région de Saint-Louis, dans le sud de l'Alsace. Frappée par la grande diversité culturelle de ce territoire, l'artiste a glané, comme elle le dit, une année durant, au travers d'échanges et de rencontres, les éléments qui allaient constituer le portrait de ce territoire. Ce parti est rendu sensible dans le titre : les coordonnées géographiques étant celles du territoire en question. Par le truchement des compositions en diptyques ou en triptyques, en jouant d'associations de formes, de couleurs ou d'ambiance, Françoise Saur associe un portrait, individuel ou collectif, à un fragment du territoire et

invite ainsi à créer le récit du lien qui unit le lieu à l'humain. De surcroît, grâce à la répétition de la composition et le choix du titre de la série, s'affirme le sentiment d'une communauté de destins qui unit les habitants de ce territoire, une famille – dont l'artiste fait le portrait – et qui s'ajoute à la trajectoire de vie de chacun des modèles. L'approche sociale, sans être abandonnée, est alors dépassée et s'enrichit d'une dimension poétique et subjective.

L'acquisition des œuvres de Françoise Saur, par leur dimension poétique, mais aussi parce qu'elles permettent de rendre sensible la diversité culturelle à l'échelle du territoire alsacien , s'inscrit dans la volonté du musée de donner à voir l'Alsace de manière contemporaine.

Dons

MUSEE TOMI UNGERER – CENTRE INTERNATIONAL DE L'ILLUSTRATION

Don manuel de la famille de Tomi Ungerer (Tomi Ungerer Estate)
91 œuvres originales
Valeur : 392 478 €
Cet ensemble d'œuvres originales a fait l'objet d'un dépôt en 2008-2010 par Tomi Ungerer au musée, suite à la création de celui-ci en 2007 et de sa labellisation « Musée de France » en 2008. La famille de l'artiste (Tomi Ungerer Estate) souhaite transformer ce dépôt en don manuel. Il s'agit d'un ensemble particulièrement précieux pour la collection strasbourgeoise car il témoigne de la production graphique tardive de Tomi Ungerer, en présentant des exemples significatifs de la période allant de 2007 à 2009.
Les œuvres qui en font partie correspondent aux différents axes de l'œuvre de Tomi Ungerer déjà présents dans la collection :
- le livre pour enfants, avec l'ensemble des originaux (28) pour *Zloty*, paru chez Diogenes Verlag à Zurich et à l'École des loisirs à Paris en 2009
- le recueil d'illustrations, avec l'ensemble des originaux (48), publiés et inédits, pour le livre *Mes Cathédrales*, paru à La Nuée Bleue à Strasbourg en 2007
- l'œuvre à but satirique, avec un dessin original prévu pour une affiche contre la peine de mort, ainsi qu'une série de collages à but de satire sociale et politique (14), réalisés en 2008-2009, qui vient compléter ceux que le dessinateur avait réalisés dans les années 1960 et 1980.

Ce don est complété par une affiche, « Ice Capades », imprimée aux États-Unis en 1965 pour un spectacle de patinage artistique, dont la collection conserve déjà les dessins originaux.

Avis favorable de la commission d'acquisition de la DRAC.

Transferts de propriété

Le Conseil est appelé à approuver le transfert de propriété d'une œuvre appartenant à l'État, déposée au musée des Beaux-arts et entrant dans le champ des biens transférables au regard de l'article L 4541-9 du Code du patrimoine, il s'agit d'une toile de Eloi-

Firmin Feron, *Les funérailles de Kléber,* vers 1843, dépôt de 1844, Inv. Etat : FNAC PFH-2466.

Par ailleurs, en application des articles L 125-1 et L 451-8 du Code du patrimoine, sept biens culturels peuvent faire l'objet d'un transfert de propriété de régularisation, au profit de la ville de Strasbourg pour affectation à différents musées.

Ainsi ces sept biens acquis par préemption entre 1936 et 1971 sont transférés :
- Anonyme (France, Alsace) ; quatre panneaux de vitrail provenant de Thann ; XV^{e} siècle ; vitrail : verre et plomb ; acquis par préemption en vente publique (24 novembre 1969, Maître Rheims, Hôtel Drouot, Paris), dépôt du 9 février 1970 ; Inv. : Cl 22.851 à Cl 22.854,
- Anonyme (France) ; Tabouret pliant en bois à décor de rocaille provenant du Palais Rohan ; XVIII^{e} siècle ; bois doré ; H. : 51, L. : 66, P. : 52 cm ; acquis par préemption en vente publique (10 décembre 1971, vente Louis Guiraud, Maître Ader et Picard, Palais Galliera, Paris), dépôt du 31 décembre 1971 ; Inv. : OAP 183,
- Manufacture de la Malgrange ; Tapisserie dite de la Chancellerie aux armes du prince-cardinal de Rohan ; XVIII^{e} siècle (vers 1735-1740) ; tenture, laine ; 344 × 213 cm ; acquis par préemption en vente publique (20 février 1936, Maître Audap, Hôtel Drouot, Paris), dépôt du 23 mars 1936 ; Inv. : OAP 8938,
- ROEHN Jean-Alphonse (1799-1864), Le Peintre et son modèle, XIX^{e} siècle, huile sur toile, 40 × 52 cm, acquis par préemption en vente publique (17 février 1964, vente André Gide, Maître Thullier, Hôtel Drouot, Paris) ; Inv. : RF 1964.6.

Ces transferts ont tous été validés par le Haut conseil des musées de France.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
autorise

les achats :
pour le musée d'art moderne et contemporain
de l'œuvre de Stéphane Belzère, pour un montant de 25 000 € dont 12 500 € seront pris en charge directement par l'Association des Amis du MAMCS,

pour le musée alsacien
d'une série de quinze photos de Françoise Saur pour un montant de 22 767 €,

accepte

le don pour le musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration,

d'un ensemble de 91 œuvres originales de l'artiste Tomi Ungerer, don de la famille Tomi Ungerer, valeur 392 478 €,

accepte

le transfert de propriété
d'un bien déposé au musée des Beaux-arts « Les funérailles de Kléber » ainsi que le transfert de propriété de régularisation de sept biens culturels acquis par préemption entre 1936 et 1971 au profit de la ville de Strasbourg pour affectation au musée des Beaux-arts, au musée des Arts décoratifs et au musée de l'Œuvre Notre-Dame,

décide

l'imputation des dépenses pour les acquisitions des œuvres des musées d'art moderne et contemporain et alsacien pour un montant de 35 267 €,

charge

la Maire ou son·sa représentant·e d'effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions et l'autorise à signer tous documents y relatifs.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146680-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

49

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Demande de financement auprès de l'Eurométropole de Strasbourg pour des expositions majeures des musées de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2022-698

La Communauté urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole au 1er janvier 2015, verse annuellement, depuis près de 20 ans une participation financière à l'organisation d'une ou plusieurs grandes expositions portées par le service des musées de la ville de Strasbourg.

Pour 2022, le fonds de concours sollicité auprès de l'Eurométropole a vocation à participer au financement de l'exposition majeure consacrée à Lewis Carroll dont les deux volets *« SurréAlice, Lewis Carroll et les Surréalistes »* et *« Illustr'Alice »* se tiendront du 6 octobre 2022 au 15 janvier 2023 et auront lieu respectivement au musée d'art moderne et contemporain et au musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration.

Ce soutien, s'élevant pour 2022 à 260 000 €, s'accompagne des contreparties suivantes :
- visibilité de l'Eurométropole sur l'ensemble des documents de communication relatifs aux expositions concernées par ce soutien ;
- organisation de visites pour les publics de l'Eurométropole ;
- mise en œuvre d'actions contribuant au développement de la politique culturelle métropolitaine dans le but de faire connaitre les musées de Strasbourg au public métropolitain et valorisation des œuvres acquises par l'Eurométropole et déposées aux Musées de la Ville de Strasbourg auprès des habitant.e.s de l'Eurométropole.

MUSÉE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN

« SurréAlice, Lewis Carroll et Les Surréalistes », 6 octobre 2022 - 15 janvier 2023

De 1870 à 1930, Lewis Carroll n'est connu en France – quand il l'est – que comme un écrivain pour enfants, dont l'œuvre se ramène au seul *Alice au pays des merveilles.* Les surréalistes ont joué un rôle décisif dans la réception française de Lewis Carroll. Ce sont eux qui ont élargi l'éventail des titres et qui ont fait entrer Carroll dans le champ de la culture adulte. Mais ils ne se sont pas contentés de traduire, lire, citer et commenter Carroll. Ils l'ont également inscrit au sein de leur « Panthéon » d'ancêtres précurseurs, aux côtés de Rimbaud, Swift, Lautréamont et d'autres encore. L'exposition rendra compte de l'histoire de la réception littéraire de l'œuvre de Lewis Carroll ainsi que de sa diffusion en

France. Elle aura cependant davantage pour vocation d'en montrer l'impact artistique et visuel (question de l'échelle, de la narration décalée, du rapport texte-image, de la figure de l'enfance, du traitement formel de l'absurde, de la connivence des mondes animal et humain…) chez les surréalistes européens et notamment à travers les personnalités de Salvador Dali, Max Ernst et René Magritte. *SurréAlice* s'attardera également sur le jeu, que les surréalistes ont largement développé en tant que pratique de création, à l'instar de Lewis Carroll et des échecs. Enfin, elle interrogera les figures d'Alice telles que les artistes au féminin ont pu l'appréhender. C'est d'ailleurs à Monster Chetwynd, une artiste britannique résidant en Suisse, qu'est confiée le préambule artistique de l'exposition, une installation monumentale et déroutante.

D'ambition internationale et pluridisciplinaire, cette exposition sera constituée d'environ 150 œuvres, peintures, photographies, mais aussi d'illustrations, d'éditions, de dessins, de collages, de jeu d'échecs ou de cartes à jouer réalisées par plus de 30 artistes provenant de musées et de collections privées d'Europe. Des partenariats avec des structures culturelles et artistiques de la Ville et de l'Eurométropole seront engagés, notamment avec le musée Zoologique, l'Opéra national du Rhin et les médiathèques.

Cette exposition, construite à partir de deux œuvres de Roland Topor, conservées au Musée Tomi Ungerer et au MAMCS, se fera en collaboration avec le Musée Tomi Ungerer.

Le nouveau dictionnaire abrégé du surréalisme (juillet 2022-février 2023)

En marge de l'exposition temporaire *SurréAlice ; Lewis Carroll et les surréalistes,* un accrochage construit à partir du fonds du musée d'art moderne et contemporain proposera une nouvelle manière d'appréhender la collection et de renouveler son approche. Et c'est à partir du *Dictionnaire abrégé du surréalisme* publié en 1938 que la sélection des œuvres se fera afin de ménager surprise, curiosité et humour.
De 20 à 40 œuvres pour chacun des accrochages.
Le coût prévisionnel de ce premier volet de l'exposition est estimé à 445 000 € TTC.

MUSÉE TOMI UNGERER – CENTRE INTERNATIONAL DE L'ILLUSTRATION

« Illlustr'Alice», 6 octobre 2022 - 15 janvier 2023

Au premier étage du Musée Tomi Ungerer sera présenté un volet de l'exposition intitulé *Alice illustrée*, qui portera sur l'illustration des deux contes de Lewis Carroll. Il explorera non seulement l'univers du livre pour enfants, mais également l'illustration d'humour et satirique. En effet, si les aventures d'Alice à l'attention des jeunes lecteurs ont suscité un nombre très élevé de publications de par le monde, elles ont également été illustrées dans des versions satiriques et parodiques. Les dessinateurs se sont alors appropriés la composante majeure d'Alice, le *nonsense*, au moyen d'expressions graphiques parfois très différentes les unes des autres. C'est cette diversité formelle ainsi que l'universalité du thème que le parcours aura pour ambition de montrer. Les limites chronologiques sont définies par la date de parution d'*Alice's Adventures in Wonderland* en 1865 et celle du livre illustré par Alain Gauthier en 1991. Cette temporalité permettra d'étudier

la transformation du personnage principal qui s'est adapté aux différentes époques traversées.

Depuis les 42 gravures sur bois initiales de Lewis Carroll pour *Les aventures d'Alice au pays des merveilles* (1865) et celles de John Tenniel pour *De l'autre côté du miroir* (1871) qui sont restées indissociables du texte, le thème a continué de susciter un vif engouement. Des noms célèbres de l'illustration au XX^{e} siècle comme Peter Blake, Nicole Claveloux, F'Murrr, Folon, Henri Galeron, Georges Lemoine, Barry Moser, Sajtinac, Jean-Jacques Sempé, Maurice Sendak, Ralph Steadman, Roland Topor, Jiri Trnka, Dùsan Kàllay, Lisbeth Zwerger, seront présentés au même titre que des illustrateurs parfois oubliés ou méconnus, dans une exposition d'environ 150 œuvres originales et livres.
Le coût prévisionnel de ce deuxième volet de l'exposition est estimé à 130 000 € TTC.

Le commissariat général de cette exposition majeure est assuré par Barbara Forest, conservatrice en chef au MAMCS et Thérèse Willer, conservatrice en chef du Musée Tomi Ungerer-Centre international de l'Illustration, en collaboration avec Fabrice Flahutez, professeur d'histoire de l'art contemporain de l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne et l'appui d'un comité scientifique.

Le coût total prévisionnel des deux volets de cette exposition consacrée à Lewis Carroll pour la Ville est estimé à 575 000 € TTC (hors masse salariale des personnels scientifiques, techniques et administratifs des musées mobilisés).

En conséquence, il est proposé au Conseil de solliciter auprès de l'Eurométropole de Strasbourg le versement d'un fonds de concours à la Ville d'un montant de 260 000 € TTC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
sollicite

le versement d'un fonds de concours auprès de l'Eurométropole à hauteur de 260 000 € TTC pour l'organisation par les musées de la ville de Strasbourg d'une exposition majeure en deux volets « SurréAlice » et « Illustr'Alice » dont le coût prévisionnel en dépenses directes s'élève respectivement à 445 000 et 130 000 € TTC,

décide

l'inscription au budget 2022 du Service des musées - AU12D nature 74751 d'une recette de 260 0000 € TTC.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146748-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

50

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Passation d'un accord-cadre pour les prestations de transport d'œuvres d'art liées à l'activité des Musées de la Ville de Strasbourg.

Numéro V-2022-699

Dans le cadre de ses activités courantes portant sur l'organisation d'expositions, l'acquisition d'œuvres d'art et le mouvement interne des collections entre les différents musées et lieux de stockage, le service des musées de la Direction de la culture souhaite recourir à un accord-cadre pour le transport des œuvres d'art.

Ces prestations de transport d'œuvres étant soumises aux règles de la commande publique, il est proposé de recourir à la procédure de passation d'un accord-cadre mono attributaire pour ces différentes prestations, cette procédure permettant de répondre au besoin décrit et aux conditions de réalisation des différentes missions énoncées.

L'accord cadre sera lancé selon une procédure formalisée en application des articles L. 2124-2, R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique. Conformément aux dispositions des articles L 2125-1 1° et R. 2162-1 et suivants, il s'agit d'un accord-cadre avec montants minimums et montants maximums.

Cet accord cadre s'étendra sur une période qui ne pourra excéder quatre années et sera passé pour une durée d'un an reconductible trois fois. Il sera composé d'un seul lot comprenant, à titre indicatif, toute la manutention nécessaire au transport, à la réalisation de contenants adaptés aux œuvres transportées et à leur emballage et, selon les cas, à l'acheminement des contenants jusqu'aux salles d'exposition, le déballage et l'accrochage des œuvres ainsi qu'aux frais liés à leurs convoiements.

Il reposera sur un bordereau des prix unitaires et l'édition de bons de commande offrant ainsi un outil d'achat réactif et adapté aux contraintes précitées.

Les dépenses liées aux transports étant extrêmement variables, en fonction de nombreux paramètres tels que la nature et l'encombrement des œuvres mais aussi leurs provenances, cet accord-cadre sera passé pour un montant minimum de 80 000 € HT et un montant maximum de 1 500 000 € HT par an.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, la passation après mise en concurrence d'un accord-cadre mono-attributaire d'une durée d'un an renouvelable trois fois pour le transport d'œuvres d'art pour un montant minimum de 80 000 € HT et un montant maximum de 1 500 000 € HT, par an ;

décide

l'inscription des dépenses estimées annuellement au maxima à 1 500 000 € pour le transport des œuvres d'art sur les lignes du CRB AU12 ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à lancer les consultations, à prendre toutes les décisions relatives, à signer et notifier le marché et les avenants éventuels nécessaires à l'exécution du marché ainsi qu'à exécuter l'accord-cadre et les marchés et avenants en résultant.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146676-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

51

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Recours gracieux suite à la non restitution des ouvrages en médiathèques.

Numéro V-2022-709

Les usagers des médiathèques en situation de retard dans la restitution de documents empruntés se voient appliquer, au bout de plusieurs relances, des pénalités financières.

Certains rencontrant des difficultés dans le paiement, sollicitent des recours gracieux.

Il vous est proposé de donner une suite favorable à la demande de recours reçue le 17 février 2022, pour un montant de 220 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le recours gracieux ci-dessous pour un montant total de 220 € :

Date de réception de la demande de recours	***Prénom***	***Nom***	***Collectivité du titre***	***Année du titre***	***N° coriolis du titre de recette***	***Montant réclamé***
17/02/2022	[redacted]	[redacted]	*Ville de Strasbourg*	*2012*	*762*	*220 €*
Pour un montant total de						*220 €*

décide

l'abandon des poursuites ;

autorise

les mandats d'annulation des titres correspondants sur l'imputation AU14C-6577.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146642-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

52

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Exonération de loyers pour les résidents de la Virgule-Coop en raison de la crise Covid 19.

Numéro V-2022-712

Par délibération du 21 septembre 2020, la ville de Strasbourg a validé la remise gracieuse sous forme d'exonérations des loyers des entreprises et associations bénéficiaires hébergées dans le patrimoine propriété de la ville de Strasbourg, dont l'activité avait été affectée par la propagation de l'épidémie de la Covid-19 à partir du printemps 2020.

Cette crise sanitaires a aussi particulièrement affecté un certain nombre d'activités dans les secteurs culturels qui ont fait l'objet d'une interdiction d'accueil du public.

Dans ce contexte, les résidents de la Virgule – Coop ont été largement impactés. S'ils ont pu, dans une certaine mesure, accéder à leurs locaux, en revanche tous les projets à destination des publics ont été soit empêchés lors des confinements successifs, soit fortement perturbés.
Ils ont alerté notre collectivité sur cette situation exceptionnelle.

La situation a d'autant plus affecté les trois collectifs résidents de la Virgule qu'ils avaient pris possession des locaux mis à disposition par la ville récemment, en septembre 2019.
Il s'agit :
- **des Ateliers éclairés** : regroupement autour du noyau initial d'AVLab, de plus de treize autres structures relevant de l'économie créative, l'art urbain, etc. ;
- de **Garage Coop** : regroupement autour des arts plastiques et des arts graphiques avec une vingtaine de membres dont des associations Fauteuil vapeur et Accélérateur de particules ;
- de **Cric** : regroupement d'une vingtaine d'artistes, plasticiens, scénographes, artisans d'art et de l'association INACT.

En 2020 ils étaient à une étape d'aménagement intérieur des locaux, d'adaptation de ceux-ci à des fonctionnalités spécifiques : installation de forges, menuiseries, fours de potiers, sérigraphies, etc. Dans ce contexte sensible et éprouvant de chantier finissant, la crise sanitaire a suspendu les premières activités publiques de diffusion, d'offre d'ateliers pour les publics.

A cela se sont ajoutées des problématiques immobilières affectant le bon fonctionnement des locaux : remontées d'eau, infiltrations, amplifiées par les fortes pluies des deux dernières années, détériorant des œuvres et des stocks divers. Des dossiers de sinistres ont été ouverts.

Aux côtés des trois collectifs, **les Ateliers bois – ateliers municipaux** réservés à des artistes des arts visuels, pour une durée limitée de quatre ans, ont aussi subi de plein fouet la crise avec des commandes, invitations à des expositions, interventions diverses, repoussées ou annulées.

Pionniers dans le développement de ce nouveau pan de ville, il est attendu des résidents qu'ils prennent part à son développement, initient des projets innovants, en particulier par le décloisonnement des pratiques, dans un esprit coopératif et citoyen.

Il est donc essentiel, à ce stade, de soutenir les énergies réunies à la Virgule-Coop, la richesse de leurs compétences et des savoir- faire singuliers qui s'appuient sur de nombreux équipements et outillages pointus et bien évidemment de conforter ainsi l'investissement de la collectivité dans la réhabilitation d'un patrimoine industriel qu'il s'agit de faire vivre au bénéfice de tous.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé à la validation du Conseil municipal, une exonération de loyer pour la deuxième année d'occupation des locaux affectés sur le site de la Virgule-Coop, aux Ateliers éclairés, Garage Coop et CRIC.

Les locaux sont loués aux trois associations pour cinq ans par bail.
Les dispositions dont elles bénéficieraient avec l'octroi de cette exonération peuvent être récapitulées ainsi :
Année 1 : gratuité (prévue initialement)
Année 2 : Exonération de loyer.
Puis comme prévu initialement, un principe de loyer progressif :
Année 3 : 20 €/m²/an, Année 4 : 30 €/m²/an, Année 5 : 40 €/m²/an.
Par la suite, il est prévu l'examen d'une reconduction sur cinq ans, avec un loyer stabilisé à 45 €/m²/an.

Les Ateliers bois, sont occupés sous forme de baux individuels par les artistes : Aurélie de Heinzelin, Caroline Gamon, Capucine Vandebrouck, Nicolas Couturier/Cécile Tonizzo, Francis Ramel/Julie Luzoir.
Il est proposé une exonération de loyer d'une année, les charges restant en revanche dues, et pour les trois autres années d'occupation, comme prévu initialement, un loyer de 45 €/m²/an.

Ainsi l'avantage en nature total pour les 5 années représenterait pour :
- **les Ateliers éclairés** : 55 203 €, dont 18 400 € pour l'exonération objet de la présente délibération.
- **CRIC** : Préau II : 14 676 € et Garage 53 309 €, dont 18 303 € pour l'exonération objet de la présente délibération
- **Garage Coop** : 49 637 €, dont 16 879 € pour l'exonération objet de la présente délibération

- **Les artistes des Ateliers bois** : (montant total)
  - Aurélie de Heinzelin : 3 081 €,
  - Caroline Gamon : 3 074 €,
  - Capucine Vandebrouck : 3 093 €,
  - Nicolas Couturier : 1 544 €,
  - Cécile Tonizzo : 1 544 €,
  - Francis Ramel : 1 538 €,
  - Julie Luzoir : 1 538 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

1) *l'extension de l'exonération des loyers à la deuxième année de bail en raison notamment de la crise Covid 19 pour les associations résidentes dans des locaux de la Virgule-Coop suivantes :*
   - *Les Ateliers éclairés : 18 400 €*
   - *CRIC : 18 303 €*
   - *Garage Coop : 16 879 €*

2) *l'exonération des loyers d'une année pour les artistes des Ateliers bois de la Virgule Coop suivants :*
   - *Aurélie de Heinzelin : 2 376 €*
   - *Caroline Gamon : 2 362 €*
   - *Capucine Vandebrouck : 2 367 €*
   - *Nicolas Couturier : 1 181 €*
   - *Cécile Tonizzo : 1 181 €*
   - *Francis Ramel : 1 186 €*
   - *Julie Luzoir : 1 186 €*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes, baux et avenants de baux, le cas échéant, relatifs à ces exonérations.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147584-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

53

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Attribution du Prix de la ville de Strasbourg dans le cadre de St'Art 2021.

Numéro V-2022-713

Par délibération du Conseil municipal du 24 octobre 2016, il a été approuvé le lancement d'un Prix de la ville de Strasbourg, d'un montant de 2 000 €, attribué chaque année à une jeune artiste à l'occasion de la foire d'art contemporain St'Art.

Le Prix doit faciliter la production d'une œuvre, sa communication ou une édition autour du travail de l'artiste.

A travers cette démarche, les exposants de St'Art, notamment les jeunes galeries sont encouragés à exposer et à permettre la découverte de jeunes artistes.

Le Prix vise à compléter les dispositifs de soutien à la création dans le domaine des arts visuels déjà développés ou soutenus par la Ville (Bastion 14, La Virgule, Ateliers ouverts, notamment). Cette démarche s'inscrit en synergie avec la nouvelle phase de développement de la foire.

Il est proposé d'approuver l'octroi du Prix de 2 000 € au titre de l'édition 2021 à l'artiste Marius Pons de Vincent sur proposition d'un jury de personnalités du monde de l'art strasbourgeois.

Marius Pons de Vincent était présenté à St'Art par la jeune galerie strasbourgeoise East, dirigée par Stéven Riff.

L'artiste vit et travaille à Strasbourg. Peintre, il met en œuvre des supports divers, tour à tour le verre, le bois, de simples chiffons tendus sur châssis ou ses palettes. Recourant régulièrement au trompe l'œil, il se joue de la peinture et de ce qu'elle peut mettre en scène. De même que l'atelier est le lieu, le support et le sujet de ses peintures, dans une forme de recyclage inspiré et vertigineux, toute chose peut servir à la fabrication d'une peinture ou en être le sujet… le travail du peintre y compris.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution du prix de la ville de Strasbourg dans le cadre de St'Art 2021 pour un montant de 2 000 € à Marius Pons de Vincent,

décide

l'imputation de la dépense de 2000 euros sur la ligne CRB AU10 – Activité budgétaire AU10 F – fonction 312– nature 6714 du budget 2022 de la ville de Strasbourg,

autorise

Madame la Maire ou son-sa représentant-e à procéder au versement du prix proposé.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146683-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

54

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Attribution de subventions à des associations culturelles.

Numéro V-2022-716

S'appuyant sur les grandes orientations définies par la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2020 relative au cadre de sa politique culturelle, la ville de Strasbourg est attentive à marquer son soutien aux acteurs culturels dans la durée et à accompagner l'émergence sur son territoire, dans l'ensemble des champs disciplinaires.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2022, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels.

FONCTIONNEMENT

LIVRE-ILLUSTRATION

Les Règles de la Nuit	**17 000 €**

Cette association a pour objet la promotion des littératures de l'imaginaire et l'édition d'ouvrages papiers et numériques. Elle met en place dans divers quartiers de Strasbourg durant l'année 2022 une action intitulée « Ateliers d'après » proposant une série d'ateliers d'écriture autour de l'anticipation et de la science-fiction afin de construire des imaginaires collectifs. Utilisant l'écrit et la captation sonore, le projet s'adresse à des publics divers : personnes âgées, personnes marginalisées, allophones, scolaires. Chaque atelier fait l'objet d'une restitution.

BNU	**5 000 €**

S'appuyant sur des recherches historiographiques renouvelées, la Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg organisera de septembre 2022 à janvier 2023 une exposition intitulée « Face au nazisme », qui explorera sous un angle inédit cette période sombre de l'histoire de notre région, en s'intéressant notamment aux perceptions différentes de la frontière du Rhin et aux moyens mis en œuvre pour imposer l'idéologie nazie sur le territoire.

DANSE

Mindset	**5 000 €**

Après avoir fondé le studio 116, école dédiée aux danses urbaines sur le quartier de la Meinau, Mélissa Baden, jeune danseuse de hip hop, a créé cette association en vue de monter des projets pour dynamiser le lieu et enrichir la programmation en parallèle des cours. Le projet Capsule, objet de la présente subvention, propose de réunir le public autour de cinq rendez-vous par an, de septembre à juin, comprenant la présentation d'une courte pièce par un collectif de danseurs ou un artiste émergent du territoire suivie d'un échange et d'un temps convivial. Ce projet nouveau participe au renouvellement des acteurs des cultures urbaines sur le territoire.

MUSIQUES ACTUELLES

Dodekazz	**9 200 €**

L'association Dodekazz est à l'origine du festival Contre-temps consacré aux musiques électro/groove. En 2021, elle décide de soutenir la scène électro féminine et lance le projet Wom-x en partenariat avec des collectifs électro strasbourgeois et la Longevity Music School. L'objectif est d'accompagner la scène électro féminine, non-binaire et transgenre en organisant des ateliers de pratique et leur permettant de s'exprimer sur scène et au sein de groupes de paroles. Ce projet est cofinancé à parts égales par les services Action culturelle et Evènements, ainsi que par la Mission Droits des Femmes et Egalite des Genres.

ARTS DU CIRQUE

Sur un air de Terre – Cie Equinote	**6 000 €**

Sur un air de terre est l'association de la compagnie de cirque équestre Équinoxe. La présente subvention vise à soutenir le déplacement de la compagnie en août 2022 au festival d'Aurillac, de renommée mondiale, pour y présenter sa dernière création intitulée « Avant la nuit d'après » afin d'accroître la visibilité professionnelle de la compagnie et de développer la diffusion de ce spectacle par la rencontre avec de nombreux programmateurs.

VALORISATION CULTURELLE

La Poulie Production - StraC	**11 000 €**

Ce bureau de production porte la demande du collectif de chargés de production StraC dont l'objet est la promotion des propositions de spectacles d'équipes artistiques strasbourgeoises du spectacle vivant. Il organise pour cela des déplacements mutualisés de chargés de production dans les salons et festivals les plus significatifs en France et gère un catalogue numérique des spectacles proposés par ces équipes, destiné à une sélection de programmateurs nationaux.

Kreyol'Ka Dans	**3 000 €**

Ce collectif animé par la compagnie de danse Difé Kako, porte la déclinaison strasbourgeoise du festival des langues et cultures créoles « Le mois kréyol », qui vise à faire connaitre au grand public la culture et les artistes créoles, locaux et ultramarins. Ayant lieu de début octobre à fin novembre 2022 avec une avant-première à Strasbourg en septembre, ce festival, qui abordera notamment la thématique de l'afro-féminisme, se déroulera sur plusieurs régions de France dont l'Alsace. Des concerts,

défilés, dégustations, discussions littéraires et tables rondes seront proposés en divers lieux de Strasbourg.

AUDIOVISUEL

Rencontres cinématographiques d'Alsace	**25 298 €**

La collectivité a été alertée par les salariés du cinéma municipal d'un passif social relatif aux congés payés non pris en charge par les RCA, situation fragilisant le bon déroulement du transfert au nouvel exploitant.
Afin de garantir aux salariés le paiement de leurs congés payés, il est proposé de verser aux RCA, sur production d'un état attestant de la réalité des montants dus, la somme de 25 298 € correspondant au passif social décrit et cela pour versement immédiat aux salariés dès réception de la subvention.

INVESTISSEMENT

ARTS VISUELS

Collectif Gruber	**10 000 €**

L'association Collectif Gruber anime des locaux de travail, d'enregistrement et de répétition situés au sein de l'Espace Gruber à Koenigshoffen. Il réunit depuis 6 ans une quinzaine de personnes actives dans les arts graphiques, la céramique, le textile, la sculpture, la musique et la fabrication d'objets musicaux. L'association a sollicité auprès de la ville de Strasbourg et de la DRAC Grand Est un soutien pour mener divers travaux d'amélioration et principalement d'isolation et de chauffage destinés à en améliorer significativement l'utilisation.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

FONCTIONNEMENT

Les règles de la Nuit	*17 000 €*
BNU	*5 000 €*
Mindset	*5 000 €*
Dodekazz	*9 200 €*
Sur un air de Terre – Cie Equinote	*6 000 €*
La Poulie Production - StraC	*11 000 €*
Kreyol'Ka Dans	*3 000 €*

Rencontres cinématographiques d'Alsace	*25 298 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 81 498 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 163 441 €.

INVESTISSEMENT

Collectif Le Gruber	*10 000 €*

La proposition ci-dessus représente une somme de 10 000 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10 – fonction 33 – nature 20421 programme 7009 du budget 2022 dont le disponible avant le présent conseil est de 18 800 €.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147194-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Conseil Municipal du 24 juin 2022

Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué n-1
Les Règles de la nuit	Projet culturel ponctuel	17 000	17 000	0
BNU	Projet culturel	15 000	5 000	7 000
Mindset	Nouveau projet culturel	9 000	5 000	0
Dodekazz	Projet culturel	14 000	9 200	0
Sur un Air de Terre - Cie Equinote	Projet culturel ponctuel	6 000	6 000	0
La Poulie Production- StraC	Projet culturel	14 000	11 000	9 000
Kreyol'Ka Dans	Nouveau projet culturel	7 000	3 000	0
Rencontres cinématographiques d'Alsace	Subvention ponctuelle	25 298	25 298	293 404,57 €

55

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Attribution de subventions pour la pratique artistique en amateur et les projets en direction du développement des publics.

Numéro V-2022-737

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2022 de la Mission développement des publics, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels.

Ces propositions s'inscrivent dans le cadre de :

- la délibération sur la politique de soutien aux pratiques artistiques en amateur du 21 juin 2021 qui vise à développer le tissu artistique local et la création et œuvrer pour l'épanouissement et la bonne santé physique et mentale de chacun ; elle prévoit ainsi le soutien financier notamment aux associations qui ont une forte ambition artistique et ont recours à des professionnels, celles qui participent de l'équité et du dynamisme territorial, celles qui œuvrent à l'élargissement des publics ainsi que tous les projets impliquant des publics dits « éloignés » de la culture et comportant une dimension intergénérationnelle ou interculturelle, celles qui favorisent l'émergence, l'aide à la professionnalisation des jeunes artistes en leur offrant des premières expériences artistiques ;

- la délibération relative au cadre de la politique culturelle pour Strasbourg du 14 décembre 2020 qui veille à :

  - promouvoir et assurer sur l'ensemble du territoire le droit à la culture pour tou·te·s, jeunes ou moins jeunes, personnes en situation de handicap, de langue française ou non, quels que soient la situation économique ou le statut des habitant·e·s ;

  - favoriser l'interculturalité en affirmant que les arts et les pratiques artistiques sont un outil de dialogue entre les cultures ;

  - promouvoir le respect des droits humains, l'égalité de genre et l'égale représentation de toutes et tous dans leur diversité ;

  - lutter contre toutes les formes de racisme et d'antisémitisme ;

- développer l'éducation artistique auprès de tous les enfants et jeunes du territoire ;

- intégrer les habitant·e·s dans les temps forts de la vie culturelle en encourageant les formes participatives.

Cette délibération entend aussi légitimer la place et le rôle de la pratique en amateur comme moteur et acteur de la vitalité de l'écosystème artistique Strasbourg et intégrer les habitants.es dans les temps forts de la vie culturelle en encourageant les formes participatives.

PRATIQUES ARTISTIQUES EN AMATEUR

DANSE

Compagnie Mistral Est	**9 000 €**

L'association Mistral Est, fondée en 2004, a pour but de mettre en place diverses actions culturelles axées sur la création, le partage et les cultures urbaines. L'association mène ses actions à grande échelle tout en mettant l'accent sur son ancrage local afin de favoriser l'émergence de nouveaux talents notamment en milieu éloigné de l'offre culturelle.
La ville de Strasbourg a régulièrement apporté son soutien à l'association Mistral Est dans le cadre de ses projets culturels axés sur l'action avec et pour les jeunes qu'elle mène, essentiellement dans les quartiers prioritaires.

THEATRE

Trois.14, collectif de théâtre amateur	**4 000 €**

Dans le cadre de la saison 2021/2022, l'association Trois.14, propose une programmation au Théâtre du Cube Noir du 16 septembre 2021 au 6 juillet 2022. La commission de sécurité a relevé un défaut du système de sécurité incendie lié à la sonorisation de la salle du Cube Noir. Ce défaut doit être réparé par le propriétaire des locaux (le CREPS d'Alsace). Les travaux de mise en conformité ne pouvant avoir lieu qu'au mois de juillet, la mesure compensatoire de mettre en place des SSIAP lors des 78 représentations restantes représente un coût supplémentaire pour l'association de 8 000 €. Il est proposé que la ville de Strasbourg octroie une subvention exceptionnelle de 4 000 € qui couvre la moitié de cette dépense non prévue.

La Maison théâtre	**30 000 €**

Il s'agit d'une aide au fonctionnement pour la gestion du théâtre du Tambourin. Elle fait suite à la convention de mise à disposition du théâtre du Tambourin au profit de l'association La Maison théâtre (délibération au conseil municipal du 21 mars 2022). La gestion du théâtre du Tambourin a en effet été transférée du CSC ARES à la Maison théâtre.

CHORALES ET ENSEMBLES VOCAUX

Chœur Philharmonique de Strasbourg	**42 500 €**

Fondé en 2003, et doté, depuis 2017, d'une personnalité juridique sous forme associative, le Chœur philharmonique de Strasbourg, formé d'une centaine de choristes amateurs est un acteur important de la vie culturelle strasbourgeoise en ce sens qu'il tisse des liens artistiques avec différents partenaires de la Ville et développe des actions artistiques à destination des publics les plus variés. Avant que ne soit finalisée une convention d'objectifs pour les années à venir et afin de permettre à l'association de mener à bien ces projets, il est proposé l'attribution d'une 1ère tranche de subvention d'un montant de 42 500 €.

CIRQUE

APACA-Graine de cirque	**6 000 €**

Projet « Cabaret cirqu'envol » : Graine de cirque clôture la saison de manière festive avec un Cabaret qui se tiendra du 10 au 12 juin 2022, avec une programmation d'une dizaine de numéros professionnels. Le Cabaret s'ouvre traditionnellement par un numéro d'élèves.
Il est proposé de soutenir ce projet à hauteur de 5 000 €.
« Rencontres régionales et européennes des écoles de cirque » du 27 au 29 mai 2022. Graine de Cirque accueille sur un week-end les écoles de cirque membres du Réseau FREC (Fédération Régionale des Écoles de Cirque) autour de temps de formation, d'ateliers et d'un spectacle.
Il est proposé de soutenir la manifestation à hauteur de 1 000 €.

ARTS PLASTIQUES

Les Bateliers	**85 000 €**

L'association Les Bateliers a pour principal objet l'enseignement de l'art et de l'artisanat d'art à travers des ateliers adultes et enfants de qualité : elle est soutenue pour la première année par la direction de la Culture au titre des pratiques artistiques en amateur après avoir été suivie pendant plusieurs années par le service Jeunesse Éducation Populaire.

PROJETS EN DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES PUBLICS

Groupement d'intérêt Public Action Culturelle en Milieu Scolaire d'Alsace – GIP ACMISA	**7 000 €**

La ville de Strasbourg adhère au Groupement d'Intérêt Public (GIP) ACMISA – Action Culturelle en Milieu Scolaire d'Alsace depuis sa création et la direction de l'éducation lui alloue chaque année une contribution de 7 000 €. Outil majeur de la mise en œuvre de parcours d'éducation artistique et culturelle dans les établissements scolaires du 1er et du 2nd degré, la direction de la Culture propose d'apporter une contribution complémentaire de 7 000 € au titre de l'année 2022.

Manécanterie des petits chanteurs de Strasbourg – Maîtrise de l'ONR	**45 160 €**

Fonctionnement de la Classe à horaires aménagés musique – vocale (CHAM) à l'école des Romains pour l'année 2022/2023. Après une année de préfiguration qui a pu bénéficier à tous les élèves de CE1, le projet poursuit son développement en intégrant à la rentrée 2022 une cohorte d'une trentaine d'élèves qui bénéficieront chaque semaine, sur le temps scolaire, d'interventions en chant choral assurées par des chef.fes de chœur de la

Manécanterie des petits chanteurs de Strasbourg. Le projet est financé à parts égales par la direction de la Culture et la direction de l'Education.

Vue d'Ensemble	**3 000 €**

L'association Vue d'Ensemble organise la 4ème édition du Rendez-vous du Livre et du Film accessibles à tous du 18 au 26 Juin 2022. Cet évènement a pour objet de permettre la rencontre et la sensibilisation autour du handicap par le film et le livre à l'adresse de tous les publics, valides ou en situation de handicap visuel ou auditif. Le festival se déroule principalement à l'Aubette et au cinéma Vox et s'articule autour d'un salon du livre accessible, de projections de films, en audiodescription et sous-titrées, d'animations et de rencontres-débat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Au titre de l'exercice 2022 à hauteur de 176 500 € au titre de l'aide aux pratiques artistiques en amateur :

Structure	*Montant octroyé*
Chœur philharmonique de Strasbourg	*42 500 €*
Mistral Est	*9 000 €*
Trois.14, collectif de théâtre amateur	*4 000 €*
La Maison Théâtre	*30 000 €*
Les Bateliers	*85 000 €*
APACA-Graine de cirque	*6 000 €*
TOTAL	***176 500 €***

Au titre de l'exercice 2022 à hauteur de 32 580 € au titre de l'aide aux projets de développements des publics :

Structure	*Montant octroyé*
Groupement d'Intérêt Public Action culturelle en Milieu Scolaire d'Alsace - GIP ACMISA	*7 000 €*
Manécanterie des petits chanteurs de Strasbourg – Maîtrise de l'ONR	*22 580 €*
Vue d'ensemble	*3 000 €*
TOTAL	***32 580 €***

Les propositions ci-dessus représentent une somme totale de 209 080 € à imputer au titre de la direction de la Culture sur les crédits ouverts sous CU01G – fonction 33 –

nature 6574 – programme 8087 du budget 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 407 750 €.

Structure	*Montant octroyé*
Manécanterie des petits chanteurs de Strasbourg – Maîtrise de l'ONR	*22 580 €*

La proposition ci-dessus représente une somme totale de 22 580 € à imputer au titre de la direction de l'Éducation sur les crédits ouverts sous DE02C – fonction 255 – nature 6574 – programme 8028 du budget 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 276 100 €.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147099-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

DATE DU GTS : **jeudi 28 avril 2022**

DATE DU CONSEIL MUNICIPAL : **vendredi 24 juin 2022**

STRUCTURE	INTITULE	NATURE	MONTANT SOLLICITE	MONTANT ATTRIBUE N-1	MONTANT PROPOSE	N° FIPRO
MISTRAL EST	Aide au fonctionnement de l'association	AIDE AU FONCTIONNEMENT	62 000,00 €	9 000 € par Evènements	9 000 €	1
COMPAGNIE TROIS 14	Aide exceptionnelle au financement de SSIAP	AIDE AU FONCTIONNEMENT	4 000,00 €		4 000 €	2
LA MAISON THÉÂTRE	Gestion de la salle de spectacle du Tambourin	AIDE AU FONCTIONNEMENT	32 000,00 €	30 000 € par JEP	30 000 €	3
CHŒUR PHILHARMONIQUE DE STRASBOURG	Saison 2021-2022 du Chœur philharmonique de Strasbourg	AIDE AU FONCTIONNEMENT	83 000,00 €	63 000 €	42 500 €	4
APACA GRAINE DE CIRQUE	Cabaret CIRQU'ENVOL 2022	AIDE AU PROJET	5 000,00 €		5 000 €	5
APACA GRAINE DE CIRQUE	Les rencontres régionales des écoles de cirque régionales et européennes	AIDE AU PROJET	1 000,00 €		1 000 €	6
LES BATELIERS	Gestion et animation du centre culturel et créatif	AIDE AU FONCTIONNEMENT	110 000,00 €	85 000 € par JEP	85 000 €	7
GIP ACMISA	Contribution complémentaire 2022 de la direction de la culture	AIDE AU FONCTIONNEMENT	7 000,00 €	7 000 €	7 000 €	8
MANECANTERIE DES PETITS CHANTEURS DE STRASBOURG – MAÎTRISE DE L'ONR	Classes CHAM de la Maîtrise de l'Opéra National du Rhin	AIDE AU FONCTIONNEMENT	45 160,00 €	16 050 € Dir. Culture 16 050 € DEE	22 580 € Dir. Culture 22 580 € DEE	9
VUE D'ENSEMBLE	4ème edition du Festival Entendez-voir 2022	AIDE AU PROJET	9 000,00 €	3 000 €	3 000 €	10
			358 160,00 €	**229 100,00 €**	**231 660,00 €**	

56

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Convention d'occupation temporaire du domaine public et exonération de redevance au profit de l'association Graine de Cirque.

Numéro V-2022-738

Droit pour tou·te·s, jeunes ou moins jeunes, personnes en situation de handicap, de langue française ou non, quels que soient la situation économique ou le statut des habitant·e·s, l'accès aux arts, aux cultures et aux pratiques artistiques est un formidable levier d'épanouissement personnel, un outil de dialogue entre les cultures, de promotion du respect des droits humains, de l'égalité de genre et un creuset qui contribue à consolider le collectif et le commun.

Par délibération du 14 décembre 2020 relative au cadre de la politique culturelle et par celle du 21 juin 2021 portant sur la politique de soutien aux pratiques artistiques en amateur, la ville de Strasbourg entend :
- considérer les acteurs du champ des pratiques artistiques en amateur comme un des moteurs légitimes de la vitalité de l'écosystème artistique et culturelle de Strasbourg ;
- développer le tissu artistique local, la création, l'émergence et la professionnalisation des jeunes artistes ;
- soutenir les associations ayant une forte ambition artistique, et notamment celles qui participent de l'équité et du dynamisme territorial, qui œuvrent à l'élargissement des publics ainsi que tous les projets impliquant des publics dits « éloignés » de la culture et comportant une dimension intergénérationnelle ou interculturelle ;
- développer l'éducation artistique auprès de tous les enfants et jeunes du territoire ;
- intégrer les habitant·e·s dans les temps forts de la vie culturelle en encourageant les formes participatives.

Cette politique culturelle se traduit par la promotion et une plus grande visibilité de ces acteurs, leur mise en réseau et la mutualisation des moyens, le soutien financier et la mise à disposition de locaux.

L'Association pour la Promotion des Arts du Cirque en Alsace (APACA), agissant sous le nom de Graine de Cirque, existe depuis 1990 et a pour objet principal la promotion des arts du cirque en Alsace sous toutes ses formes et pour tous les publics.

Adhérente de la Fédération française des écoles de cirque (FFEC), titulaire de l'agrément « pratiques amateurs » délivré par la fédération ainsi que de l'agrément « association éducative

complémentaire de l'enseignement public », l'association développe les principales activités suivantes :
- gestion et animation d'une école de cirque avec des cours hebdomadaires, des stages pendant les vacances ;
- interventions en milieu scolaire et auprès de personnes en situation de handicap dans le cadre du cirque adapté ;
- actions pédagogiques dans différents types de structures d'accueil d'enfants (crèches, Centres socio-culturels, Accueil Collectif de Mineurs, …) ;
- création et diffusion de spectacles circassiens.

En 1999, l'association occupe le site (parking de l'ancienne piscine «Océade»), propriété de la Ville et y installe en 2000 son premier chapiteau, à double vocation, pratiques pédagogiques et pratiques professionnelles.
En 2004, le développement des activités de « cirque adapté » (débutées en 2000) et des activités en direction de la petite enfance, conduit à l'installation d'un nouveau lieu de pratique dit le « petit chapiteau ».
En 2002, la Ville réalise la construction d'un bâtiment pour les bureaux de l'administration de l'école et des ateliers pour la confection de costumes/décors, et autres ateliers.
En 2014, face au développement de ses activités, l'association achète et implante un nouveau chapiteau à double vocation, pédagogique et artistique.

À ce jour, sur le site sont implantés :
- Un bâtiment municipal à usage administratif, d'atelier et de stockage ;
- Un bâtiment municipal modulaire à usage sanitaire ;
- Trois chapiteaux distincts, propriétés de l'association, classés établissement recevant du public (ERP) avec :
  - 1 chapiteau-école pour les cours pour le public en âge scolaire et adulte,
  - 1 chapiteau spectacle pour les cours et les représentations publiques. Il accueille parfois des spectacles lors de temps forts estivaux ou pour Noël. Il permet aux compagnies professionnelles d'être accueillies en résidence de création à certaines périodes,
  - 1 chapiteau pour la petite enfance et le cirque « adapté » pour le public en situation de handicap, mineurs placés en institut spécialisé, etc...

Le terrain et les bâtiments municipaux relevant du domaine public communal, l'article 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques autorise, à titre exceptionnel, la gratuité d'occupation « aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général ».

Au vu des missions portées par l'association, qui se traduisent par sa contribution à la promotion et au développement des pratiques artistiques en amateur, son activité relève de l'intérêt général.

Au regard de l'article 3 des statuts de l'association, dont l'objet principal porte sur la promotion des arts du cirque en Alsace sous toutes ses formes et pour tous les publics, sa gestion est désintéressée. Elle remplit alors les conditions pour être exonérée du paiement de redevance pour l'occupation du domaine public.

L'association APACA- Graine de Cirque répondant à ces critères, il est proposé à l'assemblée délibérante municipale d'autoriser la conclusion d'une nouvelle convention d'occupation temporaire du domaine public, dans les conditions suivantes :

- la mise à disposition des lieux privatifs d'une surface d'environ 4 756 m² sis 4 rue Jean Monnet Parc du Rhin - Jardin des 2 rives à Strasbourg (67000) appartenant à la ville de Strasbourg ;
- gratuité de la redevance annuelle : l'avantage en nature correspondant à un montant d'environ 16 500 € sera à inscrire dans les documents comptables de l'association et sera révisé selon indice ICC du 4ème trimestre 2021 ;
- une durée d'occupation de 8 années consécutives à compter du 1er juillet 2022, sans tacite reconduction possible. À l'issue de cette période, la convention pourra être renouvelée, de façon expresse une fois pour la même durée à la demande de « l'occupant ».

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la mise à disposition des lieux sis 4 rue Jean Monnet Parc du Rhin - Jardin des 2 rives à Strasbourg (67000) à l'Association pour la Promotion des Arts du Cirque en Alsace (APACA)-Graine de Cirque pour l'exercice de ses activités statutaires. Cette mise à disposition intervient à titre gratuit de redevance à compter du 1er Juillet 2022 pour une durée de huit ans, renouvelable une fois par reconduction expresse.

autorise

la Maire ou son/sa représentant-e :

- *à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public et de mise à disposition de locaux y relative ;*
- *à prendre tout acte, convention ou mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.*

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147122-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

57

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Convention entre la ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame relative à l'attribution d'une subvention.

Numéro V-2022-744

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame est une fondation de droit local, administrée par la ville de Strasbourg dont le statut actuel est défini par l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII. L'article 1 de cet arrêté précise que les biens et revenus de cette fondation sont spécialement affectés à l'entretien et à la conservation de la Cathédrale Notre-Dame. La Fondation étant une personne morale distincte de la Ville, elle dispose de son propre budget.

Les ressources de la fondation proviennent :

- des revenus de son patrimoine immobilier et foncier ;
- des revenus d'exploitation du circuit de visite touristique de la plateforme de la Cathédrale ;
- des recettes issues de dons et d'opérations de mécénat ;
- de la vente de produits dérivés.

En complément de ces recettes propres, la ville de Strasbourg verse chaque année une subvention à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame dont le montant est voté au budget primitif voire au budget supplémentaire et dont l'utilisation est encadrée par une convention financière qui stipule que la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à son objet social. Il est proposé le versement d'une subvention de la ville de Strasbourg à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame. La convention est annexée à cette délibération.

Les principaux projets développés pour la Cathédrale en 2022 concernent la finalisation des travaux sur le retour oriental du bras sud du transept, l'engagement des travaux de restauration du portail Saint Laurent ainsi que les travaux récurrents liés à l'entretien courant de la Cathédrale.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention municipale à hauteur de 300 000 € à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame pour l'exercice 2022,

décide

- *l'imputation de la dépense de 300 000 € sur la ligne HP05A 65738 du budget de la Ville ;*

- *l'imputation de la recette de 300 000 € sur la ligne HP05A 74741 du budget de l'œuvre Notre-Dame ;*

autorise

- *la Maire, administratrice de l'œuvre Notre-Dame, à signer la convention au titre de l'OND,*

- *le Premier-adjoint à la maire à signer la convention au titre de la ville de Strasbourg.*

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146822-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

CONVENTION FINANCIERE

Entre :

La Ville de Strasbourg, représentée par Monsieur Syamak AGHA BABAEI Premier adjoint à la Maire en charge des finances

et

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, 3 place du Château à 67000 Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de la Ville de Strasbourg et Administratrice de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, ci-après dénommée "la Fondation".

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention.
La Fondation a pour mission "la gestion de ses biens et revenus qui continueront à être spécialement affectés à l'entretien et à la conservation de la cathédrale de Strasbourg" (cf. article 1er de l'arrêté consulaire du 3 frimaire an XII).

Afin de soutenir l'activité de la Fondation, la Ville de Strasbourg a décidé de lui octroyer une subvention d'équilibre pour l'exercice 2022.

Article 2 : Versement de la subvention.
La Ville de Strasbourg s'engage à verser une subvention de **300.000** € dont le montant a été fixé et approuvé par le Conseil municipal.

Article 3 : Engagements de la Fondation.
En signant la présente convention, la Fondation s'engage à utiliser les fonds octroyés conformément à son objet.

De manière générale, elle facilite le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables.

Article 4 : Exécution.
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame
Syamak AGHA BABAEI	Jeanne Barseghian
Premier adjoint à la Maire en charge des finances	Maire de Strasbourg Administratrice de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

58

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Versement de subventions dans le cadre du dispositif des bourses d'aide à la licence sportive.

Numéro V-2022-751

La pratique sportive est un vecteur d'inclusion, d'émancipation et de vivre ensemble dans la ville. Elle permet à chacun·e de vivre concrètement la citoyenneté et participe directement au bien-être et à la bonne santé des habitant·e·s.

Cependant, le coût de la pratique sportive a été identifié comme un frein à l'inscription des jeunes dans les clubs sportifs. Par ailleurs, en cette période de crise sanitaire, les clubs sportifs du territoire connaissent une baisse du nombre de leurs licencié·e·s.

Le dispositif de bourse d'aide à la licence sportive permet donc à la fois de garantir aux clubs un certain nombre de licencié·e·s et d'aider les jeunes strasbourgeois·e·s à pratiquer le sport en club.

Pour la rentrée 2021-2022, un élargissement du dispositif a ainsi été acté pour rendre éligibles à la bourse d'aide à la licence sportive toutes les familles strasbourgeoises ayant un Quotient Familial (QF) inférieur ou égal à 720 €, quel que soit leur lieu d'habitation dans la ville. L'éligibilité ne dépend donc plus du critère d'habitation en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

Actuellement, 70 associations sportives représentant 62 disciplines différentes se sont portées volontaires et ont obtenu la labellisation partenariale « club sport citoyen » permettant d'accueillir les bénéficiaires de la bourse d'aide à la licence sportive. Ces associations partenaires s'engagent par convention à former leurs encadrant.e.s aux valeurs de la République et à organiser des actions citoyennes, participant ainsi à la mise en œuvre de la transformation démocratique.

Ainsi, l'aide à la pratique sportive forme la pierre angulaire d'un dispositif global construit autour de l'accompagnement des acteurs, du renforcement humain des clubs et de l'accès au sport pour toutes et tous. Ce dispositif participe directement à la prise en compte des enjeux sociaux et démocratiques vécus par les habitant·e·s.

Les subventions proposées dans la présente délibération s'appliquent pour la saison 2021-2022. Le dispositif d'aide à la licence sportive a fait l'objet d'une demande de soutien financier à hauteur de 80 000 € auprès de l'Etat au titre des Contrats de Ville.

Rappel des modalités pratiques saison 2021-2022

Les critères d'éligibilité des bénéficiaires pour la saison 2021-2022 :
- être âgé-e de moins de 18 ans (au 1er janvier de l'année en cours),
- être (ou les parents) non imposable, avec un quotient familial inférieur ou égal à 720 €,
- s'inscrire dans un club sportif strasbourgeois partenaire, labellisé sport citoyen.

Le dispositif :
- sur présentation de l'attestation délivrée par le service Vie sportive, les bénéficiaires du dispositif obtiennent une remise de 80 € immédiate sur le montant de la cotisation et de la licence, lors de son inscription dans un club sportif partenaire.
- les associations reçoivent une subvention de 100 € par jeune bénéficiaire accueilli.

La présente délibération vise ainsi à financer une quatrième et dernière partie des bénéficiaires du dispositif pour la saison sportive 2021/2022, soit **44** inscrits portant le total définitif de bénéficiaires à **2 054 jeunes**. Il est dès lors proposé d'allouer une aide financière **d'un montant total de 4 400 €** aux associations sportives ci-dessous :

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée
Académie Aigle Hapkido France	Hapkido	5	500 €
AS Corona	Boxe	1	100 €
AS Pierrots Vauban	Football	1	100 €
ASPTT Strasbourg	Badminton-football-judo	9	900 €
Cercle Sportif du Neuhof	Football	2	200 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	3	300 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Basket-Lutte-Taekwondo	8	800 €
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	Judo	2	200 €
La Sportive Neuhof	Gymnastique	1	100 €
Les Libellules Basket Club Strasbourg	Basket	2	200 €
Panza Gymnothèque	Boxe	1	100 €

Racing Club de Strasbourg Omnisport	Athlétisme – judo	4	400 €
Rowing Club de Strasbourg	Aviron	1	100 €
Strasbourg Alsace Rugby	Rugby	1	100 €
Strasbourg Université Club	Gymnastique – handball	2	200 €
Strasbourg Volley-Ball	Volley-ball	1	100 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement, au titre du dispositif d'aide à la licence sportive, d'une subvention pour chacune des associations sportives référencées ci- dessous pour un montant total de ***4 400 € :***

Associations	***Disciplines***	***Nombre de bénéficiaires***	***Subvention proposée***
Académie Aigle Hapkido France	*Hapkido*	*5*	*500 €*
AS Corona	*Boxe*	*1*	*100 €*
AS Pierrots Vauban	*Football*	*1*	*100 €*
ASPTT Strasbourg	*Badminton-football-judo*	*9*	*900 €*
Cercle Sportif du Neuhof	*Football*	*2*	*200 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*Taekwondo*	*3*	*300 €*
Joie et Santé Koenigshoffen	*Basket-Lutte-Taekwondo*	*8*	*800 €*
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	*Judo*	*2*	*200 €*
La Sportive Neuhof	*Gymnastique*	*1*	*100 €*
Les Libellules Basket Club Strasbourg	*Basket*	*2*	*200 €*
Panza Gymnothèque	*Boxe*	*1*	*100 €*
Racing Club de Strasbourg Omnisport	*Athlétisme – judo*	*4*	*400 €*

Rowing Club de Strasbourg	*Aviron*	*1*	*100 €*
Strasbourg Alsace Rugby	*Rugby*	*1*	*100 €*
Strasbourg Université Club	*Gymnastique – handball*	*2*	*200 €*
Strasbourg Volley-Ball	*Volley-ball*	*1*	*100 €*

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 412 / 6574 / 8092 / SJ03 B du Budget Primitif 2022 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à ***171 600*** *€ ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146849-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Conseil municipal du 20 juin 2022

Subventions Bourses d'aide à la licence sportive

4e et dernier versement saison sportive 2021-2022

Montant total 4 400 €

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée	Montant total versé saison sportive 2021/2022	Montant total versé saison sportive 2020/2021
Académie Aigle Hapkido France	Hapkido	5	500 €	500 €	600 €
AS Corona	Boxe	1	100 €	2 900 €	1 100 €
AS Pierrots Vauban	Football	1	100 €	4 400 €	-
ASPTT Strasbourg	Badminton-football-judo	9	900 €	21 400 €	11 800 €
Cercle Sportif du Neuhof	Football	2	200 €	1900 €	800 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	3	300 €	11 600 €	10 300 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Basket-lutte-taekwondo	8	800 €	12 300 €	6 200 €
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	Judo	2	200 €	1 700 €	200 €
La Sportive Neuhof	Gymnastique	1	100 €	3 800 €	900 €
Les Libellules Basket-Club Strasbourg	Basket	2	200 €	7 700 €	1 400 €
Panza Gymnothèque	Boxe	1	100 €	4 400 €	-
Racing Club de Strasbourg Omnisport	Athlétisme-judo	4	400 €	7 900 €	4 300 €
Rowing Club de Strasbourg	Aviron	1	100 €	600 €	400 €
Strasbourg Alsace Rugby	Rugby	1	100 €	1 500 €	2 000 €
Strasbourg Université Club	Gymnastique-handball	2	200 €	3 600 €	200 €
Strasbourg Volley Ball	Volley-ball	1	100 €	400 €	-

59

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Versement de subventions aux associations sportives strasbourgeoises.

Numéro V-2022-754

Dans le cadre de sa politique volontariste, la Ville réaffirme son soutien aux acteurs associatifs locaux qui œuvrent au quotidien pour le bien-être, la santé et le lien social des strasbourgeois.

Les dispositifs de subvention aux associations sportives intègrent progressivement les enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques définis par la ville de Strasbourg. De même, le dialogue de gestion mené avec les principaux acteurs du sport (clubs, organisateurs de manifestations, athlètes) prend en compte ces dimensions afin d'être appliquées de manière accrue dans leurs activités.

Au vu des dossiers réceptionnés par la Ville, il est proposé d'allouer une aide financière d'un montant total de 200 687 € aux associations sportives ci-dessous :

1) Soutien à l'organisation de manifestations sportives

Les manifestations sportives constituent des événements ponctuels, récurrents ou exceptionnels permettant à la Ville de montrer son dynamisme et d'animer ses quartiers. Il est ainsi proposé de soutenir l'organisation des trois manifestations suivantes pour un montant total de 11 000 € :

ASPTT Strasbourg Soutien à l'organisation de l'opération « 100% handball féminin » le 9 avril 2022 au gymnase de la Rotonde Les avantages en nature pour cet événement sont estimés à 1 330 €	**2 000 €**
Raid2Vous Soutien à l'organisation d'un raid multisport nature 100% féminin en duo les 20 et 21 mai 2022 à Strasbourg	**3 000 €**
Strasbourg Agglomération Athlétisme Soutien à l'organisation du meeting d'athlétisme de Strasbourg le vendredi 17 juin 2022 au stade d'athlétisme de Hautepierre Les avantages en nature pour cet événement sont estimés à 1 000 €	**6 000 €**

2) Soutien à l'organisation d'animations estivales

Le Comité départemental de natation du Bas-Rhin organisera à nouveau cette année une tournée estivale sur les plans d'eau du territoire de l'Eurométropole autour d'un programme d'apprentissage de la natation et d'activités ludiques aquatiques. Deux semaines d'intervention sont prévues au Baggersee. Il est ainsi proposé de soutenir le volet des activités ludiques aquatiques pour un montant total de 1 900 € :

Comité Départemental de Natation du Bas-Rhin Soutien à l'organisation d'activités aquatiques au plan d'eau du Baggersee durant l'été 2022	**1 900 €**

3) Soutien à la réalisation de travaux et à l'acquisition de matériel sportif.

Dans le cadre de sa politique sportive, la ville de Strasbourg participe aux dépenses d'équipement sportif et de travaux des associations, dans une logique de soutien et de développement de leurs activités sportives. Il est ainsi proposé de soutenir les associations suivantes pour un montant total de 62 787 € :

Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine Soutien au remplacement de 4 grand-voiles	**1 130 €**
AS Electricité de Strasbourg Soutien aux travaux de création d'un terrain de padel éclairé	**13 293 €**
Association Sportive Culturelle et de Plein Air Soutien à l'acquisition de matériel d'escalade	**6 392 €**
Club Alpin Français Soutien à l'acquisition de matériel d'escalade	**800 €**
Ecole d'Equitation du Waldhof – Académie Equestre Soutien aux travaux de restructuration et de rénovation de la petite carrière	**18 370 €**
FC Kronenbourg Soutien aux travaux de ravalement de façade du club-house rue de Berstett	**9 000 €**
Rowing Club de Strasbourg Soutien à l'acquisition de matériel (bateaux et avirons) pour la pratique de l'aviron	**13 802 €**

4) Soutien à l'Office des sports de Strasbourg

En sa qualité d'organe de concertation, d'information, d'accompagnement et de représentation des associations sportives strasbourgeoises, l'Office des sports joue un rôle majeur pour le développement et la mise en œuvre des politiques sportives inclusives, durables et démocratiques.

La précédente convention étant arrivée à échéance, il est proposé l'approbation d'une nouvelle convention d'objectifs pour la période 2022/2026, annexée à la présente délibération, définissant les enjeux communs en matière environnementale, sociale et démocratique, et les actions que l'Office des sports propose de développer dans ces domaines avec le soutien de la Ville. La subvention de fonctionnement permettra la réalisation des actions prévues dans ce nouveau cadre.

Office des Sports de Strasbourg Versement de la subvention de fonctionnement 2022	**125 000 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'allocation de subventions pour un montant total de 200 687 € réparti comme suit :

- ***12 900 € sur le compte 415/6574/8057/SJ03 B aux associations sportives suivantes***

ASPTT Strasbourg *Soutien à l'organisation de l'opération « 100% handball féminin » le 9 avril 2022 au gymnase de la Rotonde* *Les avantages en nature pour cet événement sont estimés à 1 330 €)*	***2 000 €***
Raid2Vous *Soutien à l'organisation d'un raid multisport nature 100% féminin en duo les 20 et 21 mai 2022 à Strasbourg*	***3 000 €***
Strasbourg Agglomération Athlétisme *Soutien à l'organisation du meeting d'athlétisme de Strasbourg le vendredi 17 juin 2022 au stade d'athlétisme de Hautepierre* *Les avantages en nature pour cet événement sont estimés à 1 000 €*	***6 000 €***
Comité Départemental de Natation du Bas-Rhin *Soutien à l'organisation d'activités aquatiques au plan d'eau du Baggersee durant l'été 2022*	***1 900 €***

- ***22 124 € sur le compte 40/20421/7024/SJ00 aux associations sportives suivantes :***

Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine *Soutien au remplacement de 4 grand-voiles*	***1 130 €***
Association Sportive Culturelle et de Plein Air *Soutien à l'acquisition de matériel d'escalade*	***6 392 €***

Club Alpin Français *Soutien à l'acquisition de matériel d'escalade*	***800 €***
Rowing Club de Strasbourg *Soutien à l'acquisition de matériel (bateaux et avirons) pour la pratique de l'aviron*	***13 802 €***

- ***40 663 € sur le compte 40/20422/7024/SJ00 aux associations sportives suivantes :***

AS Electricité de Strasbourg *Soutien aux travaux de création d'un terrain de padel éclairé*	***13 293 €***
Ecole d'Equitation du Waldhof – Académie Equestre *Soutien aux travaux de restructuration et de rénovation de la petite carrière*	***18 370 €***
FC Kronenbourg *Soutien aux travaux de ravalement de façade du club-house rue de Berstett*	***9 000 €***

- ***125 000 € sur le compte 415/6574/6068/SJ03B à l'association suivante :***

Office des Sports de Strasbourg *Versement de la subvention de fonctionnement 2022*	***125 000 €***

décide

l'imputation des dépenses sur les comptes :

- *415 / 6574 / 8057 / SJ03 B du BP 2022 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 41 000 €*
- *40/20421/7024/SJ00 du BP 2022 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 40 000 €*
- *40/20422/7024/SJ00 du BP 2022 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 90 000 €*
- *415 / 6574 / 8068 / SJ03 B du BP 2022 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 125 000 €*

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146880-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Conseil municipal du 24 juin 2022

Soutien à l'organisation de manifestations sportives

Le montant total de ce dispositif s'élève à 11 000 € et se répartit comme suit :

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
ASPTT Strasbourg	Soutien à l'organisation de l'opération « 100% handball féminin » le 9 avril 2022 au gymnase de la Rotonde.	5 000 €	2 000 €	-
Raid2Vous	Soutien à l'organisation d'un raid multisport nature 100% féminin en duo les 20 et 21 mai 2022 à Strasbourg	4 000 €	3 000 €	-
Strasbourg Agglomération Athlétisme	Soutien à l'organisation du meeting d'athlétisme de Strasbourg le 17 juin 2022 au stade d'athlétisme de Hautepierre	7 000 €	6 000 €	5 000 €

Soutien à l'organisation d'animations estivales au plan d'eau du Baggersee

1 seul dossier pour un montant de 1 900 €

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Comité Départemental de Natation du Bas-Rhin	Soutien à l'organisation d'activités aquatiques au plan d'eau du Baggersee durant l'été 2022	1 900 €	1 900 €	1 900 €

Soutien à la réalisation de travaux et à l'acquisition de matériel sportif

Le montant total de ce dispositif s'élève à 62 787 € et se répartit comme suit :

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine	Soutien au remplacement de 4 grand-voiles	1 130 €	1 130 €	-
AS Electricité de Strasbourg	Soutien aux travaux de réalisation d'un terrain de padel éclairé	13 293 €	13 293 €	-
Association Sportive Culturelle et de Plein Air	Soutien à l'acquisition de matériel d'escalade	6 392 €	6 392 €	-
Club Alpin Français	Soutien à l'acquisition de matériel d'escalade	800 €	800 €	-
Ecole d'Equitation de Waldhof – Académie Equestre	Soutien aux travaux de restructuration et de rénovation de la petite carrière	18 370 €	18 370 €	-
FC Kronenbourg Tennis	Soutien aux travaux de ravalement de façade du club-house rue de Berstett	9 000 €	9 000 €	-
Rowing Club de Strasbourg	Soutien à l'acquisition de matériel (bateaux et avirons) pour la pratique de l'aviron	13 802 €	13 802 €	-

Soutien à l'Office des Sports de Strasbourg

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Office des Sports de Strasbourg	Versement de la subvention de fonctionnement 2022	125000 €	125 000 €	125 000 €

CONVENTION FINANCIERE
Exercices 2022 - 2023

Entre :

- la ville de Strasbourg, représentée par sa Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN, et

- l'Office des Sports de Strasbourg, ci-après dénommée l'association,
  inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg
  dont le siège est 19 rue des Couples à Strasbourg
  représentée par son Président en exercice, Monsieur Claude SCHNEIDER.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 24 juin 2022

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

L'association a pour objet la prestation de services auprès des associations sportives

Compte tenu de l'importance qu'accorde la ville de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement les activités générales de l'association par l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Versement de la subvention

Un montant de 125 000 € correspondant à la subvention de fonctionnement pour l'exercice 2022 est accordé à l'association Office des Sports de Strasbourg.

La subvention sera créditée :
- ✓ en 2 versements, selon les modalités ci-dessous :
  - ✓ un acompte de 100 000 € à compter de la signature de la présente convention
  - ✓ le solde de 25 000 € sur présentation du budget prévisionnel de l'année 2023 et du bilan d'activité et financier des actions réalisées durant la saison 2022
- ✓ Sur le compte bancaire n° 00021498601 83 au nom de l'association Office des Sports de la ville de Strasbourg auprès de la CCM Strasbourg Gutenberg

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier recyclé

Article 3 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif
- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;
- ✓ Fournir à la ville de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes[2] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;
- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la Ville de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Informer la ville de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ Faire état du soutien de la Ville dans sa communication.

Article 4 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la ville de Strasbourg,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la Ville se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 5 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2022 et 2023. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président.

---

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 150 000 €.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à la Maire de Strasbourg.

Article 6 : Exécution
Le comptable assignataire de la dépense est Madame la Receveuse des finances de la ville et de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67070 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association
La Maire	Le Président
Jeanne BARSEGHIAN	Claude SCHNEIDER

CONVENTION D'OBJECTIFS 2022-2026

Entre

La ville de Strasbourg,
Centre Administratif 1, Parc de l'Etoile - 67076 STRASBOURG Cedex,
représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg

Ci-après dénommé(e) « La Ville »

D'une part,

ET

L'Office des Sports de Strasbourg
19 rue des Couples – 67 000 STRASBOURG
représentée par Monsieur Claude SCHNEIDER
association inscrite au registre du Tribunal d'Instance de Strasbourg sous le volume 24, folio n°84

Ci-après dénommé(e) « L'ODS »

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

La Ville développe une politique volontariste afin de répondre aux trois piliers du mandat que sont l'écologie, l'inclusion sociale et la démocratie participative. Dans le domaine du sport, elle encourage ainsi le développement d'actions à caractère sportif, éducatif et citoyen, notamment en faveur des publics les plus éloignés de la pratique. Pour un territoire physiquement actif et sportivement durable, elle soutient la pratique libre, loisir ou de compétition ainsi que les initiatives des clubs, dont les activités contribuent dans le cadre de l'intérêt général, à la mise en œuvre de la politique sportive au bénéfice du territoire et de ses habitants.

Labellisée Terre de Jeux 2024, la Ville s'est engagée pour :

- Favoriser la découverte des activités sportives
- Accompagner les sportifs de haut niveau
- Développer le Label Génération 2024 auprès des établissement scolaires
- Développer le sport santé
- Valoriser et recruter des bénévoles
- Renforcer la solidarité internationale

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande Île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Imprimé sur papier recyclé

La Ville de Strasbourg souhaite établir une nouvelle convention d'objectifs avec l'Office des Sports afin de renforcer et soutenir les actions qui s'inscrivent dans les enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques, inscrits dans le Label Terre de Jeux.

En sa qualité d'organe de concertation, d'information et de représentation des associations sportives strasbourgeoises, l'ODS représente un partenaire majeur de la Ville pour le développement et la mise en œuvre des politiques sportives.

La présente convention a pour objet de préciser les rapports entre la Ville et l'ODS au travers d'une convention fixant les objectifs communs des 2 organismes ainsi que les modalités de soutien de la Ville permettant à l'ODS la réalisation de ceux-ci.

1ère partie : Axes et cadre de la convention

Article 1 : Axes des politiques sportives

Les axes de la politique sportive de la ville de Strasbourg s'articulent autour des 3 piliers du mandat que sont l'écologie, l'inclusion sociale et la démocratie participative.

Axe 1 : Vivre mieux	Faire de la ville un grand lieu de pratiques sportives
	Promouvoir un mode de vie physiquement actif
	Améliorer la santé physique et mentale grâce au sport
	Pratiquer le sport de manière vertueuse pour l'environnement
Axe 2 : Vivre ensemble Performance sociale	S'assurer de l'égalité d'accès au sport pour tous les publics
	Valoriser le sport handicap
	Utiliser le sport pour animer et faire vivre le territoire
	Faire du sport un vecteur d'éducation et d'intégration pour la jeunesse
Axe 3 : Performance sportive	Favoriser l'émergence d'athlètes performants
	Conforter la dimension européenne de Strasbourg
	Éveiller l'envie de faire du sport grâce au spectacle sportif
	Faire du sport un levier économique et d'attractivité pour un territoire durable

L'ODS, par le biais de son projet compte développer ses activités autour des orientations suivantes:

- Centre de ressources pour l'écosystème sportif : vecteur de promotion des activités des clubs, plateforme d'accompagnement des clubs par son expertise et par ses services
- Acteur de l'animation du territoire
- Lieu d'engagement bénévole
- Acteur de l'Économie Sociale et Solidaire
- Acteur du développement durable par la réduction de l'impact environnemental des animations sportives
- Acteur de santé publique par la promotion des Activités Physiques et Sportives sous toutes ses formes, notamment pour la prévention primaire
- L'ODS, partenaire de la Ville de Strasbourg et contributeur à l'Observatoire international du sport

Article 2 : Objet de la convention

Par la présente convention, la Ville et l'ODS s'engagent pour la réalisation d'objectifs partagés (détaillés à l'article 4) permettant le développement du projet sportif de l'ODS en lien aux piliers du mandat.
Cette convention précise par ailleurs les actions mises en place ainsi que les moyens mis en œuvre pour la réalisation de ces objectifs partagés.

Article 3 : Durée de la convention

La convention est établie pour une durée de quatre ans. Elle prend effet au 1er janvier 2022 et sera échue de plein droit au 31 décembre 2026.

La présente convention pourra être résiliée selon les modalités énoncées à l'article 7.
Elle ne peut donner lieu à un renouvellement tacite. Il appartient à l'ODS de demander son renouvellement par courrier auprès de la Ville au moins six mois avant la date d'expiration de celle-ci.

2ème partie : Objectifs partagés et moyens mis en œuvre

Article 4 : Objectifs partagés par la Ville et l'ODS

La Ville et l'ODS ont défini 5 objectifs partagés s'inscrivant dans les trois piliers cités en article 1 et visant notamment à structurer le réseau associatif sportif local, soutenir les actions des clubs sportifs et valoriser les engagements positifs des clubs et de leurs bénévoles.

Pilier Écologie

- **Objectif 1 : Impulser une dynamique de transition écologique dans les pratiques sportives :**

  - Dans le cadre de la démarche Territoire Zéro déchet, contribuer à modifier durablement les comportements dans la pratique sportive pour l'organisation de leurs activités courantes et des manifestations (réduction des déchets, recyclage…) notamment par la promotion du guide des manifestations éco-responsables de la ville de Strasbourg et un accompagnement des clubs.
  - Actions de sensibilisation visant à promouvoir le bien bouger, le bien manger et le bien-être
  - Co-construire, valoriser des actions favorisant la pratique sportive libre ou encadrée toute l'année dans l'espace public et notamment dans les plaines d'aventures sportives, les quartiers prioritaires de la Ville et Cité Educative.

Pilier Démocratie participative

➢ **Objectif 2 : Accompagner les clubs dans leur transition et leur rebond pour l'avenir**

- Réaliser un état des lieux des clubs en difficulté (crise sanitaire, restructuration…)
- Recenser tous les dispositifs d'aides et relai auprès des associations,
- Rôle d'accompagnement des clubs en lien avec la ville de Strasbourg
- Proposer des plans d'action, de soutien et de relance
- Apport d' expertise aux clubs pour leur structuration et modernisation interne (rédaction des statuts, définition et formalisation de projet, dématérialisation des procédures, aide à la comptabilité et gestion budgétaire)
- Soutien aux associations sportives pour la rédaction de réponses à appel à projets, appel à manifestation d'intérêt
- Organiser une veille juridique permettant d'informer les clubs et adapter les outils en place
- Vérifier l'éligibilité et la recevabilité des demandes de subvention des dispositifs co-construits via le portail associatif, coordonner la commission d'attribution des subventions (instruction des dossiers, analyse en lien avec la Ville de Strasbourg, préparation des séances, compte-rendus…)
- L'ODS organise un dialogue de gestion, des temps d'échange et de débat vers les clubs du territoire.
- Organiser des actions sportives et citoyennes dans le cadre de jumelages et d'échanges internationaux.

➢ **Objectif 3 : Contribuer à la construction et l'animation de l'Observatoire international du sport**

- Participer à un réseau regroupant les organismes pouvant contribuer de par leurs actions, travaux ou expériences à une meilleure compréhension des phénomènes sportifs et socio-économiques (collectivités, services de l'état, université, associations et fédérations…)
- Faire une veille comparative sur les problématiques, les actions entreprises et les résultats obtenus en matière de politique sportive et citoyenne à une échelle supracommunale (national, transfrontalier…)
- Collecter des données ***quantitatives et qualitatives*** permettant d'évaluer la vie sportive strasbourgeoise au niveau des clubs et du grand public ; ***partager les données et résultats avec l'ensemble des partenaires***

Pilier Inclusion sociale

➢ **Objectif 4 : Assurer une communication large et inclusive**

- Assurer la communication de l'offre associative par bassins de vie et promouvoir le portail associatif de la Ville (Journée olympique et paralympique, Village des associations).
- À partir des informations extraites du portail, proposer un recensement de l'offre des clubs sportifs strasbourgeois permettant d'orienter le public et promouvoir les actions des associations (valorisation du sport féminin, du sport handicap et adapté,

des clubs labellisés sport citoyen et éligibles à la bourse d'aide à la pratique sportive).
- Faire connaître les opportunités d'emploi par le sport auprès des clubs notamment en partenariat avec Pôle Emploi.
- Lors d'événements sportifs, sensibiliser les clubs et à l'accueil et à la participation des publics les plus éloignés de la pratique (sport inclusion).

- **Objectif 5 : Favoriser l'implication de tous les publics pour faire vivre les associations dans les bassins de vie :**

  - **Proposer des actions concrètes pour recruter des bénévoles dans les associations** (jeunes étudiants, seniors, personnes privées d'emploi…) et valoriser l'engagement citoyen.
  - **Coordonner et gérer le dispositif de carte de bénévole**
  - **Favoriser le bénévolat associatif** afin d'encourager et faire reconnaitre l'implication majeure des personnes œuvrant bénévolement à la bonne marche des clubs et projets sportifs.
  - Être acteur de la formation citoyenne des bénévoles dans le cadre de la dynamique de labellisation des clubs « Citoyens » et assurer la formation aux valeurs de la République en lien avec le dispositif de bourse d'aide à la licence sportive.
  - **Informer** les bénévoles et les clubs en partenariat avec la maison des associations et Alsace Mouvement Associatif, sur le statut et les possibilités liées au bénévolat (indemnisation, VAE, dispositifs fiscaux…).
  - Accompagner les clubs dans leurs démarches de formation aux gestes de premier secours.

Article 5 : Moyens mis en place par l'ODS :

Moyens humains :
L'ODS s'engage à mobiliser son personnel salarié, ses membres et son réseau pour la mise en œuvre des objectifs et actions définis à l'article 4.

3ème partie : Modalités d'application de la convention

Article 6 : Responsabilité

L'ODS conserve l'entière responsabilité des actions et missions qu'il exerce, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée.

Article 7 : Avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs définis dans la deuxième partie de la convention.

Article 8 : Utilisation de l'identité visuelle de la Ville

La Ville transmet à l'ODS les différentes déclinaisons de son logo et l'autorise à utiliser son identité visuelle sur tous les supports relatifs aux objectifs partagés cités à l'article 4.

Article 9 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.
De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'ODS d'achever sa mission.
Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.
Le cas échéant, il sera procédé, par l'ODS, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 10 : Litiges

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.
À défaut de règlement amiable, tout contentieux relatif à l'application et/ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sera soumis à la juridiction administrative territorialement compétente.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'Office des Sports
La Maire	Le Président
Jeanne BARSEGHIAN	Claude SCHNEIDER

60

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Numéro V-2022-794

Il est proposé d'attribuer, pour un montant total de 65 500 €, les subventions suivantes à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg. En fonction de l'évolution de la situation sanitaire, certaines de ces animations pourraient être annulées, reportées, modifiées ou amputées d'une partie de leur contenu. Par conséquent, le montant de la subvention pourra être ajusté en fonction des dépenses réelles engagées par les bénéficiaires.

Association PAR ENchantement	5 000 €

La fête de la Saint Glinglin aura lieu les 11 et 12 juin 2022 dans les espaces intérieurs et extérieurs du foyer Saint Paul.
Elle se construit de manière participative avec les idées et envies des habitants et les bénévoles du quartier.
À cette occasion, de nombreuses animations seront proposées au public (jeux, concerts, spectacles, danses, vide-dressing, atelier de réparation de vélos,….).

Association DJEMEA	2 500 €

Organisation d'un colloque sur les discriminations et les violences envers les femmes, du 13 au 15 juin 2022, salle du manège.

AVLAB	15 000 €

Organisation du Makerland Festival, les 4 et 5 juin 2022 aux Ateliers Éclairés, rue de la Coopérative. Il s'agit de deux jours rassemblant des stands de démonstration, des ateliers de découvertes, des activités et des expériences autour des thèmes de la créativité, de la fabrication et des cultures makers et "Do It Yourself".

Les Films du Spectre	23 000 €

Organisation de plusieurs séances de cinéma en plein air pendant la saison estivale.

Chaque séance sera composée d'animations sportives participatives, d'un concert ou spectacle polarisant le public vers l'écran, puis du film, en respectant à chaque fois le thème dérivé du film.

AEP Kammerhof	20 000 €

Organisation de festivités à l'occasion du 100ème anniversaire de la création de l'association, du 3 au 6 juin 2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le versement des subventions suivantes en faveur de :*

Association PAR ENchantement	*5 000 €*
Association DJEMEA	*2 500 €*
AVLAB	*15 000 €*
Les Films du Spectre	*23 000 €*
AEP Kammerhof	*20 000 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 65 500 € est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 190 891 €,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147075-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Association PAR ENchantement	Subvention affectée	5 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €
Association DJEMEA	Subvention affectée	12 000,00 €	2 500,00 €	0,00 €
AVLAB	Subvention affectée	20 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
Les Films du Spectre	Subvention affectée	25 000,00 €	23 000,00 €	0,00 €
AEP Kammerhof	Subvention affectée	29 000,00 €	20 000,00 €	0,00 €

61

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Attribution de subventions dans le cadre du dispositif de soutien pour les aides à la création 2022 du spectacle vivant.

Numéro V-2022-806

Convaincue que les arts et les cultures sont parties prenantes des trois priorités politiques qui guident l'action du mandat, la ville de Strasbourg construit sa politique culturelle autour des œuvres et des artistes, en soutenant activement la création et en réaffirmant la place centrale des créateurs-trices. S'appuyant sur les grandes orientations définies par la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2020 relative au cadre de la politique culturelle pour Strasbourg, elle soutient particulièrement les projets visant à croiser les publics et les esthétiques et à tendre vers l'égalité entre les femmes et les hommes.

La ville de Strasbourg s'engage par ailleurs résolument aux côté des artistes durement touchés par les conséquences de la crise sanitaire, qui engendre une incertitude sur l'avenir et fragilise la construction de leurs projets.

Pour soutenir les acteurs du spectacle vivant, elle met en œuvre un dispositif municipal approuvé par une délibération du 23 janvier 2017, visant, en articulation avec l'action des autres collectivités territoriales et du Ministère de la Culture, à créer une dynamique en faveur de la production artistique, à accompagner les équipes professionnelles dans les évolutions de leur parcours, à favoriser l'émergence de nouveaux talents, à permettre la réalisation de projets ambitieux et à toucher un public diversifié.

Ce dispositif prévoit en particulier la possibilité d'accorder des aides à la création en direction des opérateurs culturels du spectacle vivant selon les critères d'éligibilité suivants :

- une implantation sur le territoire de l'aire urbaine strasbourgeoise en y exerçant une réelle activité ;
- des équipes professionnelles, titulaires d'une licence d'entrepreneur du spectacle et constituées juridiquement en personnes morales de droit privé ;
- des projets qui attestent :
  - d'une exigence artistique,
  - d'une dynamique de diffusion de l'équipe sur les dernières années,

- de l'élaboration d'un plan de diffusion sur l'Eurométropole et au niveau régional voire national,
- d'un budget prévisionnel cohérent et sincère,
- d'un calendrier de création cohérent mentionnant les partenariats de l'équipe artistique.

Ces aides à la création sont plafonnées à 12 000 € dans la limite de 15 % du budget prévisionnel et ne peuvent bénéficier aux mêmes équipes artistiques deux années consécutives.

Les demandes déposées pour l'année 2022, comprenant la description des projets de création, ont été présentées le 20 janvier 2022 à une commission consultative réunie par la ville de Strasbourg et composée de représentants de la DRAC Grand Est, de la Région Grand Est et de la Collectivité Européenne d'Alsace ainsi que de personnes qualifiées dans le domaine du spectacle vivant.

Suite à l'instruction de ces dossiers et aux avis émis par cette commission, il est proposé, dans le cadre du dispositif de soutien au spectacle vivant et des crédits inscrits au budget 2022 de la Ville, de soutenir les projets suivants, pour un montant total de 53 000 € :

Association	**Domaine**	**Nom du projet**	**Montant proposé**
La Poulie production pour les Cies Placement libre et l'Armoise commune	Musique et théâtre d'objet	Indomptable	8 000 €
Compagnie Métronome(s)	Musique et théâtre d'objet	Tu rentres ou bien tu voyages?	8 000 €
Compagnie Scarface Ensemble	Théâtre	Amazonie Dream, suite	7 000 €
Artenréel#1 pour la Cie du Hibou Blond	Théâtre	Levons le voile (de l'ignorance) !	3 000 €
Scène Musicale Mobile	Musique actuelle	Machines à en découdre	8 000 €
Groupe Violons Barbares	Musique actuelle	Monstres et créatures fantastiques	10 000 €
Groupe Caesaria	Musique actuelle	Nouvelle création	4 000 €
Original Tape Records pour le groupe Funkindustry	Musique actuelle	Nouvelle création	5 000 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Association	***Nom du projet***	***Montant proposé***
La Poulie production pour les Cies Placement libre et l'Armoise commune	*Indomptable*	*8 000*
Compagnie Métronome(s)	*Tu rentres ou bien tu voyages?*	*8 000*
Compagnie Scarface Ensemble	*Amazonie Dream, suite*	*7 000*
Artenréel#1 pour la Cie du Hibou Blond	*Levons le voile (de l'ignorance) !*	*3 000*
Scène Musicale Mobile	*Machines à en découdre*	*8 000*
Groupe Violons Barbares	*Monstres et créatures fantastiques*	*10 000*
Groupe Caesaria	*Nouvelle création*	*4 000*
Original Tape Records pour le groupe Funkindustry	*Nouvelle création*	*5 000*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 53 000 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 163 441 €.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147307-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Conseil Municipal du 24 juin 2022
Aides à la création en spectacle vivant

Association	Nature du projet	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué n-1
La Poulie production pour les Cies Placement libre et l'Armoise commune	Création	10 000	8 000	0
Compagnie Métronome(s)	Création	12 000	8 000	0
Compagnie Scarface Ensemble	Création	10 000	7 000	0
Artenréel#1 pour la Cie du Hiboud Blond	Création	5 000	3 000	0
Scène Musicale Mobile	Création	12 000	8 000	0
Groupe Violons Barbares	Création	12 000	10 000	0
Groupe Caesaria	Création	5 000	4 000	0
Original Tape Records pour le grpupe Funkindustry	Création	10 000	5 000	0

62

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Autorisation pour le Conservatoire à rayonnement régional de Strasbourg de déposer une demande pour l'obtention d'un agrément "Classes préparatoires à l'enseignement supérieur" (spécialités Théâtre et Danse) délivré par le Ministère de la Culture.

Numéro V-2022-847

Dans la lignée de la demande déposée par le Réseau des conservatoires du Grand Est auprès du Ministère de la Culture pour l'agrément des Classes préparatoires à l'enseignement supérieur (CPES) spécialité Musique, le Conservatoire à rayonnement régional de Strasbourg souhaite poursuivre cette dynamique et obtenir l'agrément CPES pour les spécialités Théâtre et Danse.

L'agrément repose sur un cadre législatif et réglementaire composé :

- des articles 51 et 53 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine modifiant la partie législative du Code de l'éducation,
- du décret du Conseil d'Etat n° 2017-718 du 2 mai 2017 relatif aux établissements d'enseignement de la création artistique qui décrit l'offre de formation dans l'enseignement supérieur de la création artistique et définit les conditions générales d'agrément des établissements d'enseignement supérieur de la création artistique ainsi que ses modalités de délivrance, de renouvellement et de retrait,
- de l'arrêté du 5 janvier 2018 qui vient préciser les conditions particulières d'agrément par domaine et par spécialité artistique.

L'objectif de cet agrément est de proposer une offre publique d'enseignements préparatoires exigeante répartie équitablement sur le territoire national afin d'offrir à tous les jeunes les mêmes chances d'entrée dans l'enseignement supérieur de la création artistique et de favoriser ainsi la diversité des profils des artistes de demain, notamment par l'ouverture de droit à la bourse.

Les Classes préparatoires à l'enseignement supérieur Théâtre et Danse agréées par le Ministère de la Culture visant à officialiser un cursus déjà existant au sein de l'établissement, elles ne nécessiteront aucun coût supplémentaire pour la collectivité dans la mesure où elles se substitueront aux actuels Cycles d'Orientation Professionnelle (COP). L'un des intérêts majeurs à substituer ces deux cycles est que la CPES confèrera

le statut « étudiant » et à ce titre les avantages et aides qui y sont liés aux élèves qui l'intégreront, ce qui n'est pas le cas de l'actuel COP.

Conformément aux textes en vigueur, le dépôt de la demande d'agrément CPES auprès du Ministère de la Culture nécessite l'autorisation préalable du Conseil municipal.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
autorise

la Maire à déposer la demande d'agrément nécessaire à la mise en place des Classes préparatoires à l'enseignement supérieur spécialité Théâtre et Danse au sein du Conservatoire à rayonnement régional de Strasbourg auprès du Ministère de la Culture.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147619-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

63

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Transformation d'une aire de grands jeux de football au stade Charles Frey, 11 rue du Schnokeloch à Strasbourg.

Numéro V-2022-576

L'association sportive FCOSK06 (Football Club Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06 – 725 licenciés), fusion des associations FCK06 (Football Club Koenigshoffen 06) et Olympique Strasbourg, évolue pour le moment sur deux stades de Strasbourg, le stade Charles Frey et le stade Exes.

Afin de permettre un développement pertinent et une gestion efficace de ce nouveau club, il est proposé de concentrer l'activité de cette association uniquement au stade Charles Frey après en avoir adapté les installations sportives. Cette adaptation consiste d'une part à transformer l'actuel terrain de football à 11 en herbe en terrain de football synthétique à 11 en granulat naturel et d'autre part à mettre en place un éclairage sportif, pour une utilisation plus intensive du site à périmètre foncier constant.

Seront par ailleurs réalisées à cette occasion la reprise de l'accès aux installations, des opérations de plantation d'arbres et de massifs arbustifs ainsi qu'une réduction des emprises au sol minéralisées.

Le coût de cette opération est estimé à 1 735 148 € TTC, pour une livraison au deuxième trimestre 2023. Il se décompose de la manière suivante :

Désignation des lots	**Estimations**
Réalisation de la plateforme de grands jeux, avec réseau de drainage, assainissement à la parcelle, arrosage automatique intégré, réaménagement des abords, de l'accès et des circulations du stade	910 000 € TTC
Pose d'un gazon synthétique avec remplissage en granulat naturel	415 000 € TTC
Eclairage du terrain et des accès aux vestiaires	234 648 € TTC
Mains courantes et pare-ballons	90 000 € TTC
Végétalisation et déminéralisation	50 000 € TTC
Maîtrise d'ouvrage : Publications, études géotechniques et pollutions, coordination sécurité	35 500 € TTC

Dans le cadre de cette opération, la ville de Strasbourg sollicitera l'ensemble des partenaires financiers pour bénéficier d'éventuelles subventions.

Les équipements libérés au stade Exes permettront d'accueillir des équipes du Football Club Kronenbourg (400 licenciés), utilisatrices actuelles du stade Berstett, améliorant ainsi, là aussi, le fonctionnement du club et donnant une meilleure cohérence à l'offre sportive du quartier de Cronenbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la transformation du terrain en herbe actuel du stade Charles Frey en gazon synthétique avec un remplissage en granulat naturel et ses aménagements pour un montant estimé à 1 735 148 € TTC,

décide

l'imputation de la dépense correspondante sur la ligne budgétaire 2016 - AP0205/412/2312/1186/SJ00 dont les crédits disponibles en 2022 sont de 164 391 €. Le montant disponible de l'Autorisation de Programme est de 7 232 474 €,

autorise

la Maire ou son-sa représentante-e à :

- *engager la procédure de marchés publics pour la réalisation de ces opérations conformément au code des marchés publics,*
- *déposer les demandes de subventions possibles auprès des différents partenaires.*

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022

(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147204-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

64

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Convention cadre entre les Vitrines de Strasbourg et la Ville de Strasbourg : accompagner la dynamique commerciale de Strasbourg et les temps forts événementiels et commerciaux de centre-ville.

Numéro V-2022-152

Engagée de longue date dans un dialogue et une relation partenariale avec les Vitrines de Strasbourg, la Ville de Strasbourg souhaite désormais structurer sa collaboration avec cette association par la signature d'une convention cadre.

L'association les Vitrines de Strasbourg a pour objet social « l'organisation, la défense et la promotion du commerce, de l'artisanat et des services et notamment la mise en œuvre d'actions collectives d'animation et de communication ». Depuis plus de 60 ans, l'association de commerçants les Vitrines de Strasbourg, qui compte plus de 700 adhérents, contribue donc à l'animation et au développement commercial de Strasbourg. Elle a notamment contribué à le faire pendant la période de la crise sanitaire liée au COVID-19, en lien étroit avec la collectivité.

Dans le projet de convention en annexe, la Ville de Strasbourg et les Vitrines de Strasbourg ont défini des objectifs partagés afin d'asseoir le dialogue ouvert et permanent entre la collectivité et les entreprises représentées par les Vitrines de Strasbourg, soutenir le tissu commercial local – et notamment les emplois qui y sont liés - et contribuer à l'animation du territoire à travers des temps forts tout au long de l'année. La convention entre la Ville et les Vitrines de Strasbourg vise à conforter et amplifier la dynamique urbaine, de convivialité et d'animation locale du territoire de Strasbourg, et de son centre-ville en particulier. Celui-ci constitue en effet le premier pôle commercial du Grand Est avec environ 1 000 commerces et 12 000 salariés.

Cette convention entre la collectivité et les Vitrines de Strasbourg répond à plusieurs enjeux :

- Soutenir la dynamique commerciale notamment grâce à l'organisation de temps d'animation ancrés dans la vie événementielle de Strasbourg ;

- Décrire les modalités de partenariat et d'attribution de subventions et de soutien accordés par la Ville aux Vitrines de Strasbourg ;

- Accompagner l'association dans la planification et le déploiement de ces temps forts en veillant tout particulièrement au respect des délais d'instruction des demandes d'occupation de l'espace public ;

- Encadrer l'attribution de subventions et les opérations de communication conjointe en s'assurant d'une bonne compréhension des objectifs de chacune des deux parties ;

- Accompagner l'association dans l'évolution de ses pratiques, notamment en termes d'éco-responsabilité des manifestations, d'équité de traitement entre tous les acteurs du centre-ville et d'inclusion de tous les publics qui vivent, visitent ou travaillent en centre-ville.

Par ailleurs, dans le cadre de cette convention, il proposé au Conseil municipal d'approuver le versement à l'association de **41 400 € pour l'organisation de trois événements dans le centre-ville de Strasbourg.**

- Une opération intitulée « Le centre-ville de Strasbourg fête l'été » se tiendra les samedi 25 et dimanche 26 juin 2022. Cette animation, initiée en 2021, a pour objectif d'accompagner la reprise d'activité des commerçants et des artisans du centre-ville qui ont fortement subi la crise sanitaire et les fermetures administratives en 2020-2021. Cet événement sera composé d'animations itinérantes dans le centre-ville, d'un jeu concours permettant de gagner des bons cadeaux utilisables dans les commerces locaux et d'une campagne de presse à destination du grand public.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal d'approuver le versement d'une subvention de 25 000 € pour un coût total de l'opération estimé à 50 400 € TTC.

- « La Fête de Pâques », événement traditionnel des Vitrines de Strasbourg a été organisée les mercredi 13 avril et samedi 16 avril 2022 en partenariat avec l'UNICEF. Cette opération dédiée aux enfants a permis de distribuer, entre autres, plus de 3 000 mascottes en forme de lapin.

- « La Fête des vendanges et du goût », autre événement traditionnellement organisé par les Vitrines de Strasbourg, se tiendra les 7, 8 et 9 octobre 2022, avec le concours des Vignerons de la Couronne d'Or dit le Vignoble de Strasbourg, la Fédération des Boulangers du Bas-Rhin, la brasserie Perle et les fromages Tourrette. Elle anime de façon conviviale la ville et son centre entre la période estivale et le marché de Noël.

Afin d'apporter un soutien à la tenue de ces deux opérations emblématiques, il est proposé de verser 16 400 € à l'association, pour un coût total de l'opération estimé à 54 700 € TTC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la signature de la convention cadre présentée en annexe,

approuve

- *l'attribution aux Vitrines de Strasbourg d'une subvention de 25 000 € pour le financement de l'opération « Le centre-ville de Strasbourg fête l'été »,*

- *l'attribution aux Vitrines de Strasbourg d'une subvention de 16 400 € pour accompagner le financement de la Fête de Pâques et de la Fête des vendanges,*

- *l'imputation de ces dépenses sur la ligne budgétaire programme animations commerçants : ligne 90-6574-8085-DU02F,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention cadre et la convention financière afférente au versement de ces subventions.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-145938-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

PROJET CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT

Entre

Ville de Strasbourg (la Collectivité)
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG CEDEX, **Représentée par Jeanne BARSEGHIAN, maire,** agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal de Strasbourg en date du lundi 13 décembre 2021.

Et

Les Vitrines de Strasbourg (l'Association)
1 rue des Dominicains, 67000 Strasbourg, **Représentée par son Président, Gwen BAUER.**

Préambule

L'association « Les Vitrines de Strasbourg » a pour objet social « l'organisation, la défense et la promotion du commerce, de l'artisanat et des services et notamment la mise en œuvre d'actions collectives d'animation et de communication ». Depuis plus de 60 ans, les Vitrines de Strasbourg s'impliquent dans la vie locale, contribuant à l'animation et au développement commercial de la ville. Fortes de plus de 700 adhérents, elles constituent aujourd'hui une des associations de commerçants les plus importantes de France, se positionnant comme un acteur de premier plan dans la vie de la cité.
Le centre-ville de Strasbourg constitue le premier pôle commercial du Grand Est. Le palmarès des centres-villes 2019, indique pour Strasbourg un chiffre d'affaires proche du milliard d'euros pour environ 1000 commerces pour des de surfaces commerciales d'environ 180 000m². Il concentre environ 12 000 emplois (source Procos 2019). La fonction commerciale physique est, par conséquent, une composante majeure de l'économie de l'agglomération et n'est pas délocalisable. Le commerce est générateur de dynamique urbaine, de convivialité et d'animation locale. Le centre-ville de Strasbourg fait partie des implantations incontournables pour toutes les grandes enseignes commerciales. Tous les secteurs d'activités y sont représentés.

Il est donc important de conforter ce positionnement et cette spécificité au niveau national, voire de la renforcer en travaillant de concert avec les acteurs locaux et notamment les Vitrines de Strasbourg acteur majeur de la dynamique commerciale du territoire.

- **Objet :**

Il apparaît nécessaire de développer et de renforcer une collaboration entre la Collectivité et Les Vitrines de Strasbourg. Ceci afin de répondre, d'une part, aux attentes exprimées par les commerçants, les artisans, les métiers de services locaux, mais aussi des consommateurs locaux et des touristes. Et, d'autre part, à celles de la Ville de Strasbourg attentive au développement de la dynamique commerciale.

Par la présente Convention, la Ville de Strasbourg et les Vitrines de Strasbourg définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Cette Convention s'inscrit dans les orientations et les développements stratégiques environnementaux, sociaux et de proximité portés par la Ville de Strasbourg.

- **Déroulement/ méthodologie :**

Afin d'optimiser les relations entre les deux parties, il a été décidé de mettre en place un comité de suivi qui se traduira par des réunions trimestrielles.

Ce dialogue se formalisera par des temps d'échanges et de partages (réunions thématiques, groupes de travail) entre les Directions concernées de la Ville de Strasbourg et les représentants des Vitrines de Strasbourg, notamment autour des événements initiés par les Vitrines de Strasbourg.

Un interlocuteur unique désigné au sein de la Direction du développement économique et de l'attractivité sera le référent sur les aspects financiers de ce conventionnement entre les deux parties (subvention, suivi délibération) et les autres directions de la Ville de Strasbourg

- **Les objectifs et les moyens :**

L'enjeu est de soutenir le tissu commercial et de contribuer à la valeur ajoutée de l'économie du territoire en accompagnant les actions de l'association.

La présente convention définit les soutiens de la Ville de Strasbourg pour les actions suivantes :

a) Soutiens aux animations :

La Ville de Strasbourg s'engage à soutenir financièrement les animations suivantes, sous réserve de l'approbation du Conseil municipal des demandes formulées tous les ans par les Vitrines de Strasbourg avant le 31 mars pour les animations suivantes :

- 5 000 € pour l'organisation de la Fête de Pâques :

Organisée en partenariat avec l'UNICEF, cette opération dédiée aux enfants permet de distribuer de façon itinérante des surprises pour animer le centre-ville et apporter de la joie aux enfants et à leurs parents,

- 25 000 € pour l'organisation de l'événement : « Le centre-ville fête l'été » :
  Dans le cadre de la relance post-confinement, l'association a proposé une nouvelle opération positionnée au début de l'été, afin de soutenir le commerce physique et de proximité.

- 11 400 € pour l'organisation de la Fête des Vendanges :
  Cette fête est organisée avec le concours des Vignerons de la Couronne d'Or dit le Vignoble de Strasbourg, la Fédération des Boulangers du Bas-Rhin. Elle valorise et anime de façon conviviale la ville et son centre entre la période estivale et le marché de Noël.

Les redevances de l'occupation du domaine public et le nettoyage des manifestations et animations réalisées sur l'espace publique sont facturés aux Vitrines de Strasbourg dès lors qu'elles ont un caractère commercial. En cas de non-paiement les procédures de recouvrement administratives seront mise en œuvre.

En effet, toute occupation est soumise à redevance. Une exception admise par l'article L2125-1 CGPPP selon lequel « l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général. » Il conviendra alors de faire voter, au cas par cas, cette gratuité par le Conseil municipal.

Tout soutien indirect de la collectivité sur l'espace public (enlèvement, mise à disposition de bancs, chaises, logistique…) devra être sollicité selon les procédures en vigueur et sera valorisé dans le budget de l'Association.

Pour la Grande Braderie annuelle (dernier samedi du mois de juillet) : les Vitrines de Strasbourg prennent en charge l'ensemble de l'organisation de l'événement.

b) ouvertures dominicales

La Ville de Strasbourg est dotée d'un statut local résultant d'un arrêté municipal du 6 février 1917 attribuant au Préfet la compétence pour édicter les arrêtés des dimanches de l'Avent, pour les soldes et autres dimanches à titre dérogatoire. La Préfète sollicite l'avis de la Maire suite aux demandes et aux préconisations des Vitrines de Strasbourg.

- dimanches de l'Avent : La Préfète a la compétence pour autoriser l'ouverture des commerces pour les 4 dimanches de l'Avent pour le territoire de la ville de Strasbourg, et peut porter le nombre d'heures travaillées jusqu'à dix.
- dimanches exceptionnels. Ces demandes devront être examinées dans le cadre du droit local et du contexte dérogatoire.

- **Engagements de l'association.**

La Ville de Strasbourg subordonne le versement de la ou des subventions à la présentation d'un plan précis et clair concernant les engagements suivants :

- **Autorisations** : l'Association s'engage à solliciter et à obtenir dans les délais les différentes autorisations nécessaires à l'organisation de ses événements et actions.

- **Règlementation ERP** : les Vitrines de Strasbourg s'engagent à se conformer à la règlementation et aux autorisations délivrées concernant les établissements recevant du public (ERP).

- **Vie de l'association** : L'Association s'engage à fournir tous les ans les procès-verbaux de ses assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

- **Éléments financiers** : les Vitrines de Strasbourg s'engagent à fournir chaque année tous les éléments de bilans et de prévisionnels dans les délais impartis à l'instruction des dossiers soit trois mois avant les demandes qui seront soumises au Conseil municipal.

- **Eco-responsabilité** : les Vitrines de Strasbourg s'engagent à intégrer des actions éco-responsables dans les manifestations et à les faire valoir dans les demandes de subventions (accompagnement par un partenaire spécialisé, manifestations sans emballage alimentaire et/ou jetable, réutilisables ou consignés…)

- **Assurance** : l'Association s'engage également à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée à l'occasion des événements, manifestations, et toute initiative de sa part.

- **Communication :**

La Ville de Strasbourg via ses services exerce un droit de regard sur les événements qu'elle finance.

La Ville de Strasbourg soutient la communication annuelle des manifestations organisées en partenariat avec la Ville de Strasbourg dans une enveloppe de 20 K€ qui peut prendreplusieurs formes adaptées aux événements (insertions publicitaires dans les media locaux, accompagnement à la conception graphique ; campagne d'affichage, relais des événements sur le site internet, les réseaux sociaux et les newsletter de la collectivité, etc…) :

La Ville de Strasbourg et les Vitrines de Strasbourg mettront en valeur cette convention cadre lors des actions de communication et de promotion (conférence de presse, sites web, réseaux sociaux…)

L'Association s'engage à faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

- **Durée :**

La présente Convention, d'une durée de 3 ans prend effet à la date de signature par les deux parties.

Une évaluation sera réalisée dans les 6 mois précédents le terme de la convention, par les services de la Ville de Strasbourg et les Vitrines de Strasbourg. Cette évaluation sera présentée aux élus des deux parties qui décideront des modalités de reconduction.

Ce partenariat est évolutif et sera adapté en fonction des besoins des deux parties et des mutations économiques. En cas d'évolution conséquente, les parties pourront convenir d'amender la présente convention par voie d'avenant soumis à l'approbation du Conseil municipal.

- **Responsabilité :**

Les Vitrines de Strasbourg conservent l'entière responsabilité des actions et des missions qu'elles exercent y compris celles visées par les stipulations de la présente Convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée, et s'engagent à garantir la Collectivité contre tout recours émanant de tiers fondé sur l'exercice de compétences.

Les Vitrines de Strasbourg ne pourront exercer aucun recours contre la Ville de Strasbourg à raison des conséquences des accidents et dommages, quels qu'ils soient, survenant à ses représentants, à son personnel, à ses fournisseurs, prestataires ou tiers quelconques intervenant pour leur compte.
Les Vitrines de Strasbourg s'engagent à garantir la Ville de Strasbourg contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou de dommages causés à l'occasion des activités initiées par ses soins, ou causés par les personnes ci-dessus visées à l'alinéa précédent.
De même, la Ville de Strasbourg n'assumant, en aucun cas, la surveillance des lieux attribués aux Vitrines de Strasbourg ou des activités initiées par ses soins, est dégagée de toute responsabilité dans les cas d'effraction, de déprédation, de vol ou autre cause quelconque, de perte ou dommage survenant aux personnes et/ou biens.
Les Vitrines de Strasbourg souscriront toutes polices d'assurances nécessaires et en justifieront à première demande de la Ville de Strasbourg, ainsi que du paiement des primes. Toutes polices comporteront une clause de renonciation à tout recours tant de l'assurée que de ses assureurs contre la Ville de Strasbourg.

La Ville de Strasbourg, est, quant à elle, responsable de fournir les informations nécessaires au bon déroulement de la présente Convention, dans la mesure de ses moyens.



Fait en double exemplaire à Strasbourg, le

Jeanne BARSEGHIAN
Maire de Strasbourg

Gwen BAUER
Président des Vitrines de Strasbourg

Attribution de subventions
commerce et artisanat

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
VITRINES DE STRASBOURG	Subvention Le centre-ville de Strasbourg fête l'été	25 000 €	25 000 €	25 000 €
VITRINES DE STRASBOURG	Subvention, Fête de Pâques et des Vendanges	16 400 €	16 400 €	16 400 €

CONVENTION FINANCIERE 2022

Entre

- la VILLE de STRASBOURG, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire,

et

- l'association bénéficiaire dénommée LES VITRINES DE STRASBOURG,
ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du tribunal d'instance de Strasbourg Volume 22, folio 2, dont le siège est sis 1, rue des Dominicains 67000 Strasbourg, représentée par **Monsieur Gwen BAUER**, **son Président,**

Vu notamment,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du lundi 16 mai 2022.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

L'association « Les Vitrines de Strasbourg » a pour objet « l'organisation, la défense et la promotion du commerce, de l'artisanat et des services en tant qu'acteurs de la ville » et notamment et entre autres « la mise en œuvre d'actions collectives d'animation et de communication ». C'est à ce titre, que l'association citée propose des animations d'attractivité du centre-ville de Strasbourg.

En effet, malgré le contexte sanitaire et sécuritaire, l'association qui compte plus de 700 membres souhaite renouveler ses animations qui ponctuent l'année. En particulier la « Fête de Pâques » et la « Fête des Vendanges et du goût » qui constituent des moments clés pour la dynamique commerciale du centre-ville. En outre, l'association a proposé une nouvelle opération intitulée « Le centre-ville de Strasbourg fête l'été » positionnée au début de l'été, afin de soutenir le commerce physique et de proximité dans le cadre de la relance économique.

Compte-tenu de l'importance qu'accorde la Ville de Strasbourg à la dynamique commerciale, elle s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre, par l'association, des opérations précitées.

ARTICLE 2 : Montant et modalités de versement de la subvention

L'attribution aux Vitrines de Strasbourg, au titre de l'année 2022, d'une subvention de 25 000 € pour le financement de la Fête « Le centre-ville de Strasbourg fête l'été »
L'attribution aux Vitrines de Strasbourg, d'une subvention de 16 400 € pour accompagner le financement de la Fête de Pâques et la Fête des Vendanges 2022.

L'aide de la collectivité doit être exclusivement affectée aux dépenses liées directement aux activités d'animations précitées.

La somme de 41 400 € sera créditée sur le compte N° 14707 50006 01193231349 de l'association ouvert à la Banque populaire Alsace Lorraine Champagne, selon les procédures comptables en vigueur, et versée, en une seule fois.

ARTICLE 3 : Budget prévisionnel

Le budget que l'association estime nécessaire à la réalisation des opérations précitées s'élève à 105 100,00 € TTC pour les éditions 2022 des opérations précitées.

ARTICLE 4 : Engagements de l'association

Les Vitrines de Strasbourg s'engagent:

- ✓ à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objectif fixé ;
- ✓ à affecter la subvention attribuée par la Ville de Strasbourg aux seules activités visées par la présente convention ;
- ✓ à se conformer aux obligations d'assurance s'imposant à elle, compte tenu des spécifications techniques liées à l'objet des présentes (cf. article 5) ; une copie du contrat d'assurance devra être produite à l'appui de la présente convention ;
- ✓ à fournir à la Ville de Strasbourg, ses comptes globaux relatifs à l'exercice concerné par les opérations de la présente convention, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], ainsi que les rapports général et spécial du commissaire aux comptes[2] avant le 31 mars 2022. - et ceci avant l'instruction d'une demande de subvention pour l'année suivante.
- ✓ conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000, à fournir un compte rendu financier de l'action subventionnée (dépenses et recettes). Ce compte rendu financier devra être établi conformément au modèle fixé par l'arrêté du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 précitée (et dont le formulaire cerfa est au besoin téléchargeable sur le site du service public à l'adresse https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271) ; ce compte-rendu financier de l'opération sera examiné par le commissaire aux comptes de l'association conformément aux normes d'exercice professionnelles (NEP-9020) s'imposant à ce dernier ;
- ✓ à informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ de manière générale, au titre de l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, à faciliter le contrôle par les services de la collectivité, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la bonne utilisation de la subvention accordée et du déroulement de l'opération, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables. A ce titre, la Ville peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, sur place ou sur pièces, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Ville ;

[1] Règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

- ✓ sur simple demande de la Ville de Strasbourg, à lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestions utiles ;
- ✓ à se soumettre aux vérifications effectuées par les différents organismes de contrôle auquel la Ville de Strasbourg est elle-même soumise ;
- ✓ à informer la Ville de Strasbourg sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ à faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

ARTICLE 5 : Spécifications techniques, responsabilités et assurances

L'association « Les Vitrines de Strasbourg » exerce ses activités, initie et organise les manifestations sous sa responsabilité exclusive.

Elle s'engage également à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée à l'occasion des événements, manifestations, et toute initiative de sa part.

A ce titre, sauf cas de faute lourde de la Ville de Strasbourg dont la preuve serait rapportée par l'association, cette dernière ne pourra exercer aucun recours contre la Ville à raison des conséquences des accidents et dommages, quels qu'ils soient, survenant à l'association, à son personnel, à ses prestataires, fournisseurs ou tiers quelconques intervenant pour leur compte.

L'association s'engage à garantir la Ville contre tout recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accident ou de dommages causés par les personnes visées ci-dessus.

L'association justifiera à première demande de la Ville de la souscription des polices d'assurance susvisées, ainsi que du paiement des primes. Toutes les polices comporteront une clause de renonciation à tout recours tant de l'association que de ses assureurs contre la Ville.

ARTICLE 6 : Non-respect des engagements

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En particulier, le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

ARTICLE 7 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2022.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association ainsi que de la copie ou de l'attestation d'assurances visée à l'article 4.

En tout état de cause, la convention ne saurait entrer en vigueur avant d'avoir été approuvée par le Conseil municipal, puis transmise au contrôle de la légalité, et signée par la Maire ou son représentant.

ARTICLE 8 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg - 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex.

ARTICLE 9 : Litige

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de règlement amiable. Si dans le délai d'un mois (à modifier éventuellement) à compter de la réception par l'une des deux parties des motifs de la contestation, aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le tribunal territorialement compétent de l'objet de leur litige.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg,	Pour l'Association,
La Maire,	Le Président,
Jeanne BARSEGHIAN	Gwen BAUER

Conseil municipal du 24 juin 2022

Point 64 à l'ordre du jour :

Convention cadre entre les Vitrines de Strasbourg et la Ville de Strasbourg : accompagner la dynamique commerciale de Strasbourg et les temps forts événementiels et commerciaux de centre-ville.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 54 voix + 1
+ 1 voix : Mme Hülliya TURAN a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 5 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°64

Convention cadre entre les Vitrines de Strasbourg et la Ville de Strasbourg : accompagner la dynamique commerciale de Strasbourg et les temps forts événementiels et commerciaux de centre-ville.

Pour	54	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	0	
Abstention	5	BARRIERE Caroline, GEISSMANN Céline, OEHLER Sonia, RICHARDOT Anne-Pernelle, TRAUTMANN Catherine

65

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Attribution de subventions dans le cadre du fonds de soutien pour les projets de solidarité internationale.

Numéro V-2022-656

Depuis 2003, Strasbourg, ville solidaire et ouverte sur le monde, soutient les actions de solidarité internationale portées par les acteurs associatifs locaux actifs dans ce domaine. Un appel à projets est diffusé à cet effet chaque année, assorti de critères précis. Les projets retenus font l'objet d'une instruction partagée avec le collectif Humanis et Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement.

Depuis sa création, ce dispositif a permis de soutenir près de 260 projets dans une trentaine de pays différents pour un montant total cumulé de plus de 260 000 € au bénéfice d'une cinquantaine d'associations. Bien que modestes, ces aides permettent aux bénéficiaires de mener à bien leur projet solidaire et de recevoir, grâce à cet effet levier, des appuis complémentaires d'acteurs publics et privés. Elles sont ainsi précieuses pour le tissu associatif strasbourgeois.

Le fonds de soutien solidarité internationale s'inscrit dans le cadre global de l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés par l'ONU en septembre 2015.

Neuf projets sont soumis à l'approbation du Conseil municipal pour l'année 2022 :

Association Imanga **2 000 €**
Depuis 1995, l'association Imanga soutient la construction de salles de classes, de latrines sèches, d'une salle informatique, d'une bibliothèque et de sanitaires ainsi que la restauration scolaire pour l'une des écoles primaires publiques du village de Soavinandriana à Madagascar. La subvention proposée permet la prise en charge de repas pour plus de 1 000 enfants fréquentant la cantine scolaire de cette école primaire, initiative qui contribue à réduire l'absentéisme et l'abandon scolaire pendant la période dite de soudure du riz.

Association Inter-développement et solidarités **1 000 €**
L'association développe son projet dans la province du Sud Kivu en République Démocratique du Congo, en lien avec la Fondation PANZI du Dr Denis Mukwege, Prix

Sakharov 2015 et Prix Nobel de la Paix 2018. Elle a ouvert une antenne locale et ses actions visent à renforcer l'autosuffisance alimentaire et l'autonomie socio-économique des publics vulnérables, en particulier des femmes victimes de violences sexuelles et des orphelins n'ayant pas eu accès à l'éducation.

Association Enfants Espoir du Monde **2 000 €**

L'association Enfants Espoir du Monde intervient depuis plus de 40 ans en faveur d'enfants déshérités dans le monde, pour leur offrir une scolarité et une formation professionnelle décentes. Il s'agit de soutenir l'ONG *Banabasi Seva Samiti* à Orissa en Inde, qui accueille des jeunes orphelines en leur proposant hébergement et scolarisation, et de rénover et agrandir leur centre d'accueil.

Commission humanitaire de l'INSA **1 000 €**

Huit étudiant.e.s de l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg vont contribuer à la construction d'un centre de formation à l'agriculture durable à Kelilalina à Madagascar, en partenariat avec l'association malgache *Tsinjo Aina*. Le projet est engagé depuis 3 ans et en 2022, l'objectif est de construire un internat, une cuisine et une bibliothèque.

Groupement des Éducateurs sans Frontières – GREF **2 000 €**

Le projet proposé par le GREF vise à accroitre le taux de fréquentation scolaire, en particulier celui des filles dans le village de Adjohoun au Bénin. L'assurance d'un repas par jour est l'un des facteurs clé pour y parvenir, ainsi le projet prévoit la mise en place de jardins dans les écoles et d'actions de sensibilisation enfants/parents. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du PAM - Programme d'alimentation mondial - mis en place pour le gouvernement béninois.

Association TR-Monde **1 000 €**

L'association TR-Monde est composée d'étudiant.e.s de l'ENGEES. Leur projet consiste à produire un diagnostic de gestion de l'eau et de l'assainissement dans le village de Comasagua au Salvador, avec lequel le Secours populaire du Bas-Rhin développe un partenariat depuis plusieurs années. L'agriculture et le maraîchage sont difficiles dans cette région montagneuse où l'accès à l'eau est compliqué. Le projet ciblera en particulier les femmes agricultrices de la coopérative *Canasta Campesina*.

Ingénieurs Sans Frontières **2 000 €**

Enfants, pêcheurs et femmes travaillant avec le poisson sont les cibles prioritaires de ce projet qui associent 3 étudiants strasbourgeois, 5 étudiants de l'Institut de recherche médicale de Noguchi et 2 membres de l'Institut de Recherche et de Développement d'Accra (Ghana). Ce groupe recherchera, via des observations et des études sur le terrain, des solutions pour réduire le cycle d'infection des schistosomes, parasites menant à la bilharziose, seconde endémie mondiale après le paludisme.

LifeTime Projects **2 000 €**

L'association LifeTime Projects œuvre pour la préservation et la réhabilitation des écosystèmes de Rincon del Mar, Colombie, en participant à la réhabilitation de la mangrove dans des zones endommagées et en protégeant les nids de tortues marines. Elle

sensibilise également les habitant.e.s à la préservation de leur environnement et souhaite renforcer les capacités organisationnelles de son partenaire technique local.

ASMEC (Association pour la Santé de la mère et de l'enfant à Campo) 2 000 €
Dans le cadre de son projet "Objectif Zéro Palud" dans la commune de Campo au Cameroun, l'association AMSEC organise avec les professionnels de santé locaux et les autorités locales une campagne d'information, de sensibilisation et de prévention de la population afin de lutter contre le paludisme. L'association prévoit également de former 54 auxiliaires de santé à l'utilisation de tests de dépistage rapide de la maladie et au protocole à mettre en place suite à un diagnostic positif. L'acheminement de tests et de moustiquaires pour mères, femmes enceintes et enfants permettra la mise en pratique concrète de ces actions.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement de subventions sur les crédits prévus à cet effet, aux associations suivantes :

- *Association Imanga : 2 000 €*
- *Association Inter-développement et solidarités : 1 000 €*
- *Association Enfants Espoir du Monde : 2 000 €*
- *Commission humanitaire de l'INSA Strasbourg : 1 000 €*
- *GREF : 2 000 €*
- *TR-Monde : 1 000 €*
- *Ingénieurs Sans Frontières : 2 000 €*
- *LifeTime Projects : 2 000 €*
- *ASMEC : 2 000 €*

décide

d'imputer la dépense de 15 000 € au compte 041-6574 programme 8052 – activité AD06 C dont le disponible avant le présent conseil est de 28 964,43 €,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés d'attribution y afférent, ainsi qu'à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147160-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Attribution de subventions dans le cadre du fonds de soutien pour les projets de solidarité internationale
Conseil Municipal du 24 juin 2022

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association Imanga	Soutenir la cantine de l'école de Soavinandriana à Madagascar	2 700 €	2 000 €	2 000 €
Association Inter-développement et solidarités	Projet de formation pour jeunes femmes vulnérables et orphelins à Kivu en RDC	3 000 €	1 000 €	2 000 €
Enfants Espoir du Monde	Soutenir l'ONG *Banabasi Seva Samiti* à Orissa en Inde, qui accueille des jeunes orphelines en leur proposant hébergement et scolarisation	2 000 €	2 000 €	2 000 €
Commission Humanitaire de l'INSA	Contribuer à la construction d'un centre de formation à l'agriculture durable à Kelilalina à Madagascar	1 000 €	1 000 €	-
GREF	Accroitre le taux de fréquentation scolaire, en particulier celui des filles dans le village de Adjohoun au Bénin	2 000 €	2 000 €	-
Association TR Monde	Produire un diagnostic de gestion de l'eau et de l'assainissement dans le village de Comasagua au Salvador, afin de faciliter le maraichage	1 000 €	1 000 €	-
Ingénieurs sans Frontières	Recherche de solutions pour réduire le cycle d'infection des schistosomes, parasites menant à la bilharziose, seconde endémie mondiale après le paludisme au Ghana.	2 000 €	2 000 €	-
LifeTime Projects	Œuvrer pour la préservation et la réhabilitation des écosystèmes de Rincon del Mar, Colombie, en participant à la réhabilitation de la mangrove dans des zones endommagées et en protégeant les nids de tortues marines.	2 000 €	2 000 €	-
ASMEC	Projet "Objectif Zéro Palud" dans la commune de Campo au Cameroun : campagne d'information, de sensibilisation et de prévention de la population afin de lutter contre le paludisme et formation à l'utilisation de test de dépistage rapide du paludisme	2 000 €	2 000 €	-

66

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée.

Numéro V-2022-727

En janvier 2021, la ville de Strasbourg a adhéré à l'expérimentation territoriale « Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée » (TZCLD) qui vise à résorber le chômage de longue durée en se fondant sur trois principes : personne n'est inemployable, un grand nombre de travaux utiles et d'une grande diversité restent à réaliser et la privation d'emploi coûte plus cher que la production d'emploi.

Pour la ville de Strasbourg, deux territoires d'intervention ont été identifiés, à savoir l'Elsau – Montagne Verte et le Port du Rhin – Ampère. Ces deux territoires représentent près de 29 000 habitant.es dont au moins 2 100 sont chômeur.ses de longue durée (plus d'un an d'ancienneté au chômage). L'enjeu de l'insertion socio-professionnelle est prégnante et prioritaire dans ces territoires.

L'éligibilité finale à l'expérimentation TZCLD repose sur l'organisation de la « fabrique de consensus » qui consiste à la réalisation d'un diagnostic dans les territoires d'intervention, la mobilisation des personnes privées durablement d'emploi et la mise en place d'une gouvernance partagée afin de préfigurer la création d'une entreprise à but d'emploi (EBE).

Dans une logique de co-construction du projet, la Ville de Strasbourg a souhaité faire appel à des acteurs de l'insertion socio-professionnelle des territoires d'intervention ;
Deux appels à projets ont précédemment été lancés afin de :

- réaliser un premier recensement des freins à l'emploi, des savoir-faire et des envies professionnelles des personnes privées durablement d'emploi (PPDE), ainsi que de mobiliser les acteurs locaux de l'insertion socio-professionnelle autour de la démarche TZCLD (second semestre 2021),

- poursuivre la mobilisation des PDDE et d'accompagner la construction de l'EBE dans le cadre des Comité locaux pour l'emploi (premier semestre 2022).

En vue d'une candidature à l'expérimentation TZCLD fin 2022, il s'agit de maintenir un niveau de mobilisation des acteurs suffisamment élevé pour valider la transition du projet

vers la création d'EBE, à travers un troisième appel à projets qui s'organisera autour de 3 axes :

- La poursuite des rencontres individuelles avec les Personnes Privées Durablement d'Emploi :

Elles permettent de mobiliser les PPDE dans la co-construction du projet TZCLD tout en leur proposant les dispositifs d'insertion professionnelle, de parcours de formation ou d'opportunités d'emploi existants.
Depuis le début de projet, ce sont 300 PPDE qui ont été rencontrées. Ces 4 derniers mois, 27 PPDE volontaires rencontrées ont trouvé un emploi pérenne avant même l'ouverture de l'EBE.. Un noyau de 66 personnes est impliqué dans le suivi du projet.

- La mobilisation collective des personnes permettant de retrouver confiance en soi et l'interconnaissance des acteurs et des dispositifs existants :

A ce jour, 28 manifestations collectives ont été menées. A titre d'exemple, deux soirées de projection du film « Nouvelle Cordée » sur la création d'une EBE, des journées d'opération de « visibilité » mobilisant tous les partenaires ou encore la mise en place d'une Flashcoop.
Ces temps collectifs insufflent une dynamique de retour à l'emploi très efficace.

- La recherche active d'opportunités de création d'emplois supplémentaires au cœur de chaque territoire :

A ce jour, 14 nouveaux partenariats ont été menés avec par exemple l'URSIEA, Cap Emploi, la CAF, Convergence, la CCI, l'URIOPSS, ATD Quart-Monde. Par ailleurs, 20 entreprises ont signifié leur volonté de travailler en partenariat sur le projet, telles l'entreprise SISTRA ou l'EHPAD ABRAPA Montagne Verte et les structures de l'Insertion par l'Activité Économique de chacun des territoires.
Les activités identifiées sont variées (épicerie sociale, aide aux personnes isolées, conciergerie pour les habitant.e.s et les entreprises du territoire, crèche solidaire…) et impliquent encore un approfondissement dans l'analyse de la supplémentarité.

Les lauréats s'appuieront sur les « Comités Locaux pour l'Emploi », instances de pilotage décisionnaires dans la construction des Entreprises à But d'Emploi.

Modalités de l'appel à projets :
L'appel à projets, portant sur la période du 1er juillet 2022 au 31 décembre 2022, est proposé selon les 3 axes précités.
Les modalités complémentaires de l'appel à projets sont précisées en annexe.

Les structures lauréates de l'AAP TZCLD seront liées à la collectivité par une convention, suivant le modèle joint en annexe. Les projets lauréats doivent être menés dans le temps imparti de six mois à partir des résultats du jury, jusqu'au dépôt de dossier de candidature de la ville de Strasbourg au titre de territoire habilité dans la seconde vague de l'expérimentation TZCLD.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil que la ville de Strasbourg porte son soutien aux projets sélectionnés dans le cadre de la réalisation du diagnostic Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée dans les territoires Elsau-Montagne Verte et Port du Rhin-Ampère à hauteur de 60 000 €.

Il est proposé au Conseil de valider les structures lauréates de l'AAP (liste en annexe ainsi que le montant accordé à la réalisation de leurs projets).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
décide

d'engager les budgets nécessaires au soutien des projets lauréats à hauteur de 60 000 €,

décide

de valider la nomination des structures lauréates pour cet appel à projet,

autorise

la Maire ou son-sa représentant.e à signer les conventions financières avec les structures lauréates désignées.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147065-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

APPEL À PROJETS
Ville de Strasbourg

TERRITOIRE ZERO CHOMEUR DE LONGUE DUREE

Juillet à décembre 2022

Trois axes pour chacun des 2 territoires émergents :

- Elsau - Montagne Verte
- Port du Rhin - Cité Ampère

Axe 1 : Rencontre individuelle des Personnes Privées Durablement d'Emploi pour le diagnostic socio-professionnel et participation au Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

Axe 2 : Mobilisation collective des Personnes Privées Durablement d'Emploi dans la co-construction du projet et participation au Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

Axe 2 : Animation des démarches de construction et développement de la ou les « future(s) Entreprise(s) à But d'Emploi » au sein du Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

1- CONTEXTE

- **Présentation TZCLD**

L'expérimentation territoriale « Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée » (TZCLD) vise à résorber le chômage de longue durée en se fondant sur 3 principes : personne n'est inemployable du moment que l'emploi est adapté à la personne, un grand nombre de travaux utiles et d'une grande diversité restent à réaliser et la privation d'emploi coûte plus cher que la production d'emploi.
Le projet suppose de mettre en place une Entreprise à But d'Emploi (EBE) qui propose des emplois supplémentaires sur le territoire en articulation avec le tissu économique local pour des personnes privées durablement d'emploi volontaires à l'expérimentation. L'embauche en CDI permet de leur redonner confiance en soi, de favoriser le lien social et le sentiment d'utilité ainsi que d'augmenter leur pouvoir d'achat.

Ce projet contribue à replacer une économie locale au cœur de bassin de vie et développe les compétences de la main d'œuvre disponible pour les entreprises. Le projet est organisé autour d'un processus bien établi : **une fabrique du consensus territorial impliquant institutions, associations, entreprises, citoyen-nes, chômeur-euses, bénévoles…, afin de mener un recensement des capacités et envies des demandeur-euses d'emploi concerné-es et enfin, la recherche et la création d'activités utiles et non-concurrentes** (nouvelles activités innovantes de proximité en lien avec le service à la personne, la transition écologique, etc.)
Pour ce faire, il s'agit de rassembler toute les parties prenantes d'un territoire (service public de l'emploi, structures de l'insertion par l'activité économique, associations, entreprises, habitant-es et personnes privées durablement d'emploi) pour mener la fabrique de consensus, mais également de formaliser leur gouvernance au travers d'un Comité local pour l'emploi (CLE).

Ce projet a déjà fait ses preuves dans dix territoires expérimentaux en France depuis leur habilitation en 2016, permettant de créer plus de mille Contrats à durée indéterminée dans les 13 EBE de la première phase d'expérimentation. De même, la mobilisation des Personnes Privées Durablement d'Emploi (PPDE) dans la co-construction du projet a eu un impact très bénéfique puisque 40% des personnes volontaires ont trouvé un emploi durable avant même l'entrée en EBE. Les témoignages des participant-es montrent que le fait d'œuvrer collectivement au projet, la prise en compte des compétences et envies des PPDE insuffle une nouvelle confiance et une dynamique positive vers l'emploi.

Reposant sur le principe de l'activation des dépenses passives, la participation technique et financière des parties prenantes et leur capacité à mobiliser des financements (Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, Fonds social européen) et à plus long terme sur le chiffre d'affaire de l'EBE, ce projet est réalisable à Strasbourg.

En raison de sa volonté d'expérimenter le projet, la Ville de Strasbourg a été retenue comme territoire émergent par l'association nationale porteuse de cette initiative. Elle vise un dépôt de candidature aux expérimentations reconnues par la 2ème loi d'expérimentation en octobre 2022.

L’Eurométropole accompagne les démarches TZCLD sur les territoires émergents, dont celle de la Ville de Strasbourg en faisant le lien avec l’association nationale TZCLD et les acteurs du SPE, en travaillant sur des questions structurantes (articulation avec l’IAE et les dispositifs insertion), etc.

- **<u>Démarche menée par la Ville de Strasbourg</u>**

1, ***Un 1er chantier préalable*** a été réalisé pour ***déterminer les territoires d'intervention adéquats*** en suivant les recommandations de l'association TZCLD nationale (5 à 10 000 habitant-es) et le souhait de s'attacher aux Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville.

Pour cela, une analyse des différents QPV de Strasbourg a été menée à travers des données emploi (ex : taux de chômage sur le quartier, nombre de demandeur-euses d'emploi de plus d'un an, etc.), économiques (nombre d'entreprises implantées, etc.) ou encore les dynamiques insertion (nombre d'acteurs d'insertion sur le quartier, ATPI dynamique, etc.).

Les 2 bassins de vie identifiés sur Strasbourg sont :
- Elsau-Montagne Verte
- Port du Rhin-Ampère.

2, Le ***chantier de la Fabrique de Consensus*** *a* débuté en mars 2021. La Ville de Strasbourg s'est appuyée sur les dynamiques de quartiers et notamment les ateliers territoriaux des partenaires de l'insertion pour mobiliser toutes les parties prenantes du projet autour des 2 questions centrales :
1° recensement des « capabilités », envies, compétences et implication des personnes privées durablement d'emploi
2° recensement des activités non-concurrentes, utiles aux habitant.e.s et entreprises du territoire, et prioritairement service de proximité (en lien avec les activités IAE)

La vérification de l'adhésion des acteurs de l'emploi, des associations œuvrant dans le domaine de l'insertion socio-professionnelle, des habitant-es et l'engagement de leur part pour réfléchir autour du montage de l'Entreprises à But d'Emploi et de la gouvernance est essentielle et se fait en continu jusqu'au dépôt de candidature.
C'est à cette étape, juste avant l'ouverture des Entreprises à But d'Emploi que la Ville de Strasbourg pourra postuler officiellement à TZCLD, pour un et/ou deux bassins de vie (en fonction du résultat de la fabrique de consensus) et répondra au cahier des charges de l'État.

Une phase d'information et d'implication des partenaires a débuté début avril 2021 avec une présentation du projet et de la méthode proposée par l'association nationale TZCLD.

Afin de bien comprendre le projet, d'adopter une approche commune et d'harmoniser les pratiques de rencontre des demandeur-euses d'emploi, un **séminaire** a été organisé fin mai 2021.

Entre l'été à fin décembre 2021, les 6 **lauréats du premier appel à projets « diagnostic socio-professionnel des PPDE »** ont démarré les rencontres individuelles afin de faire connaître le projet sur les territoires concernés, rencontrer les PPDE, établir avec elles un diagnostic socio-professionnel, identifier leurs freins à l'emploi et recenser leurs capabilités, ainsi que les travaux utiles. Cette phase de 6 mois qui s'est achevée fin décembre 2021 a permis une première analyse des ressources et des freins des 100 personnes rencontrées par territoire.
Parallèlement, les volontaires rencontré-es intéressé-es par le projet TZCLD ont été mobilisé-es collectivement par une association qui intervient auprès des personnes éloignées de l'emploi depuis le 01/10/21, en lien étroit avec tous les acteurs du projet sur l'aspect « mobilisation collective du public ». Il s'agit en effet de construire le projet d'EBE non pas pour mais bien avec les PPDE et de s'appuyer sur cette dynamique pour développer le projet.
Il est à noter dans le bilan final des 5 premières années d'expérimentation TZCLD dans 10 territoires, que 40% des volontaires ont retrouvé une situation d'emploi pérenne avant même l'ouverture de l'EBE. Le cœur du projet est bien la lutte contre le chômage de longue durée : ne pas faire « patienter » les potentiel-les candidat-es, mais bien d'insuffler une dynamique collective et

individuelle positive, mobiliser tous les dispositifs existants pour enclencher une dynamique de recherche d'emploi réussie.

Depuis le démarrage des rencontres avec les PPDE, **l'équipe projet** s'est mobilisée pour communiquer et instaurer des rencontres régulières entre partenaires institutionnels, associatifs, du secteur privé tous intéressés par le projet.
Ces **Groupes Opérationnels** dont l'objectif premier était le suivi de l'avancement du projet ont évolués en mars 2022 en **Comité Local pour l'Emploi**, instance essentielle de la méthodologie de projet TZCLD. Il regroupe différents membres : un collège institutionnel (État, Région, Département, Mission locale, Pôle Emploi, Maison de l'emploi, etc.), un collège employeurs (entreprises, réseaux d'entreprises, chambres consulaires, SIAE, ESAT, etc.) et un collège salarié-es/PPDE (syndicats, associations représentatives de chômeurs ou PPDE, etc.).
Ainsi, via les regards croisés des membres du CLE, les connaissances de chacun-e, l'implication de PPDE et d'entreprises du territoire, les spécificités locales permettent de construire un projet d'EBE au plus près des besoins et des réalités du terrain. Il s'agit notamment de croiser les capabilités des PPDE avec le recensement des besoins en service supplémentaire des habitant-es et des entreprises tout en analysant les risques de concurrence.

3, En février 2022, un séminaire de structuration des Comités Locaux Emploi a permis d'élargir la démarche à de nombreu.ses.x partenaires (59 participant.e.s) pour créer **une nouvelle dynamique.** Les nouvelles rencontres individuelles ont enrichi la cartographie des compétences et besoins et de mobiliser davantage les PPDE dans la construction du projet mais aussi dans l'orientation vers les dispositifs existants pour un retour à l'emploi pérenne. Des actions de communication à destination des habitant.e.s ont été réalisées avec tous les acteurs du projet. Ces journées d'information, tractage, « café échange » ont permis de mobiliser de nouvelles PPDE qui se sont réunis ensuite aux 2 soirées de projection du documentaire Nouvelle Cordée de Marie-Monique Robin : une vingtaine de PPDE ont pu mieux comprendre le projet et échanger avec l'équipe. Les groupes mobilisés se rencontrent régulièrement : une quarantaine de personnes participent aux actions collectives des 2 territoires.

Dans le même temps, après un premier « portrait du territoire » en terme de besoin en services, le travail de prise de contact avec chaque entreprise du territoire et avec les habitant-es afin que le Comité Local pour l'Emploi ait tous les éléments pour construire très finement la ou les futures EBE a bien démarré. Les entreprises d'insertion des territoires sont sollicitées pour réfléchir aux services qui seront proposés dans l'EBE avec les PPDE, les entreprises locales, les partenaires institutionnels et associatifs, les chambres consulaires, la Maison de l'Emploi, les travailleurs sociaux,… Un temps d'échange avec les entreprises d'insertion de l'Eurométropole le 11 mai avec l'URSIEA a permis de renforcer cette dynamique partenariale.

Le Comité Local de chaque territoire s'est réuni 2 fois, pour avancer concrètement sur : la définition de la privation d'emploi et la gestion de la liste de mobilisation des PPDE, la définition de la supplémentarité des emplois qui seront créés dans l'EBE, les premiers services qui pourraient être développés dans l'EBE et la manière dont toutes les opportunités d'emploi hors EBE pourraient être mobilisées pour le retour à l'emploi des PPDE.
En effet, au moment du dépôt de candidature à l'habilitation, les premières unités de services des EBE doivent être prêtes à ouvrir et embaucher, le nombre d'emplois déjà disponibles sur le territoire et le nombre de postes à créer dans les EBE clarifiés pour définir une stratégie partenariale d'atteinte de l'éradication de la privation d'emploi.
Une fois la candidature déposée, le Fond d'Expérimentation TZCLD analyse pendant 3 à 4 mois le dossier puis demande la validation au Ministère du Travail du conventionnement de l'EBE si tous les attendus sont respectés. Pendant ce temps, le projet n'est pas mis en suspens, bien au contraire, puisque l'atteinte du plein droit à l'emploi dans le territoire

demande au Comité Local Emploi une action continue de rencontre, mobilisation des PPDE et de développement de nouveaux services de l'EBE.

2- OBJECTIF DE L'APPEL À PROJETS

Cet appel à projet a trois objectifs distincts mais totalement complémentaires en vue de l'atteinte de l'éradication du chômage de longue durée. Il est donc proposé en 3 axes :

1) Axe 1 : Rencontre individuelle des Personnes Privées Durablement d'Emploi pour le diagnostic socio-professionnel et participation au Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

Il est essentiel de poursuivre les rencontres individuelles avec les Personnes Privées Durablement d'Emploi pour viser l'exhaustivité des **diagnostics socio-professionnel individuels**. Il est attendu à minima que dans chaque territoire 100 nouvelles PPDE soit rencontrées, les actions de communication pour intégrer davantage de personnes au projet étant conçues et menées en commun avec les lauréat.e.s des axes 1 et 2.

Pour réaliser le diagnostic, un questionnaire élaboré en commun avec les associations et l'équipe projet permet de mettre en lumière et de recenser les compétences, capabilités et envies d'évolution professionnelle des PPDE tout en identifiant les freins potentiels. Chaque lauréat complètera régulièrement les tableaux « de suivi des rencontres » et « ressources humaines du territoire » sur l'espace « sharecan » géré par la Ville de Strasbourg.

Ces entretiens sont aussi l'occasion de **proposer aux PPDE d'autres dispositifs**, actions de formation ou emploi qui pourraient correspondre à la personne. Des contacts réguliers avec les personnes rencontrées (appel téléphonique pour proposer une offre d'emploi ou une formation par exemple) ou des temps collectifs permettront de maintenir une **dynamique d'engagement**) et d'atteindre l'objectif d'éradication du chômage longue durée sur le territoire. Il est essentiel que toutes les actions soient dans une dynamique de co-construction avec les PPDE, il s'agit bien de « faire avec » et non pas « faire pour », et de s'appuyer sur tous les acteurs ressources du territoire pour enrichir la cartographie des opportunités d'emploi existants.

Lors du premier entretien, en présentant le projet TZCLD, après analyse des critères définis par le Comité Local Emploi, les PPDE éligibles peuvent s'inscrire sur la « liste de mobilisation » si elles le souhaitent. Lorsque le territoire sera habilité, les embauches en CDI dans l'EBE se feront par ordre d'inscription sur cette liste. Mais comme il ne s'agit pas de « faire patienter » les PPDE mais bien d'initier une démarche de retour à l'emploi, **la mobilisation** d**es personnes rencontrées vers le collectif TZCLD en vue d'une co-construction du projet est essentielle**. Le bilan des 5 premières années d'expérimentation TZCLD dans les 10 premiers territoires ont mis en lumière l'effet moteur de cette dynamique projet sur le retour à l'emploi des volontaires.

Les lauréats de l'appel à projet seront **membres actifs de droit du Comité Local pour l'Emploi**. En effet, ce comité porte et construit localement le projet en prenant en compte les spécificités du territoire :

- ❑ Piloter et animer TZCLD au niveau du territoire, définir l'organisation interne, communication locale
- ❑ Rencontre des PPDE (diagnostic socio-professionnel, orientation vers les dispositifs, redynamisation, …)
- ❑ Construire et développer la ou les futures EBE : quels emplois, définition de la non concurrence, quel statut juridique, lieu, …)

Ainsi, le travail croisé avec le groupe de PPDE mobilisées (axe 2) et les partenaires engagés dans la « construction et développement de la future EBE » (axe 3), le reporting régulier et l'animation de groupes de travail collaboratif au sein du CLE, les échanges avec les partenaires du territoire (ex. référent-es insertion du CMS, opérateur-trices de l'emploi, …) permettront de construire et développer collectivement le projet d'EBE et d'enrichir le dossier de candidature à l'expérimentation. Trimestriellement, les lauréats seront amenés à présenter à l'ensemble des partenaires des bilans intermédiaires d'avancement des actions menées. Les lauréat.e.s de l'appel à projet sont de véritables « ambassad.eur.rice.s » de TZCLD, pour présenter le projet à leur réseau de partenaires, aux entreprises et associations du territoire et les mobiliser au sein du CLE.

Le projet TZCLD étant développé en co-construction, il est attendu que les lauréat.e.s ajustent leurs actions en fonction des décisions prises par le CLE (véritable pilote du projet) et participent à l'organisation et à l'animation d'évènements qui peuvent se dérouler en soirée (par exemple lors de la « Grève du Chômage » organisée chaque année https://www.tzcld.fr/wp-content/uploads/2021/09/Fiche-presentation-greve-du-chomage-2021.pdf).

Les projets éligibles devront :

- Déployer des méthodes de recensement des PPDE avec les acteurs du territoire
- Évaluer le nombre de PPDE potentielles du territoire qui pourraient être repérées et rencontrées pour mettre les moyens dédiés au projet en adéquation avec l'objectif d'exhaustivité
- Proposer une méthode d'information et de rencontres, individuelles ou collectives de façon ponctuelle (si les conditions sanitaires le permettent). La commission d'attribution tiendra compte de propositions innovantes en terme de méthodologie, notamment en ce qui concerne la mobilisation de publics qui ne sont pas connus des différentes structures partenaires (Pôle Emploi, Centre Médico-Social,…)
- Valoriser dans le dossier de candidature les partenariats déjà construits avec d'autres acteurs des territoires concernés
- Vérifier l'éligibilité des volontaires (définition de la privation d'emploi et du périmètre d'expérimentation par le CLE) et participer à la constitution et à la mise à jour de la liste de mobilisation (personnes en attente de l'obtention d'un emploi)
- Recenser les savoir-faire, compétences, envies des volontaires selon les trois questions principales : "Qu'est-ce que vous savez faire ? Qu'est-ce que vous voulez faire ? Qu'est-ce que vous, futurs salarié-es, acceptez d'apprendre ?"
- Proposer des actions d'orientation des PPDE vers l'offre de service existante en terme de recherche d'emploi et de formations en vue de leur retour à l'emploi

2) Axe 2 : Mobilisation collective des PPDE et participation au Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

Lors des entretiens individuels avec les PPDE (axe 1), il est proposé aux PPDE éligibles de participer aux temps collectifs du projet. En effet, celui-ci se développe en co-construction avec tous les acteurs du territoire, les PPDE ayant une place centrale. Les lauréat.e.s de l'axe 2 organiseront avec celles et ceux de l'axe 1 et animeront les actions de communication du projet. Il est essentiel de maintenir une dynamique de mobilisation des PPDE dans la co-construction du projet tout en allant vers les habitant.e.s pour faire connaitre TZCLD et pour toucher les personnes dites « hors radars des instituions ». Le groupe de volontaire ainsi constitué participe au développement de TZCLD en décidant d'actions communes (ex d'actions qui ont déjà été menées : élaborer des questionnaires de recueil des besoins des habitant.e.s du territoire en terme de service, réaliser des opérations de

tractage de flyer pour informer de la mise en place du projet,…). Les moments collectifs sont donc co-construits avec les PPDE et en échangeant avec l'équipe projet et les autres lauréat.e.s des priorités en fonction de l'avancement du projet.
En effet, en tant que futur.e.s salarié.e.s potentiel.le.s, les PPDE impliquées participent concrètement à la construction des futures EBE puisque les services qui y seront proposés sont définis en croisant leurs envies et capabilités, les besoins des entreprises et habitant.e.s et opportunités du territoire. Le CLE, à partir de ces analyses et en s'appuyant sur les compétences des partenaires en terme de création d'entreprise, décide et développe les services.

Une autre dimension positive du projet, mis en lumière après les 5 premières années d'expérimentation, est celle du nombre important de retour à l'emploi des PPDE mobilisés, avant même l'ouverture de l'EBE. En effet, le CLE initie une dynamique territoriale autour des opportunités d'emploi et de formation du territoire. Nous voulons renforcer encore ce volet : comment permettre aux PPDE d'être informées des opportunités, d'avoir accès aux services les plus pertinents des partenaires de l'insertion professionnelle tout en respectant l'ADN du projet : « faire avec » et ne pas « faire pour » ? Il ne s'agit pas seulement d'orienter les PPDE mais bien de construire des projets avec eux (ex. : mise en place d'un temps d'échange avec CAP EMPLOI sur l'accès à l'emploi des personnes reconnues travailleuses handicapées, organisation de visites d'entreprises du territoire ayant des besoins en recrutement,…).

Chaque lauréat.e participera aux réunions collectives de coordination des acteurs, au pilotage global du projet et complètera régulièrement les documents sur l'espace « sharecan » géré par la Ville de Strasbourg.

Les lauréats de l'appel à projet seront par ailleurs **membres actifs de droit du Comité Local pour l'Emploi**. En effet, ce comité porte et construit localement le projet en prenant en compte les spécificités du territoire :

- ❑ Piloter et animer TZCLD au niveau du territoire, définir l'organisation interne, communication locale
- ❑ Rencontre des PPDE (diagnostic socio-professionnel, orientation vers les dispositifs, redynamisation, …)
- ❑ Construire et développer la ou les futures EBE : quels emplois, définition de la non concurrence, quel statut juridique, lieu, …)

Ainsi, le travail croisé avec les lauréat.e.s de l'axe 1 et les partenaires engagés dans la « construction et développement de la future EBE » (axe 3), le reporting régulier et l'animation de groupes de travail collaboratif au sein du CLE, les échanges avec les partenaires du territoire (ex. référent-es insertion du CMS, opérateur-trices de l'emploi, …) permettront de construire et développer collectivement le projet d'EBE et d'enrichir le dossier de candidature à l'expérimentation. Trimestriellement, les lauréats seront amenés à présenter à l'ensemble des partenaires des bilans intermédiaires d'avancement des actions menées. Les lauréat.e.s de l'appel à projet sont de véritables « ambassad.eur.rice.s » de TZCLD, pour présenter le projet à leur réseau de partenaires, contacter les associations et entreprises locales et les mobiliser au sein du CLE.

Le projet TZCLD étant développé en co-construction, il est attendu que les lauréat.e.s ajustent leurs actions en fonction des décisions prises par le CLE (véritable pilote du projet) et participent à l'organisation et à l'animation d'évènements qui peuvent se dérouler en soirée (par exemple lors de la « Grève du Chômage » organisée chaque année https://www.tzcld.fr/wp-content/uploads/2021/09/Fiche-presentation-greve-du-chomage-2021.pdf).

Les projets éligibles devront :

- Évaluer le nombre de PPDE potentielles du territoire qui pourraient être repérées et rencontrées pour mettre les moyens dédiés au projet en adéquation avec l'objectif d'exhaustivité
- Proposer une méthode d'information et de rencontres collectives. La commission d'attribution tiendra compte de propositions innovantes en terme de méthodologie, notamment en ce qui concerne la mobilisation de publics qui ne sont pas connus des différentes structures partenaires (Pôle Emploi, Centre Médico-Social,…)
- Proposer une fréquence de rencontres qui permettent de maintenir la dynamique collective
- Valoriser dans le dossier de candidature les partenariats déjà construits avec d'autres acteurs des territoires concernés
- Participer à la constitution et à l'animation d'une liste de mobilisation (personnes en attente de l'obtention d'un emploi)
- Prendre en compte la demande d'actions collectives d'orientation des PPDE vers l'offre de service existante en terme de recherche d'emploi et de formations en vue de leur retour à l'emploi tout en respectant un des fondamentaux du projet : faire avec les personnes.

3) Axe 3 : Animation des démarches de construction de la ou les « future(s) Entreprise(s) à But d'Emploi » au sein du Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

Une des solutions du projet TZCLD pour répondre à l'objectif central d'éradication du chômage de longue durée est la création d'une ou plusieurs Entreprise(s) à But d'Emploi dans chacun des territoires. Cette EBE est construite par le CLE en prenant en compte les spécificités du territoire. Une fois le territoire habilité, le CLE poursuit le travail de développement de l'EBE en étant garant de la supplémentarité des emplois proposés avec la direction de cette EBE.

En effet, il s'agit de créer des emplois supplémentaires non concurrentiels avec les services déjà existants à l'échelle du territoire. Ces nouveaux emplois répondent à des besoins exprimés par les habitant-es et les entreprises du secteur tout en correspondant aux capabilités et envies des Personnes Privées Durablement d'Emploi volontaires pour intégrer l'EBE en CDI. Cette analyse à maille très fine demande de connaitre les entreprises, associations, IAE, ESAT, … implantées localement et de les rencontrer pour leur présenter le projet TZCLD, identifier avec elles les risques potentiels de concurrence et des marchés envisageables. Surtout, nous recherchons la mobilisation des entreprises du territoire au sein du CLE, au même titre que celle des partenaires institutionnels, PPDE, … Ce projet TZCLD se construit en commun. Par ailleurs, ce travail de prospection doit être mené en tout ou partie avec la participation active des PPDE volontaires (une collaboration étroite entre les différents lauréats est donc essentielle).

Afin d'identifier les services supplémentaires qui pourraient être pris en charge par la future EBE, il s'agit de recueillir les besoins exprimés par les habitant-es et/ou identifiés par les acteurs du territoire (ex. : besoin d'une épicerie de quartier, problématiques de garde d'enfants, …).

En complémentarité avec la commission « accompagnement des PPDE », des groupes de travail réguliers au sein du CLE sont organisés afin de croiser les éléments mis à jour par chaque partenaire pour imaginer ensemble tous les services ou emplois novateurs qui pourraient être proposés au sein de l'EBE.

Les lauréats de cet axe continueront à participer activement à la réflexion quant au statut juridique que pourrait prendre la ou les futures EBE (association, coopérative, SAS, …). De même, ils étudieront, avec les autres membres du Comité Local pour l'Emploi, les opportunités de rattachement à des structures déjà existantes type IAE (lors de la première phase d'expérimentation

plusieurs territoires ont choisi d'adosser l'EBE à des entreprises d'insertion déjà présentes sur le secteur : les bénéfices de mutualisation ont été soulignés).

Les lauréat.e.s complètent les documents partagés sur le « sharecan TZCLD » pour faciliter la coordination entre les acteur.rice.s. Trimestriellement, les lauréat.e.s seront amenés à présenter à l'ensemble des partenaires des bilans intermédiaires d'avancement des actions menées. Les lauréat.e.s de l'appel à projet sont de véritables « ambassad.eur.rice.s » de TZCLD, pour présenter le projet à leur réseau de partenaires, contacter les associations et entreprises locales et les mobiliser au sein du CLE.

Le projet TZCLD étant développé en co-construction, il est attendu que les lauréat.e.s ajustent leurs actions en fonction des décisions prises par le CLE (véritable pilote du projet) et participent à l'organisation et à l'animation d'évènements qui peuvent se dérouler en soirée (par exemple lors de la « Grève du Chômage » organisée chaque année https://www.tzcld.fr/wp-content/uploads/2021/09/Fiche-presentation-greve-du-chomage-2021.pdf).

Les projets éligibles devront proposer:

- Des méthodes d'identification et de recensement exhaustif de tout type d'entreprises ou associations du territoire concerné ;
- Pour mise en œuvre une méthodologie de rencontre des entreprises identifiées en incluant le plus possible la participation des PPDE volontaires identifiées par le CLE ;
- Une communication auprès des habitant-es par différents canaux sur le projet et un recensement en concertation avec elles et eux des besoins en service supplémentaires de façon la plus exhaustive possible ;
- Une méthodologie de projet qui s'appuie sur la mobilisation des acteurs et l'intelligence collective ; la commission d'attribution tiendra compte de propositions innovantes en terme de méthodologie.
- Valoriser dans le dossier de candidature les partenariats déjà construits avec d'autres acteurs des territoires concernés.

3- ACCOMPAGNEMENT DU PROJET

- CLE TZCLD

Pour l'ensemble de cette démarche, les porteur-euses de projets participeront et s'appuieront sur le Comité Local pour l'Emploi opérationnel TZCLD du territoire concerné : 1 pour Elsau-Montagne Verte et 1 pour Port du Rhin-Ampère.
Ce groupe TZCLD est animé par la Ville de Strasbourg (1 rencontre par mois).

- Groupe Projet TZCLD

Le projet est piloté globalement par un groupe projet incluant différents services de la Ville de Strasbourg

- Coordination des acteurs

Un Appel à Projet est proposé pour appuyer le groupe projet dans la coordination des acteurs de terrain.

4- CRITERES D'ELIGIBILITE

- Territoire

La démarche TZCLD est territorialisée. Le porteur ou la porteuse de projet concerné-e doit répondre en fonction d'un territoire.
Pour cela, tout-e porteur-euse de projet doit démontrer un **ancrage territorial** particulier à Elsau-Montagne Verte ou au Port du Rhin-Ampère : implication précédente dans le quartier, connaissance des acteurs du quartier, etc.
Il est possible de proposer un projet pour les 2 territoires, à condition de démontrer son implication sur les 2 territoires.

- Compétence

Tout-e porteur-euse de projet doit démontrer une **compétence d'accompagnement socio-professionnel**, ou a minima d'**interconnaissance du public**, pour s'assurer que les personnes qui mèneront les rencontres et entretiens avec les PPDE le feront dans un cadre professionnel et respectueux des règles de déontologie.

- Financements déjà alloués pour d'autres dispositifs

Tout-e porteur-euse de projet bénéficiant déjà d'un financement pour un projet similaire (projet PIC par exemple) devra le mentionner. Cet élément sera pris en compte dans l'instruction du dossier. Il n'est pas possible de candidater à l'appel à projet déposé par l'Eurométropole de Strasbourg portant sur l'animation des CLE et l'appui à la coordination en même temps que cet appel à projet de la Ville de Strasbourg.

5- MODALITES FINANCIERES

- Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont les frais de personnel nécessaires à la rencontre et la mobilisation des PPDE et/ou des entreprises, les frais de personnel nécessaires à la participation du comité local pour l'emploi et au frais de communication si le dossier développe une méthode particulière à ce sujet.

- Précisions sur l'aide

Le montant de la dotation accordée est de 80% maximum du coût total du projet déclaré dans le budget. Tout-e porteur-euse de projet est invité-e à valoriser des subventions publiques ou privées ou autofinancement qui seraient déjà perçues pour des formes d'accompagnement socio-professionnel, de participation aux dynamiques du quartier.

- Montant maximal alloué

Le montant maximal de la dotation accordée est de 30 000 € maximum par territoire émergent pour les 3 axes. Plusieurs porteu.r.se.s de projet peuvent être désigné.e.s lauréat.e.s pour le même axe, dans ce cas le budget sera réparti entre eux/elles . La candidature peut être déposée pour un seul, deux ou les 3 axes et pour l'un des deux ou les deux territoires.

6- MODALITES DE SÉLECTION

Les décisions d'attribution des aides seront prises par le Conseil municipal sur proposition, après analyse des services techniques de la Ville et Eurométropole de Strasbourg, au regard de la proposition des dossiers et de l'enveloppe budgétaire disponible.
Les modalités contractuelles de l'aide et de versement des fonds seront fixées au cas par cas, par voie d'arrêtés ou de convention, en fonction des besoins réels de l'opération.

7- DÉPÔT DE DOSSIER

Cet appel à projets est ouvert du lundi 02 mai au jeudi 02 juin 2022.
Il est diffusé prioritairement aux partenaires TZCLD des territoires Elsau-Montagne verte et Port du Rhin-Ampère.
Un temps de réunion d'information (en visio-conférence) sur l'AAP sera organisé le jeudi 12 mai de 9h à 10h30 pour les acteurs intéressés, l'objectif étant de répondre à d'éventuelles questions.

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Direction du Développement économique et de l'attractivité
Service Emploi et Economie Solidaire
28 avenue du Rhin
67100 STRASBOURG

Contact : Juliette HURSTEL – juliette.hurstel@strasbourg.eu
Tél : 03 68 98 69 07

CONVENTION FINANCIERE
APPEL À PROJETS
TERRITOIRES ZERO CHOMEUR DE LONGUE DUREE

Entre :

- La Ville de Strasbourg, représentée par Maire Madame Jeanne BARSEGHIAN,

et

- L'association ci-après dénommée « **la bénéficiaire** », immatriculée au Registre du commerce et des sociétés (SIRET :) et dont le siège est au représentée par Mme .

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil Municipal du 21 juin 2021.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

L'objet de la présente convention est de déterminer les conditions de versement à l'association ……. d'une aide de …… euros attribuée dans le cadre de l'appel à projets « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » pour :

Axe 1 : Rencontre individuelle des Personnes Privées Durablement d'Emploi pour le diagnostic socio-professionnel et participation au Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

Et-ou

Axe 2 : Mobilisation collective des Personnes Privées Durablement d'Emploi dans la co-construction du projet et participation au Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

Et-ou

Axe 3 : Animation des démarches de construction et développement de la ou les « future(s) Entreprise(s) à But d'Emploi » au sein du Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

Description du projet

Il est rappelé que la Ville de Strasbourg a adhéré à l'expérimentation territoriale « Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée » (TZCLD) qui vise à résorber le chômage de longue durée. La réalisation d'un diagnostic socio-professionnel dans les territoires émergents avec la mobilisation des acteurs de l'accompagnement de l'insertion socio-professionnelle est un des critères d'éligibilité à la sélection

nationale des TZCLD avec la construction des Entreprises à But d'Emploi dans chaque territoire émergent.

La sélection des bénéficiaires est réalisée par la Maire de Strasbourg ou son-sa représentant-e sur avis consultatif du jury réuni le 8 juin 2022.

L'aide accordée au bénéficiaire contribue au financement du projet à hauteur de 80 % maximum du budget total.

Le bénéficiaire de l'aide est l'interlocuteur de la collectivité au nom du consortium réuni pour réaliser le projet proposé. Il est responsable de la réalité de son engagement.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation du projet s'élève à ……. € TTC. Le budget détaillé apparaît dans le dossier de candidature joint à la présente convention.

Le cas échéant, la bénéficiaire s'engage à informer immédiatement la Ville de Strasbourg des modifications apportées au budget prévisionnel présenté à l'appui de son dossier de candidature, et des solutions proposées à la réalisation des objectifs fixés par le projet.
Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

La subvention de la Ville de Strasbourg à la réalisation du projet retenu s'élève au total à la somme de ……€.

La subvention sera créditée en un seul versement à réception de la présente convention dûment signée sur le compte bancaire n° …….. ; ouvert au nom de ……. auprès de la banque ……...

La date limite de finalisation du projet est fixée au 31 décembre 2022. Un délai exceptionnel peut être accordé par la Ville de Strasbourg si la demande en est faite par le bénéficiaire sous un mois avant la date butoir et sous réserve de validation de la collectivité des arguments invoqués.

Article 4 : Engagements du bénéficiaire

En signant la présente convention, le bénéficiaire s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à l'action retenue et aux engagements pris concernant le montage financier indiqué dans le formulaire de candidature ;
- ✓ Si le bénéficiaire est une entreprise, respecter la règle de minimis de l'Union européenne qui plafonne à 200 000 € le montant total des aides publiques reçues sur une période de 3 exercices fiscaux (exercice fiscal en cours et les 2 exercices fiscaux précédents) ;
- ✓ Respecter le plafond de 80 % du coût total du projet couvert par la subvention accordée par la Ville de Strasbourg ;
- ✓ Être l'interlocuteur de la Ville de Strasbourg au nom du consortium constitué pour réaliser le projet proposé ;

- ✓ Transmettre à la Ville de Strasbourg un compte rendu d'exécution avec les bilans des rencontres réalisées dans le cadre de la démarche Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée au plus tard, le 30 juin 2022 certifiant la finalisation du projet, sauf délai exceptionnel accordé ;
- ✓ S'impliquer activement au sein du Comité Local pour l'Emploi en assurant une transmission régulière (réunion mensuelle et évènements ponctuels) de l'avancement du projet et en étant source de proposition.
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la Ville de Strasbourg de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Informer la Ville de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ; le cas échéant, informer l'Eurométropole du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ Autoriser la Ville de Strasbourg à utiliser leurs données personnelles transmises lors de la candidature pour toute action de communication et de promotion réalisée par la Ville de Strasbourg au titre de l'appel à projets TZCLD, à compter de la signature de la convention.

Article 5 : Non-respect des engagements du bénéficiaire

Le non-respect total ou partiel par la bénéficiaire de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
- ✓ La demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ La non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par le bénéficiaire.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la Ville de Strasbourg se réserve le droit de ne pas verser la subvention allouée ou de demander le remboursement des montants alloués.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour une durée de 6 mois. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par le bénéficiaire ou son représentant légal.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole - CS 71022 - 67070 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour le bénéficiaire
La Maire	La Présidente

Jeanne BARSEGHIAN M……

67

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Soutien aux Ateliers et chantiers d'insertion (ACI).

Numéro V-2022-748

Les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) tels que les ateliers chantiers d'insertion (ACI) constituent un dispositif d'insertion sociale et professionnelle conventionné par l'Etat. Ce dispositif permet à des personnes éloignées de l'emploi de retrouver progressivement le chemin de l'insertion professionnelle durable, à travers des parcours associant activité salariée et accompagnement personnalisé.

En 2022, la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités du Bas Rhin (Ddets), a conventionné 693 équivalents temps plein (ETP) pour les ateliers chantiers d'insertion du Bas-Rhin. Ce volume d'emplois en insertion est supérieur à celui de 2021. Des redéploiements de postes en insertion seront encore examinés en cours d'année pour s'ajuster à la réalité des consommations des structures d'insertion.

En 2022, l'offre d'insertion dans les différents ateliers chantiers d'insertion sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, correspond à près de 489 équivalents temps plein.
Portée par 14 établissements, cette offre se décline dans des domaines variés tels que l'humanitaire ou le caritatif, l'agriculture biologique, le bâtiment, le commerce, l'entretien, la restauration, le recyclage…

En 2021, l'activité des ateliers chantiers d'insertion a contribué au retour à l'emploi ou à la formation de 140 personnes soit près de 47 % de sorties dynamiques soit en emploi durable tels qu'en contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée de plus de 6 mois, en emploi de transition tel qu'en contrat de moins de 6 mois ou en contrat aidé ainsi que toute autre sortie positive telles qu'une formation qualifiante…).

Le financement de ces chantiers s'inscrit dans le cadre de la politique de soutien de la collectivité à l'insertion professionnelle et à l'économie sociale et solidaire.

Banque alimentaire	**8 000 €**

Le chantier d'insertion contribue à la mission de collecte et de redistribution de denrées alimentaires de l'association, qui apporte une aide alimentaire aux personnes en grande précarité.

La Banque alimentaire a collecté en 2020, 2 281 tonnes de denrées alimentaires notamment auprès des industriels de l'agro-alimentaire, des grossistes, des distributeurs et de l'Union européenne, et assure leur redistribution en s'appuyant sur un réseau de près d'une centaine d'associations adhérentes dans le Bas-Rhin (foyers d'hébergement, associations caritatives, Croix rouge…). La distribution de denrées alimentaires a concerné plus de 38 000 bénéficiaires.

Ce chantier d'insertion contribue à développer un savoir-faire dans le domaine de la logistique, de la gestion des stocks dans la branche alimentaire. Il est en mesure de former son personnel aux métiers du magasinage, de la manutention, de la préparation de commande et de la gestion de stock, du transport, de l'entretien, de l'hygiène et sécurité alimentaire.

Ce chantier prévoit, en 2022, 23 équivalents temps plein en insertion.

Emmaüs « Mundolsheim »	**9 200 €**

L'activité du chantier consiste en la récupération chez des particuliers d'objets d'occasion : la collecte, le tri, le recyclage et la vente. En 2020, la collecte a représenté près de 1300 tonnes 90 % des produits collectés ont fait l'objet de valorisation en réemploi ou en recyclage.
Le chantier d'insertion implanté dans la zone d'activité des Maréchaux à Mundolsheim se relocalisera courant 2022 sur Bischheim. Il dispose également d'une boutique solidaire «Méli-Mélo» dédiée aux vélos et aux articles de sport à Cronenbourg au 7 rue Albert Einstein.

Un partenariat pour la prévention, le réemploi et la valorisation de déchets ménagers est en place avec l'association Emmaüs et l'Eurométropole au titre d'un service d'intérêt économique général ainsi que pour l'activité de collecte, de réemploi et de recyclage de Textile linge et chaussures (TLC) sur l'espace public.

Différents postes de travail sont proposés aux personnes en insertion : chauffeurs convoyeurs, vendeurs, agents de tri, agents d'accueil et d'entretien.

Ce chantier prévoit, en 2022, 70 équivalents temps plein en insertion.

Fédération de la charité : Carijou – Rénov'action – 7 pains	**25 500 €**

La Fédération de la charité porte trois activités d'insertion Carijou, Rénov'action et les 7 pains.

L'atelier chantier d'insertion « Carijou » propose une activité de récupération, de valorisation et de commercialisation de jouets usagés provenant de dons (particuliers, associations et entreprises).
Carijou dispose d'un espace magasin à Strasbourg rue du Faubourg national à Strasbourg. En 2020, les ventes en magasin ont représenté un chiffre d'affaire de près de 99 870 €.

Différents postes de travail sont proposés aux personnes en insertion : agents de nettoyage et de vente, couturier(e)s et chauffeurs.

Le chantier d'insertion « Rénov'action », développe une activité d'insertion de peinture et de pose de revêtements de sol. Cette activité a représenté en 2020 un chiffre d'affaire de près de 340 000 €. Différents postes de travail sont proposés aux personnes en insertion : aides peintres et aides menuisiers.

L'atelier chantier d'insertion des « Sept Pains » intervient dans le champ de la restauration sociale et solidaire. La restauration sociale s'adresse aux personnes en grande précarité, orientées par la plateforme des demandeurs d'asile CODA, le Conseil départemental (mineurs isolés), le Centre communal d'action sociale (CCAS), la ville de Strasbourg et d'autres foyers. Un restaurant solidaire a été mis en place pour permettre à ce chantier de développer des compléments de ressources.
En 2020, la restauration sociale a représenté 115 000 repas :
51 118 repas sociaux, 49 759 livraisons à domicile et 14 160 repas au tire du restaurant solidaire.
Ce chantier prépare aux métiers d'employé polyvalent de restauration, d'agent d'accueil et de serveur.

Ces chantiers prévoient, en 2022, 92 équivalents temps plein en insertion.

Greta Strasbourg Europe atelier chantier d'insertion « *j' offre* »	**5 000 €**

Ce chantier d'insertion est spécialisé dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Cette action est implantée sur le site du Fort Joffre à Holtzheim sur un terrain de quinze hectares comportant six espaces hangars (1 000 m²). L'atelier chantier d'insertion intervient pour des travaux de gros œuvre et de second œuvre.

Différents postes de travail sont proposés aux personnes en insertion : maçonnerie, carrelage, peinture, pavés, bordures et terrassement. Près de 73 % des salariés en insertion accueillis en 2020, relevaient de la commune de Strasbourg.

Ce chantier prévoit, en 2022, 13,2 équivalents temps plein en insertion.

Humanis	**50 000 €**

L'association Humanis assure l'animation d'un réseau humanitaire et de solidarité qui mobilise près 80 associations et ONG membres intervenant dans plus de 50 pays. L'association mène des actions d'éducation à la solidarité internationale.

Le réseau s'appuie sur un pôle de bénévolat qui compte 159 bénévoles. Différentes manifestations ont été organisées en 2020 :
- mobilisation face à la covid 19 avec la confection de blouses, et une action de cyber solidarité représentant plus de 200 pack informatique
- le village des associations les 19 et 20 septembre,

- le festival ALIMENTERRE avec une projection à HUMANIS sur le thème «Semer, récolter, résister» et le reste des projections réalisées en ligne du 15 au 30 novembre,
- l'implication de différentes associations pour le projet Soupe étoilée
- le déploiement d'un convoi humanitaire notamment au Sénégal…

Un partenariat entre l'association et l'Eurométropole de Strasbourg est en place depuis 2017 pour le recyclage et le réemploi de matériel informatique de la collectivité.
Différents types de poste de travail sont proposés aux personnes en insertion : agent de technique d'atelier, de logistique, de technique informatique, personnel d'accueil et d'entretien.

Près de 79 salariés en insertion accueillis en 2020, relevaient de la commune de Strasbourg.

Ce chantier prévoit, en 2022, 62,5 équivalents temps plein en insertion.

La subvention d'un montant total de 50 000 € est destinée à financer l'animation du réseau humanitaire et de solidarité et l'activité des ateliers chantiers d'insertion.

Les Jardins de la Montagne Verte (JMV)	**10 500 €**

Le chantier atelier d'insertion de l'association des Jardins de la Montagne Verte implantés principalement sur le quartier de Koenigshoffen est structuré autour des activités agricoles suivantes :
1. l'exploitation (maraîchage biologique),
2. la transformation de produits,
3. la distribution de paniers bio par un réseau d'adhérents.

L'association dispose de près de 6,31 ha de surfaces utiles dont 3 000 m² sous abri. Elle a produit une gamme de légumes diversifiée qui a représenté un chiffre d'affaire de près de 300 K€ en 2020.
Ces chantiers préparent aux métiers d'aide maraîcher, d'aide menuisier, d'agent d'entretien, de préparateur de commande, d'aide cuisine, vendeur en produits bio.

Ce chantier prévoit, en 2022, 76 équivalents temps plein en insertion.

Libre objet	**5 000 €**

Libre objet est un atelier de fabrication en petite série d'objets conçus par des artistes locaux. Les différents objets réalisés sont commercialisés à l'occasion de manifestations : marchés de Noël sur Strasbourg, autres foires et salons et au sein de divers dépôts-ventes en magasin, …

Les objets font l'objet de vente en atelier, en directe pour des commandes partenaires ou à l'occasion de manifestations. Les ventes 2020, ont représentées 99 441 €.

Ce chantier travaille sur l'acquisition de compétences telles que le traçage, ponçage, découpage, assemblage, peinture, montage simple en électricité… L'utilisation de machines fait également l'objet d'une validation de compétence.

Ce chantier prévoit, en 2022, 15 équivalents temps plein en insertion.

Arsea	**10 000 €**

L'Association régionale d'action sociale d'éducation et d'animation (ARSEA), porte le chantier d'insertion « l'île aux épis » développant une activité de restauration.

Ce chantier implanté initialement au Port du Rhin a créé une activité d'insertion dans le domaine de la restauration sur ce quartier prioritaire de la politique de la ville. La fréquentation en salle et le chiffre d'affaire insuffisants, ont conduit en 2020 au transfert de cette activité au sein de la cuisine centrale de l'ESAT de la Ganzau situé sur le quartier du Neuhof et à une extension des activités autour du nettoyage et de conciergerie.

Différents postes de travail sont proposés aux personnes en insertion : employé polyvalent et employé de restauration.

Ce chantier prévoit, en 2022, 10,5 équivalents temps plein en insertion.

Horizon Amitié – Solibat	**10 000 €**

L'association Horizon amitié porte un atelier chantier d'insertion Solibat qui assure des travaux d'entretien extérieur de voiries, de travaux second œuvre, de nettoyage de locaux et des travaux de collecte de textile en sous-traitance. L'atelier chantier d'insertion assure différentes activités de peinture et de nettoyage pour des établissements tels que les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) de l'association Horizon amitié, ainsi que pour l'Université de Strasbourg.

Il assure également une activité de collecte de textile sur l'espace public de l'Eurométropole de Strasbourg au titre d'un service d'intérêt économique général.

Ce chantier prépare aux métiers d'agent polyvalent de voirie, nettoyage de locaux, de second œuvre bâtiment, de collecte.

Ce chantier prévoit, en 2022, 38,6 équivalents temps plein en insertion.

Vetis	**8 500 €**

Le chantier d'insertion Vétis a pour objet le recyclage et la vente des vêtements d'occasion. Celui-ci accueille des personnes en grandes difficultés et éloignées de l'emploi autour d'activités de tri, de revalorisation textile comme la couture et la vente en magasin.

En 2020 près de 601 tonnes de textile ont été collectées dont près de 76 % sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. La vente en magasin a représenté en 2020 plus de 234260 €.

Vétis assure une activité de collecte de textile sur l'espace public de l'Eurométropole au titre d'un service d'intérêt économique général mis en place par la collectivité.

Ce chantier prépare aux métiers de chauffeur-livreur, manutentionnaire-gestion de stock, vendeur-préparateur de commande, couturière réparatrice.

Ce chantier prévoit, en 2022, 30 équivalents temps plein en insertion.

Banque de l'Objet	**3 000 €**

La Banque de l'objet, acteur local de réemploi (invendus non alimentaires et de mobiliers d'entreprises) a fait évoluer son activité en Atelier Chantier d'Insertion (ACI) à compter de juillet 2021.

L'Atelier Chantier d'Insertion propose un dispositif d'insertion autour de ses activités d'économie circulaire : collecte de produits invendus non alimentaires auprès des entreprises. L'ACI renforce l'activité initiale de l'association en proposant un contrôle renforcé de l'état des produits, le nettoyage, des petites réparations, le stockage et la distribution aux associations, ainsi que la vente via les plateformes « Label Emmaüs » et « Nemo pro » de l'éco organisme du mobilier Valdélia.

L'ACI préparera aux compétences professionnelles de manutention, employé de vente en libre-service, préparateur de commande, magasinier.

Pour l'exercice 2022, la Banque de l'objet dispose d'un conventionnement de l'État pour 5 Équivalent Temps Plein en insertion.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer les subventions suivantes pour l'exercice budgétaire 2022 :*

Nom de l'association	***Montant en €***
Arsea	*10 000 €*
Banque Alimentaire	*8 000 €*
Emmaüs Mundolsheim	*9 200 €*

Fédération De La Charité	*25 500 €*
Greta	*5 000 €*
Horizon Amitié	*10 000 €*
Humanis	*50 000 €*
Jardin De La Montagne Verte	*10 500 €*
Libre Objet	*5 000 €*
Vetis	*8 500 €*
Banque de L'objet	*3 000 €*
TOTAL	***145 700 €***

- *d'imputer la somme de 145 700 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 6574 – DU05D programme 8023 dont le montant disponible avant le présent Conseil est 520 093€,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les décisions d'attribution nécessaires, et notamment les conventions et arrêtés.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147205-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Attribution de subventions
Conseil Municipal
du 24 juin 2022

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
ARSEA	Fonctionnement	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Banque alimentaire	Fonctionnement	8 000 €	8 000 €	8 000 €
Emmaüs Mundolsheim	Fonctionnement	9 200 €	9 200 €	9 200 €
Fédération de la Charité	Fonctionnement	25 500 €	25 500 €	25 500 €
Greta	Fonctionnement	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Horizon Amitié	Fonctionnement	11 000 €	11 000 €	11 000 €
Humanis	Fonctionnement	50 000 €	50 000 €	50 000 €
Jardin de la Montagne Verte	Fonctionnement	10 500 €	10 500 €	10 500 €
Libre Objet	Fonctionnement	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Vetis	Fonctionnement	8 500 €	8 500 €	8 500 €
Banque de l'Objet	Fonctionnement	3 000 €	3 000 €	-
TOTAL		**145 700 €**	**145 700 €**	**142 700 €**

68

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Numéro V-2022-776

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.

Cette délibération porte sur le soutien de la Ville aux associations strasbourgeoises qui œuvrent en faveur du rayonnement européen et international de Strasbourg. D'un montant de 18 650 €, ces subventions visent à conforter le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et des droits humains.

Pôle coopération transfrontalière et espaces germanophones

Goethe-Institut de Strasbourg	**6 250 €**

Après une première édition en 2021, le Goethe-Institut de Strasbourg et ses partenaires souhaitent reconduire l'événement *D'une langue vers l'autre* dédié à la traduction et à l'interprétariat et en faire un rendez-vous annuel, ancré dans le programme européen et culturel strasbourgeois. *D'une langue vers l'autre* est en premier lieu un événement grand/ tout public, mais contiendra également des rendez-vous professionnels et scientifiques. Si la première édition était consacrée aux questions de traduction et d'interprétariat entre le français et l'allemand, la deuxième et les prochaines s'ouvriront à d'autres langues au fil des années et en fonction de l'actualité. Au programme : lectures, rencontres et discussions, remise du prix Maurice-Betz, colloque, joute de traduction, atelier d'interprétation simultanée, ateliers de traduction pour enfants, performances, etc. Une séquence devrait notamment être organisée autour de la langue et culture ukrainiennes.

Cet événement s'inscrit également dans la programmation de la candidature de la ville de Strasbourg au titre de Capitale mondiale du Livre de l'UNESCO.

Office des Sports – 60ème anniversaire de jumelage avec Stuttgart	**6 000 €**

Dans le cadre du jumelage entre Strasbourg et Stuttgart, l'Office des Sports et le Sportkreisjugend ont signé, il y a 10 ans, un accord de partenariat afin de renforcer

les échanges entre clubs sportifs des deux villes. Sous l'égide des deux structures et en partenariat étroit avec les clubs du territoire, plusieurs rencontres de jeunes sont prévues entre les mois de mai et octobre, dans différentes disciplines sportives :

- **Courses à pied** : une vingtaine de coureurs de chaque ville participe de manière croisée aux Courses de la ville jumelle (Courses de Strasbourg en mai et Stuttgart Lauf en juin).
- **Basket-ball** (en partenariat avec le club « Les Libellules) » : rencontre sportive à Strasbourg, les 2 et 3 juillet 2022, accueil de 15 à 20 jeunes de Stuttgart.
- **Tir à l'arc** (en partenariat avec le club « 1ère compagnie d'arc ») : compétitions entre jeunes des deux villes, à Strasbourg, en octobre – date à préciser. Accueil de 12 jeunes de Stuttgart.
- **Canoé** (en partenariat avec « Strasbourg Eaux Vives ») : accueil d'une dizaine de jeunes de Stuttgart le 10 septembre, pour un parcours d'une demi-journée avec des jeunes du club partenaire.
- **Tennis de table** (en partenariat avec le club « US Egalitaire ») : tournoi entre des jeunes des deux villes, à Stuttgart – date à confirmer.

HEAR – 60ème anniversaire de jumelage avec Stuttgart	**2 300 €**

Dans le cadre du jumelage entre Strasbourg et Stuttgart, la HEAR (Haute école des arts du Rhin) entretient depuis 2016, une coopération étroite avec la HMDK (Hochschule für Musik und darstellende Kunste) de Stuttgart. Ce projet a pour finalité de produire des spectacles réalisés à parts égales par des étudiant·es scénographes de la HEAR et des étudiant·es de l'atelier de marionnettes de la HMDK. Au-delà de la production d'œuvres partagées, l'objectif est également de renforcer la formation des étudiant·es en croisant leurs compétences, leurs champs culturels et linguistiques. Le travail entre les deux écoles se déroule dans le cadre d'ateliers collectifs, mais aussi de rencontres et sessions de travail organisées de manière autonome par chaque binôme franco-allemand. Une première présentation des spectacles ainsi créés est programmée à Stuttgart du 26 septembre au 1er octobre (FITZ Theater). Côté strasbourgeois, un partenariat existe avec le TJP et le Festival des Giboulées.

Chœur de Saint Guillaume – 60ème anniversaire de jumelage avec Stuttgart	**1 600 €**

Le Chœur de Saint Guillaume est invité à prendre part à un grand concert organisé à Stuttgart, le 24 juillet prochain, à l'occasion des 175 ans de l'Oratorienchor de Stuttgart et des 60 ans du jumelage de Stuttgart – Strasbourg. Outre l'Oratorienchor et le Chœur de Saint-Guillaume de Strasbourg, ce concert rassemblera également le Chœur de Brünn (République Tchèque), autre ville partenaire de Stuttgart, autour de l'orchestre Concertino Stuttgart et de solistes vocaux sous la direction du Chef Enrico Trummer. Il s'agit de présenter l'oratorio « Die Schöpfung » à la Liederhalle de Stuttgart.

L'objectif est de réunir près de 180 musicien·nes et choristes (dont 30 Strasbourgeois·es), issus des villes partenaires de Stuttgart afin de faire se rencontrer des personnes issues

de pays différents, de tisser des liens franco-allemands et internationaux et de célébrer l'amitié entre les peuples.
Le Chœur Saint Guillaume séjournera à Stuttgart du 22 au 24 juillet.

Association Stras'orgues – 60ème anniversaire de jumelage avec Stuttgart	**2 500 €**

Dans le cadre du Festival Stras'orgues qui se déroulera du 21 au 27 août 2022, les organisateurs ont souhaité dédier une soirée au 60ème anniversaire de jumelage entre Strasbourg et Stuttgart, en conviant M. Kay Johnannsen, organiste titulaire de la Stiftskirche de Stuttgart, à se produire le 24 août à l'Eglise Saint Paul sur l'orgue Walcker. Le concert qu'il proposera, accompagné de la Philarmonie de la Stiftskirche, s'annonce être de très haut niveau.

Stras'orgues a le souhait d'ouvrir chaque année la programmation de son Festival à des organistes de nos villes jumelles allemandes (Dresde et Stuttgart) et de nouer ainsi des liens dans le domaine de la pratique et du patrimoine organistique des différentes villes. Il s'agit d'un nouveau volet de la coopération culturelle dans le cadre de ces jumelages.

La ville de Strasbourg est sollicitée pour la prise en charge de l'hébergement des artistes.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le versement d'une subvention de 6 250 € au Goethe Institut de Strasbourg,*

- *le versement d'une subvention de 6 000 € pour l'Office des Sports,*
- *le versement d'une subvention de 2 300 € pour la HEAR,*

- *le versement d'une subvention de 1 600 € pour le Chœur Saint Guillaume,*

- *le versement d'une subvention de 2 500 € pour l'association Stras'orgues ;*

décide

- *l'imputation de la dépense à hauteur de 6 250 € sur les crédits ouverts à la DREI la ligne budgétaire AD06C- fonction 041, nature 6574, programme 8053, dont le disponible avant le présent Conseil est de 24 000 €,*
- *l'imputation de la dépense à hauteur de 6 000 € sur les crédits ouverts à la DREI la ligne budgétaire AD06D- fonction 041, nature 6574, programme 8054, dont le disponible avant le présent Conseil est de 23 300 €,*

- *l'imputation de la dépense à hauteur de 2 300 € sur les crédits ouverts à la DREI la ligne budgétaire AD06D - fonction 041, nature 6574, programme 8054, dont le disponible avant le présent Conseil est de 23 300 €,*
- *l'imputation de la dépense à hauteur de 1 600 € sur les crédits ouverts à la DREI la ligne budgétaire AD06D - fonction 041, nature 6574, programme 8054, dont le disponible avant le présent Conseil est de 23 300 €,*
- *l'imputation de la dépense à hauteur de 2 500 € sur les crédits ouverts à la DREI la ligne budgétaire AD06D - fonction 041, nature 6574, programme 8054, dont le disponible avant le présent Conseil est de 23 300 € ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant·e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-146963-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.
Conseil Municipal du 24 juin 2022

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Goethe Institut	Événement intitulé « D'une langue vers l'autre », piloté par le Goethe-Institut qui réunira de nombreux partenaires strasbourgeois et met à l'honneur les traducteurs et interprètes avec la volonté de s'adresser à tous les publics, des grands lecteurs et spectateurs aux simples curieux.	6 250 €	6 250 €	/
Office des Sports	Dans le cadre du jumelage entre Strasbourg et Stuttgart, échanges entre clubs sportifs dans différentes disciplines, de mai à octobre 2022.	6 000 €	6 000 €	/
HEAR	Dans le cadre du jumelage entre Strasbourg et Stuttgart, coopération entre la HEAR et la HMDK (Hochschule für Musik und darstellende Kunste) de Stuttgart. Production de spectacles réalisés à parts égales par des étudiant-e-s scénographes de la HEAR et des étudiant-e-s de l'atelier de marionnettes de la HMDK.	2 300 €	2 300 €	/
Chœur St Guillaume	Participation du Chœur Saint Guillaume au concert organisé à Stuttgart, le 24 juillet prochain, à l'occasion des 175 ans de l'Oratorienchor de Stuttgart et des 60 ans du jumelage de Stuttgart – Strasbourg	2 200 €	1 600 €	/
Association Stras'orgues	Concert de l'organiste et de la Philarmonie de la Stiftskirche de Stuttgart, organisé dans le cadre du Festival Stras'orgues 2022 et du 60ème anniversaire de jumelage entre Strasbourg et Stuttgart.	2 500 €	2 500 €	/
TOTAUX		19 250 €	18 650 €	/

69

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Soutien aux acteurs de l'ESS.

Numéro V-2022-589

La ville de Strasbourg soutient le développement de l'économie sociale et solidaire, qui invente des réponses locales aux besoins identifiés.

Les structures de l'ESS font partie, par leurs réponses, du développement économique, tout en faisant souvent appel à la dynamique des habitants et des territoires : elles contribuent dès lors à des objectifs de lien social, de création d'emplois et de richesses, de qualité de vie et d'innovation sociale. Elles contribuent, par leurs dynamiques d'animation de collectifs, à la formation à la coopération, à l'usage d'outils démocratiques, tout en étant respectueuses des piliers du développement durable, quand elles ne réparent pas, pour nombres d'entre elles, les dégâts causés par la société à l'environnement.

Chambre de consommation d'Alsace	**21 000 €**

La Chambre de Consommation d'Alsace (CCA) joue un rôle majeur dans l'information et la défense des consommateurs en Alsace. Elle développe, en association avec la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS) et d'autres partenaires, une plateforme d'acteurs engagés pour le développement de l'achat responsable en Alsace, des liens se tissent également en Grand Est.

Les objectifs visés :

- développer la visibilité des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) engagés pour une production et une consommation responsables ;
- réaliser un outil de mise en relation entre l'offre « insertion par l'activité économique », « travail adapté » et ESS et les demandes spécifiques des collectivités, des entreprises, des particuliers.

Cette plateforme, lancée en 2013, développe notamment un site internet de mise en valeur des produits, biens, services de l'économie sociale et solidaire, mais aussi de la consommation responsable (bio, circuits-courts), le tout encadré par un plan d'animations concerté : rencontres professionnelles, événementiels locaux et régionaux, communication presse et médias etc.

Les partenaires qui contribuent à l'élaboration de la plate-forme sont : Terre d'est (Agence de tourisme associatif), Alsace Active, Artenréel, ARIENA (Association Régionale d'Initiation et d'Éducation à la Nature en Alsace, Colecosol (Collectif pour la promotion du commerce équitable en Alsace), Eco-Conseil (Institut de formation aux métiers de l'environnement), OPABA (Organisation Professionnelle de l'Agriculture Biologique), URSIEA (Union Régionale des Structures d'Insertion par l'Économique d'Alsace).

Pour l'année 2021, différentes actions ont été menées dans le champ des Achats Responsables Locaux, sous forme d'ateliers pratiques, de formations spécifiques de relais d'information, de visites, de stands dédiés, de projections débats. Ce sont en tout 26 interventions publiques qui s'ajoutent à la présence de 29 jours sur le Marché Off de Noël pour plus de 850 personnes directement touchées en cours d'année et une estimation de 60 000 à 80 000 personnes touchées comme visiteurs du Marché Off.

Sur le site internet en cours de refondation, on compte 14 946 « pages vues », 8 439 utilisateurs réguliers, 3 545 abonnés à la page Facebook ZIGetZAG .info

En 2021, 47 actualités dédiées et 28 focus spécifiques sur les achats responsables ont été publiées, dont 23 repris par les DNA/ Médias locaux.

En 2022, la CCA poursuit le travail de conception de produits touristiques centrés ESS, notamment en vue du marché OFF de Noël, comme les circuits Tourist'ethiques par exemple, qui ont à nouveau été utilisés dans le cadre de la manifestation européenne ESS en mai 2022. Un travail approfondi sur le site internet permettra de le rendre compatible web/téléphone portable, «responsive », de travailler à son amélioration, de développer le nombre d'adhérents, y compris du côté franco-allemand.

Il est à noter que la CCA dispose d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Eurométropole de Strasbourg.

Vers un Réseau d'Achat en Commun (VRAC)	**20 000 €**

L'association VRAC (Vers un Réseau d'Achats communs) a été créée le 23 mars 2017. Elle a pour objectif de permettre l'accès au plus grand nombre à des produits de qualité à des prix abordables, en développant des groupements d'achats en commun dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville (QPV) de l'Eurométropole de Strasbourg. L'idée est aussi de développer une dynamique collective dans ces quartiers et de permettre à ses habitants de s'impliquer et de participer au fonctionnement de l'association et du projet.

Plus de 60 bénévoles sont impliqués aujourd'hui et 150 animations ont été réalisées par l'association pour environ 600 adultes et 1 000 enfants au total (en comptant que parfois, certains assistaient à plusieurs animations) depuis aout 2018.

Par ses actions, l'association contribue aux objectifs d'équité territoriale sur les aspects alimentaires, avec 9 groupements d'achat (pour 4 groupements au moment de la signature de la convention pluri-annuelle soit plus du double en 3 ans) dans 7

QPV (Neuhof-Meinau, Koenigshoffen, Libermann, Hautepierre, Molkenbronn, Murhof, Ampère, Spach-Rotterdam), servant 500 foyers adhérents pour 300 commandes / mois.

Les partenariats se multiplient et se diversifient : les centres socio-culturels des QPV dans lesquels se créent les groupements d'achat mais aussi les acteurs éducatifs comme les écoles et les accueils péri-scolaires, les acteurs de la santé comme la Maison urbaine de santé du Neuhof, les acteurs sociaux comme l'Epicerie sociale Tremplin, les acteurs de l'éducation à l'environnement comme le CINE de Bussière…

Ce projet vise aussi à développer les circuits courts, et les rendre accessibles au plus grand nombre, d'autant plus à des gens qui pour l'instant ne vont pas vers ces réseaux. Dans les quartiers où le projet s'implante il a pour objet de remettre l'économie au service du lien social.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

de signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2025 avec l'association VRAC,

décide

d'attribuer les subventions de fonctionnement suivante :

Chambre de consommation d'Alsace et du Grand Est	*21 000 €*
VRAC	*20 000 €*

d'imputer la somme de 41 000 € sur les crédits ouverts de la ligne 6574 - DU05D programme 8024,

autorise

la Maire ou son représentant à signer les conventions et décisions d'attribution nécessaires.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147288-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercice 2022-2025

Entre :

- la Ville de Strasbourg, représentée par Jeanne Barseghian, et

- l'association VRAC Strasbourg Eurométropole, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro "Volume 95 folio 126" , et dont le siège est « Espace collectif de la Ruche – 35 rue Vauban 67000 Strasbourg », représentée par son Président en exercice, Monsieur Emeric Woock

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du 24 juin 2022

Préambule

L'économie sociale et solidaire (ESS) représente en France près de 200 000 établissements (coopératives, mutuelles, associations, fondations), 2,38 millions d'emplois, 14 % du total de l'emploi salarié et 10% du PIB (source : Economie.gouv, 2020).

En 2021, 10% des établissements du Grand Est sont issus de l'E.S.S. et représentent 11,48% des emplois salariés, soit 199 884 salariés pour 16 488 établissements employeurs. 69,22 % des emplois sont occupés par des femmes. Dans le Bas-Rhin, la masse salariale brute de l'ESS représente plus d'1 151 000 euros, et 78,14% des entreprises de l'ESS du département sont des associations (source CRESS Grand Est). L'Eurométropole de Strasbourg pèse 39% dans l'emploi ESS alsacien et près de 14% dans le Grand Est.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg souhaitent favoriser les initiatives dans le secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), secteur économique créateur d'emplois, porteur d'innovation sociale.

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville de Strasbourg et l'association VRAC Strasbourg Eurométropole définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de quatre ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les priorités de la Ville de Strasbourg dans le domaine dans le domaine de l'économie sociale et solidaire

Dans le cadre de la feuille de route Strasbourg éco 2030, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg affichent leur volonté de soutenir l'économie sociale et solidaire qui créé des réponses locales pour des besoins locaux.

Les entreprises de l'ESS sont partie intégrantes, par leurs réponses, du développement économique, tout en faisant souvent appel à la dynamique des habitants : elles contribuent dès lors à des objectifs de lien social, de création d'emplois et de richesses, de qualité de vie et d'innovation sociale.

Article 4 : le projet associatif

VRAC a pour objet de :

- Rendre accessible les produits de qualité (locaux et/ou bio et/ou équitables) au plus grand nombre
- Développer des groupements d'achats dans les Quartiers Prioritaires de la Ville
- Faire participer les habitants au développement de ces groupements
- Participer et mettre en œuvre des animations autour de l'alimentation durable et plus globalement, de la transition écologique

Article 5 : les objectifs partagés

➢ Objectifs généraux :
- Installer un projet d'ESS dans les QPV de l'EMS
- Participer au projet global d'animations autour des questions d'alimentation durable et de transition écologique
- Améliorer le cadre de vie des habitants et l'image des QPV, en les accompagnant dans une démarche de développement durable

➢ Objectifs opérationnels :

Développer un projet d'ESS dans les QPV de l'EMS :

- Développer de nouvelles antennes VRAC dans d'autres QPV
- Mettre en lumière les valeurs de l'ESS dans la gouvernance du projet
- Rendre les groupements autonomes dans la gestion quotidienne de leurs antennes VRAC en faisant participer au maximum les habitants dans la mise en œuvre concrète des groupements
- Impliquer les centres socio-culturels et les associations partenaires des QPV dans la démarche d'ESS
- Permettre à un plus grand nombre d'habitants de se réapproprier leur alimentation, et d'être plus globalement acteurs de la transition vers une société plus durable et écologique, dans une logique d'engagement citoyen

Participer au projet global d'animations autour des questions d'alimentation durable et de transition écologique :

- S'impliquer dans les actions globales autour de l'alimentation durable et la transition écologique menées dans les différents quartiers avec les associations et les services de la Ville qui y mènent des actions (santé, bien-être)
- Mener avec les associations partenaires (CSC, associations d'habitants…) des actions autour de l'alimentation durable et de la transition écologique

Améliorer le cadre de vie des habitants et l'image des QPV, en les accompagnant dans une démarche de développement durable :

- Faire vivre la dynamique partenariale qui s'installe autour du projet VRAC
- Développer le lien social et les rencontres entre les habitants d'un QPV, et les rencontres inter-quartiers afin de favoriser la mixité sociale
- Impliquer, dans une logique de co-construction, les habitants dans les divers projets de VRAC

2ème partie : les moyens

Article 6 : la subvention versée par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 80 000 € répartis comme suit :

- pour la première année, le montant de la subvention s'établit à 20 000 €
- pour la deuxième année, le montant prévisionnel s'élève à 20 000 €.
- pour la troisième année, le montant prévisionnel s'élève à 20 000 €.

- pour la quatrième année, le montant prévisionnel s'élève à 20 000 €.

Ces trois derniers versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil municipal.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville.

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs. Définis au préalable par les deux partenaires, ces indicateurs font chacun l'objet d'une fiche indicateurs annexée à la présente convention.

Article 7 : la composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association et la Maire ou son représentant. Il se compose des membres suivants :

- le Président de VRAC
- un administrateur de VRAC
- la ou les coordinatrices de VRAC
- la Maire ou son-sa représentant-e,
- un élu de la Ville de Strasbourg / Eurométropole de Strasbourg
- les référents du service de l'Eurométropole (chargée de mission ESS)

En cas de pluri financement, il est souhaitable que tous les partenaires parties prenantes soient associés à ce rendez-vous périodique. Il appartient alors à la Ville de Strasbourg d'assurer la coordination de l'ensemble des partenaires.

Article 8 : les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs et de fiches de suivi figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Article 10 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an avant la fin du 2ème trimestre, à l'initiative de la Ville. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et la Ville, deux mois calendaires au plus tard avant sa tenue.

L'association communique à la Ville, un mois calendaire au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs (selon modèle figurant en annexe) complétées pour la période annuelle révolue.

Enfin, la Ville envoie une invitation à l'association (et les autres partenaires parties prenantes le cas échéant) trois semaines au plus tard avant la tenue du Comité de suivi. Elle joint à cette invitation l'ensemble des fiches de suivi complétées par le service référent.

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble des fiches de suivi et formulent sur chacune d'elles un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 10 : l'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des fiches de suivi.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil municipal.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 11 : communication

La Ville de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 12 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de la Ville de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 13 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 14 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 15 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour l'association
La Maire	Le Président
Jeanne BARSEGHIAN	Emeric Woock

Annexes : Indicateurs

- Nombre d'antennes VRAC développées chaque année
- Nombre de groupements devenus autonomes
- Nombre d'actions développées autour de l'alimentation
- Nombre de partenariats développés sur cette thématique
- Quantifier la participation des habitants au projet
- Quantifier si possible le nombre de personnes en situation de précarité socio-économique adhérentes de VRAC
- Quantifier si possible le nombre de personnes extérieures aux QPV adhérentes de VRAC
- Évaluer la vision des quartiers par les habitants (enquêtes prévues)

Attribution de subventions
Conseil Municipal
du 24 juin 2022

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Vrac	Fonctionnement	20 000 €	20 000 €	10 000 €
CCA	Fonctionnement	21 000 €	21 000 €	25 000 €
TOTAL		**41 000 €**	**41 000 €**	**35 000 €**

70

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Orientations de la Ville en matière de politique jeunesse et sur la mise en place d'un parcours de participation citoyenne et d'engagement pour les jeunes strasbourgeois.es.

Numéro V-2022-817

Pour réaliser l'ambition émancipatrice de construire la société de demain pour, avec et par ses futur.es citoyen.nes, il apparaît nécessaire de réinventer la relation de la Ville de Strasbourg aux jeunes de son territoire.

La crise sanitaire a amplifié le mal-être des jeunes. Ils ont une grande difficulté à se projeter dans un horizon complexifié par la pandémie et doivent faire face aux défis démocratiques, sociaux et environnementaux qui marquent ce début de siècle et auxquels nous souhaitons répondre par les 3 piliers de l'action municipale.

Les évolutions du contexte socio-économique et des équilibres générationnels requièrent une réponse forte pour permettre aux jeunes de réaliser leur parcours d'autonomie. Une réponse qui nous permette de soutenir leurs initiatives et trouver des solutions aux difficultés qu'ils ou elles peuvent rencontrer. Une réponse basée sur leur participation active à la construction d'un territoire résilient. Une réponse pour leur assurer un futur désirable.

La présente délibération initie ainsi une politique transversale et volontariste en faveur des jeunes strasbourgeois.e.s.

Il est proposé :

- des orientations pour agir pour et avec les jeunes à la construction d'une société plus égalitaire, solidaire, démocratique et inclusive,
- le développement de nouvelles logiques d'intervention, de mobilisation et de participation face aux enjeux que posent l'urgence climatique, démocratique, et sociale,
- la mise en place d'un parcours de participation citoyenne et d'engagement.

<u>Jeunesse(s) : une définition</u>

La jeunesse est une période singulière, socialement différenciée selon les âges, dont les attentes et les besoins ne sont pas les mêmes, à 10, 20 ou 30 ans. Selon l'appartenance (sexe, milieu socio-économique etc.), elle n'est pas vécue, pensée, ni perçue de la même façon.
Cette période est aussi marquée par une volonté d'engagement personnel ou collectif.
La notion de jeunesse – et la jeunesse en elle-même – a beaucoup évolué en 30 ans ; au regard notamment de l'évolution de nos modes de vie mais aussi des étapes de construction de l'autonomie.

Elle doit désormais s'envisager de manière plus exhaustive. C'est la raison pour laquelle les orientations proposées ont vocation à s'adresser aux enfants et aux jeunes âgés de 8 à 30 ans vivant sur le territoire de la ville de Strasbourg.

1. Des orientations pour agir pour et avec les jeunes : pour une société plus égalitaire, solidaire, démocratique et inclusive

Parce que les jeunes sont des habitants à part entière de notre ville et des citoyen.nes en devenir, la Ville de Strasbourg souhaite leur donner toute leur place et favoriser leurs opportunités d'expérimentation, d'expression et d'appropriation. Ceci dans une volonté de réduction des inégalités, qu'elles soient sociales ou territoriales et de protéger ceux qui peuvent être en situation de vulnérabilité.

Cette politique jeunesse locale a pour vocation de rendre cohérentes l'ensemble des actions concourant à l'accompagnement des parcours des jeunes vers leur autonomie et leur épanouissement, notamment des opérations qui permettent :

- L'engagement social et citoyen,
- La recherche de complémentarité des influences éducatives,
- L'insertion sociale et professionnelle,
- La mobilité,
- L'accès au logement,
- La santé et l'accès aux soins,
- L'inclusion des personnes en situation de handicap,
- Les loisirs éducatifs, sportifs et culturels,
- La volonté de trouver de nouveaux modes de formation.

L'ensemble de ces champs d'intervention prioritaires ont vocation à être déclinés à l'aune de nos trois piliers d'intervention : transformation sociale, démocratique et écologique.

***

Des orientations par essence transversales et à vocation plus inclusive au sein de nos politiques publiques

Une politique en direction d'un public cible impacte par nature un certain nombre de politiques thématiques. Les 5 orientations déclinées ci-dessous trouvent et trouveront une traduction intégrée et transversale dans les autres politiques publiques portées par la Ville.

Si l'ambition est de renforcer le prisme d'intervention en direction de la jeunesse et de proposer des politiques publiques propres à ce public, ces orientations ont aussi vocation à mettre en lumière de nouveaux champs d'intervention pour continuer à évoluer au regard des enjeux spécifiques de ce public.

Cette politique s'inscrit dans une dimension partenariale forte qui associe les acteurs.trices des territoires à la définition de ces enjeux et à la mise œuvre de ces actions.

5 orientations pour l'action en direction de la jeunesse

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, 5 axes stratégiques thématiques, éléments constitutifs de cette ambition et traduction d'un nouveau pacte local en direction de la jeunesse, peuvent être mis en avant pour agir sur notre territoire :

1. Participer au développement personnel des jeunes, favoriser leur engagement et leur mobilité,
2. Améliorer la qualité et les conditions de vie des jeunes, mieux les accompagner dans leur quotidien,
3. Lutter contre les inégalités, les discriminations dans le parcours vers l'autonomie,
4. Faire de l'emploi et de l'insertion professionnelle des jeunes une priorité,
5. Considérer les jeunes pour faire société avec eux.

1) Participer au développement personnel des jeunes, favoriser leur engagement et leur mobilité

L'émancipation des individus et des groupes sociaux est un processus au long cours qui doit intégrer et permettre des expériences de vie multiples pour donner les clés d'une citoyenneté active. Ces expériences et les parcours proposés doivent également pouvoir faciliter les mobilités territoriales et extraterritoriales, contribuer à sensibiliser aux enjeux sociétaux, favoriser le développement de l'esprit critique et plus largement éduquer à la démocratie.

À ce titre, la Ville souhaite :

- Renforcer son soutien et son action pour développer les expériences citoyennes, notamment en améliorant l'accueil de 100 volontaires par an dans le cadre du service civique,
- Favoriser le bénévolat en faisant la promotion de l'action d'utilité sociale portée par les associations,
- Soutenir l'engagement des jeunes en augmentant à 100€ la bourse d'aide à la formation BAFA et inciter au développement du franco-allemand dans ce cadre (BAFA-Juleica),
- Accompagner le développement des projets de jeunes et des lieux dans lesquels ils s'expriment, développer leur esprit critique et leur pouvoir d'agir, par le biais de différents dispositifs : ateliers de projets, conseils des jeunes et territoriaux d'enfants, soutien aux acteurs de l'éducation populaire. Cette dimension sera développée dans la deuxième partie de la délibération,

- Favoriser la mobilité intra territoriale des jeunes, initiée par une tarification adaptée des transports en commun et de recours aux mobilités actives et par des propositions d'animation les y incitant (développement des plaines d'aventure, animations estivales, ...),
- Favoriser la mobilité extra territoriale et l'ouverture européenne par le biais d'organisations d'échanges et projets communs avec les villes de l'Union, les villes jumelées ou en partenariats de coopération décentralisée,
- Poursuivre la dynamique lancée autour de la ville hospitalière, notamment en direction du public étudiant et développer les initiatives favorisant l'accueil de jeunes venant de tout le territoire national, d'Europe et du monde (initiatives favorisées par la création d'un service vie étudiante et l'animation, notamment, de l'opération Strasbourg aime ses étudiants).

2) Améliorer la qualité et les conditions de vie des jeunes, mieux les accompagner dans leur quotidien

Afin d'améliorer la qualité de vie des jeunes, la Ville souhaite spécifiquement renforcer l'accès à la santé des jeunes et développer des dispositifs innovants et ciblés pour mieux les accompagner.

À ce titre, la Ville de Strasbourg souhaite :

- Poursuivre son soutien aux enfants et jeunes dans leur santé et leur épanouissement dans le cadre du travail partenarial en cours visant à renouveler le Contrat local de santé (CLS) de 3ème génération et dont des actions de santé publique seront déployées autour de deux objectifs stratégiques : le développement des programmes de prévention en milieu scolaire et l'amélioration du parcours de prise en charge des enfants et adolescent.e.s en situations spécifiques (handicap et besoins particuliers),
- Renforcer son soutien auprès des acteurs de santé du territoire dans l'accompagnement des jeunes à travers l'animation territoriale en santé portée par le dispositif Atelier santé Ville qui est l'outil de mise en œuvre du volet santé du contrat de Ville et permet la déclinaison territoriale des orientations du CLS, notamment via les maisons urbaines de santé, les consultations jeunes consommateurs, le service santé universitaire…
- Agir pour répondre à l'éco-anxieté, aux angoisses et à la fragilisation de la santé mentale des jeunes à travers le soutien renforcé à la Maison des adolescents de Strasbourg,
- Développer les actions de prévention en direction du public jeune à travers l'action de la médecine scolaire, et le soutien aux acteurs du territoire, en lien avec le dispositif Atelier santé Ville et les actions de médiation en santé sur l'espace public avec des services civiques et étudiants en médecine en service sanitaire.

3) Lutter contre les inégalités, les discriminations dans le parcours vers l'autonomie

La lutte contre les inégalités et toutes formes de discriminations constitue une des priorités de la politique municipale.
Il s'agit d'irriguer la ville d'une culture de l'égalité notamment au bénéfice des plus jeunes, faire connaître et garantir leurs droits en s'appuyant notamment sur la convention internationale des droits de l'enfant ou encore sur des lieux éducatifs dédiés comme l'Espace égalité qui constituent de véritables outils de lutte contre les discriminations.

En parallèle, la Ville développe les accompagnements éducatifs qui permettent aux jeunes en situation de vulnérabilité et à leurs familles d'être épaulés dans les difficultés par des lieux ressources et des dispositifs dédiés (protection des mineurs et protection de l'enfance dans le cadre de la convention sociale avec la CeA, prévention spécialisée, réussite éducative, soutien aux Points d'accueil et d'écoute des jeunes (PAEJ) et à la Maison des Adolescents).

Enfin, la Ville concourt non seulement à l'ouverture sociale des jeunes en favorisant l'accès aux loisirs mais contribue à la lutte contre les inégalités en démocratisant l'éducation artistique et culturelle en milieu scolaire et extra-scolaire, en encourageant les pratiques sportives adaptées et diversifiées pour tous les jeunes.

À ce titre, la Ville de Strasbourg souhaite :
- Poursuivre son action de promotion pour permettre l'accès aux droits de tous les jeunes, notamment aux dispositifs d'aide tel que le Fonds d'Aide aux Jeunes porté par l'EuroMétropole de Strasbourg,
- Développer des offres adaptées et des dispositifs innovants en lien avec les acteurs pour accéder au logement et s'y maintenir (logement d'abord jeune),
- Favoriser une approche globale des temps de l'enfant et de la jeunesse à travers des parcours cohérents et continus, dans le cadre notamment du label UNICEF Ville Amie des enfants et des actions déclinées en conséquence,
- Animer en lien avec les acteurs socioéducatifs, la réflexion et l'action pour renforcer et développer l'accès aux vacances et aux loisirs éducatifs pour les enfants et les jeunes,
- Favoriser un accès équitable à la culture et au sport dans le cadre des activités périscolaires et extrascolaires et encourager globalement les pratiques culturelles et sportives,
- Faire de son programme d'actions jeunes un levier de la candidature de la Ville de Strasbourg en tant que Capitale Mondiale du Livre,
- Poursuivre son action volontariste de tarification solidaire pour permettre l'accès à toutes et tous aux activités culturelles et sportives : bourses, mobilités…
- Porter encore plus fortement et largement son action de communication autour des outils de lutte contre les discriminations tel que l'Espace égalité,
- Développer des actions et dispositifs accessibles à toutes et tous,
- Développer les rencontres entre les jeunes (cf. deuxième partie de la délibération)
- Poursuivre son action d'accompagnement des associations de sensibilisation quant aux discriminations au sein des établissements scolaires.

4) Faire de l'emploi et de l'insertion professionnelle des jeunes une priorité

L’accès à l’emploi et plus largement l’insertion sociale et professionnelle représentent un enjeu majeur pour la jeunesse.
Ce constat oblige la Ville de Strasbourg à mieux accompagner les jeunes dans cette étape de leur vie et leur donner davantage de clefs face à ces situations. Multiplier des expériences diversifiées d’immersion professionnelle, favoriser la mise en place de dispositifs d’insertion adaptés à tous types de public, développer son réseau professionnel constituent des leviers indispensables pour cela.

La Ville de Strasbourg souhaite ainsi renforcer son ambition de collectivité exemplaire par le biais d'un accueil amélioré et diversifié de stagiaires, d’apprenti.e.s ou encore de jeunes dans le cadre des besoins saisonniers de la collectivité. Egalement en accueillant des jeunes sanctionnés par un travail d’intérêt général, en permettant à des jeunes non diplômés, ni en emploi, ni en formation de retrouver un appui social et éducatif au service de l’intérêt général ou encore en développant les chantiers d’insertion pour les jeunes en rupture sociale.

A ce titre, la Ville de Strasbourg souhaite :
- Accueillir près de 200 jeunes par an dans l’administration : stages de 3ème ou d’études supérieures, travaux d’intérêt général…
- Devenir une administration exemplaire, en termes d’accompagnement et de recrutement sans processus discriminatoire,
- Sensibiliser, accompagner les jeunes dans les nouvelles filières des métiers durables, environnementaux et répondant aux enjeux du changement climatique,
- Favoriser la mise en place de chantiers éducatifs, d’activités rémunérées à la carte pour permettre des premières expériences professionnelles aux jeunes les plus en besoin d’insertion et d’intégration,
- Développer le nombre d’heures annuelles réalisées dans le cadre des clauses d’insertion dans les marchés publics de la collectivité et développer le recours à l’économie sociale et solidaire.

5) Considérer les jeunes pour faire société avec eux

La crise a segmenté durablement la relation entre la jeunesse et le reste de la société.
Plus que jamais, il est nécessaire de redonner une place à notre jeunesse dans la construction d’un futur commun et désirable.

À ce titre, la Ville de Strasbourg souhaite :
- Favoriser les rencontres entre jeunes de tous milieux, toutes origines et toutes diversités,
- S’attacher à promouvoir les liens intergénérationnels,
- Impliquer les jeunes dans la transformation d'une ville résiliente, face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain notamment d'un point de vue climatique grâce à des actions événementielles par quartier et à l'échelle de la ville,
- Donner à l'ensemble des jeunes la possibilité de participer aux évolutions de l'espace public, grâce à une politique d'urbanisme intégrant pratiques et usages de la jeunesse,
- Développer une politique de communication faite par et pour les jeunes,

- Intégrer la dimension jeunesse dans la construction de l'ensemble des politiques publiques.

2. Mise en place d'un parcours de participation citoyenne et d'engagement

Dans un contexte de crises successives particulièrement subies par les jeunes, il est urgent de leur donner le pouvoir d'agir et de relever avec eux, les nombreux défis auxquels ils sont confrontés.

C'est pourquoi la Ville souhaite d'ores et déjà engager la déclinaison opérationnelle de sa première orientation stratégique - Participer au développement personnel des jeunes, favoriser leur engagement et leur mobilité - en initiant la mise en place d'un parcours de participation citoyenne et d'engagement pour les jeunes strasbourgeoises et strasbourgeois.

En phase avec les usages et aspirations d'une jeunesse qui prône plus d'égalité, de solidarité, de protection et de justice sociale, nous devons donner aux générations futures le pouvoir d'agir et de transformer la ville en les faisant intervenir plus naturellement et plus directement dans le débat public.

Ce débat qui va nous projeter au-delà de nos contextes présents et donc vers leur avenir, suppose une approche pédagogique plus inclusive avec des cadres adaptables et des outils évolutifs.

Des dispositifs et des temps forts au service du parcours de participation et d'engagement de la jeunesse :

Actuellement, la collectivité favorise l'engagement citoyen à travers plusieurs dispositifs indépendants : les Conseils Territoriaux d'Enfants (9-11 ans), le Conseil des jeunes (11-14 ans), la Bourse aux projets jeunes talents (16-25 ans), la Bourse aux idées et le Service Civique (16-25 ans).
À compter de l'été 2022, ces dispositifs de participation et d'engagement s'inscriront dans un parcours unifié où ils seront mis en lien pour permettre à chaque jeune d'appréhender au mieux la démocratie et d'expérimenter sa citoyenneté selon sa maturité et sa disponibilité.

Cette continuité nouvelle entre les dispositifs existants : Conseils territoriaux des enfants (9-11 ans) portés par l'association Thémis, Conseil des jeunes (11-14 ans), Service Civique (16-25 ans) sera complétée par de nouveaux leviers en direction des 15-25 ans : Ateliers de projet et Temps Forts.

Les dispositifs de participation citoyenne :

- Le Conseil des jeunes (11-14 ans)

Inspiré du modèle de la démocratie représentative, placé à l'échelle de la ville et ouvert aux 11-14 ans, le Conseil des jeunes dont la création date de 1993, a porté et réalisé de nombreux projets d'intérêt général sur de multiples thématiques.

Le Conseil des jeunes est un lieu d'écoute, de parole, de dialogue, d'initiatives et de projets.
Il s'agit d'un cadre éducatif et d'un véritable lieu de mixité sociale avec autant de filles que de garçons et des jeunes issus de tous les territoires.

Le Conseil des jeunes sera renouvelé tous les deux ans, dans une démarche d'éducation à la démocratie et au vote, en répondant aux objectifs suivants :

- Donner envie aux jeunes habitants de s'engager dans une expérience de participation citoyenne,
- Rapprocher les jeunes des institutions et favoriser la compréhension du système démocratique,
- Instaurer un dialogue régulier entre les jeunes élus, les collégiens, le monde scolaire et les pouvoirs publics,
- Accompagner les idées et projets des jeunes et leur permettre de porter des réalisations concrètes (actions et projets),
- Permettre aux jeunes élu.e.s de mieux appréhender les compétences communales et de contribuer aux projets portés par la ville (concertations),
- Favoriser les apprentissages des jeunes élus par des expériences, des découvertes, des rencontres, des séjours et des visites,
- Permettre aux jeunes de contribuer aux travaux des institutions européennes et internationales et d'assurer un rôle d'ambassadeurs dans le cadre des jumelages et de l'accueil de délégations à Strasbourg.

En lien avec le Rectorat et les 27 collèges publics et privés, ce renouvellement interviendra à l'automne 2022 et concernera près de 15 000 jeunes âgés de 11 à 14 ans domiciliés et scolarisés à Strasbourg. Ils seront invités à voter pour élire leurs représentants qui siègeront au sein du Conseil des jeunes qui sera composé de 80 à 100 élus. Une attention particulière sera portée à l'équité des genres et à l'égalité réelle. L'équilibre territorial sera garanti par la détermination du nombre de sièges à pourvoir en fonction du nombre de jeunes scolarisés dans chaque collège. Tout jeune pourra être candidat à l'élection du Conseil des jeunes soit par le biais de son collège, soit via la plateforme participer.strasbourg.eu. Ils travailleront pendant 19 mois en mode projet, dans l'intérêt des jeunes Strasbourgeois.es.

- <u>Les Ateliers de projet (15-25 ans)</u>

Le parcours de citoyenneté et d'engagement de la jeunesse sera renforcé par la création d'un nouveau dispositif de développement de projets collectifs. Basés sur le volontariat des 15-25 ans, ces Ateliers de projet répondent aux objectifs suivants :

- Proposer un cadre de participation citoyenne plus ouvert et plus moderne,
- Instaurer un dialogue et des coopérations entre les jeunes, la collectivité et le monde associatif,
- Susciter des dynamiques collectives tant à l'échelle des territoires qu'à l'échelle de la ville,
- Soutenir et valoriser les projets d'intérêt général émanant des jeunes,
- Faciliter le dialogue direct avec les jeunes notamment lors des concertations initiées par la collectivité.

En remplacement de l'actuelle Bourse aux projets jeunes talents, les Ateliers de projet seront lancés à l'été 2022 et mobiliseront à l'aide de la plateforme participer.strasbourg.eu. Pour favoriser une expression démocratique directe et initier des projets via un travail collectif ouvert à toutes et tous. La plateforme servira à mobiliser les jeunes, à les mettre en relation entre eux et avec la collectivité et ses partenaires associatifs.
Ainsi, à tout moment, les jeunes pourront soit être à l'initiative d'un Atelier de projet ou rejoindre un atelier déjà en place. Les 15-25 ans partageront dans un premier temps leurs idées en ligne puis s'organiseront collectivement pour mener des projets à l'échelle des territoires, de la ville, en lien avec la collectivité et les acteurs associatifs.
En lien avec les associations, les 15-25 ans bénéficieront d'un accompagnement tant pour l'organisation des Ateliers de projet que pour la concrétisation des projets d'intérêt général dont ils sont à l'initiative.
En lien avec les associations, la collectivité assurera le suivi des projets, instruira les dossiers et versera, sur proposition d'un jury (composé d'élus, de techniciens, d'associations et de jeunes) une aide financière aux jeunes.

- <u>L'accueil de volontaires en Service Civique</u>

Répondre aux besoins d'autonomie, d'épanouissement et d'émancipation des jeunes, c'est aussi les accompagner dans leurs parcours personnels. L'accueil de volontaires s'inscrit pleinement dans cette ambition pour construire avec eux une ville protectrice et éducatrice. Les opportunités d'engagement offertes aux jeunes quels que soient leur niveau d'étude ou leur origine sociale répondent aux objectifs suivants :

- Permettre d'agir au service de l'intérêt général,
- Découvrir le rôle des collectivités au service des habitant-es,
- Instaurer un dialogue et des échanges avec les élu-es autour des politiques publiques,
- Permettre de construire leur projet d'avenir en capitalisant les acquis de l'expérience,
- Susciter des dynamiques collectives et l'émergence projets citoyens.

- <u>Des temps forts fédérateurs et mobilisateurs</u>

Si la collectivité et ses partenaires (associatifs et institutionnels) proposent aux jeunes de multiples expériences d'engagement, dans différents cadres, à différentes échelles et selon les âges, il s'agit aussi de créer une dynamique de réseau des jeunes et des acteurs engagés. Aussi, la collectivité organisera deux rendez-vous annuels ouverts au grand public tant pour valoriser l'engagement des jeunes et faire retour des projets construits avec eux, que pour donner envie à d'autres de vivre une expérience de participation citoyenne.

Ces deux rassemblements annuels auront pour objectifs de :

- Mobiliser et réunir les jeunes engagés et non engagés lors de moments festifs,
- Informer les jeunes des cadres et des espaces proposés par la collectivité et ses partenaires pour s'engager dans un parcours citoyen,
- Valoriser les initiatives et les projets d'intérêt général menés par des jeunes ainsi que les différents niveaux d'engagement,
- Créer des liens et des rencontres entre les différentes générations de jeunes qui s'engagent et les jeunes des différents territoires (Conseils d'enfants et de jeunes

des communes de l'Eurométropole, jeunes engagés dans les Conseils de Vie Collégiennes et Lycéennes, les délégués et éco-délégués, les jeunes volontaire en Service civique, les jeunes sapeurs-pompiers volontaires, les jeunes engagés dans le monde associatif, les étudiants engagés dans les Bureaux de la Vie Étudiante, les juniors associations, …),

- Impliquer les acteurs qui agissent dans le domaine de la participation citoyenne et de l'engagement des jeunes (Eurométropole, autres collectivités territoriales, Services de l'État, Institutions Européennes, associations, …).

Chaque année, un premier temps fort, intitulé en 2022 : « S'engager dans une ville européenne, démocratique et solidaire », sera organisé en plein air ; un second se déroulera autour de la date anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant avec pour axe : « Le droit et la participation des jeunes à Strasbourg et en Europe ».

En 2022, un budget annuel de fonctionnement de 137 000 euros est consacré à la participation citoyenne des jeunes (mobilisation, information, communication) et notamment au lancement des Ateliers de projet, au fonctionnement et au renouvellement du Conseil des jeunes et à l'organisation des deux temps forts.

***

Les 5 orientations en direction de la jeunesse donnent à la Ville et aux acteurs du territoire un cap pour répondre aux principaux enjeux sociaux, démocratiques et écologiques de la jeunesse strasbourgeoise.
La mise en œuvre de ces orientations permettra d'une part de consolider et de renforcer les liens entre les actions existantes et d'autre part de conduire des actions innovantes et partenariales pour accompagner les jeunesses dans des réponses évolutives en fonction de leurs besoins futurs.
Le service jeunesse éducation populaire de la Ville de Strasbourg a pour mission de mettre en œuvre et d'animer la déclinaison de ces orientations. Il animera cette dynamique d'intégration de la question de la jeunesse par l'ensemble des politiques publiques locales.

Je vous prie de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *les orientations en matière de politique jeunesse et la mise en place d'un parcours de participation citoyenne et d'engagement pour les jeunes strasbourgeois.es,*

- *le règlement des Ateliers de projet,*

autorise

la Maire, sur proposition du jury, à attribuer les aides financières aux référents des Ateliers de projet et à signer les arrêtés correspondants.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147338-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

CHARTE DU CONSEIL DES JEUNES DE LA VILLE DE STRASBOURG

Mandat 2022 / 2024

PRÉAMBULE

La création du **Conseil des jeunes** émane d'une volonté politique de la Maire de la ville de Strasbourg, en 1993.

Avec la mise en place de ce **Conseil des jeunes**, les élus adultes se donnent la possibilité d'instaurer un dialogue avec les jeunes habitants. Le Conseil municipal des adultes donne alors une place aux jeunes dans la gestion des affaires publiques.

Si le cadre et les modalités d'accès au **Conseil des jeunes** sont fixés et garantis par la collectivité c'est afin de permettre aux jeunes de faire l'apprentissage de la démocratie représentative et participative.

Le **Conseil des jeunes** est avant tout un lieu d'apprentissage de la citoyenneté : il permet d'apprendre en faisant l'expérience de l'engagement et en réalisant des projets d'intérêt général.

Le **Conseil des jeunes** permet la mise en relation de jeunes (représentants d'autres jeunes) avec les pouvoirs publics, pour initier les jeunes élus à la chose publique et leur permettre d'influencer les politiques publiques de la collectivité.

Le **Conseil des jeunes** vise à développer les compétences sociales des jeunes, favorise l'estime de soi, fait grandir le sentiment d'appartenance à sa ville, procure de la satisfaction et un sentiment d'utilité sociale. S'engager dans le **Conseil des jeunes**, c'est faire l'expérience d'une citoyenneté active et mieux comprendre le fonctionnement des institutions démocratiques ainsi que le sens des valeurs et principes de la République.

Le **Conseil des jeunes** forme des esprits libres : les Conseillers jeunes y apprennent à réfléchir librement, à échanger, à débattre, à écouter les autres, à se faire leurs propres opinions pour devenir des citoyens libres et égaux en droits.

ARTICLES DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT

Extrait de l'article 12
« Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité. »

Extrait de l'article 13
« L'enfant a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen du choix de l'enfant. »

1 **RENOUVELLEMENT, DÉSIGNATION**

Le renouvellement du Conseil des jeunes se fait par le biais d'élections dans les collèges de la ville.

Pour se présenter à l'élection, il faut :

- être âgés de 11 à 13 ans (jeunes nés entre le 20/11/2008 et le 19/11/2011)
- habiter à Strasbourg
- déposer sa candidature au collège au plus tard le 07/10/2022

Le nombre de sièges à pourvoir est proportionnel au nombre d'élèves d'un établissement scolaire à raison de 1 siège pour 100 élèves.
Les jeunes qui souhaitent s'impliquer au sein du Conseil des jeunes sont invités à ne pas cumuler cet engagement avec un autre mandat (délégué, CVC, etc...)

Après l'élection pour siéger au sein du Conseil des jeunes, il faut :

- avoir une autorisation du tuteur légal
- remplir les formalités administratives
- être disponible pour participer aux travaux et projets du Conseil

Le Conseil des jeunes de la ville de Strasbourg sera renouvelé entre 1er septembre 2022 et le 20 octobre 2022.

Tous les collèges de Strasbourg ont la possibilité de participer au renouvellement du Conseil des jeunes. Les opérations de vote sont organisées par établissement pour permettre l'élection des représentants issus du collège et qui siègeront au sein du Conseil des jeunes.

Les strasbourgeois âgés de 11 à 13 ans qui ne sont pas scolarisés dans un établissement qui organise l'élection au Conseil des jeunes peuvent candidater directement sur le site « www.participer.strasbourg.eu ».

Le mandat du Conseil des jeunes est de 19 mois (du 19 novembre 2022 au 30 juin 2024).

2 **LES OBJECTIFS DU CONSEIL DES JEUNES**

- donner envie aux jeunes habitants de s'engager dans une expérience de participation citoyenne

- rapprocher les jeunes des institutions et favoriser la compréhension du système démocratique

- instaurer un dialogue régulier entre les jeunes élus, les collégiens, le monde scolaire et les pouvoirs publics
- accompagner les idées et projets des jeunes et leur permettre de porter des réalisations concrètes (actions et projets)
- permettre aux jeunes élus de mieux appréhender les compétences communales et de contribuer aux projets portés par la ville (concertations)
- favoriser les apprentissages des jeunes élus par des expériences, des découvertes, des rencontres, des séjours et des visites
- permettre aux jeunes de contribuer aux travaux des institutions européennes et internationales et d'assurer un rôle d'ambassadeurs dans le cadre des jumelages et de l'accueil de délégations à Strasbourg

3 **RÔLE DU CONSEIL DES JEUNES**

Les Conseillers jeunes représentent les jeunes de Strasbourg. Ils recueillent l'avis des jeunes habitants, éclairent le choix des élus municipaux et contribuent à mieux comprendre les besoins et les attentes des 11-14 ans.

Le Conseil des jeunes favorise la participation des jeunes habitants âgés de 11 à 14 ans en améliorant la prise en compte de leurs avis, idées et propositions.

S'engager au sein du Conseil des jeunes, c'est mettre son énergie, sa créativité et son enthousiasme au service des jeunes habitants de la ville, en :

- agissant pour les autres et en se rendant utile
- donnant son avis et en apprenant à dialoguer
- partageant ses idées et en construisant des projets
- expérimentant sa citoyenneté

Le Conseil des jeunes imagine, porte et met en oeuvre des projets et des actions qui relèvent de l'intérêt général et qui visent à améliorer la vie des jeunes à Strasbourg. Les projets du Conseil des jeunes relèvent de la responsabilité de la Maire de la ville de Strasbourg qui les aura préalablement validés.

4 **MOYENS ET CONDITIONS D'ACCUEIL**

La ville apporte le soutien nécessaire au fonctionnement du Conseil des jeunes.

La Mission Participation et Engagement de la Jeunesse de la ville accompagne les Conseillers jeunes dans l'organisation de leurs réflexions, l'animation des réunions, le relais vers les autres jeunes, la Maire et l'élu chargé du Conseil des jeunes. La collectivité met à disposition du Conseil des jeunes des moyens de communication multiples, pour lui permettre d'assurer au mieux le relais avec les autres jeunes de la

ville. La ville de Strasbourg fournit aux Conseillers jeunes toutes les informations utiles au bon fonctionnement du Conseil des jeunes.

Le Conseil des jeunes peut faire appel aux services de la ville pour enrichir ses réflexions.

Des formations, des visites, des conférences, des échanges avec d'autres Conseils de jeunes sont proposés aux Conseillers jeunes en fonction des besoins exprimés.

Conformément à la législation relative aux accueils de mineurs, la ville de Strasbourg a souscrit un contrat d'assurance qui comprend une garantie responsabilité civile.

Les parents des Conseillers jeunes sont invités par la ville de Strasbourg à souscrire une assurance pour les risques encourus dans le cadre des activités extrascolaires : responsabilité civile (dommages causés par l'enfant) et responsabilité individuelle (dommages dont l'enfant est victime).

Les activités du Conseil des jeunes se dérouleront généralement dans des locaux dont elle est propriétaire ou locataire.

Ces locaux sont des Établissements Recevant du Public (ERP). En cas d'indisponibilité des salles municipales, les Conseillers jeunes se réunissent dans d'autres lieux. Dans cette hypothèse, une décharge parentale sera demandée par la Mission Participation et Engagement de la Jeunesse.
Les Conseillers jeunes sont encadrés par des agents permanents de la Mission Participation et Engagement de la Jeunesse et, éventuellement, par des agents non-permanents dans le respect de la législation en vigueur et relative aux accueils de mineurs (qualification des agents et taux d'encadrement).

5 **FONCTIONNEMENT**

Le Conseil des jeunes se réunit au moins 1 fois par mois, le mercredi après-midi dans le cadre de groupes thématiques de travail en mode projet.

Les réunions du Conseil des jeunes sont animées par 2 agents permanents de la Mission Participation et Engagement de la Jeunesse.

Des réunions plénières et des concertations peuvent avoir lieu durant le mandat.

2 séances plénières (présentation des projets - bilan) sont organisées durant le mandat.

De manière exceptionnelle des évènements, des réunions ou des actions pourront se dérouler en soirée ou le week-end.

Pendant la phase de réalisation des projets, le Conseil des jeunes pourra organiser des événements, réunions ou actions qui pourront se dérouler en soirée ou le week-end.

Les visites et autres activités se dérouleront durant les vacances scolaires.
Les Conseillers jeunes sont invités aux réunions par mail. Un rappel pourra être envoyé par SMS la veille ou quelques jours avant la réunion.

6 **RÈGLEMENT**

Tout Conseiller jeune s'engage à s'investir dans son groupe de travail thématique en participant aux réflexions, discussions et en contribuant à l'avancement et à la concrétisation des projets.

Les Conseillers jeunes de la ville de Strasbourg s'engagent à participer aux activités proposées et à toutes les séances plénières (sauf excuse suffisante).

Tout Conseiller jeune s'engage à respecter les règles de vie en collectivité : ne pas couper la parole, ne pas insulter autrui, ne pas se moquer, participer aux débats,…

Un Conseiller jeune dont le comportement trouble l'ordre des séances, des réunions et des activités, se verra adressé un avertissement par la Mission Participation et Engagement de la Jeunesse. Cet avertissement sera dans un premier temps oral et pourra, selon le cas, prendre la forme d'un courrier adressé au tuteur légal.

Un Conseiller jeune qui aura, à plusieurs reprises, troublé le bon déroulement d'une réunion ou d'un évènement, sans tenir compte des avertissements de la Mission Participation et Engagement de la Jeunesse, peut, sur proposition de la Mission Participation et Engagement de la Jeunesse et par décision de la Maire ou l'élu en charge du Conseil des jeunes, être exclu du Conseil pour toute la durée de son mandat.

Les actes de violence ou les délits commis par un membre du Conseil des jeunes seront signalés aux autorités compétentes et entraîneront l'exclusion de l'auteur.

Tout Conseiller jeune s'engage à ne pas faire de prosélytisme politique ou religieux.

Les Conseillers jeunes s'engagent aussi à faire un bon usage des réseaux sociaux en faisant la part des choses entre vie publique et vie privée.

Les Conseillers jeunes s'inscrivent à l'un des groupes de travail de leur choix et s'engagent à participer de manière régulière aux réunions.

Tout Conseiller jeune dispose d'un capital points l'autorisant à des absences. Toute absence non-excusée entraine le retrait de 2 points.

Toute absence excusée au moins une demi-journée avant la réunion ou la séance, entraîne le retrait d'1 point sauf en cas de maladie, de fêtes religieuses, de contraintes scolaires ou de problèmes familiaux.

Tout Conseiller jeune qui perd son capital points est exclu du Conseil des jeunes. Pour des motifs graves et dans des situations exceptionnelles, certaines absences justifiées, ne seront pas décomptées du capital de points.

La Mission Participation et Engagement de la Jeunesse en relation avec les parents des Conseillers jeunes appréciera les caractères graves des motifs et exceptionnelles des situations.

7 **AVANTAGES**

Engagement de la collectivité :

- Prise en charge de l'ensemble des frais (transport, hébergement, restauration,…) lors des réunions, activités et déplacements du Conseil des jeunes
- Carte Atout Voir offerte à chaque Conseiller jeune en 2022 et 2023

Informatique et Libertés
Les Conseillers jeunes et leurs représentants légaux ont fait parvenir à la Mission Participation et engagement de la jeunesse un dossier d'inscription comprenant des données relatives à leurs identifications ainsi qu'à leurs vies personnelles et professionnelles. Ces informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé relatif à la participation citoyenne des jeunes âgés de 10 à 30 ans. Ces données sont conservées pendant une durée indéterminée. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les Conseillers jeunes et leurs représentants légaux peuvent exercer leur droit d'accès aux données les concernant et les faire rectifier en contactant la Mission Participation et engagement de la jeunesse.

ATELIERS DE PROJET
REGLEMENT

Dispositif de développement de projets collectifs sur la base du volontariat des 15-25 ans

Les Ateliers de projets constituent une nouvelle démarche de participation citoyenne des jeunes permettant aux 15-25 ans qui habitent Strasbourg de prendre part à la vie démocratique locale.

La Ville de Strasbourg lance un appel à la mobilisation permanent auprès des jeunes Strasbourgeois pour les inviter à partager leurs idées, leurs visions, leurs attentes et leurs aspirations.

À travers une plateforme numérique dédiée, les Strasbouregoies.es âgé.e.s de 15 à 25 ans pourront soit être à l'initiative d'un Atelier de projet (en proposant un projet) soit rejoindre un Atelier déjà en place. Les 15-25 ans partageront dans un premier temps leurs idées en ligne puis s'organiseront collectivement pour mener des projets à l'échelle des territoires ou de la ville, en lien avec la collectivité et, le cas échéant, avec les acteurs associatifs.

ARTICLE 1 / DÉFINITION

Pour soutenir et valoriser les initiatives des jeunes strasbourgeois âgés de 15 à 25 ans, la Ville de Strasbourg propose des Ateliers de projets.

Les Ateliers de projet permettent le développement de projets collectifs sur la base du volontariat des 15-25 ans

Ces ateliers favoriseront une expression démocratique directe et déclencheront un travail collectif, autour de projet thématiques ouverts à toutes et tous et ce, à diverses échelles. La plateforme numérique https://participer.strasbourg.eu servira à mobiliser les jeunes, à les mettre en relation entre eux mais aussi avec la collectivité et ses partenaires associatifs.

Ainsi, à tout moment, les jeunes pourront soit être à l'initiative d'un Atelier de projet ou rejoindre un atelier déjà en place. Les 15-25 ans partageront dans un premier temps leurs idées en ligne puis s'organiseront collectivement pour mener des projets à l'échelle des territoires, de la ville, en lien avec la collectivité et les acteurs associatifs.

En lien avec les associations, les 15-25 ans bénéficieront d'un accompagnement tant pour l'organisation des Ateliers de projet que pour la concrétisation des projets d'intérêt général dont ils sont à l'initiative.

Objectifs des Ateliers de projet :

- proposer un cadre de participation citoyenne plus ouvert et plus moderne
- instaurer un dialogue et des coopérations entre les jeunes, la collectivité et le monde associatif
- susciter des dynamiques collectives tant à l'échelle des territoires qu'à l'échelle de la ville
- soutenir et valoriser les projets d'intérêt général émanant des jeunes
- faciliter le dialogue direct avec les jeunes notamment lors des concertations initiées par la collectivité

Les Ateliers de projet sont des espaces qui permettent aux jeunes strasbourgeois âgés de 15 à 25 ans de proposer une idée et de l'ouvrir au plus grand nombre. Il s'agit d'impliquer un grand nombre de jeunes dans l'élaboration et la réalisation de projets initiés par des jeunes en favorisant des expériences collectives et des collaborations nouvelles.

Deux modes d'implication sont donc possibles :

- Soit en proposant un projet et en lançant un Atelier de projet ouvert aux 15-25 ans.
- Soit en choisissant et en s'impliquant dans un Atelier de projet.

ARTICLE 2 / CONDITIONS DE RECEVABILITE DU PROJET ET MODALITES DE LANCEMENT D'UN ATELIER DE PROJET

Le jeune qui est à l'initiative d'une idée de projet devra lancer un Atelier de projet et l'ouvrir largement aux 15-25 ans. Le lancement devra se faire via la plateforme dédiée https://participer.strasbourg.eu . Le jeune qui est à l'initiative du projet devient le référent tant pour les membres de l'Atelier de projet que pour la collectivité et ses partenaires associatifs.

Les initiatives des référents font l'objet d'une vérification de recevabilité et de faisabilité par la Ville de Strasbourg. Les Ateliers de projet en ligne (validés par la Ville de Strasbourg) répondront forcément à l'intérêt général local.

Tous les projets collectifs sont recevables à l'exclusion:

• d'étude ou de formation,

• de vacances ou de consommation de loisirs,

• de participation à des compétitions,

• ainsi que tout projet qui n'est pas à l'initiative directe du référent.

Les référents doivent être domiciliés à Strasbourg et âgés de 15 à 25 ans à la date d'inscription sur la plateforme numérique.

Lorsqu'un Atelier de projet est proposé, Il est possible de solliciter l'accompagnement d'une association qui aurait été préalablement identifiée ou non. Il est également possible de fonctionner en autonomie et en relation directement avec la Ville de Strasbourg (accompagnement technique et financier).

ARTICLE 3 / JURY

Le jury relatif au dispositif « Atelier de projet » est placé sous la présidence de l'Adjoint au maire en charge de la Jeunesse, et est composé d'élus, de techniciens de l'Eurométropole, d'associations et de jeunes.

Ce jury déterminera le montant de l'aide financière allouée (ou des moyens mis à disposition) aux jeunes.

ARTICLE 4 / NATURE DES PROJETS

Seront éligibles les projets relevant de l'intérêt général. Une attention toute particulière sera portée par le jury aux projets innovants et créatifs qui mobiliseront très largement les 15-25 ans.

ARTICLE 5 / PRÉSENTATION DU PROJET AU JURY

L'accompagnement dont bénéficieront les jeunes impliqués dans Ateliers de projet devra permettre aux jeunes de s'inscrire dans une démarche de construction de projet. Avec l'aide préalable des associations et/ou de la collectivité, les jeunes seront en capacité de présenter de manière claire les différentes étapes de leur projet. Les jeunes bénéficieront d'un accompagnement à la méthodologie de projet et d'une aide à la construction d'un budget prévisionnel.

L'examen du projet par le jury ne pourra se faire qu'après la transmission d'un dossier complet auprès du service instructeur de la collectivité.

Au moment du dépôt de son dossier, le référent devra fournir :

• un descriptif détaillé du projet : son thème, ses objectifs, son déroulement, sa durée, son lieu de réalisation, ses prolongements éventuels,

• l'état civil du référent de l'Atelier de projet,

• Le cas échéant, le nom et l'avis de l'association qui accompagne l'Atelier de projet,

• le budget prévisionnel équilibré (dépenses et recettes prévisionnelles),

• pour un référent mineur, l'attestation signée par son représentant,

• un justificatif de domicile du référent de l'Atelier de projet,

• Le cas échéant, l'attestation d'inscription de l'association auprès du Tribunal judiciaire,

• un relevé d'identité bancaire,

• une copie de la pièce d'identité du référent. Pour les associations de jeunes et les juniors associations: le budget prévisionnel de l'année en cours approuvé lors de la dernière Assemblée Générale de l'association.

ARTICLE 6 /CRITÈRES D'EXAMEN DES PROJETS

Le jury appréciera les projets en fonction des critères suivants :

• la pertinence de l'action au regard du territoire et du public ciblé,

• l'originalité du projet (objectifs et démarches),

• la faisabilité: l'évaluation des conditions techniques et financières de la réalisation du projet,

• les éventuels prolongements de l'action,

• la motivation.

ARTICLE 7 / MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE ALLOUÉE DIRECTEMENT AUX JEUNES

Le montant de l'aide financière allouée au projet se fera sur proposition du jury et décision de la Maire de Strasbourg. L'aide financière allouée sera d'un montant maximum de 5 000 euros et ne pourra pas financer la totalité du projet.

ARTICLE 8 / MODIFICATION ÉVENTUELLE DU PROJET

La réalisation du projet doit débuter au plus tard au moment du versement de l'aide financière par la collectivité. Toute modification dans la composition des membres de l'Atelier de projet, dans les objectifs, le budget ou le calendrier du projet, devra être portée à la connaissance du service instructeur de la collectivité. Les membres de l'Atelier de projet sont solidairement responsables de l'exécution du projet ; en cas de non-réalisation du projet, la collectivité exigera le reversement de l'intégralité de la subvention par le référent du projet.

ARTICLE 9 /PRODUCTION D'UN RAPPORT D'ACTIVITÉ

Les référents et les membres de l'Atelier de projet soutenus par la Ville de Strasbourg s'engagent à présenter un rapport d'activité dans les quatre mois suivant la réalisation de leur projet. Ce rapport sera composé notamment d'un bilan financier, d'un compte rendu d'activité et d'une évaluation de l'action. En cas de changement d'adresse avant le dépôt du rapport d'activité, le référent du projet s'engage à communiquer sa nouvelle adresse au service instructeur.

Les référents autorisent la Ville de Strasbourg, par acceptation du présent règlement, à diffuser leur rapport dans le cadre des actions de promotion et de communication qu'elle engagerait.

ARTICLE 10 /ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

Les référents s'engagent à souscrire les assurances nécessaires à la réalisation de leur projet. La Ville de Strasbourg rappelle que tous les membres des Ateliers de projet ne sont couverts que par leur propre assurance, qu'il s'agisse de leurs préjudices personnels ou de leur responsabilité civile.

ARTICLE 11 / COMMUNICATION

Les référents s'engagent également à mentionner le soutien de la Ville de Strasbourg sur tous leurs supports de communication : mention « avec le soutien de la Ville de Strasbourg dans le cadre des Ateliers de projet jeunesse » et ajout du logo de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

ARTICLE 12 /APPLICATION DU RÈGLEMENT

La participation à un Atelier de projet implique nécessairement l'acceptation du présent règlement et l'ensemble de ses clauses.

Conseil municipal du 24 juin 2022

Point 70 à l'ordre du jour :

Orientations de la Ville en matière de politique jeunesse et sur la mise en place d'un parcours de participation citoyenne et d'engagement pour les jeunes strasbourgeois.es.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 59 voix + 1
+ 1 voix : M. Serge OEHLER s'est abstenu alors qu'il souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix - 1

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°70

Orientations de la Ville en matière de politique jeunesse et sur la mise en place d'un parcours de participation citoyenne et d'engagement pour les jeunes strasbourgeois.es.

Pour	59	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	0	
Abstention	1	OEHLER Serge

71

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Programmation du Contrat de ville : deuxième étape de soutien aux projets pour l'année 2022.

Numéro V-2022-802

Le *Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg 2015-2022*, dont la durée a été prorogée d'un an jusqu'à fin 2023 par la loi de finances 2022, a été signé par 43 partenaires et porte un projet global d'équité urbaine et de cohésion sociale pour les habitant.es du territoire de la métropole, caractérisé par de très grandes inégalités socio-spatiales. Le Contrat de ville vise à mettre en œuvre une stratégie partagée de développement social, urbain et économique pour les 18 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de l'agglomération, dont les 13 QPV de la ville de Strasbourg.

L'appel à projets annuel constitue l'un des leviers pour répondre aux objectifs du Contrat de ville. Il s'agit, à travers des projets portés principalement par des associations, de renforcer sur des territoires fragiles l'action des politiques publiques pour contribuer à réduire les écarts socio-économiques entre les quartiers prioritaires et l'ensemble de la métropole, et améliorer les conditions de vie de leurs habitant.es. Les projets soutenus s'inscrivent en complément des actions menées dans le cadre de politiques publiques de droit commun et sont ainsi au service de l'innovation sociale. Ils constituent des réponses aux défis sociaux, démocratiques et environnementaux auxquels font face ces territoires et sont parties prenantes des politiques de réduction des inégalités.

L'appel à projets 2022 a été lancé le 1er octobre 2021 par l'Eurométropole de Strasbourg en concertation avec les partenaires co-financeurs (l'État, la Région Grand Est, la Collectivité Européenne d'Alsace, la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin, les communes de Strasbourg, Schiltigheim, Bischheim, Illkirch-Graffenstaden et Lingolsheim). Il prévoit deux échéances de dépôt de dossiers : une première qui avait été fixée au 15 novembre 2021 pour les projets se déroulant sur l'année civile 2021, et une seconde fixée au 1er avril 2022 pour les projets sur l'année scolaire 2022/2023.

Dans le cadre de cet appel à projets, les partenaires ont conjointement fixé les priorités suivantes :
- renforcer l'accompagnement des enfants et des jeunes en situation de fragilité sociale et éducative ;
- faciliter l'insertion et l'accès à l'emploi, en priorité des jeunes ;

- améliorer la qualité de vie des habitant.es, notamment :
  - renforcer le lien social à travers la médiation, le développement de l'offre de services de proximité et l'inclusion numérique ;
  - développer l'animation de proximité ;
  - accompagner les habitants à la transition écologique ;
- favoriser la prévention et la promotion de la santé ;
- soutenir les actions en faveur des femmes.

La présente délibération constitue la deuxième étape d'attribution de subventions aux porteurs de projets qui ont répondu à l'appel à projets 2022 du Contrat de ville. Elle sera suivie d'une autre étape de soutien à des projets qui se dérouleront principalement sur année scolaire 2022/2023. Elle propose de soutenir 73 projets pour un montant global de 252 450 €. 52 projets sont en reconduction et 21 sont de nouveaux projets. 14 projets relèvent plus spécifiquement du dispositif « Ville-Vie-Vacances ».

En cohérence avec la présentation de la précédente délibération relative à la première étape de soutien aux projets pour l'année 2022, le détail de l'ensemble des projets soutenus, présentés par programme du Contrat de ville et précisant le ou les quartiers d'intervention, figure en annexe jointe à la délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'attribuer au titre de la **Direction Urbanisme et Territoires – Direction de projet Politique de la ville**, les subventions suivantes :*

ARTENREEL *VVV Mon Environnement / Récup'Art*	**2 000 €**
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE *VVV Juillet 2022*	**3 000 €**
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DU BAS-RHIN *Anim' Ton Quartier (Animation du territoire – vacances scolaires)*	**6 000 €**
ASSOCIATION DES AMIS DES MAMIES GATEAUX *Ateliers de pâtisserie intergénérationnels*	**3 000 €**
ASSOCIATION GLOBALE *Semaine sport « Globale Tour »* *« Globale Street »*	**3 500 €** *1 750 €* *1 750 €*
ASSOCIATION LES DISCIPLES *VVV Séjour de vacances Juillet 2022. Thème : « Un été en Charente Maritime ! Nature et découverte »*	**3 600 €** *1 800 €*

VVV Séjour de vacances Août 2022. Thème : « Un été en Charente »	*1 800 €*
ASSOCIATION LES SONS D'LA RUE *Soutien aux actions FACC (Fabrique Artistique Culturelle et Citoyenne) prises en charge par LES SONS D' LA RUE*	**5 000 €**
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN *VVV Été 2022* *VVV Toussaint 2022* *Sport et bien être, place aux femmes*	**5 500 €** *2 000 €* *1 500 €* *2 000 €*
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATON *Animations éducatives et sociales* *Séjour familial dans le Haut Doubs*	**5 000 €** *4 000 €* *1 000 €*
ASSOCIATION TERRITORIALE GRAND EST DES CEMEA *Moi et les autres – collège Vauban*	**1 500 €**
ATELIERS AMASCO JOUER ET APPRENDRE *Organiser une semaine d'ateliers ludiques et éducatifs avec le CSC Côté Gare pendant les vacances d'été* *Organiser deux semaines d'ateliers ludiques et éducatifs avec le centre socioculturel l'Escale pendant les vacances d'été*	**2 000 €** *1 000 €* *1 000 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS *VVV Séjour estival 2022*	**5 000 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF *VVV Été 2022_Sports de pleine nature* *VVV Été 2022_Séjours de sensibilisation à la préservation du milieu marin*	**8 500 €** *1 500 €* *7 000 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER *Sortir du quartier pour grandir*	**3 500 €**
CENTRE SOCIOCULTUREL DU FOSSE DES TREIZE *VVV A la (re)conquête des jeunes*	**2 500 €**
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU *Les jeunes font leur court-métrage*	**2 000 €**
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATION FAMILIALES LAIQUES *Dé'Pause – Garderie solidaire du samedi*	**2 600 €**
DIMENSION CULTURELLE LOISIR INSERTION CITOYENNE *VVV D-CLIC Street Art*	**1 500 €**
DRUGSTORE *Ligne D*	**4 000 €**
ESPACE JALMIK CITE DES ARTS DU MONDE *Caravane Art'Découv'* *Chants et lamellophones*	**8 000 €** *5 000 €* *3 000 €*
GOSPEL KIDS *Chantons en chœur pour un monde meilleur*	**3 000 €**
HUMEUR AQUEUSE *Atelier de création textile et vestimentaire de Hautepierre*	**8 000 €** *3 000 €* *2 000 €*

Atelier de création textile et vestimentaire de la Cité des Ecrivains et du Neuhof *Atelier de création textile et vestimentaire de l'Elsau et de la Montagne Verte - Molkenbronn - Murhof*	 *3 000 €*
JEUNES EQUIPES D'EDUCATION POPULAIRE *Courts Séjours Éducatifs et Culturels et de rupture 2022* *« Détour »*	**3 800 €** *2 500 €* *1 300 €*
ASSOCIATION LE MIGOU *Cadet de la prévention Strasbourg*	**2 000 €**
LA GRENZE *Terrasse Culturelle - Programme d'ateliers brico-récup' avec Creative Vintage*	**2 600 €**
LES DEFRICHEURS *Exposition, "des métiers inspirants et d'avenir"*	**3 200 €**
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO *VVV Séjour Été 2022* *VVV Animations Été 2022*	**5 000 €** *1 500 €* *3 500 €*
MEMOIRES VIVES *LA FACC ''Fabrique Artistique Culturelle et Citoyenne'' : soutien aux actions prises en charge par la Cie Mémoires Vives 2022*	**5 000 €**
MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT *La Maison Digitale à la Cité Ampère*	**3 000 €**
NOUVELLE LIGNE *Customisation, recyclage de skateboard et fabrication de modules dédiés à la pratique des sports de glisse (skateboard, roller, trottinette freestyle) + stage* *Mise en place de cours de découverte et d'initiation aux sports de glisse auprès des jeunes du quartier Port du Rhin* *Mise en place de cours de découverte et d'initiation aux sports de glisse auprès des jeunes des quartiers prioritaires Hautepierre et Cronenbourg*	**4 500 €** *2 000 €* *1 000 €* *1 500 €*
STAMTISH *Stamtish, Réseau Solidaire autour de l'Assiette : faciliter l'inclusion sociale et professionnelle des personnes issues des migrations, tout en luttent contre les discriminations*	**3 000 €**
TRANSC3ND *Mask'ar'ade – Artefactory*	**1 500 €**
UNIS VERS LE SPORT *VVV Mini-Camps itinérants Vélo*	**800 €**

*d'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **123 100 €** sur la ligne suivante : fonction 020, nature 6574, activité DL04B, programme 8012, dont le solde disponible avant conseil s'élève à 187 565 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction de la Culture – Mission Développement des Publics**, les subventions suivantes :*

AVLAB *Ateliers d'initiation DIY aux machines-outils numériques du Fablab des ateliers Éclairés à la COOP*	**5 000 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS *Actions culturelles au Port du Rhin 2022/2023*	**7 000 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE *Cultures Jeunesse*	**2 500 €**
COLLEGE DU STOCKFELD *Orchestre à l'école*	**3 800 €**
ECOLE REGIONALE DU PREMIER DEGRE *Habiter la Terre*	**8 000 €**
LES BRUITS DE LA LUNE *Deux projets TAB LAB à Strasbourg : dans le quartier Port du Rhin et dans le quartier Ampère*	**2 850 €**
LIFETIME PROJECTS *Le rendez-vous Cité Sp'Art du Monde, programmation culturelle mensuelle à destination des habitants du QPV Vauban Cité-Spach*	**4 000 €**
MIRA – MEMOIRES DES IMAGES REANIMEES *Hors champs*	**5 000 €**
RUE MEDITERRANEE *Chœur de la Méditerranée*	**5 000 €**
STIMULTANIA *Développement et diffusion du coffret "Images et Mots du travail"* *Affaire de famille*	**4 000 €** *2 000 €* *2 000 €*
TRANSC3ND *Mask'ar'ade – Artefactory* *Entre2rives Entre2prises*	**4 500 €** *1 500 €* *3 000 €*

*d'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **51 650 €** sur la ligne suivante : fonction 33, nature 6574, activité CU01G, programme 8087, dont le solde budgétaire disponible avant Conseil s'élève à 407 750 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction des Sports**, les subventions suivantes :*

NOUVELLE LIGNE *Mise en place de cours de découverte et d'initiation aux sports de glisse auprès des jeunes du quartier Port du Rhin* *Mise en place de cours de découverte et d'initiation aux sports de glisse auprès des jeunes des quartiers prioritaires Hautepierre et Cronenbourg*	**2 400 €** *1 200 €* *1 200 €*
AVENIR JEUNESSE FOOTBALL HAUTEPIERRE *Favoriser la pratique encadrée du football à Hautepierre*	**3 000 €**
NEUHOF FUTSAL *Programme d'entraînement pour l'insertion des talents par l'éthique sportive (PEPITES))*	**5 000 €**

*d'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **10 400 €** sur la ligne suivante : fonction 415, nature 6574, activité SJ03B, programme 8056 dont le solde disponible avant Conseil s'élève à 10 400 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction de l'Enfance et de l'Éducation – Service Périscolaire Éducatif**, la subvention suivante :*

ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE *Le mentorat : accompagnement individuel à domicile sur deux ans*	**15 000 €**

d'imputer le montant ci-dessus sur la ligne suivante : fonction 255, nature 6574, activité DE02 C, programme 8028 dont le solde disponible avant Conseil s'élève à 277 400 €.

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités Santé Jeunesse – Service Jeunesse Éducation Populaire**, les subventions suivantes :*

ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE *Le mentorat : accompagnement individuel à domicile sur deux ans*	**16 000 €**
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE *Spach en fête*	**3 000 €**
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS *Animation de rue, août 2022*	**3 100 €**
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE *Quand les voisins s'emmêlent*	**5 000 €**
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU *MNO : Média participatif de la Meinau* *Un été à la Meinau #3 : quartiers d'été 2022*	**14 000 €** *10 000 €* *4 000 €*
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL MONTAGNE VERTE *Criées publiques*	**1 000 €**
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO *Fête du Polygone 2022*	**1 600 €**

*d'imputer les montants ci-dessus, représentant la somme de **43 700 €** sur la ligne suivante : sous la fonction 422, nature 6574, activité AS11C, programme 8013 dont le solde disponible avant Conseil s'élève à 3 179 613 €.*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités Santé Jeunesse – Département Développement des Politiques Sociales**, les subventions suivantes :*

ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE *Activités linguistiques ARES QPV Vauban septembre 2022-juin 2023*	**1 000 €**
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE *Apprentissage de la langue française*	**1 600 €**
L'INFORMATIQUE SOLIDAIRE *Action en faveur du numérique pour les familles*	**3 000 €**
SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS *Ateliers couture et création textile*	**3 000 €**

*d'imputer les montants ci-dessus qui représentent la somme de **8 600 €** sur la ligne suivante : fonction 520, nature 6574, activité AS01B, programme 8003 dont le solde disponible avant Conseil s'élève à 158 499 €.*

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147316-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ARTENREEL	VVV Mon Environnement / Récup'Art	RENOUVELLEMENT	Hohberg, Koenigshoffen-Est	2 600 €	2 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	VVV Eté 2022	RENOUVELLEMENT	Hohberg, Koenigshoffen-Est	2 000 €	0 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	VVV Toussaint 2022	RENOUVELLEMENT	Hohberg, Koenigshoffen-Est	1 500 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE	VVV Juillet 2022	PREMIERE	Spach	3 000 €		3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION LES DISCIPLES	VVV Séjour de vacances juillet 2022 Thème : "un été en Charente Maritime !" "Nature et Découverte"	RENOUVELLEMENT	Cronenbourg	1 800 €	1 800 €	1 800 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION LES DISCIPLES	VVV Séjour de vacances août 2022 Thème : "un été en Charente"	RENOUVELLEMENT	Cronenbourg	1 800 €	1 800 €	1 800 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS	VVV Séjour estival 22	RENOUVELLEMENT	Port du Rhin	5 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	VVV ETE 2022_Sports de pleine nature	RENOUVELLEMENT	Neuhof	2 000 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU NEUHOF	VVV ETE 2022_Séjours de sensibilisation à la préservation du milieu marin	PREMIERE	Neuhof	7 000 €		7 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	VVV A la (re)conquête des jeunes	RENOUVELLEMENT	Laiterie	5 000 €	2 000 €	2 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
DIMENSION CULTURELLE LOISIR INSERTION CITOYENNE	VVV D-CLIC Street Art	PREMIERE	Cronenbourg	1 500 €		1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO	VVV Séjours Eté 2022	RENOUVELLEMENT	Neuhof	4 000 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO	VVV Animations Eté 2022	RENOUVELLEMENT	Neuhof	3 500 €	1 000 €	3 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
UNIS VERS LE SPORT	VVV Mini-Camps itinérants Vélo	PREMIERE	Neuhof-Meinau	800 €		800 €	Direction de Projet Politique de la Ville
JEUNESSE - DISPOSITIF VILLE VIE VACANCES : 35 400 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATON	Animations éducatives et sociales	PREMIERE	Elsau	4 000 €		4 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DU BAS-RHIN	Anim'Ton Quartier (Animation du territoire - vacances scolaires)	RENOUVELLEMENT	Spach	14 000 €	6 000 €	6 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION GLOBALE	Semaine sport "Globale Tour"	RENOUVELLEMENT	Spach	1 750 €	1 750 €	1 750 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION GLOBALE	"Globale Street"	RENOUVELLEMENT	Spach	1 750 €	1 750 €	1 750 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION TERRITORIALE GRAND EST DES CEMEA	Moi et les autres - collège Vauban	RENOUVELLEMENT	Spach	1 500 €	1 500 €	1 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
JEUNES EQUIPES D EDUCATION POPULAIRE	Courts Séjours Educatifs et Culturels et de rupture 2022	PREMIERE	Neuhof - Meinau	1 200 €		2 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
JEUNES EQUIPES D EDUCATION POPULAIRE	"Détour"	PREMIERE	Hautepierre	1 300 €		1 300 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION LE MIGOU	Cadet de la prévention Strasbourg	RENOUVELLEMENT	Neuhof-Meinau	4 500 €	1 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'EDUCATION ET D'ANIMATON	Séjour familial dans le Haut Doubs	PREMIERE	Koenigshoffen Est Hohberg	1 500 €		1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville

ATELIERS AMASCO JOUER ET APPRENDRE	Organiser une semaine d'ateliers ludiques et éducatifs avec le CSC Côté Gare pendant les vacances d'été	PREMIERE	Laiterie	2 000 €		1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ATELIERS AMASCO JOUER ET APPRENDRE	Organiser deux semaines d'ateliers ludiques et éducatifs avec le centre socioculturel l'Escale pendant les vacances d'été	PREMIERE	Cité de l'Ill	2 000 €		1 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	Sortir du quartier pour grandir	RENOUVELLEMENT	Hohberg, Koenigshoffen-Est	3 500 €	3 000 €	3 500 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Les jeunes font leur court-métrage	PREMIERE	Meinau	2 000 €		2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ESPACE JALMIK CITE DES ARTS DU MONDE	Caravane Art'Décou'	RENOUVELLEMENT	Cité de l'Ill Spach Neuhof-Meinau Hautepierre	10 275 €	4 500 €	5 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS	Animation de rue, Août 2022	RENOUVELLEMENT	Port du Rhin	3 100 €	3 100 €	3 100 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Un été à la Meinau #3 : quartiers d'été 2022	RENOUVELLEMENT	Meinau	4 000 €	4 000 €	4 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
JEUNESSE : 41 400 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
STAMTISH	Stamtish, Réseau Solidaire autour de l'Assiette : faciliter l'inclusion sociale et professionnelle des personnes issues des migrations, tout en luttent contre les discriminations.	PREMIERE	STRASBOURG, Quartier Prioritaire De Lingolsheim, Marais, Quartiers Ouest	15 000 €		3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS : 3 000 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Sport et Bien être, place aux femmes	RENOUVELLEMENT	Hohberg, Koenigshoffen-Est	9 385 €	3 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
EGALITE FEMMES - HOMMES : 2 000 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (STRASBOURG)	Activités linguistiques ARES QPV Vauban septembre 2022-juin 2023	RENOUVELLEMENT	Spach	7 032 €	2 000 €	1 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE	Apprentissage de la langue française	RENOUVELLEMENT	Cité de l'Ill	1 600 €	3 500 €	1 600 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
APPRENTISSAGE ET MAITRISE DE LA LANGUE FRANCAISE : 2 600 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	Le mentorat : accompagnement individuel à domicile sur deux ans	RENOUVELLEMENT	Molkenbronn, Laiterie, Cité De L'Ill, Elsau, Cronenbourg, Spach, Koenigshoffen-Est, Neuhof - Meinau, Hautepierre	56 000 €	31 000 €	31 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire (16 000 €) + Direction de l'Enfance et de l'Education - Service Périscolaire Educatif (15 000 €)
PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE : 31 000 €							

Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
CONSEIL DEP ASS FAMILIALES LAIQUES	Dé'Pause - Garderie Solidaire du Samedi	PREMIERE	Cronenbourg	2 690 €		2 600 €	Direction de Projet Politique de la Ville
SOUTIEN A LA PARENTALITE : 2 600 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
MEMOIRES VIVES	LA FACC ''Fabrique Artistique Culturelle et Citoyenne'' : Soutien aux actions prises en charge par la Cie Mémoires Vives 2022	RENOUVELLEMENT	Elsau, Neuhof - Meinau	7 000 €	0 €	5 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION 'LES SONS D'LA RUE'	Soutien aux actions FACC (Fabrique Artistique Culturelle et Citoyenne) prises en charge par LES SONS D' LA RUE	RENOUVELLEMENT	Elsau, Neuhof - Meinau	6 000 €	0 €	5 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
DRUGSTORE	Ligne D	RENOUVELLEMENT	Port Du Rhin	7 000 €	4 000 €	4 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
GOSPEL KIDS	Chantons en choeur pour un monde meilleur	RENOUVELLEMENT	Hautepierre, Ampère, Cité De L'Ill, Koenigshoffen-Est	10 000 €	5 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ESPACE JALMIK CITE DES ARTS DU MONDE	Chants et lamellophones	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau, Hautepierre, Spach	3 000 €	0 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
TRANSC3ND	Mask'ar'ade - Artefactory	RENOUVELLEMENT	Port du Rhin	3 000 €	1 500 €	3 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics (1 500 €) + Direction de Projet Politique de la Ville (1 500 €)
TRANSC3ND	Entre2rives Entre2prises	PREMIERE	Port du Rhin	3 000 €		3 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
AVLAB	Ateliers d'initiation DIY aux machines-outils numériques du Fablab des ateliers Eclairés à la COOP	RENOUVELLEMENT	Port du Rhin	5 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
CSC MONTAGNE VERTE	Cultures jeunesse	RENOUVELLEMENT	Molkenbronn Murhof	2 500 €	2 000 €	2 500 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS	Actions culturelles au Port du Rhin 2022/2023	RENOUVELLEMENT	Port du Rhin	7 000 €	7 000 €	7 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
COLLEGE DU STOCKFELD	Orchestre à l'école	RENOUVELLEMENT	Neuhof-Meinau	3 800 €	3 800 €	3 800 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
ECOLE REGIONALE DU PREMIER DEGRE	Habiter la Terre	RENOUVELLEMENT	Strasbourg	8 000 €	8 000 €	8 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
LES BRUITS DE LA LUNE	Deux projets Tab Lab à Strasbourg : dans le quartier Port du Rhin et dans le quartier Ampère	PREMIERE	Ampère	3 600 €		2 850 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
LIFETIME PROJECTS	Le rendez-vous Cité Sp'Art du Monde, programmation culturelle mensuelle à destination des habitants du QPV Vauban Cité-Spach	RENOUVELLEMENT	Spach	4 700 €	4 000 €	4 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
MIRA - MEMOIRES DES IMAGES REANIMEES	Hors champs	PREMIERE	Neuhof-Meinau	5 000 €		5 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics

RUE MEDITERRANEE	Chœur de la Méditerranée	RENOUVELLEMENT	Hohberg Port Du Rhin Laiterie Guirbaden	6 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
STIMULTANIA	Développement et diffusion du coffret "Images et Mots du travail"	RENOUVELLEMENT	Laiterie	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
STIMULTANIA	Affaire de famille	RENOUVELLEMENT	Laiterie	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de la Culture - Mission Développement des Publics
ACCES AUX EQUIPEMENTS ET PROJETS CULTURELS : 73 150 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
LES DEFRICHEURS	Exposition, "des métiers inspirants et d'avenir"	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	3 200 €	3 000 €	3 200 €	Direction de Projet Politique de la Ville
PARCOURS VERS L'EMPLOI : 3 200 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
HUMEUR AQUEUSE	Atelier de création textile et vestimentaire de Hautepierre	RENOUVELLEMENT	Hautepierre	6 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
HUMEUR AQUEUSE	Atelier de création textile et vestimentaire de la Cité des Ecrivains et du Neuhof	RENOUVELLEMENT	Quartiers Ouest Marais Guirbaden Neuhof	8 000 €	3 500 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
HUMEUR AQUEUSE	Atelier de création textile et vestimentaire de l'Elsau et de la Montagne Verte - Molkenbronn - Murhof	RENOUVELLEMENT	Elsau Molkenbronn Murhof	6 000 €	3 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
SECOURS POPULAIRE	Ateliers couture et création textile	RENOUVELLEMENT	Strasbourg	4 500 €	3 000 €	3 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
QUALIFICATIONS ET COMPETENCES : 11 000 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
NOUVELLE LIGNE	Customisation, recyclage de skateboard et fabrication de modules dédiés à la pratique des sports de glisse (Skateboard, Roller, Trottinette freestyle) + stage	RENOUVELLEMENT	Port du Rhin Cronenbourg Hautepierre	4 000 €	2 000 €	2 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
NOUVELLE LIGNE	Mise en place de cours de découverte et d'initiation aux sports de glisse auprès des jeunes du quartier Port du Rhin	RENOUVELLEMENT	Port du Rhin	3 000 €	2 000 €	2 200 €	Direction des Sports (1 200 €) + Direction de Projet Politique de la Ville (1 000 €)
NOUVELLE LIGNE	Mise en place de cours de découverte et d'initiation aux sports de glisse auprès des jeunes des quartiers prioritaires Hautepierre et Cronenbourg	RENOUVELLEMENT	Hautepierre Cronenbourg	3 000 €	2 700 €	2 700 €	Direction des Sports (1 200 €) + Direction de Projet Politique de la Ville (1 500 €)
AVENIR JEUNESSE FOOTBALL HAUTEPIERRE	Favoriser la pratique encadrée du football à Hautepierre	PREMIERE	Hautepierre	7 500 €		3 000 €	Direction des Sports
NEUHOF FUTSAL	Programme d'entraînement pour l'insertion des talents par l'éthique sportive (PEPITES)	RENOUVELLEMENT	Neuhof	11 000 €	5 000 €	5 000 €	Direction des Sports
SPORT : 14 900 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
ASSOCIATION DES AMIS DE MAMIES GATEAUX	Ateliers de pâtisserie intergénérationnels	PREMIERE	Neuhof-Meinau	5 000 €		3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE (ARES)	Spach en fête	PREMIERE	Spach	3 000 €		3 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire

CENTRE SOCIO CULTUREL DU FOSSE DES TREIZE	Quand les voisins s'emmêlent	RENOUVELLEMENT	Laiterie	8 000 €	2 500 €	5 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO	Fête du Polygone 2022	RENOUVELLEMENT	Neuhof	1 665 €	2 250 €	1 600 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
LIEN SOCIAL - INTERCULTURALITE : 12 600 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	MNO : MEDIA PARTICIPATIF DE LA MEINAU	RENOUVELLEMENT	Neuhof - Meinau	12 000 €	10 000 €	10 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
CSC MONTAGNE VERTE	Criées publiques	PREMIERE	Murhof, Molkenbronn	1 159 €		1 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Service Jeunesse Education Populaire
CITOYENNETE : 11 000 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
L' INFORMATIQUE SOLIDAIRE	Action en faveur du numérique pour les familles	RENOUVELLEMENT	Marais, Guirbaden, Elsau, Quartiers Ouest	3 500 €	3 500 €	3 000 €	Direction Solidarités Santé Jeunesse - Département Développement des Politiques Sociales
MIGRATION SOLIDARITE ET ECHANGE POUR LE DEVELOPPEMENT	La Maison Digitale à la Cité Ampère	RENOUVELLEMENT	Ampère	5 000 €	5 000 €	3 000 €	Direction de Projet Politique de la Ville
INCLUSION NUMERIQUE - ACCES AUX DROITS : 6 000 €							
Bénéficiaire	Projet	Première / reconduction	QPV	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé	Financeur
LA GRENZE	La Grenze - Terrasse Culturelle - Programme d'ateliers brico-récup' avec Creative Vintage	PREMIERE	Laiterie, Koenigshoffen-Est	2 600 €		2 600 €	Direction de Projet Politique de la Ville
ENVIRONNEMENT : 2 600 €							

72

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Attribution de subventions au titre de la santé.

Numéro V-2022-816

La collectivité mène sur son territoire une politique publique ambitieuse en faveur de la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé et accompagne, en lien étroit avec les partenaires institutionnels et associatifs, des projets structurants de santé publique et de promotion de la santé.

Le cadre d'intervention de ces actions est en cours de renouvellement (démarche partenariale du Contrat local de santé (CLS) de 3ème génération). Dès 2021, et en copilotage avec l'Agence régionale de santé Grand Est, ce travail s'est appuyé sur une évaluation soutenue de la dynamique partenariale impulsée par les premières générations des CLS dans la réalisation d'actions innovantes répondant aux besoins spécifiques de santé du territoire. Articulée autour de deux approches structurantes (populationnelle et thématiques), cette nouvelle génération du CLS sera signée à l'automne 2022 et fera l'objet d'une délibération spécifique.

La présente délibération propose la poursuite des engagements de la collectivité en matière de soutien des actions dans le champ de l'accès aux droits et soins des personnes les plus vulnérables, de la réduction des risques ainsi que sur le champ de la lutte contre la sédentarité et la promotion de l'équilibre alimentaire. Il est donc proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 304 900 €.

Jeff	**7 500 €**

Fonctionnement général

L'association Jeff travaille à l'insertion de personnes rétablies de leur maladie psychique au moyen d'une entraide mutuelle : la pair-aidance. Il s'agit de partage d'expérience de la maladie avec des personnes malades, d'un accompagnement de personnes ayant la volonté de devenir autonomes dans la vie de tous les jours.
L'association est engagée dans le Conseil local de santé mentale (CLSM).

Sos hépatites Alsace	**10 000 €**

Fonctionnement général

L'association propose un accueil, une information et une orientation des personnes atteintes d'une hépatite virale, elle assure un soutien psychologique et une aide aux démarches. L'association fonctionne sur la base du bénévolat.
L'association s'est engagée dans une démarche partenariale pour l'action «Strasbourg-Ville zéro hépatite C » inscrite dans le Contrat local de santé Ville, axe III «prévenir et réduire les conduites à risques ». Il s'agit d'une action articulée autour des questions de prévention, de dépistage et du traitement auprès de la population, des plus vulnérables ainsi que des professionnels de santé.

Aides - territoire Alsace	**20 000 €**

Fonctionnement général

L'association poursuit ses activités de prévention et de soutien en direction des personnes atteintes de pathologies graves comme le sida, les hépatites B et C :
- actions de soutien individuel (accueil physique ; action juridique),
- actions de soutien collectif (en direction des personnes d'origine étrangère),
- actions de prévention (actions spécifiques auprès des homosexuels ; information / prévention auprès du grand public).

Association de lutte contre la toxicomanie - ALT	**12 000 €**

Fonctionnement du CSAPA

La participation de la collectivité est destinée au financement de la mission de réduction des risques de la salle d'accueil du Centre d'Accueil et de Soins. Cette mission vise la prévention de la transmission des infections, de la mortalité par surdose par injection de drogue intraveineuse, des dommages sociaux et psychologiques liés aux addictions.

Centre d'information régional sur les drogues et les dépendances - CIRDD	**2 500 €**

Fonctionnement général

Association ressource en matière d'addictions, l'association propose, surtout pour les professionnels, information, documentation, conseil méthodologique et formation.

Ithaque	**70 000 €**

Fonctionnement général

L'association qui résulte de la fusion des deux associations « Réseau des microstructures médicales » et « Espace indépendance» est engagée dans des projets majeurs pour le territoire en matière de réduction des risques, en collaboration étroite avec la collectivité. Elle a pour objet :
- l'accueil et les soins des personnes présentant des addictions et leur entourage, dans leurs dimensions médicale, sociale, psychologique et environnementale ;
- le développement d'actions de prévention et de réduction des risques dans le champ des addictions ;
- le développement d'un travail de réseau en médecine de ville, par la mise en œuvre de microstructures de soins de proximité ;

- de la mise en œuvre et de la publication de travaux de recherche et d'évaluation dans le domaine des addictions ;
- l'organisation d'actions de formation, d'information et de sensibilisation concernant les addictions.

Médecins du monde	**20 500 €**

Fonctionnement du Centre d'Accueil, de Soins et d'Orientation & de la mission mobile de soins de proximité

Fonctionnement du Centre d'Accueil, de Soins et d'Orientation *10 500 €*

L'action s'adresse à des personnes sans abri, par un accueil inconditionnel via des permanences (avec ou sans rdv) plusieurs fois par semaine pour des consultations médicales de la prévention et du dépistage. Le centre mène également un accompagnement vers une prise en charge par les dispositifs de droit commun.

Fonctionnement de la mission mobile de soins de proximité *10 000 €*

Mise en place de maraudes, d'une clinique mobile et d'actions de médiation en santé à destination de personnes en situation de précarité et d'exclusion. Les équipes médicales de Médecins du monde vont à la rencontre des personnes sans-abri pour leur offrir une écoute, un soutien psychologique et une aide médico-sociale. La mission fonctionne sous forme de maraudes faites la nuit dans un véhicule ambulance mis à disposition gratuite par les Hôpitaux universitaires de Strasbourg.

Association Euro Cos humanisme et Santé, groupe pluri-professionnel européen de réflexion et de formation en santé	**1 000 €**

Le projet : les ressources humaines en santé, réalités et perspectives

L'association organise chaque année des rencontres pluridisciplinaires, pluri professionnelles et pluri générationnelles en santé. Cette année, les rencontres annuelles Georges Canguilhem auront lieu à l'Université sur le thème : "Les ressources humaines en santé. Réalités et perspectives" les 7 et 8 octobre 2022. Elles accueilleront étudiant.e.s de toutes disciplines, professionnel.le.s et chercheur.se.s en santé autour de réflexions médicales, sociologiques, économiques, philosophiques et juridiques portant sur la société.

GIP Maison sport santé	**161 400 €**

Fonctionnement général

L'installation officielle du GIP Maison sport santé depuis le 1er janvier 2021 permet de poursuivre et développer l'engagement des partenaires au profit de l'activité physique et de la lutte contre la sédentarité, pour tous les publics et tous les âges, à travers une diversité de missions. Après une première année d'exercice marquée par un équilibre budgétaire à stabiliser, la collectivité poursuit son soutien aux activités et dispositifs de la Maison sport santé (MSS) de Strasbourg, notamment à travers :

- la contribution au soutien des associations sportives partenaires des dispositifs PRECCOSS et Sport Santé sur Ordonnance ;
- la contribution aux activités physiques adaptées réalisées au sein des piscines ;
- la poursuite de l'action Sport Santé sur ordonnance menée en direction des personnes rencontrant des troubles psychiatriques stabilisés ;
- la contribution à l'aide à l'organisation de la 5ème édition des Assises nationales et européennes du Sport Santé sur ordonnance, se déroulant le 10 octobre prochain à l'occasion des 10 ans du lancement du programme « Sport Santé sur ordonnance » ;
- la contribution aux charges de fonctionnement courantes de la MSS.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. Jeff	*7 500 €*
2. SOS hépatites Alsace	*10 000 €*
3. Aides - territoire Alsace	*20 000 €*
4. Association de lutte contre la toxicomanie - ALT	*12 000 €*
5. Centre d'information régional sur les drogues et les dépendances - CIRDD	*2 500 €*
6. Ithaque	*70 000 €*
7. Médecins du monde	*20 500 €*
8. Association euro cos humanisme et santé groupe pluri-professionnel européen de réflexion et de formation en santé	*1 000 €*
9. GIP Maison sport santé	*161 400 €*
TOTAL	*296 500 €*

- *d'imputer les subventions au compte AS05D –6574– 512 – prog. 8006 dont le disponible avant le présent Conseil est de 414 752 €*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147327-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Annexe n°1 :Attribution de subventions au titre de la santé

Association	nature de la demande	Montant demandé	allouée en 2021	subvention proposée au CM du 24 juin 2022
Jeff	le fonctionnement général	10 000,00 €	7 500 €	7 500,00 €
SOS hépathites Alsace	le fonctionnement général	10 000,00 €	10 000 €	10 000,00 €
Aides - territoire Alsace	le fonctionnement général	20 000,00 €	20 000 €	20 000,00 €
Association de lutte contre la toxicomanie - ALT	Fonctionnement du CSAPA	19 845,00 €	12 000 €	12 000,00 €
Centre d'information régional sur les drogues et les dépendances - CIRDD	le fonctionnement général	2 500,00 €	2 500 €	2 500,00 €
Ithaque	le fonctionnement général	70 000,00 €	70 000 €	70 000,00 €
Médecins du monde	Fonctionnement du Centre d'Accueil, de Soins et d'Orientation	15 000,00 €	10 500 €	10 500,00 €
Médecins du monde	La mission mobile de soins de proximité	15 000,00 €	10 000 €	10 000,00 €
Association Euro-cos humanisme et santé	Le projet : les ressources humaines en santé, réalités et perspectives	1 000,00 €	1 000 €	1 000,00 €
GIP Maison sport santé	le fonctionnement général	236 300,00 €	168 400 €	161 400,00 €
TOTAL		399 645,00 €	311 900 €	304 900,00 €

73

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Attribution de subventions au titre des solidarités, de la ville inclusive et de l'égalité de genre.

Numéro V-2022-821

Dans un contexte de pandémie et de guerre aux portes de l'Europe, la ville de Strasbourg fait constat de l'accroissement des inégalités sociales sur son territoire, de cristallisation des situations de précarité et des disparités existantes entre ses quartiers. Le rôle de la collectivité, forte de son héritage bismarckien et de la délégation de compétences de la Collectivité européenne d'Alsace en matière d'action sociale, est de protéger, prendre soin et d'accompagner aux mieux les habitantes et habitants face à ces situations de vulnérabilité. L'intérêt des citoyennes et citoyens engage la Ville à mener une politique ambitieuse de lutte contre les inégalités, contre la pauvreté, promouvant l'égalité des chances, la dignité humaine et l'accès aux droits. Une attention particulière est portée à celles et ceux dont l'identité ou les parcours de vie les conduisent à cumuler les difficultés : ils et elles doivent être d'autant plus protégé·es et la municipalité mobilise de multiples leviers pour favoriser leur autonomie et leur pleine intégration dans la vie de la cité.

A cet effet, la ville de Strasbourg soutient notamment de nombreux partenaires associatifs dans les domaines des solidarités, et en faveur de la ville inclusive. Il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 3 053 412 €. Cette somme comprend notamment un montant de 1 720 674 € dédié au maintien de places d'hébergement pérennes.

1. Ville Hospitalière

La crise ukrainienne a rappelé avec force les difficiles conditions auxquelles font invariablement face les réfugié·es quels que soient leur origine, leur genre, leur orientation sexuelle, leur santé, leur âge, ou encore leur couleur de peau. Dans le cadre de la démarche « Strasbourg, Ville Hospitalière », la Ville s'engage à renforcer ses dispositifs de droit commun et développer une politique volontariste pour répondre aux besoins fondamentaux d'autonomie et d'inclusion des personnes migrantes nouvellement arrivées sur son territoire et ce, de manière inconditionnelle. Elle soutient les associations qui œuvrent dans ce champ d'action.

Cette volonté politique s'inscrit dans le respect des traditions humanistes locales, nationales et internationales et du devoir de protection de tou·tes les habitant·es, en luttant contre les inégalités sociales et de santé et les discriminations. Un soutien concernant trois associations œuvrant dans ce champ vous est ici proposé :

Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile à Strasbourg - CASAS	**110 000 €**
Fonctionnement général	*104 000 €*
Aides matérielles directes aux familles avec enfants sans ressources	*6 000 €*

Créée en 1984, l'association CASAS agit principalement autour des trois axes suivants :

- accueillir les demandeur·ses d'asile et les accompagner dans la constitution de leur recours à la Cour Nationale du Droit d'Asile puis au long de la procédure, les orienter dans leurs différentes démarches, notamment pour la prise en charge médicale si nécessaire, et tous les besoins de première nécessité,

- proposer des temps de découverte du pays d'accueil et de la langue française, ainsi que des moments de détente et de convivialité autour de thèmes et d'ateliers,

- informer sur le droit d'asile en sensibilisant le grand public aux difficultés spécifiques rencontrées par les personnes en quête de refuge.

Certaines familles accompagnées par l'association CASAS sont en grande détresse matérielle et psychologique. Elles se trouvent sans ressources, sans possibilité de prise en charge en CADA. L'association assure son soutien à ces familles, notamment par une prise en charge alimentaire adaptée, prise en charge de frais de restauration scolaire et frais de transport. Cette action est cofinancée avec des partenaires caritatifs.

Une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (CPOM) lie la Ville et l'association pour les années 2020 à 2022.

Cimade - service œcuménique d'entraide	**20 000 €**
Fonctionnement général	

L'association poursuit et développe des actions d'accueil, d'accès aux droits pour les étranger·ères en difficulté et de sensibilisation du grand public sur la situation des populations migrantes. Son expertise juridique est reconnue par l'ensemble des partenaires qui la sollicitent de plus en plus compte tenu des évolutions législatives et réglementaires actuelles. Après avoir réorganisé l'accueil, l'association a ouvert une permanence supplémentaire pour les jeunes majeurs isolés, compte tenu de la demande croissante. Elle développe une action collective en direction des femmes étrangères victimes de violence conjugale. Elle intervient également auprès de la Maison d'arrêt de l'Elsau.

Aumônerie universitaire catholique centre Bernanos	**15 000 €**

Le centre Bernanos prend en charge, depuis plusieurs années, des jeunes migrant·es isolé·es au seuil de leur majorité. Ces jeunes sont accueilli·es en dehors de tout dispositif dans l'attente d'une reconnaissance de minorité après appel ou si la minorité n'est pas reconnue, du traitement de leur demande d'asile traditionnelle.
Le Centre les accueille, les héberge, les nourrit et contribue à leur insertion scolaire, sociale sur le territoire en lien avec des acteurs et actrices mobilisé·e·s : Caritas, Thémis, la maison des adolescents, clubs sportifs, Centre médico psychologique (CMP), des habitant·es bénévoles...

2. Lutte contre l'exclusion

Le respect de la dignité humaine requiert de répondre à la fois aux besoins primaires des personnes par un accès à la nourriture, à un toit et aux soins mais aussi aux besoins fondamentaux tels que l'éducation, la culture, un emploi convenable, la vie familiale.

La Ville de Strasbourg veille au respect de ces droits et favorise l'inclusion de toutes et tous sur le territoire par un soutien aux acteurs associatifs menant des actions caritatives, œuvrant à destination des jeunes en difficulté ou permettant un accueil des plus vulnérables. Ce soutien permet par exemple la continuité de l'aide alimentaire sur la période estivale ou de promouvoir un accueil inconditionnel dans des places d'hébergement pérennes garantissant un accompagnement social.

o Actions caritatives

Les associations présentées ci-dessous mènent des actions et proposent des aides multiformes afin de lutter contre l'exclusion (maraude, actions culturelles, lieu d'accueil des publics défavorisés, aide alimentaire…) :

Banque alimentaire du Bas-Rhin pour la lutte contre la faim	**85 342 €**

Fonctionnement général

L'association développe une mission de collecte et de redistribution de denrées alimentaires, s'inscrivant dans la lutte contre la faim et le gaspillage. Elle approvisionne son réseau d'adhérent·es, soit plus d'une centaine d'associations de distribution alimentaire sur le département et majoritairement sur l'agglomération. L'évolution du volume des denrées collectées conduit la Banque alimentaire à adapter constamment son fonctionnement, notamment au niveau logistique et capacité de livraisons.

Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation Etablissement GALA (ARSEA – GALA)	**32 000 €**

Insertion par le logement

ARSEA - GALA assure une mission d'insertion par le logement de familles en situation d'exclusion. La participation de la Ville est destinée à financer l'accompagnement social des personnes et leur offre la possibilité de tester leur capacité à occuper un logement autonome.

Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin	**25 000 €**

Fonctionnement général

Le Secours Populaire est une association généraliste de solidarité qui soutient les personnes en difficulté par des aides multiformes (accueil, écoute, orientation, aides alimentaires, vestimentaires, accès à la santé, logement, accès à la culture, aux vacances et aux loisirs). Depuis 2019 l'association a ouvert ses nouveaux locaux (siège, vestiaire et libre-service alimentaire) au Neuhof et restructure l'antenne de la Meinau autour de l'accompagnement et du service aux personnes.

Centre social protestant	**20 000 €**

Fonctionnement général

Le Centre social protestant mène une action sociale d'importance reconnue auprès des personnes en situation de fragilité à Strasbourg. Cette subvention est destinée au fonctionnement général de l'association et permettra de renforcer son action notamment en ce qui concerne l'aide alimentaire et vestimentaire.

Croix rouge française	**6 000 €**

Base logistique départementale

La Croix rouge dispose depuis 2002 d'une base logistique implantée à Mundolsheim. Ce local, d'une surface d'environ 500 m², est destiné au stockage de véhicules et matériaux, mais aussi de matériel d'intervention d'urgence, notamment dans le cadre de l'hébergement d'urgence et en période hivernale. L'Eurométropole et la ville de Strasbourg cofinancent les frais de location de ce local.

Les restaurants du cœur - les relais du cœur du Bas-Rhin	**38 110 €**
Fonctionnement général incluant les frais de transport de marchandises	*38 110 €*

L'association apporte une assistance aux personnes, notamment dans le domaine alimentaire avec 19 centres de distribution de colis alimentaires, dont un relais bébé. Elle distribue des repas chauds et organise des après-midi récréatifs à la Fringale à Strasbourg ; le bus du cœur et les maraudes vont à la rencontre des personnes à la rue. L'association développe également le soutien à la personne : cours de français, informatique, recherche d'emploi, ateliers créatifs...

- **Renouvellement de la convention d'objectifs et de moyens avec l'association club de jeunes l'Etage**

Club de jeunes l'Etage	**279 430 €**
Accueil et restauration – actions socio-culturelles	*127 430 €*
Actions d'accompagnement vers le logement (accueil, accompagnement et prévention des parcours de jeunes de 18 à 25 ans)	*27 000 €*

L'action Loupiotte *125 000 €*

Depuis bientôt 40 ans, l'Étage mène de nombreuses actions avec un public de jeunes en grande difficulté : un lieu d'accueil et un restaurant permettent d'établir et de maintenir le contact avec une population de jeunes adultes, souvent sans domicile fixe, dont une bonne partie ne fréquente guère les lieux habituels de l'action sociale. L'Étage constitue actuellement, à Strasbourg, le principal lieu d'accueil et d'accompagnement de jeunes de moins de 25 ans en situation de rupture. Chaque année, un millier de personnes s'adressent aux différents services et près de 600 personnes ont une domiciliation postale active au siège de l'association.

L'association a bénéficié d'une convention d'objectifs et de moyens pluriannuelle pour les années 2019 à 2021. Suite au bilan des actions réalisées par l'association, il est proposé de renouveler cette convention pour les années 2022 à 2025 et d'y inclure les actions liées à l'espace d'accueil et de ressources *: « La Loupiotte ».* En effet, cet espace expérimental a vu sa place confortée au fil des années et les actions sont devenues pérennes. *« La Loupiotte »* propose un accueil en journée pour les familles sans hébergement leur permettant de se poser, se laver, se reposer, préparer les repas et pour les enfants de jouer dans un espace dédié. Une équipe d'intervenant·es sur le champ social est à l'écoute des familles et les oriente en fonction de leurs besoins. Ce lieu accueille en moyenne entre 40 et 100 personnes par jour, dont de nombreux enfants. L'activité a été ralentie durant la crise sanitaire et s'est développée vers les familles hébergées en hôtels.

- **Accueils liés à la grande vulnérabilité**

Afin de permettre l'accueil en journée des personnes dans des conditions dignes, la ville soutient 4 associations pour leurs accueils de jours à destination de publics en grande vulnérabilité pour un montant de 364 406 €.

En complémentarité, face aux enjeux prégnants de sans-abrisme sur le territoire, la ville de Strasbourg s'est engagée à développer une réponse adaptée aux parcours des personnes dont l'absence de solution de mise à l'abri les a rendus vulnérables. Conformément à l'article L511-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles, elle contribue donc à apporter un abri, des soins et prescriptions nécessaires en cas de maladie à toute personne dénuée de ressources et âgée de plus de seize ans. Depuis 2018 et après un renforcement en 2020 et 2021, la ville soutient sur cette dimension 5 associations pour leurs solutions de mise à l'abri, pour un montant de 1 720 674 €.

Home Protestant	**75 000 €**

Fonctionnement de l'accueil de jour

Le Home protestant assure la gestion d'un accueil de jour sis 7 rue de l'Abbé Lemire. Cette structure s'adresse à des femmes, seules ou avec des enfants, en situation de grande précarité. L'accueil de jour leur permet de se poser, trouver du réconfort dans leur parcours d'errance et rencontrer un ou une travailleur·se social·e.
La dimension conviviale de ce lieu d'accueil est primordiale, avec des ateliers participatifs. L'accompagnement est réalisé dans le cadre d'une collaboration régulière

avec le SIAO 67, chargée de la coordination et de la veille sociale, afin de trouver une solution adaptée à la problématique de chacun·e et contribuer à l'observation des besoins sur le territoire. L'accueil de jour s'appuie sur les autres services portés par l'association, notamment la structure d'hébergement « femmes de paroles ».

Entraide le Relais	**112 000 €**

Fonctionnement de l'accueil de jour

L'association Entraide le Relais porte depuis de nombreuses années l'accueil de jour le *Coffee bar* ouvert en matinée et en soirée au local du 24 rue Saint-Louis. Cet accueil permet la domiciliation postale de 350 ménages, un accueil inconditionnel des personnes à la rue et un accompagnement social individualisé.
L'accueil de jour a mis en place un service spécifique d'accès aux droits du numérique, permettant aux personnes accompagnées d'une part, d'être formées pour la gestion numérique et la sauvegarde de leurs documents personnels et d'autre part, d'être informées et formées sur l'utilisation des portails numériques des administrations publiques.

Entraide le Relais porte par ailleurs d'autres secteurs d'activités en faveur de publics fortement marginalisés, jeunes et adultes : un centre d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS), une équipe de prévention spécialisée, des ateliers de redynamisation vers l'emploi.

Fédération de charité Caritas Alsace	**87 406 €**
Permanence d'Accueil	*10 000 €*
Investissement - Epicerie sociale et solidaire - Cronenbourg	*77 406 €*

Permanence d'Accueil
Une action d'aide d'urgence et d'accompagnement est menée par la permanence d'accueil de Caritas (rue de l'arc en ciel) auprès des publics en grande difficulté : accueil et écoute par des bénévoles formés, encadrés par une équipe médico-sociale ; instruction d'aides financières individuelles ; offre de petits déjeuners ; fourniture de colis alimentaires ; domiciliation postale.

Epicerie sociale et solidaire Cronenbourg
La Fédération de charité projette l'ouverture de deux permanences d'accueil sur les quartiers du Neuhof et de Cronenbourg. Ils proposeront un lieu d'accueil et d'animation pour les familles et personnes isolées, une épicerie sociale, un vestiaire, des salles d'animation et d'activités participatives. Ici, il s'agit de financer les travaux proposés au Neuhof, les travaux prévus pour Cronenbourg ayant été financé en 2021, et ce dans l'optique d'une ouverture de ces lieux au courant du dernier trimestre 2022.

Horizon Amitié	**90 000 €**

La Halte Bayard

L'accueil de jour « la Halte Bayard » a vocation à être un lieu d'écoute et de mise à l'abri de jour inconditionnel. De nuit, il dispose d'une capacité d'accueil de 30 places orientées

par le 115. Il met en œuvre un service d'accueil et d'orientation individualisé, assure une permanence santé et propose des activités favorisant le lien social et le mieux-être.

Accueil Sans Frontières 67	**474 500 €**

L'association accompagne plus de 1 400 personnes dans le Bas-Rhin sur différents dispositifs dédiés à l'accompagnement et l'hébergement des demandeur·es d'asile, des réfugié·es et des familles aux droits incomplets.
L'association a créé 90 places en logement diffus à destination des couples et familles avec enfants et 10 places à destination des personnes isolées.

SOS Femmes Solidarité	**166 440 €**

L'association créée en 1976 lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes, apporte aide, conseil, soutien et met en œuvre des actions d'information, de formation et de sensibilisation. Elle gère l'accueil de jour départemental pour femmes victimes de violences, le Centre d'hébergement et de Réinsertion sociale « Flora Tristan », la maison Relais « Les Forgerons » et le service d'intermédiation locative « Olifvia ».
L'association a créé 24 places en logement diffus à destination des femmes victimes de violences conjugales seules ou avec enfants.

Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation Etablissement GALA (ARSEA – GALA)	**73 000 €**

Le projet est porté conjointement par les associations ARSEA-GALA et le Mouvement du Nid spécialisé en direction des personnes victimes de la prostitution.
GALA est un établissement de l'ARSEA, association Régionale Spécialisé d'Action Sociale d'éducation et d'Animation qui assure une mission d'insertion par le logement de familles en situation d'exclusion. En 2019 elle a accompagné près de 974 ménages à travers ses différents dispositifs tels que Temporéo, les appartements de coordination thérapeutique, les logements d'insertion…
L'association a créé 10 places en logement diffus à destination des personnes en parcours de sortie de prostitution.

Home protestant	**275 534 €**

Le Home Protestant est une association qui intervient auprès des femmes isolées ou en situation précaire victimes de violences. Elle a développé une palette de dispositifs d'accueil, d'hébergement et d'insertion complémentaire : un accueil de jour pour femmes, un accueil en hébergement et en stabilisation Femmes de Paroles, une micro-crèche le P'tit Home, le dispositif l'Appart'é et le foyer d'action éducative le Clair foyer pour l'accueil de jeunes filles mineures.
L'association a créé 40 places au total dont 10 places d'hébergement en collectif et 30 places en diffus pour les femmes victimes de violences.

Fédération de charité Caritas Alsace	**731 200 €**

La fédération de charité Caritas a créé 70 places en direction des personnes vulnérables en 2018 et 60 places en direction des ménages, familles avec ou sans enfants et du public isolé en 2021.

3. **Développement des politiques sociales**

La lutte contre les inégalités et la pauvreté impose un travail quotidien assidu mais également une capacité à explorer de nouvelles solutions innovantes permettant le développement des politiques sociales.

L'association visée ci-dessous concourt à l'accompagnement et l'insertion sociale et/ ou professionnelle de publics en situation de précarité à travers le développement de chantiers jeunes ou encore le développement de divers ateliers et des propositions d'accompagnement qui participent de la levée des obstacles à l'insertion.

Union départementale des associations familiales - UDAF	**10 000 €**

« PASS contre le surendettement »

Des associations familiales (AGF, Familles rurales, CSF, AFFL) ont mis en commun leurs compétences afin de proposer une réponse aux familles qui les sollicitent de plus en plus pour des questions de précarité financière. Cette action, portée par l'UDAF a deux objectifs :
• développer, des actions visant à favoriser la prévention du surendettement
• offrir un service d'aide et d'accompagnement des familles ayant des difficultés dans la gestion de leur budget familial et /ou en situation de surendettement.

4. **Protection des mineur·es**

La convention de délégation des compétences sociales entre la Collectivité européenne d'Alsace et la Ville implique une mise en œuvre des politiques de protection maternelle et infantile. La Ville s'attache à soutenir les acteurs de la prévention dans ce champ.

Recherches et études systémiques sur les communications institutionnelles et familiales - RESCIF	**20 000 €**

Centre de consultation familiale

Le centre de consultation familiale de RESCIF accompagne les familles en difficulté sur une problématique spécifique (parentalité, violence, événements traumatiques, dépendance…). L'approche du travail est globale afin d'aider les familles à mieux comprendre leur fonctionnement et chercher à éviter la transmission de comportements négatifs d'une génération à une autre.

5. **Autonomie**

Depuis 2011, plus d'une soixantaine de partenaires, associatifs et institutionnels, sont signataires de la Charte ville et handicap qui constitue aujourd'hui un cadre d'appui au développement de notre politique en faveur de l'accessibilité et de l'autonomie des personnes en situation de handicap. Ces acteurs locaux nous accompagnent au quotidien

pour structurer notre action dans l'objectif d'inclure chacun et chacune à la vie de la cité. De tels partenariats permettent à la Ville de Strasbourg de s'enrichir de visions complémentaires pour innover dans son action publique et développer des stratégies dans ses politiques publiques.

Apédie Alsace	**58 280 €**
Soutien au fonctionnement global du Service d'insertion scolaire et sociale	*16 000 €*
Fonctionnement du Service d'accueil et de logistique	*42 280 €*

Soutien au fonctionnement global du Service d'insertion scolaire et sociale
Dans le cadre de ses activités, l'Apédie Alsace gère une classe d'intégration scolaire à l'école du Neufeld à Strasbourg. La Ville apporte son concours financier au fonctionnement de cette classe accueillant des enfants déficients intellectuels âgés de 6 à 8 ans et des actions de l'éducatrice de jeunes enfants qui intervient en complément de l'enseignant·e auprès de ces enfants. Le développement de cette classe d'intégration a abouti à la structuration du Service d'insertion scolaire et sociale de l'AAPEI et à l'obtention d'un agrément de l'Etat délivré en 1994.

Fonctionnement du Service d'accueil et de logistique
Le service d'accueil et de logistique assure la coordination logistique et informatique des établissements et services. Il participe aux études de besoins, à l'élaboration des projets, à la coordination du lancement de nouveaux projets ; à la mise en œuvre et à la coordination d'actions diverses de la vie associative.

Coordination handicap et autonomie – CHA	**10 000 €**

Fonctionnement général

L'association défend, conseille, forme, informe et accompagne les personnes en situation de perte d'autonomie, leurs proches et leurs aidant·es. Son but est de permettre aux personnes de grande dépendance d'être mieux entendues, de pouvoir exercer leur citoyenneté de manière autonome et engagée et de défendre leurs droits.

Fédération des aveugles Alsace Lorraine Grand Est	**20 000 €**

Fonctionnement général

L'association (anciennement Association des aveugles et amblyopes d'Alsace et de Lorraine) œuvre dans l'intérêt des personnes handicapées visuelles aveugles et amblyopes. Son objectif est de veiller à leur orientation professionnelle, à leur rééducation et à leur insertion dans la vie active. Elle assure l'hébergement et les soins en les orientant vers des locaux spécifiquement adaptés à leur handicap. Elle exerce à l'égard de ces personnes le rôle de conseiller, leur prodigue aide et assistance en leur accordant, dans la mesure de ses moyens, des secours ou des prêts. Enfin, elle veille aux intérêts des personnes aveugles et amblyopes en encourageant ou en soutenant les initiatives prises en leur faveur par des organismes privés et publics.

La nuit du handicap	**2 000 €**

La nuit du handicap

L'objectif de cette manifestation est d'interpeller le grand public sur le handicap dans le cadre d'une soirée de rencontres et de festivités, d'activités organisées avec et pour les personnes en situation de handicap, en collaboration avec de nombreuses associations du réseau local couvrant les différents types de handicap.
L'évènement se déroulera en juin 2022.

Nouvel envol	**2 500 €**

Journée nouvel envol

Cette journée s'adresse à des personnes en situation de handicap. Sont proposés divers ateliers d'activités sportives et artistiques (jeux sportifs, canoë, voile, escalade, équitation,). Cette manifestation a pour visée la sensibilisation à la pratique sportive et la promotion du sport adapté. Elle permet également la rencontre des professionnel·les pour enrichir les projets, les savoirs, l'accessibilité du sport adapté et montrer l'intérêt d'une formation spécialisée pour intervenir auprès de ce public.

Club loisirs GEM 67	**15 000 €**

Fonctionnement général

Le Club Loisirs propose un accompagnement thérapeutique pour environ 80 personnes en situation de handicap psychique autour d'activités diverses de loisirs, de sport, de socialisation et d'apprentissage de l'autonomie.

SOS Aide aux habitants	**50 000 €**

Le dispositif psyséniors

L'association vient en appui à la Ville de Strasbourg pour le suivi et l'accompagnement des personnes âgées vulnérables à domicile. Le dispositif Psyseniors a émergé en mars 2021 dans le contexte de la crise sanitaire qui a mis en lumière les fragilités et les précarités de certaines personnes. Le dispositif offre une écoute et favorise un accompagnement des personnes dans leurs problématiques sociales, juridiques, psychologiques. Il est un maillon essentiel de la structuration du territoire autour des enjeux de lutte contre l'isolement et le maintien à domicile des aîné·es. La subvention a pour vocation de permettre le développement de cette action du 1er juillet 2022 au 31 décembre 2022.

Yvoir	**6 000 €**

Open-way - un GPS pour tou·tes

L'association poursuit le développement d'un GPS auprès des personnes déficientes visuelles. Il leur permet notamment de se déplacer en milieu naturel et urbain avec un guidage adapté. L'association souhaite intégrer à cet outil l'audiodescription à visée culturelle et touristique des parcs strasbourgeois.

Le GraaAL	**15 000 €**

Inclusion des adultes autistes dans la ville

Le GEM le GraaAL fonctionne sur le principe de la pair-aidance, le partage d'expériences, des ateliers psycho-éducatifs, la partage et la construction des connaissances sur l'autisme. Le GEM offre un espace ressource, des consultations vacataires médico-sociales et il accompagne les adhérent·es et leurs familles.

6. Droits des femmes et égalité de genre

A l'engagement considérable de la ville de Strasbourg pour organiser l'hébergement pérenne de femmes et d'enfants victimes de violences au sein de leur couple ou famille, est associé un engagement d'ensemble au bénéfice des acteurs et des actrices qui promeuvent l'égalité de genre sur le territoire. Dans ce domaine, l'engagement de la municipalité a été augmenté l'année dernière pour atteindre un montant de près de 200 000 €. Ce montant est maintenu en 2022 et il est ici proposé de subventionner des associations à hauteur des deux tiers de cette somme globale.
Par la diversité des champs d'action des associations concernées, ces subventions démontrent la complémentarité des actions menées sur le territoire ainsi que la conscience collective de l'ensemble des réalités liées aux discriminations et violences sexistes.

Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF)	**38 000 €**

Fonctionnement général

L'association a pour mission de travailler sur les questions d'emploi, la parentalité, la formation, le droit et les solidarités afin de promouvoir les droits des femmes et l'égalité. Elle constitue pour l'ensemble du réseau local un centre de ressources et continue à être mobilisée aux côtés de la collectivité sur les questions d'égalité entre les femmes et les hommes.
L'association a pour objectif de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. La poursuite de ces objectifs se fait en intégrant une approche genre dans l'ensemble des actions développées par l'association.

SOS Femmes Solidarités	**35 000 €**

Fonctionnement général

SOS Femmes Solidarités porte un accueil départemental de jour à destination des femmes victimes de violences, labellisé par les services de l'Etat.
Cet accueil de jour reçoit tous les ans environ 2 500 sollicitations physiques et téléphoniques de femmes victimes de violences, mais aussi de partenaires sociaux, judiciaires, etc. 80 à 85 % de ces sollicitations proviennent du territoire de la ville.

Mouvement du Nid	**26 500 €**

Fonctionnement général

L'association vise à l'abandon de la situation prostitutionnelle et propose son appui à toutes personnes, femmes ou hommes, concernées par cette situation. Ses actions sont

multiformes et s'appuient sur l'accueil, l'écoute, l'orientation et l'accompagnement des personnes qui en font la demande ou qui sont rencontrées lors des permanences de rue.

VIADUQ 67 - Association Bas-Rhinoise pour les Victimes d'Infractions, l'Accès aux Droit et les Usagers de tous Quartiers	**4 000 €**
Pack de 1ère nécessité	*2 000 €*
Bons de transports	*2 000 €*

Pack de 1ère nécessité
Le Pack de 1ère nécessité est un dispositif innovant qui permet aux femmes dans des situations de grande vulnérabilité d'avoir accès à des produits de 1ère nécessité et répondant aux besoins immédiats (près de 300 femmes en ont bénéficié sur une année).

Bons de transports
Les besoins en déplacement sécurisé pour les femmes victimes de violences conjugales ont été mis de l'avant lors du Grenelle de lutte contre les violences faites aux femmes et se sont accrues lors de la crise sanitaire. Ce dispositif des bons de transport permet aux femmes victimes isolées de se déplacer pour se rendre en hébergement d'urgence, pour une mise à l'abri, une audience au tribunal etc.

Association française des femmes diplômées des universités	**1 070 €**

Concours des Olympes de la Paroles 2022

Le concours des Olympes de la Parole veut promouvoir la prise de parole et l'éducation au débat nécessaires à nos futures citoyennes et futurs citoyens. L'objectif est de les sensibiliser à l'établissement de rapports égalitaires entre femmes et hommes et au développement d'une société plus solidaire. Le groupe de Strasbourg a travaillé jusqu'à présent avec les établissements scolaires de l'académie en partenariat avec les associations des familles laïques (A.F.L.) et la Mission Droits des femmes. Cette année, un pas de plus est franchi grâce au partenariat avec les Centres sociaux culturels dont celui de l'ARES, avec une ouverture sur le quartier de l'Esplanade : périscolaire, écoles, collèges et lycées et avec « Les Epines de Vénus » (étudiantes en Bachelor « Communication »).

CIMADE Service œcuménique d'entraide	**5 000 €**

Projet de livret sur les droits des femmes étrangères victimes de violences conjugales traduit en plusieurs langues

L'association propose la conception et la diffusion d'un livret sur les droits des femmes étrangères victimes de violences conjugales ainsi que sa traduction en plusieurs langues. Elle souhaite par ailleurs, mobiliser les acteurs de quartiers et leur proposer des temps d'information afin que ces derniers soient vecteurs de diffusion de ce livret auprès des femmes concernées

Allez les filles	**2 500 €**

Achat d'un ring gonflable de boxe

L'association Allez les filles encourage la pratique sportive de la boxe féminine codifiée et l'éducation sportive sous toutes ses formes auprès du public féminin. Cette pratique permet aussi de sensibiliser les filles et les femmes à la protection et à la prévention des violences à caractère sexuel et sexiste.

Association Ru'elles	**2 500 €**

Actions de sensibilisation et d'accompagnement

Créée à l'été 2020, Ru'elles est une association qui lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans les espaces publics. Depuis sa création, elle a pu accompagner une vingtaine de victimes dans leurs démarches. Elle organise également des actions de sensibilisation à destination du grand public et plus particulièrement des jeunes dans le milieu scolaire afin de déconstruire les stéréotypes de genre.

Dis Bonjour Sale Pute	**2 500 €**

Fonctionnement général

Nouvelle association mobilisée sur la prévention des violences sexuelles et sexistes dans l'espace public, en milieu festif. Soutien au démarrage de cette association et au partenariat attendu dans la cadre d'actions de prévention en lien avec les enjeux de tranquillité publique, de vie nocturne et festive.

Association Sturm Production	**5 000 €**

Scène jazz féminine

L'association Sturm Production est à l'initiative du festival Jazz à la Petite France dont la 1ère édition a eu lieu place St Thomas en juillet 2021. Cet événement a pour vocation de promouvoir la scène jazz régionale en privilégiant la parité homme femme. Pour 2022, l'association projette d'organiser des conférences et tables-rondes pour interroger la place de la femme dans la musique. Ces temps d'échanges seront suivis de concerts pour découvrir une artiste. L'association propose en outre de créer des groupes de parole mensuels pour accompagner les musiciennes dans leur développement professionnel.

Association Dodekazz	**4 600 €**

L'organisation du projet Wom-x

L'association Dodekazz est à l'origine du festival Contre-temps, temps fort estival consacré aux musiques électro/groove. En 2021, l'association décide de soutenir la scène électro féminine et lance le projet Wom-x en partenariat avec les collectifs strasbourgeois M.A.L.E.S., Tu mixes bien pour une fille et la Longevity music school. L'objectif est d'accompagner la scène électro féminine élargie aux personnes non-binaires et trans afin de les aider à se produire, à développer leur parcours professionnel en leur donnant les outils et en leur permettant de s'exprimer dans le cadre de groupes de paroles.

La nouvelle lune	**2 000 €**

Le festival Femigouin'fest

Festival de film en partenariat avec le cinéma Star de Strasbourg pendant 3 jours qui mêle œuvres grand public et œuvres plus pointues du matrimoine lesbien et féministe et qui réunit environ 400 participant·es.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile à Strasbourg - CASAS	*110 000 €*
2. Cimade - service œcuménique d'entraide	*20 000 €*
3. Aumônerie universitaire catholique centre Bernanos	*15 000 €*

- *d'imputer les subventions de 1 à 3 pour un montant total de 145 000 € au compte ASOOE –6574– prog. 8119 dont le disponible avant le présent Conseil est de 149 020 €*

4. Banque alimentaire du Bas-Rhin pour la lutte contre la faim	*85 342 €*
5. Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation Etablissement GALA (ARSEA – GALA)	*32 000 €*
6. Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin	*25 000 €*
7. Centre social protestant	*20 000 €*
8. Croix rouge française	*6000 €*
9. Les restaurants du cœur - les relais du cœur du Bas-Rhin	*38 110 €*
10. Club de jeunes l'Étage	*279 430 €*
11. Home Protestant	*75 000 €*
12. Entraide le Relais	*112 000 €*
13. Fédération de charité Caritas Alsace	*10 000 €*
14. Horizon Amitié	*90 000 €*

- *d'imputer les subventions de 4 à 14 pour un montant total de 772 882 € au compte AS10A - 523 – prog. 8078 – 6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 1 128 369 €*

15. Fédération de charité Caritas Alsace - investissement	*77 406 €*

- *d'imputer la subvention 15 pour un montant total de 77 406 € au compte AS10 – 523 – prog. 7002 – 20421 dont le disponible avant le présent conseil est de 332 750 €*

16. Accueil Sans Frontières 67	*474 500 €*

17. SOS Femmes Solidarité	*166 440 €*
18. Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation Etablissement GALA (ARSEA – GALA)	*73 000 €*
19. Home protestant	*275 534 €*
20. Fédération de charité Caritas Alsace	*731 200 €*

- *d'imputer les subventions de 16 à 20 pour un montant total de 1 720 674 € au compte AS00B – 520 – prog. 8001 – 6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 1 720 674 €*

21. Union départementale des associations familiales - UDAF	*10 000 €*

- *d'imputer la subvention 21 pour un montant total de 10 000 € au compte AS01B – 520-prog. 8003 – 6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 207 499 €*

22. Recherches et études systémiques sur les communications institutionnelles et familiales - RESCIF	*20 000 €*

- *d'imputer la subvention 22 pour un montant total de 20 000 € au compte AS11B – 522- prog. 8079 - 6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 30 500 €*

23. Apédie Alsace	*58 280 €*
24. Coordination handicap et autonomie – CHA	*10 000 €*
25. Fédération des aveugles Alsace Lorraine Grand Est	*20 000 €*
26. La nuit du handicap	*2 000 €*
27. Nouvel envol	*2 500 €*
28. Club loisirs GEM 67	*15 000 €*
29. SOS Aide aux habitants	*50 000 €*
30. Yvoir	*6 000 €*
31. Le GraaAL	*15 000 €*

- *d'imputer la subvention 23 à 31 pour un montant total de 178 780 € au compte AS05L – 61 – prog. 8010 - 6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 665 190 €*

32. Centre d'information sur les droits des femmes et des familles	*38 000 €*
33. SOS femmes solidarité	*35 000 €*
34. Mouvement du nid	*26 500 €*
35. VIADUQ 67 - Association Bas-Rhinoise pour les Victimes d'Infractions, l'Accès aux Droit et les Usagers de tous Quartiers	*4 000 €*
36. Association française des femmes diplômées des universités	*1 070 €*
37. CIMADE Service œcuménique d'entraide	*5 000 €*
38. Allez les filles	*2 500 €*
39. Ru'elles	*2 500 €*

40. Dis bonjour sale pute	*2 500 €*
41. Sturm Production	*5 000 €*
42. Association Dodekazz	*4 600 €*
43. La nouvelle lune	*2 000 €*

- *d'imputer la subvention 32 à 37 et 39 à 42 pour un montant total de 126 170 € au compte DF00B – 524 – prog. 8029 - 6574 dont le montant disponible avant le présent conseil est de 180 000 € ;*
- *d'imputer la subvention 38 d'un montant de 2 500 € au compte AS10 – 523 – prog. 7002 – 20421 dont le disponible avant le présent conseil est de 332 750 € ;*
- *d'imputer la subvention 43 pour un montant total de 2 000 € au compte AS00F – 40 – prog. 8031 – 6574 dont le disponible avant le présent conseil est de 77 000 € ;*

approuve

- *les dispositions de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2025 présentée en annexe proposée au Club de jeunes l'Etage ;*

autorise

- *la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions y afférentes ;*

- *la Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2025 présentée en annexe.*

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147384-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Annexe n°1 - Subventions 2022 aux associations

Association	nature de la demande	Montant demandé	allouée en 2021	subvention proposée au CM de juin 2022
Collectif pour l'accueil des solliciteurs d'asile à Strasbourg - CASAS	le fonctionnement général	110 000 €	104 000 €	104 000 €
	Aides matérielles directes aux familles avec enfants sans ressources		6 000 €	6 000 €
Cimade - service œcuménique d'entraide	le fonctionnement général	20 000 €	15 000 €	20 000 €
Aumonerie universitaire catholique centre Bernanos	le fonctionnement général	50 000 €	15 000 €	15 000 €
Banque alimentaire du Bas-Rhin pour la lutte contre la faim	le fonctionnement général	85 342 €	85 342 €	85 342 €
Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation Etablissement GALA (ARSEA – GALA)	Insertion par le logement	32 000 €	32 000 €	32 000 €
Fédération du secours populaire français du département du Bas-Rhin	le fonctionnement général	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Centre social protestant	le fonctionnement général	30 000 €	0 €	20 000 €
Croix rouge française	Base logistique départementale	6 000 €	6 000 €	6 000 €
Les restaurants du cœur - les relais du cœur du Bas-Rhin	le fonctionnement général	48 110 €	38 110 €	38 110 €
Club de jeunes l'Étage	le fonctionnement général	332 845 €	279 430 €	279 430 €
Home Protestant	le fonctionnement de l'accueil de jour	77 000 €	75 000 €	75 000 €
Entraide le Relais	le fonctionnement de l'accueil de jour	112 000 €	107 500 €	112 000 €
Fédération de charité Caritas Alsace	le fonctionnement de l'accueil de jour	10 000 €	10 000 €	10 000 €
	Investissement Epicerie sociale et solidaire	103 080 €	0 €	77 406 €
Horizon Amitié	La halte Bayard	100 000 €	90 000 €	90 000 €
Accueil Sans Frontières 67	mise à l'abri des personnes et parcours des personnes	474 500 €	395 240 €	474 500 €
SOS Femmes Solidarité	mise à l'abri des personnes et parcours des personnes	166 440 €	166 440 €	166 440 €
Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation Etablissement GALA (ARSEA – GALA)	mise à l'abri des personnes et parcours des personnes	73 000 €	73 000 €	73 000 €
Home protestant	mise à l'abri des personnes et parcours des personnes	275 534 €	275 534 €	275 534 €
Fédération de charité Caritas Alsace	mise à l'abri des personnes et parcours des personnes	731 200 €	731 200 €	731 200 €
Union départementale des associations familiales - UDAF	PASS contre le surendettement	11 000 €	10 000 €	10 000 €
Recherches et études systémiques sur les communications institutionnelles et familiales - RESCIF	Centre de consultation familiale	30 000 €	20 000 €	20 000 €
Apédie Alsace	le fonctionnement général	58 280 €	58 280 €	58 280 €
Coordination handicap et autonomie – CHA	le fonctionnement général	10 000 €	10 000 €	10 000 €
Fédération des aveugles Alsace Lorraine Grand Est	le fonctionnement général	50 000 €	20 000 €	20 000 €
La nuit du handicap	La nuit du handicap	2 000 €	2 000 €	2 000 €

Nouvel envol	journée nouvel envol	2 500 €	0 €	2 500 €
Club loisirs GEM 67	le fonctionnement général	15 000 €	15 000 €	15 000 €
SOS Aide aux habitants	Le dispositif psyséniors	50 000 €	0 €	50 000 €
Yvoir	Open-way - un GPS pour tou·te·s	6 000 €	0 €	6 000 €
Le GraaAL	Inclusion des adultes autistes dans la ville	15 591 €	0 €	15 000 €
Centre d'information sur les droits des femmes et des familles	le fonctionnement général	45 000 €	37 000 €	38 000 €
SOS femmes solidarité	l'accueil de jour pour les femmes victimes de violences au sein de leur couple, dans le département du Bas-Rhin	35 000 €	35 000 €	35 000 €
Mouvement du nid	le fonctionnement général	26 500 €	26 500 €	26 500 €
VIADUQ 67 - Association Bas-Rhinoise pour les Victimes d'Infractions, l'Accès aux Droit et les Usagers de tous Quartiers	la mise en place d'un "pack de première nécessité" pour les femmes victimes de violences conjugales	2 000 €	0 €	2 000 €
VIADUQ 67 - Association Bas-Rhinoise pour les Victimes d'Infractions, l'Accès aux Droit et les Usagers de tous Quartiers	la mise en place de bons de transports	2 000 €	0 €	2 000 €
Association française des femmes diplômées des universités	l'organisation du concours des Olympes de la Paroles 2022	1 070 €	0 €	1 070 €
CIMADE Service oecumenique d'entraide	la conception et la diffusion d'un livret sur les droits des femmes étrangères victimes de violences conjugales ainsi que sa traduction en plusieurs langues	5 000 €	0 €	5 000 €
Allez les filles	l'achat d'un ring gonflable de boxe	5 400 €	0 €	2 500 €
Ru'elles	le fonctionnement général	5 000 €	2 500 €	2 500 €
Dis bonjour sale pute	le fonctionnement général	5 000 €	0 €	2 500 €
Sturm Production	le projet suivant : "Tiers-lieu mobile dédié à la scène jazz régionale et à l'égalité femmes-hommes dans la musique"	55 000 €	18 000 €	5 000 €
Association Dodekazz	l'organisation du projet Wom-x	14 000 €	0 €	4 600 €
La nouvelle lune	festival Femigouin'fest	2 500 €	2 000 €	2 000 €
TOTAL		3 315 892 €	2 786 076 €	3 053 412 €

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

exercices 2022-2023-2024-2025

Entre :

- la Ville de Strasbourg, représentée par sa Maire, Jeanne BARSEGHIAN

- l'association l'Etage – club de jeunes, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le volume 40, folio n° 61 et dont le siège est 19 quai des Bateliers – 67000 STRASBOURG, représentée par sa Présidente en exercice, Véronique STENGER.

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du conseil municipal du 24 septembre 2022

Préambule

La Ville de Strasbourg souhaite inscrire ses relations avec les associations dans un partenariat durable, fondé sur la confiance, le dialogue et le partage d'objectifs autour de la solidarité, l'entraide envers les plus démuni·e·s et l'accompagnement vers la citoyenneté des jeunes. La Ville de Strasbourg à travers les actions portées par la Direction solidarités santé jeunesse souhaite permettre à chacun·e d'avoir une place dans la cité, à améliorer les conditions de vie des habitant·e·s les plus vulnérables et à favoriser la cohésion sociale en luttant contre les inégalités.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Strasbourg – Grande île inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 1988
Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France
Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

L'association l'Etage – Club de jeunes, par son projet associatif, agit sur le terrain de la solidarité, de l'entraide et de la lutte contre toutes les formes d'exclusions. Cette lutte repose sur une éthique de la responsabilité, de solidarité et de justice, animée par les valeurs d'hospitalité, d'engagement, d'entraide et de créativité.

Lutter contre les inégalités entre les personnes, faire une place pour toutes et tous dans la société, rétablir l'équité entre celles et ceux plus ou moins bien né·e·s, tels sont les objectifs de l'association.

Des échanges entre les deux parties ont permis de repérer des enjeux de travail structurants.

Compte tenu des compétences et des projets soutenus par les collectivités au sein de l'association, le partenariat avec l'association pourrait se structurer autour des activités suivantes :

- L'accueil et la restauration des personnes les plus démuni·e·s.
- L'hébergement et les logements d'insertion.
- L'expérimentation d'actions innovantes pour répondre à des besoins non-couverts.

Objet et vie de la convention

Article 1 : objet de la convention

Par la présente convention, la Ville de Strasbourg et l'association l'Etage définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.
Cette convention constitue la base du partenariat mené entre les signataires, qui se poursuit aussi hors de ce cadre, autour d'actions innovantes auprès de publics et de préoccupations sociales communes ainsi que sur des opérations plus ponctuelles.
L'objet de la convention pourra être étendu par avenants à des actions de l'association qui n'y figurent pas à la date de signature.
Cet avenant devra faire l'objet d'un accord entre les parties et d'un vote par le Conseil municipal

Article 2 : durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association.

Au terme de la présente convention, le 31 décembre 2025, une nouvelle convention d'objectifs et de moyens pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil municipal sur proposition des services référents.

1ère partie : les objectifs

Article 3 : les objectifs partagés

➢ Objectifs généraux :

La Ville de Strasbourg ainsi que l'Etage s'engagent à mettre ensemble à disposition du public strasbourgeois en situation d'exclusions les moyens d'accueil, d'accès à certains besoins primaires, d'accès aux droits, de traitement et d'accompagnement les plus performants et innovants

Pour répondre à ces ambitions les collectivités et l'association ont décliné des objectifs stratégiques partagés.

1. L'accueil et la restauration des plus démunis

L'association propose un accueil inconditionnel, ouvert sur la rue, destiné prioritairement aux personnes rencontrant des difficultés sociales.
Leur vocation est de proposer un lieu favorisant le lien social, la remobilisation pour les personnes les plus éloignées du logement et de l'emploi et, si nécessaire, l'orientation vers un lieu de mise à l'abri. Des nombreux services directs sont proposés au public depuis l'accueil de jour, notamment ceux ayant trait au numérique.

Cet objectif se traduit par la gestion de 3 services :

- L'accueil de jour.
- Le restaurant social.
- Des actions collectives socio-culturelles en faveur des jeunes sans emploi et sans formation

2. L'hébergement et les logements d'insertion

L'Etage s'inscrit dans la lutte contre le sans-abrisme menée par l'État, en lien avec la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg. Dans le cadre d'actions expérimentales ou de nouveaux dispositifs, l'association a développé de nouvelles offres de logements ou d'hébergement qui tentent de pallier aux difficultés des jeunes, des ménages pauvres par l'articulation d'un hébergement et d'un accompagnement social global adapté. Ces solutions permettent notamment les poursuites de parcours de personnes accueillies dans les structures d'hébergement d'urgence du CCAS.

A cet effet, l'Etage développe trois actions spécifiques :

- Des logements d'insertion destinés à des personnes sortantes de structures d'hébergement
- L'hébergement de personnes sans domicile.
- L'Espace Accueil Ressources La Loupiotte, lieu d'accueil et de ressources pour familles avec enfants en situation de vulnérabilité ,qui fonctionne en accueil de jour. À la suite de sa rénovation, il pourra également accueillir un tiers lieu alimentaire.

3. L'expérimentation d'actions innovantes pour répondre à des besoins non-couverts

L'association l'Etage s'inscrit dans une démarche d'amélioration et d'expérimentation continues, s'appuyant sur une connaissance des besoins des publics qu'elle rencontre dans ses différents services. Elle est de ce fait force de proposition, tant dans l'adaptation de ses services existants, que dans la mise en œuvre de nouvelles modalités d'intervention.

Ces actions portent sur les publics-cibles de l'association et dans les domaines suivants :

- Promotion de la santé et prévention des risques sanitaires
- Promotion d'actions d'animation à la vie sociale
- Promotion d'appui à la parentalité

Article 4 : Amélioration continue de l'offre des services

L'association l'Etage s'inscrit dans une démarche d'amélioration et d'expérimentation continue, s'appuyant sur une connaissance des besoins des publics qu'elle rencontre dans ses différents services. Elle est de ce fait force de proposition , tant dans l'adaptation de ses services existants que dans la mise en œuvre de nouvelles modalités d'intervention. Les modalités d'intervention financées par la Ville de Strasbourg s'articulent autour des trois perspectives suivantes :

1. Renforcer la qualité de l'accueil par une meilleure intégration du public sur le territoire de l'association

L'accueil de jour de l'association l'Etage est situé sur une zone centrale de la Ville de Strasbourg, marquée par une forte diversité d'acteurs (habitant·e·s, commerçant·e·s, touristes, lieux culturels). Cette mixité est à la fois une force et un défi. Les plus de 200 personnes qui passent chaque jour au 19, quai des Bateliers doivent participer à la richesse de ce territoire. Cela passe par une intégration toujours plus importante de l'association et de son activité dans le fonctionnement de son environnement proche.

2. Intégrer des actions en direction des étudiant·e·s dans les dispositifs existants

Les financements spécifiques liés à la crise COVID ont permis l'émergence d'actions en direction des étudiant·e·s. Au-delà de la situation de crise, le constat a été fait de l'existence d'une demande spécifique des étudiant·e·s et l'Etage souhaite poursuivre et développer des actions en direction de ce public.
Ces actions passent notamment par la mise en place d'une collaboration et d'échanges structurés avec l'Université et le CROUS.

3. Poursuivre les expérimentations d'hébergement intercalaire et/ou d'intermédiation locative

L'Etage, soutenue par le CCAS, a géré une opération d'hébergement de jeunes et d'étudiant·e·s , dans un dispositif de type intercalaire, dans des locaux non occupée de la rue du Bouclier. La recherche d'un modèle économique pérenne sur ce site ou sur des

sites se trouvant dans une configuration comparable constitue un axe à explorer dans le cadre du partenariat avec la Ville.

2ème partie : les moyens

Article 5 : la subvention versée par la Ville à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 3 que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 279 430€ par année.

Pour chaque année, le montant des subventions se répartit comme suit :

Objectif 1 : Accueil et restauration / actions socio-culturelles 123 430 € + 4 000 €

Objectif 2 : L'accueil, l'accompagnement et la prévention des ruptures de parcours des jeunes de 18 à 25 ans

Actions d'accompagnement vers le logement 27 000 €

L'Espace Accueil Ressources La Loupiotte 125 000 €

Chaque année, le versement des subventions suppose l'approbation des crédits nécessaires par le Conseil municipal.

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de la Ville.

Le soutien de la Ville relatif aux logiques éducatives et à l'accueil et l'accueil de la petite enfance est traité à part dans le cadre de cette première convention pluriannuelle au regard des cofinancements qu'ils engagent.

Article 6 : les modalités de demande de financement

Pour assurer un meilleur accompagnement des soutiens financiers de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, il est demandé que l'association formule deux demandes distinctes de financements : l'une pour la subvention totale au titre de la Ville et l'autre pour la subvention totale au titre de l'Eurométropole.

Ces dossiers sont à adresser à la Direction solidarités santé jeunesse – **Service administration générale et ressources** – 1 parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg cedex

Le service thématique référent de l'association est :

- *pour la Ville* : Direction solidarités santé Jeunesse – **Centre communal d'action sociale** – 1 parc de l'Etoile – 67076 Strasbourg cedex

3ème partie : le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs définis au préalable par les trois partenaires.

L'association adresse aux services référents de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale et au plus tard le 31 juillet de l'année :

- le bilan comptable et le compte de résultats, notamment des comptes de résultat analytiques par pôles d'activités de l'association
- les annexes dûment certifiés par le commissaire aux comptes ainsi que le rapport de ce dernier
- le rapport d'activité.

Une invitation à l'assemblée générale de l'association sera adressée aux services référents des collectivités.

Enfin, une réunion annuelle sera organisée par l'association et portera sur l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs définis pour chaque action, l'analyse partagée des besoins et des réponses à apporter et des ajustements à décider le cas échéant.

En dehors de cette réunion annuelle, des points réguliers peuvent être programmés entre les trois parties à l'initiative de chacune d'entre elles.

Article 7 : l'évaluation finale

L'évaluation finale consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention et à apprécier l'évolution du contexte général des solidarités, de la lutte contre les exclusions et de l'insertion socio-professionnelle des jeunes en particulier.

Elle permettra en outre d'envisager le renouvellement de la convention en 2025.

4ème partie : les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 8 : communication

La Ville de Strasbourg apparaîtra comme partenaire de l'association dans toute action de communication en direction des médias et du grand public et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg.

Article 9 : responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle y compris celles visées par les stipulations de la présente convention sans que les responsabilités de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg ne puissent être recherchées.

Article 10 : avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 11 : résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 12 : litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le .....…….. 20..

Pour la Ville de Strasbourg	Pour L'Etage – club de jeunes
La Maire	La Présidente
Jeanne BARSEGHIAN	Véronique STENGER

Conseil municipal du 24 juin 2022

Point 73 à l'ordre du jour :

Attribution de subventions au titre des solidarités, de la ville inclusive et de l'égalité de genre.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 53 voix - 2
- 2 voix : MM. Hervé POLESI et Pierre ROTH ont voté POUR, alors qu'ils souhaitaient ne pas prendre part au vote.

Contre : 0 voix

Abstention : 4 voix – 2

- 2 voix : M. Jean-Philippe MAURER, qui détenait la procuration de Mme Elsa SCHALCK, s'est abstenu, alors qu'ils souhaitaient ne pas prendre part au vote.

SERVICE DES ASSEMBLEES

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°73

Attribution de subventions au titre des solidarités, de la ville inclusive et de l'égalité de genre.

Pour	53	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, HAMARD Marie-Françoise, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre	0	
Abstention	4	MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe

74

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Attribution de bourses d'aide aux projets à des jeunes dans le cadre du dispositif "Bourse aux projets jeunes talents".

Numéro V-2022-822

La « Bourse aux projets jeunes talents » est un dispositif qui vise à soutenir et à valoriser des projets d'intérêt général qui émanent de collectifs de jeunes, âgés de 16 à 25 ans, organisés ou non en association. Les bourses allouées sont d'un montant maximum de 2 000 € et ne peuvent pas financer l'intégralité du projet.

Le jury, réuni le vendredi 29 avril 2022, a retenu trois projets proposés par des collectifs de jeunes et propose l'allocation des bourses suivantes, pour un montant total de 6 000 euros qui se détaille comme suit :

« Bateau radio » **projet porté par un collectif de jeunes dont le référent est :** **Paul GOSSET**	**2 000 €**

Bateau radio est une station FM itinérante et flottante qui émet des contenus (enregistrés et en direct) sur le canal qui relie le Muhlbach et l'Aar. Il s'agit d'une performance artistique avec un catalogue d'œuvres sonores et visuelles constitué à partir de récits tant des riverains que d'artistes qui seront mobilisés.

« PSST ! Festival – édition ça gronde » **projet porté par l'association 23bis dont la référente est :** **Pauline JACQUET**	**2 000 €**

« PSSST ! Festival - édition Ça gronde » est une initiative d'un collectif de sept scénographes qui produiront des spectacles pendant le week-end du 24 au 26 juin 2022 à la Cave à Vins de la COOP en y proposant du théâtre, des expositions, des concerts et des performances artistiques. Cette démarche artistique vise à permettre au grand public de vivre des expériences immersives multiples dans le quartier du Port du Rhin.

« Revue artistique Le Plancher, collectif des Souffleuses » **projet porté un collectif de jeunes dont la référente est :** **Jeanne FOURCADE**	**2 000 €**

Création d'une revue mensuelle proposant une valorisation et une critique des spectacles vivants programmés à La Pokop, salle dédiée à la création étudiante. Un projet de gazette artistique porté par des étudiants engagés dans le milieu du journalisme culturel au profit de l'ensemble des étudiants des campus de Strasbourg.

Je vous prie de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'attribuer aux lauréats, dans le cadre du dispositif Bourse aux projets jeunes talents les montants suivants :

au titre du budget 2022

Paul GOSSET	*2 000 euros*
L'association 23bis	*2 000 euros*
Jeanne FOURCADE	*2 000 euros*
TOTAL	*6 000 euros*

Les crédits nécessaires sont disponibles sur la ligne AS11D - nature 6574
dont le solde disponible avant le présent Conseil est de 19 000 euros.

autorise

la Maire à signer les notifications de subvention et arrêtés correspondants.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147396-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

75

Délibération au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Attribution de subventions aux associations socio-culturelles.

Numéro V-2022-823

La ville de Strasbourg entretient des relations étroites avec les associations socioculturelles et d'éducation populaire, partenaires incontournables de l'action publique dans nos quartiers auprès et avec les familles strasbourgeoises.

Dans ce cadre, la Ville soutient leurs actions de proximité qui favorisent l'animation des territoires et le lien social, le développement du pouvoir d'agir des habitant.e.s, l'accueil et l'accompagnement des enfants ainsi que l'émancipation de la jeunesse.

Le présent rapport porte sur l'attribution de subventions pour un montant total de 2 832 241 € et sur la convention d'occupation temporaire du domaine public conclue au profit de l'association du Centre social et culturel Au-delà des ponts.

I. Attribution de la deuxième tranche de subventions de fonctionnement :

Afin d'optimiser le financement des associations socioculturelles par le biais d'une lisibilité améliorée, la ville a engagé en 2020 un processus de regroupement des différents types de subventions que peut recevoir une même association au titre de ses activités.

Outre la simplification des démarches pour les acteur.rice.s, il s'agit ainsi, pour l'année 2022, de poursuivre la réflexion collective avec les associations sur les grands axes de notre partenariat.

Le présent rapport regroupe donc des subventions de nature différente :

- la deuxième et dernière tranche de subvention de fonctionnement général ainsi que les subventions à l'acte pour les associations portant un ou plusieurs Accueil(s) Collectif(s) de Mineur(s),
- une subvention au titre du Contrat Enfance Jeunesse : le Contrat Enfance Jeunesse signé avec la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin prévoit de soutenir le

développement d'activités de loisirs nouvelles et/ou supplémentaires en faveur des enfants et adolescents entre 3 et 17 ans.

A. Pour les centres socioculturels :

Les centres socioculturels mettent en œuvre leurs actions en lien avec les politiques publiques relatives à la Jeunesse et à l'Education populaire. Ils participent à l'animation globale du territoire, proposent des activités sociales, éducatives, culturelles et sportives répondant aux besoins exprimés par les habitant.e.s et/ou à partir d'initiatives portées par ces derniers.

ARES – Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	**128 738 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs à l'acte	

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier de l'Esplanade.

Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	**117 960 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier Hautepierre.

Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	**87 952 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs à l'acte	*76 852 €*
Contrat Enfance Jeunesse	*11 100 €*

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier du Port du Rhin.

Association du centre social et culturel de la Montagne Verte	**98 104 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier de la Montagne Verte.

Association du centre social et culturel Victor Schœlcher	**204 788 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	*108 088 €*
Accueil de loisirs maternel	*96 700 €*

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier de Cronenbourg.

Association du centre social et culturel de l'Elsau	**106 754 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier de l'Elsau.

Association du centre socioculturel du Fossé des Treize	**221 158 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier et dispose de deux espaces (Halles-Tribunal et Gare-Laiterie).

Association du centre socioculturel de la Meinau	**133 650 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	*81 720 €*
Contrat Enfance jeunesse	*51 930 €*

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier de La Meinau.

Association du centre social et culturel du Neuhof	**261 308 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	*250 658 €*
Contrat enfance jeunesse	*10 650 €*

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier du Neuhof.

Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	**89 714 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	*63 404 €*
Contrat Enfance Jeunesse	*26 310 €*

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier au sein du quartier de la Krutenau.

Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	**153 252€**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	*136 164 €*
Accueil de loisirs maternel	*17 088 €*

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier de la Robertsau.

Association du centre socio-culturel de Neudorf	**122 592 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier Neudorf.

Association Lupovino	**32 600 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	

L'association gère un centre socioculturel et propose des activités socioéducatives auprès des enfants et adolescent.e.s du quartier Neuhof-Polygone.

Association populaire Joie et santé Koenigshoffen	**160 546 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	*130 546 €*
Projet jeunesse sur le quartier des Poteries en lien avec l'association JEEP au titre de la 2ème tranche de l'année	*30 000 €*

L'association gère un centre socioculturel et organise des activités de loisirs et d'animation pour les habitant.e.s du quartier de Koenigshoffen.

B. Pour les associations socio-éducatives :

Association AMI de Hautepierre - Action – Médiation - Insertion	**38 280 €**
Fonctionnement général	

Animation Médiation Insertion est une structure de proximité créée à l'initiative des habitant.e.s du quartier de Hautepierrre qui intervient principalement sur la maille Eléonore. Elle favorise l'accès aux loisirs et intervient comme médiateur social. Elle s'adresse aux enfants, aux adolescent.e.s, aux adultes et aux familles. L'association participe à la réduction des phénomènes d'exclusion et de marginalisation qui touchent les jeunes du quartier et leurs familles.

ASTU – Actions Citoyennes Interculturelles	**45 320 €**
Fonctionnement général	

L'association fonde son action sur les valeurs de fraternité, de justice sociale, de solidarité, d'amitié entre les peuples, de coopération et d'interculturalité. Ses domaines d'intervention s'articulent autour de : l'accès au droit, l'accès à la culture, l'égalité des sexes, la participation à l'animation de la vie locale, l'éducation populaire, la défense de la citoyenneté de résidence, être une force d'interpellation et de propositions, la réussite scolaire, le soutien des parents dans leur rôle d'éducateur.

Association de gestion de la Maison des Associations	**77 520 €**
Fonctionnement général	

Inaugurée en 1991, la Maison des associations de Strasbourg a pour objectif de promouvoir, de soutenir et de faciliter la vie associative sur le territoire de Strasbourg Eurométropole. Espace de rencontre, de réflexion et de conseil, elle constitue un pôle de compétences et de services aux associations. Son action est organisée autour de trois pôles : mise à disposition de salles et bureaux, soutien et conseil aux associations, promotion de la vie associative et de l'engagement bénévole.

Association d'éducation populaire Kammerhof	**79 319 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs à l'acte	*68 819 €*
Contrat Enfance Jeunesse	*10 500 €*

Cette association, anciennement nommée AEP Saint Ignace, implantée au Stockfeld, organise toute l'année un accueil périscolaire pour les 6 – 12 ans et un accueil de loisirs sans hébergement pour les adolescents de 12 à 17 ans.

Centre culturel et social Rotterdam	**24 992 €**
Fonctionnement de l'Accueil Collectif de Mineurs	*5 550 €*
Accueil collectif de mineurs, à l'acte	*19 442 €*

Le Centre culturel et social Rotterdam organise un accueil collectif de mineurs sur le quartier Rotterdam.

Garderie-Restaurant la Clé des Champs – centre de loisirs et d'animation éducatifs	**58 334 €**

Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs à l'acte

L'association propose des actions en faveur des enfants sur le secteur de Hautefort au quartier du Neuhof. Elle organise un centre de loisirs pour les enfants de 2 à 12 ans et développe des actions autour du soutien éducatif, culturel, social, sanitaire et nutritionnel.

La Croisée des Chemins, Association protestante de Strasbourg, Espace Accueil Enfants-Parents-Jeunes	**53 862 €**
Fonctionnement de l'Accueil Collectif de Mineurs et subvention à l'acte	*47 862 €*
Contrat Enfance Jeunesse	*6 000 €*

L'association accueille enfants, parents et jeunes pour mieux vivre ensemble, elle gère également un Accueil Collectif de Mineurs.

Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin	**25 474 €**
Le fonctionnement de l'accueil de loisirs Maternelle Sainte-Aurélie et le Contrat Enfance Jeunesse	*22 230 €*
Accueil collectif de mineurs, à l'acte	*3 244 €*

L'association organise un accueil de loisirs péri et extrascolaire pour les enfants de 6 à 12 ans à l'école élémentaire Ste Aurélie au sein du quartier gare.

Association Je joue, je vis – Ludothèque de la Meinau	**13 110 €**

Fonctionnement général

L'association développe des activités autour du jeu (accueil de groupes et de familles dans les locaux à la Meinau) et installe des espaces de jeux à l'occasion de nombreux évènements et fêtes de quartiers.

La maison des jeux de Strasbourg	**12 568 €**
Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	*7 738 €*

Accueil de loisirs maternel Pasteur *4 830 €*

La Maison des Jeux de Strasbourg œuvre pour faire connaître l'importance du jeu, sous toutes ses formes, aux enfants, jeunes et adultes et pour faire reconnaître ses aspects socioculturels, en animant une ludothèque, et en développant de nombreuses activités ludiques.

Association les Disciples	**11 454 €**

Fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte

L'association organise des activités en faveur de tous les publics et plus particulièrement en direction des personnes en difficulté, elle intervient dans le quartier Cronenbourg.

Association Sp3ak3r	**24 000 €**

Fonctionnement général

L'association Sp3ak3r anime un tiers-lieu ressources pour les habitant.e.s et associations des quartiers politique de la ville (QPV), poursuit notamment un projet autour de l'initiation aux médias, à l'audiovisuel et aux métiers du journalisme.

Organisation populaire et familiale des activités de loisirs - OPFAL	**41 700 €**
Fonctionnement général	*39 300 €*
Fonctionnement de l'Accueil Collectif de Mineurs	*2 400 €*

L'association organise des actions socio-éducatives, regroupe les associations intéressées par l'organisation de loisirs familiaux, créé et gère des centres de vacances, des structures d'animations au sein du quartier Neudorf-Musau Ampère.

Par enchantement	**17 400 €**

Fonctionnement général

L'association intervient à Koenigshoffen, elle développe des activités qui relèvent de l'animation de la vie sociale du territoire et de l'éducation populaire en soutenant notamment les initiatives citoyennes d'habitant.e.s de tous âges.

AMSED - Association migration solidarité et échanges pour le développement	**13 740 €**

Fonctionnement général

L'association Migrations et Echange pour le Développement (AMSED) est une Organisation Non Gouvernementale fondée en 1998 pour le dialogue interculturel et le développement local à travers des chantiers internationaux, voyages solidaires, échanges euro-méditerranéens, animation de rue et parrainage pour l'emploi. Elle soutient les jeunes et moins jeunes pour améliorer leur quotidien et promeut la rencontre des cultures. L'association mène ainsi des actions qui peuvent prendre la forme d'informations, de conseils, d'accompagnements, d'échanges interculturels, d'élaborations de conduites d'initiatives de jeunesse et d'insertion, de chantiers de travail volontaire, de formation…

Conseil départemental des associations familiales laïques du Bas-Rhin	**178 764 €**
Contrat Enfance jeunesse - Accueil préados Poteries	*6 600 €*
Contrat Enfance jeunesse - Accueil Toupidecs Marcelle Cahn	*7 500 €*
Fonctionnement de l'EVS Poteries	*4 050 €*
Contrat Enfance jeunesse - Cigale Stockfeld	*900 €*
Accueil collectif de mineurs, à l'acte	*37 714 €*
Accueil de Loisirs Maternel	*122 000 €*

L'association organise des actions socioculturelles sur le quartier des Poteries visant à animer la vie locale et à favoriser l'engagement et la participation des habitants du quartier. Elle dispose d'un accueil de loisirs sans hébergement extra-scolaire d'une cinquantaine de places dans les locaux de l'école Marcelle CAHN aux Poteries (Les Toupidecs) pour les enfants de 6 à 12 ans, ainsi que d'un accueil de loisirs périscolaire à l'école élémentaire du Stockfeld pour une quarantaine d'enfants de 6 à 12 ans ainsi qu'un accueil de loisirs sans hébergement de 15 places pour les 10-14 ans aux Poteries.

Association départementale des Francas du Bas-Rhin	**13 900 €**

Fonctionnement général

L'association mène une expérimentation positive sur les quartiers Spach et Rotterdam. Il s'agit de faire du quartier Rotterdam un bassin de développement social local, de sorte à ce que les actions développées sur le territoire de veille aient un effet d'entrainement pour le quartier politique de la ville Spach. Ainsi plusieurs volets d'intervention sont programmés pour 2022 :
- Animations de rue mercredis hors vacances scolaires (12-17 ans)
- Animations vacances scolaires (12-17 ans)
- Accompagnement de collectifs de jeunes majeur.es (18 à 25 ans)

Club sportif de Hautepierre	**10 830 €**

Fonctionnement de l'Accueil Collectif de Mineurs et subvention à l'acte

Accueil de Loisirs Sans Hébergement à dominante sportive et ludique, les mercredis après-midis et durant les vacances scolaires (hors Noël), qui s'adresse aux enfants de 6 à 13 ans des quartiers de Hautepierre et Poteries.

Maison des Potes	**15 000 €**

Fonctionnement général

L'association propose un point d'information jeunesse situé à la Meinau, des actions de sensibilisation, d'écoute et d'information sur la discrimination, l'accès aux droits, la citoyenneté dans les collèges, dans son local et au travers d'animations de rue.

Gospel Kids	**11 550 €**

Fonctionnement général

L'association Gospel Kids a pour objectif la valorisation des jeunes par la mise en place de cours de gospel dans les différents quartiers de Strasbourg. Les enfants sont issus de

toutes les conditions sociales et de toutes origines. Ils se réunissent pour chanter, tout en apprenant les techniques vocales et en découvrant l'histoire et les valeurs d'unité et de partage du Gospel.

Horizome	**20 000 €**

Fonctionnement général

L'association, située sur le quartier Hautepierre, développe la capacité d'agir et l'autonomie des habitant.e.s en les mettant au centre des réflexions et actions menées. Elle développe des actions artistiques et aménage des temps de création, de convivialité, de concertation et de rencontre avec les acteur.rice.s du territoire (habitant.e.s, partenaires, institutions).

Association Populaire Familiale Syndicale de Neudorf-Centre	**15 000 €**

Le point Vert

Le Point Vert accueille en moyenne 170 enfants des quartiers de Strasbourg et Brumath de 4 à 16 ans qui y sont inscrits à la semaine. Le projet a pour objectif de sortir les enfants du milieu urbain pour une véritable rupture avec le milieu scolaire et l'environnement habituel et leur faire découvrir un autre environnement et d'autres modes de vie.

Maison des Adolescents	**40 000 €**
Soutien au projet Brik'Ecole	*30 000 €*
Soutien pour le renfort temporaire de postes de psychologues	*10 000 €*

La Maison des Adolescents est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) intervenant sur le département qui a ouvert ses portes en 2011. Elle est un lieu d'écoute, de conseils et d'accompagnement pour les jeunes de 11 à 25 ans, ainsi que pour leurs familles et leurs proches.

Soutien à la Maison des Adolescents de Strasbourg pour le renfort temporaire de postes de psychologues

La période de crise sanitaire que nous venons de traverser a fortement aggravé la vulnérabilité des jeunes et leur fragilité psychologique. Dans ce cadre, il est proposé un soutien complémentaire à la Maison des Adolescents pour renforcer son équipe de psychologues et apporter aux jeunesses strasbourgeoises le soutien dont elles ont besoin.

Soutien au projet Brik'Ecole

Le projet Brik Ecole a pour objectif d'accompagner la rescolarisation des collégien.ne.s et lycéen.ne.s en refus scolaire du fait d'une anxiété, d'une pathologie psychique. Il permet de :

- renouer avec l'apprentissage au sein d'un petit collectif, en dehors de l'espace familial, dans un lieu ni médical ni strictement scolaire,
- redonner confiance, réduire le sentiment d'incapacité face aux apprentissages et rendre à nouveau tolérable le regard des autres, des pairs, des enseignants. L'approche pédagogique sera adaptée avec un soutien de chaque présence plutôt qu'une simple gestion des absences,

- associer aux temps scolaires et d'accompagnement, des temps d'échanges, d'expressions et de créations au sein d'ateliers à médiation culturelle.

Brik ‘école est une expérience pilote, qui a vocation à se pérenniser pour permettre une accessibilité au plus grand nombre de jeunes concernés par des problématiques de refus scolaire anxieux.

C. Associations financées uniquement dans le cadre de subventions à l’acte pour leur(s) Accueil(s) Collectif(s) de Mineur(s)

Strasbourg Université Club	**13 350,00 €**
La Buissonnière de l'Aar	**4 786,00 €**
Association sportive ASPTT de Strasbourg - Accueil Collectif de Mineurs	**9 492,00 €**
Jeunesse Loubavitch Strasbourg	**4 582,00 €**
Unis vers le sport	**4 208,00 €**

II. Attribution de subventions d’investissement

Les associations ci-dessous ont déposé des demandes de subventions d’investissement pour financer des projets d’achats de mobiliers et de matériel.

Association du centre socio culturel du Fossé des Treize	**3 329 €**

Acquisition d'un vidéoprojecteur et de tonnelles

Centre socio culturel de la Krutenau - CARDEK	**3 540 €**

Acquisition d'un four
2 300 €
Réfection du point d'eau de l'atelier de peinture *1 240 €*

Association les disciples	**2 076 €**

Acquisition de tentes et de vidéoprojecteurs

Association du centre socioculturel de la Meinau	**9 940 €**

Acquisition de matériel de bureaux, de manutention et d'animation

Par enchantement	**2 600 €**

Achat d’équipements

Association du centre social et culturel de Hautepierre le Galet	**905 €**

Achat d'équipements divers

Centre socio culturel de Neudorf	**12 200 €**

Acquisition de mobilier pour l'espace jeunes Neufeld

III. Proposition de convention d'occupation temporaire du domaine public au profit du Centre social et culturel Au-delà des Ponts

Territoire en pleine mutation, le Port du Rhin, quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), constitue aujourd'hui un véritable trait d'union dans les logiques transfrontalières, entre la ville de Strasbourg et l'Allemagne.

Afin de pouvoir accompagner au mieux les habitant.e.s de ce quartier dans leur vie quotidienne, la ville de Strasbourg a souhaité réaliser un nouveau bâtiment permettant d'accueillir le centre socioculturel (CSC) « Au-delà des Ponts » et le centre médico-social (CMS) du territoire.

Cette réalisation représente un investissement de 3,4 M€ et entrera en service à l'été 2022. Cette nouvelle structure a pour objectif de renforcer et d'offrir aux habitant.e.s du Port du Rhin une offre de services de proximité renforcée.

L'enjeu de cet espace commun porte également sur la consolidation des dynamiques et des synergies de travail entre le domaine de l'animation socioéducative et le champ social avec une demande très forte sur ce territoire.

Dans ce cadre il est proposé de conclure une convention d'occupation temporaire du domaine public avec le centre social et culturel Au-delà des Ponts pour la mise en œuvre de son projet associatif à destination de l'ensemble des habitants du quartier.
Cette convention permettra d'acter les conditions suivantes de la mise à disposition de cet espace, à savoir :

- une mise à disposition des lieux sis 3, Place de l'Hippodrome à STRASBOURG (67000). Le bâtiment sera co-occupé par la ville de Strasbourg qui disposera de 143,15m² et l'association qui disposera de 734,75 m² dans le bâtiment et de 319 m² en extérieur. Par ailleurs, des parties communes seront mutualisées (45m²),
- les charges afférentes à cette mise à disposition seront refacturées à l'association au prorata de la surface occupée par chaque partie,
- cette mise à disposition intervient à titre gratuit à compter de la date de signature de la convention et jusqu'au 31 décembre 2022. La convention pourra être renouvelée trois fois pour une durée de 1 an de façon expresse par voie d'avenant.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

1. ARES – Association des résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*128 738 €*
2. Association du centre social et culturel de Hautepierre – Le Galet	*117 960 €*
3. Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	*87 952 €*
4. Association du centre social et culturel de la Montagne Verte	*98 104 €*
5. Association du centre social et culturel Victor Schœlcher	*204 788 €*
6. Association du centre social et culturel de l'Elsau	*106 754 €*
7. Association du centre socioculturel du Fossé des Treize	*221 158 €*
8. Association du centre socioculturel de la Meinau	*133 650 €*
9. Association du centre social et culturel du Neuhof	*261 308 €*
10. Association CARDEK centre socioculturel de la Krutenau	*89 714 €*
11. Association du centre social et culturel de la Robertsau – Escale	*153 252€*
12. Association du centre socio-culturel de Neudorf	*122 592 €*
13. Association Lupovino	*32 600 €*
14. Association populaire Joie et santé Koenigshoffen	*160 546 €*
15. Association AMI de Hautepierre - Action – Médiation - Insertion	*38 280 €*
16. ASTU – Actions Citoyennes Interculturelles	*45 320 €*
17. Association de gestion de la Maison des Associations	*77 520 €*
18. Association d'éducation populaire Kammerhof	*79 319 €*
19. Centre culturel et social Rotterdam	*24 992 €*
20. Garderie-Restaurant la Clé des Champs – centre de loisirs et d'animation éducatifs	*58 334 €*
21. La Croisée des Chemins, Association protestante de Strasbourg, Espace Accueil Enfants-Parents-Jeunes	*53 862 €*
22. Ligue de l'enseignement Fédération départementale du Bas-Rhin – Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin	*25 474 €*
23. Association Je joue, je vis – Ludothèque de la Meinau	*13 110 €*
24. La maison des jeux de Strasbourg	*12 568 €*
25. Association les Disciples	*11 454 €*
26. Association Sp3ak3r	*24 000 €*
27. Organisation populaire et familiale des activités de loisirs - OPFAL	*41 700 €*
28. Par enchantement	*17 400 €*
29. Association migration solidarité et échanges pour le développement	*13 740 €*
30. Conseil départemental des associations familiales laïques du Bas-Rhin	*178 764 €*
31. Association départementale des Francas du Bas-Rhin	*13 900 €*
32. Club sportif de Hautepierre	*10 830 €*
33. Maison des Potes	*15 000 €*
34. Gospel Kids	*11 550 €*
35. Horizome	*20 000 €*
36. Association Populaire Familiale Syndicale de Neudorf-Centre	*15 000 €*

37. Maison des adolescents - Soutien pour le renfort temporaire de postes de psychologues	*10 000 €*
38. Maison des adolescents – projet Brik'Ecole	*30 000 €*
39. Strasbourg université club	*13 350 €*
40. La buissonnière de l'Aar	*4 786 €*
41. Association sportive ASPTT de Strasbourg - Accueil Collectif de Mineurs	*9 492 €*
42. Jeunesse Loubavitch Strasbourg	*4 582 €*
43. Unis vers le sport	*4 208 €*

- *d'imputer les subventions 1 à 37 et 39 à 43 d'un montant total de 2 767 651 € au compte AS00B – 6574 – 422 – prog. 8013 au titre du BP 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 3 184 443 € ;*

- *d'imputer la subvention 38 d'un montant total de 30 000 € au compte AS11B – 6574 – 522 – prog. 8079 au titre du BP 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 60 500 € ;*

- *d'allouer les subventions suivantes :*

44. Association du centre socio culturel du Fossé des Treize	*3 329 €*
45. Centre socio culturel de la Krutenau - CARDEK	*3 540 €*
46. Association les disciples	*2 076 €*
47. Association du centre socioculturel de la Meinau	*9 940 €*
48. Par enchantement	*2 600 €*
49. Association du centre social et culturel de Hautepierre le Galet	*905 €*
50. Centre socio culturel de Neudorf	*12 200 €*
TOTAL	*34 590 €*

- *d'imputer les subventions 44 à 50 d'un montant total de 34 590 € au compte AS00 – 20421 – 520 – prog. 7017 au titre du BP 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 150 002 € ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant.e à signer les conventions y afférentes

approuve

la mise à disposition des lieux sis 3 place de l'hippodrome à STRASBOURG (67000) à l'association du centre social et culturel Au-delà des Ponts pour l'exercice de ses activités par la mise en place d'une convention d'occupation temporaire du domaine public. Le bâtiment sera co-occupé par la Ville de Strasbourg qui disposera de 143,15m² et l'association qui disposera de 734,75 m² dans le bâtiment et de 319 m² en extérieur. Par ailleurs, des parties communes seront mutualisées (45m²). Cette mise à disposition intervient à titre gratuit à compter de la date de signature de la convention et jusqu'au

31 décembre 2022. Les charges afférentes à cette mise à disposition seront refacturées à l'association au prorata de la surface occupée par chaque partie. La convention pourra être renouvelée trois fois pour une durée de 1 an de façon expresse par voie d'avenant.

autorise

la Maire ou son/sa représentant.e à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public y relative.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-147408-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Annexe n°1 - Subventions 2022 aux associations socioculturelles

Association	nature de la demande	Montant demandé	allouée en 2021	subvention versée - CM du 31 janvier 2022	subvention proposée au CM de juin 2022
ARES - Association des résidents de l'Esplanade	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	549 680 €	414 800 €	290 360 €	**128 738 €**
Association du centre social et culturel de Hautepierre - le Galet	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	417 000 €	330 900 €	231 630 €	**117 960 €**
Association du centre social et culturel Au-delà des Ponts	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	190 000 €	120 000 €	84 000 €	**76 852 €**
	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse		37 000 €	25 900 €	**11 100 €**
Association du centre social et culturel de la Montagne Verte	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	320 000 €	269 100 €	188 370 €	**98 104 €**
Association du centre social et culturel Victor Schoelcher	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	590 720 €	435 500 €	304 850 €	**108 088 €**
	Accueil de loisirs Maternel		96 700 €	0 €	**96 700 €**
Association du centre socio culturel de l'Elsau	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	367 646 €	337 700 €	236 390 €	**106 754 €**
Association du centre socio culturel du Fossé des Treize	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	678 000 €	630 100 €	441 070 €	**221 158 €**
Association du centre socioculturel de la Meinau	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	434 600 €	105 300 €	73 710 €	**81 720 €**
	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse		173 100 €	121 170 €	**51 930 €**
Centre social et culturel du Neuhof	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	975 822 €	808 000 €	565 600 €	**250 658 €**
	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse (CEJ)		35 500 €	24 850 €	**10 650 €**
Association CARDEK Centre socio culturel de la Krutenau	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	488 432 €	15 600 €	10 920 €	**63 404 €**
	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse		87 700 €	61 390 €	**26 310 €**
Centre socio culturel de la Robertsau l'Escale	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	542 875 €	394 800 €	276 360 €	**136 164 €**
	le fonctionnement de l'accueil de loisirs maternel pour l'année 2022		56 958 €	39 870 €	**17 088 €**
Centre socio culturel de Neudorf	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	571 153 €	329 200 €	264 040 €	**122 592 €**
Association Lupovino lutte pour une vie normale	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	205 000 €	102 000 €	71 400 €	**32 600 €**
Association populaire joie et santé Koenigshoffen	le fonctionnement généralet accueil collectif de mineurs, à l'acte	594 260 €	419 600 €	305 720 €	**160 546 €**
Action médiation insertion de hautepierre	le fonctionnement général	150 000 €	59 600 €	41 720 €	**38 280 €**
Actions citoyennes interculturelles	le fonctionnement général	116 000 €	84 400 €	59 080 €	**45 320 €**
Association de gestion Maison des associations	le fonctionnement général	260 000 €	258 400 €	180 880 €	**77 520 €**
Association d'éducation populaire Kammerhof (anciennement Saint-Ignace)	le fonctionnement général	234 500 €	159 600 €	111 720 €	**68 819 €**
	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse		35 000 €	24 500 €	**10 500 €**
Centre culturel et social Rotterdam	Accueil collectif de mineurs à l'acte	288 971 €	15 851 €	0 €	**19 442 €**
	le fonctionnement de son accueil de loisirs sans hébergement (ACM)		18 500 €	12 950 €	**5 550 €**
Garderie restaurant la clé des champs centre de loisirs et d'animation éducatifs	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	205 000 €	167 000 €	116 900 €	**58 334 €**

La croisée des chemins association protestante de strasbourg espace accueil enfants-parents-jeunes pour mieux vivre ensemble	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse	154 900 €	20 000 €	14 000 €	**6 000 €**
	le fonctionnement de l'accueil collectif de mineurs (ACM) et subvention à l'acte		84 400 €	59 080 €	**47 862 €**
Ligue de l'enseignement - Fédération des œuvres laïques du Bas-Rhin	le fonctionnement de l'accueil de loisirs maternelle Sainte-Aurélie et Contrat Enfance Jeunesse	81 500 €	62 100 €	43 470 €	**22 230 €**
	Accueil collectif de mineurs, à l'acte		12 000 €	8 400 €	**3 244 €**
Ludothèque de la Meinau - Association je joue je vis	le fonctionnement général	57 000 €	43 700 €	30 590 €	**13 110 €**
Maison des jeux de Strasbourg	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	30 000 €	22 500 €	15 750 €	**7 738 €**
	le fonctionnement de l'accueil de loisirs maternelle Pasteur	26 000 €	16 100 €	11 270 €	**4 830 €**
Association les disciples	le fonctionnement général	79 900 €	29 000 €	20 300 €	**11 454 €**
Sp3ak3r	le fonctionnement général	45 000 €	30 000 €	21 000 €	**24 000 €**
Organisation populaire et familiale des activités de loisirs	le fonctionnement de l'accueil collectif de mineurs Museau	159 280 €	8 000 €	5 600 €	**2 400 €**
	le fonctionnement général		131 000 €	91 700 €	**39 300 €**
Par enchantement	le fonctionnement général	58 000 €	58 000 €	40 600 €	**17 400 €**
Association migration solidarité et échanges pour le développement	le fonctionnement général	150 000 €	45 800 €	32 060 €	**13 740 €**
Conseil départemental des associations familiales laïques du Bas-Rhin	le fonctionnement de l'espace de vie sociale aux Poteries	16 470 €	13 500 €	9 450 €	**4 050 €**
	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse - Accueil préados Poteries	25 000 €	22 000 €	15 400 €	**6 600 €**
	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse - Accueil Toupidecs Marcelle Cahn	28 000 €	25 000 €	17 500 €	**7 500 €**
	le développement d'activités de loisirs dans le cadre du Contrat enfance jeunesse - Cigale Stockfeld	3 000 €	3 000 €	2 100 €	**900 €**
	Accueil collectif de mineurs à l'acte	37 714 €	37 714 €	0 €	**37 714 €**
	Accueil de loisirs maternels	122 000 €	122 000 €	0 €	**122 000 €**
Association départementale des Francas du Bas-Rhin	le fonctionnement général	25 000 €	23 000 €	16 100 €	**13 900 €**
Club sportif de Hautepierre	le fonctionnement général et accueil collectif de mineurs, à l'acte	36 000 €	14 000 €	9 800 €	**10 830 €**
Maison des potes de Strasbourg	le fonctionnement général	25 000 €	25 000 €	10 000 €	**15 000 €**
Gospel Kids	le fonctionnement général	42 000 €	38 500 €	26 950 €	**11 550 €**
Horizome	le fonctionnement général	40 000 €	0 €	0 €	**20 000 €**
Association Populaire Familiale Syndicale de Neudorf-Centre	Le Point Vert	30 000 €	20 000 €	0 €	**15 000 €**
Maison des Adolescents	Projet Brik'école	30 000 €	30 000 €	0 €	**30 000 €**
Maison des Adolescents	renfort temporaire des postes de psychologues		0 €	0 €	**10 000 €**
Strasbourg université club	subvention à l'acte	**13 350 €**	16 400 €	0 €	**13 350 €**
La buissonnière de l'Aar	subvention à l'acte	**4 786 €**	5 358 €	0 €	**4 786 €**
Association sportive ASPTT de Strasbourg - Accueil Collectif de Mineurs	subvention à l'acte	**9 492 €**	7 641 €	0 €	**9 492 €**
Jeunesse Loubavitch Strasbourg	subvention à l'acte	**4 582 €**	15 681 €	0 €	**4 582 €**
Unis vers le sport	subvention à l'acte	**4 208 €**	3 809 €	0 €	**4 208 €**
Association du centre socio culturel du Fossé des Treize	Investissement	**3 329 €**	0 €	0 €	**3 329 €**
Centre socio culturel de la Krutenau - CARDEK	Investissement	**5 371 €**	0 €	0 €	**3 540 €**
Association les disciples	Investissement	**2 076 €**	0 €	0 €	**2 076 €**
Association du centre socioculturel de la Meinau	Investissement	**10 562 €**	0 €	0 €	**9 940 €**
Par enchantement	Investissement	**2 602 €**	0 €	0 €	**2 600 €**

Association du centre social et culturel de Hautepierre - le Galet	Investissement	**905 €**	0 €	0 €	**905 €**
Centre socio culturel de Neudorf	Investissement	**13 819 €**	0 €	0 €	**12 200 €**
TOTAL		9 461 186 €	6 983 112 €	4 666 470 €	2 832 241 €

81

au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Résolution de Mme Céline Geissmann : Mise en place d'un système de cantines solidaires.

Numéro V-2022-930

La ville de Strasbourg, labellisée « ville amie des enfants », souhaite mettre en place un système de cantines solidaires pour des enfants qui auront été orientés par les associations de solidarités, les associations de parents d'élèves, les services sociaux ou les services éducatifs vers le CCAS. En effet, le défenseur des droits, dans son rapport de juin 2019 intitulé « un droit à la cantine scolaire pour tous les enfants » identifie l'accès à la cantine comme un corollaire du droit à l'éducation.

En effet, il devient compliqué de parler de réussite scolaire ou de réussite éducative quand on sait que certains enfants ne se nourrissent pas correctement du fait de la situation administrative ou de grande détresse de leurs parents. La ville de Strasbourg a mis en place une tarification solidaire qui octroie le tarif de 1,50 euros (1,15 euros pour un repas végétarien) par repas et par enfant pour les parents justifiant du quotient familial le plus bas. Malgré cela, ce coût n'est pas supportable pour nombre de familles sans ressource et/ou sans domicile.

Il est proposé que la gratuité soit appliquée aux repas réservés pour les enfants dont les parents sont en grande précarité, ou qui dorment à la rue avec ou sans papiers, et que la facturation soit directement transmise au CCAS, qui sera identifié comme débiteur.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après

transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-148297-AU-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Conseil municipal du 24 juin 2022

Point 81 à l'ordre du jour :

Résolution de Mme Céline GEISSMANN : Mise en place d'un système de cantines solidaires

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 56 voix + 1
+ 1 voix : Mme Lucette TISSERAND a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°81

Résolution de Madame Céline GEISSMANN : Mise en place d'un système de cantines solidaires.

Pour	Contre	Abstention
56	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia

82

Motion au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Motion : Pour le maintien du siège français d'adidas en Alsace et à Strasbourg.

Numéro V-2022-948

Le 30 mai dernier, la presse révélait que la branche française de la société d'équipements sportifs adidas avait engagé une réflexion avec la perspective de regrouper ses deux sièges sociaux de Paris et Strasbourg sur un seul et unique site parisien.

Implantée depuis 1959 en Alsace, à Dettwiller puis à Landersheim, c'est à partir de notre région que la marque a connu son véritable essor mondial avec la fabrication et la commercialisation de la Stan Smith et de la Superstar, les deux modèles de baskets les plus vendus encore à ce jour. Au plus fort de cette implantation, 2 000 employés alsaciens travaillaient pour adidas.

L'entreprise avait fait le choix en 2015, grâce à l'action des collectivités locales et dans un dialogue nourri avec la précédente équipe de direction, d'installer une partie de son siège français à Strasbourg, capitale régionale et capitale européenne des droits humains, pour conserver cet ancrage historique et préserver les emplois liés.

Quatre ans seulement après l'inauguration du bâtiment situé au cœur du quartier Archipel, face au Parlement européen, dont deux très impactés par la crise sanitaire liée à la Covid, cette décision, si elle se confirme, serait totalement inexplicable et devrait être reconsidérée.

Les salariés, à l'occasion d'une manifestation le 21 juin 2022, ont également rappelé leur attachement au site de Strasbourg et leur opposition à une recentralisation parisienne.

Outre le risque social majeur qu'une telle décision, prise dans l'opacité et sans concertation sérieuse, entraînerait pour les emplois locaux, ce choix, très discutable, porterait un grave préjudice d'image au territoire comme à l'entreprise, à l'approche des JO de 2024.

Les collectivités locales Ville de Strasbourg, Eurométropole de Strasbourg, Collectivité européenne d'Alsace et Région Grand Est, par la voix de leurs exécutifs, ont manifesté à plusieurs reprises leur opposition ferme à cette décision, si elle était confirmée. Elle serait incompréhensible et inacceptable vis-à-vis des salariés, de l'héritage de l'entreprise sur le territoire et du travail effectué par les collectivités pour maintenir adidas en Alsace.

Décidées à maintenir ce siège social, les collectivités ont demandé à adidas d'examiner toutes les alternatives, notamment en matière de lieu et d'espace de travail pour les salariés, permettant de maintenir les emplois à Strasbourg. Elles se tiennent prêtes à accompagner et soutenir l'entreprise dans cette démarche et ne comprendraient que cette proposition ne soit pas examinée par adidas.

En conséquence, la ville de Strasbourg :

- réaffirme son opposition ferme et définitive au départ d'adidas vers Paris ;
- demande à adidas de renoncer à la réflexion menée par l'entreprise en vue de regrouper ses activités de siège sur un seul site à Paris ;
- témoigne de sa solidarité les salariés engagés contre la perspective d'une fermeture du siège strasbourgeois d'adidas ;
- se tient prête à accompagner et soutenir l'entreprise pour examiner toutes les alternatives permettant de maintenir les emplois à Strasbourg ;
- demande au gouvernement et à l'Etat de se mobiliser aux côtés des collectivités pour préserver ces emplois en Alsace.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-148355-AU-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°82

Motion 1 : Pour le maintien du siège français d'ADIDAS en Alsace et à Strasbourg.

Pour 58	AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia
Contre 0	
Abstention 0	

83

Motion au Conseil Municipal du vendredi 24 juin 2022

Motion : Réaffirmation du caractère fondamental du droit à l'avortement en réaction à la décision de la Cour Suprême des Etats-Unis.

Numéro V-2022-947

La Cour Suprême des Etats-Unis a rendu ce vendredi 24 juin 2022 une décision qui remet en cause le droit à l'avortement, droit fondamental acquis depuis près d'un demi-siècle suite à l'arrêt Roe c. Wade. Cette décision constitue une nouvelle attaque inquiétante à l'encontre du droit de toutes les femmes à disposer de leur corps. Ce recul doit constituer une alerte à propos de la mise en danger, partout dans le monde, des femmes et de leurs droits.

En Europe aussi nous observons des atteintes aux droits et libertés fondamentales des femmes, et nous savons que le droit à l'avortement n'est pas assez protégé juridiquement dans tous les pays membres de l'Union Européenne et du Conseil de l'Europe. Nous saluons à ce titre la volonté portée par la Présidence Française de l'Union Européenne d'intégrer le droit à l'avortement à la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne.

Le Conseil municipal de Strasbourg fait part de sa profonde émotion et condamne fermement une décision qui constitue un recul dramatique pour les droits des femmes aux Etats-Unis.

Adopté le 24 juin 2022
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de
Légalité préfectoral Le 30 juin 2022
(Accusé de réception N°067-216704825-20220624-148353-AU-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 30/06/22

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 JUIN 2022 - Point n°83

Motion 2 : Réaffirmation du caractère fondamental du droit à l'avortement en réaction à la décision de la Cour Suprême des États-Unis.

Pour	Contre	Abstention
57	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia